



HAL
open science

**La politique de la Turquie dans les Balkans depuis 1990.
Relations bilatérales, politique régionale et influences
extérieures**

Sylvie Gangloff

► **To cite this version:**

Sylvie Gangloff. La politique de la Turquie dans les Balkans depuis 1990. Relations bilatérales, politique régionale et influences extérieures. Sciences de l'Homme et Société. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2000. Français. NNT : 2000PA010283 . tel-00592243

HAL Id: tel-00592243

<https://theses.hal.science/tel-00592243>

Submitted on 11 May 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La politique de la Turquie dans les Balkans depuis 1990

Relations bilatérales, politique régionale et
influences extérieures

23/02/2000

Sylvie GANGLOFF

Doctorat en science politique

Université de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne

Thèse soutenue le 23 février 2000

Obtenue avec la mention

« Très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité »

Composition du jury :

Jacques Soppelsa, Professeur des universités, université Paris 1, géographe,
président du jury

Charles Zorgbibe, Professeur des universités, université Paris 1,
politologue, directeur de thèse

Stéphane Yérasimos, Professeur des universités, politologue et historien,
spécialiste de la Turquie et des Balkans, université Paris 8, premier
rapporteur

Matei Cazacu, Chargé de recherche CNRS, historien, spécialiste des Balkans,
deuxième rapporteur

Ahmet Insel, Maître de conférences, économiste, université Paris 1,
spécialiste de la Turquie, Paris 1

Semih Vaner, Chargé de recherche, politologue, CERI, spécialiste de la
Turquie

Sylvie Gangloff : sfgangloff@hotmail.com

SOMMAIRE

Introduction	5
Note sur les transcriptions et translittérations	15
Principaux sigles utilisés	18
Première Partie La Turquie et les Balkans : environnement politique	20
Chapitre 1 Les grandes orientations de la politique étrangère turque	21
1.1. La Turquie : diplomatie et stratégie	23
1.1.1. La politique extérieure turque de 1945 à 1990	23
1.1.2. Atouts et fragilité d'une position géographique charnière	27
1.1.3. Nouveaux défis, nouveaux atouts : la politique extérieure turque depuis 1990	31
1.2. La Turquie et l'Occident	37
1.2.1. L'alliance turco-américaine : confrontation et convergence des intérêts nationaux	37
1.2.2. La Turquie et l'Europe	42
1.3. Tensions et instabilités internes	52
1.3.1. Le dilemme kurde	53
1.3.2. L'islam et la laïcité turque	56
1.3.3. Le <i>Refah</i> au pouvoir	60
1.3.4. Qui gouverne ? L'omniprésence de l'armée	63
1.3.5. Instabilité politique et émergence d'une société civile	67
1.4. Prise de décision en politique extérieure et politique semi-officielle de la Turquie	70
Chapitre 2 Nationalismes, identités nationales et antiturquisme	80
2.1. Nations et nationalismes balkaniques	84
2.1.1. La nationalisme turc	84
2.1.2. Nation et nationalisme grecs	90
2.1.3. Identité et « question macédonienne »	95
2.1.4. Le nationalisme serbe	99
2.1.5. L'exception albanaise ?	106
2.1.6. Le nationalisme bulgare	108
2.1.7. Le nationalisme roumain	111
2.2. Caractéristiques générales et formes d'expression de ces nationalismes	115
2.3. Turcophobie et image du Turc	127
Un cas de turcophobie aiguë : la Grèce	128
2.4. Les rapports avec les Européens	132
La rhétorique diplomatique des pays balkaniques vis-à-vis de l'Occident : que de ponts, remparts et autres avant-postes !	134
2.5. L'orthodoxie au cœur des identités nationales	137
2.5.1. L'héritage byzantin et ottoman	137
2.5.2. Orthodoxie, nation et nationalisme aujourd'hui : le mythe de la panorthodoxie	139
Conclusion	145
Chapitre 3 La scène balkanique depuis 1990	147
1.1. Les relations bilatérales de la Turquie avec les pays balkaniques avant 1991 : aperçu d'une relative éclipse	149
1.2. Les litiges gréco-turcs et la remise en cause de l'axe antiturc Sofia-Athènes	155
1.3. La question macédonienne	160
1.4. La Grèce, menacée ou isolée ?	166
1.5. Le Kosovo et la « question albanaise »	173
1.6. Les dilemmes serbes : nouvelles frontières et nouveau cadre étatique	178
Deuxième Partie Les Balkans dans les politiques de la Turquie et des grandes puissances depuis 1990	187
Chapitre 1 Les politiques des grandes puissances	188
1.1. Les États-Unis et les Balkans : une traduction de l'alliance turco-américaine hors cadre otanien	190
1.1.1. L'intervention américaine dans le conflit en Bosnie-Herzégovine	190

1.1.2. Diplomatie préventive et coopération américano-balkanique	195
1.1.3. Le développement économique, facteur de stabilité politique	199
1. 2. La Russie et les Balkans	204
1.2.1. La descente vers les mers chaudes	204
1.2.1. La Russie et la Grèce : le jeu complexe de Moscou entre les antagonismes gréco-turcs et gréco-bulgares	206
1.2.2. La Russie et la Bulgarie	208
1.2.3. La Russie et la Roumanie	211
1.2.4. Les soubresauts de la politique russe vis-à-vis du conflit en Yougoslavie	213
1.2.5. Réaffirmer sa puissance	217
1.3. La politique de l'Allemagne dans les Balkans : géopolitique allemande et dissonances européennes	220
1.3.1. Vers un nouveau <i>Drang nach Osten</i> ? Mythes et réalités à propos de la politique allemande	220
1.3.3. Quelle politique européenne commune dans les Balkans ?	225
Conclusion : vers quelle réorganisation des sphères d'influence ?	229
Chapitre 2 Les relations bilatérales de la Turquie avec les pays des Balkans depuis 1990	233
2.1. L'Albanie : un partenaire privilégié	233
Un partenariat avant tout militaire	234
L'Albanie : un pays en litige avec ses voisins	239
La chute de Berisha et la réorientation de la diplomatie régionale de l'Albanie	245
Le Kosovo : nouvelles menaces pour l'Albanie et nouveau rapprochement avec la Turquie	249
Conclusion : un partenariat étroitement lié au contexte régional	252
2.2. Les relations turco-macédoniennes : les incohérences d'un partenariat politique	254
Un soutien sans faille à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République de Macédoine	255
Les incohérences d'un partenariat politique	260
La Macédoine dans les Balkans : un voisinage difficile	264
Alternances politiques et politique extérieure	267
Conclusion : l'autolimitation de la diplomatie turque	269
2.3. Les relations turco-roumaines : le jeu d'équilibre roumain	273
Une normalisation par le commerce	273
Une coopération politique plus timorée	278
Nouveau gouvernement : nouvelle politique régionale	283
2.4. Les relations turco-bulgares : de la normalisation à la coopération	288
La normalisation des relations bilatérales, 1991-1994	289
Les approches régionales des deux pays	296
Le gouvernement Videnov et la réorientation de la politique bulgare	299
L'amorce d'une réelle coopération bilatérale	305
Conclusion	309
Conclusion : les approches balkaniques de la Turquie	316
Chapitre 3 L'islam et la turcité dans la politique balkanique de la Turquie La Turquie confrontée à son héritage ottoman	325
3.1. La Turquie et le conflit en Bosnie-Herzégovine	326
3.2. La place de l'islam et de la turcité dans la politique balkanique de la Turquie	340
Le primat du politique sur les affinités religieuses	340
Les minorités turques des Balkans : relais politiques et économiques ou obstacles au développement de bonnes relations entre la Turquie et les pays balkaniques ?	346
Turcophobie et prudence diplomatique turque	356
Conclusion : la Turquie face à son héritage ottoman	360
Troisième Partie Enjeux stratégiques transrégionaux La Turquie et les Balkans dans un espace eurasien	362
Chapitre 1 Influences croisées et jeux d'alliances autour de la mer Noire	363
1.1. Enjeux et jeux de puissance en Eurasie	366
1.1.1. La Russie et l'étranger proche	366

1.2.2. Les États-Unis ménagent la Russie	370
1.1.3. L'inconstance de la politique américaine dans l'étranger proche	376
1.1.4. Les détroits : toujours d'actualité	382
1.1.5. Pétrole et pipelines : enjeux économiques et politiques	387
1.2. Pseudo-alliances et contre-alliances autour de la mer Noire	395
1.2.1. Le GUAM et l'axe Kiev-Tbilissi-Bakou-Ankara	395
1.2.2. L'ombre des tensions gréco-turques	401
1.2.3. Pseudo trilatérales et contre-trilatérales dans les Balkans	405
1.2.4. Les dilemmes de l'Arménie	408
1.2.5. Les relations transversales Balkans-Caucase	410
1.2.6. L'alliance Turquie-Israël face au « front du mal » : Grèce-Iran-Arménie-(Russie)-(Syrie)	412
1.2.7. Le jeu de l'Iran	414
1.2.8. L'ambivalence des relations entre la Turquie et la Russie	416
Conclusion : perception de la menace et phobie de l'encerclement	421
Chapitre 2 Une coopération à géométrie variable : Axes de communication, coopération économique, et politiques multilatérales	426
2.1. La Zone de Coopération Économique de la Mer Noire	430
2.1.1. Intérêts nationaux et motivations des pays membres de la ZCEMN	430
2.1.2. La Déclaration d'Istanbul et les objectifs de la ZCEMN	434
2.1.3. Institutions et institutionnalisation de la ZCEMN	435
2.1.4. Initiatives concrètes, projets et réalisations	437
2.1.5. ZCEMN versus Union européenne	438
2.2. La dimension politique de la coopération multilatérale	441
2.2.1. Initiatives multilatérales dans les Balkans	441
2.2.2. La dimension politique et de sécurité de la ZCEMN	455
Conclusion : Les formes douces de coopération	458
et le poids décisif de l'Occident.	458
2.3. Politique et voies de communication dans l'espace Balkans-Turquie-Mer Noire :	461
2.3.1. Structure du nouvel espace transeuropéen de circulation : les liaisons entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe du sud-est.	462
2.3.2. Pôles de communication et d'échanges en Eurasie Les liaisons Europe-Asie et la réorientation transeuropéenne du réseau de transport	469
2.3.3. Les transports en Turquie et les liaisons Europe - Moyen-Orient et Europe - Asie centrale ou l'aptitude de la Turquie à s'ériger en pont	475
2.3.4. Enjeux politiques et économiques : la puissance et l'indépendance des États en question	481
Conclusion : la Turquie au centre de l'Eurasie ?	489
Conclusion	493
La recherche de la <i>Pax Balkanica</i>	494
La coopération régionale et l'influence décisive de l'OTAN	501
L'interaction entre l'économique et le politique	502
La Turquie a-t-elle une politique balkanique ?	504
L'alliance turco-américaine dans les Balkans et au-delà	508
Sur le retour de l'histoire	509
Les ponts et les carrefours : permanences géographiques et « rhétorique du pauvre »	511
L'ombre des tensions gréco-turques	515
Le poids des Balkans dans la diplomatie turque	517
Le poids de la Turquie dans les Balkans	520
La Turquie face à son passé ottoman	521
Quelle fraternité ethnique ou religieuse ?	523
Vers une réorientation des politiques étrangères de la Turquie et des pays des Balkans ?	526
Bibliographie	533
Présentation des revues les plus fréquemment citées	534
Agences de presse et serveurs d'informations internet	538
Les principaux quotidiens turcs consultés	540
Autres sources d'informations	540
La Turquie et les Turcs	542
Les Balkans	550

La Macédoine _____	557
L'Albanie et la question albanaise _____	559
La Bulgarie _____	562
La Yougoslavie, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine _____	565
La Roumanie _____	568
La Grèce _____	570
La Turquie et les Balkans depuis 1991 _____	572
Les acteurs extérieurs : Russie, Allemagne, États-Unis, OTAN et Europe _____	574
Mer Noire et Eurasie _____	578
Transports et réseaux de communication _____	582
Annexes _____	584
Gouvernements turcs depuis 1990 _____	585
Les partis politiques turcs. Présentation _____	589
Portrait des principaux leaders politiques turcs depuis 1991 _____	591
Principaux indicateurs économiques sur la Turquie _____	593
Commerce et économie _____	595
Chronologie des relations bilatérales _____	597
de la Turquie _____	597
avec les pays balkaniques _____	597
1990-1997. _____	597
Chronologie des relations bilatérales entre la Turquie et la Bulgarie _____	598
Chronologie des relations bilatérales entre le Turquie et l'Albanie _____	608
Chronologie des relations bilatérales entre la Turquie et la Roumanie _____	614
Chronologie des relations bilatérales entre la Turquie _____	619
et la République de Macédoine _____	619
Chronologie des relations entre la Turquie et la Bosnie-Herzégovine et la RFY _____	625
La Zone de Coopération Économique de la mer Noire _____	632
Black Sea Economic Cooperation Summit Declaration on Black Sea Economic Cooperation, Istanbul, 25 June 1992 _____	634
Sofia Declaration on Good-Neighbourly Relations, Stability, Security and Co-operation in the Balkans Sofia, 7 July 1996 _____	636
Convention concernant le régime des détroits signée à Montreux le 20 juillet 1936 _____	640
Mouvement des navires à travers les détroits turcs _____	649
A Summary of Turkish Regulations Regarding Maritime Traffic in the Turkish Straits and Sea of Marmara _____	650
Cartes _____	652
Le relief des Balkans _____	652
Les Balkans aujourd'hui _____	653
L'Empire ottoman en 1792 _____	654
Le recul ottoman dans les Balkans _____	655
Les transformations du territoire de la Bulgarie _____	657
L'Albanie et les Albanais : frontières et aire de peuplement _____	658
Les transformations du territoire grec _____	659
De la Serbie à la Yougoslavie _____	660
La Macédoine géographique : revendications conflictuelles et division _____	661
La Turquie au centre du monde ? _____	662
Les Balkans : composition ethnique au début du XXe siècle _____	663
Des revendications territoriales contradictoires _____	664
Les empires médiévaux : bases de revendications territoriales _____	665
Le conflit en Bosnie-Herzégovine : plans de paix _____	666
Traité FCE : zone des flancs - Pipelines : projets en concurrence _____	667
La Turquie : réseau de transport _____	668
Réseaux de transport en Europe centrale et orientale _____	669

La Turquie pouvait craindre, avec l'effondrement de l'URSS et du pacte de Varsovie et par conséquent avec la disparition de cette menace qui pesait sur l'Occident, qu'elle perdrait tout intérêt aux yeux des Occidentaux à commencer par les Américains. Cette dévalorisation stratégique a été compensée par deux phénomènes bien distincts. Il s'agit tout d'abord de la guerre du Golfe qui est venue fort à propos illustrer l'intérêt que pouvait représenter la Turquie pour les Occidentaux dans la région moyen-orientale. La Turquie a ainsi retrouvé toute son importance stratégique dans un rôle qui n'est certes pas nouveau mais réévalué, celui de poste avancé de l'Occident au Moyen-Orient. D'autre part, la simple dislocation du Bloc communiste a rehaussé le poids relatif de la Turquie (en termes de puissance et d'influence) dans l'ensemble de la zone Asie centrale / Caucase / Balkans. Nombre des pays libérés de la tutelle communiste (Balkans) ou nouvellement indépendants (Caucase) sont à la frontière de la Turquie ; l'Asie centrale, coupée de l'Anatolie par une zone de peuplement iranien, est peuplée de turcophones (ou peuples *turciques*). Ces espaces n'ont pas, dans un premier temps, fait l'objet d'une attention prioritaire à Washington ou à Bruxelles et, de fait, ce sont les pays d'Europe centrale qui ont été admis dans la première vague d'élargissement de l'OTAN et de l'U.E. Mais de nombreux intérêts et contraintes stratégiques (instabilité aux portes de l'Europe, risques d'implication dans un conflit régional de deux membres de l'OTAN – i.e. Grèce et Turquie, présence d'importantes ressources énergétiques dans le bassin de la Caspienne, etc.) ont finalement incité les États-Unis à s'impliquer dans ces zones.

Ces espaces géopolitiques en voie de recomposition offrent de nouvelles perspectives à la diplomatie et à l'économie turques mais représentent également de nouvelles menaces puisque la Turquie se retrouve au milieu de zones de tensions et que des conflits ont éclaté à ses portes. Ce

nouveau triangle stratégique (Balkans-Caucase-Moyen-Orient) génère de nombreuses craintes dans les milieux politiques et militaires du pays mais est aussi régulièrement mis en avant dans les discours de valorisation stratégique des dirigeants. D'autre part, si la Turquie bénéficie bien d'une nouvelle rente stratégique, les menaces ne sont plus tout à fait partagées (à l'exception du cas du Moyen-Orient) avec l'allié américain. Les termes de cette rente ont été donc modifiés et l'ébauche d'un partenariat (non dénué de frictions) entre la Turquie et les États-Unis dans l'approche des nouvelles zones (Balkans, Caucase, Asie centrale) repose plus sur une convergence de vues dans la conduite des affaires régionales que sur la gestion d'une menace commune.

Bien que les liens avec les Occidentaux restent essentiels, la Turquie a recentré sa politique étrangère vers les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale. Elle est aujourd'hui économiquement présente dans ces zones et y a développé des relations politiques parfois très étroites. Elle s'est activement impliquée dans la gestion des conflits au Haut-Karabakh ou en Bosnie-Herzégovine. Sa politique caucasienne, inexistante jusqu'alors, s'est affirmée à partir de 1991 et elle a effectué un retour spectaculaire sur la scène balkanique où elle avait été quasi absente depuis l'effondrement de l'empire.

L'Empire ottoman a dominé les Balkans pendant cinq siècles (invasion de la Serbie et de la Bulgarie à la fin du XIVe siècle). Cet empire fut à bien des égards avant tout balkanique. De nombreux dirigeants ottomans étaient originaires des Balkans et l'attention de la Porte fut souvent monopolisée par cette région. On a même pu dire que si cet empire était *de jure* dirigé par l'islam, il était *de facto* dominé par les élites balkaniques (commerce tenu par les juifs et les Grecs, origine balkanique des janissaires et de hauts dignitaires de l'empire, etc.). C'est dans les Balkans que les Jeunes-Turcs ont réalisé leur révolution en 1908 pour voir, quatre ans plus tard, leur pouvoir sérieusement ébranlé par une guerre « balkanique ». Les Balkans occupent donc dans l'imaginaire turc une place bien plus importante que le Moyen-Orient également dominé par l'Empire, ou par exemple que l'Asie centrale d'où les Turcs sont originaires. Cette image n'en est pas moins complexe et entachée d'obscures rancœurs : instigateurs de tous les dangers, parfois même traîtres envers leurs bienfaiteurs, les Balkaniques sont l'objet de nombreux soupçons. L'animosité avec la Grèce n'a pas démenti, par la suite, ces soupçons. Cette domination a aussi laissé de nombreuses traces dans les Balkans, du simple point de vue culinaire, toponymique ou architectural comme du point de vue de l'organisation sociale et politique ou tout simplement du cheminement historique des nations balkaniques. Ces emprunts réciproques (des Ottomans aux Byzantins, des Balkaniques aux Ottomans et inversement) ne sont pas revendiqués, loin s'en faut, par les Balkaniques qui, au contraire, soulignent le *Dark Age* qui s'est abattu sur la région avec la mainmise des turcomusulmans. A partir du début du XIXe siècle, les nationalismes balkaniques émergents s'élevèrent

contre cette domination ottomane. Le reflux ottoman des Balkans au XIXe siècle constitua cette Question d'Orient qui préoccupa tant les chancelleries européennes. C'est dans la guerre contre les Turcs que ces nationalismes et nations se sont constituées. Et c'est dans une opposition aux Turcs, à leur culture, à leur système politique et à leurs mentalités que leur identité nationale s'est construite. Le ressentiment vis-à-vis des Turcs est donc vif et ne peut manquer d'influencer, aujourd'hui encore et de façon très sensible, les relations entre ces pays et la Turquie actuelle, pourtant occidentalisée et alliée politique des États-Unis et de l'Europe depuis quarante ans. Nous ne pouvons bien sûr revenir ici sur l'ensemble de cet arrière plan historique, mais celui-ci est essentiel pour la compréhension des événements d'aujourd'hui. Seules quelques références seront effectuées au gré des questions évoquées et du poids de cet héritage historique¹.

Depuis l'effondrement de l'Empire ottoman, la Turquie républicaine s'est plutôt désintéressée des affaires balkaniques selon l'adage kémaliste de non intervention dans les affaires des anciennes provinces. Repliée sur son terroir anatolien, la Turquie a même tenté d'effacer ce lourd passé ottoman, jonché, le dernier siècle, de défaites militaires et de contestations multiples de son influence et de son rôle politique. La période kémaliste a été marquée par une tentative (relativement couronnée de succès) de réconciliation avec la Grèce qui a abouti, entre autres, à l'Entente balkanique de 1934. La période communiste s'est illustrée par un désengagement quasi total de la Turquie de cette zone dominée par l'autre Bloc, et par les prémices (et le développement) des tensions gréco-turques qui ont atteint leurs paroxysmes après 1974. Le Pacte balkanique de 1954 entre la Grèce, la Yougoslavie titiste et la Turquie a quelque peu fait exception à ce désengagement mais il avait été conclu sous la houlette des États-Unis et, dans les faits, rapidement rendu caduc par l'orientation tiers-mondiste de Belgrade et les premières tensions interethniques à Chypre (et donc entre la Grèce et la Turquie).

Soixante-dix ans après l'effondrement de l'Empire ottoman, les États balkaniques se sont émancipés de la tutelle soviétique et ouverts politiquement et économiquement à l'extérieur. Mais si les Turcs ont découvert avec euphorie un monde turcophone en Asie centrale qu'ils ne connaissaient pas (et qui n'avait jamais fait partie de l'empire Ottoman), la redécouverte des Balkans a été, elle, plus timorée et prudente.

¹ Le lecteur non spécialiste des Balkans pourra se reporter aux ouvrages suivants : Robert Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989 ; George Castellan, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991 ; Bernard Lory, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Paris, Ellipses, 1996 ; en anglais, voir, par exemple, Barbara Jelavich, *History of the Balkans*, Berkeley/Los Angeles, Cambridge University Press, 2 vol., 1983 ; L. Stavrianos, *The Balkans*

Du simple fait de sa proximité géographique, la Turquie ne peut ignorer les Balkans. Si en termes strictement géographiques la partie balkanique de la Turquie ne représente que 3% de son territoire (et 10% de sa population), en termes géostratégiques, la Turquie détient la position clé de la Thrace orientale et contrôle les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Politiquement, elle est impliquée dans les affaires balkaniques et surtout menacée par l'instabilité de la région. « Jamais une guerre balkanique n'a épargné la Turquie » entend-on dire fréquemment depuis 1991. Les Balkans sont aussi incontournables pour relier l'Europe occidentale avec laquelle la Turquie réalise la moitié de ses échanges. La stabilité politique de la région relève alors non seulement d'une simple lutte pour assurer la sécurité du pays mais aussi du maintien de son développement économique. Enfin, la domination ottomane a laissé dans la région de nombreuses communautés musulmanes, communautés assimilées, brimées ou massacrées mais qui, en tout état de cause, créent des contentieux. La Turquie peut-elle ne pas réagir aux massacres de communautés dont elle a généré la naissance ? Nous le verrons, dans notre zone d'étude, la grille d'analyse proposée par certains auteurs (Samuel Huntington) n'est pas pertinente. La co-religiosité crée certes des affinités, mais elles ne supplantent jamais le politique. La complexe mais réelle imbrication du politique et du religieux dans les Balkans et la présence de communautés musulmanes s'avèrent en fait être plus un frein au déploiement de l'influence turque dans la région qu'un réel motif supplémentaire à son intérêt pour la zone. Il en va de même pour son implication historique, souvent évoquée en Occident pour justifier l'intérêt porté par la Turquie à cette région mais qui, perçue négativement dans les Balkans, incite plutôt Ankara à adopter un profil bas. D'autre part, la Turquie moderne (et donc recentrée sur l'Anatolie) s'est, elle aussi, construite dans l'animosité et notamment dans une lutte contre l'armée grecque, et aujourd'hui encore les dirigeants turcs restent sensibles aux « dangers balkaniques ».

La Turquie a tout de même développé de solides liens bilatéraux dans la région depuis 1991, entre autres avec l'Albanie et la République de Macédoine. Elle a normalisé ses relations avec la Bulgarie et ses entrepreneurs se sont très tôt implantés dans la région, notamment en Roumanie. Elle a signé des accords de coopération commerciale et militaire avec l'ensemble des pays de la région et elle est dorénavant un acteur régional de premier plan. *Mais peut-on parler d'un « retour de la Turquie » dans les Balkans ?*

Quelles sont les formes et l'ampleur de son offensive diplomatique dans la région ? A-t-elle, entre autres, mis au point des axes ou alliances (avec la Bulgarie, la République de Macédoine ou l'Albanie) ? Cette notion d'axes est-elle d'ailleurs pertinente ? A-t-elle (et se donne-t-elle) les

since 1453, New York, Rinehart & Winston, 1963 ; S.J. Shaw, E.K. Shaw, *History of the Ottoman Empire and Modern Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press, 2 vol., 1976 et 1977.

moyens de mener une politique construite dans la région ou réagit-elle au coup par coup à l'évolution du contexte régional ? Quel est finalement le poids des Balkans dans l'ensemble de la diplomatie turque et quels sont les facteurs (liens historiques, présence de communautés turques, etc.) influençant cette politique régionale ? La Turquie use-t-elle principalement de l'outil économique ou, par exemple, de sa maîtrise des technologies militaires pour nouer des relations dans la région ? Peut-elle aborder le contexte balkanique sans prendre en compte son appartenance à l'OTAN ou encore ses litiges avec la Russie ? Autant de questions auxquelles nous tenterons d'apporter quelques éléments de réponse.

Des considérations de politique intérieure prennent souvent le pas, dans les campagnes électorales comme dans les faits, sur la politique extérieure. Ces facteurs internes (qui, dans le cas de la Turquie, prennent souvent l'allure d'éléments d'instabilité) ont eux aussi des répercussions sur la diplomatie du pays². L'instrumentalisation de la question kurde par certains pays en est l'exemple le plus éclairant. Les éventuels soutiens au PKK (officiels ou officieux, politiques ou militaires) tout comme la compréhension dont font preuve certains pays à l'égard de la répression dans le sud-est anatolien, reflètent d'ailleurs bien souvent les positions politiques des uns et des autres vis-à-vis de la Turquie, que l'on tente de la ménager ou de faire pression sur elle, voire de la déstabiliser dans les schémas les plus pessimistes évoqués par les dirigeants turcs. D'autres part, de nombreux acteurs influent, directement ou indirectement, sur la politique extérieure du pays : administrations et ministères, associations et lobbies divers (à base ethnique, régionale, commerciale, idéologique, etc.)³. Les intérêts de ces acteurs ne se recoupent pas forcément, ce qui peut donner lieu à des luttes d'influences et à des processus complexes de décision politique où l'intérêt de l'État n'est pas toujours l'objectif atteint ni même poursuivi⁴. De même, l'imbrication de l'interne et de l'externe peut parfois conduire les dirigeants turcs à prendre des décisions ou prononcer des discours pas toujours conformes à l'intérêt de l'État ou à ce qui peut en être perçu. Ainsi, si la guerre en Tchétchénie n'appelait qu'à une réaction timorée des dirigeants turcs qui

² Sur les interférences entre politique étrangère et politique interne, voir James N. Rosenau (ed.), *Linkage Politics, Essays on the Convergence of National and International Systems*, New York, The Free Press, 1969 ; et sa critique par Jacques Freymond, "Influence des facteurs internes sur la politique extérieure", *Relations Internationales*, n°4, 1975, pp. 179-184. Dans sa typologie des liens entre actes de politique étrangère et actes de politique intérieure, Jean-Baptiste Duroselle soutient qu'il n'y a aucun acte de politique étrangère qui n'ait un aspect de politique interne (*Tout empire périra*, Paris, Armand Colin, 1992, pp. 46-48).

³ Un profil général de ces institutions et des divers acteurs influençant potentiellement la politique extérieure du pays sera présenté à la fin du premier chapitre ("Prise de décision en politique étrangère et politique semi-officielle de la Turquie").

⁴ Le processus de décision en matière de politique étrangère a été théorisé par Richard Snyder, H.W. Bruck, Burton Sapin, *Foreign Policy Decision Making*, New York, The Free Press of Glencoe, 1962. Pour une présentation succincte de cette approche décisionnelle, voir Samy Cohen, "Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère", in Marie-Claude Smouts (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presse de

craignaient l'élaboration d'un précédent dommageable à leur gestion de la question kurde, cela n'a pas empêché les hommes d'affaires turcs (très présents en Russie) de faire pression sur les dirigeants pour qu'ils tempèrent encore plus leurs propos ; de même cela n'a pas empêché le Premier ministre Tansu Çiller, en position délicate, d'avoir recours, pour tenter de redorer son image (interne), à un lexique plus nationaliste en dénonçant avec véhémence la virulence de la répression.

Les acteurs turcs non étatiques ont une influence non négligeable, mais forcément mal connue du fait de la complexité et semi-clandestinité de ces réseaux, sur la politique de l'État turc. Ils peuvent tisser leurs propres réseaux relationnels ou être utilisés par les autorités turques lorsque l'État fait défaut ou ne souhaite pas s'engager ouvertement. Ankara a ainsi pu déléguer des missions officieuses à ces réseaux informels. Mais la politique de ces divers organismes ne se conforme pas toujours, loin sans faut, à celle de l'État turc. Il s'agit, avant tout, de liens tissés directement par les partis politiques turcs avec leurs homologues dans les Balkans.

Seule l'utilisation de la guerre en Bosnie-Herzégovine par le *Refah* dans sa rhétorique électorale, du fait de son impact sur la politique turque, sera analysée (II, 3.1.). L'influence de divers lobbies balkaniques en Turquie (et notamment les associations regroupant des Turcs ou musulmans originaires des Balkans) sera évoquée (II, 3.2.) mais ne fera pas l'objet d'une analyse détaillée. Les liens tissés par les différentes confréries turques (*Nakşbandis*, *Süleymancı*, *Nurcu*, etc.), de fait de la complexité de ces réseaux, de la variété de leurs approches théologiques et politiques, de leurs liens mouvants avec diverses factions politiques en Turquie, ne pourront être pris en compte. La présence d'écoles ou de publications des *Fethullahcı*, qui pourraient recevoir un appui discret des autorités turques, sera mentionnée le cas échéant. Il conviendra également de s'interroger sur l'influence, souvent évoquée, des Turcs d'origine balkanique dans la définition de la politique turque (et l'intérêt porté à cette région). Enfin, les liens de plus en plus souvent dénoncés dans la presse, entre certains partis ou hommes politiques et la mafia, doivent nous conduire à nous interroger sur l'éventuelle utilisation de ces réseaux par l'État pour assurer certaines missions (livraisons de matériels militaires, etc.). Aucune source de bonne foi ne pouvant confirmer ou infirmer des hypothèses *a priori* plausibles, il ne nous est pas possible d'intégrer cet élément dans notre analyse. Les relations personnelles développées par certains leaders turcs avec leurs confrères étrangers seront mentionnées lorsqu'elles pèsent sur les décisions de politique extérieure.

Sciences Po, 1998, 75-101 ; ou Marlis Steinert, "La décision en politique étrangère. Essai sur l'utilisation de théories", in *Enjeux et puissances. Mélanges en l'honneur de J.-B. Duroselle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, pp. 69-82.

La question chypriote est centrale dans la politique extérieure de la Turquie depuis les années 60. Les répercussions des tensions interethniques sur cette île, aussi bien dans les relations de la Turquie avec sa voisine grecque que dans ses relations avec ses partenaires de l'OTAN et les pays communistes, sont considérables. L'importance stratégique de Chypre se s'étant pas amoindrie (elle aurait même tendance à être rehaussée avec le conflit au Kurdistan et le projet de pipeline aboutissant à Ceyhan), Chypre reste et restera une question fondamentale dans l'ensemble des relations extérieures turques, y compris dans les Balkans. La question chypriote et les tensions gréco-turques, déjà amplement étudiées par ailleurs⁵, ne seront analysées ici que dans leurs répercussions (et elles sont donc nombreuses) sur les relations bilatérales de la Turquie dans la région. De même, le conflit en Bosnie-Herzégovine, également étudié par ailleurs et dont l'analyse, comme les tensions gréco-turques, absorberait à elle seule la totalité de cette thèse, ne sera pas analysé en détails mais pour la seule diplomatie de la Turquie vis-à-vis de ce conflit.

Il importe avant d'entamer cette étude d'en fixer les limites géographiques. La délimitation géographique des Balkans⁶ ou de la « péninsule balkanique »⁷ est en effet sujette à controverses ou tout du moins à débats. Si au sud, à l'est et à l'ouest, cette délimitation ne pose pas de problèmes – mer Égée, mer Méditerranée et mer Adriatique – au nord, cette limite est moins claire. L'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, la Macédoine et la Serbie sont très certainement parties des Balkans mais les cas de la Roumanie, de la Croatie et de la Slovénie sont plus délicats. La Croatie et la Slovénie, plus proches de l'Europe centrale par leurs réseaux de communication et leur histoire politique (domination ottomane lointaine et brève puis appartenance à l'Autriche-Hongrie), ne seront abordées qu'au coup par coup dans cette étude. Ces deux pays se défendent d'ailleurs ardemment d'appartenir à ce monde balkanique et mettent en avant une identité centre-européenne jugée plus flatteuse. Ils invoquent, entre autres, leur identité catholique dans cette auto-exclusion des Balkans. En revanche, la Roumanie a des intérêts politiques et stratégiques aussi bien au nord et à l'est (Bessarabie, Transylvanie) qu'au sud. Elle sera donc prise en compte dans cette étude. Cette

⁵ Voir, par exemple, Semih Vaner (dir.), *Le différent gréco-turc*, Paris, L'Harmattan, 1988 ; Romain Yakemtchouk, "La Méditerranée orientale dans la politique des puissances", numéro spécial *Studia Diplomatica* n°3-5, 1987 ; Charles Zorgbibe, *La Méditerranée sans les Grands ?*, Paris, PUF, Collection perspectives internationales, 1980.

⁶ Le terme de « Balkans » est quelque peu tombé en désuétude à la fin des années 80 au profit de celui de « sud-est-européen », jugée plus neutre et politiquement correct. Le terme de « Balkans » renvoie en effet à une image d'instabilité et de fractionnement politique (c'est la balkanisation) où nations et nationalismes et autres phénomènes obscurantistes au parfum plus oriental qu'occidental tiennent le haut du pavé. De nombreux « Balkaniques » (et notamment les Roumains) le jugent péjoratif. Le terme de « Balkans » sera toutefois utilisé ici de préférence à celui de « sud-est européen » qui ne renvoie à aucune réalité historique. La lutte contre les préjugés de toutes sortes dont sont victimes les Balkaniques ne passe pas par un changement d'appellation sur lequel un jour ou l'autre seront transférés lesdits préjugés mais sur un travail sur l'image elle-même du Balkanique (travail qui ne peut s'accomplir sans un minimum de réalité sur le terrain).

⁷ L'expression fut créée par le géographe allemand Johann August Zeune en 1808 ("Balkanhalbinsel" ou "Hoemushalbinsel"), *Gea-Nersuch einer winneunchaftlichen Erdbescheibung*, Berlin, 1808.

coupure correspond à un ancien clivage entre un nord-est ayant connu la domination autrichienne et un sud-est appartenant à l'Empire ottoman.

Une description de la scène balkanique, aire aujourd'hui déstabilisée et conflictuelle, s'impose avant de pouvoir analyser comment la Turquie s'insère dans ce complexe jeu d'antagonismes et de rivalités. L'attention sera entre autres portée sur la question macédonienne, aujourd'hui centrale dans l'élaboration des politiques de la région, les antagonismes entre la Grèce et ses voisins et bien sûr les guerres yougoslaves. Une des particularités de cet espace balkanique est la persistance des nationalismes, altérités de voisinage et stéréotypes variés à l'encontre de l'Autre. Loin d'être confinées aux débats identitaires ou à la rhétorique des milieux extrémistes, ces altérités influent largement sur les diplomaties régionales. Leur analyse est donc incontournable, et elle l'est d'autant plus que la plupart de ces nationalismes, à différents degrés certes, se sont construits contre le Turc, symbole de tous les maux de ces pays et repoussoir face auquel la cohésion nationale s'est affermie⁸. Il conviendra également de comprendre quel est cet acteur turc, les tendances générales de sa diplomatie, ses faiblesses (économiques et politiques) et ses atouts, ses intérêts et ses objectifs.

D'autres acteurs extérieurs sont également présents sur la scène balkanique, les États-Unis, la Russie et l'Allemagne, avec lesquels la Turquie doit composer. Nous devons notamment nous interroger sur le retour éventuel (et annoncé en 1991) d'une lutte d'influence entre les trois puissances autrefois impliquées dans les affaires balkaniques (Turquie, Russie et puissance germanique). La Russie, dont l'influence est aujourd'hui en retrait, n'en mène pas moins un jeu diplomatique dans la région dont les formes et les objectifs peuvent directement s'opposer à ceux de la Turquie. Les États-Unis, nouvel acteur dans les Balkans, ont joué un rôle essentiel dans la signature des accords de Dayton. Il s'agira de voir comment la Turquie combine son approche des Balkans avec celle de son allié américain et de s'interroger sur les éventuelles remises en cause de l'ancrage de la Turquie à l'Occident par ces nouvelles orientations diplomatiques. Enfin, l'Europe a-t-elle une politique balkanique et cette (ou ces) politique(s) influencent-elles celle de la Turquie dans les Balkans ?

⁸ Le rôle des représentations et des perceptions de l'Autre acteur tiendra une grande place dans cette étude. Nous ne privilégierons toutefois pas l'approche cognitive qui centre son analyse sur la personnalité des décideurs (Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976). En effet, si le hiatus entre la perception de son environnement politique et sa réalité objective existe, l'ensemble des dirigeants d'un pays, issus d'un même moule, ont tendance à partager les mêmes valeurs et les mêmes représentations. L'influence décisive et personnelle de certains leaders (et donc de leurs parcours et représentations personnelles) sur certaines décisions ne peut cependant être ignorée (l'ancien Président Özal par exemple). Elle sera mentionnée le cas échéant. Sur la notion « d'images partagées » parmi l'élite politique, voir par exemple Morton Halperin, *Bureaucratic Politics and Foreign Policy*, Washington DC, The Brookings Institution, 1974.

Les relations développées par la Turquie avec ses voisins balkaniques seront étudiées au cas par cas (Bulgarie, République de Macédoine, Albanie et Roumanie) et sous leurs divers aspects (économique, politique, militaire et culturel). Ces approches ne se combinent d'ailleurs pas forcément. Enfin, la politique de la Turquie vis-à-vis du conflit en Bosnie-Herzégovine fera l'objet d'une analyse, dans ses aspects diplomatiques comme dans ses éventuelles interférences sur la scène politique turque. Il importera dans ce cadre d'évaluer l'impact réel de ces discours de fraternité (ethnique ou religieuse) et la réalité de cette peur des pays balkaniques de formation d'un arc islamique sous la houlette de la Turquie.

Enfin, la dynamique turco-balkanique n'est pas confinée au simple cadre balkanique. La Turquie ne peut aborder les Balkans sans prendre en compte la dépendance de ces pays (et la sienne) vis-à-vis des livraisons de gaz russe, la gestation de nouveaux axes de communication transrégionaux ou encore l'émergence, non moins généralisée, de tensions (et de coopération) sur l'ensemble du pourtour de la mer Noire. Les influences et interférences croisées des relations bilatérales et multilatérales entre les pays des Balkans, du Moyen-Orient, du Caucase et de la Russie sont nombreuses et variées. C'est dans un vaste espace englobant l'Eurasie, et avant tout la mer Noire et la Russie, qu'il faut aborder les relations turco-balkaniques. Par sentiment de vulnérabilité dans un environnement instable ou perçu comme menaçant, par opportunité politique ou économique, les pays des Balkans et la Turquie sont allés chercher au-delà de cet étroit espace balkanique les soutiens politiques qui leur faisaient défaut ou saisir les opportunités économiques qui leur étaient offertes. Ainsi, la Grèce, isolée dans la région balkanique, est allée chercher auprès de la Russie en 1993, et plus tard auprès des pays du Caucase, le soutien qu'elle estimait indispensable dans sa lutte contre « l'irrédentisme turc ». Plus récemment, dans la même optique, elle s'est rapprochée de l'Arménie et de l'Iran ou encore de la Syrie. La Bulgarie et la Roumanie, par leur simple façade sur la mer Noire, sont impliquées dans les affaires pontiques. Elles participent d'ailleurs toutes deux (de même que l'Albanie) à la Zone de Coopération Économique de la mer Noire. Leurs liaisons maritimes (commerciales comme militaires) passent par les détroits, enjeu stratégique pour elles aussi. Ces détroits ont, dans le passé, grandement influencé la politique de la Russie dans les Balkans et vis-à-vis de la Turquie et, par ricochet, la politique de la Turquie dans les Balkans et vis-à-vis de la Russie. Le tracé du pipeline, ou plutôt, puisque l'on se dirige vers cette hypothèse, le tracé des pipelines acheminant le pétrole et le gaz d'Asie centrale vers l'Europe, a également d'importantes répercussions dans les Balkans ; répercussions directes (projets de pipelines et de gazoducs balkaniques) et indirectes par les intenses manœuvres diplomatiques transrégionales qu'il génère. Les décisions prises à Bakou ou à Ankara peuvent ainsi conduire Moscou à une approche différente de ses relations avec la Grèce et la Bulgarie.

Les nouveaux axes de circulation en projet, à commencer par la célèbre nouvelle route de la soie, conduiront à terme ces pays et sous-systèmes régionaux à tisser des liens économiques entre eux. Les liens d'interdépendance ainsi créés élargissent eux aussi la grille d'analyse des relations turco-balkaniques. Enfin, ils façonneront en partie le schéma des relations dans la région dans le futur. La Turquie a récemment reformulé sa diplomatie régionale dans une optique dorénavant eurasiennne. Cette approche globale et non plus par sous-systèmes (Balkans, Caucase, Russie, Asie centrale) recouvre une réalité politique et économique. Mais elle repose sur une autre réalité, le regroupement, peu ou prou, des exclus de l'OTAN et de l'U.E.

La crainte d'une extension des conflits yougoslaves a dominé les esprits depuis 1991 et a conduit nombre des acteurs régionaux à un frénétique activisme diplomatique. De surcroît, une transition économique douloureuse et des institutions démocratiques en chantier, fragilisent ces États et l'assise de leurs dirigeants qui cherchent alors d'autant plus à se prémunir d'une déstabilisation régionale⁹. Enfin, il s'est agi aussi de tout simplement normaliser ses relations avec ses voisins (et le reste du monde) dans le contexte de l'après-guerre froide. Un réseau politique à multiples facettes est donc en train de se former sous nos yeux. Il en va de même pour les réseaux d'échanges commerciaux (nouvelles orientations des flux et nouveaux réseaux de transport et de communication). Ces réseaux politiques et économiques en gestation préparent le paysage politique de demain. Dans cet environnement en mouvement, la Turquie détient une réelle occasion de devenir une grande puissance régionale. Saura-t-elle et pourra-t-elle saisir cette opportunité ?

⁹ Il ne s'agira aucunement ici d'ériger les Balkans en un quelconque laboratoire d'étude de la transition ou de la genèse de conflits locaux. L'angle d'approche privilégié s'axe autour des relations interétatiques élaborées par la Turquie avec ses voisins balkaniques depuis 1991. Les problèmes de transition politique ou économique des pays anciennement communistes ne seront mentionnés que lorsqu'ils influent sur la politique régionale de la Turquie.

NOTE SUR LES TRANSCRIPTIONS ET TRANSLITTERATIONS¹⁰

Cette étude comprend des mots et noms propres turcs, mais aussi bulgare, serbe, grec, roumain ou encore albanais.

Les langues dont l'alphabet est le latin (turc, roumain, albanais), ont été conservées dans leur graphie originelle (ex : Turgut Özal), à l'exception des mots d'usage courant en français (ex : Bucarest et non Bucureşti). Le turc-azéri a également été conservé dans sa graphie latine, là encore à l'exception des mots d'usage courants en français (ex : Bakou et non Baku). Ce choix n'implique aucun parti pris politique. Lorsque deux orthographes sont en vigueur (ex : Geïdar / Haydar Aliev, Président de l'Azerbaïdjan), les deux sont précisées.

En turc,

toutes les lettres sont prononcées, et elles se prononcent comme en français, à l'exception de :

c se prononce *dj* comme en anglais « jump »

ç se prononce *tch* comme dans « tchèque »

ı est une voyelle intermédiaire entre le *i*, le *é* et le *eu*, comme dans l'anglais « letter ».

ğ allonge la voyelle précédente

ş se prononce *ch* comme dans « chapeau »

ö se prononce *eu* comme dans « peur »

ü se prononce *u* comme dans « rue »

u se prononce *ou* comme dans « roue »

g est toujours dure comme dans « gare »

s est dure (équivalent à *ss*) comme dans « danse »

e est toujours ouvert comme dans « mère »

y est une consonne et se prononce comme le *ill* dans « caillou »

En roumain,

ş se prononce *ch* comme dans « chapeau »

ţ se prononce *ts* comme dans « tsar »

ch et *gh* sont palatalisés comme *que / qui* et *gue / gui*

ce / ci se prononcent *tch* comme dans « tchèque »

ge / gi se prononcent *dj* comme dans « jeep »

u se prononce *ou* comme dans « choux »

ă est une voyelle mi-ouverte proche du *e* muet et du *u* anglais dans « but »

¹⁰ Pour une présentation des langues et de la linguistique balkanique, voir Jack Feuillet, «La linguistique balkanique», *Cahiers Balkaniques*, Paris, Publications langues'O, numéro spécial, n°10, 1986.

En albanais¹¹,

u se prononce *ou* comme dans « jour »

y se prononce *u* comme dans « pur »

ë se prononce *eu* comme dans « deux »

c se prononce *ts* comme dans « mouche tsé tsé »

ç se prononce *tch* (chuintante) comme dans « match »

q se prononce *tch* (chuintante mouillée) comme dans « Catarina bella tchi tchi »

sh se prononce *ch* comme dans « chat »

x (sifflante, sonore) se prononce *dz* comme dans « pizza »

j (semi-voyelle) comme dans « yatagan »

zh comme le *j* dans « jeu »

xh (sifflante, sonore) se prononce *dj* comme dans « jeep »

th (dentale sourde) comme l'anglais « think »

dh (dentale sonore) comme dans l'anglais « that »

¹¹ Nous avons repris ici la présentation proposée par Bernard Lory, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Paris, Ellipse, 1996, p. 9.

Pour l’alphabet cyrillique, nous avons adopté le système de translittération suivant, et là encore à l’exception des mots couramment utilisés en français et qui y ont une graphie bien établie (ex : Belgrade et non Beograd).

Caractères cyrilliques		Translittérations		Langues concernées
а	А	a	A	Toutes
б	Б	b	B	Toutes
в	В	v	V	Toutes
г	Г	g	G	Toutes
д	Д	d	D	Toutes
е	Е	e	E	Toutes
ж	Ж	ž	Ž	Toutes
з	З	z	Z	Toutes
и	И	i	I	Toutes
й	Й	i	J	russe, bulgare et ukrainien
к	К	k	K	Toutes
л	Л	l	L	Toutes
м	М	m	M	Toutes
н	Н	n	N	Toutes
о	О	o	O	Toutes
п	П	p	P	Toutes
р	Р	r	R	Toutes
с	С	s	S	Toutes
т	Т	t	T	Toutes
ђ	Ђ	ć	Ć	serbe
у	У	u	U	Toutes
ф	Ф	f	F	Toutes
х	Х	h	H	Toutes
ц	Ц	c	C	Toutes
ч	Ч	č	Č	Toutes
ш	Ш	š	Š	Toutes
щ	Щ	šč / št	ŠČ / ŠT	russe / bulgare
ъ	Ъ	” / ǎ	” / Ā	russe / bulgare
ы	Ы	y	Y	russe
ь	Ь	’	’	russe, bulgare, ukrainien
э	Э	è	È	russe
ю	Ю	ju	JU	russe, bulgare, ukrainien
я	Я	ja	JA	russe, bulgare, ukrainien

Note : Il y a trois signes diacritiques spécifique au macédonien : *Ķ / ķ* qui se prononce *cue* comme dans “cuisine”, *Ĭ / ĭ* qui se prononce *gu* comme dans “guillemet”, *S / s* qui se prononce *dz* comme dans “Zeus”.

PRINCIPAUX SIGLES UTILISES

Organisations internationales ou régionales

CEI : Communauté des États indépendants

CAEM : Conseil d'assistance économique mutuelle (en anglais COMECON)

HCR : Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

OCI : Organisation de la conférence islamique

ONU : Organisation des Nations unies

OSCE (ex-CSCE) : Organisation (ex-Conférence) pour la sécurité et la coopération en Europe

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord

U.E. : Union européenne

U.E.O. : Union de l'Europe occidentale

ZCEMN : Zone de coopération économique de la mer Noire

Partis politiques, mouvements

ANAP : *Anavatan partisi*, Parti de la mère-patrie (Turquie)¹²

CHP : *Cumhuriyet halk partisi*, Parti républicain du peuple (Turquie)

DSP : *Demokratik sol partisi*, Parti de la gauche démocratique (Turquie)

DYP : *Doğru yol partisi*, Parti de la juste voie (Turquie)

HADEP : *Halkın demokrasi partisi*, Parti démocratique du peuple. Parti représentant la minorité kurde en Turquie

HDZ : *Hrvatska demokratska zajednica*, Communauté démocratique croate (Bosnie-Herzégovine)

LDK : Ligue démocratique du Kosovo (RFY)

MDL : Mouvement des droits et libertés, parti représentant la minorité turque de Bulgarie

MHP : *Milletiyetçi hareket partisi*, Parti de l'action nationaliste (Turquie)

ORIM : Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (Bulgarie)

PASOK : *Panhellinio Socialistiko Kinima*, Mouvement socialiste panhellénique (Grèce)

PDT : Parti démocratique turc de Macédoine

PKK : *Partiya kerkeren Kurdistan*, Parti des travailleurs du Kurdistan (Turquie)

PSB : Parti socialiste bulgare (Bulgarie)

SDA : *Stranka demokratske akcije*, Parti de l'action démocratique (Bosnie-Herzégovine)

SDS : *Srpska demokratska stranka*, Parti démocratique serbe (Bosnie-Herzégovine)

UDF : Union des forces démocratiques (Bulgarie)

UÇK : *Ushtrica çlirimtare e Kosovës*, Armée de libération du Kosovo

VMRO-DPMNE : *Unutrašnja makedonska revolucionarna organizacija, Demokratski partija makedonskog nacionalno edinstvo*, Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne, Parti démocratique pour l'unité nationale (République de Macédoine)

¹² Une présentation des partis politiques turcs est donnée en annexe.

Agences de presse, revues¹³

AFP : Agence France Presse

ANA : Athens News Agency

ATA : Albanian telegraph Agency

BTA : Bulgarian Telegraph Agency

MIA : Macedonian Information Agency

MIC : Macedonian Information Center

MILS : Macedonian Information Liaison Service

RFE/RL : Radio Free Europe, Radio Liberty

RMMM : Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée

SOP : Service Orthodoxe de Presse

CEMOTI : Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien

Divers

BEI : Banque Européenne d'Investissements

BERD : Banque européenne de reconstruction et de développement

CEMT : Conférence européenne des ministres des Transports

DEİK : *Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu*, Conseil des relations économiques extérieures (Turquie)

E. I. U. : Economic Intelligence Unit (Londres)

FCE : Traité sur les Forces conventionnelles en Europe (1990)

FMI : Fond monétaire international

FORPRONU : Force de protection des Nations unies (Bosnie-Herzégovine)

FYROM : *Former Yugoslavian Republic of Macedonia*

GUAM, devenu GUUAM en avril 1999 : Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Moldova

IFOR : *Implementation Force* (Bosnie-Herzégovine)

İKV : *İktisadi Kalkınma Vakfı*, Fondation pour le développement (Turquie)

IWPR : *Institute for War and Peace Research* (Londres)

MGK : *Milli Güvenlik Kurulu*, Conseil national de sécurité (Turquie)

MİT : *Milli istihbarat teşkilatı*, Agence nationale de renseignements (Turquie)

MÜSIAD : *Müsülman Sanayici ve İşadamları Derneği*, Association des industriels et hommes d'affaires musulmans (Turquie)

PECO : Pays d'Europe centrale et orientale

RFY : République fédérale de Yougoslavie (créée en avril 1992 par la Serbie et le Monténégro)

SECI : *Southeast European Cooperation Initiative*

SFOR : *Stabilization Force* (Bosnie-Herzégovine)

TDA : *Trade and Development Agency* (États-Unis)

TICA : *Turkish International Cooperation Agency* (Turquie)

TÜSİAD : *Türkiye Sanayici ve İşadamları Derneği*, Association des industriels et hommes d'affaires turcs (syndicat patronal)

UNPREDEP : *UN Preventive Deployment Force* (République de Macédoine)

¹³ Une présentation des revues les plus fréquemment citées est donnée en début de bibliographie.



Première Partie

La Turquie et les Balkans : environnement politique

Les grandes orientations de la politique étrangère turque

Le Caucase, les Balkans, l'Asie centrale, le Moyen-Orient et le monde musulman, l'Europe et les États-Unis – la Turquie saurait-elle, depuis 1991, à quel saint se vouer ? Cette multiplicité des fronts d'offensive politique et des zones de prospection économique peut laisser perplexe quant à la réelle pertinence de cette dispersion des forces pour un pays somme toute de taille et de puissance moyenne. Mais les dirigeants turcs insistent précisément sur les avantages de cette politique dite “globale”. C'est de cette multiplication de ses influences régionales que la Turquie tirerait sa puissance. Les dirigeants turcs estiment disposer de moyens économiques suffisants pour développer leurs échanges dans les “pays en voie de transition”, d'un savoir-faire pour contribuer à la formation des élites de ces pays, et d'une proximité géographique ou d'une influence culturelle décisive pour la mise en place d'une coopération économique et politique.

Son appartenance au “bloc occidental” a jusqu'à présent façonné son image et valorisé sa voix sur la scène régionale. Mais plus récemment, la nature de ses rapports avec les Européens s'est modifiée, notamment depuis le sommet du Luxembourg en décembre 1997 et le rejet de la Turquie de la liste des candidats à l'adhésion à l'U.E. Son ancrage reste clairement à “l'Ouest” et sa volonté d'intégrer les structures communautaires inchangée mais on insiste dorénavant sur les propres potentialités économiques du pays et sur sa capacité à s'ériger seul en “puissance régionale eurasiatique”. La Turquie ne doit plus – et ne peut plus – tourner toute son attention vers l'Europe. L'alliance avec les États-Unis conserve tout son intérêt, aux yeux des Turcs comme aux yeux des Américains. Toutefois, là aussi, les enjeux, et donc les formes de cette coopération, se sont

modifiés. La lutte contre cette menace suprême, et partagée par les deux pays, qu'incarnaient l'URSS et les pays communistes, n'est plus. Seuls les dangers en tous genres en provenance du Moyen-Orient justifient encore réellement – et largement – cette (nouvelle) “rente stratégique”. En revanche, une coopération multiforme, allant de l'économique au diplomatique et militaire, a émergé entre ces deux alliés dans les zones “rescapées du communisme” (Balkans, Asie centrale). Que l'un délègue à l'autre un rôle de formation militaire (Bosnie-Herzégovine), qu'ils mènent de front une diplomatie commune (Balkans depuis 1994, Caucase et Asie centrale depuis 1997) ou qu'ils partagent un certains nombres d'objectifs (lutter contre l'influence de l'Iran en Asie centrale), une ébauche de coopération, non dénuée de tiraillements (Arménie, renégociation du traité FCE, etc.) a vu le jour.

La Turquie souffre toutefois de nombreux handicaps : une instabilité politique latente depuis les années 60, aiguë depuis 1994//95 ; une armée qui s'arroge le droit de veiller sur les affaires civiles et mine l'autorité des instances régulièrement élues ; la montée en puissance de mouvements extrémistes, récemment islamistes ; et de multiples faiblesses économiques (inflation, chômage, manque de capitaux, etc.) qui ne lui permettent pas de lancer de grandes offensives commerciales à l'extérieur et de réguler les problèmes sociaux de l'intérieur.

1.1. LA TURQUIE : DIPLOMATIE ET STRATEGIE

1.1.1. La politique extérieure turque de 1945 à 1990

En 1914, le choix d'alliance est fatal à l'Empire ottoman. « L'homme malade de l'Europe » meurt et le dépècement commence. Le traité de Sèvres (août 1920) crée un éphémère État arménien et prévoit la création d'un État kurde, les Grecs sont à Izmir (Smyrne) et en Thrace orientale. Cette situation va provoquer la révolte d'un jeune militaire, Mustafa Kemal (il prendra par la suite le nom d'Atatürk, le père des Turcs) qui lance une guerre d'indépendance. Ses succès militaires seront officiellement entérinés en 1923 lors de la conférence de Lausanne et la Turquie constituée dans son état actuel¹⁴.

Atatürk s'attache alors à créer un État-nation occidentalisé, géographiquement et politiquement recentré sur l'Anatolie. Le symbole de ce recentrage et de la rupture avec l'Empire ottoman est le changement de capitale d'Istanbul à Ankara. L'attachement aux valeurs occidentales, à la laïcité et à l'État-nation sont les points phares du kémalisme, érigé depuis lors en adage national. Sur le plan de la politique extérieure, Mustafa Kemal poursuit une politique d'indépendance nationale. C'est désormais à la défense de l'intégrité du territoire anatolien et à la création d'une identité territoriale (essor du patriotisme) que se consacre le gouvernement turc. Dans la pratique, cette politique d'indépendance conduit à :

- Renoncer à toute politique ou tentation de politique hégémonique : renonciation au panturquisme et au panislamisme, renonciation à la reconquête des provinces perdues, et priorité à la défense de la nation. Plus loin dans ce repli turc derrière ses frontières, Mustafa Kemal pose les principes de la non-ingérence dans les affaires des anciennes provinces de l'empire et de la neutralité de la Turquie.
- Établir de bonnes relations avec l'ensemble des voisins : cette politique d'amitié conduira à la signature d'un traité de non agression avec l'URSS en 1925 et à une réconciliation avec la Grèce, moteur d'une entente balkanique dans les années trente.

¹⁴ Seules deux questions restaient en suspens (et seront sources de contentieux) : les territoires de Mossoul et Kirkouk (cédés par la Grande Bretagne à l'Irak en 1929) et le sandjak d'Alexandrette ou Hatay (retrocédé par la France à la Turquie en 1939).

Le tournant des années 45-50

En 1945¹⁵, la Turquie doit de nouveau faire face à la menace russe. Non seulement l'URSS refuse de renouveler le traité de non agression de 1925 mais elle pose comme condition à la reprise des relations de bon voisinage, la cession des provinces de Kars et d'Ardahan en Anatolie orientale et la révision de la Convention de Montreux (1936) qui régleme le passage des détroits. La Turquie rejette les demandes soviétiques mais comprend alors son dangereux isolement face à une URSS surarmée et menaçante. Cette période voit l'abandon du principe kémaliste de la neutralité. C'est dorénavant l'alliance avec le monde occidental ; dont l'hostilité à l'URSS pointait déjà largement en 1945, que cherche la Turquie. Cette hostilité, en devenant guerre froide, va accélérer le processus de rapprochement, déjà bien entamé, entre la Turquie et l'Occident. Désormais, la Turquie sera, par sa situation limitrophe avec l'URSS, un élément clef dans l'application de la doctrine du *containment*. En 1947, les États-Unis décident de lui accorder une assistance militaire ; en 1948, elle bénéficie du plan Marshall ; en 1950, elle participe à la guerre de Corée ; et enfin, en février 1952, elle adhère, en même temps que la Grèce, à l'OTAN¹⁶. La Turquie devient ainsi un pion stratégique de toute première importance sur le flanc sud de l'OTAN (faire barrière à l'extension de l'influence soviétique vers le sud) et aura également à ce titre un rôle à jouer au Moyen-Orient. Le pacte de Bagdad¹⁷ visait, en constituant un regroupement d'États dans la région, à contrer les visées soviétiques et en ce sens – et en ce sens seulement – complétait le dispositif otanien à l'est¹⁸.

Cet alignement d'Ankara sur les positions occidentales fut massif et inconditionnel. La Turquie a systématiquement appuyé les positions des pays occidentaux. Elle a reconnu l'État d'Israël en 1949, deux mois après les États-Unis, et développé de bonnes relations avec ce pays. Elle fut le porte-parole de l'Occident dans les enceintes tiers-mondistes et notamment à la conférence de Bandoeng où elle a appuyé les positions françaises dans la guerre d'Algérie. En conséquence, elle s'aliéna le Tiers-Monde et notamment ses voisins arabes et se retrouva seule lorsque ses intérêts furent menacés.

¹⁵ La Turquie ne fut pas belligérante. Elle n'a déclaré la guerre aux Allemands qu'en février 1944.

¹⁶ Pour une présentation plus complète de ces diverses étapes, voir *Olaylar dış politikası (1919-1965)*, Ankara, Sevinç, 2^{ème} édition, 1969, pp. 243-243 ; İsmail Soysal, *Soğuk Savaş dönemi ve Türkiye. Olaylar kronolojisi (1945-1975)*, İstanbul, İSİS, 1997.

¹⁷ C'est le traité d'assistance Irak-Turquie signé en février 1955 et auquel se joignit la même année l'Angleterre, le Pakistan puis l'Iran, qui fut à l'origine du pacte de Bagdad. Les États-Unis appuyèrent formellement ce pacte en élaborant la « doctrine Einsenhower » qui stipulait que si un des pays de la région demandait l'aide américaine pour résister aux pressions soviétiques, les États-Unis répondraient favorablement et, au besoin, militairement. En 1958, l'Irak se retira du pacte de Bagdad et celui-ci devint CENTO. Il fut dissous en 1979 après la révolution khomeniste.

¹⁸ C'est la ceinture gréco-turco-iranienne avec en son centre la « clef de voûte turque ». Charles Zorgbibe, *La Méditerranée sans les Grands ?*, Paris, PUF, 1980, p. 32.

La fracture des années 63-64 et le réajustement de la politique extérieure turque

En 1963 éclate le premier conflit interethnique à Chypre. Face à une possible intervention militaire de la Turquie sur l'île, le Président américain Johnson croit bon d'avertir Ankara, dans une lettre datée du 5 juin 1964, que les États-Unis ne se sentiront pas obligés de défendre la Turquie en cas de riposte soviétique à une intervention militaire turque à Chypre¹⁹. Ainsi, le parapluie américain s'avère ne pas être inconditionnel. Et non seulement ce parapluie n'est pas inconditionnel, mais la Turquie voit ses propres intérêts stratégiques bénéficier de bien peu de considération chez ses partenaires. Située en plein milieu de sa principale ligne de défense méridionale, à quelques dizaines de kilomètres des côtes turques, il importe que l'île de Chypre ne tombe pas sous la coupe d'une puissance étrangère, et *a fortiori* d'une puissance hostile à la Turquie (Grèce). Isolée diplomatiquement sur une question jugée essentielle pour sa sécurité, la Turquie va en tirer les conclusions qui s'imposent et redéployer sa diplomatie en conséquence : ouverture au Tiers-Monde et normalisation de ses relations avec l'URSS. Ainsi, elle a pu faire en 1974 ce qu'elle n'avait pas pu faire en 1964 : intervenir militairement à Chypre.

Cette affaire chypriote intervient quelques mois après une autre affaire déjà désastreuse sur le plan des relations américano-turques, la crise de Cuba où Ankara avait vu sacrifier ses intérêts au nom de ceux des États-Unis. Cette crise s'est en effet dénouée avec le retrait des fusées américaines Jupiter du territoire turc en échange du retrait des fusées russes de Cuba. La diversification des arsenaux nucléaires et notamment l'apparition de sous-marins équipés de missiles nucléaires réduisait de fait l'importance stratégique des missiles et bombardiers basés en Turquie²⁰ et le retrait de ces fusées avait été envisagé dès le début de 1962. Mais la Turquie s'y était opposée arguant que leur présence constituait un "gage indispensable de la solidarité alliée"²¹. C'est donc cette solidarité qui fut ébranlée et l'affaire de Cuba, tout comme la lettre du Président Johnson, furent d'une portée symbolique dépassant largement leurs implications stratégiques.

Ces deux événements et l'ébauche d'une détente est-ouest plaidaient pour un réajustement de la diplomatie turque. Puisque le parapluie américain s'avérait ne pas être inconditionnel, il importait de ne pas provoquer l'URSS. En octobre 1964, moins de cinq mois après la lettre du Président Johnson, le ministre des Affaires Étrangères turc se rend à Moscou, une première depuis 1939. Cette visite est suivie, en 1965, de celle du chef d'État soviétique, M. Podgornyj, à Ankara et de celle du Premier ministre turc à Moscou. A partir de 1964, la Turquie adopte une politique de

¹⁹ Cette lettre, ainsi que la réponse du Premier ministre turc İnönü, furent publiées dans *Middle East Journal*, Vol. 20, n°3, été 1966, pp. 386-393.

²⁰ De fait, après le retrait des missiles Jupiter, la défense de la Turquie fut assurée par les sous-marins américains opérant en Méditerranée.

tolérance pour le passage des détroits. L'OTAN paya cher ce rapprochement puisqu'elle dut alors composer avec une forte présence navale russe en Méditerranée. Cette période charnière (1962-65) correspond également à un rapprochement, amorcé il est vrai depuis quelques années, avec les pays européens : en 1963, la Turquie se lie à la CEE par un traité d'association qui prévoit, à terme, son adhésion. Enfin, la Turquie prend conscience que l'appui du monde musulman lui avait fait cruellement défaut durant la crise chypriote. Le rapprochement avec les pays arabes ne se fera que lentement, ceux-ci restant très soupçonneux vis-à-vis de ce « pion des États-Unis dans la région ». C'est à l'occasion de la guerre des Six Jours (1967) que la Turquie, en prenant des positions fortes divergentes de celles des États-Unis (et notamment en opposant un refus aux demandes américaines d'utiliser leurs bases dans le pays), peut enfin bénéficier de quelque crédits auprès des pays arabes²². Deux ans plus tard, elle envoie son ministre des Affaires Étrangères au premier sommet de la Conférence Islamique et à partir des années soixante-dix, multiplie les échanges économiques avec les pays du Proche et Moyen Orient (notamment l'Irak et l'Iran).

Ce redéploiement de la politique extérieure turque et ces velléités d'indépendance trouveront leur apogée lors de la seconde crise chypriote en 1974. L'intervention militaire turque à Chypre amène en effet les Américains à décréter en février 1975 un embargo généralisé sur toutes les livraisons militaires à l'encontre de la Turquie. « Cette fois, l'expérience montre non seulement que l'intérêt national diverge de celui des alliés mais que son affirmation est un cas de rupture de leur solidarité. En désarmant la Turquie, ils [les États-Unis] acceptent le risque d'invalider tout le dispositif de l'Atlantique Nord (...) ; le concept d'alliance est simplement vidé de sa substance ». La Turquie répond alors avec violence : elle renvoie tous les militaires US présents sur le territoire et reprend possession de 25 bases. En 1975, elle établit des relations diplomatiques avec l'O.L.P. et, en 1976, elle adhère à l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI). Avec l'URSS, le rapprochement aboutit, en juin 1978, à la signature d'un accord de bon voisinage et de coopération, un des documents les plus avancés qu'un pays de l'OTAN ait signé avec Moscou. Il prévoit un programme d'échange culturel et scientifique, une augmentation sensible des fournitures de gaz sibérien et le règlement des problèmes sur le partage aérien et maritime de la mer Noire. Trois mois après la signature de cet accord, les États-Unis lèvent l'embargo.

La levée de l'embargo supprime la principale source de tensions entre les deux pays. L'année suivante, avec la révolution khoméniste, l'Iran, d'alliée appréciable dans la région s'érige en ennemie. La réconciliation avec la Turquie n'en est que plus urgente pour les États-Unis. Celle-ci est scellée par les accords économiques et militaires bilatéraux de 1980 et 1982. L'importance

²¹ André Fontaine, *Histoire de la guerre froide*, Tome 2, 1950-1963, Paris, Fayard, « Point Histoire », 1967, p. 507.

stratégique de la Turquie pour les Occidentaux n'est alors plus seulement liée à sa présence sur le flanc sud de l'URSS mais également à son positionnement aux frontières d'un monde oriental en pleine ébullition. Ce rôle n'est pas nouveau (pacte de Bagdad) mais il prend, après la révolution iranienne, le déclenchement de la guerre civile libanaise et de la guerre Iran-Irak, une nouvelle dimension. De nombreuses bases militaires de l'OTAN en Turquie sont d'ailleurs précisément situées moins pour la surveillance de l'URSS que pour celle du Moyen-Orient (Mardin, Hakkari, Piriñçlik, etc.). L'accord militaire de 1982 prévoit également la construction de deux bases en Anatolie orientale (Batman et Muş). Mais parallèlement à cette normalisation avec les États-Unis, les relations avec l'Europe se détériorent. Après le coup d'État de 1980 et l'arrivée au pouvoir d'un régime militaire en Turquie (1980-1983), la CEE suspend le quatrième protocole financier additionnel.

Dès que des tensions apparaissent dans ses rapports avec les États-Unis, la Turquie pratique une politique de bascule et se rapproche des blocs communiste et tiers-mondiste. Il s'agit *d'adapter sa diplomatie en fonction de ses propres intérêts nationaux, et notamment de ménager son puissant voisin du nord, tout en restant politiquement ancrée à l'Ouest*. La position des États-Unis dans les deux grandes crises chypriotes de l'après guerre et plus particulièrement l'embargo de 1975-78, a par ailleurs été vécue comme une trahison en Turquie. La première crise chypriote marque le début d'un antiaméricanisme qui ne cessera de se développer, notamment au travers de l'islamisme.

1.1.2. Atouts et fragilité d'une position géographique charnière

La Turquie est partie de plusieurs sous-systèmes régionaux : Méditerranée orientale, Proche et Moyen-Orient, Balkans, Mer Noire, Caucase. Schématiquement les enjeux sont les suivants :

- Frontière sud-est : retombées des conflits et tensions agitant le Proche et le Moyen-Orient : le conflit libanais, israélo-palestinien, la question kurde, la menace chiite, la guerre du Golfe, etc.
- Frontière nord-est : le Caucase, depuis 1991 en proie à plusieurs conflits (Haut-Karabakh, Tchétchénie, Abkhazie, etc.).
- Frontière ouest : les Balkans, théâtre, de 1992 à 1995, d'un conflit en Bosnie-Herzégovine et, depuis le début de l'année 1998, d'un autre conflit au Kosovo.
- Frontière sud : le bassin oriental de la Méditerranée reste une zone très sensible avec notamment la question chypriote, pierre angulaire de la politique extérieure turque depuis les années soixante.

²² Rappelons que les États-Unis avaient utilisé les bases turques lors de leur intervention au Liban en 1958.

- Enfin, la Turquie contrôle les détroits du Bosphore et des Dardanelles et donc l'accès aux mers chaudes de son puissant voisin du nord : « En termes stratégiques, la gravité et la permanence de ce contentieux strictement bilatéral, né d'une particularité géographique inchangeable et inchangée, sont conditionnées par la montée en puissance de la Russie. Sa réalité : un affrontement – l'histoire le démontre – avec pour finalité, l'anéantissement inévitable de l'hypothèque pesant sur la clef de la puissance russe. L'agression qui en résulte est une agression directe (absence de zone tampon), maritime et terrestre, européenne et asiatique (Caucase) »²³. Face à cette menace, dont la réalité varie avec l'intensité de l'influence russe, c'est tout naturellement l'alliance avec celui ou ceux à qui cette montée en puissance russe ne profite pas que va chercher la Turquie. D'où ses alliances *ad hoc* avec la France et l'Angleterre au XIXe siècle et son adhésion à l'OTAN après la Seconde Guerre mondiale. Elle peut devenir ainsi un « allié à protéger » dans la mesure où le déferlement de la puissance russe qu'occasionnerait la suppression du verrou que constituent les détroits serait contraire aux intérêts d'autres puissances. Mais force est de constater que ce fut bien souvent le cas dans le passé et que cela risque de le rester dans l'avenir²⁴.

La Turquie a donc tiré de cette situation géographique une certaine « rente stratégique » : première ligne de défense en Méditerranée orientale, base de surveillance de l'URSS et du Moyen-Orient, nœud de communication, etc.²⁵ Mais cette « situation géographique exceptionnelle » a aussi décuplé le sentiment de menace en Turquie. De surcroît, les frontières actuelles du pays sont, à l'exception de sa frontière avec l'Iran plus ou moins stable depuis le XVIIIe siècle, issues du recul de l'Empire ottoman. La Turquie hérite donc d'une suspicion généralisée à son encontre parmi les peuples anciennement dominés mais également des nombreux contentieux que forcément ce recul a généré.

Sur son flanc sud-est, de nombreux contentieux opposent la Turquie à la Syrie : contentieux territorial sur le *Sancak* (Sandjak) d'Alexandrette, litige sur le partage des eaux de l'Euphrate, et aide apportée par Damas au PKK kurde. Ces relations se sont aggravées depuis le lancement du projet GAP (*Güney Anadolu Projesi*). Cet ambitieux programme d'irrigation de l'Anatolie orientale prévoit la construction de 17 centrales hydroélectriques et de 21 barrages sur le Tigre et sur

²³ Gérard Groc, « La Turquie et l'option atlantique », *RMMM*, n°50, 1988.

²⁴ Il est intéressant de noter que même en cas d'alliance entre la Russie et d'autres puissances occidentales (cas des deux Guerres mondiales), ces puissances alliées à la Russie veillent à ce que ce verrou ne saute pas. Voir par exemple l'éclairant article de Stéphane Yerasimos, « Dix jours en Méditerranée », *Autrement*, « Istanbul 1914-1923 », « Mémoire » n°14, 1992, pp. 43-60.

²⁵ Stéphane Yerasimos et Turgul Artunkal, « La Turquie : permanences géopolitiques et stratégies nouvelles vers le Proche et le Moyen-Orient », *Hérodote*, 2/3^{ème} trimestre 1983, pp. 253-281.

l'Euphrate²⁶. Le débit et la qualité des eaux en aval s'en trouvent affectés et la Turquie peut à tout moment, en fermant ses barrages, couper l'approvisionnement en eau de l'Irak et de la Syrie. Cette arme est à double tranchant puisque cette mesure serait considérée comme un *casus belli* par l'Irak et surtout par la Syrie, principale concernée puisque son approvisionnement en eau provient quasi exclusivement de l'Euphrate. Mais il n'en reste pas moins que la Turquie dispose là d'une arme économique et politique de tout premier ordre. Typiquement, la Turquie rencontre régulièrement quelques « difficultés techniques » concernant l'écoulement des eaux ou doit remplir des barrages. L'aide apportée par la Syrie au PKK s'arrête alors (généralement temporairement) et l'eau coule de nouveau !

L'Iran serait *a priori* le partenaire indiqué de la Turquie dans la région absence de contentieux majeur, affinités potentielles entre ces deux pays musulmans mais non arabes, et absence de rancœurs historiques puisque les Iraniens ne faisaient pas partie de l'Empire ottoman. Les deux pays avaient amorcé un rapprochement, datant d'avant la Seconde Guerre mondiale, qui avait abouti dans les années soixante à la formation d'un axe turco-iranien soutenu par les États-Unis. La révolution islamique et l'opposition idéologique engendrée par cette révolution ont remis en cause cette bonne entente. L'Iran reste, du point de vue turc, une puissance régionale déstabilisante, au moins par son soutien à des mouvements terroristes et islamistes. Inversement pour Téhéran, la Turquie reste le « pion des États-Unis dans la région ».

Avec Bagdad, malgré l'existence de contentieux (une certaine opposition idéologique, un contentieux sur le partage des eaux et peut-être quelques doutes en Irak sur la réelle renonciation de la Turquie aux territoires de Mossoul et Kirkouk), les relations s'étaient développées notamment dans le domaine économique à partir des années 70. Mais la guerre du Golfe est venue jeter le trouble dans cette entente. Depuis 1991, Ankara a œuvré avec constance et insistance pour la levée des sanctions économiques pesant sur ce pays et, surtout, pour la réouverture du pipeline reliant les deux pays. Enfin, les relations de la Turquie avec ses trois voisins du sud-est sont, depuis l'effondrement de l'Empire ottoman, empoisonnées par la question kurde.

Sur son flanc nord, l'Empire ottoman a longtemps fait face à un unique et puissant voisin, la Russie. Les guerres entre l'Empire ottoman et la Russie se comptent par dizaines. La transformation de l'empire tsariste en une URSS n'a en rien changé cette situation géopolitique et

²⁶ Sur la question de l'eau dans la région et le projet GAP, voir par exemple Natasha Beschoner, "Le rôle de l'eau dans la politique régionale de la Turquie", *Monde arabe - Maghreb - Machrek*, n°138, octobre-décembre 1992, pp. 48-63 ; Bernadette d'Armaillé, "L'eau : un levier de puissance pour la Turquie", *Stratégique*, n°55 (3), 1992, pp. 163-176 ; Joyce R. Starr, "Water Wars", *Foreign Policy*, n°82, printemps 1991, pp. 17-36 ; *Turkish Daily News*, 25/7/92 supplément "GAP".

la menace n'a donc pas diminué pour Ankara. Elle a même au contraire amplifié puisque Moscou s'est également alliée avec plusieurs pays à l'ouest de l'Anatolie. La Turquie faisait ainsi face à l'ex-pacte de Varsovie sur trois fronts : en Thrace (269 km de frontière commune avec la Bulgarie) ; en mer Noire où l'*escadra* soviétique comptait une cinquantaine de bâtiments de surface et 25 sous-marins ; et à la frontière nord-est (619 km de frontière commune avec le Caucase). L'effondrement de l'Union soviétique et du monde communiste en tant qu'entité géopolitique a certes fait disparaître cette menace frontale et massive mais s'y est substituée une menace plus diffuse et donc plus difficile à parer, potentiellement déstabilisante puisque le sang a coulé aux frontières de la Turquie.

Enfin, à l'ouest, les tensions multiformes et persistantes avec la Grèce et les manœuvres antiturques d'Athènes (au sein de l'Union européenne, dans les Balkans et au Moyen-Orient) font de ce pays, pourtant un allié au sein l'OTAN, un des facteurs de déstabilisation les plus importants pour Ankara. Quant au sud, les débordements des conflits du Proche Orient en Méditerranée orientale sont doublés d'une question chypriote centrale dans le politique de défense turque.

On comprend donc aisément que les Turcs vivent avec un complexe d'encerclement, élément non pas central et permanent dans la politique de sécurité turque mais influent et récurrent au gré de l'évolution du contexte stratégique. La Turquie souffre de plus d'un « syndrome de Sèvres » (dépècement du pays) qui n'est pas sans répercussion sur ses relations avec ses voisins ou encore sur la réponse des autorités au mouvement kurde. Le contrôle des détroits ou cette position géographique entre différents sous-ensembles régionaux sont certes des éléments essentiels de la puissance turque, et par conséquent des atouts négociables et négociés dans ses relations avec les Occidentaux (la « rente stratégique »), mais ils représentent également une menace pour la Turquie. La possession des détroits a ainsi longtemps attisé la convoitise du grand voisin russe.

La Turquie a donc cherché, depuis sa création, à entretenir une imposante force armée. Le total des forces armées en 1994/95 était de 503 800 hommes. Il s'agit, du point de vue des effectifs, de la deuxième armée de l'OTAN (après les États-Unis). Toutefois, outre la multiplicité des fronts et des menaces potentielles, ce nombre important s'explique également par le rôle de « police intérieure » de l'armée. Un tiers des effectifs de l'armée serait mobilisé par le conflit avec le PKK kurde. L'armée de terre se subdivise en trois grandes régions : la première armée est située en Thrace, dans les détroits et la péninsule de Kocaeli ; la deuxième armée est localisée dans le sud-est de l'Anatolie (donc vis-à-vis du Moyen-Orient) ; et la troisième armée est à l'est (front caucasien). Une quatrième armée, regroupant des centres et unités d'entraînement, est située sur la

côte égéenne. Cette quatrième armée, également appelée « armée égéenne », n'est pas incluse dans l'OTAN. Créée en 1975 en pleine crise chypriote, elle est destinée à parer ou prévenir toute escalade militaire avec la Grèce.

Une industrie d'armement a été mise sur pied durant l'embargo américain (1975-1978) mais, dix ans après, les équipements de l'armée turque restaient d'une génération en retard et la Turquie doit toujours acquérir auprès de ses partenaires un matériel important. En 1986, la Turquie a engagé un vaste programme (pour une valeur de 10 milliards de dollars) de modernisation de ses équipements et de son industrie militaire, programme dont l'application a connu quelques aléas mais dont l'objectif demeure²⁷. L'armée turque dispose aujourd'hui de 200 F-16 modernisés et d'un millier de chars²⁸. La participation de la Turquie à l'OTAN se concrétise par la présence permanente en Turquie d'environ 4000 soldats américains²⁹ stationnés sur une vingtaine de bases (centres de renseignement électronique, de surveillance des activités navales et aériennes en mer Noire, de détection de lancement de missiles, de détection d'explosion nucléaire par ondes sismique, bases aériennes, etc.).

1.1.3. Nouveaux défis, nouveaux atouts : la politique extérieure turque depuis 1990

La Turquie pouvait craindre, avec l'effondrement de l'URSS et du pacte de Varsovie et par conséquent avec la disparition de cette menace qui pesait sur l'Occident, qu'elle perdrait tout intérêt aux yeux des occidentaux à commencer par les Américains. Cette dévalorisation stratégique fut compensée par deux phénomènes distincts :

- La guerre du Golfe, venue fort à propos montrer aux Occidentaux que la Turquie restait un allié fort appréciable dans la région du Moyen-Orient.
- L'émergence sur la scène internationale de Républiques nouvellement indépendantes (Caucase, Asie Centrale) et de pays libérés de la tutelle communiste (Balkans), zones en majorité ou en minorité peuplées par des turcophones, à la frontière de la Turquie et où celle-ci a parfois joué un rôle historique important.

La Turquie et la guerre du Golfe

²⁷ Sur l'industrie d'armement turque et la modernisation des équipements, voir par exemple Vahit Erdem, "Constituting a Defense Industry Infrastructure", *Nato's Sixteen Nations*, Vol. 38, n°4, 1993 ; Gülay Günlük Şenesen, "Türk Silahlı Kuvvetlerinin modernizasyon programının bir değerlendirmesi", in Faruk Sönmezoğlu (dir.), *Türk dış politikası analizi*, İstanbul, Der, 1994, pp. 191-208.

²⁸ *Sabah*, 22/8/97 ; *Milliyet*, 10/9/97 ; ANA, 21/3/98. Un nouveau programme de modernisation des armements, pour un montant de 31 milliards de dollars, a été annoncé en avril 1997 (achat d'hélicoptères et de véhicules blindés, construction de cinq frégates). Parallèlement, la Turquie a modifié la structure de son armée auparavant basée sur des cellules lourdes (régiments et divisions) et dorénavant organisée en brigades et bataillons, unités plus mobiles.

²⁹ En 1995 : 3760 membres de l'*Air Force*, 213 de l'armée de terre, 24 de la *Navy* et 20 *Marines Corps*. *Turkish Probe*, 17/2/95.

Dès le début de la crise, la Turquie s'est résolument rangée du côté des Américains. Elle a autorisé l'utilisation de la base aérienne d'İncirlik pour l'opération « Bouclier du désert » et mobilisé 200 000 soldats à sa frontière avec l'Irak, obligeant Saddam Hussein à en faire de même. Par cet alignement quasi inconditionnel sur la politique américaine, Turgut Özal visait surtout à se rendre indispensable à l'Occident. Il s'agissait bien de démontrer que la Turquie, au moment où l'affaiblissement de la menace soviétique faisait réviser à la baisse son importance stratégique, restait indispensable à la sécurité non plus de l'Ouest mais du Nord. Le traité sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE) signé quelques semaines avant le déclenchement des opérations militaires, excluait de sa zone d'application toute la région de la Turquie frontalière avec le Moyen-Orient. Cet engagement quasi inconditionnel de la Turquie aux côtés des États-Unis ne fut cependant pas sans susciter de nombreuses oppositions dans le pays : départ du ministre des Affaires Étrangères, du chef de l'état-major et du ministre de la Défense. Nombreux étaient ceux qui reprochaient au Président Özal de sacrifier plusieurs années d'efforts diplomatiques vers les pays arabes à cette fidélité sans faille à l'allié américain. De fait, les relations avec l'Irak étaient plutôt détendues (absence de contentieux majeur et commerce important). D'autres se demandaient, alors que la base d'İncirlik était utilisée par les combattants de l'opération « Bouclier du désert », comment aurait réagi l'OTAN à une riposte militaire de l'Irak à cet engagement de la Turquie. Ce point fut d'autant plus sujet à débats que le degré de l'engagement de l'OTAN aux côtés d'Ankara en cas d'attaque sur son flanc oriental, même par l'URSS du temps de guerre froide, était déjà l'objet de nombreuses interrogations dans le pays. Le débat sur l'utilisation de la base d'İncirlik pour l'opération « Provide Comfort » ou les bombardements sur l'Irak reprend les mêmes arguments : Quelle intérêt a donc la Turquie à collaborer si étroitement à une politique qui ne recouvre pas forcément ses propres intérêts ? Dans quelle mesure les États-Unis soutiendront les Turcs si la menace que cette coopération génère se précise ?

L'alliance turco-israélienne

Depuis 1995, la Turquie a signé plusieurs accords de coopération militaire et économique avec Israël, accords dont la portée réelle et symbolique (alliance d'un pays musulman avec Israël) ouvrent la voie à la formation d'une véritable alliance. Ces accords autorisent l'armée israélienne à s'entraîner dans l'espace aérien turc, prévoient des manœuvres militaires en commun (réalisées en janvier 1998 aux larges des côtes israéliennes avec l'armée américaine) et la modernisation des Phantom F-4 de l'armée turque par l'industrie israélienne. Cette coopération militaire est doublée d'une coopération économique de plus en plus étroite. Un accord de libre-échange, prévoyant la levée progressive des droits de douane d'ici l'an 2000 a été signé par les deux pays.

Après avoir courtisé les pays du monde arabe pendant des décennies, et juge-t-on à Ankara sans grand succès, les Turcs ont donc changé leur fusil d'épaule. La multiplicité des discours (publics et privés) en Turquie sur la méfiance persistante, voire le rejet, dont les Turcs sont victimes dans le monde arabe, témoignent d'une certaine exaspération. Enfin, et surtout, la Turquie peut se permettre de modifier son approche régionale. Sa politique dans le Moyen-Orient était en effet essentiellement économique. Or, les marchés du Caucase et de l'Asie centrale sont appelés à remplacer les marchés moyen-orientaux. D'autre part, jusqu'à présent, la Turquie, comme bien d'autres pays, était dépendante du pétrole produit dans le Golfe. Mais avec l'exploitation des gisements au Caucase et dans la mer Caspienne, le Moyen-Orient ne dispose plus de ce levier. La Jordanie s'est par ailleurs associée à cette coopération Turquie-Israël. L'accord de coopération militaire entre la Turquie et la Jordanie, signé en 1984, a été réactivé et Ankara a offert à Aman d'entraîner ses pilotes dans le ciel turc. Les premières manœuvres en commun ont eu lieu en avril 1998 et depuis 1997, les rencontres entre les dirigeants turcs et jordaniens sont fréquentes³⁰. Les services de renseignements des deux pays collaboreraient également assez étroitement³¹. En octobre 1998, une réunion tripartite avec Israël a été organisée (dirigeants politiques, militaires, des services de renseignements, etc.). La coopération entre les trois États y est définie comme un « partenariat de démocraties partageant les mêmes valeurs »³². Les quotidiens turcs parlent, eux, d'alliance tripartite³³.

La coopération militaire turco-israélienne modifie très sensiblement les rapports des forces dans la région. Elle a naturellement soulevé une vague de protestations dans les pays musulmans. La presse turque dénonce constamment l'émergence de contre-alliances notamment entre l'Iran et l'Égypte, ou encore entre l'Irak, l'Iran et la Syrie. Le resserrement des liens entre la Syrie et l'Irak (la frontière fut rouverte en 1997, dix-sept ans après sa fermeture) en serait l'illustration, et le Hezbollah l'instrument. En décembre 1997, le Président Demirel a dû écourter son séjour à Téhéran pour le sommet de l'OCI face à cette contestation générale. C'est la Syrie, la première visée par cette coopération militaire, qui a le plus violemment réagi. Les *Phantom* F-4 modernisés par Israël pourront dorénavant détruire les missiles sol-air syriens, une des hantises de l'armée turque, avant que ceux-ci n'aient pu atteindre leur cible. Face à la virulence de la réaction syrienne, la Turquie a, en retour, effectué quelques démonstrations de force. Le 20 avril 1996 (quelque jours après la signature de l'accord de coopération militaire avec Israël), le Premier ministre Mesut

³⁰ En septembre 1998, alors que Mesut Yılmaz était en tournée en Jordanie et en Israël, le prince héritier s'est rendu en Turquie dans une visite qui ne manquait pas de symbole puisque il est allé se recueillir sur un monument d'Atatürk dans la province d'Hatay (revendiquée par la Syrie !). Anadolu Ajansi, 10/9/98.

³¹ *Cumhuriyet*, 17/9/98.

³² *Milliyet*, 22/10/98.

³³ Titre de *Cumhuriyet*, 4/5/98.

Yılmaz s'est rendu dans la province d'Hatay et, peu après, l'écoulement des eaux de l'Euphrate était – « pour des raisons techniques » – interrompu. En octobre 1998, le ton est monté d'un cran. Le gouvernement turc a massé des troupes à la frontière avec la Syrie et menacé d'intervenir si celle-ci ne stoppait pas son soutien au PKK. La menace fut apparemment prise très au sérieux par Damas et le leader du PKK, Abdullah Öcalan, expulsé de Syrie.

L'Asie centrale et le Caucase

Excepté le Tadjikistan persanophone, l'Asie centrale est peuplée de turcophones. Après leur indépendance les dirigeants des pays d'Asie centrale se sont tous rapidement rendus en Turquie et ont exprimé le désir de coopérer. De son côté, Ankara a multiplié les démarches vers ces républiques "sœurs". De nombreux contrats ont été signés : dans le domaine commercial, dans le domaine de la formation (10 000 étudiants d'Asie centrale ont reçu une bourse pour aller étudier en Turquie), dans le domaine des télécommunications et des transports, etc. Des crédits ont été accordés pour l'achat de biens de consommation turcs, des liaisons aériennes vers les capitales d'Asie centrale ont été établies ou sont en projet, des centres culturels turcs ont ouvert (Alma Ata, Tachkent), etc. Enfin, un nouveau concept a émergé, celui de *turcité*, c'est-à-dire d'appartenance à un même groupe culturel.

L'euphorie des retrouvailles entre « peuples frères » a cependant rapidement fait place à un pragmatisme indéniablement plus réaliste et peut-être plus efficace. Ces républiques restent en effet politiquement et économiquement dépendantes de Moscou. Le réseau de transport et de communication est toujours, et probablement pour un certain temps, dirigé vers la Russie, et la planification centrale avait imposé à ces pays une spécialisation qui renforce leur dépendance par rapport au centre. Le manque de devises des républiques d'Asie centrale est également une entrave au commerce dans la région. Les hommes d'affaires de ces républiques ne sont souvent en mesure de proposer qu'un échange sous forme de troc, ce qui provoque un surcoût pour les hommes d'affaires turcs obligés de revendre la marchandise reçue en échange. Enfin, et surtout, ces républiques ont un important besoin en financement à court terme auquel la Turquie ne peut répondre que très modestement. Du point de vue culturel, si de nombreux peuples d'Asie centrale sont turcophones, il n'y a pas d'intercompréhension avec le turc de Turquie. A cet égard, le lancement du satellite *Türksat* n'a, pour l'instant, apporté que de modestes résultats.

Les dirigeants d'Asie centrale jouent *de facto* sur plusieurs tableaux. Ils n'ont pas intérêt, et en tout cas pas en termes économiques, à rompre avec Moscou, mais ils cherchent à développer d'autres axes diplomatiques et économiques. Ils n'ont également pas de politique étrangère convergente et leurs options diplomatiques fluctuent au gré du contexte régional (contrer les

vellités d'hégémonie de l'Ouzbékistan, jeux complexes autour du statut de la Caspienne, etc.), de leur situation politique et économique intérieure (rapprochement avec Moscou de l'Ouzbékistan pour contrer la montée de l'islamisme dans ce pays) et des avantages qui leur sont proposés (notamment en termes de capitaux). Ils refusent, par ailleurs, de retomber sous la coupe d'un nouveau « grand frère » et la Turquie a dû revoir son discours. Les sommets turcophones organisés par Ankara n'ont d'ailleurs eu qu'un succès limité. Toutefois, seules jusqu'à récemment à avoir manifesté de l'intérêt pour cette région, la Turquie et l'Iran y ont forcément noué des liens. L'offensive diplomatique de la Turquie dans la région n'est, à cet égard, pas un échec. Ces entreprises ont prospecté ce marché très tôt et avec un succès notable compte tenu de leur manque de capitaux. Seuls les États-Unis ou la Russie peuvent apporter aux pays du Caucase, de l'Asie centrale et des Balkans les garanties de sécurité dont ils sont ou seront éventuellement demandeurs, et seuls les États-Unis et l'Europe peuvent offrir les capitaux et la compétence technique qu'ils sollicitent. Mais en tant que puissance économique et politique moyenne, la Turquie peut contribuer au développement économique de ces pays et à la stabilité régionale. La Turquie a par ailleurs promu – et avec succès relatif – un rôle d'intermédiaire économique et politique entre l'Occident et l'Asie centrale³⁴. Ce rôle d'intermédiaire risque cependant de s'amoindrir au fur et à mesure que les Occidentaux vont se familiariser avec les coutumes locales et les turcophones avec les lois du marché et les pratiques du libre-échange.

Enfin, la Turquie a développé d'étroites relations économiques et militaires avec deux républiques du Caucase, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. En revanche, les relations avec l'Arménie sont plutôt délicates. Le souvenir des massacres perpétrés par les Turcs durant la Première Guerre mondiale et qui auraient fait plus d'un million de morts reste vif dans la communauté arménienne. Les deux pays ont opéré un rapprochement après 1991 mais le conflit au Haut-Karabakh a rapidement compromis ce processus.

La marge de manœuvre de la Turquie dans ce conflit est assez faible. La Turquie a certainement les moyens d'intervenir militairement au Caucase si elle le souhaite. Sa troisième armée, stationnée en Turquie orientale, vient d'être renforcée et est aujourd'hui forte d'environ 190 000 hommes relativement bien équipés. Toutefois, si Ankara a fourni à l'Azerbaïdjan un appui militaire et moral important et si la sympathie à l'égard des Turcs-Azéris est nette, chacun sait qu'elle ne peut – et ne veut – intervenir unilatéralement dans ce conflit. Premièrement, elle ne peut sacrifier son prestige international et souhaite donc agir en accord avec la communauté internationale. Ensuite, Moscou réagirait probablement très vivement à une intervention militaire

³⁴ Voir Nur Dolay, « Comment les hommes d'affaires turcs ont conquis l'Asie centrale », *Les Cahiers de l'Orient*, n°41, 1^{er} trimestre 1996, pp. 145-149.

de la Turquie dans la région. Enfin, Ankara ne souhaite pas s'impliquer dans un conflit aux connotations religieuses. Süleyman Demirel déclarait, sans doute avec raison, qu'un pas de trop de la Turquie en faveur des Azéris ferait basculer l'Occident du côté de l'Arménie. Jusqu'à présent, la Turquie s'est donc montrée prudente et c'est surtout auprès des grandes puissances et des organisations internationales qu'elle est intervenue.

Dans l'ensemble, la Turquie a établi des relations économiques, diplomatiques et culturelles étroites avec les républiques d'Asie centrale. Sa politique caucasienne, inexistante jusqu'alors, s'affirme à partir de 1990 et elle est de nouveau présente sur la scène balkanique. Les liens avec les Occidentaux restent essentiels mais, tout comme la Turquie s'était tournée vers le monde musulman dans les années 70, elle se tourne aujourd'hui vers d'autres espaces géographiquement ou culturellement proches – ou jugés proches.

1.2. LA TURQUIE ET L'OCCIDENT

1.2.1. L'alliance turco-américaine : confrontation et convergence des intérêts nationaux

L'URSS n'est plus. Délivrés de cette immense menace qui planait, ou semblait planer, sur l'avenir du « monde libre », les dirigeants américains relativisent l'intérêt du verrou turc. Celui-ci reste cependant essentiel face aux débordements d'autres zones instables et notamment, bien sûr, du Moyen-Orient. L'influence de la Turquie en Asie centrale, au Caucase et dans les Balkans est par ailleurs jugée précieuse par Washington.

Sur l'ensemble des régions en partie dégagées de la mainmise de Moscou depuis 1991 et où la Turquie a déployé une vaste offensive diplomatique et économique, les positions de Washington et d'Ankara, *a priori*, convergent :

- Dans les Balkans, les deux pays apportent un soutien militaire et politique à l'Albanie, à la Macédoine et aux musulmans de Bosnie-Herzégovine. Les Américains ont en partie délégué à la Turquie la réalisation de leur programme d'entraînement des troupes albanaises et bosniaques. Les diplomaties turque et américaine dans la région font l'objet, si ce n'est d'une coopération, d'une certaine intelligence.
- Les États-Unis accordent une grande importance au maintien d'un minimum de stabilité en mer Noire. Certes, ils ne souhaitent prendre aucun engagement dans cette zone à risques, et les pays du pourtour de la mer Noire sont exclus de la prochaine vague d'élargissement de l'OTAN, mais ils cherchent très clairement à y assurer leur présence. Les bâtiments américains sont très actifs en mer Noire depuis quelques années et de nombreux exercices militaires multilatéraux y ont été organisés dans le cadre du Partenariat pour la Paix.
- En Asie centrale et au Caucase, les États-Unis prônent le développement de l'influence de la Turquie et de son modèle laïc pour contrer la montée de l'islamisme et le jeu de l'Iran.
- Aux marches du Moyen-Orient, la Turquie reste un pilier de la stratégie américaine. Qu'il s'agisse de soutenir les régimes modérés de la région, de contenir l'Iran ou de maintenir sa surveillance de l'Irak, les États-Unis comptent sur la Turquie et sur ses bases situées dans le sud-est anatolien. Les raids menés à partir de la base d'Incirlik durant et depuis la guerre du Golfe ou l'opération « Provide Comfort » illustrent bien cette contribution de l'allié turc aussi bien à des missions de surveillance qu'à des missions militaires ou humanitaires. Les récents accords de coopération militaire entre la Turquie et Israël entrent également dans la ligne politique américaine et Washington a chapeauté la mise en place de cette alliance. Parallèlement, la Turquie, seule capable de fournir en eau les pays de la région, pourrait

aussi lever un des obstacles au règlement du conflit israélo-arabe, si tant est que les pays arabo-musulmans la laisse user de cet atout³⁵.

La Turquie est-elle destinée à devenir le pilier de « l'empire musulman américain » comme le soutiennent plusieurs analystes³⁶? Encore faudrait-il que cet empire en soit réellement un ! Les divergences d'objectifs et d'intérêts politiques entre les pays musulmans alliés de Washington, sans compter les divergences politico-théologiques, hypothèquent en effet toutes possibilités d'utiliser la religion musulmane comme ciment politique. Ce sont les intérêts politiques nationaux de l'Égypte, de l'Arabie saoudite ou du Pakistan qui sous-tendent leur coopération avec les États-Unis, et ces pays ne se regroupent aucunement autour de cette alliance. Faudrait-il également que la Turquie ait une influence dans ce monde musulman. En Asie centrale, la pertinence et l'impact réel de son « modèle laïc » sont limités. Du point de vue politique et économique, son offensive dans la région se heurte à l'influence, encore bien réelle, de Moscou et à son incapacité à massivement investir dans la région. Au Moyen-Orient, la Turquie est en butte avec l'islam teinté d'arabisme prôné par certains pays et son long alignement sur la politique américaine lui a plutôt aliéné les pays de la région. Enfin, de façon générale, sa laïcité l'exclut plutôt du monde musulman. Jusqu'au milieu des années 70, c'est surtout sur une alliance de pays musulmans non arabes (Turquie, Iran, Pakistan) que reposait la politique américaine. Ankara a d'ailleurs conservé de bonnes relations avec le Pakistan. Si les grands pays arabes alliés des États-Unis (Égypte, Arabie saoudite) ont admis que la Turquie pouvait efficacement contribuer au *containment* de l'URSS ou de la Russie au Moyen-Orient, ils ont rechigné à la voir assurer un rôle dans la défense de la région. En juin 1997, à l'instigation de l'ancien Premier ministre Erbakan, une alliance économique a été mise sur pied entre huit pays musulmans en voie de développement (D8). Mais ce groupe, qui officiellement s'inspire du G7, reste un regroupement très informel et, surtout, il ne comprend qu'un seul pays arabe, l'Égypte³⁷.

D'autre part, si les États-Unis et la Turquie ont une vision générale commune des grands impératifs stratégiques dans ces régions (lutter contre l'islamisme, verrouiller la puissance russe, assurer l'approvisionnement en pétrole), cette vision générale commune cache mal de nombreuses divergences d'intérêts et d'objectifs. Ces divergences sont, pour le moins, source de frictions entre les deux alliés et, pour autant discret que soit le dialogue entre Washington et Ankara, le malaise et l'irritation ont été perceptibles à de nombreuses reprises. Au Moyen-Orient, Ankara demande avec insistance la levée de l'embargo contre l'Irak qui était, avant la guerre du Golfe, un partenaire

³⁵ La proposition de l'ancien Président Turgut Özal de construire des « pipelines de la paix » pour irriguer les pays de la région (y inclus Israël) avait provoqué une levée de boucliers dans la région.

³⁶ Voir, par exemple, Éric Rouleau, « Turkey : Beyond Atatürk », *Foreign Policy*, n°103, été 1996, p. 84.

commercial important. Cet embargo, et notamment la fermeture du pipeline entre les deux pays, aurait déjà coûté à la Turquie, selon les estimations officielles du gouvernement, plus de 30 milliards de dollars³⁸. Après de longues et insistantes démarches auprès du gouvernement américain, le pipeline a finalement été rouvert en décembre 1996 mais il ne fonctionne qu'à 1/5^{ème} de ses capacités. A terme, Ankara a également intérêt à renouer commercialement avec l'Iran. La Turquie cherche en effet à diversifier ses sources d'approvisionnement en énergies et la proximité de l'Iran et les prix qu'elle propose en font un partenaire énergétique tout indiqué. Un important contrat gazier a été signé en août 1996³⁹. Enfin, l'opération « Provide Comfort » (rebaptisée « Northern Watch » en décembre 1996), officiellement destinée à protéger les Kurdes du nord de l'Irak, semble plutôt jouer contre les intérêts de la Turquie. Elle favorise le renforcement de l'autonomie politique des Kurdes d'Irak, facilite le retrait de l'autre côté de la frontière des combattants du PKK (en l'absence de l'armée irakienne), et freine la normalisation des relations avec Bagdad. Le renouvellement du mandat de cette « force » (tous les six mois) fait l'objet de houleux débats en Turquie.

La politique américaine au Caucase s'est également longtemps trouvée en porte à faux avec celle de la Turquie. Sous pression du lobby arménien, le Congrès avait, en 1992, interdit toute aide humanitaire directe à l'Azerbaïdjan (section 907 of the *US Freedom Support Act*). Enfin, le différent porte également sur la renégociation du traité sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE). Face aux réactions russes sur l'élargissement de l'OTAN, Washington a accepté de renégocier les termes de ce traité, permettant à Moscou d'augmenter ses quotas au Caucase. Il va sans dire que la Turquie s'oppose vivement à ce déploiement de forces à ses frontières dans lequel elle voit une nouvelle menace.

Ce n'est pas la première fois, bien sûr, que les objectifs des deux alliés sont en contradiction mais le « syndrome de la lettre Johnson » (intérêts nationaux sacrifiés lorsqu'ils sont en contradiction avec ceux de l'Alliance atlantique ou des États-Unis) semble connaître un certain regain en Turquie. Les litiges gréco-turcs semblant persister, les États-Unis pourraient encore se voir contraints de rechercher un délicat équilibre dans leurs positions sur la mer Égée ou Chypre. La vente de missiles russes sol-air à Chypre a, bien sûr, été vivement critiquée par les États-Unis mais ceux-ci ont également mis en garde la Turquie contre une éventuelle utilisation de la force

³⁷ Les autres membres sont la Turquie, le Bangladesh, l'Indonésie, l'Iran, la Malaisie, le Pakistan et le Nigeria.

³⁸ 30 milliards à la mi-1997 selon le quotidien *Sabah*, 16/5/97.

³⁹ Notons toutefois que l'intérêt économique (réciproque) n'annihile en rien l'opposition politico-religieuse entre l'Iran et la Turquie. L'aide apportée par l'Iran au PKK et les critiques de l'ambassadeur iranien à Ankara sur les orientations pro-occidentales de la Turquie ont ainsi provoqué une nouvelle crise entre les deux pays quelques mois après la signature de cet accord.

pour empêcher ce déploiement de missiles. Ainsi, ce qui est perçu à Athènes comme un manque de compréhension face au simple droit à la défense des Chypriotes, est perçu à Ankara comme une indifférence face à une nouvelle menace directement dirigée contre la Turquie.

Le Congrès américain, prenant acte de l'effondrement du monde communiste et donc de la disparition de cette immense menace qui pesait sur l'Occident et dont les États-Unis étaient, militairement et financièrement, les gestionnaires, a réorienté son budget en conséquence. Sans parler d'isolationnisme, les crédits affectés au *containment* ont subi de substantielles coupes. Que ce soit dans le domaine de la propagande (Radio Free Europe) ou dans les crédits militaires ou économiques accordés, les aides financières ont été revues à la baisse⁴⁰. Tout en conservant le ratio 7 pour 10 dans l'aide militaire accordée à la Grèce et à la Turquie, le montant et le type de l'aide militaire ont été grandement modifiés. En 1993, l'aide militaire offerte à la Turquie (*Foreign Military Financing*), d'un montant sensiblement égal à l'année précédente (475 millions de dollars en 1992 contre 450 millions de dollars en 1993), d'assistance devenait crédit, donc remboursable. En 1997, cette aide militaire n'était plus que de 175 millions de dollars. *Or, si la perception de la menace a fortement diminué côté américain, ce n'est pas le cas en Turquie. La menace russe reste prioritaire dans la définition de la politique de défense de la Turquie et la multiplication des conflits à l'ouest (Balkans), au sud (Moyen-Orient) et à l'est (Caucase), génère un regain d'insécurité. L'intérêt stratégique que représente la Turquie pour les États-Unis en est certes rehaussé (c'est la « nouvelle rente stratégique » selon certains auteurs), mais la menace n'est plus tout à fait commune (excepté pour le cas du Moyen-Orient).*

D'autre part, si la Maison Blanche est consciente de ces impératifs stratégiques, le Congrès est, lui, plus sensible à la question des droits de l'homme et à la pression de différents lobbies antiturcs. Ainsi alors que la Maison Blanche exprime sa « compréhension » face à la répression du mouvement kurde et s'abstient de publiquement condamner la Turquie pour ses entorses aux droits de l'homme, de nombreux membres du Congrès, dont la liste est régulièrement publiée dans la presse turque, se montrent moins compréhensifs. Au début de l'année 1997, le lobby grec a bloqué la livraison de 3 frégates à la Turquie et le lobby arménien à subordonné le déblocage de l'*Economic Support Fund*, d'un montant de 22 millions de dollars, à deux conditions dont une inacceptable par la Turquie : la reconnaissance du génocide arménien et l'ouverture d'un couloir aérien humanitaire vers l'Arménie. En 1994, le Congrès avait déjà conditionné l'octroi d'une partie de l'aide militaire au progrès des droits de l'homme et à la résolution de la question chypriote. La pression de ces lobbies et cette vigilance sur les questions démocratiques existaient déjà avant 1991

⁴⁰ Encore que certaines institutions reprennent, non officiellement, le relais (fondation Georges Soros).

et, *in fine*, ces conditions sont toujours levées par le *Conference Committee* ou par la Maison Blanche, mais maintenant que la menace communiste a disparu et que la pertinence d'une aide militaire à la Turquie est mise en doute par certains élus, ces oppositions s'expriment plus ouvertement.

L'alliance turco-américaine repose toutefois sur une équation jusqu'à présent inchangée. Elle représente, pour la Turquie, la meilleure garantie face aux menaces auxquelles le pays doit faire face, notamment en provenance du Moyen-Orient (Syrie, Iran), mais inversement la Turquie reste pour les États-Unis un allié irremplaçable, qu'elle soit le pilier de l'OTAN sur les marches du Moyen-Orient, le verrou face à l'extension de la puissance russe peut-être un jour de nouveau menaçante et en tout état de cause « à surveiller », ou le vecteur de l'influence occidentale en Asie centrale. La Méditerranée et le Moyen-Orient restent des zones prioritaires pour la sécurité américaine et la Turquie y joue un rôle constructif. Plus récemment, les États-Unis ont modifié leur approche du Caucase et de l'Asie centrale. Alors qu'ils avaient laissé dans un premier temps la Russie occuper seule le terrain de ses anciennes provinces (acceptation de la « théorie de l'étranger proche »), ils ont, en 1997, lancé une vaste offensive diplomatique tendant à affirmer leur présence politique et économique dans ces régions⁴¹. Dorénavant, les positions turques et américaines convergent dans pratiquement toutes les zones d'influence de la Turquie.

La Turquie joue un rôle de premier plan dans le redéploiement de l'OTAN à l'est et dans la diffusion de la puissance américaine dans les Balkans, au Caucase et en Asie centrale. Le premier centre d'entraînement du Partenariat pour la Paix a ainsi été inauguré en Turquie en juin 1998. C'est une coopération stratégique entre les États-Unis et la Turquie qui s'affirme. Elle s'exprime par une coopération militaire vis-à-vis du Moyen-Orient (missions de surveillance, bases logistiques, opération « Provide Comfort », soutien à l'alliance Turquie-Israël) et une coopération politique dans l'ensemble des zones Balkans-mer Noire-Caucase-Asie centrale, voire une coopération militaire dans la zone balkanique et pontique (entraînement des forces bosniaques en commun, présence navale en mer Noire). Les États-Unis font par ailleurs preuve d'une certaine bienveillance vis-à-vis des intérêts de la Turquie. Washington n'a ainsi pas sanctionné le contrat gazier conclu par la Turquie avec l'Iran⁴², ou encore, se prononce en faveur de la construction d'un pipeline acheminant le pétrole d'Azerbaïdjan vers l'Europe via la Turquie (terminal de Ceyhan).

L'alliance stratégique turco-américaine semble ainsi trouver plusieurs cadres d'expression et zones d'application à géométrie variable et relevant d'objectifs politiques divers. Cette alliance

⁴¹ Pour plus de détails, cf. *infra* "Enjeux et jeux de puissance en Eurasie" (3^{ème} partie, chapitre 1).

stratégique s'accompagne d'une coopération économique de plus en plus poussée. Les échanges entre les deux pays ont considérablement augmenté depuis les années 80 et encore plus depuis 1994/95, passant de 846 millions de dollars en 1980 à 3,25 milliards en 1990, 5,2 milliards en 1995 et 6,21 milliards en 1997⁴³. Cette approche n'est pas spécifique au cas turc. Depuis plusieurs années et pour l'ensemble de leur politique extérieure, les Américains cherchent à substituer à l'aide militaire, une aide économique censée affermir la puissance et la stabilité politique de leurs alliés. Les États-Unis font parallèlement ouvertement campagne pour l'intégration de la Turquie dans les structures communautaires européennes. Ils y verraient l'économie de leur partenaire turc consolidée et estiment la contribution de la Turquie au « pilier européen de l'OTAN » judicieuse. Isolée au sein de l'OTAN par son rejet de l'Europe, la Turquie voit, elle, dans le resserrement de ses liens avec Washington, un moyen de confirmer et de renforcer son ancrage à l'Ouest, et dans les garanties apportées par l'OTAN, le seul moyen d'assurer une défense (et une dissuasion) efficace du pays.

1.2.2. La Turquie et l'Europe

La Turquie et l'Union européenne

La Turquie est le plus ancien associé de l'Union européenne. Elle s'était adressée à la C.E.E. dès juillet 1959 dans le but d'établir des liens et de préparer sa future adhésion. Les accords de septembre 1963 créaient une association économique privilégiée entre la Turquie et la C.E.E. et prévoyaient le rapprochement progressif des politiques économiques des deux partenaires. L'adhésion définitive était prévue (article 28). Conclu dans une période d'euphorie et de croissance économique, cet accord a mal vieilli et sa réalisation s'est heurtée à plusieurs problèmes⁴⁴ : la libre circulation des travailleurs, l'ouverture de la C.E.E. à certains produits exportés par la Turquie (textile et produits alimentaires notamment), l'alignement des tarifs douaniers turcs sur les tarifs extérieurs communs de la C.E.E. et, enfin, la question des droits de l'homme et de la démocratie en Turquie. Le coup d'État de 1980 a mis un coup d'arrêt aux relations Turquie-C.E.E. et le quatrième protocole financier a été bloqué.

⁴² *Milliyet*, 24/7/97.

⁴³ USA National Trade Data Bank et Anadolu Ajansi, 22/3/98. Voir également "Turkish-US Economic relations", *DEIK Bulletin*, février 1997.

⁴⁴ Jean-Joseph Schwed, "La Turquie et la Communauté Européenne", in Jacques Thobie, Salgur Kançal (ed.), *Turquie, Moyen-Orient, Communauté européenne*, Paris, L'Harmattan, 1989, pp. 359-370. Voir aussi, par exemple, Jacques Bourrinet, "La CEE confrontée à la demande d'adhésion de la Turquie", *Revue du Marché Commun*, n°324, février 1989, pp. 78-86.

Les relations ont repris en 1986 et la Turquie a officiellement présenté sa candidature à la C.E.E. en avril 1987. En décembre 1989, les instances communautaires ont rendu publique leur décision qui était de... ne pas décider : sans opposer de refus définitif à la demande d'adhésion turque, l'examen du dossier était renvoyé à une date postérieure à 1993⁴⁵. Dans son avis sur la demande d'adhésion de la Turquie, la Commission de Bruxelles motive son refus d'engager des négociations par des difficultés internes à la C.E.E. et par des obstacles liés à la situation même en Turquie : l'état de l'économie turque (inflation, poids du secteur agricole dans l'économie, chômage, etc.)⁴⁶, la démographie galopante de la Turquie et bien sûr les risques de migrations qui y sont liés, la question des droits de l'homme et de la répression du mouvement kurde et, enfin, le règlement des contentieux avec la Grèce, devenue entre temps membre de la C.E.E.

A ces raisons officielles, il faut en ajouter une autre et non des moindres, l'obstacle culturel. La Turquie a beau être un pays laïc, sa population n'en est pas moins musulmane et l'intégration d'un pays musulman dans les institutions européennes reste problématique. Si l'alliance avec la Turquie est, pour des raisons politiques et stratégiques, recherchée par les Européens, économiquement et politiquement, ceux-ci ne veulent pas en payer le prix. « Dès lors, les rapports d'associations apparaissent comme une formule médiane idéale du point de vue communautaire »⁴⁷. Côté turc, c'est bien pour des motifs symboliques (concrétiser sur le plan institutionnel le choix kémaliste d'une occidentalisation de la Turquie) mais surtout économiques et politiques (accès aux marchés européens et renforcement de sa puissance régionale), que l'intégration à la C.E.E. est recherchée. Cependant, elle aussi ne veut pas en payer le prix en termes d'ingérence dans ses affaires intérieures (ou de ce qui est perçu comme tel). L'arrestation de quatre députés kurdes à la veille du débat au parlement européen sur l'union douanière avec la Turquie, est, à cet égard, éclairante. Si ces arrestations étaient jugées nécessaires par les autorités turques, celles-ci auraient bien pu attendre quelques jours avant de les réaliser, s'épargnant ainsi des frictions avec les parlementaires européens. Les dirigeants turcs semblent avoir voulu souligner ici que l'intégration à l'Europe ne pourra se faire qu'à cette condition, et que s'ils sont prêts à faire de nombreux efforts dans les domaines économique ou culturel (privatisation, laïcité, etc.), ils n'accepteront aucunement de remettre en cause leur droit exclusif de gérer leurs affaires intérieures.

⁴⁵ "Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de la Turquie", *Europe-Document*, édition française, Bruxelles-Luxembourg, n°1589, 20 décembre 1989.

⁴⁶ A la date de la demande d'adhésion (1986), le PIB annuel/hab. de la Turquie était de 1100 dollars contre 10 700 dollars en moyenne pour la C.E.E.

⁴⁷ Deniz Akagül, "La demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne. Quelques réflexions sur l'avis de la Commission", *CEMOTI*, n°10, 1990, p. 29.

La décision de réactiver les négociations sur l'union douanière a été prise au sommet de Lisbonne en juin 1992. Mais la Grèce, arguant du conflit chypriote et de maints autres motifs tant politiques qu'économiques, a ensuite fait obstruction à la conclusion de cet accord. Ce n'est finalement que sous la pression de la diplomatie française et face à des partenaires européens dans l'ensemble favorables à cet accord et quelque peu excédés par l'attitude de la Grèce, qu'un compromis a finalement été trouvé⁴⁸. La Grèce n'a cédé qu'en échange de la promesse d'ouverture de négociations sur l'adhésion de Chypre dans les six mois suivant la conférence intergouvernementale de 1996. Sur le plan économique, c'est surtout l'Union européenne qui, dans un premier temps, tirera avantage de cette union douanière avec l'ouverture d'un marché de 60 millions de consommateurs. De son côté, la Turquie soutient que sans une assistance financière appropriée, elle sera grandement perdante. En effet, alors que la Turquie exporte depuis 1973 librement vers l'Europe (à l'exception du textile), les importations européennes sont, elles, toujours taxées. Cette taxe avait certes été graduellement réduite mais elle était toujours de 12% à la veille de la conclusion de l'union douanière⁴⁹. Les 375 millions d'écus (400 millions de dollars) promis par l'Union européenne semblent bien peu alors que le montant des exportations turques vers l'U.E. dépassait, en 1995, 10 milliards de dollars (contre des exportations d'un montant de 16,8 milliards de dollars). Depuis l'achèvement de l'union douanière, le déficit commercial de la Turquie avec l'U.E. a pratiquement doublé, passant de 6 milliards de dollars en 1995 à 11 milliards de dollars en 1996. Les P.M.E. turques, plus fragiles, ont plus particulièrement pâti de cette nouvelle concurrence. Les critiques se multiplient donc en Turquie contre cet accord « mal négocié » et finalement peu avantageux⁵⁰.

Au-delà de cet aspect purement économique, cette étape franchie dans les relations turco-européennes a des retombées politiques et symboliques évidentes. Toutefois, cette union douanière achevée, les obstacles à l'adhésion ne disparaissent pas. En décembre 1997, les membres de l'U.E., réunis en sommet au Luxembourg, ont annoncé la liste des pays dont la candidature fera l'objet de négociations. La Turquie n'y figure pas. Derrière ce refus, c'est bien la place de la Turquie en Europe, aussi bien en termes géographiques que culturels, qui est sujette à caution.

L'europanité de la Turquie en question

En termes géographiques, c'est la définition même des frontières de l'Europe qui pose problème. Si ces frontières sont assez clairement établies à l'ouest, au nord et au sud, puisque sur ces trois faces l'Europe est entourée d'eau, cette définition est plus problématique à l'est. Les

⁴⁸ *Le Monde*, 11/2/95, 8/3/95 ; *Le Figaro*, 7/3/95. L'accord, signé le 6 mars 1995, a été ratifié par le parlement européen le 13 décembre 1995.

⁴⁹ *Le Monde*, 17/12/94.

débats portent notamment sur l'intégration ou non de la Russie et de l'Anatolie. Selon une convention séculaire, elle-même probablement au moins partiellement issue d'un combat non moins séculaire entre l'islam et la chrétienté, cette frontière passerait au milieu d'Istanbul, par les détroits du Bosphore et des Dardanelles et par la mer Égée. Les Turcs soutiennent, eux, que les détroits relient plus qu'ils ne séparent. Les dizaines de *vapur* faisant de multiples navettes quotidiennes entre les deux rives en seraient le symbole ! L'Anatolie serait inséparable de la péninsule balkanique et l'histoire aurait démontré comment et combien ce couple indissociable fait partie intégrante de l'Europe. L'Empire ottoman n'était-il pas « l'homme malade de l'Europe » ? Enfin, pour certains, si les détroits et la mer Égée ne constituent en rien une frontière, ni l'Anatolie ni les Balkans ne sauraient être considérés comme européens et constitueraient plutôt une zone intermédiaire entre l'Orient et l'Occident. Ce vieux débat sur la pertinence d'une notion de « région intermédiaire » entre l'est et l'ouest a d'ailleurs resurgi sur les franges du monde est ou sud-est européen. En fait, c'est surtout face au rejet de l'Europe que cette alternative de « l'entre-deux » est débattue. L'idée d'une fédération gréco-turque a été ainsi avancée en Grèce à l'époque de la dictature des colonels, c'est-à-dire à un moment où les relations entre la Grèce et l'Europe étaient au plus bas⁵¹ ; la synthèse turco-islamique en Turquie ou l'eurasisme en Russie ont été formulés ou relancés alors que leur exclusion des structures communautaires devenait patente.

En termes de valeurs, c'est l'état de la démocratie, élément essentiel du système de valeurs sur lequel repose l'entité européenne, qui est en cause. Ainsi, en 1963, le C.E.E. envisageait bien l'adhésion de la Turquie, alors grand chantier de la démocratie, alors que, au même moment, elle rechignait à admettre le Portugal et l'Espagne qui avaient une situation économique analogue mais un système politique irrecevable⁵². Toutefois, il semble que le facteur déterminant (avoué ou non) faisant obstacle à cette adhésion soit avant tout l'islam. L'Europe reposerait-elle uniquement sur des bases judéo-chrétiennes ? Pourtant, il ne semble pas que dans l'esprit des créateurs de la C.E.E., cette question religieuse ait eu une quelconque importance. L'accord d'association de 1963 prévoyait bien expressément une adhésion de la Turquie. Or, celle-ci, en 1963, était déjà peuplée de musulmans ! Que s'est-il donc passé depuis lors ? Les sociétés occidentales ont subi de plein fouet une importante crise économique qui a généré un important chômage et de multiples problèmes sociaux. Ces problèmes ont eux-mêmes généré des problèmes d'intégration des populations immigrés, celles-ci étant en grande partie de confession musulmane. Conséquence de cette crise

⁵⁰ Voir, par exemple, les critiques de Bülent Ecevit et İsmail Cem, *Milliyet*, 24/7/98.

⁵¹ Stéphane Yerasimos, *Questions d'Orient. Frontières et minorités des Balkans au Caucase*, Paris, La Découverte, 1993, pp. 18-19. Cette thèse fut reprise par l'historien grec Dimitri Kitsikis. Voir par exemple son ouvrage, *L'Empire ottoman*, Paris, PUF, Q-S-J n°2222, 1994.

⁵² Nur Vergin, « L'Union européenne est-elle un 'club' chrétien? », Rencontre du CERI, « La Turquie aux portes de Bruxelles », 5 décembre 1995.

économique, les pays de l'Europe occidentale s'érigent en citadelle et se sentent menacés par la présence sur leur sol d'éléments « étrangers », éléments avec lesquels ils doivent partager les maigres richesses épargnées par la tourmente économique. A ces facteurs de replis fiévreux, s'ajoute une réaction culturelle faisant resurgir les spectres d'antan, l'invasion des barbares, aujourd'hui réalisée non plus par les armes militaires mais par l'immigration et la natalité. Enfin, les Turcs souffrent plus particulièrement d'une image séculaire de barbares datant de l'avancée des Turcs en Europe au XVe et XVIe siècle ; image aujourd'hui floue et tempérée mais tenace et qui pèse sur les relations entre la Turquie et l'Europe. Ainsi, alors que la démocratie est certes très inégalement appliquée en Turquie, on a bien souvent tendance en Europe à souligner les manques à la démocratie (et qui sont nombreux) plus que les progrès dans ce domaine.

La rhétorique de la Turquie vis-à-vis de l'Europe

La Turquie se présente souvent, et est présentée, comme un pont ; un pont entre l'Europe et l'Asie, entre le monde chrétien et le monde musulman, entre l'Orient et l'Occident, en bref, un pays charnière et un « carrefour naturel » dont Istanbul/Constantinople serait le symbole. Cette vocation s'expliquerait par une situation géographique exceptionnelle et une identité culturelle originale. Vigilante gardienne du flanc sud de l'OTAN, peuplée de musulmans mais laïque et occidentalisée, la Turquie serait géographiquement et socio-culturellement un pays intermédiaire et un pont stratégique dont on ne se lasse pas, en Turquie, de rappeler l'importance. La Turquie a en effet érigé ce rôle de pont en dogme de son profil et en composante centrale de sa stratégie d'approche des puissances occidentales. C'est parce qu'elle est un pont entre différents sous-systèmes qu'elle revêt une importance stratégique aux yeux des Occidentaux et c'est sur cette idée qu'elle a bâti toute son image de puissance régionale.

La Turquie jouerait également un précieux rôle de rempart face à l'islamisme. Elle avait déjà joué un rôle de barrière face à l'expansionnisme soviétique, c'est aujourd'hui face aux menaces en tout genre venues du Moyen-Orient que la Turquie s'érige en barrière protectrice de l'Occident. Tout comme pour la rhétorique du pont, ce discours lui permet de valoriser son rôle stratégique, le seul peut-être qui intéresse réellement les Européens⁵³. Il se double par ailleurs d'un discours dramatisant, voire menaçant, sur le thème : « si vous n'acceptez pas la Turquie au sein de l'U.E., elle basculera vers l'islamisme et l'Europe en pâtira »⁵⁴.

⁵³ Voir par exemple, les discours des dirigeants turcs publiés dans la revue *Perceptions*, revue publiée par le ministère des Affaires Étrangères en anglais, et donc destinée à un public étranger : on y parle de « bastion de la démocratie et de stabilité » (Tansu Çiller, ancien Premier ministre, Vol. 1, n°3, 1996), de « pont » et de « confluence des influences » (Ismail Cem, ministre des Affaires Étrangères, Vol. 2, n°3, 1997), etc.

⁵⁴ Ce fut notamment le thème du discours prononcé par Mme Tansu Çiller, alors Premier ministre, à la veille du vote sur l'union douanière au parlement européen. Mme Çiller s'étant, quelques mois après, alliée avec les islamistes pour conserver le pouvoir, cette agitation de l'épouvantail islamiste risque d'avoir perdu de sa crédibilité.

La Turquie et la défense de l'Europe

La défense est *a priori* fondée sur la perception de menaces. Quelles sont, aujourd'hui, ces menaces pour l'Europe ? La Méditerranée, bassin d'affrontement nord-sud où se mêlent tensions ethniques, religieuses et sociales, représente un premier défi. Le Moyen-Orient, zone où l'Europe s'approvisionne en pétrole, en est un autre. Le Caucase, éloigné, n'est pas à proprement parler du ressort de la sécurité européenne, mais il offre aux Européens une source non négligeable en pétrole et gaz naturel et il a, d'autre part, une influence sur la politique de la Russie qui, elle, figure dans les zones d'intérêts stratégiques européennes. A cet égard, sa seule fonction de gardienne des détroits fait de la Turquie un précieux allié. Enfin, encore plus proche de l'Europe de l'ouest, les Balkans sont en pleine recomposition géopolitique (et recomposition sanglante). Or, dans l'ensemble de ces zones, excepté la partie occidentale de la Méditerranée, il faut effectivement compter avec la Turquie. En résumé, les motifs stratégiques qui poussent les Américains à s'allier avec la Turquie sont également en partie pertinents pour les Européens, et plus particulièrement aujourd'hui alors que ces derniers tentent d'échafauder un système de sécurité collective. Dans l'ensemble, cette valorisation de son rôle stratégique, et plus récemment l'agitation de la menace islamiste, furent une approche finalement plutôt rentable pour la Turquie. Toutefois, cette rente stratégique ne lui a pas permis d'intégrer les structures communautaires et la position d'intermédiaire et de pont entre l'Orient et l'Occident qu'elle a longtemps portée aux nues, risque précisément de la maintenir dans cet entre-deux : ni rejetée mais ni acceptée par l'Europe.

Les Européens considèrent certes la Turquie comme un élément stratégique précieux, mais ils hésitent à s'engager aux côtés d'un pays dont la stratégie et les intérêts nationaux les impliqueraient dans des zones à hauts risques (Moyen-Orient, Caucase). A cet égard, la guerre du Golfe a renforcé l'opinion selon laquelle la Turquie est un important allié stratégique, mais un allié moyen-oriental. Dans les perspectives de formation d'un « pilier européen de l'OTAN », les Européens pourraient bien laisser la gestion de la question turque aux Américains. La Turquie a officiellement déposé sa demande d'adhésion à l'UEO en avril 1987 mais ne s'est vue proposer qu'un statut d'associé. Le rapport établi pour la Commission politique de l'UEO en novembre 1992 reconnaissait pourtant clairement l'ampleur de la contribution de la Turquie à la défense de l'Europe⁵⁵. Les Européens n'ont par ailleurs accepté que sous pressions d'Athènes l'adhésion à l'UEO de la Grèce⁵⁶ et encore à une réserve près, et elle est significative des réticences européennes à s'engager dans ces zones de tensions : les mécanismes de l'UEO (article 5 du traité

⁵⁵ Rapport établi par M. Pedro Moya, Assemblée de l'UEO, 38^{ème} session extraordinaire, document 1341, 6 novembre 1992, pp. 24-25.

⁵⁶ Athènes avait menacé de ne pas ratifier le traité de Maastricht si ses partenaires européens rejetaient son adhésion à l'UEO.

de Bruxelles modifié) ne s'appliqueront pas en cas d'attaque de la Grèce par un pays de l'OTAN non membre de l'UEO, c'est-à-dire... la Turquie (déclaration de Petersberg du 19 juin 1992). La Grèce a, de son côté, émis une objection à l'encontre de l'article 10 du traité, déclarant que pour une période de 5 ans, elle « exclut de la compétence de la Cour tous les différends ayant trait à la prise, par la République hellénique, de mesures militaires à caractère défensif pour des raisons de défense nationale »⁵⁷. Ces réserves et cet amendement formulés de part et d'autre annihilent en grande partie la portée de l'adhésion de la Grèce à l'UEO et risquent d'affaiblir – au moins symboliquement – les mécanismes défensifs de cet organisme, et, en tout état de cause, ils réduisent la cohésion interne de ses membres. Le protocole d'adhésion de la Grèce a été signé en novembre 1992 en même temps que l'accord d'association avec la Turquie, la Norvège et l'Islande (ces deux accords entrèrent en vigueur en mai 1995).

Une Turquie excédée : vers une réorientation de la diplomatie turque ?

Le Conseil européen, réuni en décembre 1997 au Luxembourg, a décidé d'entamer les négociations sur l'adhésion de 11 pays d'Europe centrale plus Chypre mais a exclu la Turquie de la liste des candidatures retenues. Les arguments invoqués par les Européens, et notamment la question des droits de l'homme, non seulement rencontrent l'incompréhension des dirigeants turcs mais sont également vus comme des prétextes pour refuser l'intégration d'un pays musulman. Les dirigeants turcs reconnaissent certes que la situation des droits de l'homme en Turquie n'est pas des plus brillantes mais estiment que le pays progresse dans la voie de la démocratie. Et alors que ce processus démocratique fut perçu positivement dans le cas de l'Espagne et du Portugal au moment de leur adhésion, il est perçu négativement dans le cas de la Turquie. La Turquie estime, de plus, amplement soutenir la comparaison dans ce domaine avec la Grèce, membre de l'U.E, et encore plus avec la Slovaquie dont la candidature a été retenue au conseil du Luxembourg⁵⁸. Et alors que ces critères sont imposés à la Turquie comme pré-condition à l'engagement de négociations, ils ne sont évoqués, pour les onze autres candidatures retenues, qu'au niveau de leur adhésion⁵⁹. Enfin, du point de vue économique, avec une croissance annuelle de 8%, les Turcs estiment leur candidature tout à fait recevable. Du point de vue démographique, la Turquie se rapproche, là encore, des normes européennes (baisse du taux d'accroissement naturel de 2,2% à 1,5% en dix ans). Les arguments démocratiques ou économiques paraissent bien n'être alors que des alibis et seule la pratique de la religion musulmane peut expliquer le rejet de la Turquie. Enfin, l'opportunisme des Européens, qui acceptent la Turquie lorsqu'ils y trouvent avantage

⁵⁷ Document 1465, 40^{ème} session ordinaire de l'UEO, rapporteur M. Cuco, 24 mai 1995, p. 45.

⁵⁸ Semih Vaner, "Vivre avec ou sans l'Europe ?", Conférence du CERI, 24 mars 1998.

⁵⁹ Interview du ministre des Affaires Étrangères, Ismail Cem, dans *Turkish Daily News*, 23/1/98.

(participation à la défense de l'Europe dans le cadre de l'OTAN) mais la rejettent dès que quelques difficultés se profilent, est de plus en plus vilipendé.

En rejetant la Turquie dans un autre monde, celui de l'islam, l'Europe fait fi de son originalité politico-religieuse, à savoir cette expérience de laïcité quasi unique dans le monde musulman. Cette attitude de l'Europe alimente les frustrations d'un peuple qui se voit repoussé dans un monde moyen-oriental avec lequel il a finalement peu d'affinités. Du point de vue économique, c'est avec l'U.E. qu'elle effectue plus de la moitié de ses échanges. Enfin, l'adhésion de Chypre et des pays de l'Est ne pourra que l'isoler un peu plus dans la région⁶⁰. Ce rejet de la Turquie alimente également les discours des islamistes et des nationalistes (partis MHP et *Refah*), mouvances où le refus d'intégrer les structures européennes est le plus net. Ceux-ci stigmatisent cette humiliation et ce statut d'infériorité dans lequel la Turquie est maintenue. Toutefois, si le discours du *Refah* s'articule bien en partie sur une dénonciation de l'Occident et de la perversité de son système, cette dénonciation s'adresse tout autant, voir plus spécifiquement, au grand Satan de ce système, les États-Unis. D'autre part, le succès électoral du *Refah* repose sur toute autre chose, la situation économique et sociale et un discrédit général des partis traditionnels. La position de ce parti sur l'adhésion à l'U.E a d'ailleurs évolué et certains de ses dirigeants se prononcent aujourd'hui en faveur de l'adhésion⁶¹. La partie nationaliste (*Milletiyetçi Hareket Partisi - MHP*) a également quelque peu modifié son discours sur l'adhésion⁶². A l'exception de quelques mouvances islamistes et nationalistes, et donc encore pas toutes, cette question fait l'objet d'un consensus quasi général dans la classe politique du pays. Les milieux de gauche, qui étaient défavorables à l'adhésion dans les années 60, estiment aujourd'hui que cette adhésion ne pourra que contribuer à la démocratisation du pays, et se prononcent donc nettement en sa faveur.

La décision du conseil de décembre 1997 a donc suscité une amertume en Turquie qui certes n'est pas nouvelle mais dont l'ampleur est, elle, sans précédent. De nombreux hommes politiques et intellectuels ont modifié leur discours. La pertinence de la candidature turque n'est pas remise en question mais, faute d'être acceptée, la Turquie prépare son avenir sans l'Europe.

⁶⁰ Sur les rapports entre Chypre et l'U.E., voir, par exemple, Semih Vaner, "Chypre et l'Union européenne", *Politique Étrangère*, n°3, 1996, pp. 651-664. Sur les dissensions intracommunautaires sur l'opportunité d'engager des négociations également avec la partie chypriote turque, voir *Le Monde*, 17/3/98 ; *Le Figaro*, 16/3/98.

⁶¹ Sur les positions des différents mouvements islamistes ou islamiques sur l'adhésion à l'U.E., voir par exemple, Ruşen Çakır, "Les mouvements islamistes turcs et l'Europe", *CEMOTI*, n°10, 1990, pp. 15-23 ; Gérard Groc, "Les sensibilités islamiques et l'intégration de la Turquie dans le marché commun", in Jacques Thobie, Salgur Kançal (ed.), 1989, *op. cit.*, pp. 211-222 ; Deniz Vardar, "Türkiye'nin Batı Avrupa Kurumlarına girişi ve kamuoyu", in Faruk Sönmezoğlu (dir.), *Türk dış politikasının analizi*, Istanbul, Der, 1994, pp. 373-382.

⁶² Les mouvances nationalistes et panturquistes, très tournées vers l'Asie centrale, ont compris que les « frères turcs » étaient finalement plus intéressés par les crédits européens que par l'appui d'un « grand frère turc ». C'est donc en tant qu'alliée de l'Europe que la Turquie maximalise son intérêt aux yeux du monde turcophone. De nombreux nationalistes restent cependant opposés à la candidature turque et avaient critiqué l'accord d'union douanière.

Les dirigeants turcs ont immédiatement annoncé qu'ils suspendaient le dialogue avec l'U.E. et qu'ils accéléreraient « l'intégration partielle » du nord de Chypre à la Turquie. Très clairement, une des premières conséquences de la décision européenne est un durcissement de la position turque sur le dossier chypriote alors que l'U.E entame des négociations sur l'adhésion de l'île, négociations dont on ne sait pas trop quelle pourra être l'issue puisque seule la partie grecque est conviée aux discussions sur l'adhésion de l'ensemble de l'île alors que celle-ci reste *a priori* divisée. La Turquie soutient, elle, que ces négociations avec la seule partie grecque sont illégales et qu'elles ne pourront que définitivement fixer la partition de l'île⁶³.

Les dirigeants turcs ont parallèlement formulé un nouveau concept de politique étrangère. La Turquie s'érigerait dorénavant en « centre de l'Eurasie du XXI^e siècle »⁶⁴. Si ce *discours eurasienn* n'est pas nouveau en Turquie, il l'est, en revanche, dans les sphères gouvernementales et notamment au ministère des Affaires Étrangères. Cette approche repose sur une volonté de rehausser la puissance turque par la multiplication de ses axes et de ses formes de politique étrangère, et sur la confiance, étrangement régénérée après le rejet de l'U.E. en décembre 1997, dans les capacités de la Turquie à s'ériger seule en grand pôle régional. Cette nouvelle doctrine eurasienn est non seulement la conséquence de ce rejet de l'U.E. (raison non officiellement exprimée mais avouée en coulisse), mais aussi, après sept ans d'hésitations et de discours confus, l'expression, en termes de doctrine diplomatique, de la nouvelle situation créée par l'effondrement de l'URSS et des régimes communistes en Europe de l'Est. Les influences (politiques comme économiques) croisées dans ces différentes zones, appelaient à la mise en place d'une politique plus coordonnée et d'une approche globale de l'ensemble de ces espaces, Balkans, Caucase, Asie centrale, Russie⁶⁵. La Turquie se présente dorénavant comme le « pivot de l'Eurasie » et son rôle d'intermédiaire entre l'Est et l'Ouest tant vanté auparavant ne devient que secondaire. Au centre d'une très vaste zone regroupant l'Asie centrale, le Caucase, la Russie et les Balkans, la Turquie disposerait, dans cette Eurasie, de l'économie la plus dynamique, d'une élite importante et qualifiée, d'une solide expérience dans des domaines variés allant de l'économie de marché à la gestion des affaires publiques ou la diplomatie internationale, et, dès lors, sa vocation serait d'être le pilier de cette nouvelle entité géopolitique qu'est l'Eurasie.

⁶³ *Milliyet*, 19/8/97 ; *Cumhuriyet*, 7/10/97.

⁶⁴ Cette politique eurasienn fut annoncée par Ismail Cem lors d'une conférence de presse au retour d'un voyage en Bulgarie et en Roumanie (20 mai 1998). *Anadolu Ajansi*, 27/5/98 ; *Hürriyet*, 20/5/98 ; *Cumhuriyet*, 26/5/98. Voir également la conférence de presse donnée par Ismail Cem à l'occasion de la publication par ministère des Affaires Étrangères du rapport "Turkey and the World in 2010-2020", *Milliyet*, 23/7/98 et N. Çakar, "A Strategic Overview of Turkey", *Perceptions*, Vol. 3, n°2, juin-août 1998 (édition internet).

⁶⁵ Sur ces influences croisées, cf. *infra* 3^{ème} partie, chapitre 1.

Ankara a franchi, en 1990-91, et cette fois-ci parce que le contexte international s'y prêtait et non pour des motifs de sécurité nationale, une étape supplémentaire dans le redéploiement de sa politique extérieure. Les ouvertures qui lui sont offertes en Asie centrale, au Caucase ou dans les Balkans représentent une possibilité toute nouvelle d'accroître son influence régionale. Ces nouvelles orientations géographiques de la politique turque représentent d'autre part un moyen de se valoriser aux yeux des Occidentaux et les dirigeants turcs insistaient sur la complémentarité entre l'ancrage à l'ouest et les ouvertures à l'est (ce fut déjà le cas pour les relations commerciales développées avec les pays du Moyen-Orient dans les années 70 et 80 ou plus récemment avec la création d'une Zone de coopération en mer Noire). Il n'y a, toujours selon les discours officiels, aucune contradiction ou compétition mais au contraire une complémentarité entre ces axes⁶⁶.

La priorité de la diplomatie turque restera de toute façon ses relations avec l'Europe et les États-Unis. Elle n'a pas réellement, en termes économiques comme politiques et militaires, d'autres alternatives viables. C'est avec l'Europe et les États-Unis qu'elle effectue les 2/3 de ses échanges, et les garanties de sécurité apportées par l'OTAN lui sont toujours aussi précieuses. La perception de la menace n'a, en effet, pas faibli en Turquie avec l'effondrement du monde communiste et la pays s'estime toujours menacé surtout au sud par la Syrie, à l'ouest par la Grèce, et au nord par la Russie. Cet ancrage à l'Ouest n'étant pas remis en cause, c'est en revanche, un resserrement des liens avec les États-Unis qui risque de devenir la priorité de la diplomatie turque.

Quant à l'OTAN, elle accorde dorénavant une place spéciale aux dangers de toutes natures (*multifaceted and multidirectional risks*) hors Europe. Il s'agit plus particulièrement des multiples dangers provenant de la Méditerranée et du Moyen-Orient (terrorisme, afflux de réfugiés, islamisme, etc.). Dans cette perspective, la Turquie occupe une position de ligne de front que Washington considère comme vitale. Elle détient une capacité de destruction que l'on espère dissuasive (l'est du territoire anatolien est d'ailleurs exclu de la zone d'application du traité sur les Forces conventionnelles en Europe) et l'Anatolie constitue un excellent poste d'observation du Moyen-Orient. Mais si la Turquie vit toujours bien d'une rente stratégique, les termes et la portée de cette rente ont été modifiés. Enfin, elle cherche également, et c'est là une des priorités de sa diplomatie aujourd'hui, à se positionner au centre du réseau d'acheminement du pétrole caucasien vers l'Europe.

⁶⁶ Les déclarations d'Ismail Cem dans la presse turque oscillent ainsi entre « l'entrée de la Turquie dans l'U.E. n'est pas indispensable » et « en tant que centre de l'Eurasie, la Turquie présente de nombreux avantages pour quiconque souhaiterait améliorer ses relations avec elle ». *Hürriyet*, 20/5/98 ; *Cumhuriyet*, 26/5/98.

1.3. TENSIONS ET INSTABILITES INTERNES

La situation politique interne de la Turquie reste, et à juste titre, la première préoccupation des gouvernements turcs : la lutte contre le PKK kurde, la montée d'un islam radical et, en partie conséquence de ces derniers mais aussi résultant d'une longue tradition, une instabilité politique, multiplient les incertitudes quant à l'avenir du pays. A ce titre, la politique intérieure prend souvent le pas, dans les campagnes électorales comme dans les faits, sur la politique extérieure. Mais ces éléments d'instabilités ont eux aussi, et là encore ce n'est pas l'apanage de la Turquie, des répercussions sur la diplomatie turque.

La politique de répression vis-à-vis des Kurdes ternit l'image de la Turquie dans les enceintes internationales et auprès des opinions publiques occidentales (notamment en Allemagne) et l'oblige à suivre une certaine ligne diplomatique. Ainsi, Ankara peut difficilement soutenir un mouvement d'indépendance (ex : Tchétchénie) alors qu'elle combat, elle-même, sur son sol un mouvement du même type. De plus, cette répression offre sur un plateau des arguments – somme toute justifiés – aux opposants de l'intégration de la Turquie à l'U.E. Enfin, le problème kurde constitue un excellent levier contre la Turquie, levier dont les pays en litige avec Ankara ne se privent pas d'user. Ainsi, la Grèce, la Syrie et la Russie (notamment pour cette dernière depuis l'émergence de contentieux entre les deux pays en 1993) ont politiquement ou militairement soutenu le PKK.

Enfin, ne serait ce qu'à cause de l'influence grandissante sur la scène politique d'un parti islamique, l'ancien *Refah Partisi* (Parti de la prospérité) devenu Parti de la vertu (*Fazilet Partisi*) et dans la mesure où ce parti fait campagne tambour battant pour la défense des musulmans opprimés de Bosnie-Herzégovine ou du Caucase, Ankara doit prendre une position ferme sur ces sujets. Non pas, comme nous le verrons plus loin, que la population turque soit en fait si préoccupée par le sort de ces musulmans mais elle attend de son gouvernement les réactions scandalisées qui s'imposent et, au moins dans ses déclarations, l'expression de sa détermination et de sa capacité à intervenir. Il est, à cet égard, éclairant de voir comment et combien la presse turque, bien plus que la presse occidentale, se glose des succès diplomatiques du pays dans les guerres yougoslaves. Parallèlement, les succès électoraux du *Refah* ont renforcé la psychose antimusulmane régnant dans certains pays des Balkans et la peur de la constitution d'un axe islamique ou islamiste dirigé par Ankara. Les violentes manifestations d'extrémisme religieux, et notamment les tentatives d'attentats contre le Patriarcat œcuménique, participent pleinement à cette psychose. Cette présence accrue de l'islam sur la scène politique turque influence les relations

étatiques bilatérales entre la Turquie et les pays balkaniques et, au moins potentiellement, les liens réciproques (politiques, idéologiques ou financiers) qu'entretient le *Refah* et les confréries en Turquie avec les structures politiques ou confrériques dans les Balkans.

De façon générale, pour que la Turquie puisse prétendre à un quelconque rôle international ou régional majeur, elle ne doit pas premièrement, voir son attention et ses forces entièrement détournées par un conflit interne ; deuxièmement, souffrir de handicaps importants en matière économique ; et troisièmement, afficher une instabilité politique faisant forcément peser une hypothèque sur l'orientation future de la politique du pays.

1.3.1. Le dilemme kurde⁶⁷

L'ethnie kurde (musulmans sunnites ou *alevî*, de langue persane) est répartie principalement sur les territoires de trois pays, la Turquie où elle représente plus de 20% de la population (10 à 12 millions d'habitants)⁶⁸, l'Iran et l'Irak. Le Kurdistan fut longtemps champ de bataille entre les Empires perse et ottoman et n'a jamais connu de pouvoir unifié. Le traité de Sèvres (1920) envisageait bien la création d'un État kurde mais la révolte de Mustafa Kemal et la création d'un État-nation turc mirent fin à ce rêve. Ce traité reste toutefois la référence (et, de fait, la seule référence juridique internationale existante) pour les mouvements nationalistes kurdes. Au nom de l'idéologie kémaliste de l'État-nation, la Turquie ne reconnaît pas les Kurdes comme une minorité officielle. Ceux-ci ne souffrent d'aucune discrimination en Turquie. Ils peuvent accéder à tous les postes de responsabilité ou exercer sans entrave des activités commerciales, mais c'est en tant que « Turcs » qu'ils peuvent exercer ces activités. Depuis la fondation de la Turquie républicaine, la politique des gouvernements successifs est celle de l'assimilation. Tout enseignement ou publication en kurde est interdit depuis 1924 et les mouvements séparatistes ou autonomistes ont subi une répression systématique. Au-delà des justifications politiques fondées sur la défense de l'intégrité territoriale, la région revêt une importance stratégique pour Ankara puisqu'il s'agit de sa région frontalière avec le Moyen-Orient, région où de surcroît l'Euphrate et le Tigre prennent leur source.

Depuis 1984, le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) est en guerre ouverte contre le gouvernement. Cette guérilla a déjà fait des milliers de morts (plus de 20 000 dit-on) et l'armée turque peine à définitivement écraser cette insurrection. La stratégie adoptée par l'armée consiste à

⁶⁷ Pour une introduction à la question kurde, voir, par exemple, Gérard Chaliand, *Le malheur kurde*, Paris, Seuil, 1992 ; Élisabeth Picard (dir.), *La question kurde*, Bruxelles, Complexe, 1991 ; *La question kurde*, dossier constitué par Hamid Bozarslan, *Problèmes Politiques et Sociaux* (n°709), Paris, la Documentation Française, 20 août 1993.

couper le PKK de ses bases, c'est-à-dire des villages kurdes des plaines et des bases de retrait de l'autre côté de la frontière en territoire irakien. Mais cette stratégie s'avère humainement coûteuse et d'une efficacité relative. La situation sur le terrain s'est radicalisée entre les villages pro-PKK et les villages gouvernementaux, et la population kurde, hostile il y a quelques années au PKK, éprouve, face à la violence de la répression, de plus en plus de sympathie pour le mouvement séparatiste. La Turquie a également dû faire face à un afflux de réfugiés kurdes en provenance d'Irak en 1988 et 1991, modifiant les données régionales du problème et notamment sa politique vis-à-vis des Kurdes d'Irak⁶⁹. Enfin, la guerre du Golfe a ramené la question kurde sous les feux de l'actualité internationale. Depuis quelques années, c'est sur le développement économique de la région que mise le gouvernement pour régler le « problème kurde ». Estimant que la situation économique catastrophique du sud-est anatolien est centrale dans l'émergence de revendications kurdes, les autorités turques incitent dorénavant les entrepreneurs à investir dans la région (subventions, exemptions de taxes, etc.). Le projet GAP est censé pleinement participer au redressement économique local⁷⁰.

Les réactions des chancelleries occidentales à la politique de répression dans le Kurdistan turque, ou irakien puisque l'armée turque est intervenue à diverses reprises de l'autre côté de la frontière, sont en adéquation avec leur position diplomatique conjoncturelle vis-à-vis d'Ankara. En d'autres termes, on « comprend » que la Turquie soit fondée à défendre son intégrité territoriale et sa sécurité face aux « mouvements terroriste »s ou, au contraire, on « condamne » les violations des droits de l'homme. Toute une gamme de nuances entre ces deux positions (on exprime ses « préoccupations », on « déplore », etc.) reflète les bonnes ou mauvaises dispositions vis-à-vis d'Ankara. A titre d'exemple, voici les différentes réactions à la massive intervention de l'armée turque dans le nord de l'Irak début de l'année 1995 : les États-Unis « comprennent », l'U.E. ne condamne pas le principe de l'intervention mais son ampleur, la Russie demande le retrait des troupes turques « une fois leur tâche achevée », et la Grèce condamne fermement⁷¹. C'est l'Allemagne qui a émis les condamnations les plus vives. Elle a, de nouveau, interrompu ses livraisons d'armes à destination de la Turquie pour protester contre cette politique de répression. Mais le cas de l'Allemagne est ici particulier. Plus que le reflet de la diplomatie allemande vis-à-vis de la Turquie, il s'agit, pour Bonn, de répondre aux attentes de son opinion publique fortement

⁶⁸ Depuis 1965, le critère linguistique n'est plus pris en compte dans les recensements en Turquie. On ne peut donc avancer que des estimations.

⁶⁹ Hamid Bozarslan, «La régionalisation du problème kurde», in Élisabeth Picard (dir.), *La nouvelle dynamique au Moyen-Orient. Les relations entre l'Orient Arabe et la Turquie*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 186-188.

⁷⁰ Constatons que, dans un premier temps, la construction de barrages a nécessité la destruction de plusieurs villages et que l'augmentation du prix de la terre a plutôt fait fuir les paysans de la région.

⁷¹ *Le Monde*, 22/3/95, 24/3/95, 25/3/95, 1/4/95.

sensibilisée à la question kurde par d'intenses campagnes médiatiques⁷². Le cas est sensiblement le même pour les Pays-Bas. La Belgique, où se trouve également une minorité turque quelque peu influente, a jugé « inacceptable » cette intervention militaire, tout en déclarant sa « compréhension » !⁷³ Quoi qu'il en soit, la politique de répression vis-à-vis des « terroristes » kurdes est coûteuse en termes d'image auprès des opinions publiques occidentales, opinions avec lesquelles les gouvernements occidentaux doivent compter. La récente polémique sur l'extradition d'Italie d'Öcalan, leader historique du PKK, en est un exemple. Le moins que l'on puisse dire est que la presse occidentale, et notamment française, qui ne publiait auparavant que de très épisodiques articles sur les Kurdes, s'est soudainement déchaînée sur le sujet. Et si A. Öcalan est généralement dépeint comme un dirigeant sanguinaire, la violence de la répression de la révolte kurde ne l'est pas moins.

Mais, la question kurde ne se résume pas, du point de vue turc, aux simples réactions des pays occidentaux :

- Elle empoisonne ses relations avec ses voisins moyen-orientaux, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Les Kurdes ont bien souvent été le jouet des politiques de ces pays qui ont, à tour de rôle, soutenu les mouvements kurdes chez leurs voisins. Ce soutien est tempéré par leur volonté de ne pas permettre la création d'un État kurde, dont personne n'a intérêt dans la région, mais il est assez significatif pour déstabiliser ce voisin ou faire pression sur lui. Depuis quelques années, c'est essentiellement la Syrie, en conflit avec la Turquie sur la question de l'eau et sur le territoire d'Alexandrette (Hatay), qui apporte une aide au PKK.
- Elle mobilise les énergies politiques, économiques et militaires du pays. Un tiers de l'armée turque (environ 150 000 hommes) serait engagé dans ce conflit et, selon Nahit Menteşe, ancien ministre de l'Intérieur, les opérations contre le PKK auraient coûté, en 10 ans, 25 milliards de dollars, soit l'équivalent de deux années d'exportations⁷⁴.
- Enfin, la question kurde offre aux pays en litige avec la Turquie un moyen relativement aisé de faire pression sur Ankara ou d'affaiblir la puissance du pays. La presse et les dirigeants turcs dénoncent régulièrement les facilités accordées aux « terroristes kurdes » par la Syrie, la Grèce, la Russie et, dans une moindre mesure, l'Iran et l'Arménie. Cette aide multiforme inclut l'entraînement des combattants du PKK, la fourniture d'armements, l'accueil des « terroristes » sur leur territoire et la création de centres culturels kurdes ou encore d'un « parlement kurde en exil ». La chronologie des événements pourrait prêter à sourire si le sort d'un peuple n'était pas en jeu. En janvier 1994, Ankara annonce la mise en place d'une

⁷² Sans aller, comme le soutient la presse turque, à avancer que la presse allemande est noyauté par un lobby kurde !

⁷³ *Le Monde*, 24/3/95.

⁷⁴ Michel Verrier, « Dangereuses dérives en Turquie », *Le Monde Diplomatique*, juin 1994, p. 10.

nouvelle réglementation concernant le passage des détroits. Le mois suivant, une conférence est organisée en grande pompe à Moscou sur le thème « L'histoire du Kurdistan ». Le 8 novembre 1995, le gouvernement bulgare accuse officiellement la Turquie d'ingérence dans la campagne électorale pour les municipales. Le ton monte. Quinze jours plus tard, un centre culturel kurde ouvre ses portes à Sofia... et l'on pourrait multiplier les exemples.

1.3.2. L'islam et la laïcité turque

Depuis les réformes de Mustafa Kemal, la Turquie a résolument opté pour la laïcité. Les kémalistes ont supprimé le Califat en 1924, interdit les confréries en 1925, remplacé l'alphabet arabe par l'alphabet latin en 1928, prohibé le port du vêtement religieux et doté le pays d'une constitution pleinement laïque⁷⁵. Cette sécularisation forcée de l'État s'est traduite par une subordination de la religion à l'État qui, par l'intermédiaire du ministère des Affaires Religieuses (Diyanet), gère les mausolées et les mosquées, nomme les chefs de prière, les prédicateurs, les muftis et autres hommes de religion.

Deux « communautés », n'ayant apparemment rien en commun, la communauté *alevî* et l'armée, se présentent comme de fidèles défenseurs de cette laïcité kémaliste. L'alévisme est apparenté au chi'isme car il y a une déification d'Ali (cousin et gendre du prophète) mais il s'est en fait progressivement éloigné du chi'isme iranien (dans ses dogmes comme dans ses pratiques rituelles). Les *Alévî*, que l'on ne trouve qu'au sein des communautés turque et kurde, représentent 20 à 25 % de la population de la Turquie et restent très attachés à une laïcité qui, d'une part les protège d'un intégrisme sunnite, et d'autre part est en accord avec leurs aspirations⁷⁶. Quant à l'armée, elle se présente comme la fidèle gardienne du dogme kémaliste en général et du dogme kémaliste de la laïcité en particulier.

L'islamisme s'exprime en Turquie principalement par l'intermédiaire d'un parti politique, le Parti de la prospérité (*Refah Partisi*), héritier du Parti du salut national dissout en 1980, et par l'intermédiaire de confréries, mal connues du fait de leur semi-clandestinité mais bien implantées et disposant de réseaux très structurés. Nourri par son opposition aux réformes d'Atatürk, l'islamisme a fait preuve depuis les années cinquante de renaissances cycliques. Dans la pratique,

⁷⁵ Sur les détails de cette laïcisation, voir Bernard Lewis, *Islam et laïcité, la naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988.

⁷⁶ Sur les *Alévî*, voir par exemple Altan Gökalp, *Têtes rouges et bouches noires*, Paris, Société d'ethnographie, 1980 ; Jean François Bayard, "La question alevi dans la Turquie moderne", in Olivier Carré (dir.), *L'islam et l'État dans le monde d'aujourd'hui*, Paris, PUF, 1982, pp. 109-120 ; Altan Gökalp, "Les alevî", in Stéphane Yerasimos (dir.), *Les Turcs. Orient et Occident, islam et laïcité*, Paris, Autrement, « Monde » (n°76), 1994, pp. 112-125.

les islamistes ont créé des réseaux qui tendent à occuper des pans entiers de la vie sociale (foyers pour étudiants, pour chômeurs, etc.) et ils interviennent dans le domaine public (publication de revues, organisation de cours d'arabe, etc.). Depuis 1980, cet islamisme s'est fait plus actif et militant. La simple revendication du droit à la pratique religieuse est doublée d'une campagne idéologique récupérant le thème anti-impérialiste et les thèmes sociaux. Aux élections municipales de mars 1994, le *Refah* a remporté 26 villes dont Istanbul et Ankara et aux élections législatives de décembre 1995, il a recueilli 21,3% des voix et 158 sièges à l'Assemblée nationale (sur 550).

Différentes raisons expliquent ce regain d'islamisme :

- L'influence de l'Iran et d'une manière générale la montée d'un islam radical dans les autres pays musulmans. S'il ne faut exagérer le rôle de l'Iran dans cette montée de l'islamisme, Téhéran a mené une grande campagne médiatique contre la Turquie, « pays déculturé par sa laïcisation et son européanisation » et dispose sur place de relais (fondations et publications) destinés à propager son message et son idéologie.
- L'implantation en Turquie de banques saoudiennes, grands bailleurs de fonds des fondations islamiques. L'Arabie saoudite est soupçonnée de financer le *Refah*.
- La pénétration du modèle occidental a forcément créé une crise d'identité, crise d'autant plus forte que la Turquie n'est pas acceptée par cette civilisation prise pour modèle (rejet de l'adhésion de la Turquie à l'U.E.). Cette crise d'identité a nourri l'élaboration puis la diffusion d'une « synthèse turco-islamique » qui réhabilite le passé musulman et ottoman des Turcs dans l'histoire et dans l'identité nationales. Les Turcs peuvent alors honorer leur propre culture, glorieuse et originale synthèse entre l'islam et la turcité⁷⁷.
- L'exode rural a amené dans les villes des populations empreintes de traditions et donc de traditions religieuses. Les banlieues immenses de *gecekondu*⁷⁸ sont un terreau extrêmement fertile pour les islamistes. Confrontées au chômage, à l'humiliation de vivre dans des conditions dégradantes, à l'effondrement de leurs espoirs de migrants et à une crise d'identité due au décalage entre traditions villageoises et nouveaux modes de vie urbains, ces populations se replient sur leurs traditions et, parce que désœuvrés, sont sensibles aux démarches que les islamistes (et eux seuls ?) effectuent auprès d'elles. Le *Refah* récupère ainsi une contestation socio-économique qu'il transforme en contestation religieuse. Il s'est doté d'un réseau de relais locaux dans les grandes villes qui lui permet de facilement véhiculer ses messages⁷⁹.

⁷⁷ Sur la synthèse turco-islamique, cf. *infra*, chapitre « Nationalismes, identités nationales et antiturquisme ».

⁷⁸ Littéralement « construit en une nuit » : habitations en dur, construites illégalement dans les banlieues des grandes villes dans une anarchie urbaine complète. A chaque élection, de nouveaux quartiers de *gecekondu* sont légalisés.

⁷⁹ Sur cet aspect de la politique du *Refah*, voir Ruşen Çakır, « La ville, piège ou tremplin pour les islamistes turcs ? », *CEMOTI*, n°19, janvier-juin 1995, pp. 189-192.

- Enfin, le seul canal d'opposition reste la religion. Faute d'une alternative crédible à gauche et d'une véritable liberté syndicale, l'intégrisme musulman devient le porte-drapeau des laissés pour comptes. Les thèmes développés par le *Refah* lors des campagnes électorales viennent le prouver si besoin était : lutte contre le chômage et les inégalités sociales, baisse des impôts, lutte contre la corruption, promesse d'un gouvernement propre et d'un pain à bon marché.
- Ce mouvement n'aurait toutefois pas pu voir le jour sans la bienveillance des autorités. C'est le pouvoir militaire qui a quasiment officialisé la synthèse turco-islamique et rendu obligatoire l'enseignement religieux dans les écoles⁸⁰, enseignement qui semble toutefois plus, au vu des manuels utilisés, du ressort de la morale publique que de la religion *stricto sensu*. Avec ces mesures, les militaires ont probablement cherché à récupérer un électorat populaire. Au début des années 80, l'islam était considéré, avec la bénédiction voire l'encouragement des États-Unis, comme un excellent contrepoids au communisme.

Quelles sont la portée et les formes de ce retour ?

Les confréries et le *Refah* ont aujourd'hui investi le terrain politique et social. L'ensemble des partis, institutions publiques et associations non gouvernementales sont noyautés par les islamistes, à l'exception de l'armée mais au prix de purges régulières. La référence identitaire à l'islam ou l'islamisme a également une influence grandissante dans le monde des affaires. Le MÜSIAD, créé en 1990, est une association d'hommes d'affaires se réclamant de l'islam. Elle regroupe principalement de très dynamiques PME implantées en Anatolie centrale mais aussi de grands holdings tels que *Ihlas Holding* ou *Kombassan Holding*. Le MÜSIAD revendique plus de 3000 adhérents⁸¹. Enfin, les banques islamiques, qui proposent des prêts sans intérêt, sont de plus en plus nombreuses et prospères.

Mais du point de vue politique, la mouvance islamique et islamiste est éclatée. Toutes les confréries ne jouent pas un rôle politique et, lorsqu'elles sont engagées politiquement, ce n'est pas forcément aux côtés du *Refah*. Ces confréries travaillent les systèmes des partis politiques conservateurs. Les *Nakşibendi* soutiennent le *Refah* mais aussi l'ANAP (Parti de la mère patrie de l'ancien Président Özal, aujourd'hui dirigé par Mesut Yılmaz). L'ANAP a d'ailleurs été un des promoteurs de la synthèse turco-islamique. Les *Süleymancı* ont infiltré les mouvements panturcs et nationalistes. Les *Nurcu*, résolument modernistes, cherchent à combiner islam, libéralisme

⁸⁰ Cette mesure est inscrite dans la Constitution de 1983 dans son article 24.

⁸¹ *Financial Times*, 26/5/97, p. IV.

économique et progrès et ils sont plutôt proches du DYP de Tansu Çiller⁸². Enfin, au sein même du seul parti ouvertement islamiste, le *Refah*, une scission apparaît entre réformateurs, sous la direction du très populaire maire d'Istanbul Recep Tayyip Erdoğan, et anciens (Necmettin Erbakan).

La confrérie *Nurcu* abrite une autre mouvance, celle de Fethullah Gülen, Hoca très populaire en Turquie. Les *Fethullahcı* prônent un islam qui se veut moderne et occidental. Ils ne rejettent ni l'État ni l'Europe, ni les valeurs occidentales et démocratiques. Fethullah Gülen dirige aujourd'hui un puissant et influent empire regroupant de très nombreuses – et réputées – écoles (une cinquantaine en Turquie et environ 200 à l'étranger), des entreprises, des médias (et notamment le quotidien *Zaman*) et un réseau associatif. Ce vaste empire serait financé par des hommes d'affaires anatoliens et d'anciens élèves⁸³. L'islam modéré et moderne des *Fethullahcı* a remporté l'adhésion de nombreux intellectuels, hommes d'affaires et dirigeants politiques. D'autres, au contraire, mettent en garde contre la montée de toute forme d'islamisme ou d'expression publique de l'islam et soulignent que Fethullah Gülen ne prend aucune position claire sur des questions comme le rôle de la femme dans la société, les Kurdes ou les *Alevî*. Ils s'inquiètent de cette formation d'une élite islamique et s'interrogent sur les motifs de cette démarche⁸⁴. Les *Fethullahcı* figurent d'ailleurs dans la liste des organisations islamistes à combattre mise au point par l'armée en février 1997.

Toutes ces formations musulmanes sont compromises avec le régime kémaliste. Elles soutiennent un parti conservateur ou ont participé à la vie publique dans le cadre de ce régime républicain (*Refah*). De leurs côtés, les dirigeants turcs « laïcs » (notamment Turgut Özal de l'ANAP et Tansu Çiller du DYP) se sont fait les complices d'une infiltration de l'islamisme au sein de l'appareil de l'État.

L'islam en Turquie se présente donc plutôt comme une mouvance multiforme aux influences variées sur la vie publique. Entre un islam populaire (*Refah*), intellectuel et progressiste (*Fethullahcı*), des regroupements culturels (confréries et *Fethullahcı*) mais qui ont une influence sur la gestion des affaires publiques, des regroupements économiques parfois opposés à ces derniers (MÜSIAD opposé à Fethullah Gülen) ou des regroupements explicitement politiques

⁸² Sur l'ensemble de cette mouvance islamiste et ses liens politiques, voir, Ruşen Çakır, *Ayet ve Slogan, Türkiye'de İslami Oluşumlar*, Istanbul, Metis, 1990 ; Ural Manço, "Confréries et politique en Turquie moderne", Conférence du CERI, 26 avril 1994 ; Ruşen Çakır, "La mobilisation islamique en Turquie", *Esprit*, août-septembre 1992, pp. 130-142.

⁸³ La possibilité d'un financement occulte par les États-Unis n'est toutefois pas exclue (et souvent dénoncée). Ceux-ci pourraient voir en cet islam modéré un excellent contrepoids face à un islamisme plus extrémiste (et généralement teinté d'antiaméricanisme).

⁸⁴ Sur ce débat, voir par exemple, les échanges de vues entre plusieurs intellectuels turcs dans *Cumhuriyet* et *Zaman* en août 1995.

(*Refah*), l'islam turc présente un visage complexe où les influences et les liens réciproques entre milieux politiques et religieux sont nombreux. Une catégorisation n'est donc pas réellement possible, les uns entretenant plusieurs affiliations politiques ou en changeant (*Nakşibendi* partagés entre le *Refah* et l'ANAP), les autres présentant un visage à la fois populiste et progressiste (c'est le cas du *Refah*)⁸⁵. L'affirmation d'une identité musulmane en Turquie est un phénomène aussi bien populaire qu'intellectuel et, dans ce dernier cas, il est porteur d'une convergence entre islam et modernité. C'est un élément de la recomposition du système politique et social de la Turquie, et *via* la synthèse turco-islamique, un élément de la redéfinition de l'identité nationale. Reste à savoir quelles formes prendra dans le futur cette réintégration de l'élément musulman dans la vie publique et intellectuelle du pays. Car, outre sa rhétorique sociale, le *Refah* a un projet politique et il ne s'en cache pas. Il prône ouvertement le respect des traditions musulmanes (jusqu'où ?) et tient un discours antioccidental voire de tendance antirépublicaine. Les manifestations violentes d'extrémisme religieux, rares jusqu'à présent, se sont d'autre part multipliées depuis 1991/92. La communauté *alevî* est également la cible de ces attaques. Le 2 juillet 1993, à Sivas, des manifestants islamistes ont mis le feu à l'hôtel où séjournait des écrivains et intellectuels réunis pour un festival *alevî*. 37 personnes ont péri dans cet incendie. En mars 1995, des individus ont ouvert le feu sur des cafés fréquentés par les *Alevî* à Gazi dans la banlieue d'Istanbul⁸⁶.

Le kéralisme laïc reste cependant très populaire et il n'y a pas de retour à la *Chariat* possible. Ces manifestations – violentes ou « électorales » – de l'islam ne sont que l'expression de mécontentements. Les succès du *Refah*, tout comme ceux des mouvements d'extrême droite en Europe de l'Ouest, sont le produit d'une crise (économique et politique), ce qui ne retire rien à la menace qu'il fait peser sur la démocratie en Turquie, bien au contraire, mais permet de comprendre sur quel terrain la lutte contre ce parti doit se situer : le terrain social.

Le *Refah* forme, depuis les élections législatives de décembre 1995, un groupe parlementaire important à l'Assemblée nationale. En juin 1996, il formait une coalition avec le DYP (Parti de la juste voie) de Mme Tansu Çiller, et Necmettin Erbakan prenait la tête du gouvernement.

1.3.3. Le *Refah* au pouvoir

Le *Refah* avait annoncé de grandes réformes en matière de politique étrangère et notamment la création du marché musulman censé se substituer à celui de l'U.E. Sa rhétorique anti-

⁸⁵ Sur ces rapports entre modernisme et islam en Turquie, voir Nilüfer Göle, *Musulmanes et modernes, voile et civilisation en Turquie*, Paris, La Découverte, 1993 ; et le numéro spécial de la revue *CEMOTI*, n°19, 1995, pp. 6-343.

impérialiste l'avait incité, lorsque dans l'opposition, à s'opposer à la demande d'adhésion à l'U.E. et à critiquer le *dictatorship* des États-Unis. Le *Refah* avait notamment systématiquement voté contre le renouvellement du mandat de la force « Provide Confort » stationnée dans le sud-est de l'Anatolie.

Dans les faits, les grandes orientations de politique étrangère du pays n'ont aucunement été remises en cause. L'alliance avec les États-Unis n'a pas été dénoncée et le *Refah* a même voté, ou dû voter sous pression militaire, le renouvellement du mandat « Provide Confort » (juillet et décembre 1996)⁸⁷. Quant à l'opposition du *Refah* à l'adhésion de la Turquie à l'U.E., elle ne semble pas non plus avoir perduré. Cette opposition s'était certes modérée avant 1996 mais le *Refah* avait tout de même annoncé haut et fort que s'il arrivait au pouvoir, il annulerait l'accord d'union douanière avec l'U.E. Il n'en a rien fait. Toutefois, il a tenté d'en renégocier les termes, mais cette démarche, qui revient tout de même à accepter le principe de l'union douanière, reposait sur des critiques sommes toutes justifiées et largement partagées dans le monde politique et économique turc. La coopération militaire avec Israël, précédemment vilipendée par le *Refah*, n'a pas non plus été remise en cause. De nouvelles négociations ont même été engagées avec Israël (modernisation des Phantom F-4 turc par l'industrie israélienne). Et même plus, l'adéquation minimum requise entre le discours et la pratique a forcément conduit N. Erdogan à tempérer ses rhétoriques enflammées sur l'Occident matérialiste et corrompu.

Il est vrai que le *Refah* n'était pas tout à fait au pouvoir. Il ne détenait ni le poste clef du ministère des Affaires Étrangères (Tansu Çiller) ni celui de la Défense (Turhan Tayan du DYP), et devait composer avec l'armée, avec son partenaire minoritaire dans la coalition (le DYP) et avec l'influence de divers lobbies industriels. Le débat reste d'ailleurs ouvert sur l'étendue de l'influence de l'armée sur le complet changement d'attitude du *Refah* vis-à-vis de la coopération militaire avec Israël. La marge de manœuvre du Premier ministre Erdogan n'était donc pas grande mais néanmoins réelle. Celui-ci a pris quelques initiatives, de portée plus spectaculaire que réelle, destinées à marquer sa différence. Dans les faits, alors que Tansu Çiller, vice Premier ministre et ministre des Affaires Étrangères, prenait en charge les relations avec le monde occidental, Erdogan dirigeait, lui, son attention vers le monde musulman.

Durant les six premiers mois de son gouvernement, Erdogan et son équipe ont uniquement voyagé dans des pays peuplés de musulmans (Iran, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Libye, Nigeria,

⁸⁶ Cet attentat eut de fâcheuses suites. Les habitants du quartier, outrés de l'attitude ambiguë de la police, se réunirent et manifestèrent leur mécontentement. Mais la troupe, appelée pour boucler le quartier, perdit son sang-froid et tira : une vingtaine de morts et 250 blessés.

Égypte). Pour être spectaculaire, cette diplomatie musulmane le fut ; mais pas toujours conformément à l'esprit de leurs initiateurs. Le voyage en Libye en octobre 1996 fut la plus grande erreur tactique du Premier ministre. Lorsque à la fin de leurs entretiens, N. Erbakan et le colonel Kadhafi ont donné l'habituelle conférence de presse, ce dernier s'est lancé dans une diatribe antiturque du plus mauvais effet pour Erbakan, assis impassible à ses côtés. Devant un parterre de journalistes turcs ébahis, le colonel Kadhafi a appelé à la création d'un État kurde ! Les tentatives de rapprochement avec l'Iran n'ont eu guère plus de succès. Après un voyage très commenté en Iran en août et la signature d'un important contrat gazier, les relations entre les deux pays ont repris leur cours chaotique. Début septembre, le PKK lançait des attaques près de la frontière iranienne laissant peu de doute sur le soutien dont il jouissait en Iran. Quelques mois plus tard, au printemps 1997, une nouvelle crise éclatait entre les deux pays et se soldait par le rappel des deux ambassadeurs⁸⁸. Quant au contrat gazier signé avec l'Iran en août 1996, il ne représente aucunement un « tournant dans la diplomatie turque » comme de nombreux journalistes occidentaux ont pu le prétendre (et s'en effrayer). Ce contrat était en effet en discussion depuis plusieurs mois et, Erbakan nommé Premier ministre, il n'a eu qu'à apposer sa signature sur un accord déjà négocié et bouclé. Le projet de création d'un marché musulman n'a pas non plus donné des résultats très probants. Formellement créé en juin 1997 après deux réunions des ministres des Affaires Étrangères à Istanbul en octobre 1996 et janvier 1997, le D8 se veut avant tout une alliance économique de pays musulmans en voie de développement (Turquie, Malaisie, Bangladesh, Indonésie, Iran, Pakistan, Nigeria et Égypte). Un secrétariat permanent a été créé et des domaines de coopération définis. Mais jusqu'à présent, l'initiative d'Erbakan est restée de l'ordre du symbolique. Aucune réelle coopération économique n'a émergé de ce regroupement. Du point de vue politique, le D8 est loin de se présenter comme un processus panislamique. Il ne regroupe en effet, à l'exception de l'Égypte, que des pays musulmans non arabes. Enfin, notons que le sort des « frères musulmans opprimés » de Bosnie-Herzégovine ou d'Azerbaïdjan, grand thème des campagnes électorales du *Refah*, ne semble guère s'être amélioré après l'arrivée d'Erbakan à la tête du gouvernement.

Comme tout parti d'opposition, le *Refah*, confronté aux réalités du pouvoir et aux caractéristiques fondamentales de la puissance économique et politique turque, à savoir que la sécurité du pays ne peut guère être réellement assurée sans l'appui de l'OTAN et que la moitié du commerce du pays s'effectue avec l'U.E., a dû revoir en conséquence son discours et ses approches politiques. Enfin, N. Erbakan a été confronté à une autre réalité, l'hostilité des pays musulmans et

⁸⁷ Philip Robins, "Turkish Foreign Policy Under Erbakan", *Survival*, Vol. 38, n°2, été 1997, pp. 84-85.

⁸⁸ Cette crise faisait suite aux propos tenus par l'ambassadeur d'Iran en Turquie sur l'orientation pro-occidentale de cette dernière.

notamment arabes, à la Turquie. « L'affaire libyenne » fut à cet égard des plus éclairantes (pour les théoriciens du *Refah* comme pour les autres). Toutefois, que ce soit par volonté de garder le pouvoir ou non, et quelle que soit la marge de manœuvre réelle dont disposait le Premier ministre, celui-ci s'est montré étonnement coopératif.

1.3.4. Qui gouverne ? L'omniprésence de l'armée

Dès la constitution de la Turquie moderne par Mustafa Kemal, le système était biaisé. Celui-ci a donné la priorité à la laïcité et à l'occidentalisation au dépend de la démocratie, jugée dangereuse dans un pays où la population, encore très empreinte d'un traditionalisme islamique, risquait de porter l'islam au pouvoir. De fait, lorsque la démocratie fut introduite en Turquie après la mort du despote éclairé (élections libres de 1950), l'islam retrouva immédiatement une place dans la vie publique. Mais si Atatürk avait fort bien su dirigé le pays dans une voie aujourd'hui acceptée par tous, et l'idolâtrie démesurée dont il jouit dans le pays en une illustration, ce système d'imposition des bonnes réformes face aux mauvaises tendances du peuple était appelé à disparaître avec le développement économique ou l'instruction publique censés mener le peuple vers la bonne voie. Or, le moins que l'on puisse dire, est que la démocratie a progressé de façon plutôt lente et chaotique. Et les régulières interventions de l'armée n'y sont pas étrangères. Elles remettent en cause la légitimité des instances élues et interrompent un processus démocratique certes troublé par la montée du terrorisme ou de partis extrémistes, mais en réelle gestation.

L'armée reste omniprésente face au pouvoir civil et est intervenue militairement à trois reprises dans la vie publique (1960, 1971 et 1980)⁸⁹. Se présentant comme la gardienne de la démocratie, de l'intégrité territoriale et des valeurs kémalistes, elle intervient à chaque fois qu'elle juge l'un de ces principes en danger, et redonne le pouvoir au civil après avoir épuré la société de ses éléments dangereux. La constitution de 1982, mise au point par les militaires, ainsi que les lois et décrets votés par le régime militaire après le coup d'État de septembre 1980, sont toujours en vigueur. Ces textes illustrent leur conception de la république et du rôle de l'armée dans celle-ci. La première phrase du préambule de cette constitution est d'ailleurs éloquente :

« A la suite des opérations menées par l'armée turque le 12 septembre 1980, en réponse à un appel de la Nation Turque, dont elle forme une partie inséparable, à une époque où l'approche d'une guerre civile sanglante, destructive et séparatiste sans précédent dans la période républicaine menaçait l'intégrité de la Nation »

⁸⁹ Ces trois interventions étaient différentes dans leur nature comme dans leurs motifs. Voir Feroz Ahmad, *The Making of Modern Turkey*, Londres et New York, Routledge, 1993 (chapitres 7, 8 et 9).

Quant au texte de la constitution, celui-ci sous-entend bien que l'armée est le gendarme du régime civil. Les droits et libertés y sont limités par les « impératifs de sécurité et la défense de l'intégrité du territoire ». Les dirigeants des différents partis au pouvoir depuis 1983 ont bien à diverses reprises, notamment sous pression de l'U.E., promis de réformer cette constitution mais jusqu'à présent ces promesses n'ont pas été tenues⁹⁰. L'instrument de l'ingérence du militaire dans le politique est le Conseil de Sécurité Nationale (*Milli Güvenlik Kurulu*). Créé après le coup d'État de 1960 et réorganisé par la constitution de 1982, le Conseil de Sécurité Nationale est composé du Président de la République, du Premier ministre, du ministre de la Défense, du ministre de l'Intérieur, du ministre des Affaires Étrangères, du chef d'état-major général et des commandants de l'armée de terre, de l'air, de la marine et de la gendarmerie. Rien d'important ne se décide sans l'accord de ce conseil. Officiellement, son rôle n'est que consultatif : « Le Conseil des ministres accordera une attention prioritaire aux décisions du Conseil de Sécurité Nationale concernant les mesures qu'il estime nécessaire pour préserver l'indépendance et l'existence de l'État » (extrait de l'article 118 de la constitution). Dans la pratique, aucun gouvernement depuis 1993 n'a ignoré ces « conseils ».

De cette mission de lutte pour préserver l'existence de l'État, l'armée turque tire un grand pouvoir. Elle donne ses directives aux civils et intervient même directement dans les affaires étrangères de l'État. C'est ainsi l'armée qui a initié la coopération militaire avec Israël en 1995/96 (et l'a ensuite imposée au gouvernement Erbakan). C'est également l'armée qui prend toutes les décisions concernant le conflit dans le sud-est anatolien, y inclus les éventuelles incursions en territoire irakien. Cette lutte contre le « terrorisme kurde » a d'ailleurs permis à l'armée d'étendre ses pouvoirs au sein de l'exécutif turc. Il en va de même pour la montée de l'islamisme qui, ces dernières années, a nourri les ingérences de l'armée dans les affaires civiles du pays. Au nom de ces deux combats, jugés essentiels pour la survie de l'État, elle intervient de plus en plus souvent. Cette omniprésence de l'armée dans la direction des affaires civiles de l'État s'est brillamment illustrée par l'éviction en douceur, mais fermement, du Premier ministre Erbakan.

Le coup d'État "mou" des militaires :

Les écarts politiques de la société civile turque (montée d'un extrémisme de droite, de gauche ou islamiste) avaient justifié les précédentes interventions militaires. L'arrivée au pouvoir du *Refah* a rapidement suscité une riposte de l'armée. En février 1997, le Conseil National de Sécurité a soumis au gouvernement, et rendu publique, une série de mesures anti-islamiques. Parmi

⁹⁰ Ces réformes étaient soutenues principalement par le SHP, partenaire minoritaire de la coalition au pouvoir d'octobre 1991 à juillet 1993. Celui-ci n'a jamais pu imposer son programme à l'aile conservatrice du DYP et le soutien des députés du SHP au gouvernement s'est en conséquence érodé.

ces 18 « recommandations », figuraient la demande de l'extension de l'instruction publique obligatoire à 8 ans afin de limiter l'influence des écoles religieuses⁹¹ et l'imposition de sévères mesures à l'encontre des organisations et associations islamiques. Ces recommandations étaient accompagnées d'une mise en garde, stipulant que leur non respect engendrerait des « réactions ». Face à ce qui ressemblait fort à un ultimatum, le Premier ministre Erbakan a temporisé mais a rapidement été rappelé à l'ordre par l'armée qui a lancé la seconde phase de son « offensive laïque ». En mai, le procureur a entamé une procédure judiciaire auprès de la Cour constitutionnelle réclamant la dissolution du *Refah*, accusé de véhiculer des idées antirépublicaines. Parallèlement, le DYP, effrayé par ce bras de force et les conséquences possibles des réticences d'Erbakan a menacé de se retirer de la coalition si les 18 mesures n'étaient pas appliquées sur le champ. En juin, le Premier ministre Erbakan était acculé à la démission. Six mois plus tard, en janvier 1998, la Cour constitutionnelle a rendu son verdict : le *Refah* est dissous et Necmettin Erbakan, charismatique leader et fondateur du parti⁹², ainsi que trois autres dirigeants du *Refah*, déchus de leur statut parlementaire et interdit de participation à un parti politique pendant cinq ans.

L'armée dispose d'un autre moyen de pression, informelle mais efficace : entretenir les spéculations sur un possible coup d'État. Ses reproches et conseils adressés au gouvernement prennent alors une toute autre signification. Ainsi, en janvier 1997, durant le ramadan, le maire islamiste de la banlieue de Sincan à Ankara décide de commémorer la « journée de Jérusalem » et invite l'ambassadeur d'Iran. Outrée d'un tel affront, l'armée envoie immédiatement trente chars encercler le quartier. La rumeur d'un possible coup d'État se répand sur le champ et le maire incriminé modifie tout aussi prestement son discours⁹³. D'autre part, par l'intermédiaire de ses communiqués de presse, l'armée critique l'action du gouvernement, dispense publiquement ses conseils, formule ses critiques et... met en garde le gouvernement. Ainsi, en mars 1998, le Premier ministre Mesut Yılmaz déclare ne pas avoir mandaté l'armée pour combattre l'islamisme et accuse les généraux de tenter d'obtenir des gains politiques via cette lutte. Le 20 mars, dans une déclaration lourde de menaces, l'armée rétorque que « personne ne peut mettre en doute le bien-fondé de la lutte de l'armée contre l'islamisme ». Deux jours plus tard, M. Yılmaz se rétracte et déclare que l'armée a un rôle à jouer dans la lutte contre l'islamisme !

⁹¹ L'instruction primaire obligatoire était d'une durée de 5 ans. Porter à 8 ans cette durée permettra de limiter l'influence des écoles religieuses où entrent de nombreux jeunes, leur éducation publique et laïque achevée. La loi a été adoptée à l'été 1997 par le gouvernement Yılmaz, successeur d'Erbakan.

⁹² Erbakan est le vétéran du mouvement islamiste en Turquie, fondateur du *Refah* après son retour d'exil consécutif au coup d'État de 1980. Il avait également présidé à la création des deux partis islamistes précédents, le Parti de l'ordre national et le Parti du salut national, dissous respectivement en 1971 et 1980 par les militaires.

⁹³ Philip Robins, *op. cit.*, p.97.

Dans la pratique, l'armée est donc omniprésente dans la vie politique et si elle ne dirige pas directement le pays, elle est un acteur politique de premier plan. Elle est également un acteur économique de poids par l'intermédiaire des *Oyak*, gigantesques complexes militaro-industriels présents dans de multiples domaines (automobile, bâtiment, finance, agro-alimentaire). Enfin, en grande partie résultat d'un attachement sans borne de la société à l'État et à son bras armée, l'armée dispose d'une légitimité incontestée aux yeux de la population. Personne n'ira contester le prestige et l'autorité de l'uniforme. En d'autres termes, si l'armée se présente comme la garante du système et des principes kémalistes, c'est aussi un rôle que l'on attend d'elle⁹⁴.

Toutefois, en assurant ce rôle, l'armée pousse la société civile à l'inertie. Celle-ci n'a alors plus besoin de veiller au respect des règles démocratiques puisque l'armée s'en charge. D'autre part, ses interventions minent la légitimité de l'État⁹⁵. Ce pouvoir discrétionnaire qu'elle s'est arrogée de juger de ce qui est bien ou non pour le pays s'applique au mépris des règles démocratiques les plus élémentaires (et au mépris des vœux de l'électorat qui avait voté à hauteur de 21% pour le *Refah*).

Des failles apparaissent toutefois dans la fermeté de la position de l'armée dans la politique turque. Ainsi lors de la guerre du Golfe, le Président Özal avait, contre l'avis de l'état-major, décidé de s'engager aux côtés des Américains. Le chef d'état-major de l'époque avait alors démissionné et le Président Özal, qui, aux termes de la constitution nomme le chef d'état-major, avait imposé son choix aux militaires, une première dans les annales de l'histoire de la Turquie. Plus récemment, Mesut Yılmaz a multiplié les déclarations contre l'ingérence de l'armée dans les affaires publiques. Trois mois après une première mise au pas (mars 1998), les ministres du gouvernement Yılmaz ont boycotté la réunion organisée par l'armée destinée à mettre au point un plan anti-islamiste. Le mois suivant le Vice-Premier ministre, Bülent Ecevit, a repris le flambeau et critiqué les initiatives anti-islamiques de l'armée. Si ce bras de fer est inégal, il n'en illustre pas moins l'existence d'une lutte, celle des civils pour contrôler les affaires... civiles. Enfin, les dirigeants politiques peuvent, officieusement ou non, prendre des initiatives allant à l'encontre des directives de l'armée. Ainsi alors que le charismatique leader islamique Fethullah Gülen est

⁹⁴ Selon une petite enquête réalisée par Nilüfer Narli à Istanbul en août 1994 (250 personnes interrogées), l'institution à laquelle les Turcs font le plus confiance est l'armée, perçue comme la gardienne de la démocratie et de la laïcité. Nilüfer Narli, "Turkey's Cultural Identity and its Integration with the European Community: Common and Divergent Dimensions", *Turkish Review of Balkan Studies*, n°3, 1996/97, p. 53.

⁹⁵ Voir par exemple, Ahmed Kemal, "Military Rule and the Future of Democracy in Turkey", *Merip Report*, Washington, n°122, mars-avril 1984 ; Semih Vaner (dir.), *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran*, Paris, L'Harmattan, 1991 ; Michel Bozdemir, "Autoritarisme militaire et démocratie en Turquie", *Esprit*, n°6, janvier 1984.

officiellement sur la liste noire de l'armée, il n'en est pas moins soutenu assez ouvertement par le Président Demirel comme il l'était par son prédécesseur Turgut Özal⁹⁶.

1.3.5. Instabilité politique et émergence d'une société civile

L'instabilité politique est un mal qui gangrène le pays depuis la Seconde Guerre mondiale. La Turquie est un pays à dynamique interne instable.

- L'omniprésence de l'armée mine la légitimité de l'État.
- Malgré un progrès sensible des droits de l'homme, la liberté d'expression politique et syndicale est loin d'être totale⁹⁷. Le droit de grève est réglementé et les syndicats muselés. L'article 8 de la loi antiterroriste, en interdisant toute « propagande écrite ou orale visant à détruire l'intégrité indivisible » de l'État, restreint sérieusement les libertés d'expression. L'abrogation de cet article est demandée avec insistance par le parlement européen mais il n'a été que modifié en octobre 1995, deux mois avant la ratification par le parlement européen de l'union douanière. La notion de délit d'opinion est maintenue mais dorénavant les buts et intentions néfastes des propos incriminés doivent être prouvés et les peines sont réduites (de 3-5 ans à 1-3 ans).
- Après dix années de développement accéléré, l'économie turque est entrée dans une phase de crise en 1994 : effondrement de la livre turque au début de l'année suivi par de massifs licenciements. L'inflation annuelle est toujours de l'ordre de 70 à 130%, la dérive budgétaire et monétaire mal contrôlée, la balance commerciale en déficit, etc.⁹⁸ Ces problèmes économiques créent leur lot de problèmes sociaux, eux-mêmes générateurs d'instabilité politique.
- L'incurie des partis traditionnels ou laïcs est patente. Leur incapacité à enrayer la crise économique et sociale ou, tout du moins, à proposer des plans sociaux, les querelles de personnes étalées au grand jour (Mesut Yılmaz et Tansu Çiller) et enfin, la corruption généralisée dans les milieux politiques, ont grandement contribué à discréditer ces partis.
- En partie conséquence de ce discrédit et de la crise économique, les formations politiques plus extrémistes connaissent un regain de popularité.

⁹⁶ Pour des analyses plus complètes du rôle de l'armée en politique en Turquie, voir William Hale, *Turkish Politics and the Military*, Londres/New York, Routledge, 1994 ; Mehmet Ali Birand, *Shirts of Steel : An Anatomy of the Turkish Armed Forces*, Londres/New York, I.B. Tauris, 1991.

⁹⁷ Voir le rapport d'Amnesty International, *Turquie, quelle sécurité ?*, Paris, Les éditions francophones d'Amnesty International, octobre 1996.

⁹⁸ *Turquie : la nouvelle donne*, dossier constitué par Semih Vaner, *Problèmes Politiques et Sociaux* (n°757), Paris, la Documentation Française, 10 novembre 1995, pp. 47-57 ; *The Wall Street Journal*, 13/6/94 ; *Le Monde*, 19/1/95 ; *International Herald Tribune*, 3-4/6/95.

- La répression du mouvement kurde semble dans l'ensemble recueillir l'approbation de la population⁹⁹ mais a des effets désastreux sur l'économie du pays.

Toutefois, si la démocratie n'est qu'imparfaitement appliquée en Turquie, elle existe. L'alternance politique fonctionne et les associations et partis politiques sont nombreux et variés. A l'exception des médias d'obédience kurde régulièrement interdits, la presse et la télévision sont libres (16 chaînes de télévision nationales, 15 régionales, plus de 200 locales, plus de 30 stations de radio nationale, etc.) et ne se privent pas de critiquer le gouvernement. Depuis quelques années un éveil de la société civile est nettement perceptible. Les manifestations, jusqu'alors confinées au milieu étudiantin, se multiplient. Elles prennent certes rarement un caractère massif (sauf lorsqu'il s'agit de commémorer l'indépendance de l'État ou son fondateur !), mais elles ont lieu, et semble-t-il, avec l'approbation de la population. En août 1994, un mouvement politique résolument novateur a été fondé, le Mouvement de la nouvelle démocratie (YDH). Créé par Cem Boyer, ancien dirigeant du syndicat patronal (TÜSİAD) et à la tête d'un vaste empire industriel, ce mouvement s'est transformé en parti politique en décembre 1994. Il a milité pour le renforcement de la démocratie et l'octroi de droits aux Kurdes et a tenté de créer une plate-forme de dialogue entre toutes les composantes de la société turque (islamistes et laïcs, sunnites et *alevî*, Turcs et Kurdes). Il n'a toutefois pas réussi à recueillir l'adhésion de la population. Aux élections législatives de décembre 1995, le YDH ne remportait pas les 5% des suffrages qui lui auraient permis de rentrer au parlement et Cem Boyer annonçait son retrait de la politique. Mais la tentative est en elle-même symptomatique et elle a inspiré d'autres mouvements. Le TÜSİAD tente également d'influencer la société civile en ce sens (entre autres avec la publication de rapports sur la démocratie dans le pays).

En novembre 1996, l'affaire dite de Susurluk¹⁰⁰ fait éclater au grand jour ce que l'on savait déjà, à savoir l'existence de liens entre la mafia, les partis politiques et certains milieux d'extrême-droite. En février 1997, une campagne « une minute d'obscurité pour un siècle de lumière » est lancée. Tous les soirs à 21 h, principalement dans les grandes villes, les gens éteignaient leur lumière pendant une minute et se mettaient à siffler à leur fenêtre en signe de protestation.

⁹⁹ Des voix de plus en plus nombreuses ont commencé à s'élever contre cette répression. Il s'agit généralement d'intellectuels (et de quelques personnalités politiques). Voir notamment l'article publié dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* (en janvier 1995) par l'écrivain turc de renommée internationale, Yaşar Kemal.

¹⁰⁰ Du nom de la ville de Susurluk, à une centaine de kilomètres d'Istanbul, où a eu lieu un accident de la circulation le 3 novembre 1996. On a découvert dans la carcasse de la voiture, le corps d'Abdullah Çatlı, membre du mouvement d'extrême-droite des Loups Gris et recherché par Interpol pour participation à divers trafics et attentats terroristes. A ses côtés, un député membre du DYP alors au pouvoir, et un haut fonctionnaire des forces de sécurité turques, directeur de l'école de police d'Istanbul. Abdullah Çatlı était muni de « vrais faux papiers » (délivrés par le ministère de l'Intérieur) et la voiture était remplie d'un véritable arsenal. Sur ce scandale, voir par exemple, Pascal De Grendt, "La mafia infiltre l'État", *Confluence Méditerranée*, automne 1997, pp. 49-52, Martin Lee, "Collusion entre forces de sécurité, Loups Gris et mafia", *Le Monde Diplomatique*, mars 1997, p. 9.

Largement soutenu par les médias, ce mouvement a atteint d'importantes proportions. A la fin du mois, les dirigeants du mouvement ont finalement décidé de le suspendre avant qu'il ne s'essouffle. Depuis lors, les manifestations contre la corruption et les liens occultes entre le pouvoir et la mafia sont fréquentes dans les rues d'Istanbul et d'Ankara. Ces initiatives civiques ne sont d'ailleurs pas limitées aux milieux intellectuels. Plusieurs confédérations de syndicats se sont alliées pour lutter contre les restrictions aux libertés de la presse et aux droits fondamentaux des citoyens¹⁰¹. On ne compte plus les manifestations qui se succèdent sur İstiklal Cadessi, la grande voie piétonne d'Istanbul, les samedis et dimanches (sur Susurluk, pour une plus grande démocratisation, etc.).

Toutefois, si l'affaire de Susurluk marque indéniablement une étape dans l'histoire de la genèse d'une société civile turque, elle en marque une autre dans celle du discrédit de l'État. L'ancien Premier ministre Tansu Çiller est mis en cause dans plusieurs scandales politico-financiers et ses liens avec la mafia sont régulièrement dénoncés dans la presse. Le gouvernement Yılmaz a été renversé en novembre 1998 en raison de ses liens supposés avec la mafia. Depuis 1993, l'instabilité politique est cruciale. Six gouvernements se sont succédé à la tête du pays et les rivalités personnelles entre les dirigeants des deux partis conservateurs empêchent toute formation d'un gouvernement aux solides assises parlementaires. Les partis atypiques (nationalistes et islamistes) ont tiré les bénéfices de ce discrédit général lors des élections d'avril 1999.

La capacité de la Turquie à se hisser au sommet dépendra dans le futur également de sa propre cohésion interne et de son aptitude à surmonter et résoudre démocratiquement ses faiblesses politiques et économiques. A cet égard, la dissolution du *Refah* ne résout pas le problème de l'islamisme. Un nouveau parti a immédiatement été créé, le *Fazilet Partisi*, Parti de la vertu, et les raisons qui ont présidé au succès du *Refah* subsistent. Le procès contre ce parti n'a malheureusement pas suscité une réflexion parmi les partis traditionnels sur les faiblesses de leur politique et de leur discours. Faute d'une réelle politique sociale parmi les autres partis et d'une démarche de proximité dans les quartiers défavorisés, le successeur du *Refah* risque de continuer d'engranger des voix.

¹⁰¹ Ertugrul Kürkçü, "Une société civile sous contrôle", *Confluences Méditerranée*, automne 1997, p. 22.

1.4. PRISE DE DECISION EN POLITIQUE EXTERIEURE ET POLITIQUE SEMI-OFFICIELLE DE LA TURQUIE

Dans cet environnement politique complexe, de nombreux acteurs influent, directement ou indirectement, sur la politique extérieure du pays.

La formation de la diplomatie de la Turquie est en grande partie l'œuvre du ministère des Affaires Étrangères. Si les décisions ne sont pas, en dernier ressort, de son pouvoir, il influence très largement les prises de décisions des hommes politiques et en assume l'application. Son staff jouit d'une bonne réputation en Turquie et à l'étranger, de même que le corps diplomatique. Mais ce qui caractérise surtout le personnel du ministère, c'est son unité idéologique. Celui-ci est très profondément occidentalisé et attaché aux valeurs du kémalisme¹⁰². C'est, avec l'armée, l'institution la plus farouchement kémaliste. Dans la pratique, le ministère a opté pour une approche prudente des nouvelles régions qui s'ouvraient à la diplomatie turque (Asie centrale, Caucase, Balkans) et il est en grande partie responsable de « l'autolimitation » de la diplomatie turque dans les Balkans¹⁰³. Cette prudence s'explique par la volonté de ne pas heurter diverses sensibilités, notamment dans les Balkans où l'on est très méfiant quant aux véritables objectifs de la Turquie. Il s'agit de ne pas prêter le flanc aux accusations de politique néo-ottomane ou de retour à l'expansionnisme traditionnel des Turcs. De fait, le département des affaires balkaniques semble bien moins actif que les autres départements (et peut-être moins bien organisé). Ce département chapeaute les relations avec les cinq républiques ex-yougoslaves, la Bulgarie, la Roumanie et l'Albanie (la Grèce et Chypre ont les honneurs d'un département spécifique).

En Asie centrale et au Caucase, le ministère s'est souvent contenté de suivre les initiatives du secteur privé ou de les susciter sans intervenir directement. Le caractère expérimental de la politique turque dans ces zones l'a même parfois conduit à confier l'application de cette politique à divers groupes de pressions. En 1992, le ministère s'est doté d'une Agence de coopération internationale (TICA) destinée à mettre en œuvre les programmes de coopération culturelle et économique de la Turquie avec les pays de l'Asie centrale. Les activités de TICA se sont dans un deuxième temps élargies à l'ensemble de la CEI et aux Balkans. TICA offre une aide sur des projets ponctuels d'envergure variable et dans des domaines très divers (financement de stages pour des journalistes, envoi d'experts en statistiques dans un pays, financement de conférences, donation de matériels informatiques, préparation d'études de faisabilité dans le domaine des

¹⁰² Saban Calis, "The Turkish State's Identity and Foreign Policy Decision-Making Process", *Mediterranean Quarterly*, Vol. 6, n°2, printemps 1995, pp. 149-150.

transports, financement de publications, etc.¹⁰⁴). Son fonctionnement souple et la présence de coordinateurs de TICA sur le terrain lui permet de rapidement évaluer les besoins et d'y répondre. TICA a été créée au sein du ministère des Affaires Étrangères mais, officiellement, cette agence agit de façon indépendante. Ses membres ne sont pas des diplomates accrédités et ses initiatives ne sont pas officiellement pilotées par le ministère. En d'autres termes, le ministère se réserve la possibilité d'endosser les initiatives de TICA ou de s'en dissocier, forcément au vu des résultats obtenus. De plus, les coordinateurs de TICA installés sur place peuvent prendre très officieusement des contacts avec les représentants de divers mouvements (partis d'opposition, etc.). Enfin, TICA a également une mission d'information. Elle publie à cet effet deux revues : *Avrasya Etüdüleri/Eurasian Studies* publiée en anglais et en turc divers articles de recherche sur la situation économique ou politique dans l'espace CEI-Balkans ; et *Avrasya Dosyası/Eurasian File* diffuse diverses brèves informations sur les activités de TICA et annonce les colloques ou appels d'offre commerciaux (répercutés par les coordinateurs). Le budget de TICA est en constante réduction (50 millions de dollars la première année, 5 millions de dollars en 1997) mais les dirigeants de TICA peuvent négocier au coup par coup auprès des dirigeants du pays l'octroi d'une enveloppe pour un projet précis¹⁰⁵.

Le ministère s'est par ailleurs doté en mai 1995 d'un institut de recherche (*Stratejik Araştırmalar Merkezi*), petite structure qui ne dispose pas de beaucoup de chercheurs (deux en 1998) mais qui fait appel aux chercheurs confirmés en Turquie. Le SAM a officiellement un rôle consultatif. Il remplit deux missions : préparer le travail des diplomates et fonctionnaires du ministère (commande d'analyses auprès de chercheurs universitaires, organisation de colloques) ; et diffuser à l'extérieur une meilleure image de la Turquie. Le SAM publie depuis 1996 une revue en anglais (*Perceptions*, trimestriel) destinée à expliquer les enjeux auxquels est confrontée la Turquie et à promouvoir sa politique¹⁰⁶. Quant à l'institut de politique extérieure (Foreign Policy Institute, rattachée à l'université de Hacettepe à Ankara), il a été créé en 1974 dans la foulée de la crise chypriote. Cet institut n'est pas gouvernemental mais il a également pour mission de préparer le travail du ministère¹⁰⁷. Son rayonnement est cependant loin d'atteindre celui de son homologue grec, l'ELIAMEP, dont les nombreuses publications sont largement diffusées à l'étranger et notamment aux États-Unis.

¹⁰³ Explicité plus loin dans la deuxième partie et dans la conclusion générale.

¹⁰⁴ Voir le rapport annuel des activités de TICA, *TICA. Annual report, 1997*.

¹⁰⁵ Entretien avec Cem Başman de TICA, le 27 octobre 1998.

¹⁰⁶ La réaction ne s'est pas fait attendre. En 1997 le ministère des Affaires Étrangères grec lançait sa propre publication, *Thesis*, avec le même objectif : expliciter et justifier la diplomatie du pays.

¹⁰⁷ Voir les déclarations du sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères et du Président Özal lors de l'inauguration du nouveau centre à Hacettepe en décembre 1991. *Diş Politika/Foreign Policy* (publication de l'institut), Vol. XVI, n°3-4, 1992 (page de garde).

De novembre 1991 à juillet 1994, c'est Hikmet Çetin, membre du SHP, qui est au poste de ministre des Affaires Étrangères. Ce politicien d'origine kurde quelque peu inexpérimenté en matière de diplomatie, avait pu durant cette période développer de nombreux contacts personnels avec ses homologues dans les Balkans et dans la CEI. Après sa révocation en juillet 1994, pas moins de cinq ministres des Affaires Étrangères se sont succédé en l'espace de deux ans (Mümtaz Soysal¹⁰⁸, Murat Karayalçın, Coşkun Kırca, Deniz Baykal, Emre Gönensay), ce qui n'a sans doute guère facilité les contacts personnels et suivis avec les dirigeants étrangers. Par la suite (gouvernement Refahyol), la politique étrangère est entre les mains de Tansu Çiller qui, peut-être parce qu'économiste de formation, n'a jamais fait grand cas de la diplomatie et a consacré l'ensemble de son attention sur les États-Unis et l'Europe. Ismail Cem, membre du DSP, lui a succédé avec le gouvernement Yılmaz (juin 1997-janvier 1999). Ancien journaliste, diplômé en droit (faculté de Lausanne) et en Sciences politiques (Institut de sciences politiques de Paris), il jouit d'une bonne réputation en Turquie et à l'étranger. Il a largement œuvré à la mise en place de la nouvelle doctrine eurasiennne. Il a conservé son poste avec les gouvernements Ecevit (janvier 1999 et mai 1999).

Les ministères de l'Éducation et de la Culture ont, eux, axés leurs actions autour de la promotion de la turcité. Ils concentrent donc leur attention sur le Caucase et l'Asie centrale (projet de standardisation des manuels scolaires, programmes universitaires en commun, etc.)¹⁰⁹. Dans les Balkans, des accords de coopération culturelle et dans le domaine de l'éducation ont été signés avec presque tous les pays de la région, mais, dans la pratique, les initiatives prises ont plutôt consisté à organiser des festivals folkloriques.

L'armée est également un autre acteur de la diplomatie turque et elle dispose, comme nous l'avons vu, de moyens de pressions sur le gouvernement. Elle n'intervient toutefois que lorsqu'elle estime les intérêts stratégiques du pays en jeu. Elle s'est ainsi désintéressée de l'Asie centrale mais pas du Caucase. Elle a en partie initié le rapprochement avec la Bulgarie en 1990/91 et est à l'origine de l'alliance militaire avec Israël. Ses zones d'interventions majeures sont le Moyen-Orient, le Caucase et la Russie. Ses dirigeants sont très proches du Pentagone et les interférences entre les deux entités nombreuses. C'est en très grande partie l'armée qui définit la politique du

¹⁰⁸ La nomination de ce juriste de 65 ans, membre du SHP, avait suscité de nombreuses controverses. Si Mümtaz Soysal est en effet très respecté pour sa défense des droits de l'homme, il est par ailleurs connu pour son opposition à l'OTAN et sa froideur vis-à-vis de l'U.E. Il a démissionné en novembre 1994.

¹⁰⁹ Gareth Winrow, "Turkey's relations with the Transcaucasus and the Central Asian Republics", *Perceptions*, Vol. 1, n°1, mars-mai 1996 (édition internet).

pays vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN. Enfin, l'armée a bien souvent trouvé un allié dans le ministère des Affaires Étrangères, dont les membres sont très attachés à la laïcité et au kémalisme.

Le régime constitutionnel turc n'est pas présidentieliste. Le Président n'est pas élu au suffrage universel (mais par le parlement) et il ne jouit donc pas de cette assise politique que la sanction populaire confère. Toutefois, il dispose de quelques pouvoirs en matière de politique extérieure. Il ratifie et promulgue les traités internationaux, accrédite les représentants de l'État à l'étranger et reçoit les représentants d'États étrangers, convoque le Conseil de Sécurité Nationale (certes généralement sur proposition de l'armée), nomme le chef d'état-major (toujours sur proposition de l'armée) et représente le bureau du commandant des forces armées turques au nom de l'assemblée nationale (article 104 de la constitution)¹¹⁰. Enfin, et surtout, il s'engage dans son serment à veiller au maintien de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la nation, et au maintien des principes de la République laïque (c'est-à-dire, le rôle de gardien des valeurs républicaines et kémalistes que s'est octroyée l'armée). Le Président Turgut Özal a largement outrepassé ces simples fonctions de gardien des valeurs républicaines et a participé de façon très active à la formation de la diplomatie du pays. Il a ainsi continué à diriger les délégations turques aux réunions internationales auxquelles il participait précédemment en tant que Premier ministre. Il a multiplié les voyages à l'étranger, entretenu des contacts très étroits avec les dirigeants de ce monde (George Bush), négocié des rapprochements et pris, de son propre chef, des décisions importantes. L'active participation de la Turquie à la Guerre du Golfe lui est largement due.

Turgut Özal est entré dans le monde politique dans les années 60 en tant que conseiller de Süleyman Demirel, tout comme lui un ancien ingénieur. Mais il n'est réellement sorti de l'ombre qu'en 1980, d'abord en tant qu'architecte du plan de redressement économique de janvier 1980, puis en tant que ministre de l'Économie dans le gouvernement formé par les militaires après le coup d'état du 12 septembre. Il a ensuite fait carrière sous l'aile de l'armée. En 1983, il a créé son propre parti, l'ANAP qui en novembre a remporté les élections dites libres (« dites » car certains leaders étaient encore bannis de la vie politique). Il a été élu Président de la République en octobre 1989 et a donc dirigé le pays pendant une dizaine d'année de 1983 jusqu'à son décès en avril 1993. En politique intérieure, il avait publiquement admis ses origines kurdes et régularisé l'usage de la langue kurde en privé (ce qui ne changeait rien dans la pratique mais beaucoup dans le symbole, l'existence d'une langue kurde était reconnue). C'est également Turgut Özal qui a aboli les articles

¹¹⁰ Il n'est toutefois pas le chef des forces armées. Cette fonction est assurée par le chef d'état-major nommé par le Président de la république sur proposition du Conseil des ministres et, dans les faits, sur recommandation du Conseil de Sécurité Nationale (article 117 de la constitution).

du Code pénal bannissant la création de partis communistes ou religieux¹¹¹. Il a, par ailleurs, largement œuvré à une réintégration de l'islam dans la vie publique turque. Il était membre de la confrérie des *Nakşibendi* et avait d'ailleurs tenté de se faire élire sous l'étiquette islamiste en 1977. Turgut Özal jouit aujourd'hui d'une grande popularité, mais du temps de son vivant, son action avait soulevé de nombreuses critiques. La libéralisation économique accélérée des années 80 avait généré de nombreux problèmes sociaux, et son inclination vers une gestion plus présidentielle de la diplomatie turque n'avait pas été sans créer des dissensions avec le Premier ministre Süleyman Demirel, son ancien mentor.

De nombreux analystes turcs évoquent les deux tendances de la politique extérieure formulée par les deux grands partis conservateurs de la Turquie, l'ANAP créé par Turgut Özal et le DYP de Süleyman Demirel. A une tendance active (certains diront aventurière) qui caractérise l'ANAP, on oppose la politique prudente (certains diront passive) du DYP. Les grandes orientations de la politique étrangère de ces deux partis restent les mêmes mais l'ampleur et le nombre des initiatives extérieures notamment auprès des nouvelles « zones de prospection » de la diplomatie turque (Balkans, Caucase, Asie centrale) diffèrent. L'ANAP avait, sous la direction de son fondateur, cherché à développer de très étroits liens avec l'Asie centrale et c'est également Turgut Özal qui fut à l'origine de la création d'une Zone de Coopération Économique de la mer Noire. Sa politique avait été non moins active au Moyen-Orient où il avait couplé participation à la guerre du Golfe et proposition de construction d'un « pipeline de la paix ». Plus récemment, l'ANAP, de nouveau au pouvoir (de juillet 1997 à novembre 1998), n'a pas hésité à faire monter la pression avec la Syrie en massant des troupes turques à la frontière et cette pression s'avéra payante (expulsion d'Öcalan).

Cette équation DYP = politique prudente, ANAP = politique active est donc en partie vérifiée. Toutefois, à l'exception de l'éphémère coalition ANAP/DYP au printemps 1996, l'ANAP n'a pas été au pouvoir de novembre 1991 à juillet 1997. Et contrairement à son prédécesseur de l'ANAP (Turgut Özal), Mesut Yılmaz, qui a dirigé le dernier gouvernement ANAP (juillet 1997-novembre 1998), est un homme réputé prudent et timoré. Sa politique extérieure a surtout été dominée par les très virulentes réactions au rejet de l'U.E. en décembre 1997 et par la mise en place, mais en collaboration avec le ministre des Affaires Étrangères, İsmail Cem, membre du DSP, d'une doctrine eurasiennne. La politique balkanique de la Turquie fut, en revanche, clairement plus dynamique et cohérente. Quant aux pressions exercées sur la Syrie, elles semblent avoir été autant l'œuvre du gouvernement que de l'armée et elles se sont avérées efficaces aussi parce qu'une

¹¹¹ Pour un résumé du parcours de Turgut Özal, voir *Turkish Probe*, n°23, 20 avril 1993, pp. 2-4.

coopération militaire avec Israël avait été mise au point entre temps. En politique intérieure, Mesut Yılmaz a tenté, tout comme Turgut Özal, de s'opposer aux ingérences de l'armée dans le civil.

Süleyman Demirel est Président de la République depuis 1993 mais il a pour la première fois été nommé Premier ministre en... 1965¹¹². Depuis lors, il a été renversé deux fois par les militaires (1971 et 1980), d'où une certaine prudence dans sa politique et une sujétion aux « recommandations » de l'armée nettement plus marquée au DYP qu'à l'ANAP. Lorsqu'il était Premier ministre (jusqu'en juillet 1993), Süleyman Demirel avait laissé les affaires étrangères aux mains de son ministre¹¹³.

Tansu Çiller (DYP) a occupé le poste de Premier ministre de juin 1993 à mars 1996 puis celui de Vice-Premier ministre dans le gouvernement Refahyol (juillet 1996-juin 1997). Elle ne jouit pas, et pour cause, d'une grande réputation d'intégrité. Ses liens avec les États-Unis (ou elle a fait ses études et placé une partie de sa fortune) sont également l'objet de vives critiques. Sa nomination au poste de Premier ministre en 1993 avait l'avantage de donner une image moderne et occidentalisée de la Turquie. Son alliance avec le *Refah* trois ans plus tard a, en revanche, altéré son image en Occident. En Turquie, elle semble encore jouir d'une certaine popularité et dispose d'une troupe de fidèles au sein du DYP. Mais les manœuvres politiques de Mme Çiller sont de plus en plus ouvertement critiquées. Elle a ainsi fait capoter plusieurs tentatives de formations de gouvernement à l'automne 1998 et aurait fait alliance avec le *Refah* en 1996 afin d'échapper à une mise en accusation juridique pour diverses malversations financières. Un groupe de parlementaires du DYP a fait scission en janvier 1997 et créé un autre parti, le Parti démocratique de Turquie (DTP). Ce parti, dont les membres les plus éminents sont İzzet Sezgin, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense, et Hüsamettin Cindoruk, ancien président du parlement, s'est allié avec l'ANAP en juin 1997 pour former un gouvernement.

Enfin, Mme Çiller s'est faite une réputation en matière de politique opportuniste et populiste. La pure rhétorique électorale de certains partis (*Refah* notamment) incite d'autres à relever les enchères. Que ce soit sur le rejet de l'adhésion de la Turquie à l'U.E., sur l'affaire chypriote ou les massacres de musulmans impunément commis au Haut-Karabakh ou en Bosnie-Herzégovine, une « course à l'indignation » est engagée à laquelle a pleinement participé Tansu Çiller. Elle s'est systématiquement rendue à Sarajevo trois ou quatre semaines avant une échéance électorale, elle a déclaré (avant d'être promptement démentie par d'autres autorités) que la question tchétchène ne

¹¹² Süleyman Demirel a pris la tête du Parti de la justice en 1962. Il a conservé cette position jusqu'en 1993, date de son élection à la présidence de la République. Il a été remplacé par Tansu Çiller.

¹¹³ Saban Calis, *op. cit.*, p. 143.

pouvait plus être considérée comme une affaire intérieure de la fédération russe (les lobbies caucasiens sont assez influents en Turquie), etc.

Quant aux milieux de gauche, ils sont, comme la mouvance islamiste, loin d'être homogènes. Ils se sont longtemps opposés, par idéologie anticapitaliste, à l'adhésion de la Turquie à l'U.E. avant de s'y rallier, dans les années 80 (après le coup d'Etat), estimant que l'ancrage de la Turquie à l'Europe ne pouvait que favoriser le processus démocratique en Turquie. Le CHP et le DSP ne font pas aujourd'hui de l'enjeu communautaire un thème majeur de leurs discours. Le DSP de Bülent Ecevit, représentant ce que l'on peut qualifier de gauche nationaliste, est toutefois assez critique vis-à-vis de l'U.E. et il se prononce pour une nouvelle politique étrangère réorientée vers le Caucase et l'Asie centrale. Lorsqu'il était Premier ministre dans les années 70, Bülent Ecevit s'était activement occupé des questions de politique étrangère¹¹⁴.

Le *Refah* s'est longtemps vivement opposé à l'adhésion de la Turquie à l'U.E., mais a plus récemment tempéré ce catégorique rejet, de même que le parti nationaliste turc (MHP). Le *Refah* se tourne en fait essentiellement vers le monde musulman (monde turcophone inclus mais non privilégié) qu'il aspire à réunir. Les réponses mitigées de ce monde musulman, pour ne pas parler d'échec, aux approches d'Erbakan lorsqu'il occupait le poste de Premier ministre, n'ont pu contraindre les doctrinaires islamistes à revoir leur analyse.

Les lobbies ethniques, de même que les mouvements panturcs, ne sont sans doute influents que dans le cas des relations avec le Caucase pour les premiers, de l'Asie centrale et du Caucase pour les seconds¹¹⁵. Dans le cas des Balkans, ils ont joué un rôle assez marginal (à l'exception notable des réseaux d'Albanais du Kosovo)¹¹⁶. Les dirigeants turcs ont parfois érigé ces réseaux en intermédiaire. Via ces regroupements, ils peuvent en effet prendre des contacts avec diverses mouvances politiques dans d'autres pays sans s'engager officiellement¹¹⁷ ; en d'autres termes, ils permettent à Ankara de discrètement « tâter le terrain ». Ainsi, les diverses réunions de la

¹¹⁴ Deniz Vardar, "Les enjeux européens et régionaux de la Turquie dans la construction des légitimités", in Jacques Thobie, Roland Perez, Salgur Kançal (dir.), *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'harmattan, 1996, pp. 405-406. Bülent Ecevit était Premier ministre en 1974 au moment de l'intervention militaire turque à Chypre.

¹¹⁵ Pour les réseaux de la diaspora caucasienne : collecte d'argent pour la Tchétchénie, organisation de manifestations sur la Tchétchénie et l'Abkhazie, détournement du ferry *Avrasya* au début de l'année 1996, etc. Pour les réseaux panturcs : implication possible dans le coup d'Etat contre Aliiev, création d'une "Fondation d'amitié, de fraternité et de coopération avec les États et communautés turciques" (TÜDEV), etc. Voir par exemple Gareth Winrow, "Turkey and the New Independent States of central Asia and the Transcaucasus", *Boğaziçi Journal*, n°2, 1997 (source internet).

¹¹⁶ Cf. *infra* chapitre, "L'islam et la turcité dans la politique balkanique de la Turquie" (2^{ème} partie, chapitre 3).

¹¹⁷ Frédérique-Jeanne Besson, "La politique semi-officielle de la Turquie dans le Caucase du nord", *Nouveaux Mondes*, n°8, été 1998, pp. 105-134.

Fondation pour l'amitié, la fraternité et la coopération avec les États et communautés turciques (TÜDEV) organisées par Alparslan Türkeş, dirigeant (décédé en avril 1997) du parti ultranationaliste (MHP), n'étaient bien sûr aucunement chapeauté par le ministère mais ont vu défiler de nombreux dirigeants turcs (T. Özal, S. Demirel, T. Çiller). Les contacts avec les réseaux locaux à l'étranger peuvent aussi s'effectuer par l'intermédiaire de TICA et une double interface est alors assurée. Enfin, ces diverses associations et institutions ne sont pas contrôlées par l'État. Il y a parfois récupération ou utilisation mais elles peuvent prendre leurs propres initiatives et déborder l'État turc¹¹⁸.

Parallèlement, le Diyanet (ministère des Affaires religieuses) est appelé à combattre les influences de l'islamisme. Le Diyanet a pour objectif de diffuser une version de l'islam modéré. Pour cela, il négocie avec les *muftiyats* locaux le financement de la construction ou de la rénovation de mosquées, l'octroi des bourses pour venir étudier en Turquie ou encore l'envoi d'imams turcs pendant les périodes de ramadan et la diffusion d'exemplaires du Coran. En propageant un islam modéré ou en tout état de cause la version turque de l'islam (dite modérée et relevant du domaine public), la politique du Diyanet est très clairement de concurrencer les prosélytismes d'islams jugés plus radicaux (iranien ou saoudien). Le prosélytisme du Diyanet est, lui, ouvertement soutenu par les doctrinaires de la synthèse turco-islamique, doctrine largement diffusée durant la période Özal. Les tenants de la synthèse ont depuis 1991 intégré le thème des Turcs de l'extérieur (Asie centrale, Azerbaïdjan) dans leur doctrine¹¹⁹. Enfin, la question du soutien officieux des autorités aux *Fethullahcı* reste ouverte mais de nombreux indices semblent montrer que la Turquie délègue là un rôle, normalement dévolu au Diyanet, de propagation d'un islam modéré.

Les liens étroits, et de plus en plus souvent publiquement révélés par quelques scandales (Susurluk), entre les instances dirigeantes et la mafia, elle-même parfois liée à des mouvances d'extrême-droite, doivent également nous interpellier sur la possible utilisation de ces réseaux mafieux dans la politique extérieure turque. Jusqu'à présent, les évidences fournies par les enquêtes entamées (par des journalistes ou officiellement) tendent à démontrer qu'il s'agit essentiellement d'enrichissement personnel ou de questions de politique interne (alimenter les

¹¹⁸ Il est ainsi difficile d'établir avec certitude dans quelle mesure les réseaux panturcs ont participé à la tentative de coup d'état contre le Président Aliiev en Azerbaïdjan (mars 1995), et encore plus dans quelle mesure cette initiative avait reçu l'appui des autorités turques (via notamment le MIT – service de renseignements turcs – qui aurait pu tremper dans cette affaire). *Cumhuriyet*, 6/11/96, 10/11/96.

¹¹⁹ Füsün Üstel, "La synthèse turco-islamique entre traditionnalisme et modernisme", in Jacques Thobie, Salgur Kançal (ed.), *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'harmattan, 1994, p. 394-397. Sur la synthèse turco-islamique, cf. *infra*, chapitre « Nationalismes, identités nationales et antiturquisme ».

caisses d'un parti ou supprimer un adversaire politique) mais le recours à la mafia pour réaliser certaines initiatives très officieuses (livraisons clandestines d'armes) n'est pas exclue.

Enfin, l'influence de diverses institutions et associations regroupant des intérêts commerciaux ou financiers n'est pas négligeable. Le TÜSIAD (association des industriels et hommes d'affaires turcs – le grand syndicat patronal), l'İKV (fondation pour le développement) et le DEİK (conseil des relations économiques extérieures) sont les plus représentatives de ces organisations. Leur rôle et leur poids augmentent au fur et à mesure que l'aspect économique des relations avec les pays de la CEI ou des Balkans devient prédominant¹²⁰. C'est essentiellement le DEİK qui prospecte ces régions, l'İKV et le TÜSIAD concentrant leurs initiatives sur le monde occidental¹²¹. Le DEİK est une association non gouvernementale regroupant de grandes entreprises turques (un peu plus de 500 entreprises). Son rôle principal est de transmettre des informations sur les opportunités d'investissements dans ces régions (informations sur la situation économique dans ces pays, les lois en vigueur, etc.) et de servir de relais (via l'organisation de réunions et de délégations commerciales et tout simplement en mettant en contact des partenaires potentiels). Le DEİK travaille principalement au travers des conseils d'affaires bilatéraux et en partenariat avec les chambres d'industries. Des conseils d'affaires bilatéraux ont été établis avec pratiquement tous les pays des Balkans (le premier fut créé avec la Bulgarie en 1991)¹²². Le DEİK, association privée et regroupant des intérêts privés, travaille en étroite collaboration avec les dirigeants politiques. Il organise par exemple des rencontres entre hommes d'affaires en marge des visites officielles.

L'approche de ces divers acteurs ne se recoupe pas forcément, ce qui peut donner lieu à quelques frictions, conflits d'intérêts ou initiatives contradictoires. Ainsi, alors que l'armée estime les relations avec la Russie très préoccupantes (voire menaçantes), les hommes d'affaires les qualifient d'excellentes et les hommes politiques sont plus mitigés. Les hommes d'affaires, intervenant comme un lobby pro-russe, avaient milité durant la guerre en Tchétchénie contre toute ingérence de la Turquie dans ce conflit. Ils insistent également depuis des années pour que la frontière avec l'Arménie soit rouverte, demande à laquelle le gouvernement refuse fermement d'accéder. Une délégation d'hommes d'affaires s'est même rendue à Erevan en 1997 et a signé avec ses homologues arméniens, sans aucune autorisation officielle, un accord sur la réouverture de

¹²⁰ Deniz Vardar, *op. cit.*, p. 405.

¹²¹ Le TÜSIAD s'est également récemment illustré par sa lutte pour un contrôle du militaire par le civil et sa critique de la situation de sous-développement créée en Anatolie du sud-est par la répression de l'armée.

¹²² Entretien avec Turan Aydın, en charge des Balkans au DEİK, 12 novembre 1997. Seul le conseil d'affaire avec la RFY n'avait pas, à cette date, été créé (en négociation).

la frontière¹²³. De leur côté, les associations de diasporas ou les réseaux panturcs peuvent prendre des initiatives qui échappent totalement au contrôle du gouvernement et peuvent être en contradiction avec la politique de ce dernier. Le MHP finance ainsi directement des partis ou mouvements politiques panturcs en Asie centrale ou en Azerbaïdjan.

¹²³ *Sabah*, 7/8/97.

Nationalismes, identités nationales et antiturquisme

Dans les Balkans, les identités nationales sont jeunes et mal affirmées et donc perçues comme menacées et effectivement parfois contestées. L'imbrication des peuples a naturellement laissé de nombreuses minorités sur les territoires des États de la région, minorités parfois opprimées et en tout état de cause, accusées de véhiculer des projets irrédentistes.

Une logique d'expansion territoriale a prévalu au XIXe siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Cet irrédentisme ne fut pas toujours lié à des considérations d'ordre stratégique. De puissantes constructions symboliques alliant défense de la chrétienté menacée, émulation des qualités de son peuple, de sa mission civilisatrice passée et de sa vocation future, nostalgie de la grandeur des empires du passé et de la douloureuse perte des « terres historiques » qui doivent naturellement retourner dans le giron de la mère-patrie, nourrissent cet irrédentisme balkanique. Les grands empires du passé furent érigés en modèle de la « nation naturelle » à reconquérir (Empire byzantin chez les Grecs, empires médiévaux bulgare et serbe, etc.). Cette apologie des empires médiévaux n'a pas disparu. Elle permet d'exprimer la profondeur historique de la nation (faisant fi de l'anachronisme de la notion de nation), l'ancienneté de la culture et de la civilisation du peuple, et témoigne de la grandeur passée.

Ces projets nationalistes, qui virent le jour au XIXe siècle étaient naturellement en concurrence et de nombreux territoires étaient revendiqués par plusieurs peuples notamment la

Macédoine, la Thrace, le Kosovo, la Bessarabie et le sud de la Dobroudja¹²⁴. La définition et la délimitation de ces « territoires à reconquérir » reposaient sur deux types d'arguments : l'argument historique selon lequel les premiers occupants d'une terre détiendraient un droit prioritaire à la possession de cette terre et l'argument du nombre ou le critère démographique selon lequel toute terre doit appartenir au peuple qui l'habite et à la nation représentant ce peuple (le rapport majorité/minorité donnant bien sûr lieu à de nombreuses polémiques). Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était ainsi invoqué lorsque son peuple était majoritaire dans le territoire convoité et le droit historique lorsqu'il fut majoritaire à un moment de l'histoire. Ces deux critères de légitimation des revendications générèrent naturellement de nombreuses batailles de statistiques démographiques et polémiques historiques entre des « scientifiques » souvent soumis au diktat du politique ou compromis dans la défense de la cause nationale. Enfin, ces deux arguments pouvant être en concurrence, la mise en avant de l'un ou de l'autre restait *in fine* essentiellement un outil justifiant des fins politiques. Le schéma n'a guère changé. Aujourd'hui encore, les Serbes mettent en avant la présence de Serbes en Bosnie-Herzégovine pour revendiquer cette terre (qui n'est pas une terre historique serbe), mais soulignent l'appartenance historique du Kosovo à la Serbie (alors qu'il n'y a pratiquement plus de Serbes dans cette région).

Au-delà de ces confrontations d'arguments et disputes territoriales, l'existence même de certaines identités nationales peut être contestée. C'est le cas aujourd'hui des identités macédonienne, moldave, bosniaque et ukrainienne, plus récemment affirmées. Les Bulgares, les Russes et les Roumains soutiennent que les Macédoniens, Ukrainiens et Moldaves sont, culturellement, linguistiquement et historiquement, respectivement des Bulgares, des Russes et des Roumains. Les Macédoniens, dont effectivement la langue, souvent perçue comme le principal critère de définition d'une ethnie ou d'un peuple, est proche de celles des Serbes et des Bulgares, revendiquent l'existence d'une nation macédonienne. Dans le cas de la Moldavie, certains dirigeants moldaves, dont l'ancien Président Mircea Snegur, reconnaissent leur appartenance à la nation roumaine mais mettent en avant un concept de « une nation, deux États ». Un houleux débat sur l'existence d'une langue « moldave » n'en a pas moins surgi dans le pays. Les héritages historiques sont également disputés. Ainsi l'héritage de la Russie kiévienne est revendiqué par la Russie et l'Ukraine, l'héritage de l'Empire d'Etienne le Grand par la Roumanie et la Moldavie et l'héritage de l'Empire de Samuel par la Macédoine et la Bulgarie. Enfin, l'existence d'une identité bosniaque fait l'objet d'un débat (et d'une construction identitaire plus récente).

¹²⁴ Voir carte en annexe.

La question d'Orient qui secoua l'Europe durant la seconde moitié du XIXe siècle, à savoir le démembrement de l'Empire ottoman et les conflits sur les décombres de cet Empire, était finalement autant une lutte pour la libération de ces peuples sur fond d'intervention des grandes puissances, qu'une lutte pour l'affirmation d'une identité nationale. Ces identités se définirent tout naturellement contre l'Autre, le voisin, l'opresseur ou le barbare. Cet Autre servait autant de menace face à laquelle les communautés devaient s'unir, que de moyen de se faire valoir ; la grandeur et la gloire des uns ne pouvant se définir que par rapport aux autres. Le rôle de l'ennemi et du rejet de l'Autre dans la construction des identités nationales et ensuite dans le renforcement de la cohésion nationale, fut donc central. Tous ces pays se sont formés « contre » : contre le centralisme de Vienne ou l'irrédentisme autrichien (Croatie, Slovénie, Serbie), contre la menace russe ou la domination des Phanariotes (Roumanie), contre la domination spirituelle du Patriarcat de Constantinople (tous les pays orthodoxes sauf la Grèce) et contre la domination et l'oppression ottomane (tous les pays de la région).

Cette approche du soi par l'altérité n'est pas une particularité des Balkans. Ce qui l'est en revanche, c'est la difficulté des peuples de la région à surmonter cette « inimitié constitutive »¹²⁵. Cette difficulté illustre pour le moins le trait d'une identité mal assurée et relève d'une peur, celle de voir la communauté anéantie et en tout état de cause objet d'une supposée menace¹²⁶. L'instrument fédérateur le plus puissant fut la lutte contre l'oppression ottomane, « oppression » qui excuserait et expliquerait toutes les difficultés rencontrées par les peuples de la région. En un mot, le « retard » affiché par les États chrétiens des Balkans serait dû à l'invasion des musulmans et à leur cruelle domination pendant cinq siècles ; domination qui aurait détruit ces pays, leur élite, leur économie, et menacé de faire disparaître à jamais leur civilisation¹²⁷. Cet Autre qu'est le Turc ou le musulman, n'est pas un simple ennemi de la patrie. Il fut en quelque sorte diabolisé et renvoie à des images de terreur, de barbarisme et de perfidie qui perdurent aujourd'hui encore.

Le processus de formation nationale a clairement été bâclé. Les Balkaniques ont tout simplement calqué des schémas occidentaux qui, eux, étaient arrivés à maturation après des siècles de conflits et de débats dans les milieux politiques et intellectuels et de commerce entre les peuples. Aucun consensus durable n'a eu le temps de se former et les aspirations de chacun,

¹²⁵ Je reprends ici l'expression de Bernard Lory à propos du cas bulgare dans "Strates historiques des relations bulgaro-turques", *CEMOTI*, n°15, 1993, p. 163.

¹²⁶ Sur cette peur pour l'existence de la communauté, voir Istvá Bibó, *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1986, pp. 162-163.

¹²⁷ Je laisse aux historiens, plus compétents en la matière, le soin de juger de la réalité de ces assertions. Pour quelques éléments de réponse, voir par exemple Robert Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, Nicolas Iorga, *Histoire des États balkaniques jusqu'à 1924*, Paris, J. Gamber, 1925, L. S. Stavrianos, *The Balkans since 1453*, New York, Rinchard & Company, 2^{ème} éd., 1959.

exagérées à outrance, n'ont pu se réaliser, générant un irrédentisme multiforme préjudiciable non seulement à la bonne entente des peuples balkaniques mais également au processus de démocratisation des pays de la région.

2.1. NATIONS ET NATIONALISMES BALKANIQUES

2.1.1. La nationalisme turc

L'empire multiethnique qu'était l'Empire ottoman ne se prêtait guère au développement d'une identité nationale turque. C'est l'allégeance à une dynastie et le passé musulman (en fait arabo-persan) qui était mis en avant. Le lien s'organisait autour de la famille, du village et de la religion musulmane (maison de l'islam par opposition au pays infidèle) mais pas autour de l'ethnie. Il n'y avait pas de « nation ottomane ». Les sujets de l'Empire ottoman étaient eux-mêmes divisés entre musulmans et *Dhimmî* (sujets non musulmans de l'État islamique, regroupés dans des *millet*)¹²⁸.

C'est dans l'opposition aux autres nationalismes et dans un climat de lutte pour sa survie, qu'une conscience nationale turque a émergé. Le concept de « turcité » n'est en fait apparu qu'à la fin du XIXe siècle voire au début du XXe et uniquement en réaction face au démembrement de l'empire et sous l'influence de divers intellectuels originaires de Russie (Tatars et Azéris entre autres) et d'Europe occidentale (notamment Léon Cahun). Les intellectuels turco-ottomans avaient tour à tour mis en avant les concepts d'ottomanisme ou de « nation ottomane » (mouvement des Jeunes Ottomans dans les années 1860-70 puis tendance chez les Jeunes-Turcs) puis l'islamisme (sous Abdülhamid II) et le pantouranisme (là encore sous l'influence des intellectuels tatars et azéris)¹²⁹. Mais ces concepts eurent peu d'influence et semblent surtout avoir été motivés par la nécessité de maintenir un semblant de cohésion sur un territoire de plus en plus étriqué et/ou dans l'intention d'ébaucher un modèle identitaire susceptible de rassembler de nouvelles populations, musulmanes ou turciques.

Après les guerres balkaniques de 1912-13, le caractère multiethnique de l'empire devint un mythe et les Turcs, refoulés en Anatolie, durent formuler une identité à partir de ce pré-carré. Le démembrement définitif de l'empire après la Première Guerre mondiale (traité de Sèvres) et la menace d'invasion de l'Anatolie par la Grèce, impulsèrent un sursaut national. L'affirmation d'une

¹²⁸ Sur les représentations identitaires des Turcs à l'époque ottomane, voir par exemple Bernard Lewis, *Islam et laïcité. La naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988, pp. 283-292.

¹²⁹ Sur ces différents mouvements, leur forme, leurs origines et leur influence, voir Bernard Lewis, *op. cit.*, pp. 298-310. Sur le rôle joué par les Turcs de Russie dans le développement du nationalisme turc et du pantouranisme, voir François Georgeon, *Des Ottomans aux Turcs. Naissance d'une nation*, Istanbul, ISIS, 1995 et *Aux origines du nationalisme turc, Yusuf Akçura, 1876-1935*, Paris, édition ADPF, 1980.

identité nationale relevait alors du droit à l'existence pur et simple¹³⁰. Le traité de Sèvres prévoyait en effet de créer un État arménien à l'est et envisageait la création d'un État kurde, Istanbul était occupée et les Grecs lançaient une vaste offensive en Anatolie occidentale visant à réaliser la « Grande Idée ». La formation de la Turquie moderne pris alors les allures d'une guerre de libération principalement contre les Grecs. C'est durant ces quatre années de luttes qu'une identité nationale se forma. Enfin, résultat de cette affirmation d'une identité turque « dans la lutte », les Turcs souffrent d'un syndrome, celui du démembrement de leur territoire (« syndrome de Sèvres »). Ce syndrome explique en partie la violence de la réponse des autorités aux revendications kurdes (pleinement suivies dans cette affaire par la population turque). Les propos les plus agressifs (dans la presse comme dans les déclarations officielles) sont toujours tenus face aux « tentatives de partition de la Turquie ». Le soutien apporté par la Grèce et la Syrie au PKK font ainsi particulièrement l'objet de violentes réactions.

C'est finalement dans un État purifié de ces éléments non-musulmans (massacre des Arméniens en 1915, échanges de populations avec la Grèce en 1923), au point que la championne de la laïcité dans le monde musulman est l'un des pays où l'on trouve le moins de populations chrétiennes, que l'historiographie officielle a formulé de toutes pièces une nouvelle identité¹³¹. Les critères d'identification de l'époque ottomane (passé arabo-musulman) n'étant plus opérationnels (cession des dernières provinces arabes de l'empire durant le premier conflit mondial), l'accent est mis sur le passé préislamique, sans renier toutefois le rôle qu'auraient joué les Turcs dans l'histoire du monde musulman. Les racines centre-asiatiques des Turcs sont valorisées et un glorieux passé de peuple fondateur d'États et d'empires est édifié. Le déchiffrement des stèles d'Orkhon à la fin du XIXe siècle permet par ailleurs de « prouver » l'ancienneté de la langue littéraire turque et l'originalité de sa culture. C'est l'ethnie-nation et non la religion qui est dès lors portée aux nues¹³². Les Turcs doivent se dire Turc, s'habiller en Turc (interdiction du port du fez) et parler un turc pur (épuration de la langue). Il s'agit de couper de façon significative la turcité de l'islam, jugé responsable de la sclérose de l'Empire ottoman¹³³. La religion est reléguée au rang de la sphère privée et une laïcité d'État est mise en place : le symbole qu'était le califat est supprimé et les confréries interdites, la langue épurée de son vocabulaire arabe et persan, l'alphabet arabe

¹³⁰ Sur ce sursaut national face à l'invasion grecque, voir Stéphane Yerasimos, «Les relations gréco-turques: mythes et réalités», *Peuples Méditerranéens*, n°15, avril-mai 1981, pp. 85-99.

¹³¹ Voir Étienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation ottomane. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, Paris, CNRS, 1997, chapitre 1, pp. 33-74.

¹³² Ce qui n'empêcha nullement quelques confusions pendant un temps. Ainsi les échanges de populations avec la Grèce en 1923 s'effectuèrent sur des bases confessionnelles et non ethniques.

¹³³ Sur ce débat, au début du siècle, et sur le rapport de l'islam à la modernité et le rôle de la religion dans le déclin de l'Empire ottoman, voir François Georgeon, «A la recherche d'une identité : le nationalisme turc», in Altan Gokalp (dir.), *La Turquie en transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, pp. 139-144. Pour une

abandonné au profit de l'alphabet latin, et les Turcs doivent adopter des noms de famille à l'occidentale. C'est une refonte sans précédent des critères d'identification de ce peuple. En quelques années, les Turcs ont dû et vu changer leur habillement, leur nom, leur langue et leur écriture, leur système de mesure (adoption du système métrique), leurs lois (adoption de nouveaux Codes civil et pénal), etc. Le processus d'épuration de la langue donne une idée de l'ampleur de cette réforme (qui en turc se nomme d'ailleurs « révolution » : *devrim*) : en 1932, 32% des lexèmes du turc étaient d'origine turque, en 1946, 50% et en 1985, 80%¹³⁴. L'identité nationale turque est donc une identité totalement « fabriquée ». Elle s'est faite, voulue et imposée comme telle par les élites kémalistes, en partie contre la religion. Elle a recherché dans la valorisation du paysan anatolien la source de la pureté de sa culture et dans la valorisation de son passé préislamique l'originalité et la profondeur historique de sa civilisation. L'historiographie turque a forgé l'image d'un Turc tolérant, fondateur d'empires et d'États, sauveur de l'islam mais laïc et moderne (tourné vers l'Occident, inventeur d'un islam progressiste) et aux influences culturelles étendues (de l'Europe à l'Asie centrale). Le fondateur de cette Turquie moderne, Atatürk (le père des Turcs), fait toujours l'objet d'un véritable culte dans le pays.

Cette recomposition d'un glorieux passé national turc n'a pas été exempte, comme ailleurs dans les Balkans, de nombreuses exagérations qui disparurent par la suite. Les Turcs, héritiers de brillantes civilisations en Asie centrale auraient ainsi, en migrant vers l'ouest, apporté aux autres peuples les lumières de leur civilisation¹³⁵. On a également avancé que les Hittites étaient des Turcs permettant ainsi d'affirmer une présence historique turque en Anatolie (présence, de plus, antérieure à celle des Grecs !). Les théories les plus extravagantes ont été entérinées. Ainsi en est-il de la théorie de la « langue-soleil », le turc, mère de toutes les langues de la terre¹³⁶. Plus récemment, la « notion du substrat »¹³⁷ a été utilisée pour forger ou renforcer l'identité européenne de la Turquie. Selon ce schéma, les Turcs auraient hérité, par mélange de populations et assimilation avec les cultures répandues en Anatolie à leur arrivée, des cultures anatoliennes antiques. L'ouvrage de l'ancien Président Turgut Özal, *La Turquie en Europe*¹³⁸, se fait l'écho de cette nouvelle tendance. C'est principalement l'héritage hittite qui est mis en avant par les Turcs.

analyse plus générale du rapport de l'islam à la modernité et au politique, voir les travaux de Gille Kepel, Bruno Etienne, Maxime Rodinson et Olivier Roy.

¹³⁴ Altan Gokalp, « Le « turquisme » : l'émergence de la langue nationale turque et les problèmes du changement linguistique en Turquie », in *Paysans et Nations d'Europe centrale et balkaniques*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1985, p. 106.

¹³⁵ Sur ce thème, récurrent dans les manuels scolaires rédigés en 1931, voir Étienne Copeaux (1997), *op. cit.*, pp. 62-64.

¹³⁶ Sur la langue-soleil, voir Étienne Copeaux (1997), *op. cit.*, pp. 70-72. Cette théorie fut officiellement abandonnée à la mort d'Atatürk en 1938.

¹³⁷ Le substrat est une théorie linguistique qui explique qu'une langue ait pu hérité de vocabulaire ou de particularités grammaticales d'autres langues qui ont, à un moment ou à un autre, été répandues sur son espace linguistique (exemple : mots d'origine celte en français). La notion du substrat est ici entendue dans une acception beaucoup plus large.

¹³⁸ Paris, Plon, 1988.

Nombreux exemples « montrent » dans cet ouvrage comment et combien la civilisation ottomane hérita, tout en les enrichissant, des cultures hittite, ionienne et byzantine. Accessoirement, la réussite de la Grèce antique est expliquée par sa dette envers ces cultures hittite et ionienne, pied de nez aux Grecs dont le complexe de supériorité exaspère quelque peu les Turcs (et les autres peuples balkaniques)¹³⁹.

La vision historique officielle tend par ailleurs à gommer toutes les persécutions commises par les Turcs. L'Empire ottoman aurait été un modèle de tolérance. Les juifs y ont été accueillis avec bienveillance après leur expulsion d'Espagne en 1492 et, contrairement au reste de l'Europe, ils n'auraient subi aucune persécution. Sans conteste, juifs et chrétiens bénéficiaient d'une large autonomie dans le cadre du système des *millet* et ils ont pu gérer leurs affaires séculaires et religieuses. Ces peuples, et notamment les Grecs qui bénéficiaient d'une position privilégiée, auraient « trahi leurs bienfaiteurs ». Cette vision, largement répandue parmi les historiens turcs, a de nombreux échos parmi les turcologues occidentaux. Elle fait par ailleurs l'objet d'une surenchère de la part des islamistes turcs. Ceux-ci multiplient les discours sur la tolérance d'un islam spécifiquement turc et soulignent, par exemple, qu'à l'époque d'un Empire ottoman si indulgent, on pratiquait l'esclavage en Amérique et on persécutait les juifs en Europe¹⁴⁰.

Cette démarche vise certes à lutter contre les nombreux préjugés répandus dans les Balkans et qui dépeignent l'Empire ottoman comme une empire barbare où persécutions, conversions forcées, massacres et autres discriminations à l'encontre des non musulmans étaient courants, et cette interprétation recouvre partiellement la réalité (il y a eu peu de conversions forcées et les persécutions n'étaient pas aussi massives). Mais cette représentation de l'histoire reste partielle. Les juifs et les chrétiens subissaient *de facto* une inégalité (impôt supplémentaire, non accès aux emplois publics, etc.). Les Turcs, eux aussi, n'ont pas réellement ébauché une autocritique, et notamment de leur rôle dans ce *dark age* qui serait tombé sur les Balkans. D'autres sujets restent par ailleurs largement tabous. Ainsi en est-il de l'aspect dictatorial du régime de Mustafa Kemal ou encore du rôle des dirigeants turcs dans les massacres arméniens de 1915¹⁴¹.

¹³⁹ Turgut Özal, *op. cit.*, pp. 39-41. Cet ouvrage a bien sûr provoqué de vives réactions en Grèce, et une réplique : Speros Vryonis, *The Turkish State and History. Clio Meets the Grey Wolf*, Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1991.

¹⁴⁰ Allusion à un discours d'Erbakan, dirigeant de l'ancien Parti de la prospérité (*Refah partisi*) prononcé en août 1995 au parc de Gülhane à Istanbul. Observations personnelles.

¹⁴¹ Les polémiques sur ces massacres et les circonstances dans lesquelles ils se sont déroulés (« simple » expédition préventive contre une population alliée aux Russes en temps de guerre ou volonté délibérée d'anéantir un peuple et donc génocide) ont déjà donné lieu à une abondante littérature. Ces massacres et « déplacements » de populations auraient fait de 300 000 à un million de victimes. La presque totalité des 2,2 millions d'Arméniens de la diaspora sont les descendants des réfugiés de l'Empire ottoman.

La relation aux peuples qui ont été dominés par l'Empire ottoman reste ambiguë. Il n'y a pas de discours de haine mais une certaine déception, voire rancœur, face à l'ingratitude de ces peuples¹⁴², et dans le cas des Balkans, une certaine suspicion vis-à-vis de ces « traîtres ». La supposée pérennité de la présence turque en Anatolie implique toutefois la dénonciation d'une autre légitimité, celle de la Grèce antique dont la Grèce actuelle revendique l'héritage ; d'où la valorisation d'une culture hittite ou ionienne dont les Grecs anciens, tout comme les Turcs, auraient hérité ; et d'où la remise en cause du lien entre Grecs antiques (nommés en turc *Grekler*) et Grecs modernes (*Yunanlar*)¹⁴³. Le Grec, porteur d'une contestation théorique de la légitimité de la présence turque en Anatolie et, dans les faits ayant réellement tenté de conquérir cette terre, reste la figure principale de l'altérité turque¹⁴⁴. Le nationalisme turc s'est créé dans l'opposition mais ce nationalisme triomphant des années post-Lausanne n'était pas vraiment agressif. Il n'y a aucune nostalgie de l'empire en tout état de cause pas sous la forme d'un quelconque irrédentisme. L'adage kémaliste de « non-ingérence dans les affaires des anciennes provinces de l'empire » exprime bien ce repli sur le réduit anatolien. C'est l'image d'un Turc laïc, occidentalisé et en bonnes relations avec ses voisins que les élites kémalistes ont cherché à façonner et à exporter. Il s'agirait même d'un modèle que les Turcs se font un devoir, surtout depuis 1991 et avec la bénédiction du modèle du modèle à savoir l'Occident, de transmettre à d'autres peuples sans doute moins « éclairés ».

Ce n'est pas la moindre des originalités de l'identité turque, telle que conçue donc par les fondateurs de la république, que de rechercher une osmose entre un territoire de peuplement, l'Anatolie, mère-patrie des Turcs (*Anavatan*), et une autre mère-patrie, foyer originel des Turcs, l'Asie centrale (*Anayurt*), bien éloignée de l'Anatolie. L'identité turque repose sur une légitimité historique qui renvoie aux stèles de l'Orkhon en Asie centrale, et sur une légitimité territoriale qui, elle, se situe en Anatolie, territoire de peuplement que l'on a tenté d'habiller d'une légitimité historique (héritage des cultures anatoliennes antiques). Toutefois, le Turkestan, foyer originel et patrie mythique des Turcs, tient peu de place dans l'imaginaire populaire¹⁴⁵. La relation à ce foyer originel reste essentiellement un sujet de débats et de réflexions philosophiques et politiques et un élément du discours des islamistes et surtout des ultranationalistes. Dans la mythologie populaire, c'est le rapport au sol qui prime ; un sol d'ailleurs, comme ailleurs dans les Balkans, sacralisé par le sang du peuple qui y a été versé.

¹⁴² Voir la thèse d'Étienne Copeaux sur les manuels scolaires (Paris 8, 1994), pp. 633-635.

¹⁴³ Certains manuels scolaires turcs remettent ainsi expressément en cause cette filiation, Étienne Copeaux (1997), *op. cit.*, p. 304-305, 315. Le turc est une des rares langues ou Grecs antiques et Grecs modernes sont appelés différemment.

¹⁴⁴ Tuğrul Artunkal, « La figure du Grec dans les manuels scolaires turcs », in Semih Vaner (dir.), *Le différent gréco-turc*, Paris, L'Harmattan, 1988, pp. 220-221.

¹⁴⁵ Étienne Copeaux (1997), *op. cit.*, p. 293.

Sur cette double et imparfaite identification spatiale, se greffe une inadéquation État/ethnie-nation, qui suscite depuis quelques années (mais ce n'est pas la première fois) une violente répression dans le sud-est anatolien. Intellectuels et hommes politiques turcs sont aujourd'hui de plus en plus nombreux à soutenir que l'avenir de la Turquie se joue sur sa multi-culturalité. Ces adeptes d'une Anatolie plurielle soulignent que, de tout temps, l'Anatolie fut formée de multiples cultures et que c'est précisément ce qui fait sa richesse¹⁴⁶. Ce débat remet en cause un des dogmes fondateurs du kemalisme qui a érigé la turcité en élément central de la définition de l'identité nationale sur le schéma « un État, un peuple, une langue »¹⁴⁷. Mais si un débat sur la multi-culturalité est apparu chez les lettrés, il reste étranger à l'ensemble de la population qui, après trois générations d'idéologie kémaliste, semble avoir complètement assimilé le principe de l'ethnie-nation et s'oppose à toute concession à la minorité kurde.

Enfin, la scission idéologique avec le passé musulman des Turcs, prônée et imposée par Atatürk, s'est avérée trop lourde et brutale, et a provoqué une réaction. Formulée dans les années 60, diffusée à partir de 1970 par le Foyer des Intellectuels (*Aydınlar Ocağı*) et officialisée au début des années 80, la synthèse turco-islamique repose sur un rejet du modèle occidental jugé étranger à la culture turque et aliénant¹⁴⁸. La Turquie aurait sa propre culture nationale qui serait une synthèse entre un passé proprement turc (préislamique) et un passé musulman. Tout en se réclamant toujours des valeurs sacrées du kemalisme, on glorifie la civilisation des anciens Turcs (ce qui n'est pas nouveau) mais on met aussi en avant un lien indissociable entre islam et turcité. Non seulement il n'y aurait pas incompatibilité entre islam et nationalisme turc mais la religion musulmane serait la plus appropriée au caractère turc¹⁴⁹. C'est dans l'islam que la culture turque se serait épanouie et ce seraient les Turcs qui auraient sauvé l'islam ! Le résultat de ce valeureux mariage est une culture turque originale et solide qui n'a sûrement pas besoin d'un modèle occidental¹⁵⁰. La synthèse turco-islamique ne véhicule pas réellement d'irrédentisme. Si le sentiment d'appartenance à un très vaste

¹⁴⁶ Yvette Benusiglio, "Problèmes identitaires et nationalisme en Turquie", *CEMOTI*, n°25, 1998, pp. 271-281.

¹⁴⁷ Quelques intellectuels avaient déjà, au moment de la création de la république, défendu l'idée d'une « culture anatolienne ». Frank Tahau, "The Search for National Identity among the Turks", *Die Welt des Islams*, Vol. VIII, n°3, 1963, pp. 165-176 ; et Étienne Copeaux (1997), *op. cit.*, pp. 295-306

¹⁴⁸ La synthèse turco-islamique fut notamment consacrée dans un rapport adoptée en 1986 par La Haute fondation Atatürk pour la culture, la langue et l'histoire (*Atatürk Kültür, Dil ve Tarih Yüksek Kurumu*), créée par la constitution de 1982. Sur la synthèse turco-islamique, voir les publications de son théoricien, İbrahim Kafesoğlu, et notamment *Türk-Islam Sentezi*, Istanbul, Ülkücü Ocakları, 1985, et Bozkurt Güvenç, Gencay Saylan Tekeli, Serafettin Turan, *Türk-Islam Sentezi*, Istanbul, Sarmal, 1991 ; et, en français, Füsün Üstel, "la synthèse turco-islamique", in Jacques Thobie, Salgur Kançal (ed.), *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 387-400 ; ou, Étienne Copeaux (1997), *op. cit.*, pp. 75-101.

¹⁴⁹ Füsün Üstel, *op. cit.*, pp. 391-393.

¹⁵⁰ L'Occident reste cependant le référent obsessionnel mais inavoué des chantres de la synthèse turco-islamique, que cet Occident soit diabolisé, déprécié ou qu'il serve de comparatif exorciste sur le type « à l'époque où l'Occident

monde turc est flatté, c'est plutôt une velléité de *leadership* de ce monde turcophone qui transparaît. Dans la même logique que celle du « modèle à exporter », la Turquie aurait vocation, non pas à étendre son territoire, mais à assurer un rôle de guide culturel et une influence salvatrice dans le monde turcophone.

Le passé ottoman et le passé islamique sont donc réintégrés dans l'histoire nationale et cohabitent, non sans mal, avec une identité territoriale anatolienne et une identité culturelle fondée sur l'appartenance au monde occidental. Mais si la synthèse a le mérite de consolider une identité qui restait fragile – et fragilisée par l'image d'un peuple pion de l'Occident qui avait renié toute spécificité culturelle – elle provoque, pour le moins, une confusion dans les références identitaires turques. Asie centrale, Anatolie, Occident et monde musulman s'affrontent ainsi sur l'autel de l'identité turque dans une cacophonie où se mêlent des considérations d'ordre politique et idéologique. Ses dogmes fondateurs étant contestés ou réévalués, son rapport au sol, à l'histoire et à l'ethnie, objet de débats ou remis en cause par un sanglant conflit avec les Kurdes, l'identité turque semble bien être aujourd'hui en recomposition.

2.1.2. Nation et nationalisme grecs

C'est sur le mythe de l'héritage de la Grèce antique que les Grecs modernes ont fondé leur identité. La vitalité et le rayonnement de la culture grecque (antique) aurait permis de conserver, tout au long des siècles, la pureté de la race grecque et les Grecs modernes, ainsi érigés en descendants des Grecs antiques, seraient les dépositaires de cette brillante civilisation. Plus vieux peuple des Balkans, aux ancêtres prestigieux, pionniers dans le domaine des arts et des sciences et pères d'une culture et d'un système politique admirés dans le monde entier, les Grecs peuvent ainsi se targuer de « coiffer au poteau » tous leurs voisins balkaniques dans la course à l'ancienneté et à la gloire de leur civilisation. Cette ancestralité prestigieuse leur offre par ailleurs un rapport avantageux avec l'Occident. C'est en s'érigant en exclusif dépositaire de la culture grecque antique que la Grèce moderne a pu, depuis l'émergence des premiers mouvements d'indépendance au début du XIXe siècle jusqu'à son adhésion à la CEE en 1980, obtenir l'appui de l'Europe occidentale, consciente de sa dette culturelle envers la civilisation grecque¹⁵¹. D'où l'insistance quasi obsessionnelle avec laquelle les Grecs mettent en avant leur européanité. Enfin, flattés par le philhellénisme répandu en Europe au XVIIIe siècle et persuadés que celui-ci représente ou devrait représenter la règle, les Grecs se sentent trahis à chaque fois que leur point de vue ne fait pas

n'était que..., les Turcs, eux, avaient déjà... ». Voir les extraits de textes de İbrahim Kafesoğlu présentés par Étienne Copeaux (1997), *op. cit.*, p. 89.

¹⁵¹ Stéphane Yerasimos, *Questions d'Orient. Frontières et minorités des Balkans au Caucase*, Paris, La Découverte/Livres d'Hérodote, 1993, pp. 16-17.

l'unanimité¹⁵². Ce fut le cas avec l'affaire chypriote ou, plus récemment, avec la position grecque sur la Macédoine, comme ce fut le cas au XIXe siècle avec l'affaire Fallmerayer.

Peu de temps après l'émergence d'un État indépendant grec, un intellectuel allemand, J.-P. Fallmerayer, a en effet contesté la réalité de la continuité historique entre les Grecs antiques et les Grecs modernes¹⁵³. Selon Fallmerayer, les invasions slaves et albanaises, en pénétrant jusqu'à la pointe du Péloponnèse, ont provoqué un tel brassage de populations que les Grecs du XIXe siècle ne peuvent se prétendre les descendants d'une « race » disparue dans ces tourmentes. Cette thèse remettait en cause le critère fondateur de l'identité grecque et elle provoqua naturellement un vif émoi parmi les intellectuels et les hommes politiques grecs. Aujourd'hui encore, les intellectuels grecs s'évertuent à tout propos à dénoncer les thèses de Fallmerayer pourtant vieille de 150 ans, et alors que celle-ci a fait l'objet d'une réplique très scientifique au XIXe siècle¹⁵⁴. C'est l'historien national grec, Constantin Paparigopoulos (1815-1891), qui entreprit de réfuter l'argumentation de Fallmerayer en mettant en avant une continuité non plus raciale mais culturelle et politique¹⁵⁵. Les Grecs seraient ainsi non pas exactement les descendants mais les héritiers de la Grèce antique, filiation culturelle dont la preuve la plus éclatante serait la pratique de la langue grecque. Une nouvelle matière, la laographie, se consacra à l'étude des similarités entre le peuple grec et les Grecs de l'antiquité par l'étude de la langue, du folklore et autres rites populaires. Il s'agissait bien de prouver scientifiquement cette continuité culturelle¹⁵⁶ et les quelques dissemblances notées entre les Grecs anciens et les Grecs modernes ne pourraient être dues qu'à la domination destructrice des Ottomans pendant quatre siècles. La civilisation byzantine fit également l'objet d'une réhabilitation par Paparigopoulos qui a cherché à démontrer le caractère grec de cet empire. D'où la mise en valeur d'un nouvel héritage et d'une nouvelle légitimation historique. Constantin, roi de Grèce au début du XXe siècle (1913-1917, 1920-1922), était souvent appelé Constantin XII, successeur donc du dernier empereur byzantin, Constantin XI. Cette continuité avec l'Empire byzantin ainsi affirmée, la reconquête de l'empire était justifiée.

¹⁵² Georges Prévélakis, *Géopolitique de la Grèce*, Bruxelles, Complexe, 1997, p. 48.

¹⁵³ Jacob Philipp Fallmerayer, *Geschichte des Halbinsel Morea während des Mittelalters*, Stuttgart, 1830, Tübingen, 1836.

¹⁵⁴ Voir, par exemple, l'ouvrage de Thanos Veremis sur la politique extérieure grecque (de nos jours) qui consacre de nombreuses pages à la réfutation de cette thèse. Thanos Veremis, *Greece's Balkan Entanglement*, Athènes, ELIAMEP-YALCO, 1995.

¹⁵⁵ Monumentale histoire de la Grèce depuis l'antiquité jusqu'à nos jours (*Istoria tou Ellenikou Ethnous*), en cinq volumes publiés de 1850 à 1874.

¹⁵⁶ Georges Prévélakis, "La laographie grecque, ethnographie ou idéologie ?", *Géographie et Cultures*, n°2, 1992, pp. 75-84 ; Stathis Damianakos, "Représentations de la paysannerie dans l'ethnographie grecque (un cas exemplaire : la fiction clephtique)", in *Paysans et nations d'Europe centrale et balkanique*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1985, pp. 71-86 ; Alke Kyriakidou-Nestoros, "L'idée du peuple dans les théories folkloriques de la Grèce moderne", *ibid.*, pp. 63-69.

Dans cette approche plus culturelle qu'ethnique, le rayonnement de l'hellénisme venait appuyer les revendications. Ce n'était donc pas sur la présence de populations grecques (i.e. hellénophones) qu'Athènes légitimait ses revendications territoriales mais sur une supposée présence culturelle grecque. Ainsi, alors que les autres peuples des Balkans agitaient des cartes de leurs aires de peuplement et de leurs empires du moyen âge, la Grèce, elle, présentait des cartes d'implantation des écoles grecques. Le nationalisme grec tel que finalisé par Papanastasiou pouvait se diriger dans plusieurs directions géographiques et préparait le terrain à la réalisation de la « Grande Idée »¹⁵⁷.

La « Grande Idée » visait à la réunification de tous les Grecs dans un même empire et à la restauration de l'Empire byzantin, centré sur Constantinople. Le petit État grec n'avait de raison d'être que comme point de départ à la formation d'un grand État hellénique. Plus qu'un projet irrédentiste, la réalisation de la « Grande Idée » était perçue comme une mission civilisatrice (libérer les Grecs opprimés). Ce projet prévoyait la conquête de l'ouest de l'Anatolie (y inclus Constantinople) mais aussi de nombreux territoires dans les Balkans (Thessalie, Épire, Macédoine, Thrace) et il fut rapidement concurrencé par d'autres « grande idées » (Grande Bulgarie, Grande Serbie, Grande Albanie).

Cet irrédentisme a dominé toute la vie politique grecque jusqu'à la « Grande catastrophe » de 1922. Et les Grecs ont bien failli réaliser leurs aspirations. L'État grec a constamment agrandi son territoire jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Mais l'armée grecque, lancée à la conquête de l'Anatolie en mai 1919, s'est trouvée confrontée à un sursaut de la population turque et a finalement échoué en 1922 face à Mustafa Kemal. Quelques mois plus tard, le traité de Lausanne (24 juillet 1923) a consacré la naissance d'un État-nation turc centré sur l'Anatolie et organisé les échanges de populations entre la Grèce et la Turquie. Cette « catastrophe nationale » a causé un traumatisme profond en Grèce. Un million et demi de Grecs sont arrivés d'Anatolie dans le cadre des échanges de population, témoignage éloquent de la tragédie vécue par la Grèce. L'intégration de ces Grecs, alors que la Grèce comptait quelques 6 millions d'habitants, a douloureusement été ressentie. L'idée d'une restauration de la Grande Grèce semble avoir été bannie des discours politiques depuis la défaite de 1922. Face à l'amputation d'une partie centrale et hautement symbolique (Constantinople) de l'espace hellénique, l'hellénisme est devenu défensif. Tout détournement de l'héritage hellénique (Macédoine) est violemment dénoncé et un soutien est apporté aux minorités grecques vivant hors des frontières, notamment en Turquie, à Chypre et en

¹⁵⁷ Pour un résumé de la révision de l'idéologie nationale par Papanastasiou et le caractère non-racial de sa vision, voir Georges Prévélakis, (1997), *op. cit.*, p. 37.

Épire albanaise¹⁵⁸. Ce soutien a pu prendre des formes plus radicales avec les tentatives d'annexion de Chypre ou les revendications, plus ou moins officielles jusqu'en 1987, sur l'Épire du nord¹⁵⁹.

Enfin, le nationalisme grec, obsédé par les supposées menaces qui entourent la Grèce, se renferme sur les exagérations habituelles pratiquées par les nations incertaines quant à leur avenir. On revient ainsi à la thèse de la descendance ethnique avec les Grecs de l'Antiquité¹⁶⁰ et surtout, on homogénéise la population : assimilation des Slavo-macédoniens, d'ailleurs non reconnus comme minorité¹⁶¹, expulsion des Çäms (Albanais) d'Épire et hostilité vis-à-vis des Turcs de Thrace et des Slavo-macédoniens. Les hommes politiques s'adonnent volontiers à cette rhétorique nationaliste et xénophobe payante en termes de popularité. La presse ne manque pas de relayer ces fantasmes, et dans des proportions parfois étonnantes pour un pays européen où démocratie et républicanisme sont censés avoir atteint une certaine maturité¹⁶².

Le deuxième, et plus frappant, trait de l'identité grecque est la confusion entre hellénisme et orthodoxie¹⁶³. En conséquence, l'enseignement de la religion est obligatoire en primaire et en secondaire, les non orthodoxes sont officiellement (de part la Constitution) bannis des métiers de l'enseignement, le « prosélytisme » des autres religions est interdit et la religion est mentionnée sur les cartes d'identité¹⁶⁴. En avril 1993, le parlement d'Athènes a décidé de maintenir cette inscription malgré les pressions des Européens. Cette affaire a créé une vive polémique en Grèce et l'Église s'est vivement récriée devant cette menace planant sur l'orthodoxie. L'encyclique publiée par le Saint Synode le 1^{er} avril 1993 stipule ainsi :

« L'Église de Grèce, en tant que mère nourricière de la race des Grecs, a perçu à temps le danger pour l'unité de notre nation, provenant de la manie de nos divers ennemis intérieurs et extérieurs d'exposer à qui veut les entendre la prétendue aliénation de notre peuple qui dernièrement, paraît-il, aurait cessé de croire au couple indissoluble de l'hellénisme et de l'orthodoxie. Cet argument superficiel, nos divers ennemis ont essayé de le rendre plausible à l'occasion de la parution des nouvelles cartes d'identité électroniques ».

¹⁵⁸ Christophe Chiclet, "Les minorités dans le cône sud des Balkans", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, p. 81.

¹⁵⁹ L'état de guerre entre l'Albanie et la Grèce n'a été officiellement aboli qu'en 1987.

¹⁶⁰ Georges Prévelakis (1997), *op. cit.*, p. 56.

¹⁶¹ Sur le refus de reconnaître l'existence d'une minorité macédonienne, voir, par exemple, la récente – et très vive – polémique autour de la publication des travaux d'Anastassia Karakasidou (*Journal of Modern Greek Studies*, Vol. 2, 1993, et les répliques dans *Balkan Studies*, Vol. 34, 1993).

¹⁶² Voir par exemple, Bernard Debord, "Grèce-Albanie. Délires nationalistes", *La Lettre de Reporters sans Frontières*, octobre 1995, pp. 14-17 ; ou *Hate Speech in the Balkans*, Vienne, International Helsinki Federation for Human Rights, rapports mensuels depuis 1995.

¹⁶³ Cette fusion de l'hellénisme et de l'orthodoxie n'est pas un phénomène récent. Elle remonte à l'Empire byzantin. Cf. *infra* sur « L'orthodoxie au cœur des identités nationales ».

¹⁶⁴ Panayote Elias Dimitras, "Minorités : un plus ou un moins pour la Grèce ?", *L'Événement Européen*, n°16, octobre 1991, pp. 183-184.

Et de nouveau apparaît la phobie du complot planant sur le caractère éminemment orthodoxe de la nation grecque et donc sur le fondement de l'identité nationale :

« Nos divers ennemis (...), ces divers milieux dont les centres de décision se trouvent parmi les puissants groupements de religions étrangères et des hétérodoxes d'Europe et d'Amérique (...), les fossoyeurs présomptifs de notre unité [sont à l'origine de ce] plan des serpents qui essayent (...) de réussir une nouvelle conquête de la Grèce »¹⁶⁵.

Cette phobie du complot réapparaît à chaque fois que la position de la Grèce ne fait pas l'objet d'un consensus. L'affaire chypriote avait déjà alimenté les accusations de complot américain. Plus récemment, c'est l'affaire macédonienne et la politique grecque dans les Balkans qui furent l'objet des critiques européennes et, par ricochet, des accusations de trahison en Grèce. Partie de cette conspiration, la presse internationale est accusée de présenter la question macédonienne sous un angle partial et anti-grec¹⁶⁶. Ces manifestes « trahisons de l'Europe » provoquent des réactions crispées et passionnées parmi les Grecs, outrés de constater que leurs droits en tant qu'héritiers des Grecs antiques ne leur donnent pas le primat dont ils devraient bénéficier. Ainsi, dans une analyse annoncée comme dépassionnée de la présentation par la presse allemande de la question macédonienne, l'auteur, scandalisé de voir que les journalistes occidentaux sont insensibles à la « contribution des études historiques classiques à la formation de la politique extérieure grecque » et incapables de comprendre les « droits grecs sur la Macédoine basés sur l'histoire ancienne », finit, excédé, par vilipender cette « tendance à ignorer que le peuple [grec fut] élu »¹⁶⁷. Il incombe dès lors aux membres de la diaspora, mobilisés pour la cause, de combattre ces campagnes de désinformation.

La diaspora grecque était perçue, par le nationalisme grec émergent du XIXe siècle, comme un conservatoire de l'hellénisme. Elle aurait assuré la survie de l'hellénisme pendant les quatre siècles où l'État grec indépendant avait disparu¹⁶⁸. Aujourd'hui encore, elle semble avoir conservé, grâce à l'Église et à un réseau associatif dense et actif, une forte conscience de son identité grecque (maintien de la pratique de la langue par exemple). Elle est par ailleurs mobilisée par l'État grec pour la défense des intérêts de la mère-patrie. Aujourd'hui forte de 4 à 5 millions de personnes, notamment aux États-Unis, en Australie, en Europe occidentale et en ex-URSS (Grecs Pontiques),

¹⁶⁵ Dimitri Kitsikis, « Les anciens calendaristes depuis 1923 et la montée de l'intégrisme en Grèce », *CEMOTI*, n°17, janvier-juin 1994, p. 40.

¹⁶⁶ Sur cette « campagne de désinformation », voir Kyriakos Kentrotis, « The Macedonian Question as Presented in the German Press (1990-1994) », *Balkan Studies*, Vol. 36, n°2, 1995, pp. 319-326 ; Thanos Veremis, *op. cit.*, pp. 81-82

¹⁶⁷ Kyriakos Kentrotis, *op. cit.*, pp. 321, 324.

¹⁶⁸ Michel Bruneau, « L'hellénisme : un paradoxe ethnographique de longue durée », *Géographie et Cultures*, n°2, 1992, p. 64.

la diaspora constitue un influent groupe de pression à l'extérieur (lobby grec aux États-Unis) et elle est appelée à relayer le discours officiel grec. A chaque fois qu'il y a un enjeu international (sur Chypre, la Turquie, la Macédoine, etc.), Athènes fait appel à la diaspora. Celle-ci a ainsi reçu pour mission « d'informer » le public occidental sur l'histoire de la Macédoine¹⁶⁹ et le lobby grec aux États-Unis de tenter d'infléchir la position américaine sur Chypre et d'œuvrer à une baisse de l'aide américaine à la Turquie.

Même avec une identité si prestigieuse et bénéficiant d'un solide crédit en Occident et alors que la Grèce n'a cessé d'agrandir son territoire depuis son indépendance au début du XIXe siècle, elle reste incertaine quant à son avenir et, a-t-on pu constater depuis 1991 avec l'affaire macédonienne, agressive car sur la défensive.

2.1.3. Identité et « question macédonienne »

Pour la Grèce, l'identité macédonienne n'existe pas. Elle s'est déclarée prête à reconnaître « l'État de Skopje » à la condition expresse que son appellation ne comprenne pas le mot « Macédoine » qu'elle revendique en exclusivité. Les Grecs n'ont certainement pas besoin d'avoir recours à leurs historiens pour nous prouver qu'effectivement la Macédoine fut une terre d'où la brillante civilisation hellénique s'est répandue et que les Slaves ne s'y sont installés que quelques siècles plus tard. Mais selon Athènes, la Macédoine, nom glorieusement porté par Alexandre le Grand il y a 2300 ans, ne saurait aujourd'hui être utilisé que par les Grecs, descendants de cette brillante civilisation¹⁷⁰. « L'État de Skopje », en utilisant un nom dont la Grèce possède un copyright exclusif en tant que seule légitime héritière de la Grèce antique, chercherait donc à usurper l'histoire grecque. La question est en fait plus cruciale pour la Grèce qu'il n'y paraît puisque c'est sur ce mythe de l'héritage de la Grèce antique que repose toute l'iconographie nationale grecque. Dans cette optique, selon les Grecs, l'utilisation d'un nom grec antique par des Slaves revient à remettre en cause l'exclusivité de cet héritage, et bouleverse l'ensemble de l'identité et de l'image de la Grèce et sa valorisation vis-à-vis de l'Europe¹⁷¹.

Le déferlement de manifestations organisées depuis 1991 nous prouve que cette question fait l'unanimité parmi la population et les partis politiques. Un sondage d'opinion montrait en mars 1994, que 82,7% de la population grec soutenait la décision du gouvernement d'imposer un

¹⁶⁹ Georges Prévélakis, « Les espaces de la diaspora hellénique et le territoire de l'État grec », in Michel Bruneau (coord.), *Diasporas*, Montpellier, Reclus, Paris, La Documentation Française, 1995, p. 109.

¹⁷⁰ Pour un exposé du point de vue grec, voir par exemple, Symeon Giannakos, « The Macedonian Question Re-examined: Implications for Balkan Security », *Mediterranean Quarterly*, Vol. 3, n°3, été 1992, pp. 26-47.

¹⁷¹ Stéphane Yerasimos, *Questions d'Orient ...*, op. cit., pp. 16-17.

embargo à la Macédoine (février 1994)¹⁷². Cette question a, il est vrai, amplement alimenté une surenchère nationaliste dans les milieux politiques. Discrédité auprès de l'opinion publique, le monde politique trouva avec l'affaire macédonienne, l'occasion de jouer une carte nationaliste payante en termes de prestige. « Médias et dirigeants politiques se mirent à 'sensibiliser' l'opinion publique, recourant largement à la désinformation (...) et les propos injurieux, voire racistes, à l'égard des voisins septentrionaux ne manquèrent pas dans une campagne de propagande étonnamment convergente et coordonnée pour un pays démocratique. (...) Les quelques voix dissonantes furent mises à l'écart et parfois traitées de cinquième colonne»¹⁷³. Cette surenchère nationaliste permit au Pasok de renverser le gouvernement Mitsotakis à l'automne 1993.

Jusqu'au XIXe siècle, le terme de « Macédoine » désignait exclusivement une zone géographique. A Skopje, on estime aujourd'hui que les « Macédoniens » en tant qu'habitants d'une terre nommée « Macédoine » et ayant été et s'étant nommés « Macédoniens » depuis plusieurs décennies voire un siècle, ont le droit d'utiliser cette appellation. Excepté quelques nationalistes qui revendiquent l'héritage d'Alexandre la Grand (qui Grec, non-Grec ou grécisé, n'était en tout état de cause pas un Slave)¹⁷⁴, les autorités macédoniennes ne demandent pas plus qu'une reconnaissance de leur indépendance et de leur nom. L'appellation « Slavo-Macédoine » que propose la Grèce ne peut pas plus convenir à un pays dont 35% de la population (voire plus selon les représentants des différentes minorités) n'est pas slave. Pour ce pays multiethnique, le terme de Macédoine est le ciment de la nation¹⁷⁵. L'adoption de l'étoile de Vergina à 16 branches comme symbole sur le drapeau macédonien est en revanche plus discutable. Si les Macédoniens, installés depuis plusieurs siècles sur cette terre peuvent aujourd'hui se prévaloir du nom de Macédoniens, on comprend mal à quel titre ils s'approprient un emblème qui, lui, fait uniquement référence à la dynastie macédonienne antique. Mais le gouvernement de Skopje paraît peu insister sur ce point et semble en fait s'être doté ici d'une monnaie d'échange facilement négociable avec la Grèce.

L'identification des critères définissant l'identité nationale et lui concédant par la même une reconnaissance et donc une légitimité, sont depuis deux siècles l'objet de nombreux débats. Parmi les schémas proposés, celui d'Antony Smith¹⁷⁶, ni plus ni moins pertinent qu'un autre, postule ainsi : « l'ethnicité est la conscience de l'existence d'une communauté possédant simultanément les

¹⁷² RFE/RL Daily Report, 2/03/94.

¹⁷³ Axel-Sotiris Walldén, "La Grèce dans les Balkans", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale, édition 1996*, Paris, la Documentation Française, 1996, p. 71.

¹⁷⁴ La Grèce a évidemment violemment réagi face à ces revendications qualifiées d'irrédentistes. Elle a alors massivement financé des fouilles et des expositions sur l'Empire d'Alexandre le Grand et de son père, Philippe, tendant à montrer le caractère hellénique de cette civilisation.

¹⁷⁵ Christophe Chiclet, "La Macédoine en 1996. Un pays de transition", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale, édition 1997*, Paris, la Documentation Française, 1997, p. 94.

éléments constitutifs suivants : 1) Une collectivité ayant un nom propre. 2) Un mythe au sujet d'une descendance commune. 3) Une mémoire historique commune. 4) Un ou plusieurs éléments culturels nettement distinctifs. 5) L'association à une terre natale. 6) L'existence d'un sens de solidarité parmi les couches significatives de la population ». Appliqué au cas de la République de Macédoine, le résultat est édifiant :

- Son nom est contesté par la Grèce qui revendique l'exclusivité de l'usage de l'appellation Macédoine.
- La réalité d'une solidarité est affectée par un conflit majorité/minorité. Le poids de la minorité albanaise et l'animosité entre ces derniers et les Slavo-macédoniens compromettent l'émergence d'un sentiment d'appartenance à une même communauté.
- Parmi les éléments culturels distinctifs traditionnellement avancés, l'existence d'une langue macédonienne est contestée par les Bulgares et les Serbes pour lesquels le macédonien n'est qu'un dialecte respectivement bulgare ou serbe. La religion des Macédoniens ne se distingue en aucune manière de celle des voisins et ne peut donc être érigée en élément distinctif par rapport à l'extérieur. Langue et religion peuvent également difficilement constituer un élément fédérateur de l'intérieur puisque un quart de la population pratique une autre langue et une autre religion.
- Quant à la mémoire historique commune, elle ne peut guère remonter qu'au soulèvement de l'ORIM en 1903, événement également célébré par la Bulgarie. Tardivement créés sur la scène balkanique, nation et nationalisme macédoniens voient tout « l'espace historique » de la région déjà occupé. Tous les grands mythes locaux sont déjà accaparés par d'autres peuples et la Macédoine ne peut que tenter de s'approprier quelques unes de ces grandes gloires.

Ces tentatives désespérées d'affirmer la profondeur historique de la nation macédonienne ont ainsi conduit quelques historiens ou hommes politiques à récupérer le mythe d'Alexandre, alors érigé en ancêtre des Slavo-macédoniens par continuité de peuplement et/ou héritage culturel (substrat). L'historiographie officielle ne reprend pas de telles assertions (à l'exception de l'affaire du drapeau) mais plonge les racines du peuple et de la nation macédonienne au VI^e siècle, c'est-à-dire à l'arrivée des Slaves dans la région. On peut ainsi lire dans un document officiel : « Vers le VI^e siècle, les premiers Macédoniens apparaissent dans la région (...). Dès le départ, ils sont organisés indépendamment [sous entendu des autres Slaves] et avaient leurs propres unions tribales (Sklavinas) »¹⁷⁷. Dans cette course à l'ancienneté, les racines du peuple macédonien plongeraient

¹⁷⁶ Antony Smith, *National Identity*, Londres, Penguin Books, 1991, p. 21.

¹⁷⁷ Document officiel intitulé "The Republic of Macedonia. A Short Historical Survey", distribué par le Bureau de liaison de la République de Macédoine à Washington, 1993 (sans numéro de page).

ainsi aussi loin que celles des Serbes et des Bulgares. Skopje revendique aussi l'héritage de Saint Clément d'Ohrid qui, au début du Xe siècle, avait parachevé la mission de christianisation entamée par Cyrille et Méthode, et l'héritage de l'Empire du tsar Samuel. Enfin, Skopje commémore l'insurrection de l'ORIM en 1903, glorieuse tentative de libération de la Macédoine, et a en quelque sorte sacralisé le héros de cette insurrection, Goce Delčev (les célébrations annuelles sont accompagnées de messes). Avec un personnage historique sacré (Saint Clément d'Ohrid), un glorieux empire médiéval et un héros national sacralisé, la République de Macédoine semble avoir réuni tous les ingrédients minimums d'une solide identité nationale, mais ils sont contestés.

Tous ces personnages figurent en effet sur l'autel de la patrie bulgare. Pour la Bulgarie, l'identité macédonienne n'existe pas (et sur ce point, elle rejoint la position grecque). Cette position, qui s'appuie entre autre sur le fait que les Macédoniens parlent un dialecte proche du bulgare, fait l'unanimité parmi les principaux partis politiques du pays. Pour les Bulgares, les Macédoniens sont des Bulgares et remettre en cause cette affirmation revient à renier l'ensemble de l'histoire et de l'identité du peuple bulgare. Ils accusent aujourd'hui les autorités de Belgrade d'avoir créé de toutes pièces une identité macédonienne en érigeant ce territoire en République au sein de la Yougoslavie en 1944 et en mettant au point une norme linguistique se différenciant le plus possible du bulgare.

Le contexte, les dates et tout simplement la réalité de l'émergence d'une conscience nationale et d'une identité macédonienne prêtent forcément à débat. Les similitudes entre la langue macédonienne et la langue bulgare sont indéniables et l'intercompréhension est quasi totale entre les « deux langues »¹⁷⁸. A la fin du XIXe siècle, l'ORIM (Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne), créée pour lutter contre la tutelle ottomane, était en fait financée et armée par les Bulgares qui, en favorisant l'émergence d'une Macédoine autonome, espéraient pouvoir contrôler plus facilement la région. Mais, rapidement, l'ORIM s'était écartée de son protecteur. De façon générale, les exactions commises aussi bien par les bandes armées bulgares que par les exarchistes à la fin du XIXe et au début du XXe siècle ont plutôt contribué à leur aliéner la population de la région. C'est après l'occupation brutale de la Macédoine pendant la Seconde Guerre mondiale que la population macédonienne a définitivement rejeté l'hégémonisme bulgare. D'autre part, c'est aussi en élaborant des normes littéraires aussi différentes que possible de celles du bulgare et en

¹⁷⁸ La codification linguistique au XIXe siècle en Bulgarie et après la Seconde Guerre mondiale en Macédoine a toutefois créé un certain décalage entre les deux langues.

écrivait une histoire différente de celle de la Bulgarie, et donc en partie contre la Bulgarie, que s'est forgée une identité macédonienne¹⁷⁹.

In fine, c'est bien face aux exactions commises dans la région par les Serbes, les Grecs et les Bulgares qu'une conscience nationale macédonienne a émergé. Jusque dans les années 1880-1890, la conscience identitaire des Slaves de Macédoine ne reposait que sur une double et floue identification : Slave et orthodoxe. Mais, au tournant du siècle, face aux pressions des Grecs, Serbes et Bulgares, une conscience nationale, basée sur une triple négation « ni Serbe, ni Grec, ni Bulgare » s'est formée¹⁸⁰. Par la création d'une entité politique macédonienne et d'une langue se différenciant le plus possible du bulgare, la politique titiste a sans doute renforcé, approfondi voire formé cette conscience nationale balbutiante. Toutefois, créée artificiellement par les Serbes ou naturelle, une identité macédonienne existe aujourd'hui ou, en tout état de cause, est revendiquée par la population de la République de Macédoine. Cette controverse dépasse, bien sûr, largement l'exemple de la Macédoine et renvoie à l'ensemble des débats sur les critères de définition d'une nation. Mais, *a priori*, la volonté et le désir d'un peuple de s'ériger en nation devrait, au-delà des similitudes culturelles, linguistiques ou religieuses avec son ou ses voisins, être suffisante pour être reconnue comme telle¹⁸¹. De plus, conséquence ou prélude à l'émergence d'une nation macédonienne¹⁸², la réalité d'un nationalisme macédonien est aujourd'hui indéniable.

2.1.4. Le nationalisme serbe

Trois mythes sont fondamentaux dans les représentations identitaires serbes : la dynastie des Nemanjides (1170-1371) et notamment l'Empire de Dušan ; Saint Sava, le fondateur de l'Église orthodoxe serbe ; et enfin, la bataille du Kosovo en 1389 où les Serbes auraient défendu la frontière de l'orthodoxie face aux Turcs. L'éphémère Empire de Dušan (1331-1355) symbolise la grandeur de la nation serbe. A son apogée, cet empire recouvrait toute la Serbie actuelle, le Monténégro, l'Albanie et l'ensemble de la Macédoine géographique¹⁸³. Dans l'imaginaire politique serbe, cet empire témoigne d'un passé prestigieux et de la présence historique serbe sur ces terres comme le

¹⁷⁹ Voir Bernard Lory (entretien avec), «La Macédoine en quête de reconnaissance», *Hérodote*, n°67, 4^{ème} trimestre 1992, p. 168.

¹⁸⁰ Bernard Lory, «Approches de l'identité macédonienne», in Christophe Chiclet, Bernard Lory (dir.), *La République de Macédoine*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 13-32.

¹⁸¹ Nous reprenons ici la conception, bien française il est vrai – et élaborée dans un contexte historique de débats sur l'appartenance de l'Alsace –, de la nation qui repose sur la volonté d'une communauté de s'ériger en peuple ou en nation (« un plébiscite de tous les jours », E. Renan). Voir Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* (discours prononcé en Sorbonne le 11 mars 1882), Paris, Presses Pocket, 1992, pp. 37-58.

¹⁸² Sur ce débat, voir Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989. Ernest Gellner soutient que le nationalisme n'est pas un produit de l'existence des nations mais que ce sont les nations qui sont les produits du nationalisme.

¹⁸³ Voir carte en annexe.

« prouve » la présence de nombreux cimetières serbes. L'Église constitue un autre pilier de l'identité serbe. C'est grâce à l'action de Saint Sava, un des fils de Nemanja, que les Serbes ont opté pour l'orthodoxie et la dynastie des Nemanjides jouit dès lors de ce prestige d'avoir été « élue de Dieu ». Tombeaux et monastères marqueraient alors les bornes des territoires serbes¹⁸⁴.

La défaite serbe à la bataille du champ des Merles au Kosovo (Kosovo Polje), le 28 juin 1389, avait ouvert la voie aux invasions turques des plaines serbes. Mais dans la mythologie nationale serbe, le prince Lazar Hrebeljanović et ses compagnons se seraient, à cette occasion, sacrifiés pour sauver l'Europe chrétienne d'une domination musulmane. Le Kosovo, terre dorénavant sanctifiée par ce sacrifice et le sang versé par les Serbes, restera donc une terre serbe tant bien même il n'y aurait plus un seul Serbe dans la région¹⁸⁵. La bataille du Kosovo Polje appelait, de plus, à une revanche et sa reconquête au début du XXe siècle fut d'autant plus empreinte d'une forte charge symbolique et affective que les Albanais, « parvenus » dans la région, tentaient de se l'approprier. Le 28 juin, date anniversaire de la bataille, est le jour de la fête nationale serbe. Enfin, en valorisant la mission et le rôle salvateur joué par les Serbes durant cette bataille (qui, rappelons-le, fut une défaite), les Serbes s'érigent en valeureux et éternels résistants aux invasions turques. D'autres épopées cohabitent sur l'autel du calvaire du peuple serbe et notamment la tragique migration des Serbes du Kosovo en 1690 face à l'arrivée des Turcs, ou encore la non moins tragique retraite de l'armée serbe durant l'hiver 1915/1916. Tout comme la bataille du Kosovo avait vu le sacrifice du peuple serbe pour sauver l'Europe chrétienne, la Grande Guerre aurait vu le sacrifice des Serbes pour libérer les autres Slaves (Slovènes, Croates, Slaves de Bosnie-Herzégovine) de la domination autrichienne¹⁸⁶.

D'autre part, la haine farouche de l'opresseur turc perdure, alimentée par l'historiographie officielle et une littérature qui présentent la Serbie sous domination ottomane comme une région massacrée et pillée et sa population réduite à l'état de servage ou convertie de force à l'islam. Cet antiturquisme n'est finalement contrebalancé que par la haine des « suppôts des Turcs » dans la région, musulmans de Bosnie-Herzégovine et Albanais. Les musulmans slaves sont non seulement accusés d'avoir renié leur identité en se convertissant à l'islam mais aussi d'avoir dépouillé et persécuté les paysans serbes. La rhétorique est sensiblement la même pour les Albanais au Kosovo : « Depuis trois cents ans, les villages chrétiens de Kosovo étaient décimés par les *bey*s

¹⁸⁴ Ivan Čolović, « Des tombeaux pour frontières », *Transeuropéennes*, n°5, hiver 1994/95, pp. 54-58.

¹⁸⁵ Ivan Čolović, *op. cit.*, p. 58.

¹⁸⁶ Catherine Lutard, *Géopolitique de la Serbie-Monténégro*, Bruxelles, Complexe, 1998, p. 36-37.

albanais et convertis de force à l'islam »¹⁸⁷. Enfin, les politiques antiserbes des grandes puissances, et notamment de l'Italie, de l'Autriche-Hongrie puis de l'Allemagne, sont régulièrement dénoncées.

Corollaire de ce sentiment de victimisation, une phobie du complot est assez répandue : complot de l'Autriche qui, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, cherchait à étendre son influence dans la péninsule au dépend de la Serbie (annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908, tentative de créer une Grande Albanie), complot antiserbe de la Yougoslavie titiste qui, en octroyant aux Albanais du Kosovo et à la Voïvodine des droits « illimités », cherchait à réduire le pouvoir des Serbes et, depuis 1992, nouveau complot germanique, cette fois-ci en collaboration avec les États-Unis, pour démembrer la Serbie et réduire sa puissance et son influence. Les sanctions imposées à la Serbie durant le conflit bosniaque, la politique « pro-croate » de l'Allemagne et des États-Unis et, de façon générale, une présentation « partielle et fallacieuse » des événements dans la presse occidentale s'expliqueraient, pour de nombreux Serbes, par l'existence d'une vaste machination antiserbe. Cette phobie du complot est étroitement liée à une angoisse de l'encerclement. A la traditionnelle menace venue du sud (Bulgares, Turcs) s'ajouterait une non moins traditionnelle menace venue du nord (Autriche-Hongrie, Allemagne, Croatie)¹⁸⁸. Aujourd'hui, les Albanais viendraient compléter cet encerclement à l'ouest.

La Serbie avait, elle aussi, développé son Grand Projet, le *Načertanje*. Formulé en 1844 par le ministre de l'Intérieur serbe de l'époque, Ilija Garašanin, ce projet nationaliste et irrédentiste reposait sur deux arguments : la Serbie doit contrôler tous les territoires habités par des Serbes et tous les territoires historiquement serbes, c'est-à-dire, le Kosovo et la « Serbie du sud » (nord de la Macédoine géographique). L'étendue des zones peuplées de Serbes était définie en fonction de critères linguistiques, ce qui, au vue de la proximité linguistique avec les Macédoniens ou les habitants de Bosnie-Herzégovine, laissait une large place à l'appréciation discrétionnaire des linguistes serbes. Quant aux territoires historiquement serbes, le brillant Empire serbe du moyen âge de Stefan Dušan (XIVe siècle) était censé en donner une vision claire et incontestable. Un autre projet concurrençait celui d'une Grande Serbie : l'union de tous les Slaves du sud dans un même État. Ce projet reposait sur l'idée que les similitudes linguistiques et les origines communes entre les Slaves du sud transcendaient les clivages religieux et historiques¹⁸⁹. La formation d'une langue commune au XIXe siècle (sur la base du dialecte stokavien) fut une des premières étapes de la réalisation de ce projet. Mais si cette idée avait été longuement débattue par les élites croates et

¹⁸⁷ Victor Bérard, *La Serbie. La Serbie et son histoire. Les victoires serbes. Le peuple serbe*, Paris, A. Colin, 1916, p. 22.

¹⁸⁸ Catherine Lutard, *op. cit.*, p. 13 et suivantes ; Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 2^{ème} édition, 1994, pp. 350-353.

¹⁸⁹ Catherine Lutard, *op. cit.*, p. 34. Cette idée fut notamment défendue par Jovan Cvijić, "Unité ethnique et nationale des Yougoslaves", *Scientia*, Vol. XXIII, 1918, pp. 455-463 (reproduit en fascicule par Felix Alcan, Paris, 1918).

serbes, elle était peu répandue parmi la population. Cette union des Slaves du sud fut finalement réalisée dans la précipitation à la fin de l'année 1918 et plus par opportunisme politique que sous l'influence d'un quelconque mouvement populaire¹⁹⁰.

La Seconde Guerre mondiale, particulièrement traumatisante pour ce pays (1/10^{ème} de la population de la Yougoslavie aurait péri), exacerba les dissensions entre Serbes et Croates et aujourd'hui encore alimente passions nationales et esprit revanchard. Les tentations et tentatives d'hégémonie grand-serbe durant l'entre-deux guerres avaient déjà sérieusement battu en brèche l'idée d'une union naturelle entre ces deux peuples, mais les crimes commis par les Oustachis créèrent une réelle fracture et ceci d'autant plus que ces crimes restèrent, aux yeux des Serbes, impunis¹⁹¹. Les développements économiques divergents entre les Républiques de la fédération, aggravés par une décentralisation de plus en plus poussée, complétèrent cette fracture entre Serbes, Slovènes et Croates¹⁹².

En 1986, six ans après la mort de Tito, charismatique et redouté leader de la Yougoslavie pluriethnique, l'Académie des Sciences de Serbie publia un *mémorandum* qui présentait trois objections à la politique de la Yougoslavie de l'époque :

- La politique discriminatoire à l'égard des Serbes dans le domaine économique y était dénoncée et l'origine de cette discrimination, la politique antiserbe du PCY, explicité.
- La partition de la « Serbie » en trois entités (Serbie/Monténégro, Kosovo, Voïvodine) en 1974 avec la constitution fédérale était également dénoncée et les mêmes responsabilités avancées.
- Les « séparatistes » albanais au Kosovo étaient accusés de mener une politique antiserbe et d'avoir provoqué l'exode des populations serbes.

Ainsi réapparaît dans ce *mémorandum* le complexe du génocide du peuple serbe, perpétré ici par les Albanais, et la préoccupation centrale du nationalisme serbe, à savoir la reconquête politique et démographique de cette terre historique et berceau de la civilisation serbe qu'est le Kosovo. Ce *mémorandum* était par ailleurs explicitement dirigé contre la Yougoslavie titiste et son apôtre, Tito, un « Croate manigançant constamment pour réduire la puissance de la nation serbe ». Tito aurait divisé les terres et le peuple serbe, soutenu les Albanais au Kosovo et créé ou renforcé une identité nationale macédonienne et une identité musulmane en Bosnie-Herzégovine. C'est

¹⁹⁰ Ivo Banac, *The National Question in Yugoslavia, Origins, History, Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1984 ; pour une présentation plus sommaire, voir par exemple, Michel Roux, "Yougoslavie : l'État et la question nationale", *Historiens-Géographes*, n°337, septembre 1992, 143-150.

¹⁹¹ La Yougoslavie titiste, soucieuse d'œuvrer à la bonne entente entre les peuples de la fédération, avait, en effet, minimisé ces crimes. Voir Catherine Lutard, *op. cit.*, pp. 42-43.

¹⁹² Voir par exemple, Paul Shoup, "Les dimensions économiques de la question nationale yougoslave", *Revue de l'Est*, n°3, octobre 1972, pp. 75-92.

précisément la disparition de ce leader qui permit la libération de nationalismes jusque-là contenus au nom d'un « mode marxiste de régulation des rapports de classes et des rapports nationaux »¹⁹³. Ce programme devint la plate-forme politique de Slobodan Milošević qui, avec un discours à la fois nationaliste et populiste, mobilisa les foules sur ce projet de reconquête des terres serbes du Kosovo. Le 28 juin 1989, il réunit au Kosovo plus d'un million de Serbes pour commémorer le 600^{ème} anniversaire de la bataille du Kosovo.

Le Kosovo

Pour les Serbes, le Kosovo est une région historiquement serbe (depuis les grandes migrations du VI^e siècle), le berceau de la culture serbe où se trouve de nombreux monastères serbes et les lieux de la bataille historique contre les Ottomans. En bref, il s'agit d'une « terre sainte » que les Serbes ont quitté en 1690 après la défaite des Autrichiens contre les Ottomans (la grande migration serbe – « *Velika seoba* ») et que les Albanais seraient venus coloniser après. Les Albanais, « collaborateurs des Turcs », auraient profité de l'exode de la population serbe pour devenir, par « l'assassinat, le pillage, l'islamisation et l'albanisation forcée, l'ethnie majoritaire de cette région »¹⁹⁴. Cette terre sainte, ou ultérieurement sanctifiée par les mythes populaires et les constructions identitaires serbes¹⁹⁵, sera reconquise en 1913. Mais durant la Seconde Guerre mondiale, une partie de la population serbe aurait été chassée par les fascistes. Après la guerre, les Albanais auraient bénéficié de la complicité du Croate Tito pour chasser les Serbes et obtenir, en 1974, des droits d'autonomie équivalents à une indépendance¹⁹⁶. Les Serbes contestent également les origines illyriennes mises en avant par les Albanais et qui leur donneraient un avantage historique certain puisque les Illyriens peuplaient l'ouest des Balkans bien avant l'arrivée des Slaves.

Pour les Albanais, le Kosovo est peuplé par des Albanais depuis des siècles et est marqué par une continuité historique et culturelle illyro-albanaise puisque les Albanais sont, dans la mythologie identitaire albanaise, les descendants des Illyriens. C'est au nom de cette antériorité territoriale, mais aussi et surtout au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » puisqu'ils sont majoritaires dans la région que les Albanais revendiquent cette terre comme la leur.

¹⁹³ Michel Roux, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, MSH, 1992, p. 362.

¹⁹⁴ Vuk Draskovic, « Confrontation avec la vérité », *Le Monde Diplomatique*, avril 1989. Voir, également, par exemple le texte du « serbophile » Victor Bérard, *op. cit.*, p. 22 : « Pour ne pas être massacré, ces malheureux [les Serbes] devaient renoncer à leur costume national et à leur langue maternelle, s'habiller en Albanais et parler albanais en public ».

¹⁹⁵ Michel Roux pense que cette dimension religieuse ne s'est affirmée que dans les années 80 (1992, *op. cit.*, p. 416).

¹⁹⁶ Tito cherchait-il, en faisant des concessions aux Albanais, à encercler et isoler la Croatie (concessions parallèlement accordées à la Macédoine, la Slovénie et le Monténégro) ou à affaiblir la Serbie ? Sur ce débat, loin d'être clos, voir par exemple, Michel Roux, *op. cit.*, pp. 275-277.

Sous domination serbe depuis 1913, les Albanais du Kosovo auraient été victimes de discriminations et de la politique agressive voire violente des Serbes à leur égard.

Les Albanais – comme les Serbes – proclament donc leurs droits historiques sur cette terre et une polémique sur le premier occupant s’est développée, les uns et les autres s’efforçant de démontrer, arguments linguistiques ou toponymiques à l’appui, qu’ils étaient là avant les autres¹⁹⁷. *A priori*, en combinant arguments historiques, certes contestables, et surtout l’argument du nombre, les Albanais disposent d’un avantage sur les Serbes. Mais les Albanais n’ont jamais joui d’une bonne image en Europe, notamment en France où les étroites relations avec la Serbie avaient popularisé le point de vue serbe sur le Kosovo¹⁹⁸ et, en 1913, ce n’est que sous la pression de l’Italie et de l’Autriche qu’une « petite Albanie » a été créée. Les Serbes comme les Albanais se disent également victimes de l’oppression de l’autre. Cette « victimisation » s’accompagne de stéréotypes négatifs (les Albanais seraient des voleurs, des sauvages, etc.¹⁹⁹) rendant le dialogue entre les deux communautés très difficile.

La Bosnie-Herzégovine

Peuplée, à la veille du déclenchement du conflit, par 44% de musulmans, 32% de Serbes et 18% de Croates, la Bosnie-Herzégovine présente un autre type d’argumentation : la confrontation des légitimités de peuplement. D’autre part, les Serbes, les Croates et les Slaves musulmans parlant sensiblement la même langue, c’est la religion qui a façonné les identités, et donc aussi les inimitiés, différenciation *a priori* strictement religieuse mais qu’il convient de conforter historiquement et culturellement.

Les musulmans de Bosnie-Herzégovine insistent donc sur la pénétration et l’étendue du bogomilisme au moyen âge qui, bien avant l’arrivée des Ottomans, soulignerait la spécificité culturelle des habitants de la région et donc de ce « peuple bosniaque » qui résiste (déjà !) aux tentatives d’assimilation des Serbes orthodoxes et des Croates catholiques. Les persécutions alors subies par ce « peuple » expliqueraient les massives conversions à l’islam à l’époque ottomane, conversions qui renforceraient la spécificité culturelle du « peuple bosniaque ». Dernière étape historique dans l’élaboration d’une identité bosniaque distincte de celle des Serbes, la domination

¹⁹⁷ Pour un exposé des thèses serbe et albanaise, voir l’échange de vue entre Ismaïl Kadaré et Vuk Drasković, *Le Monde Diplomatique*, février et avril 1989, ou Michel Roux (1992, *op. cit.*), pp. 415-430.

¹⁹⁸ Voir par exemple, les divers ouvrages parus en français au début du siècle : Victor Bérard, *op. cit.*, Gaston Gravier, *Les frontières historiques de la Serbie*, Paris, A. Colin, 1919. Voir également les exemples d’articles de presse présentés par Michel Roux, 1992, *op. cit.*, pp. 375-379.

¹⁹⁹ Voir, par exemple, Michel Roux, 1992, *op. cit.*, pp. 425-430 ou Robert Kaplan, *Balkan Ghosts*, New York, Vintage Departure, 1994, pp. 33-34. R. Kaplan se fait ici complaisamment – et sans commentaire – l’écho de ces stéréotypes : les Albanais violent les jeunes filles serbes, castrant les jeunes hommes, trafiquent et trichent constamment, ne s’habillent pauvrement et salement que parce que c’est leur coutume, etc., p. 34.

austro-hongroise de 1878 à 1908 aurait contribué à renforcer cette altérité culturelle par la mise en place d'un système économique et politique très dissemblable de celui qui existait en Serbie. Il va sans dire que les Serbes réfutent en bloc toutes ces affirmations, de la réalité de la présence du bogomilisme au moyen âge à la différenciation générée par une domination « purement administrative » de Vienne. La seule différence qui est reconnue aux musulmans de Bosnie-Herzégovine est celle de la trahison puisque, en se convertissant à l'islam, ils se seraient assimilés aux Turcs et auraient collaboré aux persécutions des Serbes.

Le besoin d'affirmer une identité locale ne peut d'autre part se baser que sur ce qui différencie précisément cette communauté : l'islam. Parallèlement à la montée d'un nationalisme serbe, un courant d'inspiration islamique, ou islamiste selon les opinions (déclaration islamique d'Izetbegović en 1970), s'est développé en Bosnie-Herzégovine²⁰⁰. Les premières élections libres de la Yougoslavie, en novembre 1990, ont vu le triomphe de tous les partis nationalistes. Couplée avec les dénonciations des persécutions et génocides en tout genre, et appels à la vengeance (contre divers Oustachis, « collabo » et autres oppresseurs des Serbes, des musulmans ou des Croates), cette montée du nationalisme a rapidement engendré une spirale de violence verbale puis physique.

Le rejet de l'Autre et l'altérité en Bosnie-Herzégovine ont très clairement été renforcés par le conflit qui les a opposés après 1992. Les Serbes et les Croates qui, au début du siècle, bataillaient pour la reconnaissance du caractère respectivement serbe ou croate des musulmans, insistent aujourd'hui sur la permanence d'une inimitié avec ces derniers depuis la nuit des temps. Ainsi, les manuels scolaires serbes publiés depuis 1993 décrivent un antagonisme séculaire entre les peuples yougoslaves²⁰¹. Enfin, cette altérité dorénavant historique doit aussi être une altérité culturelle. L'utilisation de deux alphabets (latin et cyrillique) permettait déjà de clairement différencier le croate et le serbe. La tendance est aujourd'hui au renforcement de cette différenciation par la création de nombreux néologismes. Victimization et stratégie de victimisation réapparaissent par ailleurs, chacun se présentant comme la victime d'un génocide perpétré par l'autre, permettant de justifier ses propres « réactions » à ces crimes, et de lancer un appel, non moins « justifié », à l'aide de la communauté internationale. Ce discours de victimisation ne peut malheureusement que préparer le terrain à un appel à la vengeance²⁰².

²⁰⁰ Sur ce courant islamiste, voir Xavier Bougarel, « Discours d'un ramadan de guerre civile », *L'Autre Europe*, n°26-27, 1993, pp. 171-197 et « Un courant panislamiste en Bosnie-Herzégovine », in Gilles Kepel (ed.), *Exils et royaumes. Les appartenances au monde arabo-musulman aujourd'hui*, Paris, FNSP, pp. 275-299.

²⁰¹ Dubravka Stojanović, « Stereotypes in the New Serbian History Textbooks between the Class and National Determinism », *Revue des Études du Sud-Est Européen*, Vol. XXXIII, n°1-2, 1995, p. 51 ; Dubravka Stojanović, « Réinterprétation de l'histoire, version serbe », *Transeuropéenne*, n°5, 1994/95, pp. 65-66

²⁰² Il ne s'agit bien ici que d'exposer les discours des uns et des autres. Dans la réalité, les exactions commises par les Serbes en Bosnie ne sauraient être comparées avec celles qui ont été commises par les musulmans ou les Croates. Sans présenter les musulmans comme les seuls victimes, ils ont plus particulièrement souffert.

2.1.5. L'exception albanaise ?

Contrairement aux autres peuples des Balkans, les Albanais ne doivent pas leur indépendance à une quelconque guerre de libération nationale mais à un contexte politique et à une intervention des Grandes puissances. Contrairement aux autres peuples des Balkans, ils ne peuvent se référer à un quelconque empire albanais du moyen âge et leur identité n'est pas empreinte de réelle turcophobie, et si inimitié constitutive il y a, c'est contre la Grèce et la Serbie. Enfin, contrairement aux autres peuples des Balkans, l'identité nationale albanaise n'est pas fondée sur une communauté de foi.

A priori, la différence s'arrête là. L'Albanie dispose, elle aussi, de ses héros nationaux (Skänderbeg), d'un ancrage historique profond orné du label du « plus vieux peuple des Balkans » (les Illyriens) et de terres *irredentae* (Kosovo, Çamëri/Épire, ouest de la Macédoine). Elle a, elle aussi, élaboré une langue standard, symbole de l'unité culturelle du peuple albanais et outil de cette unification culturelle. Enfin, elle souffre, elle aussi, d'une phobie du complot, qui aurait conduit à la création d'une « petite Albanie » en 1912, et d'un sentiment de victimisation notamment par rapport aux Serbes.

Toutefois, tardivement érigée en nation, l'Albanie n'a eu ni le temps ni la possibilité de réellement mobiliser la population sur un projet nationaliste du type « Grande Albanie ». Et si une grande Albanie a bien vu le jour durant la Seconde Guerre mondiale, c'était sous la coupe des Italiens. Le combat pour la cause nationale mené par quelques intellectuels albanais à la fin du XIXe siècle avait d'ailleurs pris des formes totalement différentes des nationalismes répandus chez les voisins balkaniques. Membres de l'ethnie-religion (*Millet* musulman) dominante dans l'empire, les Albanais ne pouvaient guère arguer d'une quelconque oppression des musulmans pour mobiliser la population, et la question des rapports avec la Porte ne faisait l'objet d'aucun consensus. Les uns appelaient à la formation d'une région autonome au sein de l'empire, les autres à la simple baisse des impôts ou à la création d'écoles, quelques uns à une union avec la Grèce et quelques autres à l'indépendance. C'est finalement le traité de San Stefano en 1878, qui attribuait des provinces peuplées d'Albanais à la Serbie, au Monténégro ou à la Bulgarie, qui provoqua le premier sursaut national albanais et les premiers soulèvements armés quelques mois plus tard avec la signature du traité de Berlin. La ligue de Prizren, créée en mai 1878, regroupait quelques intellectuels, chefs de clans et leaders religieux. Bien que réunis face à la menace d'une domination étrangère sur des terres albanaises, les membres de cette ligue ne présentaient aucune position commune sur la politique à adopter face aux Ottomans. La ligue fut finalement dissoute par les Turcs en 1881.

Les Albanais ont eux aussi, développé un complexe de victimisation, par rapport aux Serbes qui les ont persécutés au Kosovo et par rapport aux Grandes puissances qui ont, en 1913, décidé de la création d'une « petite Albanie ». C'est l'opposition aux Slaves qui a joué le rôle fédérateur pour les Albanais et c'est l'argument de l'appartenance ethnolinguistique d'une terre qui est généralement mis en avant dans les revendications albanaises puisque l'Albanie ne regroupe que la moitié de l'aire de peuplement albanais, l'autre moitié étant précisément sous « domination slave ». La présence illyrienne est certes antérieure à l'arrivée des Slaves – et on ne se prive pas de la rappeler – mais elle reste trop floue²⁰³ et surtout dépourvue de référence impériale connue et reconnue. Elle auréole cependant le peuple albanais du label prestigieux du plus vieux peuple des Balkans et est avancée dans la querelle avec les Serbes sur l'antériorité du peuplement au Kosovo. Enfin, la mythologie nationale albanaise a glorifié le souvenir de Skānderbeg, leader d'un soulèvement contre les Ottomans au milieu du XVe siècle, et a mis l'accent sur l'insubordination des Albanais dans l'Empire ottoman (refus de payer les impôts, de servir dans l'armée ottomane, etc.). Maltraités par une mythologie balkanique qui veut que les Turcs soient responsables de tous les maux des peuples de la région, les Albanais, considérés par leurs voisins comme les collaborateurs des Turcs, cherchent eux aussi à se poser en révoltés contre cette domination²⁰⁴. L'insurrection de Skānderbeg ou d'Ali Pacha de Tepelen, qui avait créé au début du XIXe siècle un grand Pachalik (*Paşalık*) plus ou moins indépendant dans le sud de l'Albanie, et les révoltes albanaises au XIXe siècle, ont ainsi été instrumentalisés au service de cette identité de peuple indépendant et rebelle.

L'éveil national albanais a donc été plutôt tardif. C'est d'ailleurs un trait général des nationalismes musulmans dans l'empire. Ne disposant d'aucun pouvoir politique jusqu'en 1912 (ni indépendance, ni autonomie politique ou religieuse du type Exarchat), c'est sur le terrain culturel que s'est formé cet éveil national. L'identité nationale albanaise s'est d'autre part érigée sur une communauté de langue qui permet de surmonter les clivages religieux²⁰⁵. Enfin, le clivage nord-sud

²⁰³ Peu de matériaux permettent de confirmer ou infirmer la thèse d'une origine illyrienne des Albanais. Les Illyriens ont habité la région jusqu'au VIe siècle avant J.C. Les parentés avancées entre la langue illyrienne, que l'on connaît peu, et l'albanais peuvent difficilement être « scientifiquement » étayées. Mais, faute d'une autre hypothèse valable sur l'origine de la langue albanaise (branche unique des langues indo-européennes), la présence du peuple illyrien dans la région offre une explication plausible... et commode.

²⁰⁴ Notons toutefois que les révoltes du XIXe siècle étaient bien souvent dirigées contre les réformes dans l'Empire ottoman (*Tanzimat*) et non contre la domination ottomane.

²⁰⁵ L'Albanie dans sa configuration actuelle serait composée approximativement de 70% de musulmans, 20% d'orthodoxes et 10% de catholiques. La communauté musulmane est de surcroît divisée entre sunnites et beктаşi.

entre Tosques et Guègues, souvent évoqué, existe bien mais ne semble pas avoir de réelles répercussions politiques sur le terrain²⁰⁶.

2.1.6. Le nationalisme bulgare

En 1878, à l'issue de la guerre russo-turque de 1877-78, une Grande Bulgarie fut créée avec le traité de San Stefano. Elle comprenait l'ensemble de la Macédoine et de la Thrace. Avec la renaissance politique de la « Bulgarie historique » (sur les bases des deux empires bulgares médiévaux) et le regroupement de tous les Bulgares dans un même pays, le rêve bulgare était enfin réalisé. Mais l'Autriche, la France et la Grande Bretagne étaient peu disposées à laisser se constituer dans la région un grand État à la solde des Russes et, trois mois plus tard, la Bulgarie de San Stefano était démembrée au congrès de Berlin.

Le démembrement de la Bulgarie de San Stefano fut à l'origine d'un réel traumatisme et engendra un irrédentisme qui domina la politique extérieure de la Bulgarie jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Toutes les options diplomatiques prises par les dirigeants du pays, à commencer par leur engagement aux côtés des Allemands durant la Première et la Seconde Guerres mondiales, furent motivées par la poursuite d'un seul objectif, incontesté dans le pays : reconstituer la Bulgarie dans les frontières, jugées naturelles, de San Stefano. La Bulgarie paya cher ces engagements. Constamment dans le camp des vaincus, elle n'obtint jamais les gains territoriaux qu'elle escomptait et, contrairement à l'ensemble des pays voisins (Grèce, Serbie, Roumanie), elle fut systématiquement « dépouillée de ses conquêtes ». Elle occupa ainsi à trois reprises la Macédoine avant de se voir contrainte de se retirer. Une psychose de la « victimisation », voire d'humiliation, se développa sur ces déboires. L'idée que la Serbie et la Grèce lui déroberent la Macédoine se répandit dans le pays mais aussi le sentiment de souffrir d'une mauvaise réputation : la Bulgarie attaqua les pays balkaniques à l'issue de la Première Guerre balkanique et elle fut dans le camp des « méchants » durant les deux conflits mondiaux, avant de devenir le plus docile des satellites de l'Union soviétique.

L'irrédentisme bulgare est aujourd'hui plus diffus et, de fait, tempéré par les échecs du passé. Depuis 1991, les dirigeants bulgares se sont érigés en avocats de la coopération multilatérale dans les Balkans. Ils insistent – mais ils ne sont pas les seuls ! – sur la vocation de leur pays à œuvrer à une stabilisation de la région. Outre la volonté de polir leur candidature à l'U.E., la peur d'un conflit balkanique où ils seraient, comme d'habitude, perdants a également motivé ces

²⁰⁶ Voir par exemple Christian Pihet, « Élections et partis en Albanie : une lecture géographique », *Hérodote*, n°90, 3^{ème} trimestre 1998, pp. 46-61.

initiatives diplomatiques multilatérales. Les relations avec la Macédoine font quelque peu exception. La Bulgarie n'a certes aucune revendication officielle sur ce territoire mais elle rechigne à accepter l'existence d'une nation macédonienne. Dans l'esprit bulgare, l'affirmation d'une identité macédonienne ne peut être que le résultat d'une machination ourdie par les ennemis de la Bulgarie. Sofia a donc reconnu l'indépendance de la République de Macédoine mais pas l'existence d'une identité macédonienne et les relations entre les deux pays sont empreintes d'un certain malaise. Les dirigeants des deux États ont ainsi bataillé ferme pendant sept ans sur la question de la (ou des) langue/s de rédaction des accords bilatéraux. Un compromis a finalement été trouvé au début de l'année 1999.

L'autre composante du nationalisme bulgare, et elle est fondamentale, est l'antiturquisme. Comme pour les autres pays des Balkans, c'est contre la Turquie que la Bulgarie s'est formée et cette « inimitié constitutive » qui, loin de s'estomper avec le temps, est constamment alimentée par maintes commémorations, ouvrages littéraires, récits folkloriques et historiographie. On perpétue le souvenir du « joug ottoman » et des nombreux massacres commis par ces musulmans ; on commémore la répression de la révolte de 1876 et l'exécution de Vasil Levski en 1873 par les Turcs ; etc. Le 3 mars, jours de la signature du traité entre les Russes et les Ottomans à San Stefano en 1878, est fête nationale depuis 1990 ! Cet antiturquisme a d'autre part été instrumentalisé par un discours politique calculateur, cherchant à détourner sur le Turc l'attention de la population. La campagne d'assimilation des Turcs de Bulgarie, lancée en 1984-85 par les leaders d'un pays communiste où la situation économique et sociale s'était fort dégradée, a ainsi été interprétée par de nombreux observateurs comme un moyen de conforter l'assise d'un régime contesté.

Cette peur irrationnelle du Turc est alimentée par la présence d'une importante minorité turque dans le pays, soupçonnée d'œuvrer au retour de la domination turque dans la région. Cette crainte a, comme en Grèce, été ravivée par l'intervention militaire turque à Chypre en 1974. Depuis la grande campagne d'assimilation des Turcs en 1984/85, la situation de cette minorité, qui représentait un dixième de la population avant 1989, s'est graduellement améliorée (rétablissement des droits à la pratique de sa religion et sa langue, droit de choisir son nom, etc.). Mais la méfiance vis-à-vis de cette communauté reste forte et recouvre l'ensemble des classes sociales et politiques. Selon les résultats d'une étude ethnologique menée en 1992, 60% des Bulgares chrétiens déclaraient soutenir la campagne d'assimilation de 1984-85²⁰⁷. La position de nombreux intellectuels bulgares peut être résumée par le témoignage de Blaga Dimitrova²⁰⁸ qui, tout en

²⁰⁷ Kjell Engelbrekt, "Bulgaria", *RFE/RL*, Vol. 3, n°16, 22 avril 1994, p. 77. Les résultats de cette enquête furent publiés dans la revue *Sociologičeski Pregled*, n°3, 1993, pp. 54-81 (en bulgare).

²⁰⁸ "La Bulgarie au seuil de la maison commune européenne", *Ligne*, n°10, juin 1990, pp. 92-95.

condamnant la campagne d'assimilation de 1984-85 et en s'étonnant des diatribes antiturques de ses compatriotes, en rejette la faute sur les communistes et s'indigne devant l'ingratitude des Turcs à qui la Bulgarie a pourtant « tout donné » (accès à l'école, amélioration de leur situation économique, etc.) au point que les villages turcs seraient « florissants ». L'auteur exprime ainsi son indignation devant le départ des Turcs en 1989 qui, en délaissant la moisson, ont mis les Bulgares dans une situation dramatique²⁰⁹. Dans un discours où l'on trouve pêle-mêle l'hospitalité, la bienveillance et les hautes qualités morales des Bulgares, s'entremêlent récits de l'enlèvement de son aïeule par les Turcs et autres outrages commis par ces derniers.

Ce sont donc les Turcs qui ont tenu le rôle principal d'ennemi face auquel le peuple a pu se souder et une identité nationale se former. Mais les Turcs ne furent pas les seuls à jouer ce rôle de repoussoir. Les Serbes, contre lesquels les Bulgares se sont affrontés en 1885 et en 1913, figurent en bonne place. Ils auraient comploté contre la Bulgarie pour la dépouiller de la Macédoine (Guerres balkaniques et création d'une République macédonienne en 1945) et l'existence de territoires perdus (« les confins occidentaux ») est régulièrement rappelée. Enfin, les Bulgares s'opposèrent également aux Grecs pour le contrôle de la Macédoine et de la Thrace. La lutte entre l'Exarchat bulgare et le Patriarcat grec pour la domination spirituelle et politique de la Macédoine a ainsi duré des années et ensanglanté la région²¹⁰.

Les Bulgares sont en revanche traditionnellement russophiles. La Grande Bulgarie de San Stefano était l'œuvre de Saint Petersburg et les Bulgares ont conscience que les Russes les ont aidés à se libérer du joug turc. Cette russophilie ne fait toutefois pas l'unanimité dans les milieux politiques et intellectuels bulgares et, en tout état de cause, elle n'empiète pas sur les intérêts nationaux. Ainsi, la Bulgarie s'est retrouvée dans le camp opposé aux Russes durant les deux conflits mondiaux, les gains territoriaux que les Bulgares escomptaient obtenir étant jugés plus intéressants côté allemand.

Socle et prétexte aux revendications territoriales depuis le XIXe siècle, élément vivifiant de la formation d'une conscience nationale sur le principe « tous les grands peuples ont une grande histoire », les grands empires bulgares du moyen âge sont l'objet d'une glorification. L'historiographie bulgare a notamment mis en avant le « brillant second empire bulgare » dont le Tsar Simeon (893-927) et le Tsar Samuel (986-1014) sont les plus illustres représentants. La

²⁰⁹ Le départ massif des Turcs est présenté par les dirigeants du pays, comme une « trahison nationale ». A l'été 1989, pour assurer la moisson, le gouvernement s'est vu contraint de décréter une « mobilisation générale en temps de paix ».

²¹⁰ Sur l'image du Grec en Bulgarie, voir par exemple, Nadja Danova, « L'image du Grec dans la littérature bulgare (XVe au XXe siècle) », *Études Balkaniques*, n°2, 1994, pp. 15-40 ; Athanassis Karathanassis, « Pensées hellénique et bulgare, aperçu des relations culturelles gréco-bulgares (du XIVe au XXe siècle) », *Études Balkaniques*, n°3-4, 1992, pp. 88-93.

formation de la nation bulgare prendrait donc ses racines dans le moyen âge et la Bulgarie a célébré, en 1981, le 1300^{ème} anniversaire de la création de l'État bulgare. Les travaux de Cyrille et Méthode et de leurs disciples, notamment Clément d'Ohrid, permettent par ailleurs de souligner le rôle de la civilisation bulgare dans le monde²¹¹. Comme ailleurs dans les Balkans, cette exaltation du rôle de la Bulgarie dans l'histoire de la région prend parfois des formes abusives. L'historiographie bulgare a ainsi avancé, durant l'entre-deux guerre, que la brillante civilisation bulgare avait sauvé les Serbes de la latinisation ou encore que le bogomilisme avait inspiré tous les mouvements de réformes dans le christianisme (mouvement hussite, protestantisme et même les Lumières et la révolution française)²¹². Enfin, la Bulgarie aurait (elle aussi !) joué un rôle de rempart contre l'expansion turque en Europe.

2.1.7. Le nationalisme roumain

Érigée en Principautés unies en 1861, la Roumanie, à l'époque composée de la Valachie et de la province moldave à l'ouest du Prut, a, elle, à un moment de son histoire, réalisé ses ambitions territoriales : la Grande Roumanie de l'entre-deux guerre regroupait en effet, autour du noyau valache et moldave, la Bessarabie, la Transylvanie et le sud de la Dobroudja, c'est-à-dire les trois zones où les revendications roumaines étaient contestées par ses voisins hongrois, russes ou bulgares. Ces revendications s'appuyaient sur une présence de populations roumaines sur ces terres ou sur une présumée présence historique de la civilisation et de la population roumaine. Ce mythe des « terres perdues » alimenta toute une mythologie nationaliste au XIXe siècle, accompagnée des non moins habituels houleux débats sur l'antériorité de la présence roumaine et discours politiques enflammés qui mobilisèrent d'autant plus facilement l'élite, voire les masses, que les Roumains sous domination hongroise (Transylvanie) subissaient diverses discriminations et que les Russes tentaient, depuis le début du siècle, d'étendre leur contrôle sur les « terres roumaines » (Bessarabie). La reconquête de ces territoires devint donc l'objectif prioritaire du nationalisme roumain émergent. Réalisée en 1918, elle conforta les Roumains dans la légitimité de leurs revendications puisque cette légitimité leur était reconnue. La perte de ces territoires à l'issue de la Seconde Guerre mondiale fut donc d'autant plus douloureuse.

Un traumatisme profond émergea de ce démantèlement de la Grande Roumanie et fut à l'origine d'un nouvel irrédentisme, toujours très vivace. Officiellement non formulées, ces revendications sont explicitement exprimées dans les demandes insistantes de Bucarest, depuis 1991, de dénonciation du pacte Molotov-Ribbentrop (août 1939) qui, dans ses clauses secrètes,

²¹¹ Marin Pundeff, "Bulgarian Nationalism", in Peter Sugar, Ivo Lederer (ed.), *Nationalism in Eastern Europe*, Washington, University of Washington Press, 1969, pp. 97-98.

prévoyait la cession de la Bessarabie et de la Bukovine à l'URSS. Cette exigence est naturellement rejetée par les pays concernés (Russie, Ukraine, Moldavie) qui n'ont aucun intérêt à remettre en cause leurs frontières ou leur existence en tant qu'État indépendant (Moldavie)²¹³. La Roumanie a finalement signé le traité bilatéral avec l'Ukraine en 1997 sous pression des Occidentaux²¹⁴.

Enfin, le démantèlement de la Grande Roumanie à l'issue de la Seconde Guerre mondiale a aussi été vécu comme une trahison de la part des Européens qui auraient lâchement abandonné leurs frères roumains aux mains des Russes²¹⁵. Accrochés depuis le XIXe siècle à leur européanité, les Roumains ne comprennent pas que ce sentiment ne soit pas partagé par les Européens et que ces derniers n'en tirent pas les conséquences qui s'imposent, à savoir une indéfectible alliance avec le peuple frère. L'appartenance pleine et entière des Roumains au monde européen n'est ni discutée ni discutable en Roumanie. Elle est même revendiquée comme un dû²¹⁶. Historiquement et culturellement européens, les Roumains seraient aux avant-postes de la civilisation européenne et auraient joué un rôle de défense séculaire de l'Europe contre les « barbares » turcs, russes ou hongrois. Ce sacrifice du peuple roumain pour sauver l'Europe rend, bien sûr, d'autant plus amère la « trahison » des Européens. La latinité du pays serait l'expression de cette européanité. Affirmée et façonnée au XIXe siècle (latinisation de la langue et unification des différents dialectes sur ce critère²¹⁷), cette latinité souligne non seulement le caractère européen du peuple roumain mais également la brillante culture (romaine) dont les Roumains auraient hérité. Cette origine latine a ensuite été combinée avec une origine dace voire une origine thraco-dacienne. Les Thraces sont parmi les plus anciens habitants de la péninsule et, surtout, ils ont résisté à toute tentative d'invasion et bénéficient donc d'un prestige plus solide²¹⁸. Quant à la continuité avec le peuple dace, elle fut affirmée malgré un déficit flagrant d'éléments scientifiques permettant d'étayer cette

²¹² *Ibid.*, p. 149.

²¹³ La légitimité juridique des clauses secrètes du pacte Molotov-Ribbentrop signé en août 1939 entre l'Allemagne nazie et l'URSS est certes discutable, mais les frontières actuelles (en partie résultat de cet accord) furent juridiquement entérinées par le traité de paix de février 1947 et à la conférence d'Helsinki en 1975. Sur le conflit entre la Roumanie et la Russie/URSS pour la possession de ces terres, voir Nicholas Dima, *Bessarabia and Bucovina : The Soviet-Romanian Territorial Dispute*, New York, Boulder, 1994.

²¹⁴ Le traité bilatéral avec la République Moldova n'a toujours pas été signé et le traité d'avril 1991 avec l'URSS, signé à une époque où les liens communistes subsistaient a été dénoncé en octobre de la même année. Aucun nouveau traité n'a été signé.

²¹⁵ Cette idée, toujours répandue parmi la population roumaine, fait fi de l'engagement de la Roumanie aux côtés des Allemands durant la guerre et donc de sa situation de vaincue, entachée de surcroît par l'image d'un pays fasciste durant l'entre-deux guerres.

²¹⁶ Alexandra Laignel-Lavastine, "Le poids du nationalisme dans la transition roumaine", *L'Autre Europe*, n°24-25, 1992, p. 120.

²¹⁷ Claude Karnoouth, *L'invention du peuple. Chroniques de Roumanie*, Paris, Arcantère, 1990, p. 95.

²¹⁸ Les Thraces se seraient installés dans les régions aujourd'hui roumaines vers le XIIe siècle avant J.C. avant de laisser place aux Scythes (VIIIe siècle avant J.C.) et aux Celtes (Ve siècle avant J.C.). La puissance des Daces semble s'être développée à partir du IIe siècle avant J.C. L'apogée du royaume dace se situe vers les années 50-100 (règne de Burebista). Les troupes romaines de Trajan ont écrasé le royaume dace vers l'an 110. Rome s'est retirée en 270 après avoir installé quelques colons dans la région.

thèse. Ni la langue ni la culture des Daces ne sont en effet réellement connues. Historiens et ethnologues roumains durent alors faire preuve d'une grande ingéniosité (et de beaucoup d'imagination) pour apporter la nécessaire caution scientifique à la cause nationale. L'étude des coutumes du peuple (rites et traditions populaires) fut mise à profit pour prouver la pérennité de la culture du peuple à travers les âges (telle était ainsi très officiellement la mission des *culturnics*²¹⁹). Elle servit d'autre part, tout comme l'étude des supposées affinités linguistiques, non seulement à affirmer une légitimité historique et culturelle sur un territoire, mais aussi à unifier les populations de l'État²²⁰.

Enfin, ces glorieuses origines permettent de mettre en avant une continuité de peuplement depuis le XVe siècle avant J.C. L'ancienneté de la nation roumaine est ainsi « prouvée » (et quel que soit l'anachronisme de la notion de « nation »), et c'est bardée de ces arguments que la Roumanie aborde la querelle du premier occupant qui l'oppose aux Hongrois à propos de la Transylvanie.

Cette émulation nationale a, d'autre part, conduit, ici comme ailleurs, à quelques exagérations : les origines de l'homme et de ses civilisations se trouveraient en Roumanie, les ancêtres des Roumains auraient civilisé le monde entier, etc. Les multiples invasions et dominations étrangères du sol roumain (russe, turque, hongroise) ont par ailleurs alimenté un doute sur la pureté de la race roumaine, doute qui ne peut que provoquer une surenchère de la part des Roumains qui insistent alors sur la supériorité de la culture roumaine qui leur aurait permis de résister à toute ces tentatives d'anéantissement et d'assimilation. Enfin, seul un miracle divin (encore un peuple élu de Dieu !) peut expliquer la survie du peuple roumain dans cet univers agressif et barbare²²¹.

Ces frustrations et cet irrédentisme latent font l'objet d'une récupération par les politiques, prompts à user de ce moyen facile de justification des problèmes économiques et sociaux. Le régime communiste de Roumanie avait déjà largement puisé dans ce terreau nationaliste pour asseoir un régime fortement contesté et avait érigé le « communisme nationaliste » en dogme²²².

²¹⁹ Créés au début des années 1920, les *culturnics* étaient des ethnologues et sociologues dont la mission était de cautionner l'idéologie de la politique officielle. Voir James Ermatinger, "Ceaușescu's Nationalism : Ancient Dacian Translated into Modern Romanian", in Richard Frucht (ed.), *Labyrinth of Nationalism, Complexity of Diplomacy. Essays in Honor of Charles and Barbara Jelavich*, Columbus (Ohio), Slavica Publishers, 1992, p. 183.

²²⁰ Claude Karnoouth, *op. cit.*, pp. 139-145.

²²¹ Ligia Livadă, "Le passé et l'étranger dans les livres scolaires d'histoire des Roumains (deuxième moitié du XIXe siècle)", *Revue des Études Sud-Est Européennes*, Vol. XXXIII, n°1-2, janvier-juin 1995, p. 29.

²²² Ce « nationalisme de pouvoir » semble avoir débuté avec l'éviction des « moscoutes » en 1953. Il pourrait avoir été rendu nécessaire par la faiblesse du Parti communiste en Roumanie et la haine contre les Russes. Les dirigeants roumains auraient alors joué sur la fibre nationaliste pour asseoir leur pouvoir et lui donner un semblant de légitimité populaire.

Toutefois, enchaîné par une domination soviétique bien réelle malgré l'exception roumaine, le régime communiste avait occulté de son discours nationaliste ce qui aurait pu et dû en être le thème central : la reconquête des territoires perdus de Bessarabie et de Bukovine. En revanche, le nationalisme de Ceaușescu avait repris de nombreux thèmes classiques de la rhétorique nationaliste roumaine : phobie du complot et cinquième colonne hongroise, antisémitisme, ancrage historique lointain et manipulation abusive de l'histoire à des fins politiques.

La Roumanie est aujourd'hui le pays d'Europe orientale où l'extrême droite est la plus puissante (mouvements *Vatra Romanesca*, *Romania Mare*, PUNR, Parti de l'union nationale des Roumains, etc.)²²³. Les autorités elles-mêmes ne dédaignent pas agiter le spectre du révisionnisme en Transylvanie afin d'affermir leur pouvoir et de renforcer leur popularité. Les événements de Tîrgu-Mureș en mars 1990²²⁴ semblent ainsi avoir été téléguidés par Bucarest. Plongé dans une grave crise économique et sociale, il importait de détourner l'attention de la population en lui désignant des coupables (les Hongrois). Le Président Iliescu avait, à cette occasion, prononcé un discours dont le thème central était le danger magyar et, tout comme le Premier ministre de l'époque Petre Roman dont les discours étaient encore plus enflammés, il semble avoir cherché à se faire une virginité politique en utilisant – et exacerbant – la phobie antihongroise²²⁵.

Les Roumains peinent à surmonter ce complexe d'encerclement que des siècles de luttes contre les Hongrois, les Russes ou les Turcs ont façonné. Entourée d'ennemis, la Roumanie voit son seul salut dans une alliance avec les Occidentaux. La candidature de la Roumanie à l'Otan procède de cette préoccupation. Là encore, la Roumanie, « fidèle alliée et bouclier de la civilisation occidentale à l'est depuis des siècles », ne comprend pas le rejet de sa candidature et, surtout, ne peut l'accepter alors que la Hongrie se voit, elle, bénéficier du label occidental. La Roumanie serait-elle de nouveau abandonnée comme à Yalta ? La phobie de la conspiration internationale resurgit à cette occasion alors que le supposé irrédentisme magyar fait l'objet d'une dénonciation quasi générale et que le Diktat de Vienne (1940) ou le rattachement de la Transylvanie à la Roumanie en 1918 sont pompeusement célébrés, alimentant ces représentations affectives traumatisantes²²⁶.

Les Soviétiques, conscients que le minimum de popularité requis pour maintenir le régime communiste n'était pas acquis, auraient laissé faire, tout en gardant le contrôle du pays en sous main. L'éviction des moscoutaires en 1953, pourtant agents de Moscou, n'avait provoqué aucune réaction de la part de l'URSS.

²²³ Sur ces différents mouvements, voir Alexandra Laignel-Lavastine, *op. cit.*, pp. 123-132.

²²⁴ Sur ces événements, voir Vladimir Socor, "Forces of Old Resurface in Romania : The Ethnic Clashes in Tîrgu-Mures", *Report on Eastern Europe*, Vol. 1, n°15, 3 avril 1990, pp. 36-43.

²²⁵ Alexandra Laignel-Lavastine, *op. cit.*, pp. 112-114.

²²⁶ Alexandra Laignel-Lavastine, *op. cit.*, p. 115.

2.2. CARACTERISTIQUES GENERALES ET FORMES D'EXPRESSION DE CES NATIONALISMES

* Le concept des frontières dites naturelles reste flou. Il repose souvent sur une idée de la *collectivité nationale*, une collectivité personnifiée voire d'origine divine²²⁷. Il n'y a pas réellement eu de débat ou, en tout état de cause, pas dans les mêmes proportions qu'en Europe occidentale, sur les critères physiques ou géographiques et donc éminemment naturels de ces frontières (à compter que l'on s'accorde sur le choix et la pertinence des critères : fleuves, montagnes, etc.). Et si les nationalismes balkaniques se définissent spatialement, c'est dans l'ancrage historique ou culturel sur le territoire que se sont constitués les mythes nationaux et les revendications consécutives.

Deux grands principes sous-tendent les revendications territoriales :

- Le *pays des aïeux* : les frontières revendiquées comme historiques sont fréquemment calquées sur celles d'un grand empire du passé, référence à une réalité incontestable puisque ayant existé mais aussi mythifiée par des schémas d'identification construits au XIXe siècle. Le mythe de la *Grande Bordurie*²²⁸ est ainsi devenu, au XIXe siècle, le socle de tous les projets irrédentistes des pays de la région. Il allie nostalgie des terres perdues et d'une civilisation perçue comme brillante, et argument de la primauté historique. De l'ensemble des pays de la région, seule la Turquie, et à l'exception des mouvances islamistes et nationalistes, n'a pas la nostalgie de son empire. C'est sur un rejet de l'héritage de cet empire que la Turquie kémaliste a fondé son identité.
- Le principe de « tous les Bords dans un même pays » ou *l'argument démographique*, celui-ci ayant donné lieu à de nombreuses batailles de chiffres. A coups de statistiques et estimations diverses, les peuples de la région ont confronté leurs aspirations « légitimes » à la possession d'une terre. Ces controverses ont été d'autant plus âpres que, dans les Balkans, les ethnies ne sont pas clairement identifiées (Macédoniens), les frontières entre différentes ethnies/religions sont floues voire impossibles à tracer étant donné leur imbrication comme l'a démontré récemment le cas de la Bosnie-Herzégovine. Enfin, l'argument du nombre peut être en contradiction avec l'argument historique.

* Il n'y a pas eu d'éveil national dans les Balkans au XIXe siècle mais une construction des identités et des consciences nationales par les États. La formation d'une langue standard fut la première étape de cette construction identitaire. Elle permet, dans un deuxième temps, d'affirmer

²²⁷ Voir par exemple Ivan Čolović pour le cas de la Serbie, "Des tombeaux pour frontières", *Transeuropéennes*, n°5, hiver 1994/95, p. 55.

une légitimité politique et servit à l'élaboration d'identifications plus ou moins douteuses puisque basées sur des aires linguistiques définies sur des parentés linguistiques contestables et en fonction de revendications territoriales. Érigées en signe incontestable de l'appartenance à la nation, les langues deviennent alors l'objet de querelles scientifiques sans fin entre scientifiques de tous bords. Mais, dans ce contexte, ces *querelles linguistiques* prennent l'aspect d'une lutte pour la survie de la nation ou l'indivisibilité de son territoire. Les affinités linguistiques revendiquées valident ou invalident en effet la revendication territoriale. Tout locuteur d'une autre langue est considéré comme un traître potentiel car il véhicule une identité différente et peut alors servir de prétexte aux revendications de l'État voisin. Enfin, l'édification d'une langue standard et sa diffusion sur l'ensemble du territoire par l'intermédiaire des écoles, a parallèlement desservi les desseins politiques d'homogénéisation des États.

Si l'élaboration d'une langue standard, et la diffusion de cette langue sur le territoire, n'est pas une particularité des nationalismes ou des nations balkaniques, la propension à utiliser – et la peur de voir l'autre utiliser – les langues comme arguments d'une quelconque légitimité territoriale ou politique, restent une particularité des Balkans. Elles relèvent là encore d'un sentiment d'insécurité et d'une immaturité des identités nationales.

* L'histoire est ensuite appelée à démontrer l'unicité dans le temps de la communauté. Le recours à l'histoire doit permettre d'affirmer la pérennité de la présence du peuple-nation sur la terre qu'il occupe et l'éclat de sa civilisation.

* *La querelle du premier occupant* : le privilège octroyé au premier venu, les autres étant vus comme des intrus, a naturellement provoqué une querelle du premier occupant. Ainsi, en Transylvanie, les Roumains soutiennent être les premiers installés puisque les Hongrois n'ont émigré dans la région qu'au VIIe siècle ; les Hongrois prétendent, eux, que la région n'était pas habitée à leur arrivée. Au Kosovo, les Serbes soutiennent avoir trouvé la région inhabitée à leur arrivée et les Albanais, soutenant être les descendants des Illyriens, y être présents des siècles avant les Serbes.

* *Le culte des héros du passé* : un noble peuple doit avoir de nobles ancêtres. Tous les pays de la région se sont donc trouvés quelques gloires « nationales ». Ils ont notamment mythifié les représentants des grandes dynasties du Moyen Âge et les leaders de la guerre contre les Turcs ou de la lutte pour l'indépendance au XIXe siècle : Skänderbeg pour les Albanais, Dušan et Saint Sava pour les Serbes, Simeon et Samuel pour les Bulgares, Etienne le Grand pour les Roumains, etc.

²²⁸ Référence au pays mythique inventé par Hergé.

Même la Macédoine, dernière arrivée sur la scène balkanique a dû ou voulu récupérer quelques gloires du passé (empire de Samuel). Grandes batailles et grands empires du passé étant finalement peu nombreux, cette nécessaire affirmation d'un glorieux passé national a donné lieu à quelques querelles sur la filiation de certaines de ces gloires d'antan. Ainsi Alexandre le Grand, Cyrille et Méthode, l'Empire de Samuel, l'héritage des Thaces, ou encore le révolutionnaire macédonien Goce Delčev sont revendiqués par les uns et les autres dans une guerre de mémoire où l'existence même des nations semblent en jeu.

* *L'ancrage dans un passé lointain* : l'ancienneté d'un peuple est également perçu et érigé en "label de qualité". Dans cette course aux ancêtres, les Albanais, supposés descendants des Illyriens, les Roumains, supposés descendants des Daces et des Romains, et les Grecs, supposés descendants des Grecs antiques, possèdent de meilleures cartes que les Slaves et les Turcs. Cette quête d'un ancrage historique lointain s'effectue parfois au prix de tortueuses affiliations historico-territoriales.

* Ainsi en est-il de l'approche par le *substrat* (cf. note 137) ou de la continuité de peuplement : dans cette optique, nombreux peuples émigrés, et notamment les Slaves et les Turcs, intrus et parvenus dans la région, ont été amenés à revendiquer l'héritage culturel de peuples disparus. Au nom d'une continuité de peuplement qui reposerait sur la transmission d'un patrimoine culturel, voire de traits biologiques, entre peuples envahisseurs et peuples assimilés, les nouveaux arrivants seraient les descendants et les héritiers des précédents occupants du territoire. Les Turcs se sont ainsi trouvés de dignes ancêtres en les Hittites, les Bulgares en les Thraces, et les Roumains en les Daces et les Thraces. De fait, les Grecs, en se présentant comme les héritiers d'une culture supérieure et antérieure à l'arrivée de tous ces « barbares », ont partiellement motivé et provoqué ces réactions.

* *La nécessaire caution scientifique* : Histoire, toponymie, onomastique, archéologie et linguistique, sont abondamment utilisés pour donner une caution scientifique à cette antériorité historique mise en avant. Les linguistes albanais sont ainsi priés de rechercher les similitudes entre la langue illyrienne (que l'on ne connaît pas) et l'albanais, et les linguistes macédoniens les différences (peu nombreuses) entre le macédonien et le bulgare. Les rivalités gréco-macédoniennes se sont illustrées par la découverte du présumé tombeau de Philippe de Macédoine en 1977 et, plus récemment, en 1995, par la prétendue découverte du tombeau d'Alexandre en Égypte. La Grèce avait alors vivement mis en garde les Macédoniens, « usurpateurs de l'histoire grecque », contre

l'envoi d'une délégation macédonienne sur les lieux²²⁹. Depuis 1991, les Grecs multiplient les expositions sur la civilisation d'Alexandre le Grand et le caractère helléniste de cette civilisation²³⁰.

* *Interprétation et réinterprétation de l'histoire* : les historiens se sont plus souvent érigés, consciemment ou non, en défenseur de la patrie et de la cause nationale plutôt qu'en serviteurs de la science. Sélection des faits et présentation tendancieuse de ceux-ci, voire falsification, ne sont pas rares. Ils visent à cautionner les mythes politiques constitutifs de la nation : ancienneté du peuple et ancrage historique dans un territoire, passé glorieux et brillante civilisation dont le peuple d'aujourd'hui aurait hérité. Il convient également de maquiller une réalité parfois peu glorieuse. Les historiens sont alors amenés à démontrer combien la résistance aux Turcs fut massive pendant les quatre ou cinq siècles que dura le joug ottoman, comment la vague révolutionnaire communiste fut profonde (thèse élaborée après la Seconde Guerre mondiale) ou combien la dissidence fut si répandue (thèse élaborée au début des années 90)²³¹. Écrits et réécrits à cet effet, les manuels d'histoire présentent ainsi une histoire corroborant l'argumentation politique du jour et véhiculent des stéréotypes qui, ancrés dans l'esprit des plus jeunes, seront difficilement surmontés. Il faut également prouver que les ennemis d'aujourd'hui étaient les ennemis d'hier. Ainsi, les manuels d'histoire serbes édités en 1993 présentent les Serbes comme les victimes des persécutions des Croates et des musulmans, une agressivité qui remonterait au XVI^e siècle²³².

Enfin, il faut noter le rôle éminent de la *cartographie* depuis le XIX^e siècle. Images qui s'ancrent facilement et profondément dans les esprits, les cartes furent et restent des outils de propagande, d'identification (ennemi clairement représenté) et de justification des politiques nationalistes. Elles semblent indiquer des faits et ne sont donc pas contestables. « Regardez une carte ! La Transylvanie est le cœur de la Roumanie », s'écriait l'ancien Président roumain, Ion Iliescu²³³. Dès la fin du XIX^e siècle, les États de la région produisent de nombreuses cartes représentant les Empires médiévaux, et donc les « terres historiques », ou indiquant les aires de peuplement, en faisant souvent peu de cas du rapport majorité/minorité. La Grèce, qui basait ses revendications territoriales sur un rayonnement de l'hellénisme, produisait, elle, des cartes indiquant l'implantation des écoles grecques. Ces cartes furent longtemps sur les couvertures des manuels scolaires du pays. Les symboles utilisés sont également souvent de puissants moyens

²²⁹ *Le Monde*, 7/2/95 et 23/3/95.

²³⁰ Pour plusieurs exemples de cette utilisation de l'archéologie à des fins nationalistes, voir Catherine Chauveau, "Les États utilisent souvent l'archéologie à leur profit", *Le Monde*, 25/3/95, Božidar Slapšak, "L'archéologie au cœur de l'enjeu", *Transeuropéenne*, n°5, 1994/95, pp. 72-75.

²³¹ Voir par exemple, pour le cas bulgare, Bernard Lory, "L'histoire bulgare au fil de ses traumatismes : 1878, 1944, 1989", *La Revue d'Europe Centrale*, Tome IV, n°1, 1996, pp. 21-22.

²³² Dubravka Stojanović, "Réinterprétation de l'histoire, version serbe", *Transeuropéenne*, n°5, 1994/95, pp. 65-66.

²³³ Alexandra Laignel-Lavastine, *op. cit.*, p. 117.

d'illustrer les représentations de l'autre, les drames de l'histoire et les menaces pesant sur le pays. L'ennemi représenté en noir est ainsi diabolisé, les flèches agressives démontrent la politique expansionniste du voisin et la carte « ensanglantée » illustre les massacres et annexions violentes dont fut victime la nation et son peuple. Ainsi en est-il de la carte de Chypre, rougie par le sang versé des Chypriotes grecs, qui circule en Grèce depuis 1974.

* *Du bon usage du folklore*²³⁴ : dans les énergies mobilisées pour définir et affirmer une identité et une idéologie nationales, le folklore joue un rôle central car il fournit la « preuve » de la permanence de l'ethnie-nation, de l'originalité de sa culture et de sa civilisation depuis la nuit des temps. Il démontre et théorise l'idée du peuple, de son unité culturelle et de son ancrage historique malgré tous les aléas politiques (invasions). Tel un conservatoire de l'identité nationale, les rites et coutumes populaires auraient survécu dans leur pureté originelle. Un « culte du paysan » incarnant la nation, s'est alors répandu. Aux fondements de la nation car vivier de l'identité nationale, la culture populaire fut de tous les combats et de toutes les légitimations politiques. Les études folkloriques furent ainsi utilisées par les Grecs pour prouver leur filiation avec les Grecs anciens, par les Roumains pour prouver l'ancienneté de leur civilisation ou encore par les Turcs pour affirmer la pérennité d'une culture spécifiquement turque au-delà des influences arabo-musulmanes.

* Parmi les autres mythes développés par les nationalismes balkaniques, signalons, en vrac, celui de la *montagne refuge* qui aurait préservé le peuple et sa culture d'un anéantissement lors d'invasions de barbares, ou encore celui des *frères perdus*, qui, persécutés par les Ottomans et convertis de force, auraient « oublié » leur identité originelle, identité qu'il convient donc de leur redonner. La « campagne de renaissance » en Bulgarie reposait sur cette idée que les Turcs du pays n'étaient que des Bulgares turquisés de force. Les Roumains se lamentent sur les « frères perdus de la latinité » qui, en Transylvanie, auraient été magyarisés de force, et les Serbes sur l'albanisation des Serbes au Kosovo. Enfin, les Kurdes ne seraient que des « Turcs montagnards » et les Slavo-macédoniens de Grèce des « enfants perdus de l'hellénisme ». Autre mythe assez répandu, celui du *bandit-héros national* qui, en se révoltant contre l'ordre social se serait aussi révolté contre l'ordre politique, c'est-à-dire ottoman. Cette interprétation du bandit qui, de simple voleur devient défenseur des pauvres et des opprimés et héros national, permet d'atténuer l'impression que les peuples de la région ont subi sans broncher la domination ottomane pendant des siècles. Ainsi en est-il du *clephte grec*, érigé en héros de la guerre de libération, des *hadjuk* ou *tcheta* serbes ou

²³⁴ Expression empruntée à Claude Karnoouth, *op. cit.*, p. 123. Sur cette utilisation du folklore dans l'élaboration d'une prestigieuse identité nationale, voir son chapitre 4, pp. 123-172, et *Paysans et nations d'Europe centrale et balkanique*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1985, pp. 13-93.

encore des Albanais, qui, en se façonnant une image de traditionnels rebelles contre l'ordre ottoman, cherchent à tempérer leur image de collaborateurs des Turcs et à compenser leur réputation de seul peuple à ne pas s'être battu pour sa libération nationale.

* La *sacralisation de la terre* : « Nous vivons ici depuis toujours et par la grâce du Seigneur ». Le Kosovo est ainsi devenu une terre sacrée pour les Serbes, lieu de naissance de l'Église orthodoxe serbe et théâtre du sacrifice des Serbes pour sauver l'Europe de la domination de l'islam (bataille du Kosovo en 1389). Les monastères, églises et tombeaux seraient alors autant de bornes délimitant les territoires des uns et des autres²³⁵. Parallèlement, les peuples de la région s'érigent en peuple élu de Dieu, détenteurs et apôtres de la vraie foi (querelle autour de l'héritage des saints Cyrille et Méthode, confusion entre hellénisme et orthodoxie, etc.). C'est ainsi grâce à un miracle divin que les Roumains auraient pu survivre, malgré toutes les persécutions subies et les destructions commises par tant de barbares (Slaves, Turcs, Hongrois) venus conquérir leurs terres²³⁶.

* *L'apologie et l'exaltation du sacrifice de son peuple* : le sentiment des sacrifices que l'on a fait (et que l'on peut être encore appelé à faire) est supposé asseoir l'unité du peuple et rehausser le prestige des ancêtres. Il excuse par ailleurs les défaites militaires du passé (notamment contre les Ottomans). Et le sang versé par les aïeux au combat sacralise d'autant plus la terre. Ainsi, le sol du Kosovo, imbibé du sang serbe, est un sol sacré. Dans la panoplie des symboles nationalistes dans les Balkans, celui du *sang versé* et de la couleur rouge représentant le martyr du peuple et son sacrifice pour sauver une terre d'une domination barbare, est fréquemment utilisé. Ainsi, Chypre, telle une lame plantée dans le cœur des Grecs, est présentée en Grèce, depuis 1974, par une carte où le nord de l'île, occupé par la Turquie, est peint en rouge et assorti de quelques gouttes de sang symbolisant les souffrances du peuple chypriote grec. A la commémoration du 600^{ème} anniversaire de la bataille du Kosovo, des badges avec l'emblème d'une pivoine rouge, représentant le sang versé par les Serbes²³⁷, furent distribués. Le Kosovo jusqu'au début du XXe siècle pour les Serbes, le pacte Molotov-Ribbentrop pour les Roumains... sont régulièrement représentés sur les cartes ou symbolisés par un objet en rouge. En Turquie, le drapeau lui même refléterait le sang versé par les Turcs pour la défense du sol anatolien²³⁸.

²³⁵ Ivan Čolović rappelle que le tombeau en tant que borne n'est pas une invention de la mythologie politique du nationalisme. Il avait déjà cette fonction dans la culture traditionnelle des peuples cultivateurs, *op. cit.*, p. 57, note 3.

²³⁶ Ligia Livadă, «Le passé et l'étranger dans les livres scolaires d'histoire des Roumains (deuxième moitié du XIXe siècle)», *Revue des Études du Sud-Est Européen*, Vol. XXXIII, n°1-2, 1995, pp. 27-29.

²³⁷ La légende veut que les pivoines de Kosovo Polje aient été rougies par le sang des combattants durant la bataille. Voir Catherine Lutard, *op. cit.*, p. 29.

²³⁸ La couleur du drapeau est ainsi expliquée dans quelques manuels scolaires turcs. Étienne Copeaux (1997), *op. cit.*, p. 290.

* Fêtes nationales et *commémorations diverses* viennent par ailleurs conforter et raviver les mythes politiques. Le zèle mis à la célébration des événements historiques ou des héros nationaux ne peut d'ailleurs que témoigner d'une certaine insécurité quant à la légitimité de ces mythes, légitimité qu'il convient alors de régulièrement réaffirmer. Depuis 1990, la nouvelle fête nationale de la Roumanie est le 1^{er} décembre en référence au 1^{er} décembre 1918, date de rattachement de la Transylvanie au Vieux-Royaume. La légitimité de l'appartenance de la Transylvanie à la Roumanie est ainsi affirmée. En Bulgarie, la fête nationale est le 3 mars, date de la signature du traité russo-turc en 1878 (Grande Bulgarie de San Stefano). Là encore, la célébration de la création de ce Grand Empire ne peut que conforter l'idée qu'elle fut légitime puisque réalisée, mais elle alimente les frustrations nées de son démembrement. Non seulement les victoires mais également les défaites sont objets de commémoration. La Roumanie commémore le « Diktat de Vienne » qui, en août 1940, a transféré à la Hongrie le nord de la Transylvanie. La fête nationale de la Serbie est le 28 juin, date anniversaire de la bataille du Kosovo en 1389 qui a ouvert les portes de la Serbie aux Turcs. Encensant ainsi son propre martyr et ses propres souffrances, le peuple serbe commémore en grande pompe chaque année sa grande tragédie nationale. Même si certaines défaites peuvent être interprétées comme des semi-victoires (les Serbes, quoiqu'ayant perdu la bataille du Kosovo auraient, en freinant durablement l'avancée des Ottomans, sauvé les Européens d'une domination de l'islam !), ces commémorations ne peuvent que raviver de vieilles querelles et la haine des responsables des « massacres ».

* *L'absence d'autocritique* : les effets des nombreuses et relativement récentes guerres entre les pays de la région n'ont pas été annihilés par une approche volontariste des élites politiques ou académiques de ces pays. Il n'y a eu ni réexamen de l'historiographie officielle, ni mise en place d'une amitié et d'une coopération bilatérale du type franco-allemand, ni introspection de son propre rôle durant ces conflits. Tous les peuples de la région justifient l'ensemble de leurs maux par les épreuves dont ils ont été accablés par leurs voisins. Le retard économique ou culturel (par rapport à l'Europe occidentale) est ainsi expliqué par la domination pendant cinq siècles d'un peuple arriéré et barbare qui a coupé les Balkans de l'Europe des Lumières. La Roumanie aurait également été saccagée par les Slaves, les Hongrois et les Phanariotes, la Serbie par les Albanais, la Bulgarie par les Grecs et les Serbes, et la Grèce par les Bulgares. Quant aux Turcs, ils auraient été trahis par les peuples balkaniques auxquels ils avaient apporté une protection qui leur aurait permis de prospérer pendant des siècles. L'absence d'autocritique est patente et contribue à alimenter une image négative de l'autre puisque si on n'est pas responsable, les autres doivent bien l'être.

* On ne s'étonne donc pas de la *persistance de nombreux stéréotypes négatifs* : Cette tendance à l'aliénation et à la méfiance à l'égard du voisin est ancienne mais elle fut définitivement idéologisée au XIXe siècle²³⁹. Depuis lors, alimentée par des générations d'hommes politiques, par une historiographie aux redoutables connotations nationalistes et xénophobes et par une grande partie de la presse, la vision de l'autre reste entachée de stéréotypes, de ressentiments voire de haine, et les peuples ont du mal à se libérer de ces fantasmes et d'une psychose à l'encontre de leurs voisins. Ces derniers, généralement dépeints comme des barbares, seraient responsables de l'ensemble des maux du pays. Ils auraient tué avec la pire cruauté une partie de la population, auraient ravagé le pays et détruit une civilisation brillante et, aujourd'hui encore, mus par un irrédentisme des plus sauvages, maniganceraient pour contrôler une partie du pays. Ces images et discours ont été véhiculés, avec quelques variantes, par l'ensemble des manuels scolaires depuis le XIXe siècle et sont, encore aujourd'hui, relayés par les médias. Le programme d'analyse des discours produits par les médias de la région lancé par *International Helsinki Federation for Human Rights* en août 1995²⁴⁰, donne ainsi de nombreux exemples de ce type de discours. Les médias regorgent d'histoires de vols, viols, meurtres et tortures, les victimes de ces attaques étant généralement des enfants, femmes, orphelins ou personnes âgées. Tous les sondages d'opinion montrent que les peuples des Balkans ont des préjugés négatifs à l'encontre de leurs voisins.

Une fois formés, ces stéréotypes sont particulièrement résistants et survivent aux régimes politiques. Ils ne sont toutefois pas indestructibles. L'histoire est parfois réinterprétée et l'image de l'Autre peut varier en fonction du contexte politique ou de l'apparition d'un autre ennemi jugé plus menaçant et qui relativise le danger représenté par un ennemi plus traditionnel. Ainsi, les Serbes avaient une image plutôt positive des Bulgares, leurs frères slaves, au début du XIXe siècle, image qui s'est ternie au cours du siècle avec l'émergence de controverses entre les deux pays²⁴¹. Depuis 1991, le danger que représente pour la République de Macédoine la présence sur son sol d'une importante minorité albanaise, et les différends qui ont surgi avec la Grèce, la Serbie et la Bulgarie, ont relativisé l'image traditionnellement négative du Turc dans le pays. Cette révision de l'image de l'autre s'étend même à la mémoire collective. Ainsi entend-on dire en Macédoine, « Nous nous sommes toujours bien entendus avec les Turcs ». Conséquence et peut-être partiellement cause de cette réhabilitation de l'image du Turc, la Turquie a développé d'excellentes relations avec la

²³⁹ Veselina Dimova, "L'image du voisin balkanique et extrabalkanique dans la littérature des Slaves méridionaux du XIXe siècle", *Études Balkaniques*, n°1, 1994, p. 3.

²⁴⁰ Résultats préliminaires de cette enquête dans *Balkan Forum*, Vol. 4, n°1(14), mars 1996. Ce programme a été lancé en coopération avec l'ONG bulgare "ACCESS. Les résultats furent publiés en juin 1998 sous le titre *Hate Speech in the Balkans*, Vienne, International Helsinki Federation for Human Rights, (également disponible sur internet, de même que les rapports mensuels : <http://www.ihf-hr.org/grehc.htm>).

²⁴¹ Veselina Dimova, *op. cit.*, pp. 4-6.

Macédoine depuis 1991. Enfin, une analyse des variations de l'image de l'Autre en Bosnie-Herzégovine depuis 1992 reste à faire.

* Un sentiment de *victimisation* semble généralisé dans les Balkans : qui ne s'estime pas aujourd'hui dans les Balkans victime des persécutions de ses voisins ou d'une certaine discrimination ? Tous ces peuples, à l'exception des convertis à l'islam (Albanais, musulmans de Bosnie-Herzégovine), s'estiment victimes des persécutions des Ottomans allant de la conversion forcée (qui reste à être prouvée) aux massacres de chrétiens en passant par diverses exploitations des chrétiens par les *raïas* musulmans. Les musulmans ne sont pas épargnés par ce phénomène. Les Turcs ont dû lutter contre l'expansionnisme grec (en Anatolie après l'effondrement de l'empire, à Chypre depuis les années 60) et les musulmans de Bosnie-Herzégovine contre les atrocités commises de tous temps par les Serbes et les Croates. Les Serbes soutiennent avoir souffert des persécutions, voire d'un génocide, perpétrées par les Albanais, suppôt des Turcs durant l'époque ottomane, et les Albanais avoir souffert des persécutions des Serbes depuis 1913. Les Hongrois ont opprimé les Roumains qui aujourd'hui le leur rendent bien, les Macédoniens ont subi les violentes persécutions des bandes armées bulgares, serbes et grecques, et les Albanais de Macédoine seraient victimes du racisme quotidien des Macédoniens²⁴². Ethnocide et génocide sont constamment dénoncés et font partie intégrante des phobies nationales et malheureusement aussi trop souvent, de la réalité.

* *Un complexe d'infériorité* : ce complexe s'exprime, de façon générale et à quelques différences nationales près, par rapport à l'Europe occidentale et l'Europe centrale. Les pays qui peuvent, par leur position géographique et leur histoire, prétendre au label centre-européen ne s'en privent d'ailleurs pas. C'est le cas de la Slovaquie et de la Croatie²⁴³ et, dans une moindre mesure, de la Roumanie. Ces complexes s'étendent aux relations bilatérales (Roumains/Hongrois, etc.) et influencent les stratégies d'approche des enceintes internationales (demandes d'adhésion à l'U.E. ou l'OTAN). Ainsi, la Roumanie ne veut pas se laisser distancer par la Hongrie dans cette course aux distinctions internationales, la Bulgarie ne veut pas se laisser distancer par la Roumanie, et la Turquie par l'ensemble de l'Europe centrale et orientale. Corollaire de ce complexe d'infériorité et de ce sentiment de persécution, les Balkans restent un conservatoire de frustrations nationales : frustrations des Turcs rejetés de l'Europe, frustration des Grecs défavorisés par la politique pro-turque des États-Unis, frustration des Roumains abandonnés par leurs frères occidentaux,

²⁴² Là encore il ne s'agit pas ici de discuter de la réalité de ces assertions. Celles-ci sont toutes plus ou moins vérifiées ; le plus ou moins pouvant bien sûr donner lieu à nombreux débats de même que la chronologie des événements (qui a donc réagi aux persécutions ou projets expansionnistes de l'autre ou, au contraire, provoqué cet autre ?).

²⁴³ Le Président Tudjman soutient ainsi qu'il y a incompatibilité de civilisation entre l'Europe centrale catholique (à laquelle appartiendrait donc la Croatie) et l'Europe balkanique orthodoxe. OMRI Daily Digest, 8/11/96.

frustration des Bulgares éternels vaincus des conflits régionaux et internationaux, et frustration des Albanais refoulés dans une « petite Albanie ».

Ce profond complexe d'infériorité provoque en réaction un discours de supériorité. Tel qu'exprimé dans les discours identitaires et /ou nationalistes, tous les peuples de la région auraient apporté la civilisation aux quelques barbares trouvés à leur arrivé, voire même seraient à l'origine de la civilisation occidentale (ou l'auraient sauvée d'une domination barbare). Ces discours font aussi écho au complexe de supériorité affiché par les Grecs qui, en mettant en avant l'héritage d'une civilisation brillante dont l'Occident se réclame, exaspèrent les autres peuples des Balkans. Toutefois, si ce complexe de supériorité grec motive d'acribes commentaires, la pratique de la langue grecque est souvent considérée par leurs locuteurs comme une preuve d'un haut niveau de culture dont ils s'enorgueillissent facilement !

* *La surenchère nationaliste dans les milieux politiques* : Obsessions et peur de l'autre furent alimentées par des générations d'hommes politiques, y *inclus communistes*, qui ont vu dans l'instrument du nationalisme un moyen de renforcer leur assise politique et leur popularité, de détourner l'attention de la population des problèmes économiques ou tout simplement de donner une légitimité au pouvoir en place. Ainsi, les dirigeants communistes roumains avaient érigé le « communisme nationaliste » en doctrine nationale afin de redonner une légitimité à un pouvoir contesté. Le nouveau pouvoir roumain n'a également pas hésité à user du discours sur le révisionnisme magyar pour se faire une virginité politique. A la fin des années 80, le président de la Ligue communiste yougoslave, Slobodan Milošević, a usé de la question du Kosovo et d'un nationalisme renaissant en Serbie pour prendre le pouvoir. Plus récemment, la question macédonienne a fait l'objet d'une surenchère dans les milieux politiques grecs, discrédités par de multiples scandales et une gestion contestée des affaires du pays. Les motifs qui ont présidé à la campagne d'assimilation forcée des Turcs en Bulgarie dans les années 80 sont moins clairs mais les dirigeants bulgares auraient, eux aussi, pu chercher à renforcer leur assise politique.

Conséquence de ces discours, stéréotypes négatifs et rappels à tous propos des souffrances endurées par le peuple et menace que représente le voisin, les Balkaniques vivent dans l'obsession de l'invasion et de la partition.

* *La peur du nombre* : Cette « peur du nombre » concerne non seulement le voisin (Grèce/Turquie) mais aussi les minorités nationales qui, par une fertilité très certainement résultat d'un machiavélique plan irrédentiste, menace la majorité (ce serait le cas des Albanais au Kosovo et des Turcs de Thrace grecque ou de Bulgarie).

* *Complots et conspirations internationales.* Les Bulgares se souviennent de la trahison des Européens au congrès de Berlin (qui a démantelé la Grande Bulgarie de San Stefano) et les Roumains du démantèlement de la Grande Roumanie (mais pas des conditions qui y ont prélué, à savoir son alliance avec l'Allemagne nazie). Les Macédoniens, victimes d'un partage et d'une lutte armée entre leurs voisins, voient dans les Serbes, Grecs et Bulgares, des comploteurs contre l'indépendance du pays. En Albanie, les grandes puissances auraient conspiré pour créer une petite Albanie d'où la moitié de la population albanaise est exclue. Cette « moitié d'Albanie » serait de plus menacée par un complot gréco-serbe qui viserait au partage du pays. Côté serbe, on s'estime aujourd'hui victime d'un complot ourdi par l'Allemagne et, nouveau fossoyeur de la Serbie, les États-Unis²⁴⁴. Les sanctions « injustes » imposées à la Serbie entreraient dans ce plan machiavélique. En Bulgarie, la vision du complot serbe sur la Macédoine est toujours vivace et en Roumanie, on surenchérit sur le complot hongrois. Enfin, la Turquie aurait elle aussi dans le passé été victime d'une conspiration internationale visant à la détruire (traité de Sèvres).

* *Minorités et cinquième colonne :* Hongrois de Transylvanie, Turcs de Bulgarie et de Grèce et Albanais de Macédoine et du Kosovo, représenteraient par leur démographie galopante ou leurs liens avec les pays voisins, une menace à l'intégrité des pays. Les Turcs sont majoritaires dans deux départements de Thrace grecque et, en Bulgarie, ils sont concentrés dans deux régions. Les Albanais représentent 90% de la population du Kosovo et ils sont majoritaires dans l'ouest de la Macédoine. Dès lors, ces minorités pourraient travailler les systèmes politiques de l'intérieur et offrir un justificatif aux projets irrédentistes du voisin. L'invasion de Chypre par la Turquie en 1974 au nom de la défense des intérêts de la minorité turque a forcément ravivé cette peur. La presse nationaliste et islamiste turque dénonce, elle, la cinquième colonne que représente le Patriarcat de Constantinople.

* Dans la même logique, une *phobie de l'arc islamique* ou de la transversale verte s'est développée dans la région notamment chez les Grecs. La Turquie tenterait, en s'appuyant sur les minorités musulmanes des Balkans, de former un arc islamique déstabilisant les pays de la région et pouvant conduire à terme, au retour de la domination ottomane. Musulmans de Bosnie-Herzégovine et du Sandžak, Albanie, Albanais de Macédoine et du Kosovo et Turcs de Thrace grecque et de Bulgarie, seraient les vecteurs de cette politique irrédentiste²⁴⁵. Cette peur de la

²⁴⁴ Voir par exemple, "CIA Document - Geostrategic Plan for Dismemberment of the RFY", Serbia-Info (site internet officiel de la RFY), 14/1/99.

²⁴⁵ Sur cette phobie de l'arc islamique, voir, par exemple, Gregorios Demestichas, "Greek Security and Defense Policy in the Eastern Mediterranean", *Mediterranean Quarterly*, Vol. 8, n°2, été 1997, pp. 215-227.

transversale verte est partagée par les Serbes qui dénoncent les risques de création d'une « République islamique d'Istanbul à la Bosnie »²⁴⁶.

* *Le complexe d'encercllement* : La Grèce serait ainsi encerclée par cette transversale verte. La Macédoine se voit, elle, entourée de toutes parts par des pays lui refusant son existence, et la Serbie, quasi enclavée, est encerclée par une alliance croato-musulmane (fédération croato-bosniaque, Albanie). L'Albanie est cernée par des ennemis complotant contre son existence (Grèce et Serbie) et la Turquie par l'alliance entre la Grèce, le Syrie, l'Iran et l'Arménie à laquelle s'ajouterait, depuis 1993, la Russie.

²⁴⁶ Voir par exemple, *Politika* (Belgrade), 16/6/97 ou *Vecernje Novosti*, 20/2/97. *Hate Speech in the Balkans*, op. cit., rapports de février et juin 1997 (source internet).

2.3. TURCOPHOBIE ET IMAGE DU TURC

C'est contre l'Empire ottoman que les peuples balkaniques se sont érigés en nation. Ce phénomène d'inimitié constitutive n'est pas une particularité des Balkans. Ce qui l'est, en revanche, c'est la difficulté des pays de la région, plusieurs décennies voire un siècle après leur combat pour l'indépendance, à surmonter cette inimitié. Celle-ci prend dans les Balkans, les aspects d'une lutte entre le christianisme et l'islam, entre la civilisation et l'obscurantisme, en un mot, entre le Bien et le Mal. Le Turc souffre alors d'une image particulièrement négative. Il représente le barbare, inculte mais cruel oppresseur des peuples balkaniques. Il sème la mort avec désinvolture et serait empreint d'un désir irrésistible de s'étendre vers l'ouest et de conquérir les terres chrétiennes. Le joug turc reste une obsession pour les peuples balkaniques. Il expliquerait tous les problèmes rencontrés par ces pays et justifierait la méfiance que ces peuples devraient conserver à l'égard de cet immuable danger que représente le Turc.

Ces stéréotypes négatifs à l'encontre des Turcs sont particulièrement persistants. Ils sont véhiculés par de nombreux proverbes, poèmes, littérature en tout genre et manuels scolaires. Barbare cruel et perfide, le Turc est l'objet d'une répulsion quasi physique. C'est le grand méchant loup des enfants²⁴⁷ et la terreur des adultes.

Les dirigeants grecs dénoncent à tout propos l'attitude agressive de la Turquie et la menace planant sur le pays et les dirigeants bulgares ont expliqué les difficultés économiques du pays par la « trahison nationale » des Turcs (départs massifs en 1989). Le nouvel hymne national macédonien glorifie les exploits du peuple lors de l'insurrection de 1903 contre les Ottomans et la Serbie a érigé en fête nationale le 28 juin, date de la bataille du Kosovo contre les Ottomans en 1389. La Bulgarie commémore tous les ans les martyrs de la lutte contre les Ottomans et a décrété fête nationale le 3 mars, jour de la signature du traité entre les Russes et les Ottomans à San Stefano en 1878. La presse grecque évoque les « instincts primitifs de ces barbares asiatiques »²⁴⁸ et ce « monstre incontrôlé... regroupant des masses de soldats et d'islamistes »²⁴⁹. Cette image du Turc fondamentaliste et la crainte d'une islamisation des Balkans ont forcément été attisées par la nomination d'Erbakan au poste de Premier ministre : « La chariat approche de nos frontières »

²⁴⁷ « Si tu ne manges pas le méchant Turc va venir », Elka Drosneva, "The Bulgarians and the Others in Bulgarian proverbs", *Études Balkaniques*, n°2, 1994, pp. 52-53. Voir également dans cet article de nombreux exemples de proverbes turcophobes : les Turcs sont malicieux, faibles, ils n'ont pas de foi, boivent, commettent des atrocités, prennent argent et enfants, n'ont que des pensées perverses et diaboliques, etc.

²⁴⁸ *Eleftherotypia*, 2/10/96. *Hate Speech in the Balkans*, op. cit., rapport d'octobre 1996.

²⁴⁹ *Apogevmatini*, 6/10/96, *Hate Speech in the Balkans*, op. cit., rapport d'octobre 1996.

titrait *Duma* (Sofia) le 5 février 1997²⁵⁰. Ces exemples sont certes choisis mais ils illustrent, pour le moins, la persistance d'un ressentiment et de nombreux stéréotypes.

La Turquie représenterait donc un danger immédiat et réel. Elle est certes occidentalisée mais, dans l'esprit des Balkaniques, cela n'annihile nullement les instincts guerriers du peuple turc. « Il suffit qu'un général fou prenne la tête du pays » entend-on dire. Cette menace est directe (invasion militaire) et indirecte via les minorités turques et musulmanes érigées en vecteurs de l'influence turque (arc islamique) ou en justificatif de son intervention militaire (syndrome chypriote)²⁵¹. Enfin, la supposée perfidie des Turcs les conduirait à fomenter quelques machiavéliques projets d'anéantissement du monde chrétien. Ainsi, les Turcs qui avaient massivement investi dans la fabrication et la vente de pain en Roumanie et en Bulgarie après 1991, se sont rapidement vus confrontés à la rumeur que ce pain était empoisonné. C'est aussi de Turquie que serait originaire l'épidémie de choléra qui s'est déclenchée en Roumanie en 1994²⁵².

Le turcophobie peut toutefois être tempérée par d'autres menaces jugées plus pressantes et prioritaires. Ainsi, les Macédoniens, hantés par la menace que fait planer sur la survie de leur État la présence d'une importante minorité albanaise et les tensions avec leurs voisins grecs, bulgares et serbes, ne perçoivent plus les Turcs comme un danger. Les Roumains bien que turcophobes, partagent leur inimitié constitutive entre les Turcs, les Russes et les Hongrois. L'amitié avec la Turquie pourrait ainsi se justifier, et être acceptée par l'élite et la population, par la nécessité de lutter contre d'autres menaces jugées plus sensibles. Ces stéréotypes, quoique très ancrés, ne sont pas non plus irréversibles. L'outil de cette normalisation de la vision des Turcs est, comme pour l'ensemble des stéréotypes, la révision de l'historiographie et des images véhiculées par les médias et la littérature, et une maturation de l'élite politique, aujourd'hui trop facilement tentée d'imputer à l'Autre la responsabilité des problèmes du pays. La mise en place d'une coopération économique, forme plus douce et plus indolore que la coopération politique, pourrait également œuvrer en ce sens.

Un cas de turcophobie aiguë : la Grèce

Les Grecs ont été sous domination ottomane pendant quatre siècles. La turcophobie régnant aujourd'hui dans tous les milieux sociaux du pays cache mal la frustration d'avoir perdu une société jadis florissante dont l'anéantissement serait dû aux Turcs, et le rêve grec d'une reconquête

²⁵⁰ Exemple tiré de *Hate Speech in the Balkans, op. cit.*, rapport de février 1997.

²⁵¹ Sur la réalité d'une telle menace, cf. *infra* « L'islam et la turcité dans la politique balkanique de la Turquie » (2^{ème} partie, chapitre 3).

²⁵² *Le Monde*, 25/10/94 ; RFE/RL Daily Report, 6/10/94

d'une terre ancestrale en Anatolie a longtemps dominé la politique grecque. La défaite de l'armée grecque face à l'armée turque (« la catastrophe de l'Asie mineure ») a d'autant plus laissé de traces dans la mémoire collective des Grecs qu'elle fut suivie d'un massif échange de population²⁵³. Les nombreux Grecs qui ont alors dû quitter l'Anatolie pour s'installer en Grèce (environ 1,5 millions de personnes) ont gardé une vive rancœur à l'encontre des Turcs et constituent aujourd'hui encore un noyau nationaliste antitürk. Le ressentiment n'est pas absent non plus dans le reste de la population qui a dû en 1923 gérer l'arrivée d'un million et demi de réfugiés alors que le pays comptait à l'époque 6 millions d'habitants.

Le Türk est le premier des ennemis de la Grèce. Cette image ternie par un siècle et demi de discours politiques, littérature et chants populaires dénonçant l'arrogance, la barbarie, l'ignorance et la cruauté des Turcs²⁵⁴, est loin de s'atténuer. D'autres inimitiés constitutives ont façonné l'identité grecque, notamment vis-à-vis du Bulgare mais ce ressentiment (dû à l'affrontement de ces deux peuples pour la possession de la Macédoine et de la Thrace) n'atteindra jamais la force et la profondeur de la turcophobie. Dans une étude réalisée en 1995, 89% des Grecs déclaraient avoir une aversion pour les Turcs²⁵⁵. Cette phobie du Türk n'est pas l'apanage de quelques milieux extrémistes ou nationalistes, elle recouvre tous les milieux intellectuels et sociaux ; « une poignée d'agresseurs traînant ses bottes ensanglantées sur les tapis de l'Europe » déclarait le ministre des Affaires Étrangères, T. Pangalos²⁵⁶.

La phobie du Türk s'articule en partie sur une disproportion des forces démographiques et militaires. Dès le début du XIXe siècle, les récits de combats entre les Grecs et les Turcs présentent ces derniers comme très largement supérieur en nombre (mais pas en courage) ce qui expliquerait leurs victoires (et lors de leurs défaites, n'en illustre pas moins la bravoure des Grecs)²⁵⁷. Peuplée aujourd'hui de 10 millions d'habitants, la Grèce voit avec frayeur sa voisine turque compter plus de 60 millions d'habitants. Cette disproportion des forces, combinée avec cette image du Türk sans

²⁵³ Par un accord signé en janvier 1923 en marge de la conférence de Lausanne, la Turquie et la Grèce ont échangé leur population chrétienne et musulmane respective à l'exception de la communauté grecque d'Istanbul et de la communauté turque de Thrace. Beaucoup de Grecs furent installés en Thrace et en Macédoine.

²⁵⁴ Voir, par exemple, cette image dans les manuels scolaires grecs, voir Christina Koulouri, « L'image de l'« autre » dans les manuels scolaires grecs au tournant du XIXe siècle », *Revue des Études Sud-Est Européennes*, Vol. XXXIII, n°1-2, 1995, p. 4.

²⁵⁵ Greek Helsinki Monitor, Press Release, 19 mai 1995.

²⁵⁶ Précisons que si les Turcs figurent en bonne place dans l'autel des altérités grec, T. Pangalos occupe, lui, une place de choix dans l'autel de l'altérité türk. Ces propos grinçants voire injurieux l'ont érigé en bête noire de la presse türk.

²⁵⁷ Voir, par exemple, le poème épique sur la mort de Diakos traduit et publié par Charles Fauriel dans son recueil *Chants populaires de la Grèce moderne*, Paris, 1825 : « Et Diakos resta dans le feu avec 18 braves ; il combattit trois heures contre 18 000 [Turcs] » (tome 2, P. 35). Ou encore, dans le même recueil, la mort de Georgakis et Pharmakis, « Mille et un [Turcs] tombèrent près de la vieille église, mille autres surgirent... », ou encore, « Boukovallas combat ; il combat quinze cents Turks (...). Les Turks se sont comptés trois fois, il en manque cinq cents. Les enfants des Kephtes se comptent ; il leur manque trois braves » (tome 1, annexes, sans numéro de page).

conteste tourmenté par un désir indéfectible d'étendre sa puissance et son territoire, engendrent chez les Grecs une hantise de voir cette « nuée de Turcs » s'abattre sur eux. En bref, les Turcs sont là, à quelques kilomètres, attendant la première occasion pour envahir et détruire ce « dernier bastion de la chrétienté ». L'intervention militaire à Chypre a bien sûr nettement renforcé ce sentiment de même que la crainte de nourrir en son sein une cinquième colonne (minorité turque de Thrace)²⁵⁸. La référence à une supposée – et tout état de cause ressentie – menace turque est constante dans les discours politiques. Ainsi, le discours prononcé par Andreas Papandreou à l'issue de sa réélection à la tête du Pasok en avril 1994, était axé sur la « menace turque contre l'hellénisme et la Grèce »²⁵⁹. C'est également au travers du prisme de la lutte contre l'agressivité de la Turquie que la Grèce conçoit sa politique étrangère. Athènes a réorienté en 1985 son système de défense non plus face à la Bulgarie, membre du pacte de Varsovie, mais face à la Turquie, son allié dans l'OTAN. Elle s'est obligée, pour lutter contre cette menace, à nouer des relations avec les pays arabes sur l'autre flanc de la Turquie et, depuis 1991, avec l'Arménie et la Russie, en litige avec la Turquie.

En Turquie, les Grecs sont également perçus comme des ennemis traditionnels puisque c'est dans une guerre contre la Grèce (guerre dite de « libération nationale ») qu'une identité turque s'est forgée après l'effondrement de l'Empire ottoman. Mais ils ne font pas l'objet d'une même obsession. Un voyageur qui passe de Turquie en Grèce, ou inversement, sera surpris par la disproportion des messages, dans leur contenu comme dans leur intensité. A l'affichage intensif en Grèce dans les lieux publics sur la question chypriote et aux violents commentaires dans la presse, correspond en Turquie une certaine exaspération face aux « manœuvres pernicieuses » de la Grèce. Par ses relations avec les pays arabes ou dans les Balkans (axe antiturc avec la Bulgarie dans les années 80) et surtout son opposition (et veto depuis 1980) à tout rapprochement de la Turquie avec la CEE, la politique de la Grèce est plutôt perçue comme une nuisance. Il est bien sûr clair, dans l'esprit des Turcs, que ce n'est pas la Grèce qui est le réel obstacle à son adhésion à l'U.E., mais les objections grecques et la « campagne antiturque » menée par la Grèce sont considérées comme de sérieux freins. Toutefois, les tentatives d'annexion de Chypre par la Grèce (l'Enosis) et l'aide apportée au PKK kurde ont clairement renforcé l'image d'un ennemi somme toute traditionnel²⁶⁰. Ainsi, depuis la cavale d'Öcalan, où la Grèce a sans conteste joué un rôle, les commentaires dans la presse tout comme les discours des dirigeants turcs ont très sensiblement glissé vers l'agressivité.

²⁵⁸ Ainsi, lit-on dans la presse grecque, que la minorité turque de Thrace serait mobilisée par le consulat turc de Komotini (Mariana Lenkova, "The Jungle and the Threatened Species", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°1(14), mars 1996, p. 156).

²⁵⁹ *Le Monde*, 19/4/94.

²⁶⁰ Tuğrul Artunkal, *op. cit.*, pp. 220-221.

La politique de la Grèce n'est plus seulement perçue comme irritante mais comme éminemment menaçante (tentative de dépècement de la Turquie via le PKK).

2.4. LES RAPPORTS AVEC LES EUROPEENS²⁶¹

Perceptions et diplomaties semblent ici être en contradiction. Alors que la trahison des Européens, qui auraient au XIXe siècle constamment soutenu l'Empire ottoman contre les mouvements indépendantistes dans la région, est régulièrement soulignée, les pays balkaniques ne cessent de faire appel aux Grandes puissances (rebaptisées aujourd'hui communauté internationale) pour régler leurs contentieux. Lors du conflit bosniaque, et plus récemment après le déclenchement d'opérations militaires au Kosovo, l'ensemble des pays de la région ont multiplié les demandes de médiation de la communauté internationale. Ces appels varient dans leurs formes et leurs objectifs (de la simple médiation à la demande d'intervention militaire) mais reposent sur une demande quasi constante d'intervention de la communauté internationale. Seuls les Serbes ne font pas appel aux Grandes puissances pour régler les contentieux dans la région. Cela s'explique certes par le contexte politique mais aussi par un principe, peut-être plus ancré chez les Serbes que chez les autres Balkaniques, s'articulant autour de l'idée « les Balkans aux peuples balkaniques ». Le rejet de toute interférence des puissances étrangères dans les affaires balkaniques semble avoir été plus ou moins constant en Serbie depuis le XIXe siècle²⁶².

Enfin, médias et discours des dirigeants des pays de la région glissent fréquemment sur la supposée conspiration internationale à leur encontre. La félonie de ces Occidentaux, qui n'hésiteraient pas à « trahir » les pays de la région, est régulièrement vilipendée et pas seulement par les formations d'extrême-droite. Les pays balkaniques s'estiment d'autre part victimes d'une incompréhension. Nombreux intellectuels et hommes politiques roumains ne comprennent pas les réticences des Occidentaux face à leur politique vis-à-vis de la minorité hongroise. De même, la Grèce ne comprend pas les objections formulées par les Occidentaux sur sa politique macédonienne. L'intervention militaire turque à Chypre avait déjà suscité d'amers commentaires sur le prétendu parapluie américain. De façon générale, en Turquie comme en Grèce, les tensions et crises bilatérales entre les deux pays ont généré une sérieuse réflexion sur les contradictions entre intérêts nationaux et « intérêts suprêmes de l'OTAN ». Mais au-delà de la trahison des Américains, c'est le machiavélisme de la politique américaine qui est dénoncé (politique du diviser pour mieux régner). Enfin, les Turcs sont profondément persuadés être victimes d'une discrimination et d'une injustice en raison de leur pratique de la religion musulmane. Un « syndrome de Sèvres » se profile également derrière cet affect : les Occidentaux profiteraient de la faiblesse de la Turquie pour la dépecer, aujourd'hui grâce au problème kurde.

²⁶¹ Les rapports entre la Turquie et l'Europe sont analysés dans le chapitre sur la politique étrangère de la Turquie.

Depuis 1991, c'est surtout la Serbie qui accuse les Occidentaux de tenter de l'anéantir. L'embargo international, les frappes aériennes durant le conflit en Bosnie-Herzégovine et plus récemment les bombardements du pays sont vécus – et dénoncés comme tel par les dirigeants serbes – comme autant de preuves de la partialité des Occidentaux et de leur manœuvres pour affaiblir la Serbie. Mais, du côté des musulmans de Bosnie-Herzégovine, les accusations de partialité sont également monnaie courante. Les Occidentaux ont attendu bien longtemps avant de mettre en œuvre quelques timides mesures de rétorsion face au nettoyage ethnique perpétré par les Serbes et auraient laissé ces derniers conquérir de vastes territoires avant de les forcer à négocier.

Maillon supposé de ces complots et conspirations, la presse internationale est accusée de présenter une vision partielle des événements. En Turquie, les médias internationaux sont accusés de véhiculer une image négative du pays en multipliant les dénonciations « exagérées » de la situation des droits de l'homme dans le pays et en dressant un tableau fallacieux de la guérilla dans le sud-est anatolien. Pour les Roumains, la presse internationale serait mal intentionnée à leur égard et œuvrerait à détériorer l'image du pays²⁶³. Pour les Serbes, les médias internationaux participeraient pleinement à cette conspiration, menée par les Américains et surtout les Allemands, visant à anéantir le pays. Enfin les Occidentaux auraient également mené une campagne de désinformation à l'encontre de la Grèce sur la question macédonienne.

Toutefois, si le jeu diabolique des Grandes puissances dans les affaires balkaniques est constamment critiqué, il n'y a pas de réel « syndrome de Munich », à l'exception peut-être du cas roumain, où la population et les élites accusent aujourd'hui encore les Européens de les avoir abandonnés après la Seconde Guerre mondiale.

L'Europe s'est finalement faite sans les Balkans, exclus *de facto* de toutes les grandes étapes de l'émergence d'une Europe culturelle puis économique et politique, du siècle des Lumières jusqu'à la construction européenne en passant par la révolution française et la révolution industrielle. Le débat sur l'appartenance des Balkans à l'Orient ou à l'Occident est alors pleinement justifié. Ce débat s'est en partie fixé sur la notion d'un *espace intermédiaire* entre l'Orient et l'Occident depuis la chute de l'Empire romain et la scission avec le monde occidental symbolisée par le schisme orthodoxe au XI^e siècle. Cette approche est aujourd'hui dans l'ensemble

²⁶² Ivo Lederer, "Nationalism and the Yugoslavs", in Peter Sugar, Ivo Lederer (ed), *Nationalism in Eastern Europe*, Washington, University of Washington Press, 1969, p. 424.

rejetée. La volonté d'émancipation de la tutelle ottomane avait conduit les élites balkaniques au XIXe siècle à se rapprocher de l'Occident et à renier l'existence d'un monde intermédiaire entre l'est et l'ouest. Si ce débat réapparaît aujourd'hui sur les franges de la région balkanique (débat sur l'eurasisme en Russie ou sur l'appartenance de la Turquie au monde européen), dans les Balkans, l'ensemble des pays, à différents degrés et à l'exception de quelques formations politiques²⁶⁴, *mettent en avant leur européanité* et cherchent à intégrer les structures occidentales. Ce sentiment d'appartenance à la civilisation européenne et à l'Europe est particulièrement vif en Grèce et en Roumanie et n'y est ni discuté ni discutable. C'est la Roumanie qui a mis en avant un concept d'Europe du sud-est qui souligne explicitement l'appartenance de la région à l'Europe. La conscience d'être perçus comme une civilisation arriérée et un sentiment de frustration par rapport à la culture européenne sont sensibles dans pratiquement tous les pays, à l'exception de la Grèce. C'est en fait plutôt face au rejet de l'Europe que l'alternative de l'entre-deux est débattue. Le débat sur l'idée d'une fédération gréco-turque fut ainsi avancée en Grèce à l'époque de la dictature des colonels, alors que les relations entre la Grèce et l'Europe étaient au plus bas²⁶⁵, la synthèse turco-islamique en Turquie ou l'eurasisme²⁶⁶ en Russie furent formulés ou relancés alors que leur exclusion des structures communautaires devenait patente.

La rhétorique diplomatique des pays balkaniques vis-à-vis de l'Occident : que de ponts, remparts et autres avant-postes !

La Grèce serait, selon ses dirigeants, un pont entre l'U.E. d'un côté, les Balkans, la mer Noire et la Méditerranée orientale de l'autre. La Roumanie se veut être à la « croisée de l'Orient et de l'Occident »²⁶⁷ et la Bulgarie au « carrefour de trois continents »²⁶⁸ et toutes deux se présentent comme un pont économique entre l'est et l'ouest. La Macédoine escompte devenir la plate-forme économique des Balkans²⁶⁹ et l'Albanie un « carrefour de l'islam et de l'Occident, de l'Europe

²⁶³ Sur cette perception de la presse internationale en Roumanie et sur la théorie du complot, voir Alexandra Laignel-Lavastine, *op. cit.*, pp. 120-121.

²⁶⁴ Pour ces quelques exceptions : le débat en Bulgarie, au sein du PSB (ex-communiste) sur la primauté des relations avec la Russie ou avec l'U.E, ou, par exemple, certains universitaires grecs qui avancent l'idée d'une fédération turco-grecque (voir notamment l'ouvrage de Dimitri Kitsikis, *L'Empire ottoman*, Paris, PUF, Q.-S.-J., 1994, où l'auteur soutient qu'il y avait une continuité dans l'espace culturel byzantino-ottoman et que l'Empire ottoman était au centre d'une Région intermédiaire).

²⁶⁵ Stéphane Yerasimos, *Questions d'Orient ...*, *op. cit.*, pp. 18-19.

²⁶⁶ Sur l'eurasisme, voir l'excellent article de Françoise Thom, "Eurasisme et néo-eurasisme", *Commentaire*, n°66, été 1994, pp. 303-309.

²⁶⁷ Anne Planche, "La Roumanie et la coopération autour de la mer Noire", *CEMOTI*, n°15, 1993, p. 123.

²⁶⁸ Interview de Žan Videnov, ancien Premier ministre de Bulgarie, *BTA*, 26/6/95, ou, par exemple, l'article de Petko Bocharov sur les avantages de la position géographique de la Bulgarie entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie centrale : "Eurocorridors Depend on Regional Stability", *RFE/RL*, 26 mai 1998.

²⁶⁹ *Le Monde*, 4-5/2/96.

occidentale et de l'Europe du sud-est »²⁷⁰. Quant aux Serbes, ils se prévalent d'une position au carrefour des grands axes de communications vers l'Europe occidentale, à la jonction de l'Europe du sud-est et de l'Europe de l'ouest.

Cette thématique commune aux discours des Balkaniques recouvre en fait un souci, non moins commun, de se valoriser aux yeux des Occidentaux. En se présentant comme un intermédiaire, si possible indispensable, ils cherchent en effet à valoriser l'intérêt qu'ils peuvent représenter pour les Européens. Cette rhétorique du pont n'est d'ailleurs pas l'apanage des pays balkaniques. La Turquie l'a érigée en élément central de la définition de son profil depuis 50 ans. Plus à l'est, elle est également abondamment utilisée par les républiques nouvellement indépendantes du Caucase et de l'Asie centrale. Cette vocation de pont s'illustrerait par le rôle de plaque tournante dans les échanges Europe-Asie. Que ce soit les échanges de marchandises, ou plus encore le transport des matières énergétiques (pétrole et gaz naturel du Caucase et de l'Asie centrale vers l'Europe), la définition des axes de transit alimente une polémique sans fin entre les candidats au rôle de carrefour et de plaque tournante des échanges. C'est ici non seulement la croissance économique de ces pays qui est en jeu mais aussi l'intérêt qu'ils représenteront aux yeux des Occidentaux en tant que pays à ménager puisque bénéficiant d'une dépendance de l'Occident à leur égard.

Ce discours de valorisation vis-à-vis de l'Occident a d'autre part aussi pour objectif d'affirmer une identité. L'identification au pont permet en effet aux pays de la région d'affirmer leur identité européenne – et de tenter ainsi de la faire admettre par leurs pairs européens. Mais, malheureusement, elle reconnaît aussi *de facto* le caractère géographique ou culturel ambivalent de cette identité puisque en insistant sur une position d'intermédiaire entre deux mondes, on souligne finalement son appartenance à ces deux mondes.

Enfin, et ce n'est pas la moindre des contradictions, tous ces ponts seraient autant de bastions, avant postes, barrières et autres remparts. *A priori*, cette aspiration à endiguer (rempart) se marie mal avec celle à relier (pont), mais telle serait, en tout état de cause, la vocation, voire la mission divine de ces pays. Ainsi, la Grèce serait le dernier bastion du christianisme face à l'expansion des musulmans vers l'ouest ; la Roumanie serait un avant-poste de la latinité dans un monde slave et oriental et jouerait un précieux rôle de rempart face au déferlement de tous ces barbares vers l'Europe ; et le destin de la Bulgarie serait d'être une barrière contre l'expansion des

²⁷⁰ Marta Muço, "Les fondements économiques de la crise albanaise de 1997", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, 1997, p. 94.

musulmans en Europe²⁷¹. L'Albanie elle-même, qui ne peut guère se prévaloir d'un rôle de barrière face aux plus éminents de ces barbares, à savoir les musulmans, se serait tout de même, dans le passé, vaillamment opposée au déferlement vers l'ouest des hordes de barbares venus de l'est²⁷².

Tout comme pour la rhétorique du pont, cette démarche est partie intégrante d'une mythologie nationale : elle permet d'affirmer une identité. Mais elle est aussi partie d'un discours de valorisation par rapport à l'Europe sur le thème, cette fois-ci, de « on a sauvé l'Europe et on peut encore la sauver ». L'affirmation de cette haute importance stratégique pour la sauvegarde de l'Europe et de la civilisation occidentale implique toutefois la dénonciation d'un danger (que celui-ci soit réel, supposée ou amplifiée) et tend donc à alimenter les discours – déjà largement répandus – de haine et suspicion à l'égard du voisin. On voit alors mal comment un tel état d'esprit peut se combiner avec une vocation de pont. Il s'oppose également à une autre affirmation, tout autant de l'ordre du mythe et tout autant utilisée dans ce marketing diplomatique international, et qui est celle du « rôle de stabilité dans une région troublée ». Mais, là encore, qui, dans ces régions ne se revendique pas être un facteur de stabilité ou un promoteur de la sécurité régionale ?

Depuis le XIXe siècle, les Balkans sont considérés, en Europe, comme un monde instable, morcelé et empreint d'un nationalisme teinté d'un barbarisme très oriental. Le terme de « balkanisation » est ainsi passé dans l'usage courant. Cette image négative des Balkans semble s'être figée et a trouvé une nouvelle justification avec les guerres yougoslaves. Celles-ci ont renforcé les Européens dans leur conviction qu'il existe un monde centre européen et un monde sud-est européen ou balkanique bien distinct²⁷³. Les peuples de la région ont alors tendance à s'extraire de ce monde discréditant pour se projeter aux avant-postes de la civilisation. Mais cette rhétorique du rempart et de l'avant-poste, en alliant identification de son peuple à la civilisation et celle de son voisin au barbarisme, renvoie finalement à cette image d'une région peu civilisée que les Balkaniques cherchent précisément à combattre.

²⁷¹ Discours de l'ancien Premier ministre, Dimitri Popov, en décembre 1990. Ducan Perry, "The New Prime Minister: A Man for All Seasons?", *RFE Background Report*, 27 décembre 1990, cité par J.-F. Brown, *Nationalism, Democracy and Security in the Balkans*, Aldershot, Dartmouth Publishing Company Limited, 1992, p. 164.

²⁷² Adem Çopani (ancien chef d'état-major de l'Albanie), "Les processus démocratiques et la politique de l'Albanie", *Revue de l'OTAN*, octobre 1992, p. 23.

²⁷³ Maria Todorova, *Imagining the Balkans*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1997.

2.5. L'ORTHODOXIE AU CŒUR DES IDENTITES NATIONALES

« Seul l'alliance indéfectible du pouvoir politique et de l'autorité spirituelle peut assurer le bonheur des hommes »²⁷⁴.

2.5.1. L'héritage byzantin et ottoman

Dès l'origine, l'Église orthodoxe a été étroitement associée au pouvoir politique et ces liens de dépendance et de solidarité ne semblent que s'être renforcés au cours de l'histoire. La symbiose entre l'Église et l'État dans l'Empire byzantin n'est pas un phénomène facile à cerner pour les profanes mais l'empereur semble bien avoir dominé le Patriarcat. Il intervenait régulièrement dans l'organisation et l'administration de l'Église et nommait le patriarche œcuménique qu'il choisissait dans une liste de trois candidats proposés par les évêques, ce qui n'empêchait nullement les nominations arbitraires. Il s'immisçait dans la discipline ecclésiastique mais aussi dans les questions de dogme depuis Justinien qui dicta « sa profession de foi aux évêques jusqu'à Manuel Ier qui fit endosser par l'épiscopat une exégèse scabreuse sur l'Évangile de Jean (1166) ou Théodose Lascaris (1254-1258) qui s'arrogea le droit d'arbitrer les disputes des théologiens »²⁷⁵.

Seul le pouvoir divin pouvait fonder le caractère illimité d'un pouvoir humain et une légitimation religieuse s'imposait. L'Église était donc inféodée à l'État²⁷⁶. L'allégeance au souverain, c'était l'allégeance à l'orthodoxie « religion d'État » et les dissidences religieuses étaient considérées comme des dissidences politiques et traitées comme telles. Cette symbiose entre l'Église et l'État dans l'empire byzantin est certes sujette à discussions – et les débats sur la question ne sont pas rares (débat sur le terme et la notion de césaropapisme, distinction entre un césaropapisme « utilitaire » et un césaropapisme doctrinal, etc.²⁷⁷) – mais elle est incontestable. Reste à savoir quelles furent les formes et l'ampleur de cet héritage byzantin dans les pays orthodoxes des Balkans²⁷⁸. Pour certains, cette théorie byzantine de l'État, à savoir l'inféodation de l'Église à l'État, « fera que désormais dans cette partie du monde, il n'y aura plus d'indépendance politique possible sans indépendance ecclésiastique et que tout pouvoir séculier sera inconcevable

²⁷⁴ Alain Ducellier, *les Byzantins: histoire et culture*, Paris, Le Seuil, 1988, p. 38.

²⁷⁵ Olivier Clément, "orthodoxe (Église)", *Encyclopédie Universalis*, p. 256.

²⁷⁶ Alain Ducellier, *op. cit.*, pp. 84-85.

²⁷⁷ Alain Ducellier, *op. cit.* ; Olivier Clément, *L'Église orthodoxe*, Paris, PUF, Que sais-je (949), 1991, p. 11 ; J. D. Geanakoplos, "Church and State in the Byzantine Empire : A Reconsideration of the Problem of Caesaropapism", *Church History*, Vol. 34, décembre 1965, pp. 381-403.

²⁷⁸ Voir à cet égard l'ouvrage de Nicholas Iorga, *Byzance après Byzance*, réédité en 1992 chez Ballard, Paris ; Alain Ducellier, "Structures politiques et mentales de longue durée dans les Balkans", *Historiens et Géographes*, n°337, septembre 1992 ; et Jean Meyendorff, *L'Église orthodoxe. Hier et aujourd'hui*, réédité chez Seuil en 1995.

sans son indispensable corollaire, la hiérarchie ecclésiastique »²⁷⁹. Pour d'autres, cette symbiose temporelle/spirituelle dans l'Empire byzantin ne sera que secondaire dans l'affirmation d'un rôle politique de l'Église et c'est dans le système ottoman des *Millet*, et notamment dans les pouvoirs civils accordés à l'Église orthodoxe par le Sultan, qu'il faudrait en chercher la cause²⁸⁰.

Comme le veut la tradition islamique, l'Empire ottoman administrait en effet ses sujets sur des bases confessionnelles et non ethniques. Les minorités religieuses de l'empire bénéficiaient d'une sorte de protection (système de la *Dima*) et, en échange, elles étaient soumises à un certain nombre d'inégalités dont l'inégalité fiscale puisqu'elles devaient payer l'impôt spécial de la *Djesia* (impôt de capitation). Cette approche déboucha au XIXe siècle sur le système des *Millet* (« nations »), unités administratives fondées non pas sur l'appartenance ethnique mais sur l'appartenance religieuse. Ces *Millet* étaient reconnus par l'État et disposaient d'une assez grande marge d'autonomie qui recouvrait non seulement le domaine du culte (théologie, liturgie, morale) mais aussi le droit privé et l'enseignement. Le *Millet* orthodoxe, dirigé par le patriarche de Constantinople que le sultan nommait et révoquait à volonté, gérait ainsi ses églises, ses écoles, ses hôpitaux et ses tribunaux ecclésiastiques²⁸¹.

La renaissance nationale au XIXe siècle (élaboration d'une langue standard, création d'écoles, etc.) fut dirigée par des marchands et intellectuels, mais aussi par des prêtres. Et si dans le reste de l'Europe les mouvements de libération des peuples furent animés par une idéologie laïque, tel ne fut pas le cas dans les Balkans. De fait, l'Église avait eu, dans le cadre du système ottoman des *Millet*, la charge, non officielle mais bien réelle, de préserver non seulement la foi mais aussi les coutumes des populations orthodoxes. La lutte contre « l'impérialisme » du Patriarcat orthodoxe incita par ailleurs les dignitaires ecclésiastiques à s'ériger en promoteurs d'une renaissance culturelle « nationale » (avec notamment la demande de retour à la liturgie en slavon) et l'indépendance ecclésiastique fut la conséquence inévitable de l'indépendance politique. En 1832, la Serbie, autonome depuis 1830, se voit reconnaître le droit de choisir son métropolite et ses évêques. En 1879, alors qu'elle accède à l'indépendance, son Église devient autocéphale. En 1833, l'Église grecque proclame son autocéphalie dans l'immédiat après indépendance. En 1864, c'est l'Église roumaine qui, après l'union des différentes provinces roumaines sous le prince A. Cuza, se

²⁷⁹ Stéphane Yerasimos, "L'Église orthodoxe, pépinière des États balkaniques", *RMMM*, n°66, 1992, p. 145.

²⁸⁰ Voir, par exemple Ivo Banac, *The National Question in Yugoslavia: Origin, History, Politics*, New York, Ithaca, Cornell Univ. Press, 1984 ; ou Ladislav Hadrovics, *Le peuple serbe et son Église sous la domination turque*, Paris, PUF, 1947, p. 54.

²⁸¹ Voir, par exemple, Kemal Karpat, "Millets and Nationality: The Roots of the Incongruity of Nation and State in the Post-Ottoman Era", in Benjamin Braude et Bernard Lewis (dir.), *Christians and Jews in the Ottoman Empire*, New York/Londres, Holmes and Meier, 1982, Vol. 1, pp. 141-169.

proclame autocéphale, etc.²⁸². Ainsi, si l'Église a préservé les identités culturelles durant la « captivité ottomane », cet héritage fut ensuite politisé par les nationalismes du XIXe siècle et toute idée de commonwealth orthodoxe irrémédiablement brisée²⁸³.

Il y aurait donc d'une part une *communauté de vie et de destin entre l'Église et la nation* (l'indépendance nationale appelle à l'indépendance religieuse) mais aussi une *symbiose nation/confession dans la définition de l'identité nationale*. Cette symbiose entre la nation et l'Église s'exprima comme nulle part ailleurs dans la lutte pour la domination de la Macédoine. En 1870, un firman impérial créa l'Exarchat bulgare. A la traditionnelle équation orthodoxie = grécité, s'ajouta alors celle des Bulgares, pour qui exarchiste = Bulgare. Mais si le firman impérial énumérait les diocèses appartenant à l'Exarchat, dans une vaste zone (recouvrant la Macédoine), il laissait la possibilité d'en créer d'autres sur consentement de la population. Le Patriarcat et l'Exarchat engagèrent alors une âpre lutte, chacun tentant de rallier à sa propre Église la population locale, préfiguration de revendications territoriales puisque les Macédoniens devenaient ainsi Grecs ou Bulgares²⁸⁴.

De nombreux exemples viennent confirmer que dans les Balkans, à l'exception notable des Yougoslaves – mais pour en arriver à quel résultat – et des Albanais, la confession est un élément essentiel dans la définition de la nation. L'Église est devenue un des fondements du nationalisme, non seulement *vivier de la conscience nationale, instrument et symbole de l'indépendance mais également instrument de revendications territoriales*, et l'adage « peuple de mon Église = peuple de ma nation » fut le ferment de nouveaux irrédentismes. Depuis le XIXe siècle, l'Église, inféodée à l'État, fut de tous les combats politiques et elle partagea les aventures tragiques de l'État comme un simple département de celui-ci²⁸⁵.

2.5.2. Orthodoxie, nation et nationalisme aujourd'hui : le mythe de la panorthodoxie

Aujourd'hui de nombreux conflits ou revendications s'expriment encore par la voie de l'Église :

²⁸² Sur l'ensemble de ces mouvements vers l'indépendance ecclésiastique, voir Stéphane Yerasimos (1992), *op. cit.*, et Georges Arnakis, "The Role of Religion in the Development of Balkan Nationalism", in Barbara et Charles Jelavich (dir.), *The Balkans in Transition*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 1963, pp. 115-144.

²⁸³ Paschalis Kitromilides, "Imagined Communities and the Origins of the National Question in the Balkans", *European History Quarterly*, Vol. 19, 1989, pp. 177-185.

²⁸⁴ La Porte n'avait-elle pas elle-même à l'esprit la même logique lorsqu'au XIXe siècle elle installa des peuples musulmans sur les marches européennes de l'empire, tentant de se donner ainsi plus de marge de manœuvre dans les négociations internationales puisqu'elle revendiquait les territoires où se trouvaient des musulmans.

²⁸⁵ Voir par exemple, pour la Grèce, I. E. Anastasiou, "Grèce", *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ecclésiastique*, Vol. XXI, 1986, p. 1364 ; pour la Roumanie, Matei Cazacu, "L'Église orthodoxe et le pouvoir en Roumanie", *L'Autre Europe*, n°21-22, 1989, p. 240 et suivantes.

- L'autocéphalie de l'Église macédonienne unilatéralement proclamée en 1967 n'est toujours reconnue par aucune autre Église orthodoxe, signe de la non reconnaissance par les Serbes, les Grecs et les Bulgares d'une identité macédonienne. Cette autocéphalie est considérée par les Macédoniens comme un élément de leur identité nationale.
- L'opposition en Moldavie entre la hiérarchie du Patriarcat de Moscou qui a reçu en octobre 1992 un statut d'autonomie interne, et celle mise en place par le Patriarcat de Bucarest en 1993 (décision du Saint Synode de Roumanie du 19 décembre 1992), illustre le débat sur l'existence d'une nation moldave et les controverses sur l'indépendance de ce pays.
- Conséquence de l'indépendance de l'Ukraine, une partie du clergé a rompu avec le Patriarcat de Moscou et créé un Patriarcat de Kiev. Ce Patriarcat n'a pour l'instant été reconnu par aucune autre Église orthodoxe. L'apparition d'une troisième hiérarchie orthodoxe ukrainienne, l'Église ukrainienne autocéphale (ancienne Église ukrainienne en exil) a accentué la division des fidèles et une querelle religieuse intense où s'entremêlent scissions, fusions et défections, oppose les ecclésiastiques et les fidèles du pays²⁸⁶.
- Les positions prises par de nombreux évêques serbes durant le conflit en Bosnie-Herzégovine convergent avec celles des nationalistes serbes : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour les Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, droits historiques de la Serbie sur les terres du Kosovo, incessants rappels au régime oustachi et à ses crimes, dénonciations des manœuvres du Vatican et de l'impartialité de l'Occident, etc.²⁸⁷ L'Église orthodoxe serbe avait déjà grandement contribué au réveil de l'identité nationale serbe. Elle avait orchestré la campagne pour la défense du Kosovo dans les années 80 (avec notamment la procession des reliques du prince Lazar en 1988-89) ou encore, elle avait présidé les commémorations des victimes du génocide oustachi en 1990-91²⁸⁸.
- En Grèce, l'Église est omniprésente dans toutes les sphères de la vie nationale et est à l'avant-garde de tous les combats nationalistes. Les manifestations régulièrement organisées à Thessalonique pour revendiquer le caractère grec de la Macédoine reçoivent le soutien actif de l'Église. Non moins actif est le rôle du clergé grec dans l'affaire épirote. L'Église s'était déjà vivement opposée à la normalisation des relations gréco-albanaises en 1987 mais depuis l'effondrement du régime communiste à Tirana, elle a pris le flambeau de la lutte pour la libération de l'Épire du nord. C'est Mgr Sevastianos, le métropolite

²⁸⁶ Pour un résumé de cette complexe situation, voir Chrystyna Lapychak, "Rifts Among Ukraine's Orthodox Churches Inflamm Public Passions", *Transition*, Vol. 2, n°7, 5 avril 1996, pp. 6-10.

²⁸⁷ Voir les traductions des communiqués publiés à l'issue des assemblées épiscopales annuelles ou des assemblées extraordinaires des évêques de l'Église orthodoxe serbe, communiqués du Saint Synode, entretiens, déclarations et messages du patriarche Paul 1^{er} publiés dans *SOP (Service Orthodoxe de Presse, mensuel)*; Voir également Gordon Bardos, "The Serbian Church against Milosevic", *RFE/RL*, Vol. 1, n°31, 31 juillet 1992, pp. 63-69 et Nikola Miletich, "The Serbian Orthodox Church Today", *Balkan Forum*, Vol. 5, n°1(18), mars 1997, pp. 297-316.

²⁸⁸ Paul Garde, "L'orthodoxie et les nations balkaniques", *Géopolitique*, n°47, automne 1994, p. 61.

ultranationaliste de Konitsa dans le nord-ouest de la Grèce, qui était à la tête de ce mouvement²⁸⁹, alliant propagande et soutien financier à la formation d'Épirlotes pour le « combat pour l'hellénisme ». Il avait proclamé que l'étendue de son diocèse couvrait le territoire albanais « orthodoxe » et n'hésitait pas à demander l'intervention de l'armée grecque dans le sud de l'Albanie si Tirana ne protégeait pas la minorité grecque²⁹⁰. Enfin, c'est également le métropolite Sevastianos qui semble être à l'origine des radios diffusant à partir de Konitsa et de l'île de Corfou des messages nationalistes dans le sud de l'Albanie²⁹¹. En juin 1993, les autorités albanaïses expulsèrent l'archimandrite de Gjirokastër (sud de l'Albanie), Chrysostonos Maidonis. Celui-ci était accusé par Tirana d'« exprimer ouvertement des revendications territoriales et de distribuer des cartes et brochures présentant ou demandant l'hellénisation et l'annexion du sud de l'Albanie à la Grèce »²⁹².

Non seulement l'Église est de tous les combats nationalistes mais la Grèce semble menacée par la montée d'un intégrisme chrétien. Les campagnes de dénigrement orchestrées par l'Église contre les catholiques (discriminations dans la recherche d'un emploi, sur le lieu de travail et à l'école²⁹³), les persécutions dont sont victimes les Témoins de Jéhovah ou encore l'affaire des cartes d'identité ne correspondent pas, c'est le moins que l'on puisse dire, à l'image du pays « occidentalisé » que se veut être la Grèce et que se devrait d'être un pays membre de l'Union européenne. Les rares mais courageuses voix s'élevant au sein de l'Église contre cet ultranationalisme religieux sont impitoyablement écartées²⁹⁴ et l'Église semble pleinement se conformer au slogan de la dictature des colonels : « La Grèce aux Grecs chrétiens ».

Dans cette optique, *la panorthodoxie ne peut être qu'un mythe*. L'orthodoxie reste le vivier du nationalisme et cette symbiose entre l'Église et la nation fait obstacle à tout mouvement panorthodoxe de grande envergure. Si la panorthodoxie fut évoquée dans le passé, il s'agissait uniquement de cautionner un objectif conjoncturel et éminemment politique, et ce ne pouvait, en aucun cas, être une fin en soi.

²⁸⁹ Mgr Sevastianos est décédé le 12 décembre 1994. Il a été remplacé par son bras droit, A. Trempeas.

²⁹⁰ *Le Monde*, 26/2/94.

²⁹¹ *Le Monde*, 14/4/94, 14/12/94.

²⁹² Robert Austin, "Albanian-Greek Relations : The Confrontation Continues", *RFE/RL*, Vol. 2, n°33, 20 août 1993, p. 33. Cette affaire a créé de vives tensions entre Tirana et Athènes qui a, par mesure de rétorsion, expulsé environ 25 000 immigrants clandestins albanaïses de Grèce.

²⁹³ Les catholiques ne sont aujourd'hui que quelques milliers dans les îles Cyclades et à Athènes. Il resterait également en Grèce environ 6000 juifs et 130 000 Turcs et musulmans en Thrace.

²⁹⁴ Le prêtre Nicodimos Tsaknias fut destitué en 1993 par l'Église pour avoir soutenu les droits de la minorité slavo-macédonienne que la Grèce ne reconnaît pas. *Le Monde*, 14/12/94.

Les orthodoxes des Balkans ont néanmoins dans le passé partagé deux objectifs : la lutte contre le Vatican et la lutte contre l'occupant ottoman musulman. La résurgence de conflits et tensions à connotations religieuses, les « offensives » du Vatican et le retour d'une question uniate ou encore l'active diplomatie déployée par la Turquie dans la région depuis peu, ont ravivé une vieille peur, celle du complot vaticano-musulman. La politique du Vatican, et notamment les discours sur la « ré-évangélisation du continent européen », grand thème développé par Jean-Paul II depuis 1989, sont perçus comme une offensive catholique dans l'est orthodoxe et réveillent des craintes ancestrales. Ces craintes ont été alimentées par plusieurs éléments :

- La reconnaissance par le Saint Siège de la Slovénie et de la Croatie deux jours avant l'U.E. et le soutien apporté par le Pape à la sécession de ces deux pays. Les autorités religieuses orthodoxes serbes multiplient les discours sur la responsabilité du Vatican dans le déclenchement du conflit. L'identification, par les opinions publiques dans les pays orthodoxes, de l'Occident au catholicisme n'ajoute qu'à cette confusion des esprits²⁹⁵.
- Le voyage du Pape Jean Paul II en Albanie au printemps 1993 ou encore celui planifié à Sarajevo et Belgrade en septembre 1994 et annulé face aux virulentes réactions du Patriarcat de Belgrade.
- La prise de position du Pape, lors de son voyage à Budapest en août 1991, en faveur des minorités hongroises à l'étranger.
- Les appels du pied du Vatican à la population macédonienne : le Vatican a ainsi reconnu (au nom de quel principe ?) l'autocéphalie de l'Église macédonienne et Jean Paul II aurait prononcé en décembre 1991 des vœux de fin d'année en macédonien²⁹⁶.
- La question uniate empoisonne toujours les relations entre les Églises orthodoxe et catholique. Les populations uniates, qui se sont rattachées à l'Église romaine tout en gardant leurs particularismes liturgiques orthodoxes, sont souvent perçues comme une cinquième colonne du Vatican dans les pays orthodoxes. La restitution des biens de l'Église uniate, confisqués au profit de l'Église orthodoxe durant le régime communiste, et le retour au grand jour de cette communauté créent aujourd'hui de nombreux remous.
- Enfin, le prosélytisme tout azimut déployé par certaines missions catholiques notamment en Russie, seraient l'expression de cette offensive à l'est du Vatican. Ces missions catholiques (mais aussi divers branches du protestantisme ou encore des sectes et organisations pseudo-religieuses comme les Témoins de Jehovah, l'Église scientologique, etc.) trouvent quelque écho dans des populations déroutées par les désordres consécutifs à l'effondrement du système communiste et en mal d'idéologie directrice.

²⁹⁵ Voir à ce sujet, Dimitri Salachas, «Église orthodoxe et Église de Rome : passé et présent», *Géopolitique*, n°47, automne 1994, p. 83.

Quant à l'autre ennemi traditionnel des orthodoxes, les musulmans, leur présence s'affirme également dans les Balkans puisque ils sont au centre de deux grands conflits locaux (Bosnie-Herzégovine et Kosovo). La coalition croato-musulmane en Bosnie-Herzégovine relance les vieux fantasmes d'une alliance entre le catholicisme et l'islam contre l'orthodoxie. Ainsi peut-on lire dans un rapport des services de renseignements grecs : « Le Vatican n'a pas abandonné ses objectifs permanents de latiniser les Grecs ». Pour y parvenir, « aussi bien dans le passé, comme dans le présent, le Vatican n'a pas hésité à s'allier avec l'islam contre l'orthodoxie »²⁹⁷. Face à cette menace, l'Église grecque se mobilise. On la retrouve aujourd'hui à l'avant-garde des mouvements panorthodoxes. C'est ainsi sur une initiative grecque que fut créée l'assemblée interparlementaire des députés orthodoxes européens. Pour Athènes, l'outil qu'est l'orthodoxie a l'avantage de contrer le panslavisme renaissant – ou perçu comme renaissant – et qui, dans l'hypothèse où celui-ci serait effectivement une idéologie motrice, l'isolerait dans la région. Il a, en revanche, l'inconvénient de l'éloigner de l'Europe.

Toutefois, là encore, *cette solidarité orthodoxe affichée face aux ennemis communs n'est que de circonstance et se conforme aux options politiques prises par les pays*. Ainsi, les arguments développés par l'Église orthodoxe serbe sur le conflit dans l'ex-Yougoslavie ont été en partie appuyés par les autres Églises orthodoxes à l'exception de celles de la Macédoine (dont l'Église, tout comme l'identité nationale, peinent à être reconnues) et de la Bulgarie. Contrairement à leurs confrères russes, roumains et grecs, dont les dirigeants politiques avaient de bonnes relations avec le régime serbe, aucun dignitaire de l'Église bulgare ne s'est rendu à Belgrade jusqu'en 1995 date du changement de gouvernement et tournant dans la diplomatie bulgare²⁹⁸ ! De même, la solidarité orthodoxe affichée par la Grèce et la Serbie va de pair avec une position commune sur la Macédoine et un antagonisme commun avec l'Albanie. L'Association interparlementaire des députés européens, créée à l'initiative de la Grèce en novembre 1994, au-delà d'un aspect symbolique somme toute minime et de son absence totale d'effet sur le terrain, ne vient que conforter un axe politique Athènes-Moscou visible depuis la mi-1993. La Russie et la Grèce sont d'ailleurs les deux seuls membres permanents du secrétariat de cette association et la responsabilité particulière de ces deux pays pour la sauvegarde des intérêts des populations orthodoxes est soulignée. Quant aux déclarations communes clôturant les réunions de cette association, elles n'insistent généralement que sur un point : la levée de l'embargo contre la Serbie, demande

²⁹⁶ *Le Monde*, 26/6/93 ; Dusan Batakovic, "Vers le « commonwealth orthodoxe »?", *Géopolitique*, n°47, automne 1994, p.66.

²⁹⁷ Dimitri Kitsikis, "Les anciens calendaristes ...", *op. cit.*, p. 42.

²⁹⁸ La première visite fut celle du patriarche Maksim en octobre 1995. BTA, 18/1/96.

commune déjà formulée dans d'autres enceintes²⁹⁹. Mais là encore cette demande ne fait que cautionner un objectif commun, non pas politique cette fois mais économique, et plus qu'un « front des pays orthodoxes pour la levée des sanctions contre la Serbie »³⁰⁰, il faut y voir une « action commune des pays souffrant économiquement de l'embargo » et utilisant, de façon ponctuelle et intéressée, leur appartenance commune à l'orthodoxie pour cautionner un objectif commun qui, lui, n'a rien à voir avec l'orthodoxie.

La seule institution qui ait vocation au rassemblement des peuples orthodoxes, c'est le Patriarcat œcuménique de Constantinople mais il a perdu tous ses pouvoirs civils d'antan³⁰¹ et se voit aujourd'hui confiné dans des fonctions purement ecclésiastiques. Il garde cependant un certain prestige auprès des orthodoxes du monde entier. Le Patriarcat de Moscou, qui représente la plus grande communauté orthodoxe du monde, a bien essayé dans le passé de le supplanter mais sans succès. Ce conflit entre le Patriarcat de Moscou et celui de Constantinople pour le leadership mondial sur l'orthodoxie a récemment resurgi et les deux institutions sont au bord de la rupture³⁰². Se profile également derrière cette polémique, l'enjeu que représente le contrôle de la diaspora. L'emplacement du Patriarcat œcuménique (quartier du Phanar à Istanbul) et les bonnes relations qu'entretient Bartolomé Ier avec les autorités turques éveillent par ailleurs de nombreuses suspicions à l'encontre de cette institution souvent accusée d'être sous contrôle turc³⁰³. Mais l'Église orthodoxe russe est, elle, discréditée par sa collaboration avec les autorités soviétiques.

Le Patriarcat de Constantinople ne peut que jouer, par sa vocation comme par ses intérêts, un rôle transnational. Les mouvements nationalistes du XIXe siècle se sont développés au détriment de son influence et au prix de la perte de la presque totalité de ses sujets. La diplomatie patriarcale semble aujourd'hui s'articuler autour de deux axes :

- Par sa participation au mouvement œcuménique, le patriarche de Constantinople cherche à s'ériger en porte parole de l'Église orthodoxe. Bartolomé Ier s'est rendu à Rome en juin

²⁹⁹ Voir par exemple, la déclaration commune de la Bulgarie, de la Grèce, de la Moldavie, de l'Ukraine et de la Roumanie lors de la cinquième réunion ministérielle de la ZCEMN en avril 1995.

³⁰⁰ Titre d'un article dans *Le Monde*, 16-17/4/95.

³⁰¹ Son autorité directe se borne aujourd'hui aux orthodoxes de Turquie, Crète, îles du Dodécanèse, au Mont Athos et à l'importante diaspora grecque, ce qui n'est pas sans créer quelques tensions avec l'Église synodale d'Athènes.

³⁰² La polémique a resurgi au début de l'année 1996 lorsque le Patriarcat de Constantinople a annoncé qu'il reconstituait la métropole d'Estonie. *Le Monde*, 26/2/96 ; *SOP*, n°206, mars 1996, p. 2.

³⁰³ Ces rapports de bon voisinage sont toutefois entachés par deux éléments : la fermeture en 1971 de l'école de théologie orthodoxe de Halkı que les autorités turques refusent toujours de rouvrir ; et les attentats perpétrés contre les bâtiments du Patriarcat par des mouvements islamistes et notamment par « Les combattants des Lumières de l'Islam », un obscur groupuscule qui semble s'en prendre particulièrement à l'institution patriarcale.

1995. Le retour de la question uniate et les conflits en ex-Yougoslavie constituent toutefois deux pierres d'achoppement majeur au rapprochement des deux Églises³⁰⁴.

- Deuxième et nouvelle orientation diplomatique, le rapprochement avec les institutions européennes occidentales et notamment avec l'U.E. Bartolomé Ier a effectué une visite, spectaculaire à plus d'un titre (et notamment par le nombre de conférences de presse et d'interviews accordées à cette occasion), au parlement de Strasbourg en avril 1994. Quelques mois plus tard, un bureau de l'Église orthodoxe auprès de l'U.E. a été inauguré. Anticipant une adhésion des pays de l'est à l'Union européenne, le patriarche cherche à ménager une place à l'Église orthodoxe, dont là encore il se voudrait le porte-parole, dans l'institution européenne³⁰⁵.

L'Église a donc accompagné les luttes de libération nationale et elle se présente comme le pilier de la conscience et de l'identité nationale. Cette fusion/confusion entre identité nationale et identité religieuse s'exprime par la sacralisation du passé national, la canonisation de héros nationaux (Étienne le Grand en Roumanie en 1993, par exemple) et le rejet des autres confessions, perçues comme ennemies de la nation. L'Église est au service de la nation et a pour mission de la défendre. Elle est généralement inféodée au pouvoir en place mais peut s'y opposer si elle juge que les dirigeants du pays ne remplissent plus leur mission de défense de la nation. Ainsi en Serbie, l'Église s'oppose à Milošević, accusé de brader les territoires serbes (accord de Dayton) et donc de trahir le peuple serbe, comme elle s'était opposée à la Yougoslavie titiste qui avait octroyé des pouvoirs, jugés disproportionnés, aux peuples non serbes (Albanais du Kosovo). En Grèce, l'Église s'est opposée à la suppression de la mention de la religion sur les cartes d'identité que les dirigeants grecs proposaient sous pression de leurs partenaires européens. De même en Ukraine ou en Moldavie, des « Églises nationales » (non rattachées au Patriarcat de Moscou) sont apparues, symbolisant le rejet de la domination russe. L'Église peut, d'autre part, s'impliquer directement en politique par le soutien à un candidat ou la création d'un parti politique (Parti de Saint Sava en Serbie par exemple). Même discréditées par leur collaboration avec les régimes communistes, les Églises orthodoxes restent populaires et leur influence politique conséquente.

Conclusion

Les politiques des États sont plus déterminées par la perception de leurs propres vulnérabilités et de la menace de l'autre que par leur réalité objective. Cet adage est d'autant plus

³⁰⁴ Bartolomé a déclaré à propos de ce conflit qu'il s'agissait d'une attaque généralisée contre l'orthodoxie. Dimitri Kitsikis, "Les anciens calendaristes ...", *op. cit.*, p. 41.

vrai dans les Balkans que la composition ethnique de la région est fort complexe et que ces peuples se sont violemment opposés dans le passé. Peurs irrationnelles, sentiments de menace, complexe d'encerclement et besoin de définir les ennemis de la nation, sont – toujours – le lot quotidien des peuples balkaniques. Les minorités, et plus particulièrement mais non exclusivement les minorités religieuses, sont perçues comme porteuses de projets irrédentistes et le voisin, si ce n'est soupçonné de nourrir quelques machiavéliques intentions de conquête, pâti d'une image entachée de nombreux stéréotypes.

Ces phénomènes sont certes flous et difficiles à conceptualiser mais ils ont de nombreuses incidences, sur les esprits comme sur le terrain, et ne peuvent donc manquer d'influer sur les relations turco-balkaniques. Une bonne compréhension du problème chypriote ou du conflit en Bosnie-Herzégovine passe aussi par l'analyse de ces facteurs finalement plus psychologiques que politiques ou stratégiques. Le facteur religieux n'est pas étranger à ces ressentiments. La région est perçue par beaucoup comme une ligne de fraction entre l'islam et le christianisme. Cette imbrication du politique et du religieux et le rôle joué par la Turquie dans la création des États balkaniques et dans la formation d'entités musulmanes dans la région, contribuent largement à diaboliser le Turc. Les pays de la région se sont constitués contre l'Empire ottoman et l'image du Turc oppresseur reste ancrée dans les esprits. Cette domination ottomane fut d'autant plus mal vécue qu'elle émanait « d'infidèles ». Cette situation provoqua une confusion entre Turcs et musulmans et jusqu'à une époque récente, si ce n'est encore aujourd'hui, tout musulman des Balkans était appelé « Turc ».

La peur de l'émergence d'un axe islamique ou d'un retour de cette terre au *Dar al islam*³⁰⁶ et la défense de l'orthodoxie sont aujourd'hui source de tensions. Toutefois, tout comme la panorthodoxie, le « panislamisme balkanique » n'est qu'un mythe. L'islam n'est invoqué que pour justifier ou conforter un rapprochement politique pré-existant et recouvre une communauté d'intérêts politiques et non religieux. Certes, des affinités existent. Mais si les gouvernements turcs (ou albanais) sont forcément quelque peu sensibles à ces émois populaires (Albanie, Turquie), leur diplomatie reste fidèle aux intérêts de la nation et non à ceux de l'*umma* (communauté musulmane) et, tout comme dans l'orthodoxie, les affinités religieuses ne supplantent aucunement les intérêts nationaux³⁰⁷.

³⁰⁵ Dans cette affaire, le gouvernement turc soupçonne le Patriarcat de vouloir établir des liens privilégiés avec la Commission européenne de Bruxelles dans le but d'obtenir un statut d'extra-territorialité et de jouer un rôle sur la scène internationale. *SOP*, n°193, décembre 1995, p. 4-5.

³⁰⁶ *Dar al islam* : le « domaine de la foi », c'est-à-dire les territoires soumis à la loi du prophète.

³⁰⁷ Cf. *infra* chapitre « L'islam et la turcité dans la politique balkanique de la Turquie » (2^{ème} partie, chapitre 3).

La scène balkanique depuis 1990

Tardivement créés, les États balkaniques peinent à dépasser des schémas nationalistes voire irrédentistes générés par une formation nationale bâclée et entretenus par des générations d'hommes politiques, y inclus communistes, tentés par des discours simplistes et rentables en termes de popularité. De nombreuses zones, parfois peuplées d'ethnies diverses et mal définies, sont devenues objets de contentieux. Le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, l'Épire, terres historiques des uns, peuplées par les autres, ou tout simplement terres historiques de tous et peuplées par tous, se retrouvent ainsi écartelées entre les aspirations et les revendications forcément conflictuelles de ces peuples, aspirations parfois toutes légitimes et, quoi qu'il en soit, entretenues par divers massacres perpétrés dans le passé. Ces désaccords sont d'ordres politiques ou géopolitiques (contrôle des voies de communication, accès à la mer) et/ou de nature émotionnelle (présence d'une minorité nationale, symbolismes et constructions identitaires centrés sur des empires mythiques ou sur une terre historique, etc.).

Si la persistance de désaccords et les frustrations nées d'aspirations non réalisées mais considérées comme naturelles et justifiées ont provoqué une résurgence des conflits et oppositions d'autrefois, il n'y a ni systématisme ni similitude totale dans la résurgence de ces contentieux. Ni la Dobroudja ni la Thrace ou encore Trieste, objets de conflits dans le passé, ne sont ainsi sous les feux de l'actualité depuis 1991. La période communiste a d'autre part laissé ses propres traces dans l'édification des problèmes nationaux ou nationalistes d'aujourd'hui. La Macédoine a ainsi bénéficié d'un statut de République au sein de la Yougoslavie et une identité macédonienne a pu

s'y développer, encouragée par Belgrade. Les Kosovars ont bénéficié d'un statut d'autonomie de 1974 à 1990 mais ont été coupés de la « mère-patrie » pendant 50 ans. Les musulmans de Bosnie-Herzégovine ont, dans le cadre de la politique titiste de rapprochement avec les pays du tiers monde et notamment du monde musulman, joui de nombreux privilèges et une nation musulmane (les Musulmans) a été reconnue en 1967. La Roumanie de Ceaușescu a supprimé l'autonomie de la Transylvanie en 1968 et édifié une doctrine communiste nationaliste. Les communistes bulgares ont tenté de bulgariser les Turcs du pays, et dans l'ensemble, Moscou n'a pas, ou peu, eu son mot à dire dans ces décisions de politique intérieure.

L'éclatement de la Yougoslavie a provoqué de sanglants conflits mettant aux prises Serbes et Croates dans un premier temps ; Serbes, Croates et Musulmans dans un deuxième temps. Les accords de Dayton (21 novembre 1995) marquent certes la fin des opérations militaires mais pas des hostilités. Les clauses de cet accord, notamment sur le retour des réfugiés, ne sont pas respectées. La guerre a exacerbé des aversions parfois ancestrales mais qui avaient été quelque peu modérées durant les cinquante dernières années, et la présence à la tête de ces communautés de nationalistes prêts à tout pour garder le pouvoir n'augure pas d'une amélioration des relations interethniques. Au sud de l'ex-Yougoslavie, le Kosovo, peuplé à 90% par des Albanais, est revendiqué et contrôlé par la Serbie au nom d'une appartenance historique serbe dans la région, argument auquel les Albanais opposent celui d'une présence non moins historique et le droit de la majorité. Le Président Milošević a supprimé l'autonomie du Kosovo en 1990 et fait de la sauvegarde de cette terre historique serbe le thème privilégié d'un discours politique aux relents nationalistes. Quant à la Macédoine, longtemps objet de conflits entre les peuples de la région, convoitée au nom des droits historiques des uns et des autres, elle voit aussi son nom et son identité nationale contestés et elle a peiné à faire reconnaître son indépendance. Skopje doit également faire face aux revendications d'une importante minorité albanaise concentrée dans l'ouest du pays et les risques d'implosion du pays, accentué par la fragilité de sa position régionale, ne sont pas négligeables.

Enfin, les problèmes économiques et la nostalgie d'une période relativement plus prospère ont parfois permis aux communistes de revenir au pouvoir (lorsqu'ils l'avaient réellement perdu), et les politiques des pays balkaniques ont autant évolué au gré de ces aléas de politique interne que de l'évolution du contexte régional et notamment des guerres yougoslaves. Parallèlement, les tensions gréco-turques restent centrales dans les diplomaties régionales de ces deux pays et ont un impact sur les politiques des autres pays balkaniques, qu'ils s'allient avec l'un pour faire pression sur l'autre ou qu'ils tentent de ménager l'un et l'autre.

1.1. LES RELATIONS BILATERALES DE LA TURQUIE AVEC LES PAYS BALKANIQUES AVANT 1991 : APERÇU D'UNE RELATIVE ECLIPSE

De la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à l'effondrement du monde communiste, la politique balkanique de la Turquie fut dominée par le conflit gréco-turc et les relations avec les pays communistes de la région étaient quasi inexistantes. La Turquie s'était plutôt désintéressée de cette ancienne province de l'empire où elle avait été confrontée au XIX^e siècle aux contestations les plus virulentes de son autorité. Elle y conservait toutefois quelques intérêts ne serait ce que par la présence d'importantes minorités turques.

La plus significative des réalisations diplomatiques dans la région depuis la Seconde Guerre mondiale fut le Pacte balkanique signé en 1954 qui regroupait la Turquie, la Grèce et la Yougoslavie. Un premier accord défensif avait été signé entre ces trois pays le 28 février 1953 puis, le 3 août 1954 à Bled, c'est un véritable pacte d'assistance mutuelle qui fut paraphé. Une obligation d'assistance, similaire à celle de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, y était prévue. Cette alliance militaire, qui reposait sur une solidarité de circonstance face à la menace soviétique, devint rapidement caduque³⁰⁸ : en 1955, un différent gréco-turc éclatait sur Chypre ; en avril 1955, la Yougoslavie s'engageait dans ce qui deviendra le Mouvement des non-alignés (Conférence de Bandoeng) ; et surtout, en mai 1955, une réconciliation entre la Yougoslavie et l'URSS relativisait *de facto*, pour Belgrade, la menace soviétique, ciment de cette alliance militaire³⁰⁹.

Comme pour l'ensemble de la politique extérieure de la Turquie depuis la Seconde Guerre mondiale, les relations avec les pays balkaniques furent rythmées par les crises entre la Turquie et ses partenaires de l'OTAN, elles-mêmes liées à la détérioration des relations gréco-turques et donc, en gros, à la question chypriote. L'intervention militaire turque à Chypre durant l'été 1974 et la crise avec les États-Unis qui suivit (embargo sur les livraisons militaires à destination de la Turquie de 1975 à 1978), avaient conduit la Turquie à se ménager quelques appuis dans le monde communiste et notamment dans les Balkans. A la même époque, la conférence d'Helsinki (1975) amorçait une détente entre les deux blocs. Les relations entre la Turquie et les pays balkaniques entrèrent alors dans une réelle phase de coopération. Deux déclarations solennelles furent signées lors de cette conférence : une déclaration de principe sur le bon voisinage, l'amitié et la

³⁰⁸ Toutefois, conformément aux stipulations du pacte lui-même, il ne put être formellement dénoncé et resta valide jusqu'en 1974, date de son expiration.

³⁰⁹ Cette réconciliation ne fut que temporaire. En novembre 1956, Tito condamna l'intervention soviétique en Hongrie et, à la fin de l'année 1957, une nouvelle campagne antiyougoslave était déclenchée par Moscou. Sur les Balkans de 1945 à 1991, voir Bernard Lory, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Paris, Ellipse, 1996. Sur les relations de la

coopération entre la Turquie et la Bulgarie, et une déclaration de principe sur les relations entre la Turquie et la Roumanie. Parallèlement, la Turquie intensifia ses relations avec la Yougoslavie (visite de Tito en Turquie en 1976, visite du Premier ministre Ecevit en Yougoslavie en 1978). C'est également à cette époque qu'un traité d'amitié et de coopération fut signé avec l'URSS (1978). Au début des années 80, le Président Kenan Evren fut reçu en Bulgarie (février 1982), en Roumanie et en Yougoslavie (septembre 1982).

Par sa proximité géographique et par la présence d'une importante minorité turque sur son sol, la Bulgarie fut l'objet d'une attention particulière. Entre 800 000 et un million au début de 1989, les Turcs de Bulgarie représentaient environ 10% de la population. Cette communauté a subi depuis 1878 diverses discriminations et persécutions³¹⁰. En août 1950, un décret bulgare ordonna l'expulsion de 250 000 Turcs. L'objectif était clairement de se débarrasser d'une minorité jugée dangereuse (5^{ème} colonne) ou, pour le moins, embarrassante. La Bulgarie a sans doute également cherché à mettre en difficulté la Turquie alors sur le point d'adhérer à l'OTAN³¹¹. Le mois précédent, le gouvernement turc avait annoncé l'envoi d'un contingent turc de 4500 hommes en Corée. 155 000 personnes furent finalement forcées de quitter la Bulgarie de 1950 jusqu'à novembre 1951 lorsque la Turquie ferma la frontière³¹². Pendant des années, les relations turco-bulgares furent ponctuées par les seuls, mais nombreux, incidents de frontières.

Le rapprochement turco-soviétique consécutif à la lettre Johnson (1964), entraîna une timide reprise du dialogue puis de la coopération avec Sofia. De 1966 à 1968, plusieurs accords sur les liaisons routières et ferroviaires furent signés. Une liaison ferroviaire directe entre les deux pays fut construite (celle-ci devait précédemment transiter par le territoire grec) et un nouveau poste frontière fut ouvert (Malko Tărnovo-Dereköy ouvert en 1970). Un accord sur la réunion des familles fut signé en mars 1968 et, en décembre 1969, les deux pays se sont accordés sur la jonction de leur réseau énergétique. En août 1966, le ministre des Affaires Étrangères bulgare s'est

Turquie avec les pays balkaniques dans les années 50 et 60, voir Ferenc Wali, *Bridge Across the Bosphorus. The Foreign Policy of Turkey*, Baltimore/Londres, The John Hopkins Press, 1971, pp. 197-208.

³¹⁰ Voir par exemple, Alexandre Popovic, *L'islam balkanique, les musulmans du sud-est européen dans la période post-ottomane*, Wiesbaden/Berlin, Otto Harrassowitz, 1986 ; Bilâl Şimşir, *The Turks of Bulgaria, 1878-1985*, Londres, Rustem&Brothers, 1988.

³¹¹ La pertinence de ce parallèle est sujette à débat : « Le bloc communiste aurait voulu punir la Turquie en lui suscitant des difficultés intérieures. Aucune preuve formelle d'une telle demande émanant de Moscou n'a été produite jusqu'à présent. On peut penser que c'est plutôt la ligne du PCB qui s'est infléchie à ce moment ». Bernard Lory, "Strates historiques des relations bulgare-turques", *CEMOTI*, n°15, 1993, p. 159. Pour une opinion contraire, voir, par exemple, Oral Sander, "Turkish-Bulgarian Relations", *Dış Politika*, Vol. XII, n°3-4, 1986, p. 15. L'ouverture des archives de l'URSS semble cependant démontrer que Staline avait effectivement ordonné ces expulsions (apparemment lors d'une rencontre avec Anton Yogov et Vilko Červenko en juillet 1949). Voir *Türkiye*, 10/3/99.

³¹² J.-B. Schechtman, "Compulsory Transfer of Turkish Minority from Bulgaria", *Journal of Central European Affairs*, Vol. 12, 1952, pp. 154-169.

rendu en Turquie et, en mars 1968, c'était le Premier ministre bulgare, Todor Živkov qui effectuait une visite en Turquie. La nouvelle détérioration des relations turco-atlantiques après l'intervention militaire turque à Chypre engendra une nouvelle relance des contacts bilatéraux. Une déclaration de principe sur l'amitié et le bon voisinage fut signée dans la foulée de la conférence d'Helsinki en décembre 1975. De nouvelles visites bilatérales furent effectuées (Todor Živkov est en Turquie en juillet 1975 et juin 1976, le Premier ministre Demirel est en Bulgarie en décembre 1975 et le Président Bülent Ecevit en mai 1978)³¹³. Mais la politique d'assimilation des Turcs se poursuivait (réduction progressive des avantages culturels et éducatifs) et si les relations politiques et économiques étaient en constantes améliorations, la méfiance et les tensions persistaient.

La crise éclata à l'hiver 1984/85. Le gouvernement bulgare lança en décembre 1984 une vaste campagne de changement de noms de la minorité turque. Conséquence d'une doctrine officielle qui soutenait que les Turcs de Bulgarie n'étaient en fait que des Bulgares turquisés de force durant la période ottomane, le « processus de renaissance » visait à rebulgariser ces « Bulgares » victimes de l'oppression ottomane. Cette campagne fut légitimée par la publication de divers travaux d'historiens ou ethnologues « prouvant » le caractère ethnique bulgare de ces « Turcs »³¹⁴. Les réels motifs qui présidèrent à cette campagne de bulgarisation forcée sont toujours sujets à débats. Très clairement, les dirigeants bulgares ont vu dans l'explosion démographique de ces Turcs et dans le rôle de cinquième colonne que la Turquie pourrait leur faire jouer (à l'exemple de Chypre), une menace pour le pays. Mais ils ont vraisemblablement également cherché à détourner l'attention et les ressentiments de la population bulgare sur ces Turcs (instrumentalisation d'un nationalisme teinté d'antiturquisme). Ceux-ci durent donc bulgariser leurs noms. En pratique, les villages peuplés de Turcs furent encerclés par la police et l'armée et de nouvelles cartes d'identité distribuées sous la menace. Cette campagne, et le lot de violence qui l'accompagna (de 300 à 1500 morts, plusieurs milliers d'arrestations³¹⁵), choqua l'opinion publique turque et motiva les virulentes protestations d'Ankara. La Turquie multiplia les dénonciations de cette campagne dans les enceintes internationales. Amnesty International et Helsinki Watch effectuèrent des enquêtes et la Bulgarie fut condamnée par le Conseil de l'Europe et l'Organisation de la Conférence Islamique (elle fut notamment inscrite sur la « liste noire » de l'OCI³¹⁶). Dès

³¹³ Sur les relations entre les deux pays de 1944 à 1989, voir Bernard Lory (1993), *op. cit.*, pp. 158-162.

³¹⁴ Sur cette campagne d'assimilation, voir, par exemple, Marie Gaille, "Reshaping National Memory. The Policy of Bulgarian Government toward the Ethnic Turks in Bulgaria from 1984 to 1989", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°2 (15), juin 1996, pp. 187-211 ; Hugh Poulton, *The Balkans. Minorities and States in Conflict*, Londres, Minority Rights Publications, 2^{ème} édition, 1993, pp. 129-151 ; *Destroying Ethnic Identity. The Turks of Bulgaria*, New York, Helsinki Watch, juin 1986 ; Bilâl Şimşir, "The Latest Bulgarian Coup : (Forced) Changing of Turkish Names", *Dış Politika*, Vol. XII, n°3-4, 1986, pp. 145-161.

³¹⁵ *Destroying Ethnic ...*, *op. cit.*, pp. 1-2.

³¹⁶ La Bulgarie n'appartenait certes pas à l'OCI mais elle avait développé des liens commerciaux avec les pays du Proche et Moyen-Orient.

janvier 1985, le Président Evren annulait le voyage qu'il devait faire en Bulgarie et la coopération entre les deux pays connaissait un coup d'arrêt. En 1989, les échanges annuels, qui se montaient à la veille de la campagne d'assimilation à 258 millions de dollars, n'étaient plus que de 40 millions de dollars³¹⁷.

Avec la Roumanie, un premier rapprochement s'opéra également au milieu des années 60 : visite du Premier ministre roumain en Turquie en juillet 1966, visite du ministre des Affaires Étrangères turc en Roumanie en mai 1967 et du Premier ministre Demirel en septembre 1967 et, enfin, visite de N. Ceaușescu en Turquie en mars 1969. La minorité turco-tatare du pays, considérablement réduite par de massives vagues d'émigration depuis 1878, ne posait pas de réels problèmes (environ 50 000 personnes autour de Constanța). Au milieu des années 70, les relations bilatérales turco-roumaines connurent un nouvel élan. Une déclaration solennelle sur les relations entre les deux pays fut signée en 1975 et en novembre 1978, le Premier ministre Ecevit s'est rendu à Bucarest. Une nouvelle série d'accords de coopération dans les domaines économique et technique vint couronner ce rapprochement. L'accord sur la prévention de la double taxation fut ainsi signé dès 1986 et, l'année suivante, un accord de coopération économique et commercial fut conclu. En 1990, les échanges annuels entre les deux pays se montaient à 235,5 millions de dollars³¹⁸. Au niveau politique, la marginalisation – somme toute symbolique – de la Roumanie dans le bloc soviétique semble n'avoir été pour la Turquie que d'un intérêt relatif. La dépendance de Bucarest vis-à-vis de Moscou restait considérable et l'apparition d'une Détente entre les deux Blocs avait relativisé l'attrait de cette politique de cavalier seul. Ankara n'avait pas réagi positivement à la proposition lancée par la Roumanie en 1957 de créer une *nuclear-free zone* dans les Balkans. De fait, se profilait derrière cette proposition l'ombre de Moscou dont l'objectif était d'éliminer les armes nucléaires américaines de Grèce et de Turquie. Quant aux autres initiatives roumaines de coopération multilatérale dans les Balkans (consolidation de la paix, règlement pacifique des litiges et, en fait, création d'un système de sécurité balkanique en marge des Blocs) également lancées en 1957, elles ne suscitèrent guère d'enthousiasme. Les dirigeants turcs restèrent très prudents vis-à-vis de ces suggestions et refusèrent de s'engager dans un dialogue considéré comme dangereux et contraire à leur engagement dans l'Alliance atlantique.

La Yougoslavie fut, durant la période 1945-1990, le pays des Balkans avec lequel la Turquie eut les relations les plus stables. L'absence de problème de minorité entre les deux pays et la non-appartenance de la Yougoslavie au bloc soviétique érigeait ce pays en partenaire potentiel. Le Pacte

³¹⁷ Türkkaya Ataöv, "Turkey's Expanding Relations with the CIS and Eastern Europe", in Clement Dodd (ed.), *Turkish Foreign Policy. New Prospects*, Londres, The Eothen Press, 1992, p. 110.

³¹⁸ *Ibid.*, p. 113.

balkanique de 1954 est certes resté lettre morte mais il témoigne d'une convergence d'intérêts sur le long terme. Dès le milieu des années 60, au moment où la Turquie cherchait à se rapprocher du Tiers-Monde, le rôle de la Yougoslavie dans le Mouvement des non-alignés fut un motif supplémentaire au rapprochement politique. Les échanges de visites furent nombreux durant cette période (Premier ministre yougoslave en Turquie en avril 1968, Premier ministre turc en Yougoslavie en mai 1969, etc.). Au milieu des années 70, la réorientation de la politique extérieure turque poussa de nouveau Ankara à courtiser ce leader des non-alignés. Bülent Ecevit effectua son premier voyage officiel à Belgrade en avril 1978. En 1976, le président Tito s'était déjà rendu en Turquie. Une coopération multiforme dans les domaines économique, technique et scientifique avait été ébauchée à cette occasion et se poursuivit jusqu'à l'éclatement de la fédération yougoslave : création d'une commission mixte pour la coopération économique, scientifique et technique en 1976, échange d'experts, transfert de technologie, accords de coopération culturelle, création de plusieurs lignes aériennes régulières entre Belgrade et Istanbul, etc. Les contacts entre les dirigeants politiques étaient nombreux : visite du ministre des Affaires Étrangères turc à Belgrade en novembre 1981, septembre 1982 et juillet 1987, visite du Président turc Kenan Evren en septembre 1982 et octobre 1986, visite du Président de la fédération yougoslave, V. Duranović, en octobre 1984, etc.³¹⁹ En 1990, les échanges annuels se montaient à 305,3 millions de dollars³²⁰.

Les relations de la Turquie avec les pays balkaniques (hors Grèce) de 1945 à 1990 furent *in fine* peu développées, et la région venait loin derrière les États-Unis, l'Europe, le Moyen-Orient ou l'URSS dans les priorités de la diplomatie turque. L'appartenance à deux camps militaires, politiques et idéologiques opposés ne facilitait pas, il est vrai, le dialogue et les échanges. Mais la Turquie avait bien signé avec l'URSS des accords de coopération économique et technique nombreux et portant sur des sommes et des projets importants. Les motifs de cette relative absence de coopération sont donc plutôt à chercher dans un manque de volonté politique, de part et d'autre. Aucun intérêt commun, économique ou politique, ne vint soutenir les quelques initiatives multilatérales (1954) ou bilatérales.

Les relations turco-balkaniques durant cette période furent par ailleurs caractérisées par une relative dépendance par rapport à la situation de la Turquie vis-à-vis des deux Grands. Ainsi, c'est alors que la Turquie se rapprochait de l'URSS (à partir de 1964) que les contacts entre la Bulgarie et la Turquie reprirent pour aboutir en 1975, alors que les relations turco-américaines étaient au

³¹⁹ Pour plus de détails sur les relations turco-yougoslaves à cette époque, voir Mirko Jelić, Jerka Stojiljković, Danka Bajić, "Yugoslav-Turkish Relations, 1976-1988", *Yugoslav Survey*, Vol. XXX, n°4, 1989, pp. 133-152.

³²⁰ Türkaya Ataöv, *op. cit.*, p. 114.

plus bas (embargo militaire), à la signature d'une déclaration sur le bon voisinage et la coopération entre les deux pays. C'est également au milieu des années 60, puis de nouveau après 1975, que les relations turco-roumaines et turco-yougoslaves, furent relancées. De façon générale, les relations turco-balkaniques ont respecté les trois phases de la politique extérieure turque durant cette période : de 1945 jusqu'au milieu des années 60, absence quasi totale de relations et, en fait, d'intérêt de la Turquie vis-à-vis du monde non-atlantique, puis amorce de dialogue et de coopération puis, à partir du milieu des années 70, renforcement de la coopération notamment économique. Les relations de la Turquie avec les pays musulmans, et de façon générale, l'ensemble du Tiers-Monde, suivirent le même schéma.

En revanche, la campagne d'assimilation forcée des Turcs en Bulgarie en 1984/85, événement pourtant d'importance pour le pays et pour ses relations avec la Turquie, ne semble pas avoir été téléguidé par Moscou³²¹. Les relations avec l'Albanie, quoique quasi inexistantes, furent dénuées d'animosité. Le régime d'Enver Hoxha, pourtant si anti-impérialiste, ne semble pas avoir jeté son opprobre sur le « pion de l'impérialisme » dans la région. Enfin et surtout, les antagonismes gréco-turcs primèrent souvent sur les autres options de politique extérieure et transcendaient largement le clivage pourtant bien ancré entre les deux blocs. Les relations dans le triangle Bulgarie - Grèce/Chypre - Turquie/Chypre exprimèrent clairement un dysfonctionnement local de la logique est-ouest dont l'alliance entre la Grèce et la Bulgarie dans les années 80 fut le symbole le plus éclatant.

³²¹ Bernard Lory (1993), *op. cit.*, p. 161.

1.2. LES LITIGES GRECO-TURCS ET LA REMISE EN CAUSE DE L'AXE ANTITURC SOFIA-ATHENES

La diplomatie turque dans la région a donc longtemps été exclusivement consacrée à la gestion des litiges avec son voisin grec. Ces litiges gréco-turcs revêtent de multiples aspects dont les principaux concernent la mer Égée et Chypre :

- 1) La délimitation du plateau continental en mer Égée³²². Pour la Grèce, cette délimitation doit se faire selon une ligne médiane entre les deux pays (principe de l'équidistance) et ceci, en prenant en compte les îles. Pour la Turquie, les îles grecques reposent en fait sur le plateau continental anatolien et la Convention de Genève (1958) ne retient la règle de la ligne médiane qu'en cas d'absence d'accord entre les parties et à condition que des circonstances spéciales ne justifient pas une autre délimitation. Or, pour Ankara, le cas de la mer Égée est précisément un cas de « circonstances spéciales » et le principe à appliquer ne peut être que celui de l'équité.
- 2) La délimitation des eaux territoriales. Aux termes de la Convention de Montego Bay (1982), la Grèce a le droit d'étendre ses eaux territoriales à 12 milles. Pour la Turquie, la mer Égée est un cas particulier du fait de la présence de nombreuses îles grecques. L'application de la règle des 12 milles favoriserait quasi exclusivement la Grèce qui verrait ses eaux territoriales passer de 35% de la superficie totale de la mer Égée à 64%. La mer Égée se transformerait ainsi en lac grec et les côtes turques seraient « emprisonnées », obligeant tous les navires turcs voulant se rendre à l'étranger à traverser les eaux territoriales grecques. La Turquie a fait savoir qu'elle considérerait cette mesure comme un *casus belli* et la Grèce applique actuellement la règle des 6 milles³²³.
- 3) L'étendue de l'espace aérien en mer Égée et le tracé du FIR (*Flight Information System*, aire de contrôle de sécurité de l'aviation civile). Pour la Turquie, l'étendue de l'espace aérien doit correspondre à l'étendue des eaux territoriales (6 milles) alors que la Grèce

³²² Le plateau continental est le prolongement submergé des masses continentales qui descend en pente douce vers le large. Depuis 1958 (Convention de Genève), les États côtiers sont propriétaires des ressources vivantes et minérales présentes dans le sol et le sous-sol du plateau continental (pétrole). Le conflit latent entre la Turquie et la Grèce à propos de ce plateau a été ravivé par la Convention de Montego Bay (1982) qui a introduit des critères de délimitation physique pouvant être pris en compte au-delà du forfait des 200 milles. Sur l'émergence de cette controverse, voir Stéphane Yerasimos, «Le conflit de la mer Égée», *Hérodote*, n°32, 1^{er} trimestre 1984, pp. 123-143.

³²³ Voir carte en annexe des frontières maritimes actuelles.

applique une règle de 10 milles³²⁴. D'autre part, depuis 1950, la mer Égée relève de la FIR d'Athènes suivant la ligne de délimitation des eaux territoriales. En 1975, la Turquie a dénoncé ce statut ainsi que l'étendue de l'espace aérien grec (10 milles). Depuis lors, les avions turcs pénètrent régulièrement dans l'espace contesté (de 6 à 10 milles).

- 4) La démilitarisation des îles grecques dans l'Égée orientale. En vertu du traité de Lausanne (1923), les îles de Samothrace et Lemnos, à l'embouchure des Dardanelles, doivent être démilitarisées. La Grèce soutient, elle, que la remilitarisation des détroits (Convention de Montreux, 1936) annule cette disposition du traité de Lausanne et que le droit à la légitime défense de la Grèce (face à la politique expansionniste de la Turquie) justifie à lui seul la militarisation des îles. Quant aux îles du Dodécanèse, le traité de Paris qui, en 1947, avait entériné la cession de ces îles à la Grèce, stipule qu'elles « sont et resteront démilitarisées ». Athènes soutient que puisque la Turquie n'est pas signataire de ce traité, elle ne peut se prévaloir de cette disposition³²⁵.
- 5) Il faut ajouter à ces controverses sur la mer Égée, les persécutions subies, selon Ankara, par la minorité turque de Thrace, et celles subies, selon Athènes, par la minorité grecque d'Istanbul. Ces deux communautés avaient été exclues des échanges de populations de 1923 (cf. infra « Les minorités turques des Balkans »).
- 6) Enfin, le conflit chypriote a non seulement aggravé les tensions entre les deux pays mais bien souvent, a agi comme catalyseur de ce contentieux, et bien plus, a constamment influencé l'ensemble de la politique extérieure des deux pays. La position de la Grèce repose sur une prédominance numérique des Grecs sur l'île (80% de la population) et donc sur un droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La position de la Turquie repose, elle, sur des impératifs stratégiques. Située à moins de 100 km des côtes de la Turquie et en plein milieu de sa principale ligne de défense méridionale, il importe que cette île ne tombe pas sous la coupe d'une puissance hostile. A la peur de se voir encerclée par la Grèce, la Turquie ajoute la défense des droits des Turcs de Chypre (18% de la population). Les accords de Zurich et de Londres (février 1959) avaient consacré l'indépendance de l'île dont la Grèce, la Grande-Bretagne et la Turquie étaient les puissances garantes. Un système

³²⁴ La Convention de Montego Bay a confirmé la conception territoriale de l'espace aérien mise en avant à la conférence de Paris en 1919. La « souveraineté de l'État côtier s'étend à l'espace aérien au dessus de la mer territoriale ». Voir Emmanuel Decaux, *Droit international public*, Paris, Dalloz, 1997, pp. 94-96.

³²⁵ Pour une présentation plus complète des arguments grecs sur la mer Égée, voir Theodoros Katsoufros, "Les différents gréco-turcs en mer Égée", in Semih Vaner (dir.), *Le différent gréco-turc*, Paris, L'Harmattan, 1988, pp. 73-100 ; pour une présentation des arguments turcs, voir Hüseyin Pazarcı, "Aspects juridiques des différents gréco-turcs en mer Égée", *ibid.*, pp. 101-120.

bi-communautaire avait été mis en place dans toutes les institutions. Ainsi le Président était grec et le Vice-président turc et chacun disposait d'un droit de veto. La remise en cause de ce système par le Président Makarios a provoqué les premiers affrontements interethniques en 1963/64. En 1974, la junte militaire d'Athènes fomente un coup d'État dans l'île, prélude à une annexion à la Grèce (*Enosis*). La Turquie réagit en envahissant le nord de Chypre³²⁶. Plusieurs milliers de réfugiés se dirigent alors vers les zones de concentration respectives de leur communauté et le traumatisme et les persécutions subis par les uns et les autres aggravent d'autant plus les dissensions communautaires. La Turquie occupe toujours 37% de l'île et une « République turque du nord de Chypre » a été unilatéralement proclamée en 1983³²⁷. L'enjeu stratégique que peut représenter Chypre pour la Turquie est, de plus, loin de s'amoindrir. Avec la construction – en projet – d'un pipeline reliant Bakou à Ceyhan, un autre enjeu, et non des moindres, le pétrole, s'ajoute aux traditionnelles considérations de défense du territoire.

Aucun de ces litiges, éminemment politiques, n'a été réglé à ce jour. L'ensemble de ce contentieux a, en fait, évolué au rythme des crises chypriotes. C'est ainsi en 1974 et 1975 que la Turquie a remis en cause le *statu quo* sur le FIR et l'étendue de l'espace aérien grec en mer Égée, et que la Grèce a accéléré la remilitarisation de ses îles. Les perspectives d'adhésion de Chypre à l'U.E. ne semblent pas, à ce jour, œuvrer à une résolution du conflit. En engageant des négociations avec la seule partie grecque (seule reconnue par la communauté internationale), l'U.E. a indéniablement provoqué un regain de tensions³²⁸.

Ces tensions gréco-turques ont eu de graves répercussions sur la cohésion du bloc otanien. L'invasion par la Turquie du nord de Chypre a notamment provoqué d'importantes tensions avec les États-Unis (embargo sur les armes à destination de la Turquie suivi par l'occupation des bases américaines en Turquie par Ankara qui a alors opéré un nouveau rapprochement avec Moscou³²⁹). A la même époque, la Grèce s'est rapprochée, elle aussi, du bloc soviétique. Non seulement la crédibilité du flanc sud de l'OTAN est alors atteinte mais la confiance dans les partenaires otaniens

³²⁶ La Turquie invoqua les garanties prévues par les accords de Londres et de Zurich pour justifier cette intervention militaire. Ces accords reconnaissent aux trois États garants le droit d'intervenir unilatéralement en cas de violation du traité si une action conjointe s'avère impossible (article IV du traité de garantie). La Grèce qualifie, elle, l'intervention militaire turque d'agression armée, arguant que le droit d'intervention unilatérale ne permet en aucun cas le recours à la force armée et que, de toute façon, celui-ci est contraire à la Charte des Nations unies. 30 000 soldats turcs sont stationnés en permanence sur l'île.

³²⁷ Sur le conflit chypriote, voir par exemple, Andreas Mavroyiannis, "L'impact de la question chypriote sur les rapports gréco-turcs" in Semih Vaner, *op. cit.*, pp. 121-143 ; Romain Yakemtchouk, *La Méditerranée orientale dans la politique des puissances*, numéro spécial *Studia Diplomatica* n°3-5, 1987, pp. 387-478 ; Pierre-Yves Péchoux, "Chypre : géopolitique d'une île fracturée", *Hérodote*, 1^{er} trimestre 1988, pp. 127-142.

³²⁸ Semih Vaner, "Chypre et l'Union européenne", *Politique Étrangère*, n°3, automne 1996, pp. 651-664.

³²⁹ Cf. *supra*, "La politique extérieure de la Turquie depuis 1945".

a été ébranlée en Grèce comme en Turquie. La Turquie savait depuis la première crise chypriote en 1963-64 que le parapluie otanien n'était pas inconditionnel³³⁰. Quant à la Grèce, elle a considéré en 1974 que l'OTAN n'avait pas garanti la protection de ses intérêts nationaux.

En conséquence, la Grèce a (tout comme la Turquie) réorienté sa diplomatie et s'est ménagée des appuis dans le monde communiste et arabe³³¹. Le trait le plus spectaculaire de cette nouvelle approche fut incontestablement le rapprochement avec la Bulgarie et la mise en place d'un axe gréco-bulgare très clairement dirigé contre la Turquie.

La campagne d'assimilation forcée des Turcs de Bulgarie, lancée en 1984/85, avait provoqué de vives tensions entre Sofia et Ankara. C'est dans ce contexte que les relations gréco-bulgares, qui étaient déjà bonnes depuis le milieu des années 70 (après l'intervention militaire turque à Chypre), ont pris un nouvel élan. Un traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage a été signé en septembre 1986. Il était assorti d'un engagement mutuel à ne pas permettre l'utilisation de son territoire pour lancer des attaques contre l'autre. Cet engagement, pour le moins surprenant entre les membres de deux blocs militaires antagonistes, traduisait formellement une alliance implicitement mais clairement dirigée contre la Turquie³³².

Pourtant, deux sérieux litiges opposent traditionnellement la Grèce et la Bulgarie : la Macédoine et la Thrace. La Thrace occidentale est aujourd'hui grecque. Elle a longtemps représenté, pour Athènes, le couloir menant à Constantinople, objet de ses convoitises. A cet objectif stratégique grec, la Bulgarie a opposé celui de son accès à la mer Égée³³³. A coups de statistiques sur la composition de la population de la région, pressions diverses et conflits armés, les deux pays se sont affrontés pour la possession de ce territoire³³⁴.

Il va sans dire que ces litiges, au demeurant pas officiellement à l'ordre du jour puisque les gouvernements bulgares depuis 1991 n'ont formulé aucune revendication officielle, et plus généralement le retour d'une question macédonienne, ont rapidement compromis un axe gréco-bulgare qui ne reposait que sur un antagonisme commun vis-à-vis de la Turquie et sur le gel de la question macédonienne. Cette politique d'alliance d'opportunité, basée sur une opposition commune à la Turquie et sur la mise à l'écart des antagonismes communs, eut plusieurs précédents

³³⁰ Référence à la lettre du Président Johnson en 1964. Cf. *supra* « La politique extérieure de la Turquie depuis 1945 ».

³³¹ Hélène da Costa, "La diplomatie grecque : endiguer la Turquie", *Défense Nationale*, août-septembre 1986, pp. 113-115.

³³² Outre la symbolique de cet engagement, on peut se demander à quels impératifs stratégiques il répondait. La Turquie pouvait-elle en effet attaquer impunément un membre du pacte de Varsovie ? Quant à une improbable – et sûrement sévèrement réprimée par Washington – attaque de la Turquie contre la Grèce, elle ne nécessitait pas forcément un transit par la Bulgarie. C'est en fait surtout la force de dissuasion et de l'OTAN et du pacte de Varsovie qui furent affaiblies sur le front thraco-macédonien.

³³³ En son point le plus rapproché, la frontière bulgare n'est qu'à 30 km à vol d'oiseau de la mer.

dans la région. Ainsi l'alliance gréco-bulgare réalisée à la veille de la Première Guerre balkanique (accord du 29 mai 1912) éludait la question macédonienne. De même, les différentes alliances gréco-russes – jusque dans son expression la plus récente (depuis 1993) – ne reposent que sur un antagonisme commun face à la Turquie.

³³⁴ Sur la population, les différents tracés et accords sur ce territoire depuis la fin du XIXe siècle, voir Joëlle Dalègre, *La Thrace grecque. Populations et territoire*, Paris, L'Harmattan, 1997.

1.3. LA QUESTION MACEDONIENNE

Ce territoire, l'un des derniers des Balkans à se libérer de la tutelle ottomane, fut l'objet d'une lutte entre les trois peuples « frères de foi » voisins de la Macédoine : les Bulgares, les Grecs et les Serbes. Les Bulgares, par l'intermédiaire de l'Exarchat créé en 1870 puis de l'ORIM (Organisation Intérieure Macédonienne) créée en 1893, lancèrent l'offensive. Le firman impérial de 1870 énumérait les diocèses appartenant à l'Exarchat mais dans de vastes zones, dont la Macédoine, laissait la possibilité d'en créer d'autres sur consentement de la population. La lutte entre le Patriarcat (grec) et l'Exarchat (bulgare) était alors ouverte. Quant à l'ORIM, fondée sous l'égide de la Bulgarie, elle favorisa dans un premier temps la création d'une fédération sud-slave regroupant les territoires macédoniens et bulgares puis se rallia progressivement à l'hypothèse d'une Macédoine indépendante. La Bulgarie créa alors, en 1895, un mouvement opposé, l'Organisation extérieure (ou Comité suprême) militant, lui, ouvertement pour une annexion de la Macédoine à la Bulgarie. Dans cette lutte, la Serbie, ne disposant ni d'un Patriarcat ni d'un Exarchat pour relayer localement son message, avait la position la plus faible. Toutefois, tout comme la Grèce et la Bulgarie, elle se forgea des outils culturels et militaires pour établir son influence. La Macédoine fut ainsi au début du siècle le théâtre de multiples exactions commises par les bandes irrégulières affiliées à ces trois pays. Quant à la propagande, elle fut conduite, pour la Serbie par la Société Saint Sava créée en 1886, pour la Bulgarie par la Société Cyrille et Méthode créée en 1884 et, pour la Grèce par la Société nationale grecque (*Ethnike Hetairia*)³³⁵.

Ces tentatives d'assimilation, intense propagande et pressions diverses ensanglantèrent la région pendant des années et menèrent droit à la Deuxième Guerre balkanique de 1913. L'objet de ces convoitises, la Macédoine, est en quelque sorte un carrefour stratégique dans les Balkans. Elle contrôle le couloir de Vardar c'est-à-dire la route traditionnelle reliant le Danube et la mer Égée, la seule sortie des Balkans qui ne dépende pas des détroits du Bosphore et des Dardanelles. Cet axe débouche sur le port de Salonique, capitale de la Macédoine et important centre de communication aussi bien terrestre que maritime. Quant à l'autre grand axe traversant les Balkans, la grande transversale reliant l'Adriatique à la mer Égée ou l'antique *Via Egnatia*, qui était la principale route reliant Rome aux provinces orientales, il passe également au travers de la Macédoine.

Au-delà de ces considérations stratégiques, la possession de cette terre revêt un enjeu très symbolique pour les Grecs, les Serbes et les Bulgares. La Macédoine fut au centre de l'Empire

serbe du Moyen Age, empire glorifié par l'historiographie serbe et source d'un irrédentisme latent. Elle fut aussi au centre, et porte le nom, d'un empire qui fit rayonner l'hellénisme jusqu'en Asie. De plus, en Grèce, la formation de l'identité nationale au XIXe siècle s'est axée sur une argumentation culturelle (rayonnement de l'hellénisme). La pratique d'une langue slave par la population de la Macédoine ne contredirait donc en rien l'adhésion à l'hellénisme, c'est-à-dire à une culture et à une expérience commune. Enfin, la Macédoine est aussi historiquement bulgare puisqu'elle faisait partie de l'Empire bulgare du Moyen Age, et ses habitants, locuteurs du « bulgare », seraient des Bulgares. *In fine*, ce sont plus ces considérations d'ordre symboliques et émotionnelles, ravivées ou engendrées par les nationalismes du XIXe siècle, qui motivèrent ces pays dans leur lutte pour le contrôle de cette région³³⁶.

La Macédoine fut divisée après les guerres balkaniques de 1912 et 1913 entre la Yougoslavie (Macédoine septentrionale ou Macédoine de Vardar, 40% de la Macédoine), la Grèce (Macédoine méridionale, 50% de la Macédoine) et la Bulgarie, vaincue de la Seconde Guerre balkanique (Macédoine du Pirin ou Macédoine orientale, 10% de la Macédoine)³³⁷. En Macédoine grecque, la population slavo-macédonienne fut depuis lors hellénisée. Ce mouvement fut accéléré par l'arrivée en 1923 de nombreux réfugiés grecs d'Anatolie qui s'installèrent ou furent installés dans la région et en modifièrent radicalement la composition ethnique. Dans la Macédoine du Vardar, Belgrade imposa un processus de serbisation (changement des noms de familles en -ović par exemple) avant de favoriser, après la Seconde Guerre mondiale, l'affirmation d'une identité macédonienne en octroyant un statut de république à cette province. En Bulgarie, la plupart des « Macédoniens » se disent aujourd'hui « Bulgares » et ils plaident, dans le passé, pour la cause bulgare ; ce qui n'empêcha pas l'apparition récente d'un mouvement, OMO Ilinden, qui réclame une autonomie pour les « 250 000 Macédoniens » du pays.

Les Macédoniens de l'ex-Yougoslavie se sont déclarés indépendants en septembre 1991³³⁸. Ils ont longtemps attendu une reconnaissance internationale et l'existence même d'une identité macédonienne est contestée. Pour Sofia, le Macédonien reste un Bulgare occidental, pour Belgrade, il s'agit d'un Serbe méridional et, pour Athènes, une création de Tito³³⁹. Les Églises bulgare, grecque, et serbe refusent d'ailleurs toujours de reconnaître l'autocéphalie de l'Église

³³⁵ Sur ces controverses sur la Macédoine, voir Elizabeth Barker, *Macedonia. Its Place in Balkan Politics*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1950 ; Henry Robert Wilkinson, *Maps and Politics : A Review of the Ethnographic Cartography of Macedonia*, Liverpool, University of Liverpool, 1951.

³³⁶ Sur ces questions, cf. *supra* chapitre « Nationalismes, identités nationales et antiturquisme ».

³³⁷ Voir cartes en annexe.

³³⁸ Le référendum organisé le 8 septembre enregistra un taux de participation de 71% dont 96% votèrent pour l'indépendance. Les Albanais avaient boycotté le référendum.

macédonienne, unilatéralement proclamée en 1967. En janvier 1992, Sofia a reconnu l'indépendance de la République de Macédoine mais pas la notion de nation macédonienne. Cette position ambiguë n'est pas sans effrayer Skopje (de même qu'Athènes). Officiellement, la Bulgarie n'a aucune revendication sur ce territoire mais la négation de l'identité macédonienne, quasi unanime dans la classe politique bulgare et dans l'opinion publique³⁴⁰, laisse la porte ouverte à d'éventuelles revendications dans le futur et, forcément, envenime les relations entre les deux pays. Le président Gligorov a tenu à marquer symboliquement sa différence en arrivant, lors d'un voyage à Sofia en avril 1994, accompagné d'un interprète, alors que les responsables bulgares insistaient, eux, pour se passer des services dudit interprète. Cette querelle linguistique a conduit Gligorov à reporter la signature prévue de deux accords bilatéraux³⁴¹ et la normalisation des relations entre les deux pays est longtemps restée bloquée par ce refus explicite de Sofia de reconnaître l'identité macédonienne. Enfin, la Grèce ne reconnaît pas non plus cette identité macédonienne (et sur ce point, elle rejoint la position bulgare). Elle s'est déclarée prête à reconnaître « l'État de Skopje » à la condition expresse que son appellation ne comprenne pas le mot Macédoine qu'elle revendique en exclusivité. C'est sous le nom de FYROM (*Former Yugoslavian Republic of Macedonia*) et non sous celui de République de Macédoine comme le réclament les dirigeants de Skopje, que le pays a été accepté dans les enceintes internationales.

Les Macédoniens se sentent donc plutôt isolés, voire menacés, face au nord, à la Serbie, au sud, à la Grèce, et à l'est, à la Bulgarie qui nient tout simplement son existence ou contestent le premier de ses symboles, son nom. Enfin, la Macédoine est également menacée d'implosion face aux revendications de ses propres minorités nationales.

Sur 2 millions d'habitants, la République de Macédoine compte 1,3 million de Macédoniens et, selon les sources, de 450 à 600 000 Albanais, de 50 000 à 100 000 Tziganes, de 20 000 à 50 000 Serbes, et de 80 000 à 100 000 Turcs (cette dernière communauté sera évoquée plus loin : « Les minorités turques des Balkans »). Les incidents se sont multipliés entre la communauté albanaise et les Macédoniens. Les Albanais représentent 21% de la population selon le recensement d'avril 1991, recensement boycotté par la communauté albanaise et résultat donnant donc lieu à des polémiques, les Albanais déclarant, eux, représenter 40% de la population. Un nouveau recensement a été organisé en juin 1994 avec l'aide – et sous le contrôle – de la communauté

³³⁹ Christophe Chiclet, « Les minorités dans le cône sud des Balkans », *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, p. 85.

³⁴⁰ Le mouvement OMO Ilinden, qui fait campagne sur la Macédoine bulgare, reste, pour l'instant, bien marginal (et génère des réactions quelque peu disproportionnées par rapport à son influence réelle et le danger qu'il pourrait représenter).

³⁴¹ RFE/RL Daily Report, 27/04/94.

internationale mais, de nouveau, les Albanais ont refusé de participer arguant qu'ils ne voulaient répondre à un questionnaire rédigé uniquement en macédonien. Les résultats officiels donnent sensiblement le même résultat qu'en 1991 (23% d'Albanais). Quoi qu'il en soit, il faut ajouter à ces 23% les Albanais du Kosovo arrivés après 1981 et non comptabilisés dans ce recensement³⁴².

Les Albanais accusent aujourd'hui les Macédoniens de les considérer comme des citoyens de deuxième ordre. Parmi les motifs de contestation, la mention de l'Église orthodoxe dans la constitution (article 19) et le préambule de cette constitution qui définit l'État macédonien comme « l'État national du peuple macédonien ». La constitution macédonienne garantit cependant dans son article 48, la « protection de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse des minorités nationales ». Les Albanais, ainsi que d'autres minorités et notamment les Tziganes, bénéficient d'un statut de minorité reconnue (préambule), mais ils réclament un statut de peuple constitutif de la République à l'égal de celui de la majorité macédonienne. Ils ont organisé en janvier 1992 un référendum qui, bien que déclaré illégal par les autorités, aurait enregistré une très importante participation dans les régions albanaises. Une nette majorité des votants s'est prononcée pour l'autonomie³⁴³. Plusieurs partis politiques albanais ont été créés et 22 députés albanais (sur un total de 120) ont été élus au parlement en décembre 1990. Le plus important de ces partis, le Parti de la prospérité démocratique (PPD) est en proie à des dissensions internes depuis 1994, l'aile nationaliste reprochant aux dirigeants du parti de n'avoir toujours pas obtenu un statut spécial pour la minorité albanaise et de collaborer avec le gouvernement. Le Président Gligorov avait en effet invité les Albanais à participer au gouvernement, tentant de couper court aux revendications des plus extrémistes³⁴⁴. La représentation politique des Albanais s'est donc plutôt émiettée et aux législatives d'octobre 1994, le Parti de la prospérité démocratique n'obtenait que 8 sièges (18 dans la législature précédente) et son concurrent, le Parti populaire démocrate, 8 sièges.

Les premiers graves incidents entre Albanais et Macédoniens remontent à novembre 1992 lorsque des manifestations à Skopje ont été suivies d'émeutes et d'affrontements entre manifestants et forces de polices. Un an plus tard, en novembre 1993, les autorités ont mis à jour un complot albanais visant à déstabiliser l'État ou à le faire imploser avec l'aide d'un groupe paramilitaire albanais en voie de création (« l'armée panalbanaise »). Deux ministres albanais, H. Haslay,

³⁴² Afin de ne pas comptabiliser cette émigration albanaise en provenance du Kosovo, les autorités macédoniennes ont limité le recensement aux seules personnes habitant en Macédoine depuis plus de 15 ans.

³⁴³ Duncan Perry, « La Macédoine et ses voisins », *Politique Étrangère*, n°1, 1994, pp. 183-185.

³⁴⁴ Le Parti de la prospérité démocratique détenait ainsi dans le gouvernement formé en septembre 1992, les postes de Vice-premier ministre, ministres des Finances, des Affaires Sociales et des Sciences, et, dans le gouvernement formé en décembre 1994, les postes de Vice-premier ministre, ministres des Affaires Sociales, du Développement et de la Culture

ministre de la Défense et I. Imeri, ministre de la Santé, étaient impliqués dans cette affaire³⁴⁵. De nouveaux incidents ont empoisonné les relations entre Macédoniens et Albanais à partir de 1995. En février 1995, les Albanais de Tetovo, une des régions les plus irrédentistes, passent outre l'interdiction du gouvernement et inaugurent une université albanaise. La police ferme immédiatement les locaux qu'elle avait déjà partiellement détruits en décembre 1994, et arrête le président de l'université, Fadil Sulejmani. Les manifestations, puis affrontements, avec la police, qui suivent se soldent par un mort. Un an plus tard, durant l'été 1997, éclate l'affaire du drapeau. Le 8 juillet, le parlement macédonien vote la loi sur le drapeau des minorités nationales qui stipule que celui-ci ne peut être hissé que les jours de fêtes nationales et aux côtés du drapeau macédonien. Le lendemain, la police descend le drapeau que les Albanais déployaient depuis 6 mois sur les bâtiments municipaux de Gostivar. Les émeutes éclatent immédiatement et font deux morts et 50 blessés. La police procède à plus de 300 arrestations.

Un climat de méfiance règne entre les deux communautés depuis de nombreuses années. Les Albanais s'estiment victimes de discrimination. L'érection de la langue macédonienne en tant que seule langue nationale les exclut *de facto* de la direction politique et économique du pays. Ils sont ainsi très peu présents dans l'armée, la police, l'administration ou les secteurs clefs de l'économie. Ils bénéficient certes de droits, notamment dans le domaine de l'enseignement ou de la presse en albanais³⁴⁶, mais ces droits ne compensent pas les préjugés racistes dont ils sont les victimes. Les affrontements avec la police ou l'arrestation du président de l'université albanaise, nouveau martyr de la cause, ont par ailleurs contribué à renforcer cette victimisation et à radicaliser cette population. Pour les Macédoniens, les Albanais représentent un danger. Dès l'indépendance du pays, ils se sont dissociés du reste de la population en boycottant le référendum, et les Macédoniens redoutent leurs aspirations au séparatisme. Représentant 20% (voire le double selon les Albanais) de la population du pays, les Albanais sont de plus concentrés dans l'ouest du pays et une rébellion armée de cette minorité majoritaire dans sa région serait fatale pour le pays. Le Président Gligorov a eu la sagesse de les associer à la gestion du pays mais nombre de leurs revendications (notamment sur le statut de peuple constitutif du pays) sont jugées inacceptables. Ces revendications alimentent par ricochet un nationalisme antialbanais latent dans le pays. Une radicalisation des positions des deux communautés est nettement visible et l'intégration de la minorité albanaise dans la société macédonienne, pivot de la stabilité de ce petit pays, loin d'être réalisée. Enfin, les étroits liens entre la communauté albanaise de Macédoine et celle du Kosovo

³⁴⁵ RFE/RL Daily News, 7/2/94, 28/6/94, Fabian Schmidt, "From National Consensus to Pluralism", *Transition*, Vol. 1, n°1, 29 mars 1995, pp. 26-30.

³⁴⁶ Sur ces droits, voir, par exemple, Fabian Schmidt, *op. cit.*, Gjorgji Caca, "State and Rights of Nationalities in the Republic of Macedonia", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°2(15), juin 1996, pp. 131-153, Zvonimir Jankuloski, "Nationality

font planer un autre danger sur le pays, celui d'une extension d'un conflit au Kosovo au territoire macédonien. Dès le déclenchement de la répression serbe en mars 1998, les autorités macédoniennes ont mis les troupes à la frontière en état d'alerte.

Quant à la communauté serbe, elle est estimée à 45 000 personnes (mais 250 000 selon le Parti démocratique serbe de Macédoine, proche de Belgrade, et même 300 à 500 000 selon le principal quotidien de Belgrade, *Politika*)³⁴⁷. Un référendum secret sur l'autonomie de la région serbe a été organisé en 1992 à Kumanovo mais taux de participation aurait été faible³⁴⁸. Belgrade n'en a pas moins multiplié les provocations : des patrouilles armées ont régulièrement franchi la frontière au début de l'année 1994, des avions serbes ont violé l'espace aérien macédonien, etc. Il est cependant douteux que Belgrade entreprenne une action d'envergure en Macédoine qui provoquerait très certainement les virulentes réactions des voisins albanais et bulgare. La communauté serbe de Macédoine est, de plus, peu nombreuse et peu mobilisée. En avril 1996, isolée sur la scène régionale et internationale et en quête de réhabilitation, le régime de Milošević a reconnu la République de Macédoine.

Cette petite république, ethniquement hybride et convoitée par ses voisins, constitue une sorte de verrou : si la Macédoine se désintègre, la région risque de s'enflammer. En juillet 1993, 300 casques bleus américains ont rejoint les 700 soldats de l'UNPREDEP (*UN Preventive Deployment Force*) déployés sur le sol macédonien. Cette présence américaine n'est certes pas dissuasive par son seul poids numérique (300 soldats rejoints par 200 autres au printemps 1994) mais elle est d'une portée symbolique beaucoup plus grande. Le seul fait d'avoir déployé spontanément ses propres soldats sur ce territoire, alors que Washington n'a engagé ses troupes en Bosnie que sous la contrainte et avec réticences, indique une réelle volonté de la superpuissance mondiale de maintenir ce verrou.

(Minority) Protection in Macedonia, : A Question of Human Rights or politics?", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°2(15), juin 1996, pp. 155-163.

³⁴⁷ Voir Michel Roux, "La décomposition de la Yougoslavie: la Serbie et le 'front sud'", *Politique Étrangère*, n°2, 1992, p. 285.

³⁴⁸ Voir Duncan Perry, *op. cit.*, p 185.

1.4. LA GRECE, MENACEE OU ISOLEE ?

La Grèce, qui se sentait menacée sur sa frontière orientale par la Turquie, a vu, à partir de 1991, ses relations avec l'ensemble de ses voisins septentrionaux se dégrader. Se trouvent au centre des préoccupations grecques : la création d'un État indépendant portant le nom de Macédoine et revendiquant l'existence d'une nation macédonienne, la question de l'Épire et du sort de la minorité grecque d'Albanie, et la réorientation de la politique bulgare. Les relations développées par la Turquie avec l'Albanie, la Macédoine et la Bulgarie ont également réveillé les vieilles peurs d'un retour de l'Ottoman dans les Balkans.

Les Grecs craignent que Skopje ne revendique la Macédoine méridionale (grecque) et ne cherche à obtenir un débouché sur la mer. Ces craintes ont notamment été alimentées par l'article 49 de la constitution macédonienne, article dans lequel la République de Macédoine déclare « veiller³⁴⁹ à la situation et aux droits de personnes appartenant au peuple macédonien dans les États voisins » et vouloir « favoriser leur développement culturel et établir des liens avec eux ». Toutefois, face aux craintes suscitées en Grèce par cet article, et suite aux recommandations de la commission Badinter (commission d'arbitrage de l'U.E. qui a fixé les règles de reconnaissance), les dirigeants macédoniens ont voté un amendement en janvier 1992 excluant toutes revendications territoriales à l'égard de pays voisins et rejetant toute interférence dans les affaires intérieures des autres pays.

L'éventualité d'une montée extrémiste en Macédoine n'est pas à exclure. L'instrument de ce nationalisme macédonien pourrait être, malgré les dénégations de ses dirigeants, le VMRO-DPMNE³⁵⁰, ce parti recréé en juin 1990 sur les cendres de l'ORIM (Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne). Ce parti disposait de 38 députés au parlement (sur 120) dans la première législature (1990-1994) mais, en 1994, il a boycotté le second tour des élections et ne disposait alors plus d'aucun siège au parlement jusqu'en novembre 1996. En 1992, le VRMO s'est scindé en deux et un autre mouvement, encore plus nationaliste, l'IMRO-Parti démocratique, a été créé. D'autres scissions ont suivi. Le Mouvement pour l'Action Pan-Macédonienne (MAAK), quoique plus modéré, est également nationaliste. Créé en février 1990, il regroupe, autour de l'écrivain Ante Popovski, des écrivains et autres membres de l'Intelligentsia. Ce mouvement organise tous les ans

³⁴⁹ Nous utilisons ici la traduction de Michel Lesage dans *Constitutions d'Europe centrale, orientale et balte*, Textes rassemblés et présentés par Michel Lesage, Paris, La Documentation Française, « Retour aux textes », 1995, p. 360. Le terme utilisé dans la traduction anglaise est « The Republic (...) is concerned ».

³⁵⁰ VMRO : Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne ; DPMNE : Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne.

un rassemblement pan-macédonien³⁵¹ et prend régulièrement à partie la Grèce pour sa violation des droits de l'homme. Toutefois, même dans l'hypothèse d'une crispation nationaliste en Macédoine, les craintes grecques semblent exagérées. La population macédonienne de Grèce est aujourd'hui largement hellénisée et la « République de Skopje » n'aurait que peu de moyens diplomatiques et militaires pour soutenir de telles revendications.

La question épirote empoisonne parallèlement les relations entre la Grèce et l'Albanie. L'Épire est partagée depuis 1923 entre l'Épire du nord, albanaise, et l'Épire du sud, grecque. La revendication grecque sur l'Épire du nord réapparaît périodiquement dans le discours grec. Les Grecs d'Albanie sont estimés à 58 000 par Tirana, 400 000 par Athènes, chiffre qui recouvre en fait la plupart des orthodoxes et non pas des Grecs. Il n'y a en revanche plus d'Albanais (*Çams*) en Épire du sud grecque. Ils furent, pour ceux qui étaient orthodoxes (environ un quart), hellénisés par le système éducatif et religieux grec-orthodoxe et, pour ceux qui étaient musulmans, expulsés vers l'Albanie en 1944. A ce litige traditionnel, s'ajoute l'aide apportée par le régime de Tirana aux communistes grecs durant la guerre civile. L'état de guerre entre l'Albanie et la Grèce (de la Seconde Guerre mondiale !) fut officiellement aboli en 1987.

Depuis 1992, les incidents sont fréquents et sources de graves crises entre les deux pays : en juin 1993, la Grèce expulse 25 000 clandestins albanais suite à l'expulsion par les autorités albanaises d'un prélat grec accusé d'irrégentisme ; en avril 1994, l'attaque (se soldant par deux morts) d'un camp militaire en Albanie par un commando venu de Grèce et se réclamant d'un Front de libération de l'Épire du nord (MAVI), provoque un nouveau regain de tension (expulsion de personnel diplomatique, etc.). Six membres du parti grec Omonia sont arrêtés suite à cet incident. Leur procès a débuté en août 1994 et la tension est encore montée d'un cran. Athènes a de nouveau expulsé des milliers de clandestins albanais et menacé Tirana de représailles économiques. Le Président Berisha a finalement libéré ces membres d'Omonia en février 1995. Athènes semble bien avoir soutenu ces groupes extrémistes ou, tout du moins, a laissé faire. Elle a ainsi appuyé la thèse soutenant que l'attaque d'avril 1994 n'était en fait qu'une provocation. C'est le clergé orthodoxe qui est à l'avant-garde de cette lutte nationale pour l'Épire du nord. Mgr Sevastianos, l'ancien métropolite de Konitsa décédé en décembre 1994, était à la tête de ce mouvement de propagande³⁵².

³⁵¹ En 1997, ce rassemblement aurait réuni 10 000 personnes près de Bitola. MILS, 28/7/97.

³⁵² L'évêché de Konitsa diffusait des messages nationalistes par radio à partir de Konitsa ou de l'île de Corfou et s'était donné pour mission de recevoir de jeunes Épirotes du nord, de les former et de les renvoyer en Albanie poursuivre « la lutte pour l'hellénisme et empêcher cette terre de passer à l'islam ». *Le Monde*, 14/4/94.

Les droits de la minorité grecque d'Albanie ne sont pas toujours – il est vrai – respectés mais on ne peut réellement parler de persécutions³⁵³. C'est sur l'enseignement du grec à l'école et la représentation politique de cette minorité que se focalisent les demandes des plus modérées des Épirotes et ce n'est finalement que grâce aux pressions internationales qu'ils ont pu élire quelques représentants au parlement. Selon le recensement d'avril 1989, cette minorité compterait 58 758 personnes, soit 2% de la population. Ce chiffre constitue peut-être une légère sous-estimation car l'Union des droits de l'homme, parti représentant la minorité grecque au parlement, a obtenu 54 000 votes, soit 2,9% des votants, aux élections locales de l'automne 1996. Mais l'union des droits de l'homme s'était présentée en alliance avec d'autres minorités (macédonienne, aroumaine) et l'interprétation de ces résultats électoraux reste donc délicate³⁵⁴.

Enfin, les relations de la Grèce avec sa voisine bulgare se sont détériorées en 1992. Athènes appréhende en fait un rapprochement entre la Macédoine de Skopje et la Bulgarie, prémices de revendications territoriales bulgares³⁵⁵. Entretien de mauvaises relations avec l'ensemble de ses voisins immédiats (Albanie, Macédoine, Bulgarie), la Grèce a alors cherché à s'allier, au-delà de ce dangereux voisinage, avec la Serbie. Durant le conflit bosniaque, elle fut, à de nombreux égards, le meilleur allié de la Serbie dans les enceintes occidentales³⁵⁶. Cette approche ne pouvait pourtant que favoriser un rapprochement bulgare-macédonien, voire – l'Albanie et la Macédoine se sentant isolées ou menacées sur leur flanc nord comme sur leur flanc sud – un rapprochement albanomacédonien. L'embargo imposé par la Grèce à la Macédoine a ainsi provoqué un mouvement de sympathie vis-à-vis de la Macédoine chez ses voisins. C'est quelques jours après l'imposition de ce blocus (mars 1994) que la Turquie, l'Albanie, la Bulgarie, l'Italie et la Macédoine ont signé le document d'entente sur la mise en place d'un couloir de transport routier et ferroviaire à travers ces pays et contournant donc le territoire grec. De plus, l'isolement de l'Albanie et de la Macédoine ne pouvaient que les pousser dans les bras d'Ankara. La crainte de voir la Turquie utiliser ces deux pays pour mener à bien ses visées expansionnistes était pourtant au cœur des préoccupations grecques. Dans un schéma beaucoup plus pessimiste, si la République de Skopje avait disparu faute de reconnaissance et d'appuis internationaux, Athènes aurait pris alors le risque de voir surgir à sa frontière nord une grande Bulgarie et une grande Albanie.

³⁵³ Pour un avis contraire, voir les écrits d'un nationaliste grec et leader du lobby nord-épirote aux États-Unis, Nicholas Gage, et notamment, "The Forgotten Minority in the Balkans : Greeks of Northern Epirus", *Mediterranean Quarterly*, Vol. 4, n°3, été 1993, pp. 10-29.

³⁵⁴ Christian Pihet, "Élections et partis en Albanie : une lecture géographique", *Hérodote*, n°90, troisième trimestre 1998, p. 56-57.

³⁵⁵ Michel Sivignon, "Lettre d'Athènes", *Hérodote*, n°63, octobre-décembre 1991, p. 148.

Dans ses relations balkaniques, le meilleur atout de la Grèce est *a priori* son appartenance à l'Union européenne, appartenance qui l'érige en partenaire à ménager. Mais la Grèce a beaucoup utilisé – et abusé – de cette arme dans ses relations bilatérales avec ses voisins balkaniques, promettant d'intercéder en faveur des pays de la région ou, au contraire, menaçant d'utiliser son droit de veto. Cette politique n'est ni nouvelle – elle était déjà amplement pratiquée par la Grèce vis-à-vis de la Turquie – ni particulière à la Grèce, mais elle fut dans le cas grec particulièrement exceptionnelle par sa fréquence et son étendue³⁵⁷. Elle fut également plutôt mal perçue dans les Balkans puisque la Grèce a surtout utilisé son droit de veto. Elle a ainsi bloqué la reconnaissance de la Macédoine ou encore mis son veto à un prêt à l'Albanie. D'intermédiaire idéal et recherché, la Grèce s'est alors plutôt présentée comme un obstacle aux aspirations européennes des pays de la région.

A défaut d'être menacée, la Grèce est isolée ou plutôt s'est auto-isolée par son intransigeance, sa turcophobie (prenant aujourd'hui les aspects d'une croisade anti-islam) et son agressivité nationaliste. Or, Athènes a d'autant plus à redouter cet isolement qu'avec l'intense activité diplomatique déployée par Ankara depuis 2-3 ans, la Turquie a effectué un certain retour dans les Balkans. Et ce retour n'aurait pas été aussi vif et intense si la Grèce avait développé de bonnes relations avec ses voisins. Les Européens et les Américains ont par ailleurs fini par être quelque peu excédés par les manœuvres nationalistes grecques. Le soutien apporté aux nationalistes serbes, la condamnation des frappes aériennes de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine, les dissensions avec l'Albanie et la Macédoine (nouveaux alliés des Américains dans la région), l'imposition d'un embargo sur la Macédoine, unanimement condamné par les Occidentaux... c'est-à-dire l'ensemble de la politique régionale de la Grèce se trouvait en porte-à-faux avec celle de ses partenaires occidentaux. Les Européens et les Américains ont une première fois lâché la Grèce en reconnaissant l'indépendance de la Macédoine (sous son nom de FYROM, il est vrai)³⁵⁸. L'isolement de la Grèce est ensuite allé croissant jusqu'au revirement de la diplomatie grecque en 1995/96.

Le départ d'Andreas Papandreou qui avait, à son arrivée au pouvoir en octobre 1993, relancé la polémique avec la Macédoine, une certaine lassitude en Grèce face à ces chamailleries, et surtout le coût politique d'un isolement aussi bien sur la scène régionale que par rapport à ses partenaires

³⁵⁶ La république chypriote grecque servit par ailleurs de plaque tournante du réseau financier serbe. Contournant l'embargo, les fonds en provenance et à destination de la Serbie transitaient par la place chypriote. Borba Vuvić, conseillère financière du Président Milošević, s'y était établie.

³⁵⁷ Axel-Sotiris Walldén, "La Grèce dans les Balkans", in E. Lhomel, T. Schreiber (1996), *op. cit.*, p. 89.

³⁵⁸ Sur cette "traîtrise" et sur les "campagnes de désinformation" envers la Grèce, voir Thanos Veremis, *Greece's Balkan Entanglement*, Athènes, ELIAMEP-YALCO, 1995, pp. 81-82

européens et américains, ont finalement conduit les dirigeants grecs à assouplir leurs positions. A l'automne 1995, un accord intérimaire est signé avec la Macédoine. La Macédoine change son drapeau et fait une déclaration interprétative au sujet des parties contestées de la constitution et, en échange, le blocus est levé et la Grèce s'engage à reconnaître le nouvel État. La question du nom est renvoyée à des négociations ultérieures. Parallèlement, la Grèce a amorcé un rapprochement avec l'Albanie. La libération des cinq activistes du parti Omonia en février 1995 a entraîné un premier rapprochement (visite du ministre des Affaires Étrangères grec en mars 1995) et la levée du veto grec sur l'aide financière de l'U.E. à l'Albanie. En mars 1996, le Président Stephanopoulos s'est rendu en Albanie et a signé le traité bilatéral.

Ce changement d'attitude de la Grèce est aussi le reflet de la nouvelle diplomatie grecque menée par Théodore Pangalos, nommé à la tête du ministère des Affaires Étrangères en janvier 1996. Pour M. Pangalos, la priorité des priorités doit être donnée à la lutte contre « menace turque ». Pour cela, la Grèce ne doit pas voir son attention et ses forces monopolisées par d'autres contentieux. Elle doit régler ses problèmes avec ses voisins balkaniques afin de consolider son assise régionale et être ainsi mieux armée pour faire face au danger turc. A la même époque (janvier-février 1996), une nouvelle crise éclatait entre la Turquie et la Grèce à propos d'un îlot inhabité en mer Égée (Imia/Kardak) et la Serbie a reconnu la République de Macédoine sous son nom (avril 1996). La menace turque semblait donc se préciser et son principal et seul allié dans la région – la Serbie – lui faisait défaut, autres motifs à une normalisation des relations avec l'Albanie et la Macédoine. Parallèlement, le retour du PSB (Parti socialiste bulgare) au pouvoir à Sofia en décembre 1994 a permis à la Grèce de resserrer ses liens avec ce pays. Dans les mois qui ont suivi la nomination de Žan Videnov (janvier 1995), plusieurs accords de coopération militaire et économique ont été signés et de nombreuses visites bilatérales ont été effectuées. A l'été 1995, Athènes a pris l'initiative de lancer un processus de coopération trilatérale Grèce-Bulgarie-Roumanie destiné, entre autres, à isoler la Turquie de la région. Ce processus n'a cependant pas apporté les résultats escomptés par Athènes. Aucune réelle coopération n'a été amorcée et les réunions trilatérales des trois ministres des Affaires Étrangères n'ont pas permis de régler les contentieux en suspens.

Les nouvelles équipes au pouvoir en Bulgarie (avril 1997) et en Roumanie (novembre 1996) ont rééquilibré leurs relations régionales au profit de la Turquie. En revanche, à la même époque, les relations entre la Grèce et l'Albanie ont pris les allures d'une réelle coopération (politique, économique et militaire). Les émeutes de 1997 avaient ramené au pouvoir le Parti socialiste de Fatos Nano, parti qui a nettement tempéré le discours à tonalité nationaliste adopté par Berisha depuis 1996. Les relations avec la Grèce ont donc été relancées et plusieurs accords de coopération

économique et militaire ont entériné ce rapprochement politique. La Grèce a participé à la réorganisation de l'armée et de la police albanaise, octroyé d'importants crédits à ce pays, et y a laissé un contingent en stationnement après le retrait de la mission Alba à l'été 1997. Les controverses avec la « République de Skopje » ne sont toujours pas résolues mais les relations entre les deux pays (notamment économiques) se développent.

La lutte contre la menace turque est un prisme au travers lequel la Grèce perçoit et conçoit ses relations extérieures. La réorientation diplomatique de T. Pangalos reflétait une approche communément répandue dans les milieux intellectuels et les analystes politiques. Le litige avec la Macédoine détournait la diplomatie grecque de ce qui doit être sa priorité, la Turquie, et était dommageable à la Grèce en termes d'image comme d'influence dans les Balkans, et donc en termes de sécurité face à la Turquie. La disproportion des forces militaires (et démographiques) en présence, l'occupation du nord de Chypre par l'armée turque, exemple et « preuve » de l'agressivité de la Turquie, et les « ambitions ouvertement proclamées de la Turquie de jouer le rôle de protecteurs des musulmans dans les Balkans »³⁵⁹ sont constamment évoquées. A l'automne 1993, le ministre de la Défense, G. Arsenis, avait désigné la Turquie comme principal agresseur potentiel et ébauché un nouveau concept stratégique. L'île chypriote est dorénavant incluse dans le périmètre de sécurité grec et la défense des deux espaces territoriaux unifiés³⁶⁰. Face aux velléités d'indépendance des musulmans de Bosnie, « fort probablement soutenus et encouragés par la Turquie », la Grèce a également forgé d'excellentes relations avec la Serbie. Les deux pays partagent, de plus, les mêmes inimitiés régionales, avant tout avec l'Albanie et la Macédoine. Athènes a donc soutenu Belgrade envers et contre tout durant le conflit, lui offrant la place chypriote comme plaque tournante de ses réseaux financiers (en violation donc des dispositions internationales), la soutenant dans les enceintes internationales, etc. C'est une constante de la diplomatie grecque : face à un voisinage considéré comme menaçant (agressivité de la Turquie) elle cherche au-delà de ce voisinage les appuis qu'elle estime nécessaire : politique pro-arabe face à la Turquie depuis les années 70, étroites relations avec l'Arménie et l'Iran (en mauvais termes avec Ankara) depuis 1996, et alliance avec la Serbie dont les relations sont tendues avec l'Albanie et la Macédoine. En 1993, Athènes s'est également rapprochée de la Russie, en litige avec la Turquie, et a tenté de court-circuiter la construction d'un axe de transport est-ouest reliant l'Albanie à la Bulgarie, en construisant un autre axe est-ouest sur son territoire (la « véritable *via Egnatia* »). Le corridor Albanie-Macédoine-Bulgarie non seulement l'isolera de la région mais

³⁵⁹ Ainsi formulé par Apostolos Christakoudis (« La politique de la Grèce pendant la première moitié des années 1990 », *Études Balkaniques*, n°3-4, 1996, p. 6).

facilitera la pénétration économique de la Turquie. Enfin, elle a lancé en 1995 une Trilatérale avec la Bulgarie et la Roumanie aux allures antiturques.

La Turquie a repris cette initiative à son compte après les changements de gouvernements en Bulgarie et Roumanie³⁶¹. A partir de 1998, la Turquie semble nettement prendre l'avantage dans la région. Ses relations avec l'Albanie sont relancées (elle a déployé un contingent dans le pays à l'automne, tempérant donc la portée de la présence d'un contingent grec). Ses entrepreneurs investissent massivement en Bulgarie et la nouvelle équipe au pouvoir à Sofia a approfondi ses relations avec la Turquie. Elle a signé des accords de libre-échange avec la Bulgarie, la Roumanie et la Macédoine, et les travaux de la Trilatérale Turquie-Bulgarie-Roumanie semblent plus avancés que dans la Trilatérale avec la Grèce. Enfin, la Grèce a dû reculer face à la Turquie sur la question du déploiement des missiles russes à Chypre et la récente crise consécutive à l'affaire Öcalan (démission de trois ministres grecs dont le ministre des Affaires Étrangères en février 1999) a fragilisé le pays. Le nouveau ministre des Affaires Étrangères, Papandreou, tente de reprendre l'initiative dans la région (tournée dans les Balkans en mars 1999, « initiative grecque pour le conflit du Kosovo », déclaration de soutien au corridor Albanie-Macédoine-Bulgarie !, etc.) mais, semble-t-il, sans grand succès. La Grèce a en partie réglé ses contentieux avec ses voisins, mais elle souffre d'une image négative, image qu'elle s'est elle-même infligée par ses positions politiques intransigeantes et figées.

³⁶⁰ Sur ce nouveau concept stratégique, voir Yannis Nikolaou, "Grèce. En quête d'une réponse flexible", in Patrick Buffotot (dir.), *La défense de l'Europe*, Paris, La Documentation Française, 1994.

³⁶¹ Les répercussions des tensions gréco-turques dépassant largement le théâtre balkanique, elles seront étudiées dans la 3^{ème} partie (2^{ème} chapitre).

1.5. LE KOSOVO ET LA « QUESTION ALBANAISE »

Enclavé entre l'Albanie, le Monténégro, la Macédoine et la Serbie, le Kosovo est une de ces zones d'interférence entre aspirations territoriales des uns et des autres. Tout comme la Macédoine, ce territoire fut l'un des derniers à s'être libéré de la tutelle ottomane. En 1913, les puissances européennes optèrent finalement pour la création d'une « petite Albanie », compromis entre les ambitions territoriales de la Serbie, soutenue par la France et la Russie, et les ambitions politiques de l'Italie et de l'Autriche-Hongrie qui prônaient la création d'un État albanais, l'une pour développer, par l'intermédiaire de cet État, son influence dans la région, l'autre pour limiter la puissance serbe qui bloquait l'extension de son influence politique et économique vers le sud. Mais la création d'une petite Albanie ne satisfaisait ni la Grèce, qui n'obtenait que la moitié de l'Épire, ni la Serbie qui n'obtenait pas l'accès aisé à l'Adriatique que le contrôle du nord de l'Albanie lui aurait offert³⁶², ni l'Albanie qui voyait la moitié de la population albanaise se retrouver hors de ses frontières. Le Kosovo, peuplé en majorité d'Albanais (peut-être à hauteur de 60% à l'époque), passe alors sous contrôle serbe (Royaume de Serbie, puis Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, puis Yougoslavie).

Un vaste programme de colonisation de cette « terre historique serbe », accompagné d'une réforme agraire, a été lancé par les autorités serbes durant l'entre-deux guerres. Les résultats de ce programme sont toujours discutés mais il ne semble pas avoir bouleversé la composition ethnique de la région. Il a, en revanche, très certainement contribué à renforcer les dissensions entre les peuples albanais et serbe, et le souvenir des persécutions subies par les Albanais à cette époque est resté vif parmi ces derniers³⁶³. Après la Seconde Guerre mondiale, les Albanais du Kosovo ont subi plus que tout autre peuple en Yougoslavie le dur régime de Ranković de 1948 à 1966. Dès 1968, le Kosovo est agité par des manifestations d'étudiants qui réclament de meilleures conditions de vie. Le chômage continuant d'augmenter et les conditions de vie de se dégrader, de nouveaux troubles secouent la région en 1974 et 1978. Peu urbanisé, peu industrialisé, le Kosovo est la région la plus pauvre de la Yougoslavie. Ces conditions économiques déjà mauvaises s'aggravent à partir des années 70 sous l'effet d'une démographie galopante³⁶⁴. Tito, préoccupé par la montée d'un nationalisme serbe et l'émergence de revendications albanaises, pense désamorcer la crise naissante en octroyant une large autonomie au Kosovo en 1974. Mais en mars-avril 1981, quelques

³⁶² La vallée du Drin offre un accès relativement aisé à la mer contrairement au Sandjak et au Monténégro.

³⁶³ Sur ce programme de colonisation, voir Michel Roux, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1992, pp. 191-203.

³⁶⁴ Voir les cartes sur le revenu national par habitant (1981) et sur le taux d'accroissement naturel de la population en Yougoslavie (1971-1981) dans Michel Roux, *op. cit.*, pp. 110 et 115 et chapitre VII, pp. 103-127.

mois après la mort de Tito qui incarnait le yougoslavisme, de nouvelles émeutes éclatent contre le chômage et les conditions économiques. Ces manifestations prennent une tonalité nationaliste. Le slogan « Kosovo-République » est clamé par des étudiants qui, formés à l'université de Priština en langue albanaise, n'ont pas de perspectives d'emploi et n'ont pas accès aux postes de direction de la province. Perçues par la Serbie comme un irrédentisme menaçant pour l'intégrité de la République, ces manifestations sont violemment réprimées³⁶⁵ et le climat ne cessera de se dégrader ensuite, alternant phases conflictuelles et répressives et phases d'accalmie relative.

L'attention du peuple serbe se focalise alors sur cette province considérée comme le berceau de la civilisation serbe³⁶⁶. Les Albanais sont accusés d'avoir forcé la population serbe à fuir le Kosovo. Bientôt, on dénonce le « génocide du peuple serbe ». Le Kosovo, terre sainte des Serbes, risque, par « les violences et persécutions » exercées par les Albanais à l'encontre des Serbes et par une fécondité relevant d'un perfide nationalisme, d'échapper à leurs possesseurs « historiques et naturels ». Qu'en a-t-il été en réalité ? De nombreux Serbes ont certes quitté le Kosovo depuis les années 60 mais ces migrations ne semblent premièrement pas avoir été si importantes et, en tout état de cause, bien moins que les chiffres avancés par les Serbes ; et deuxièmement, elles étaient surtout motivées par les conditions économiques plus avantageuses en Serbie (ou en Europe occidentale)³⁶⁷.

Le mouvement de soutien aux Serbes du Kosovo, à tonalité très nationaliste, prend rapidement une grande ampleur. C'est en fait sur la défense des intérêts serbes au Kosovo que le nationalisme serbe renaissant va s'articuler. Slobodan Milošević, président de la Ligue des communistes de Serbie depuis 1987, va habilement utiliser ces craintes et passions nationalistes pour accroître sa popularité. Ce vaste mouvement de mobilisation populaire sera symbolisé par le rassemblement, le 28 juin 1989, de plus d'un million de Serbes pour commémorer le 600^e anniversaire de la bataille du champ des merles (Kosovo Polje) contre les Ottomans.

En mars 1989, les autorités de Belgrade suppriment l'autonomie de la région et prennent le contrôle direct de la province. Un an plus tard, ils décident de dissoudre le parlement et le gouvernement du Kosovo. Les journaux et les radios en albanais sont supprimés et les Albanais

³⁶⁵ Les estimations officielles font état de 500 à 1000 morts.

³⁶⁶ Sur les arguments historiques, démographiques, ou politiques et affectifs avancés par les Serbes et les Albanais au Kosovo, cf. *supra* « Nationalismes, identités nationales et antitirquisme ».

³⁶⁷ C'est la conclusion à laquelle aboutit Michel Roux, en prenant toutes les précautions requises quant à la fiabilité des sources et après recoupements de diverses informations et statistiques. Il conclut que le pourcentage de la population serbe et monténégrine est resté plus ou moins stable de 1948 à 1961 (environ 27% de la population). L'émigration nette au Kosovo aurait ensuite été de 40 à 50 000 personnes dans les années 60, de même que dans les années 70 et dans les années 80. A partir des années 70, les migrations serbes n'ont plus été compensées par l'accroissement naturel de la population alors qu'au même moment, le taux d'accroissement naturel des Albanais augmentait. Voir Michel Roux, *op. cit.*, pp. 379-395.

massivement licenciés de tous les postes clefs qu'ils détenaient dans les administrations et les entreprises. Les « autorités albanaises » entrent alors dans la clandestinité et mettent en place un système parallèle d'éducation et de santé. En septembre 1991, ils organisent un référendum auquel la quasi totalité de la population a participé et s'est prononcée pour l'indépendance qui sera officiellement proclamé le 19 octobre. Un gouvernement fantôme est formé sous la direction de Bujar Bukoshi et en mai 1992, des élections présidentielles et parlementaires clandestines amènent au pouvoir Ibrahim Rugova.

De nombreux auteurs s'accordent pour reconnaître que la constitution de 1974, en accordant à deux provinces de la République de Serbie (la Voïvodine et le Kosovo) un large statut d'autonomie, avait créé un déséquilibre et un dysfonctionnement au sein de cette République puisque la population majoritaire, les Serbes, devait alors consulter ces deux provinces autonomes pour toute décision concernant exclusivement la Serbie. Mais en abolissant l'autonomie du Kosovo, en supprimant tout droit officiel d'expression politique et tout droit à l'éducation aux Kosovars, Milošević a largement outrepassé les limites d'un rééquilibrage juridique peut-être nécessaire. Depuis 1989, les Serbes ont multiplié arrestations et détentions arbitraires et les brutalités policières sont courantes. Les autorités de Belgrade disposent sur place d'un appareil policier fort de quelques dizaines de milliers d'hommes. Selon le Conseil de la défense des droits de l'homme du Kosovo, dirigé par Adem Demaqi, figure du nationalisme kosovar qui a passé 28 ans dans les geôles yougoslaves, il y aurait eu durant l'année 1993, 2300 arrestations et 1800 cas de tortures³⁶⁸. A Belgrade, l'ensemble des formations politiques semble soutenir cette politique de fermeté vis-à-vis des Albanais et le dialogue est inexistant entre les deux communautés.

L'objectif clairement exprimé de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) dirigée par Ibrahim Rugova, est l'accession du Kosovo à l'indépendance. Depuis 1992, il prône une résistance pacifique et cherche à attirer l'attention de la communauté internationale sur le problème du Kosovo. Si cette approche pacifiste a bien été accueillie par les Occidentaux, à partir de 1995/96, elle a en revanche suscité de plus en plus de critiques parmi les Kosovars. Bujar Bukoshi, Premier ministre du gouvernement fantôme, Adem Demaqi, Rexhep Qosja³⁶⁹ et bien d'autres, ont appelé à l'organisation de manifestations et plus généralement à une politique plus active vis-à-vis de Belgrade. Les accords de Dayton ont également eu un impact sur cette radicalisation de la population. Les Albanais ont eu l'impression – justifiée ou non – que les Serbes ont été récompensés dans leur politique agressive alors que la politique de non violence prônée par Rugova

³⁶⁸ RFE/RL Daily Report, 11/1/94. Voir également pour l'année 1997, le rapport d'Amnesty International.

³⁶⁹ Écrivain, auteur de *La question albanaise*, Paris, Fayard, 1995.

ne leur a rien apporté. L'impression dominante est que l'attention de la communauté internationale ne peut être obtenue que par le déclenchement d'un conflit³⁷⁰.

L'Armée de libération du Kosovo (UÇK, *Ushtrica Çlirimtare e Kosovës*) est sortie de l'ombre au début de l'année 1996. Elle s'est, dans un premier temps, surtout attaquée à quelques individus serbes ou à de petits postes de police. Mais, à partir du début de l'année 1997, ses actions visent des cibles plus précises et plus sensibles, dignitaires serbes et « collaborateurs » albanais, et les techniques utilisées dans ces attaques se sophistiquent³⁷¹. L'UÇK a, semble-t-il, cherché à profiter des émeutes à Belgrade pour créer un climat de tensions au Kosovo et attirer l'attention des médias occidentaux sur cette région. A la fin de février 1998, les Serbes prennent l'offensive, décidés à nettoyer ces « foyers terroristes et irrédentistes ». Dans le week-end du 28 février-1^{er} mars et quelques jours plus tard, le 5 mars, la police serbe attaque, à l'aide d'artillerie lourde, d'hélicoptères et de véhicules blindés, les villages où l'UÇK trouverait soutien et sympathisants³⁷². Cette meurtrière répression, loin d'avoir éradiqué la « menace terroriste », semble, au contraire, avoir encore plus popularisé l'UÇK parmi les Albanais qui ne rêvent plus que d'en découdre avec les Serbes qui ont détruit leurs villages. Dans un premier temps, l'UÇK a remporté plusieurs victoires militaires et a réussi à contrôler une partie de la région. Mais, à partir de juillet 1998, les Serbes ont repris le dessus (chute de Mališevo, bastion de l'UÇK, etc.)³⁷³. Les offensives serbes de juin et juillet sont accompagnées de nombreux massacres et expulsions. En octobre 1998, à la veille du déploiement des observateurs de l'OSCE, 340 000 Albanais (sur une population totale de 1,8 million) avaient quitté leur village.

Dans l'ensemble, les Occidentaux ont eu une position constante depuis 1991 sur le Kosovo : rappel du principe de l'inviolabilité des frontières et soutien au rétablissement de l'autonomie de la province, accompagné de pressions diverses sur S. Milošević pour régler ce problème par la voie du dialogue. Le Kosovo est une affaire intérieure de la RFY et aucun État n'a reconnu la République du Kosovo unilatéralement proclamée en 1991³⁷⁴. Il y aurait donc une double approche

³⁷⁰ Veton Surroi "The Albanian National Question : The Post Dayton Pay-Off" et Fabian Schmidt, "Supporting the Status Quo", *Warreport*, n°41, mai 1996 (édition internet).

³⁷¹ Fabian Schmidt, "A Balance Sheet on the Kosovo Imbroglio", *OMRI Pursuing Balkan Peace*, 7/1/97 et "Kosovo Army Launches New offensive", *OMRI Pursuing Balkan Peace*, 21/1/97.

³⁷² Plus de 10 000 morts en une semaine. RFE/RL Newslines, 6/3/98 ; *Le Monde*, 3/3/98, 8-9/3/98.

³⁷³ Rapports hebdomadaires de la situation sur le terrain diffusés par le Kosovo Information Center (Priština/Londres/Boon) sur le réseau Albanews, par le Council for Human Rights and Freedom (Priština) également sur le réseau Albanews.

³⁷⁴ Le parlement albanais a reconnu l'indépendance du Kosovo en octobre 1991 mais le gouvernement n'a jamais publiquement reconnu cette indépendance. Sur l'évolution de la position de l'Albanie sur le Kosovo, voir Remzi Lani, Fabian Schmidt, "Albanian Foreign Policy between Geography and History", *The International Spectator*, Vol. XXXIII, n°2, avril-juin 1998.

des Occidentaux, double approche peut-être éminemment politique mais qui crée un précédent juridique. Cette double approche permet la reconnaissance de l'indépendance des anciennes Républiques de la Yougoslavie (Croatie, Slovénie, Macédoine et Bosnie-Herzégovine) mais pas des provinces autonomes pour lesquelles on invoque le principe de l'inviolabilité des frontières. Dans ce contexte, on comprend que Belgrade refuse d'octroyer au Kosovo un statut de république au sein de la RFY. Rien n'empêcherait alors Priština de se proclamer indépendante et de faire reconnaître cette indépendance par la communauté internationale, à l'instar de la Croatie ou de la Bosnie-Herzégovine. La sécession d'une république yougoslave devait bien, selon les termes de la constitution fédérale de la Yougoslavie, recueillir l'approbation de toutes les autres républiques, ce qui n'a pas empêché les quatre républiques sécessionnistes de proclamer unilatéralement leur indépendance, de l'entériner par un référendum et de la faire reconnaître internationalement.

L'ensemble des pays de la région (Grèce, Turquie, Bulgarie, Roumanie) s'accordent pour reconnaître que le problème du Kosovo doit être réglé dans le cadre des frontières de la RFY. En revanche, les réactions face à de possibles frappes aériennes de l'OTAN, divergent. La Grèce, tout comme la Russie, y sont catégoriquement opposés. La Turquie a dès le déclenchement du conflit en mars proposé sa participation à une force otanienne d'interposition. La Bulgarie et la Roumanie sont, elles, plus réticentes et la question de l'autorisation du transit de l'aviation de l'OTAN par leur espace aérien a soulevé de vives controverses. Très préoccupés par les risques d'extension du conflit à l'ensemble de la péninsule, ces pays soutiennent une intervention de l'OTAN mais craignent qu'elle ne provoque une escalade du conflit. L'Albanie est, elle, surtout préoccupée par les possibles interventions de l'armée serbe sur son territoire et les risques d'afflux de réfugiés. La surveillance de la frontière a donc été renforcée et des exercices militaires ont été organisés à proximité en avril 1998. Plusieurs autres exercices à la frontière (démonstration de la rapidité de réaction en cas d'attaque) ont par la suite été effectués courant 1998 (parfois avec l'OTAN). Les Albanais travaillent en coopération avec la police et l'armée macédoniennes pour enrayer le trafic d'armes dans la région³⁷⁵. Les dirigeants albanais en appellent surtout à la communauté internationale pour jouer un rôle de médiation ou une pression militaire qu'ils espèrent salutaire et ils insistent sur la nécessité de déployer une force de l'OTAN à la frontière.

³⁷⁵ Sur cette coopération avec la République de Macédoine, Enter, 19/3/98 ; ATA, 29/4/98.

1.6. LES DILEMMES SERBES : NOUVELLES FRONTIÈRES ET NOUVEAU CADRE ÉTATIQUE

La Yougoslavie titiste est entrée en crise dès les années 80. La mort de son leader charismatique, une situation économique dramatique et un développement économique inégal dans les différentes républiques de la fédération, ont créé des clivages – ou aggravé les clivages nés d'un regroupement de peuples artificiel et miné par des souvenirs traumatisants (Seconde Guerre mondiale)³⁷⁶. Quoiqu'il en soit, les années 80 ont vu des leaders politiques user de la rhétorique nationaliste. Dès que l'état communiste s'est desserré (fin du monopole de la Ligue des communistes en 1990), des oppositions se sont exprimées politiquement et les partis nationalistes ont remporté les premières élections libres d'avril et novembre 1990. En décembre, la Slovénie organise un référendum sur son indépendance, suivie en mai 1991 par la Croatie, et en juin 1991, les deux Républiques proclament simultanément leur indépendance. Les premiers affrontements éclatent au début de l'année 1991. Durant l'été, ils tournent à la véritable guerre civile. Quelques mois plus tard, en mars 1992, la guerre éclate en Bosnie-Herzégovine³⁷⁷.

Tito avait, vraisemblablement dans le souci de contenir l'hégémonisme serbe ou une résurgence de cet hégémonisme, volontairement adopté un découpage territorial brisant l'unité ethnique serbe (plus de deux millions de Serbes vivaient en dehors de la république de Serbie) et un système juridique et administratif décentralisé affaiblissant le poids des Serbes (c'est la « dictature des minorités » dénoncée par les Serbes). En 1986, l'Académie des sciences de Serbie a présenté un mémorandum accusant explicitement Tito de politique discriminatoire à l'égard des Serbes. Les Serbes demandaient un rééquilibrage des structures de la fédération en leur faveur. Mais en remettant en cause ces structures (découpage fédérale, droits juridiques accordés à certains peuples), les dirigeants serbes ont aussi contribué à miner la légitimité d'une Yougoslavie où finalement ils trouvaient quelques avantages (et notamment des débouchés maritimes). La « défense des Serbes de l'extérieur » qui a accompagné ces revendications ne pouvait d'autre part que renforcer un nationalisme, par ailleurs latent, chez les voisins. C'est la défense des intérêts de sa communauté qui a alors été consacrée. Après avoir combattu les velléités d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, la dislocation de la Yougoslavie consommée, S. Milošević s'est fait l'apôtre de la Grande Serbie (regroupement de tous les Serbes et de toutes les terres historiques

³⁷⁶ Sur la question nationale en Yougoslavie et les clivages régionaux, voir par exemple, Ivo Banac, *The National Question in Yugoslavia, Origins, History, Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1984 ; Michel Roux, "Yougoslavie : l'État et la question nationale", *Historiens-Géographes*, n°337, septembre 1992, pp. 143-164.

³⁷⁷ Sur les prémisses de ces guerres et leur déclenchement, voir, par exemple, Michel Roux, "Guerre civile et enjeux territoriaux en Yougoslavie", *Hérodote*, n°63, octobre-décembre 1991, pp. 14-40 ; Robert Hayden, "The Partition of Bosnia and Herzegovina, 1990-1993", *RFE/RL*, Vol. 2, n°22, 28 mai 1993, pp. 1-14.

serbes dans un même État)³⁷⁸. Les considérations stratégiques étaient, bien sûr, également loin d'être absentes dans ce combat (accès à la mer, contrôle des routes et des débouchés³⁷⁹).

Peuplée en 1990, de 44% de musulmans, 31% de Serbes et 17% de Croates, la Bosnie-Herzégovine offre un visage composite au centre de l'ancienne Yougoslavie³⁸⁰. A la fin du XIXe et au début du XXe siècle, la région avait été l'objet des convoitises serbes et croates. Son insertion dans des structures plus vastes et pluri-nationales (Empire austro-hongrois en 1878, puis, en 1918, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes devenu Yougoslavie) l'avait préservée d'un démembrement (mais pas ses habitants musulmans de tentatives d'assimilation par les Serbes et les Croates)³⁸¹. La promotion d'une identité bosniaque par les Autrichiens (transcendant donc les clivages confessionnels) avait donné des résultats plutôt mitigés et l'entre-deux guerre fut marqué par une rivalité croissante entre les Serbes et les Croates et les pressions respectives de ces derniers sur la communauté musulmane. L'affermissement des identités communautaires est ensuite allé en parallèle avec le mouvement de décentralisation des institutions fédérales yougoslaves. L'identité musulmane a d'autre part fait l'objet d'une promotion très officielle (reconnaissance d'une identité musulmane en 1967 sous le nom de Musulmans).

Les élections de novembre 1990 ont donné un parlement sans majorité, dominé par des partis nationalistes-ethniques. Le Parti de l'action démocratique (SDA) a remporté 30,4% des suffrages, le Parti démocratique serbe (SDS) 25,2%, et la Communauté démocratique croate (HDZ) 15,5%. Le problème n'était pas tant finalement de vivre ensemble³⁸². Il l'était, en revanche, de vivre sous la domination d'une autre communauté. Tout comme les Serbes de Croatie (12,2% de la population) refusent de vivre dans un État croate indépendant, les Serbes de Bosnie-Herzégovine préfèrent vivre dans une Yougoslavie plutôt que dans une Bosnie-Herzégovine indépendante, et les Croates de Bosnie (17% de la population) ne conçoivent la préservation de leur communauté que dans un étroit rapport avec le reste des Croates (dans le cadre d'une fédération/confédération ou d'un rattachement à la mère-patrie indépendante). A partir de 1990, les trois partis nationalistes (SDA, SDS, HDZ) ont contribué, par la réorientation ethnique des institutions culturelles ou administratives et des structures économiques, à diviser la société bosniaque en trois

³⁷⁸ Cf. *supra* chapitre « Nationalismes, identités nationales et antiturquisme ».

³⁷⁹ Ce sera le siège de Vukovar, seul port danubien de la Croatie à l'automne 1991, les offensives serbes de 1992 et 1993 pour contrôler le port croate de Zadar, les offensives autour de Dubrovnik en 1992, la rivalité autour de la presqu'île de Prevlaka, etc.

³⁸⁰ Sur la composition ethnique de la Bosnie-Herzégovine et son évolution, Xavier Bougarel, "Bosnie-Herzégovine : anatomie d'une poudrière", *Hérodote*, n°67, 4^{ème} trimestre 1992, pp. 84-147.

³⁸¹ Sur les musulmans de Bosnie-Herzégovine à cette époque, Alexandre Popovic, *op. cit.*, pp. 310-336.

³⁸² Selon une enquête réalisée en 1990 et citée par Xavier Bougarel (1992, *op. cit.*, pp. 138-139), la majorité des citoyens de Bosnie-Herzégovine était favorable au maintien de la Yougoslavie et liait le sort de la république à celui de la fédération yougoslave dans son ensemble.

identités/entités. Au même moment, le système fédéral implosait et une guerre éclatait avec la Croatie. L'éclatement de la Yougoslavie a prononcé celui – déjà bien engagé – de la Bosnie-Herzégovine.

Ces trois groupes se sont affrontés dans une guerre aux configurations militaires complexes (enchevêtrement des fronts) où sont intervenus bandes irrégulières et groupements mafieux. Profondément ancrées dans l'histoire et les mentalités, héritées des sanglants affrontements de la Seconde Guerre mondiale, ou générées par des dirigeants nationalistes instrumentalisant de vieilles peurs à des fins politiques, les causes de cette violente expression des nationalismes en Bosnie-Herzégovine depuis 1992 reste l'objet de débats³⁸³. Marqué par des événements sanglants (écrasement des enclaves musulmanes de Srebrenica et Zepa en juillet 1995), revers d'alliances (affrontements entre armées musulmane et croate à partir du printemps 1993 puis rétablissement, au moins formellement, de l'alliance entre les armées croate et musulmane) voire dissensions au sein des communautés ethnico-religieuses elles-mêmes (sécession d'une province autonome de Bosnie occidentale, opposition entre Karadžić et Milošević), ce conflit aurait fait 200 000 victimes (certaines estimations vont jusqu'à 350 000). De nombreux territoires ont été purifiés et, selon le HCR, plus de deux millions de personnes étaient déplacées au moment de la signature des accords de Dayton. Le nettoyage ethnique subi par les musulmans reste l'événement le plus marquant de ce conflit.

Ces accords divisent la Bosnie-Herzégovine en une entité croato-musulmane (51% du territoire) et une entité serbe (49% du territoire). Chaque entité dispose de sa propre armée et de sa constitution. La politique étrangère, le commerce extérieur, la monnaie et les questions de citoyenneté sont du ressort des autorités centrales (dotées d'une présidence collégiale, d'un gouvernement, d'un parlement et d'une Cour constitutionnelle)³⁸⁴. Trois ans après la signature des accords, force est de constater que les institutions communes fonctionnent mal et que les conditions d'un retour en toute sécurité des réfugiés ne sont pas assurées³⁸⁵. De fait, on n'assiste nullement à une ébauche de rétablissement de la société pluricommunautaire d'avant-guerre. La coopération entre les trois communautés et la fusion des centres de décision politique ne sont opérationnelles ni au sein des institutions centrales ni dans celles de la fédération croato-musulmane. L'Herzek-

³⁸³ Éléments de réponse dans Xavier Bougarel, *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996 ; Joseph Krulic, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1993 ; Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 2^{ème} édition, 1994.

³⁸⁴ Textes des accords et de la constitution de Bosnie-Herzégovine dans *Accords de paix concernant l'ex-Yougoslavie*, Paris, Ministère des Affaires Étrangères, La Documentation Française, 1996.

³⁸⁵ Voir le dossier "Les Balkans, deux ans après les accords de Dayton", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, pp. 29-62 ; Thomas Hofnung, "La Bosnie à l'heure du « ni guerre ni paix »", *Le Monde Diplomatique*, septembre 1998, pp. 8-9.

Bosnie, officiellement dissoute en août 1996, continue dans les faits, de fonctionner, et la République serbe a signé avec la RFY d'accords de coopération jugés contraire aux dispositions de Dayton. La violence interethnique au quotidien se poursuit et les autorités locales usent de leurs réfugiés pour homogénéiser les territoires qu'elles contrôlent³⁸⁶.

Enfin, des controverses territoriales n'ont toujours pas été réglées. Il s'agit notamment de l'accès de la Bosnie-Herzégovine à la mer via son seul débouché reconnu par le découpage de Dayton, le site de Neum, toujours occupé par la Croatie. L'utilisation du port croate de Ploce par Sarajevo est également en discussion. Quant à la République de Serbie (Republika Srpska), seul un étroit couloir au niveau de Brčko relie les deux parties de cette république. Le port de Brčko se situe sur la Save, une voie d'échange majeure en Yougoslavie. Sa rive nord se trouve aujourd'hui en Croatie et son autre rive en République de Serbie qui n'a, à cet endroit, que quatre kilomètres de profondeur. Mais la fédération bosniaque revendique aussi un droit d'accès à la Save à Brčko qui représente sa seule possibilité de débouché fluvial sur le bassin du Danube. Sarajevo allègue, à l'appui de sa requête, que la ville de Brčko était peuplée en majorité de musulmans avant la guerre.

Quatre années de guerre et des recompositions territoriales considérables (en termes de frontières et de regroupements ethniques) ont forcément généré de nouveaux dilemmes. La Slovénie n'a pas subi de dommages de guerre importants et elle a rapidement surmonté les problèmes liés à une reconversion au libre-échange et à la perte du marché yougoslave. République ethniquement homogène (90% de Slovènes), disposant d'un potentiel économique et industriel comparable à celui de ses voisins d'Europe centrale, elle tourne dorénavant toute son attention vers l'Europe centrale et occidentale. Elle a été admise dans la liste des pays avec lesquels l'U.E. a décidé d'engager des négociations d'adhésion. Elle ne dispose dorénavant que d'un accès limité à l'Adriatique (47 km de côtes) et d'un seul port, Koper. Elle a engagé une rénovation de ce port mais celui-ci, de capacités beaucoup moins importantes que Trieste, Rijeka ou Venise puisqu'il ne peut manipuler qu'environ 10 millions de tonnes par an, ne remplira sans doute qu'un rôle local.

La Croatie ambitionne également de rapidement intégrer les structures européennes et bataille fermement contre toute application du qualificatif « balkanique » à son égard. La situation économique du pays reste cependant critique et, outre les dommages de guerre, Zagreb doit gérer l'arrivée de nombreux réfugiés. Enfin, l'autoritarisme du régime du Président Tudjman n'érige pas

³⁸⁶ Michel Roux, "La Bosnie-Herzégovine en 1997. La paix, continuation de la guerre par d'autres moyens (bis)", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale, 1998*, Paris, la Documentation Française, 1998, pp. 63-68.

ce dernier en interlocuteur convenable. En 1992, la commission Badinter n'avait pas recommandé la reconnaissance de cet État (contrairement à celle de la Slovénie et de la Macédoine), jugeant que le minimum requis en matière de démocratisation n'était pas rempli. La Croatie a largement réussi sa reconquête des « territoires croates » (Slavonie occidentale, Krajina et Slavonie orientale), à l'exception – formelle – de l'Herzek-Bosnie. L'intégration de la Slavonie orientale reste cependant problématique. Les Croates qui ont fui la Slavonie ne souhaitent pas retourner dans cette région dévastée et la très grande majorité des habitants est aujourd'hui serbe. Parallèlement, les Serbes de Krajina, qui ont été massivement chassés lors de l'offensive croate en août 1995, ne semblent pas bénéficier de beaucoup d'appuis dans leurs tentatives de retour dans la région. Les agressions sont si fréquentes qu'elles ne peuvent que refléter une tolérance des autorités³⁸⁷. La Croatie dispose d'un très large littoral mais doit administrer un territoire étriqué sans profondeur stratégique. Du point de vue économique, le port de Rijeka devrait drainer une partie du trafic en provenance d'Europe centrale et le gouvernement croate a donné la priorité à la construction d'une autoroute Rijeka-Zagreb-Budapest.

La Serbie occupe une position centrale dans la péninsule balkanique. De fait, elle est la seule à réellement occuper la position de pont tant vantée par tous les pays de la région (et de bien d'autres). Les deux grands axes de communication de la région, le Danube et la grande transversale nord-sud à deux branches (vallée de la Morava puis de la Marica/Maritsa ou du Vardar) transitent en effet par Belgrade³⁸⁸. Ces deux voies de communication ne sont pas les seules mais elles sont de loin les mieux aménagées par la nature. L'ensemble des communications terrestres avec l'Europe centrale et occidentale de la Grèce, de la Macédoine, de la Bulgarie, de la Turquie, de la Roumanie et de l'Albanie transitent donc par la Serbie. On l'a vu durant l'embargo international à l'encontre de la RFY, les axes de substitution sont très lents (un seul pont pour traverser le Danube entre la Bulgarie et la Roumanie, très mauvais état du réseau routier en Roumanie, etc.). Les États de la région n'ont eu de cesse de demander la levée de ce coûteux embargo.

Toutefois, si la Serbie est bien lotie du point de vue de ses liaisons terrestres, elle souffre de problèmes dans ses liaisons maritimes³⁸⁹. Le désenclavement est une préoccupation majeure des Serbes depuis leur libération de la domination ottomane. Belgrade avait pour cette raison, ardemment convoité au début du siècle le Monténégro et le nord de l'Albanie pourtant dépourvus de ressources. Depuis la sécession de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine, la RFY est presque

³⁸⁷ Béatrice Toulon, «La Croatie en 1994-1995. La reconquête», in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (1996), *op. cit.*, pp. 141-152.

³⁸⁸ Voir cartes en annexe.

³⁸⁹ Sur les contraintes stratégiques de la Serbie, voir Catherine Lutard, *Géopolitique de la Serbie-Monténégro*, Bruxelles, Complexe, 1998, pp. 5-13,

enclavée. Son seul accès à la mer, *via* le Sandžak (*Sancak*) et le Monténégro (ports de Bar et Ulcinj) est rendu malaisé par la configuration montagneuse de la région, mais il a le mérite d'exister. La Yougoslavie avait dans les années 70 construit à grand frais une liaison ferroviaire de Belgrade jusqu'au port monténégrin de Bar, liaison dont les dirigeants actuels n'ont sans doute qu'à se féliciter. Le débouché des bouches de Kotor, au nord de Bar, peut, lui, à tout instant être bloqué par les Croates qui, à partir de la presqu'île de Prevlaka, en contrôlent l'accès. La délimitation de la frontière en cet endroit précis est l'objet de sérieuses controverses entre Serbes et Croates³⁹⁰.

Le Monténégro révèle donc aujourd'hui toute son importance stratégique et les récentes controverses entre les dirigeants monténégrins et serbes sont lourdes de menaces pour Belgrade. Les Monténégrins, slaves orthodoxes tout comme les Serbes, sont plutôt proches de ces derniers. Après avoir résisté pendant des siècles aux Ottomans (un petit État autonome avait subsisté autour de Cetinje)³⁹¹, les Monténégrins avaient abandonné leur indépendance en 1918 au profit d'une intégration dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. En mars 1992, ils ont accepté par référendum leur participation à la RFY en tant qu'« État souverain, associé à la Serbie dans le cadre de la fédération yougoslave ». Mais depuis lors, les critiques se sont multipliées contre l'autorité de Milošević. Les motifs de contestations les plus importants portent sur la division, jugée inégale, des compétences et pouvoirs décisionnels entre les deux républiques constituant la fédération (dans la gestion des affaires de la RFY comme celle des relations extérieures de la RFY) et les préjudices économiques subis par le Monténégro avec l'imposition d'un embargo sur la RFY. Les Monténégrins estiment avoir payé (sanctions économiques) pour une guerre qui ne les concernait pas. La classe politique monténégrine s'est en conséquence divisée en deux camps, les fidèles à S. Milošević qui se regroupent derrière Momir Bulatović, et ses opposants derrière Milo Djukanović, Premier ministre du Monténégro³⁹². Ce dernier ne demande pas l'indépendance mais un partenariat d'égal à égal avec la Serbie et la possibilité de mener une politique extérieure autonome. De fait, la dépendance du Monténégro vis-à-vis de la Serbie, notamment en matière agro-alimentaire, est grande et l'indépendance de ce petit État montagneux et sans ressource serait peu viable. Enfin, le peuple monténégrin reste dans l'ensemble attaché au peuple serbe. Les attaques de Milo Djukanović sont surtout dirigées contre l'incompétence du Président S. Milošević,

³⁹⁰ La presqu'île de Prevlaka est, depuis 1992, confiée à la garde des forces de l'ONU.

³⁹¹ Le Monténégro est passé sous administration ottomane en 1499 mais les Monténégrins avaient conservé une très large autonomie sur ce territoire difficile à contrôler. « L'État monténégrin » était dirigé par la dynastie des princes-évêques de Petrović. Le Monténégro est devenu officiellement indépendant au Congrès de Berlin en 1878 et le nouvel État a obtenu un accès à la mer à cette occasion.

³⁹² Sur les divisions dans la classe politique monténégrine, voir Nebojsa Cagorovic, "A First Step Toward Independence ? As President and PM Compete for Control, Chances for Parliamentary Democracy Increase", *Warreport*, n°51, septembre 1997 ; Catherine Lutard, *op. cit.*, pp. 101-102.

son autoritarisme et sa mainmise sur les affaires du Monténégro. Il demande à ce que des réformes économiques et politiques soient engagées (démocratisation et transition vers une économie de marché), réformes d'ailleurs déjà partiellement réalisées au Monténégro.

Parallèlement la volonté d'autonomie du Sandžak pourrait s'avérer problématique pour la Serbie. A cheval sur le Monténégro et la Serbie, le Sandžak³⁹³ est peuplé à plus de moitié de musulmans. Ces musulmans sont slaves et de même langue que les Serbes mais politiquement proches des musulmans de Bosnie-Herzégovine. En 1991, le SDA local (branche du SDA de Bosnie-Herzégovine) a organisé un référendum sur l'autonomie de la région (que 98% des votants auraient approuvé). Depuis lors, le climat s'est dégradé. Les campagnes d'intimidation destinées à pousser les minorités à l'émigration et les « licenciements ethniques » auraient provoqué le départ de plus de 100 000 musulmans en 1993 (dont certains seraient allés combattre aux côtés des musulmans de Bosnie-Herzégovine)³⁹⁴. En novembre 1993, Suleyman Ugljanin, leader du SDA, s'est réfugié à Istanbul. Quatre mois plus tard, 24 membres du SDA étaient arrêtés et jugés pour complot sécessionniste³⁹⁵. Des rivalités ont d'autre part surgi entre les membres du SDA. Il s'agit notamment de l'opposition entre Sulejman Ugljanin, plutôt proche de la mouvance panislamiste de Sarajevo, et Rasim Ljalić, secrétaire général du SDA. Démis de ses fonctions en janvier 1995, R. Ljalić, a définitivement été marginalisé après le retour d'exil de S. Ugljanin en 1996. Ce retour d'exil a fait couler beaucoup d'encre. Peu après, Sulejman Ugljanin a en effet pris le contrôle de la mairie de Novi Pazar. L'absence de réaction côté serbe a surpris plus d'un observateur³⁹⁶.

Les guerres yougoslaves ont donc engendré la création d'une nouvelle fédération yougoslave (RFY) composée de deux entités d'importance inégale (Serbie : 88 360 km² et 9,7 millions d'habitants, Monténégro : 13 800 km² et 600 000 habitants) mais dont la petite est entrée en rébellion contre la grande. Dans cette optique, l'assise de Milošević était bien plus ébranlée par cette opposition monténégrine que par les opérations de l'UÇK au Kosovo qui, jusqu'au déclenchement des offensives serbes en mars 1998, n'étaient somme toute pas si importantes. Quel intérêt avait donc Belgrade à intervenir dans un territoire qui lui appartenait déjà et dont la possession lui était reconnue internationalement ? Ceci alors que le pays sortait exsangue d'un conflit de quatre ans en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, et alors qu'il commençait lentement à se

³⁹³ Anciennement Sandžak (Sandjak) de Novi Pazar, province administrative de l'Empire ottoman. Le Sandžak fut occupé par l'Autriche-Hongrie de 1878 à 1908.

³⁹⁴ Michel Roux, "La Serbie et le Monténégro en 1993. Sous le joug des sanctions économiques", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (1994), *op. cit.*, p. 195.

³⁹⁵ RFE/RL Daily Report, 27/7/94.

départir de cette image de paria international. L'UÇK représentait certes une menace, mais celle-ci justifiait-elle une offensive d'une telle envergure et à un tel coût ?

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées. Milošević a pu chercher, de nouveau, à user de l'outil nationaliste pour asseoir un pouvoir contesté, notamment depuis les manifestations de 1997, et forcer l'opposition à resserrer les rangs derrière le « régime assiégé ». Cependant, depuis les manifestations de 1997, l'opposition dite démocratique était divisée et ne représentait pas vraiment une menace pour Milošević. En revanche, le parti ultranationaliste de V. Šešelj avait récupéré un mécontentement populaire que l'opposition démocratique n'était plus en mesure de canaliser. Regagner cet électorat et redynamiser son leadership ont sans conteste influencé la décision de Milošević. D'autre part, l'UÇK a pu être considérée comme un mouvement potentiellement déstabilisateur alors que la contestation albanaise grandissait dans la province. Il convenait donc de décapiter ce mouvement avant qu'il ne prenne de l'ampleur (mais l'effet de l'offensive serbe a eu l'effet l'inverse). Slobodan Milošević a-t-il pensé qu'il pouvait impunément « nettoyer » le Kosovo d'une grande partie de sa population albanaise et, le fait accompli, négocier un statut pour la région en fonction de la nouvelle situation sur le terrain ? Calcul hasardeux pour un dirigeant qui avait déjà longuement abusé des réticences internationales à intervenir dans la région. Enfin, a-t-il cherché à provoquer une redéfinition générale du cadre étatique yougoslave en usant du prétexte du Kosovo ?

Slobodan Milošević était en effet dans l'impossibilité constitutionnelle de briguer un troisième mandat à la présidence de la Serbie. En juin 1997, il s'est donc fait élire Président de la RFY. Mais les pouvoirs du Président de la RFY sont plutôt réduits. Milošević a alors tenté de modifier la constitution et une nouvelle crise a immédiatement éclaté avec les dirigeants du Monténégro dont l'approbation est requise pour toute révision de la constitution. Ces derniers s'opposent fermement à l'accroissement des pouvoirs de Milošević et de façon générale à ceux du Président de la RFY. Le projet de Milošević était de se faire élire au suffrage universel et, dans cette hypothèse, l'influence du Monténégro serait réduite à une portion congrue puisque les Monténégrins ne représentent que 0,6% de la population de la fédération. Cinq mois plus tard, une autre catastrophe s'est abattue sur le Président Milošević. Le 19 octobre 1997, Milo Djukanović a remporté les élections à la présidence du Monténégro.

Quelques mois plus tard, en mars 1998, Slobodan Milošević déclenchait une lutte contre les « terroristes albanais » au Kosovo. Après un an de combats, de nouveaux massacres et expulsions

³⁹⁶ Jean-Arnault Derens, Sébastien Nouvel, *Le Kosovo entre massacres et marchandages*, *Le Monde Diplomatique*, avril 1998, p. 7.

(plus de 300 000 personnes déplacées à l'été 1998), l'OTAN a décidé d'intervenir militairement pour faire plier le régime serbe. Après deux mois et demi de bombardements, Belgrade a finalement accepté le déploiement d'une force multinationale au Kosovo et la mise en place d'un régime de transition, sorte de protectorat international. 750 000 Albanais avaient entre temps été expulsés du pays et 850 000 avaient du quitter leur foyer. Ces expulsions et les massacres qui les ont accompagnés ont inscrit une page supplémentaire dans le tableau des horreurs générées par les guerres yougoslaves.

La scène balkanique depuis 1990 a finalement été dominée par les guerres yougoslaves. La guerre au Kosovo, annoncée depuis plusieurs années comme l'étape suivante après la Bosnie-Herzégovine dans l'éclatement de la Yougoslavie, s'est ainsi elle aussi réalisée. L'embrassement général de la péninsule par implications successives des pays voisins (jeu de domino) ne s'est cependant pas réalisé. La prochaine victime désignée de cette macabre recomposition politique de la région est la République de Macédoine. Pour l'instant assez fermement tenue par la présence d'un contingent américain depuis 1993 et par un régime somme toute étonnement stable pour cette petite république ethniquement hybride, la République de Macédoine a survécu à plus de deux ans de non reconnaissance internationale, deux embargos (international sur la RFY et grec sur la Macédoine), et deux guerres et d'importants troubles (Albanie en 1997) à ses frontières. Les pays de la région, à l'exception de la RFY et, dans une toute autre mesure de la Grèce qui n'a pas hésité à surenchérir sur des questions nationalistes, se sont finalement repliés sur une certaine neutralité (certes parfois active puisque leurs penchants naturel ou leurs intérêt pouvaient pencher pour l'un ou l'autre des belligérants) et en ont surtout appelé à la médiation internationale.



Deuxième Partie

Les Balkans dans les politiques de la Turquie et des grandes puissances depuis 1990

Les politiques des grandes puissances

La question d'Orient naît à la fin du XVIII^e siècle – les historiens s'accordent généralement sur la date de 1774 (traité de Küçük Kaynardja) – du déclin de l'Empire ottoman et de la lutte engagée pour la domination de la péninsule balkanique par l'Autriche-Hongrie et la Russie. L'Empire austro-hongrois, enclavé, et l'Empire russe, également à la recherche d'un accès aux mers chaudes, ont, jusqu'à l'effondrement de l'Empire ottoman, cherché à contrôler la région par domination directe ou par États-clients interposés et se sont faits mutuellement obstacle dans la réalisation de leurs ambitions. Ce mouvement fut facilité par la relative faiblesse d'un Empire ottoman en pleine déliquescence. Mais si l'Empire ottoman était miné de l'intérieur (incapacité de certains sultans, intrigues de sérail, etc.), la question d'Orient est également le résultat des pressions des grandes puissances qui ont influencé non seulement les affaires extérieures de l'Empire mais également ses affaires intérieures (pénétration économique et ingérences politiques)³⁹⁷. Les révoltes des peuples des Balkans fleurirent sous l'impulsion idéologique des idées de la Révolution française mais aussi de l'appui politique de Vienne et Saint Petersburg. En d'autres termes, ce fut non seulement une classique lutte d'influence sur une région mais aussi une non moins classique poursuite d'un objectif éminemment stratégique : l'accès à la Méditerranée (via l'Adriatique pour l'un, la mer Égée pour l'autre). Les motifs qui avaient poussé ces empires à s'affronter sont-ils toujours valables et qu'en est-il aujourd'hui des influences russe et germanique dans la région ?

³⁹⁷ Sur ces questions, voir les contributions de Robert Mantran, Gilles Veinstein, Paul Dumont et François Georgeon dans Robert Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989.

Ce sont finalement les États-Unis, nouvel acteur dans la région, qui ont eu l'influence la plus décisive depuis 1991. La Russie vit, elle, sur les réseaux relationnels et économiques de l'époque du COMECON mais ses interventions dans les Balkans sont ponctuelles et son appui politique n'est pas recherché par les pays de la région. Ceux-ci s'évertuent au contraire à distendre leurs liens avec l'ancienne puissance dominante, aujourd'hui économiquement et politiquement affaiblie, et leur priorité va à l'adhésion à l'U.E. et à l'OTAN. L'Allemagne, par sa taille, son potentiel économique et sa proximité géographique dispose d'atouts pour affirmer son influence en Europe de l'est. Mais les outils de cette politique sont essentiellement économiques et son aire d'action principale, l'Europe centrale (Hongrie, République tchèque et Pologne). Son approche n'est cependant ni expansionniste ni unilatérale. C'est une Allemagne intégrée à l'OTAN et à l'U.E. qui intervient dans cette zone, et c'est à ce titre que son leadership économique est accepté ou recherché par les pays de la région, et ceux-ci restent très méfiants envers son influence politique. A terme cependant, une nouvelle *Ostpolitik*, somme toute justifiée par la position centrale et dominante de l'Allemagne en Europe, pourrait surgir. Mais celle-ci ne pourra que prendre des formes très nouvelles : coopération avec la Russie (et celle-ci capte déjà la majeure partie des échanges et de l'aide allemande vers l'est), développement d'une influence essentiellement économique et éventuellement partenariat politique avec les États-Unis. Le véritable enjeu réside dans la politique européenne commune et l'inévitable confrontation des inclinations et intérêts de chacun des membres de l'U.E. L'implosion de la Yougoslavie avait déjà illustré ces divergences d'approches. Et ce n'est pas tant une lutte de puissances qui est en jeu mais une divergence de perception et d'analyse des événements.

1.1. LES ÉTATS-UNIS ET LES BALKANS : UNE TRADUCTION DE L'ALLIANCE TURCO-AMERICAINE HORS CADRE OTANIEN

L'espace balkanique est *a priori* une zone où les États-Unis ont peu d'intérêts et qu'ils connaissent mal. C'est l'Europe centrale, théâtre hautement stratégique du temps de la guerre froide qui est l'objet de leurs principales attentions. Seules les candidatures à l'OTAN de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque ont ainsi été retenues au sommet de Madrid en juillet 1997. La stabilité politique et le développement économique y sont certes plus affirmés que dans la zone balkanisée du sud-est européen où l'OTAN hésite à engager sa responsabilité³⁹⁸, mais le choix de Washington repose aussi sur une autre priorité, celle du « déminage » de l'Europe centrale.

Dans les Balkans, quelques points d'ancrage – Turquie et Grèce sur le versant est de cet espace, Italie et Albanie sur le versant ouest – semblaient être amplement suffisants pour garantir la stabilité du flanc sud de l'OTAN et assurer la sécurité des communications en Méditerranée puisque l'Adriatique et la mer Égée étaient bouclées. L'enlisement du conflit en Bosnie-Herzégovine, les tensions au Kosovo et la menace d'extension du conflit bosniaque ont cependant rapidement conduit les États-Unis à déployer une diplomatie plus active dans les Balkans. Ils ont alors cherché à mettre en place une deuxième ceinture de bouclage reposant principalement sur l'Albanie et la Macédoine et destinée à circonscrire le conflit bosniaque et à isoler les foyers de tensions potentiels (Macédoine, Kosovo). *In fine*, si la paix de Dayton est bien une *pax americana*, elle est l'aboutissement de trois années d'hésitations et de réorientations politiques.

1.1.1. L'intervention américaine dans le conflit en Bosnie-Herzégovine

Le conflit en Bosnie-Herzégovine a éclaté en pleine période électorale américaine alors que les préoccupations de l'opinion publique se focalisaient sur des questions de politique intérieure. L'armée américaine elle-même était très réticente à s'engager dans une guerre terrestre impopulaire alors qu'elle rencontrait des problèmes en Somalie (sans parler bien sûr du traumatisme du Vietnam)³⁹⁹. Le département d'État américain était par ailleurs soucieux de ne pas offrir, par une intervention américaine trop énergique, de nouvelles armes aux opposants nationalistes de Boris Eltsine. Washington a donc dans un premier temps soutenu que la guerre en Yougoslavie était un problème européen et a laissé œuvrer l'U.E.

³⁹⁸ A l'exception de la Slovénie, les républiques ex-yougoslaves n'étaient d'ailleurs pas candidates.

³⁹⁹ Stephen Larrabee, «La politique américaine et la crise yougoslave», *Politique Étrangère*, hiver 1994/95, pp. 1042-1043.

Au printemps 1993, la diplomatie américaine dans la région prend cependant une tonalité plus active. L'administration américaine semble avoir pris conscience que la guerre en Yougoslavie pouvait représenter un certain enjeu stratégique et surtout qu'il y avait un risque d'extension de ce conflit à l'ensemble de la région (par la Macédoine et/ou le Kosovo). Une telle généralisation du conflit ne pourrait qu'impliquer la Grèce et la Turquie, deux membres de l'OTAN. La crédibilité de l'OTAN était également mise en cause : incapacité à gérer un conflit au cœur de l'Europe alors que les perspectives de son élargissement à l'Europe de l'est étaient de plus en plus d'actualité. Enfin, les accusations de laxisme et de passivité dans sa politique extérieure, lancées par les Républicains à l'encontre du Président Clinton, ont sans doute incité celui-ci à s'impliquer plus activement dans la résolution de ce conflit.

La priorité de la politique américaine a alors été d'éviter une extension du conflit au-delà du théâtre croate et bosniaque. En juillet 1993, un contingent de 300 soldats américains est envoyé en Macédoine et à la même époque, une coopération militaire avec l'Albanie est amorcée. Parallèlement, le département d'État américain propose de lever l'embargo sur les armes⁴⁰⁰ qui, selon Washington, pénalise les musulmans et les Croates, et menace les Serbes de frappes aériennes s'ils ne lèvent pas le siège de Sarajevo (plan « Lift and Strike »). Si ces propositions ont rencontré l'approbation de la Turquie, elles ont, en revanche, suscité une vive opposition parmi les autres membres de l'Alliance et avant tout les Français et les Anglais qui craignent pour le sort de leurs troupes sur place. Les positions américaines et européennes divergeaient également quant à la stratégie à adopter vis-à-vis des deux plans de paix proposés en 1993 (plans Vance-Owen et Owen-Stoltenberg). Washington a en fait hésité à appuyer des plans de paix qui visiblement légitimaient les conquêtes militaires serbes. Là encore, les positions américaines recoupaient celles d'Ankara, encore bien sûr que les oppositions à ces plans de paix aient été beaucoup plus virulentes en Turquie. Le département d'État américain a alors fait de son soutien aux Croates et aux musulmans de Bosnie-Herzégovine la priorité de son action en ex-Yougoslavie.

Au début de l'année 1994, le bombardement du marché de Sarajevo (5 février, 68 morts et environ 200 blessés) et l'enlisement du conflit conduisent les Américains à s'engager plus activement – et par certains aspects unilatéralement – dans la gestion du conflit. En parallèle à sa participation aux négociations de paix dans le cadre du Groupe de Contact, l'administration américaine a amené les Croates et Bosniaques à s'accorder sur la création d'une fédération croato-

⁴⁰⁰ L'administration américaine, encore hésitante sur ce point, souhaitait tout autant éviter de saper les négociations sur la paix que de créer des dissensions au sein de l'Alliance atlantique et avec Moscou. C'est du Congrès que sont venues les pressions pour la levée de cet embargo. Voir Stephen Larrabee, *op. cit.*, p. 1045.

musulmane (accord de Washington, 1^{er} mars 1994). Parallèlement, les États-Unis montrent une certaine fermeté en menaçant les Serbes de frappes aériennes s'ils ne lèvent pas le siège de Sarajevo, cette fois-ci et pour la première fois, sans que Français et Anglais ne s'y opposent. Le 28 février, l'OTAN abat quatre avions serbes qui avaient violé le « no fly zone ». Le Congrès américain se fait par ailleurs plus pressant quant à la levée de l'embargo sur les armes⁴⁰¹ et, en novembre 1994, les forces américaines basées en mer Adriatique cessent de participer aux actions de surveillance de cet embargo⁴⁰². D'autre part, c'est à présent S. Milošević, présenté deux ans auparavant par Washington comme un « criminel de guerre » et un « tyran sanguinaire », qui devient l'interlocuteur privilégié de l'administration américaine.

Enfin et surtout, les Américains ont fermé les yeux sur le réarmement (en infraction donc avec l'embargo) des forces croates et bosniaques. Ils ont notamment, et en toute connaissance de cause, laissé passer les livraisons d'armes en provenance de l'Iran, voire auraient facilité ce trafic⁴⁰³. Une quinzaine d'officiers américains du MPRI⁴⁰⁴ ont été envoyés en Croatie pour former, sous la direction du général Richard Griffiths, l'armée croate. En mai 1995, cette nouvelle armée croate s'est lancée à la reconquête, victorieuse, de la Slavonie occidentale puis, en août, elle a lancé une grande offensive en Krajina. Au même moment, en août 1995, un nouveau carnage à Sarajevo (35 morts) provoque une intervention militaire de l'OTAN (sans vote préalable du Conseil de Sécurité de l'ONU). Pendant trois semaines les installations militaires serbes, leurs centres de commandements et de communications, sont bombardés⁴⁰⁵. Désormais le rapport des forces est inversé et les Serbes reculent sur tous les fronts. Fin septembre, les Américains obligent les Croates et les Bosniaques à arrêter leur offensive et forcent les belligérants à s'asseoir à la table des négociations. Les accords de Dayton sont très clairement le produit de cette active implication de Washington dans la gestion du conflit. En incitant les musulmans et les Croates à s'allier (fédération croato-bosniaque), en favorisant le réarmement de la Croatie et en désorganisant et détruisant partiellement le dispositif militaire serbe par des frappes aériennes répétées, les États-

⁴⁰¹ Le Président américain a mis son veto en août 1995 à la levée de l'embargo sur les armes votée par le Congrès. Ce vote du Congrès a toutefois « servi utilement à mettre fin aux hésitations de l'administration et de l'OTAN s'agissant de l'utilisation de la force » (déclaration d'Henri Kissinger, *Le Monde*, 30/9/95).

⁴⁰² Stephen Larrabee, *op. cit.*, p. 1048.

⁴⁰³ Révélé par la presse américaine, ce « Covert Action » a fait l'objet d'une enquête du Sénat américain. Voir *US Actions Regarding Iranian and Other Arms Transfers to the Bosnian Army, 1994-1995*, Report of the Select Committee on Intelligence, United State Senate together with Additional Views, Novembre 1996, 104th congress, Committee Print.

⁴⁰⁴ Créé en 1987, le Military Professional Resource Inc. (MPRI) est une société privée américaine qui propose les services d'officiers américains à la retraite. 2000 officiers seraient membres de cette société. Voir le reportage de Mark Thompson, « General for Hire », *Times*, 15 janvier 1996, pp. 10-12.

⁴⁰⁵ Sur ces raids de l'OTAN (opération « Deliberate Force » du 31 août au 20 septembre 1995), voir *Le Monde*, 15/10/95. Pour le détail de l'ensemble des opérations militaires de l'OTAN en Bosnie (opération maritimes ou aériennes, de surveillance ou d'intervention, et notamment les opération « Deny Flight », « Deliberate Force » et « Joint Endavour »), voir « Le rôle de l'OTAN dans le maintien de la paix dans l'ex-Yougoslavie », *OTAN-Information*, mars 1997 (site internet de l'OTAN : <http://www.nato.int/>).

Unis ont largement contribué à modifier le rapport des forces. L'envoi de troupes américaines sur le terrain (20 000 soldats américains sur les 60 000 de l'IFOR) concrétise cet engagement.

Cette active implication des États-Unis ne doit cependant pas masquer une certaine réalité. Elle est le produit d'une non moins active pression du Congrès qui, en votant la levée de l'embargo, a quelque peu forcé la main à la Maison Blanche. Washington s'est tout d'abord désintéressé du conflit et s'est opposé aux plans de paix proposés par les Européens puis a fini, en partie pour des motifs de politique intérieure, par soutenir les plans de paix précédemment vilipendés. Ces incohérences laissent forcément perplexes quant à la configuration future de leur politique⁴⁰⁶.

Depuis les accords de Dayton, la priorité est donnée à l'armement et la formation de l'armée croato-bosniaque. Les accords avaient établi des plafonds dans les armements respectifs des Serbes, Croates et musulmans selon un ratio de 5 : 2 : 2 entre, respectivement, Serbie/Monténégro, Croatie et Bosnie-Herzégovine et, en Bosnie-Herzégovine, un ratio de 2 : 1 entre l'armée croato-bosniaque et l'armée des Serbes de Bosnie⁴⁰⁷. Ces plafonds visent à permettre aux Croates et aux musulmans de Bosnie-Herzégovine de faire face à une agression militaire serbe. Le Congrès américain lui-même avait posé comme condition au déploiement de troupes américaines le réarmement de la fédération croato-bosniaque (résolution Dole-McCain, 13 décembre 1995)⁴⁰⁸, la présence de soldats US ne devant que pallier un déficit de sécurité bosniaque, déficit provisoire et remédiable. L'accord sur le « Train and Equip Program » de la fédération croato-bosniaque a été signé en juillet 1996. Dans le cadre ce programme, la fédération croato-musulmane a reçu pour une valeur de 100 millions de dollars d'équipements militaires (surplus) mais l'Institut d'analyses de défense américain (IDA) à qui le département d'État avait confié l'analyse des besoins en armements de la fédération croato-bosniaque, avait estimé à 800 millions-1 milliard de dollars le coût de la restructuration et de l'armement de cette armée⁴⁰⁹. Les États-Unis ont alors cherché à réunir d'autres contributions et notamment celles des pays musulmans *a priori* plus enclins à financer le réarmement de leurs « frères opprimés » de Bosnie.

C'est sous l'égide d'une coopération turco-américaine que la formation et l'équipement de cette armée se sont effectués. Immédiatement après la signature des accords de Dayton, une

⁴⁰⁶ Pierre Hassner, "Les États-Unis et les conflits yougoslaves : les ambiguïtés d'une politique", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, pp. 119-124.

⁴⁰⁷ Détails des plafonds dans *Military Watch*, 27/6/96 ; *Military Balance*, 1996/97, p. 37 ; Jeffrey McCausland, "Arms Control and the Dayton Accords", *European Security*, Vol. 6, n°2, été 1997, pp. 18-27.

⁴⁰⁸ Voir *Senat Resolution on Bosnia-Herzegovina*, S.J.RES.44, 29 décembre 1995, section 3.

⁴⁰⁹ Pour le détail des recommandations de l'IDA, voir *Military Watch*, 29/5/97.

rencontre de haut niveau entre militaires turcs et américains a mis au point les premiers éléments de cette coopération (décembre 1995). La Turquie a organisé et financé (pour un montant de deux millions de dollars) la formation des forces croato-bosniaques sur son territoire (dans deux bases près d'Ankara). Les États-Unis sont, eux, intervenus par l'intermédiaire du Military Professional Resource Inc. (MPRI) qui a signé en juillet 1993 un contrat de 13 mois avec la fédération. 170 instructeurs américains du MPRI sont arrivés en Bosnie en juillet 1996 et deux centres d'entraînement ont été ouverts par le MPRI : une école de formation militaire près de Sarajevo en octobre 1996 (enseigne tactique et commandement) et un centre de simulation par ordinateurs en novembre 1996 (équipements fournis par les États-Unis)⁴¹⁰. Enfin, la conférence destinée à rassembler des contributions financières pour le réarmement de la fédération a été organisée à Istanbul (et à huit clos) le 25 mars 1996 et sous les auspices de la Turquie et des États-Unis.

En associant la Turquie à ce programme de formation et de réarmement, les États-Unis espéraient non seulement inciter les pays musulmans à y participer (et se soulager d'une partie du poids financier de ce programme) mais également relancer leurs relations avec le monde musulman. Parallèlement, en déléguant en partie à la Turquie la charge de la formation de cette armée, ils évitaient de s'engager trop visiblement et unilatéralement dans cette formation militaire notamment face aux réactions des Européens et surtout face aux possibles – ou en tout état de cause craintes – représailles serbes sur les troupes américaines de l'IFOR⁴¹¹. Le recours à une société privée, le MPRI, est le résultat d'une même préoccupation, encore qu'il soit douteux que les Serbes soient dupes et fassent la distinction entre le MPRI et l'armée américaine. Quoi qu'il en soit, les Américains cherchent à ne pas utiliser leurs propres officiers et soldats basés en Bosnie (IFOR) pour accomplir cette tâche. Enfin, en mettant en avant la Turquie, Washington cherchait à promouvoir le modèle laïc turc parmi la population bosniaque. Les dérives militaires et l'inaction de l'Occident durant le conflit faisait en effet craindre une montée d'un islam radical en Bosnie-Herzégovine. L'influence de l'Iran semblait particulièrement prendre des proportions jugées alarmantes : financement de la candidature d'Izetbegović en 1996 (500 000 dollars), formation d'une armée musulmane par l'intermédiaire des *Pasdarans* (gardiens de la révolution) ou des combattants du *Hezbollah* présents sur le terrain⁴¹², présence active des services secrets iraniens, etc. Les États-Unis se sont donc attachés à couper les musulmans de Bosnie-Herzégovine de toute influence iranienne, influence qu'ils avaient auparavant favorisée en fermant les yeux sur le trafic d'armes en provenance de l'Iran. Dès janvier 1996, cette complaisance disparaît et les États-Unis

⁴¹⁰ *Military Watch*, 29/5/97.

⁴¹¹ Voir, par exemple, les déclarations de Robert Dole à ce sujet dans *Turkish Daily News*, 19/12/95.

⁴¹² Il restait, selon les autorités américaines, 200 *Pasdarans* en Bosnie début 1996 (*Military Watch*, 21/3/96). Ces combattants de la foi étaient réunis dans le 3^{ème} corps d'armée de Bosnie. Voir par exemple "US Acts on Muslim Army", *International Herald Tribune* 22/12/95

conditionnent la livraison d'armes au départ de tous les combattants iraniens de Bosnie-Herzégovine et au renvoi des personnalités musulmanes trop marquées par leurs orientations pro-iraniennes⁴¹³. Le « Train and Equip Program » visait aussi directement à distendre les liens entre le SDA et l'Iran en substituant à la veine militaire iranienne celle de pays occidentaux ou musulmans plus modérés. L'Iran ne fut pas invitée à la conférence sur le réarmement de mars 1996 et Washington a ensuite demandé le limogeage du vice-ministre de la Défense bosniaque, Hasan Cengić, jugé trop radical et proche de l'Iran⁴¹⁴. Quant aux *Mujahidin*, ils représentaient non seulement un véhicule de l'islamisme mais également une menace pour les troupes américaines déployées en Bosnie. Une annexe des accords de Dayton demandait d'ailleurs leur démobilisation. Le choix du SDA semble avoir été vite fait et l'amitié avec l'Iran sacrifiée au profit de l'appui des États-Unis. Hasan Cengić a été limogé en novembre 1996 et le départ des combattants étrangers organisé dès décembre 1995.

Enfin, en associant la Turquie à cette démarche, Washington espérait peut-être également contrer la montée de l'islamisme en Turquie même. Les succès électoraux du *Refah* qui avait précisément fondé une partie de sa rhétorique électorale sur l'inaction de l'Occident et en particulier des États-Unis dans la guerre en Bosnie-Herzégovine, faisait peser, selon le département d'État américain, une menace sur les intérêts vitaux des États-Unis. Il s'agissait alors de redorer son image auprès de l'opinion publique turque.

1.1.2. Diplomatie préventive et coopération américano-balkanique

Les États-Unis ont noué d'étroites relations avec l'Albanie et la Macédoine. L'Albanie pourrait bien – tout comme la Turquie mais sur une tout autre échelle – bénéficier d'une certaine rente stratégique. Sa position sur le flanc ouest de la péninsule balkanique offre une voie de pénétration aisée au cœur des Balkans et, d'autre part, bloque l'expansion de la Serbie vers l'Adriatique. L'Albanie domine également le canal d'Otrante entre Brindisi et Vlorë qui contrôle l'entrée de l'Adriatique⁴¹⁵. Vlorë et la petite île de Sazan (Saseno) constituent par ailleurs d'excellents ports naturels⁴¹⁶. Les pays de l'OTAN ont ainsi utilisé les eaux territoriales albanaises pour appliquer l'embargo contre la Serbie ainsi que les installations portuaires et les aéroports

⁴¹³ Les relations entre les membres du SDA (Parti d'action démocratique d'Izetbegović) et l'Iran étaient déjà bonnes avant le déclenchement des hostilités en Bosnie-Herzégovine. Les personnalités pro-iraniennes n'étaient donc pas rares en Bosnie-Herzégovine.

⁴¹⁴ H. Cengić aurait notamment servi d'intermédiaire dans les livraisons clandestines d'armes iraniennes à la Bosnie. Ses liens avec l'Iran étaient notoires. *International Herald Tribune*, 26/10/96.

⁴¹⁵ D. Rossetti di Valdalbero et M. Thérasse, «Aspects géopolitiques de la «question albanaise»», *Il Politico* (Pavie), LX(4), 1996, p. 701.

⁴¹⁶ Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS avait fait de Sazan une base navale, multipliant ainsi les capacités d'expansion soviétique vers l'Adriatique. Voir D. Rossetti di Valdalbero et M. Thérasse, *op. cit.*, p. 704-705.

albanais pour les opérations « Safe Haven » et « Deny Flight »⁴¹⁷. Les Américains ont entrepris de construire, « au profit de l'armée albanaise », une station de radar à Dobrinje⁴¹⁸ et prévoient de construire un centre d'entraînement à Biza pour les besoins du Partenariat pour la Paix⁴¹⁹. Enfin, l'Albanie peut être utilisée pour évacuer les troupes stationnées en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine.

Dès octobre 1993, Washington a signé un accord bilatéral avec l'Albanie portant sur la modernisation technique de l'armée et la formation de troupes albanaises par l'armée américaine. Les livraisons de matériels militaires ont commencé en juillet 1996⁴²⁰. Des manœuvres bilatérales Albanie-États-Unis sont organisées tous les ans (novembre 1994, juillet 1995, décembre 1995, etc.) en marge des manœuvres multilatérales (Partenariat pour la Paix)⁴²¹. Le changement de gouvernement en Albanie après les émeutes du début de l'année 1997 n'a pas affecté cette coopération. Les nouvelles autorités albanaises ont immédiatement demandé à l'OTAN son assistance pour la réorganisation de l'armée et un accord a été signé en ce sens à l'automne 1997. Un programme de partenariat individuel, spécialement conçu pour l'Albanie, a été signé en 1998 et une cellule OTAN, la première du genre, a été inaugurée à Tirana en juin 1998⁴²².

Washington a par ailleurs déployé une diplomatie préventive dans deux zones à risques, la Macédoine et le Kosovo. Il s'agissait d'éviter une extension du conflit bosniaque à ces zones voisines et instables, la Macédoine et le Kosovo présentant toutes deux les caractéristiques de la traditionnelle théorie des dominos (embrasement total de la péninsule balkanique par implications successives des peuples voisins et/ou collatéraux).

Les États-Unis ont pris de nombreuses positions publiques et initiatives censées prévenir la matérialisation sur le terrain militaire d'une hostilité croissante entre Albanais et Serbes au Kosovo. Ces initiatives furent cependant plutôt confuses et contradictoires quand elles ne furent pas contre-productives. Le Congrès américain et le département d'État ont tout d'abord exprimé leur soutien aux droits des Kosovars à la restauration de leur autonomie (ou à la mise en place d'un statut spécial dans le cadre de la fédération yougoslave). Ainsi, alors la plupart des pays de l'U.E.

⁴¹⁷ Adem Çopani, «Les nouvelles dimensions du dispositif de sécurité albanais», *Revue de l'OTAN*, mars 1996, p. 25.

⁴¹⁸ OMRI Daily Digest, 8/1/96. L'armée américaine avait déjà installé un centre de renseignements sur l'île croate de Brač. Misha Glenny, «Heading Off War in the Southern Balkans», *Foreign Affairs*, 74(3), mai/juin 1995, pp. 101-102.

⁴¹⁹ *Albanian Times*, Vol. 2, n°14, 1996.

⁴²⁰ MILS, 3/7/96 ; *Albanian Times*, Vol. 2, n°14, 1996.

⁴²¹ Voir par exemple, les grandes manœuvres « Saving Eagle » en juillet 1995 où ont participé les forces amphibies de la sixième flotte américaine et 1700 hommes du 24^{ème} corps expéditionnaire de la marine. Adem Çopani, *op. cit.*, p. 28.

⁴²² Sur ce bureau OTAN, voir «Une cellule OTAN/Partenariat pour la paix en Albanie», *Revue de l'OTAN*, Vol. 46, n°3, automne 1998, p. 8 ; George Katsirdakis, «L'Albanie : une étude de cas de la mise en œuvre pratique du Partenariat pour la paix», *Revue de l'OTAN*, Vol. 46, n°2, été 1998, pp. 22-26.

ont reconnu la RFY en 1996, les États-Unis n'ont pas suivi ce mouvement pour motif que les droits des Kosovars n'étaient pas respectés. Washington s'était déjà opposé en juillet 1995 à la levée des sanctions contre la Serbie tant que Belgrade maintenait son « contrôle excessif » sur le Kosovo⁴²³. George Bush et Bill Clinton avaient par ailleurs affirmé publiquement qu'en cas de conflit armé au Kosovo, ils interviendraient pour protéger les Albanais (« Christmas Warnings »). En revanche, les États-Unis ont toujours clairement exprimé leur opposition à l'indépendance du Kosovo (principe de non remise en cause des frontières). Ils n'ont donc pas soutenu l'idée d'une élection au Kosovo pour établir un parlement distinct et ont incité les Kosovars à participer aux élections et à la vie politique de la RFY. Le renvoi des observateurs de la CSCE en juillet 1993 par Belgrade n'avait d'ailleurs provoqué que quelques mises en garde de pure forme. Enfin, la politique pacifique d'Ibrahim Rugova était ouvertement soutenue.

Mais alors pourquoi le shadow cabinet de la République du Kosovo a-t-il été autorisé à ouvrir un bureau à Washington et que signifie la nomination d'un « diplomate temporaire » à Priština en mai 1996 ? N'était-ce pas là admettre la légitimité des demandes d'indépendance des Kosovars ? D'autre part, Ibrahim Rugova prône certes une politique pacifique mais n'en demande pas moins l'indépendance. Enfin, les « Christmas warnings », destinées à prévenir une intervention serbe, ne l'ont aucunement empêchée mais n'en ont pas moins incité les Kosovars à prendre les armes, l'assurance leur étant donnée que les Américains viendraient à leur rescousse. Il en va de même pour le de même pour le règlement du conflit bosniaque. Au lendemain des accords de Dayton, l'impression dominante au Kosovo était l'attention de la communauté internationale ne pouvait être obtenue que par le déclenchement d'un conflit.

L'éclatement des hostilités armées au Kosovo en mars 1998 a mis l'OTAN dans une situation très délicate. Contrairement au cas bosniaque, le Kosovo est partie intégrante de la RFY, donnée que personne ne remet en cause et qui érige la révolte armée des Kosovars en mouvement sécessionniste. Toutefois, comme pour le conflit en Bosnie-Herzégovine, les États-Unis ont fait cavalier seul. En juin 1998, après avoir dénoncé avec virulence « les terroristes albanais », ils prennent contact avec lesdits terroristes – l'armée de libération du Kosovo (UÇK) – et se prononcent publiquement pour leur participation aux pourparlers. Là encore, cette diplomatie de la girouette, qui consiste à entériner un rapport de force sur le terrain, ne peut qu'inciter les Kosovars à poursuivre leur lutte armée. Enfin, d'ancien « homme de paix » (accords de Dayton), Slobodan Milošević est de nouveau devenu le dictateur à abattre. Les Américains s'efforceraient – nous dit-on – de soutenir le Président monténégrin Milo Djukanović, perçu comme pro-occidental et plus

⁴²³ Fabian Schmidt, « Strategic Reconciliation in Kosovo », *Transition*, 25 août 1995, p. 18.

démocratique que Milošević, et aideraient financièrement l'opposition serbe. Cette assistance ne semble cependant pas avoir été massive (ou judicieusement attribuée). L'opposition serbe s'est bien rapidement effondrée après les manifestations du début de l'année 1997⁴²⁴.

La République de Macédoine a vu le déploiement sur son sol du seul corps expéditionnaire américain dans la région avant les accords de Dayton. Un total de 500 soldats américains (300 arrivés en juillet 1993 et 200 supplémentaires au printemps 1994 – pour ces derniers, en remplacement d'éléments du bataillon nordique) sont stationnés dans le pays dans le cadre de l'UNPREDEP (« UN Preventive Deployment Force »)⁴²⁵. Ce nombre est certes peu élevé mais cette présence est fortement symbolique. Il s'agit de montrer aux voisins de la Macédoine que les Etats-Unis sont présents, engagés et décidés à protéger ce petit pays. Cette force peut également boucler la frontière en cas d'instabilité dans les républiques voisines (émeutes en Albanie en 1997, guerre au Kosovo en 1998)⁴²⁶. Depuis mai 1996 (date de l'expiration officiel du mandat de l'UNPREDEP), celui-ci est en fait renouvelé tous les six mois⁴²⁷. Enfin, jusqu'au début de l'année 1996, les forces de l'ONU en Macédoine dépendaient officiellement du commandement de la FORPRONU à Zagreb mais, dans les faits, les soldats américains recevaient leurs ordres directement de l'armée américaine. Depuis début 1996, l'UNPREDEP dépend du commandement des Nations unies à New York mais reçoit toujours ses ordres du commandement américain basé à Stuttgart. Washington a également amorcé une coopération militaire avec Skopje. L'accord de novembre 1994 prévoit notamment la fourniture de matériels militaires (surplus de l'armée américaine) et l'entraînement d'officiers macédoniens dans les académies militaires américaines (confirmé par un nouvel accord signé en mai 1995).

L'Albanie, la Macédoine et la fédération croato-bosniaque sont donc les pièces maîtresses de la diplomatie américaine dans la région. Mais les États-Unis ont également avancé leurs pions en Bulgarie et en Roumanie. En juillet 1997, deux jours après le sommet de Madrid où la candidature de la Roumanie avait été rejetée, le Président Clinton s'est rendu à Bucarest et a proposé la création

⁴²⁴ Il ne s'agit là aucunement d'attribuer aux seuls Américains la responsabilité de cet émiettement de l'opposition serbe. Les Européens auraient également pu – et dû – soutenir plus activement cette opposition. Enfin, celle-ci est de toute façon déchirée par des querelles de personnes.

⁴²⁵ Sur les notions de « peace-making », « peace-keeping », « peace-enforcement » ou « peace-building », voir Emmanuel Decaux, *Droit international public*, Paris, Dalloz, 1997, pp. 194-199. Sur l'évolution du concept de maintien de la paix, voir Thierry Tardy, « Les Accords de paix en Bosnie-Herzégovine. De la Forpronu à l'Ifor », *Relations Internationales et Stratégiques*, n°21, printemps 1996.

⁴²⁶ La présence de cette force à la frontière semble, en revanche, n'avoir en rien enrayé le trafic d'armes et de drogues. Voir Nicolas Miletitch, *Trafics et crimes dans les Balkans*, Paris, PUF, 1998, pp. 54-57, 96, 108-109.

⁴²⁷ Lors des votes à l'ONU sur le renouvellement de ce mandat, la Russie s'est abstenue.

d'un partenariat stratégique avec la Roumanie⁴²⁸. Le groupe de travail s'est réuni dès octobre 1997. Les États-Unis avaient déjà débloqué des fonds pour la modernisation des équipements de l'armée roumaine (prêt de 400 millions de dollars en 1996). Les contacts avec les dirigeants bulgares sont également fréquents et la coopération dans le cadre du Partenariat pour la Paix ou dans le cadre des accords bilatéraux assez développée : ouverture d'une centre d'information en avril 1998, octroi de fonds pour la modernisation des bases aériennes, exercices militaires bilatéraux « Cornerstone » en août 1998, etc. Les nouveaux dirigeants bulgares (depuis avril 1997) militent beaucoup plus activement que leurs prédécesseurs du PSB pour une adhésion à l'OTAN.

1.1.3. Le développement économique, facteur de stabilité politique

Si les intérêts stratégiques des États-Unis dans les Balkans ne sont pas si évidents, en revanche, leur intérêt à éviter un retour des régimes communistes, l'est. Ils ont donc cherché – dans la pure tradition américaine – à participer au développement économique de la région, facteur de stabilité politique et, à terme, toujours selon la conception américaine du rapport entre le politique et l'économique, les prémunissant d'un retour du spectre communiste. Washington dispose de nombreux outils économiques et culturels pour compléter et renforcer sa diplomatie militaire dans la région. Ainsi en est-il de l'octroi du « statut de la nation la plus favorisée »⁴²⁹ ou encore des activités de l'Agence américaine pour le développement international (USIAD)⁴³⁰.

L'USIAD a, par exemple, fourni à l'Albanie des conseillers juridiques chargés de la conception d'un nouveau cadre juridique⁴³¹, elle administre le « Democratic Network Program » qui alloue les aides financières à des ONG locales ou encore elle gère le programme d'aide économique aux pays de l'Est (SEED, « Support for East European Democracy »). L'USIAD a maintenant des bureaux dans toutes les capitales de l'Europe centrale et orientale. Son aide financière est principalement dirigée vers la Pologne, puis la Bosnie-Herzégovine et la Bulgarie (importante aide alimentaire). Parallèlement, une autre agence gouvernementale indépendante, le Trade and Development Agency (TDA), aide les entreprises américaines à s'implanter à l'étranger en négociant des accords de partenariat avec des gouvernements et en réalisant des études de faisabilité pour ces entreprises. Des accords bilatéraux complètent les activités de ces deux

⁴²⁸ Alfred Moses, «Romania's NATO Bid», *SAIS Review*, hiver-printemps 1998, Vol. XVIII, n°1, p. 137-152. Autres mesures de compensation et d'apaisement : une mention particulière du cas de la Roumanie dans la déclaration de Madrid et l'organisation en Roumanie de la première assemblée parlementaire de l'OTAN après Madrid.

⁴²⁹ Encore que sur ce point la volonté de la Maison Blanche soit tempérée par le rôle décisif du Congrès. Voir par exemple les négociations qui ont précédé l'octroi de ce statut à la Roumanie : J.F. Harrington, E. Karns, S. Karns, «American-Romanian Relations, 1989-1994», *East European Quarterly*, XXIX, n°2, juin 1995, pp. 207-235.

⁴³⁰ L'USAID (US Agency for International Development) est une agence gouvernementale indépendante, créée en 1961, et chargée d'appliquer les programmes d'aide extérieure du gouvernement américain. Son action est principalement axée sur l'aide aux entreprises et aux ONG américaines désirant s'implanter à l'étranger.

organismes. Il s'agit essentiellement de crédits offerts par l'Eximbank américaine ou encore de fonds bilatéraux chargés de financer la création et le développement d'entreprises locales (Albanian-US fund, Romanian-American enterprise fund, etc.). Des programmes et aides à la formation des élites locales (ou des futures élites) viennent renforcer ce dispositif : réseaux d'American Centers et d'US Information Agency (USIA)⁴³² qui, pour certains, existaient déjà avant 1990 mais ont multiplié leurs activités ; créations d'universités ou d'écoles américaines, etc. Enfin, le gouvernement américain a lancé en 1996 un programme multilatéral sur plusieurs années d'aide au développement des infrastructures de transport : le « Southeastern Europe Cooperation Initiative » (SECI), sorte de plan Marshall de la communication et des transports, mais au fonds nettement moins importants. Officiellement inauguré en décembre 1996, le programme SECI prévoit d'apporter pour plus de 30 millions de dollars d'aide économique et technique au développement des transports régionaux, ce qui, dans les faits, ne pèse pas bien lourd⁴³³. Le projet SEED s'occupe, lui, plus particulièrement du renforcement de la démocratie (soutien aux ONG, à l'enseignement, etc.) et de la restructuration économique (mise en place d'un cadre financier et économique approprié). Enfin, les fonds distribués par la fondation Soros complètent ce dispositif.

Washington cherche à créer une dynamique multilatérale régionale. L'intégration économique par le biais du développement d'un réseau de transport régional (SECI) est une des facettes de cette politique. Le soutien américain au projet de création d'une force multilatérale dans les Balkans (présence aux réunions en tant qu'observateur, signature de l'accord en tant que témoin) en est une autre. L'Institut d'études stratégiques américain et divers conseillers présidentiels ou diplomates avaient même avancé l'idée d'une union des pays balkaniques. Or, si officiellement l'initiative américaine ne vise qu'à renforcer la coopération régionale, le problème reste, selon certains pays, qu'en œuvrant à un rapprochement, puis à une intégration, économique, le SECI encourage alors inévitablement un rapprochement, puis une intégration politique. La Macédoine et la Croatie, opposées à toutes perspectives, mêmes vagues et lointaines, de résurgence d'une nouvelle Yougoslavie, se sont fermement opposées pour cette raison au projet européen d'unification économique de la zone (ex-Yougoslavie moins la Slovénie mais plus l'Albanie et éventuellement la Bulgarie et la Roumanie)⁴³⁴. Mais si le projet américain, en incluant 12 pays (y compris la Grèce et la Turquie), écarte d'emblée cette perspective, la création d'une fédération

⁴³¹ *Albanian Times*, 16/2/96.

⁴³² L'USIA est une agence indépendante au sein du département d'État. Elle a pour mission de promouvoir la politique américaine et ses activités sont gérées par les diplomates en postes à l'étranger. C'est l'USIA qui a, par exemple la charge de *Voice of America* et *Radio Free Europe*. Elle dispose de bureaux (au sein des ambassades) en Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, RFY, Croatie et Roumanie.

⁴³³ Détails de ce projet, des aides allouées et des travaux effectués dans <http://www.unece.org/seci.htm> et <http://www.tda.gov/>

⁴³⁴ Cf. *infra* chapitre « Une coopération à géométrie variable » (3^{ème} partie, 2^{ème} chapitre).

balkanique reste présente au moins dans les esprits, réfractaires, de certains pays ou commentateurs dans les Balkans⁴³⁵. Toutefois, dans les faits, le soutien des États-Unis aux initiatives multilatérales dans la région s'avère payant puisque la seule perspective de se rapprocher de l'OTAN et des États-Unis est une motivation de poids pour participer aux réunions et projets multilatéraux.

En établissant une coopération militaire directe avec l'Albanie et la Macédoine, la diplomatie américaine visait essentiellement à circonscrire le conflit bosniaque et à prévenir le déclenchement d'un conflit régional par le Kosovo et/ou la Macédoine. Leur intervention dans le conflit bosniaque fut décisive, d'abord en initiant la création d'une fédération croato-bosniaque puis en armant cette fédération. L'Albanie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine sont de plus des éléments essentiels dans la maîtrise de l'Adriatique. Avec la Macédoine, au cœur de l'axe stratégique nord/sud qui traverse la péninsule (Morava/Vardar), les États-Unis disposent d'un dispositif militaire au cœur de la péninsule enserré par ses alliés turc à l'ouest, albanais à l'est et grec au sud. Les Américains jouent également la carte albanaise face à la Serbie. Ils reprennent, là, la traditionnelle politique germanique (autrichienne et allemande) dans la région. Avec l'appui militaire apporté à la Croatie, le réarmement des Bosniaques, la coopération militaire avec l'Albanie et l'envoi de soldats américains en Macédoine, tout porte à croire que les États-Unis sont décidés à contenir la puissance serbe. Il semble en revanche que le *containment* de l'influence russe ne soit plus à l'ordre du jour dans les Balkans. C'est d'ailleurs la candidature de la Pologne à l'OTAN qui avait suscité le plus d'oppositions de la part de la Russie et non celles de la Roumanie ou de la Bulgarie, pourtant refusées. Les États-Unis ont cependant mis au point des partenariats stratégiques avec ces deux pays. Cette coopération militaire et ces partenariats divers leur permettent de renforcer leurs positions dans la région, et ceci sans prendre d'engagement contraignant (Balkans exclus de l'élargissement de l'OTAN et présence de soldats US réduite au minimum). De façon générale, Washington arme et forme les armées de ses alliés (dans le cadre d'accords bilatéraux ou dans le cadre du Partenariat pour la Paix) et les incite à développer une coopération régionale sous son égide. La force multilatérale de paix dans les Balkans, en cour de création, est également perçue comme un outil de la politique américaine dans la région. La création de cette force est ainsi vivement critiquée par la Russie qui dénonce la formation de nouvelles lignes de divisions sur le continent.

Reste à gérer l'animosité entre ces nouveaux partenaires, à savoir non plus seulement le contentieux gréco-turc, qui a déjà dans le passé créé son lot de problèmes au sein de l'Alliance,

⁴³⁵ Voir, par exemple, "Are We Becoming the Ragged Joker of the American Advance Eastwards?", *Fokus* (Skopje), 24/1/97, reproduit par MILS supplément, 27/1/97.

mais également les contentieux gréco-albanais et gréco-macédonien⁴³⁶. Ainsi la reconnaissance par les États-Unis de la Macédoine (sous le nom de FYROM) en février 1994, avait créé de vives réactions en Grèce⁴³⁷. Washington avait alors repoussé l'ouverture d'une ambassade, sous la pression de la Grèce et du lobby grec aux États-Unis, jusqu'à la signature d'un accord entre la Grèce et la Macédoine (septembre 1995). La diplomatie américaine dans la région était déjà l'objet de vives attaques dans la presse et dans les milieux politiques grecs (dénonciation de l'alliance avec la Turquie), tout comme dans la presse turque (accusations d'allégeance au lobby grec aux États-Unis, etc.). Mais depuis 1993/94, le soutien actif de Washington à l'Albanie et à la Macédoine, deux pays avec lesquels la Grèce a un lourd contentieux, n'a fait que renforcer le sentiment en Grèce que la politique américaine est éminemment calculatrice (thèse du « diviser pour mieux régner »). Plus récemment, la ferme opposition des États-Unis au déploiement des missiles russes à Chypre a également été interprétée comme une trahison. Les milieux nationalistes grecs n'hésitent d'ailleurs pas à dénoncer un complot contre la Grèce dont les États-Unis auraient pris la tête (politique d'encerclement de la Grèce par l'armement de l'Albanie, de la Turquie et de la Macédoine).

Si la nouvelle politique des États-Unis dans la région est en totale inadéquation avec celle de la Grèce, elle est, en revanche, en totale intelligence avec celle d'Ankara. La Turquie a, elle aussi, développé de bonnes relations avec l'Albanie, la République de Macédoine, la Bulgarie, la Roumanie et la Bosnie-Herzégovine. Elle a, elle aussi, mis au point une étroite coopération militaire avec l'Albanie et la République de Macédoine, et même, pour cette dernière, a attendu que son allié américain crée un précédent (accords de coopération militaire signés entre les États-Unis et la République de Macédoine en novembre 1994 et mai 1995) avant de s'engager dans une coopération militaire (accords signés en avril et juillet 1995). De fait, tout comme les États-Unis, voire à l'instar ou sur recommandations de ces derniers, c'est avec ces deux pays que sa coopération militaire est la plus avancée. Dans le cas albanais, elle avait, en revanche, plutôt agi en avant-garde de l'OTAN (accord de coopération militaire signé dès la fin de l'année 1991). Les deux pays ont, de concert, géré le réarmement et la formation de l'armée croato-bosniaque. Les États-Unis ont délégué une partie de cette responsabilité à la Turquie et celle-ci fut érigée en intermédiaire dans l'appel aux contributions financières extérieures pour le « Train and Equip Program ». Enfin, le rapprochement entre Croates et musulmans de Bosnie-Herzégovine, initié par les États-Unis, a été appuyé par la Turquie qui a organisé de multiples rencontres trilatérales

⁴³⁶ Sur ce *delicate balancing act*, voir Misha Glenny, *op. cit.*, pp. 103-105.

⁴³⁷ Voir par exemple "US Recognition of Skopje as FYROM Threatens Greece", *Greek American*, 12 février 1994, cité par Alexandros Kyrou, "American Foreign Policy Ambitions in the Balkans", *Mediterranean Quarterly*, Vol. 6, n°3, été 1995 *op. cit.*, p. 112.

(Turquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine). Il y a donc bien eu non seulement adéquation mais également collaboration des diplomaties des deux pays dans la région.

1. 2. LA RUSSIE ET LES BALKANS⁴³⁸

Contrairement aux États-Unis, la Russie n'est pas un nouvel acteur dans la région. Elle y a même eu une influence de tout premier plan au XIXe siècle et a contrôlé une partie de la région après la Deuxième Guerre mondiale. Elle y a des intérêts stratégiques qu'elle juge de toute première importance, intérêts qui motivent ses ingérences dans la région et qu'elle couple avec des considérations d'ordre culturel (panslavisme, panorthodoxie ou, de façon générale, appartenance à une même civilisation), considérations qui reposent plus sur un intérêt géopolitique que sur une réelle communauté de culture.

1.2.1. La descente vers les mers chaudes

La paix de Radzin en 1681 avait vu la reconnaissance officielle du souverain russe comme Tsar. Une continuité spirituelle était ainsi affirmée avec Rome et Byzance⁴³⁹ et la Russie n'eut de cesse de reconquérir la capitale mythique cet empire, Constantinople (Tsarograd !). Un siècle plus tard, en 1774, Catherine II s'installa sur la mer Noire (traité de Kütchük Kaynardja). La Russie devint alors un empire maritime mais ses vaisseaux étaient enfermés. On comprend dès lors que la Russie fut pendant plus de deux siècles le plus grand ennemi de la Porte. L'Empire ottoman était longé sur pratiquement tout son flanc nord par cet Empire russe qui n'aspirait qu'à atteindre la mer Méditerranée et la lutte entre ces deux empires s'étendit non seulement aux Balkans mais également en Crimée et au Caucase.

Pour parvenir à ses fins, la Russie privilégia tout d'abord la carte panorthodoxe qui présentait l'avantage d'intégrer les Grecs et les Roumains et élargissait donc ses points d'appui potentiels. En 1774 (traité de Kütchük Kaynardja), elle se vit reconnaître le droit de protection des chrétiens de la capitale, droit qu'elle étendra ensuite à l'ensemble des chrétiens orthodoxes de l'empire. Au début du XIXe siècle, des révoltes importantes, soutenues par les Russes, éclatèrent parmi les chrétiens de l'Empire (tout d'abord les Serbes de Karageorges puis les Grecs, etc.). Mais l'orthodoxie s'avéra être une arme véhiculant plus de nationalisme que de transnationalisme⁴⁴⁰. De plus, le roi de Grèce, Otton de Bavière, était un proche de Vienne. La Russie reporta alors son attention sur les peuples slaves.

⁴³⁸ Les relations entre la Turquie et la Russie dépassant largement le cadre des Balkans, elles seront étudiées dans la 3^{ème} partie.

⁴³⁹ Sur le thème mobilisateur de la troisième Rome, voir François Thual, *Géopolitique de l'orthodoxie*, Paris, Dunod, 1993, p. 23-24.

Le panslavisme⁴⁴¹ avait l'avantage de mobiliser les Slaves de l'Empire ottoman mais aussi ceux de l'Autriche-Hongrie, et il eut de notables succès auprès des Croates. A partir des années 1870-1880, il correspond de plus à un mouvement populaire en Russie. Mais une analyse des relations entre la Russie et les peuples slaves des Balkans durant ce XIXe siècle riche en éveil des identités nationales et nationalismes en tout genre, montre clairement que ce panslavisme n'était qu'un mythe. Tout d'abord il ne connut de popularité qu'à la fin du XIXe siècle et principalement parmi les Russes qui voyaient là un moyen d'affirmer leur influence sur le monde slave et notamment balkanique puisque forcément une telle union ne pouvait se faire que sous leur leadership. Si quelques écrivains et philosophes russes furent bien sincères dans leurs penchants panslaves, la politique tsariste, elle, ne semble avoir évoqué cette idéologie que lorsqu'elle correspondait à ses propres objectifs. La Russie n'a soutenu les révoltes serbes que parce qu'elles affaiblissaient l'Empire ottoman et la création sous son égide d'une Grande Bulgarie (Saint Stefano) était loin de répondre aux aspirations d'un autre peuple slave, les Serbes. De fait, l'allié privilégié de la Russie dans les Balkans était la Bulgarie, pièce maîtresse dans sa quête d'un accès aux mers chaudes et non pas résultat d'un sentiment panslave, même si cet argument fut invoqué par St. Petersburg. Le panslavisme semble avoir, de plus, revêtu des formes différentes dans les Balkans et en Russie : plutôt antiturb dans les Balkans, il était pour la Russie principalement dirigé contre l'Autriche-Hongrie.

Ni l'orthodoxie ni le panslavisme ne fournissent en fait une alternative efficace aux nationalismes rampants. De plus, la Russie ne s'est pas toujours avérée être une fidèle alliée des peuples des Balkans. Ses intérêts dans le reste de l'Europe ont parfois primé, pour des raisons politiques ou de sécurité, sur sa politique balkanique. Ainsi, dans les années 1820, le Tsar, alors membre de la Sainte-Alliance, a refusé de trop s'impliquer dans la révolte serbe. Pour les mêmes motifs, il a désavoué, en 1821, A. Ypsilanti, chef de la révolte grecque qu'il avait pourtant placé à la tête de cette insurrection⁴⁴². De même la Révolution française et l'épopée napoléonienne au tournant du XVIIIe et du XIXe siècle, ou encore l'alliance austro-prussienne à la fin du XIXe siècle, ont monopolisé l'attention de Saint Petersburg dans cette partie de l'Europe. Toutefois dès que la pression se relâche à l'ouest, Saint Petersburg et plus tard Moscou ont repris leur traditionnelle politique d'ingérence dans les affaires balkaniques.

⁴⁴⁰ Cf. *supra* chapitre « Nationalismes, identités nationales et antiturbisme » (1^{ère} partie, chapitre 2).

⁴⁴¹ Le panslavisme est une idéologie nationaliste préconisant la « réunion des peuples slaves dans un corps moral commun ». C'est une notion fourre-tout qui confond « la tendance à l'union politique des Slaves, l'effort russe, officiel ou non, en faveur des Slaves balkaniques et vers Constantinople et le simple panslavisme culturel qui ne veut que le rapprochement intellectuel des Slaves ». Définition de Michel Grabar, "Panslavisme et slavophilie", *Géopolitique*, n°47, 1994, p. 53-57.

⁴⁴² Pour plus de détails, voir Barbara Jelavich, *Russia's Balkan Entanglements, 1806-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

La Russie tente aujourd'hui d'établir des relations privilégiées avec plusieurs partenaires : la Serbie, la Grèce et la Bulgarie. Le jeu d'équilibre que la Russie essaie ainsi d'établir entre ces trois pays, en soutenant l'un face à l'autre ou face à un pays tiers, s'avère toutefois délicat.

1.2.1. La Russie et la Grèce : le jeu complexe de Moscou entre les antagonismes gréco-turcs et gréco-bulgares

Traditionnellement c'est la Bulgarie qui est, par sa position stratégique, le grand allié de la Russie dans la région. La Grèce est donc moins importante même si son appartenance à diverses organisations occidentales l'érige en partenaire à ménager. Athènes et Moscou partagent toutefois une amitié avec les Serbes ou, tout du moins, ont défendu des positions assez similaires durant le conflit en ex-Yougoslavie. Plus récemment c'est leur hostilité commune à la Turquie, ou plutôt leur volonté de faire pression sur cette dernière, qui a les ont rapprochés.

De 1991 à 1993, le principal souci de la Russie a été de se concilier les faveurs du gouvernement bulgare (depuis novembre 1991, dirigé par l'UFD plutôt réticente à développer d'étroites relations avec Moscou). Cette politique se mariait mal avec les positions grecques alors que la question macédonienne revenait sur le devant de la scène. Ainsi la reconnaissance de la Macédoine par la Russie annoncée par Boris Eltsine lors de sa visite à Sofia en août 1992, concession lancée à la Bulgarie au moment de la signature du traité de bon voisinage entre les deux pays, avait provoqué de vives réactions à Athènes.

A la fin du mois de juin 1993, le Président Boris Eltsine entreprend un voyage en Grèce. Ce voyage marque un tournant dans les relations des deux pays et dans la diplomatie balkanique de la Russie. Moscou était alors en litige ouvert avec la Turquie depuis des mois (controverses sur le tracé du pipeline, lutte d'influence dans l'étranger proche, etc.) et, à partir de la mi-1993, elle cherche à reprendre l'initiative. Ce même mois de juin 1993 le jugé trop pro-turc Président azerbaïdjanais Elçibey est ainsi renversé par un coup d'État fomenté par les Russes. Dans les Balkans, prenant acte de l'inefficacité des avances faites à la Bulgarie, avances qui de plus lui aliénaient la Grèce, la Russie décide de se rapprocher de cette dernière qui était, elle aussi, en litige avec la Turquie. Durant ce voyage, le président Eltsine a pris parti pour la Grèce dans la controverse qui l'opposait à l'Albanie, il a tempéré ses positions sur la Macédoine en soutenant clairement la formulation FYROM, et affirmé sa communauté de vues avec la Grèce sur la guerre en ex-Yougoslavie. C'est à cette époque que la Russie se distance clairement des positions occidentales sur ce conflit et donc se rapproche de celles de la Grèce. Un traité d'amitié et de coopération est signé lors de ce voyage ainsi qu'une série d'accords sur la coopération économique

et culturelle. La dette russe est ré-échelonnée et un accord sur l'importation de gaz russe également conclu⁴⁴³. De nombreux échanges de visites de haut niveau seront organisés par la suite et les dirigeants des deux pays rappellent à tous propos leurs liens historiques et traditionnels. Le premier domaine où cette coopération a donné des résultats tangibles est le commerce⁴⁴⁴.

Mais c'est dans le domaine stratégique que cette coopération a trouvé sa plus haute expression. Cette alliance s'est tout d'abord exprimée dans le domaine qui est précisément l'objet du plus important litige russo-turc : le tracé du pipeline. Outrés par les nouvelles dispositions imposées par la Turquie pour le passage du Bosphore, les Russes ont conclu, lors de la visite du ministre de la Défense grec à Moscou en juillet 1994 (c'est-à-dire quelques semaines après la mise en place de la nouvelle réglementation sur le passage des détroits), un accord avec la Grèce et la Bulgarie sur la construction d'un pipeline reliant Burgas en Bulgarie au port grec d'Alexandroupolis et contournant ainsi le territoire turc. Ce rapprochement gréco-russe s'est également traduit par une multitude d'échanges de soutiens diplomatiques. Le ministre de la défense, G. Arsenis, lors de sa visite à Moscou fin juillet 1994, a fait part de la « compréhension » de son gouvernement vis-à-vis des tentatives russes d'amender le traité FCE afin d'augmenter ses troupes au Caucase, tentative à laquelle la Turquie s'opposait vivement. Quelques mois après, en janvier 1995, le porte-parole du ministère des Affaires Étrangères russe a déclaré que la Russie soutenait la réglementation de la Convention internationale sur le droit de la mer (qui octroierait à la Grèce, en cas d'application, le droit d'étendre ses eaux territoriales à 12 miles)⁴⁴⁵. En mars 1996, T. Pangalos, ministre des Affaires Étrangères grec, en visite à Moscou, a exprimé ses réserves quant à un élargissement de l'OTAN précisant que celui-ci prendrait forcément un caractère antirusse⁴⁴⁶, etc.

Ce front commun vis-à-vis de la Turquie a pris une toute nouvelle ampleur lorsque Moscou a annoncé, en décembre 1996, son intention de vendre des missiles à la République chypriote. Directement visée par l'implantation de ces missiles, la Turquie a vivement réagi. Tout au long de la crise qui a suivi, la Russie, tout en insistant (à l'instar des Grecs) sur l'aspect défensif de ce déploiement, a apporté un soutien ferme à la Grèce. Les deux pays ont notamment, au plus fort de la crise, organisé des exercices militaires en commun dans la mer Égée⁴⁴⁷.

⁴⁴³ *Le Monde*, 3/7/93.

⁴⁴⁴ Nicolai Kovalski, "Russia and the Balkans", *The Southeast European Yearbook, 1994-95*, Athènes, ELIAMEP, 1995, p. 613.

⁴⁴⁵ ANA, 21/1/95/

⁴⁴⁶ OMRI Daily Digest, 21/3/96.

⁴⁴⁷ *Cumhuriyet*, 18/9/97.

Les Grecs, traditionnellement méfiants à l'égard des Russes qui dominent le monde orthodoxe (méfiance renforcée par la guerre civile⁴⁴⁸) se sont, face à une politique turque jugée agressive, rapprochés des Russes. Côté russe, la Grèce, excentrée au sud de la péninsule, ne représente qu'un intérêt relatif. Au demeurant, historiquement, la grande aspiration des Russes à l'accès aux mers chaudes s'accordait mal avec la Grande Idée dont la figure emblématique restait la reconquête de Constantinople. Istanbul ne pouvait devenir à la fois Constantinople et Tsarograd. Et si les Russes ont au XIXe siècle soutenu les révoltes grecques, c'était avant tout pour affaiblir l'Empire ottoman. C'est aujourd'hui la même logique qui motive le rapprochement gréco-russe. Celui-ci permet également à la Russie de se ménager un allié au sein de l'Alliance atlantique. Enfin, outre les litiges avec la Turquie, les positions politiques d'Athènes et de Moscou dans les Balkans convergent : le litige sur la minorité grecque d'Albanie ne pose pas de problème à la Russie qui n'a pas d'intérêt dans cette partie des Balkans et la guerre en Yougoslavie a vu la Grèce et la Russie soutenir le même peuple, les Serbes. Seule l'épineuse question macédonienne, et le choix auquel la Russie est confrontée dans la controverse qui peut en résulter entre la Grèce et la Bulgarie, met Moscou dans une situation délicate.

1.2.2. La Russie et la Bulgarie

La position clef de la Bulgarie pour l'accès aux mers chaudes et sa proximité des détroits avaient érigé ce pays en allié privilégié de la Russie dans la région et en vecteur de son influence. La Russie a gagné un immense prestige en Bulgarie de cet appui aux revendications bulgares à la fin du XIXe siècle (qui, de fait, correspondaient à ses propres aspirations). Mais ce sentiment n'implique pas forcément une politique d'alignement systématique sur la Russie comme l'ont montré les engagements politiques de la Bulgarie durant la Première et la Seconde Guerres mondiales⁴⁴⁹. Plus récemment (hiver 1984-85), Sofia a lancé une grande campagne de bulgarisation des noms de la minorité turque. Non seulement cette campagne n'avait pas reçu l'aval de Moscou, mais elle contredisait la nouvelle politique de Gorbatchev⁴⁵⁰. La Bulgarie avait, à cette époque, renforcé ses relations avec la Grèce, créant un axe antiturc⁴⁵¹. Le moins que l'on puisse dire est que cette relation privilégiée avec un membre de l'OTAN, même à l'époque de la Perestroïka, ne s'harmonisait guère avec la politique soviétique. De façon générale, le gouvernement de Todor

⁴⁴⁸ Durant la guerre civile, le PC grec fut assimilé, à tort ou à raison, à un mouvement panslave. Il faut dire que ce PC grec avait reconnu l'existence d'une minorité macédonienne en Grèce, position qui ne pouvait correspondre à la « raison d'État » grecque.

⁴⁴⁹ Bernard Lory, «Bulgarie: la permanence de la question nationale», *Historiens et Géographes*, n°329, octobre-novembre 1990, p. 81.

⁴⁵⁰ Emile Tzenkov, «Les dilemmes géopolitiques d'un ex-satellite», *Bulgarian Quarterly*, hiver 1991, pp. 57-68. En revanche, il semble bien que les expulsions de Turcs de Bulgarie en 1950 aient pu être téléguidées par Moscou.

⁴⁵¹ Cf. *supra*, chapitre « La scène balkanique depuis 1990 » (1^{ère} partie, chapitre 3).

Živkov a d'ailleurs observé avec beaucoup de réticences le programme de réformes lancé par Gorbatchev.

Les gouvernements de Dimitrov (UFD, novembre 1991-octobre 1992) et de Berov (gouvernement dit d'experts, décembre 1992-septembre 1994) n'ont pas réellement cherché à renouer avec Moscou. Les échanges commerciaux ont chuté de 14,4 milliards de dollars en 1990 à 1,8 milliards en 1994⁴⁵². La rédaction du traité bilatéral d'août 1992 a pris des mois et le gouvernement UDF ne semblait guère pressé de le conclure. La reconnaissance de la Macédoine par la Russie, cadeau surprise annoncé par B. Eltsine lors de la signature de ce traité, a en revanche provoqué chez les Bulgares quelque enthousiasme... vite oublié⁴⁵³.

Ce n'est qu'avec l'avènement du gouvernement socialiste, issu des législatives de décembre 1994 que la Bulgarie a œuvré pour un rapprochement avec la Russie. Il est vrai que la dépendance économique et énergétique de la Bulgarie vis-à-vis de la Russie n'avait pas permis aux Bulgares d'établir une indépendance complète vis-à-vis de Moscou après 1991. Mais l'arrivée du PSB (Parti socialiste bulgare) au pouvoir a donné une impulsion à des relations qui étaient alors sur le déclin. Onze accords portant sur la coopération dans les domaines économique, culturel et scientifique ont été signés lors de la visite du Premier ministre russe V. Chernomyrdin en mai 1995 ainsi que deux accords sur la coopération dans le domaine des transports.

La coopération dans le domaine militaire a également fait l'objet des attentions des gouvernements bulgares. Le pays reste dépendant de la Russie pour ses approvisionnements en pièces détachées, notamment pour les avions MIG. Une partie de la flotte aérienne bulgare est ainsi clouée au sol faute de pièces de rechange. La coopération bilatérale dans le domaine militaire a connu un brusque ralentissement dans l'immédiat après-91 et le traité d'août 1992 ne comprenait qu'un simple engagement à ne pas mener d'actions militaires l'un contre l'autre. Un premier accord de coopération militaire a été signé en novembre 1993. La restauration des liens avec l'industrie militaire russe à cette occasion avait déjà permis à la Bulgarie de relancer sa production et ses exportations d'armement. Ces exportations ont très rapidement repris pour atteindre 400 millions de dollars en 1994 alors qu'elles étaient tombées à 70 millions en 1993⁴⁵⁴. Mais là encore c'est avec le gouvernement communiste que cette coopération s'est accélérée. Quatre accords de coopération militaires ont été signés durant l'année 1995. Ces accords portent plus particulièrement sur le développement des technologies militaires et la fourniture de matériel russe à la Bulgarie. La

⁴⁵² BTA, 20/3/95 ; Reuters, 18/5/95.

⁴⁵³ Kyril Haramiev-Drezov, "Bulgarian-Russian Relations on a New Footing", *RFE/RL*, Vol. 2, n°15, 9 avril 1993.

⁴⁵⁴ Reuters, 22/5/95 ; *RFE/RL Daily Report*, 5/10/94.

Russie s'est notamment engagée à livrer des chars T-72 et des véhicules de combat (accord de juillet 1995) ainsi que des pièces détachés pour l'aviation en remboursement de la moitié de la dette russe d'un montant d'environ 100 millions de dollars (accord de novembre 1995)⁴⁵⁵. La portée de ces accords doit toutefois être tempérée. Très clairement Moscou recycle en Bulgarie une partie des armements conventionnels dont elle doit se départir au titre des accords FCE. Les Bulgares ont même refusé des dons d'armements proposés par la Russie invoquant le coût trop élevé de la réparation et de la maintenance du matériel offert.

La Bulgarie a, à cette époque, mené deux politiques contradictoires : celle de l'ancien Président Želev qui réclamait une intégration à l'OTAN et celle, plutôt pro-russe, du PSB dont les déclarations sur l'OTAN furent, c'est le moins qu'on puisse dire, peu claires. Quoiqu'il en soit ces tentatives de rapprochement avec la Russie ne pouvaient contenter l'ensemble de la classe politique bulgare et ont rapidement trouvé leurs limites. Une vive polémique a éclaté suite à la petite phrase lancée par Boris Eltsine lors de la signature de l'accord « de rapprochement » entre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Kirghizie, le 2 avril 1996. Boris Eltsine a en effet à cette occasion annoncé que la « communauté était ouverte à d'autres États ... peut-être la Bulgarie ». Tollé général en Bulgarie où l'opposition toute entière a crié son indignation et demandé des explications au gouvernement. Celui-ci a nié avoir engagé des négociations secrètes avec la Russie (et avoir ainsi « trahi » son pays)⁴⁵⁶ mais ce n'est qu'une semaine plus tard, sous d'intenses pressions publiques, que le gouvernement a officiellement transmis une note de protestation à Moscou⁴⁵⁷. Cette polémique illustre bien le déchirement de la classe politique bulgare sur des questions essentielles comme les rapports avec l'Occident et la Russie, dans un pays traditionnellement russophile et ancien allié discipliné de l'URSS mais aujourd'hui tenté par le modèle occidental.

Enfin, malgré les tentatives de rapprochement entre les deux pays sous le gouvernement Videnov, plusieurs litiges restaient en suspens. La société russe Gazprom et la société bulgare Bulgargaz qui avaient créé en mai 1995 un joint-venture, n'ont pas pu s'entendre sur les conditions de transit du gaz à destination des pays tiers (Grèce et Turquie). Les conditions posées par Gazprom (concession pour la construction d'un nouveau gazoduc et exemption de taxes) n'ont pas été acceptées par les Bulgares. Gazprom a alors annoncé (début novembre 1996) son intention de construire un gazoduc sous la mer Noire jusqu'en Turquie, contournant ainsi la Bulgarie et lui faisant perdre des millions de dollars de droits de transit. D'autres controverses ont éclaté sur le

⁴⁵⁵ Reuters, 22/5/95 ; BTA, 10/3/95, 15/11/95, 22/3/96 ; OMRI Daily Digest, 10/3/95, 23/7/96, 17/10/96.

⁴⁵⁶ OMRI Daily Digest, 3/4/96.

⁴⁵⁷ Dan Ionescu, Stefan Krause, "Southeastern Europe Remains Wary", *Transition*, 15 novembre 1996, p. 25.

prix du gaz naturel livré par la Russie (et que celle-ci exige à un cours supérieur à celui qu'elle concède à ses autres ex-satellites) et le remboursement de la dette russe⁴⁵⁸. Les Russes n'ont également pas répondu favorablement à la demande insistante du gouvernement bulgare de baisser de 50% les droits de douane pour les produits bulgares, alors qu'ils ont accordé ce statut préférentiel à la Roumanie. Enfin, de sérieux désaccords persistaient avec la Russie et la Grèce sur les conditions de transit du pétrole par le pipeline (en projet) reliant Burgas à Alexandroupolis.

Malgré la relance des négociations et la signature de plusieurs accords durant le gouvernement intérimaire (janvier-avril 1997), tous ces litiges restaient en suspens. De retour au pouvoir, l'UDF a clairement érigé ses relations avec les États-Unis et l'OTAN en priorité et une sérieuse crise a éclaté entre les deux pays à l'automne 1997. En septembre, le ministre de l'Intérieur bulgare, Bogomil Bonev, a accusé la Russie de pratiquer un chantage au prix du gaz face aux perspectives de rapprochement entre la Bulgarie et l'OTAN. Cette accusation a immédiatement provoqué un échange de propos acerbes puis des incidents diplomatiques allant, au 1^{er} janvier, jusqu'à l'interruption des livraisons de gaz russe dans plusieurs villes bulgares. Le litige avec Gazprom a finalement été résolu en mars 1998. En août, le Président Stoyanov s'est rendu à Moscou pour plaider pour une baisse des tarifs douaniers (régime préférentiel) et le remboursement de la dette russe. Depuis lors, les relations bilatérales sont en cours de normalisation.

1.2.3. La Russie et la Roumanie

La Roumanie n'est pas une alliée traditionnelle de la Russie. Les Roumains ont certes, dans le passé, dû composer avec leur grand voisin slave mais ils sont toujours restés méfiants à son égard. De fait, un conflit latent sur la Bessarabie, peuplée de Roumains, oppose les deux pays. La Bessarabie⁴⁵⁹ a toujours été considérée par la Russie comme son grand axe de pénétration vers le sud et sa voie d'accès aux Balkans. La Roumanie n'a dominé la région que de 1918 à 1940 (et 1941 à 1944) à l'époque de la Grande Roumanie. Après la Seconde Guerre mondiale, Ceaușescu a repris et renforcé la politique nationaliste amorcée par son prédécesseur, Gheorghiu-Dej, et pris ses distances, au moins symboliquement, avec Moscou. La Roumanie avait ainsi établi des relations diplomatiques avec la RFA dès 1967 et refusé de participer à l'intervention militaire en Tchécoslovaquie en 1968. Elle avait d'autre part maintenu ses relations diplomatiques avec Israël durant la guerre des six jours et refusé de rompre avec la Chine dans les années 60. Ces prises de positions n'impliquaient pas une remise en cause du communisme ni même de l'influence de

⁴⁵⁸ D'après les termes de l'accord de Yambourg signé en 1986, la Bulgarie reçoit 3,4 millions de m³ de gaz naturel par an en remboursement de cette dette. BTA, 17/1/97.

Moscou dans le pays, mais ce nationalisme a fourni aux dirigeants communistes roumains une véritable légitimité populaire⁴⁶⁰.

Au lendemain de la chute du mur de Berlin, la Roumanie fut le seul pays de l'Est à signer un traité d'amitié et de bon voisinage avec l'URSS (avril 1991). L'article 4 de ce traité stipulait que les deux pays ne feront pas partie d'une alliance contraire aux intérêts de l'autre. Mais surtout ce traité reconnaissait l'inviolabilité des frontières. Or, dès la chute du régime de Ceaușescu, de nombreux hommes politiques roumains avaient dénoncé l'illégalité du pacte Molotov-Ribbentrop de 1939 qui, dans son protocole secret, reconnaissait l'annexion de la Bessarabie par l'URSS. Le traité d'avril 1991 n'a finalement jamais été ratifié par le parlement roumain et quelques mois plus tard, juste après l'effondrement de l'URSS, le Président Iliescu l'a dénoncé (octobre 1991). Un nouveau traité n'a toujours pas été signé.

Les échanges se sont effondrés : en 1994, la Russie ne représentait plus que 3,4% des exportations de la Roumanie⁴⁶¹. En octobre 1994, Moscou a accordé à la Roumanie un statut de commerce préférentiel, statut qui devrait permettre de réactiver ce commerce somme toute naturel étant donné la proximité géographique des deux pays et l'orientation des réseaux de transports. Les importations de Russie sont en revanche restées assez importantes (environ 1 milliards de dollars en 1994) mais sont constituées pratiquement exclusivement de gaz naturel (à hauteur de 900 millions de dollars en 1994). En 1996, Bucarest a importé 7 millions de m³ de gaz naturel de Russie et l'accord signé en octobre 1996 entre Gazprom et la compagnie roumaine Romgaz prévoit l'augmentation de ces livraisons et la construction de nouveaux gazoducs⁴⁶². Des accords ont été signés dans le domaine militaire : en juin 1993, en mars 1994 (sur l'échange de délégations et d'informations) et en avril 1995 (sur l'échange d'experts et l'utilisation de satellites russes par la Roumanie⁴⁶³) ; mais les dirigeants roumains ont toujours voulu minimiser l'importance de ces accords. D'autre part, la Roumanie fabriquait déjà du matériel militaire et n'est donc pas dépendante des autres membres de l'ex-pacte de Varsovie pour ses approvisionnements en pièces détachées.

⁴⁵⁹ Territoire situé entre le Prut et le Dniestr. Aujourd'hui la République de Moldavie (Moldova en roumain) recouvre la quasi totalité de ce territoire sauf sa partie sud, le long de la mer Noire, octroyée par Staline à l'Ukraine. La Moldavie est peuplée à hauteur de 63% (recensement de 1989) de Roumains/Moldaves.

⁴⁶⁰ Bernard Lory, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Paris, Ellipses, 1996, pp. 65-66.

⁴⁶¹ E.I.U., *Country Report, 1995-96*, "Romania", p. 31.

⁴⁶² *Romania Info*, n°43, 11 novembre 1996. La Roumanie dispose toujours de ses propres réserves de gaz mais elles sont en voie d'épuisement (cf. *infra*, partie 3, chapitre 2).

⁴⁶³ OMRI Daily Digest, 6/4/95.

Traditionnellement, la Roumanie voit plutôt dans la Russie une menace. L'ingérence de Moscou dans les affaires intérieures moldaves (Transnistrie) ne fait que renforcer ce sentiment. La Roumanie fut le premier pays à adhérer au Partenariat pour la paix (janvier 1994) et le gouvernement issu des élections législatives de novembre 1996 (confirmées par la victoire d'Emil Constantinescu aux élections présidentielles) multiplie les déclarations sur la nouvelle politique roumaine, plus ancrée à l'Ouest. Bucarest a officiellement déposé sa candidature à l'OTAN et a réglé ses litiges avec l'Ukraine et la Hongrie pour se conformer aux exigences de l'Alliance atlantique⁴⁶⁴. La Roumanie a également activement soutenu la création de la Zone de Coopération Économique de la Mer Noire (ZCEMN) qui lui permet, où tel est son souhait, de substituer un nouveau réseau d'échange à celui du CAEM et de noyer l'influence de la Russie dans un ensemble plus vaste.

1.2.4. Les soubresauts de la politique russe vis-à-vis du conflit en Yougoslavie

Tout l'art de la diplomatie russe dans le conflit en Yougoslavie fut d'intercéder en faveur des Serbes sur la scène internationale sans remettre en cause ses relations avec l'Occident. Par ricochet, il s'agissait également d'éviter toute confrontation avec l'Occident sans donner aux nationalistes russes matière à renforcer leurs critiques et leur position. Cet exercice d'équilibre fut assez aisé tant que les Occidentaux se contentaient de fournir une aide humanitaire et d'intercéder dans les négociations de paix mais il devint difficilement viable lorsqu'ils menacèrent d'intervenir militairement. La diplomatie russe vis-à-vis du conflit yougoslave a donc connu plusieurs infléchissements tout autant dus à des considérations de politique intérieure (qui ont eu des répercussions sur l'ensemble de la politique extérieure russe) qu'aux changements de la nature du conflit lui-même.

Jusqu'à l'automne 1991, l'URSS a soutenu le maintien de la fédération yougoslave. Il s'agissait de minimiser les risques de contagions à l'URSS à une époque où les liens entre les républiques soviétiques et le centre moscovite faiblissaient (c'est l'époque où Gorbatchev cherche à négocier un traité d'union). Les perspectives de mise en place d'une force d'interposition internationale risquaient également de créer un dangereux précédent⁴⁶⁵.

Arrivé au pouvoir, Boris Eltsine a mené une politique pro-occidentale qui l'a conduit, à la fin de l'année 1991 et au début de 1992, à soutenir les condamnations des agresseurs serbes. Moscou

⁴⁶⁴ La Roumanie a renoncé à exiger de l'Ukraine la dénonciation de pacte Molotov-Ribbentrop (traité bilatéral, avril 1997).

cherchait à persuader l'Occident que la rupture avec l'époque soviétique était bien réelle et que la Russie était un partenaire politique et économique respectable. Cette époque de « pro-américanisme infantile » selon les termes de Vladimir Lukin⁴⁶⁶, a vu un alignement de Moscou sur la politique occidentale en Yougoslavie. L'éclatement de la Yougoslavie semblait, de plus, bien entamé – et entériné par les Occidentaux – et les offensives serbes en Croatie et Bosnie-Herzégovine à partir du printemps 1992 ne pouvaient correspondre au principe, proclamé haut et fort par Moscou, de non remise en cause des frontières issues de l'éclatement d'une fédération (Yougoslavie comme URSS). Les autorités russes ont donc soutenu l'ensemble des résolutions de l'ONU sur la Yougoslavie et notamment l'embargo total contre la Serbie et le Monténégro voté le 30 mai 1992.

Mais la question yougoslave est devenue un enjeu de politique intérieure. La position de Boris Eltsine sur la scène politique russe était relativement fragile (échec des réformes libérales et notamment de son projet de constitution) et le Président russe se voyait confronté à une forte opposition nationaliste pro-serbe. Cette opposition invoquait, dans sa croisade pour la défense des Serbes, la solidarité orthodoxe et slave et la résistance à l'Ouest. Le Président Eltsine a alors été accusé de trahir les intérêts russes et les « liens historiques » (?) avec les Serbes⁴⁶⁷. Certes, dans son ensemble, la population russe est restée assez indifférente au sort des « frères slaves » – ce qui modère forcément le poids du facteur Jirinovski – mais ce n'est pas le cas de l'armée, des partis politiques et de la nomenklatura qui, eux, ont défendu des positions pro-serbes. Pour l'ensemble de ces acteurs, et plus particulièrement l'armée, si la Russie veut préserver son influence dans les Balkans, elle doit soutenir les Serbes. Le gouvernement cherche d'autre part à montrer que la Russie reste une grande puissance internationale, qu'elle compte encore dans les prises de décisions des Grands de ce monde et, sur ce point, Jirinovski peut émouvoir la population russe.

A partir de l'été 1992, la politique russe dans la région se dissocie donc de celle des Occidentaux. La Russie manifesterait dorénavant une opposition à toute intervention militaire contre les Serbes. Elle s'est, dans cette logique, opposée au plan américain « Lift and Strike ». Ces prises de positions ont été facilitées par l'absence de consensus entre Européens et Américains (les Européens ont aussi rejeté le plan « Lift and Strike »). Moscou a, par ailleurs, repris la thèse selon

⁴⁶⁵ C'est ce que Jean-François Thibault et Jacques Levesque appellent « l'effet-miroir ». J-F. Thibault, J. Levesque, « La politique étrangère russe en ex-Yougoslavie, 1991-1995 », *Relations Internationales et Stratégiques*, n°19, automne 1995, p. 113.

⁴⁶⁶ Vladimir Lukin cité par Nikolai Kovalski, *op. cit.*, p. 611. V. Lukin était le président de la commission parlementaire sur les relations internationales.

⁴⁶⁷ Allen Lynch, Reneo Lukic, « Russian Foreign Policy and the Wars in the Former Yugoslavia », *RFE/RL*, 15 octobre 1993, p. 29 ; Stephen Larrabee, « Russia and the Balkans. Old Themes and New Challenges », in Vladimir Baranovsky (ed.), *Russia and Europe: The Emerging Security Agenda*, Oxford, Oxford University Press, 1997, pp. 394-396.

laquelle les Serbes ne sont pas les seuls coupables dans ce conflit et les horreurs qu'il a générées. D'agresseurs les Serbes sont devenus les victimes de « provocations » musulmanes »⁴⁶⁸.

Fin 1993 et début 1994 deux événements de nature très différente ont renforcé cette politique de soutien aux Serbes :

- En décembre 1993, les ultranationalistes de Jirinovski remportent un succès aux élections législatives. Ce succès a eu une double conséquence : Moscou, prenant acte de l'influence des thèses nationalistes sur l'électorat, a adopté une politique encore plus indépendante vis-à-vis de l'Ouest. Il s'agissait non seulement de flatter les relents nationalistes de la population mais également de contenter les élus nationalistes à la Douma. D'autre part, les Occidentaux, alarmés par les perspectives d'un retour d'un pouvoir dictatorial à Moscou, se sont faits plus conciliant vis-à-vis des « écarts de conduite » du gouvernement Eltsine (Tchéchénie) et Moscou a bien sûr allègrement usé de cet argument pour avoir les mains libres (c'est « l'épouvantail Jirinovski »).
- Le 10 février 1994, quelques jours après le bombardement du marché de Sarajevo, l'OTAN adresse un ultimatum aux Serbes et ceci sans consultation préalable avec Moscou. De même en avril 1994, lorsque l'OTAN a décidé de bombarder les positions serbes autour de Gorazde, l'administration russe n'a été ni consultée ni même informée. Cette isolation progressive de la Russie dans le processus de décisions sur la guerre en Bosnie-Herzégovine ne pouvait que provoquer un raidissement de sa politique. Moscou ne pouvait par ailleurs accepter sans réagir l'intervention de l'OTAN (et non plus de l'ONU) qui forcément la marginalisait dans la gestion de ce conflit. La Russie voyait l'influence de l'OTAN s'étendre au théâtre balkanique et ceci, si ce n'est au détriment de ses intérêts, au moins en opposition avec ses propres positions. Pour la première fois, Moscou a proféré des menaces.

De façon générale, la politique russe a été d'éviter toute sanction militaire contre les Serbes, de s'opposer à la levée de l'embargo sur les armes à destination de l'ex-Yougoslavie et de demander la levée de l'embargo contre Belgrade. Moscou a toujours refusé de complètement isoler diplomatiquement la Serbie et a cherché à jouer un rôle d'intermédiaire. La diplomatie russe a connu dans ce rôle un grand succès diplomatique lorsque les Serbes de Bosnie ont accepté de retirer leurs armements lourds des hauteurs de Sarajevo en échange d'un déploiement de casques bleus russes dans la région (février 1994). Ce fut le seul contingent de la FORPRONU déployé en territoire contrôlé par les Serbes de Bosnie (500 hommes). Mais l'influence de la Russie sur les

⁴⁶⁸ La thèse de la provocation fut par exemple soutenue dans le cas du bombardement du marché de Sarajevo en février 1994. *Le Monde*, 9/2/94, 22/2/94.

Serbes de Bosnie s'est avérée plutôt limitée. Quelques semaines plus tard, en avril, les Serbes n'ont pas hésité à avancer leurs chars dans Gorazde contrairement aux assurances qu'ils avaient données au ministre des Affaires Étrangères russe, A. Kozyrev, quelques jours plus tôt⁴⁶⁹. De même les pressions russes sur les Serbes de Bosnie pour qu'ils acceptent le plan de paix Vance-Owen ont été vaines.

Avec l'échec flagrant de ce rôle de médiation, la Russie a perdu un atout majeur aux yeux des Occidentaux. De fait, les Américains n'ont pas associé les Russes aux principales étapes qui ont jalonné le règlement de ce conflit. Les Russes n'ont pas été consultés avant les frappes aériennes d'avril 1994 ; ils ne l'ont pas été non plus pour celles de septembre 1995 (l'ONU a été court-circuitée). De même, la Russie fut absente ou marginalisée dans les négociations aboutissant à la création de la fédération croato-bosniaque (mars 1994) et à la signature des accords de Dayton. Moscou a bien essayé de reprendre l'initiative en août 1995 en invitant les Présidents Milošević et Tudjman à négocier à Moscou mais le refus de ce dernier a plutôt illustré sa perte d'influence diplomatique⁴⁷⁰. Comprenant que les accords de paix seraient signés et appliqués avec ou sans son consentement, l'administration russe a alors jugé plus judicieux de se rallier à l'inévitable, tout en émettant des réserves et des critiques (notamment sur la levée de l'embargo sur les armes)⁴⁷¹. 1600 soldats russes ont été déployés dans le cadre de l'IFOR dans le corridor de Posavina près de la ville de Brčko détenue par les Serbes⁴⁷².

Les gesticulations diplomatiques de la Russie semblent ainsi avoir eu bien peu d'effets (sur les protagonistes du conflit comme sur les Occidentaux) et si Moscou a pu faire retarder la décision d'utiliser la force contre les Serbes, elle ne l'a finalement pas empêchée. Elle a souvent menacé (d'armer les Serbes par exemple) mais ces menaces sont souvent restées en l'état⁴⁷³ et n'ont guère influencé les décisions des Occidentaux. La Russie a ainsi à plusieurs reprises menacé de retirer ses forces de maintien de la paix si une voix prépondérante était accordée à l'OTAN dans l'utilisation

⁴⁶⁹ *International Herald Tribune*, 18/4/94.

⁴⁷⁰ Scott Parrish, "Twisting in the Wind: Russia and the Yugoslav Conflict", *Transition*, 3 novembre 1995, p. 70.

⁴⁷¹ *The Monitor*, 24/11/95.

⁴⁷² OMRI Daily Digest, 8/2/96. Ces soldats russes ne sont pas sous commandement de l'OTAN mais reçoivent leurs ordres opérationnels du général américain George Joulwan, transmis par le général russe Leonti Shevstov qui peut mettre son veto. *International Herald Tribune*, 29/11/95 ; *The Monitor*, 9/11/95 ; *Le Monde*, 30/11/95.

⁴⁷³ Il ne semble pas que la Russie ait fourni d'importants armements aux Serbes de Bosnie. Le comportement des officiers russes de la FORPRONU fut parfois ambigu et des volontaires russes avaient rejoint le camp serbe mais ces éléments sont loin d'avoir eu une influence décisive sur le déroulement du conflit. Sur ces volontaires russes (entraînés dans deux camps, près de Saint Petersburg et de Moscou), voir Allen Lynch, Reneo Lukic, *op. cit.*, p. 27. Toutefois l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* soutient, dans son édition du 12 novembre 1994, que les Russes ont fait parvenir aux Serbes 4000 (?) wagons d'armements et de munitions, RFE/RL Daily Report, 14/11/94. Voir également les révélations de l'hebdomadaire allemand *Bild am Sonntag* citées par RFE/RL Daily Report, 26/6/94.

de la force militaire⁴⁷⁴. Cela n'a nullement empêché l'OTAN de bombarder les positions serbes en septembre 1995 (opération « Deliberate Force ») et la Russie n'a pu que condamner ces bombardements, certes avec véhémence mais sans conséquence sur le déroulement des opérations. En revanche, si l'influence russe sur la situation en ex-Yougoslavie a été négligeable, l'impact sur la politique intérieure a été, lui, plus important. De nombreux députés de la Douma ont commencé leur campagne électorale en Yougoslavie⁴⁷⁵ et le conflit yougoslave a mis le gouvernement Eltsine dans une position délicate à plusieurs reprises. Ce n'est qu'après plusieurs jours de silence embarrassé que Moscou a finalement réagi au déclenchement de l'opération « Deliberate Force » et dénoncé le « diktat américain en Europe »⁴⁷⁶. Si les discours des dirigeants russes sur la scène internationale ont paru plutôt inconstants, leurs discours internes étaient, eux, de façon constante pro-serbes, et les médias se sont faits l'écho de cette position. Bien souvent la télévision d'État désignait comme seuls coupables les musulmans. Quant à la presse, elle invoquait régulièrement les « bombardements américains en Europe »⁴⁷⁷ et les « ripostes serbes aux provocations des musulmans soutenus par l'aviation de l'OTAN »⁴⁷⁸.

1.2.5. Réaffirmer sa puissance

La défense de la cause serbe fut matière à un renouveau de l'idéologie panslave. De nombreux acteurs politiques russes ont songé à miser sur cette idéologie pour combler le vide laissé par l'échec du communisme. Mais en Serbie comme en Russie, la rhétorique panslave est en fait presque exclusivement le domaine des nationalistes et ultranationalistes⁴⁷⁹. Les radicaux serbes de V. Seselj ont ainsi récemment proposé, alors que la Serbie était de nouveau sur le banc des accusés avec la répression au Kosovo, de se joindre à l'union Russie-Biélorussie⁴⁸⁰. De plus, si ce panslavisme renaît bien aujourd'hui dans les milieux conservateurs russes, celui-ci n'est, comme dans le passé, qu'un mythe. L'Ukraine ne s'est engagée dans les structures de la CEI qu'à reculons et sous la contrainte de liens économiques et politico-géographiques incontournables. Les pays slaves de l'Europe centrale et orientale sont opposés à toute alliance politique ou économique avec la Russie rappelant de près ou de loin l'ancienne domination soviétique sur la région. Il n'y a guère que la Biélorussie qui est favorable à une intégration, plus ou moins souple, avec la Russie et ce

⁴⁷⁴ Jean-François Thibault, Jacques Levesque, *op. cit.*, p. 120.

⁴⁷⁵ Igor Rotar, «Russia and the Balkan Crisis: An Irrational Love», *Prism*, vol. 1, n°23, 1995 (édition internet).

⁴⁷⁶ *Le Monde*, 2/9/95, 9/9/95. Le 9 septembre, la Douma a adopté une résolution condamnant le « génocide du peuple serbe ».

⁴⁷⁷ *Le Monde*, 13/4/94.

⁴⁷⁸ *La Croix*, 21/4/94.

⁴⁷⁹ Stan Markotich, «Evolving Serbian Attitudes Toward 'Big Brother' Russia», *Transition*, 13 décembre 1996, p. 55.

⁴⁸⁰ Dans un appel à l'union des Slaves orthodoxes aux allures antioccidentales, V.Seselj a exprimé la « désir sincère de la Yougoslavie de se joindre à l'union Russie-Biélorussie ». Tanjug, 4/11/98 ; Jan de Weydenthal, «Yugoslavia : Radical Serb Politician Calls for Union with Russia, Belarus», RFE/RL Feature, 3/11/98.

n'est pas le forcément le panslavisme qui est à l'origine de ce choix. En Russie, cette évocation de la « solidarité slave » permet surtout de calmer les ardeurs des eurasiens, nationalistes en tous genres et autres promoteurs de « l'éternelle âme slave »⁴⁸¹. Le théâtre balkanique permet précisément d'affirmer cette spécificité slavo-orthodoxe, affirmation qui ne dépasse toutefois pas la rhétorique. Ainsi, la Russie a eu durant le conflit en Bosnie-Herzégovine une réelle opportunité de durablement renforcer ses relations avec le peuple serbe mais cela ne pouvait ce faire qu'en remettant totalement en question ses relations avec l'Occident. Pour le cas du Kosovo comme pour la Bosnie-Herzégovine, la Russie risque d'ailleurs d'être impuissante. Elle se retrouve, de plus, empêtrée dans une grave crise économique et les crédits occidentaux sont plus que jamais les bienvenus. Quant à la menace proférée par les dirigeants serbes de se joindre à l'union Russie-Biélorussie, elle est avant tout conjoncturelle et motivée par une opposition de plus en plus virulente avec le monde occidental. Elle a peu de chance de se réaliser.

Le soutien verbal à la Serbie, à défaut d'avoir une réelle influence sur le terrain, permet surtout à la Russie d'affirmer sa voix sur la scène internationale, voix qui ne peut être celle de l'allégeance aux positions occidentales. Cette volonté de se démarquer de la politique des Occidentaux (et notamment de l'OTAN) procède d'une détermination – d'un pays naguère puissant et aujourd'hui considérablement affaibli – à exprimer haut et fort sa présence au-delà du théâtre de l'étranger proche, à y proclamer ses intérêts et une capacité à les faire valoir ; et cette démonstration de puissance est jugée indispensable aussi bien pour le prestige international du pays que pour l'image du gouvernement en Russie même. C'est dans cet intervalle, celui de l'opposition entre Belgrade et les autres grands de ce monde, que la Russie peut faire entendre sa voix. L'autre opposition sur laquelle Moscou peut se reposer pour affirmer sa présence politique dans la région, est celle qui oppose la Turquie à la Grèce. En soutenant l'une face à l'autre, non seulement elle fait pression sur la Turquie avec laquelle elle est en litige, mais elle cherche aussi à exprimer sa capacité à influencer la situation régionale (vente de missiles à Chypre, projet de pipeline, etc.).

Les Balkans ne sont pas, politiquement, économiquement ou militairement, une région prioritaire pour Moscou. Ce n'est pas tant les perspectives d'adhésion de la Bulgarie ou de la Roumanie à l'OTAN qui ont créé les plus vives réactions à Moscou mais celle de la Pologne ou dans un avenir plus lointain et incertain celle de l'Ukraine à laquelle la Russie s'oppose le plus fermement. C'est la fameuse "ligne rouge" proclamée par les dirigeants russes. Le maintien de son influence dans l'étranger proche reste la priorité de la politique étrangère du pays. Les Balkans

⁴⁸¹ Sur ces divers mouvements eurasiens et nationalistes, voir Françoise Thom, "Eurasisme et néo- Eurasisme", *Commentaire*, n°66, été 1994, pp. 303-309

représentent toutefois un espace où la Russie cherche à réaffirmer son rôle de grande puissance, et notamment dans la mesure où la région est sous les feux de l'actualité internationale.

Quoi qu'il en soit, l'influence de la Russie dans les Balkans s'est considérablement amoindrie depuis 1990. Les réseaux d'échanges du COMECON sont en voie de démantèlement et les dirigeants des anciens satellites (Bulgarie, Roumanie) aspirent à appartenir au clan occidental tout en établissant des relations normales avec la Russie. Seule sa mainmise sur les livraisons de gaz (depuis peu étendues à la République de Macédoine) lui permet encore d'affirmer son poids dans la région, mais elle ne manie pas toujours cet outil avec diplomatie.

C'est aujourd'hui surtout l'évolution de la doctrine de l'OTAN qui a graduellement accepté le principe des interventions hors zone et glissé vers un statut d'organisation de sécurité collective qui inquiète Moscou. Mais en participant à l'IFOR puis à la SFOR, la Russie a *de facto* admis le principe d'une intervention hors zone de l'OTAN et la vocation de cette organisation à diriger des opérations de gestion des crises. Les discussions engagées en 1998 (depuis le déclenchement des hostilités au Kosovo) sur le droit de l'OTAN d'avoir recours à la force armée sans mandat préalable de l'ONU dans des « circonstances spéciales », ont motivé de nouvelles craintes. Forcément marginalisée dans la gestion des affaires de ce monde (et notamment des Balkans) par ce nouveau concept, la Russie s'oppose fermement à cette évolution et appelle à la création d'un système de sécurité pan-européen sous le parapluie de l'OSCE.

1.3. LA POLITIQUE DE L'ALLEMAGNE DANS LES BALKANS : GEOPOLITIQUE ALLEMANDE ET DISSONANCES EUROPEENNES

« Début 1991, le leader de l'opposition nationale au gouvernement serbe, Vuk Drasković, explique à Athènes, lors d'une conférence de presse, que l'Autriche précipiterait la décomposition de la Yougoslavie pour reconstruire son empire en Europe centrale ; il invite les nations orthodoxes à contrecarrer son projet (...). On imagine à Belgrade que l'Allemagne et l'Autriche recherchent un accès à l'Adriatique (...). Ce discours, pour violent qu'il soit – la montée en puissance d'un quatrième Reich –, s'inscrit dans une tradition fortement ancrée et passablement majoritaire en Serbie ». Nous voilà en quelques phrases de Michel Korinman⁴⁸², dans le vif du sujet : l'Allemagne et l'Autriche recherchent-elles toujours un accès à la mer Adriatique, aujourd'hui certes non plus en occupant militairement la région mais par pressions diplomatiques internationales, par l'intermédiaire d'États clients interposés ou par une domination économique de la région ? C'est ici que s'inscrit le houleux débat sur la reconnaissance – prématurée ou non – de la Croatie et de la Slovénie par l'Allemagne.

1.3.1. Vers un nouveau *Drang nach Osten* ? Mythes et réalités à propos de la politique allemande

Après les traités de Westphalie (1648), l'Autriche s'était engagée dans une expansion vers le sud-est. Cette politique fut ensuite activée avec les partages de la Pologne (fin XVIIe) et l'unification de l'Allemagne et de l'Italie à la fin du XIXe siècle qui ne laissaient qu'une porte de sortie à Vienne : le sud-est européen. L'Allemagne n'a, elle, n'a pas eu d'objectif politique majeur dans les Balkans jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Bismarck ne s'y intéressait que dans la mesure où les rivalités dans cette zone risquaient de compromettre les relations entre ses partenaires (l'Autriche-Hongrie et la Russie). Mais cette région ne pouvait laisser indifférente une nation en pleine expansion économique et les Balkans devinrent, à la fin du XIXe siècle, « le champ d'exploitation des industriels de la Ruhr et des banquiers de Berlin »⁴⁸³, dont la plus brillante réalisation fut la concession du chemin de fer de Bagdad (le *Bagdadbahn*) en 1888. Le *Bagdadbahn* impliquait la traversée et le contrôle plus ou moins direct d'une grande partie des Balkans. Quant à l'Autriche, face aux arguments ethno-religieux de la Russie, elle avait opté pour une pénétration économique et commerciale. Cela n'était possible qu'avec une nouvelle alliance : celle de l'Autriche-Hongrie contrôlant les routes, et celle de l'Allemagne nouvelle puissance industrielle. Ainsi naquit l'alliance des puissances centrales en même temps que le *Drang nach*

⁴⁸² Michel Korinman, « L'Autriche, l'Allemagne et les Slaves du sud », *Hérodote*, n°63, 4^{ème} trimestre 1991, p. 52.

⁴⁸³ Jacques Ancel, *Peuples et nations des Balkans*, Paris, CTHS, 1992, p. 192.

Osten, austro-hongrois mais financé par l'Allemagne⁴⁸⁴. Le grand obstacle à l'expansion austro-allemande vers les Balkans était le verrou serbe. La Croatie et l'Albanie, qui bloquent l'accès de la Serbie à l'Adriatique, bénéficièrent, en revanche, de l'appui de Vienne puis de Berlin.

C'est dans cet esprit qu'a été appréhendée la reconnaissance unilatérale par l'Allemagne de la Slovénie et de la Croatie le 23 décembre 1991. Cet *Alleingang* (acte unilatéral), intervenu alors que les Européens s'étaient entendus quelques jours plus tôt pour attendre le 15 janvier (date de la remise du rapport Badinter) avant de se prononcer, a créé un grand émoi en Europe, et notamment en France où l'on s'est ouvertement interrogé sur les motifs de cette rupture de la solidarité européenne, quelques mois après une réunification allemande qui avait déjà réveillé de vieilles peurs. L'Allemagne a immédiatement été accusée de renouer avec sa politique hégémonique du passé, en s'appuyant sur ses alliés traditionnels, la Croatie et la Slovénie⁴⁸⁵. La présence des entrepreneurs allemands dans ces deux pays⁴⁸⁶ a été dénoncée comme un outil d'une expansion économique et la « reconnaissance prématurée » de ces deux États comme une deuxième étape dans cette tentative de rétablir son influence dans la région.

Au-delà des mythes persistants, c'est avant tout une divergence de perception des événements, de leurs causes et leurs implications politiques et stratégiques qui sous-tendent cette action de l'Allemagne et les réactions hostiles de la France. Depuis juillet 1991 (déclaration des indépendances croate et slovène), le chancelier Kohl et le ministre des Affaires Étrangères Genscher insistaient auprès de leurs partenaires européens pour une reconnaissance rapide de ces deux États (tout en se défendant de tout acte unilatéral)⁴⁸⁷. Les dirigeants allemands pensaient – ou comprenaient – que la Yougoslavie n'avait plus d'avenir en tant qu'État et que seule la reconnaissance des États croate et slovène pouvait stabiliser la région et isoler la Serbie. Pour eux, il ne faisait aucun doute que la puissance agressive et menaçante était la Serbie, et que reporter la reconnaissance des deux États victimes de l'agression serbe, c'était encourager ces derniers à poursuivre dans cette voie. La pression de l'opinion publique et de la presse a également été

⁴⁸⁴ Stéphane Yerasimos, *Questions d'orient. Frontières et minorités des Balkans et du Caucase*, Paris, La Découverte/Livre d'Hérodote, 1993 p. 40.

⁴⁸⁵ Voir, par exemple, "L'Allemagne, puissance protectrice des Slovènes et des Croates", *Le Monde*, 4/7/91 : « On ne pleurerait pas longtemps à Bonn, sur les cendres de la Fédération yougoslave. (...) L'Allemagne entend aujourd'hui jouer sans complexe un rôle majeur dans une région avec laquelle elle a toujours entretenu d'étroits rapports ». Le Quai d'Orsay avait également, dès juillet 1991, exprimé ses craintes de voir l'Allemagne poursuivre une politique hégémonique en Europe centrale. *Libération*, 3/7/91, cité par Peter Viggo Jakobsen, "Myth-making and Germany's Unilateral Recognition of Croatia and Slovenia", *European Security*, Vol. 4, n°3, automne 1995, p. 400.

⁴⁸⁶ Sur la présence des entrepreneurs allemands dans la région à la veille du déclenchement des hostilités, voir Marjan Svetličič, "Les formes supérieures de coopération entre la Yougoslavie et l'Allemagne", *Revue de Politique Internationale*, Belgrade, n°979, 20 janvier 1991, pp. 21-24.

⁴⁸⁷ Sur l'évolution de la position officielle allemande et les négociations avec l'U.E., Sonia Lucarelli, "Germany's Recognition of Slovenia and Croatia : An Institutional Perspective", *The International Spectator*, Vol. XXXII, n°2, avril-juin 1997, pp. 69-74 ; Peter Viggo Jakobsen, *op. cit.*, pp. 403-408.

déterminante dans la prise de décision allemande. Les images de ce conflit à la télévision montrant les atrocités commises par les Serbes n'étaient pas rares et l'ensemble de la presse mettait en avant le droit des peuples à disposer d'eux même, droit dont les allemands venaient de bénéficier et qu'ils se devaient donc de soutenir. Le CDU-FDP au pouvoir était par ailleurs dans une situation délicate (plusieurs défaites électorales avant le déclenchement du conflit). Le gouvernement a donc été d'autant plus sensible à ces pressions populaires. On a souvent mis en avant le rôle d'un lobby yougoslave en Allemagne (500 000 *Gastarbeiter* yougoslaves principalement d'origine croates et slovène) et de l'Église catholique dans cet émoi populaire et dans la décision du gouvernement, mais l'influence de ces groupes de pression, certes réelle, ne semble pas avoir été déterminante⁴⁸⁸. En revanche, les liens culturels, affectifs et historiques entre l'Allemagne et ces peuples et régions (importance du tourisme allemand sur les côtes dalmates, élite germanophone en Croatie et Slovénie, présence des entrepreneurs allemands dans ces régions) ont certainement joué un rôle dans la sensibilité de la population allemande à l'égard du sort de ces peuples. La presse et le gouvernement étaient d'autre part soucieux des risques de voir arriver en Allemagne des flots de réfugiés⁴⁸⁹. Et effectivement l'Allemagne a finalement recueilli plus de 60% des réfugiés de l'ex-Yougoslavie : environ 100 000 Croates (retournés en Croatie après la fin des hostilités), 800 000 personnes originaires de RFY, principalement des Albanais du Kosovo, et plus de 300 000 musulmans de Bosnie-Herzégovine⁴⁹⁰.

Il est cependant communément admis ailleurs en Europe (notamment en France) que la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie a précipité l'éclatement de la fédération et mené droit à un second conflit en Bosnie-Herzégovine. En effet, après la sécession accomplie et reconnue de la Croatie et de la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine n'ont alors eu d'autre choix que de faire elles-mêmes sécession ou de rester dans une « petite Yougoslavie » forcément dominée par la Serbie. Toutefois, si la reconnaissance prématurée de la Croatie et de la Slovénie a certainement précipité l'éclatement de la Yougoslavie, elle a précipité un mouvement qui semblait déjà irrémédiablement engagé. Les relations entre les trois communautés en Bosnie-Herzégovine étaient sur le point de rupture, chaque communauté étant dirigée par un leader nationaliste. La mise en avant de la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement du conflit est surtout bien

⁴⁸⁸ Sur la pression de l'opinion publique, le rôle de ces lobbies et la position des différents partis politiques allemands, Sonia Lucarelli, *op. cit.*, pp. 80-84 ; Peter Viggo Jakobsen, *op. cit.*, pp. 404-407 ; Heinz-Jürgen Axt, "Did Genscher Disunite Yugoslavia ? Myths and Facts about Foreign Policy of United Germany", in Günay Göksoy Özdoğan, Kemal Saybaşı (ed.), *Balkans. A Mirror of the New International Order*, Istanbul, Eren, 1995, pp. 226-229.

⁴⁸⁹ Toutefois, selon Peter Viggo Jakobsen (*op. cit.*, pp. 412) et Heinz-Jürgen Axt (*op. cit.*, p. 226), les arguments humanitaires et la crainte d'un afflux de réfugiés n'auraient en fait joué qu'un rôle mineur dans l'*Alleingang*.

⁴⁹⁰ Hans Stark, "L'Allemagne et les conflits yougoslaves : la maturation de la politique étrangère allemande", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, p. 116. Il semble toutefois fort exagéré d'accuser l'Allemagne (Hans Stark, *op. cit.*, p. 116), qui a accueilli ces réfugiés pour des motifs humanitaires (ou de culpabilité), d'avoir ainsi contribué au nettoyage ethnique en Bosnie.

pratique. Elle permet au reste de l'Europe et aux États-Unis de se dégager de toute responsabilité dans l'irruption de ce conflit et, surtout, elle prévient de nouveaux *Alleingang* dans le futur. En émettant des interrogations et des soupçons sur la véritable politique de l'Allemagne (sous-tendue hégémonique), on incite cette dernière à adopter un profil bas et à n'agir que de concert avec ses partenaires européens⁴⁹¹. De fait, après sa malheureuse décision du 23 décembre, l'Allemagne, confrontée à une immédiate résurgence de soupçons à son égard et isolée vis-à-vis de ses partenaires de l'U.E. et de l'OTAN, s'est détachée des affaires balkaniques et bien gardée de toute nouvelle initiative unilatérale⁴⁹².

L'Allemagne est un pays introverti⁴⁹³. Le souvenir des atrocités commises par le régime nazi pèse lourd dans sa retenue et notamment dans son refus de participer à des opérations militaires extérieures. Le débat est d'ailleurs relancé⁴⁹⁴ et les Européens pressent l'Allemagne en ce sens. Elle a fini par accepter le principe (après que la commode excuse juridique soit tombée avec la décision de la cour constitutionnelle de juillet 1994) et a participé à l'opération « Deny Flight » et ensuite à l'IFOR et à la SFOR⁴⁹⁵. Les réticences allemandes sont cependant en partie justifiées. Sa participation à une opération militaire dans la région risque en effet de réveiller les pulsions germanophobes d'un peuple serbe qui non seulement a beaucoup souffert de l'occupation allemande durant la guerre mais n'a pas historiquement « digéré » ce conflit (ni analyse historique critique ni grands procès des responsables oustachis n'ont eu lieu). L'Allemagne est constamment poursuivie par son passé (tendance qu'elle partage d'ailleurs, dans la région balkanique, avec la Turquie). Elle ne peut ignorer les préjugés à son égard et doit agir avec la prudence conséquente.

Quant à la solidarité européenne, elle a effectivement été ébranlée par la décision allemande. La construction européenne n'en a pas moins toujours la priorité en Allemagne. Le gouvernement allemand avait d'ailleurs attendu que Maastricht soit bouclé pour prendre sa décision⁴⁹⁶, et si celle-ci recouvre de fait une divergence d'opinion, elle ne remet pas en cause un processus qui repose sur un large consensus dans le pays. L'Allemagne a-t-elle en revanche voulu jouer un rôle de leadership en Europe en poussant ses partenaires à reconnaître la Croatie et la Slovénie ? Ce n'est pas exclu mais, dans ce cas, ce ne fut qu'un demi-succès puisque, accusée de toute part, elle a ensuite laissé l'initiative à la France et à l'Angleterre. Enfin, la solidarité avec les peuples opprimés

⁴⁹¹ C'est ce que Peter Viggo Jakobsen (*op. cit.*, p. 411) appelle un *symbolic balancing*.

⁴⁹² Sur ce revirement, Hans Stark, *op. cit.*, pp. 110-111.

⁴⁹³ Paul Létourneau, "La politique extérieure allemande et le conflit de l'ex-Yougoslavie", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°19, automne 1995, pp. 84-85.

⁴⁹⁴ Sur les positions des différents partis et de l'opinion publique allemande sur ces interventions *out of area*, voir Heinz-Jürgen Axt, *op. cit.*, pp. 235-239 ; Paul Létourneau, *op. cit.*, pp. 85-87.

⁴⁹⁵ 3000 soldats de la *Bundeswehr* ont participé à la SFOR. Hans Stark, *op. cit.*, pp. 112-115

⁴⁹⁶ Peter Viggo Jakobsen, *op. cit.*, pp. 407-408.

par les Serbes a trouvé ses limites avec les tentatives, parfois brutales, de certains *Länder* (notamment ceux de Bavière et de Berlin) de rapatrier les réfugiés (Albanais de RFY comme musulmans de Bosnie-Herzégovine). Il faut également exclure tout projet pangermaniste dans les Balkans. Le pangermanisme reposait sur la présence hors des frontières allemandes de colonies ou zones de peuplement allemand. Or, il n'y a jamais eu beaucoup d'Allemands dans les Balkans et il n'y en a presque plus. L'importante communauté allemande de Roumanie a connu ces dernières années une véritable hémorragie et elle ne représentait plus, au début de l'année 1993, que 40 à 50 000 personnes⁴⁹⁷.

La pénétration économique allemande dans la région semble, en revanche, inéluctable. Les Balkans ne constituent pas la priorité des entrepreneurs allemands ni même de l'État qui consacre la quasi totalité de ses aides publiques à la Russie et à l'Europe centrale⁴⁹⁸. Mais cette pénétration économique allemande, aussi sélective soit elle et aussi faible soit elle, n'en marque pas moins une présence notable dans la région balkanique. Avec 17% des importations et des exportations de la Roumanie en 1995, l'Allemagne est son premier partenaire commercial ; avec la Macédoine, elle occupe la première place pour les importations (15% du total en 1996) et la 3^{ème} place pour ses exportations (13% du total) ; et elle fournit 11% des importations de la Bulgarie en 1996 (2^{ème} place après la Russie) et capte 9% de ses exportations⁴⁹⁹. Aujourd'hui la « zone Mark » (zone où le mark est, de façon très informelle, utilisé comme monnaie d'échange et de référence) s'étend jusqu'en Macédoine via la Slovénie et Croatie. Cette situation a déjà conduit certains auteurs à évoquer un « pangermanisme pacifique »⁵⁰⁰.

Enfin, du point de vue des réseaux de transport, l'Allemagne est, avec l'Autriche, la mieux reliée à l'Europe centrale et orientale. Le grand corridor balkanique nord-sud Salsbourg-Ljubjiana-Zagreb-Belgrade-Niš-Skopje-Thessalonique (Morava-Vardar) la relie à l'ensemble des Balkans. La voie danubienne pourrait par ailleurs devenir un nouvel instrument de l'expansion économique allemande dans le sud-est européen. Alors que la France se retrouve coupée de l'Europe fluviale, l'Allemagne a, elle, depuis longtemps accordé une grande place à la voie fluviale dans sa politique des transports. Le canal Main-Rhin, qui relie le Danube au Rhin, s'inscrit dans une politique de maillage du territoire allemand par la voie d'eau à grand gabarit. L'Allemagne, qui a payé au prix

⁴⁹⁷ Anita Zumpe, "La minorité allemande en Roumanie. Historique et situation socio-économique", *Allemagne d'Aujourd'hui*, n°129, juillet-septembre 1994, pp. 47-61.

⁴⁹⁸ Quelques chiffres sur ces investissements et sur les aides publiques allouées (et notamment le programme TRANSFORM) dans Laurent Carroué, "L'Allemagne unifiée dans l'économie de l'Europe centrale : une hégémonie renouvelée", *Hérodote*, n°68, 1^{er} trimestre 1993 ; et Sylvie Lemasson, "L'Allemagne, l'Europe et la question de la Mitteleuropa", in François Bafoil (dir.), *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 84-85.

⁴⁹⁹ Source : *E.I.U., Country Report*, par pays, 1996 et 1997.

fort ce canal, en a de plus verrouillé l'accès. Dans la mesure où c'est son engagement exclusif qui en a permis la construction et puisque le canal est entièrement sur territoire allemand, il est national et les autorités allemandes se réservent la discrétion d'en négocier l'accès par des accords bilatéraux. L'Allemagne contrôle ainsi une partie du trafic avec les pays d'Europe centrale et orientale⁵⁰¹.

1.3.3. Quelle politique européenne commune dans les Balkans ?

Les intérêts des pays européens divergent très sensiblement dans cette région et le conflit yougoslave a montré les limites de la PESC (politique européenne de sécurité commune). Aucune conception ou perception commune sur lesquelles aurait pu reposer l'ébauche d'une PESC n'a caractérisé la gestion « européenne » de ce conflit. La seule européanité dans ces approches des Balkans est que personne ne veut « y aller seul » et, tout en poursuivant parfois ses propres objectifs, chaque pays cherche à y associer les autres. D'où le concept de nation-pilote mis en avant lors de la crise albanaise en 1997 et au profit de l'Italie (avec l'appui de la France). Les Européens ont bien tenté de faire front commun coûte que coûte (reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie à la suite de l'Allemagne) mais ces décisions communes de façade n'ont trompé personne. C'est principalement le tandem France-Allemagne et la solidarité européenne de la Grèce (ou de l'Europe vis-à-vis de la Grèce, selon Athènes) qui n'ont pas été opérants dans le cas yougoslave et balkanique de façon générale.

Les points d'appui traditionnels de la France sont la Roumanie et la Serbie, et plus récemment la Grèce. La France avait effet mené sous la présidence de V. Giscard d'Estaing une politique pro-grecque qui avait conduit à l'adhésion de la Grèce à la CEE en 1980. La R.F.A. n'avait pas, à l'époque, manifesté un grand enthousiasme pour cette adhésion. Plus récemment, Paris s'est alignée sur les positions grecques concernant la Macédoine et a été un des derniers pays de l'U.E. à reconnaître l'indépendance de cette république. L'Allemagne avait, elle, depuis longtemps franchi le pas. La France donne aujourd'hui la priorité à ses relations avec la Roumanie dont la latinité et la francophilie en avait déjà fait dans le passé une alliée de Paris. Mais c'est la gestion du conflit yougoslave qui a exprimé le plus clairement ces divergences d'approches. Alors que le gouvernement allemand – et la presse – dénonçaient le génocide perpétré contre les musulmans par les Serbes, la France, elle, avait du mal à se départir de son amitié traditionnelle

⁵⁰⁰ Jacques Le Rider, *La Mitteleuropa*, Paris, PUF, Que sais-je (2846), 1994, p. 28.

⁵⁰¹ Laurent Carroué, Dorothée Kholer, "L'Allemagne au cœur de la nouvelle Europe fluviale : la liaison Rhin-Main-Danube", *L'Information Géographique*, 57(1), 1993, p. 6. La compagnie RMD (Rhin Main Danube) appartient pour 64% à l'État fédéral, 33% à la Bavière et 3% à la ville de Nuremberg. Les crédits accordés à cette société pour la construction du canal sont sans intérêt et remboursables en 2050, donc assimilables à des subventions. La construction du canal aura coûté 4,7 milliards de DM (environ 16 milliards de francs). *Le Monde*, 25/9/92.

avec Belgrade. Elle a certes contribué à la FORPRONU et la SFOR mais, de concert avec les Anglais, elle a été réticente à accepter les frappes aériennes et a refusé de participer au réarmement de la fédération croato-bosniaque. Quelques « affaires » (complaisance à l'égard des criminels de guerre, refus des militaires français de venir témoigner au Tribunal International sur l'ex-Yougoslavie et, plus récemment, divulgation aux Serbes par un officier français des plans de bombardements de l'OTAN dans la cadre de la crise du Kosovo⁵⁰²) ont affermi son image pro-serbe. L'Allemagne a, elle, très clairement adopté une approche pro-croate et son sentiment, contrairement à celui des Français, va aux Croates et aux Slovènes. Enfin, peut-être grâce à leur meilleure connaissance de la région ou par perception d'un danger pour leur sécurité (proximité géographique), les Allemands ont plus rapidement perçu le nationalisme (forcément menaçant pour la stabilité de la région) de S. Milošević.

En France, on s'interroge sur la convergence des intérêts allemands et américains en Yougoslavie (contenir la puissance serbe) et la mise en cause d'une seule des parties au conflit. De nombreux hommes politiques ont également multiplié les critiques à l'égard de l'Allemagne, prompte à dénoncer les massacres, moins à intervenir (refus de s'engager dans des missions militaires extérieures). Enfin, la nécessité de contenir la puissance germanique n'a peut-être pas disparue, et en ce cas il importe de maintenir une puissance serbe au cœur de la péninsule balkanique. Cette interprétation a notamment été répandue au moment de la reconnaissance « suspecte » de la Croatie et de la Slovénie. Contrairement à l'Allemagne, la France perçoit plutôt la Serbie comme un grand poids stabilisateur au milieu de la péninsule. Elle avait soutenu la création d'un grand État autour de la Serbie en 1919-20 et la Serbie était l'élément central de l'alliance défensive créée durant l'entre-deux guerre par Louis Barthou (la Petite-Entente). Cette amitié traditionnelle – mais peut-être pas tant historique puisqu'elle ne date réellement que de la fin du XIXe siècle voire du début du XXe – a perduré mais été sérieusement ébranlée par le conflit.

La reconnaissance d'un État comme la Croatie où les droits des minorités (notamment serbe) n'étaient pas respectés est par ailleurs discutable. La commission Badinder avait d'ailleurs émis des réserves. Mais on sait ce qu'il est advenu des recommandations de la commissions Badinder, aussi bien pour la Croatie (et la faute incombe clairement à l'Allemagne) que pour la République de Macédoine dont la reconnaissance avait été recommandée (et, là, la responsabilité est clairement grecque). C'est la crédibilité de l'U.E. en tant qu'organisation prônant le respect des règles démocratiques et l'impartialité dans ses jugements politiques qui, ici, a été mise en cause.

⁵⁰² *Le Monde*, 14-15/12/97, 16/12/97,

La Grèce a mené une politique de cavalier seul durant le conflit bosniaque. Par son alliance ouverte avec la Serbie et son blocage de la reconnaissance de la République de Macédoine, elle s'était mise en porte-à-faux avec l'ensemble des pays européens et a fini par se retrouver complètement isolée. Elle s'est ensuite opposée à l'Italie, cette fois-ci sur le dossier albanais.

L'Italie est un acteur européen intéressé au premier plan par les affaires balkaniques et notamment celles de ses voisins, la Croatie et l'Albanie (qui lui font vis-à-vis sur l'Adriatique) et la Slovénie avec laquelle elle partage une frontière. Elle représente également une terre européenne d'attraction pour les Albanais comme en témoigne la crise des réfugiés/immigrés de 1991. L'Italie n'a depuis alors eu de cesse d'assister ce pays dans sa stabilisation économique et politique. L'opération « Pelican » en 1991-92 lui aurait coûté plus de 200 milliards de lires⁵⁰³. A l'époque le gouvernement Nano avait également fait appel à Rome pour la modernisation de son armée. La période de Sali Berisha (mars 1992-juin 1997) fut moins prospère. Soupçonnées d'irrédentisme, c'est surtout l'assistance économique et non politique de l'Italie qui a été sollicitée⁵⁰⁴. Les Albanais ont refusé les offres de coopération militaire de Rome se sont cantonnés à une coopération économique, d'ailleurs assez fructueuse. En 1994, l'Italie représentait 52,1% des exportations albanaises et 35% de ses importations. Les émeutes de 1997 ont ensuite vu une active participation de l'Italie, dans le cadre de la mission « Alba », à la stabilisation du pays. L'influence de l'Italie en Albanie est dorénavant fermement assise.

La gestion de cette crise a donné lieu à de nouvelles dissensions au sein de l'U.E., principalement entre la Grèce et l'Italie. De nouveau, aussi bien l'interprétation de la crise et des remèdes à y apporter divergeaient que les représentations géopolitiques et intérêts des uns et des autres. Les deux pays ont fermement bataillé pour la direction des opérations sur le terrain et les soupçons et accusations réciproques (renouveau de l'impérialisme italien, tentative d'annexion de l'Épire ou de création d'une zone d'influence, etc.) ont éclaté au grand jour⁵⁰⁵.

Plus au nord, les relations avec la Slovénie ont un temps été entachées par la résurgence du contentieux sur l'Istrie (théoriquement réglé en 1975 avec le traité d'Osimo). La Yougoslavie ne s'était cependant acquittée que d'une partie des dédommagements prévus pour les biens des Italiens expulsés à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le principe de l'unité de la communauté italienne

⁵⁰³ Sur l'opération « Pelican » voir, Louis Zanga, "Renewed Italian Interest in Albania", *RFE/RL*, Vol. 1, n°19, 8 mai 1992, pp. 22-25 ; Derek Hall, *Albania and the Albanians*, Pinter, St Martin's Press, 1994, p. 145 et suivantes.

⁵⁰⁴ Roberto Morozzo della Rocca, "Albania. Rapporti diversificati sulla scena internazionale", *Politico Internazionale*, n°3, juillet-septembre 1994, pp. 146-148.

⁵⁰⁵ Sur cette confrontation, voir l'excellent article de Franck Debie, "La Grèce, l'Italie et l'Europe face au problème albanais. Gestion de crise et représentations géopolitiques", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, pp. 96-108.

restée en Istrie avait d'autre part été établi en 1975. Or, celle-ci est aujourd'hui divisée entre Croatie et Slovénie. Les milieux nationalistes en Italie ont bien vite soulevé la question de la révision du traité et le gouvernement Berlusconi (1994) a exercé un chantage au rapprochement à l'U.E. Un compromis a finalement été trouvé en 1996 et l'Italie a levé son veto à la signature de l'accord d'association avec la Slovénie (signé en juin 1996). L'Italie a par ailleurs d'excellentes relations avec la Roumanie. Elle est le premier partenaire économique de ce pays et les investissements italiens s'y monteraient à 300 millions de dollars. Cette coopération dépasse largement le domaine des échanges. Les deux pays ont signé en avril 1997 un partenariat stratégique qui s'illustre, entre autres, par un projet d'oléoduc de Constanța à Trieste. Financé par la compagnie italienne ENI, cet oléoduc prévoit d'acheminer vers les marchés des Balkans et de l'Europe de l'ouest les matières énergétiques de la Russie et du Kazakhstan et/ou de la Caspienne. Enfin, Trieste est le véritable débouché de l'Europe centrale et le corridor Trieste-Ljubljana-Budapest-Lvov-Kiev est en cours d'aménagement avec une aide de l'U.E. L'Italie s'est par ailleurs associée au projet de création d'une force de paix dans les Balkans.

L'Italie cherche-t-elle, comme certains l'affirment, à contrebalancer l'influence allemande dans la région ?⁵⁰⁶ Son soutien actif à la Pentagonale puis l'Initiative centre-européenne, dont l'ancien ministre des Affaires Étrangères Di Michelis fut le promoteur, avait déjà été interprété en ce sens. De fait, il y a bien lutte d'influence, au moins en termes de présence commerciale et dans certaines régions. Ainsi, l'Italie et l'Allemagne soutiennent chacune deux projets différents de construction d'autoroute dans les régions slovène et croate : un axe est-ouest Trieste-Ljubljana-Maribor Budapest pour l'Italie (qui conforterait sa pénétration économique en Europe centrale), et un axe nord-sud Graz-Maribor-Zagreb pour l'Allemagne⁵⁰⁷. Mais rien ne permet pour l'instant de véritablement étayer la thèse d'une grande lutte d'influence. Les aires de prospection économique allemande et italienne ne se recoupent que dans la zone Croatie-Slovénie et leurs objectifs (désamorcer les tensions au Kosovo, stabiliser l'Albanie et la Macédoine et maintenir ces verrous face à la politique déstabilisante de la Serbie) concordent, comme ils concordent avec ceux des États-Unis. C'est plutôt avec la Grèce qu'une lutte d'influence, notamment en Albanie, est perceptible.

⁵⁰⁶ Heinz-Jürgen Axt, *op. cit.*, p. 241. Stephen Larrabee, *East European Security After the Cold War*, Santa Monica (États-Unis), RAND, 1993, p. 107.

⁵⁰⁷ Antonio Sema, "Il triangolo strategico Trieste-Fiume-Capodistria", *Limes*, n°1-2, 1993, p. 186.

CONCLUSION : VERS QUELLE REORGANISATION DES SPHERES D'INFLUENCE ?

Sur les sphères d'influence traditionnelles et le retour du passé

Contrairement aux analyses répandues en 1991/92, il n'y a pas eu de retour de la lutte traditionnelle entre les trois puissances bordant les Balkans – la Turquie, l'Allemagne et la Russie. Le rôle décisif dans la résolution du grand conflit de la région (Bosnie-Herzégovine) fut joué par les États-Unis, nouvel acteur dans la région. Ils ne sont toutefois intervenus que contraints et forcés et en y déployant un minimum de forces. La priorité des États-Unis dans la région est d'éviter le déclenchement d'un conflit généralisé qui impliquerait leurs alliés turc et grec. D'où une coopération militaire avec l'Albanie et la Macédoine qui vise à isoler les foyers de conflits réels ou potentiels et leur permet de boucler la région par une transversale Albanie-Macédoine-Turquie. Le contrôle de l'Adriatique est assuré par sa coopération militaire avec la Croatie et l'Albanie. A l'est, la très active présence navale américaine en mer Noire complète ce dispositif et l'étend jusqu'à la région hautement stratégique (puisque pétrolière) du Caucase. Ces partenariats stratégiques avec les pays de la région n'en représentent pas moins une réelle présence militaire, et à moindre frais politiques puisque aucun engagement n'est pris vis-à-vis de ces pays (Balkans exclus de l'élargissement de l'OTAN). Enfin, et toujours dans l'optique de préserver ou de renforcer la stabilité de la région (et de se prémunir d'un retour des régimes communistes), les États-Unis ont créé ou étendu à la zone balkanique plusieurs programmes de coopération économique et politico-culturel axés sur une dynamisation des relations économiques et un affermissement de l'assise démocratique des pays de la région.

Il semble par ailleurs déplacé de parler d'une lutte d'influence entre la Turquie et l'Allemagne dans la région. Les Balkans ne sont que secondaires dans la politique extérieure de l'Allemagne qui concentre ses énergies sur l'Europe centrale. Aux marges des Balkans, elle a développé de plus étroites relations avec la Croatie et la Slovénie où elle était déjà commercialement présente avant 1991 et qui lui offrent un débouché sur l'Adriatique en appui de celui de Trieste. La Turquie a, elle, développé des relations privilégiées avec l'Albanie, la Bulgarie et la Macédoine. On retrouve dans cette coupure entre un pôle nord-ouest et un pôle sud-est, la frontière entre l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman. Les préoccupations des deux gouvernements dans cette zone ne semblent pas être fondamentalement divergentes : sort des musulmans de Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine, lutte contre le nationalisme serbe, etc. Du point de vue économique, la Turquie ne considère pas non plus les Balkans comme une chasse gardée, politique qu'elle n'aurait de toute façon pas les moyens de poursuivre. Le déploiement de

l'influence allemande vers le sud ne semble en fait pas forcément butter contre celui de la Turquie vers l'ouest. L'Allemagne et la Turquie traînent d'ailleurs toutes deux un lourd passé qui les incline à la modération dans leurs initiatives politiques et militaires.

Quant à la Russie, elle ne dispose plus de sa force d'autrefois, ni de son aura. Ses interventions dans les conflits yougoslaves n'ont eu que peu d'impact et la Bulgarie, son traditionnel allié dans la région, s'en est détournée. Seuls les pays en opposition avec la politique américaine dans la région (Serbie, Grèce) ont amorcé une collaboration avec elle, et c'est uniquement en jouant de cette opposition que la Russie a pu mettre au point quelques partenariats politiques dans la région. La lutte d'influence entre la Turquie et la Russie est, elle, bien réelle mais son théâtre d'expression principal n'est pas les Balkans. En revanche, si une inimitié existe bien dans la région, c'est celle de la Turquie et de la Grèce, inimitié sur laquelle a pu se greffer la Russie pour amorcer un partenariat antiturque avec la Grèce. Les seuls intervalles où peut se glisser l'influence de la Russie sont donc ceux du contrepois face à la politique d'un tiers (Turquie et/ou États-Unis). Ni son économie, ni son influence politique *stricto sensu*, ni même aujourd'hui sa puissance militaire (affaiblie et redéployée vers l'étranger proche) ne sont des facteurs décisifs.

Les parallèles avec la situation des années 20 ou 30 ne sont ainsi pas opérationnels. De nouveaux acteurs sont apparus, les priorités et formes des politiques des acteurs traditionnels ont changé et leur influence peut s'être affaiblie ou butter sur des ressentiments historiques. Les pays balkaniques restent dans l'ensemble méfiants à l'égard des trois puissances (Allemagne, Empire ottoman/Turquie, URSS/Russie) et qui ont chacune, à des époques différentes et pour une plus ou moins longue période, dominé une partie de la région.

Ce n'est donc pas avec l'Europe ou l'Allemagne que la Turquie doit composer dans la région, encore moins avec les États-Unis avec lesquels elle coopère, mais avec la Grèce, voire avec la Russie à laquelle elle fait également face sur d'autres fronts (mer Noire, Caucase, Asie centrale).

La relation Europe/Allemagne/États-Unis

En 1991, le Président Bush avait mis en avant l'idée d'un « partenariat dans le leadership » avec l'Allemagne⁵⁰⁸. Cette idée n'a pas été reprise par l'administration Clinton mais les motifs qui sous-tendaient cette proposition subsistent. Les États-Unis et l'Allemagne sont les deux nouvelles grandes puissances occidentales et la responsabilité de la conduite des affaires de ce monde pourrait être partagée. L'Allemagne n'était bien sûr aucunement prête à jouer ce rôle, ni la Grande-Bretagne, attachée à son *special relationship*, et la France prêtes à la laisser jouer ce rôle.

Dans le cas des Balkans, la perception allemande des conflits yougoslaves recoupe celle des Américains (et non pas des Européens) et les points d'appuis des États-Unis (Croatie, Albanie, Bosnie-Herzégovine) recouvrent en grande partie les alliances historiques de l'Allemagne. Washington a repris la traditionnelle politique germano-autrichienne en Europe du sud-est (contenir la puissance serbe) et avait d'ailleurs rapidement admis le bien fondée de la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie. Même si l'Allemagne a adopté un profil bas dans la gestion des affaires yougoslaves après son *Alleingang*, elle est portée à soutenir la politique américaine. Elle a d'ailleurs été le seul pays d'Europe à participer au « Train and Equip Program » (uniquement pour des missions non-combatives : déminage, formation médicale, etc.). Mais si les États-Unis ont repris la traditionnelle politique germano-autrichienne dans la région, c'est dans des formes et pour des motifs différents. C'est le régime de Milošević, jugé déstabilisant pour la région, plus que la Serbie en elle-même, qui est la cible des manœuvres américaines, et c'est la stabilité régionale qui en est le motif plus qu'un désir d'étendre son influence dans la région. Enfin, si la politique américaine joue en quelque sorte le jeu traditionnel des puissances germaniques, elle n'en a pas eu les implications quant à ses rapports avec la puissance turque qui, au contraire, a soutenu et collaboré avec cette politique américaine. En revanche, elle a donné lieu à des oppositions, elles traditionnelles, avec la France et la Russie. Les Serbes ne se privent d'ailleurs pas de dénoncer le nouveau complot germano-américain.

Les États-Unis, tiraillés entre leurs relents isolationnistes et les responsabilités qui leur incombent – ou dont ils se prévalent – en tant que seule superpuissance mondiale, se prononcent aujourd'hui pour la construction d'une Europe politiquement forte et unie⁵⁰⁹. Ils aimeraient bien déléguer à l'Europe une partie de leurs responsabilités dans la gestion des crises locales. Leur approche sélective n'est cependant pas du goût des Européens. Les États-Unis ont ainsi construit une sorte de cordon sanitaire autour de l'Allemagne (élargissement de l'OTAN à la Pologne, la Hongrie et la République tchèque) mais ils espèrent se retirer rapidement du théâtre yougoslave, et attendent des Européens qu'ils prennent des engagements vis-à-vis des autres pays⁵¹⁰. Ils cherchent d'autre part à ériger l'OTAN en nouvel outil de gestion des crises régionales et s'opposent à la « mainmise de l'ONU sur cet organisme ». En d'autres termes, ils escomptent se passer de mandat de l'ONU. Cette « dérive » inquiète vivement la Russie. L'OTAN (et non plus l'ONU) devenue le

⁵⁰⁸ Ronald Asmus, "Germany and America: Partners in Leadership?", *Survival*, novembre-décembre 1991, pp. 546-566.

⁵⁰⁹ Voir les discours prononcés par le Président Bill Clinton à l'occasion de son voyage en Europe début juin 1994. Sur la « nouvelle doctrine Clinton » voir, par exemple, *Le Monde*, 7/5/94.

⁵¹⁰ Ainsi, Madeleine Albright a déclaré : « Il reviendra aux Européens de l'Ouest de combler le vide de sécurité que peuvent éprouver les pays baltes [non acceptés dans la première vague de l'élargissement de l'OTAN] en les intégrant à l'Union européenne ». *Le Monde*, 16-17/2/97.

gendarme du monde, elle se trouve en effet dépourvue de tout moyens de pressions et d'intervention. Cette évolution suscite également l'opposition de la France qui estime que « l'OTAN n'a pas à faire le droit international »⁵¹¹.

⁵¹¹ *Le Monde*, 9/12/98.

Les relations bilatérales de la Turquie avec les pays des Balkans depuis 1990

2.1. L'ALBANIE : UN PARTENAIRE PRIVILEGIE

Les relations entre la Turquie et l'Albanie sont traditionnellement bonnes. Le peuple albanais fut le dernier des Balkans à se soulever contre la domination ottomane et, contrairement aux autres peuples balkaniques, l'identité albanaise n'est pas entachée d'antiturquisme et, en tout état de cause, ne l'est pas d'une quelconque psychose face à un danger islamique puisque 70% de la population albanaise est de confession musulmane (aux côtés de 20% d'orthodoxes et de 10% de catholiques)⁵¹². Après 1991, outre une communauté de religion, les Albanais ont partagé avec les Turcs un antagonisme avec la Grèce. L'émergence de l'Albanie en tant que « pays musulman d'Europe », sa position stratégique sur l'échiquier régional, mais aussi les efforts de Tirana pour développer des contacts aussi bien avec le monde islamique qu'avec les pays occidentaux, ne pouvaient qu'inciter Ankara à renforcer ses liens avec ce pays. Engagée dans une difficile restructuration économique, menacée par une extension du conflit yougoslave au Kosovo et par le conflit latent qui l'opposait à la Grèce au sujet de l'Épire, l'Albanie a chaleureusement accueilli l'appui politique et militaire que lui proposait Ankara. Une étroite alliance politique, concrétisée par l'accord d'assistance militaire de l'été 1992, a émergé de cette convergence d'intérêts.

⁵¹² Il ne s'agit forcément que d'une estimation puisque les dernières statistiques officielles sur la répartition confessionnelle de la population datent de la Seconde Guerre mondiale.

Ce rapprochement avec la Turquie a été salué par l'ensemble de la classe politique albanaise à l'exception notable du Parti socialiste ex-communiste⁵¹³ sous la direction duquel pourtant les premiers contacts avaient eu lieu. Le Président (communiste) Ramiz Alia s'était en effet rendu en visite en Turquie en octobre 1991. A l'époque, l'Albanie cherchait à briser son isolement politique. Elle avait d'ailleurs accueilli la deuxième conférence balkanique (réunion des ministres des Affaires Étrangères) à Tirana en octobre 1990. L'arrivée au pouvoir du Parti démocratique en mars 1992 n'a fait qu'accélérer un processus déjà bien engagé notamment dans le domaine militaire (premier accord en novembre 1991). L'accord d'amitié et de coopération a été signé en juin 1992 lors du voyage à Tirana de Süleyman Demirel, alors Premier ministre. Les visites bilatérales se sont ensuite multipliées et l'Albanie a toujours fait l'objet des déclarations les plus chaleureuses des dirigeants turcs – et inversement. Süleyman Demirel n'a-t-il pas appelé l'Albanie sa « deuxième patrie » lors de son voyage en Albanie en juillet 1995⁵¹⁴, et le Président Berisha évoqué, lors de la visite du ministre de la Défense turc en novembre 1992, les « liens de sang » entre les deux peuples⁵¹⁵ ?

Un partenariat avant tout militaire

C'est dans le domaine militaire que la coopération turco-albanaise s'est le plus rapidement et le plus intensément développée. L'Albanie a engagé en 1991 un vaste programme de réformes militaires (baisse des effectifs de 70 000 à 40 000 hommes, réorganisation des unités, etc.)⁵¹⁶. Ce sont les États-Unis et la Turquie, et dans une moindre mesure l'Italie et l'Allemagne, qui ont fourni une assistance militaire à ce pays. En 1995, 450 militaires albanais étaient en formation dans les académies militaires de ces quatre pays⁵¹⁷. La Turquie fut le premier pays à nommer un attaché militaire à Tirana en 1991 et sur les 450 officiers en formation à l'étranger en 1995, 200 l'étaient en Turquie⁵¹⁸. Un premier accord sur la formation du personnel militaire albanais à l'académie militaire d'Ankara a été mis au point en novembre 1991 lors de la visite en Albanie du chef d'état-major turc, Doğan Güreş et, en juillet 1992, un nouvel accord de coopération militaire, portant cette fois-ci sur la formation mais aussi sur la production d'équipements et des technologies militaires, a

⁵¹³ Voir Louis Zanga, "Turkey and Albania Forge Closer Ties", *RFE/RL*, Vol. 2, n°11, 12 mars 1993, p. 32.

⁵¹⁴ *E.I.U., Country Report*, "Albania", n°4, 1995, p. 39.

⁵¹⁵ *Rilindja Demokratike*, 21/11/92, cité par Louis Zanga, *op. cit.*, p. 30.

⁵¹⁶ Sur cette réforme militaire, voir Marianne Sullivan, "Seeking the Security of Military Might", *Transition*, Vol. 1, 25 août 95, pp. 8-10 et *E.I.U. Country Profile*, "Albania", 1993/94. Sur la nouvelle doctrine militaire, voir Adem Çopani, "Les nouvelles dimensions du dispositif de sécurité albanais", *Revue de l'OTAN*, mars 1996, pp. 24-28.

⁵¹⁷ Marianne Sullivan, *op. cit.*, p. 9.

⁵¹⁸ Miranda Vickers, James Pettifer, *Albania. From Anarchy to a Balkan Identity*, New York, New York University Press, 1997, p. 217. Les 200 premiers cadets albanais formés en Turquie sont retournés en Albanie en février 1993.

été signé par les deux ministres de la Défense⁵¹⁹. La signature de cet accord a été suivie et couronnée par la visite du contre-torpilleur turc Fevzi Çakmak au port albanais de Durrës le mois suivant, événement qui a fait sensation (présence militaire turque affirmée dans la région pour la première fois depuis l'effondrement de l'Empire ottoman). Au total, depuis le premier accord signé en novembre 1991 jusqu'à la mi-1998, plus de 600 officiers et sous-officiers albanais auraient été formés dans les académies militaires turques⁵²⁰. Deux nouveaux accords de coopération militaire ont été signés en 1995 : le Document sur les mesures de confiance et de sécurité ou Déclaration de Tirana, signé en février 1995, portant notamment sur l'échange d'unités militaires ; et un accord de coopération scientifique, technologique et sur la formation (avril 1995). Le même mois, des manœuvres conjointes étaient organisées. Quelques mois plus tard (en novembre), de nouvelles manœuvres turco-albanaises (« Marex 95-2 ») regroupaient un destroyer turc et six vaisseaux albanais au large des côtes albanaises⁵²¹. Les manœuvres « Marex » ont de nouveau été organisées en août 1996. A cette occasion, l'armée turque a fait don de matériels à la marine albanaise⁵²².

Enfin, et non des moindres, l'accord militaire de juillet 1992 est également un accord d'assistance militaire. Il comprend des clauses garantissant l'intervention de la Turquie en cas d'agression de l'Albanie⁵²³. Dans les faits, il est bien sûr douteux que la Turquie intervienne unilatéralement, même à la demande d'un gouvernement de la région, et cet accord n'avait d'autre but que de prévenir une extension du conflit bosniaque (ou d'un éventuel conflit au Kosovo) vers le sud. Cette politique préventive a ensuite été appuyée par une active présence de l'OTAN et des États-Unis en Albanie et en Macédoine afin de boucler le flanc sud du théâtre conflictuel.

De 1992 à 1996, l'Albanie semblait incarner le pilier de la diplomatie turque dans les Balkans. De très nombreux officiers albanais étaient entraînés en Turquie, les bâtiments de la marine turque mouillaient régulièrement dans les ports albanais, les visites de délégations militaires étaient fréquentes et la Turquie avait pris en charge la formation de la police albanaise. Ankara avait aussi parrainé l'entrée de l'Albanie dans la Communauté Economique de la Mer Noire, zone pourtant *a priori* plutôt éloignée de l'Albanie, du point de vue de ses lignes de communications comme de ses intérêts politiques (encore il est vrai que le projet de construction d'un corridor est-ouest devrait l'en rapprocher). Mais si la ZCEMN impulse dans la zone, comme l'espère la

⁵¹⁹ Les détails et diverses modalités d'application de cet accord ont été discutés lors des visites respectives de délégations militaires turques (novembre 1992 et février 1993) et albanaise (janvier 1993).

⁵²⁰ Anadolu Ajansi, 14/7/98.

⁵²¹ *Turkish Daily News*, 8/11/95 ; OMRI Daily Digest, 8/11/95.

⁵²² ATA, 28/8/96.

⁵²³ D. Rosseti di Valdalbero et M. Thérasse, "Aspects géopolitiques de la question albanaise", *Il Politico* (Pavie), LX(4), 1995, p. 706. Il ne nous a pas été possible de consulter le texte de cet accord, classé secret défense et donc non publié au Journal officiel.

Turquie, une dynamique économique puis politique, l'Albanie a tout intérêt à rejoindre cette Communauté et la Turquie à y placer ses alliés. La Turquie a également incité l'Albanie à se rapprocher de son autre partenaire politique dans la région, la Macédoine. Le Président Özal avait plaidé pour une reconnaissance de cette république lors de son voyage en Albanie en février 1993. Ce qui fut fait deux mois plus tard. C'est également vers Ankara que se sont tournés les représentants des Nations unies et de l'U.E., Cyrus Vance et Lord Owen, pour persuader les autorités albanaises de faire pression sur les Kosovars afin qu'ils acceptent de participer aux élections de la RFY en décembre 1992⁵²⁴. En bref, L'influence politique de la Turquie sur ce pays semblait grande et s'accordait avec la volonté du Parti démocratique de Sali Berisha de se rapprocher de l'OTAN.

Les Turcs d'origine albanaise, généralement estimés à trois millions de personnes, ne semblent pas avoir joué un grand rôle dans l'émergence de ce partenariat politico-stratégique. La présence de cette communauté en Turquie crée certes des liens plus affectifs entre les deux peuples (ou illustre des liens plus anciens) mais ces Albanais arrivés en Anatolie à la fin du XIXe ou au début du XXe siècle sont depuis longtemps intégrés et semblent avoir gardé peu de relations (familiales ou affectives) avec leur pays d'origine. Quant aux Albanais plus récemment venus en Turquie, notamment après l'accord signé entre Ankara et Belgrade en 1953, ils sont originaires de l'ex-Yougoslavie (Kosovo ou Macédoine) et s'ils sont mobilisés, c'est sur la question du Kosovo⁵²⁵.

Durant la période cruciale de 1991-92, la Turquie a apporté une aide humanitaire à l'Albanie (blé, couvertures, vêtements, médicaments, etc.) pour un montant total de 24,2 millions de dollars⁵²⁶. L'Eximbank a ouvert une ligne de crédit de quinze millions de dollars dès la fin de l'année 1991 et un programme d'aide économique sur quinze ans a été signé lors de la visite de l'ancien Président Özal en février 1993⁵²⁷. L'hiver suivant (1992/93), la Turquie a de nouveau débloqué une aide humanitaire d'urgence (2500 tonnes de farine et de médicaments essentiellement). Les échanges sont en constante augmentation : 21,6 millions de dollars en 1992, 39,7 millions de dollars en 1993, 60,8 millions de dollars en 1994, 58,2 millions de dollars en

⁵²⁴ Les élections furent finalement boycottées. Gareth Winrow, *Where East Meets West, Turkey and the Balkans*, Londres, Institute for European Defense and Strategic Studies, 1993, p. 18.

⁵²⁵ Pour plus de détails, cf. *infra*, « L'islam et la turcité dans la politique balkanique de la Turquie » (2^{ème} partie, chap. 3).

⁵²⁶ *Newspot*, 93/5 ; 21,9 millions pour la même période selon *Rilindja Demokratike*, 29/12/92, cité par Louis Zanga, *op. cit.*, p. 31. Rien à voir, toutefois, avec le coût de l'opération « Pelican » qui aurait coûté à l'Italie plus de 200 milliards de lires.

⁵²⁷ Louis Zanga, *op. cit.*, p. 32.

1995⁵²⁸. Il s'agit essentiellement d'exportations turques. Celles-ci se montaient à 57 millions en 1995 contre seulement 1,2 millions d'importations en provenance de l'Albanie. La Turquie exporte principalement du sucre, des céréales et de la farine, du savon et des produits d'entretien⁵²⁹. Enfin, plusieurs entrepreneurs turcs ont investi en Albanie. Silvan Sanayi a, par exemple, investi dans l'aciérie, Etibank dans l'industrie du chrome, Orsan dans l'industrie du bois, Safir et Elginkan dans l'industrie pharmaceutique, etc.⁵³⁰ C'est une compagnie turque qui a entrepris la rénovation du port de Durrës en 1993 et c'est également une société turque qui a remporté en 1998 le contrat pour la rénovation de la route Rrogozhine-Elbasan, partie du corridor n°8.

Toutefois, dans l'ensemble, la Turquie n'a pas activement participé à la reconstruction économique de ce pays. Les échanges restent très peu élevés. En 1994, ils ne représentaient que 0,7% des exportations albanaises et 4,6% de ses importations (alors qu'ils représentaient respectivement 4,8% et 5,5% avec l'Allemagne, 10,4% et 24% avec la Grèce et 52,1% et 35% avec l'Italie)⁵³¹. Ce pourcentage a certes très sensiblement augmenté l'année suivante (6,2% des exportations albanaises et 4,1% de ses importations) mais cette relance est assez lente.

Part de la Turquie dans le commerce extérieur de l'Albanie

(en pourcentage des exportations et importations totales de l'Albanie)⁵³².

	1991	1992	1993	1994	1995
Exportations vers la Turquie	0,2	0	1,4	0,7	6,2
Importations de Turquie	9	3,3	3	4,6	4,1

Les autorités turques semblent en fait avoir été réticentes à offrir des facilités d'exportations à ce pays. Les quinze millions de dollars de crédit accordés à l'Albanie sont ainsi bien peu comparé aux besoins du pays ou aux crédits accordés par la Turquie ailleurs dans les Balkans. Ces quinze millions n'ont d'ailleurs pas été remboursés et, en conséquence, l'Eximbank se refuse à avancer de nouveaux crédits⁵³³. Les exportations albanaises en Turquie ont longtemps été quasi inexistantes et la commission économique mixte (JEC) ne s'est réunie que deux fois de 1992 à 1997. Les

⁵²⁸ Source : Devlet İstatistik Enstitüsü (Institut de Statistiques Nationale), Ankara.

⁵²⁹ Source : Devlet İstatistik Enstitüsü / BSEC. Détails des produits importés et exportés vers l'Albanie dans le site internet de la ZCEMN. <http://www.die.gov.tr/BSEC/>.

⁵³⁰ Voir par exemple Türkayya Ataöv, "Turkey's Expanding Relations with CIS and Eastern Europe", in Clement Dood (ed.), *Turkish Foreign Policy. New Prospects*, Londres, School of Oriental and African Studies, The Eothen Press, 1992, p. 110. 1992, p. 110.

⁵³¹ E.I.U. *Country Profile*, "Albania", 1995/96, pp. 71-72.

⁵³² E.I.U. *Country Profile*, "Albania", 1998/99, p. 37.

⁵³³ Entretien avec Tülin Kalkay, chef du département « crédit » à l'Eximbank, 26 octobre 1998.

négociations sur l'ouverture d'une branche de la banque agricole turque s'éternisent également et il n'y a toujours aucune banque turco-albanaise ou aucune filiale de banque turque en Albanie alors que de telles banques ont été ouvertes en Bulgarie et en Roumanie dès 1994.

Dans le domaine culturel, un protocole de coopération technique a été signé en janvier 1996 et un bureau de TICA, l'agence de coopération internationale de la Turquie, a été inauguré à Tirana en décembre 1997. Le ministère des Affaires Religieuses (Diyanet) semble par ailleurs assez actif en Albanie (aide à la rénovation de mosquées, etc.) et entretient de bonnes relations avec la direction de la communauté sunnite du pays. Dans le domaine de l'éducation, un accord de coopération a été signé en juillet 1998 lors de la visite du ministre de l'Éducation turc en Albanie. A cette époque, selon l'agence de presse officielle albanaise, 500 Albanais étudiaient en Turquie, mais il s'agit vraisemblablement d'une surestimation⁵³⁴. Durant ce voyage, le ministre a visité l'école Zall-Herr Atatürk au centre du pays. Cette école primaire albanaise avait été rénovée par le contingent turc déployé dans la région en 1997 dans le cadre de la mission « Alba ». Le ministère des Affaires Étrangères a ensuite tout naturellement cherché à promouvoir cette image d'un pays apportant une aide désintéressée à l'Albanie (d'où l'organisation d'une visite médiatisée lors du voyage du ministre de l'Éducation). Le ministère a alloué des crédits supplémentaires pour le fonctionnement de cette école qui fut baptisée Zall-Herr Atatürk en remerciement de cette aide⁵³⁵.

Toutefois, dans l'ensemble, ces initiatives ont été tardives (1997/98) et de peu d'envergure. Un an après l'inauguration du bureau de TICA (décembre 1997), il n'y avait d'ailleurs toujours pas de coordinateur à la tête de ce bureau⁵³⁶. Les Fethullahcı⁵³⁷ semblent en fait bien plus actifs que le gouvernement. Ils ont ouvert deux écoles en Albanie, le collège Mehmet Akif Ersöy (du nom du Turc d'origine albanaise, auteur des paroles de l'hymne national, 1873-1936) et l'école primaire Turgut Özal. L'ouverture d'une université fethullahcı est également prévue. Le collège fethullahcı jouit à Tirana d'une très bonne réputation⁵³⁸. Comme dans toutes les écoles fethullahcı, des élèves de toutes confessions y sont acceptés, les frais de scolarité sont assez peu élevés (30 à 120 dollars par mois, frais d'internat compris) et l'enseignement y est de qualité. 900 élèves étaient inscrits dans ce collège en 1998⁵³⁹. Comme ailleurs dans les régions Balkans-Asie centrale, les actions des

⁵³⁴ ATA, 3/7/98. Ce chiffre inclut tout d'abord les « étudiants » de toutes disciplines, dans les *medrese* et peut-être aussi dans les académies militaires. Selon d'autres sources (informelles), seule une cinquantaine d'Albanais étudierait dans les universités civiles et laïques de Turquie.

⁵³⁵ Entretien avec Reyhan Akant, diplomate, chargée de l'Albanie au ministère des Affaires Étrangères, 26 octobre 1998.

⁵³⁶ Entretien avec Cem Başman, vice-président de TICA, 27 octobre 1998. *TICA, Annual Report, 1997*, p. 8.

⁵³⁷ Puissante association islamique dirigée par le Hoca Fethullah Gülen, affiliée à la confrérie des *Nurcu*. Cf. *supra*, « Tensions et instabilités internes » (1^{ère} partie, chapitre 1).

⁵³⁸ Le Président Meidani a d'ailleurs officiellement visité ce collège en septembre 1997. *Zaman*, 13/9/97, 14/9/97.

⁵³⁹ Semih Vaner, « La Turquie vue par ses voisins : Chypre, Bulgarie, Albanie », *Confluences Méditerranée*, n°26, été 1998, p. 155. Selon *Zaman* (14/9/97), il y avait 500 élèves dans ce collège en 1997. Sur les 127 premiers diplômés en

Fethullahcı semblent bénéficier de l'appui des autorités turques. Le collège Mehmet Akif Ersöy a ainsi été inauguré par le Président Özal lors de sa visite en Albanie en février 1993. C'était le premier collège fethullahcı à ouvrir ses portes dans les Balkans⁵⁴⁰.

L'Albanie : un pays en litige avec ses voisins

En 1991, l'Albanie est sortie avec brio de son isolement international et régional. Au même moment, la Yougoslavie implosait. Immédiatement, des litiges ont surgi avec l'ensemble de ses voisins (RFY et Grèce)⁵⁴¹ et les dirigeants albanais ont cherché, au-delà de ce dangereux voisinage, les appuis qu'ils estimaient nécessaires à la stabilité du pays. Le partenariat stratégique avec la Turquie s'inscrit dans ce cadre.

L'Albanie a tout d'abord opéré un rapprochement avec le monde occidental. Elle fut le premier pays de l'Est à poser sa candidature à l'OTAN (décembre 1992) et la première visite à l'étranger du Président Berisha fut réservée aux États-Unis (juin 1992). Il s'agissait pour Tirana de se protéger d'un environnement instable et hostile, ou perçu comme tel du fait de la persistance de revendications (non officielles) sur son territoire (Épire), de la présence de nombreux Albanais hors de son territoire (un Albanais sur deux) et d'un antagonisme historique avec la Serbie. Ses demandes d'admission dans les enceintes occidentales vont en ce sens mais aussi ses relations bilatérales avec la Turquie et les États-Unis, et dans une moindre mesure avec l'Allemagne et l'Italie ; ces deux dernières étant bien des alliées traditionnelles mais soupçonnées d'irrédentisme, c'est surtout leur assistance économique et non politique qui a été sollicitée dans un premier temps⁵⁴². Car si la création d'une Albanie fut bien parrainée par l'Italie et l'Autriche-Hongrie (relayée ensuite par l'Allemagne), l'histoire a montré que cette protection pouvait prendre des formes plutôt contraignantes. Après 1991, l'Italie est rapidement devenue le premier partenaire commercial de l'Albanie et elle a fourni à ce pays une massive aide humanitaire d'urgence (plan « Pélican » en 1991/92). Depuis lors, la coopération économique entre les deux pays est très active (ouverture de lignes de crédit, création de joint-venture, aide à la réorganisation des infrastructures albanaises, etc.). Le ressentiment vis-à-vis des Italiens semble en fait avoir été rapidement submergé par l'attrait d'une coopération économique⁵⁴³. Avec l'Allemagne, la coopération s'est

1996, 65 sont allés poursuivre leurs études en Turquie (ATA, 19/8/96). Sur le programme d'enseignement, voir *Zaman*, 13/9/97.

⁵⁴⁰ *Zaman*, 17/3/97.

⁵⁴¹ Sur les questions de l'Épire, du Kosovo, et de la Macédoine, cf. *supra* « La scène balkanique depuis 1990 » (1^{ère} partie, chapitre 3).

⁵⁴² Sur ce point, voir Morozzo della Rocca, "Rapporti diversificati sulla scena internazionale", *Politica Internazionale*, n°3, 1994, p. 147.

⁵⁴³ Les Albanais seraient, en comparaison, beaucoup plus soupçonneux vis-à-vis des intentions grecques. Remzi Lani, Fabian Schmidt, "Albanian Foreign Policy between Geography and History", *The International Spectator*, Vol. XXXIII,

également focalisée sur l'ouverture de lignes de crédit et diverses aides financières. Le gouvernement albanais est par ailleurs soucieux de se ménager le soutien de ces deux pays pour l'intégration dans les structures communautaires et la recherche d'une solution pacifique au problème du Kosovo.

Dans les Balkans, depuis 1992, l'Albanie entretient de cordiales relations avec la Bulgarie et la Roumanie, la Slovénie et la Croatie. Pour ces deux dernières, cette coopération a d'ailleurs pris les allures d'un partenariat politique. Une coopération militaire a été mise au point avec la Slovénie⁵⁴⁴ et de très nombreux accords ont été signés avec la Croatie (principalement dans le domaine économique)⁵⁴⁵. Dans un échange d'appuis diplomatiques éclairant, les dirigeants albanais et croates se sont mis d'accord, lors de la visite du premier ministre croate à Tirana en octobre 1996, sur la « nécessité de trouver une solution pacifique à la crise du Kosovo » et sur le « retour de la Slavonie orientale à la Croatie »⁵⁴⁶. Très clairement, les deux pays font ici face de concert à leur puissant voisin serbe. Sali Berisha s'est en fait employé à créer des liens stratégiques avec des pays, si ce n'est opposés à la Serbie, tout du moins avec laquelle ils ont des litiges : la Croatie, la Slovénie et, à partir de 1993, la Macédoine. Ces rapprochements de circonstance ont étroitement épousé les diplomaties américaine et turque dans la région.

A partir de 1993/94, les incidents se sont multipliés en Épire et les relations avec la Grèce se sont détériorées. Le gouvernement albanais a alors cherché à se rapprocher de la République de Macédoine. Toutes deux politiquement et économiquement isolées au nord par la Serbie et au sud par la Grèce, l'Albanie et la Macédoine ont tout intérêt à tempérer leurs différends et à opérer un rapprochement. *A priori*, l'Albanie doit trouver avantage au maintien d'une Macédoine indépendante et reconnue dans ses frontières non seulement face à un éventuel expansionnisme serbe mais également pour la stabilité de la région. Toute remise en cause des frontières de la Macédoine ne pourrait que donner lieu à un conflit entre les divers prétendants. Et il n'est pas sûr que l'Albanie, même en arguant que l'ouest de la Macédoine est peuplé d'Albanais, ne tire bénéfice d'une telle aventure. Le gouvernement albanais a donc reconnu que la stabilité de la Macédoine était « déterminante pour la région »⁵⁴⁷. Ce timide rapprochement n'était certes pas du goût des Serbes et des Grecs mais, d'un autre côté, n'est-ce pas la peur de l'émergence d'un axe gréco-serbe qui l'a en partie motivé ? Les intérêts économiques des deux pays coïncident

n°2, avril-juin 1998, p. 93. Il faut dire que les Italiens ne disposent pas, eux, d'une « cinquième colonne » (minorité) en Albanie.

⁵⁴⁴ Selon les termes de l'accord de coopération militaire signé en avril 1994, les soldats albanais pourront s'entraîner dans les montagnes slovènes et les marins slovènes dans les ports albanais. RFE Daily Report, 12/4/94.

⁵⁴⁵ *Albanian Times*, 21/2/96.

⁵⁴⁶ OMRI Daily Digest, 2/10/96.

également. L'Albanie offre un débouché sur l'Adriatique à la Macédoine qui, elle, ouvre un *hinterland* balkanique à l'Albanie. Après l'imposition par la Grèce d'un embargo sur la République de Macédoine en février 1994, tout l'intérêt de ce débouché (port de Durrës) est apparu pour Skopje. Il semble bien que ce soit à cette époque, alors que les relations gréco-albanaises et gréco-macédoniennes étaient au plus bas, que les relations entre la Macédoine et l'Albanie se sont resserrées.

Le rapprochement albano-macédonien restait toutefois fragile. Tout d'abord, il ne constituait en rien une alliance et était motivé par la volonté de faire face à une politique agressive – ou jugée comme telle – de la Grèce et de la Serbie. Et la disparition ou le dépérissement de cette menace ne pouvait que remettre en cause ce rapprochement. Il restait d'autre part soumis au sort réservé à la minorité albanaise de Macédoine représentant 20% de la population de la république selon le recensement de 1992 (le double selon les dirigeants de cette communauté). L'Albanie a continué à exercer des pressions sur le gouvernement de Skopje pour la reconnaissance de droits constitutionnels aux Albanais de Macédoine. Elle a ainsi posé son veto à l'entrée de la Macédoine dans la CSCE (levé en décembre 1993 sous pression des Occidentaux). Trois semaines après les affrontements consécutifs aux tentatives des Albanais d'ouvrir une université à Tetovo, le Président Berisha a déclaré, cette fois-ci à propos de la petite communauté macédonienne d'Albanie⁵⁴⁸, que le caractère réellement « macédonien » ou « bulgare » de cette communauté n'était pas clairement établi⁵⁴⁹. Rien de tel pour défier les Macédoniens, dont l'affirmation de l'identité nationale bute précisément en partie sur ce problème. Ces méthodes sont certes courantes en diplomatie mais elles illustrent, pour le moins, un malaise – que Tirana soit réellement préoccupée par le sort de la communauté albanaise de Macédoine ou qu'elle l'utilise à des fins politiques.

L'antagonisme avec la Serbie a, lui, été constant durant la période Berisha. En Serbie, on est conscient que l'Albanie fut créée aux dépens, si ce n'est contre, les intérêts serbes, et la menace d'une ingérence de Tirana dans les affaires serbes (Kosovo) reste présente. En Albanie, l'impression d'avoir été spolié dans ses droits naturels (création d'une petite Albanie) par les Grandes Puissances en 1913 est d'autant plus vif que la minorité albanaise du Kosovo est persécutée. Toutefois, jusqu'en 1996, cet antagonisme n'a pas dégénéré en une lutte ouverte entre les dirigeants serbes et albanais. Officiellement, l'Albanie a condamné la persécution des Albanais

⁵⁴⁷ Duncan Perry, "Une crise en gestation? La Macédoine et ses voisins", *Politique Étrangère*, n°1, 1994, p. 193.

⁵⁴⁸ Cette petite minorité est concentrée près de Golo Brdo, Prespa et Gora. Elle serait, selon le recensement de 1989, de 5000 membres. Des officiels macédoniens ont soutenu que les Macédoniens seraient près de 250 000 (?) en Albanie. Voir les déclarations de M. Vasil Tujorkovski citées par Robert Austin, "What Albania Adds to the Balkan Stew", *ORBIS*, Vol. 37, n°2, printemps 1993, p. 273.

⁵⁴⁹ *Nova Makedonija*, 5/3/95 cité par MILS, 6/3/95.

du Kosovo et soutenu la restauration du statut d'autonomie. Dans la réalité, les affinités entre les Albanais et les Kosovars ne sont pas aussi solides qu'on ne le dit généralement. Après 80 années d'isolement, peu de liens familiaux relient ces deux « peuples » et une hostilité croissante s'exprime en Albanie contre cette nouvelle classe d'entrepreneurs (ce qui n'est pas le cas entre les Albanais du Kosovo et de Macédoine qui, eux, ont toujours été en contact). Le parlement albanais a reconnu en 1991, l'indépendance du Kosovo, mais le gouvernement albanais n'a jamais officiellement entériné cette reconnaissance⁵⁵⁰.

L'opposition commune à l'Albanie et à la Macédoine avait donc favorisé l'émergence de relations privilégiées entre la Grèce et la Serbie. D'un autre côté, la Turquie et l'Albanie se retrouvaient dans leur antagonisme avec la Grèce et la Serbie. Ces deux regroupements régionaux recouvraient des oppositions régionales certes majeures mais ni figées ni permanentes (à l'exception du cas gréco-turc). Les relations entre l'Albanie et la Grèce se sont d'ailleurs nettement améliorées en 1995/96. La Turquie a de son côté rapidement renoué avec la RFY après les accords de Dayton. Ces oppositions ne sont donc pas aussi claires même si les relations privilégiées entre l'Albanie et la Turquie ont subsisté jusqu'à la démission de Sali Berisha. Par ailleurs, tant qu'un conflit n'éclatait pas au Kosovo, l'Albanie avait tout intérêt à tempérer ses différends avec Belgrade, ne serait ce que parce qu'elle est dépendante de la Serbie pour ses liaisons terrestres avec l'Europe centrale et occidentale⁵⁵¹.

La politique de Sali Berisha semblait alors résolument tournée vers l'Occident, seul à pouvoir assurer la protection du pays. Tirana avait d'ailleurs établi des relations diplomatiques avec Israël dès 1991 et signé par la suite plusieurs accords économiques avec Tel Aviv (en novembre 1993 lors de la visite en Albanie de Simon Peres, en février 1996, etc.). Mais si Berisha s'était tourné vers les États-Unis et la Turquie pour ce qui est des garanties militaires, c'est de l'Europe et des pays du Golfe qu'un soutien économique était attendu.

Depuis son adhésion à l'OCI en décembre 1992, l'Albanie a bénéficié de la manne financière des pays du Golfe notamment par l'intermédiaire de la Banque islamique de développement. Cependant, il semble bien que les investissements des pays arabes aient été plus consacrés à la restauration de mosquées et à l'ouverture d'écoles islamiques qu'à la reconstruction du pays⁵⁵². La

⁵⁵⁰ Cf *supra* chapitre « La scène balkanique depuis 1990 » (1^{ère} partie, chapitre 3).

⁵⁵¹ Ce n'est qu'après les demandes insistantes de Tirana que le poste frontière de Hani i Hoti (frontière avec le Monténégro) fut rouvert en 1996. Celui-ci fut de nouveau fermé au moment des émeutes en Albanie en 1997 puis rouvert au début de l'année 1998 avant d'être à nouveau refermé après le déclenchement des hostilités au Kosovo en mars (cf. *infra* chapitre sur les transports, 3^{ème} partie, chapitre 2).

⁵⁵² Des centaines de mosquées ont été rénovées ou construites, 10 *medrese*, regroupant environ 1500 élèves, ont ouvert leurs portes, deux ou trois journaux musulmans et de nombreuses associations ont vu le jour, etc. Pour plus de détails,

présence de cet investissement religieux est très visible en Albanie et alimente la méfiance des voisins chrétiens du pays. Cette « renaissance islamique » est toutefois difficile à mesurer. Le pays a connu une laïcisation à outrance sous le régime communiste et les opinions sur la portée de ce renouveau tout comme sur l'impact des investissements religieux des pays musulmans divergent forcément : véritable renaissance islamique ou simple « retour à la normale », politique musulmane de Tirana dans le cadre d'une ouverture diplomatique générale ou relations privilégiées avec le monde musulman⁵⁵³. L'offensive diplomatique des pays musulmans est également à mettre en parallèle avec celle du Vatican ou de la Grèce vis-à-vis des « 400 000 Grecs » d'Albanie. Ce retour au religieux est à replacer dans un contexte où les problèmes économiques et la faillite du système idéologique qui avait guidé le pays pendant 50 ans ont laissé une population désœuvrée, proie facile des prosélytismes en tout genre. Le succès des sectes, en Albanie comme dans le reste de l'Europe de l'Est, entre dans la même logique⁵⁵⁴. La communauté musulmane d'Albanie est, de plus, divisée entre sunnites (80%) et Bektashis (20%)⁵⁵⁵. Il est peu probable que la politique musulmane de Tirana n'ait recouvert, à l'origine, plus qu'un simple opportunisme (recherche d'appuis diplomatiques et surtout de capitaux).

Économiquement, la situation du pays s'était nettement améliorée (au point que l'on parlait d'un miracle albanais)⁵⁵⁶. En 1991-92, l'Albanie était en situation de crise et la communauté internationale, en premier lieu l'Italie, avait dû envoyer une aide humanitaire d'urgence. L'inflation avait ensuite été maîtrisée (400% en 1993, 8% en 1995), les prix libéralisés et la croissance soutenue. Cette amélioration était principalement due à deux facteurs : l'aide de la communauté internationale et les fonds envoyés par les Albanais émigrés en Suisse ou en Allemagne et plus récemment en Grèce ou en Italie. Les mandats de ces émigrés ont littéralement porté à bout de bras le pays. Ils se chiffraient à 400 millions de dollars pour l'année 1996⁵⁵⁷. La performance tant vantée de l'économie albanaise cachait toutefois une réalité moins brillante. Les fonds envoyés par la communauté internationale ou les émigrés ont d'avantage servi à palier des manques d'urgence qu'à réaliser des investissements productifs. L'économie albanaise dans son ensemble restait très spéculative et les malversations financières courantes.

voir Nathalie Clayer, "Islam and Society in Post-Communist Albania", in Suha Taji-Farouki et Hugh Poulton (ed.), *Muslim Identity and the Balkan States*, Londres, Hurst, 1997, pp. 115-138.

⁵⁵³ Voir, par exemple, les analyses suivantes : Odile Daniel, "La situation de l'islam albanais dans le nouveau contexte politique", in M. Bozdemir (dir.), *Islam et laïcité. Approches globales et régionales*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 121-135; Frances Trix, "The Resurfacing of Islam in Albania", *East European Quarterly*, Vol. 28, n°4, hiver 1994, pp. 533-549; Nathalie Clayer, *op. cit.*

⁵⁵⁴ Voir par exemple, Fabian Schmidt, "Albania's Tradition of Pragmatism", *Transition*, 5 avril 1996, pp. 33-35, 63.

⁵⁵⁵ Sur la communauté bektashie en Albanie, voir Nathalie Clayer, *L'Albanie, pays des derviches*, Berlin-Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1990.

⁵⁵⁶ Sur la situation économique du pays, voir la chronique annuelle d'Angelo Masotti Cristofoli dans *Est-Ovest* (n°2, 1992, n°2, 1993, n°2, 1994, n°3, 1995).

⁵⁵⁷ *Le Monde*, 26-27/5/96.

Le processus de démocratisation était également plutôt lent. Certes dès 1991, une presse d'opposition a pu se développer mais les réformes engagées, notamment dans le domaine judiciaire, s'éternisaient⁵⁵⁸. Le projet de constitution soumis au référendum par Sali Berisha le 5 novembre 1994, et où celui-ci avait engagé son avenir politique, fut rejeté par 54% des électeurs. L'Albanie a tout de même été admise au Conseil de l'Europe en juillet 1995 alors que, selon les règles de cette organisation, le pays candidat doit être doté d'une constitution démocratique. Il faut dire que, jusqu'en 1996, le Président Berisha avait recueilli par sa politique économique (« l'homme du FMI »), tout comme par sa diplomatie, l'appui des Occidentaux.

On ne peut que noter les dérives qui ont accompagné la monopolisation du pouvoir par Sali Berisha et l'autoritarisme dont il a fait preuve (emprisonnement d'opposants et procès politiques). Les irrégularités commises durant les élections législatives du 26 mai 1996 ont été soulignées par l'ensemble de la presse internationale⁵⁵⁹. Sa gestion autoritaire du pays étant de plus en plus contestée, en Albanie comme à l'étranger, Sali Berisha a alors glissé vers une rhétorique nationaliste militant ouvertement pour « l'octroi de droits » aux Albanais du Kosovo et de Macédoine, et critiquant vivement la politique grecque. Durant l'hiver 1996, il s'est publiquement dissocié d'Ibrahim Rugova et a exprimé son soutien à Adem Demaçi, un opposant à Rugova qui critiquait la politique pacifiste de ce dernier⁵⁶⁰. Il a également pris ouvertement position pour l'aile radicale du mouvement albanais de Macédoine.

La radicalisation du régime à l'intérieur, les prises de position de plus en plus nationalistes de Sali Berisha sur les « Albanais de l'extérieur » ou encore sa politique inconstante vis-à-vis de la Macédoine, expliquent le rapide lâchage de Sali Berisha par les Occidentaux alors qu'une virulente crise économique jetait dans la rue la population du pays.

⁵⁵⁸ Voir par exemple Fabian Schmidt, "Winning Wary Recognition for Democratic Reforms", *Transition*, Vol. 1, 25 août 1995, pp. 3-7; Peggy Hicks, "Albanian Legal Reform Faces Continuing Challenges", *Mediterranean Quarterly*, Vol. 6, n°2, printemps 1995, pp. 75-91 ; Agron Alibali, "Reflections on the Current Situation of Albania Law and the Challenges for the Next Century", *International Journal of Albanian Studies*, Vol. 1, n°1, automne 1997 (édition internet).

⁵⁵⁹ La veille du scrutin, plusieurs membres du Parti socialiste ont été arrêtés. L'opposition soutient que des intimidations ont eu lieu dans des bureaux de vote. OMRI Daily Report, 27/5/96 et 28 /5/96; *Le Monde*, 28/5/96. Voir également le "Rapport sur les élections législatives récentes en Albanie", *Conseil de l'Europe*, Document n°7587, rapporteur Lord Finsberg, 25 juin 1996 ; et "Democracy Derailed. Violations in the May 26, 1996 Albanian Elections", *Human Rights Watch Publications*, Vol. 8, n°10.

⁵⁶⁰ Remzi Lani, Fabian Schmidt, *op. cit.*, p. 81. Sur la politique albanaise vis-à-vis du Kosovo, cf. *supra*, chapitre « La scène balkanique depuis 1990 » (1^{ère} partie, chapitre 2)..

La chute de Berisha et la réorientation de la diplomatie régionale de l'Albanie

Au début de l'année 1997, exaspérée par la corruption généralisée et la radicalisation du pouvoir, ruinée par la banqueroute des sociétés pyramidales (5 familles sur 7 avaient déposé toutes leurs épargnes dans ces sociétés)⁵⁶¹, la population s'est soulevée. Ces soulèvements populaires ont rapidement tournés à l'émeute généralisée. Dans l'ensemble du pays, les dépôts d'armes ont été pillés et la police et l'armée, dépassées par les événements, se sont démobilisées. Dans une atmosphère de chaos général, face à une population en état d'insurrection et armée, le Président Berisha a annoncé au début du mois de mars la mise en place d'un gouvernement de réconciliation nationale et la tenue d'élections législatives anticipées pour la fin du mois de juin. Plutôt réticente à envoyer des troupes sur le terrain, la communauté internationale a finalement plié devant les demandes des gouvernements albanais, grec et italien et a décidé d'envoyer une timide force d'interposition en Albanie (6000 hommes)⁵⁶². Les objectifs de la mission « Alba » sont cependant restés plutôt vagues et, dans les faits, elle s'est contentée d'accompagner l'aide humanitaire. Aucune tentative de désarmement de la population n'a été entreprise et la sécurité sur le territoire ne fut pas assurée. L'opération « Alba » a débuté à la mi-avril et les troupes ont amorcé leur retrait au mois de juillet. La Turquie a participé à hauteur de 780 hommes à cette opération. Le contingent turc a été déployé sur l'aéroport de Rinas au nord de l'Albanie et dans le village de Zallher à 15 km de Tirana⁵⁶³.

Les Américains se sont donc rapidement désolidarisés du Président Berisha, bientôt suivis par les Européens. Le 29 juin, les socialistes ont remporté les élections et Fatos Nano, libéré de prison en mars à la faveur du soulèvement populaire, a formé un nouveau gouvernement. Sali Berisha a démissionné le 23 juillet. L'arrivée des socialistes au pouvoir ne favorisait pas *a priori* les intérêts des Occidentaux et des Turcs. Mais dès la formation du nouveau gouvernement, le Premier ministre, Fatos Nano, a annoncé que sa priorité en matière de politique extérieure était le maintien des bonnes relations avec les États-Unis et le développement de liens avec l'U.E. et ses voisins balkaniques. En septembre 1997, il a signé un accord avec l'OTAN sur la réorganisation des forces armées albanaises et s'est rendu à Washington. Un programme de partenariat individuel, spécialement conçu pour l'Albanie, a été signé peu après et une cellule OTAN inaugurée à Tirana

⁵⁶¹ Rajwantee Lakshman-Lepain, "Albanie : le désastre des sociétés pyramidales", *La Nouvelle Alternative*, n°45, mars 1997, pp. 4-7.

⁵⁶² Répartition prévue des contingents nationaux : Italie : 2500 hommes, France : 1000 hommes, Turquie : 700 hommes, Grèce : 700 hommes, Espagne : 500 hommes, Roumanie : 400 hommes. ANSA (Agence de Presse officielle de l'Italie), 16/4/97. Ce sont finalement 2750 soldats italiens qui seront déployés. ATA, 5/5/97.

⁵⁶³ *Hürriyet*, 27/6/97 ; *Zaman*, 30/7/97 ; *Sabah*, 30/7/97.

en juin 1998⁵⁶⁴. Dorénavant, le partenaire principal de l'Albanie dans l'OTAN n'était plus la Turquie.

Les soulèvements populaires en Albanie avaient déclenché une intense activité diplomatique entre la Turquie et l'Albanie. En l'espace de trois mois (entre mars et juin 1997 sous le gouvernement de réconciliation nationale), les ministres des Affaires Étrangères, de la Défense, de l'Intérieur et le Premier ministre albanais s'étaient rendus à Ankara. A la même époque, une délégation parlementaire et une délégation du ministère des Affaires Étrangères turques se rendaient en Albanie⁵⁶⁵. Le ton était toujours aussi chaleureux. Le Premier ministre Başkim Fino avait ainsi qualifié la Turquie de « second home » et de partenaire essentiel, distinct de tous les autres⁵⁶⁶. Un nouveau protocole d'assistance et de coopération pour la restructuration des forces armées albanaises a été signé le 27 juin 1997, deux jours avant les élections législatives en Albanie⁵⁶⁷. Les dirigeants turcs avaient, à l'époque, affiché à plusieurs reprises leur soutien au Président Berisha et au gouvernement de réconciliation nationale.

Ce soutien public à un Président dont la gestion des affaires du pays était contestée et dont le respect des règles démocratiques avait été mis en question lors des élections législatives de mai 1996, fut quelque peu délicat à justifier auprès des nouveaux dirigeants albanais. Le Parti socialiste albanais n'a jamais exprimé vis-à-vis de la Turquie la même cordialité que le Parti démocratique de Sali Berisha. Les dirigeants turcs ont plaidé leur cause en affirmant avoir légitimement soutenu un Président régulièrement élu et avoir, de plus, publiquement plaidé pour une solution démocratique aux problèmes internes de l'Albanie, ce qui impliquait presque inévitablement le départ du Président contesté. Mais les étroites relations développées entre les dirigeants du Parti démocratique et les dirigeants turcs depuis 1992 ne pouvaient qu'être considérées avec suspicion par les dirigeants socialistes. Le commandant de la garde présidentielle de Berisha, Xhait Xhaferri, et l'ancien chef de la police secrète (SHIK), Bashkim Gazidede, s'étaient d'ailleurs réfugiés en Turquie⁵⁶⁸.

⁵⁶⁴ Sur ce bureau OTAN, "Une cellule OTAN/Partenariat pour la Paix en Albanie", *Revue de l'OTAN*, Vol. 46, n°3, automne 1998, p. 8 ; et George Katsirdakis, "L'Albanie : une étude de cas de la mise en œuvre pratique du Partenariat pour la Paix", *Revue de l'OTAN*, Vol. 46, n°2, été 1998, pp. 22-26.

⁵⁶⁵ La délégation du ministère des Affaires Étrangères arrivée en Albanie le 24 mars, était dirigée par le secrétaire d'Etat, Onür Oymen (ATA, 24/3/97). La délégation parlementaire turque en visite en Albanie quinze jours plus tard était dirigée par le président de la commission des affaires étrangères. Elle s'est rendue en Albanie officiellement pour examiner les conditions de déploiement des soldats turcs dans la cadre de la mission « Alba ». *Milliyet*, 15/4/97.

⁵⁶⁶ *Turkish Daily News*, 13/6/97.

⁵⁶⁷ ATA, 27/6/97.

⁵⁶⁸ *Independant Albanian Economic Tribune* (diffusé par Albanews), 1/1/98 ; ATA, 22/8/97.

Entre temps, le gouvernement turc avait changé (Erbakan avait démissionné en juin) et le nouveau gouvernement a tenté de nouer des contacts avec les dirigeants albanais. En septembre, le ministre de la Défense turc s'était rendu en Albanie et, en octobre, le nouveau ministre des Affaires Étrangères, Ismail Cem, avait effectué une visite d'une journée dans la capitale albanaise. Toutefois, contrairement à la période précédente où l'on faisait l'éloge de l'excellence des relations politiques, les dirigeants albanais insistaient dorénavant sur la relance de la coopération économique⁵⁶⁹. En clair, ils demandaient des crédits, des crédits que la Turquie n'a toujours pas fourni. Les déclarations grandiloquentes sur la fraternité entre les deux pays et les liens affectifs entre les deux peuples ne semblent plus être à l'ordre du jour. Il est vrai que la présence de nombreux orthodoxes dans le nouveau gouvernement, et pas à des postes subalternes puisque le Premier ministre, Fatos Nano, et le ministre des Affaires Étrangères, Paskal Milo, sont de confession orthodoxe, ne prête guère à la mise en avant d'une fraternité de foi. Le parti socialiste s'est très sensiblement écarté de la voie de son prédécesseur qui avait tenté de se rapprocher des pays musulmans en parallèle à son engagement pro-occidental. La participation de l'Albanie à l'OCI a ainsi été remise en cause⁵⁷⁰.

Lors de sa visite en Albanie en septembre 1997, le ministre de la Défense turc, Izmet Sezgin, a promis une assistance à la réorganisation de l'armée albanaise et un appui formel à la candidature de l'Albanie à l'OTAN⁵⁷¹. Le gouvernement albanais n'a pas dédaigné ces propositions alors que les besoins en la matière étaient grands. Des négociations ont été engagées en décembre sur la reconstruction de la base de Paşaliman par l'armée turque. Toutefois, si la coopération militaire n'a pas été officiellement remise en cause, le gouvernement albanais a signé avec d'autres pays d'importants accords de coopération qui relativisent *de facto* la portée de la coopération militaire turco-albanaise.

Dès août 1997, l'Italie a signé avec l'Albanie un accord de coopération militaire où elle s'engageait à fournir des équipements modernes et à entraîner les troupes albanaises pour un montant de 17 millions de dollars⁵⁷². Parallèlement, le gouvernement italien a mis au point un programme d'aide à la reconstruction économique du pays pour un montant de 120 millions de

⁵⁶⁹ Voir notamment les déclarations des dirigeants albanais lors de la visite d'Ismail Cem le 28 octobre 1997. *Cumhuriyet*, 30/10/97 ; ATA, 28/10/97.

⁵⁷⁰ L'Albanie n'a envoyé aucun représentant à la conférence de l'OCI à Téhéran en décembre 1997 et, en août 1998, Fatos Nano annonçait que l'Albanie se retirait de l'OCI, officiellement pour motif que l'adhésion du pays à cet organisme n'avait pas respecté la procédure légale. L'acte d'adhésion à l'OCI n'avait en effet pas été soumis à la ratification du parlement. Parallèlement, une virulente campagne anti-arabe et anti-musulmane était déployée.

⁵⁷¹ ATA, 13/9/97, 24/9/97 ; RFE/RL Newslines, 15/9/97.

⁵⁷² Plus de 300 instructeurs italiens ont été détachés en Albanie et les officiers albanais ont été entraînés dans les académies militaires italiennes. RFE/RL Newslines, 29/8/97.

dollars⁵⁷³. Enfin, et surtout, les relations gréco-albanaises ont connu une relance sans précédent. En l'espace de 6 mois après la formation du gouvernement Nano, les ministres des Affaires Étrangères, de la Défense et Premiers ministres des deux pays ont défilé dans les capitales de leur voisin. Plusieurs accords de coopération militaires ont été signés, la Grèce a débloqué un crédit de 70 millions de dollars pour l'Albanie et la légalisation des travailleurs albanais en Grèce a été amorcée. Enfin, Athènes a participé à la réorganisation et de l'armée et de la police albanaises et, d'une portée symbolique beaucoup plus importante, 200 soldats de l'armées grecque sont restés sur le sol albanais après le retrait de la mission « Alba ».

Il est clair que les offres de coopération turques étaient alors immédiatement répercutées auprès de la Grèce. Chaque rencontre avec les représentants du ministère de la Défense ou de l'armée turcs était suivie, à quelques jours près, par une rencontre avec les représentants du ministère grec⁵⁷⁴. Il faut également relativiser les effets de quatre ans de coopération intense entre les armées turque et albanaise. Les purges effectuées dans l'armée par le nouveau gouvernement albanais ont en effet forcément atténué les liens qui avaient pu être créés par la formation de plusieurs centaines de cadets albanais en Turquie. Après la formation du nouveau gouvernement, en quelques semaines, le chef de la police secrète, le commandant des gardes républicains, le chef d'état-major et de nombreux officiers ont été congédiés. Parmi les officiers limogés, nombreux étaient ceux qui avaient suivi une formation en Turquie. C'est le cas d'Adgim Baruti, commandant des forces aériennes, et de nombreux généraux : H. Rrepa, commandant de la division de Shkodër, S. Nure, commandant de la division de Korçë, D. Laci, commandant de la division de Gjirokastrër, des généraux V. Ismulli, B. Shehu, G. Vladi, K. Masupi, etc.⁵⁷⁵

Ce partenariat stratégique avec la Grèce a bien sûr provoqué l'ire de la Turquie. Le voyage du Président Meidani en Turquie en février 1998 n'avait d'autre but que de tenter d'atténuer la tension entre les deux pays. Les discours du Président Meidani ont été d'autant plus chaleureux que la situation au Kosovo était alors préoccupante⁵⁷⁶. Deux accords ont été signés lors de cette visite, un accord sur la coopération et les consultations politiques et un accord de coopération entre les administrations douanières. Mais le mois suivant, le Président Meidani s'est rendu en Grèce et a rassuré les dirigeants grecs sur la poursuite de la coopération entre les deux pays. Le Président Meidani a en fait cherché à contrebalancer l'orientation pro-grecque du gouvernement de Fatos Nano et, sans remettre en cause les relations avec la Grèce, tenté de renouer avec la Turquie.

⁵⁷³ *Albanian Times*, 31/8/97.

⁵⁷⁴ Voir la chronologie des relations bilatérales en annexe pour l'automne 1997 et le printemps 1998.

⁵⁷⁵ *Albanews*, 10/9/97.

⁵⁷⁶ Extraits des déclarations du Président Meidani dans *Hürriyet*, 14/7/98, 16/7/98 ; *ATA*, 12/2/98. L'accent fut également mis sur le soutien à la politique d'Ibrahim Rugova.

Durant cette période, il a joué un délicat rôle d'équilibriste. Il s'est rendu une fois en Grèce et deux fois en Turquie durant l'année 1998, en février, et en octobre à l'occasion des cérémonies du 75^{ème} anniversaire de la fondation de la République turque.

Parallèlement, le gouvernement Nano a amorcé un rapprochement avec la Serbie et adopté une approche modérée sur la question du Kosovo. Dès septembre 1997, les deux ministres des Affaires Étrangères se sont mis d'accord sur un agenda de négociations visant à la normalisation des relations⁵⁷⁷. Le précédent gouvernement avait, lui, toujours conditionné le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays à la résolution du problème du Kosovo. En novembre 1997 et pour la première fois, un dirigeant albanais (Fatos Nano) a rencontré le Président Milošević⁵⁷⁸. Cette rencontre a fait couler beaucoup d'encre⁵⁷⁹ : F. Nano n'aurait-il pas incité Milošević à lancer des opérations militaires au Kosovo, l'assurance lui étant donné que l'Albanie ne bougerait pas ? Une semaine après, Belgrade n'a en effet pas hésité à réprimer par la force des manifestations d'étudiants et, quatre mois après, les opérations militaires étaient déclenchées. Au-delà des déclarations divergentes et confuses du Président Meidani et du Premier ministre Fatos Nano⁵⁸⁰, la question du Kosovo, tout comme les relations avec la Grèce (et notamment la présence d'une unité grecque sur le sol albanais) ont fait l'objet de querelles entre le parti socialiste au pouvoir et l'opposition. Sali Berisha a ainsi régulièrement accusé Fatos Nano, un vieil ennemi, d'avoir trahi son pays et de s'être vendu à la Grèce et à la Serbie⁵⁸¹.

Le Kosovo : nouvelles menaces pour l'Albanie et nouveau rapprochement avec la Turquie

Là encore, la Turquie a bénéficié de l'instabilité politique régionale. Au début de l'année 1998, alors que le conflit au Kosovo s'enlisait et prenait des proportions dramatiques, les dirigeants albanais, soucieux de se ménager un appui le plus large possible au sein de l'OTAN, ont sollicité la Turquie. Le nouvel allié régional de l'Albanie, la Grèce, ne semblait pas, par ailleurs, incarner le meilleur allié possible face Belgrade. Comme dans la période 1992-1996, ce rapprochement avec la Turquie s'est exprimé dans le domaine militaire. Un accord a été signé en mars 1998 sur la reconstruction par l'armée turque de la base navale de Pashaliman (Paşaliman) et de l'académie navale de Vlorë (Vlora), endommagées durant les émeutes de 1997. La Turquie a financé les travaux estimés à 21 millions de dollars (7 millions pour la base de Pashaliman et 16 millions pour

⁵⁷⁷ ATA, 24/7/97.

⁵⁷⁸ Cette rencontre bilatérale fut organisée en marge du sommet des chefs d'États balkaniques de Crète.

⁵⁷⁹ Remzi Lani, Fabian Schmidt, *op. cit.*, pp. 82-84.

⁵⁸⁰ Cf. *supra* chapitre sur l'évolution générale de la scène balkanique depuis 1990 (1^{ère} partie, chapitre 3).

⁵⁸¹ Fabian Schmidt, "Albania: Government Tries to Forge Unity in Kosovo", RFE/RL Feature, 20/1/99.

l'académie militaire de Vlorë)⁵⁸². Les premières livraisons de matériels sont arrivées fin mai et ont donné lieu à des cérémonies fort commentées à la base logistique de Durrës et à l'académie navale de Vlorë, en présence du commandant des forces navales turques. Au même moment, la frégate « Mer Noire » effectuait une visite de courtoisie dans les ports albanais. Trois mois plus tard, en juillet, le ministre de la Défense turc signait un accord sur la donation d'une aide militaire à l'Albanie pour un montant de 5 millions de dollars⁵⁸³. Les deux pays se sont également mis d'accord sur le stationnement d'une unité turque sur le territoire albanais⁵⁸⁴. Officiellement destinée à protéger l'équipe de l'armée turque qui travaille à la reconstruction des équipements militaires à Vlorë, la présence de cette unité turque marque, en fait, le soutien apporté par la Turquie à l'Albanie dans la crise du Kosovo. Elle atténue aussi la portée symbolique de la présence d'une unité grecque sur le territoire albanais, puisque une unité turque y est également déployée. En août 1998, les deux pays ont signé un nouvel accord, portant cette fois-ci, sur la production de munitions pour l'armée turque dans l'usine albanaise de Poliçan⁵⁸⁵. Le contingent turc est arrivé à la base de Pashaliman en novembre 1998. Deux navires de guerre turcs ont visité le port à cette occasion⁵⁸⁶.

Les échanges entre les deux pays s'étaient effondrés lors des émeutes de 1997. L'exemple de la Grèce, qui n'a pas hésité à coupler son nouveau partenariat stratégique avec l'Albanie à la fin de l'année 1997 avec une politique économique attractive (accord sur l'ouverture d'une ligne de crédit de 70 millions de dollars, inauguration d'une branche de la banque nationale grecque, etc.), a apparemment incité les dirigeants turcs à prendre quelques initiatives en ce sens. Le Conseil d'affaires turco-albanais s'est réuni lors de la visite du Président Meidani en février 1998 et un accord sur la sécurité sociale a été signé le 15 juillet 1998 lors de la visite du Président Demirel. Les ressortissants de chacun des deux pays bénéficieront désormais d'une protection sociale lorsqu'ils travailleront dans l'autre pays⁵⁸⁷. Plusieurs grands projets d'investissements sont à l'étude ou en cours de réalisation (projet d'irrigation des zones rurales, contrat de 20 ans entre le gouvernement albanais et la firme turque Kurum pour la gestion de l'usine d'aluminium d'Elbasan, etc.⁵⁸⁸).

⁵⁸² Anadolu Ajansi, 28/5/98, 29/5/98 ; ATA, 27/5/98, 28/5/98 ; RFE/RL Newslines, 27/3/98, 5/11/98.

⁵⁸³ Anadolu Ajansi, 10/7/98.

⁵⁸⁴ Décision entérinée par le parlement turc à l'unanimité, le 23 juillet 1998. *Hürriyet*, 24/7/98 ; Anadolu Ajansi., 20/7/98 ; RFE/RL Newslines ; 24/7/98.

⁵⁸⁵ La Turquie fournira une assistance technique à cette usine (livraison de machines). RFE/RL Newslines, 10/8/98.

⁵⁸⁶ *Sabah*, 6/11/98 ; ATA, 4/11/98 ; RFE/RL Newslines, 5/11/98.

⁵⁸⁷ *Milliyet*, 11/9/98 ; ATA, 11/9/98.

⁵⁸⁸ ATA, 25/11/98, 26/1/99.

Le déclenchement d'opérations militaires au Kosovo en mars 1998 a remis en cause un ordre politique et social précaire. La population était toujours armée et les gangs faisaient la loi malgré de sévères contrôles de police. L'armée yougoslave n'hésitait pas à intervenir régulièrement dans le nord du pays et les accrochages à la frontière étaient fréquents. Enfin, les risques d'afflux de réfugiés faisaient planer de lourdes menaces sur le pays. L'octroi d'une aide humanitaire d'urgence, l'appui de la communauté internationale et avant tout de l'OTAN, étaient alors activement recherchés. La relance de la coopération militaire avec la Turquie est à replacer dans ce contexte. La tonalité des discours des dirigeants socialistes vis-à-vis de la Turquie a d'ailleurs très sensiblement évolué. Ainsi le quotidien du parti socialiste *Zeri i Popullit* qui, auparavant, ignorait complètement le développement des relations turco-albanaises, fait depuis la mi-1998 l'éloge de ces relations. A l'occasion de la visite du Président Demirel en juillet 1998, il a titré sur « l'amitié traditionnelle » entre les deux pays et développé une longue argumentation sur « l'assistance spontanée » offerte par la Turquie⁵⁸⁹. Il est vrai que, durant le premier semestre 1998, le Croissant rouge turque avait octroyé une aide d'urgence de 55 tonnes de nourriture (sucre, farine, huile, riz), couvertures et médicaments pour les réfugiés⁵⁹⁰. Les dirigeants albanais ont également relancé leur coopération avec la République de Macédoine durant l'année 1998. Les deux pays cherchent à confiner le séparatisme albanais au territoire du Kosovo et ils collaborent à la surveillance de la frontière. Durant les six mois qui ont suivi le déclenchement des opérations militaires au Kosovo en mars 1998, les deux Premiers ministres se sont rencontrés à quatre reprises.

La question du Kosovo est devenue en 1998 l'objet d'âpres controverses (et surenchères) politiques internes. La stabilité de ce pays, déjà économiquement ruiné et sans réelle structure judiciaire, s'en est trouvée d'autant plus affectée. Le Parti démocratique critiquait la politique fataliste de Fatos Nano face au « génocide » albanais au Kosovo et l'abandon de la souveraineté nationale à la Grèce (présence de troupes grecques sur le sol albanais⁵⁹¹). Le soutien de Sali Berisha à l'UÇK, et notamment la présence vraisemblable de camps d'entraînement de l'UÇK dans le nord du pays près de Tropojë, le fief de Berisha, relèvait non seulement d'une prise de position politique sur le Kosovo mais également d'une volonté de déstabiliser le gouvernement Nano. En septembre 1998, l'assassinat d'Adem Hajdari, un des dirigeants du Parti démocratique, a provoqué la colère de l'opposition et des émeutes à Tirana les 13 et 14 septembre. Tentative de coup d'État ?

⁵⁸⁹ *Zeri i Popullit*, 15/7/98 (traduction anglaise Albanews). Au même moment, le ton était très sensiblement différent dans le quotidien indépendant *Gazeta Albania* (16/7/98) qui, lui, évoquait le « gel des relations » entre les deux pays. D'autre part, si tout au long de l'année 1998, le « partenariat » turco-albanais fut largement couvert par le quotidien *Zeri i Popullit*, la coopération militaire entre les deux pays fut ignorée (voir notamment les articles du 11/3/98, 18/3/98, 20/3/98).

⁵⁹⁰ *Zeri i Popullit*, 15/7/98 (traduction Albanews) ; Enter, 15/7/98.

⁵⁹¹ En décembre 1997, lors de la visite du ministre de la Défense grec en Albanie, l'opposition a vigoureusement manifesté contre la présence de troupes grecques sur le sol albanais. Enter, 29/12/97 ; RFE/RL Newline, 30/12/97. Ce contingent est toujours présent en Albanie (*Gazeta* 55, 5/5/99, traduction Albanews).

« Simples » émeutes ensuite reprises en main par Sali Berisha ?⁵⁹² Quoi qu'il en soit, la fragilité de la position de Fatos Nano a éclaté au grand jour. Le 28 septembre, il démissionnait (officiellement suite à des divergences d'opinions dans la coalition gouvernementale). Il fut remplacé par Pandeli Majko, jeune cadre réformateur du parti. Celui-ci maintint la position de Nano sur le conflit au Kosovo : non-engagement et appels pressants à une intervention de l'OTAN⁵⁹³.

Conclusion : un partenariat étroitement lié au contexte régional

C'est donc par une coopération militaire que la Turquie a renoué avec l'Albanie. Mais ce partenariat reposait avant tout sur l'isolement politique de l'Albanie dans la région, et il n'a pas été couplé avec une coopération économique proportionnelle à cet intérêt politique et à cette « amitié » entre les deux peuples. Résultat, il est resté soumis aux variations du contexte politique régional et albanais ; et lorsque ce contexte a changé en 1997, l'état des relations turco-albanaises en a immédiatement été affecté. La situation ne semble avoir guère changé. Le commerce entre les deux pays est toujours insignifiant et c'est de nouveau via l'unique aspect militaire que la coopération a été relancée en 1998 alors que l'Albanie se retrouvait déstabilisée par le contexte régional (Kosovo). Ce partenariat militaire n'est ni suffisant pour forger de solides liens sur le long terme ni d'ailleurs si étroit. La contribution de la Turquie (et des États-Unis) au réarmement de l'armée albanaise a – sur l'ensemble – été secondaire⁵⁹⁴ et Ankara n'a pas activement participé à la réorganisation de l'armée et de la police après 1997⁵⁹⁵. Il semblerait également judicieux pour Ankara de moduler ses initiatives diplomatiques et son soutien financier en faveur du corridor est-ouest (Durrës-Tirana-Skopje-Sofia-Istanbul/Varna) en fonction de l'intérêt qu'elle porte – ou devrait porter – à ce projet. L'absence de réelles liaisons terrestres entre les deux pays est en effet un sérieux frein au développement des échanges. La Grèce, dont la lutte d'influence avec la Turquie dans les Balkans s'exprime aujourd'hui à tous les niveaux, pourrait ainsi coiffer au poteau les entrepreneurs turcs et, en liant les intérêts économiques de l'Albanie aux siens, durablement étendre son influence dans ce pays.

Le partenariat turco-albanais illustre par ailleurs la connivence, voire la collaboration, entre les politiques turque et américaine dans la région. Dans le cas albanais, la Turquie a d'ailleurs plutôt joué un rôle d'avant-garde de l'OTAN (premiers accords de coopération militaire à la fin de 1991). Mais alors que les relations entre l'Albanie et les États-Unis ont été constantes et se sont

⁵⁹² The Associated Press, 14/9/98 ; Fabian Schmidt, “Albania Pulls Back from the Brink ?”, RFE/RL Newline, 16/9/98 ; ATA, 14/9/98, 15/9/98.

⁵⁹³ Fron Nazi, *Balkan Crisis Report*, n°2, Institute for War & Peace Research, 10 février 1999.

⁵⁹⁴ Miranda Vickers, James Pettifer, *op. cit.*, pp. 218-219.

même améliorées sous le gouvernement Nano (programme de partenariat individuel signé avec l'OTAN), les relations avec la Turquie sont restées, elles, sensibles aux changements de coloration politique en Albanie et à l'évolution du contexte régional.

Les bombardements de la RFY au printemps 1999 et les expulsions et massacres de Kosovars ont de nouveau radicalement changé la donne régionale et nationale. Les Albanais se sont certes débattus pour accueillir leurs cousins kosovars mais n'aspiraient qu'à les voir retourner au Kosovo. Les mafias ont trouvé une nouvelle manne et les querelles internes n'ont aucunement été tempérées, donnant une image fort confuse des positions des uns et des autres (ainsi l'UÇK auparavant soutenu par le Parti démocratique l'est aujourd'hui par le Parti socialiste et inversement pour le cas d'Ibrahim Rugova). L'OTAN avait pris pied en Albanie au moment du conflit en Bosnie-Herzégovine ; elle y restera encore probablement pour un moment et ceci quel que soit le statut politique futur du Kosovo.

⁵⁹⁵ En revanche, la Turquie a récemment (septembre 1999) entrepris de former les (nouveaux) gardes républicains albanais.

2.2. LES RELATIONS TURCO-MACEDONIENNES : LES INCOHERENCES D'UN PARTENARIAT POLITIQUE

Ankara a reconnu la République de Macédoine le 6 février 1992 en même temps que la Croatie, la Slovénie et la Bosnie-Herzégovine. Elle est, par la suite, restée fidèle à cette approche globale et indifférenciée des quatre républiques ex-yougoslaves : le 28 août 1992, le ministre des Affaires Étrangères, Hikmet Çetin, a signé à Londres un protocole sur l'établissement des relations diplomatiques avec ces républiques et, en octobre, la nomination d'ambassadeurs était annoncée. Seules les relations officielles avec la Serbie/RFY ont été interrompues, mais pas les contacts entre les deux pays. L'ambassadeur yougoslave à Ankara, Trajan Petrovski, a été rappelé le 31 janvier 1992, quelques jours après l'annonce par le gouvernement turc de l'éminence de la reconnaissance des quatre républiques « sécessionnistes ». D'origine macédonienne, il avait été accusé par les autorités serbes d'avoir incité la Turquie à reconnaître l'État macédonien⁵⁹⁶. Ankara a ensuite attendu quatre mois avant de rappeler son ambassadeur à Belgrade (26 mai 1992) et les contacts ont été maintenus au niveau des chargés d'affaires.

Isolée dans la région par ses relations tendues ou ambiguës avec l'ensemble de ses voisins, souffrant d'une non reconnaissance internationale, fragilisée par une difficile transition économique et la présence d'une forte minorité albanaise sur son territoire, la République de Macédoine a chaleureusement accueilli ce soutien public à son indépendance et à son intégrité territoriale. De fait, les dirigeants macédoniens ont recherché ce soutien. Kiro Gligorov s'est rendu en Turquie dès juillet 1991 dans le but d'obtenir un appui de la Turquie. Le ministre des Affaires Étrangères macédonien et le président du parlement ont ensuite, dans la même optique, effectué une visite en Turquie respectivement les 7 octobre 1991 et 25 janvier 1992. Les deux pays partageaient les mêmes inimitiés locales, avant tout avec la Grèce, et dans une moindre mesure, avec la Serbie, et la Turquie paraissait être le seul pays de la région susceptible – et désireux – de coopérer avec Skopje sans arrière pensée. L'autre pays de la région qui avait reconnu l'indépendance de la Macédoine, la Bulgarie, n'avait pas étendu cette reconnaissance à celle de la nation macédonienne, laissant planer (au moins dans l'esprit des dirigeants macédoniens) une ambiguïté sur ses intentions réelles à l'égard du pays. La Bulgarie n'a officiellement pas de revendication sur le territoire de la République de Macédoine mais le refus de reconnaître l'identité macédonienne laisse la porte ouverte à d'éventuelles revendications dans le futur et, surtout, il enraye le processus de rapprochement entre les deux pays. Enfin, en recherchant la coopération

⁵⁹⁶ Şule Kut, "Yugoslavya bunalımı ve Türkiye'nin Bosna-Hersek ve Makedonya politikası : 1990-1993", in Faruk Sönmezoğlu (ed.), *Türk dış politikası analizi*, Istanbul, Der, 1994, p. 165.

voire l'alliance avec la Turquie, Kiro Gligorov s'efforçait de faire contrepoids à l'alliance gréco-serbe, voire de contrer d'éventuelles visées de ces deux pays sur la République de Macédoine. Au début de l'année 1992, le Président serbe Milošević avait proposé à la Grèce un partage de ce territoire⁵⁹⁷. Même si Athènes a fermement refusé ces propositions, et en a informé ses partenaires européens, Skopje restait dans la crainte de voir ses deux voisins s'entendre à son détriment.

Quant à la Turquie, elle a profité de l'isolement régional de ce pays pour s'en faire un allié. La seule absence de réticences de la part des dirigeants macédoniens à l'égard de ce partenariat (certes en partie motivée par cet isolement) plaidait en faveur de cette coopération. L'alliance avec un pays finalement crucial pour la Grèce puisque ses liaisons terrestres avec ses partenaires européens passent par la Macédoine, a peut-être également été jugée pertinente – et, forcément, a amplement été dénoncée comme telle à Athènes. Enfin, par sa position de verrou au centre de la péninsule, le maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de ce territoire fut perçue à Ankara, et avec raison, comme un élément essentiel de la stabilité régionale. Il convenait donc de soutenir cette indépendance.

Un soutien sans faille à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République de Macédoine

Très symboliquement, la première visite officielle à l'étranger du Président Gligorov fut en Turquie (en mars 1992) et le Président Özal fut le premier chef d'État à se rendre en visite officielle à Skopje (en février 1993). Les déclarations publiques prononcées lors de ces visites sont toujours très cordiales et les dirigeants des deux pays font régulièrement l'éloge de l'excellence des relations bilatérales. Les dirigeants turcs ne manquent pas de rappeler à chaque occasion que la Turquie fut un des premiers pays à reconnaître la République de Macédoine et le premier à ouvrir une ambassade à Skopje. La presse turque se laisse même parfois aller jusqu'à soutenir orgueilleusement que la Turquie fut le premier pays à reconnaître la République de Macédoine, ou le premier pays à la reconnaître sous son nom⁵⁹⁸. Dans les faits, c'est la Bulgarie qui fut le premier pays à la reconnaître, trois semaines avant la Turquie. La République de Macédoine a nommé un ambassadeur à Ankara en juillet 1993. Il s'agissait du dernier ambassadeur yougoslave à Ankara, Trajan Petrovki⁵⁹⁹.

⁵⁹⁷ Ducan Perry, "Macedonia: A Balkan Problem and a European Dilemma", *RFE/RL*, Vol. 1, n°25, 19 juin 1992, p. 44.

⁵⁹⁸ *Turkish Daily News*, 17/7/95, 12/10/96,

⁵⁹⁹ Le premier ambassadeur turc à Skopje était Suha Noyan. Il fut remplacé en juin 1995 par Unal Marasli, puis par Mustafa Fazlı Keşmir en novembre 1997.

Dès 1991/92, la Turquie a fourni une aide humanitaire à la Macédoine (nourriture et médicaments principalement). Elle a également envoyé du pétrole durant l'hiver 1991/92⁶⁰⁰ et a offert un crédit d'un million de dollars à Skopje destinée à alléger la dette du pays auprès de la Banque mondiale⁶⁰¹. Un protocole de coopération entre les ministères des Affaires Étrangères a été signé lors de la visite à Skopje d'Hikmet Çetin, en décembre 1993⁶⁰². Les dirigeants turcs ont par ailleurs promis d'aider la République de Macédoine à prospector les marchés en Asie centrale et au Moyen-Orient⁶⁰³ et d'intercéder en sa faveur pour son adhésion à l'OSCE, à la ZCEMN ou encore au Conseil de l'Europe. Des négociations ont été entamées dans le domaine militaire avec les visites en Turquie du chef d'état-major macédonien en juin 1993 et celle du ministre de la Défense en novembre. La Turquie s'est engagée à former des militaires macédoniens dans ses académies militaires (cet engagement avait déjà été pris dans le protocole de coopération signé entre les deux ministères des Affaires Étrangères lors de la visite d'Hikmet Çetin en décembre 1993). A la même époque (juillet 1993), des soldats américains étaient déployés en Macédoine dans le cadre de la mission de l'UNPREDEP (UN Preventive Deployment Force).

Les dirigeants turcs ont parallèlement évité tout soutien aux déclarations parfois intempestives des dirigeants du Parti démocratique turque (PDT) de Macédoine et passé sous silence des événements comme l'incendie de la mosquée Köprülü à Bitola (Manastir)⁶⁰⁴.

Il resterait aujourd'hui en Macédoine quelques 80 000 Turcs (77 000 selon le recensement d'avril 1991, 83 000 selon le recensement de juillet 1994, soit environ 4% de la population du pays). Cette minorité semble culturellement bien mieux lotie que la communauté albanaise puisque les Albanais, cinq fois plus nombreux que les Turcs, disposent d'à peine plus de publications ou émissions radio dans leur langue que les Turcs⁶⁰⁵. Le magazine *Birlik* est publié depuis 1944 et d'autres publications (*Sesler*, *Sevinç*, etc.) ont vu le jour dans les années 50 ou 60⁶⁰⁶. En 1992, 55 écoles primaires turco-macédoniennes (dont 28 n'enseignaient qu'en turc) fonctionnaient dans le pays. Un mouvement politique représentant cette minorité a été créé en juillet 1990 sous la forme d'une Union démocratique (*Türk Demokratik Birliği*). Ce mouvement s'est transformé en véritable

⁶⁰⁰ Şule Kut, *op. cit.*, p. 174.

⁶⁰¹ Şule Kut, *op. cit.*, p. 174-175.

⁶⁰² Ce protocole prévoit le développement des relations bilatérales dans les domaines de la culture, de l'éducation, des sciences, de la formation militaire et du secteur privé (industrie, commerce, télécommunication, secteur bancaire et tourisme). *Ibid.*, p. 176.

⁶⁰³ *Hürriyet*, 20/6/95.

⁶⁰⁴ Mehmet Turna, "Makedonya-Türkiye ilişkileri ve Makedonya'nın geleceğine bakış", *Avrasya Dosyası*, Vol. 3, n°3, printemps 1996, p. 78.

⁶⁰⁵ Voir les chiffres officiels dans *Basic Statistical Data. Second Supplemented and Revised Edition*, Statistical Office of Macedonia, Skopje, décembre 1992.

⁶⁰⁶ Détails des publications créées dans les années 50 et 60 dans C.N.O. Bartlett, "The Turkish Minority in Yugoslavia", *Bradford Studies on Yugoslavia*, n°3, 1980, pp. 8-9 ; Pour les publications plus récentes, voir *Basic Statistical Data...*, *op. cit.* ; *Eurasian File*, n°89, décembre 1997, p. 5.

parti politique en octobre 1992 sous le nom de PDT (Parti démocratique turc – *Türk Demokratik Partisi*), mais il a du mal à percer sur la scène nationale. Les élections législatives de novembre et décembre 1990 n’ont amené aucun élu turc à l’assemblée nationale (aucun des 11 candidats présentés par le PDT n’a passé le premier tour) et seulement 22 élus aux assemblées municipales (soit 1,45% des élus locaux alors que les Turcs représentent 4% de la population du pays). Enfin, les Turcs ont généralement délaissé le parti d’obédience turque pour des partis plus classiques (Alliance sociale démocrate, Parti libéral) voire pour des partis albanais (7 élus turcs sur 22 appartenaient au Parti de la prospérité albanais). A ce manque de cohésion politico-ethnique, s’ajoute une dispersion géographique et une loi électorale (quota de 7%) qui rendent plus difficile l’élection de Turcs aux assemblées locales. Aux législatives de 1994, le PDT s’est allié avec le SDA-Voie islamique et a obtenu un député à Gostivar (Kenan Hasip). Sur les 57 candidats présentés par le PDT, sept ont passé le premier tour⁶⁰⁷. Par son poids numériquement peu important, sa proximité avec les Albanais (la moitié de la communauté turque de Macédoine vit dans le nord-ouest du pays peuplé d’Albanais), les Turcs sont en fait menacés d’assimilation. Le PDT fait précisément campagne sur ce sujet. Son action se focalise sur les questions d’enseignement en turc notamment à Župa dans la région de Debar où le faible nombre de Turcs ne justifie plus, selon le ministère de l’Éducation, la mise en place d’un enseignement en turc⁶⁰⁸. Face à ces « tentatives d’assimilation », le PDT organise le boycott des écoles ou encore adresse des rapports alarmants aux instances internationales (CSCE en janvier 1993, cour européenne en février 1995, etc.). La mission envoyée par la CSCE a cependant conclu qu’il n’y avait aucun abus majeur (avril 1993). Le PDT critique également l’absence de Turcs dans les sphères gouvernementales et administratives du pays (gouvernement, police, armée, justice, etc.). A l’exception notable d’Ismail Güner, ancien ministre de la Culture devenu porte-parole du gouvernement⁶⁰⁹, qui est turc mais pas membre du PDT, les Turcs ne sont pas représentés dans les sphères du pouvoir.

Sur ces deux questions (enseignement en turc dans certaines régions et représentation politique des Turcs), Ankara n’a pris aucune position officielle. Les discours des dirigeants turcs font d’ailleurs plutôt l’éloge du traitement réservé à la communauté turque dans ce pays. Enfin, la tendance quelque peu radicale du PDT, le fait que celui-ci soit loin de rassembler l’adhésion de

⁶⁰⁷ Şule Kut, “Macedonian Politics : First Multiparty Elections after Independence”, *Turkish Review of Balkan Studies*, n°2, 1994/95, p. 40.

⁶⁰⁸ La loi sur l’administration locale stipule que la langue d’une minorité ne peut être utilisée administrativement et enseignée que si cette minorité représente plus de 20% de la population locale. Le PDT demande la modification de cette loi pour les régions de Debar et de Gostivar, arguant que la Convention sur la protection des minorités signée par la Macédoine, autorise la libre utilisation d’une langue minoritaire lorsque celle-ci a traditionnellement prévalu dans la région. MILS, 7/3/97.

⁶⁰⁹ Ismail Güner est membre de l’Alliance sociale démocrate (parti du Président Gligorov). Il a démissionné de son poste de porte-parole du gouvernement en raison de son opposition à la nouvelle loi sur les médias.

tous les Turcs du pays, incitent plutôt Ankara à se tenir à l'écart de ce mouvement. Lors de la visite du Président Özal en février 1993, le consulat turc se serait efforcé d'empêcher le PDT d'user de cette opportunité pour diffuser ses messages politiques⁶¹⁰. Durant l'affaire du drapeau à Gostivar⁶¹¹, le gouvernement turc avait également condamné le déploiement du drapeau turc au côté du drapeau albanais. Ce n'était d'ailleurs pas le PDT qui était à l'origine de cette initiative et son président, Erdoğan Saraç, s'était publiquement désolidarisé de cette action⁶¹². Le PDT n'adhère pas aux demandes, jugées extrémistes, de certains mouvements albanais et ses relations avec la communauté albanaise sont assez délicates. Coincés entre la majorité macédonienne et l'imposante minorité albanaise, les Turcs de Macédoine refusent de se ranger aux côtés des uns face aux autres. Outre les divergences politiques (notamment dans les rapports avec les Macédoniens), l'albanisation des Turcs du pays (notamment par voie de mariages) est une cause de dissension. Divers incidents ont jalonné les relations entre les deux communautés depuis 1991. La publication de l'ouvrage *Les Albanais de Macédoine* sous la direction de la Communauté musulmane (et albanaise) du pays a ainsi provoqué quelques échanges aigre-doux entre les représentants des deux minorités. Cet ouvrage prend ouvertement des positions turcophobes (virulentes critiques de la période ottomane entre autres)⁶¹³. Au début de l'année 1997, les maires albanais de Gostivar et Tetovo ont décidé que le turc ne serait plus employé comme langue administrative dans leur municipalité⁶¹⁴. La Turquie a, elle, par l'intermédiaire du ministère des affaires religieuses (Diyanet), plutôt de bonnes relations avec les dirigeants de la Communauté musulmane du pays.

En février 1994, la Grèce a imposé un embargo à la République de Macédoine⁶¹⁵. Celle-ci s'est alors retrouvée enclavée puisque sa principale – et quasi unique – voie de communication, la vallée du Morava-Vardar, était coupée au nord par l'embargo international sur la Fédération yougoslave et au sud par l'embargo grec. Quelques jours plus tôt, les États-Unis avaient reconnu la Macédoine (sous le nom de FYROM). Les relations entre la Turquie et la Macédoine se sont alors rapidement développées et une coopération des plus étroites s'est mise en place. Deux jours après l'imposition d'un blocus par la Grèce, le document d'entente sur la mise en place du corridor est-ouest reliant le port albanais de Durrës à Varna en Bulgarie et à Istanbul via la Macédoine a été signé. Le mois suivant, un accord de coopération économique fut conclu entre la Turquie et la

⁶¹⁰ Hugh Poulton, "The Republic of Macedonia after UN Recognition", *RFE/RL*, Vol. 2, n°23, 4 juin 1993, p. 27.

⁶¹¹ Cf. *supra*, chapitre « La scène balkanique depuis 1990 » (1^{ère} partie, 3^{ème} chapitre).

⁶¹² Interview d'Erdoğan Saraç dans *Zaman*, 29/3/95.

⁶¹³ MILS, 29/3/95. Nathalie Clayer, "A propos du livre *Les Albanais de Macédoine*, publié à Skopje par la Communauté musulmane de la République de Macédoine", colloque *Journées macédoniennes*, Paris, INALCO, 28/9/97.

⁶¹⁴ *Nova Makedonya*, 7/2/97-MILS, 10/2/97 ; MILS, 24/3/97.

⁶¹⁵ La Grèce avait déjà imposé, en 1993, un embargo sélectif sur les exportations de pétrole à destination de la Macédoine.

République de Macédoine et Ankara s'engageait à débloquer 25 millions de dollars de crédits⁶¹⁶. Le Vice-premier ministre turc, Murat Karayalçın s'est rendu à Skopje en août 1994 et a annoncé une donation de 10 000 tonnes de maïs à cette république asphyxiée par ce double embargo. L'accord sur la prévention de la double taxation est signé l'année suivante, le 16 juin 1995, lors de la visite du Premier ministre macédonien en Turquie⁶¹⁷. Un mois plus tard, en juillet 1995, l'accord sur la protection et l'encouragement des investissements réciproques était signé lors de la visite du Président Süleyman Demirel en République de Macédoine. Le traité bilatéral d'amitié et de coopération a également été signé à cette occasion. Enfin, la coopération dans le domaine militaire a été relancée.

La République de Macédoine a hérité de la défunte armée yougoslave, dont le retrait de Macédoine fut effectif en avril 1992, de très peu de matériels. Avec un total d'environ 12 000 hommes sous les drapeaux, aucun véhicule de transport blindé, aucune force aérienne et seulement deux chars soviétiques T-34 datant de la Seconde Guerre mondiale⁶¹⁸, cette armée ne forme aucunement une force dissuasive. En 1994, les États-Unis se sont engagés à lui fournir du matériel prélevé sur les surplus de l'armée américaine. Parallèlement, les négociations bilatérales avec la Turquie ont abouti à la signature de plusieurs accords. Un premier accord portant sur la formation d'un comité d'experts et sur l'échange d'informations technologiques et militaires a été signé en avril 1995 lors de la visite à Skopje du ministre de la Défense turc. Cet accord de coopération industriel et technique dans le domaine de la défense représente en quelque sorte le premier cadre légal de la coopération dans ce domaine⁶¹⁹. Trois mois plus tard, en juillet 1995, un Document de confiance mutuelle et de mise en place de mesures de sécurité, également appelé le Document de Skopje, est signé lors de la visite du chef d'état-major turc à Skopje. Il prévoit l'échange d'experts militaires, l'observation des activités militaires respectives et l'organisation d'exercices en commun⁶²⁰. Les visites de délégations militaires se sont ensuite multipliées et des programmes de coopération annuelle ont été négociés.

⁶¹⁶ L'accord du 17 mars 1994 porte plus spécifiquement sur la coopération dans l'agriculture, le tourisme, le bâtiment et les travaux publics, l'industrie chimique et les transports et communications (cet accord entrera en vigueur en avril 1995). *Newspot*, 23/3/94, p. 3.

⁶¹⁷ L'accord sera ratifié par le parlement turc en juillet 1996. *Hürriyet*, 26/7/96.

⁶¹⁸ Duncan Perry, "Macedonia: From Independence to Recognition", *RFE/RL*, Vol. 3, n°1, 7 janvier 1994, p. 121 ; *Military Balance*, 1994/95, p. 95.

⁶¹⁹ MIC, 14/4/95 ; MILS, 14/4/95, 17/4/95.

⁶²⁰ OMRI Daily Digest, 21/7/95 ; *Turkish Daily News*, 22/7/95 ; MIC, 20/7/95 ; *Turkish Probe*, 28/7/95, p. 15.

En 1997, alors que le chaos régnant en Albanie menaçait de s'étendre à la Macédoine⁶²¹, la Turquie a relancé sa coopération militaire avec la Macédoine. Elle a déployé une diplomatie préventive alliant visites de délégations militaires, exercices militaires en commun et soutien public à l'intégrité territoriale de ce pays : le 15 mars, une délégation militaire turque effectuait une visite officielle à Skopje ; dix jours plus tard, le sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères se rendait en Macédoine accompagné d'une nouvelle délégation militaire ; en avril, le gouvernement turc annonçait qu'il prenait en charge la formation des officiers de l'armée macédonienne (ce qui était déjà le cas mais n'avait jamais été clamé publiquement) ; le mois suivant, les premiers exercices militaires bilatéraux étaient organisés en Macédoine, etc.⁶²² La Turquie a par ailleurs promis en avril 1997 de faire don à l'armée macédonienne de plusieurs véhicules blindés, de deux patrouilleurs maritimes et de systèmes de communication⁶²³.

Un an plus tard, une guerre civile éclatait au Kosovo (mars 1998). Cette fois, le risque de voir les combats s'étendre au territoire macédonien était d'autant plus élevé que les Albanais de Macédoine et du Kosovo entretenaient, depuis plusieurs décennies, d'étroites relations dans la cadre de la Yougoslavie. Rapidement, la Turquie a proposé à la République de Macédoine de lui fournir des avions de combat et des négociations ont été engagées sur l'achat de 20 avions F-5. Ces avions avaient certes besoin d'être modernisés mais ils représentaient en tout état de cause une ébauche de couverture aérienne pour la Macédoine. Washington ayant donné son feu vert pour cette transaction, les Turcs et les Macédoniens se sont mis d'accord lors de la visite du Premier ministre turc, Mesut Yılmaz, en juillet 1998. Quelques jours avant, le ministre de la Défense macédonien s'était rendu en Turquie pour discuter des modalités de cet achat et de l'entraînement des pilotes macédoniens en Turquie⁶²⁴.

Les incohérences d'un partenariat politique

La Turquie s'est donc lancée à la rescousse de la Macédoine lorsque celle-ci s'est trouvée affaiblie ou menacée. Durant le double embargo en 1994/95, elle a relancé sa coopération économique avec ce pays (accords de coopération économique, aide alimentaire, offre de crédit, etc.) et, en 1997 et 1998, alors que la stabilité du pays était menacée (par les émeutes en Albanie en 1997 puis par le début des opérations militaires au Kosovo), c'est sa coopération militaire avec

⁶²¹ Les autorités macédoniennes avaient d'ailleurs mis leurs troupes à la frontière en état d'alerte en mars 1997. Quelques jours plus tôt, des postes frontières avaient été pris d'assaut par des Albanais (MILS, 13/3/97). Cette période fut jalonnée de plusieurs incidents à la frontière.

⁶²² MILS, 17/3/97, 26/3/97, 21/4/97 ; *Hürriyet*, 12/5/97.

⁶²³ MILS, 17/3/97.

⁶²⁴ *Hürriyet*, 6/7/98 ; MILS, 1/7/98, 9/7/98. L'armée macédonienne dispose de 65 pilotes d'avions (mais pas d'avions). Ducan Perry, "Macedonia: From Independance ...", *op. cit.*, p. 121.

Skopje qu'elle a approfondie. Toutefois malgré cet appui public à la Macédoine dans les périodes de crise, les relations entre les deux pays souffrent de nombreuses carences frôlant l'incohérence dans les approches diplomatiques turques. Il s'agit notamment de la coopération économique qui, au-delà des nombreuses déclarations d'intention des dirigeants turcs, n'a pas bénéficié d'un intérêt et d'un engagement concomitants avec « l'excellence », rappelée à tout propos, des relations entre les deux pays⁶²⁵.

Les échanges sont en effet peu importants. D'un montant annuel de 5,2 millions de dollars en 1992, ils ont progressivement augmenté pour atteindre 74 millions de dollars en 1994, ce qui ne représente toujours qu'environ 3% des échanges de la République de Macédoine⁶²⁶. Ils ont ensuite chuté en 1996, alors que la République de Macédoine reprenait ses échanges traditionnels avec la Serbie, puis ensuite quelque peu repris pour atteindre 107 millions de dollars en 1997 selon le vice-président du Conseil d'affaire turco-macédonien⁶²⁷. Contrairement au cas des échanges avec la Bulgarie ou la Roumanie, la balance commerciale est largement excédentaire pour la Turquie. La République de Macédoine exporte en Turquie principalement du fer, de la céramique, des pièces détachées pour automobiles, des câbles acryliques, du cuivre raffinée, des peaux de mouton, des autobus et des fibres textiles. La Turquie exporte en Macédoine principalement du coton, des cordages, du textile, du chrome, des agrumes, des fruits et légumes, du cuir traité, du fuel, de la farine de blé, des biscuits, du sucre, des appareils pour centrales téléphoniques, des conducteurs électroniques, des câbles de fibres optiques et du savon⁶²⁸.

Les investissements turcs dans le pays sont également peu importants. En 1994, ils ne représentaient que 2% du total des investissements étrangers dans le pays⁶²⁹ et seul un millier d'entreprises turques avaient investi en République de Macédoine en 1995⁶³⁰. En 1996, le montant total des investissements réalisés par des entrepreneurs turcs dans ce pays se montait à 157 000 dollars, bien peu comparé au 3 millions de dollars d'investissements allemands ou au 1,5 million d'investissements grecs⁶³¹. Parmi les plus importants contrats signés, figurent la construction d'un aéroport à Ustrumca par la compagnie turque Burc, la fourniture de câbles téléphoniques à la

⁶²⁵ Ainsi, l'ambassadeur de Macédoine en Turquie, Trajan Petrovski, dans un entretien accordé à *Eurasian Files* (n°48, janvier 1996, p. 5) qualifiait les relations turco-macédoniennes de « parfaites » mais exprimait son incompréhension – et sa déception – face au maigre niveau des échanges et des investissements turcs en Macédoine.

⁶²⁶ Devlet İstatistik Enstitüsü, cité par Mehmet Turna, *op. cit.*, p. 77. Les chiffres présentés par «La situation économique en Macédoine en 1995», *Les Notes des Postes d'Expansion Économique*, Paris, Ministère de l'Économie et des Finances, 1996, p. 7, sont sensiblement différents : 83 millions de dollars pour l'année 1994, 94 millions pour l'année 1995.

⁶²⁷ Anadolu Ajansi, 21/4/98.

⁶²⁸ Mehmet Turna, *op. cit.*, p. 77.

⁶²⁹ Nurcan Özgür, «Globalleşme ve Türkiye'nin Balkan Ekonomi Politikası (1989-1997)», *İktisat Dergisi*, janvier 1998, p. 61.

⁶³⁰ *Newspot*, 7/4/95, p. 3.

compagnie de téléphone macédonienne par la société turque Hes-Kablo, l'achat de transformateurs électriques par la compagnie turque Setazz (auprès de la société EMO Ohrid), la création d'un joint-venture à Strumica pour la production d'huile de tournesol et la production en Macédoine de lainage par la compagnie turque Aslandı⁶³².

Enfin, il faut attendre 1995 pour que les accords bilatéraux réglementant le commerce (accord sur la prévention de la double taxation en juin 1995 et accord d'encouragement et de protection des investissements réciproques en juillet 1995) soient signés. Le conseil économique mixte (JEC) ne s'est réuni pour la première fois qu'en août 1996 à Izmir (deuxième réunion en mars 1998 à Skopje) et le Conseil d'affaire bilatéral ne fonctionne que depuis novembre 1995 (il s'est depuis lors réuni en novembre 1996 à Ohrid et en avril 1998 à Bursa). Le montant des crédits accordés par la Turquie à la Macédoine – pourtant un des pays les plus pauvres de la péninsule – est également plutôt mince (25 millions de dollars) et, dans les faits, ces crédits n'ont pas été alloués faute d'accord sur leur emploi. Seules des facilités d'assurances ont été octroyées en 1997⁶³³. L'aide humanitaire envoyée à la Macédoine n'est également pas si importante⁶³⁴ et la Turquie a tardé à répondre aux demandes réitérées des dirigeants macédoniens d'augmentation du nombre de permis de transit accordés par la Turquie⁶³⁵. Enfin, il n'y a toujours aucune banque turque (par filiale ou joint-venture) présente en Macédoine alors que de tels types de banques existent depuis 1994 en Roumanie ou en Bulgarie. L'ouverture d'une banque turque à Skopje est bien prévue mais les négociations traînent. Il s'agit d'un partenariat entre Ziraat Bank, une des plus grandes banques turques, et Komercijalna Bank. Le protocole initial a été signé le 28 juin 1996 lors de la visite du Président Gligorov en Turquie. Le capital, d'un montant annoncé de 22 millions de dollars, doit être fourni pour moitié par chaque banque.

Les dirigeants macédoniens ont exprimé, à plusieurs reprises, leur déception face à ce médiocre niveau d'échanges qu'ils expliquent par les taxes imposées aux produits macédoniens et le retard pris dans la conclusion des accords de coopération économique. Dès décembre 1993, à l'occasion de la visite du ministre des Affaires Étrangères turc, Hikmet Çetin, ils avaient demandé

⁶³¹ *Eurasian Files*, n°92, février 1998.

⁶³² *Eurasian Files*, n°68, novembre 1996, p. 7, n°69, novembre 1996, p. 6 ; *Turkish Daily News*, 13/9/95 ; MILS, 30/7/97 ; Anadolu Ajansi, 20/8/98.

⁶³³ Entretien avec Tülin Kalkay, chef du département « crédit » à l'Eximbank, 26 octobre 1998.

⁶³⁴ Selon Şule Kut, "Yugoslavya bunalım ...", *op. cit.*, p. 177, sur une aide humanitaire totale de 76 millions de dollars accordée par la Turquie à divers pays en 1993, la Macédoine n'a reçu une assistance que pour un montant de 12 500 dollars.

⁶³⁵ L'accord signé à ce sujet en avril 1995 a été révisé en juillet de la même année. 500 permis ont été accordés à la Macédoine mais l'ambassadeur de la République de Macédoine à Ankara en avait demandé 1500. MILS 6/7/95, 20/11/96. Skopje a ensuite obtenu une augmentation de 50% des permis en juin 1997. MILS, 2/6/97.

à bénéficier d'un statut de nation privilégiée, demande qui fut réitérée par la suite⁶³⁶. Ce n'est qu'en juillet 1998, lors de la visite du Premier ministre Yılmaz en Macédoine, qu'un premier pas fut franchi en ce sens avec la signature d'une déclaration pour la libéralisation du commerce entre les deux pays.

La coopération culturelle semble en revanche avoir été très tôt développée. Un protocole de coopération avait été signé en 1990 et plusieurs activités entraient dans le cadre de cet accord⁶³⁷. D'autres accords ont été conclus par la suite et notamment, en octobre 1993, sur la coopération dans les domaines du théâtre, du cinéma et des antiquités. Les « Journées de Goce » ont été organisées à Istanbul en février 1995 (expositions, concerts, conférences, etc.)⁶³⁸. Un film a été réalisé en coproduction⁶³⁹, des festivals de films ont été organisés, les orchestres symphoniques des deux pays ont donné des concerts dans l'autre pays, des villes turques et macédoniennes ont été jumelées (Ankara et Skopje par exemple), une exposition sur Atatürk a été organisée à Bitola en 1998, etc. Une association d'amitié turco-macédonienne a été créée en mars 1994 et diverses conférences ont été organisées en marge des assemblées annuelles de cette association. TICA a signé l'accord cadre de coopération avec l'État macédonien le 23 mars 1997 et son président s'est rendu à Skopje en mai. Un coordinateur a été nommé à Skopje et TICA a participé au financement de plusieurs symposiums (symposium sur la culture turque de Thrace organisée à Skopje en mars 1998 à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'association Yeni Yol, International Geothermal Days-Turkey 1997, etc.)⁶⁴⁰. TICA a également contribué à la formation de spécialistes macédoniens en statistiques (envoi d'experts turcs en Macédoine, programme de formation à l'institut national de statistiques de Turquie) et un programme d'activités culturelles pour la période 1997-1999 a été signé lors de la visite du ministre de la Culture turc en Macédoine en juin 1998⁶⁴¹. Au niveau académique, des protocoles de coopération entre les directeurs des archives nationales ont été signés depuis 1991, des cours de macédonien sont offerts à l'université d'Istanbul depuis 1986 et des cours de turc à l'université de Skopje depuis 1987⁶⁴². Un protocole de coopération académique a été signé entre les universités d'Izmir et de St Clément d'Ohrid en

⁶³⁶ MILS, 8/12/93, 8/11/95, 17/4/96.

⁶³⁷ Türkayya Ataöv, "Turkey's Expanding Relations with the CIS and Eastern Europe", in Clement Dodd (ed.), *Turkish Foreign Policy. New Prospects*, Huntington (Grande Bretagne), Londres, The Eothen Press, SOAS, 1992, p. 115.

⁶³⁸ MILS, 3/2/95. Les conférences sur les relations bilatérales, le folklore ou la littérature des deux pays ne représentent cependant pas toujours les meilleurs instruments d'un « rapprochement des peuples ». Les « journées de la culture macédonienne » organisées en Turquie en avril 1995 furent ainsi jalonnées de divers incidents (interventions en turc ou en albanais non traduites motivant les protestations de l'auditoire et de l'ambassadeur de Macédoine, etc.). MILS, 18/4/95. Sur ces relations culturelles, voir également Mehmet Turna, *op. cit.*, p. 76.

⁶³⁹ Il s'agit du film d'Erbil Altanay "Intiharın El Kitabı". *Milliyet*, 7/11/97.

⁶⁴⁰ *Eurasian File*, n°76, juin 1997, p. 3, n°96, avril 1998/1, p. 3 ; TICA, 1997, *Annual Report*, p. 12.

⁶⁴¹ TICA, 1997, *Annual Report*, p. 17 ; *Avrasya Dosyası*, n°102, juillet 1998/1, p. 7.

⁶⁴² M. Jelić, J. Stojiljković, D. Bajić, "Yugoslav-Turkish Relations, 1976-1988", *Yugoslav Survey*, Vol. XXX, n°4, 1989, p. 149.

janvier 1994 (promotion de la langue et de la culture de chaque pays) et un autre entre l'université Gazi à Ankara et l'université Saint Clément d'Ohrid en 1997⁶⁴³. L'université de Gazi et l'université de Bitola (Manastir) ont organisé en coopération une conférence sur Atatürk en octobre 1998⁶⁴⁴.

Mais si cette coopération culturelle semble diversifiée et fructueuse (notamment en termes d'image de la Turquie en Macédoine), les autorités turques ont, ici comme ailleurs dans les Balkans, tendance à se reposer sur des fondations privées, parfois islamistes, pour assurer une partie de cette coopération culturelle. La fondation de Fethullah Gülen a ainsi ouvert un lycée à Skopje en 1997 (le collège Yahya Kemal)⁶⁴⁵. Cette fondation semble active dans le pays. Elle y dispose, depuis 1994, d'une publication, *Zaman Makedonya*, et semble être liée avec certains membres du PDT.

La Macédoine dans les Balkans : un voisinage difficile⁶⁴⁶

Depuis fin 1995, les relations de la République de Macédoine avec ses voisins sont en voie de normalisation et le pays a réussi à sortir de son enclavement. En septembre 1995, la Grèce, isolée sur la scène régionale, confrontée à la lassitude de la population et à une contestation de plus en plus vive de sa politique au sein de l'U.E., a signé un accord intérimaire avec Skopje. Cet accord renvoie à des négociations ultérieures la question du nom mais Athènes s'engage à reconnaître « l'État de Skopje » et à lever le blocus (ce qui sera fait un mois plus tard). Quelques mois plus tard, en avril 1996, Skopje normalise ses relations avec la RFY (accord de reconnaissance mutuelle). Les échanges ont immédiatement repris et une série d'accords est venue, en septembre 1996, encadrer cette reprise des relations économiques⁶⁴⁷. Cette reconnaissance affaiblit cependant la position régionale de la Grèce qui comptait sur l'appui de son allié serbe dans la querelle du nom avec Skopje. Or, Belgrade a reconnu la République de Macédoine sous son nom. Les dirigeants grecs ont probablement sous-estimé la *realpolitik* de Slobodan Milošević et la volonté de Belgrade de sortir d'un isolement régional quasi total. La Macédoine avait, elle, tout intérêt à normaliser ses relations avec Belgrade puisque ses échanges extérieurs dépendent en grande partie de l'axe Morava-Vardar. Même lorsque le corridor est-ouest sera achevé, ce qui risque de prendre encore

⁶⁴³ *Newspot*, 22/7/94, p. 3 ; *Hürriyet*, 16/7/97.

⁶⁴⁴ *Milliyet*, 24/10/98. Sur l'intérêt porté à la culture et l'histoire macédoniennes dans le milieu académique turc, voir également Muzaffer Tufan, "Macedonia in Turkish Scholarly and Scientific Journals", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°4(17), décembre 1996, pp. 361-368.

⁶⁴⁵ *Zaman*, 19/10/96, 25/9/97.

⁶⁴⁶ Pour une présentation plus complète de la question macédonienne et des relations de ce pays avec ses voisins, cf. *supra* chapitre « La scène balkanique depuis 1990 » (1^{ère} partie, chapitre 3).

⁶⁴⁷ Accords sur les échanges, la prévention de la double taxation, la protection et la promotion des investissements réciproques, la réglementation des transports et la coopération douanière, signés lors de la visite à Skopje du Premier ministre de la RFY en septembre 1996. MILS, 5/9/96, OMRI Daily Digest, 5/9/96, 7/10/96.

quelques années, la dépendance de la Macédoine vis-à-vis de ses voisins serbe et grec (via Thessalonique) sera amoindrie mais pas abolie. Lors de l'imposition du double blocus (grec et serbe) en 1994/95, la Bulgarie et l'Italie avaient pu nouer des liens commerciaux avec Skopje (elles représentaient respectivement 17,5% et 10% des échanges du pays en 1995). Mais dès 1996, la RFY est redevenue la principale destination des exportations macédoniennes (27% du total de ses exportations et 10% de ses importations en 1996)⁶⁴⁸. La Slovénie et l'Allemagne occupent également une place de premier plan dans les échanges de la République de Macédoine (respectivement 20 et 13% des exportations du pays en 1996 et 15 et 8% des ses importations)⁶⁴⁹. Là encore, seul le Morava-Vardar peut être utilisé pour ces échanges. Dès la levée de l'embargo sur la RFY (après les accords de Dayton), l'axe Morava-Vardar captait donc au moins (échanges avec le reste des pays d'Europe centrale, orientale et occidentale non pris en compte) 60% des exportations de la Macédoine et 33% de ses importations. La « zone mark » (utilisation du mark comme monnaie d'échange) s'étendait, via l'influence économique et politique du Morava-Vardar, jusqu'en Macédoine. La nombreuse communauté albanaise originaire de Macédoine présente en Allemagne renforçait également ce lien et expliquait en partie cette diffusion du mark en tant que monnaie de référence. La Macédoine a par ailleurs signé des accords de libre-échange avec la Slovénie (juillet 1996) et avec la Croatie (1997). Son partenariat avec ces deux pays s'explique en partie par la configuration du réseau de transport et d'échanges établi du temps de la Yougoslavie mais il repose aussi sur une volonté de resserrer les rangs face à la Serbie.

Avec l'Albanie, la politique de Sali Berisha, qui avait sur la fin adopté une rhétorique plus nationaliste, n'avait pas permis de confirmer le rapprochement de 1993⁶⁵⁰. Les relations se sont nettement améliorées après la formation d'un gouvernement socialiste à Tirana à l'été 1997. Plusieurs accords de coopération dans les domaines du commerce (formant un cadre légal pour les échanges), des transports et de la surveillance de la frontière ont été signés lors de la visite à Tirana du ministre des Affaires Étrangères macédonien en décembre 1997 et lors de celle du Premier ministre Fatos Nano en Macédoine en janvier 1998 (première visite d'un premier ministre albanais dans ce pays). Ni le gouvernement albanais ni le gouvernement macédonien ne souhaitaient en fait voir leur pays érigé en base arrière de l'Armée de libération du Kosovo et les deux pays cherchèrent plutôt à coopérer face aux dangers suscités par cette guerre à leurs frontières (surveillance en commun de la frontière avec la coopération de l'OTAN notamment).

⁶⁴⁸ E.I.U., *Country Report*, "Macedonia", n°4, 1997, p. 33.

⁶⁴⁹ Ibid.

⁶⁵⁰ Pour plus de détails, cf. *supra* « La scène balkanique depuis 1990 » (1^{ère} partie, 3^{ème} chapitre) et « L'Albanie : un partenaire privilégié » (2^{ème} partie, 2^{ème} chapitre).

Les relations avec la Bulgarie ont jusqu'en février 1999 été troublées par la question de l'existence d'une nation macédonienne. Les accords bilatéraux, rapidement conclus entre les deux pays, attendaient, pour être ratifiés, que la question de la ou des langue(s) de rédaction de ces textes soit réglée. Plusieurs incidents ont d'ailleurs jalonné les relations entre les deux pays. En avril 1996, le ministre des Affaires Étrangères bulgare annonçait qu'il annulait sa visite à Skopje officiellement à cause de la rhétorique anti-bulgare régnant en Macédoine⁶⁵¹ et en octobre, la télévision nationale bulgare diffusait un documentaire sur « Les Bulgares en Albanie » (Bulgares qui sont donc, pour Skopje, des Macédoniens)⁶⁵². Les allégations du directeur de l'agence de presse grecque Macedonian Press Agency, accusant la Bulgarie d'avoir fomenté l'attentat contre le Président Gligorov en octobre 1995 ont également largement été répercutées dans la presse macédonienne⁶⁵³. A l'été 1998, l'expiration officielle de la validité du traité de Neuilly a donné lieu à quelques déclarations, dûment commentées à Skopje, sur la nécessité de réunir les trois Macédoines⁶⁵⁴. Les journalistes bulgares n'ont ensuite pas été admis à entrer sur le territoire macédonien pour couvrir le second tour des législatives de novembre 1998⁶⁵⁵. Ces querelles entravent clairement des relations entre deux pays voisins qui auraient pourtant tout intérêt à coopérer au moins dans le domaine économique. La jonction entre les deux réseaux de chemin de fer n'est d'ailleurs toujours pas réalisée alors qu'il ne manque que quelques kilomètres et que les échanges entre les deux pays sont importants.

Le contentieux avec la RFY n'est également pas complètement réglé. La controverse porte notamment sur la reconnaissance par Skopje de la RFY comme seul État successeur de la Yougoslavie et sur la délimitation de la frontière entre les deux pays⁶⁵⁶. En juin 1998, l'aviation serbe a, à deux reprises, pénétré dans la zone contestée de l'espace aérien. Peu avant, l'OTAN avait organisé une démonstration de force (et de détermination) dans l'espace aérien macédonien et albanais (exercices « Determinated Falcon »). Un mois plus tard, alors que le conflit au Kosovo s'enlisait, les Serbes ont miné leur frontière avec la Macédoine.

⁶⁵¹ L'annulation de cette visite fut particulièrement mal perçue à Skopje. "Un scandale diplomatique" tirait *Nova Makedonia* le 24 avril (MILS, 24/4/96).

⁶⁵² MILS, 8/10/96.

⁶⁵³ MILS, 1/11/95. Les dirigeants bulgares ont formellement démenti l'accusation selon laquelle M. Kuzinopoulos aurait tenté d'enrayer un possible rapprochement entre la Bulgarie et la Macédoine. MIC, 6/11/95 ; BTA, 6/11/95.

⁶⁵⁴ BTA Press Review, 6/8/98.

⁶⁵⁵ BTA, 2/11/98.

⁶⁵⁶ Une commission mixte sur la démarcation de la frontière a été créée mais n'a toujours pas abouti à un compromis. MILS, 3/12/97, 10/4/98.

Alternances politiques et politique extérieure

Le gouvernement de Mesut Yılmaz (ANAP), formé en juillet 1997, a adopté une approche toute nouvelle vis-à-vis de ce pays. La visite du Premier ministre Mesut Yılmaz en République de Macédoine en juillet 1998 marquait indéniablement une volonté de resserrer les liens économiques et politiques avec ce pays. Un accord sur la sécurité sociale (validité réciproque des droits sociaux) a été signé en parallèle avec la déclaration commune sur la libéralisation du commerce⁶⁵⁷. La compagnie turque Turkish Airlines a inauguré, à cette occasion, un vol régulier sur Skopje et un consulat turc à Bitola a été ouvert. Cette visite de Mesut Yılmaz était la première d'un Premier ministre turc dans ce pays. Trois mois plus tard, le Président Demirel effectuait sa deuxième visite officielle (en tant que Président) à Skopje. Les négociations sur plusieurs projets de coopération ont été accélérées : création d'un joint-venture turco-macédonien à Strumica pour la gestion d'une usine de production d'huile de tournesol, assistance des ingénieurs turcs pour un projet d'infrastructures dans la vallée du Vardar, etc. Le gouvernement Yılmaz n'a pas non plus hésité à engager courant 1998 des négociations sur la vente d'avions de combat à la République de Macédoine, s'attirant les foudres d'Athènes qui dénonçait cette alliance « menaçante » bouclant son front septentrional et oriental. A la veille du changement de gouvernement en Macédoine, les négociations sur la signature d'un accord de libre-échange étaient bien engagées. L'accord final a été signé en septembre 1999.

En novembre 1998, pour la première fois depuis 1991, une alternance politique a donc été consacrée en Macédoine et un gouvernement de coalition VRMO - Alternative démocratique - PDA (Parti démocratique des Albanais) a été formé sous la direction de Ljubco Georgievski, président du VRMO. Tous les observateurs ont noté que le premier ambassadeur à venir féliciter le président du nouveau parlement fut le représentant grec à Skopje (responsable du bureau de liaison) et trois semaines après la formation du nouveau gouvernement le ministre des Affaires Étrangères grec s'est rendu à Skopje. Le président du VRMO – tout comme celui de l'Alliance démocratique – avaient en fait déjà effectué une visite en Grèce avant les élections et avaient pris l'engagement de poursuivre le rapprochement gréco-macédonien⁶⁵⁸. Le précédent gouvernement, effrayé par les risques d'extension à la Macédoine du conflit au Kosovo et donc d'éclatement du pays, avait en effet multiplié les ouvertures régionales et cherché à se rapprocher de l'Albanie mais aussi de la Grèce. Ces signes de bonne volonté de la part du nouveau gouvernement sont toutefois plutôt surprenants. Le VRMO s'était fait, en 1990, le champion du nationalisme macédonien. Quant à l'Alliance démocratique, son président, Vasil Turpurkovski, n'avait jamais caché ses racines

⁶⁵⁷ *Hürriyet*, 7/7/98 ; *Anadolu Ajansi*, 5/7/98, 6/7/98.

⁶⁵⁸ Christophe Chiclet, "La Macédoine menacée d'éclatement", *Le Monde Diplomatique*, janvier 1999, pp. 8-9.

égéennes et avait promu une version de l'histoire d'Alexandre le Grand qui n'avait pu que provoquer l'hostilité des Grecs⁶⁵⁹. Mais le VRMO-DPMNE avait tempéré sa rhétorique nationaliste depuis deux ans et mis au point une plate-forme électorale axée sur le néo-libéralisme⁶⁶⁰. D'autre part, ces voyages et initiatives symboliques ne doivent pas éclipser le fait que la Grèce ne reconnaît toujours pas la République de Macédoine sous son nom et que, dans l'immédiat, cette question reste une pierre d'achoppement de taille dans le rapprochement des deux pays. La visite du ministre des Affaires Étrangères grec à Skopje s'est d'ailleurs plutôt mal terminée, son homologue macédonien ayant eu le mauvais goût de faire allusion à la « minorité macédonienne » de Grèce (minorité qu'Athènes ne reconnaît pas)⁶⁶¹.

Le nouveau gouvernement macédonien a par ailleurs signé le 22 février 1999 une déclaration conjointe avec la Bulgarie réglant *a priori* les contentieux en suspens. Les deux pays y déclarent ne pas avoir de revendication territoriale l'un sur l'autre et la déclaration a été rédigée dans les langues officielles des deux pays. Les nouveaux dirigeants macédoniens ont déclaré que rien dans la constitution du pays (allusion à l'article 49) ne pouvait être « interprété ou utilisé pour justifier une ingérence dans les affaires intérieures de la Bulgarie ». Huit accords de coopération ont alors pu être signés lors de la visite du Premier ministre macédonien en Bulgarie le 22 février (accords sur la prévention de la double taxation, la coopération commerciale, les transports, la protection et promotion des investissements réciproques, l'établissement de relations consulaires, etc.)⁶⁶². Le Président Gligorov a très vivement réagi à la signature de cette déclaration qui, selon lui, entérinait l'abandon de la minorité macédonienne de Bulgarie⁶⁶³. Enfin, un accord de coopération militaire a été signé aux termes duquel la Bulgarie offrait 150 chars et 150 pièces d'artillerie à l'armée macédonienne. Le nouveau Premier ministre macédonien s'est également rendu à Tirana en janvier 1999 afin de rassurer son homologue albanais sur sa détermination à poursuivre la coopération bilatérale. Un appel conjoint à une pression accrue de la communauté internationale pour résoudre le conflit au Kosovo a été lancé à cette occasion.

Ce changement de gouvernement en Macédoine n'augurait pas, *a priori*, de la poursuite des excellentes relations avec la Turquie. Le nouveau gouvernement avait donné la priorité à la

⁶⁵⁹ Panayote Elias Dimitras, «La surprenante amélioration des relations entre la Grèce et la Macédoine», *Alternativna Informativna Mreža*, 30/11/98, traduit et diffusé par *Le Courrier des Balkans* (source internet).

⁶⁶⁰ Tout comme d'autres partis nationalistes dans les Balkans, le VMRO a en fait lissé son profil au profit d'une image plus populiste moins repoussante pour l'électorat (le cas est sensiblement similaire pour le *Refah* en Turquie) ; ce qui ne change peut-être rien aux objectifs sans doute moins louables de leurs dirigeants mais, premièrement, les pousse à un minimum d'adéquation entre le discours et la pratique (lorsque de leur arrivée au pouvoir) et, deuxièmement, les oblige à prendre en compte les réticences des « nouveaux adeptes ».

⁶⁶¹ MILS, 24/12/98.

⁶⁶² BTA, 10/2/99, 11/2/99, 18/2/99, 22/2/99 ; MILS, 23/2/99 ; MIA, 22/2/99.

normalisation de ses relations avec ses voisins immédiats : Bulgarie, Grèce et Albanie. Les premiers contacts officiels à l'étranger – toujours symboliques – furent en effet consacrés à ces trois pays et la Turquie ne semblait pas faire l'objet d'une grande attention dans les premiers discours des nouveaux dirigeants. Tout comme le cas de l'Albanie lors du changement de gouvernement en 1997, les dirigeants macédoniens semblaient focaliser leur politique vis-à-vis de la Turquie sur une approche quasi exclusivement économique. Toutefois, l'amorce d'un nettoyage ethnique au Kosovo sur une large échelle au printemps 1999, et l'arrivée consécutive de dizaines de milliers de réfugiés en Macédoine ont fragilisé ce petit État. Terrorisés par les possibilités d'extension du conflit sur leur territoire (et notamment d'une possible revanche serbe) et l'afflux de réfugiés, confrontés à de graves problèmes économiques liés à la rupture des communications terrestres avec l'Europe occidentale, les Macédoniens ont réagi plutôt confusément notamment face à la vague de réfugiés. Le manque d'expérience politique des nouveaux dirigeants est souvent mis en cause mais l'expulsion sans façon de nombreux réfugiés kosovars ne peut leur être entièrement attribuée. La coalition au pouvoir n'a pour l'instant pas éclaté et le pays est resté relativement stable compte tenu de la situation. Mais les divergences internes se font forcément plus criantes et les simples problèmes économiques comme les trafics illégaux ne peuvent qu'avoir des répercussions sur la situation politique interne comme sur les relations extérieures.

Les Macédoniens ont de nouveau pu apprécier l'appui offert par la Turquie durant cette période de crise, et surtout le généreux accueil de réfugiés kosovars dont les Macédoniens ont très volontiers transmis la prise en charge. Le Croissant Rouge turc avait installé en Macédoine un camp d'une capacité de 5 000 personnes et la Turquie a accueilli sur son territoire plus de 18 000 réfugiés dont une partie se serait autrement dirigée vers la Macédoine. La politique de la Turquie fut donc louée par l'ensemble des dirigeants macédoniens⁶⁶⁴. De leur côté, les dirigeants turcs ont évité de dénoncer la politique peu respectueuse des Macédoniens à l'égard de ces réfugiés. Pas un mot sur le sujet n'a été prononcé par le Président Demirel lors de son voyage en Albanie et en Macédoine en avril 1999⁶⁶⁵.

Conclusion : l'autolimitation de la diplomatie turque

Depuis 1991, ce sont les relations avec la Turquie qui sont les plus constantes. L'appui public apporté par la Turquie à l'indépendance et l'intégrité territoriale de ce pays fut doublé d'un

⁶⁶³ Iso Rusi, "Skopje's Bulgarian Question", *Balkan Crisis Report*, n°5, Institute of War and Peace Reporting, mars 1999 (édition internet).

⁶⁶⁴ *Türkiye*, 8/4/99 ; *Anadolu Ajansi*, 7/4/99 ; *MIA*, 7/4/99.

⁶⁶⁵ Le Président Demirel a même souligné « l'attitude exemplaire » de la Macédoine et de l'Albanie dans leur assistance aux réfugiés. *Anadolu Ajansi*, 11/4/99, 12/4/99 ; *Milliyet*, 12/4/99.

soutien sans faille à Skopje lors des crises régionales. Lors des émeutes en Albanie au printemps 1997 et après le déclenchement d'une guerre civile au Kosovo en mars 1998, la Turquie a affiché son soutien politique et militaire à ce petit pays menacé par une extension des combats à ses terres peuplées d'Albanais. La coopération militaire (offre ou vente de matériels, formation militaire et diplomatie préventive par la multiplication des visites de délégations militaires et l'organisation d'exercices militaires bilatéraux) a, à chaque fois, été relancée. Ces excellentes relations politiques se couplent d'un échange de bons procédés. Skopje a ainsi ébauché des contacts officiels avec la République chypriote turque. Des hommes d'affaires des deux pays se sont rencontrés en marge de la réunion du conseil d'affaire turco-macédonien à Bursa en avril 1998 et un protocole de bonnes intentions a été signé entre le président de la chambre de commerce de Skopje et les présidents de la chambre d'industrie et de la chambre de commerce de la République turque du nord de Chypre⁶⁶⁶. Enfin, la Turquie a plaidé la cause de la Macédoine dans des enceintes comme les Nations unies et la CSCE, et est intervenue auprès de l'Albanie ou des États-Unis pour la reconnaissance de ce pays. Dans l'ensemble, l'appui apporté par Ankara à ce pays en difficulté (aussi bien au niveau économique que politique) fut précieux. Ce soutien public à un État fragile et en dissensions avec l'ensemble de ses voisins serbes, grecs, bulgares et albanais, a même radicalement modifié l'image traditionnellement négative du Turc/Ottoman parmi les Macédoniens. Le ministre de la Défense macédonien, lors de son voyage en Turquie en octobre 1996, faisait ainsi l'éloge des « relations historiques » (?) entre les deux pays⁶⁶⁷.

Toutefois, si les échanges de visites bilatérales furent fréquents et si l'excellence des relations politiques a été soulignée par les dirigeants des deux pays, la diplomatie turque est restée timorée dans ses relations avec Skopje. Elle a notamment tardé à répondre aux demandes de Skopje de libéralisation du commerce. Les demandes expressément formulées par les dirigeants macédoniens pour adhérer à la ZCEMN⁶⁶⁸ ne semblent pas non plus avoir suscité l'actif *lobbying* que Skopje escomptait⁶⁶⁹. La Turquie appliquera sans doute ici aussi l'approche indifférenciée de l'ensemble des républiques ex-yougoslaves qu'elle avait formulée lors du processus de reconnaissance diplomatique de ces pays. La Macédoine et la RFY ont officiellement posé leur

⁶⁶⁶ Anadolu Ajansı, 23/4/98.

⁶⁶⁷ *Hürriyet*, 15/10/96.

⁶⁶⁸ Demandes formulées par le Président Gligorov en décembre 1993 lors de la visite de Hikmet Çetin à Skopje, par le Premier ministre Branko Crvenkovski lors de sa visite en Turquie en juin 1995 ; et par des délégations d'hommes d'affaire lors de leurs visites en Turquie. *Milliyet*, 19/6/95 ; *Newspot*, 30/6/95 ; MILS, 7/11/95.

⁶⁶⁹ La République de Macédoine a tout de même été admise en 1995 à la Convention de la mer Noire sur la culture, l'éducation, les sciences et l'information, association formée en 1993 et regroupant les pays membres de la ZCEMN à l'exception de la Bulgarie. MILS, 26/10/95.

candidature à la ZCEMN (la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Slovénie ont demandé un statut d'observateur)⁶⁷⁰.

Tout comme pour les relations turco-albanaises, les gouvernements turcs n'ont pas su coupler leurs relations politiques avec une approche dynamique dans le domaine économique. L'Albanie et la Macédoine sont, certes, des marchés peu attractifs, mais le gouvernement turc dispose précisément de moyens (crédits, accords divers de coopération) pour inciter ses entrepreneurs à investir dans ces pays. De plus, alors que dans le cas albanais, une solide coopération militaire venait appuyer les relations politiques, dans le cas macédonien, ce n'est qu'en 1994 que de sérieuses négociations furent engagées et en 1995 que des accords de coopération militaires furent signés.

La Turquie semble en fait avoir hésité à agir seule vis-à-vis de cette république dont le nom, voire l'existence, étaient contestés. Elle avait déjà attendu que la communauté internationale fasse un pas en direction de la reconnaissance des États sécessionnistes de la Yougoslavie avant de s'engager officiellement dans une reconnaissance. Le ministre des Affaires Étrangères turc, Hikmet Çetin, avait annoncé la reconnaissance des États issus de l'éclatement de la Yougoslavie le 17 janvier 1992, deux jours après la reconnaissance de ces États par la Bulgarie et la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie par l'Allemagne. L'établissement de relations diplomatiques et l'amorce d'une coopération avec Skopje furent, semble-t-il, jugés le maximum possible compte tenu du contexte régional et international. Il faut d'ailleurs attendre juillet 1995 pour voir la signature du traité bilatéral, alors que la Turquie a signé les traités bilatéraux avec les autres pays de la région dès 1991-92. Tout comme pour la diplomatie vis-à-vis du conflit bosniaque, les dirigeants turcs ont craint de se voir accusés d'être des fauteurs de troubles dans la région et de provoquer une levée de boucliers s'ils s'engageaient trop en avant (politiquement et, surtout, militairement) aux côtés de l'État contesté. La Turquie s'est ensuite placée dans le sillage de la diplomatie américaine. Elle a notamment attendu que son allié américain crée un précédent dans le domaine militaire (accords de coopération militaire signés entre les États-Unis et la République de Macédoine en novembre 1994 et mai 1995) avant d'engager une coopération dans ce domaine (accords signés en avril et juillet 1995). Les dirigeants macédoniens, qui souhaitaient moderniser et, tout simplement, disposer de matériels militaires, ont longtemps insisté auprès des dirigeants turcs avant d'obtenir quelques livraisons de matériels (1997 et 1998)⁶⁷¹. Toutefois, c'est aujourd'hui avec la Turquie (et la Slovénie) que la République de Macédoine a tissé la coopération

⁶⁷⁰ MILS, 29/4/96.

⁶⁷¹ Ce fut notamment l'objet explicite de la visite du ministre de la Défense macédonien en Turquie en octobre 1996. *Turkish Daily News*, 12/10/96.

militaire la plus étroite dans la région. Des officiers macédoniens sont également formés par l'armée américaine dans le cadre des accords de novembre 1994 et mai 1995.

Cette auto-limitation de la diplomatie turque vis-à-vis de ce pays, comme pour le cas du conflit en Bosnie-Herzégovine, traduit une conscience aiguë parmi les diplomates turcs des freins d'ordre émotionnel auxquels ils doivent faire face dans la région, et de la nécessité d'agir avec prudence et circonspection dans les cas litigieux (Macédoine, Bosnie, Épire, etc.). Cette prudence excessive n'explique cependant pas les incohérences de la politique turque vis-à-vis de la République de Macédoine et, notamment, la mise en place tardive et insuffisante d'instruments de coopération économique alors que les échanges et la multiplication des contacts entre milieux d'affaires restent précisément le meilleur moyen de renforcer sur le long terme sa présence dans ce pays et ceci à un moindre coût en termes de réactions hostiles dans le voisinage.

2.3. LES RELATIONS TURCO-ROUMAINES : LE JEU D'EQUILIBRE ROUMAIN

Avec la Roumanie, les relations sont singularisées depuis 1991 par deux facteurs : la cordialité, illustrée par les visites annuelles des Présidents de ces deux États dans l'autre pays, phénomène sans précédent et sans équivalent dans les Balkans ; et une intense coopération économique. C'est par le commerce que la Turquie a renoué avec ce pays. Dès 1991, les échanges se montaient à 300 millions de dollars, 430 l'année suivante. Toutefois, malgré cette intense coopération économique, les relations politiques sont restées, jusqu'au changement de gouvernement à la fin de l'année 1996, de l'ordre de la sincère mais simple cordialité. Cette tiédeur reflétait en fait les positions ambiguës sur la scène balkanique – et au-delà – de l'équipe Iliescu. Alors que l'attention des forces politiques du pays étaient monopolisées par les contentieux avec les voisins du nord (Hongrie, Ukraine, Russie, Moldavie), les Roumains ont plutôt cherché à s'impliquer le moins possible dans les affaires balkaniques. Ils ont développé des relations relativement stables avec l'ensemble de leurs voisins immédiats au sud et ont soigneusement évité de s'engager dans une coopération politique ou militaire trop étroite.

Une normalisation par le commerce

La Roumanie est le pays des Balkans avec lequel la Turquie a le plus rapidement et intensément développé ses relations économiques. Il s'agit d'un phénomène qui échappe quelque peu à l'État turc puisque ce sont les entrepreneurs, attirés par les potentialités du marché roumain, qui ont impulsé ce mouvement. Quoique disposant de peu de capitaux, les Turcs sont en effet actifs sur le marché roumain et ils investissent dans des domaines d'activités assez variés. 3 000 firmes turques auraient investi en Roumanie de 1991 à 1994, chiffre qui passe à 4 700 à la mi-1997. La Turquie occupe alors la troisième place par nombre d'entreprises étrangères ayant investi dans le pays (mais seulement la huitième en terme de montant des investissements !⁶⁷²). Le chiffre officiel de 4 700 entreprises turques cache toutefois une réalité un peu différente puisque nombre de ces entreprises ne sont en fait que des prête-noms. La chambre de commerce d'Istanbul estimait que sur ces 4 700 entreprises, il n'y en avait guère qu'un millier qui avait entrepris de réelles activités dans le pays⁶⁷³. Les investissements turcs se dirigent principalement vers l'industrie agro-alimentaire et l'agriculture. Les capitaux de ces joint-ventures se répartissaient en 1994 de la façon

⁶⁷² 123 millions de dollars de mars 1990 à juin 1997 soit 5% de l'ensemble des investissements étrangers. *Romanya. Ülke profili, mevzuat, Türk girişimcileri ve Türkiye-Romanya serbest ticaret anlaşması*, Istanbul, Istanbul Ticaret Odası, 1997, pp. 92-93.

⁶⁷³ *Romanya. Ülke profili, ...*, op. cit., p. 94.

suiivante⁶⁷⁴ : 64,6% dans l'industrie agro-alimentaire et l'agriculture, 14,4% dans le secteur bancaire, 13,1% dans le tourisme et 7,9% dans le textile. Plus récemment, les Turcs ont commencé à investir dans les domaines de la pétrochimie, de l'automobile, de l'électronique et des bâtiments et travaux publics. Comme ailleurs dans les Balkans, ils ont aussi massivement investi dans la création de petites unités de fabrication de pain. Dès le milieu de l'année 1992, 150 boulangeries turques étaient établies en Roumanie⁶⁷⁵.

Les investissements les plus importants ont été réalisés par Efes Pilsen qui a signé, en novembre 1995, un accord sur la construction d'une brasserie à Ploiești. Cette brasserie, une des plus grandes de la région, a été inaugurée en décembre 1998 lors de la visite du Président Demirel. La firme Efes Pilsen escompte, dans un marché toutefois à forte concurrence, exporter sur l'ensemble de l'Europe de l'Est à partir de ce centre de production⁶⁷⁶. Le holding Bayındır aurait, lui, réalisé pour 27 millions de dollars d'investissements en Roumanie principalement dans le secteur bancaire et dans la construction⁶⁷⁷. Il possède deux grands hôtels en Roumanie (Majestik et Negoyu) et a construit un grand centre commercial à Bucarest⁶⁷⁸. Il a également remporté le contrat pour la construction de l'autoroute reliant Bucarest à Giurgiu. Ce projet a en partie été financé par l'Eximbank turque qui a ouvert en 1995 une ligne de crédit de 50 millions de dollars à cet effet, crédit étendu à 68 puis 75 millions de dollars en 1996⁶⁷⁹. C'est également ce holding qui est à l'origine de la création d'une banque turco-roumaine en mars 1994, la Banca Turco-Romana⁶⁸⁰. Une autre banque, Robank, a été créée en 1996 par le holding Bayraktar⁶⁸¹. D'autres entreprises turques sont présentes : Pakmaya qui exporte sucre, riz, olives et farine, Degere qui a remporté un contrat d'exploitation pétrolière en 1992, Opa Ofset (investissements pour un montant de 1,5 millions de dollars à la fin de l'année 1996), Duran Ofset (investissements de 2 millions de dollars), Orsan (investissements de 4 millions de dollars), AKK (investissements de 2 millions de

⁶⁷⁴ Liliana Guran, "Foreign Investments in Romania: A Geographic Survey", *Est-Ovest*, n°4, 1994, p. 15.

⁶⁷⁵ *Newspot*, 10/9/92, p. 5.

⁶⁷⁶ La construction de cette brasserie aura coûté environ 140 millions de dollars. Elle dispose d'une capacité de production de 750-800 000 hl dans un premier temps (qu'il est prévu d'augmenter à 3 millions hl). *Yeni Yüzyıl*, 19/10/96 ; *Marchés Est-Européens*, n°321, 24 septembre 1996, p. 9 ; *Sabah*, 4/12/98.

⁶⁷⁷ *Hürriyet*, 17/3/97, *Zaman*, 3/7/97, *Newspot*, 24/3/97, p. 5.

⁶⁷⁸ Il s'agit du centre Bayındır-Gima qui a été inauguré en septembre 1999. *Anadolu Ajansi*, 19/6/98. Le coût total de la construction de ce centre commercial se montrait finalement à 35 millions de dollars. *Bucarest Matin*, 9-13/4/99.

⁶⁷⁹ *Anadolu Ajansi*, 8/3/95, *Sabah* 11/4/96. Le projet aurait cependant été mal bouclé et les crédits pour la construction de cette autoroute mal utilisés. Ces crédits ont été remboursés par la Roumanie. Entretien avec Tülin Kalkay, chef du département « crédit » de l'Eximbank, 28 octobre 1998.

⁶⁸⁰ Le capital, d'un montant de 6 millions de dollars, est détenu à hauteur de 80% par *Bayındır* et 20% par la Banque commerciale roumaine. 30% des clients sont turcs, 40% sont roumains. *Hürriyet*, 9/8/95 ; *Turkish Probe*, 18/3/94, p. 18. Voir également l'interview du directeur de cette banque, Erdoğan Günay, dans *Yeni Yüzyıl*, 21/10/96.

⁶⁸¹ Le capital, d'un montant de 2 millions de dollars, est détenu conjointement par cette firme, par l'État roumain et par une société anglaise (groupe *Balli*). *Cumhuriyet*, 17/6/96, *Yeni Yüzyıl*, 21/10/96.

dollars), mais aussi Tekfen, Rompak, Netaş, Gentrans, etc.⁶⁸² Certaines de ces entreprises (entre autres Rompak, Efen Pilsen) conçoivent leur implantation en Roumanie comme un tremplin pour la conquête des marchés des pays voisins (Balkans, Europe centrale, Ukraine).

Les Roumains investissent également en Turquie. Ils participent à l'exploitation de la raffinerie d'Anatolie, à la construction du réseau de chauffage urbain autour d'Ankara et de Kayseri, à la construction des hydro-centrales de Kapılıkaya et Kılıçkaya, à la construction de la centrale hydro-électrique d'Adı Güzel, à la construction de routes (Tonya et Kulu) ou encore au transport du charbon de la centrale hydrothermique de Vatagan. La compagnie roumaine Tractorul-Brasov a créé un joint-venture avec la compagnie turque ARCE pour la construction d'une usine d'assemblage de tracteurs à Istanbul-Gebze. La compagnie roumaine Petroman (Constanța) exploite les gisements marins de la mer de Marmara en partenariat avec la compagnie nationale de Pétrole de Turquie⁶⁸³, etc.

Les échanges bilatéraux sont également en constante augmentation depuis 1991 : 300 millions de dollars en 1991, 429 millions en 1992, 452,7 millions en 1993, 404 millions en 1994, 670 millions en 1995, 735,5 millions en 1996 et 750 millions en 1997. La Roumanie importe de Turquie principalement des produits alimentaires (sucre, céréales, légumes et fruits secs), du savon, du plastique, des équipements électriques et du textile. La Turquie importe de Roumanie principalement des produits chimiques, des produits pétroliers, du fer et des métaux, des engrais et des graisses animales⁶⁸⁴. Signe de cet intérêt économique et d'un activisme certain, Turkish Airlines dessert quotidiennement Bucarest. Le « commerce à la valise » est également important. Les Roumains, empruntant les ferry-boats ou l'une des nombreuses liaisons quotidiennes par autocar entre Istanbul et Bucarest, se rendent en Turquie pour y acheter principalement des produits textiles, des bijoux et autres petits articles (chewing-gums, biscuits, etc.). Un million de « touristes » roumains se serait rendu à Istanbul en 1992⁶⁸⁵.

La volonté d'impulser les échanges et la coopération économique est bien réelle, parmi les hommes politiques comme parmi les acteurs économiques des deux pays. La Banca Turco-Romana fut ainsi la première banque turque créée dans les Balkans et les grandes banques turques Ziraat

⁶⁸² Sur ces investissements, voir *Hürriyet*, 9/8/95 ; *Cumhuriyet*, 17/6/96 ; *Yeni Yüzyıl*, 20/10/96, 21/10/96 ; *Newspot*, 10/9/92.

⁶⁸³ Sur ces investissements roumains en Turquie, voir *Romania Info*, n°36 (63), 23/9/96 ; RRI-Rador, 14/10/96 ; Türkkaya Ataöv, *op. cit.*, p. 113 ; et Anne Planche, "La Roumanie et la coopération autour de la mer Noire", *CEMOTI*, n°15, 1993, p. 135-136.

⁶⁸⁴ Détails des produits importés et exportés vers la Roumanie, et de leur volume annuel, sur le site internet de la ZCEMN. <http://www.die.gov.tr/BSEC/>

Bankası et Demirbank ont également ouvert des filiales dans le pays⁶⁸⁶. Cette coopération économique ne date pas de la chute du régime communiste. Un accord de coopération économique avait été signé entre les deux pays en 1987 et l'accord sur la prévention de la double taxation date de 1986. Les échanges se montaient déjà à 278 millions de dollars en 1987 (274 millions en 1988, 292 millions en 1989, 285 millions en 1990)⁶⁸⁷. Une ligne ro-ro entre Istanbul et Constanța avait été créée en 1985 alors que les tensions entre la Turquie et la Bulgarie étaient très tendues suite à la campagne d'assimilation des Turcs de Bulgarie à l'hiver 1984/85 ; les autorités bulgares avaient alors commencé à limiter les permis de transit octroyés aux transporteurs turcs. En 1991, ce service ro-ro transportait environ 18 000 véhicules par an.

Depuis lors, une ligne Constanța-Samsun a été ouverte en août 1995 et, plus récemment, en novembre 1997, une ligne Constanța-Izmir-Mersin. Le port de Constanța est, en fait, un relais idéal pour les échanges bilatéraux comme pour les exportations turques vers l'Europe de l'Ouest (*via*, entre autres, la voie danubienne). Ainsi, la liaison ferry de Constanța à Samsun a été complétée par des liaisons ferroviaires⁶⁸⁸. Bucarest espère bien étendre ce rôle de plaque tournante à l'ensemble du trafic Europe-Asie et table pour cela sur son port de Constanța, relativement bien équipé et relié au Danube par un canal et, depuis 1992, au Rhin par le canal Rhin-Main-Danube. La Roumanie a donc été un ardent promoteur de la Zone de Coopération Économique de la Mer Noire puisque, forcément, elle espère y jouer un rôle central. Elle voit également dans le renforcement du pôle turc (dans le cadre de la ZCEMN ou non) un moyen de contrebalancer le poids de la Russie dans la région⁶⁸⁹.

La minorité turco-tatare de Roumanie (environ 50 000 personnes), concentrée autour de Constanța, participerait activement, selon certains analystes, au développement de ces échanges. On précise souvent, à l'appui de cette affirmation, que sur les 4 000 firmes turques présentes en Roumanie en 1995, 800 étaient installées à Constanța. Mais, précisément, la position de ce port à la jonction de la mer Noire et du Danube pourrait, à elle seule, attirer les investissements turcs dans la région. Le rôle de relais de la minorité turco-tatare est cependant avéré mais difficile à mesurer. Il s'illustre avant tout par les fonctions d'interprètes que peuvent remplir ces Turco-Tatars, voire les rôles d'intermédiaires si leur situation professionnelle en Roumanie leur avait offert des contacts dans les milieux administratifs, politiques ou commerciaux du pays. L'exemple d'Ali Eden illustre

⁶⁸⁵ I. Elivanova, "Turkey and the Cooperation with the Black Sea Countries: The Beginning of the Path", *Foreign Trade*, n°9, 1994, p. 16.

⁶⁸⁶ Il s'agit d'un partenariat *Demirbank-Romlease* où *Demirbank* détient 95% du capital. *Sabah*, 24/11/97 ; *Milliyet*, 25/11/97.

⁶⁸⁷ Source : Devlet İstatistik Enstitüsü.

⁶⁸⁸ Cette ligne serait cependant loin de fonctionner à plein régime. *Romanya. Ülke profili, ...*, *op. cit.*, p. 44.

bien ce que peut être ce rôle : Turc de Roumanie, ancien professeur d'économie à l'université de Bucarest, Ali Eden s'est reconverti dans le conseil aux entreprises turques. Il travaille entre autres pour Efen Pilsen, Bayındır, Başer Colgate, Duran Ofset ou encore Orsan⁶⁹⁰.

Toutefois, malgré cette évidente volonté, les échanges bilatéraux restent assez peu élevés. Avec un volume d'échange de 450 millions de dollars en 1993, la Turquie ne représentait que 2,3% des importations de la Roumanie et 4,1% de ses exportations. La balance commerciale est de plus nettement défavorable à la Turquie. L'illégalité d'une grande partie des exportations turques vers la Roumanie – qui s'effectuent à « la valise », explique en partie de ce déficit officiel. Mais la concurrence avec les pays de l'U.E., notamment depuis la signature d'un accord d'association entre la Roumanie et l'U.E. (entré en vigueur en février 1995), est également en cause. Les accords d'association avec l'U.E. visent à établir des zones de libre-échange d'ici l'an 2002 et les taxes douanières sont donc progressivement réduites, stimulant le commerce entre l'U.E. et les pays bénéficiaires. De plus, ces accords fonctionnent sur le principe de l'asymétrie : l'U.E. concède dans un premier temps un plus grand nombre d'avantages tarifaires⁶⁹¹. La géographie des échanges de la Roumanie en a donc été très sensiblement modifiée. Les exportations vers l'U.E sont ainsi passées de 32% du total de ses exportations en 1992 (1 400 millions de dollars) à 56% en 1996 (4 260 millions de dollars)⁶⁹². Parallèlement, les échanges de la Roumanie avec les pays de la mer Noire passaient de 18,3% du total des échanges du pays en 1994 à 12,7% en 1995⁶⁹³. La Turquie a, elle, vu son déficit commercial avec la Roumanie s'élargir. Alors que ses importations de Roumanie étaient en constante augmentation, ses exportations vers ce pays peinaient à décoller (176 millions de dollars en 1992, 185 millions de dollars en 1996). La part de la Turquie dans les importations de la Roumanie est ainsi en constante baisse depuis 1992.

⁶⁸⁹ Anne Planche, *op. cit.*, p. 134.

⁶⁹⁰ Interview d'Ali Eden, *Yeni Yüzyıl*, 20/10/96.

⁶⁹¹ Edith Lhomel, "L'élargissement des structures européennes et atlantique à l'Est : l'état de la question", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale, orientale et balte, édition 1998*, Paris, la Documentation Française, 1998, pp. 11-20.

⁶⁹² *E.I.U., Country Profile*, "Romania", 1998/99, p. 41.

⁶⁹³ Nurcan Özcan, "Globalleşme ve Türkiye'nin Balkan Ekonomisi Politikası (1989-1997)", *İktisat Dergisi*, janvier 1998, p. 61.

Les échanges entre la Turquie et la Roumanie⁶⁹⁴

	1992	1993	1994	1995	1996
Exportations vers la Turquie (en millions de \$)	219	277	251	348	384
Pourcentage du total des exportations roumaines	5%	5,7%	4,1%	4,4%	5%
Importations de Turquie (en millions de \$)	176	147	151	251	185
Pourcentage du total des importations roumaines	4%	3%	2,5%	2,4%	1,9%

L'accord de libre-échange signé par les deux gouvernements en avril 1997 vise précisément à rétablir un équilibre avec la concurrence européenne et il est calqué sur le modèle des accords d'association avec l'U.E.⁶⁹⁵ La suppression progressive des taxes entre les deux pays d'ici 2002 est prévue⁶⁹⁶. Cet accord, le premier du genre signé par la Turquie avec un pays balkanique, devrait permettre de considérablement accroître les échanges bilatéraux entre les deux pays dans les années à venir. Il est entré en vigueur en février 1998. On table sur une multiplication des échanges par deux d'ici l'an 2002.

Une coopération politique plus timorée

Sur le plan politique, la Turquie a établi de cordiales relations avec la Roumanie. Les deux pays ont signé le traité d'amitié et de coopération en septembre 1991 lors de la visite du Président Turgut Özal à Bucarest. Ce fut le premier traité bilatéral de normalisation signé par la Turquie dans la région. Des accords ont ensuite été conclus dans des domaines très variés : accord de coopération politique et économique (février 1993), accord de coopération sur le trafic de drogue (février 1992), accord dans le domaine de la santé (janvier 1994), sur les échanges commerciaux, etc. La Roumanie est le seul pays des Balkans avec lequel un système de consultations régulières au plus haut niveau a été mis en place. Depuis la visite du Président Özal en Roumanie en mars 1993, le Président de la Turquie s'est rendu chaque printemps en Roumanie (mars 1993, mars 1994, mars 1995, avril 1996) et le Président de la Roumanie chaque automne en Turquie (septembre 1993, septembre 1994, novembre 1995). Seules les élections (présidentielles et législatives) en Roumanie à l'automne 1996, et peut-être également la mise en place d'un gouvernement islamiste en Turquie (juillet 1996-juin 1997), ont momentanément interrompu cette régularité. Le nouveau Président de la Roumanie, Emil Constantinescu, s'est rendu en Turquie en avril 1997 et la régularité des visites a été réinstallée.

⁶⁹⁴ E.I.U. *Country Profile*, "Romania", 1998/99, p. 41. Les chiffres présentés par l'institut national des statistiques turques sont sensiblement différents. Voir *Romania. Ülke profili ...*, *op. cit.*, p. 34.

⁶⁹⁵ Nurcan Özcan, *op. cit.*, p. 62.

Sur le plan culturel, le protocole de coopération signé en avril 1994 a conduit à la création de deux départements de langue et de littérature roumaine en Turquie (université d'Ankara et d'Istanbul), d'un département de turcologie à l'université de Bucarest et d'un département de langue et de littérature turque à l'université de Constanța. La minorité turco-tatare du pays ne crée pas de contentieux entre les deux pays. De fait, c'est plutôt le sort de la minorité hongroise de Transylvanie qui monopolise l'attention de l'opinion publique et des mouvements extrémistes. Les Turcs de Roumanie disposent de deux sièges à l'Assemblée nationale et semblent relativement bien intégrés⁶⁹⁷. Ils jouissent maintenant de la possibilité de suivre des cours de turc et une formation religieuse à Constanța (accord de coopération signé par les deux ministres de l'Intérieur en juillet 1992). Le Diyanet a financé la création d'une école en Roumanie à Mecidiye (près de Constanța) et la rénovation de la mosquée historique (datant de 1522) de Babadağ⁶⁹⁸.

Toutefois, durant la période Iliescu (1991-1996), si ces relations étaient cordiales et si la volonté de développer les échanges était incontestable, la Roumanie, soucieuse de ne pas s'aliéner la Grèce et le Serbie avec lesquelles elle entretenait de bonnes relations, est restée prudente dans ses relations avec la Turquie notamment dans les domaines les plus sensibles. Elle s'est longtemps opposée au déploiement de troupes turques de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine⁶⁹⁹ et aucun accord militaire d'importance n'a été signé entre les deux pays. Les contacts entre les milieux militaires turc et roumain étaient pourtant réguliers : visite du ministre de la Défense roumain en Turquie en décembre 1995, visite du ministre de la Défense turc en Roumanie en septembre 1994, visite du chef d'état-major roumain en janvier 1996, etc.⁷⁰⁰ Enfin, malgré les visites annuelles des deux Présidents de la république, les rencontres politiques au plus haut niveau n'étaient pas si fréquentes durant cette période. Aucun ministre des affaires Étrangères turc ne s'est ainsi rendu en Roumanie après février 1993 et le protocole sur les visites réciproques pour l'année 1996, signé en septembre 1995 lors de la visite du ministre des Affaires Étrangères roumain en Turquie, n'a pas été appliqué.

⁶⁹⁶ Texte de l'accord dans *Romanya. Ülke profili, ...*, op. cit., pp. 46-48. L'accord a été ratifié et publié à la Gazette Officielle turque (*Resmî Gazete*) le 15 février 1998.

⁶⁹⁷ Ces deux sièges sont détenus par le Tatar Nüsfe Şaganay et par le Turc Osman Fedbi. *Türkiye*, 26/10/98. Sur les droits juridiques, la situation dans les domaines de l'éducation et de la culture de cette minorité, voir *Romania. National, Ethnic, Linguistic and Religious Minorities*, Bucarest, Romanian Institute of International Studies, février 1993.

⁶⁹⁸ L'école Mecidiye Kemal Atatürk a été inaugurée en avril 1996 par le Président Demirel. *Cumhuriyet*, 19/4/96 ; *Hürriyet*, 8/4/96. La mosquée Gazi Ali Paşa à Babadağ a également été inaugurée, après restauration, par le Président Demirel (décembre 1998). *Anadolu Ajansi*, 2/12/98, 3/12/98.

⁶⁹⁹ Le Président Iliescu a semblé s'être rallié à la demande turque lors de la visite du Président Demirel à Bucarest en mars 1994 (Voir ses déclarations durant la conférence de presse clôturant cette visite. *Turkish Probe*, 1/4/94, p. 15). Toutefois, quelques jours plus tard, Ion Iliescu se rendait en Grèce et réitérait son opposition au déploiement de casques bleus turcs en Bosnie. Georgi Georgiev, "La politique de la Roumanie à l'égard du conflit yougoslave (jusqu'à la fin de 1995)", *Études Balkaniques*, n°2, 1996, p. 7.

⁷⁰⁰ Cf. chronologie des relations bilatérales en annexe.

Dans un souci d'équilibre diplomatique, la Roumanie a cherché à développer ou maintenir de bonnes relations avec l'ensemble de son voisinage balkanique, Bulgarie et surtout Grèce et Serbie, pays avec lesquelles elle n'a pas de litige majeur, excepté le conflit historique avec la Bulgarie sur le sud de la Dobroudja, question aujourd'hui reléguée au second plan derrière le problème moldavo-bessarabien et les relations avec la Hongrie. Dans un premier temps, les visites de hauts dignitaires turcs étaient ainsi systématiquement suivies d'un contact similaire avec la Grèce : visite du ministre des Affaires Étrangères turc les 11-13 février 1993, suivie de la visite du ministre des Affaires Étrangères grec les 13-14 février (des accords diplomatiques furent signés avec les deux pays), visite du Président turc les 23-24 mars 1994, suivie d'un voyage du Président Iliescu à Athènes les 30 mars-1^{er} avril, etc.

Traditionnellement, la Serbie et la Roumanie entretiennent de bonnes relations. On aime rappeler, à Bucarest comme à Belgrade, que les deux pays ne se sont jamais affrontés. Ils sont de plus liés par l'artère économique danubienne. Pour la Roumanie, la Serbie représente non seulement sa principale voie d'accès à l'Europe occidentale mais elle est également un partenaire économique significatif. Aucun conflit territorial (le Banat a été équitablement partagé entre les deux pays) ou de minorité⁷⁰¹ ne vient entacher ces bonnes relations. Les deux pays sont de plus confrontés, à divers degrés il est vrai, à un même problème : la présence d'une minorité hongroise sur leur sol. La Roumanie, qui a développé de bonnes relations aussi bien avec la Serbie qu'avec la Slovaquie (traité d'amitié en septembre 1993) où se trouve également une minorité hongroise, s'est ainsi vue accusée par la presse hongroise de créer une « nouvelle Petite-Entente »⁷⁰². A l'époque même de la Guerre froide, la Roumanie et la Yougoslavie entretenaient de bonnes relations, notamment illustrées par la construction dans les années soixante du complexe des Portes de fer à la frontière. La première visite à l'étranger du Président Iliescu en 1990 fut réservée à Belgrade. Malgré le déclenchement du conflit bosniaque et la mise au ban de la Serbie sur la scène internationale, la Roumanie a conservé de très bonnes relations avec sa voisine serbe. Les visites étaient fréquentes et les représentants serbes ont toujours été chaleureusement accueillis à Bucarest (visite du Président de la RFY, D. Čosić, en février 1993 ; visite du ministre des Affaires Étrangères de la RFY, V. Jovanović, en janvier 1994 ; visite du Président serbe Milošević en avril 1994; etc.). La Roumanie s'est de façon constante opposée à toute intervention militaire extérieure dans le conflit en Bosnie-Herzégovine et a régulièrement appelé à l'allègement des sanctions contre

⁷⁰¹ Le sort de la petite minorité slave du Banat roumain (50 000 Serbes et 30 000 Croates) avait bien créé quelques tensions à la fin du régime de Ceaușescu mais depuis 1990 la question n'est que très épisodiquement évoquée. La petite minorité roumaine en Voïvodine et Serbie du nord ne génère pas non plus de contentieux.

⁷⁰² La Petite-Entente avait regroupé dans les années 30, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie dans un ensemble, si ce n'est expressément anti-hongrois, au moins en partie alimenté par une opposition commune à la Hongrie.

Belgrade dont, de fait, elle souffrait énormément. Elle a, certes, appliqué l'embargo, mais avec réticence⁷⁰³. Toutefois, malgré ces prises de position et même si l'amitié traditionnelle entre les deux peuples était systématiquement louée lors des visites, Bucarest a évité d'afficher ostensiblement ses tendances pro-serbes et s'est repliée sur une neutralité active⁷⁰⁴. Les dirigeants serbes n'ont eu qu'à louer cette neutralité vis-à-vis du conflit bosniaque (déclaration de D. Čosić en janvier 1994).

La signature des accords de Dayton et l'arrêt des hostilités en Bosnie ont permis à la Roumanie de renouer économiquement avec la Serbie, l'embargo étant levé. Quelques jours après la signature de ces accords, le Premier ministre de la Roumanie, N. Vacaroiu, s'est rendu en visite à Belgrade et a conclu une série d'accords économiques⁷⁰⁵. Sur le plan diplomatique, les deux pays ont signé dès mai 1996 le traité bilatéral. C'est avec ce traité que la Serbie a fait sa rentrée diplomatique dans la région.

Les autorités roumaines ont déclaré n'avoir officiellement aucune revendication territoriale sur la Bulgarie et, depuis 1991, l'atmosphère entre les deux pays est plutôt à la coopération. Le traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage a été signé en janvier 1992 et divers accords ont été conclus (dans les domaines des transports et de l'environnement, dans le domaine militaire). Mais les échanges entre les deux pays, pourtant limitrophes, restent peu importants et des contentieux bilatéraux persistent. Il s'agit notamment de l'emplacement d'un second pont sur le Danube. Alors que la frontière commune sur le Danube est longue de quelques 800 km, il n'y a toujours qu'un seul pont reliant les deux pays (au niveau de Giurgiu et Ruse).

Bucarest s'est également appliquée à ménager la Grèce, membre de l'OTAN et de l'U.E. et à ce titre objet des attentions de la Roumanie (et de bien d'autres). Les deux pays ont signé plusieurs accords de coopération économique, politique et militaire et réitéré à chaque visite les discours sur l'amitié traditionnelle entre les deux peuples et l'exemplarité de leur coopération. Ces cordiales relations ne sont entachées par aucun litige bilatéral, les échanges sont assez importants et les consultations politiques régulières. Mais c'est dans leur amitiés/inimitiés respectives dans les Balkans que les positions des deux pays convergent et surtout que le souci de Bucarest de ménager Athènes transparaît. Tout comme la Grèce, mais de façon moins prononcée que cette dernière, la

⁷⁰³ L'application de cet embargo avait toutefois provoqué en décembre 1992 et janvier 1993 des incidents entre les deux pays. Voir Dan Ionescu, "Romania's Quandary", *RFE/RL*, Vol. 2, n°12, 19 mars 1993, pp. 13-15. La Roumanie estime les dommages directs et indirects de cet embargo sur son économie à plus de 10 milliards de dollars. Georgi Georgiev, *op. cit.*, p. 9.

⁷⁰⁴ Georgi Georgiev, *op. cit.*, pp. 3-13.

⁷⁰⁵ OMRI Daily Digest, 29/11/95.

Roumanie entretient de bonnes relations avec la Serbie et les deux pays ont à plusieurs reprises affirmé leur opposition commune à toute intervention militaire extérieure dans le conflit bosniaque. Les deux pays partagent une relation historique ambiguë avec la Bulgarie mais ont récemment amorcé une coopération politique et économique avec Sofia. Les autorités roumaines n'ont pas de position officielle sur la question albanaise (géographiquement éloignée de leurs intérêts politiques et économiques) et elles se sont gardées de critiquer la politique grecque vis-à-vis de la Macédoine. En visite en Grèce en mars 1994 (un mois après la mise en place d'un embargo sur la Macédoine par la Grèce), le président Iliescu a ainsi déclaré que la position d'Athènes sur la question macédonienne était « rationnelle »⁷⁰⁶.

La politique de Bucarest semblait donc bien être d'établir un équilibre dans ses relations avec les pays balkaniques, équilibre imparfait puisqu'elle penchait vers « l'axe » gréco-serbe mais tout de même perceptible. De fait, ses relations tendues avec ses voisins septentrionaux (Hongrie, Ukraine, Russie) l'incitaient à minimiser le potentiel conflictuel au sud. Elle a donc développé de bonnes relations avec la Turquie, membre de l'OTAN, partenaire économique potentiellement intéressant et contrepoids possible à l'influence russe dans la région. Mais elle est restée prudente dans les aspects politiques et militaires de cette coopération afin de ne pas s'aliéner la Grèce également membre de l'OTAN mais, de surcroît, membre de l'U.E. et puissance économique et politique significative dans la région. Elle a maintenu envers et contre tout son amitié avec la Serbie mais n'a pas officiellement pris position en faveur de l'un des belligérants du conflit bosniaque. De façon générale, elle s'est abstenue de prendre position sur les grands litiges de la région (Bosnie, Kosovo, Macédoine).

Toutefois, ses prises de position ambiguës vis-à-vis de la Serbie et des guerres yougoslaves, au lieu de l'ériger en médiateur comme elle l'a espéré un temps⁷⁰⁷, l'ont plutôt isolée plutôt dans la région. Elle ne fut ainsi pas invitée (de même que la RFY) à participer à la première rencontre des ministres de la Défense des Balkans, organisée à Tirana en mars 1996 à l'initiative des États-Unis. Son image internationale, d'autre part, est restée mitigée. La responsabilité du gouvernement dans les violents affrontements de Tîrgu Mureş en mars 1990, les razzias des mineurs de la vallée de Jiu, téléguidées par la présidence (juin 1990 et septembre 1991), ont donné l'impression que les « méthodes Ceauşescu » n'étaient pas tout à fait abandonnées. La Roumanie a d'autre part été le seul pays de l'Europe de l'Est à signer un traité d'amitié et de bon voisinage avec l'URSS après l'effondrement des régimes communistes de la région (avril 1991). Ce traité a ensuite été dénoncé (en octobre 1991) mais l'image du pays en a été durablement altérée.

⁷⁰⁶ RFE/RL Daily Report, 5/4/94.

Ce n'est guère qu'en 1993 que le Président Iliescu a adopté la voie de l'intégration euro-atlantique, pour s'y tenir fermement ensuite⁷⁰⁸. La Roumanie fut en janvier 1994 le premier pays de l'Europe centrale et orientale à adhérer au Partenariat pour la Paix. La volonté d'appartenir au monde occidental n'est cependant pas sujette à caution. L'eupéanité de la Roumanie semble en effet être tenue pour une « évidence historique, culturelle, immédiate et a-problématique. Elle est même revendiquée comme un dû »⁷⁰⁹. Tous les sondages d'opinion montrent que la Roumanie est le pays d'Europe de l'Est où la population se prononce le plus fermement en faveur de l'adhésion aux structures occidentales. Mais les réelles motivations des dirigeants quant à l'adhésion à l'OTAN semblent, elles, être plus complexes. Il s'agit notamment pour la Roumanie de ne pas se laisser distancer par la Hongrie⁷¹⁰. La priorité donnée aux pays de Visegrad dans le processus d'intégration aux structures occidentales est inacceptable aux yeux des dirigeants roumains et de l'opinion publique pour qui le rôle de la Roumanie à « l'avant poste de la civilisation occidentale » et son « eupéanité indiscutable » devraient motiver une attention prioritaire des Occidentaux à leur égards. D'autre part, cette orientation pro-occidentale restait en contradiction avec la politique interne d'Iliescu⁷¹¹. Son alliance avec les nationalistes (qui sont entrés au gouvernement en 1994), la lenteur (voire l'inexistence) de réformes économiques se mariaient mal avec son aspiration à appartenir aux structures euro-atlantiques.

Nouveau gouvernement : nouvelle politique régionale

Les élections présidentielles et législatives de novembre 1996 qui ont amené au pouvoir l'opposition libérale, marquent un tournant aussi bien sur le plan de la politique intérieure que sur le plan diplomatique⁷¹². Les nouveaux dirigeants ont multiplié les déclarations sur leur volonté d'ancrer définitivement la Roumanie à l'Ouest et ils font de l'adhésion du pays à l'OTAN une priorité⁷¹³. Dorénavant, l'équilibre n'est plus recherché. Le nouveau gouvernement a ainsi pris ses

⁷⁰⁷ Gergi Georgiev, *op. cit.*, pp. 3-13.

⁷⁰⁸ Catherine Durandin, "Roumanie : La fin de l'ère Iliescu", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°26, été 1997, pp. 109-114.

⁷⁰⁹ Alexandra Laignal-Lavastine, "Le poids du nationalisme dans la transition roumaine", *L'Autre Europe*, n°24-25, 1992, p. 120.

⁷¹⁰ Les dirigeants roumains ont d'ailleurs très clairement, et à plusieurs reprises, exprimé cette motivation. Et celle-ci semble bien être toujours présente après le changement de majorité. Voir par exemple la déclaration du nouveau ministre de la Défense, V. Babiuc, dans OMRI Daily Digest 17/1/97 : « Romania should be admitted in the first wave and by all means alongside with Hungary ». Sur les ressentiments à l'égard des pays de Visegrad (et à l'égard de l'Europe), cf. *supra* « Nationalisme, antiturquisme et identités nationales » (1^{ère} partie, chapitre 2).

⁷¹¹ Catherine Durandin, *op. cit.*, pp. 109-114.

⁷¹² Edith Lhomel, "La Roumanie en 1996. Le renouveau politique", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale, édition 1997*, Paris, La Documentation Française, 1997, pp. 113-120 ; Michael Shafir, Dan Ionescu, "Radical Change in Romania", *Transition*, 7 février 1997, pp. 52-54, 101.

⁷¹³ Voir, par exemple, Alfred Moses, "Romania's NATO Bid", *SAIS Review*, Vol. XVIII, n°1, hiver-printemps 1998, pp. 137-152.

distances avec le gouvernement de Milošević dès le début de l'année 1997 lors de la répression des manifestations à Belgrade. La violence de cette répression a été condamnée et le nouveau ministre des Affaires Étrangères a déclaré que la Serbie représentait une « menace pour la stabilité de la région »⁷¹⁴. Les nouveaux dirigeants ont, à l'automne 1998, autorisé le transit par l'espace aérien roumain de l'aviation de l'OTAN en cas d'intervention au Kosovo, provoquant les vives critiques de l'opposition nationaliste et ex-communiste (Parti de la démocratie sociale)⁷¹⁵. L'ancien Président, et aujourd'hui chef de l'opposition, Ion Iliescu, a, lui, exprimé son soutien à la « politique équitable du gouvernement Milošević au Kosovo » lors de son voyage à Belgrade en mai 1998⁷¹⁶. Cette nouvelle attitude vis-à-vis de la Serbie illustre en fait la volonté, plus affirmée chez les nouveaux dirigeants, d'accéder à l'OTAN. « On ne peut être en même temps du côté de Milošević et du côté de l'OTAN » a déclaré le ministre de la Défense, Victor Babiuc⁷¹⁷. Les nouveaux dirigeants semblent également décidés à régler leurs litiges avec la Hongrie et l'Ukraine. L'OTAN, soucieuse de ne pas hériter de ces litiges, avait posé comme condition à toute étude de la candidature roumaine, la normalisation de ses relations avec ses voisins septentrionaux. Le traité de base avec la Hongrie avait déjà été signé par le précédent gouvernement (septembre 1996) ; les négociations avec l'Ukraine ont abouti en avril 1997 à la signature d'un traité bilatéral. Le gouvernement roumain a renoncé à exiger la dénonciation du pacte Molotov-Ribbentrop, principal obstacle à la normalisation des relations entre les deux pays. Le Premier ministre roumain s'est par ailleurs rendu en Hongrie en mars 1997 (une première depuis 1989) et plusieurs accords de coopération ont été signés.

Depuis ce changement de gouvernement, les relations avec la Turquie, aussi bien politiques qu'économiques, ont pris l'allure d'une réelle coopération. Les visites bilatérales se sont succédé et, en avril 1997, les deux gouvernements ont signé un accord de libre-échange. Les visites annuelles des deux Présidents de la république ont repris après l'interruption de l'automne 1996. Le Président roumain s'est rendu en Turquie en avril 1997, juillet 1998 et juillet 1999 et le Président turc en Roumanie en novembre 1997 et décembre 1998⁷¹⁸. Le ministre des affaires Étrangères turc s'est rendu en Roumanie en mai 1998 pour la première fois depuis cinq ans. Les deux ministres, İsmail Cem et Andrei Plesu, ont alors décidé de se rencontrer dorénavant tous les ans. De même, la visite du Premier ministre turc Mesut Yılmaz en juin 1998 était la première du

⁷¹⁴ OMRI, Pursuing Balkan Peace, 7/1/97.

⁷¹⁵ Rador, 12/10/98, 14/10/98 ; RFE/RL Newslines, 12/10/98, 13/10/98.

⁷¹⁶ RFE/RL Newslines, 12/5/98 ; Rador, 14/5/98.

⁷¹⁷ Rador, 14/10/98.

⁷¹⁸ Le Président Demirel semble avoir cependant conservé de bonnes relations avec l'ancien Président Iliescu qu'il avait donc rencontré à de multiples reprises, entre autres dans le cadre du système de visites bi-annuelles. Il lui a rendu visite lors de son voyage en Roumanie en décembre 1998. *Bucarest Matin*, 7/12/98.

genre depuis l'effondrement du régime Ceaușescu⁷¹⁹. Enfin, en marge de ces rencontres bilatérales, les dirigeants des deux pays se sont rencontrés à plusieurs reprises dans le cadre de la Trilatérale Turquie-Bulgarie-Roumanie et le Premier ministre roumain s'est rendu à deux reprises en Turquie : en mai 1998 à l'occasion de la conférence sur l'énergie en mer Noire et en mer Caspienne, et octobre de la même année pour le sommet des pays balkaniques à Antalya. Ces deux voyages furent l'occasion d'organiser des rencontres de travail.

Durant ces visites, les dirigeants des deux pays n'hésitent pas à souligner l'excellence de leur relation, un « modèle à suivre » dans la région. La Turquie réitère à chaque occasion son soutien à la candidature de la Roumanie à l'OTAN et de multiples signes (inauguration d'un square Mustafa Kemal Atatürk à Bucarest en décembre 1998 par exemple) tendent à démontrer qu'au-delà des discours, la volonté de resserrer les liens est bien réelle. Le montant des investissements turcs en Roumanie a considérablement augmenté depuis 1996. Ils atteignaient 650 millions de dollars à la fin de l'année 1998⁷²⁰ et de nombreux nouveaux projets d'investissements sont en discussion. L'accord sur le libre-échange entre les deux pays est entré en vigueur en février 1998 et les échanges se montaient pour cette année à presque un milliard de dollars. Le cadre financier s'étoffe également. Une troisième banque turque a ouvert ses portes à Bucarest en novembre 1997 (Demirbank) et une filiale de Garanti Bank a été inaugurée lors de la visite du Premier ministre Yılmaz en juin 1998⁷²¹.

La Roumanie milite par ailleurs très activement depuis 1996 pour une orientation des flux Asie-Europe par Constanța. Les dirigeants roumains soulignent à tout propos la situation géographique exceptionnelle de ce port (jonction mer Noire-Danube), ses capacités et ses équipements, et de façon générale la vocation de la Roumanie de s'ériger en pont en l'Europe et l'Asie. Ils ont, dans cette optique, entamé une campagne de charme auprès de dirigeants des pays du Caucase, illustrée notamment par la tournée du Président Constantinescu en Transcaucasie en juillet 1998. Reste à savoir si cette aspiration à devenir une plaque tournante dans les échanges entre l'Asie et l'Europe ne concurrence pas celle de la Turquie, notamment dans le domaine énergétique. Dans les discussions avec les dirigeants des pays du Caucase, les Roumains insistent sur l'alternative que peut représenter le port de Constanța. Le Premier ministre Radu Vasile, en visite en Turquie en mai 1998 à l'occasion de la conférence « L'avenir énergétique de la mer Noire

⁷¹⁹ Mesut Yılmaz avait cependant accompagné le Président Demirel lors de son voyage en Roumanie à l'automne 1997. Aucun Premier ministre roumain ne s'est rendu en Turquie de janvier 1991 à mai 1998.

⁷²⁰ Déclaration du Président Demirel lors de son voyage en Roumanie en décembre 1998 (*Bucarest Matin*, 3/12/98). Les investissements turcs auraient encore considérablement augmenté durant l'année 1999 (1,2 milliards de dollars en juillet 1999 selon le Président Demirel), *Turkish Daily News*, 8/7/99.

⁷²¹ Anadolu Ajansı, 19/6/98 ; *Bucarest Matin*, 19-21/6/98 ; *Sabah*, 24/11/98. La Banca Turco-Romana du holding Bayındır a, par ailleurs, ouvert sa 10^{ème} branche en Roumanie en mai 1999. *Sabah*, 14/5/99.

et de la mer Caspienne » a ainsi pris soin de préciser que le projet de pipeline Constanța-Trieste (financé par la compagnie italienne ENI) ne concurrençait pas le projet de pipeline Bakou-Ceyhan dans la mesure où seules les énergies en provenance du Kazakhstan et de la Russie étaient concernées⁷²².

Enfin, des domaines de coopération militaire semblent se préciser. Dès le lendemain du changement de gouvernement en Roumanie, les visites de dirigeants militaires se sont succédé (visite du commandant des forces navales roumain en Turquie en mars, suivie quelques jours plus tard par la visite d'une délégation militaire turque en Roumanie, etc.) et des exercices militaires bilatéraux ont été organisés en Turquie en septembre 1997. Les domaines de coopération portent essentiellement sur l'achat de matériel roumain produit en co-production avec les États-Unis et répondant aux standards de l'OTAN. Les négociations sur l'achat de véhicules blindés produits en Roumanie sont en fait en cours depuis 1994/95 mais l'accord n'a été finalisé que récemment. La lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue fait également l'objet d'une coopération. Selon la presse et les dirigeants turcs, le PKK serait très bien implanté en Roumanie. La présence de ces camps d'entraînement et le racket exercé auprès des entrepreneurs turcs présents dans le pays sont régulièrement dénoncés⁷²³. Plusieurs rencontres entre les ministres de l'Intérieur ont eu lieu en 1997 et 1998 et un accord trilatéral Turquie-Bulgarie-Roumanie a été signé à ce sujet en avril 1998. La Roumanie a intensifié sa lutte contre les membres du PKK présents sur son territoire. Plus de trente militants du PKK ont été extradés vers la Turquie durant les quatre premiers mois de l'année 1999 et de nouvelles arrestations ont été opérées dans les milieux kurdes du pays à la fin du mois d'avril 1999⁷²⁴.

La formation de la Trilatérale date de la fin de l'année 1997 et, depuis lors, n'a fait que s'étoffer. Depuis l'automne 1997, trois rencontres entre les Présidents des trois pays (à Varna le 3 octobre 1997, à Antalya les 17 et 18 avril 1998 et à Sinaia les 11 et 12 mars 1999) ont été organisées ainsi qu'une rencontre entre les trois Premiers ministres à Sofia en juillet 1998. La Turquie a, en fait, repris ici une initiative grecque. Lancé durant l'été 1995 alors que les communistes étaient de nouveau au pouvoir en Bulgarie, et la Roumanie toujours dirigée par le Parti de la démocratie sociale, ce processus de coopération trilatérale Grèce-Bulgarie-Roumanie, aux allures de *containment* de la Turquie, n'avait pas apporté les résultats escomptés par Athènes et la coopération trilatérale avec la Turquie semble aujourd'hui bien mieux engagée. Le niveau des rencontres (au niveau des Présidents de la république et des Premiers ministres et non des ministres

⁷²² *Bucarest Matin*, 26/5/98.

⁷²³ Voir, par exemple, *Sabah*, 5/5/99, 26/7/99.

⁷²⁴ *Hürriyet*, 24/4/99, 29/4/99 ; *Anadolu Ajansi*, 22/4/99 ; *Sabah*, 5/5/99.

des Affaires Étrangères) illustre d'ailleurs plutôt une disproportion d'intérêts⁷²⁵. Comme pour l'ensemble des relations bilatérales turco-balkaniques, l'ombre du contentieux gréco-turque plane sur les relations avec la Roumanie. Mais dans le cas roumain, contrairement aux autres pays de la région, si la Grèce a longtemps entretenu de bonnes relations politiques avec ce pays, sa présence économique n'a jamais prévalu sur celle de la Turquie (alors que l'équation est inversée dans les cas bulgare, macédonien et albanais).

La coopération – économique comme politique – entre la Turquie et la Roumanie semble aujourd'hui bien engagée. L'accord de libre-échange dynamisera sans aucun doute encore plus le commerce entre les deux pays et l'intérêt marqué pour ce pays dans les milieux d'affaires turcs ne s'amointrit pas (multiples réunions et autres forums organisés). Au niveau politique, la réorientation de la diplomatie du pays vers les États-Unis, comme en témoigne la récente décision sur l'ouverture de l'espace aérien roumain à l'aviation de l'OTAN pour les bombardements de la Serbie, ne peut que converger vers les positions turques. Un débat s'est par ailleurs engagé en Roumanie sur l'opportunité de réorienter sa diplomatie vers l'espace mer Noire et dans ce cadre éventuellement vers la Turquie, contrepoids à une influence russe incontournable mais que l'on aimerait plus diffuse et tempérée. Le rejet de l'OTAN et l'U.E., vécu comme un nouveau Yalta⁷²⁶, sous-tend ces débats. Se retrouvant de l'autre côté de la barrière (nouvelle ligne de fracture dans le continent, « le nouveau Yalta »), les dirigeants envisagent alors ouvertement de recentrer leur politique sur l'Ukraine et/ou la Turquie, tout en continuant bien sûr à œuvrer pour une intégration dans les structures euro-atlantiques⁷²⁷.

⁷²⁵ Sur ces Trilatérales, cf. *infra* chapitre « Pseudo-alliances et contre-alliances autour de la mer Noire » (3^{ème} partie, chapitre 1).

⁷²⁶ Perception aiguë en Roumanie d'avoir été abandonné par les Européens à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Cf. *supra* « Nationalismes, identités nationales et antiturquisme » (1^{ère} partie, chapitre 2).

⁷²⁷ *Curierul National*, traduit et publié par *Le Courier International*, 11-17 mars 1999, p. 19.

2.4. LES RELATIONS TURCO-BULGARES : DE LA NORMALISATION A LA COOPERATION

Le développement des relations turco-bulgares depuis 1991 est remarquable à plus d'un titre et reflète un changement d'attitude spectaculaire par rapport à la situation très tendue des années 80 (campagne d'assimilation des Turcs de Bulgarie entamée en 1984/85, création d'un axe antiturc Athènes-Sofia)⁷²⁸. Indéniablement ce processus de normalisation des relations bilatérales a, dans un premier temps, épousé les étapes d'un autre processus, celui du rétablissement des droits de la minorité turque du pays. C'est dans le domaine militaire que ce rapprochement a été le plus significatif dans un premier temps. Toutefois, celui-ci est à replacer dans le cadre plus vaste de la redéfinition de la politique de défense de la Bulgarie après l'effondrement du pacte de Varsovie. La défense de l'ensemble du pacte de Varsovie impliquait forcément une concentration des forces bulgares au sud de ce bloc militaire face aux deux membres de l'OTAN, la Grèce et, plus particulièrement, la Turquie. Depuis 1991, la menace est – selon l'expression consacrée – plus diffuse et surtout, ce sont les risques d'extension du conflit yougoslave qui ont préoccupé les autorités bulgares. Les forces militaires bulgares ont donc été redéployées afin d'assurer une défense circulaire du pays⁷²⁹. Le retrait mutuel des forces à la frontière turco-bulgare – sans en tempérer la signification, à savoir que la Turquie n'est plus considérée comme une menace sérieuse par Sofia – est aussi à replacer dans ce contexte. La Bulgarie se trouve d'autre part fragilisée par une difficile restructuration économique et les réductions d'armements prévues dans le traité FCE (qui, après la dislocation du pacte de Varsovie, la place dans une situation d'infériorité militaire par rapport aux pays voisins : Grèce, Turquie, Yougoslavie). Enfin, l'environnement régional très instable dans lequel la Bulgarie s'est subitement retrouvée en 1991 (guerres yougoslaves, tensions entre la Grèce et la Turquie, entre la Grèce et la République de Macédoine) a renforcé le sentiment d'insécurité chronique de ce pays. Très logiquement le nouveau gouvernement UDF (Union des forces démocratiques, libéral) a donc cherché appui auprès des organisations internationales susceptibles de lui apporter un minimum de garanties de sécurité (OTAN, U.E.) et s'est évertué à tisser un réseau de relations cordiales dans la région, y compris avec la Turquie⁷³⁰. De façon générale, il s'agit dans la période 1991-1994 de normaliser des relations qui étaient très tendues.

⁷²⁸ Cf. supra chapitre « La scène balkanique depuis 1990 » (1^{ère} partie, chapitre 3).

⁷²⁹ Les grandes lignes de cette nouvelle doctrine stratégique ont été publiées en mai 1992 par le tout nouveau centre de planification stratégique. Kjell Engelbrekt, "Bulgaria's Evolving Defense Policy", *RFE/RL*, Vol. 3, n°32, 19 août 1994, p. 48.

⁷³⁰ Ekaterina Nikova, "The Black Sea Region in the Post-Cold War Era: Bulgaria's Perspectives", *Études Balkaniques*, n°3-4, 1997, pp. 6-7.

La normalisation des relations bilatérales, 1991-1994

Les relations étaient donc tombées aux plus bas après la campagne d'assimilation des Turcs de Bulgarie lancée à l'hiver 1984/85. Dès la chute de Živkov en novembre 1989, les premiers contacts ont été pris sous la médiation du Koweït (première rencontre des ministres des Affaires Étrangères le 30 novembre 1989 au Koweït, vingt jours après la destitution de Todor Živkov, puis à nouveau au Koweït le 9 janvier 1990), amorce lente d'une normalisation vue comme encore lointaine. Ces rencontres ont donné des résultats assez mitigés. Durant cette période, le gouvernement bulgare a surtout cherché à renouer les relations économiques entre les deux pays qui étaient pratiquement nulles depuis 1985 (seulement 30 millions de dollars d'échanges en 1989). La Bulgarie avait d'autre part, suite à la campagne d'assimilation, été inscrite sur la liste noire de l'OCI et ses relations commerciales avec le Moyen-Orient en avaient été affectées. La relance des relations économiques fut donc le but du voyage du Premier ministre Andrej Lukanov en septembre 1990. Les réticences des dirigeants turcs à engager des négociations avec les dirigeants d'un parti responsable de la campagne d'assimilation de 1984/85 (le PSB, héritier du parti communiste avaient remporté les législatives de juin 1990) semblent avoir rapidement fanées⁷³¹. Mais, il est vrai, le contexte régional, notamment en Yougoslavie, changeait tout aussi rapidement. A la fin du mois octobre, le ministre turc de l'Économie, İsin Celebi, et une délégation d'hommes d'affaires se sont rendus en visite à Sofia et l'Eximbank a ouvert un crédit de 100 millions de dollars à la Bulgarie⁷³². Entre temps, les droits de la minorité turque avaient été progressivement rétablis (loi sur le rétablissement des noms votée en mars 1990 et amendée en novembre) et un Président non communiste avait été élu à la tête du pays (1^{er} août 1990). Le Président Özal a rencontré le nouveau Président Željko Želez (Jeliou Jelev) en septembre 1990 à New York lors du sommet de l'ONU sur l'enfance. Les rapports entre les deux hommes semblent avoir été assez cordiaux et ils se sont ensuite rencontrés à de multiples reprises dans le cadre de sommets internationaux.

Le changement radical est en fait survenu après l'arrivée au pouvoir de l'UDF (Union de forces démocratiques, libéral), en octobre 1991. Au même moment, l'URSS implosait, la guerre en Yougoslavie éclatait et un État macédonien indépendant émergeait. Ces changements politiques et stratégiques ont *de facto* rapproché la Bulgarie de la Turquie. La Bulgarie a été le premier État à

⁷³¹ Ainsi, le Président Özal avait exprimé son souhait de poursuivre ce rapprochement bilatéral quel que soit le résultat des élections de juin 1990. Kjell Engelbrekt, "Relations with Turkey : A Review of Post-Zhivkov Developments", *Report on Eastern Europe*, 26 avril 1991, p. 8. Les déclarations teintées d'antiturquisme du Premier ministre Popov n'ont pas non plus suscité de réactions en Turquie. Duncan Perry, "New directions for Bulgarian-Turkish relations", *RFE/RL*, Vol 1, n°41, 16 octobre 1992, p. 37, note 17.

⁷³² L'Eximbank n'accorda finalement que 50 millions de dollars de crédit, dont 21 millions ont été effectivement débloqués (source : *Eximbank* au 21/11/97). Des négociations sont actuellement en cours sur la base d'un crédit de 100 millions mais l'Eximbank demande des garanties supplémentaires. Entretien avec Tülin Kalkay, en charge du département « crédit » à l'Eximbank, 26 octobre 1998.

reconnaître la République de Macédoine (janvier 1992) bientôt suivie par la Turquie (février 1992). Parallèlement, le gouvernement UDF a pris ses distances avec Athènes et Moscou⁷³³ et esquissé les premiers contacts avec l'OTAN. Aux nouveaux impératifs stratégiques auxquels devait faire face la Bulgarie (dislocation du pacte de Varsovie et modification radicale de la menace théorique) s'est donc également ajouté, non pas une vraie convergence de vues, mais un consensus minimal entre la Turquie et la Bulgarie sur les affaires régionales et sur l'orientation de leur politique étrangère. Trois mois après la déclaration d'indépendance macédonienne et alors que la Yougoslavie basculait dans le chaos, le chef d'état-major turc Doğan Güreş a effectué une visite en Bulgarie (décembre 1991).

Le gouvernement UDF devait, d'autre part, composer avec une minorité de blocage turque au parlement. Le MDL (Mouvement des Droits et Libertés, représentant la minorité turque) a remporté 24 sièges aux élections du 13 octobre 1991. Aucune majorité absolue n'étant sortie de ces élections, le MDL a donc joué un rôle clef dans les coalitions gouvernementales de 1991 à 1994. Il avait passé un accord d'alliance avec l'UDF mais s'est ensuite abstenu de participer aux gouvernements Dimitrov et Berov. Cette position a permis aux dirigeants du MDL de rester dans les coulisses tout en œuvrant pour une restauration des droits de la minorité turque (loi sur l'abrogation de la bulgarisation des noms turcs, sur l'enseignement, les compensations pour les propriétés confisquées en 1989, etc.).

C'est plus particulièrement dans le domaine militaire que la normalisation des relations turco-bulgares et l'amorce d'une coopération politique se sont exprimées. Dès la fin de l'année 1990, les premiers contacts ont été pris entre les deux armées : une première délégation militaire turque s'est rendue en Bulgarie et un accord de principe sur la mise en place de mesures de confiance et de sécurité a été signé (décembre 1990). La coopération militaire est devenue effective avec l'arrivée au pouvoir de l'UDF sous la direction de Filip Dimitrov. Quatre accords de coopération militaire ont été signés par ce gouvernement : la Déclaration de Sofia en décembre 1991, les accords de mars 1992 et juillet 1992 et la Déclaration d'Edirne en décembre 1992. Le Document de Sofia, signé le 20 décembre 1991 par les deux chefs d'état-major, énumère un premier lot de mesures de confiance et de sécurité (mesures réitérées avec la Déclaration d'Edirne) : échange d'informations, observations et inspections des installations militaires et engagement à ne pas faire d'exercices militaires regroupant plus de 10 000 hommes et 200 chars à moins de 15 km de la frontière commune. Les deux parties se sont engagées à s'informer

⁷³³ Le 1^{er} août 1991, le parlement bulgare a voté une loi de non-reconduction du traité d'amitié et de coopération avec l'URSS qui arrivait à échéance en août 1992. Emile Tzenkov, "Les dilemmes géopolitiques d'un ex-satellite", *Bulgarian*

mutuellement à l'avance de tout exercice militaire important dans un rayon de 60 km autour de la frontière. L'accord de mars 1992 porte sur la formation militaire et celui de juillet 1992 sur le retrait mutuel des troupes à la frontière. La Turquie a d'ailleurs immédiatement retiré deux divisions de la zone frontalière. Les premiers exercices militaires en commun ont été effectués en mai 1994 (suivis en juillet par les manœuvres « Poyaz-1 » en mer Noire). Depuis 1994, les deux armées se retrouvent également régulièrement lors des manœuvres organisées dans le cadre du Partenariat pour la Paix. Enfin, dès 1991, des inspections des installations respectives sont effectuées dans le cadre des contrôles prévus par l'accord FCE (Forces Conventionnelles en Europe). Ces mesures de confiance et de sécurité ont surtout permis de relâcher la tension à une frontière hautement militarisée et de rétablir quelque peu la confiance entre les deux armées.

Les visites de responsables politiques sont par ailleurs devenues assez fréquentes. Le ministre des Affaires Étrangères turc s'est rendu deux fois en Bulgarie de 1991 à fin 1994 et le ministre des Affaires Étrangères bulgare trois fois en Turquie. Deux protocoles de coopération entre les ministères des Affaires Étrangères ont été signés à l'occasion de ces visites. Quant au Président Turgut Özal, il s'est rendu en Bulgarie en mars 1993, lors de sa tournée balkanique et le Président Željko Želez a effectué une visite officielle en Turquie en juillet 1994. Le traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage a été signé le 6 mai 1992 lors de la visite du Premier ministre Filip Dimitrov en Turquie⁷³⁴. Des discussions ont par ailleurs été engagées dans de multiples autres domaines allant de la lutte contre le trafic de drogue et le terrorisme (accords de février 1993 et juin 1994) à la création d'une banque turco-bulgare ou encore le développement des transports (accords de février 1993 et février 1994). La Turquie a offert 50 000 tonnes de pétrole à la Bulgarie à la fin de l'année 1990⁷³⁵ alors que celle-ci traversait une grave crise énergétique et envoyé une aide humanitaire qui, il est vrai, était plus particulièrement destinée aux régions sinistrées peuplées par des Turcs⁷³⁶.

Les échanges ont repris. La Bulgarie, engagée comme tous les pays de l'Est dans une transition difficile, avait besoin de capitaux étrangers et de nouveaux partenaires économiques. Les échanges officiels ont atteint 296 millions de dollars en 1992, 330 millions en 1993 et 1994 et 580

Quarterly, Vol. 1, n°3, hiver 1991, p. 60. Sur les relations entre la Bulgarie et la Russie, cf. *infra* chapitre sur la Russie et les Balkans (2^{ème} partie, chapitre 1).

⁷³⁴ Les instruments de ratification de ce traité furent échangés en juin 1995.

⁷³⁵ Duncan Perry, *op. cit.*, p. 37.

⁷³⁶ A côté du Croissant Rouge turc, le ministère des Affaires Religieuses (Diyanet) a également pris en charge une partie de cette aide.

millions en 1995⁷³⁷. Ce commerce est constitué pour les 2/3 d'importations turques de Bulgarie. Il s'agit principalement de cuivre et de produits pétroliers et chimiques mais aussi de céréales, fer et minerais ferreux, plomb et zinc, appareils, pièces détachées et réacteurs nucléaires. La Bulgarie fournit également la Turquie en électricité. La Turquie, elle, exporte en Bulgarie principalement du savon, du cuir, de la farine, du sucre et des machines et équipements mécaniques et électriques⁷³⁸. L'important déficit commercial au détriment de la Turquie s'explique en partie par les différences de taxes imposées par les deux pays : alors que la Bulgarie taxe un tiers des produits importés de Turquie, cette dernière ne taxe qu'environ 10% des produits bulgares⁷³⁹. Ce déficit doit d'autre part être relativisé. Les statistiques officielles ne prennent en effet pas en compte le « commerce à la valise » et celui-ci représenterait jusqu'à un milliard de dollars par an⁷⁴⁰. 1 500 firmes turques étaient présentes en Bulgarie début 1995, chiffre qui se monterait à 2 000 à la mi-1998 selon la chambre de commerce et d'industrie bulgare. Toutefois, comme dans le cas de la Roumanie, la plupart de ces firmes ne seraient que des prête-noms et le nombre d'entreprises turques ayant réellement développé des activités en Bulgarie se situerait plutôt vers 200-300 (chiffre de 1998)⁷⁴¹.

Le conseil d'affaire bilatéral a été créé en juin 1991 mais il faut ensuite attendre juillet 1994 pour que les accords réglementant le commerce entre les deux pays soient signés (accord cadre de coopération économique et commerciale et accords sur la prévention de la double taxation et sur la promotion et la protection des investissements réciproques). Les négociations sur le régime des visas et l'ouverture de nouveaux postes frontières ont également lentement progressé. Aujourd'hui, seul le poste frontière de Kapitan Andreevo-Kapıkule est réellement opérationnel pour le transit de poids lourds. Or, il est forcément surchargé puisque l'ensemble du trafic routier de la Turquie et du Proche-Orient à destination de l'Europe y transite. Un service ro-ro entre Istanbul et Constanța en Roumanie avait été mis en place en 1985 après la campagne d'assimilation en Bulgarie mais il est loin de capter l'ensemble de ce trafic. Le poste de Malko Tărnovo-Dereköy sur la route qui mène à Burgas a été ouvert en 1970 puis fermé au transit de marchandises en 1986 (également suite à la campagne d'assimilation). Il a été rouvert en octobre 1992 mais ne fonctionne que pour les véhicules de moins de trois tonnes et demande à être rénové. Quant au troisième point de passage possible, au niveau d'Hamzabeyli, il n'y a aucun poste frontière et les routes doivent être construites ou élargies (côté turc comme bulgare). Enfin, si la Turquie a achevé son autoroute Istanbul-Edirne, passé la frontière, la route est médiocre jusqu'à Plovdiv où l'autoroute reprend

⁷³⁷ Source : Devlet İstatistik Enstitüsü. L'institut national de statistiques bulgare présente des statistiques sensiblement différentes pour l'année 1995 : seulement 485 millions de dollars. *Bulgaristan. Ülke profili mevzuat ve Türk girişimcileri*, Istanbul, Istanbul Ticaret Odası, 1998, p. 42.

⁷³⁸ Source : Devlet İstatistik Enstitüsü.

⁷³⁹ BTA, 7/7/98 ; *Bulgarian Economic Review*, n°13, 7 juillet 1998.

⁷⁴⁰ *Bulgaristan. Ülke profili ...*, op. cit., p. 42.

jusqu'à Sofia. Or, il est vital pour la Turquie d'accéder rapidement aux marchés européens, et ce ne peut être que via la Bulgarie (axe Morava-Maritsa). Quant à la Bulgarie, elle cherche à renouer commercialement avec les pays du Proche-Orient et doit donc développer ses possibilités de transit par la Turquie.

Les droits des Turcs de Bulgarie ont parallèlement été réintroduits dans le pays et, finalement, avec diligence (première déclaration du Comité central du Parti communiste le 29 décembre 1989, un peu plus d'un mois après la destitution de Živkov, loi votée en mars 1990, amendée en novembre 1990). Un institut d'études islamiques a par ailleurs ouvert ses portes à Sofia en octobre 1990 et trois lycées musulmans fonctionnent dans le pays (à Šumen, Momčilgrad et Ruse). Quelques sujets restent cependant sources de contentieux, notamment le droit d'utiliser la langue turque durant le service militaire en tant que seconde langue officielle dans l'armée (demande jugée excessive par les autorités bulgares) et la restitution de propriétés confisquées ou vendues après le départ de nombreux Turcs en 1989. Mais c'est surtout la politique de restitution des terres du gouvernement Dimitrov (qui pénalisait les Turcs) qui fut source de contentieux entre le MDL et l'UDF. Le MDL a finalement retiré son soutien au gouvernement de Filip Dimitrov en septembre 1992⁷⁴². Dans l'ensemble toutefois, le MDL a joué la carte de l'intégration citoyenne. Ahmed Dogan (Doğan) s'est fermement prononcé à plusieurs reprises contre toute forme de nationalisme ou de séparatisme et est resté assez distant dans ses rapports avec la Turquie (première visite officielle en avril 1996).

La restauration des droits de la minorité turque de Bulgarie n'a cependant pas été sans heurts ni incidents. La déclaration du Comité central du PC bulgare sur la restauration des droits de la minorité turque (droit de choisir son nom, de pratiquer sa religion et sa langue) a immédiatement provoqué des manifestations à Kărdžali (Kircaalı), région de peuplement mixte, manifestations qui se sont rapidement étendues au reste du pays (31 décembre-1^{er} janvier). Un « Comité de défense des intérêts nationaux », implanté dans les régions peuplées de Turcs, a été créé dans la foulée de ces manifestations. Quelques mois plus tard, à l'automne 1990, c'est, cette fois-ci, le nord-est du pays – l'autre grande région de peuplement turc – qui a été le théâtre principal de massives manifestations antiturques. Une « République de Razgrad » y a même été proclamée par ces

⁷⁴¹ *Bulgaristan. Ülke profili ...*, *op. cit.*, pp. 66-67.

⁷⁴² Le MDL s'était toutefois déclaré prêt à soutenir un nouveau gouvernement UDF à condition que celui-ci ne soit pas dirigé par Filip Dimitrov. Christophe Chiclet, "La Bulgarie en 1993. La lente recomposition du pays", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale, édition 1994*, Paris, La Documentation Française, 1995, p. 84.

manifestants hostiles à la restitution des droits de cette minorité⁷⁴³. La « loi sur le nom des citoyens bulgares » permettant aux Turcs, Pomaks et Tsiganes de reprendre leur nom, a été votée en mars 1990, mais la procédure judiciaire prévue était un peu compliquée. Elle a finalement été amendée en novembre au profit d'une plus simple formalité administrative⁷⁴⁴. Entre-temps (en janvier), Ahmet Dogan avait créé le Mouvement des droits et libertés (MDL, *Hak ve Özgürlükler Hareketi*) représentant les intérêts de la minorité turque⁷⁴⁵. La création d'un tel mouvement a forcément suscité des controverses et le débat fut relancé en juillet 1991 après le vote de la nouvelle constitution qui interdisait expressément la création de partis sur des bases ethniques ou religieuses. De fait, la présence de cette représentation politique a ravivé les peurs d'ingérence turque dans les affaires bulgares. A. Dogan a ainsi régulièrement été accusé de travailler pour les services secrets turcs et la Turquie d'utiliser ce mouvement politique comme vecteur de son influence voire de ses objectifs irrédentistes.

De fait, les vieux démons du passé sont toujours là : un antiturquisme chronique auquel s'ajoute la crainte de nourrir en son sein une cinquième colonne, à savoir la minorité turque de Bulgarie. Ce syndrome a fortement été ravivé par l'intervention militaire turque à Chypre en 1974. En effet, alors que les Turcs ne représentaient que 18% de la population de Chypre, la Turquie n'a pas hésité à envahir l'île sous prétexte de défendre les intérêts de cette communauté. Depuis lors, elle se voit régulièrement accusée, par les intellectuels et hommes politiques bulgares (mais aussi grecs), de tenter d'instrumentaliser les minorités turques de la région à des fins irrédentistes⁷⁴⁶. D'autre part, au lieu de s'affaiblir, l'image du Turc oppresseur s'est au contraire renforcée au cours des années à coups de commémorations historiques et de campagnes médiatiques. C'est contre l'Empire ottoman que la Bulgarie s'est formée et, un siècle après cette émancipation, les Bulgares

⁷⁴³ Ce parti s'allia ensuite avec le PSB (Parti socialiste bulgare, ex-communiste) et obtiendra deux sièges aux élections législatives de décembre 1994. D'autres groupes nationalistes bulgares (Parti national radical, etc.) ont été récupérés par le PSB. Sur les manifestations (notamment en janvier 1990 et octobre-novembre 1990), voir Hugh Poulton, *Balkans. Minorities and States in Conflict*, Londres, Minority Right Publication, 2^{ème} édition, 1993, pp. 163-171 et Kiril Kertilov, "Le problème ethnonational en Bulgarie (1944-1993)", *Bulgarian Quarterly*, n°1, 1992, pp. 78-87.

⁷⁴⁴ Hugh Poulton, *op. cit.*, pp. 168-169 ; Ducan Perry, "Bulgarian Nationalism : Permutations on the Past", in Paul Latawski (ed.), *Contemporary Nationalism in East Central Europe*, New York, St. Martin's Press, 1995, pp. 55-57.

⁷⁴⁵ Le MDL a en fait récupéré les réseaux clandestins formés après la campagne d'assimilation de 1984/85 et lors des manifestations de 1989 et des migrations. Il se dit l'héritier du Mouvement de salut national des Turcs de Bulgarie (*Bulgaristan Türk Milli Kurtuluş Hareketi*, BTMKH), une des organisations clandestines créées après 1985 et qui avait mis sur pied un réseau de filiales dans les régions peuplées de Turcs. Ahmed Dogan en était le président. Sur la formation du MDL, son idéologie, sa politique et ses structures, voir Nurcan Özgür, *Hak ve Özgürlükler Hareketi, 1989-1995*, Istanbul, Rumeli Vakfı, 1996. Enfin, il faut signaler qu'avant 1944, il n'y avait jamais eu de parti des Turcs de Bulgarie. Le MDL ne rentre donc pas dans le schéma de la « restauration démocratique » (nous remercions Bernard Lory, maître de conférences à l'INALCO, pour cette précision).

⁷⁴⁶ Voir par exemple l'intervention de K. Mančev à la conférence consacrée aux « Problèmes de la question nationale dans les Balkans aux temps modernes » organisée par l'Institut d'études balkaniques près de l'Académie des sciences bulgares, 11-13 juin 1991 (compte-rendu dans *Études Balkaniques*, n°2, 1992). K. Mančev y soutient que la Turquie chercherait à transformer les « musulmans bulgares » (les Pomaks) en minorité turque qu'elle utiliserait comme un instrument politique. D'autres interventions à ce colloque soulignent l'agressivité des Turcs.

n'arrivent toujours pas à se définir autrement que par cette inimitié constitutive⁷⁴⁷. Cette suspicion profonde des Bulgares envers les Turcs, tenus pour responsables après cinq siècles de « joug ottoman » de tous les maux du pays, à commencer par son éloignement de l'Europe civilisée, pèse lourdement sur les relations des deux pays⁷⁴⁸. En Bulgarie, après les manifestations antiturques de 1990-91, les relations de voisinage entre les deux communautés se sont finalement améliorées mais la présence d'une importante minorité turque est toujours perçue comme une menace pour le pays⁷⁴⁹.

La période (1991-1994) n'a toutefois bien été qu'une phase de normalisation des relations turco-bulgares et si une coopération militaire a été engagée, il s'agissait avant tout de désamorcer les tensions entre les deux pays. Le déminage de la frontière n'a d'ailleurs commencé qu'en... octobre 1998 et durant toute cette période, il n'y avait pas d'officiers bulgares en formation en Turquie. L'accord signé en mars 1992 sur la formation militaire n'a du reste été ratifié par le parlement bulgare qu'en juillet 1997. Un accord de coopération technique et scientifique avait également été conclu en mars 1993 mais il n'a jamais été appliqué. Les réticences bulgares face à la participation de soldats balkaniques, c'est-à-dire aussi (et peut-être avant tout) turcs, à la FORPRONU (puis l'IFOR) procédaient également de cette méfiance. En d'autres termes, cette ébauche d'une coopération politique et militaire ne s'est en aucun cas traduite par une quelconque alliance. La modération même des dirigeants du MDL a bien souvent été perçue comme une manœuvre. L'UDF, pourtant à l'époque formellement alliée du MDL, n'a pas toujours semblé à l'aise face à ce « parti turc ». Les dirigeants de l'UDF ont d'ailleurs immédiatement repris un discours à tonalité quelque peu antiturque après le retrait du soutien du MDL au gouvernement en septembre 1992. La méfiance était donc toujours de mise aussi bien vis-à-vis du voisin turc que de sa propre minorité turque⁷⁵⁰ ; et toute tentative de la Turquie d'influencer le déroulement des événements en Bulgarie a fait l'objet d'une immédiate dénonciation. Ainsi, la lettre du Premier ministre Mesut Yılmaz adressée à son homologue bulgare et plaidant pour une reconnaissance du

⁷⁴⁷ Sur les relations bulgare-turques et notamment sur la notion « d'inimitié constitutive », voir Bernard Lory, « Strates historiques des relations bulgare-turques », *CEMOTI*, n°15, 1993, pp. 149-167.

⁷⁴⁸ Cf. *supra* chapitre « Nationalismes, identités nationales et antiturquisme » (1^{ère} partie, chapitre 2).

⁷⁴⁹ Divers travaux ont été réalisés sur ce sujet. Voir notamment les résultats de l'enquête ethnologique réalisée en 1992 et publiée dans la revue *Sociologičeski Pregled*, n°3, 1993, pp. 54-81 (en bulgare), compte-rendu dans Kjell Engelbrekt, « Bulgaria », *RFE/RL*, Vol. 3, n°16, 22 avril 1994, p. 77 ; les travaux publiés dans *Relations of Compatibility and Incompatibility between Christians and Muslims in Bulgaria*, Sofia, International Center for Minority Studies and Intercultural Relations Foundation, 1994 ; et Ali Eminov, *Turkish and Other Muslim Minorities in Bulgaria*, Londres Hurst, 1997.

⁷⁵⁰ L'entretien accordé au quotidien *Kontinent*, 21/1/96 (et traduit par MILS, 23/1/96) par Bončo Asenov, ancien officier des services de sécurité et auteur d'un ouvrage intitulé *Le processus de renaissance et la sécurité de l'État*, résume bien cet état d'esprit. Il y affirme que la Turquie a une politique impérialiste (panturquiste et panislamiste) et qu'elle représente donc une menace pour la nation bulgare. Pour parvenir à ses fins, la Turquie utiliserait la minorité turque du pays (5^{ème} colonne) et notamment le MDL dont le dirigeant est accusé de travailler pour les services secrets turcs. La Turquie userait par ailleurs de divers autres moyens de propagande et de l'infiltration par le capital. Bončo Asenov justifie la campagne d'assimilation par la nécessité de lutter contre cette menace.

MDL, alors que la constitution de juillet 1991 interdit expressément la création de partis politiques à base ethnique, a été divulguée à la presse et a provoqué une houleuse – et prévisible – réaction dans le pays⁷⁵¹. Au niveau économique, la Bulgarie a également très prudemment répondu au projet de création d'une Zone de coopération économique de la mer Noire (ZCEMN) lancée par l'ancien Président T. Özal. Elle craignait en fait de voir la Turquie, dont l'économie est relativement plus dynamique, dominer l'ensemble de la zone⁷⁵². Elle a d'ailleurs intercédé pour l'adhésion de la Grèce à cet organisme, tentant de créer un contrepoids à cette influence économique turque perçue comme menaçante. Elle s'est ensuite opposée au mouvement d'institutionnalisation de la ZCEMN et a notamment refusé de participer à l'assemblée parlementaire de cette zone. Enfin, de nombreux problèmes restaient en suspens : l'ouverture de nouveaux postes frontières, les droits sociaux des émigrants et le régime des visas, les droits de pêche et la délimitation de la ligne frontalière maritime et terrestre au niveau de l'embouchure de la rivière Mutludere/Rezovska ou encore les propriétés de l'Église bulgare en Turquie⁷⁵³.

Les approches régionales des deux pays

Militairement fragile et située dans un environnement instable, la Bulgarie s'est efforcée de maintenir de cordiales relations avec l'ensemble de ses voisins. Sofia vit dans la crainte d'une extension des guerres yougoslaves et a donc multiplié les démarches pour empêcher la généralisation du conflit et notamment les déclarations contre l'emploi de la force pour le résoudre. Dans le passé, les conflits régionaux n'ont jamais tourné à l'avantage de la Bulgarie (guerre balkanique de 1913, Première et Deuxième Guerres mondiales) et elle souffre d'une sorte de syndrome du perdant. Elle se garde donc bien de s'enfermer dans une alliance régionale et s'oppose à toute ingérence militaire d'un pays balkanique dans les affaires d'un pays voisin qui risquerait de déclencher une réaction en chaîne dont elle serait de nouveau victime. Cette constance de l'approche diplomatique régionale bulgare (gouvernements libéraux comme socialistes) a parallèlement conduit Sofia à encourager de nombreuses initiatives multilatérales destinées à renforcer la sécurité et la stabilité de la région.

Les gouvernements bulgares successifs se sont donc montrés extrêmement prudents dans leur attitude face au conflit bosniaque. Ils ont appliqué les sanctions internationales contre la RFY, qui

⁷⁵¹ Extraits de cette lettre dans Nurcan Özgür (1996), *op. cit.*, p. 339.

⁷⁵² T. Valena, "Problems of Bulgaria's Participation in the BSEC", *Foreign Trade*, n°9, 1994, pp. 8-9.

⁷⁵³ Après le Traité de Berlin (1878) l'Exarchat bulgare avait conservé le droit de gérer et d'acquérir des biens immobiliers dans l'Empire ottoman. Depuis 1935, ces propriétés (des églises, des écoles et un hôpital, situées à Istanbul, Edirne et Kırklareli) sont sources de contentieux entre les deux pays.

leur étaient en fait économiquement préjudiciables⁷⁵⁴, mais se sont gardés de mettre en cause Belgrade dans le déclenchement de la guerre et dans les horreurs qu'elle a générées. Ils avaient d'ailleurs tenté de persuader les pays de la région de signer une déclaration rejetant le soutien à l'une des parties au conflit et reconnaissant l'inviolabilité des frontières⁷⁵⁵. Constante avec son principe de non ingérence dans la gestion ou la résolution de ce conflit, la Bulgarie a refusé de participer militairement aux forces de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine (IFOR puis SFOR) et a exprimé toutes ses réserves sur la participation d'autres pays balkaniques (et notamment de la Turquie).

Traditionnellement, la Serbie voit dans les projets de Grande Bulgarie une opposition directe à ses propres projets (Grande Serbie) – et inversement. La question macédonienne, centrale dans la politique extérieure de la Bulgarie, l'est ainsi aussi dans ses relations bilatérales avec la Serbie. Dans le passé, ces deux pays sont entrés en conflit sur le partage de ce territoire et les bulgares accusent aujourd'hui les autorités de Belgrade d'avoir créé de toutes pièces une identité macédonienne au sein de la Yougoslavie ou, tout du moins, d'avoir œuvré en ce sens. A l'exception de quelques (rares) cercles nationalistes qui soutiennent l'idée d'une union slave⁷⁵⁶, c'est plutôt la méfiance qui prévaut. La question des confins occidentaux (territoires perdus avec le traité de Neuilly en 1919⁷⁵⁷) réapparaît également périodiquement sur la scène politique bulgare. Ainsi, Mirjana Marković, la femme du Président Milešević, en visite en Bulgarie en janvier 1995, fut reçue par de virulentes manifestations anti-serbes à Plovdiv. Les manifestants scandaient le slogan « Le traité de Neuilly est mort »⁷⁵⁸. Les gouvernements bulgares libéraux, et encore plus le gouvernement communiste, ont cependant évité d'alimenter ces revendications⁷⁵⁹.

La Bulgarie a également vu ses bonnes relations avec la Grèce remises en cause par la question macédonienne. Le traité d'amitié et de coopération signé en octobre 1991 reprenait certes

⁷⁵⁴ Début 1993, les Bulgares estimaient à 40/60 millions de dollars par mois les pertes dues à l'embargo, ce qui portait à 1,2 milliards de dollars le total des pertes depuis le déclenchement du conflit si l'on inclut les surcroûts de coûts dus à l'utilisation de routes alternatives (Roumanie) moins rapides. Sur ces estimations et les difficultés « techniques » rencontrées par le gouvernement bulgare dans l'application de l'embargo, voir Kjell Engelbrekt (1993), *op. cit.*, pp. 7-9.

⁷⁵⁵ Kjell Engelbrekt (1993), *op. cit.*, p. 9.

⁷⁵⁶ L'idée d'une union slave avait déjà été avancée, sous différentes formes, dans le passé. Les partis communistes avaient ainsi « résolu » la question macédonienne dans les années 20 en prônant la création d'un État macédonien intégré dans une fédération balkanique. Après la Seconde Guerre mondiale, Tito avait repris ce projet mais celui-ci butta rapidement sur la rupture soviéto-yougoslave (1948). Voir Bernard Lory, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Paris, Ellipses, 1996, pp. 36-39.

⁷⁵⁷ Le traité de Neuilly (27 novembre 1919) avait entériné la rectification de la frontière à l'ouest de la Bulgarie en faveur de la Serbie. Quelques dizaines de milliers de Bulgares se trouvent aujourd'hui dans ces territoires « perdus » (25 000 selon Kjell Engelbrekt (1993), *op. cit.*, p. 10 ; 36 200 selon Hugh Poulton, *op. cit.*, p. 97).

⁷⁵⁸ OMRI Daily Digest, 31/1/95.

⁷⁵⁹ Jusqu'au déclenchement des bombardements de la RFY par l'OTAN au printemps 1999. Les dirigeants bulgares ont alors opportunément déterré ce vieux contentieux – et donc ravivé ce vieil antagonisme avec la Serbie – afin de justifier

l'assurance mutuelle formulée dans le traité de 1986 de ne pas permettre l'utilisation de son territoire pour lancer une agression vis-à-vis de l'une des parties, mais l'alliance antiturque d'autrefois a perdu de son actualité. Trois mois après, en janvier 1992, la Bulgarie a reconnu l'indépendance de la République de Macédoine. Les relations entre Sofia et Athènes ont alors forcément été altérées par cette reconnaissance jugée, en Grèce, prématurée et contraire aux intérêts du pays (reconnaissance de la République de Macédoine sous son nom). La Grèce a, de plus, tendance à percevoir l'indépendance de la Macédoine, et sa reconnaissance par Sofia, comme un préalable à l'annexion de la Macédoine par la Bulgarie. Cette crainte est d'autant plus vive qu'en janvier 1992, Sofia a précisé qu'elle n'étendait pas cette reconnaissance à celle d'une nation macédonienne. Athènes craignait par ailleurs de voir le gouvernement bulgare prisonnier du soutien parlementaire que lui apportait le MDL⁷⁶⁰. Le rapprochement entre la Turquie et la Bulgarie a ainsi été interprété en Grèce comme la conséquence de cette nouvelle influence du parti turc de Bulgarie, lui-même supposé être sous l'influence de la Turquie. Ce tournant de la politique extérieure bulgare a donc non seulement été perçu comme antigrec mais également comme une étape vers la formation de « l'arc turc » tant redouté⁷⁶¹.

La Bulgarie a toutefois tenté de créer un certain équilibre dans ses relations bilatérales avec la Turquie et la Grèce. En mai 1992, dans un même mouvement, le parlement bulgare a ratifié le traité bilatéral avec la Grèce (signé en octobre 1991) et le Premier ministre a signé le traité bilatéral avec la Turquie. Après la période critique de 1991 et 1992 lorsque la Bulgarie a reconnu la République de Macédoine et rétabli les droits de la minorité turque, les relations bilatérales avec la Grèce se sont progressivement améliorées notamment sous le gouvernement Berov. A cette époque, les dirigeants bulgares ont, semble-t-il, tenu Athènes informée (au moins en partie) de la teneur de leurs discussions avec la Turquie puisque chaque rencontre bilatérale avec un dirigeant turc était suivie par la visite d'un sous-secrétaire d'État ou d'un autre dirigeant bulgare en Grèce. Dans leurs efforts pour ne pas s'aliéner la Grèce, les dirigeants bulgares ont, par exemple, qualifié la visite du Président Želev à Skopje en février 1993 de non officielle ou encore ont envoyé le président de l'Assemblée nationale bulgare en visite à Athènes lors de la visite de l'ancien Président Özal en Bulgarie (février 1993)⁷⁶².

leur acceptation des bombardements (et notamment l'ouverture de l'espace aérien au transit des avions de l'OTAN). Nadège Ragaru, "Balkans : Le prisme bulgare", *Politique Internationale*, 1999, à paraître.

⁷⁶⁰ A l'automne 1992, le MDL a rompu son accord avec le gouvernement Dimitrov. Le cabinet Berov (décembre 1992-septembre 1994) était soutenu par une coalition pour le moins hétéroclite regroupant des membres de l'UDF, du PSB et du MDL. En octobre 1993, le MDL a retiré son soutien à ce gouvernement.

⁷⁶¹ Axel-Sotiris Walldén, "La Grèce dans les Balkans", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale, édition 1996*, Paris, La Documentation Française, 1996, p. 77.

⁷⁶² Kjell Engelbrekt, "A Vulnerable Bulgaria Fears a Wider War", *RFE/RL*, Vol. 2, n°12, 19 mars 1993, p. 7-12.

Pour la Bulgarie, il importe de conserver de bonnes relations avec cette puissance régionale, susceptible de contrebalancer l'influence de la Turquie. L'intercession en faveur de la candidature de la Grèce à la ZCEMN en est un exemple. Il s'agit également de ménager un pays dont l'appui pourrait se révéler utile tant sur le plan régional qu'international (soutien à la candidature de la Bulgarie à l'U.E.). Enfin, les échanges avec l'Occident étaient entravés par l'embargo appliqué à l'encontre de la Serbie. Les pertes subies furent assez lourdes et la nécessité de percer des voies de communication vers la mer Égée (et donc via la Thrace grecque) devenait plus pressante.

Les approches diplomatiques régionales et internationales de la Turquie et de la Bulgarie durant la période (1991-1994) n'étaient somme toute pas si différentes. Les gouvernements Dimitrov et Berov avaient pris leurs distances avec Moscou et avec la Grèce et la priorité était donnée à l'intégration dans les structures européennes et atlantiques. Comme pour ses relations avec l'Albanie et la Macédoine, la Turquie a d'ailleurs amplement bénéficié du « bonus américain ». Ses étroites relations avec les États-Unis sont en effet un atout dans ses relations avec les pays qui cherchent à se rapprocher des États-Unis et/ou de l'OTAN. Le gouvernement Videnov (PSB), très méfiant vis-à-vis des États-Unis et de l'OTAN, s'est, lui, forcément détourné de ce pion américain dans la région. Sur le plan régional, les approches des deux pays concordent plus ou moins dans le cas de la Macédoine : reconnaissance et appui, au moins formel dans le cas de la Bulgarie, à l'indépendance de ce pays. En revanche, la gestion du conflit bosniaque ne faisait pas l'objet d'un consensus. Alors que la Bulgarie se prononçait fermement contre toute ingérence des pays balkaniques dans la résolution de ce conflit, la Turquie demandait, elle, à grands cris une intervention internationale et se disait prête à y participer.

Le gouvernement Videnov et la réorientation de la politique bulgare

En septembre 1994, après une succession de crises gouvernementales (désistements au sein de la coalition gouvernementale, opposition entre le Président et le gouvernement, etc.), le gouvernement Berov démissionne⁷⁶³. Les élections législatives anticipées du 18 décembre sont remportées par le PSB (125 sièges sur 240). Le MDL n'obtient que 15 sièges (comparé aux 24 sièges de la législature précédente). L'émigration continue vers la Turquie explique en partie cette perte d'influence sur la scène politique nationale mais le MDL et ses dirigeants sont également contestés parmi les Turcs restés au pays. Son assise parlementaire s'était en fait déjà érodée en 1993/94. La haute main d'Ahmed Dogan sur le parti, son autoritarisme de plus en plus fréquemment dénoncé, et son échec à remplir son programme électoral (développement

⁷⁶³ Sur ces crises politiques, voir Kjell Engelbrekt, "Bulgaria's Political Stalemate", *RFE/RL*, Vol. 3, n°25, 24 juin 1994, pp. 20-25.

économique des régions peuplées de Turcs, assouplissement du régime des visas avec la Turquie, etc.) ont entamé sa popularité. Enfin, le soutien du MDL au gouvernement Berov (soutenu par $\frac{2}{3}$ du PSB et $\frac{1}{4}$ de l'UDF) a été mis en cause par de nombreux membres du MDL qui ne veulent rien avoir à faire avec le PSB, héritier du Parti communiste et, à ce titre, responsable de la campagne d'assimilation de 1984/85. En février 1994, trois députés MDL, reprochant au président du parti ses manières dictatoriales, avaient démissionné. D'autres démissions ont suivi et des partis concurrents ont été créés (Parti démocratique turc d'Ahmed Kenan en 1993, Comité pour le renouvellement du MDL de Güner Tahir en 1994).

La formation du gouvernement Videnov a généré un sensible changement d'orientation diplomatique. Le PSB avait, en fait, assez clairement annoncé quels seraient ses nouveaux alliés. A la veille des élections, le 8 novembre, une délégation du PSB avait rencontré le Premier ministre grec et vingt jours plus tard, son président Žan Videnov était reçu par le Premier ministre russe⁷⁶⁴. Dès leur arrivée au pouvoir, les socialistes ont modifié leur approche de la Macédoine et opéré un rapprochement avec la Grèce et la Russie, cette dernière étant, depuis la mi-1993, en excellents termes avec Athènes. Le ton de cette nouvelle orientation diplomatique bulgare fut donné par un article publié dans le journal du parti socialiste, *Duma*, en janvier 1995. La diplomatie macédonienne y était ouvertement critiquée et la position de Skopje vis-à-vis de la Grèce qualifiée de « tête »⁷⁶⁵. Parallèlement, les déclarations contre l'élargissement de l'OTAN se sont multipliées, donnant une image fort confuse des positions officielles du pays (avec notamment des discours différents à la présidence et au gouvernement). Cette profonde méfiance vis-à-vis de l'OTAN et des États-Unis dans les rangs du PSB ne s'est pas étendue à l'U.E. C'est d'ailleurs sous le gouvernement de Videnov que la candidature officielle à l'U.E. a été déposée (décembre 1995).

Les relations entre Athènes et Sofia ont alors repris quelque vigueur. De fait, les communistes bulgares avaient déjà passé outre leur opposition idéologique avec la Grèce pour négocier, dans les années 80, une alliance antiturque avec ce pays. Les rapports personnels qui ont dû être établis entre les dirigeants du PSB et ceux d'Athènes à cette époque ont sans doute pesé sur cette réorientation diplomatique. Une frénésie de visites diplomatiques de haut niveau, d'accords et de déclarations sur la convergence de vues et l'état excellent des relations entre les deux pays, ont marqué la reprise des relations bilatérales. Le Premier ministre Žan Videnov est entré en fonction en janvier 1995. En février un accord de coopération militaire était signé⁷⁶⁶, suivi quelques jours

⁷⁶⁴ Christophe Chiclet, "La Bulgarie : le retour des communistes", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale, édition 1996*, Paris, La Documentation Française, 1996, p. 130.

⁷⁶⁵ Traduction et diffusion MIC, 26/1/95.

⁷⁶⁶ Cet accord prévoit, entre autres, l'organisation de manœuvres en commun. La marine grecque a participé à des manœuvres dans les eaux territoriales bulgares, et des troupes bulgares à des manœuvres en Grèce en mai 1995. Une

plus tard par un programme de coopération militaire pour l'année 1995. Le ministre des Affaires Étrangères bulgare s'est rendu en Grèce en avril et en juin ; le ministre des Affaires Étrangères grec en Bulgarie en mars et en octobre ; et le Premier ministre bulgare a effectué une visite très remarquée en Grèce en juin. Des instruments de coopération économique sont mis en place (protocole sur la promotion et la protection des investissements réciproques, autorisation accordée à la Banque nationale grecque d'ouvrir une filiale à Sofia, etc.) et, à partir de 1994, la Grèce creuse son écart avec la Turquie dans ses échanges avec la Bulgarie :

Parts de la Turquie et de la Grèce dans le commerce extérieur de la Bulgarie

(en pourcentage des échanges totaux)⁷⁶⁷.

	1993	1994	1995	1996	1997
Échanges avec la Grèce	4,7	6,4	5,6	5,7	6,2
Échanges avec la Turquie	4,2	3,3	4,4	4,8	5,5

Enfin, en décembre 1995, l'accord tant attendu sur l'utilisation des eaux du fleuve Mesta/Nestos et sur l'ouverture de trois nouveaux postes frontières est signé. Cet accord est sensiblement plus favorable à la Grèce que prévu puisqu'il accorde à cette dernière le droit d'utiliser 29% du débit annuel du fleuve alors que, selon une décision prise par les parlementaires bulgares en 1990, la Bulgarie se réservait le droit d'en utiliser au moins 75%. Cette concession a donc suscité quelques remous sur la scène politique bulgare (veto du Président Želev en avril 1996) mais les instruments de ratification ont finalement été échangés en septembre 1996⁷⁶⁸.

Les modifications, au moins symboliques, de la politique macédonienne de la Bulgarie ont également plaidé pour ce rapprochement gréco-bulgare. Le PSB a en effet pris des positions pour le moins confuses quant à la question de l'identité macédonienne. Trois mois après son entrée en fonction, le gouvernement Videnov a laissé le mouvement OMO Ilinden commémorer publiquement la mort de Sandanski, héros de la révolution macédonienne. Cependant, deux mois plus tard, le gouvernement a empêché ce même mouvement de commémorer le soulèvement macédonien de 1903 et, l'année suivante, lui a interdit de commémorer la mort de Sandanski et de se réunir⁷⁶⁹. En juin 1995, un article plaidant pour une reconnaissance officielle de la langue

coopération dans le domaine de l'industrie de défense a également été prévue. L'aérospatiale hellénique coopérera avec les forces aériennes bulgares et la Bulgarie assurera la maintenance du matériel grec originaire de l'Allemagne et de l'est.

⁷⁶⁷ Calculs effectués d'après les statistiques de *E.I.U. Country Profile*, "Bulgaria", 1998/99, p. 50.

⁷⁶⁸ Voir BTA, 22/12/95, 27/3/96, 25/4/95 ; ANA, 20/12/95, 20/9/96.

⁷⁶⁹ MILS, 25/4/95, 19/2/96, 26/2/96, 24/4/96 ; ANA, 3/8/95. Le mouvement OMO Ilinden, créé en novembre 1989, reconnaît la nationalité macédonienne et la revendique pour les « Macédoniens » de Bulgarie. Il s'agit donc pour les

macédonienne a été publié dans le quotidien du parti, *Duma*. Ce ballon d'essai a naturellement provoqué les foudres de l'opposition et le gouvernement Videnov, après avoir dans un premier temps semblé accepter de rédiger les documents officiels dans les « deux langues », s'est finalement rétracté⁷⁷⁰. Dans l'ensemble, les relations avec la Macédoine furent assez tendues durant cette période, notamment au printemps 1996.

Parallèlement, les relations avec la Serbie se sont améliorées comme en témoigne les nombreuses visites réciproques⁷⁷¹. Mais c'est surtout après la réhabilitation de la nouvelle fédération yougoslave sur la scène internationale (reconnaissance par les pays européens au début de l'année 1996) qu'une réelle coopération s'est engagée. Le Premier ministre bulgare s'est rendu à Belgrade en février 1996 et un accord de coopération économique a été signé. Le même mois, un accord de coopération militaire a également été conclu.

La coopération bulgare-turque s'est forcément trouvée altérée par cette réorientation diplomatique. Le gouvernement communiste n'a pas renié les engagements pris par les gouvernements précédents mais a évité d'approfondir un processus de coopération en fait déjà bien engagé. Les accords réglementant le commerce entre les deux pays, signés durant l'été 1994, ont cependant tardé à être ratifiés. Concrètement, les visites de délégations diplomatiques se sont poursuivies et quelques accords ont été signés. Ainsi, l'accord de coopération dans le domaine des transports, signé en juillet 1995, prévoit l'ouverture d'un nouveau poste frontière à Lesovo-Hamzabeyli et la rénovation du poste de Malko Tärново-Dereköy. 2 000 permis de transit supplémentaires par an (1 000 par pays) ont également été négociés⁷⁷² et l'accord final sur la construction du corridor balkanique est-ouest (projet concurrent à la « via Egnatia » grecque) a été signé à New York en octobre 1995. La coopération militaire s'est poursuivie dans le cadre des accords signés en 1991-92 et des manœuvres communes ont été organisées en novembre 1996 (« Cooperative Communication-96 »).

C'est, en fait, surtout la participation des Turcs de Bulgarie à la vie politique du pays qui semble avoir suscité quelques tensions entre les deux pays. Dès février 1995, le gouvernement bulgare a fait paraître un rapport accusant les leaders du MDL de Burgas de travailler pour les

Bulgares non seulement d'une remise en cause de leur identité nationale mais également d'une menace contre l'intégrité territoriale du pays et ce mouvement fut jusqu'à présent interdit de toute manifestation politique. Cf. *supra* chapitre « La scène balkanique depuis 1990 » (1^{ère} partie, chapitre 3).

⁷⁷⁰ MILS, 19/6/95, 27/3/96.

⁷⁷¹ Il s'agit essentiellement de visites de délégations militaires et parlementaires, nombreuses en 1995 et 1996. Le ministre des Affaires Étrangères bulgare s'est rendu en Serbie en juin 1995 et le Premier ministre en février 1996.

⁷⁷² BTA, 14/7/95.

services de renseignements turcs⁷⁷³. En novembre 1995, les élections locales sont l'occasion de nouvelles tensions. Les autorités bulgares ont en effet accusé les diplomates turcs d'ingérence dans la campagne électorale (note diplomatique du 8 novembre)⁷⁷⁴. Quelques jours après ces élections locales du 17 novembre 1995, la Bulgarie a ouvert un centre culturel kurde à Sofia !⁷⁷⁵ Ces centres, dont deux existaient déjà (en Grèce et en Russie), sont considérés par Ankara comme des officines du PKK et leur ouverture comme un acte inamical envers la Turquie. Quelques mois plus tard, en février 1996, la cour de justice régionale annule les élections municipales de Kărdžali, remportées par le MDL, arguant que des irrégularités avaient été commises. Les Turcs de la région organisent immédiatement des manifestations et le MDL boycotte les réunions parlementaires⁷⁷⁶. Parallèlement, la participation du Comité de défense des intérêts nationaux à la coalition gouvernementale et la nomination d'Ilčo Dimitrov, un des responsables de la campagne d'assimilation, au poste de ministre de l'Éducation ont renforcé la suspicion parmi la minorité turque de Bulgarie⁷⁷⁷. Ilčo Dimitrov s'est aussi beaucoup fait remarquer par ses dénonciations de la politique hégémonique de la Turquie⁷⁷⁸.

A première vue, le nationalisme bulgare semble prendre deux faces : un nationalisme socialiste qui met l'accent sur l'unité ethnonationale du pays et dont l'expression fut la campagne d'assimilation des Turcs de Bulgarie ; et un « nationalisme démocratique » (!)⁷⁷⁹, représenté par l'UDF, qui dirige son regard sur la Macédoine et souligne l'appartenance ethnique des Macédoniens au peuple bulgare. Le gouvernement socialiste a ainsi revu le discours de ses prédécesseurs sur la « république sœur ». En revanche, il fut réticent à laisser la minorité turque jouer un rôle politique. Cette distinction se brouille cependant lorsque l'on regarde les choses d'un peu plus près. L'antiturquisme semble en effet tout aussi virulent dans les rangs du PSB que dans

⁷⁷³ BTA, 28/2/95.

⁷⁷⁴ Le gouvernement bulgare a accusé les diplomates turcs d'avoir participé au démarchage électoral du MDL. Ankara a naturellement réfuté ces accusations et précisé que les diplomates présents sur le terrain avaient pour mission de surveiller le déroulement des élections, en accord avec la commission électorale. Le gouvernement bulgare rétorqua qu'en ce cas la présence des diplomates turcs avant le jour des élections ne se justifiait pas ! BTA, 17/11/95.

⁷⁷⁵ Il existait déjà un centre culturel et une association d'étudiants kurdes en Bulgarie, non affiliés au PKK. La Bulgarie avait en fait assisté le PKK à l'époque de Živkov alors que les relations entre la Turquie et la Bulgarie étaient très tendues. Des activistes du PKK se trouvaient toujours sur le territoire bulgare et le mouvement ultranationaliste des Loups gris menace régulièrement de rayer à coups de bombes cette présence kurde en Bulgarie. Sur les activités du PKK en Bulgarie, voir Nurcan Özgür, "1989 sonrası Türkiye-Bulgaristan ilişkileri", in Faruk Sönmezoglu (dir.), *Türk dış politikası analizi*, Istanbul, Der, 2^{ème} édition augmentée, 1998, pp. 374-377. Voir également *Turkish Daily News*, 2/2/96 ; Anadolu Ajansı, 10/7/99 ; BTA Press Review, 1/12/98, 6/7/99.

⁷⁷⁶ OMRI Daily Digest, 20/11/95, 29/11/95, 6/12/95 ; *Milliyet*, 14/2/96, 16/2/96 ; BTA, 16/2/96.

⁷⁷⁷ Ilčo Dimitrov a d'ailleurs, dès son arrivée au gouvernement, déclaré que le MDL était une formation illégale. Voir OMRI Daily Digest, 27/1/95 ; Reuters, 25/1/95.

⁷⁷⁸ Voir par exemple, et entre autres, ses déclarations dans *Duma*, 12/2/93, citées par Stéphane Lefebvre, "Bulgaria's Foreign Relations in the Post-Communist Era : A General Overview and Assessment", *East European Quarterly*, Vol. XXVIII, n°4, janvier 1995, note 51, pp. 469-470 : « We are entitled to insist that sincere neighbourly relations are impossible until the official Turkish policy has renounced its nostalgia of the Ottoman heritage and its dream of new hegemony over the Balkans ».

⁷⁷⁹ Selon les termes de Kiril Kertikov, *op. cit.*, pp. 84-85.

ceux de l'UDF. Mais, premièrement, le MDL ne détient plus, dans la nouvelle législature, la position clef qui avait conduit l'UDF à le ménager auparavant. Et après les élections de décembre 1994, l'antiturquisme de l'UDF s'est exprimé plus ouvertement. D'autre part, les dirigeants de l'UDF militent plus ardemment en faveur d'une intégration de la Bulgarie à l'OTAN et à l'U.E. et sont donc plus enclins à adopter une politique vis-à-vis des minorités conforme aux attentes de ces institutions. Enfin, les réticences des membres du PSB vis-à-vis de l'OTAN ne peuvent que générer une méfiance renouvelée vis-à-vis du pion des États-Unis dans la région, à savoir la Turquie⁷⁸⁰. De même, cela les conduit à ne pas ménager la minorité turque, perçue comme le vecteur de l'influence turque dans le pays. Le PSB avait, du temps de Živkov, exacerbé les tensions nationales et aujourd'hui, il remplit en partie le rôle d'un grand parti populiste nationaliste ; ce qui, par corollaire, explique en partie la marginalité des formations nationalistes sur la scène politique bulgare⁷⁸¹. Cette absence d'une grande formation extrémiste, de même que le recours, finalement assez peu fréquent jusqu'à présent, au lexique nationaliste dans les campagnes électorales, restent assez surprenants notamment au vue de la persistance d'un sentiment antiturb et ceci, donc, dans toutes les classes politiques⁷⁸². A terme, il n'est cependant pas exclu que la thématique nationaliste (re)devienne un instrument de mobilisation d'une population déçue par le modèle occidental et par le peu de considération dont elle jouit en Occident (perspectives d'adhésion à l'OTAN et l'U.E. relativement lointaines)⁷⁸³.

Dans l'ensemble, les relations avec la Turquie ont donc été quelque peu tendues durant cette période. Sur le plan régional, le gouvernement du PSB a soutenu les positions grecques dans la crise d'Imia/Kardak (février/mars 1996) mais a évité de condamner la Turquie pour la mise en place d'une nouvelle réglementation sur le passage du Bosphore. D'autre part, les relations avec la Grèce et la Russie ne furent pas si bonnes et plusieurs contentieux restaient en suspens. La Grèce a notamment tardé, malgré ses promesses, à signer un accord sur l'ouverture de nouveaux postes frontières permettant à la Bulgarie d'accéder plus facilement à la mer Égée⁷⁸⁴. A la fin de l'année 1997, les travaux sur les trois liaisons prévues n'avaient toujours pas commencé. Les conditions de la construction et de la gestion du pipeline Burgas-Alexandroupolis ont également été à l'origine

⁷⁸⁰ Les réticences des membres du PSB vis-à-vis de l'OTAN furent encore illustrées récemment par les réactions de la classe politique lors des bombardements de la RFY par l'OTAN. Lors du vote du parlement sur l'ouverture de l'espace aérien bulgare à l'aviation de l'OTAN, alors que les membres de l'UDF manifestaient en faveur, et déployaient des banderoles « La Bulgarie est avec l'OTAN », les membres du PSB agitaient des pancartes « OTAN : assassins » et les députés PSB s'opposaient à l'ouverture de l'espace aérien. *Libération*, 5/5/99.

⁷⁸¹ Le seul parti populiste nationaliste est le Business Bloc (BBB) qui a obtenu 4,7% des voix (13 sièges) aux élections de décembre 1994 et 4,9% des voix en avril 1997 (12 sièges). En septembre 1997, il a perdu son statut de groupe parlementaire après le désistement de trois députés.

⁷⁸² Nadège Ragaru, "Chronique bibliographique", *CEMOTI*, n°26, juillet-décembre 1998, pp. 323-324.

⁷⁸³ Le VRMO pourrait en être le vecteur. Voir Nadège Ragaru, "Le retour de l'ORIM sur la scène politique bulgare", *La Nouvelle Alternative*, n°3, 1999, pp. 148-167.

⁷⁸⁴ La Grèce craignait surtout de voir les Pomaks et les Turcs renouer contact des deux côtés de la frontière.

de dissensions entre la Bulgarie d'un côté, la Grèce et la Russie de l'autre. Enfin, la Grèce n'a aucunement tempéré ses critiques à l'égard de la centrale nucléaire de Kozloduj ou du projet de construction d'un axe est-ouest dans les Balkans. Le gouvernement grec a même, à cette époque, tenté d'ériger la communauté pomaque en peuple distinct alors que pour les Bulgares, il s'agit de Bulgares musulmans⁷⁸⁵. De façon générale, l'émergence d'un État macédonien indépendant *de facto*, si ne n'est *de jure*, alimentaient toujours les soupçons, côté grec, vis-à-vis des réelles intentions des Bulgares⁷⁸⁶.

L'amorce d'une réelle coopération bilatérale

En novembre 1996, la défaite des communistes aux élections présidentielles marquait le déclin de popularité du PSB et acculait le gouvernement Videnov à la démission. Deux mois plus tard, la banqueroute financière, les multiples scandales et la crise économique et sociale provoquaient de nombreuses manifestations et une grève générale⁷⁸⁷. Les élections législatives anticipées du 19 avril 1997 ont vu la victoire de l'UDF (majorité absolue des sièges au parlement)⁷⁸⁸. Le MDL, qui s'était présenté avec d'autres petits partis dans une coalition d'Union du salut national, a remporté 19 sièges⁷⁸⁹. Le nouveau Premier ministre Ivan Kostov amorça un net rapprochement avec les institutions occidentales et prit ses distances avec la Russie. La coopération et le dialogue avec la Turquie furent relancés.

En juillet 1997, peu après la formation du gouvernement Yılmaz (30 juin), le Président Stojanov se rendit en Turquie et plusieurs accords de coopérations furent signés (sur l'environnement, le tourisme, les liaisons frontalières). Les excuses publiques pour la campagne d'assimilation présentées par le Président Stojanov à cette occasion ont été abondamment commentées par la presse turque⁷⁹⁰. Durant cette visite, Petăr Stojanov a mis l'accent sur la nécessité de développer les échanges (il était d'ailleurs accompagné d'une importante délégation

⁷⁸⁵ Ainsi, en juin 1996, la Grèce a publié un dictionnaire grec-pomaque. Voir BTA, 24/6/96 ; OMRI, 27/6/96 ; ANA, 28/6/96.

⁷⁸⁶ En janvier 1995, plusieurs articles dans le journal grec *Apogevmatini* soutenaient que l'armée bulgare avait mis au point un plan secret pour entrer en Macédoine. Traduction MILS, 25/1/95.

⁷⁸⁷ Sur ces événements, voir Nadège Ragaru, "La Bulgarie de la contestation : pour en finir avec le communisme ?", *La Nouvelle Alternative*, n°45, mars 1997, pp. 16-22.

⁷⁸⁸ L'UDF s'était entre-temps transformée de l'intérieur. Pour ces élections, elle avait formé avec le Parti démocrate, le Parti social-démocrate et l'Union agrarienne populaire une coalition Force démocratique unifiée. Voir les chroniques annuelles de Christophe Chiclet dans *L'Europe centrale et orientale*, Paris, La Documentation Française, 1997 et 1998.

⁷⁸⁹ Cette coalition est pour le moins hétéroclite. Elle regroupe, aux côtés du MDL, des agrariens, des écologistes, des royalistes et des chrétiens-démocrates, formations qui s'illustrèrent plutôt dans le passé par leur hostilité à la minorité turque. Christophe Chiclet, "La Bulgarie en 1997. La deuxième chute du communisme", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale, orientale et balte, édition 1998*, Paris, La Documentation Française, 1998, p. 74.

⁷⁹⁰ Voir par exemple *Cumhuriyet*, 29/7/97 ; *Zaman*, 29/7/97.

d'hommes d'affaires). Les négociations sur la création d'une zone de libre-échange entre les deux pays entrèrent d'ailleurs à cette époque dans leur phase finale.

La visite du Premier ministre turc Mesut Yılmaz en Bulgarie en décembre 1997, la première visite officielle d'un Premier ministre turc depuis 19 ans, marqua un nouvel élan dans la coopération bilatérale. Deux litiges multi-décennaux furent résolus à cette occasion avec la signature de l'accord sur la détermination de la frontière à l'embouchure de la rivière Mutludere/Rezovska et la délimitation des zones maritimes⁷⁹¹. Les deux Premiers ministres se sont ensuite rencontrés à de multiples reprises en 1998⁷⁹² et l'accord de libre-échange entre les deux pays a été signé en juillet. En novembre 1998, la visite du Premier ministre Ivan Kostov fut l'occasion de régler un autre litige avec la signature de l'accord sur les droits sociaux des Turcs de Bulgarie réfugiés en Turquie en 1989. Plusieurs contentieux restaient en suspens à ce propos : la question des visas (les négociations sont engagées depuis longtemps mais traînent toujours), la réunion des familles et la perception des pensions de retraite par ces émigrés. L'accord signé en novembre devrait permettre à ces Turcs de toucher directement leurs retraites sans avoir à se déplacer en Bulgarie (fonds transférés via la banque Ziraat qui a inauguré une succursale à Sofia en juillet 1998)⁷⁹³. Lors de ce voyage, Ivan Kostov a rencontré des représentants de cette communauté. Il a assisté à la cérémonie d'inauguration d'un centre culturel (et d'une exposition sur « Les traces d'Atatürk dans les Balkans ») à Bahçelievler dans la banlieue d'Istanbul, un quartier où vivent beaucoup de Turcs de Bulgarie⁷⁹⁴, et s'est rendu à Bursa, autre grand lieu d'implantation de cette communauté. Un quartier entier fut construit à leur intention dans cette ville après 1989. Ces Turcs partis de Bulgarie en 1989 n'ont pas adopté de discours revanchard contre les Bulgares, mais ils restent sur la défensive et soupçonneux vis-à-vis des réelles intentions des dirigeants bulgares. Ils attendent ainsi de voir l'accord sur les droits sociaux se concrétiser pour s'en réjouir. Les excuses du Président Stojanov en juillet 1997 avaient été grandement appréciées ; les démarches d'Ivan Kostov pour les rencontrer le furent tout autant. Il fut accueilli à Bursa par 15 000 drapeaux bulgares déployés dans les rues par les soins de cette communauté⁷⁹⁵.

⁷⁹¹ Le texte intégral de cet accord est diffusé par le ministère des Affaires Étrangères turc sur son site internet (<http://www.mfa.gov.tr/>) : *Agreement Between the Republic of Turkey and the Republic of Bulgaria on Determination of the Boundary in the Mouth Area of the Mutludere/Rezovska River and the Delimitation of the Maritime Areas Between the Two States in the Black Sea*. Les instruments de ratification de cet accord ont été échangés lors de la visite en Turquie d'Ivan Kostov en novembre 1998.

⁷⁹² Le Premier ministre Mesut Yılmaz fut de nouveau en visite en Bulgarie en mars 1998 (visite à Burgas) et en juillet à l'occasion de la rencontre trilatérale avec le Premier ministre de Roumanie ; et le Premier ministre Ivan Kostov s'est de nouveau rendu en visite en Turquie en octobre 1998 à l'occasion du sommet d'Antalya et de nouveau en novembre 1998. Voir la chronologie en annexe.

⁷⁹³ BTA, 5/10/98, 30/10/98, 5/11/98 ; Anadolu Ajansi, 4/11/98.

⁷⁹⁴ Cette municipalité est jumelée avec celle de Dulovo en Bulgarie.

⁷⁹⁵ BTA, 4/11/98.

Les deux pays ont signé leur accord cadre de coopération culturelle en décembre 1997 et le groupe de travail bilatéral s'est réuni pour la première fois en avril 1998. Un protocole complémentaire fut signé par les deux ministres de la culture lors du voyage d'Ivan Kostov. Ce protocole portait sur la préservation de l'héritage culturel bulgare en Turquie et notamment sur la rénovation des églises bulgares d'Edirne et Istanbul, question qui était source de contentieux entre les deux pays depuis 1935.

Quant aux relations économiques, elles semblent avoir échappé aux aléas des relations politiques. Les échanges sont en augmentation régulière depuis 1991 et le changement de gouvernement en 1994-95 n'a pas altéré ce mouvement. Ces échanges sont cependant toujours très largement déficitaires pour la Turquie.

Les échanges entre la Turquie et la Bulgarie⁷⁹⁶

	1993	1994	1995	1996	1997
Exportations vers la Turquie (en millions de \$)	283,8	185,1	386,2	379,8	440,9
Pourcentage du total des exportations bulgares	7,6	4,6	7,2	7,9	9
Importations de Turquie (en millions de \$)	76,8	82	100,3	94,8	101,3
Pourcentage du total des importations bulgares	1,6	2,1	1,8	1,9	2,1

Depuis l'arrivée de la nouvelle équipe Stojanov/Kostov, ces échanges, de même que les investissements turcs en Bulgarie, ont connu une très nette augmentation. 17 800 hommes d'affaires turcs se seraient rendus en Bulgarie durant la première moitié de l'année 1998⁷⁹⁷. Les investissements des entreprises turques en Bulgarie, qui se montaient à environ 14 millions de dollars en 1997, atteignaient 70 millions à la fin de l'année 1998⁷⁹⁸. Les entreprises turques ont, en fait, amplement bénéficié du mouvement de privatisation lancé en Bulgarie à partir du printemps 1998 : rachat de l'hôtel Novotel Europa à Sofia par l'homme d'affaires Sudi Özkan (groupe Özkanlar) pour 16 millions de dollars, rachat d'une usine de production de sucre à Devnya par le groupe Saka Korkmaz (investissement de 7 millions de dollars)⁷⁹⁹, rachat de l'usine de papier

⁷⁹⁶ *E.I.U. Country Profile*, "Bulgaria", 1998/99, p. 50.

⁷⁹⁷ Anadolu Ajansi, 22/8/98.

⁷⁹⁸ *Bulgarian Economic Review*, n°11, 17/6/98, n°21, 29/10/98 ; BTA, 2/10/98, 11/11/98 ; Anadolu Ajansi, 5/6/98, 6/11/98.

⁷⁹⁹ La société Saka Korkmaz a également investi dans la construction de terminaux au port de Varna (*Bulgarian Economic Review*, 21/10/97) et a commencé la construction d'une usine d'huile de tournesol en 1998 (*Bulgarian Economic Review*, n°11, 9/6/98).

Tselhard à Stambolijski par le holding Isıklar (investissement de 4,5 millions de dollars), etc.⁸⁰⁰ L'usine Sodi Devniya (chimie, industrie du verre) a été rachetée pour 227 millions de dollars par le groupe belge Solvay qui travaille en collaboration avec le groupe turc Şişe-Cam⁸⁰¹. D'autres rachats sont en négociation (achat de l'aciérie Kremikovtsi par le groupe Erdemir, de la chaîne de magasins Corecom par Sudi Özkan, etc.)⁸⁰².

Les accords sur prévention de la double taxation et sur la promotion et la protection des investissements réciproques sont entrés en vigueur respectivement en septembre 1996 et mai 1997. A l'automne 1997, Turkish Airlines a ouvert une ligne régulière sur Sofia et la plus grande banque turque, Ziraat, a inauguré une filiale à Sofia en juillet 1998. Une succursale de Demirbank a également été ouverte en mars 1999 lors du voyage du Président Demirel. Les forums commerciaux turco-bulgares et les rencontres entre hommes d'affaires se sont succédé et des rencontres de travail sur la coopération transfrontalière sont désormais organisées tous les six mois. La Turquie a augmenté, en octobre 1998, le nombre de permis de transit accordé aux transporteurs bulgares qui bénéficient dorénavant d'un total de 5 000 permis annuels de passages frontières (et 300 permis de transit à destination d'un pays tiers). Enfin, l'accord de libre-échange signé en juillet 1998 est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1999. Il fonctionne sur le modèle de l'accord signé avec la Roumanie (la création d'une zone de libre-échange entre les trois pays a d'ailleurs fait l'objet d'une déclaration commune lors de la rencontre trilatérale d'avril 1998 et en mars 1999) : suppression des droits de douanes sur 70% des produits exportés par ces deux pays au 1^{er} janvier 1999 et sur l'ensemble des produits d'ici 2002. Les produits agricoles sont couverts par cet accord mais n'entrent pas dans le premier groupe de produits détaxés⁸⁰³. Les négociations ont été rondement menées : première réunion de travail les 26 et 27 mai 1998 et signature de l'accord moins de deux mois après (11 juillet). Cet accord devrait permettre d'augmenter considérablement le commerce bilatéral et, notamment, les exportations turques vers la Bulgarie puisque, avant l'entrée en vigueur de l'accord, les taxes imposées étaient asymétriques.

Deux grands projets d'investissements ont par ailleurs été conclus : l'aménagement d'une centrale hydroélectrique aux cascades du Haut Arda dans les Rhodopes et la construction d'une autoroute d'Orizovo (à l'est de Plovdiv) à Kapitan-Andreevo (frontière avec la Turquie), tronçon manquant de l'autoroute E5 (vallée de la Maritsa) qui permet à la Turquie d'accéder aux marchés européens. Le coût de ces deux projets est respectivement estimé à 200-250 millions de dollars et

⁸⁰⁰ Liste des plus importants investissements réalisés par des firmes turques en Bulgarie jusqu'en 1997 dans *Bulgaristan. Ülke profili ..., op. cit.*, pp. 69-70

⁸⁰¹ *Ibid.*, p. 67.

⁸⁰² BTA, 29/10/98 ; Anadolu Ajansi, 13/1/99 ; *Akşam*, 14/1/99, 3/3/99.

⁸⁰³ *Bulgarian Economic Review*, n°11, 17/6/98.

300 millions de dollars. Parallèlement, les négociations sur l'augmentation des livraisons d'électricité bulgare à la Turquie (engagées depuis des années) ont été relancées. L'accord a été signé en mars 1999 (Accord sur les énergies et les infrastructures) et a été immédiatement ratifié par le parlement bulgare. La Bulgarie augmentera ses exportations d'électricité vers la Turquie à 4 milliards de kwh d'électricité par an d'ici l'an 2002 et ceci jusqu'en 2008. Le paiement de ces livraisons sera réinvesti dans le financement de la construction de l'autoroute Orizovo-Kapitan-Andreevo et du site hydroélectrique du Haut Arda, les deux projets devant être réalisés par la firme turque Ceyhan⁸⁰⁴.

Enfin, dans le domaine militaire, de nouvelles négociations ont été engagées sur une coopération dans le domaine de l'industrie et la coopération en matière de formation a débuté⁸⁰⁵. La Turquie apportera son concours à la modernisation des équipements de l'armée bulgare selon les standards de l'OTAN et l'armée bulgare a commencé en octobre 1998 à retirer les quelque 1 600 mines qui jonchaient la frontière⁸⁰⁶. Les clôtures électriques avaient été enlevées à la fin de l'année 1997⁸⁰⁷. Un accord de coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, le crime organisé, le trafic de drogue, le trafic d'armes et le blanchiment d'argent a également été signé par les ministres des Affaires Étrangères de la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie lors du sommet trilatéral d'Antalya en avril 1998. Cette coopération est rapidement devenue effective : opération conjointe à la frontière, coopération des polices, arrestations en Bulgarie de criminels recherchés par la police turque (opérations de police bulgare ou conjointes avec la police turque), etc.⁸⁰⁸

Conclusion

Les relations extérieures bulgares se caractérisent par une double approche : la recherche de consensus régionaux et une multitude de démarches multilatérales tendant à renforcer officiellement la stabilité dans la région et reflétant la situation géostratégique inconfortable de la

⁸⁰⁴ Le contrat sur l'augmentation des livraisons d'électricité a été signé par les deux compagnies nationales le 15 avril 1999 et le contrat sur l'aménagement des cascades du Haut Arda et la construction de trois barrages le 28 juillet par la société turque Ceylan et la compagnie nationale d'électricité bulgare. Le contrat sur la construction de 130 km d'autoroute par la société Ceylan devrait être signé à l'automne 1999. BTA, 29/9/98, 13/10/98, 26/10/98, 5/11/98, 13/11/98, 20/11/98, 16/5/99 ; Anadolu Ajansi, 30/3/99, 31/3/99, 15/5/99 ; *Bulgarian Economic Review*, n°1, 8/1/99, n°6, 31/3/99, 5/8/99 ; *Capital*, 31/7/99-6/8/99 ; *Turkish Daily News*, 29/7/99.

⁸⁰⁵ Un accord général sur la coopération dans les domaines de sécurité et de la défense, des sciences et techniques militaires et de la formation a été signé par les deux chefs d'états major le 29 juillet 1997 (*Cumhuriyet*, 30/7/97). L'accord sur la coopération scientifique et technique de mars 1993 allait arriver à expiration. Ses volets industriels et techniques (production d'armements en commun, réparations, etc.) n'avaient jamais été réellement appliqués. Dans le domaine de la formation, l'accord signé à ce sujet en mars 1992 a été ratifié par le parlement bulgare en juillet 1997 et le ministre de la Défense bulgare a eu des entretiens à ce sujet en Turquie en novembre 1997.

⁸⁰⁶ *Milliyet*, 27/10/98. Un accord formel sur le déminage de la frontière a été signé en mars 1999 par les deux ministres des Affaires Étrangères.

⁸⁰⁷ *Cumhuriyet*, 14/11/97.

Bulgarie à la frontière de la Fédération yougoslave et de la Macédoine ; situation qui est à l'origine d'un profond sentiment d'insécurité renforcé par la faiblesse militaire du pays. Parallèlement, une approche exclusivement bilatérale est développée (notamment vis-à-vis de la Turquie, de la Grèce, de la Serbie et de la Macédoine).

Le rapprochement avec la Turquie est certainement le trait le plus frappant de la nouvelle diplomatie bulgare. Toutefois, ces relations, axées en 1991/92 uniquement sur une baisse très sensible de la tension militaire à la frontière et sur une (ré)intégration politique de la minorité turque dans la vie nationale, ont tardé par la suite à prendre corps dans les domaines économique et politique. Il a ainsi fallu attendre la fin de l'année 1997 pour qu'un accord sur la frontière maritime soit signé et le déminage de la zone frontalière n'a commencé qu'à l'automne 1998. La coopération culturelle a également été longue à se mettre en place (accord cadre signé en décembre 1997) et la question de la réécriture des manuels scolaires d'histoire dans les deux pays, en discussion depuis des mois, butte officiellement sur la virulente opposition des ex-communistes, en fait d'une très large partie de la société bulgare. Les travaux de construction de nouveaux postes frontières tardent également. Or, il faut impérativement décongestionner Kapitan Andreevo-Kapikule. L'accord de juillet 1995 prévoyait l'ouverture d'un nouveau poste frontière (Lesovo-Hamzabeyli) et la rénovation d'un second (Malko Tărnovo-Dereköy) ; en 1998, les travaux étaient loin d'être achevés.

La nouvelle équipe au pouvoir (Stojanov/Kostov) semble décidée à relancer la coopération avec la Turquie et, parallèlement, à intégrer les structures occidentales. Mais si le rapprochement avec l'Occident pose peu de problèmes au niveau des mentalités, la mise en place d'une coopération étroite avec la Turquie doit, elle, toujours lutter contre des préjugés de toutes sortes et l'image d'un Turc menaçant. Les échanges officiels, tout comme le commerce à la valise, permettent de lutter, certes avec lenteur et parcimonie mais relativement efficacement, contre ces préjugés de toutes sortes. On sait dorénavant que le pain turc n'est pas empoisonné⁸⁰⁹ et les Bulgares découvrent, à l'occasion de leurs voyages commerciaux en Turquie, un pays dont l'image diffère sensiblement du stéréotype répandu. Mais ce mode de rapprochement en douceur peut également butter sur des réticences. Ainsi, les hommes d'affaires turcs se plaignent de voir leurs propositions d'achat d'entreprises bulgares systématiquement rejetées sans motif⁸¹⁰. L'agence

⁸⁰⁸ Voir par exemple, les arrestations opérées conjointement à la frontière en septembre 1998, l'arrestation des criminels Ziya Mehmet Curcut en août ou celle du criminel Kursad Yılmaz en juillet. BTA, 4/9/98, 20/9/98, 13/10/98.

⁸⁰⁹ Dans les Balkans, les Turcs ont massivement investi dans le secteur de la boulangerie, créant ici et là de petites entreprises de fabrication et de vente de pain frais. En Bulgarie (comme en Roumanie), la rumeur selon laquelle ce pain était empoisonné a, un temps, circulé.

⁸¹⁰ *Bulgarian Economic Review*, n°11, 11/6/98.

officielle turque Anadolu Ajansi dénonce également les campagnes de presse antiturques dans le pays, destinées à disqualifier les entreprises turques dans la course aux privatisations⁸¹¹. Le protocole sur la fourniture d'électricité, signé lors de la visite d'Ivan Kostov en novembre 1998, a suscité une vive polémique en Bulgarie. Dans cet accord, le gouvernement bulgare a en effet concédé à la Turquie des prix légèrement en dessous de ceux du marché et, en contrepartie de cet achat, un marché a été octroyé à une société turque (Ceylan) sans appel d'offre. La presse et l'opposition ont donc vivement critiqué ce « deal » et accusé le Premier ministre de trahison et même d'avoir reçu des pots-de-vin des dirigeants turcs⁸¹². Cette polémique a bien sûr fait l'affaire de l'opposition socialiste. Au même moment, le gouvernement Yilmaz était renversé à cause de ses liens (supposés ou réels) avec la mafia. Nouvelle manne pour l'opposition bulgare qui surenchérit en dénonçant l'implication de sociétés turques véreuses dans les projets de construction du tronçon d'autoroute et de la centrale hydroélectrique du Haut Arda⁸¹³. L'opposition socialiste a également fortement critiqué l'accord sur la délimitation de la frontière à l'embouchure de la rivière Mutludere/Rezovska, jugé trop favorable à la Turquie.

La méfiance vis-à-vis des Turcs et de la Turquie reste donc sensible. Nombreux sont encore ceux qui accusent la Turquie d'interférer dans les affaires intérieures bulgares et de chercher à augmenter son pouvoir régional par sa propagande et son influence sur le gouvernement par l'intermédiaire du MDL. La ratification de la Convention pour la protection nationale des minorités, signée en octobre 1997, a provoqué de vifs débats à l'automne 1998. Elle ne fut finalement ratifiée qu'accompagnée d'une déclaration interprétative qui stipulait que la convention « ne peut en aucun cas sanctionner des activités dirigées contre l'intégrité et la souveraineté de la Bulgarie, ou sa sécurité interne et internationale ».

Toutefois, de nombreux observateurs⁸¹⁴ s'accordent pour dire que l'animosité à l'encontre des Turcs a plutôt tendance à s'atténuer. La Convention pour la protection nationale des minorités fut ratifiée même si la volonté de polir son image vis-à-vis du monde occidental a joué dans cette décision. L'existence de minorités nationales est, pour la première fois, reconnue dans un texte

⁸¹¹ Anadolu Ajansi, 13/1/99.

⁸¹² Les quotidiens *Trud*, *Duma* et *Monitor* titraient ainsi sur la trahison du Premier ministre dans leur édition du 20 novembre 1998. Le 23, *Duma* soutenait que les ministres bulgares avaient reçu des bakchichs de la firme turque *Ceylan* pour le contrat sur l'autoroute et l'aménagement des cascades du Haut Arda. BTA Press Review, 20/11/98, 23/11/98.

⁸¹³ *Bulgarian Economic Review*, n°23, 29/11/98

⁸¹⁴ C'est notamment le cas d'Antonina Zhelyazkova, directrice du International Centre for Minority Studies and Intercultural Relations à Sofia, qui suit avec attention l'évolution des rapports entre les différentes communautés du pays. Voir notamment *The Boston Globe*, 4/4/99 (traduction dans *Le Courrier des Balkans* également disponible).

officiel⁸¹⁵. La constitution (adoptée en juillet 1991) avait en effet soigneusement évité d'utiliser le terme de minorité et garantissait des droits (d'étudier et de parler sa langue par exemple) aux « citoyens dont le bulgare n'est pas la langue maternelle »⁸¹⁶. Enfin, un accord de libre-échange a été conclu avec la Turquie. Les anciennes peurs de voir le marché bulgare passer sous domination turque (voir les réticences de la Bulgarie face au projet de ZCEMN) ne semblent donc plus d'actualité. L'ancien ambassadeur de Bulgarie en Turquie déclarait même que la création d'une union euro-asiatique ne représenterait aucun danger pour la Bulgarie⁸¹⁷.

De son côté, la Turquie ne semble pas avoir investi dans la canalisation politique de la minorité turque. L'hebdomadaire du MDL, *Hak ve Özgürlük*, a dû cesser de paraître en 1994 faute de fonds, ce qui tend plutôt à démontrer que la Turquie ne finance pas ce mouvement, les quelques milliers de dollars nécessaires au fonctionnement de cette publication ne devant guère grever les finances turques. La seule initiative notable prise par des députés MDL en faveur des intérêts de la Turquie fut la demande de surveillance des activités du PKK sur le sol bulgare et de renforcement du contrôle à la frontière à cet effet. Enfin, depuis le printemps 1997 et l'échec des négociations préélectorales entre le MDL et l'UDF, cette dernière est entrée en guerre contre le MDL, et apparemment cela n'a guère affecté les relations avec la Turquie. Quelques mois après son retour au pouvoir, l'UDF révélait qu'Ahmed Dogan et trois autres dirigeants du MDL avaient travaillé pour les services spéciaux bulgares à l'époque de Živkov (donc à l'époque de la campagne d'assimilation de 1984/85)⁸¹⁸. Cette querelle prend d'ailleurs la forme d'une lutte personnelle entre Ivan Kostov et Ahmed Dogan, ce qui, là encore, n'a aucunement empêché les dirigeants turcs, et notamment Mesut Yılmaz, Premier ministre de juillet 1997 à janvier 1999, d'établir d'étroites relations avec Ivan Kostov. Contrairement à une idée répandue (notamment en Grèce), la Turquie ne semble pas être le mentor du MDL et, en tout état de cause, ce n'est pas parce que le MDL jouait un rôle sur la scène politique du pays en 1991-94 que la Bulgarie s'est rapprochée de la Turquie⁸¹⁹.

La Turquie et l'opinion publique turque sont certes très sensibles au sort de cette minorité et la réhabilitation de ses droits fut la condition *sine qua non* à la normalisation des relations entre les

⁸¹⁵ Sur la ratification de ce document et les débats qui l'ont précédée, voir Georgi Filipov, "La Bulgarie reconnaît les minorités", *Alternativna Informativna Mreža*, 5/3/99 (traduction et reproduction : *Le Courrier des Balkans*).

⁸¹⁶ Voir Michel Lesage (texte rassemblés et présentés par), *Constitutions d'Europe centrale, orientale et balte*, Paris, La Documentation Française, « Retour aux textes », 1995.

⁸¹⁷ Entretien accordé au journal *Trud* par l'ancien ambassadeur Viktor Vulkov, BTA Press Review, 12/8/98.

⁸¹⁸ Les trois autres dirigeants du MDL en cause sont Osman Oktay, Yunal Lüftü et Kemal Eyüp. *Milliyet*, 23/10/97 ; *Turkish Daily News*, 20/12/97. Un MDL bis (nommé le Mouvement national des droits et libertés) a été créé en décembre 1998 sous la direction de Güner Tahir. *Cumhuriyet*, 14/12/98 ; *Hürriyet*, 2/2/99

deux pays. Les excuses publiques présentées par Stojanov pour la campagne d'assimilation doivent aussi être comprises comme un geste envers la Turquie. C'est d'ailleurs bien en Turquie et non en Bulgarie qu'il a effectué ce geste symbolique. Toutefois, une fois le processus de rétablissement des droits de la minorité turque lancée en 1990, la normalisation des relations entre les deux pays a suivi son cours malgré les tensions entre les deux communautés en Bulgarie (manifestations antiturques en 1990-91, proclamation d'une République de Razgrad, etc.). Enfin, l'attention portée en Turquie au sort de cette minorité n'implique pas forcément l'instrumentalisation politique de cette minorité ni même d'ailleurs une politique d'aide (économique ou culturelle). Les investissements des entrepreneurs turcs ne semblent pas particulièrement se diriger vers les zones peuplées de Turcs et l'État turc a traîné avant d'accepter de participer financièrement au fonctionnement des trois lycées turcs du pays. Ce n'est qu'à l'été 1998, après d'intenses pressions du gouvernement bulgare et la menace de fermer ces écoles, qu'un accord a été signé entre les deux ministères des Affaires Religieuses. Le Diyanet fournit dorénavant huit enseignants à la Bulgarie (deux par écoles plus deux pour l'institut islamique de Sofia)⁸²⁰. En résumé, si cette instrumentalisation politique n'est pas à exclure, aucun élément tangible ne vient étayer une telle hypothèse, ce qui, en revanche, n'empêche nullement cette communauté (en Bulgarie ou émigrée en Turquie) de se positionner en intermédiaire notamment dans le domaine commercial (légal ou illégal). La seule influence réelle de la Turquie sur cette minorité passe en fait par ses chaînes de télévision que l'on peut facilement capter avec une antenne parabolique en Bulgarie. Ces chaînes turques sont d'autant plus regardées que le gouvernement de Sofia a tardé à mettre en place des émissions en turc sur les chaînes de radio et télévision de Bulgarie⁸²¹.

Comme pour l'ensemble de ses relations dans le monde balkanique, la Turquie est restée prudente dans son soutien public à la minorité turque de crainte d'être immédiatement taxée de néo-ottomanisme. Les remous créés par la divulgation de la lettre du Premier ministre Mesut Yılmaz (été 1991) ont, semble-t-il, servi de leçon. La première visite officielle du président du MDL en Turquie n'a ainsi eu lieu qu'en avril 1996, et c'est n'est qu'en novembre 1998 qu'un dirigeant turc (il s'agissait de Bülent Ecevit, alors Vice-premier ministre) s'est rendu en visite officielle dans les régions peuplées de Turcs en Bulgarie.

⁸¹⁹ Sur ces peurs d'instrumentalisation des minorités turques et musulmanes, et autres phobies de l'arc islamiste, et sur la réalité de ces assertions, cf. *infra* « L'islam et la turcité dans la politique balkanique de la Turquie » (2^{ème} partie, chapitre 3).

⁸²⁰ Les *Fethullahcı* fournissaient, jusqu'alors, des enseignants pour ces établissements. Ils négocient aujourd'hui l'ouverture d'un collège à Sofia. Depuis 1992, une version hebdomadaire de *Zaman*, le quotidien des *Fethullahcı*, est publiée en Bulgarie.

⁸²¹ Trois demi-heures quotidiennes ont été introduites sur les radios locales officielles en août 1993 (RFE/RL Daily Report, 29/7/93) mais, trop peu et trop peu attirantes, elles ne semblent guère écoutées. Le parlement bulgare a ratifié la loi sur les médias le 30 juillet 1998 et de nouvelles émissions en turc ont débuté à l'automne. Anadolu Ajansi, 24/9/98 ; *Hürriyet*, 5/2/99.

Enfin, les tensions gréco-turques pèsent inévitablement sur les relations bilatérales entre les deux pays. Depuis 1991, la Bulgarie cherche à conserver de bonnes relations avec ces deux pays sur un mode certes déséquilibré (priorité à la normalisation des relations avec la Turquie de 1991 à 1994, puis priorité aux relations avec la Grèce jusqu'en 1997) mais évite de s'aliéner l'un au profit de l'autre. Le gouvernement Kostov, plus proche de la Turquie que le précédent, n'en tient pas moins à conserver de bonnes relations avec la Grèce. Ainsi, au début de l'année 1998, lorsque la Turquie proposa de créer une force de paix multilatérale dans les Balkans, la Grèce rejeta cette proposition et refusa de participer à la première réunion de travail sur le sujet à Ankara les 16 et 17 mars 1998. Mais le lendemain de cette réunion, le ministre de la Défense bulgare se rendit en Grèce et informa les dirigeants grecs de la teneur des discussions⁸²². La Bulgarie poursuit aujourd'hui de concert les deux processus de coopération trilatérale (Grèce-Bulgarie-Roumanie lancée en août 1995, Turquie-Bulgarie-Roumanie lancé en octobre 1997), mais la Trilatérale turque semble mieux engagée (trois sommets présidentiels contre un sommet pour la Trilatérale grecque et engagements pris de portée plus importante)⁸²³. Depuis 1991, la Grèce s'alarme des rapprochements entre la Bulgarie et la Turquie et des risques de création d'une « transversale verte » dans la région (participation du MDL à la vie politique). Depuis l'automne 1998, elle s'inquiète également de la présence grandissante des firmes turques sur le marché bulgare et de la mainmise de la Turquie sur ce pays par le capital. Le groupe turc Sabancı qui cherchait, par l'intermédiaire d'un consortium créé avec des partenaires portugais et espagnols, à acquérir des parts dans les Télécom bulgares, a dû faire face à une contre-offensive de la compagnie nationale des télécommunications grecques, OTE, poussée par le gouvernement d'Athènes⁸²⁴.

La Bulgarie semble par ailleurs en passe d'abandonner certains de ses grands principes de politique étrangère et notamment le principe tant de fois mis en avant et clamé depuis 1991 de non ingérence dans les conflits balkaniques. Le gouvernement bulgare a en effet accepté le survol de son territoire par l'aviation de l'OTAN en cas d'intervention au Kosovo. Cette décision a suscité d'âpres controverses dans le pays, notamment entre l'UDF au pouvoir et l'opposition socialiste. Ces controverses reposent sur la peur de s'engager dans un camp et, bien sûr, de choisir le mauvais camp⁸²⁵. Après bien des débats et déclarations contradictoires, le parlement a finalement entériné

⁸²² BTA, 20/3/98.

⁸²³ Sur les Trilatérales dans les Balkans, cf. supra chapitre « Pseudo-alliances et contre-alliances autour de la mer Noire » (3^{ème} partie, 1^{er} chapitre).

⁸²⁴ *Hürriyet*, 13/1/99 ; *Anadolu Ajansi*, 13/1/99.

⁸²⁵ « La Bulgarie s'expose aux attaques serbes » (*Monitor*), « Qui va nous défendre contre les Serbes ? » (*24 Časa*) et, bien sûr, référence aux mauvaises alliances du passé : « La Yougoslavie a bombardé la Bulgarie en 1941 » (*Trud*), BTA,

cette décision. La controverse avec la République de Macédoine a, par ailleurs, enfin été réglée. La déclaration conjointe signée avec le nouveau Premier ministre macédonien en février 1999 reconnaît en effet implicitement l'existence d'une langue macédonienne. Par une déclaration interprétative de la constitution, le Premier ministre macédonien, s'engage, lui, à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de la Bulgarie (allusion à la « protection » de la minorité macédonienne).

C'est clairement la volonté de se rapprocher de l'OTAN qui motive ces nouvelles orientations diplomatiques bulgares et c'est dans cette optique qu'il faut comprendre l'ouverture de l'espace aérien national à l'aviation otanienne⁸²⁶. Au même moment, le Premier ministre Kostov accordait une interview à l'agence Reuters (1^{er} mars) où il critiquait sévèrement l'attitude de l'U.E. à l'égard de la Bulgarie. De nombreuses voix prédisent en conséquence un revirement de la diplomatie bulgare⁸²⁷. Estimant le pays maltraité par l'U.E., le Premier ministre bulgare chercherait à se rapprocher des États-Unis et de l'OTAN (sans remettre en cause bien sûr l'objectif d'adhésion à l'U.E.). Un débat similaire a d'ailleurs surgi en Roumanie. La politique bulgare se conformerait alors à celle de la Turquie qui, après le sommet de Luxembourg de décembre 1997, a également réorienté ses priorités en ce sens. Et même plus, en cas de recentrage de la politique bulgare sur l'espace balkanique et sur les relations avec les États-Unis, la Turquie, membre de l'OTAN et en situation de grand pôle régional, verrait son importance relative réévaluée pour la Bulgarie. Les relations entre la Turquie et la Bulgarie sont de toute façon appelées à se développer. L'accord de libre-échange entre les deux pays et les très nombreuses visites des dirigeants bulgares en Turquie durant l'année 1998 témoignent d'un intérêt soutenu pour ce partenariat bilatéral.

Press Review, 20/4/99. Voir également Georgi Filipov, "La Bulgarie préfère l'amitié de l'OTAN à celle de la Yougoslavie", *Alternativna Informativna Mreža*, Sofia, 16/10/98 (traduit et diffusé par *Le Courrier des Balkans*, source internet).

⁸²⁶ Aviation de l'OTAN qui, dans ce cas précis (c'est-à-dire se dirigeant vers la RFY), ne pourra venir que de navires stationnés en mer Noire ou, plus vraisemblablement, des bases de l'OTAN en Turquie.

⁸²⁷ BTA Press Review, 5/3/99 ; RFE/RL Newslines, 2/3/99 ; Ron Synovitz, "Kostov's Criticism of EU Threats to Reform", RFE/RL Newslines, 8/3/99.

CONCLUSION : LES APPROCHES BALKANIQUES DE LA TURQUIE

Le schéma des relations bilatérales développées par la Turquie dans la région révèle de nombreuses incohérences qui augurent mal d'une politique à long terme dans la région. Il en va ainsi tout d'abord des contradictions des approches économique et politique⁸²⁸. Alors que la République de Macédoine et l'Albanie furent de loin, dans l'après-1991, les meilleurs alliés de la Turquie dans la région, elles n'ont pas bénéficié d'une politique économique conforme à cet intérêt politique. Les échanges de la Turquie avec ces deux pays restent aujourd'hui encore négligeables, et ce n'est pas faute de demandes de la part des dirigeants albanais et macédoniens forcément en quête d'investisseurs étrangers et de partenaires commerciaux. Ces deux pays ne sont certes pas des marchés attractifs, mais l'État turc dispose précisément de moyens pour inciter ses entrepreneurs à investir dans ces pays, que ce soit par la signature d'accords (sur la protection et l'encouragement des investissements réciproques, la détaxation ou le libre-échange, etc.) ou par l'ouverture de lignes de crédits. Les quinze et vingt-cinq malheureux millions de dollars de crédits accordés à ces deux pays par l'Eximbank turque (et d'ailleurs dans le cas macédonien pas débloqués), font, à cet égard, bien triste mine en comparaison des 100 millions de dollars accordés à la Roumanie ou à la Croatie, ou en comparaison des crédits accordés par la Grèce à l'Albanie (70 millions).

Illustration de cette disproportion d'intérêts économiques, le gouvernement turc a tardé à inaugurer des lignes aériennes régulières sur les capitales balkaniques, à l'exception de Bucarest qui se voit dotée aujourd'hui d'une liaison quotidienne. La « politique aérienne » de la Turquie (via la compagnie nationale Turkish Airlines) avait pourtant fait l'objet de bien des attentions (et succès) dans son offensive économique au Caucase et en Asie centrale. Elle avait très tôt inauguré des lignes aériennes régulières sur les capitales de ces pays qui non seulement incitaient ses entrepreneurs à aller voir d'un peu plus près les potentialités de ces marchés mais aussi lui permettait de réaliser sur le terrain son rôle d'intermédiaire tant vanté puisque, à partir des capitales européennes, le détour par Istanbul fut pendant longtemps quasi inévitable. La liaison régulière sur Sofia de Turkish Airlines n'a été inauguré qu'en octobre 1997 et celle sur Sarajevo en septembre 1996. Signe d'un intérêt croissant pour la coopération économique avec la Bulgarie, trois liaisons hebdomadaires relient aujourd'hui Istanbul à Sofia⁸²⁹. Une liaison régulière sur Skopje a finalement été inaugurée à l'été 1998. Elle fonctionne une fois par semaine. Il n'y a toujours pas de liaison régulière sur Tirana.

⁸²⁸ Sur les hésitations et incohérences de la politique balkanique de la Turquie, voir les réflexions de Şule Kut, "Turkey in the Post-Communist Balkan: Between Activism and Self Restraint", *Turkish Review of Balkan Studies*, n°3, 1996/97, pp. 39-45.

⁸²⁹ Source : *Turkish Airlines* au 16 décembre 1997.

C'est en jouant sur les inimitiés locales que la Turquie est parvenue à étendre son influence dans la région. Son étroit partenariat politique avec l'Albanie et la Macédoine repose ainsi en grande partie sur l'isolement régional de ces deux pays. Coincés entre leurs antagonismes avec la Grèce et la Serbie, et pour le cas macédonien avec également la Bulgarie, ces deux pays sont allés chercher au-delà de ce voisinage menaçant le soutien politique qu'ils estimaient nécessaire. Or, tant que ces rapprochements bilatéraux – donc en partie liés à l'isolement régional de ces partenaires de la Turquie – ne seront pas couplés avec une étroite coopération politique et économique sur le long terme, ils resteront soumis aux variations du contexte régional. Ainsi, la normalisation des relations entre la Grèce et l'Albanie a dévalorisé l'intérêt que pouvait représenter, pour Tirana, un partenariat militaire avec la Turquie et a provoqué, en conséquence, une relâche dans la coopération bilatérale. De même, au début de l'année 1998, le gouvernement albanais, confronté à un conflit au Kosovo face auquel, bon gré mal gré, il devait réagir, s'est de nouveau tourné vers la Turquie. Le nouveau gouvernement macédonien, qui avait donné la priorité à la normalisation des relations avec la Bulgarie (effective deux mois après l'investiture de ce nouveau gouvernement) et à l'amélioration des relations avec la Grèce et l'Albanie, semblait également se désintéresser de la Turquie (jusqu'au déclenchement de l'opération « Forces alliées » et le début d'une massive répression au Kosovo qui a poussé vers la Macédoine des centaines de milliers d'Albanais, déstabilisant encore plus cette petite République).

Ce sont, dès lors, non seulement les modifications du contexte régional qui pèsent sur la relations turco-balkaniques, mais également les modifications des contextes nationaux. Les répercussions des alternances politiques dans les Balkans sur l'état de la coopération bilatérale avec la Turquie ont été sensibles. Les pays balkaniques sont encore hésitants quant à l'orientation générale et régionale de leur diplomatie (qui donc varie aisément au gré des changements de gouvernements) et une coopération politique axée sur le simple enjeu que peut représenter le contrepoids de la Turquie dans un contexte régional instable reste un fondement bien léger sur le long terme. L'Albanie s'est éloignée de la Turquie sous le gouvernement Fatos Nano (et s'est rapprochée de la Grèce et de la RFY) ; la Bulgarie a sensiblement modifié sa politique extérieure durant le gouvernement PSB (janvier 1995-février 1997) ; et la Roumanie a raffermi ses relations avec la Turquie (et l'ensemble du monde occidental) après le changement de direction politique à l'automne 1996.

Au niveau commercial, la Turquie a donc très rapidement développé ses relations avec la Roumanie puis, dans un deuxième temps, avec la Bulgarie, c'est-à-dire les deux plus grands

marchés de la région et aux potentialités économiques (relativement) plus intéressantes (notamment comparé aux cas albanais et macédonien, démunis d'industries, de réseaux d'échanges et de capitaux). De nombreux signes indiquent que la Serbie aurait bénéficié d'une même attention de la part des hommes d'affaires turcs si les guerres yougoslaves n'avaient pas entravé ce processus. Ces échanges augmentent toutefois assez lentement et pèsent peu dans l'ensemble du commerce extérieur de la Turquie et des pays de la région. En 1994, les échanges avec la Bulgarie, la Roumanie et l'Albanie ne représentaient que 2% des exportations turques et 1,8% de ses importations.

Part de la Turquie dans les échanges des pays balkaniques et des pays balkaniques dans les échanges de la Turquie

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Roumanie / Turquie (1)						
Pourcentage des importations du pays	4	3	2,5	2,4	1,9	1,5 ^(a)
Pourcentage des exportations du pays	5	5,7	4,1	4,4	5	4 ^(a)
Bulgarie / Turquie (1)						
Pourcentage des importations du pays		1,6	2,1	1,8	1,9	2,1
Pourcentage des exportations du pays		7,6	4,6	7,2	7,9	9
Albanie / Turquie (1)						
Pourcentage des importations du pays	3,3	3	4,6	4,1		
Pourcentage des exportations du pays	0	1,4	8,7	6,2		
Turquie / Albanie-Bulgarie-Roumanie^(b) (2)						
Pourcentage des importations du pays	2,1	1,8	1,8			
Pourcentage des exportations du pays	1,8	1,8	1,8			

^(a) Seulement pour les neuf premiers mois de l'année.

^(b) La République de Macédoine n'apparaît pas dans les statistiques officielles de la Turquie.

Sources : (1) *E.I.U. Country Profile, 1998/99*, "Romania", p. 44, "Bulgaria", p. 50, "Albania", pp. 71-72

(2) Devlet İstatistik Enstitüsü

Pourtant les axes de commerce entre la Turquie et les pays de la région semblent assez naturels, comme en témoigne l'importance du commerce à la valise. Ce commerce informel a, dans le cas des Balkans, surtout concerné les Bulgares et les Roumains. Il illustre non seulement la liaison géographique entre la péninsule balkanique et son débouché stanbouliote, mais aussi la complémentarité des économies en présence. Par sa production de biens de consommations relativement bon marché (même si la qualité n'est pas toujours comparable avec celle des produits européens qui sont, eux, nettement moins bon marché), la Turquie est un partenaire intéressant. Cette complémentarité risque de s'amoindrir dans l'avenir mais, en attendant, des réseaux d'échanges se sont créés. Enfin, ce commerce privé a permis à ces nombreux « petits commerçants » de découvrir un autre visage de la Turquie, pas si pauvre et arriéré que les stéréotypes en vigueur dans les Balkans (et entretenu par une propagande communiste qui ne

pouvait porter au nues le développement économique de ce pays capitaliste) laissaient suggérer. Les dirigeants turcs ont dans un premier temps laissé faire. Ce n'est que vers 1996 que des initiatives (jusqu'à présent peu couronnées de succès) ont été prises pour encadrer ce commerce.

Malgré cette complémentarité économique – pour l'instant non démentie – la Turquie ne dispose tout simplement pas des capitaux nécessaires pour massivement participer à la transition de ces pays. Toutefois, comme nous l'avons vu, un effort supplémentaire aurait pu – et dû – être consenti. La Turquie n'est pas un pays si pauvre et l'ampleur des crédits et capitaux investis ailleurs montrent, si besoin était, qu'elle dispose de quelques ressources. Le commerce à la valise s'est en partie substitué au commerce officiel et il explique, toujours en partie, le déficit de la balance commerciale de la Turquie avec les pays de la région, une partie de ses exportations n'étant pas comptabilisée. Les échanges avec la Roumanie et la Bulgarie sont nettement déficitaires pour la Turquie. Le cas de l'Albanie et de la République de Macédoine sont sensiblement différents mais les échanges de la Turquie avec ces pays sont loin d'être significatifs.

Les échanges de la Turquie avec les pays balkaniques

Volume des échanges et balance commerciale

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Roumanie (1)						
Total des échanges (en millions de \$)	395	424	402	599	569	
Balance commerciale	- 43	- 130	- 100	- 97	- 199	
Bulgarie (1)						
Total des échanges (en millions de \$)		361	267	486	475	542
Balance commerciale		- 207	- 103	- 286	- 285	- 340
République de Macédoine (2)						
Total des échanges (en millions de \$)	5,2	78	73,8	94	107	
Balance commerciale	+ 1,2	- 9,4	+ 4,6	+ 16		
Albanie (3)						
Total des échanges (en millions de \$)	21,6	39,7	60,8	58,2		
Balance commerciale	+ 19	+ 37	+ 58	+ 56		

Sources :

- (1) *E.I.U., Country Profile, 1998/99*, "Bulgaria"⁸³⁰, p. 50, "Romania", p. 41⁸³¹.
- (2) Pour les années 1992-94, Devlet İstatistik Enstitüsü (Institut nationale de statistiques, Ankara), cité par Mehmet Turna, "Makedonya-Türkiye ilişkileri", *Avrasya dosyası*, Vol. 3, n°3, printemps 1996, p. 77 ; pour l'année 1995, "La situation économique en Macédoine", *Les Notes des Postes d'Expansion Économique*, Ministère de l'Économie et des Finances, Paris, 1995, p. 7, pour l'année 1997, Anadolu Ajansı, 21/4/98.
- (3) Devlet İstatistik Enstitüsü.

⁸³⁰ Les statistiques officielles de l'Institut de statistiques de Bulgarie concernant les échanges entre les deux pays sont très sensiblement différentes. Volume des échanges pour l'année 1992 : 296,8 millions de dollars, 1993 : 329,4, 1994 : 329,2, 1995 : 484,9, 1996 : 458,8, 1997 : 543,9. A partir de 1995, ces statistiques diffèrent de celles de l'Institut de statistiques turc. Sources : *Bulgaristan. Ülke ...*, *op. cit.*

⁸³¹ Les statistiques officielles du Devlet İstatistik Enstitüsü diffèrent très sensiblement de celles du E.I.U. Volume des échanges pour l'année 1992 : 429 millions de dollars, 1993 : 452,6, 1994 : 404,1, 1995 : 669,8, 1996 : 735,5 ; 1997 : 750.

Dans un premier temps, alors que la part de la Russie était en constante baisse dans les échanges de la Roumanie et de la Bulgarie (importations de gaz naturel mises à part), la part de l'U.E. dans le commerce de ces pays a graduellement augmenté. Les accords d'association avec l'U.E. signés par ces deux pays et entrés en vigueur au début de l'année 1995 n'ont pu qu'accélérer ce phénomène. Ces accords fonctionnent de plus sur le principe de l'asymétrie : l'U.E. a, dans un premier temps, concédé un plus grand nombre d'avantages tarifaires et a ainsi capté une bonne partie de l'augmentation des échanges de ces pays⁸³². Les importations de la Roumanie en provenance de l'U.E. ont fait un bond en 1995, date de l'entrée en vigueur de l'accord d'association (1^{er} février), passant de 3 milliards de dollars (1994) à plus de 5 milliards de dollars (1995). Le schéma est le même pour la Bulgarie. Dès lors l'écart se creuse avec la Turquie qui voit ses importations en provenance de ces pays augmenter mais pas ses exportations, concurrencées par les produits européens. Les accords de libre-échange signés par la Turquie avec ces deux pays devraient permettre de remédier à ce désavantage. L'accord de libre-échange avec la Roumanie est entré en vigueur en février 1998 et celui avec la Bulgarie au 1^{er} janvier 1999. Un accord de libre-échange vient d'autre part d'être signé avec la République de Macédoine (septembre 1999).

La politique culturelle de la Turquie a également été plutôt timide et confuse, contrairement au cas de l'Asie centrale où très tôt une politique culturelle à multiples faces a été mise en place : accueil de 1 000 étudiants par république dès 1992, création d'une agence culturelle (TICA) destinée à coordonner les aides publiques en direction des pays de la région, lancement du satellite Türksat destiné à diffuser les programmes de télévision turque, etc. Certes, contrairement au cas de l'Asie centrale, la Turquie ne peut dans le cas des Balkans s'appuyer sur une « culture commune » (turcité) pour déployer ses instruments de politique culturelle. Et même plus, l'héritage culturel commun est rejeté par les Balkaniques et fait l'objet d'une dénonciation quasi unanime. Dès lors, ces réticences limitent de fait les possibilités de la Turquie. Toutefois, des politiques plus souples et discrètes auraient pu être mises en place, notamment par l'intermédiaire de TICA qui a effectivement, mais tardivement, ouvert des bureaux de liaisons dans la région. Les initiatives de cette agence de coopération restent bien moins nombreuses et d'ampleur moindre que dans la CEI ; et surtout TICA ne mène aucunement une politique d'avant-garde dans le déploiement de l'influence de la Turquie. L'ensemble de la politique culturelle de la Turquie dans la région se présente d'ailleurs plus comme une politique de consolidation ou de complément de liens

⁸³² Edith Lhomel, "L'élargissement des structures européennes et atlantique à l'Est : l'état de la question", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale, orientale et balte*, édition 1998, Paris, La Documentation Française, 1998, pp. 11620.

politiques préétablis. TICA n'a ouvert des bureaux que dans les pays proches de la Turquie (Sarajevo, Skopje et Tirana) et les accords de coopération culturelle ont, dans l'ensemble, été signés avec les pays en bons termes avec la Turquie (Macédoine en octobre 1993, Roumanie en avril 1994) et/ou après normalisation des relations et amorces d'une coopération politique effective. L'accord de coopération culturelle avec la Bulgarie n'a ainsi été signé qu'en décembre 1997. Dans les faits, c'est avec la République de Macédoine et la Roumanie que la coopération culturelle est la plus effective (ouverture de département de turcologie en Roumanie, accords de coopération bilatérale avec les universités macédonienne, etc.). Les deux « pays musulmans » de la région, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, n'ont pas bénéficié d'un même intérêt. L'accord cadre de coopération avec la Bosnie-Herzégovine n'a ainsi été signé que deux ans après les accords de Dayton (octobre 1997) et le bureau de TICA à Tirana n'a été ouvert qu'en décembre 1997 et, encore, il a fallu attendre de longs mois avant de voir la nomination d'un coordinateur (et donc le fonctionnement effectif du bureau).

Avec cette politique culturelle timide, tardive et désordonnée, l'État turc a laissé le champ libre à divers organismes privés qui occupent quasiment seuls le terrain. La formation islamique des Fethullahcı a certes, tout comme l'État turc, plutôt dirigé ses activités vers le Caucase et l'Asie centrale mais elle a aussi ouvert un collège à Tirana (ainsi qu'une école primaire), un collège à Skopje, et elle planifie d'en ouvrir un autre en Bulgarie. Et si le seul collège turc de Tirana ou de Skopje est un collège fethullahcı, qu'advient-il alors de la lutte contre les différents stéréotypes qui entachent l'image de la Turquie et notamment de l'image du fondamentaliste islamiste ?⁸³³ En revanche, les initiatives culturelles de moindre ampleur et de moindre impact (organisation de festivals de folklore, conférences et expositions diverses, etc.) ont été plus communes. Elles n'en œuvrent pas moins à un rapprochement des peuples sur le long terme. On découvre à ces occasions un Turc aux coutumes finalement pas si différentes.

Le ministère de la Défense et les milieux militaires semblent avoir été plus actifs. Cet activisme a en fait essentiellement visé à lutter contre l'instabilité politique de la région, le cauchemar des dirigeants turcs. D'autre part, cette coopération militaire n'engendre pas forcément un déploiement de l'influence turque dans la région. Dans le cas de la Bulgarie, il s'est agi avant tout de désamorcer les tensions bilatérales, à leur comble à la fin des années 80 ; ce qui s'est exprimé essentiellement par la mise en place de mesures de confiance et de sécurité. Ce n'est que dans un deuxième temps, alors que la Bulgarie envisageait plus sérieusement d'adhérer à l'OTAN, qu'une coopération plus étroite a été mise en place (notamment dans le domaine de la formation et

⁸³³ Les nationalistes ou ultranationalistes du MHP se sont peu intéressés aux Balkans. Seuls les mouvements islamistes ou islamiques (*Refah*, *Fethullahcı* et confréries diverses) ont prospecté la région.

de l'industrie militaire). Mais c'est finalement via le militaire que la Turquie et la Bulgarie ont réellement amorcé un rapprochement (rapprochement qui, certes, ne pouvait que correspondre à une réorientation politique de la Bulgarie). La politique militaire vis-à-vis de l'Albanie et de la Macédoine visait, elle, très clairement à boucler le conflit en Bosnie-Herzégovine au seul théâtre bosniaque. L'accord d'assistance mutuelle signé avec l'Albanie en 1992 était plus particulièrement destiné à prévenir l'extension d'un conflit à ce pays à partir du foyer de tensions qu'est le Kosovo. Une aide militaire n'a par ailleurs été accordée à la Macédoine que lorsque des crises politiques menaçaient ce pays. Cette aide visait à renforcer le potentiel militaire de ce pays face à ces voisins septentrionaux ou, pour le moins, à affirmer un engagement à soutenir ce pays dans les périodes de crise. Cette politique d'assistance militaire fut relativement efficace, mais elle le fut aussi parce qu'associée à la politique américaine.

Que la Turquie se soit placée dans le sillage de la politique américaine (Macédoine), qu'elle ait agi en avant-garde (Albanie) ou en étroite coopération avec les Américains (Bosnie), c'est de concert avec ces derniers qu'elle a mené bon nombre de ses initiatives militaires dans la région. Ce n'est ainsi qu'après que les États-Unis se sont engagés dans une coopération militaire avec la Macédoine qu'Ankara a fait de même, et la formation de l'armée bosniaque s'est effectuée dans le cadre d'un programme américain. Les États-Unis et la Turquie s'appuient dans la région sur les mêmes acteurs locaux (fédération croato-bosniaque, Albanie et Macédoine), selon des modalités similaires – et avant tout militaires – et pour, grosso modo, les mêmes objectifs (circonscrire les conflits locaux). La seule exception à ce partenariat turco-américain dans la région – mais il n'allait nullement à l'encontre des positions américaines – fut, dans l'immédiat après-1991, la normalisation (et non la coopération) avec la Bulgarie.

La politique américaine semble cependant plus flexible que celle de la Turquie, et pour cause : elle bénéficie de l'attrait quasi incontournable que son statut de puissance mondiale lui confère, ce qui n'est pas le cas de la Turquie. Ainsi, alors que les piliers de la politique de ces deux pays dans la région, Sali Berisha et le tandem Gligorov/Crvenkovski, n'étaient plus au pouvoir, les nouveaux dirigeants ont immédiatement poursuivi, voire relancé, leur coopération avec les États-Unis. La poursuite des relations avec la Turquie n'a, elle, pas été si spontanée.

En revanche, les accords de coopération militaire signés par la Turquie dans la région renforcent les craintes d'autres pays, et avant tout bien sûr de la Grèce. Cette dernière avait déjà assisté avec frayeur à la normalisation des relations entre la Turquie et la Bulgarie et la signature d'accords de coopération militaire avec l'Albanie. Elle s'est ensuite vivement élevée contre le don de matériels militaires à la République de Macédoine en mars 1997 (lors des émeutes en Albanie)

et contre les négociations sur la vente d'une vingtaine d'avions F-5 turcs à Skopje au printemps 1998 (début de la répression au Kosovo). Depuis le déclenchement des opérations militaires au Kosovo en mars 1998 et les incursions répétés de l'armée yougoslaves dans le nord du territoire albanais, la hantise de la Grèce est de voir la Turquie, arguant de son accord de défense mutuelle avec l'Albanie, intervenir militairement dans la région⁸³⁴.

Les tensions gréco-turques pèsent lourdement sur les relations bilatérales des deux pays dans la région. Quant aux pays des Balkans, ils ont tendance à se rapprocher de la Turquie lorsqu'ils sont en difficulté avec la Grèce ou à distendre leurs relations avec Ankara lorsqu'ils cherchent à normaliser leurs relations avec Athènes. Ces politiques reposent certes sur l'ouverture que leur offrent les tensions entre ces deux pays (la Grèce m'offre tel avantage, que me proposez-vous de votre côté en Turquie ?) mais n'impliquent aucunement l'exclusion de l'un face à l'autre, les pays de la région ayant, dans l'ensemble et dans la mesure du possible, cherché à conserver de bonnes relations avec ces deux acteurs. Enfin, ces politiques de bascule ne résultent pas uniquement des stratégies politiques de ces pays mais aussi des attitudes de la Turquie et de la Grèce qui cherchent à s'exclure mutuellement de la région. Dans ce qui ressemble de plus en plus à une lutte d'influence, la Grèce ou la Turquie tentent, en utilisant ou forgeant divers instruments politiques ou économiques (les Trilatérales en sont un exemple), à développer leur influence dans la région au détriment de l'autre. La Grèce a cependant longtemps conservé un avantage sur la Turquie dans la région : sa prééminence commerciale. Même dans les périodes les plus chaleureuses des relations entre la Turquie et la Bulgarie, l'Albanie ou la Macédoine, les échanges de la Grèce avec ces pays étaient plus intenses. La seule exception est la Roumanie⁸³⁵.

Le retour de l'ANAP au pouvoir (gouvernement Yılmaz de juillet 1997 à janvier 1999) marque une nette relance des relations bilatérales de la Turquie dans la région. Cette période a vu les premières visites officielles d'un Premier ministre turc en Bulgarie (décembre 1997), en Roumanie (juin 1998)⁸³⁶ et en Macédoine (juillet 1998). A la même période, les nouvelles équipes au pouvoir en Bulgarie (UDF depuis avril 1997) et en Roumanie (coalition de sensibilité libérale depuis novembre 1996) adoptaient une politique économique nettement plus libérale (mouvement

⁸³⁴ Rappelons qu'une telle intervention ne peut s'effectuer qu'à la demande expresse du gouvernement albanais (et après ratification par le parlement turc). Depuis le début des bombardements de l'OTAN (et des massacres/expulsions au Kosovo), les dirigeants turcs n'ont pas usé de cet outil pour faire pressions sur les Serbes ou surenchérir (au moins dans leurs déclarations officielles).

⁸³⁵ Pour des chiffres et analyses comparés de la pénétration économique de ces deux pays dans la région, voir Axel-Sotiris Walldén, "La Grèce dans les Balkans", in Lhomel Edith, Schreiber Thomas (coord.), *L'Europe centrale et orientale, édition 1996*, Paris, La Documentation Française, 1996, p. 82.

⁸³⁶ Le Premier ministre Yılmaz avait toutefois déjà accompagné le Président Demirel lors de son voyage en Roumanie en novembre 1997.

de privatisation) et se rapprochaient plus clairement de l'Occident et avant tout de l'OTAN. Cette convergence politique s'est traduite par un approfondissement des relations économiques entre la Turquie et ces deux pays (signature d'accords de libre-échange, participation importante des entrepreneurs turcs aux privatisations en Bulgarie, etc.) et politique (multiplication des visites, règlements de litiges multidécennaux, etc.). Une Trilatérale est née de ce rapprochement politique. Dorénavant, ce ne sont plus la Macédoine et l'Albanie qui sont perçues comme les alliées de la Turquie dans la région, mais la Bulgarie et la Roumanie. De façon générale, l'influence de la Turquie dans la région s'en trouve renforcée. La Grèce, inquiète de cette nouvelle situation et handicapée par le scandale Öcalan et son soutien embarrassant à la Serbie, a tenté de reprendre l'initiative : tournée du nouveau ministre des affaires Étrangères Georges Papandreou à la veille du quatrième sommet des Présidents turc, bulgare et roumain (Sinaia, 12 mars), puis du ministre de la Défense fin mars, et propositions diverses de médiations et plans de paix au Kosovo. Les résultats de ces initiatives restent pour l'instant mitigés. Plus récemment, alors que les perspectives d'adhésion à l'U.E. à court terme s'estompaient, le débat fut lancé en Bulgarie et en Roumanie sur la pertinence d'une politique axée sur les relations avec les Européens et donc sur une réorientation plus régionale (balkanique ou pontique) et pro-américaine de leur diplomatie. La priorité reste clairement à l'adhésion à l'U.E. mais, à défaut d'être acceptés, ces pays pourraient chercher à promouvoir, en parallèle et en complément, ces autres options. La Turquie, à l'influence politique et économique relativement dominante dans la région, ne pourra que bénéficier d'une telle réorientation, et, en tout état de cause, elle est dorénavant un acteur politique et économique d'importance dans les Balkans.

L'islam et la turcité dans la politique balkanique de la Turquie
La Turquie confrontée à son héritage ottoman

La Turquie et les Balkans ont une longue histoire commune. La domination ottomane est à l'origine de la présence de communautés musulmanes dans les Balkans ; communautés aujourd'hui intégrées, assimilées ou brimées mais qui, en tout état de cause, créent des contentieux. Elle a, d'autre part, généré un profond ressentiment à l'égard des Turcs, perçus comme les responsables de tous les maux des pays balkaniques, mais aussi comme les véhicules de l'influence de l'islam. C'est contre l'Empire ottoman que les États balkaniques se sont constitués, et cette altérité, loin d'être un phénomène spécifique aux nationalismes balkaniques, prend, dans le cas des Balkans, la forme d'une altérité persistante.

L'effondrement des régimes communistes a entraîné l'émergence sur la scène internationale de nouvelles zones peuplées de musulmans aux frontières mêmes de la Turquie (Caucase, Balkans) ou plus éloignées mais peuplées de Turcs (Asie centrale). Le poids relatif de ces différentes zones croît aussi bien dans les intérêts et objectifs de la diplomatie turque que dans ceux des dirigeants d'entreprises ou encore sur la scène politique interne. On est alors en droit de s'interroger sur la place de l'islam dans la diplomatie turque. Comment, de plus, un pays à population musulmane mais revendiquant haut et fort sa laïcité depuis plus de soixante dix ans peut-il réagir face à des conflits se déroulant à ses portes et mettant aux prises musulmans (parfois turcs) et chrétiens ?

3.1. LA TURQUIE ET LE CONFLIT EN BOSNIE-HERZEGOVINE

La domination ottomane n'a pas été sans laisser de traces chez les Musulmans slaves de Bosnie-Herzégovine, à commencer, bien sûr, par leur conversion à l'islam. Ceux-ci étaient, jusqu'à une période assez récente, appelés « Turc » par leurs compatriotes slaves mais chrétiens. Cette parenté de foi explique la présence en Turquie de nombreux musulmans bosniaques qui y ont trouvé refuge à la fin du XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle, signe vivant et concret de cette communauté d'histoire et de religion. De plus, si la Turquie est historiquement impliquée dans les affaires balkaniques, elle l'est aussi du fait de sa position géographique. Elle n'a certes pas de frontière commune avec la Bosnie-Herzégovine, mais avait tout à craindre d'un conflit bosniaque qui, en cas d'extension régionale, risquait de l'impliquer directement et, en tout cas, de couper ses liaisons terrestres avec l'Europe de l'ouest, source de la moitié de ses échanges économiques. Enfin, aux risques de déstabilisation régionale s'ajoutait, pour la Turquie, le risque d'une arrivée massive de réfugiés, réitérant la tragédie des Turcs bulgares en 1989. Selon le Haut Commissariat aux Réfugiés, 20 000 musulmans de Bosnie-Herzégovine avaient, durant le conflit, trouvé refuge en Turquie.

La question bosniaque a occupé une place importante dans la vie publique en Turquie et a été abondamment traitée par la presse. La présentation de ce conflit comme une confrontation entre chrétiens et musulmans, mais également la perception qu'en avaient les propres acteurs du conflit (justifiée ou non), ont indéniablement provoqué un soutien populaire en faveur des musulmans de Bosnie-Herzégovine. Les journalistes turcs ont accusé l'Occident de rester spectateur face à cette tragédie et le sentiment que les musulmans de Bosnie-Herzégovine étaient abandonnés à leur sort parce que musulmans était répandu. Les discours les plus virulents émanaient forcément des milieux religieux et nationalistes. Les thèmes les plus récurrents de ces discours étaient la dénonciation des massacres et de l'inaction de l'Occident, et l'appel à l'envoi de volontaires. C'est le parti islamiste, le Refah, et le quotidien *Türkiye*, de tendance nationaliste et islamiste⁸³⁷, qui étaient à l'avant-garde de ce combat. Ces milieux ont volontiers pratiqué la surenchère et n'ont pas hésité, pour certains, à employer arguments captieux et informations fantaisistes pour parvenir à leurs fins. Ainsi *Türkiye* nous a expliqué que des milliers de volontaires turcs (?) « remportent aux côtés des Bosniaques victoire sur victoire »⁸³⁸ ou encore la chaîne de télévision TGRT (de tendance islamique et nationaliste) a annoncé, au printemps 1994, que les Serbes avaient utilisé l'arme chimique à Gorazde. La campagne de défense des musulmans bosniaques, menée tambour battant

⁸³⁷ Sur la couverture des événements par *Türkiye*, voir Étienne Copeaux, Stéphane Yerasimos, «La Bosnie vue du Bosphore», *Hérodote*, n°67, 4^{ème} trimestre 1992, pp. 151-159.

par le Refah, cachait mal, en fait, un autre discours et celui-là central dans la rhétorique du Refah, celui de la dénonciation de la perversité de l'Occident. Par exemple, lors du grand rassemblement sur la Bosnie-Herzégovine organisé par le Refah en août 1995 au parc de Gülhane à Istanbul, le sort des Bosniaques a finalement été peu évoqué. Necmettin Erbakan (président du Refah) y a prononcé un discours expliquant comment au XIXe siècle, à l'époque d'un Empire ottoman si tolérant, les États-Unis, eux, pratiquaient l'esclavage ! Enfin, la cause bosniaque a également permis au Refah de réitérer ses appels à la solidarité musulmane et, dans ce contexte, de mettre en avant sa propre détermination – par opposition à celle du gouvernement – à aider les « frères bosniaques ». Necmettin Erbakan a ainsi annoncé que son parti était prêt à envoyer 10 000 soldats en Bosnie et le Refah a lancé une grande souscription populaire en faveur des Bosniaques. Toutefois, les révélations, durant la campagne pour les municipales de mars 1994, du détournement des fonds collectés pour les Bosniaques par le Refah pour financer sa campagne électorale, non seulement laissent perplexe quant à la sincérité de cet élan solidaire, mais ont aussi entaché la réputation de cette formation politique qui soigne son image de parti propre face à la corruption généralisée dans le pays⁸³⁹.

Ces réactions passionnées sont restées cantonnées aux milieux extrémistes et les volontaires sur le terrain furent plutôt rares. De même, l'opinion publique turque ne semble pas s'être enflammée pour la défense des musulmans opprimés de Bosnie-Herzégovine. La grande manifestation organisée sur la place de Taksim à Istanbul en février 1993 n'a rassemblé que 20 000 personnes, principalement des islamistes⁸⁴⁰. A la même époque, les Grecs réunissaient un million de personnes à Athènes sur la question macédonienne⁸⁴¹. Les nombreux Turcs d'origine bosniaque n'ont guère été plus présents. Le nombre de ces Turco-bosniaques est généralement évalué à 2 millions, mais rien n'exprime dans cette estimation leur degré d'intégration à la société turque et leur attachement à leur patrie d'origine⁸⁴². En l'occurrence, ceux-ci semblent s'être peu mobilisés pour la défense de leurs « frères restés au pays », et l'association d'aide aux Bosniaques, le *Bosna-Herzek Grubu*, créée au début du conflit, a plus rassemblé des islamistes turcs que des Turcs d'origine bosniaque. Ils ont, en revanche, aidé leurs cousins éloignés réfugiés en Turquie, en les accueillant chez eux ou en les aidant dans leur recherche de travail ou dans leur insertion dans le

⁸³⁸ Étienne Copeaux et Stéphane Yerasimos, *op. cit.*, p. 156.

⁸³⁹ Le principal artisan de ce détournement de fonds fut Süleyman Mercumek, conseiller financier du *Refah*. Il fut condamné, en janvier 1996, à une peine de quatre ans de prison. Les fonds collectés auprès des Turcs d'Allemagne par l'intermédiaire du *Milli Görüş* furent également détournés.

⁸⁴⁰ Philip Robins, "Coping with Chaos: Turkey and the Bosnian Crisis", *Mediterranean Politics*, Vol. 1, 1994, p. 106.

⁸⁴¹ 700 000 personnes en février 1992 à Thessalonique, un million à Athènes en décembre 1992.

⁸⁴² Ces Bosniaques ont émigré en Anatolie, principalement à Istanbul, à la fin du XIXe siècle après la conférence de Berlin en 1878 qui transféra l'administration de la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche-Hongrie, et au début du XXe siècle après les guerres balkaniques.

pays⁸⁴³. La firme Enka (bâtiment et travaux publics), dirigée par des Turcs d'origine bosniaque, se targue ainsi d'avoir embauché à tour de bras des réfugiés⁸⁴⁴.

La solidarité vis-à-vis des musulmans de Bosnie-Herzégovine s'est essentiellement exprimée par la voie de l'aide humanitaire et par quelques autres actions surtout spectaculaires et symboliques comme l'offre de 75 lits pour les victimes de guerre à l'hôpital de Bakırköy en août 1993⁸⁴⁵. Selon Ahmet Kalkanoglu, directeur du Croissant Rouge turc, la Turquie aurait envoyé de novembre 1991 jusqu'au début de l'année 1997, plus de 8 300 tonnes de médicaments, vêtements et autres subsides, pour une valeur de 16 millions de dollars⁸⁴⁶. La Turquie a surtout accueilli sans restriction les réfugiés bosniaques, et leur a même offert des facilités d'installation, toutefois réduites compte tenu de la situation économique du pays. De nombreux réfugiés ont pu s'installer auprès de leurs familles à Istanbul mais le gouvernement turc a également dû ouvrir des camps de réfugiés. Le plus grand camp a été ouvert à Kırklareli, en Thrace près de la frontière bulgare, en juin 1992. Il s'agit de préfabriqués construits en 1989 au moment de l'arrivée massive de Turcs de Bulgarie. 2 400 personnes se trouvaient dans ce camp à la fin de l'année 1994⁸⁴⁷. Ils n'étaient plus que 150 à l'automne 1998 et l'administration prévoyait de le fermer⁸⁴⁸. Les Albanais du Kosovo y ont finalement été installés au printemps 1999. Les autres camps (Tekirdağ, Istanbul/Üsküdar) étaient en fait des Guest Houses (écoles et autres bâtiments administratifs réquisitionnés pour l'occasion). Un total de 2 800 Bosniaques se trouvait en 1994 dans ces logements de circonstance⁸⁴⁹. Une école pour les enfants bosniaques avait été ouverte dans le camp de Kırklareli en janvier 1994 et la Turquie avait fait venir 19 enseignants de Bosnie-Herzégovine⁸⁵⁰. L'opinion publique turque semble s'être en fait satisfaite de ces quelques actions symboliques et de l'accueil somme toutes chaleureux réservé aux réfugiés bosniaques⁸⁵¹.

⁸⁴³ Voir l'enquête de Belkıs Kümbetoğlu dans le quartier de Pendik à Istanbul : "Göçmen ve sığınmacı gruplardan bir kesit : Bulgaristan göçmenleri ve Bosnalı sığınmacılar", in Kemâli Saybaşılı, Gencer Özcan (ed.), *Yeni Balkanlar, eski sorunlar*, Istanbul, Bağlam, 1997, pp. 243-252.

⁸⁴⁴ Voir le reportage de Caroline Brizard, "Bosnie : Les cousins de Turquie", *Le Nouvel Observateur*, 28 janvier - 3 février 1993, p. 61.

⁸⁴⁵ Sur cet hôpital bosniaque, voir, par exemple, le reportage de Figen Akşit, "Size ihtiyaçları var", *Tempo*, n°38, 20 septembre 1995, pp. 54-56. A cette date, 295 Bosniaques avaient été soignés dans cet hôpital.

⁸⁴⁶ *Newspot*, n°1-4, 1997 (édition internet).

⁸⁴⁷ Kemal Kirişçi, "Post-Second World War Immigration From the Balkan Countries to Turkey", *New Perspective on Turkey*, n°12, printemps 1995, pp. 71-72.

⁸⁴⁸ Source : ambassade de Bosnie-Herzégovine en Turquie au 16 octobre 1998.

⁸⁴⁹ Kemal Kirişçi, *op. cit.*, pp. 71-72.

⁸⁵⁰ *Newspot*, 28/1/94.

⁸⁵¹ Selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié dans *Türkiye* (édition du 24/9/92) et dont Étienne Copeaux et Stéphane Yerasimos nous font part (*op. cit.*, p. 159), si 67% des personnes interrogées pensaient qu'il fallait exclure la

Du point de vue officiel, le gouvernement a agi avec une grande prudence. La Turquie a dans un premier temps soutenu le maintien de l'unité yougoslave puis a reconnu collectivement les quatre républiques sécessionnistes de l'ex-Yougoslavie en février 1992. Elle ne s'est ensuite pas départie de cette approche indifférenciée de l'ensemble des républiques ex-yougoslaves⁸⁵². Les dirigeants musulmans de Bosnie-Herzégovine se sont déplacés à plusieurs reprises à Ankara et ont demandé à la Turquie son soutien politique. Effectivement, la Turquie a développé une active diplomatie pour convaincre la communauté internationale d'intervenir en Bosnie-Herzégovine. Elle est régulièrement intervenue auprès des différents organismes internationaux et régionaux dont elle est membre, notamment l'OTAN, la CSCE, l'ONU et l'Organisation de la Conférence Islamique.

Dès avril 1992, le Président Özal a envoyé un message à plusieurs leaders mondiaux (États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Égypte, Arabie saoudite et Iran), demandant une intervention plus énergique de la communauté internationale dans la résolution du conflit bosniaque. Quelques mois plus tard, à la réunion de la CSCE à Helsinki en juillet 1992, le Premier ministre Demirel a insisté sur la nécessité d'une intervention militaire internationale en Bosnie-Herzégovine et rappelé que la Turquie était prête à participer. La CSCE semblant assez peu efficace dans la résolution des conflits locaux, c'est finalement surtout auprès de l'ONU que la Turquie a exercé son lobbying. Le plan d'action soumis au Conseil de sécurité le 7 août 1992 suggérait d'imposer un ultimatum à Belgrade demandant l'arrêt de son soutien aux Serbes de Pale, faute de quoi des frappes aériennes seraient réalisées à son encontre⁸⁵³. En juin 1993, le Président de la Turquie (il s'agissait cette fois-ci de Süleyman Demirel, Turgut Özal étant décédé entre-temps), a de nouveau envoyé un nouveau message aux dirigeants des pays membres du Conseil de sécurité, insistant, cette fois-ci, sur la nécessité de maintenir l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine et de lever l'embargo sur les armes.

Outre les initiatives unilatérales auprès de l'ONU, la Turquie a tenté de mobiliser cet organisme au travers de l'influence des pays musulmans. Elle a notamment multiplié ses initiatives diplomatiques *via* l'OCI alors qu'elle en assurait la présidence, entre juin 1992 et avril 1993. Deux réunions extraordinaires des ministres des Affaires étrangères de l'OCI ont été organisées sous sa présidence : en juin 1992 à Istanbul, puis en décembre 1992 à Djeddah (Arabie saoudite). La déclaration finale adoptée à l'issue de la rencontre d'Istanbul condamnait les agressions des Serbes

Serbie des instances internationales et 76% qu'il fallait envoyer une force de l'ONU en Bosnie-Herzégovine, ils étaient 50% à s'opposer aux bombardements et 44% à s'opposer à une participation militaire de la Turquie (contre 42%).

⁸⁵² A l'exception formelle de ses relations avec la Serbie/RFY, l'ambassadeur yougoslave à Ankara ayant été rappelé en janvier 1992 et l'ambassadeur turc à Belgrade en mai 1992. Les contacts avec la Serbie n'avaient cependant pas été rompus.

⁸⁵³ Sur ce plan d'action, voir Ahmet Parla, "No More Dark Pages in History", *Turkish Review*, hiver 1992, p. 16, et Philip Robins, *op. cit.*, p. 122.

et lançait un appel aux Nations unies pour intervenir, y compris militairement. En août 1992, c'est en tant que président de la Conférence islamique que la Turquie a demandé à l'Assemblée Générale des Nations unies de prendre position sur le retour des réfugiés, le libre accès de la Croix rouge aux camps de détentions serbes et la fin de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie-Herzégovine⁸⁵⁴. Les demandes de levée de l'embargo sur les armes, de retrait des armes lourdes serbes autour de Sarajevo, de contrôle de l'acheminement de l'aide humanitaire et d'intervention militaire « limitée » ont été réitérées à de multiples reprises par l'OCI et notamment lors des réunions de Djeddah (décembre 1992), Dakar (janvier 1993), Karachi (avril 1993), Islamabad (juillet 1993), et Genève (janvier 1994), et lors des sessions du groupe de contact de l'OCI. Le groupe de contact de l'OCI⁸⁵⁵, créé en juin 1992 et dirigé par Mustafa Aksin, le représentant permanent de la Turquie aux Nations unies, avait pour mission d'intervenir auprès de l'ONU. Par la suite, la Turquie a également assuré la présidence du Groupe de mobilisation de l'aide à la Bosnie-Herzégovine (*Assistance Mobilization Group*) créé par l'OCI en octobre 1995. Enfin en juillet 1993, à la réunion d'Islamabad, sept pays musulmans, dont la Turquie, ont offert de contribuer pour environ 17 000 hommes à la force onusienne de maintien de la paix⁸⁵⁶.

La Conférence sur la Bosnie-Herzégovine, qui a réuni à Istanbul le 25 novembre 1992 les ministres des Affaires Étrangères des pays balkaniques, a, en revanche, plus été perçue comme une tentative de resserrer ses liens régionaux et d'affirmer son rôle et son influence dans les Balkans que comme une réelle contribution au processus de paix en Bosnie-Herzégovine⁸⁵⁷. Ni la RFY ni les médiateurs Cyrus Vance et Lord Owen n'étaient présents et la Grèce avait décliné l'invitation contestant la présence de représentants macédoniens. La déclaration conjointe adoptée à l'issue de cette rencontre demandait aux Nations unies de déployer des forces dans les régions adjacentes à la Bosnie-Herzégovine afin de circonscrire le conflit.

Dans leurs différentes initiatives diplomatiques, les dirigeants turcs ont surtout insisté sur deux points : la levée de l'embargo qui, selon eux, privait les musulmans d'un approvisionnement en armes alors que les Serbes pouvaient largement se servir dans les stocks de l'ex-armée fédérale yougoslave ; et l'application des décisions de l'ONU quitte, pour ce faire, à recourir à une intervention militaire limitée. Les Serbes étaient officiellement désignés comme les agresseurs et l'inaction de l'Occident critiquée. Enfin, la Turquie s'est également déclarée opposée au plan de

⁸⁵⁴ Radovan Vukadinović, "La fin de la Yougoslavie et l'instabilité balkanique", *Les cahiers du CERJ*, n°4, 1992, p 36.

⁸⁵⁵ Membres : Turquie, Égypte, Arabie saoudite, Sénégal, Pakistan, Iran, Malaisie, Tunisie.

⁸⁵⁶ Ces sept pays sont le Bangladesh, l'Iran, la Malaisie, le Pakistan, la Palestine (OLP), la Tunisie et la Turquie. C'est l'Iran qui s'est engagée le plus lourdement (10 000 hommes). Duygu Bazoğlu Sezer, "Impact sur les relations de la Turquie avec l'Europe occidentale", *Cahiers de Chaillot*, n°17, octobre 1994, p. 79 ; RFE/RL Daily Report, 14/7/93.

division en dix provinces de la Bosnie-Herzégovine (plan Vance-Owen) qui, selon les termes de l'ancien Président Turgut Özal, correspondait à un découpage ethnique effectué dans le sang. Après l'annonce de ce plan de paix en janvier 1993, la Turquie, édifiée sur l'efficacité de ses initiatives diplomatiques, est intervenue plus rarement. Le décès du Président Özal trois mois plus tard, une plus grande indifférence de la presse turque (préoccupée par ailleurs par les offensives arméniennes au Haut-Karabakh au printemps), ont contribué à ce relatif désengagement diplomatique turc⁸⁵⁸.

La Turquie s'était par ailleurs déclarée prête à contribuer militairement à la constitution d'une force internationale pour intervenir dans ce conflit. Après quelques hésitations dues aux réticences des pays des Balkans, 1 500 soldats turcs ont finalement été déployés dans le cadre de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) à partir de juin 1994. Ce contingent a été déployé à Zenica en Bosnie centrale dans une zone peuplée de Croates et de musulmans. La Turquie participait déjà à la mission de contrôle de l'application de l'embargo en Adriatique (une frégate envoyée en juillet 1992) ainsi qu'à la surveillance de la zone d'interdiction aérienne dans le cadre de l'opération « Deny Fly » confiée à l'OTAN en avril 1993 (18 F-16 turcs stationnés sur la base de Ghedi en Italie). Après les accords de Dayton, les troupes turques ont été placées sous le contrôle de l'IFOR (1 500 hommes)⁸⁵⁹ puis de la SFOR (1 300 hommes). Le contingent turc a été déployé dans la zone sous contrôle américain (Zenica et Tuzla).

La Turquie n'a pris aucune part active à la résolution de ce conflit. En revanche, elle a partiellement pris en charge, en collaboration avec les États-Unis, la formation de l'armée de la nouvelle fédération croato-bosniaque. Un accord a été signé dans ce sens entre les dirigeants turcs et bosniaques le 20 janvier 1996. La Turquie s'est engagée à former les cadets de l'armée de la fédération pour un montant de deux millions de dollars. Cet engagement a été réitéré lors de la conférence d'Ankara organisée conjointement par la Turquie et les États-Unis en mars 1996 et destinée à réunir des contributions internationales pour ce programme⁸⁶⁰. La formation des 200 premiers soldats a commencé en mai 1996 dans deux bases près d'Ankara (écoles d'Etimesgut et de Polatli)⁸⁶¹. Cette formation militaire a plus particulièrement porté sur le maniement des chars M60 (les États-Unis avaient fourni 45 véhicules de ce type à la Bosnie) et sur l'artillerie. La totalité des

⁸⁵⁷ La conférence aurait même été organisée sans, voire contre, l'avis des États-Unis. Philip Robins, *op. cit.*, p. 118 et 123.

⁸⁵⁸ Philip Robins, *op. cit.*, pp. 106-107, 123-124.

⁸⁵⁹ Les soldats turcs furent, à cette occasion, remplacés par de nouvelles troupes (janvier 1996). Le contingent turc comprenait une compagnie d'infanterie, une compagnie de chars, une équipe spécialisée dans le déminage, des unités de soutien logistique et une unité médicale. *Turkish Probe*, 30 août 1996, p. 4 ; *Turkish Daily News*, 26/1/96, 29/1/96 ; *Hürriyet*, 23/1/96, 24/1/96 ; *Cumhuriyet*, 26/1/96.

⁸⁶⁰ Sur cette conférence, voir *Cumhuriyet*, 11/7/96 ; OMRI Daily Digest, 15/3/96, 18/4/96.

⁸⁶¹ *Sabah*, 21/5/96.

unités blindées de l'armée bosniaque aurait été entraînée en Turquie⁸⁶². Le 9^{ème} terme de l'entraînement des forces bosniaques en Turquie a débuté le 6 juillet 1998 et s'est achevé fin septembre 1998. Le commandant du centre d'entraînement d'Etimesgut a déclaré à cette occasion que 77 officiers, 121 officiers sans commandement et 651 soldats de « l'armée bosniaque » (*sic*) avaient été formés en Turquie⁸⁶³.

L'entraînement de ces soldats a commencé en mai 1996, donc avant que les États-Unis n'entreprennent eux-mêmes d'envoyer des instructeurs en Bosnie. Washington contestait la présence sur le sol bosniaque d'une centaine de combattants iraniens et exigeait leur départ avant de commencer la formation des soldats bosniaques. Le porte-parole du département d'État américain, Nicholas Burns, a démenti avoir demandé à Ankara de stopper également, pour les mêmes motifs, sa collaboration militaire avec la Bosnie-Herzégovine⁸⁶⁴. L'accord entre les États-Unis et la fédération croato-bosniaque sur le « Train and Equip Program » a finalement été signé en juillet 1996. Il semble qu'il y ait donc eu ici une légère discordance entre la politique américaine officielle, qui a cautionné le début de l'aide militaire au retrait des mujahidin et à la rupture des étroites relations entre le SDA d'Izetbegović et l'Iran, et la Turquie qui n'a pas attendu. Mais il n'est pas exclu que les États-Unis aient, une fois de plus, utilisé leur allié turc pour entreprendre une action qu'ils ne pouvaient eux-mêmes publiquement mener. La complaisance des autorités américaines vis-à-vis des livraisons d'armes iraniennes durant le conflit avaient déjà été révélée⁸⁶⁵. L'influence de la Turquie laïque (et de ses instructeurs militaires) a sans doute ensuite été jugée précieuse par les États-Unis à un moment où ils cherchaient à rompre les liens établis entre les musulmans de Bosnie-Herzégovine et les Iraniens. Apparemment, la Turquie avait déjà approvisionné la Bosnie-Herzégovine en armes durant le conflit. Dans un entretien accordé au quotidien *Hürriyet* le 4 décembre 1994, l'ancien chef d'état-major Doğan Güreş a déclaré que la Turquie avait clandestinement fourni des armes aux Bosniaques. Il n'a pas donné de précisions sur la nature et la quantité de ces armes, mais a indiqué que 90% des livraisons avaient été saisies par les Croates⁸⁶⁶. Là encore, cette action n'a pu être menée qu'avec le consentement des Américains (qui ne pouvaient pas ne pas être au courant), voire à leur demande.

⁸⁶² *Milliyet*, 9/6/97.

⁸⁶³ Anadolu Ajansı, 1/10/98.

⁸⁶⁴ *Turkish Daily News*, 14/6/96.

⁸⁶⁵ Cf. *supra* « Les États-Unis et les Balkans : une traduction de l'alliance turco-américaine hors cadre otanien » (chapitre 1, 2^{ème} partie).

⁸⁶⁶ Aux dires des dirigeants de pays (Turquie ou Iran) qui ont admis avoir livré des armes aux Bosniaques, la quasi totalité serait toujours tombée aux mains des Croates ! Il est vraisemblable qu'un accord tacite avait été conclu (avec l'approbation des États-Unis) pour la mise en place de ce pipeline croate. Aucune réaction officielle en Turquie n'a suivi les déclarations de Doğan Güreş. On est en droit de s'interroger sur les motifs qui ont présidé à cette divulgation par le

Ankara a également signé en juin 1996, lors de la visite du Président Tudjman, un accord de coopération militaire avec la Croatie prévoyant l'entraînement d'officiers croates en Turquie⁸⁶⁷. Le deuxième contingent de la fédération croato-bosniaque arrivé en août 1996 en Turquie pour y être formé, comprenait donc également 45 Croates aux côtés de 188 musulmans⁸⁶⁸. Dès 1994, la Turquie a en fait apporté son soutien au rapprochement entre les musulmans et les Croates de Bosnie-Herzégovine, effectué sous l'étroite tutelle des Etats-Unis. Elle a organisé plusieurs réunions trilatérales entre les représentants turcs, croates et musulmans bosniaques, sans qu'il soit possible de distinguer si ces réunions avaient été organisées de sa propre initiative ou sur une suggestion américaine. Après la création de la fédération croato-bosniaque en mars 1994, des réunions tripartites entre les ministres des Affaires Étrangères ont été organisées tous les ans (juillet 1994, septembre 1995, mai 1996, etc.) et lors de ses voyages en Bosnie-Herzégovine, le Président S. Demirel s'est systématiquement rendu en Croatie (juillet 1994, février 1995, juillet 1995, etc.). En septembre 1995, lors d'une rencontre entre les trois ministres des Affaires Étrangères en marge des négociations de paix à New York, le ministre bosniaque a demandé à la Turquie une assistance pour encadrer le retour des réfugiés. Le mois suivant, le 23 octobre, un accord sur la création d'une force de police tripartite destinée à encadrer le retour en Bosnie-Herzégovine des musulmans réfugiés en Croatie a été signé lors d'une rencontre entre les Présidents Demirel, Tudjman et Izetbegović à New York (force composée de 200 policiers dont 100 musulmans bosniaques, 50 Croates et 50 Turcs). Les 50 spécialistes turcs sont arrivés en Croatie le 5 décembre 1995. Ils ont en fait essentiellement encadré le retour des 15 000 fidèles du rebelle bosniaque, Fikret Abdić, à Velika Kladusa (région de Bihać)⁸⁶⁹.

En revanche, tout comme avec ses deux autres partenaires politiques et militaires dans la région, l'Albanie et la Macédoine, le gouvernement turc a été quelque peu parcimonieux dans ses crédits accordés au nouvel État bosniaque. Les 80 millions de dollars promis au début de l'année 1996, et dont seule une trentaine de millions ont été débloqués à ce jour, semblent bien peu au regard des besoins de ce pays ravagé par la guerre et bien peu au regard des capacités financières de la Turquie, somme toute pas si minces. A la fin de l'année 1996, sur un total de 1 857 millions

dirigeant d'une armée où les écarts de conduite sont rares et durement sanctionnés. Aucune sanction disciplinaire n'a été prise à l'encontre de Doğan Güreş.

⁸⁶⁷ *Turkey Today*, mai/juin 1996.

⁸⁶⁸ *Turkish Probe*, 30 juin 1996, p. 4.

⁸⁶⁹ *Turkish Daily News*, 25/10/95, 6/12/95 ; OMRI Daily Digest, 23/10/95, 28/11/95. Ancien directeur de la puissante entreprise Agrokomer en Cazinska Krajina – et à ce titre notable influent de la région – Fikret Abdić s'était désolidarisé de la politique d'Izetbegović et avait proclamé, en juillet 1993, l'autonomie de son fief (« Province autonome de Bosnie occidentale »).

de dollars offerts par divers pays et organisations internationales, la Turquie n'avait offert que 26 millions de dollars soit 1,4% de l'ensemble des contributions⁸⁷⁰.

La Turquie s'est officiellement engagée à débloquer ces crédits lors de la deuxième conférence internationale sur les contributions à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine, organisée à Bruxelles en avril 1996. En mai 1996, durant sa visite en Bosnie-Herzégovine, le Premier ministre Mesut Yılmaz a promis que 20 millions de dollars seront débloqués durant l'année⁸⁷¹. A cette époque, seul un crédit de 6 millions avait été délivré, au début de l'année, pour rembourser une partie de la dette de la Bosnie-Herzégovine à Gazprom. La Russie avait en effet menacé, en décembre 1995, de couper son approvisionnement en gaz si Sarajevo ne payait pas la facture⁸⁷². Les 20 millions promis par M. Yılmaz ont été transformés en don par le Président Demirel lors de son voyage en Bosnie-Herzégovine en juin 1996. Sur ces 20 millions de dollars, un million – destiné à la reconstruction du pont de Mostar – a été débloqué en 1997 ainsi que 2,2 millions consacrés à la création d'opportunités d'emplois⁸⁷³. Le restant a été débloqué en août 1998 lors du voyage en Bosnie-Herzégovine du Vice-premier ministre Bülent Ecevit et se divise comme suit :

- 9,3 millions sont consacrés à la reconstruction du quartier de Dobrinja à Sarajevo (reconstruction de 850 logements – projet « Dobrinja V »). C'est la société turque Borova Yapi qui effectuera les travaux. L'appel d'offre ayant finalement été conclu à 7,5 millions de dollars, Bülent Ecevit a déclaré que le restant était à la disposition du gouvernement bosniaque.
- Quatre millions doivent être utilisés pour la remise en service de la compagnie aérienne bosniaque (Airbosna).
- 500 000 dollars sont alloués à l'institut technique de Zenica.
- Reste trois millions qui servent d'acompte à l'Eximbank⁸⁷⁴.

Quant au 60 millions de crédits, ils tardent également à être débloqués. L'Eximbank turque exige en effet la garantie de la banque de Bosnie-Herzégovine (garantie que les Serbes bloquent) et non celle de la seule banque bosniaque. Deux accords sur l'emploi de cinq millions ont ainsi été

⁸⁷⁰ Turan Aydın, "Bosna-Hersek'teki yeniden çalışmaları ve Türkiye", *Avrasya Etüdüleri*, Vol. 3, n°2, été 1996, pp. 64-65.

⁸⁷¹ *Hürriyet*, 23/5/96 ; *Türkiye*, 24/5/96.

⁸⁷² La Turquie a immédiatement annoncé qu'elle prenait en charge une partie de cette dette (*Turkish Daily News*, 22/12/95). La décision fut officiellement confirmée à la conférence de Bruxelles sur la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine les 20 et 21 décembre 1995. *Milliyet*, 26/12/95.

⁸⁷³ Anadolu Ajansı, 23/1/98. L'accord sur la donation d'un million de dollars pour le pont de Mostar a été signé en novembre 1997. RFE/RL Newslines, 11/11/97. Un « fonds Izetbegović » a, par ailleurs, été créé à l'initiative de la Turquie pour rassembler des financements pour la reconstruction de ce pont.

⁸⁷⁴ Entretien avec Tülin Kalkay, chef du département « crédit » à l'Eximbank, 26 octobre 1998. Anadolu Ajansı, 29/8/98, 30/8/98 ; *Milliyet*, 1/9/98.

annulés faute de garanties jugées suffisantes par l'Eximbank⁸⁷⁵. En août 1998, les dirigeants turcs et bosniaques se sont finalement mis d'accord sur l'utilisation de 10 millions de ces crédits pour le financement de la modernisation de l'usine d'aluminium de Zenica. La matière première sera achetée en Turquie et traitée à Zenica, et la modernisation de l'usine sera assurée par la société turque Kardemir⁸⁷⁶.

Quant aux échanges avec la Bosnie-Herzégovine, ils étaient quasi nuls durant la période du conflit (total de trois millions de dollars d'échanges en 1993, six millions en 1996⁸⁷⁷). Ils ont quelque peu repris depuis lors, mais restent très bas : 25 millions de dollars en 1997⁸⁷⁸ ; et seules une trentaine d'entreprises turques étaient présentes en Bosnie-Herzégovine⁸⁷⁹. Il s'agit principalement de PME mais aussi de quelques importants holdings comme Tefken ou Enka. Comme ailleurs dans les Balkans, les PME turques ont notamment investi dans la fabrication de pain. Deux entreprises de construction turques (Borova et TML) se sont vues adjudger un important contrat de reconstruction d'habitations et d'un hôpital en 1998⁸⁸⁰. Enfin, une filiale de la banque nationale Ziraat Bank a été inaugurée en mars 1997 (avec un capital de 10 millions de DM)⁸⁸¹, et une banque turco-bosniaque a été créée en partenariat entre deux entreprises turques et la banque centrale bosniaque (accord signé en mars 1996, capital initial de 200 000 dollars)⁸⁸². L'accord sur la protection et l'encouragement des investissements réciproques a été signé en janvier 1998 et celui sur la prévention de la double taxation deux mois plus tard. En mars 1998, le conseil économique mixte (JEC) turco-bosniaque s'est réuni pour la première fois. Un protocole de coopération sur les relations économiques et commerciales, les transports et télécommunications et l'agriculture a été signé à l'issue de cette rencontre. Enfin, le bureau de TICA à Sarajevo a été inauguré lors du voyage de Tansu Çiller en novembre 1995. TICA a notamment financièrement contribué à l'envoi d'experts turcs en statistiques en Bosnie-Herzégovine (protocole de coopération entre les deux instituts nationaux de statistiques signé en mai 1995) et a fourni l'institut de statistiques bosniaque en ordinateurs⁸⁸³. Dans le domaine de l'éducation, le collège turc Fatih reçoit

⁸⁷⁵ Entretien avec Tülin Kalkay, *op. cit.*. Il s'agissait notamment d'un projet de financement de la construction d'une usine à Breza pour un montant de 3 millions de dollars (accord signé entre l'ambassadeur de Bosnie-Herzégovine et le directeur de l'Eximbank en octobre 1997). Voir *Eurasian File*, n°85, octobre 1997/2, p. 3.

⁸⁷⁶ *Cumhuriyet*, 1/9/98.

⁸⁷⁷ Turan Aydın, *Bosna-Herzek Dosyası*, Istanbul, DEIK, février 1996, cité par Nurcan Özcan, "Globalleşme ve Türkiye'nin Balkan Ekonomi Politikası (1989-1997)", *Iktisat Dergesi*, janvier 1998, p. 61.

⁸⁷⁸ Anadolu Ajansı, 2/3/98.

⁸⁷⁹ *Eurasian Files*, n°81/82, août-septembre 1997/1, p. 4.

⁸⁸⁰ Anadolu Ajansı, 16/7/98. La société Borova Yapı n'a bénéficié de ce contrat que dans le cadre d'un crédit ouvert par l'Eximbank turc.

⁸⁸¹ *Cumhuriyet*, 18/3/97 ; *Eurasian File*, n°81/82, août-septembre 1997, p. 4..

⁸⁸² Turan Aydın, "Bosna-Herzek'teki yeniden ...", *op. cit.*, p. 67 ; *Türkiye*, 24/5/96.

⁸⁸³ *Eurasian Files*, n°84, octobre 1997/1, p. 8.

quelques subventions et bourses pour ses étudiants mais d'un montant peu élevé (le montant annuel des bourses était, à la mi-1998, d'environ 300 FF)⁸⁸⁴.

Le cadre juridique a donc été lent à se mettre en place. Ce n'est qu'en 1998 que les accords encadrant le commerce ont été signés et que le conseil économique mixte s'est réuni pour la première fois. Les quelques 30 ou 40 firmes turques à avoir investi en Bosnie-Herzégovine semblent bien peu comparé aux 4 ou 5 000 entreprises turques présentes en Roumanie ou en Bulgarie, et le volume des échanges (25 millions de dollars en 1997) également peu élevé comparé aux 750 millions avec la Roumanie. Les entrepreneurs turcs sont forcément peu attirés par ce marché mais l'État turc n'a pas jugé judicieux d'inciter ces derniers à y investir par une politique de crédits et la rapide signature des accords réglemant le commerce bilatéral.

Enfin, une bonne partie des musulmans qui avaient trouvé refuge en Turquie durant le conflit est repartie ; sont restés en fait essentiellement les Bosniaques dont les maisons se trouvent en territoire serbe. Selon l'ambassade de Bosnie-Herzégovine à Ankara, il ne restait plus, en octobre 1998, que 300 Bosniaques en Turquie, dont la moitié dans le camp de Kırklareli (sous le statut de réfugié)⁸⁸⁵. Mais ce chiffre est certainement beaucoup plus élevé, de nombreux Bosniaques vivant en Turquie sans permis de séjour, et notamment ceux qui avaient trouvé asile chez des membres éloignés de leur famille. Le quotidien *Zaman* notait dans un reportage publié le 2 novembre 1997, qu'il y avait encore 3 550 Bosniaques dans le quartier de Bayrampaşa à Istanbul, séjournant en Turquie pour la plupart clandestinement. En 1997, 760 permis de séjours ont été accordés aux Bosniaques, alors que 341 Bosniaques bénéficiaient déjà d'un statut temporaire⁸⁸⁶.

Le conflit en Bosnie-Herzégovine a en fait surtout été un thème facilement exploitable – et rentable – lors des campagnes électorales, permettant au Refah de dénoncer la passivité des autorités turques et poussant les dirigeants des autres partis à surenchérir. Tansu Çiller s'est ainsi rendue à deux reprises à Sarajevo, en février 1994, quelques semaines avant les élections municipales (mars 1994) et de nouveau le 28 novembre 1995, quatre semaines avant les législatives du 24 décembre. Le conflit en Bosnie a d'autre part servi de fond de commerce électoral au Refah, et, dans ce contexte, il importait de ne pas laisser le monopole de l'indignation à M. Erbakan, d'où les condamnations des massacres, critiques de l'ONU, etc. Mais au-delà de cette stratégie déclaratoire, les options de la Turquie étaient limitées et les gouvernements turcs se

⁸⁸⁴ Anadolu Ajansi, 3/6/98.

⁸⁸⁵ Source : ambassade de Bosnie-Herzégovine en Turquie, 16 octobre 1998.

⁸⁸⁶ US Human Rights Reports, Press Release, 30 janvier 1998 (édition internet).

sont montrés prudents dans leurs actions. Après une période d'intense activisme diplomatique de mars 1992 à début 1993, la Turquie s'est effacée diplomatiquement. Comme pour le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la Turquie ne pouvait agir que de concert avec les pays occidentaux et une action unilatérale n'était pas envisageable, ni d'ailleurs souhaitée par les dirigeants turcs. L'intérêt, somme toute relatif, pour le sort des musulmans bosniaques, ne justifiait en aucun cas le coût financier, ou même en termes d'image (alors que celle-ci avait déjà été durablement éprouvée après l'intervention à Chypre en 1974), d'une intervention unilatérale. La méfiance généralisée à l'encontre des Turcs dans les Balkans interdit d'autre part toute initiative d'envergure sous peine de se voir accuser de « nouvelle » tentative de contrôler la région. Tout au long de ce processus diplomatique, la Turquie a été observée de près : par les pays balkaniques qui vérifiaient si la Turquie avait réellement rompu avec ses penchants guerriers d'autrefois, mais aussi par exemple par les républiques turcophones d'Asie centrale qui, elles, cherchaient à évaluer l'influence politique réelle de la Turquie. Et dans cette optique, la Turquie pouvait difficilement se permettre de paraître moins concernée que l'Iran, d'où les déclarations et les initiatives diplomatiques en faveur des musulmans de Bosnie-Herzégovine, mais son engagement sur le terrain est resté plutôt réservé et toujours dans le cadre d'une initiative internationale.

De façon générale, les tentatives des musulmans de Bosnie-Herzégovine d'islamiser leur combat ont été décevantes. Les actions de l'OCI se sont résumées à des demandes de levée de l'embargo et d'interventions militaires limitées, toujours liées aux décisions de l'ONU et de l'OTAN. Les contributions financières des pays musulmans au réarmement de la fédération croato-bosniaque ont également été plutôt symboliques. Seuls 140 millions de dollars ont été promis par l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis et le Koweït lors de la conférence de mars 1996 à Istanbul destinée à rassembler des contributions financières pour le réarmement de la fédération⁸⁸⁷. Quant aux contributions à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine, elles ont aussi été plutôt minces : 4% du total des aides débloquées en 1996 (50 millions de dollars pour l'Arabie saoudite et 23,7 millions pour les autres pays – c'est-à-dire bien peu par rapport aux 350 millions avancés par l'U.E. et 282 millions par les États-Unis)⁸⁸⁸. L'Iran avait promis 50 millions de dollars au sommet des pays musulmans sur l'assistance à la Bosnie-Herzégovine (avril 1996) mais n'en a débloqué qu'une petite partie. Sur les 24 pays musulmans invités à cette conférence, dix n'ont envoyé aucun représentant⁸⁸⁹. Ces chiffres ne prennent bien sûr pas en compte les livraisons clandestines (ou semi-clandestines) d'armements durant le conflit ou encore l'aide financière apportée par l'Iran au

⁸⁸⁷ *Military Watch*, 11/4/96 ; 11/7/96, 29/5/97 ; *Cumhuriyet*, 11/7/96.

⁸⁸⁸ Voir le tableau des contributions pour l'année 1996 présenté par Turan Aydın, "Bosna-Herzek'teki yeniden ...", *op. cit.*, pp. 64-65.

parti d'Izetbegović⁸⁹⁰. Les pays musulmans semblent en fait avoir été réticents à financer la reconstruction d'un pays officiellement dirigé par une fédération croato-bosniaque et ils craignaient de voir une grande partie de leur contribution financière absorbée par la partie croate. Enfin, ils restent soupçonneux à l'égard des dirigeants de la communauté musulmane du pays dont les liens avec l'Iran sont de notoriété publique.

Les pays musulmans et notamment les membres de l'OCI n'ont finalement eu aucune approche commune de ce conflit. Les uns ont reconnu la Bosnie-Herzégovine dès le début de l'année 1992 (l'Iran la première) d'autres en 1993, et la Libye aurait même très largement coopéré avec les Serbes⁸⁹¹. Enfin, par son active contribution au mouvement des non alignés, où les représentants du monde arabo-musulmans sont nombreux, la Yougoslavie/Serbie s'était attirée de nombreuses sympathies dans ce monde (Indonésie notamment). Seuls sept pays, et pour certains avec réticences, s'étaient déclarés prêts à s'engager militairement dans la résolution de ce conflit (réunion d'Islamabad, juillet 1993) et les mujahidin sur le terrain n'ont pas été si nombreux. Pourtant, alors que le conflit en Afghanistan ne mettait plus aux prises musulmans et chrétiens et alors que le conflit palestinien était entré dans une phase de négociations, il y avait là matière à mobiliser une *Umma* en quête de cause à défendre. Mais, au-delà de l'indifférence de certains, c'est la rivalité qui l'a emporté (notamment entre l'Iran, l'Arabie saoudite et la Turquie). Cette rivalité s'est surtout exprimée au travers de l'action des ONG islamiques ou islamistes, qui, sur le terrain, ont propagé leurs (différentes) visions de l'islam, et, au-delà, ont servi à illustrer la détermination de chacun à assister les musulmans opprimés⁸⁹². Cette affirmation d'une légitimité islamique visait aussi bien le reste du monde musulman (Arabie saoudite après la Guerre du Golfe notamment) que ses propres adeptes pour alimenter son discours anti-occidental (dénonciation de la cruauté des Serbes dans les prêches des imams, appel à la solidarité... et souscriptions populaires⁸⁹³). La communauté musulmane est d'ailleurs tout autant divisée et encore moins mobilisée sur le conflit au Kosovo. Il faut dire que l'expérience bosniaque a été peu concluante. Alija Izetbegović a rapidement choisi entre l'aide américaine et l'appui des pays musulmans qu'il avait pourtant recherché durant le conflit. Le communiqué final adopté à l'issue de la réunion de Qatar en mars 1998 s'est donc contenté de condamner la répression sur une large échelle au Kosovo et la

⁸⁸⁹ OMRI Daily Digest, 11/4/96.

⁸⁹⁰ Le PDA d'Izetbegović a admis avoir reçu de l'Iran 500 000 dollars en 1996. Mais il soutient que cet argent fut utilisé pour la reconstruction d'écoles et non pour financer sa campagne électorale. OMRI Daily Digest, 6/1/97.

⁸⁹¹ Selon Gérard Arboit ("Réalité de la pénétration islamique", *Confluences Méditerranée*, n°13, hiver 1994/95, pp. 96-97), la Libye aurait été une plaque tournante du trafic international dirigé par Belgrade et aurait notamment livré du pétrole à la Serbie, en violation de l'embargo.

⁸⁹² Jérôme Bellion-Jourdan, "Au nom de la « solidarité islamique » : réseaux transnationaux caritatifs et groupes de combattants en Bosnie-Herzégovine", in Xavier Bougarel (dir.), *Les dimensions islamiques de la crise dans les Balkans*, Paris, Ellipses, à paraître.

violation des droits de l'homme. La Turquie, l'Égypte et l'Iran avaient d'ailleurs chacune proposé leur propre texte aux membres de la conférence⁸⁹⁴.

⁸⁹³ La souscription organisée en Arabie saoudite aurait récolté environ 100 millions de ryals (22 millions de dollars). Paul Balta, "Mobilisation du monde musulman", *Le Monde Diplomatique*, juillet 1995, p. 4.

⁸⁹⁴ *Sabah*, 18/3/98 ; *Anadolu Ajansi*, 15/3/98.

3.2. LA PLACE DE L'ISLAM ET DE LA TURCITE DANS LA POLITIQUE BALKANIQUE DE LA TURQUIE

Sur l'ensemble de la région, la perception des Balkans – par les Balkaniques eux-mêmes – comme une zone de confrontation entre chrétienté et islam ne risque-t-elle pas de rejeter la Turquie vers ses coreligionnaires ? La Turquie est certes poussée à défendre les intérêts de ceux avec qui elle partage une certaine identité culturelle, elle-même issue d'une longue histoire commune, et tout simplement avec ceux qui accueillent favorablement son influence ou son appui. Le rôle historique joué par la Turquie dans la région et sa proximité géographique peuvent ériger ce pays en pôle d'attraction pour les musulmans balkaniques. La Turquie pourrait alors voir en l'islam un outil facilitant sa pénétration dans la région. Encore faudrait-il que cet outil soit pertinent. En d'autres termes, y a-t-il parmi les musulmans des Balkans un sentiment d'appartenance à une même communauté, et la Turquie a-t-elle une influence sur ces musulmans ?

Le primat du politique sur les affinités religieuses

Chacune de ces communautés (Albanais, Turcs de Bulgarie et de Thrace grecque, musulmans de Bosnie-Herzégovine, Pomaks, etc.) a conservé ses particularismes ethniques (langue, folklore), et même, dans certains cas, n'est pas homogène. Excepté quelques cas surtout dus à la proximité géographique de deux minorités musulmanes dans un grand ensemble chrétien (Turcs et Pomaks des Rhodopes, Albanais et Turcs en Macédoine), ces communautés musulmanes sont, en fait, peu en contact les unes avec les autres. Et d'ailleurs ni les Albanais ni les Turcs de Bulgarie ou de Thrace ne se sont précipités au secours de leurs « frères bosniaques » durant le conflit, ou plus récemment au secours des Albanais du Kosovo en proie à une violente répression serbe.

Même des communautés paraissant *a priori* proches, comme les Turcs de Bulgarie et ceux de Thrace, ne sont pas en relation. Il est vrai qu'elles ont été séparées pendant 50 ans par une frontière hermétique, doublée d'une zone interdite en Thrace grecque. De plus, alors que les Turcs de Bulgarie sont largement sécularisés, voire « modernisés » et « occidentalisés », selon les termes utilisés par les membres de cette minorité elle-même, ceux de Thrace sont plus profondément religieux. Quant aux Turcs de Macédoine, ils sont, contrairement aux Turcs de Thrace et de Bulgarie, plutôt citadins, et ont peu en commun avec leurs « frères » turcs des pays voisins. Les rapports des dirigeants de cette communauté avec les Albanais de Macédoine, beaucoup plus nombreux dans le pays, ont d'ailleurs tendance à se détériorer. La « communauté » albanaise est également déchirée entre les ex-Yougoslaves et les Albanais d'Albanie, ces derniers voyant plutôt dans leurs voisins Kosovars des arrivistes exploitant sans vergogne les opportunités commerciales

peu coûteuses offertes par le marché albanais. L'éclatement du conflit au Kosovo au début de l'année 1998 n'a pas provoqué l'élan de solidarité que l'on pouvait attendre d'une même communauté ethnique, et les partis politiques prônant la création d'une grande Albanie sont rares et peu représentatifs. Enfin, peu de caractéristiques communes liaient les différentes communautés musulmanes de Yougoslavie, et les relations entre ces communautés (Albanais, musulmans bosniaques, Turcs) étaient inexistantes ou entachées de suspicion⁸⁹⁵. Le panislamisme un temps prôné par le Parti de l'action démocratique (*Stranka Demokratske Akcije* - SDA) d'Alija Izetbegović n'a du reste pas connu un grand succès parmi les Turcs et les Albanais.

Le cas des Turcs de Thrace et de Bulgarie ayant émigré à Istanbul montre qu'il n'y a pas de réelle solidarité ethnico-régionale parmi les Turcs des Balkans (de même avec les réfugiés bosniaques). Si ceux-ci ont bien des contacts personnels dans les quartiers stanbouliotes où plusieurs minorités se côtoient (c'est le cas par exemple, du quartier de Zetinburnu où vivent des Turcs bulgares, des Turcs de Thrace et des réfugiés bosniaques), ils n'organisent ensemble ni fêtes religieuses ni rassemblements politiques ou culturels. Les associations représentants respectivement les Albanais du Kosovo, les Turcs de Bulgarie, les Turcs de Grèce ou les Turcs de Macédoine sont plutôt en concurrence (pour l'octroi de fonds ou la monopolisation de l'attention des autorités ou de la presse). En revanche, l'ensemble des « Turcs balkaniques » installés en Turquie se rallient unanimement sur un point : leur différence avec les Turcs de Turquie. Plus occidentalisés et modernes, moins islamisés, ils se perçoivent différemment et entretiennent cette différence (en mentionnant leur origine ou encore en cultivant leur accent). Les 300 000 Turcs de Bulgarie arrivés en 1989 peuvent d'ailleurs témoigner de leur spécificité turco-bulgare. Choqués par la présence de femmes voilées dans les rues d'Istanbul, ayant l'impression d'être dans une société plus fermée, désorientés par le chaos de la grande métropole stanbouliote (alors que la plupart des Turcs de Bulgarie étaient des ruraux), les turco-bulgares ont bien le sentiment d'être différents, plus européens que les Turcs de Turquie.

Quant à la Turquie, depuis la désintégration de l'Empire ottoman, elle s'est peu préoccupée de ces musulmans, pour certains géographiquement éloignés et ethniquement différents. Seule la « campagne de renaissance nationale » en Bulgarie entre 1984 et 1989 a motivé l'attention des dirigeants et de la presse et a eu d'importantes répercussions sur les relations bilatérales. La

⁸⁹⁵ Sur la diversité des communautés musulmanes dans l'ex-Yougoslavie, du point de vue social, de leurs rapports avec l'État ou encore du rôle que la religion peut avoir dans leur affirmation nationale, voir Marie-Paule Canapa, "L'islam et la question des nationalités en Yougoslavie", in Olivier Carré, Paul Dumont (dir.), *Radicalismes islamiques*, Paris, L'Harmattan, 1985, pp. 100-145. L'État yougoslave avait également cherché à promouvoir l'identité « ethnique » de certaines de ces communautés. C.N.O. Bartlett, "The Turkish Minority in Yugoslavia", *Bradford Studies on Yugoslavia*, n°3, 1980, 17 p. Les seules réelles relations suivies en Yougoslavie furent entre les Albanais du Kosovo et de Macédoine

Turquie n'a pourtant pas hésité à fermer sa frontière en août 1989 en espérant tarir les flux d'émigrés, après avoir, il est vrai, accueilli quelque 320 000 réfugiés. Depuis 1989, si l'on reste sensible en Turquie au sort des Turcs de Bulgarie, peu semble avoir été fait pour améliorer les conditions de vie de cette minorité. Le gouvernement de Necmettin Erbakan avait même annoncé sa décision d'expulser du pays les Turco-bulgares en situation irrégulière⁸⁹⁶. La Turquie a également tardé à accepter de participer au financement des écoles turques dans le pays (accord finalement signé à l'été 1998 entre les deux ministères des Affaires religieuses, après des menaces de fermeture de ces écoles par le gouvernement bulgare⁸⁹⁷). Enfin, contrairement aux promesses faites en 1991/1992, les investissements turcs dans le pays ne semblent pas se diriger particulièrement vers les régions de peuplement turc. Quant à l'intérêt porté aux Turcs de Thrace, il s'insère dans un contentieux beaucoup plus vaste entre la Grèce et la Turquie. Même le soutien apporté aux Turcs de Chypre relève, en fait, plus de considérations stratégiques que fraternelles⁸⁹⁸.

Le nettoyage ethnique subi par les musulmans de Bosnie-Herzégovine, voire le génocide dont ils ont été les victimes, n'a pu que provoquer la réaction scandalisée des autres musulmans des Balkans et de Turquie, qui considéraient que leurs coreligionnaires étaient massacrés précisément à cause de leur confession. D'autre part, plus les communautés musulmanes des Balkans sont isolées dans un environnement hostile (cas de la Bosnie-Herzégovine), plus elles accueillent chaleureusement un soutien extérieur, en l'occurrence celui d'Ankara, s'il se présente. Mais les Turcs ne semblent pas s'être précipités au secours de leurs frères bosniaques ; et si le gouvernement a forcément été sensible aux émois populaires provoqués par la description des massacres dans la presse, sa politique étrangère est restée fidèle aux intérêts de la nation, et non à ceux de l'*Umma* (communauté des croyants).

La mise en avant de l'islam reste tributaire des impératifs ou des options politiques. Et si Ankara et Tirana ont effectivement souligné leur fraternité de foi, celle-ci ne faisait qu'appuyer une volonté de rapprochement politique. Quant aux dirigeants (musulmans) de Bosnie-Herzégovine, ce n'est que lorsqu'ils se sont trouvés dans une situation délicate qu'ils se sont tournés vers la Turquie. Le panislamisme qu'ils prônaient se mariait d'ailleurs mal avec la laïcité kémaliste. Dans l'ensemble, l'islam n'est invoqué que pour justifier ou conforter un rapprochement politique

(mariages, Albanais de Macédoine allant étudier à l'université de Priština, etc.) et, dans une moindre mesure, entre les Turcs et Albanais de Macédoine.

⁸⁹⁶ Cette décision fut finalement annulée suite aux virulentes réactions de l'opposition. *Milliyet*, 22/2/97, 20/3/97 ; OMRI Daily Digest, 24/2/97.

⁸⁹⁷ Le ministère des Affaires religieuses (Diyanet) fournit dorénavant huit enseignants (six pour les trois lycées turcs et deux pour l'Institut islamique de Sofia).

⁸⁹⁸ Ce qui n'empêcha nullement la construction *a posteriori* (c'est-à-dire après l'intervention militaire de 1974) d'une solidarité ethnico-affective qui justifierait l'intervention.

préexistant, et recouvre donc une communauté d'intérêts politiques et non religieux. Au demeurant, les dirigeants turcs n'ont pas hésité à rapidement renouer contact avec les « agresseurs serbes » après la signature des accords de Dayton. Le 4 décembre 1995, quinze jours après la signature des accords et avant même la signature officielle à Paris le 14 décembre, une délégation diplomatique turque dirigée par le sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères s'est rendue à Belgrade et a délivré au Président Milošević un message de bonnes intentions de la part du Président Demirel⁸⁹⁹. Les accords de coopération réglant le commerce entre les deux pays ont ensuite rapidement été conclus. Les entrepreneurs turcs, y compris les membres du MÜSIAD (*Müsülman sanayici ve işadamları derneği*, Association des industriels et hommes d'affaires musulmans) de tendance islamiste⁹⁰⁰, attirés par les potentialités du marché serbe, ont poussé le gouvernement dans ce sens. De même, les relations avec la Croatie ont toujours été bonnes, y compris à l'époque où Croates et musulmans s'affrontaient en Bosnie-Herzégovine⁹⁰¹. Dès 1993, la Turquie a promis à la Croatie de lui octroyer un crédit de 100 millions de dollars. La Bosnie-Herzégovine, dévastée par la guerre, ne s'est jamais vue promettre que 80 millions.

Autre exemple de cette prééminence du politique sur le religieux, les réactions officielles de la Turquie face au conflit au Kosovo. On ne trouve ici ni l'énergique diplomatie des premiers mois qui ont suivi le déclenchement du conflit en Bosnie-Herzégovine, ni cette dénonciation des deux poids deux mesures de l'Occident. Pourtant, tout comme pour le conflit en Bosnie-Herzégovine, la Turquie a été sollicitée par ces « musulmans victimes de la répression serbe »⁹⁰². Mais, là encore, l'intérêt national prime sur la solidarité confessionnelle, historique et/ou culturelle. Contrairement au conflit bosniaque, le conflit au Kosovo est en effet considéré par l'ensemble des acteurs internationaux comme une affaire intérieure de la RFY. On voit mal la Turquie soutenir ce qui est perçu comme un mouvement sécessionniste alors qu'elle combat, sur son propre sol, un même type de mouvement (PKK kurde), dans une situation qui présente d'ailleurs quelques similitudes avec le cas kurde. Peu après le début de la répression serbe en mars 1998, le ministre des Affaires étrangères turc s'est rendu à Belgrade pour tenter de concilier les positions des deux parties (8

⁸⁹⁹ *Turkish Probe*, 8/12/95, p. 8 ; OMRI Daily Digest, 5/12/95.

⁹⁰⁰ Le MÜSIAD, créé en 1990, est une association d'hommes d'affaires se réclamant de l'islam. Elle regroupe principalement de très dynamiques PME implantées en Anatolie centrale mais aussi de grands holdings tels que Ihlas ou Kombassan. Ces « tigres de l'Anatolie » semblent bien peu intéressés par une coopération économique avec leurs « frères » bosniaques. Rappelons que les échanges bilatéraux avec la Bosnie-Herzégovine n'étaient que de 25 millions de dollars en 1997 (Anadolu Ajansi, 2/3/98).

⁹⁰¹ Ainsi, lors de la visite du Président Tudjman au printemps 1993 (30 avril-2 mai), alors que les affrontements entre Croates et musulmans étaient de plus en plus fréquents, la déclaration finale adoptée à l'issue de cette rencontre stipulait que : « L'agression serbe restée impunie est une autre cause de l'instabilité interne et source de méfiance, désillusions et frustrations parmi les musulmans bosniaques et les Croates, et conduit à de sporadiques accrochages ». *Turkish Probe*, 4 mai 1993, p. 13.

⁹⁰² Ainsi, le Premier ministre, Bujar Bukoshi a demandé à la Turquie d'envoyer des observateurs aux élections du 22 mars (Anadolu Ajansi, 17/3/98). Adem Demaqi a appelé la Turquie à jouer un rôle plus actif dans la région et à contribuer à la résolution du problème du Kosovo (Anadolu Ajansi, 15/10/98 ; *Cumhuriyet*, 16/10/98), etc.

mars). Il y a réaffirmé le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, et a négocié de nouveaux accords intergouvernementaux avec Belgrade. Le message du Président Demirel délivré au Président Slobodan Milošević à cette occasion stipulait que la Turquie, « elle aussi », avait à combattre le « terrorisme » sur son territoire ⁹⁰³.

Aucune action diplomatique de grande envergure n'a donc été entreprise par la Turquie. Tout au plus a-t-elle condamné la violence de la répression serbe et appelé Belgrade à négocier. Les dirigeants turcs ont affirmé, à plusieurs reprises, que la solution du problème du Kosovo devait être trouvée dans le cadre des frontières de la RFY. Ils se sont officiellement prononcés pour la restauration – et non l'octroi⁹⁰⁴ – des droits des Albanais du Kosovo (statut d'autonomie). Les seules propositions concrètes avancées par les dirigeants turcs (proposition du 16 mars et plan esquissé par le Président Demirel lors de son voyage en Albanie en juillet 1998) se bornent à appeler les deux parties à négocier sur cette base⁹⁰⁵. La Turquie a surtout réitéré ses appels au dialogue, et à un dialogue incluant les Turcs du Kosovo. Les Serbes souscrivent pleinement à cette requête qui leur permet de briser l'albanité du Kosovo et de multiplier les interlocuteurs. Déjà dans les années 70, les autorités yougoslaves avaient favorisé l'expression culturelle de ces Turcs, tentant ainsi de casser l'unité ethnique albanaise du Kosovo. Alors qu'il n'y avait aucune publication en turc dans la province, Belgrade avait, après les émeutes de 1968, autorisé la publication de plusieurs revues en turc et créé un département de turcologie à l'université de Priština⁹⁰⁶. Cette minorité ne regrouperait aujourd'hui plus que 12 000 personnes selon le recensement de 1991 (0,6% de la population de la province), mais les Turcs de la région soutiennent, eux, être au moins 40 000. Deux partis représentent cette minorité : le Parti populaire turc (*Türk Halk Partisi*) qui semble plutôt se ranger aux côtés des Albanais, et l'Union démocratique turque (*Türk Demokratik Birliği*), qui, elle, serait plutôt pro-serbe. Ce parti s'est opposé au boycott des élections et des écoles officielles depuis 1990/91, alors que le Parti populaire turc a, lui, présenté des candidats aux élections albanaïses (déclarées illégales par Belgrade) du 22 mars 1998⁹⁰⁷.

En revanche, la préoccupation majeure de la Turquie, comme des autres pays balkaniques, est d'éviter une extension du conflit à l'ensemble des Balkans, et là, son intérêt national est

⁹⁰³ Tanjug, 8/3/98 ; Reuters, 9/3/98.

⁹⁰⁴ Le distinguo est essentiel puisque les Albanais – contrairement aux Kurdes – ont bénéficié d'un statut d'autonomie. Les dirigeants turcs parlent donc systématiquement de « restauration » des droits des Albanais du Kosovo et de « garanties » des droits de toutes les minorités, y compris la minorité turque mentionnée expressément. Voir notamment les déclarations du Président Demirel lors de sa visite en Albanie en juillet 1998 (*Turkish Daily News*, 17/3/98 ; RFE/RL Newline, 15/7/98).

⁹⁰⁵ RFE/RL Newline, 13/7/98 ; Enter, 16/7/98 ; *Turkish Daily News*, 17/3/98 ; ATA, 15/7/98.

⁹⁰⁶ Détails de ces publications et de ce changement d'attitude dans C.N.O. Bartlett, *op. cit.*, pp. 11-12.

concerné. La Turquie a immédiatement renforcé, et de façon très concrète (livraison d'avions), sa coopération militaire avec la République de Macédoine où vit une importante communauté albanaise très liée à celle du Kosovo. Elle a également contribué à la force navale envoyée par l'OTAN dans le port albanais de Durrës⁹⁰⁸ et a très tôt (déclaration du ministre de la Défense début mars 1998⁹⁰⁹) proposé sa participation à une force de l'OTAN chargée de restaurer la paix au Kosovo. L'aviation turque a ensuite participé aux bombardements de la RFY au printemps 1999 (11 F-16 turcs déployés sur la base de Ghedi en Italie, totalisant un peu plus de 2000 heures de vols).

A l'exception des médias nationalistes et islamistes, la presse turque a loué l'approche « réaliste » du gouvernement. L'indépendance du Kosovo était clairement rejetée et on évoquait « l'action énergique » de la communauté internationale⁹¹⁰. Quant au quotidien *Türkiye*, de tendance nationaliste et islamiste, il a en général évité de prendre position. Les événements y étaient traités de façon relativement dépassionnée sur le mode « selon l'agence Reuters », « selon les Serbes », « selon Ibrahim Rugova »⁹¹¹. Cependant, comme pour la couverture du conflit bosniaque, mais dans une moindre mesure, le quotidien *Türkiye* n'a pas dédaigné de faire dans le spectaculaire. Ainsi pouvait-on lire dans l'édition du 31 août 98 que les Serbes éventraient littéralement les jeunes femmes albanaises enceintes (témoignage d'un jeune Kosovar à l'appui). La même édition annonçait également que la Serbie avait déployé des missiles S 300 au Kosovo. Enfin les éditorialistes sont, eux, plus vindicatifs, mais ce n'est pas une particularité de leur approche du Kosovo. Ils ont brodé sur le thème du scénario déjà vu (Bosnie) et évoqué le nouveau nettoyage ethnique ou les deux poids, deux mesures de la communauté internationale (*Türkiye*, 6 août 1998), voire le nouveau complot orthodoxe (*Türkiye*, 5 août 1998).

L'ébauche d'un nettoyage ethnique d'une immense ampleur au Kosovo (été 1998 et printemps 1999) a toutefois très sensiblement infléchi la position officielle de la Turquie. Quelle que soit la violence de la répression dans le sud-est anatolien, il n'y a plus de comparaison possible avec le Kurdistan et les dirigeants politiques, comme l'opinion publique, ont été sensibles à ces massacres. De nouveaux, des réfugiés ont afflué en Turquie. Le nouveau Premier ministre Bülent Ecevit a blâmé la Serbie et dénoncé la cruauté de ses dirigeants⁹¹².

⁹⁰⁷ Enter, 22/3/98.

⁹⁰⁸ Cette force otanienne est composée du bâtiment turque « Mer Noire », du bâtiment italien « Espero », du bâtiment espagnol « Canarias » et du bâtiment grec « Macedonia ». Anadolu Ajansi, 9/7/98.

⁹⁰⁹ *Le Monde*, 8-9/3/98.

⁹¹⁰ *Cumhuriyet*, 13/3/98 ; *Milliyet*, 8/7/98, 11/3/98.

⁹¹¹ Voir par exemple, «La diplomatie s'active au Kosovo», *Türkiye*, 6/7/98 ; «Dernier avertissement à Milošević», *Türkiye*, 24/9/98 ; «20 000 Kosovars fuient leur village», *Türkiye*, 31/7/98.

⁹¹² Anadolu Ajansi, 24/3/99.

Les minorités turques des Balkans : relais politiques et économiques ou obstacles au développement de bonnes relations entre la Turquie et les pays balkaniques ?

La Turquie a cependant pu user de son influence, directe ou indirecte, sur les Turcs et musulmans des Balkans lorsque son intérêt politique était en jeu ou encore lorsqu'il s'agissait de diffuser sa version de l'islam. Sa démarche n'est, dans ce cas, pas forcément isolée puisqu'elle peut répondre, tout comme en Asie centrale, aux attentes de son allié américain soucieux de contrecarrer l'influence d'un islam radical ou d'idéologies antiaméricaines. Ce jeu d'influence peut – ou pourrait – s'exercer de plusieurs manières : via les liens entre les communautés émigrés en Turquie et leurs « frères » restés au pays, via la création dans les Balkans d'associations, de partis politiques ou d'écoles ou encore via les médias (subventions de publications, diffusions de la télévision turque par satellite).

Avec le recul de l'Empire ottoman au XIXe siècle, puis son effondrement au début du XXe siècle, de nombreux Turcs et musulmans des Balkans s'étaient repliés sur le résidu de cet empire, Istanbul ou l'Anatolie⁹¹³. On estime à environ 10 millions le nombre de Turcs d'origine balkanique. Mais rien n'exprime dans ce chiffre, d'ailleurs controversé, le degré d'attachement de ces turco-balkaniques à leur pays d'origine. Les Turcs d'origine bosniaque, nous l'avons vu, ne se sont pas mobilisés pour la défense de la cause bosniaque durant le conflit, et ils ne représentent ni groupe de pression ni relais dans les relations entre la Turquie et la Bosnie-Herzégovine. Le *Bosna-Herzek Grubu*, créé au début du conflit l'a été à l'initiative du Refah et il était noyauté par les islamistes qui cherchaient là une cause mobilisatrice. L'ensemble des Balkaniques (turcs ou non turcs) arrivés en Turquie à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe siècle (essentiellement donc en provenance de Bosnie et de Roumanie) se caractérise d'ailleurs par un phénomène de mémoire courte. Les Balkans ont rapidement été oubliés au profit d'une intégration rapide en Turquie et peu de liens affectifs ont été conservés avec les lieux d'origine. Ces peuples venus s'installer sur les restes de l'empire à cette époque sont depuis longtemps intégrés, turcisés s'ils n'étaient pas Turcs, et ne jouent guère de rôle dans les relations turco-balkaniques si ce n'est la mise en avant d'un attachement culturel et sentimental, justifiant *a posteriori* et non *a priori* l'intérêt de la Turquie pour la région.

Les migrations vers la République de Turquie après 1923, dont les événements les plus saillants furent l'échange de population avec la Grèce en 1923 et les massives émigrations des

⁹¹³ Sur les musulmans des Balkans (poids démographique, répartition spatiale et migrations, situation vis-à-vis des autorités, réseaux associatifs, presse, religiosité, etc.), voir Alexandre Popovic, *L'islam balkanique. Les musulmans du sud-est européen dans la période post-ottomane*, Wiesbaden/Berlin, Otto Harrassowitz, 1986, et les nombreuses références bibliographiques mentionnées dans cet ouvrage.

Turcs de Bulgarie en 1950-51 et 1989, pourraient en revanche constituer un terreau plus fertile pour créer des relais (politiques ou économiques). De 1923 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, plus de 800 000 personnes auraient émigré des Balkans vers la Turquie (environ 200 000 de Bulgarie, 380 000 de Grèce, 120 000 de Roumanie et 115 000 de Yougoslavie)⁹¹⁴. Après la Seconde Guerre mondiale, ces migrations se monteraient à 187 000 pour les immigrés en provenance de Yougoslavie (principalement après l'accord de 1953 entre la Turquie et la Yougoslavie) et plus de 420 000 pour les Turcs de Bulgarie (155 000 durant les migrations forcées de 1950-1951, 120 000 dans les années 60 et 70, et au moins 150 000 en 1989⁹¹⁵). Ce qui porterait à environ un million et demi le nombre de « Balkaniques » arrivé en Turquie durant les soixante-dix dernières années⁹¹⁶.

Plusieurs associations représentent ces populations en Turquie, principalement à Istanbul. Les deux plus importantes associations, l'association de solidarité des Turcs de Thrace occidentale (*Batı Trakya Türkleri Dayanışma Derneği*) et celle des Turcs de Bulgarie (*Balkan Türkleri Dayanışma ve Kültür Derneği*)⁹¹⁷, bénéficient du soutien officiel des autorités turques. L'association des Turcs de Thrace représente en fait un instrument de pression sur la Grèce, notamment en sensibilisant l'opinion internationale sur la situation des Turcs de Thrace. Cette association publie d'ailleurs, depuis le début de l'année 1997, en plus de son bulletin mensuel *Batı Trakya'nın Sesi* [la voix de la Thrace occidentale], un bulletin en anglais à cet effet, *Western Thrace Bulletin*. Elle est une des rares associations balkaniques à bénéficier du statut d'association d'intérêt public (*kamu yararına dernek statüsü*). Quant à l'association des Turcs de Bulgarie, c'est plutôt en tant que de porte-parole des intérêts de la communauté qu'elle intervient (questions de perception des retraites, de regroupement des familles, etc.). Le président de cette association est régulièrement présent aux côtés des dirigeants turcs lors de leurs visites en Bulgarie. Cette association reçoit de fonds de l'ANAP et probablement aussi du DYP. Elle publie, depuis 1989, un bulletin bimestriel : *Balkan Türkleri'nin Sesi* [La voix des Turcs des Balkans]. Les Turcs de Bulgarie installés en Turquie depuis 1950 ou 1989 semblent relativement bien intégrés et l'on trouve parmi eux de nombreux hommes d'affaires ainsi qu'un élu au parlement.

⁹¹⁴ C. Geray, *Türkiye'den ve Türkiye'ye Göçler ve Göçmenlerin İskanı (1923-1961)*, Ankara, Faculté des Sciences Politiques, 1962, cité par Kemal Kirişçi, *op. cit.*, p. 63.

⁹¹⁵ Plus de 320 000 Turcs auraient émigré en Turquie en quelques mois en 1989. La moitié de ces Turcs, ne trouvant ni travail ni logement, est retournée en Bulgarie. Mais les émigrations ont ensuite repris, de façon moins massive. Voir Darina Vasileva, "Bulgarian Turkish Emigration and Return", *International Migration Review*, Vol. 26, n°2, été 1992, pp. 342-352 et *supra* « La scène balkanique depuis 1990 » (1^{ère} partie, 3^{ème} chapitre).

⁹¹⁶ Cette estimation se base sur les chiffres avancés par Kemal Kirişçi, *op. cit.* ; Voir également, pour une présentation succincte de ces migrations, Halit Eren, "Balkanlarda Türk ve Diğer Müsülman Toplulukları ve Göç Olgusu", *Balkanlar*, İstanbul, Eren, pp. 289-299.

⁹¹⁷ Contrairement à ce qu'indique le nom de cette association (et de sa revue : *Balkan Türkleri'nin Sesi* [La voix des Turcs des Balkans]), elle ne regroupe que des Turcs originaires de Bulgarie.

De façon générale, l'organisation de ces communautés originaires de Grèce et de Bulgarie, la fréquence de leurs publications, conférences et interventions auprès de la presse turque et étrangère et auprès des organismes internationaux, épousent les aléas des relations bilatérales de la Turquie avec la Grèce et la Bulgarie. A la détérioration des relations entre la Turquie et la Grèce, répond une campagne de presse dénonçant les violations des droits de l'homme en Grèce, campagne orchestrée, entre autres, via la communauté turco-grecque émigrée à Istanbul. Le *Western Thrace Bulletin* et le *Bati Trakya'nın Sesi*, diffusés par l'association représentant cette communauté, publient régulièrement la liste des persécutions et autres « crimes humanitaires » commis à l'encontre des Turcs de Thrace et rappellent les événements sanglants dont a été victime cette minorité (pillages de magasins turcs à Komotini le 29 janvier 1988, etc.). Cette association de solidarité des Turcs de Thrace occidentale s'est organisée en fédération à l'échelle européenne en 1986 et dispose ainsi d'un réseau de diffusion assez large notamment en Allemagne. Elle a ouvertement adopté un discours à la limite de l'irrédentisme : références fréquentes à la « République turque de Thrace occidentale » créée en 1913 (et qui vécut deux mois) et au « gouvernement turque de Thrace occidentale » formée en 1917 (et qui, lui, dura deux semaines), et élaboration d'une identité turque de Thrace (littérature et histoire spécifiques, commémoration de ses martyrs, etc.).

L'association regroupant les Turcs de Macédoine, la fondation culturelle de Roumelie, n'a, semble-t-il, pas pour objectif que de préserver une présence culturelle turque en Macédoine. La principale préoccupation des dirigeants de cette association est de lutter contre l'émigration des Turcs de Macédoine et leur albanisation qui menacent la survie de cette communauté. Cette association ne semble pas jouer un rôle majeur dans les relations turco-macédoniennes et elle ne tient aucun discours accusateur à l'égard de la République de Macédoine⁹¹⁸. Ses activités tournent autour de l'organisation de conférences et la publication de recherches. Elle semble être très liée au CHP de Deniz Baykal. Les dirigeants de ce parti sont régulièrement présents lors des conférences et meetings de l'association et fort probablement en financent le fonctionnement.

Reste le cas des associations regroupant les Albanais, principalement d'ailleurs originaires d'ex-Yougoslavie (migrations dans les années 50). Celles-ci sont nombreuses et actives et, dans le passé, ont constitué après l'Allemagne et la Suisse (destinations privilégiées des émigrés kosovars), un second relais de leur action nationale. Après le déclenchement du conflit au Kosovo en février 1998, les associations albanaises en Turquie se sont immédiatement mobilisées. Officiellement le

⁹¹⁸ Malgré ce que pourrait indiquer le loup gris, adopté comme symbole par cette association, celle-ci ne développe pas de rhétorique nationaliste. Je remercie Nurcan Özgür, chercheuse à l'université d'Istanbul, pour ces informations sur cette association.

gouvernement ne soutient pas les initiatives de ces Albanais qui réclament l'arrêt de la répression au Kosovo et, surtout, l'indépendance de ce territoire. Mais, plusieurs indices semblent indiquer que le gouvernement turc utilise ces réseaux pour nouer des contacts qui pourraient s'avérer utiles dans le futur. En décembre 1996, un bureau de représentation de la République du Kosovo en Turquie a été inauguré à Istanbul. Aucune autorisation officielle n'avait bien sûr été donnée pour l'ouverture d'une telle représentation et aucun représentant du gouvernement n'était présent⁹¹⁹. Mais la création d'un tel bureau n'a pas été interdite et rien n'a été fait pour en empêcher l'inauguration alors que le ministère des Affaires Étrangères était parfaitement au courant. Le 8 mars 1998, quelques jours après le déclenchement de la répression au Kosovo, les associations albanaises d'Istanbul ont organisé une manifestation dans les rues de la ville. Cette initiative n'avait pas reçu l'approbation des autorités locales et la police est intervenue pour barrer la route du consulat yougoslave, objectif des manifestants. La manifestation a cependant pu se dérouler et le parti de la mère-patrie (ANAP), au pouvoir, avait même dépêché un de ses bus électoraux sur le parcours de la manifestation⁹²⁰ !

En laissant librement les associations albanaises s'exprimer, les dirigeants turcs, tout en maintenant la ligne officielle de ferme opposition à l'indépendance du Kosovo, se ménagent des amitiés dans les milieux kosovars et peuvent, en marge des réunions organisées par ses associations, prendre discrètement contacts avec les dirigeants Kosovars. Le ministre de l'Information du gouvernement en exil de la République du Kosovo et le vice-président la Ligue du Kosovo étaient ainsi présents lors de l'inauguration du bureau de liaison du Kosovo à Istanbul⁹²¹. En mai 1998, une quinzaine d'associations albanaises se sont regroupées pour former un comité de solidarité pour le Kosovo⁹²². Les deux associations les plus actives semblent être l'association des Kosovars, dirigée par Fahri Türkler, et qui a son siège à Istanbul (quartier de Fındıkzade) et l'association d'amitié turco-albanaise, dirigée par Halil Metin, également basée à Istanbul (quartier de Fatih) et qui publie la revue *Besa* (en turc et en albanais).

Enfin, d'autres associations sont assez actives notamment celles qui regroupent les musulmans du Sandžak arrivés dans les années 50/60. En novembre 1998, après des années de

⁹¹⁹ La cérémonie se déroula dans un grand hôtel d'Istanbul le 20 décembre 1996.

⁹²⁰ *Turkish Daily News*, 9/3/98. Selon la presse, cette manifestation aurait rassemblé 6000 personnes ; seulement 2000 selon l'agence de presse officielle turque Anadolu Ajansı, 9/3/98.

⁹²¹ Kosova Daily Report, 26/12/96. La Turquie avait déjà usé de cette politique dans le cas de la Tchétchénie qui présente de nombreuses similarités avec le Kosovo (et donc aussi avec le cas kurde : rébellion d'une minorité ethnique majoritaire dans sa région contre le gouvernement central). Les diverses associations tchéchènes avaient alors échangé leur liberté d'action et certains « gestes » gouvernementaux contre l'acceptation d'une certaine récupération. Les différentes réunions ou conférences organisées par ces associations étaient aussi l'occasion de prendre discrètement contacts avec des dirigeants indépendantistes tchéchènes. Voir Frédérique-Jeanne Besson, "La politique semi-officielle de la Turquie dans le Caucase du nord", *Nouveaux Mondes*, n°8, été 1998, pp. 105-134.

déclarations sur la nécessité de regrouper ce réseau associatif disparate et dispersé, trois associations ont créé une fédération des associations des Turcs de Roumélie sous la direction de Taner Mustafaoğlu, président de l'association des Turcs de Thrace⁹²³.

L'influence directe de la Turquie sur les communautés turques et musulmanes des Balkans, et l'intérêt qu'Ankara peut leur porter, sont essentiellement fonction de l'état des relations politiques avec ces pays. La situation de la minorité turque de Thrace grecque (environ 90/100 000 Turcs)⁹²⁴ s'est aggravée parallèlement à la détérioration des relations turco-grecques et les dénonciations de cette politique et l'intérêt portée par la Turquie à cette communauté renforcés de concert. Jusqu'au milieu des années 50, le jeu de pression fonctionnait en fait dans les deux sens. Une réciprocité de traitement avait d'ailleurs implicitement été admise en 1923 puisque les échanges de populations entre la Grèce et la Turquie avaient laissé une présence minoritaire dans les deux territoires (Turcs de Thrace et Grecs d'Istanbul)⁹²⁵. Mais, en 1955, les premières tensions interethniques à Chypre ont provoqué une détérioration des relations entre les deux communautés, et en septembre, des pogroms antigrecs à Istanbul ont poussé les Grecs à massivement émigrer vers la Grèce. Il n'y a plus que 3 à 4 000 Grecs aujourd'hui à Istanbul. La Turquie intervient directement auprès de la communauté turque de Thrace notamment via la télévision puisque, comme dans le reste des Balkans, il suffit de se doter d'une antenne parabolique pour pouvoir capter les chaînes de télévision turque. Elle a ainsi préconisé de voter pour tel ou tel candidat lors des élections grecques⁹²⁶. Ahmet Sadik, leader de cette communauté jusqu'à sa mort accidentel en juillet 1995, était également soutenu par Ankara. Il avait été reçu de nombreuses fois en Turquie par les dirigeants du pays ou à l'Assemblée nationale. La Turquie ne se prive pas non plus d'alimenter la polémique sur la violation des droits de l'homme en Grèce en dénonçant le traitement réservé aux Turcs. C'est notamment un des arguments opposés aux réserves de l'Union européenne quant à l'adhésion de la Turquie. Comment l'U.E. peut-elle exiger de la Turquie des normes en matière de démocratie alors celles-ci ne sont pas appliquées au sein même de l'Union ?

⁹²² Anadolu Ajansi, 11/5/98.

⁹²³ Les trois associations à l'origine de cette initiative sont l'association de solidarité des Turcs de Thrace (*Bati Trakya Türkleri dayanışma derneği*), l'association d'aide aux immigrés (*Göçmenlere yardım derneği*) et l'association de solidarité avec la Bosnie et le Sandžak (*Bosna-Sancak dayanışma derneği*). Les motifs de ce regroupement (réduction d'impôts à payer, groupe de pression, ambitions électorales de ses dirigeants, etc.) ne sont pas encore clairs. Anadolu Ajansi, 1/12/98 ; *Sabah*, 12/1/99.

⁹²⁴ Sur cette minorité, voir Joëlle Dalègre, *La Thrace grecque, populations et territoire*, Paris, L'harmattan, 1997.

⁹²⁵ Joëlle Dalègre, *op. cit.*, pp. 165-166.

⁹²⁶ Joëlle Dalègre, *op. cit.*, pp. 176-177.

La minorité turco-tatare de Roumanie (environ 50 000 personnes concentrées autour de Constanța) ne semble pas poser de problème entre les deux pays⁹²⁷. De fait, même si le nationalisme (voir l’ultranationalisme) est loin d’être absent de la scène politique roumaine, c’est sur l’importante minorité hongroise de Transylvanie que se focalisent les dérapages nationalistes.

La minorité turque de Macédoine (87 000 personnes selon le recensement de 1994) est également relativement bien intégrée et ne suscite pas de contentieux entre les deux pays. Les relations entre la Turquie et la République de Macédoine sont excellentes et, là encore, l’intérêt politique prime sur une quelconque fraternité turque. Les dirigeants turcs ont soigneusement évité de dénoncer les quelques incidents survenus entre Macédoniens et Turcs de Macédoine⁹²⁸. Ils ont également condamné le déploiement du drapeau turc aux côtés du drapeau albanais à Gostivar. Ce n’était d’ailleurs pas le Parti démocratique turque de Macédoine (PDT) qui était à l’origine de cette initiative. Les autorités turques n’ont jamais appuyé les demandes formulées par ce parti pour une plus grande représentation des Turcs dans les sphères gouvernementales ou de l’utilisation de la langue turque dans l’administration. Cette dernière question est source de contentieux entre le PDT et la communauté albanaise, avec laquelle les relations ont été émaillées de plusieurs affaires ces dernières années. Le Diyanet (ministère des Affaires Religieuses de Turquie) n’en a pas moins de bonnes relations avec la Communauté musulmane de Macédoine, dirigée par les Albanais.

Le cas bulgare est le seul où la situation d’une minorité turque a directement affecté la qualité des relations bilatérales (et non l’inverse – cas grec). La campagne de bulgarisation de 1984-85 avait provoqué des graves tensions entre les deux pays – et un réalignement politique régional (rapprochement entre la Grèce et la Bulgarie) – et la normalisation des relations entre les deux pays a épousé le processus de réhabilitation des droits de cette minorité. Depuis 1990, c’est le MDL (Mouvement des Droits et Libertés) d’Ahmet Dogan qui a détient une influence politique réelle sur cette minorité et sur la scène politique du pays⁹²⁹, et la Turquie ne semble pas téléguider ce mouvement. Celui-ci est chroniquement en manque de fonds, ce qui tend à démontrer que la Turquie ne le finance pas (ou peu)⁹³⁰. D’autre part, les révélations à l’automne 1997 sur les liens entre les dirigeants de ce parti et les services secrets bulgares⁹³¹ laissent plutôt perplexes quant à

⁹²⁷ Sur la minorité turque de Roumanie, voir principalement Alexandre Popovic, *op. cit.*, pp. 196-253 ; Müteçib Ülküsal, *Dobruca ve Türkler*, Ankara, Türk Kültürünü Araştırma Enstitüsü, 1966 ; Frederick de Jong, “The Turks and the Tatars in Romania”, *Turcica*, n°18, 1986, pp. 165-187 ; Mehmet Naci Önal, “Romanya Türklerine bakış”, *Türk Dünyası Araştırmaları*, n°93, décembre 1994, pp. 177-190.

⁹²⁸ Mehmet Turna, “Makedonya-Türkiye ilişkileri ve Makedonya’nın geleceğine bakış”, *Avrasya Dosyası*, Vol. 3, n°3, printemps 1996, p. 78.

⁹²⁹ Sur ce mouvement, voir Nurcan Özgür, *Hak ve Özgürlükler Hareketi, 1989-1995*, Istanbul, Rumeli Vakfı, 1996.

⁹³⁰ Ahmed Dogan a récemment été accusé d’avoir reçu des fonds (150 000 DM) du groupe islamiste turc de M. Kaplan, basé en Allemagne. *Bulgarian Economic Review*, n°1, 12/1/99.

⁹³¹ *Milliyet*, 23/10/97.

l'influence réelle que la Turquie pourrait avoir sur ce parti politique. Il en va de même pour l'ancien mufti de la communauté musulmane de Bulgarie, Nedim Gendjev, qui aurait travaillé pour les services secrets bulgares et était, de toute façon, réputé proche de l'Arabie saoudite. Le nouveau mufti, Aliş Hadzha, est diplômé de l'institut islamique de Jordanie⁹³². D'ailleurs depuis 1997, le rapprochement entre la Turquie et la Bulgarie se poursuit sans entrave alors que les relations entre les dirigeants bulgares (UDF) et le MDL sont de plus en plus houleuses.

De façon générale, l'influence de la Turquie s'exerce, ou peut s'exercer, par la diffusion de la télévision et de la radio turques que l'on peut capter dans toute la péninsule à l'aide d'une simple antenne parabolique⁹³³. Elle reçoit également de nombreux étudiants de la région qui, une fois retournés dans leur pays, s'attelleront – espère-t-on – à diffuser le « modèle turc », à commercer avec la Turquie et, de façon générale, relayer l'influence turque. La Turquie reçoit, tous les ans, plusieurs centaines d'étudiants des pays balkaniques. Mais tous ne reçoivent pas des bourses de l'État turc (Diyanet ou ministère de l'Éducation), et ne sont donc pas réellement intégrés – et impressionnés par – le système officiel « laïc et occidentalisé ». Les bourses offertes par l'État turc ne sont également pas toujours d'un montant approprié au niveau de vie en Turquie, ce qui ne peut que nuire à la qualité du séjour de ces supposés futurs vecteurs de l'influence turque et donc à l'efficacité de cette politique. La Banque islamique mondiale ou des organismes privés (Fethullahcı) participent également au financement de ces séjours et donc, dans ce cas, dans des écoles coraniques⁹³⁴.

Le ministère des Affaires Religieuses (*Diyanet İşleri Bakanđi*) dépend directement du Premier ministre. Sa politique est clairement d'imposer *sa* version de l'islam (celle d'un islam turc, modéré et relevant du domaine privé). Il offre des bourses d'étude en Turquie, contribue à la formation d'imams et à la rénovation de mosquées, et fournit de la littérature religieuse (propageant forcément la version turque de l'islam) aux communautés musulmanes qui en font la demande (négociations avec les *muftiya* locaux). Le Diyanet est l'outil privilégiée de la Turquie dans sa lutte contre les influences d'islams non turcs, jugés plus radicaux ou contraire à l'esprit « démocrate et laïc » de la Turquie. C'est le Diyanet qui est à l'origine de la création, en octobre 1995, d'une Assemblée islamique eurasiennne (*Avrasya İslam Şurası*). Le devoir de transmettre le modèle turc

⁹³² *Turkish Daily News*, 25/10/97.

⁹³³ La Turquie a beaucoup investi dans le lancement de satellites. A l'origine afin de toucher les Turcs émigrés en Europe, plus récemment à destination des Républiques d'Asie centrale et du Caucase. Murat Yetkin, "Turkish Satellites to be Launched in 1994", *Turkish Probe*, n°35, 20/7/93, pp. 14-15.

⁹³⁴ Aucune statistique claire ou fiable ne permet d'estimer le nombre de ces étudiants. Les chiffres varient du tout au tout selon les sources, la prise en compte (pas forcément précisée !) des bénéficiaires des seules bourses d'État ou ceux des organismes internationaux ou privés.

est systématiquement souligné dans les discours protocolaires qui sont prononcés lors des réunions de cette Assemblée (octobre 1995 à Ankara, octobre 1996 à Istanbul, mars 1998 à Ankara)⁹³⁵. Les thèmes rassembleurs y sont parallèlement mis en avant : actions contre les missionnaires chrétiens et islamistes (Iran, Arabie saoudite), pénurie d'imams, etc. Il s'agit certes là d'une tentative d'imposer un modèle et d'affirmer ainsi une unité de cet islam est-européen, mais la Turquie a également cherché, avec cette initiative, à affermir son influence sur ces communautés. Les réunions ont toujours lieu en Turquie, permettant ainsi d'affirmer un rôle de leadership du pays et c'est à la Turquie que l'on fait appel pour envoyer des imams supplémentaires, fournir une littérature religieuse et contrer l'influence de l'islam wahhabite et chiite⁹³⁶. D'ailleurs en brochant sur le thème du pays qui a su concilier islam et démocratie libérale, ces discours tendent à exprimer la vocation de la Turquie à diriger les moins expérimentés dans la bonne voie.

Les résultats de cette démarche furent cependant assez mitigés. L'*Avrasya Islam Şurası* n'a pas fait l'unanimité et semble être plutôt utilisée par les diverses communautés musulmanes concernées comme une plate-forme politique. Aucun représentant de la Bulgarie, du Monténégro et du Kosovo ne s'est déplacé pour la première réunion en octobre 1995 alors que la troisième réunion, en mai 1998, a vu la participation massive de délégués du Kosovo à la recherche de soutien face à la répression serbe dont ils étaient victimes depuis trois mois⁹³⁷. Enfin, la politique du Diyanet n'est finalement pas très active et constante et de nombreux dirigeants de communautés musulmanes se plaignent ne recevoir aucune ou peu d'aides financières de Turquie (et de devoir par conséquent chercher des sources de financements ailleurs). Ainsi, en Bulgarie, ce n'est que sept ans après l'ouverture des trois lycées turcs de Šumen, Momčilgrad et Ruse et de l'Institut supérieur d'études islamiques de Sofia, que le Diyanet a enfin accepté de participer financièrement au fonctionnement de ces écoles. Les accords signés en 1993 avec l'*Islamska Zajednica* de Bosnie-Herzégovine sur la prise en charge par le Diyanet d'une partie des frais de fonctionnement de la communauté pendant la guerre (formations d'imams et fonctionnement des medresse) n'ont été que très partiellement appliqués.

⁹³⁵ Discours d'Izmet Sezgin lors de la première réunion (*Sabah*, 24/10/95), de Tansu Çiller lors de la deuxième réunion (*Türkiye*, 22/10/96), d'Izmet Sezgin et d'Hüsamettin Özkan à la troisième réunion (*Türkiye*, 26/5/98).

⁹³⁶ *Yeni Yüzyıl*, 25/10/95 ; *Zaman*, 24/10/95. Il faut sans doute voir également dans la formation de cette Avrasya Islam Şurası une réaction à la création, en 1991, d'une Union des Communautés islamiques d'Europe orientale, créée par l'*Islamska Zajednica* de Yougoslavie avec le soutien de l'Arabie saoudite.

⁹³⁷ Sept représentants de la RFY étaient présents à cette réunion aux côtés de deux représentants de Thrace occidentale, deux de Macédoine, quatre de Bosnie-Herzégovine, un de Bulgarie, un de Roumanie et un d'Albanie. Liste des participants dans diyanet@diyanet.gov.tr.

In fine, c'est encore le politique qui prime et chaque cas national fait l'objet d'une approche spécifique. Les virulentes et fréquentes dénonciations de la situation des droits de l'homme en Thrace grecque font parties d'une batterie d'instruments diplomatiques destinée à contrer la politique antiturque de la Grèce dans les enceintes internationales, et les interférences directes de la Turquie dans la région (via la télévision ou des associations), constituent, elles, un moyen de pression sur la Grèce à replacer dans le cadre des tensions gréco-turques. Inversement, le traitement réservé par les autorités grecques à cette minorité est en partie lié à l'évolution des relations gréco-turques. En revanche, l'assimilation des Turcs de Macédoine ne fait l'objet que de timides commentaires. Les excellentes relations politiques entre les deux pays et les enjeux liés à la stabilité de ce pays incitent plutôt les dirigeants turcs à minimiser les problèmes rencontrés par cette minorité. Comme dans le cas de la minorité turque de Thrace, les Turcs de Bulgarie furent utilisés à des fins politiques (internes et externes), mais, ici surtout par les dirigeants bulgares. C'était ainsi pour mettre la Turquie dans une situation embarrassante à la veille de son adhésion à l'OTAN que la Bulgarie avait provoqué une émigration forcée des Turcs de Bulgarie en 1950-51. 150 000 Turcs avaient afflué en Turquie avant que le gouvernement, submergé par cette vague de réfugiés, ne ferme la frontière en novembre 1951. C'est, en revanche, vraisemblablement à des fins de politique interne (redorer l'image ternie du gouvernement par la relance d'un nationalisme antitürk) que T. Živkov avait lancé la campagne de renaissance en 1984-85. Coté türk, la solidarité affichée avec les Turcs de Bulgarie est certes sincère notamment lors des grandes crises qu'a connues cette communauté, mais elle participe également (bien que dans une moindre mesure) au jeu politique türk (valoriser l'image d'un pays qui apporte une aide désintéressée). Le Président Turgut Özal s'en était fait le champion. Il était ainsi allé en personne accueillir à l'aéroport les premiers émigrés en 1989. Enfin, le Diyanet est plus activement présent en Albanie et en Macédoine, pays avec lesquels la Turquie a d'excellentes relations. Le Diyanet n'intervient de toute façon qu'à la demande des autorités musulmanes locales.

Depuis 1991, la Turquie ne s'est, en fait, pas véritablement dotée d'instruments d'influence dans la région (cas de la Thrace grecque mis à part). Les partis politiques de la région (Mouvement des Droits et Libertés en Bulgarie, Parti démocratique türk en Macédoine, SDA en Bosnie-Herzégovine, Ligue démocratique du Kosovo, etc.) sont indépendants ou sous l'influence d'autres puissances ou mouvements politiques. De même, pour ce qui est du réseau scolaire, le gouvernement türk semble peu impliqué. De fait, pour les écoles comme pour les publications, c'est le mouvement de Fethullah Gülen⁹³⁸ qui tient le haut du pavé. Un collège fethullahcı a ainsi ouvert

⁹³⁸ Sur le mouvement de Fethullah Gülen, cf. *supra* chapitre sur la politique türk (1^{ère} partie, chapitre 1).

ses portes à Skopje (collège Yahya Kemal)⁹³⁹ ainsi que deux écoles en Albanie (l'école primaire Turgut Özal et le collège Mehmet Akif Ersoy), et un collège devrait bientôt ouvrir près de Sofia. *Zaman* (le quotidien des Fethullahcı) est publié en Bulgarie et en Macédoine⁹⁴⁰. Enfin, les Fethullahcı reçoivent également des étudiants des Balkans dans leurs écoles en Turquie. Il semble que le gouvernement turc a laissé (volontairement ou non⁹⁴¹) cette organisation investir le terrain. La presse se fait également parfois l'écho d'activités clandestines d'imams turcs dans ces régions⁹⁴².

La Turquie n'a clairement aucune velléité irrédentiste sur les terres balkaniques. Seules les sérieuses tensions entre la Turquie et la Grèce motivent un tel intérêt pour la minorité turque de Thrace et, excepté lors d'événements particulièrement choquants (campagne de bulgarisation des Turcs en 1984-85), les dirigeants turcs se sont, dans le passé, plutôt désintéressés de ces Turcs et musulmans. Si leur sort ou leur existence est aujourd'hui souvent évoqué – par les hommes politiques comme par la presse et les universitaires – c'est pour conforter cette idée qu'il existe un lien naturel et affectif (et d'ailleurs réel) entre la Turquie et les Balkans. De plus, la Turquie se voit régulièrement accusée d'user de ces minorités turques et musulmanes pour fomenter quelques projets panturcs et, dans cette optique, elle peut difficilement prendre ouvertement fait et cause pour ces dernières sous peine de raviver d'autant plus cette suspicion généralisée à son encontre. La présence de ces minorités est donc plutôt source de soucis car elle génère méfiance ou contentieux et, à l'exception du cas des Turcs de Thrace devenus en quelques sortes les otages des tensions gréco-turques, la Turquie n'a pas cherché à instrumentaliser ces minorités. Elle a en revanche accueilli pratiquement sans restriction les réfugiés et expulsés divers de la région (Turcs de Bulgarie en 1950 et 1989, musulmans de Bosnie-Herzégovine après 1992, Albanais du Kosovo en 1999). Cet accueil, somme toute pas si facile pour un pays dont l'économie n'est pas si brillante (320 000 réfugiés de Bulgarie en 1989 !) repose sur un réel sentiment de sympathie pour ces musulmans opprimés mais est jugé le maximum possible compte tenu de l'orientation laïque de l'identité du pays et des ressentiments divers à l'encontre de la Turquie dans la région qui lui interdisent de se porter plus ouvertement au secours de ces peuples musulmans.

⁹³⁹ *Zaman* (organe de presse des Fethullahcı), 19/10/96, 25/9/97.

⁹⁴⁰ *Zaman Makedonya* et *Zaman-Bulgaristan* sont publiés en turc et dans la langue locale depuis 1994.

⁹⁴¹ L'implantation d'un réseau scolaire des Fethullahcı fait l'objet d'un soutien quasi officiel du gouvernement (présence de personnalités officielles à l'inauguration des écoles de Fethullah Gülen, discret soutien des ambassades aux demandes d'ouverture de ces écoles, etc.). Ankara pourrait voir dans l'islam modéré (ou perçu comme tel quoiqu'il y ait controverses) prôné par Fethullah Gülen, un bon contrepoids face à l'islam radical de l'Iran ou de l'Arabie saoudite. La politique des Fethullahcı se présente ainsi comme un complément – et à moindre coût – de celle du Diyanet.

⁹⁴² Ainsi cinq imams turcs qui donnaient des cours clandestinement dans la région de Kărdžali/Kırcaali ont été expulsés de Bulgarie en 1997. *Türkiye*, 9/8/97.

Turcophobie et prudence diplomatique turque

De façon générale, au-delà des rhétoriques invoquées à bon escient sur la fraternité et la communauté de foi, la Turquie ne peut user de l'outil islam qu'avec modération. D'une part, parce que ses aspirations à la laïcité et à l'occidentalité lui interdisent de brandir l'étendard de l'islam au gré de ses intérêts politiques. A cet égard, l'apparition de conflits à connotations religieuses – chrétiens contre musulmans – est à double tranchant pour la Turquie. Si elle se pose en défenseur des musulmans des Balkans, cela ne pourra que renforcer aux yeux de la communauté internationale son image de pays musulman et donc l'éloigner de l'Europe chrétienne. Lors de son voyage à Sarajevo en février 1994, Mme Tansu Çiller n'a fait aucune référence à l'islam dans ses discours, aucune personnalité religieuse n'était présente et il n'a pas eu de visite de lieu de culte⁹⁴³. La Turquie s'est également opposée, au sein de l'OCI, aux tentatives iraniennes de qualifier ce conflit de guerre de religion⁹⁴⁴. Lorsqu'en juillet 1993, à la réunion d'Islamabad, sept pays musulmans de l'OCI ont offert de contribuer pour environ 17 000 hommes à la force onusienne de maintien de la paix, la Turquie n'a proposé qu'une centaine d'hommes alors qu'elle s'était déclarée prête à envoyer 5 000 hommes participer à la FORPRONU⁹⁴⁵. Après avoir incité les pays de l'OCI à faire pression sur l'ONU, elle ne pouvait décemment refuser de participer mais a réduit sa contribution à cette « force musulmane » au strict minimum.

D'autre part, sa longue domination de la région la rend suspecte aux yeux de nombreux acteurs régionaux. Constamment alimenté par les discours des hommes politiques, la littérature ou encore l'historiographie officielle, une turcophobie règne dans pratiquement tous les pays des Balkans. Le Turc représente l'opresseur des peuples balkaniques et est à chaque instant soupçonné de renouer avec ses instinctifs penchants guerriers⁹⁴⁶. L'intervention militaire de la Turquie à Chypre a forcément ravivé cette hantise. Elle en alimente une autre, celle de nourrir en son sein une cinquième colonne (minorités turques de Thrace grecque et de Bulgarie). En effet, alors que les Turcs ne représentaient que 18% de la population de Chypre, la Turquie n'a pas hésité à envahir l'île sous prétexte de défendre les intérêts de cette communauté. Elle se voit alors régulièrement accusée, par les intellectuels et hommes politiques bulgares et grecs, de tenter d'instrumentaliser les minorités turques de la région à des fins irrédentistes. Selon ces accusations, la Thrace grecque peuplée de Turcs serait truffée d'espions du MIT (services de renseignements turc) et la Turquie véhiculerait des idées panturques via le consulat turc de Komotini et son réseau

⁹⁴³ *Le Monde*, 4/2/94.

⁹⁴⁴ Patrick Moore, "Islamic Aspects of the Yugoslav Crisis", *RFE/RL*, Vol. 1, n°28, 10 juillet 1992, p. 41.

⁹⁴⁵ *Hürriyet*, 7/3/94.

⁹⁴⁶ Cf. *supra* « Turcophobie et image du Turcs » (1^{ère} partie, chapitre 2).

associatif⁹⁴⁷. La presse grecque divulgue régulièrement les plans d'annexion fomentés par la Turquie et multiplie ses mise en garde contre la cinquième colonne turque⁹⁴⁸. Cette phobie de la cinquième colonne est également répandue en Bulgarie. La aussi les services secrets turcs seraient actifs et la minorité turque chargée de déstabiliser le pays afin de faciliter son annexion. Lorsqu'il était au pouvoir en 1995/96, le PSB a ainsi accusé les dirigeants du Mouvement des droits et libertés (MDL), représentant la minorité turque, de travailler pour les services secrets turcs et a dénoncé les ingérences de la Turquie dans les affaires intérieures bulgares (note diplomatique du 8 novembre 1995). L'accueil d'étudiants bulgares (d'ethnie turque) en Turquie ferait également partie de ce plan : former un lobby pro-turc en Bulgarie afin de véhiculer les projets panturcs de la Turquie.

La Turquie ne peut pas ne pas prendre en compte la force et la persistance de ces ressentiments à son égard dans les Balkans. Elle se voit menacée d'être accusée à chaque instant de renouer avec ses penchants guerriers d'autrefois. En février 1993, Turgut Özal, alors Président de la république, entreprit une tournée dans les Balkans destinée à renouer ou renforcer les liens politiques et économiques avec les pays de la région. Immédiatement, le ministre de la Défense grec s'éleva contre cette « provocation » et le Président serbe Milošević accusa la Turquie de n'être qu'un « faiseur de guerre »⁹⁴⁹. Turgut Özal, qualifié de fondamentaliste islamique, essaierait de « raviver le néo-ottomanisme »⁹⁵⁰. La Turquie avait déjà essayé, toujours selon les dirigeants serbes, d'endoctriner les musulmans de Bosnie-Herzégovine et d'exacerber les haines religieuses dans la région. Elle s'apprêterait maintenant à intervenir unilatéralement en Bosnie-Herzégovine, prélude à une invasion des Balkans⁹⁵¹.

Dans un tel état d'esprit, on comprend mieux les violentes réactions des Serbes aux perspectives de déploiement d'un bataillon turc en Bosnie-Herzégovine. Les soldats turcs de la FORPRONU, et ensuite de l'IFOR et de la SFOR, n'ont donc été déployés que dans des zones éloignées de celles des Serbes, ceux-ci ayant menacé de provoquer de « graves incidents » s'ils entraient en contact avec les troupes turques. La Grèce, la Bulgarie et la Roumanie s'étaient

⁹⁴⁷ Un des plus importants propagandistes de ce danger est Paul Hidiroglou dont les ouvrages sont complaisamment diffusés par les services de presse des ambassades grecques. Voir par exemple, *Western Thrace in the Light of the National Ideal of the Turks*, Athènes, Herodotos, 1990 ; *Thrace in the Light of the National Ideal of the Turks, 1985-1991*, Athènes, Hellenic University Press, 1991

⁹⁴⁸ Exemple : le journal *Ethnos* a divulgué à l'automne 1997 un plan turc d'unification de la Thrace grecque et du sud de la Bulgarie à la Turquie. Compte-rendu dans *Cumhuriyet*, 22/10/97. Voir également la revue de la presse grecque présentée dans *Bati Trakya'nın Sesi*, n°83, juin-juillet 1997, pp. 15-17. Cf *supra* chapitre « Nationalisme, antiturquisme et identités nationales » (1^{ère} partie, chapitre 3).

⁹⁴⁹ Interview de Slobodan Milošević dans *Hürriyet*, 1/3/93.

⁹⁵⁰ *Turkish Probe*, 23/2/93, p. 10.

⁹⁵¹ Voir les traductions des commentaires dans la presse serbe, grecque et russe dans *Turkish Probe*, 2/3/93, pp. 13-14 et 9/12/93, p. 5.

d'ailleurs opposées au déploiement d'un contingent turc en Bosnie-Herzégovine. En Bulgarie, toute tentative de la Turquie d'influencer le cours des événements fait l'objet d'une immédiate dénonciation. Ainsi, la lettre Premier ministre Mesut Yılmaz adressé à son homologue bulgare et plaidant pour une reconnaissance du parti MDL, alors que la constitution de juillet 1991 interdisait la création de partis politiques sur des bases ethniques, a été immédiatement divulguée à la presse. Soupçonneux à l'égard des intentions réelles de la Turquie, les Bulgares observent avec vigilance toute initiative du gouvernement turc.

Ce bagage historique et affectif est un lourd handicap pour Ankara qui doit jouer sur du velours et ne peut prendre des positions trop tranchées sur les conflits en cours ou les tensions régionales. Ankara a donc systématiquement cautionné sa diplomatie balkanique par les « principes et positions » de la communauté internationale et ne s'est engagée que prudemment dans des actions militaires sur le terrain. Ainsi, lors de l'ultimatum lancé par l'OTAN en février 1994, la Turquie a certes soutenu cette initiative et proposé sa participation aux frappes aériennes, mais uniquement pour des missions de logistique et des vols de reconnaissance⁹⁵². De même, lors de l'opération « Force délibérée », le 29 août 1995, les dirigeants turcs ont salué cette action mais l'aviation turque n'a pas participé aux bombardements⁹⁵³. Une des premières actions du contingent turc stationné à Zenica a été la reconstruction de l'église catholique, et la Turquie a également contribué financièrement à la restauration de l'église orthodoxe de Mostar. Les dirigeants turcs soulignent à tout propos la contribution de leur pays – d'ailleurs pas si importante (un million de dollars) – à la reconstruction du pont de Mostar, symbole de l'amitié entre les peuples. Enfin, la Turquie est restée prudente dans son soutien public aux minorités turques de crainte d'être immédiatement taxée de néo-ottomanisme. La première visite officielle en Turquie de Ahmed Dogan, président du MDL, n'a ainsi eu lieu qu'en avril 1996, et c'est n'est qu'en novembre 1998 qu'un dirigeant turc (à savoir Bülent Ecevit, alors Vice-premier ministre) s'est rendu en visite officielle dans les régions de peuplement turc en Bulgarie. En revanche, la situation de la minorité turco-tatare de Roumanie ne soulevant pas de contentieux entre les deux pays, des dirigeants turcs se sont rendus à plusieurs reprises dans leur région (Dobroudja).

Enfin, l'ensemble de la diplomatie turque dans la région a reçu la caution de Washington. C'est à partir de 1994/95, alors que les États-Unis s'impliquaient plus lourdement dans la gestion

⁹⁵² *Milliyet*, 11/2/94.

⁹⁵³ *Turkish Daily News*, 31/8/95. Lors des bombardements de la RFY au printemps 1999, l'aviation turque s'est également dans un premier temps cantonnée à des vols de reconnaissance. Elle a cependant par la suite (à la demande des Américains ?) effectué de réels bombardements. Les dirigeants turcs se sont toutefois bien gardés de s'en glorifier. L'information a finalement filtré et le Président Demirel a fini par l'admettre, tout en justifiant ce revirement par la volonté de « ne pas se comporter comme la Grèce » (*Hürriyet*, 21/5/99). Controverses et débats sur l'opportunité et les conséquences d'une telle participation active ont forcément surgi ensuite (voir, par exemple, *Hürriyet*, 27/5/99).

du conflit bosniaque et reconnaissaient l'État macédonien, que la Turquie a signé des accords de coopération militaire avec la Macédoine (avril 1995 et juillet 1995) et avec la Bosnie-Herzégovine (août 1995 et janvier 1996). Tout comme les États-Unis, elle a appuyé politiquement et militairement l'Albanie, la Macédoine et la fédération croato-bosniaque.

CONCLUSION : LA TURQUIE FACE A SON HERITAGE OTTOMAN

Malgré le credo de la République de Turquie depuis son avènement – l’occidentalisation du pays et la rupture avec l’Empire ottoman – la Turquie doit gérer *son* héritage ottoman. Le poids des ressentiments à son égard comme les affinités culturelles avec les musulmans de la région, recherchées ou imposées par les événements ou certaines classes politiques en Turquie, ne peuvent être ignorés par les autorités. S’il ne s’agit pas à proprement parler d’obstacles au développement de relations amicales entre la Turquie et les pays balkaniques, ces facteurs historiques, culturels et politiques, ont de nombreuses incidences sur les esprits comme sur le terrain et ne peuvent manquer d’influencer les relations turco-balkaniques.

Le commerce représente précisément cet outil politique indolore qui permettrait à la Turquie de contourner les réticences d’ordre émotionnel des pays de la région. La circulation des marchandises et la multiplication des contacts (entre hommes d’affaires ou hommes politiques) ne peuvent que renforcer ou créer une confiance qui fait parfois défaut. La multiplication des échanges permet aussi, dans une mesure toute relative, de lutter contre les préjugés de toutes sortes. Ainsi, on sait aujourd’hui en Roumanie et en Bulgarie que le pain turc n’est pas empoisonné⁹⁵⁴. De même, le commerce à la valise auquel s’adonne de nombreux Russes mais aussi des Bulgares, Roumains et Ukrainiens, a permis à ces peuples de découvrir un autre visage de la Turquie. C’est à l’instigation d’Ankara qu’a été créée une Zone de coopération économique de la mer Noire, projet que l’on a pu décrier pour son manque de clarté (définition plutôt large et floue de ses objectifs), mais qui, précisément en se bornant à créer un cadre facilitant les échanges et en organisant des rencontres entre dirigeants des pays membres, permet d’amorcer en douceur une coopération multilatérale qui n’aurait pu être possible si une tonalité plus politique ou des objectifs économiques contraignants avaient été formulés à l’origine. Des rencontres multilatérales sont également organisées dans les Balkans (rencontres des ministres des Affaires Étrangères et des ministres de la Défense, sommets des chefs d’États en Crète en novembre 1997 et à Antalya en octobre 1998). Les problèmes politiques et conflits régionaux n’y sont certes pas réglés, et parfois même ces rencontres se font les lieux d’expression de ces litiges⁹⁵⁵, mais elles ne peuvent qu’œuvrer au renforcement du dialogue et de la coopération.

⁹⁵⁴ Référence aux rumeurs qui avaient circulé dans ces deux pays après l’installation de boulangers turcs.

⁹⁵⁵ Voir, par exemple, les polémiques autour du quartier général de la force multinationale de maintien de la paix dans le sud-est européen récemment créée. Sur cet aspect multilatéral de la coopération dans la région et sur la ZCEMN, cf. *infra* « Une coopération à géométrie variable » (3^{ème} partie, chapitre 2).

L'islam tend aujourd'hui à devenir un élément central dans les recompositions identitaires des peuples musulmans des Balkans et de Turquie (synthèse turco-islamique)⁹⁵⁶. Mais si cette évolution soulève bien des interrogations, celles-ci restent en Turquie de l'ordre du débat identitaire et elles n'ont pas de répercussions sur sa diplomatie. Jusqu'à présent, la Turquie n'a pas fondé sa politique étrangère sur des critères religieux, ce qui ne l'a pas empêché de développer des relations économiques avec les pays du Moyen-Orient dans les années 1970 ou encore d'entrer dans l'Organisation de la conférence islamique en 1976. Très clairement, l'axe de sa politique étrangère s'est déplacé vers des aires de peuplement musulman (Asie centrale, Caucase, Balkans), mais il s'agit là pour la Turquie de profiter de l'opportunité qui lui est offerte de développer son influence économique et politique, et en aucun cas d'un véritable axe musulman, même si l'appartenance à une culture commune est régulièrement mise en avant par Ankara dans ses tentatives de rapprochement.

Son identité laïque et occidentale n'est pas non plus remise en cause par ce processus. Il s'agit même – avec plus ou moins de succès, il est vrai – d'exporter ce modèle, et c'est à ce titre que la Turquie bénéficie de l'appui des Etats-Unis dans ses ouvertures vers l'Asie centrale. Les priorités diplomatiques turques (alliance avec les Etats-Unis et l'Europe) ne sont aucunement remises en cause et les affinités culturelles, certes réelles, ne sont invoquées que pour justifier ou conforter *a posteriori* une prise de position qui, elle, est éminemment politique. C'est du reste avec la Russie orthodoxe que la Turquie a développé les échanges économiques les plus importants depuis 1991, c'est avec l'Albanie, mais aussi avec la Macédoine orthodoxe qu'elle a mis au point la coopération politique et militaire la plus étroite, et, dans les Balkans, c'est à la Roumanie et à la Croatie chrétiennes qu'elle a octroyé les crédits les plus importants.

⁹⁵⁶ Il s'agit de cette idée de prédestination de la conversion qui fait de l'islamisation des Bosniaques ou des Albanais, un acte politique – disons – de survie nationale face aux persécutions des Serbes, Croates ou Grecs selon les cas. L'islam aurait alors permis à ces peuples de préserver leur identité face aux diverses tentatives d'assimilation. Cette analyse est notamment mise en avant par les musulmans de Bosnie-Herzégovine qui cherchent à affirmer leur spécificité culturelle par rapport aux Slaves croates et serbes et à ancrer cette spécificité identitaire dans l'histoire.



Troisième Partie

Enjeux stratégiques transrégionaux

La Turquie et les Balkans dans un espace eurasien

Influences croisées et jeux d'alliances autour de la mer Noire

La politique de la Turquie dans les Balkans ne peut se comprendre sans appréhender également les multiples réseaux relationnels s'établissant dans le pourtour de la mer Noire et, au-delà, en Eurasie. Les interférences entre ces différentes entités géographiques (Caucase, Asie centrale, Balkans, Ukraine, Turquie voire Proche-Orient) sont nombreuses et variées. Que les controverses entre la Turquie et la Russie sur le tracé des voies d'acheminement du pétrole de la Caspienne influencent la politique de Moscou dans les Balkans (alliance avec la Grèce depuis 1993, projet de corridor pétrolier Russie-Bulgarie-Grèce), que la vente de missiles russes à Chypre incite la Turquie à se rapprocher d'Israël ou que les tensions gréco-turques incitent Athènes à s'allier avec l'Iran ou l'Arménie pour contenir une puissance turque qu'elle estime menaçante, l'interdépendance des politiques des acteurs de l'ensemble du continent eurasiatique est avérée. Un nouvel espace géopolitique semble émerger, l'Eurasie, et la Turquie clame aujourd'hui inscrire sa diplomatie dans une optique « eurasiatique ».

Dans le passé, la Mer Noire fut un espace politique d'interaction d'importance. Ainsi, Byzance allait chercher au nord de cette mer des alliés pour combattre des ennemis au sud (l'alliance avec les Khazars au IX^e siècle lui permit ainsi de prendre les Arabes à revers en Transcaucasie) ; les Tatars de la Horde d'Or s'unirent aux Mamelouks, puis aux Byzantins, contre le Khanat de Peres (XIII^e siècle), etc. De façon générale, les alliances politiques entre les peuples riverains (parfois contre d'autres peuples riverains) étaient courantes et les mouvements de peuples entre le nord, le sud, l'est et l'ouest de cette mer (peuple grec dès l'antiquité, peuples turcs, slaves,

etc.) étaient continus. Les échanges économiques transversaux étaient également courants notamment sous l'égide des Génois et des Vénitiens, puis entre marchands ottomans, polonais et russes. Ce n'est qu'avec l'implantation, solide à partir du XVe siècle, de l'Empire ottoman, sur les rives sud-ouest de cette mer, puis surtout à partir du XVIIIe siècle de l'Empire russe sur ses rives nord-est, que la mer Noire, d'espace politiquement interactif devint frontière : frontière politique mais aussi culturelle puisque dorénavant on trouve bien installés au nord des Slaves, et au sud des Turcs, au nord des chrétiens, et au sud des musulmans, avec deux zones de confrontation de ces deux espaces politiques et culturels, l'ouest balkanique et l'est caucasien. Il est d'ailleurs significatif de constater que dans les ouvrages consacrés à l'histoire de cette région au Moyen Age, la mer Noire figure bien souvent au centre des cartes, alors que dans les ouvrages d'histoire sur les périodes postérieures, forcément consacrés à l'histoire de l'Empire ottoman ou de l'Empire russe ou des Balkans, les cartes ne montrent qu'une mer Noire à la périphérie des ensembles politiques. La mer Noire n'est plus un espace central. Elle est en revanche un espace de confrontation. L'histoire de ce siècle n'a guère modifié cet état des choses puisque de frontière, la mer Noire est devenue rideau de fer, celui-ci s'étant déplacé plus au sud dans les Balkans au profit de la puissance septentrionale.

Les relations dans cet espace s'établissaient alors sur un mode nord-sud (il s'agissait donc principalement de la politique de la Russie sur son vaste flanc sud s'étalant des Balkans à l'Asie centrale). Les grandes recompositions géopolitiques dans la région suivent dorénavant aussi des axes est-ouest (Balkans-Turquie-Caucase-Asie centrale). De nouveaux réseaux relationnels se mettent en place, aux configurations et objectifs variés. La volonté d'asseoir leur indépendance, notamment vis-à-vis de la Russie, poussent les pays de la CEI à élaborer de nouveaux réseaux d'échanges et de coopération politique, les impératifs de sécurité génèrent de nouveaux rapprochements et de nouvelles alliances, et l'acheminement du pétrole et du gaz du bassin caspien motive bien des batailles. Les tensions et conflits bilatéraux (Turquie-Grèce, Arménie-Azerbaïdjan, etc.) façonnent également les politiques de ces pays dans la région, et les États-Unis, seuls à pouvoir offrir de sérieuses garanties de sécurité et à disposer de capitaux – ou disposer à user de ses capitaux – pour financer une difficile transition économique, jouent un rôle central dans ces recompositions géopolitiques.

La Turquie espérait bien profiter du retrait de la Russie du Caucase et de l'Asie centrale pour accroître son influence politique dans ces régions, mais il semble bien que la Russie ait réussi à maintenir ses positions dans son périmètre de sécurité. Les États eurasiens partagent dans l'ensemble (certes à différents degrés et hormis l'Arménie), un sentiment d'insécurité (justifié ou non) face à la Russie. Ils cherchent à se dégager de son influence économique. Toutefois, s'il s'agit

bien en quelque sorte de contrebalancer l'influence économique et politique de la Russie, il ne s'agit pas uniquement d'équilibrer l'influence de cette puissance par une alliance de puissances lui faisant face (hypothèse de l'équilibre des puissances) mais de noyer l'influence russe dans un ensemble plus vaste⁹⁵⁷. La Zone de Coopération Économique de la Mer Noire (ZCEMN) ne peut ainsi se concevoir sans la Russie et aucun système de coopération multilatérale autour de la mer Noire (économique ou politique) n'est viable sans la présence de la Russie. Les pays anciennement communistes restent de plus énergiquement dépendants de Moscou et pour certains doivent composer avec une présence militaire russe sur leur sol. En termes économiques, c'est toujours avec la Russie que ces pays effectuent l'essentiel de leurs échanges et la Turquie elle-même, qui a pourtant déployé d'immenses efforts pour développer ses échanges avec les pays d'Asie centrale, réalise la plus grande partie de son commerce dans l'espace ex-soviétique avec la Russie.

Cette mainmise russe risque toutefois de s'affaiblir avec la grave crise financière qui touche ce pays. Progressivement, par une diversification de leurs réseaux de transport d'énergie et de marchandises, par un rapprochement avec l'OTAN et par la mise en place de systèmes de coopération régionale, les pays de la CEI se dégagent de cette influence. Ce processus est certes lent et chaotique mais il semble irréversible.

⁹⁵⁷ La France, ou tout du moins quelques analystes français, avaient envisagé la question allemande après la réunification, en des termes analogues : la diplomatie française devait-elle resserrer ses liens avec l'Angleterre et/ou les pays méditerranéens afin de contrebalancer le poids de la nouvelle Allemagne sur le continent ou, au contraire, renforcer l'axe franco-allemand et l'ancrage de l'Allemagne dans l'Union européenne afin de mieux contrôler cette influence allemande et de la noyer dans l'ensemble plus vaste qu'est l'U.E. ?

1.1. ENJEUX ET JEUX DE PUISSANCE EN EURASIE

Du point de vue économique, seuls l'Europe ou les États-Unis disposent des capitaux pour financer le redressement économique des pays de la région ou la construction de nouveaux réseaux d'échanges. Du point de vue militaire, seuls les États-Unis (ou la Russie) peuvent leur apporter les garanties de sécurité dont ils peuvent être demandeurs. La politique américaine dans la région a cependant longtemps été axée sur une stratégie d'apaisement de la Russie.

1.1.1. La Russie et l'étranger proche

La doctrine de « l'étranger proche » a émergé en 1992 de la volonté de Moscou de maintenir ou de reconquérir son influence dans les anciennes provinces de l'Union soviétique. Elle est vite devenue la priorité de sa politique étrangère. Cette doctrine allie défense des droits des 25 millions de Russes hors frontières et protection de ses intérêts vitaux. Elle ambitionne de reconstituer un glacis, jugé vital pour la sécurité du pays. Le Kremlin a donc proclamé les anciennes frontières de l'URSS son périmètre de sécurité minimal. Pour réaliser ses objectifs, la Russie a joué de sa suprématie démographique, économique et militaire : quasi-monopole des sources d'énergie (chantage à l'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel, pression pour le remboursement de la dette, etc.), omniprésence de ses troupes, jeu trouble dans les conflits interethniques et les tensions entre les États de la CEI⁹⁵⁸, etc.

Au Caucase, la politique de la Russie a plutôt été d'attiser les conflits afin de renforcer son influence⁹⁵⁹. La Géorgie fut une des victimes de cette politique. Tbilissi avait dans un premier temps refusé de reconnaître le concept de frontières extérieures communes et n'avait pas signé le pacte de sécurité collective de 1992. Mais confrontée à des conflits ethniques sur son territoire, la Géorgie a dû accepter « l'appui » de Moscou. En octobre 1993, elle a adhéré à la CEI et, dans la foulée, a signé un accord sur le stationnement des troupes russes. Quant au conflit au Haut-Karabakh, il a, lui aussi, été un moyen de se ménager des appuis, aussi bien auprès des Arméniens qui ont reçu une aide militaire multiforme de Moscou, qu'auprès des Azerbaïdjanais qui, isolés et

⁹⁵⁸ Introduction de Claire Mouradian, *Problèmes Politiques et Sociaux*, n°760, "La CEI : un nouvel acteur sur la scène internationale", 12 janvier 1996.

⁹⁵⁹ Pour un résumé de la politique russe en Transcaucasie, voir Elizabeth Fuller, "Russia's Diplomatic Offensive in the Transcaucasus", *RFE/RL*, Vol. 2, n°39, 1^{er} octobre 1993, pp. 30-34; Stéphane Yerasimos, "Caucase : le retour de la Russie", *Politique Étrangère*, printemps 1994, pp. 61-86; Anne de Tinguy, "La Russie en Transcaucasie : chef d'orchestre ou médiateur ?", in Mohammad-Reza Djalili (dir.), *Le Caucase postsoviétique : la transition dans le conflit*, Bruxelles, Bruylant, Paris, L.G.D.J., 1995, pp. 145-167.

sans appui occidental, ont dû composer avec Moscou⁹⁶⁰. L'Arménie a, elle, opté pour une alliance avec Moscou dès l'éclatement de l'URSS (traité d'amitié et d'assistance mutuelle en 1991). Elle a ensuite accepté la présence de troupes et de bases russes sur son sol (traité bilatéral de 1992, accord de mai 1995) et a signé un pacte de défense mutuel avec Moscou en août 1997. Les systèmes de défense aérienne des deux pays sont intégrés depuis avril 1999. Plus à l'ouest, c'est le mouvement séparatiste de Transnistrie qui constitue le grand vecteur de l'influence russe. Axe hautement stratégique, le Dniestr reste pour Moscou, une voie de pénétration vers le sud ; « la clef des Balkans » selon les termes d'Alexandre Lebed⁹⁶¹. Le mouvement séparatiste de Transnistrie a très clairement œuvré en faveur de la restauration des liens politiques, économiques et militaires avec Moscou, et la 14^{ème} armée russe est toujours stationnée dans la région.

Les États riverains de la mer Noire ont diversement réagi face à cette politique néo-impériale de Moscou. L'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan sont tout à fait favorables au développement d'une coopération économique qui ne peut que leur être bénéfique, mais s'opposent à toute renaissance d'un centre ou à la constitution d'alliances militaires qui signifieraient la fin de leur indépendance. Ces trois pays refusent le concept de frontières extérieures de la CEI. Ils n'ont adhéré ni au pacte de sécurité collective signé à Tachkent en mai 1992 ni au traité sur la défense commune des frontières de la CEI signé à Minsk en mai 1995⁹⁶². Les dirigeants azerbaïdjanais refusent toujours d'autoriser le déploiement de troupes russes sur leur territoire et s'opposent aux positions russes sur le statut de la mer Caspienne. En Géorgie, l'établissement de bases russes avait soulevé de vives oppositions et l'accord n'a jamais été ratifié par le parlement géorgien. Tbilissi a également toujours refusé d'accepter le déploiement permanent de gardes frontières russes aux frontières extérieures du pays (c'est-à-dire avec la Turquie) et le départ des forces de maintien de la paix de la CEI, chargées de la résolution du conflit abkhaze, est demandé⁹⁶³.

⁹⁶⁰ Leila Alieva, "The Institutions, Orientations and Conduct of the Foreign Policy in Post-Soviet Azerbaijan", in A. et K. Dawisha (ed.), *The Making of Foreign Policy in Russia and in the New States of Eurasia*, Arnouk/New York, M. E. Shape, 1995, pp. 301-302.

⁹⁶¹ Cité par Mihai Gribincea, "Challenging Moscow's Doctrine on Military Bases", *Transition*, Vol. 1, n°19, 20 octobre 1995, p. 6. Alexandre Lebed est l'ancien commandant de la 14^{ème} armée stationnée en Transnistrie. Durant la guerre froide, cette 14^{ème} armée avait pour mission, en cas de conflit, de diriger les offensives vers la Grèce et la Turquie. Elle fut rebaptisée Groupe opérationnel des forces armées russes en avril 1995.

⁹⁶² Le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont également refusé d'adhérer à ce traité. Le pacte de sécurité collective regroupe la Russie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

⁹⁶³ En mai 1997, le parlement géorgien a voté une résolution demandant le départ des forces de maintien de la paix de la CEI, estimant qu'elles n'avaient pas rempli leur contrat à savoir la résolution du conflit en Abkhazie. Un an plus tard (juillet 1998), le parlement votait une loi stipulant que la Géorgie assumerait désormais seule le contrôle de sa frontière avec la Russie.

L'enjeu ukrainien

L'Ukraine soutient une intégration économique dans le cadre de la CEI mais refuse d'adhérer à toute dimension politique ou de sécurité de la coopération dans la CEI. Pour la Russie, l'enjeu est de taille. L'Ukraine représente une puissance politique et territoriale sans laquelle Moscou ne peut reformer un espace politique ex-soviétique cohérent. Une CEI sans l'Ukraine couperait la Russie de l'Europe et la repousserait vers l'Asie⁹⁶⁴. La restauration de son emprise sur l'Ukraine représente donc un objectif prioritaire pour Moscou et par conséquent une menace majeure pour Kiev. Enfin, l'existence même d'une identité ukrainienne est contestée par les Russes pour qui les Ukrainiens sont, du point de vue de leur langue, de leurs coutumes, tout comme de leur histoire « commune », tout simplement des Russes.

Un simple regard sur les puissances respectives de l'Ukraine et de la Russie (en termes de population, de puissance militaire, d'approvisionnement en énergie, etc.) montre que l'Ukraine ne peut, seule, complètement s'opposer à la Russie et en tout état de cause doit éviter de la provoquer (l'adhésion à l'OTAN entre dans ce cadre). Militairement, l'Ukraine ne peut faire face à la Russie⁹⁶⁵. Or, les garanties de sécurité données par Boris Eltsine à l'Ukraine lors de sa rencontre avec le Président Kravtchouk en janvier 1993 stipulent que la Russie n'est prête à respecter les frontières de l'Ukraine que dans le cadre de la CEI. Autrement dit, si l'Ukraine quitte la CEI, elle doit s'attendre à ce que la Russie formule des revendications⁹⁶⁶. Sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie est aussi une arme dont cette dernière n'a pas hésité à user. Pour assurer son assise politique et son indépendance, l'Ukraine cherche donc à diversifier ses sources d'approvisionnement en énergies et ses relations politiques, à défaut d'un système de sécurité régionale opérant. C'est vers l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et surtout l'Iran, que l'Ukraine s'est tournée pour diversifier ses approvisionnements en pétrole et en gaz naturel. Un accord sur la livraison de pétrole iranien à l'Ukraine a été signé (accord d'avril 1992, reconduit en février 1993) et la construction d'un pipeline via la Turquie pour acheminer ce pétrole est prévue. Parallèlement, l'Ukraine a normalisé ses relations avec l'ensemble des pays voisins : Pologne, Hongrie, Slovaquie, Moldavie et, après de nombreuses controverses, avec la Roumanie (mai 1997)⁹⁶⁷. La coopération avec la Pologne semble assez fructueuse (création d'un bataillon commun

⁹⁶⁴ Anne de Tinguay, "La Russie a-t-elle une politique à l'égard de son sud ?", *CEMOTI*, n°15, 1993, p. 79.

⁹⁶⁵ Sur cet aspect militaire, voir par exemple, *L'Ukraine et la sécurité européenne*, Rapport de l'UEO, document n°1464, Assemblée de l'UEO, 24 mai 1995, pp. 6-8 ; Oleg Strelak, "Independent Ukraine: The Search for Security", *The International Spectator*, XXX, n°1, janvier-mars 1995, pp. 63-65.

⁹⁶⁶ Olga Alexandrova, "Le facteur russe dans la politique de sécurité ukrainienne", *Politique Étrangère*, n°1, 1994, p. 51.

⁹⁶⁷ Cette normalisation achoppait sur plusieurs points : la dénonciation du pacte Molotov-Ribbentrop exigée par Bucarest, le statut de la minorité roumaine en Ukraine, la démarcation de la frontière à l'embouchure du delta du Danube sur la branche de Chilia et l'île aux Serpents. La Roumanie a finalement levé une partie de ses exigences, inacceptables pour l'Ukraine, sous pression des États-Unis.

de maintien de la paix en octobre 1995). Les contentieux historiques entre les deux pays ne sont pourtant pas minces. Mais pour la Pologne, une Ukraine indépendante est un contrepois appréciable face à l'influence de la Russie et constitue une zone tampon vis-à-vis de cette dernière.

Mais tout en diversifiant ses réseaux d'échanges et ses amitiés politiques régionales, Kiev a cherché à normaliser ses relations avec Moscou. De longues négociations ont finalement abouti à la signature de l'accord d'amitié et de bon voisinage de mai 1997. La Russie reconnaît l'intégrité territoriale de l'Ukraine et reçoit le droit d'utiliser la base de Sebastopol pour 20 ans. En février 1998, pour la première fois depuis l'indépendance du pays, un Président ukrainien s'est rendu en visite officielle à Moscou.

La Turquie dans la « chasse gardée » russe

Les offensives diplomatiques de la Turquie en direction des pays turcophones d'Asie centrale et de l'Azerbaïdjan ont vite contrecarré les projets de l'administration russe qui voit dans ces démarches une résurgence du panturquisme ou en tout état de cause une menace pour ses intérêts vitaux. Moscou accuse la Turquie de soutenir militairement l'Azerbaïdjan dans le conflit au Haut-Karabakh et s'alarme de ses rapprochements avec l'Ukraine et la Géorgie⁹⁶⁸.

De son côté, la Turquie accuse les Russes d'avoir participé à la prise de Kelbadjar en 1993 et d'approvisionner en armes la partie arménienne (ce qui fut admis par des militaires russes)⁹⁶⁹. Elle a officiellement annoncé après cette offensive arménienne « soutenue par la Russie » qu'elle enverrait armes et munitions aux Azéris (ce qui ne veut pas dire qu'elle n'ait pas clandestinement approvisionné Bakou en armement auparavant). De façon générale, la Turquie s'inquiète de la mainmise de Moscou sur la Géorgie, des ingérences russes dans les affaires azerbaïdjanaises ou arméniennes, de l'intervention russe en Tchétchénie et du renforcement de la présence militaire russe au Caucase. Ankara a très vivement réagi aux perspectives d'établissement de bases permanentes russes au Caucase notamment à Akhalkalaki (Géorgie) à 20 km de la frontière turque où des troupes russes sont stationnées depuis 1994⁹⁷⁰. Elle a menacé de construire une base en direct vis-à-vis de la base d'Akhalkalaki si celle-ci était transformée en base permanente russe⁹⁷¹.

⁹⁶⁸ "Georgia Chooses Turkey over Russia" titrait *Moscow News* le 18 avril 1996.

⁹⁶⁹ En mars 1997, plusieurs personnalités russes révélaient que la Russie avait illégalement (en violation du traité sur les Forces conventionnelles en Europe, FCE. Cf. note 973) fourni de 1994 à 1996 pour une cinquantaine de millions de dollars de chars, véhicules de transports de troupes et missiles SCUD à l'Arménie. OMRI Daily Digest 14/3/97, 17/3/97 ; *Türkiye*, 5/3/97 ; *Le Monde*, 28/5/97.

⁹⁷⁰ L'accord signé en septembre 1995 sur l'établissement de bases russes permanentes n'a toujours pas été ratifié par le parlement géorgien.

⁹⁷¹ OMRI Daily Digest, 21/5/96.

Enfin, Ankara a dénoncé avec vigueur le non respect par Moscou des dispositions du traité FCE au Caucase (Tchéchénie).

La Turquie se voit non seulement contrainte de tempérer ses ambitions mais elle vit cette présence militaire russe comme une nouvelle menace. L'ancien chef d'état-major turc, Doğan Güreş, avait déclaré en 1994 que la Russie représentait pour la Turquie un danger plus grand qu'à l'époque de la guerre froide⁹⁷². En conséquence, la Turquie a renforcé son dispositif militaire dans l'est de l'Anatolie. Rien qu'en Turquie orientale, quatre corps d'armée seraient massés, et la 3^{ème} armée stationnée dans la région peut à tout moment être appuyée par de grandes unités de la 2^{ème} armée.

Cette concentration de forces militaires témoigne certes, côté turc, du désir légitime de protéger ses frontières et, côté russe, de la volonté de s'assurer une zone de sécurité, mais alors que de nombreux conflits et lignes de tensions politiques traversent la zone, elle renforce l'insécurité régionale. Les démonstrations de force de l'armée turque à la frontière (grandes manœuvres, renforcement des effectifs) et les menaces verbales lancées à l'encontre de l'Arménie lors des offensives de 1993 participent elles aussi à la diffusion de la tension régionale. Depuis 1993, c'est le contrôle de la production et du transport du pétrole de l'Azerbaïdjan et de l'Asie centrale vers l'Europe occidentale qui constitue le contentieux russo-turc le plus lourd.

1.2.2. Les États-Unis ménagent la Russie

Jusqu'en 1997, la politique américaine dans la région fut dominée par deux facteurs : la question nucléaire et la volonté de ne pas brusquer une Russie encore politiquement et économiquement fragile. La question nucléaire fut longtemps l'obsession des dirigeants américains (à la Maison blanche comme au Congrès) et le chantage au nucléaire de l'Ukraine, utilisant la présence sur son sol de missiles chargés de têtes nucléaires pour obtenir des crédits et une reconnaissance politique de l'Occident, renforça sûrement les craintes de nombreux dirigeants américains de voir ces armes disséminées dans des régions instables. Aux yeux de nombreux analystes américains, la Russie semblait alors être un interlocuteur plus fiable que ces républiques nouvellement indépendantes et prêtes à tout pour assurer cette indépendance. D'autre part, la Russie n'était plus considérée comme une ennemie puisqu'elle avait choisi la voie de la démocratie libérale, et il convenait de l'aider et de coopérer avec elle alors qu'elle traversait une période de transition difficile. L'aide économique massive apportée à la Russie et à l'Ukraine devait favoriser,

⁹⁷² *Turkish Daily News*, 1/6/94.

toujours selon les analystes de la Maison blanche, le redressement économique et l'introduction de l'économie libérale, censés les prémunir du retour des démons communistes du passé.

Toujours dans l'objectif de ménager cette Russie encore politiquement instable – et militairement puissante – les États-Unis avaient reconnu à Moscou ce rôle de gendarme dans l'ex-URSS qu'elle revendiquait avec la doctrine de l'étranger proche. Ils se gardèrent ainsi de dénoncer les ingérences politiques et militaires russes dans les affaires intérieures des États de la CEI. Cette politique permettait aux États-Unis d'éviter tout rôle d'arbitre dans des conflits ethniques où ils ne souhaitaient guère intervenir et surtout les prémunissait, estimait-on à Washington, d'un risque de chaos général, l'ordre étant assuré par Moscou. La Russie fut donc érigée en seul interlocuteur de la CEI et Boris Eltsine jugé l'homme de la situation. Les États-Unis lui apportèrent un soutien sans faille, fermant les yeux sur les atteintes, parfois considérables (Tchéchénie), à la démocratie. Cette politique a conduit Washington à ne pas intervenir dans les conflits secouant l'espace ex-soviétique (Transnistrie, Haut-Karabakh), à ne pas condamner la Russie dans ses violations des dispositions du traité FCE et, dans un premier temps, à soutenir la Russie dans sa version du tracé des pipelines acheminant le pétrole et le gaz naturel du bassin caspien vers l'Occident.

La renégociation du traité FCE et la zone des flancs

La « zone des flancs » avait été incluse dans le traité FCE⁹⁷³ à la demande de la Turquie et de la Norvège, soucieuses d'éviter un redéploiement des forces soviétiques à leurs portes. L'espace concerné par les réductions d'armements s'étendait en effet de l'Atlantique à l'Oural et avait été découpé en quatre zones où étaient affectés des plafonds spécifiques⁹⁷⁴. Les quotas imposés par le traité étaient les plus contraignants en Europe centrale (RFA, RDA, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie) et allaient en décroissant au fur et à mesure que l'on s'éloignait de ce théâtre stratégique. Il y avait donc danger de voir Moscou déplacer son matériel dans les zones périphériques. Deux « zones de flancs » (nord et sud) furent donc définies (article V du traité) et la concentration d'armement y fut limitée. Le flanc sud comprend les trois États de Transcaucasie, le Caucase russe, la Moldavie, la Roumanie, la Bulgarie et une partie de l'Ukraine, c'est-à-dire tout le pourtour de la mer Noire. Les quotas furent ensuite partagés entre les huit républiques ex-soviétiques concernées en mai 1992⁹⁷⁵.

⁹⁷³ Traité sur la réduction des Forces conventionnelle en Europe (FCE) signé le 19 novembre 1990 à Paris. Ce traité institua une « parité conventionnelle » entre les forces de l'OTAN et celles du pacte de Varsovie en Europe. Du fait des déséquilibres existants, les réductions furent très asymétriques (3% de l'arsenal de l'OTAN, 40% de celui du pacte de Varsovie).

⁹⁷⁴ Voir les cartes publiées par Richard Falkenrath, "The CFE Flank Dispute. Waiting In the Wings", *International Security*, Vol. 19, n°4, printemps 1995, et reproduites en annexe. Toute une partie du sud-est anatolien fut par ailleurs exclue de la zone d'application de ce traité.

Depuis septembre 1993, le Président Eltsine demandait une révision du traité FCE. Les dirigeants russes soulignaient qu'il était logique que les termes d'un traité visant à atteindre une parité quantitative entre deux groupes (l'OTAN et le pacte de Varsovie) soient modifiés puisque l'un de ces groupes s'étendait au dépend de l'autre⁹⁷⁶. Ils arguaient d'autre part qu'un traité signé à l'époque soviétique ne pouvait remplir les conditions de sécurité de la Russie actuelle. Elle n'était autorisée à déployer que 15% de ses forces armées dans les districts de Leningrad et du Caucase du nord qu'elle considère comme une ligne de défense de toute première importance. A l'automne 1995, la Russie annonça qu'elle ne pouvait plus respecter ses quotas (qu'elle n'avait, de fait, déjà pas respectés avec son intervention militaire en Tchétchénie).

La Turquie s'opposa vivement aux demandes russes de renégociation du traité FCE où elle voyait une légitimation de la présence militaire russe au Caucase⁹⁷⁷. Pour Ankara, les quotas attribués à la Russie dans le Caucase étaient suffisants et aucune menace (l'Azerbaïdjan, l'Arménie ou la Géorgie ne menacent pas la Russie) ne justifiait une renégociation du traité en faveur de Moscou. Toutefois dans cette affaire, tout comme le conflit au Haut-Karabakh, la Turquie n'a pas reçu l'appui de ses partenaires de l'Alliance atlantique. Une fois de plus, les intérêts de l'Alliance ont primé sur les intérêts nationaux de la Turquie, car si la Russie n'est plus considérée comme une menace sérieuse à Washington, ce n'est pas le cas à Ankara. Toujours soucieux de ménager la Russie, craignant que si le principe d'une renégociation du traité n'était pas accepté, la Russie ne le dénonce, les États-Unis reconnurent le bien-fondé de la demande russe.

Washington tenait également à tempérer les réticences de Moscou face à l'élargissement de l'OTAN à l'Europe de l'est en lui reconnaissant une sphère d'intérêt vital dans la CEI et le droit d'assurer le maintien de l'ordre dans cet espace. De fait, la Russie avait formellement lié son acceptation de l'élargissement de l'OTAN à l'est à la ratification du document sur la zone des flancs. Le document rédigé en 1996 redéfinit donc cette zone des flancs. Il autorise par ailleurs la Russie à considérer comme déploiement temporaire les forces qu'elle stationne dans les anciennes républiques soviétiques et permet aux États signataires de céder une partie de leurs quotas à la Russie. Sur les cinq États concernés (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie, Ukraine), seule l'Arménie n'a pas émis de réserves⁹⁷⁸. Les autres pays ont estimé que ce document ne faisait que légitimer la présence militaire russe sur leur sol ou à leurs frontières. D'autre part, si la faculté de

⁹⁷⁵ Sur les plafonds alloués à chacun de ces États, voir Richard Falkenrath, *op. cit.*, p. 138.

⁹⁷⁶ L'Ukraine avait également soulevé dès l'automne 1993 la question des limitations imposées sur les flancs. Elle soutenait que la mise en œuvre de ces limitations la contraignait à défendre un quart de son territoire avec 17% de ses chars et 7% de ses véhicules de combat d'infanterie. *L'Ukraine et la sécurité européenne*, *op. cit.*, p. 10.

⁹⁷⁷ *Hürriyet*, 17/6/93 ; *Milliyet*, 10/6/94.

céder une partie de leurs quotas à la Russie reste de leur supposée entière souveraineté, ils craignent que Moscou ne puisse obtenir, par pressions ou non, cet avantage d'un de leurs voisins. A cet égard, le partenariat stratégique russo-arménien constitue un danger pour la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Enfin, l'aspect temporaire du déploiement de troupes russes n'a pas non plus été défini dans l'accord, ouvrant la voie à un stationnement à caractère plus permanent⁹⁷⁹. Malgré leurs réticences, l'Ukraine, la Moldavie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont dû signer, sous pressions américaines, ce nouveau document sur les zones de flancs. L'Azerbaïdjan n'a ratifié l'accord qu'au dernier moment et en spécifiant que les dispositions stipulant qu'un État signataire pouvait céder une partie de ses quotas à la Russie ou permettre à celle-ci de déployer des troupes sur son territoire ne pouvaient en aucune manière s'appliquer à son cas⁹⁸⁰.

Intervenue quelques jours avant la signature, le 27 mai 1997, de l'Acte fondateur OTAN-Russie (et prélude à l'élargissement à l'est de l'OTAN), la ratification de ce document par les pays concernés est très clairement liée aux relations Russie-OTAN. La perte du glacis est-européen est en quelque sorte compensée par la reconnaissance – cette fois-ci explicite – d'une sphère d'intérêt vital russe sur l'espace ex-soviétique (hors pays baltes). Mais si l'OTAN assure ainsi la stabilité du théâtre centre-européen, c'est au prix du sacrifice de zones elles réellement menacées, plus éloignées de ce théâtre anciennement hautement sensible mais géographiquement proche de la Turquie et où celle-ci est politiquement impliquée. La renégociation des termes du traité FCE est par ailleurs largement invoquée dans l'Acte fondateur OTAN-Russie. Le principe des plafonds nationaux y est affirmé. Les négociations se poursuivent à Vienne.

L'élargissement de l'OTAN : les Balkans et l'étranger proche exclus

Le 8 juillet 1997, au sommet de l'OTAN à Madrid, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque étaient formellement invitées à rejoindre l'OTAN. Les candidatures de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Slovénie étaient rejetées.

Une première constatation s'impose : au-delà d'une quête de sécurité, il s'agit aussi, pour les pays candidats, de prouver à leurs voisins et à l'ensemble du monde, leur appartenance à une civilisation. Le texte de Václav Havel publié dans *Le Monde* (édition du 21 mai 1997), est à cet égard éclairant : « L'Alliance est d'abord et avant tout un instrument de démocratie pour la défense

⁹⁷⁸ A l'exception du ministre des Affaires Étrangères. Celui-ci se trouva sur cette question en porte-à-faux avec l'ensemble de la classe politique arménienne et notamment le parlement qui ratifia l'accord à une large majorité.

⁹⁷⁹ Paul Goble, "Outflanked on CFE", RFE/RL Analyse, 2/5/97.

⁹⁸⁰ « Nous n'avions pas le choix », aurait déclaré un diplomate azerbaïdjanais, « Ou nous acceptions et nous avions le soutien américain, ou nous refusions et alors il n'y avait plus aucun contrôle sur la région ». *Le Monde*, 28/5/97. La date limite était fixée au 15 mai 1997. L'Azerbaïdjan a ratifié l'accord dans la nuit du 15 au 16 mai, la Géorgie le 13, la Moldavie le 15, et l'Arménie le 14 mai. RFE/RL Newslines, 15/7/97, 19/5/97.

des valeurs politiques et spirituelles (...). Elle est à considérer par ceux qui y adhèrent non comme un pacte entre nations combattant un ennemi plus ou moins avéré, mais comme un garant de la civilisation euro-américaine ». On voit mal, toutefois, quels instruments l'OTAN (qui est une structure militaire) pourrait mettre à la disposition de ses membres pour préserver ou renforcer la démocratie et les « valeurs politiques et spirituelles de la civilisation euro-américaine ». De plus, les exemples de la Turquie ou de la Grèce (régime des colonels) montrent bien que quelques entorses aux dites valeurs sacralisées par l'Alliance sont tout à fait possibles.

C'est toutefois dans cette optique qu'il faut appréhender les réactions frileuses de la Turquie et de la Grèce vis-à-vis de l'élargissement de l'OTAN. L'aspect purement sécuritaire de l'Alliance n'est (en théorie) aucunement amoindri, mais le privilège dont jouissait ces deux pays sur le plan purement de l'image et de l'identité est brouillé par la multiplication des privilèges⁹⁸¹. C'est un des motifs du *linkage* effectué par la Turquie entre son acceptation de l'élargissement de l'OTAN et l'ébauche du processus d'adhésion de la Turquie à l'U.E. Il conviendrait en effet, dans l'esprit des dirigeants turcs, de rétablir le privilège (plutôt d'ailleurs vécu comme un dû) en ouvrant les portes de l'U.E. à la Turquie et ceci d'autant plus que les pays d'Europe centrale vont, eux, bientôt en être membres. D'autre part, la construction de l'Europe est, pour les dirigeants turcs, étroitement lié à l'évolution de l'OTAN⁹⁸². Ils craignent notamment que l'U.E.O. ne se substitue partiellement à l'OTAN sur le théâtre européen⁹⁸³. Or, la Turquie n'est pas membre à part entière de l'U.E.O. (contrairement à la Grèce).

La Turquie n'a finalement pas posé son veto à l'élargissement de l'OTAN. Mais ces candidats favoris (tout comme ceux de la Grèce et de l'Italie) étaient plutôt situés en Europe du sud-est (Roumanie, Slovaquie et Bulgarie). L'adhésion de ces pays (voire uniquement de la Roumanie et de la Slovaquie dont les candidatures étaient plus sérieusement considérées à Washington) auraient en effet complété un front sud aujourd'hui territorialement discontinu, et contribué à stabiliser la région. Elle aurait également déplacé le centre de gravité de l'Alliance vers l'Europe balkanique, une des raisons précisément pour laquelle les États-Unis ont rejeté ces candidatures.

⁹⁸¹ Ainsi Xannis Valikanis, directeur de l'ELIAMEP (fondation hellénique de politique extérieure européenne), déclarait dans le journal *Eleftherotipia* du 4 juin 1995 (cité par Axel-Sotiris Wallden, "La Grèce dans les Balkans", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale, édition 1996*, Paris, La Documentation Française, 1996, p. 89) : « Il est clair que la Grèce ne brûle de désir pour aucun élargissement, qu'il s'agisse de l'OTAN, de l'U.E. ou de l'UEO. (...) Nous sommes particulièrement heureux d'appartenir à un groupe fermé et privilégié (...) et d'être doté du droit de veto ».

⁹⁸² Voir par exemple les déclarations de Tansu Çiller reprises par la presse turque, 11 et 12 décembre 1996.

⁹⁸³ Quelles que soient les formes que pourrait prendre cette « substitution » : que l'U.E.O. remplisse des missions otaniennes, qu'elle utilise les infrastructures de l'OTAN pour ses propres missions ou qu'elle devienne le pilier européen de l'Alliance.

Les candidatures de la Roumanie et de la Bulgarie (officiellement candidates depuis février 1997) soulèvent, par ailleurs, de nombreuses questions quant à leurs motivations. Si la classe politique et l'opinion publique roumaine adhèrent massivement à l'idée d'une adhésion à l'OTAN, la volonté de ne pas se laisser distancer pas la Hongrie dans cette course aux distinctions internationales, semble également avoir joué un rôle⁹⁸⁴. La classe politique bulgare est, elle, nettement plus divisée sur l'opportunité d'une adhésion à l'OTAN, et les déclarations contradictoires et embrouillées des dirigeants successifs du pays sont, à cet égard, éclairantes. Quoi qu'il en soit, le désir de « ne pas prendre trop de retard sur la Roumanie »⁹⁸⁵ a en partie motivé la candidature officielle de la Bulgarie. L'adhésion à l'OTAN prend ainsi l'allure d'une compétition régionale et, le moins que l'on puisse dire, est que la volonté de « ne pas être en reste » est une motivation bien fragile et contestable.

L'espace otanien, qui bénéficie en principe des garanties apportées par l'article 5 du traité de Washington, couvre ainsi l'ensemble de l'Europe occidentale et centrale, c'est-à-dire finalement des zones *a priori* peu menacées. Un nouveau glacis semble donc s'être formé autour de l'Allemagne et le théâtre centre-européen a été désamorcé. Les États-Unis semblent par ailleurs tenter de se reposer sur l'U.E. pour palier au manque de sécurité qu'ils ne veulent pas eux mêmes prendre en charge. Madeleine Albright, a ainsi déclaré, lors de sa tournée en Europe en février 1997 : « il reviendra aux Européens de combler le vide de sécurité que peuvent éprouver les pays Baltes en les intégrant à l'U.E. »⁹⁸⁶. Ainsi, le lien, *a priori* contre nature, entre l'OTAN et l'U.E., et dont la Turquie a déjà usé dans ses conditions posées à son acceptation de l'élargissement de l'OTAN, semble être largement admis – ou utilisé – par les États-Unis. Cette vision reflète certes une volonté de ne pas s'impliquer dans des zones sensibles mais elle correspond aussi à l'idée, communément admise aux États-Unis, que le développement de l'économie est un préalable nécessaire à la stabilisation politique.

Quant à la Russie, elle s'oppose fermement l'adhésion d'une république anciennement soviétique à l'OTAN. Elle a toutefois précisé qu'elle n'interviendrait pas militairement dans les pays Baltes⁹⁸⁷. Le message a clairement été reçu par les autres pays dont aucun n'est officiellement candidat. De leur côté, les dirigeants américains ont déclaré qu'ils comprenaient et prenaient en compte les préoccupations des Russes. En clair, ils ont signalé à la Russie ne pas s'engager dans sa

⁹⁸⁴ Voir par exemple les déclarations du ministre de la Défense roumain, Victor Babiuc, OMRI Daily Digest, 17/1/97. Il faut noter que le soutien de l'opinion publique chez les autres pays candidats, excepté le cas polonais, n'est pas si solide.

⁹⁸⁵ *Le Monde*, 23-24/2/97.

⁹⁸⁶ *Le Monde*, 16-17/2/97.

⁹⁸⁷ *Le Monde*, 28/5/97.

chasse gardée. Les concessions accordées en prélude à l'élargissement de l'OTAN (document sur la zone des flancs) montrent clairement que les États-Unis reconnaissent à la Russie une sphère d'intérêt vital dans l'étranger proche⁹⁸⁸. Cette reconnaissance n'est peut-être que temporaire et intéressée mais, en attendant, une sorte de zone tampon entre la Russie et l'OTAN a été créée, comprenant les Balkans et le pourtour de la mer Noire.

1.1.3. L'inconstance de la politique américaine dans l'étranger proche

Tout en ménageant la Russie, les États-Unis n'en ont pas moins mis au point avec les pays exclus de l'Alliance atlantique, une forme de coopération hybride (le Partenariat pour la Paix) longtemps dénoncé ne représentant qu'un palliatif à l'exclusion de l'OTAN. Les exercices militaires dans le cadre de ce Partenariat se sont cependant multipliés. Ils favorisent l'interopérabilité des armements et permettent aux États-Unis d'être présents sur le terrain. Le Groupes de forces interarmées multinationales (GFIM), dont vient de se doter l'Alliance, devrait aussi fonctionner avec la participation de pays non-otanien⁹⁸⁹. Enfin, une attention particulière est portée au cas de la Slovénie, de la Roumanie et de l'Ukraine, non incluses dans la première vague d'élargissement de l'OTAN.

Aux limites du théâtre centre-européen : Roumanie et Ukraine

La Roumanie et la Slovénie ont seules été mentionnées dans le paragraphe consacré aux prochaines candidatures examinées dans la déclaration adoptée au sommet de Madrid le 8 juillet 1997⁹⁹⁰. Le Président Clinton, en voyage éclair en Roumanie après ce sommet, a annoncé la mise en place d'un partenariat stratégique avec ce pays. Le mois suivant, l'assemblée de l'Atlantique nord tenait, pour la première fois, sa réunion annuelle dans un pays non-otanien : la Roumanie. Ces gestes de conciliation montrent bien que les États-Unis manœuvrent pour étendre leur influence dans la région sans engager pleinement leur responsabilité (article 5 du traité de l'Atlantique nord). Reste à savoir si cette coopération multiforme (partenariat stratégique, exercices militaires en commun et autres accords de coopération militaire) favorise la stabilité de la région.

Quant à l'Ukraine son adhésion à l'OTAN n'est pas officiellement à l'ordre du jour. Mais sa stabilité et son indépendance sont, elles, considérées comme primordiales. L'Ukraine « constitue

⁹⁸⁸ Les dirigeants américains se défendent d'un tel marchandage (reconnaissance du rôle de la Russie dans l'étranger proche en échange de l'acceptation de l'élargissement de l'OTAN à l'est) mais les événements (et notamment le document sur la zone des flancs) et leur chronologie, ne plaident guère pour l'acceptation de leurs arguments.

⁹⁸⁹ Les GFIM sont destinés à couvrir non seulement l'aide humanitaire, le maintien ou le rétablissement de la paix mais aussi la défense collective. Javier Solana, "La préparation du sommet de Madrid", *Revue de l'OTAN*, n°5, mars 1997, p. 6.

⁹⁹⁰ Extraits de cette déclaration dans *Le Monde*, 10/7/97.

l'un des facteurs clés permettant de garantir la stabilité en Europe centrale et orientale et sur l'ensemble du continent » (article 1 de la Charte de partenariat spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine). Depuis l'indépendance, les autorités ukrainiennes ont adopté une politique de non alignement qui les préserve d'une réaction agressive de la Russie (et d'une partie de sa population⁹⁹¹) à une éventuelle perspective d'adhésion à l'OTAN, tout en leur permettant de rechercher une collaboration économique (et des crédits) avec l'Occident. Cet exercice d'équilibre ne peut toutefois atteindre son objectif que si la Russie ne constitue pas un bloc militaire opposé à l'OTAN (dans le cadre de la CEI par exemple). Dans un tel cas de figure, l'Ukraine, qui n'a ratifié aucun des documents donnant une dimension de sécurité à la CEI, se retrouverait coincée entre une frontière occidentale désormais otanienne (Hongrie, Pologne) et une frontière septentrionale et orientale (Biélorussie, Russie) antagoniste. Les autorités ukrainiennes ont donc activement soutenu la signature d'un document Russie-OTAN qui les préservait, au moins temporairement et partiellement, d'une telle menace. Elles ont parallèlement engagé des négociations avec l'OTAN sur l'établissement d'un *special relationship* mais uniquement après la signature du document sur les relations entre l'OTAN et la Russie, un précédent étant ainsi créé. La Charte de partenariat spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine a été signée le 9 juillet 1997 à Madrid.

Jeux de puissance et diplomatie navale en mer Noire

En août 1965, l'URSS a unilatéralement étendu ses eaux territoriales en mer Noire à 12 miles, restreignant ainsi considérablement la liberté de mouvement des navires étrangers et notamment américains, les premiers visés par cette mesure. Quelques mois auparavant, l'Escadra soviétique avait fait une massive apparition en Méditerranée. A partir du milieu de janvier 1966, des navires de guerre américains pénètrent alors régulièrement deux fois par an en mer Noire pour y marquer la présence américaine et souligner le caractère international de cette mer⁹⁹². L'inclusion de ces eaux territoriales dans le périmètre de sécurité de l'URSS (et donc sa détermination à défendre ce territoire) restait en effet sujette à caution aux yeux des États-Unis. En février 1988, Washington décidait de tester cette détermination en envoyant deux navires (un croiseur et un contre-torpilleur) naviguer au large de la Crimée. La réponse à cette provocation ne se fit pas attendre : deux frégates soviétiques vinrent éperonner les deux vaisseaux américains⁹⁹³. De nouveau au début de l'année 1992, des navires de guerre américains étaient impliqués dans plusieurs incidents à la limite des eaux territoriales russes.

⁹⁹¹ Le groupe anti-OTAN au parlement ukrainien regrouperait 187 députés.

⁹⁹² Selon la Convention de Montreux, la présence navale des puissances non riveraines en mer Noire est limitée en termes de tonnage (tonnage global de 30 000 tonnes) et de temps (maximum de 21 jours).

Aujourd'hui, tous les pays riverains revendiquent une zone territoriale de 12 miles. La Turquie et l'URSS avait déjà conclu un accord sur les limites des eaux territoriales en 1973 sur cette base de 12 miles. Les deux pays avaient également délimité leur plateau continental (1978) et leur ZEE (1987). Excepté l'île aux Serpents au large de l'embouchure du Danube, il n'y a pas d'île assez éloignée des côtes pour justifier l'extension de la juridiction maritime d'un des pays riverains.

C'est la présence navale turque et américaine en mer Noire, jugée disproportionnée et menaçante par Moscou, qui inquiète aujourd'hui la Russie. Selon le commandant russe de la flotte de la mer Noire, l'amiral Viktor Kravchenko, lorsque la Turquie aura achevé son programme de modernisation de sa flotte (2005), ses forces navales seront supérieures à celles de la Russie⁹⁹⁴. Quant aux États-Unis, ses bâtiments rendent depuis 1992 de nombreuses visites de courtoisie dans des ports de la mer Noire. L'amiral Kravchenko a précisé, lors d'une visite à Sofia en août 1996, que 25 navires de guerre américains avaient traversé les eaux territoriales bulgares en 1995 et 20 navires durant les six premiers mois de 1996⁹⁹⁵. Les exercices militaires organisés dans le cadre du Partenariat pour la Paix sont également nombreux. Les exercices portant le nom de code « Breeze » et « Cooperative Partner » sont organisés chaque été au large des côtes bulgares ou roumaines. Elles réunissent des pays de l'OTAN (la Turquie, la Grèce, et les États-Unis de façon systématique), et la Bulgarie, la Roumanie et l'Ukraine. La Géorgie envoie généralement des observateurs et la Russie, toujours invitée, n'a participé qu'en 1994 aux exercices « Breeze ». D'autres exercices militaires bilatéraux ou multilatéraux sont également régulièrement organisés (« Cooperative Rescue », « Cooperative Neighbour », « Black Sea Partnership », « Starfish Operation », etc.)

Nombreux analystes soulignent aujourd'hui la fonction diplomatique de la marine dans la gestion des crises locales. En paradant devant les côtes d'un pays en proie à un conflit ou sous tensions (gesticulations navale), la marine peut envoyer un avertissement sans aller jusqu'au *casus belli*. Une puissance peut ainsi exprimer non seulement sur sa détermination mais également sur sa capacité à intervenir militairement ou politiquement⁹⁹⁶.

⁹⁹³ Sur cette affaire et sur ses implications juridiques (et notamment sur le droit de "passage inoffensif"), voir Ngozi Caleb Kalamu, "Tensions in the Black Sea : US-Soviet Confrontation Off Crimea", *Coexistence*, Dordrecht, Vol. 27, n°4, décembre 1990, pp. 233-243.

⁹⁹⁴ *Milliyet*, 31/7/97.

⁹⁹⁵ OMRI Daily Digest 20/8/96.

⁹⁹⁶ « Qu'il s'agisse d'anéantir un perturbateur (guerre du Golfe) ou de s'interposer au nom de l'ingérence humanitaire (*Sea-based stabilization* dans la crise yougoslave), la marine est donc l'outil le mieux adapté à la gestion des crises locales : sa souplesse d'engagement et de désengagement (*flexibility*), bien plus élevée que celle des forces terrestres, constitue un atout majeur compte tenu de l'hypersensibilité de l'opinion occidentale aux pertes humaines ». Martin Motte, "Le rôle des marines dans l'après-guerre froide", *La Revue Maritime*, n°437, 1^{er} trimestre 1997, p. 30.

Cette activité navale suscite les plus vives réactions à Moscou où l'on soutient que la mer Noire ne représente aucun intérêt stratégique pour Washington mais qu'il s'agit, en revanche, d'une atteinte aux intérêts de la Russie. Les États-Unis soutiennent, eux, que la mer Noire est une mer ouverte. La tenue de l'exercice annuel « Breeze » en août 1997 au large des côtes de la Crimée a notamment suscité une vive polémique avec la Russie. Considérant la Crimée comme incluse dans son périmètre de sécurité vitale, elle s'est opposée à la présence de troupes étrangères (c'est-à-dire de la 6^{ème} flotte américaine) dans ces eaux. Quelques semaines auparavant, face aux protestations de Moscou et de la communauté russe de Crimée, le gouvernement ukrainien avait déjà dû annuler les manœuvres terrestres prévues en Crimée dans le cadre du Partenariat pour la Paix.

La Crimée représente *de facto* un enjeu important en mer Noire. Pour la Russie, le contrôle de la Crimée est lié à la sauvegarde de ses positions sur cette mer. Comme le remarquait Romain Yakemtchouk dans son étude sur l'Ukraine⁹⁹⁷, Sebastopol occupe une position clef en mer Noire : « l'État qui détient cette forteresse ainsi que les autres ports de la Crimée détient une position dominante dans le bassin de la mer Noire ». Un tiers du territoire de la Crimée est d'ailleurs réservé à un usage militaire. Sur 22 aéroports, 20 sont militaires. La Russie ne demande pas formellement l'annexion de la Crimée mais le droit de maintenir ses bases militaires et surtout le droit exclusif d'utiliser la base de Sebastopol⁹⁹⁸. Dans les faits, la Crimée est considérée comme incluse dans le périmètre de sécurité russe. En avril 1996, Moscou a répondu à la visite du contre-torpilleur américain Artur Bradford en organisant sur le champ des exercices militaires d'envergure dans la zone⁹⁹⁹. La présence d'une importante communauté russe en Crimée (les 2/3 de la population) et par ricochet de puissants mouvements politiques pro-russes compliquent d'autant plus la situation. Les controverses entre la Russie et l'Ukraine sur la partage de la flotte de la mer Noire portent d'ailleurs sans doute plus sur la base de déploiement de ces deux flottes nationales (Sebastopol) que les bâtiments en question qui sont anciens et d'une valeur militaire secondaire¹⁰⁰⁰.

La réorientation de la politique américaine au Caucase

Les membres du Congrès américain (républicain depuis 1994) étaient de plus en plus nombreux à critiquer la politique hégémonique de la Russie dans ces régions et la compréhension

⁹⁹⁷ Romain Yakemtchouk, *L'indépendance de l'Ukraine*, Londres, Royal Institute of International Relations, 1993, p. 205.

⁹⁹⁸ C'est à Sebastopol que se trouve le centre de formation en nucléaire et en technologie des missiles pour l'ensemble des forces navales de l'ex-URSS. La plupart des unités de l'aéronavale ont leur base en Crimée et leur centre de formation y est établi. Romain Yakemtchouk, *op. cit.*, p. 222.

⁹⁹⁹ Matthew Brezinski, "Ukraine Gets Caught Between East and West Long After the Cold War", *Wall Street Journal-Europe*, 22/7/96

¹⁰⁰⁰ Sur ce contentieux, voir, par exemple, Romain Yakemtchouk, *op. cit.* et André Dumoulin, "Le contentieux russo-ukrainien de la flotte de la mer Noire", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°16, hiver 1994, pp. 17-29.

dont faisait preuve le gouvernement américain à l'égard de ces ingérences russes. Nombreux analystes objectaient également qu'il n'était peut-être pas raisonnable de confier à la Russie le contrôle de l'ensemble des voies de transit du pétrole et du gaz naturel vers l'Occident. Dès janvier 1995, les États-Unis notifiaient donc à la Turquie que dorénavant ils soutenaient le tracé turc (de Bakou à Ceyhan) du pipeline caucasien. D'autre part, il est apparu clairement après quelques semaines de combats en Tchétchénie que la Russie n'était peut-être pas apte à assurer le maintien de l'ordre dans ces régions troublées. Enfin, et non des moindres, le lobby pétrolier a repris de l'influence au Congrès (républicain) et exigé un soutien plus ferme à l'Azerbaïdjan.

A l'été 1997, les États-Unis ont réorienté leur politique vis-à-vis du Caucase et de l'Asie centrale. Le ton fut donné par le discours, prononcé à Washington le 21 juillet 1997, du député secrétaire d'État Strobe Talbott, le père de la stratégie américaine en matière de relations avec la Russie. Pour la première fois, l'Asie centrale et le Caucase étaient l'objet principal d'un discours de politique étrangère. Strobe Talbott s'est prononcé pour un rapprochement avec l'Azerbaïdjan et la levée de l'interdiction de l'aide économique à cette dernière et, de façon générale, pour une politique américaine plus active au Caucase et en Asie centrale. La probité de la politique russe dans ces régions y a été sérieusement, et à plusieurs reprises, mise en doute. Strobe Talbott a insisté sur la nécessité d'aider les pays de ces régions à assurer leur indépendance et à régler leurs conflits¹⁰⁰¹. D'autres prises de positions ont suivi et notamment celle du sénateur Brownback, président de la sous-section chargée de cette région dans le comité de politique extérieure du sénat, qui a dénoncé les interférences de Moscou dans les affaires des pays de la CEI et a appelé à une réorientation de la politique américaine jugée trop centrée sur les relations avec Moscou.

Dorénavant, la Russie n'est plus considérée comme l'interlocuteur privilégié de la CEI, ses ingérences au Caucase et en Asie centrale sont critiquées et les États-Unis ont conclu des accords de coopération militaire avec les pays de la région. Quelques jours avant le discours de Strobe Talbott, le Président Chevarnadze avait été reçu à Washington. Quelques jours après, c'est le Président azerbaïdjanais Haydar (Gueidar) Aliev qui faisait une visite très remarquée, et très commentée, aux États-Unis. Des contrats portant sur plus de 10 milliards de dollars ont été signés avec des compagnies pétrolières ainsi qu'un accord sur les relations militaires entre les deux pays¹⁰⁰².

¹⁰⁰¹ Sur ce discours, voir, Sonia Winter, "Central Asia: US Says Resolving Conflicts a Top Priority", RFE/RL Features, 22/7/97.

¹⁰⁰² *Turkish Daily News*, 6/8/97 ; *Le Monde*, 12/8/97, 3-4/8/97.

Au même moment, les États-Unis ont annoncé qu'ils ne s'opposent plus au principe d'un acheminement du gaz turkmène en Turquie via l'Iran¹⁰⁰³. Jusqu'alors, Washington s'était farouchement opposé à cette idée. Mais cette politique desservait *in fine* les intérêts géopolitiques de la Russie qui non seulement pouvait espérer occuper une position clef et hautement stratégique dans le réseau d'acheminement de ces matières énergétiques vers l'Occident, mais pouvait aussi affermir son influence politique sur les pays exportateurs (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Turkménistan). La décision américaine repose donc clairement sur un changement de politique non pas vis-à-vis de Téhéran mais bien vis-à-vis de Moscou. Il s'agit de diversifier les voies d'acheminement des énergies et de limiter ainsi le contrôle que la Russie pourrait exercer sur ces axes stratégiques et sur les républiques d'Asie centrale et du Caucase, quitte pour ce faire à passer par l'Iran.

Deux mois plus tard, en septembre 1997, des troupes américaines ont participé, pour la première fois, à des exercices militaires d'envergure en Asie centrale. Les manœuvres « Centrazbat 97 » se sont déroulées du 15 au 21 septembre en Ouzbékistan et au Kazakhstan et ont regroupé 1 400 soldats représentant huit pays : États-Unis, Russie, Turquie, Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizstan, Géorgie et Lettonie. Ces exercices visaient explicitement à promouvoir la coopération régionale (notamment en impliquant le bataillon centre-asiatique¹⁰⁰⁴) et à renforcer l'indépendance des pays concernés en envoyant un message clair sur l'intérêt porté par les États-Unis à la région. Les troupes américaines furent acheminées par un vol sans escale de la Caroline du nord jusqu'au Kazakhstan où elles furent parachutées, démontrant ainsi la capacité des États-Unis à rapidement projeter des forces dans la région¹⁰⁰⁵. Les manœuvres « Centrazbat » ont de nouveau été organisées en septembre 1998 en Ouzbékistan et au Kirghizstan. Durant les semaines précédentes, le bâtiment américain USS La Salle avait effectué une tournée dans les ports de la mer Noire.

Il va sans dire que Moscou perçoit plutôt mal ce changement de politique. Quelques jours après la visite du Président azerbaïdjanais aux États-Unis, le Président Eltsine a annoncé qu'il annulait le contrat signé un mois plus tôt entre les sociétés pétrolières russes Lukoil et Rosneft et la société pétrolière azerbaïdjanaise Socar. Ce contrat portait sur l'exploitation du brut dans le gisement de Serdar/Kyapaz situé dans une zone contestée entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan dans la mer Caspienne¹⁰⁰⁶. Il s'agissait donc d'une reconnaissance de la souveraineté

¹⁰⁰³ *Hürriyet*, 28/7/97.

¹⁰⁰⁴ Le bataillon centre-asiatique a été créé en 1996. Il regroupe des troupes de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan et du Kirghizstan.

¹⁰⁰⁵ Julie Moffett, "Central Asia: US to Participate in Joint Military Exercise", RFE/RL Features, 29/8/97 ; *Türkiye*, 14/9/97 ; *International Herald Tribune*, 16/9/97.

¹⁰⁰⁶ *Le Monde*, 12/8/97.

azerbaïdjanaise sur ce gisement, reconnaissance annulée par la dénonciation du contrat. Enfin, à la fin du mois d'août 1997, l'Arménie, inquiète du rapprochement américano-azerbaïdjanais, a signé avec la Russie un pacte d'assistance mutuelle.

Cependant, depuis l'été 1997, les États-Unis sont revenus sur leur acceptation d'un transit du gaz turkmène via l'Iran. Ils tardent d'autre part à débloquer des fonds pour la construction de nouveaux pipelines (évitant le territoire russe). Les investissements américains au Caucase et en Asie centrale ont certes augmenté mais pas de façon drastique et l'interdiction de l'aide américaine à l'Azerbaïdjan, dont le Président Clinton avait annoncé la levée pour l'automne 1997, est toujours en vigueur. Ces hésitations des États-Unis mettent les pays de la région dans l'expectative. Faute d'un soutien ferme de la part des Américains (notamment financier pour la construction de nouveaux pipelines), ces pays sont contraints de composer avec la Russie voire avec l'Iran.

1.1.4. Les détroits : toujours d'actualité

Seul passage entre la mer Noire et les mers Égée-Méditerranée, porte d'accès de la Russie aux mers chaudes et donc verrou contenant depuis plusieurs siècles la puissance russe, voie d'accès aux marchés mondiaux pour les pays riverains..., la vocation stratégique et commerciale des détroits n'est plus à démontrer. Les détroits furent par conséquent l'objet de nombreuses convoitises, en tout premier lieu des Russes. Les nombreuses guerres entre l'Empire ottoman et l'Empire russe en témoignent. Corrélativement, par sa seule vocation de verrou face à la puissance russe puis soviétique, l'importance des détroits dépasse largement les intérêts des seuls pays riverains et les chancelleries occidentales s'évertuent depuis la fin du XVIIIe siècle à maintenir un État indépendant allié sur les rives de ces détroits. Pour la Turquie, les détroits représentent à la fois un atout lui permettant de valoriser sa position stratégique mais aussi une menace puisque objet de convoitises. Pour les pays riverains de la mer Noire, les détroits représentent une voie de commerce de toute première importance. En 1986, l'URSS a fait transiter 38,8 millions de marchandises par les détroits, la Roumanie 13,7, la Grèce et la République chypriote 11,7 et la Bulgarie 4,2¹⁰⁰⁷. Aujourd'hui, 25% du total des exportations russes transitent par les détroits¹⁰⁰⁸.

Long de 32 km et large, en sa partie la plus étroite, de 700 mètres, le Bosphore est d'un accès difficile. La présence de bancs sous-marins, d'îlots et de courants contradictoires en rendent le passage encore plus délicat. La traversée du Bosphore nécessiterait jusqu'à 12 manœuvres.

¹⁰⁰⁷ Ismail Soysal, "Regime of the Passage Through the Turkish Straits Set up by the 1936 Montreux Convention and Some Current Crucial Problems Unforeseen 58 years Ago", *Turkish Review of Balkan Studies*, n°2, 1994/95, p. 47.

¹⁰⁰⁸ L. Vardommsky, "Russia's Economic Interests and the Black Sea Economic Cooperation", *Foreign Trade*, n°9, 1994, p. 6.

La réglementation du passage des détroits : des objections techniques et écologiques qui tombent à pic

Signé en 1936 par la Bulgarie, la France, le Grande Bretagne, le Japon, la Roumanie, la Turquie, l'URSS, et la Yougoslavie¹⁰⁰⁹, la Convention de Montreux régleme le passage des détroits. Le principe de la liberté de passage et de navigation est consacré par l'article 1. En temps de paix, les navires de commerce jouissent d'une complète liberté de passage. Le passage des bâtiments de guerre est en revanche soumis à une réglementation où entre en ligne de compte le tonnage, l'armement et l'équipement du navire. Le passage des porte-avions et des sous-marins n'est qu'exceptionnellement autorisé. Enfin, en temps de guerre ou « au cas où la Turquie s'estimerait menacée d'un danger de guerre imminent », le passage des détroits est laissé à la discrétion du gouvernement turc (articles 20 et 21)¹⁰¹⁰.

C'est cette dernière disposition qui a soulevé le plus d'objections à Moscou. Ce pouvoir que détient la Turquie de fermer les détroits si elle se sent menacée (et la définition de cette menace reste problématique) constitue un danger pour la Russie. Staline, qui avait tenté à la fin de la Seconde Guerre mondiale d'obtenir une révision de la Convention de Montreux sur ce point, avait parlé de « hand on Russia's throat » (Conférence de Yalta, 1945). La mise en application de ce droit reste toutefois problématique. Sans réels motifs, la Turquie s'exposerait aux violentes réactions de Moscou (*casus belli*).

La Convention de Montreux demanderait à être réactualisée. A l'évidence, de nombreux types d'armements n'existaient pas en 1936 et leur passage n'a donc pas été réglemé. Dans les faits, la pratique adoptée par le gouvernement turc n'a pas toujours été constante et la jurisprudence est peu claire. Les autorités turques ont ainsi, tour à tour, autorisé ou interdit le passage de navires ayant des armements identiques¹⁰¹¹. Pour les armes nucléaires, le gouvernement turc distingue le caractère offensif ou défensif de ces armes¹⁰¹², ce qui laisse, là encore, une large place aux appréciations discrétionnaires d'Ankara. Certaines formulations sont également difficilement adaptées aux spécificités de la construction navale moderne. Ainsi, la définition du porte-avions (dont le transit par les détroits est, en théorie, interdit) pose problème. L'annexe II de la Convention de Montreux stipule que « les bâtiments porte-aéronefs sont des bâtiments de guerre de surface qui sont conçus ou aménagés *principalement* pour transporter et mettre en action des aéronefs en mer ». Les Soviétiques avaient ainsi désigné le Kiev comme un « croiseur lance-

¹⁰⁰⁹ L'Italie a signé la convention en 1938.

¹⁰¹⁰ Texte intégral de la Convention de Montreux en annexe.

¹⁰¹¹ Pour plus de détails, voir Romain Yakemtchouk, «La Méditerranée orientale dans la politique des puissances», *Studia Diplomatica*, n°3-5, 1987, pp. 376-389.

¹⁰¹² Romain Yakemtchouk (1987), *op. cit.*, p. 382.

missiles de lutte anti-sous-marine »¹⁰¹³. Une seule interdiction semble avoir été réellement respectée, celle du passage des sous-marins¹⁰¹⁴.

Jusqu'à présent ni les États-Unis, ni l'URSS, ni la Turquie ne souhaitaient réellement une révision de la Convention de Montreux craignant que celle-ci ne se fasse aux dépens de leurs propres intérêts. La Turquie redoutait plus particulièrement que cette révision n'entraîne l'adoption d'amendements remettant en cause leur suzeraineté sur les détroits. Quant aux États-Unis, n'étant pas signataires, ils ne pouvaient accepter que la mise en place d'un nouveau statut se fasse sans leur concours. Mais l'augmentation du trafic, et notamment du trafic de matières dites dangereuses (pétrole et gaz naturel), de même que la taille des navires, ont poussé Ankara à modifier sa position. En 1937, 2 600 navires avaient traversé les détroits. En 1997, le nombre total de navires (turcs et étrangers) qui ont transité les détroits s'est monté à 51 000, soit environ 140 navires par jours (toutes classes et tonnages confondus)¹⁰¹⁵. Plus de la moitié de ces navires transporte des produits pétroliers, du gaz naturel ou des produits chimiques ou nucléaires. Et le trafic risque encore d'augmenter. Avec l'éclatement de l'URSS et la fin de la satellisation de la Roumanie et de la Bulgarie, ces nouveaux pays indépendants cherchent en effet à réorienter leurs échanges hors de l'ex-zone COMECON. Les risques de collision entre navires sont bien réels et d'autant plus graves que les rives du Bosphore sont surpeuplées. La moyenne annuelle d'accidents majeurs dans les détroits était d'environ deux par an dans les années 60 et 70. Dans les années 80, cette moyenne est montée à 7,5 par an¹⁰¹⁶. La Turquie a donc imposé en 1994 une nouvelle réglementation concernant le passage des détroits.

¹⁰¹³ *Ibid*, p. 388. La Turquie avait autorisé le passage du porte-avions « Kiev » en avril 1977.

¹⁰¹⁴ Hervé Coutau-Bégarie, « Mare nostrum : esquisse d'une géostratégie de la Méditerranée », *Hérodote*, avril-juin 1987, pp. 31-60.

¹⁰¹⁵ Johyon Naegele, « Turkey: Caspian Oil Presents Challenge to the Straits », *RFE/RL Features*, 23/6/98.

¹⁰¹⁶ Ismail Soysal, *op. cit.*, p. 47.

Total Year	Number of Foreign Vessels Through the Straits (*)	Total Tonnage Per Year	Accidents (major and minor)
1995	19 529	86.935.943	
1994	19.734	91.575.535	
----- entrée en vigueur de la nouvelle réglementation : juillet 1994			
1993	23.414	117.626.723	16
1992	22.530	114.294.604	17
1991	19.703	109.928.619	23
1990	20.515	139.856.087	30
1989	21.235	160.522.887	14
1988	22.332	167.634.501	16
1987	20.670	149.744.757	17
1986	19.906	143.407.903	16
1985	19.758	140.244.416	19
1984	21.191	146.323.977	9

Source : *Rapport annuel sur le mouvement des navres à travers les détroits turcs, 1995*, Ankara, Ministère des Affaires Étrangères (détail des pavillons, classes de bâtiments et tonnages, pp. 46-52).

* Taking into consideration Turkish flagged vessels, these figures need to be approximately doubled to arrive at the total volume of maritime vessel traffic.

Il semble bien toutefois que l'épineuse et âprement débattue question du tracé des pipelines acheminant le gaz et le pétrole du Caucase vers l'Europe occidentale ait aussi motivé le changement d'attitude turque. Ankara objecte, et avec raison, qu'il n'est tout simplement pas possible de faire transiter par les détroits tout le pétrole que l'on compte extraire du bassin de la Caspienne. Le ministère des Affaires Étrangères turc a calculé que dans ce cas de figure, 300 supertankers de 100 000 tonnes devraient transiter par les détroits tous les ans. Or, le passage d'un seul supertanker nécessite (toujours selon les autorités turques) la fermeture des détroits pendant 24 heures. Où et quand passeront alors les nombreux autres navires de commerce si les détroits sont fermés 300 jours par an ? La Turquie a certes très clairement utilisé ces motifs techniques au bénéfice d'objectifs purement politiques (soutenir *sa* version du tracé des pipelines), mais ces motifs sont, quoi qu'il en soit, pertinents.

L'annonce d'une nouvelle réglementation concernant le passage des détroits fut précédée d'une intense campagne de presse en Turquie (les chiffres présentés ci-dessus furent ainsi amplement repris et commentés). Annoncée en septembre 1993, cette nouvelle réglementation entra en vigueur le 1^{er} juillet 1994 (publié au *Journal Officiel* turc le 11 janvier 1994). Elle avait été approuvée par l'Organisation Maritime Internationale en mai 1994¹⁰¹⁷. Entre temps, en mars 1994, la collision de deux navires chypriotes dans le Bosphore avait illustré à point nommé la pertinence

¹⁰¹⁷ Texte du rapport de l'Organisation Maritime Internationale, analyse de la nouvelle réglementation et des problèmes techniques inhérents à l'augmentation du trafic dans les détroits dans *Turkish Straits. News Problems, New Solutions*, Istanbul, ISIS, Turkish Straits and Voluntary Watch Group, Foundation for Middle East and Balkans Studies (OBIV), 1995.

des arguments turcs. Les principales mesures imposées par cette nouvelle réglementation (*Traffic Separation Scheme*) sont les suivantes :

- Les navires d'une longueur de plus de 150 mètres se voient fortement recommandés d'utiliser les services de pilotes. Cette mesure est obligatoire pour les navires turcs¹⁰¹⁸.
- Les navires transportant des matières dangereuses (pétrole, gaz naturel, nucléaire) devront notifier 24 heures à l'avance leur passage et celui-ci devra s'effectuer de jour.
- Une description de l'état des navires désirant transiter par les détroits (longueur et cargaison) devra être fournie.
- Le trafic peut être interrompu en cas de mauvaise visibilité ou de fort courant (1 mile nautique pour les navires transportant des matières dangereuses, 0,5 mile nautique pour les autres).
- La hauteur des navires est limitée à 58 mètres en raison de la présence de deux ponts sur le Bosphore.

La Russie a bien sûr vivement protesté contre ce qu'elle qualifie de révision unilatérale de la Convention de Montreux. Moscou conteste l'alourdissement du prix du fret consécutif à ces nouvelles restrictions (délais). Selon les autorités russes, du 1^{er} juillet 1994, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, au 30 septembre 1995, 249 navires battant pavillon russe auraient été retenus à l'entrée du Bosphore causant une perte évaluée à 670 000 dollars¹⁰¹⁹. La Turquie argue, de son côté, que dans la mesure où les eaux des détroits se situent entièrement dans les eaux territoriales turques, leur statut dépend de son entière souveraineté ; et dans la mesure où le développement considérable du trafic, et notamment du trafic de matières dangereuses, requiert de nouvelles dispositions, elle se doit de les mettre en place. La Turquie est, par ailleurs, en train de doter les détroits d'un système perfectionné de radars (système de vision nocturne, caméras TV, etc.) qui devrait être opérationnel en l'an 2000. En 1997, 3 774 navires ont dû patienter à l'entrée du Bosphore à cause du passage d'un navire de plus de 150 mètres et le trafic a été suspendu pour un total de 1 550 heures¹⁰²⁰.

¹⁰¹⁸ La Convention de Montreux stipule expressément que le pilotage et le remorquage sont facultatifs (article 2). La Turquie ne peut donc que fortement recommander ce recours.

¹⁰¹⁹ *Turkish Daily News*, 25/11/95.

¹⁰²⁰ Johyon Naegele, *op. cit.*

1.1.5. Pétrole et pipelines : enjeux économiques et politiques

Les réserves, en grande partie inexploitées, en Azerbaïdjan, dans la Caspienne et en Asie centrale attisent bien des convoitises¹⁰²¹. La compétition s'est rapidement ouverte pour les contrats de prospection et d'exploitation. Une controverse a parallèlement surgi sur la propriété de ces fonds marins. Le partage de la mer Caspienne entre cinq États riverains (Azerbaïdjan, Iran, Turkménistan, Kazakhstan et Russie) butte sur un flou juridique que la présence de ressources énergétiques complique forcément¹⁰²². Certains gisements, et notamment celui de Kyapaz/Serdar, se situent dans des zones contestées (ici entre les eaux territoriales azerbaïdjanaises et turkmènes). Enfin, l'acheminement de ces richesses vers l'Europe nécessite la construction de nouveaux pipelines ou l'aménagement du réseau existant, motif à des querelles sans fin (et toujours pas réglées) aux enjeux autant politiques qu'économiques.

Le réseau actuel n'a pas la capacité de transporter l'ensemble des matières énergétiques que l'on compte extraire de la région et il est en mauvais état. Construit au début du siècle, le pipeline reliant Bakou à Soupsa sur la mer Noire en Géorgie, est en cours de réparation et devrait être opérationnel en avril 1999 mais ses capacités sont insuffisantes. Le pipeline reliant Bakou à Novorossiysk via Grozny a récemment été réparé mais il traverse la Tchétchénie. Enfin, ces deux tracés ne règlent pas la question du mode d'acheminement vers l'Europe au-delà de la mer Noire (c'est-à-dire éventuellement par les détroits). Pour ce qui est du transport du gaz naturel, un gazoduc achemine le gaz russe de Sibérie vers l'Ukraine puis la Moldavie, la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie (construit en 1974, ce gazoduc fut appelé le « gazoduc de l'amitié »). Ses capacités assez réduites appellent cependant à la construction d'une autre voie d'acheminement, ceci d'autant plus que le gazoduc de l'amitié s'est bien souvent transformé depuis 1991 en « gazoduc de l'hégémonisme russe ». Un autre gazoduc relie le Turkménistan à la Russie. Il est en mauvais état et a été fermé par la Russie en avril 1997 suite à des controverses avec le Turkménistan¹⁰²³.

Les enjeux économiques et surtout politiques sont importants. Pour les pays exportateurs (Azerbaïdjan, Turkménistan, Kazakhstan), ces richesses énergétiques représentent une carte maîtresse (si ce n'est la seule) pour leur développement économique et leur indépendance politique. Ils se refusent, dans la mesure du possible, à soumettre leurs routes d'exportation à la

¹⁰²¹ Sur l'importance de ces réserves, voir les chiffres présentés par Frédéric Grare, «La nouvelle donne énergétique autour de la mer Caspienne : une perspective géopolitique», *CEMOTI*, n°23, janvier-juin 1997, p. 16 et 38, et Stéphane Yerasimos, «Des histoires de tuyaux et de pétrole», *Hérodote*, n°81, avril-juin 1996, p. 107.

¹⁰²² Cesare Romano, «La Caspienne : Un flou juridique, source de conflits», *CEMOTI*, n°23, janvier-juin 1997, pp. 39-63.

¹⁰²³ Witold Raczka, «Le Turkménistan, futur Koweït de la Caspienne ?», *CEMOTI*, n°23, janvier-juin 1997, p. 195.

seule bonne volonté de la Russie. Ils sont plutôt en faveur d'une multiplicité de corridors afin de ne pas tomber sous la coupe d'un quelconque pays voisin. Le levier énergétique est une arme dont Moscou ne dédaigne pas user. Depuis 1991, la Russie a, à plusieurs reprises, interrompu le transit des énergies du Turkménistan (officiellement suite aux controverses sur les droits de transit), du Kazakhstan (sous prétexte de l'encombrement du réseau) ou vers l'Ukraine et la Moldavie (sous prétexte que les dettes énergétiques n'avaient pas été payées). En interrompant ou réduisant ces livraisons de gaz, elle étouffe économiquement les pays de la CEI. Ce levier a notamment été utilisé vis-à-vis de l'Ukraine, mais il s'agit là en fait d'une arme à double tranchant : la moitié des exportations russes de gaz transite par l'Ukraine, et celle-ci pourrait utiliser ce même levier vis-à-vis de la Russie (dans les cas extrêmes cependant car si elle gêne ainsi la Russie, elle gêne aussi les pays destinataires). Dans les Balkans, la Bulgarie et la Turquie, et dans une moindre mesure la Roumanie (qui produit les $\frac{3}{4}$ du gaz qu'elle consomme), sont dépendantes des livraisons russes.

Les pays importateurs (les États occidentaux principalement) voient dans l'apparition de nouveaux producteurs de pétrole un moyen d'amoinrir leur dépendance à l'égard du Golfe. Ils cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement et se prononcent plutôt pour un double tracé pour le transport de ces énergies. Mais ils ne sont pas prêts à en financer le surcoût. Enfin, ils espèrent obtenir des gains économiques et commerciaux avec l'apparition sur le marché de ces nouveaux producteurs : incitation à la baisse des prix et participations de leurs compagnies à l'exploitation de ces ressources.

Quant aux (nombreux !) candidats pour le transit, ils escomptent obtenir de substantiels gains économiques mais ils sont aussi motivés par des considérations d'ordre politique : consolidation de leur indépendance vis-à-vis de la Russie et/ou affirmation d'un rôle régional. Les principaux projets en concurrence sont le projet russe et le projet turc. La Russie propose d'acheminer le pétrole de Bakou par le pipeline existant jusqu'au port russe de Novorossiysk qui dispose déjà d'un terminal pétrolier puis par tankers via la mer Noire et les détroits jusqu'en Europe. La Turquie objecte qu'il n'est pas possible d'augmenter le trafic dans les détroits et, de toute façon, sûrement pas d'y faire passer l'ensemble du pétrole extrait du Caucase. Elle propose un tracé de Bakou jusqu'à Ceyhan/Yumurtalik près d'Adana qui dispose déjà d'un terminal pétrolier (pipeline en provenance de l'Irak) puis, à partir de Ceyhan par tankers¹⁰²⁴. Plusieurs itinéraires ont été avancés : via l'Arménie (le plus court, rejeté à cause du conflit au Haut-Karabakh), via l'Iran (rejeté par les États-Unis), ou via Soupsa en Géorgie (option qui a la faveur des dirigeants turcs et occidentaux). C'est non seulement l'influence respective de la Turquie et de la Russie au Caucase, en Asie

¹⁰²⁴ Voir cartes en annexe.

centrale et dans les Balkans qui est en jeu mais aussi leur poids vis-à-vis de l'Europe et des États-Unis. Enfin, le pétrole caucasien représente pour la Turquie une occasion inespérée de se délier de sa dépendance à l'égard des pays du Moyen-Orient avec lesquels elle entretient des relations plutôt tumultueuses. Outre les projets russe et turc, une autre option consisterait à passer par l'Iran jusqu'au Golfe persique (le plus court et le moins coûteux) mais les États-Unis s'y opposent formellement.

L'Azerbaïdjan a signé le 9 octobre 1995 un contrat avec un consortium international (le « contrat du siècle ») pour l'exploitation des champs pétrolifères de Chirag, Azeri et Guneshli¹⁰²⁵. Lors de la signature de ce contrat, ce consortium s'est prononcé pour une double voie d'acheminement : la voie russe (Novorossiysk) et la voie turque (Ceyhan via la Géorgie). En entérinant le projet turc, cette décision brise le monopole russe sur les voies de transport, sans toutefois évincer la Russie. Mais ce compromis est bancal. Dans un premier temps, ce sont les oléoducs sur Novorossiysk et Soupsa qui seront opérationnels alors qu'aucun engagement ferme (notamment financier) n'a été pris sur le pipeline Bakou-Ceyhan. Les États-Unis ont officiellement annoncé leur soutien au projet turc en janvier 1995. Leur ambition s'est ensuite élargie à un projet de construction d'un vaste réseau est-ouest reliant l'Asie centrale sous la mer Caspienne à l'Azerbaïdjan puis à la Turquie (pipelines transcasprien et transcaucasien puis Ceyhan). L'inconvénient de ce projet est qu'il est d'un coût élevé : le coût du pipeline sous la Caspienne est estimé à 2,8 milliards de dollars et celui du pipeline Bakou-Ceyhan à 2,3 milliards de dollars par les autorités turques, 3,9 milliards par les autorités azerbaïdjanaises, 4,5 milliards de dollars selon les compagnies pétrolières. En tout état de cause, le pipeline Bakou-Ceyhan n'est pas rentable en simples termes économiques (les gains escomptés ne justifient pas le coût) et les compagnies pétrolières sont donc réticentes vis-à-vis de l'option turque. Mais, pour la Maison Blanche, la mise en place d'un axe est-ouest répond plus à des impératifs politiques que commerciaux *stricto sensu*.

Depuis la signature du contrat du siècle et malgré de nombreuses déclarations de soutien à l'option turque, les négociations n'ont toujours pas abouti. La décision, annoncée pour l'automne 1998, a finalement de nouveau été reportée. La Déclaration d'Ankara, signée par les Présidents de Turquie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Azerbaïdjan et Géorgie le 29 octobre 1998 (le secrétaire d'État américain à l'énergie a signé en tant que témoin), affirme bien le soutien des signataires à la multiplicité des pipelines et au pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan comme principal corridor

¹⁰²⁵ Ce consortium international regroupe cinq compagnies américaines (pour 45% des bénéfices), deux britanniques, une saoudienne, une norvégienne, les compagnies nationales turque et azerbaïdjanaise, et la compagnie russe Lukoil. La participation de la compagnie iranienne IRNA, prévue dans un premier temps, a finalement été annulée sous pressions des États-Unis. Voir Janri Kachia, "Caucase : le vrai-faux « contrat du siècle »", *Politique Internationale*, n°70, hiver 1995-96, pp. 39-51 ; Stéphane Yerasimos (1996), *op. cit.*, pp. 106-122.

d'exportation du pétrole, mais la question centrale n'a toujours pas été réglée : qui va payer ? La multiplicité des acteurs – et donc des objectifs et intérêts – compliquent singulièrement une prise de décision déjà délicate compte tenu des enjeux financiers et politiques. Les compagnies pétrolières ne veulent pas financer le pipeline turc, les pays du Caucase veulent éviter la dépendance vis-à-vis de la Russie mais ne peuvent pas payer, la Russie s'oppose fermement au tracé turc, et l'objectif premier des États-Unis est d'isoler l'Iran tout en donnant satisfaction à son allié turc – sans brusquer la Russie ! Enfin, le lobby arménien aux États-Unis fait pression contre le projet turc et le lobby pétrolier en faveur d'un tracé iranien ou russe. La Turquie est prête à payer une partie mais sur la base de 2,3 milliards de dollars, estimation contestée par tous.

La politique d'isolement de l'Iran s'avère coûteuse et contre-productive. Les hésitations américaines, et notamment leurs réticences à financer leur projet d'axe est-ouest (fonds peu importants, tardivement annoncés et toujours pas débloqués), poussent les pays de la région à négocier avec l'Iran faute d'un soutien concret de la part des États-Unis. Le Turkménistan, coincé entre l'Iran et la Russie, s'est vu démunir face aux pressions russes (transit interrompu par la Russie en avril 1997). Il a donc cherché à diversifier son réseau et a entamé des négociations pour la construction d'un gazoduc vers le Golfe Persique via l'Iran (inauguré en janvier 1998), vers la Turquie via l'Iran, et vers le Pakistan via l'Afghanistan.

Les approvisionnements en gaz sont aussi une source majeure d'inquiétude en Turquie. La consommation a considérablement augmenté ces dernières années : 8 milliards de m³ en 1995 et on table sur une demande de 40 milliards de m³ en 2010¹⁰²⁶. Le seul gazoduc approvisionnant la Turquie actuellement est le gazoduc russe qui achemine via l'Ukraine, la Roumanie et la Bulgarie, 6 milliards de m³ de gaz par an. Ankara s'est donc vu contrainte de négocier l'achat de gaz supplémentaire avec Moscou. L'accord signé le 15 décembre 1997 prévoit d'augmenter les livraisons de gaz russe de construire un nouveau gazoduc sous la mer Noire (le Blue Stream). Les dirigeants turcs souhaitent cependant éviter de se mettre totalement sous la coupe de la Russie. Ils ont donc négocié des accords d'achat de gaz avec d'autres pays, principalement avec l'Iran (août 1996) et le Turkménistan (accord finalisé en octobre 1998). Deux tracés pour le transport de ce gaz sont à l'étude, via un gazoduc sous-marin sous la Caspienne ou via l'Iran. Les études de faisabilité

¹⁰²⁶ Estimations de la compagnie nationale *Botaş*. *Turkish Daily News*, 22/10/95. Sur la consommation de gaz naturel en Turquie, voir Salgur Kançal, "Luites-coopération autour du gaz naturel en Turquie et dans son environnement géostratégique", in Jacques Thobie, Roland Perez, Salgur Kançal (coord.), *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 61-71.

sur les deux itinéraires sont en cours. La Turquie garde en fait pour l'instant toutes ces options ouvertes¹⁰²⁷.

Il va sans dire que la Russie s'oppose à tous ces projets (transcaspien, transcaucasien et turc) qui évitent son territoire. Dès l'annonce par la Turquie de la mise en place d'une nouvelle réglementation sur le passage par les détroits à l'automne 1993, elle a entamé des négociations avec la Bulgarie et la Grèce sur la construction d'un pipeline de Burgas en Bulgarie à Alexandroupolis en Grèce contournant ainsi le territoire (et les détroits) turcs. La Grèce et la Russie avaient déjà pris acte de la convergence de leurs intérêts (notamment vis-à-vis de la Turquie) à l'été 1993. L'accord sur ce pipeline a été signé en septembre 1994. Mais des controverses ont rapidement surgi à propos de ce projet, notamment avec la Bulgarie qui conteste le partage des parts et refuse de s'engager financièrement. Les études de faisabilité n'ont été lancées qu'en 1998, quatre ans après la signature de l'accord et alors que les divergences ne sont toujours pas réglées¹⁰²⁸. D'autres itinéraires sont à l'étude dans les Balkans et notamment l'itinéraire AMBO (du nom de la compagnie – Albanian-Macedonian-Bulgarian Oil Corporation – créée pour ce projet) qui consisterait à relier Burgas au port albanais de Vlorë via Skopje. La construction d'un pipeline reliant le port de Constanța en Roumanie à Trieste via la Serbie et la Croatie est également à l'étude. La Roumanie et l'Italie ont déployé un actif lobbying pour ce projet. Mais les États-Unis s'opposent au transit par la Serbie et proposent un transit par la Hongrie¹⁰²⁹. Les études de faisabilité ont été lancées en 1998. Elles sont financées par la compagnie pétrolière italienne ENI.

Pour ce qui est du gaz, le gazoduc de l'amitié a récemment été étendu à la Macédoine (premières livraisons de gaz effectuées en septembre 1997) et à la Grèce (accord avec Gazprom datant de 1987 renégocié en 1993 suite aux retards dans les travaux)¹⁰³⁰. Enfin, un terminal de gaz liquéfié (GNL) est en construction au port roumain de Constanța. Le gaz devrait être ensuite acheminé en Europe par le Danube. Ce projet est le résultat de la création en 1996 (officialisée en janvier 1998) d'un joint-venture (Black Sea LPG) entre trois compagnies américaines et trois compagnies roumaines (Romgaz, Rompetrol et Renel)¹⁰³¹.

¹⁰²⁷ En attendant, la Turquie achète également du gaz auprès de l'Algérie. Un terminal GNL a été construit à cet effet sur la mer de Marmara. Des négociations sont également en cours avec le Qatar.

¹⁰²⁸ Détails de ce projet dans Minas Analytis, "Le projet d'oléoduc Bourgas-Alexandroupolis : un enjeu géostratégique", *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°411, août 1996, pp. 45-54.

¹⁰²⁹ RFE/RL Newslines, 28/9/98.

¹⁰³⁰ *Le transport du gaz naturel. Organisation et réglementation*. Agence internationale de l'énergie, OCDE, 1995, pp. 265-266.

¹⁰³¹ Robert Lyle, "Romania: Gas Project Promises Prosperity", RFE/RL Features, 15/1/98.

Une première constatation se dégage : l'Europe est quasi absente de ces grandes recompositions géo-pétrolières dans la région. Ses compagnies pétrolières ont bien signé quelques contrats mais ni l'Europe en tant qu'entité politique ni les États européens ne sont engagés dans les négociations en cours ou ne font pression pour l'une ou l'autre des options. La seule initiative à noter est le soutien de la France au contrat signé par sa compagnie Total avec l'Iran en 1997. C'est en fait la politique d'isolement de l'Iran par les États-Unis qui est remise en cause.

In fine, ce seront les États-Unis, les seuls à disposer de la compétence technique, des moyens financiers et de l'influence politique pour construire les pipelines et plates-formes en mer Caspienne, qui décideront. Mais le moins que l'on puisse dire est que la politique américaine dans la région est plutôt inconstante depuis 1991. Washington a dans un premier temps avalisé la politique russe dans l'étranger proche (stratégie de l'apaisement vis-à-vis de Moscou et politique attentiste sur la question des pipelines), mais cette politique poussait les pays de la région dans les bras de l'Iran. Quelques semaines après l'annonce de la décision du Turkménistan d'exporter son gaz via l'Iran et la Turquie, Washington prenait la décision de soutenir officiellement l'option Bakou-Ceyhan (annoncée en janvier 1995)¹⁰³². Le contrat du siècle suivait la même logique : ne pas tout miser sur la Russie tout en continuant d'isoler l'Iran. Le consortium international s'est ainsi prononcé pour un double tracé (turc et russe) et, sous pressions des États-Unis, la compagnie pétrolière iranienne a été exclue du contrat alors que les parts de la compagnie turque TPAO passaient de 1,75% à 6,75%. A partir de l'été 1997, les États-Unis tentent de contrer l'hégémonisme russe et, pour ce faire, acceptent de faire quelques entorses au principe d'isolement de l'Iran. Ils ont annoncé en juillet 1997 que le contrat gazier conclu entre la Turquie et l'Iran en août 1996 ne provoquerait aucune sanction de leur part¹⁰³³. Mais, depuis lors, Washington est revenue sur sa décision et fait pression contre ce projet. De nombreux analystes aux États-Unis s'accordent cependant pour affirmer que cette politique est suicidaire¹⁰³⁴. Entre la Russie et l'Iran, Washington doit faire des compromis. Si, dans les faits, les accords signés par les pays de la région avec l'Iran ne sont pas toujours appliqués (contrats entre l'Iran, l'Ukraine et la Turquie, construction d'un gazoduc Turkménistan-Iran-Turquie), les pays de la région gardent sous le coude l'option iranienne. Faute d'une politique volontariste de la part des États-Unis (et de rapide déblocage de fonds pour le pipeline transcaspian) ces accords seront appliqués. Le gazoduc reliant le Turkménistan à l'Iran est déjà opérationnel.

¹⁰³² Nur Dolay, "Grandes manœuvres pétrolières au Caucase", *Le Monde Diplomatique*, juillet 1995, p. 14.

¹⁰³³ *Hürriyet*, 28/7/97 ; *Le Monde*, 12/8/97.

¹⁰³⁴ C'est notamment le cas de Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de la Maison blanche sur la sécurité et spécialiste de la région. Robert Lyle, "Caspian: Brzezinski cautions Against Isolating Iran from Pipeline", *RFE/RL Features*, 9/7/98.

L'idée d'une multiplicité des axes de transport des énergies fait aujourd'hui l'unanimité (à l'exception de la Russie qui souhaiterait conserver son monopole). Mais les prix extrêmement bas du pétrole ne justifient pas les investissements requis. Les enjeux ne sont cependant pas tant économiques que politiques. D'ailleurs, les réserves du bassin de la Caspienne, dans les estimations les plus pessimistes il est vrai, ne représenteraient pas 3% des réserves mondiales (estimations du International Institute for Strategic Studies de Londres) et le contrat du siècle porte sur l'extraction de 500 millions de tonnes de pétrole (en trente ans)¹⁰³⁵. Mais, les nombreuses interférences entre les controverses sur les pipelines ou les contrats d'exploitations et les événements dans la région témoignent de l'importance des enjeux. Ainsi, dans quelle mesure la violente réaction des Russes aux velléités d'indépendance tchéchènes était-elle motivée par considérations pétrolières (le pipeline reliant Bakou à Novorossiysk transite par Grozny)¹⁰³⁶ ? Dans quelle mesure le coup d'État, organisé en sous-main par la Russie, contre le Président azerbaïdjanais Elçibey en juillet 1993 était-il motivé par des considérations pétrolières ? Quatre mois avant son renversement, Elçibey avait signé avec la Turquie un accord sur la construction du pipeline Bakou-Ceyhan (accord du 9 mars 1993) et il s'apprêtait à signer un contrat avec un consortium international. Une des premières actions du nouveau Président azerbaïdjanais fut d'annuler cet accord. Dans quelle mesure la volonté de couper la voie arménienne a-t-elle incité Moscou à soutenir militairement l'Arménie dans son offensive au Haut-Karabakh en avril 1993 ? (l'option arménienne a d'ailleurs disparu des listes de tracés possibles par la suite). Dans quelle mesure l'appui de la Russie à l'offensive abkhaze en septembre 1993 visait-il à couper la voie géorgienne (expressément soutenue par la Turquie depuis les offensives arméniennes au Haut-Karabakh au printemps) ? L'attentat contre Chevardnadze le 29 août 1995, à quelques semaines de la décision du consortium international, est également troublant. Et l'on pourrait multiplier les exemples.

Enfin, les interférences sur les relations turco-balkaniques sont nombreuses. La Russie, en partie suite aux controverses avec la Turquie sur le tracé du pipeline acheminant le pétrole caucasien vers l'Europe, s'est rapprochée de la Grèce (août 1993), rapprochement qui a débouché, entre autres, sur le projet de pipeline Burgas-Alexandroupolis. La Roumanie est également entrée dans le jeu avec le projet de pipeline Constanța-Trieste et se retrouve donc en concurrence avec le précédent tracé et le projet AMBO mais aussi peut-être avec le projet turc. Le Premier ministre roumain a tenu à préciser que seules les énergies en provenance de la Russie et du Kazakhstan étaient concernées¹⁰³⁷ mais les objectifs de ce projet restent assez flous. La construction d'un gazoduc sous la mer Noire (Blue Stream) rencontre forcément l'opposition de la Bulgarie qui y

¹⁰³⁵ Ben Patridge, "Central Asia: How Vast Are the Riches in the Caspian?", RFE/RL Features, 16/7/98.

¹⁰³⁶ Cette corrélation possible ne présume aucunement qu'elle soit unique ou même essentielle dans la réaction russe. Les explications doivent être nombreuses mais ce facteur a pu (et dû) peser.

perdrait la perception d'importants droits de transit, etc. Tous les pays de la région aspire à s'ériger en pont énergétique, position qui leur offrirait de substantiels gains économiques, parfois une consolidation de leur indépendance par rapport à Moscou, et surtout une carte stratégique maîtres se dans leurs rapports avec les Occidentaux.

¹⁰³⁷ *Bucarest Matin*, 26/5/98, 10-12/7/98.

1.2. PSEUDO-ALLIANCES ET CONTRE-ALLIANCES AUTOUR DE LA MER NOIRE

Dans ce vaste espace eurasiatique où les enjeux, acteurs et facteurs d'influences sont donc nombreux et variés, des regroupements conjoncturels et informels entre certains pays se forment au gré de l'évolution des influences croisées des ces différents acteurs et facteurs. Ces regroupements reposent sur une convergence d'intérêts économiques ou politiques ou sur une connivence face à la politique hégémonique ou irrédentiste d'un autre pays ou face un autre regroupement perçu comme menaçant.

1.2.1. Le GUAM et l'axe Kiev-Tbilissi-Bakou-Ankara

D'une certaine convergence d'intérêts régionaux, notamment face à la politique de la Russie, semble émerger non pas une alliance hostile comme le soutiennent de nombreux hommes politiques et intellectuels arméniens¹⁰³⁸, mais un regroupement régional entre l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et, aux deux extrémités de cet arc, la Turquie et la Moldavie.

A l'automne 1992, la Russie formulait la doctrine de l'étranger proche. Peu après, à l'occasion de la signature du traité d'amitié et de coopération entre la Géorgie et l'Ukraine en avril 1993, le Président géorgien proposait à l'Ukraine de former un front commun face à la Russie¹⁰³⁹. Le Président Elçibey avait fait une proposition similaire aux dirigeants géorgiens et ukrainiens¹⁰⁴⁰. Mais la peur de provoquer la Russie faisait toujours hésiter ces partenaires potentiels. Entre temps, le Président Elçibey avait été remplacé par un homme plus proche de Moscou (G. Aliev) et le conflit abkhaze avait permis à la Russie de reprendre en main la Géorgie. Mais depuis 1996, les négociations avec les dirigeants abkhazes semblent piétiner et les dirigeants géorgiens ont cherché à diversifier leurs appuis politiques régionaux. Le parlement géorgien conteste maintenant ouvertement la présence de forces de maintien de la paix russes (résolution du parlement géorgien en mai 1997)¹⁰⁴¹. La Géorgie a alors signé (mai 1997) un accord de coopération militaire avec l'Ukraine¹⁰⁴² et les deux pays se sont mis d'accord sur le principe d'un transit du pétrole du Caucase par tankers de Soupsa à Odessa (en mars, la Russie avait décidé de couper le gazoduc

¹⁰³⁸ Liz Fuller, Hary Tamrazian, "Belarus/Russia: Union Charter. Is Armenia next?", RFE/RL Features, 27 mai 1997.

¹⁰³⁹ *Ukrainian Quarterly*, Chronicle of events, été 1993, pp. 226-227.

¹⁰⁴⁰ Leila Alieva, *op. cit.*, p. 301.

¹⁰⁴¹ En revanche, le Président E. Chevarnadze, craignant une reprise des hostilités, s'est prononcé pour un maintien de ces forces d'interposition.

¹⁰⁴² Coopération sur les systèmes de défense antiaérien et sur l'entraînement des troupes géorgiennes en Ukraine. RFE/RL Newline, 28/5/97.

acheminant le gaz turkmène en Ukraine)¹⁰⁴³. L'Ukraine soutient la Géorgie dans sa version du tracé du pipeline (Bakou-Soupsa) ou encore sur le partage de la flotte de la mer Noire. Plusieurs accords de coopération économique ont par ailleurs été signés entre les deux pays. Quant à l'Azerbaïdjan, elle a toujours refusé le déploiement de troupes russes sur son sol et les révélations en mars 1997 sur les importantes livraisons d'armements russes à l'Arménie – ce qui n'était guère un secret mais qui surprit par son ampleur – n'ont sûrement pas incité Bakou à renforcer sa coopération avec Moscou. L'Azerbaïdjan a donc développé de bonnes relations avec l'Ukraine et surtout avec la Turquie. Le ministre des Affaires Étrangères arménien a même soutenu que l'Azerbaïdjan avait reçu d'importantes livraisons d'armements de l'Ukraine¹⁰⁴⁴.

Un alignement entre la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie (GUAM) a alors émergé en 1996 de cette convergence d'intérêts et d'objectifs politiques. Les quatre pays se sont également retrouvés dans leur opposition à la renégociation du document sur la « zone des flancs » du traité FCE. La Géorgie et l'Ukraine ont ardemment soutenu le projet de ZCEMN qui présentait l'avantage d'affermir le statu quo autour de cette mer par la diversification des réseaux d'échanges. Ce sont les seuls pays de la ZCEMN à avoir fait des propositions d'élaboration d'un système de sécurité collective dans la ZCEMN. L'Ukraine a également proposé de réunir en sommet les membres de la ZCEMN et de la Zone de coopération en mer Baltique, très clairement dans l'objectif de boucler le bloc Russie-Biélorussie¹⁰⁴⁵.

Ce regroupement informel alarma dans un premier temps les Occidentaux, soucieux de ménager la Russie. Durant leur rencontre à l'été 1997, les Présidents géorgien et azerbaïdjanais ont alors prudemment nié tout axe entre leur pays et souligné qu'il s'agissait uniquement d'une coopération économique¹⁰⁴⁶. Mais à l'été 1997, les États-Unis amorçaient une réorientation de leur diplomatie dans la région et leurs objections vis-à-vis de ce regroupement fanaient en même temps.

Le GUAM était jusqu'alors resté un regroupement largement informel. A partir de l'été 1997, les dirigeants des pays de l'étranger proche, forts de l'appui officiel des États-Unis, multiplient leurs critiques publiques à l'encontre de la Russie et resserrent leur coopération. Au début du mois octobre 1997, les Présidents ukrainien et géorgien déclenchent simultanément par voie de radio et conférences de presse une campagne de dénonciation de la politique russe. « La

¹⁰⁴³ *E.I.U., Country Report*, "Ukraine", n°2, 1997, p. 32.

¹⁰⁴⁴ Selon les déclarations du porte-parole du ministère des Affaires Étrangères arménien, l'Azerbaïdjan aurait reçu de l'Ukraine 947 véhicules blindés, 436 chars et 388 unités d'artillerie. RFE/RL Newslines, 1/8/97.

¹⁰⁴⁵ RFE/RL Newslines, 15/10/97.

¹⁰⁴⁶ Elizabeth Fuller, "Caucasus: Interests Converge Among the Members of the GUAM States", RFE/RL Feature, 1/12/97.

CEI est devenue une organisation amorphe et la faute en revient à la Russie » a déclaré le Président Koutchma. Le Président Chevarnadze a, lui, évoqué la « politique restrictive » de la Russie et déclaré que la CEI présentait peu d'intérêt pour son pays¹⁰⁴⁷. Au même moment, un bâtiment américain de la 6^{ème} flotte mouillait en Crimée. Quelques jours plus tard, les Présidents des quatre pays du GUAM se sont rencontrés à Strasbourg en marge du sommet du Conseil de l'Europe. Ils y ont déclaré leur intention de renforcer leurs relations économiques et politiques. Cette réunion marque en fait l'entrée de la Moldavie dans le Groupe des trois formé en 1996. Entre temps, l'Ukraine et la Moldavie avaient normalisé leurs relations et signé des accords de coopération militaire (décembre 1995 et août 1997). Selon ce dernier accord, des officiers moldaves seront entraînés dans les académies militaires ukrainiennes et la Moldavie fournira l'Ukraine en équipements électroniques¹⁰⁴⁸. Enfin, un corridor pétrolier a été formé entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ukraine au début de l'année 1998 (transport par train et pipeline, puis ferry de Poti à Ilyichevsk).

Une rencontre entre les quatre ministres des Affaires Étrangères a été organisée à Bakou le mois suivant la réunion de Strasbourg. Les discussions ont porté, cette fois-ci, sur la sécurité régionale. Le ministre de la Défense géorgien s'était déjà rendu en Ukraine le 30 octobre 1997 et les deux pays s'étaient mis d'accord pour coopérer à la protection de la voie de chemin de fer traversant l'Akhaïzie. Le mois suivant, cette ébauche de coopération militaire a été étendue à la création d'un bataillon commun (entre la Géorgie, l'Ukraine et l'Azerbaïdjan) destiné à protéger le corridor de transport caucasien. Les officiers géorgiens chargés de la surveillance du corridor pétrolier ont été formés en Ukraine durant l'année 1998. En septembre 1998, un nouvel accord de coopération est signé entre les commandants des gardes frontières de l'Ukraine, de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan. Les trois ministres de la Défense se sont rencontrés en janvier 1999 pour mettre au point les détails de cette coopération¹⁰⁴⁹. La Moldavie devrait bientôt se joindre à cette coopération militaire trilatérale. Au niveau économique, les relations entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan sont excellentes. La Géorgie représente en fait aujourd'hui le seul débouché de l'Azerbaïdjan puisque le transit par l'Arménie lui est coupé depuis le déclenchement du conflit au Haut-Karabakh. Quant à l'Ukraine, elle vient de signer avec la Géorgie un accord de coopération économique sur dix ans.

L'acheminement du pétrole caucasien via ces pays cimente en fait largement cette coopération. Toutefois, cet aspect économique, à larges connotations militaires et stratégiques, pose problème car pipelines et gazoducs ne pourront être multipliés à l'infini. La Turquie, la

¹⁰⁴⁷ Jan de Weydenthal, "Georgia/Ukraine: Russia's Role in CIS Criticized", RFE/RL Features, 14/10/97.

¹⁰⁴⁸ RFE/RL Newslines, 15/8/97.

¹⁰⁴⁹ *New Europe*, 2 -8 novembre 1997, p. 36 ; RFE/RL Newslines, 2/12/97, 25/1/99.

Géorgie et l'Azerbaïdjan soutiennent aujourd'hui d'un commun accord l'option Bakou-Ceyhan via Soupsa, mais l'Ukraine aspire également, et elle n'est pas la seule, à se placer sur le tracé du pipeline. Les dirigeants moldaves plébiscitent, eux, la construction d'un gazoduc du Caucase vers l'Europe via leur pays. Enfin, en avril 1999, l'Ouzbékistan s'est jointe à ce regroupement, dorénavant appelé GUUAM.

La Turquie s'est naturellement rapprochée du GUAM avec lequel elle partage les objectifs généraux (contrebalancer l'influence russe) et où se trouve ses meilleurs alliés politiques dans la région. Les Azéris, par leur proximité culturelle et linguistique avec les Turcs sont des alliés *a priori* naturels. Ils se sont aussi et surtout retrouvés isolés face aux Arméniens dans le conflit du Haut-Karabakh et ont recherché l'appui de la Turquie. Le traité d'amitié et de coopération a été signé dès janvier 1992 et rapidement des lignes de crédits ont été ouvertes. Des officiers turcs à la retraite ont été chargés de former l'armée azerbaïdjanaise. Toutefois, malgré le soutien accordé aux Azéris, la Turquie s'est trouvée dans l'incapacité – non pas militaire (encore que l'armée turque dispose d'une capacité de projection très limitée) mais diplomatique – de venir secourir les Azéris lors des grandes offensives militaires arméniennes en 1993 au Haut-Karabakh. « Un pas de trop de la Turquie en faveur des Azéris ferait basculer le monde du côté de l'Arménie » avait déclaré Süleyman Demirel (alors Premier ministre)¹⁰⁵⁰. On voit également mal comment la Turquie aurait géré l'inévitable réaction militaire de la Russie en cas d'intervention militaire turque au Caucase. Et dans cette hypothèse, les Occidentaux risquaient, comme pour l'intervention militaire turque à Chypre, de retirer leur soutien diplomatique et militaire (embargo) à la Turquie. Le gouvernement turc s'est donc borné à déployer un intense activisme diplomatique auprès des organismes internationaux.

En juin 1993, le Président pro-turc Ebulfez Elçibey est écarté du pouvoir à la faveur d'un coup d'État fort probablement organisé par la Russie. L'arrivée au pouvoir de Haydar (Gueïdar) Aliiev, plus proche de Moscou, laissait prévoir une modération de la coopération turco-azerbaïdjanaise. Mais si la Turquie s'est retrouvée impuissante face aux offensives arméniennes, ce n'était pas le cas de la Russie qui semble, notamment par l'intermédiaire de la VIIe armée et par la fourniture d'armements, avoir participé au succès des offensives arméniennes du printemps et de l'été 1993. La conquête de vastes territoires azerbaïdjanais a alors incité les nouveaux dirigeants azerbaïdjanais à renouer avec Ankara. Une série d'accords et de déclarations (stabilité de la frontière commune, tracé du futur pipeline, etc.) ont entériné ce nouveau rapprochement¹⁰⁵¹.

¹⁰⁵⁰ *Le Monde*, 16/3/92.

Le rapprochement entre la Turquie et la Géorgie a, lui, un temps été entravé par l'attitude ambiguë de la Turquie dans le conflit abkhaze¹⁰⁵². C'est plus particulièrement à partir de 1996/97, alors que les réticences du parlement géorgien vis-à-vis de la présence de troupes russes se faisaient plus vives et que le gouvernement cherchait à diversifier ses partenaires économiques et politiques, qu'un rapprochement a été esquissé entre les deux pays (visites d'E. Chevarnadze en Turquie en avril 1996 et de Süleyman Demirel en Géorgie en juillet 1997)¹⁰⁵³. Plusieurs projets visant à faciliter les échanges ont été mis au point et la Turquie est aujourd'hui le principal partenaire commercial de la Géorgie (environ 40% de son commerce extérieur). A partir de 1997, la coopération militaire entre les deux pays est de plus en plus étroite (entraînement des troupes géorgiennes en Turquie, etc.). Cette coopération bilatérale a connu un nouvel élan au printemps 1998 alors qu'un rapprochement stratégique entre l'Iran, la Grèce et l'Arménie émergeait et qu'un consensus semblait s'établir sur la question de l'acheminement du pétrole. En mars 1998, le Premier ministre Mesut Yılmaz a effectué une visite à Tbilissi et les deux pays se sont mis d'accord sur le principe d'un acheminement du pétrole de l'Azerbaïdjan à Ceyhan via Soupsa¹⁰⁵⁴. En avril, un nouvel accord militaire est signé et en mai, des manœuvres maritimes bilatérales sont effectuées au large des côtes géorgiennes. Le mois suivant, la Turquie a offert 5,5 millions de dollars à l'armée géorgienne¹⁰⁵⁵. Pour les dirigeants géorgiens, la coopération militaire ou économique avec la Turquie permet d'échapper quelque peu à l'emprise de Moscou. Un second poste frontière entre les deux pays a été ouvert en juillet 1995 entre Posof et Türközü (l'ouverture d'un troisième poste frontière à Aktaş-Çıldır est annoncée) et une liaison ferroviaire Kars-Tbilissi est en construction. Enfin, la Géorgie, la Turquie et l'Azerbaïdjan soutiennent formellement le tracé Bakou-Soupsa-Ceyhan pour le pipeline (déclaration conjointe à l'issue du sommet trilatérale de Trabzon en avril 1998).

Les objectifs de la Turquie et de l'Ukraine se recoupent sur un point fondamental : tempérer l'hégémonisme de Moscou dans la région. La Turquie représente une puissance régionale intéressant l'Ukraine à plus d'un titre : importance de son potentiel militaire et économique, contrôle sur les détroits, et position stratégique sur le flanc sud de l'Ukraine et de la Russie. Une coopération multiforme a été amorcée entre les deux pays. Dès mars 1991, le Président Özal s'est

¹⁰⁵¹ Leila Alieva, *op. cit.*, pp. 296-298.

¹⁰⁵² Les nombreux Abkhazes qui ont émigré en Turquie au XIXe siècle sont restés très attachés à leur pays d'origine et ils ont œuvré dès le déclenchement du conflit en faveur des « frères restés au pays ». Des manifestations pro-abkhazes ont été organisées en Turquie et plus de 300 volontaires Turcs se seraient battus aux côtés des Abkhazes. Ce chiffre est avancé par *Izvestija* dans son édition du 12/8/92 traduit par *Commonwealth of Independent States and the Middle East*, Jérusalem, septembre 1992.

¹⁰⁵³ Sur les accords signés à l'occasion de ces visites, voir *Moscow News*, 18/4/96 ; *Sabah*, 15/7/97.

¹⁰⁵⁴ *Anadolu Ajansi*, 12/3/98, 13/3/98 ; *Cumhuriyet*, 12/3/98 ; *Hürriyet*, 13/3/98.

¹⁰⁵⁵ Sur cette coopération militaire, voir *Milliyet*, 17/4/98, 14/5/98 ; *Anadolu Ajansi*, 1/5/98. Le protocole sur ce don de 5,5 millions de dollars a été signé en juin 1998. *Anadolu Ajansi*, 12/6/98.

rendu à Kiev (dans le cadre d'une tournée en URSS) et a signé un protocole de coopération culturelle et une déclaration de principe sur les relations bilatérales. L'année 1992 a ensuite été jalonnée de visites de haut niveau entre les deux pays et le traité bilatéral a été signé en mai. Les Présidents Kravtchouk et Koutchma se sont rendus en Turquie (respectivement en mai 1992 et novembre 1996) et le Président Demirel a fait un voyage très remarqué en Ukraine en mai 1994, et de nouveau en mai 1998. Les échanges bilatéraux augmentent régulièrement depuis 1993 (512 millions en 1993, 609 millions en 1994 et plus d'un milliard en 1995)¹⁰⁵⁶.

Enfin, un protocole sur la construction d'un pipeline acheminant le pétrole iranien en Ukraine via la Turquie a été signé en mai 1994 lors de la visite du Président Demirel¹⁰⁵⁷. Selon cet accord, le pétrole iranien devrait être acheminé par pipeline jusqu'à Samsun (mer Noire) via le pipeline reliant déjà Ceyhan (Méditerranée) à Kırıkkale en Anatolie centrale, puis par supertankers de Samsun à Odessa. Ce projet requiert donc la construction d'un pipeline de Samsun à Kırıkkale (Anatolie centrale) et la construction de deux terminaux pétroliers, à Samsun et à Yuzhny près d'Odessa¹⁰⁵⁸. D'une capacité de 40 millions de tonnes par an, le pétrole acheminé par ce pipeline devrait couvrir l'ensemble des besoins en pétrole de l'Ukraine, estimés à environ 35 millions de tonnes par an. Les États-Unis ne voient forcément pas d'un bon oeil cet accord et jusqu'à présent les travaux n'ont pas commencé. Mais à terme, si aucune autre alternative ne se concrétise, la nécessaire diversification des approvisionnements en énergie de l'Ukraine pourrait l'inciter à mettre en œuvre ce projet si toutefois – et la condition est de taille – elle trouve des fonds ! Dans l'ensemble, les deux pays se sont apportés un soutien mutuel dans leur politique régionale. Ankara a soutenu la position de Kiev sur le traité START et l'Ukraine n'a émis aucune objection sur les nouvelles règles concernant le passage des détroits. Les deux pays ont soutenu le Président Elçibey et demandé le retrait des troupes russes du Caucase. Enfin, ni l'Ukraine ni la Turquie n'ont intérêt à faciliter un déploiement massif de forces navales russes en mer Noire. Ankara, tout comme Kiev, s'oppose donc à une mainmise de la Russie sur la Crimée. La Turquie a apporté un appui discret à Kiev sur la question du partage de la flotte de la mer Noire tout en restant officiellement neutre dans ce conflit.

Toutefois, malgré de nombreuses déclarations sur la pertinence d'un renforcement des relations économiques et politiques entre les deux pays, les potentialités sont bien plus importantes

¹⁰⁵⁶ Détails de ce commerce dans *Eurasian File*, n°58, juin 1996, p. 2 ; ou dans Natalya Mhitary, "Ukrayna-Türkiye ilişkileri", *Avrasya Etüdleri*, Vol. 3, n°2, été 1996, pp. 2-13.

¹⁰⁵⁷ *The Ukrainian Quarterly*, Chronicle of events, été 1994, pp. 216, 219 ; *Eurasian Files*, n°30, avril 1995. L'accord finalisé a été signé en juin 1997. RFE/RL Newslines 16/6/97 ; *Cumhuriyet* 19/6/97.

¹⁰⁵⁸ La construction du terminal pétrolier de Yuzhny a été retardée suite à l'opposition du lobby pétrolier d'Ukraine qui ne veut pas perdre son monopole, et par manque de fonds.

que les réalisations. La coopération culturelle, même avec les Tatars de Crimée, reste peu développée, les investissements turcs en Ukraine sont peu importants et l'Eximbank n'a accordé à l'Ukraine qu'un crédit tardif et limité (20 millions de dollars). La coopération militaire entre les deux pays est peu développée et, de fait, c'est auprès de la Russie et non de l'Ukraine que la Turquie s'approvisionne en armement. L'Ukraine a pourtant développé un actif lobbying pour la vente de ses chars T-84, sans succès jusqu'à présent (des premières négociations ont été engagées en 1998).

L'axe Kiev-Tbilissi-Bakou-Ankara n'en est pas réellement un ; il pourrait, à terme, dans l'hypothèse – problématique il est vrai – où les pays concernés arriveraient à surmonter les pressions de Moscou, se concrétiser. Il a trouvé, au moins dans un domaine hautement stratégique, le pétrole et les pipelines, une expression concrète. Le projet de pipeline Iran-Turquie-Ukraine et surtout (plus réaliste à moyen terme) le pipeline Bakou-Soupsa-Ceyhan – qui a la faveur des dirigeants de ces trois pays *et* des États-Unis – bouleverseront, en cas de réalisation, les données géopolitiques de la région. En tout état de cause, ils représentent une menace pour Moscou.

1.2.2. L'ombre des tensions gréco-turques

La dimension militaire

En novembre 1993, la Grèce et la république chypriote ont signé un pacte de défense commune. La doctrine militaire grecque inclut dorénavant la République chypriote dans l'espace de défense grecque. Deux ans plus tard, les Grecs ont commencé la construction de la base Papandreou à Paphos où seront stationnés les avions grecs. Cette base étend la portée opérationnelle des avions grecs jusqu'aux côtes orientales de la Turquie et pourrait donc être utilisée pour prendre à revers la Turquie en cas de conflit entre les deux pays¹⁰⁵⁹. Mais, l'intérêt stratégique d'une telle base n'est plus si elle n'est pas protégée par un système de défense antiaérien. C'est là qu'intervient l'achat auprès de la Russie de 60 fusées S-300. Ces missiles sol-air ont une portée d'interception effective de 150 km¹⁰⁶⁰. Or la distance entre les côtes turques et l'île est d'environ 100 km. La supériorité aérienne de la Turquie est en conséquent neutralisée et l'Anatolie orientale sous la menace de l'aviation grecque basée à Paphos.

La Turquie a donc très vivement réagi. Elle soutient que le déploiement de ces missiles menace la sécurité des Chypriotes turcs et remet en cause l'équilibre des forces entre les Grecs et

¹⁰⁵⁹ Niels Kadritzke, "Chypre, otage de l'affrontement entre Athènes et Ankara", *Le Monde Diplomatique*, septembre 1998, pp. 6-7.

les Turcs en Méditerranée orientale¹⁰⁶¹. Ankara accepte également mal la présence militaire russe sur son flanc sud que le déploiement de ces missiles implique forcément (présence de techniciens et d'ingénieurs). Les dirigeants turcs ont déclaré qu'ils étaient décidés à « employer tous les moyens nécessaires, y compris la force », pour empêcher ce déploiement de missiles. Les parlementaires turcs ont par ailleurs rappelé que les traités de Zurich et de Londres, qui donnent à la Turquie, à la Grèce et à la Grande Bretagne un droit de regard sur Chypre, restent en vigueur¹⁰⁶². Cette menace à peine voilée a forcément été prise au sérieux à Athènes. C'est en effet sous le couvert juridique de ces traités que la Turquie était intervenue militairement dans l'île en 1974. De son côté, la Grèce souligne l'aspect purement défensif de ces missiles tout en accusant la Turquie de persévérer dans sa politique agressive dans la région. Jusqu'à présent, outre ses menaces de frappes aériennes prises très au sérieux par les Grecs, la Turquie a effectué quelques parades militaires : visite de courtoisie au port chypriote de Famagusta (inhabité depuis 1974) de trois navires de guerre turcs à la fin du mois de janvier 1997, exercices « Toros-97 » consacrés à la simulation de raids contre des rampes de missiles, etc. Ankara a également annoncé son intention de construire de nouvelles bases navales et aériennes pour contrebalancer l'augmentation du potentiel militaire de Nicosie. Les Américains ont, eux, immédiatement condamné le déploiement de ces missiles mais parallèlement ils ont vivement critiqué l'attitude « irresponsable » du gouvernement turc (menace de frappes aériennes)¹⁰⁶³.

Face à ces réactions, le président chypriote grec a annoncé, un mois après la divulgation de l'accord avec la Russie, que les missiles ne seront pas déployés avant 16 mois (février 1997)¹⁰⁶⁴. L'échéance a ensuite de nouveau été repoussée ; entre temps, Grecs et Turcs ont multiplié les exercices militaires et autres démonstrations de force¹⁰⁶⁵. La construction de la base Papandreou a en revanche été achevée et des chars russes T-80 livrés à la république chypriote. Le déploiement de ces missiles est surtout devenu un enjeu de politique intérieure dans ces deux pays, car finalement, sur le plan militaire, il est plutôt contre-productif pour la Grèce puisque la Turquie renchérit fermement. Comment de plus, les Grecs peuvent-ils maintenant contester la présence militaire turque au nord de l'île si, eux aussi, déploient des forces à Chypre (même si la garde nationale chypriote est déjà *de facto* sous commandement d'Athènes)¹⁰⁶⁶ ? En décembre 1998, le

¹⁰⁶⁰ Sur les caractéristiques de ces missiles voir *Jane's Land-Air Defense* cité par Reuters, 7/1/97.

¹⁰⁶¹ Ambassade de Turquie à Washington, communiqué de presse, 8 janvier 1997.

¹⁰⁶² Déclaration de la Grande Assemblée Nationale Turque, 21 janvier 1997.

¹⁰⁶³ Déclaration du porte-parole du Département d'État américain, Nicholas Burns. ANA, 11/1/97.

¹⁰⁶⁴ ANA, 15/2/97.

¹⁰⁶⁵ Les exercices gréco-chypriotes « Nikiforos » en octobre 1997 ont immédiatement été suivis par les exercices turco-chypriotes « Toros-97 ». En mars 1998, la Grèce a annoncé un renforcement du système de défense commun avec Chypre (ANA, 21/3/98), etc. Enfin, des avions grecs et turcs s'égarèrent régulièrement de l'autre côté de la ligne verte.

¹⁰⁶⁶ Niels Kadritzke, *op. cit.*, p. 7.

Président Clerides a finalement annoncé que les missiles seront déployés en Crète, tout en soulignant que l'accord de défense commune avec Athènes n'était aucunement remis en cause. Cette pirouette illustre bien l'impasse dans laquelle se trouvait la Grèce. La fermeté et la violence de la réponse turque, pourtant prévisibles, l'isolement de la Grèce sur cette question (vis-à-vis de ses partenaires occidentaux), avaient apparemment surpris Athènes qui ne savait comment reculer.

La dimension politique

Les répercussions des tensions gréco-turques dépassent largement le cadre bilatéral. Elles ont longtemps éprouvé la solidarité otanienne et fragilisé le système de défense de l'OTAN sur son flanc sud. La recherche d'appuis diplomatiques sur la question chypriote avait conduit les deux pays à courtiser l'URSS et les pays du Moyen-Orient à partir des années 60. La Grèce a notamment recherché l'appui du monde arabe. Elle a soutenu le camp palestinien et a été le premier pays à reconnaître diplomatiquement l'OLP et à recevoir son leader en 1981¹⁰⁶⁷. L'hebdomadaire *Middle East Times*, publié à Chypre en anglais, se caractérise par un virulent antisionisme et un antiturquisme. Cette politique fut d'autant plus efficace que les relations entre Arabes et Turcs sont lourdes d'antagonismes historiques et de contentieux très actuels. Encore au dernier sommet de la Ligue arabe, une déclaration en faveur de la politique grecque à Chypre a été adoptée. La plateforme du mouvement des non-alignés a également été utilisée via la république chypriote. La déclaration finale adoptée à l'issue du dernier sommet en septembre 1998 critiquait ainsi ouvertement la politique chypriote de la Turquie et qualifiait la République chypriote turque de « territoire occupé et sans identité propre »¹⁰⁶⁸. De son côté, la Turquie a tenté d'utiliser la plateforme de l'OCI, sans succès jusqu'à présent (refus d'adopter une résolution condamnant le déploiement des missiles en janvier 1998 par exemple). Aujourd'hui, cette quête d'appuis diplomatiques s'étend à l'ensemble du pourtour de la mer Noire (Balkans, Caucase, Russie, Ukraine).

Depuis 1991, la Grèce a vu avec frayeur l'importance stratégique de la Turquie se renouveler aux yeux de ses alliés américains (guerre du Golfe) et a assisté avec non moins de frayeur à l'offensive diplomatique de la Turquie dans les Balkans. Ankara a développé d'excellentes relations avec l'Albanie et la Macédoine, en conflit avec Athènes ; le projet de corridor est-ouest évite complètement le territoire de la Grèce (qui construit son propre corridor concurrent) et devrait permettre – lorsque achevé – à la Turquie de resserrer ses liens avec les pays de la région, etc. La peur d'une « transversale verte », qui regrouperait sous l'égide de la Turquie les pays et populations musulmanes de la région, est dans tous les esprits. La Turquie n'avait-elle déjà pas usé

¹⁰⁶⁷ Hélène da Costa, «La diplomatie grecque : endiguer la Turquie», *Défense Nationale*, août-septembre 1986, p. 113.

¹⁰⁶⁸ Anadolu Ajansi, 11/9/98.

du prétexte de la défense d'une communauté turque opprimée pour intervenir militairement à Chypre en 1974 ?

Conséquence de ce que la Grèce perçoit comme une offensive tout azimut, elle a cherché à multiplier ses points d'appuis dans les régions adjacentes à la Turquie. En 1993, alors que la campagne électorale engendrait une surenchère nationaliste entre autres sur la question macédonienne, elle a unifié son système de défense avec celui de la République chypriote et ébauché une coopération tactique avec la Russie dont les relations avec la Turquie se détérioraient (lutte d'influence dans l'étranger proche et question du tracé du pipeline). Deux ans plus tard, alors que le retour des communistes au pouvoir en Bulgarie lui permettait de renouer sur des bases plus solides avec ce pays, elle a lancé une initiative trilatérale aux allures antiturques dans les Balkans. Enfin, à partir de 1997, alors que la perspectives d'installation de missiles russes à Chypre provoquait un regain de tension entre les deux pays, la Grèce a lancé une offensive tout azimut au Caucase et auprès de l'Iran et de la Syrie. Face à l'alliance gréco-russe et à la menace de déploiement de l'aviation grecque et de missiles à proximité de ses côtes orientales (et du terminal pétrolier de Ceyhan !) la Turquie répond par une alliance avec Israël et développe sa coopération et son dialogue avec les pays du GUAM. La Grèce relance alors sa coopération avec l'Iran et l'Arménie !

Dans un jeu sans fin où l'un justifie sa quête d'appuis diplomatiques par la menace que les alliances de l'autre font peser sur son avenir, la Grèce et la Turquie luttent sur tous les fronts. Quand la Grèce gèle son aide de 20 millions de dollars à l'Albanie, la Turquie en offre 30 millions¹⁰⁶⁹. Quand le sous-secrétaire d'État à la Défense arménien se rend en Grèce, le chef d'état-major turc se précipite en Azerbaïdjan¹⁰⁷⁰. Quand le Premier ministre Erbakan se rend en Iran, le ministre des Affaires Étrangères grec arrange immédiatement une visite à Téhéran (en contradiction d'ailleurs avec les décisions de l'U.E.)¹⁰⁷¹. Quand la Turquie annonce la signature d'un accord de coopération militaire avec Israël, le ministre des Affaires Étrangères grec entreprend une tournée dans le monde arabe, etc. Enfin, si les tensions gréco-turques pèsent de tout leur poids sur les diplomaties des deux pays dans un vaste espace couvrant les Balkans, le Moyen-Orient et la CEI, elles sont aussi utilisées comme levier par les autres pays de cet espace. Et si la Russie, la Syrie ou l'Arménie font le jeu de la Grèce en développant leurs relations avec cette dernière, elles poursuivent également leurs propres objectifs.

¹⁰⁶⁹ *Kathimerini* (quotidien grec), 19/1/92, cité par Stéphane Yerasimos, "Ankara coltiva un sogno ottomano", *Limes*, n°1-2, 1993, p. 106.

¹⁰⁷⁰ Sur le départ précipité d'İsmail Hakki Karadayı en Azerbaïdjan en avril 1998, voir *Hürriyet*, 14/4/98.

¹⁰⁷¹ *Le Monde*, 22-23/9/98.

1.2.3. Pseudo trilatérales et contre-trilatérales dans les Balkans

Dans un premier temps, en conflit avec l'ensemble de ses voisins septentrionaux, c'est vers la Serbie puis, à partir de 1993, vers la Russie, que s'est tournée la Grèce. La solidarité de la Grèce avec les Serbes durant les guerres yougoslaves est de notoriété publique. Elle recouvre une convergence d'intérêts à court terme : antagonisme vis-à-vis de la Macédoine et de l'Albanie, et scepticisme quant aux réels objectifs de la Bulgarie vis-à-vis de la Macédoine. Une solidarité orthodoxe fut parallèlement avancée pour justifier ces excellentes relations fraternelles. Ainsi, lors de la visite de Boris Eltsine en 1993, qui marqua le début d'une étroite coopération entre les deux pays, « les liens étroits spirituels entre les deux pays, unis par la religion orthodoxe » furent soulignés¹⁰⁷². Toutefois, comme nous l'avons vu¹⁰⁷³, l'orthodoxie n'est politiquement pas un élément fédérateur et n'est évoquée que pour conforter les options politiques des uns ou des autres.

La Grèce a également tenté, sans succès, de mettre en œuvre un processus trilatéral Athènes-Sarajevo-Téhéran avec pour objectif de substituer l'Iran à la Turquie comme allié privilégié du gouvernement bosniaque¹⁰⁷⁴. A la même époque (février 1995), le Président Milošević proposait à Athènes de créer une confédération souple entre la RFY, la Macédoine et la Grèce qui aurait inclus un pacte de non-agression, la formation d'un staff militaire commun et la création d'une zone de libre-échange. Dans sa proposition, S. Milošević expliquait clairement que cette confédération serait un message dirigé contre les apôtres de la Grande Albanie. L'objectif, tout aussi clairement exprimé, était de d'impliquer directement la Grèce aux côtés de la Serbie en cas de conflit au Kosovo¹⁰⁷⁵. Il va sans dire que cette proposition fut fermement rejetée par la Macédoine et la Grèce¹⁰⁷⁶.

A partir de l'été 1995, alors que la situation militaire en Bosnie-Herzégovine évoluait rapidement (offensives croato-bosniaques de l'été) et qu'elle était de plus en plus isolée dans la région, la Grèce a modifié sa politique. Elle a signé un accord intérimaire avec Skopje en septembre et a parallèlement tenté de former un forum politique avec la Bulgarie et la Roumanie. Initié en août 1995, alors que les communistes bulgares au pouvoir depuis quelques mois menaient une politique recentrée sur les relations avec la Grèce et la Russie contrairement à leurs prédécesseurs de l'UDF, la formation de cette troïka visait à concurrencer la politique de la Turquie qui s'appuyait principalement sur l'Albanie et la Macédoine. Ce processus de coopération

¹⁰⁷² *Le Monde*, 3/7/93.

¹⁰⁷³ Cf. *supra* chapitre « Nationalismes, identités nationales et antiturquisme » (1^{ère} partie, chapitre 2).

¹⁰⁷⁴ Axel-Sotiris Walldén, *op. cit.*, p. 76, note 68.

¹⁰⁷⁵ Selon une information publiée dans le quotidien grec *Apogevmatini* et reprise par MILS, 6/2/95.

trilatérale a cependant donné des résultats plutôt mitigés. Les rencontres annuelles des ministres des Affaires Étrangères organisées dans le cadre de ce processus (Ioannina en Grèce en août 1995, Varna en Bulgarie en mars 1996, Sinaia en Roumanie en octobre 1997, île de Santorin en avril 1998) n'ont pas permis de régler les litiges en suspens (emplacement du second pont sur le Danube, ouverture de nouveaux postes frontières entre la Bulgarie et la Grèce, insécurité autour du fonctionnement de la centrale nucléaire de Kozloduj en Bulgarie et controverses sur les droits de transit de la pipeline, en projet, Burgas-Alexandroupolis). Aucun axe de coopération renforcé n'a émergé de ces réunions régulières et le rapprochement gréco-bulgare, consécutif au retour des communistes au pouvoir, a forcément été relativisé après le départ de ces derniers au début de l'année 1997. De retour au pouvoir, l'UDF a relancé la coopération avec la Turquie et une rencontre, regroupant cette fois-ci les Présidents de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Turquie, s'est tenue à Varna en octobre 1997 à l'occasion de l'inauguration du réseau de fibre optique entre les trois pays.

Depuis l'automne 1997, trois rencontres entre les Présidents des trois pays (à Varna le 3 octobre 1997, à Antalya les 17 et 18 avril 1998 et à Siania les 11 et 12 mars 1999) ont été organisées ainsi qu'une rencontre entre les trois Premiers ministres à Sofia en juillet 1998. Ces réunions ont pour objectif de former une sorte de forum politique et économique entre les trois pays. Elles donnent lieu à des consultations politiques sur les questions régionales mais aussi à un approfondissement de la coopération. Un accord de coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, le crime organisé, le trafic de drogue, le trafic d'armes et le blanchiment d'argent a été signé par les ministres des Affaires Étrangères présents au sommet d'Antalya, et les trois Présidents ont signé une déclaration commune sur la création d'une zone de libre-échange lors du sommet de Sinaia¹⁰⁷⁷.

Athènes a réagi plutôt vivement à ce retournement de situation. A la veille du sommet d'Antalya, elle a ainsi annulé le sommet des chefs d'États de Bulgarie, Grèce et Roumanie prévu pour les 30-31 mai à Delphe (ce sommet se tiendra finalement en octobre). La Roumanie et la Bulgarie mènent en fait de front les deux processus de coopération trilatérale. Ainsi les réunions organisées avec les dirigeants turcs n'ont pas interrompu les réunions tripartites avec les dirigeants grecs (réunion des trois ministres des Affaires Étrangères en avril 1998 sur l'île de Santorin, réunion des ministres de l'Intérieur en septembre) et un protocole envisageant une coopération

¹⁰⁷⁶ Tanjug, 19/11/94, 18/1/95, 23/1/95, cité par Sophie Clément, "The Former Republic of Macedonia/FYROM. The Apparent Stability", *The South European Yearbook, 1994-95*, Athènes, ELIAMEP, 1995, p. 360.

¹⁰⁷⁷ Texte intégral de la déclaration commune adoptée à l'issue du sommet d'Antalya dans *Perception*, Vol. 3, n°2, juin-août 1998 (édition internet). Voir également BTA, 17/4/98 ; Anadolu Ajansi, 16/4/98, 17/4/98. Sur le sommet de Sinaia

tripartite contre le crime organisé a été signé par les ministres de l'Intérieur grec, bulgare et roumain, en septembre 1998. La coopération trilatérale avec la Turquie semble toutefois mieux engagée, notamment dans les domaines de la coopération économique et de la sécurité intérieure, et le niveau des rencontres (au niveau des chefs d'État et des Premiers ministres et non des ministres des Affaires Étrangères) illustre plutôt une disproportion – conjoncturelle – d'intérêts. Le premier sommet entre la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie (Présidents roumain et bulgare et Premier ministre grec) s'est tenu à Delphes en octobre 1998¹⁰⁷⁸.

Quant à la Serbie, relativement isolée dans la région (à l'exception de son alliance avec la Grèce et de bonnes relations avec la Roumanie jusqu'en 1997), elle a cherché, après les accords de Dayton, à sortir de cet isolement et ceci, au mépris des positions politiques de la Grèce qui l'avait pourtant soutenu envers et contre tout durant le conflit. Le gouvernement serbe a une première fois lâché son allié grec en reconnaissant la République de Macédoine sous son nom (avril 1996). La Serbie s'est ensuite rapprochée de la Turquie et les accords de coopération économiques entre les deux pays ont été rapidement bouclés. Plus récemment, alors que Belgrade était de nouveau confronté à une pression internationale (Kosovo), c'est l'opportunité d'un rapprochement avec l'union Russie-Biélorussie qui a été discutée. Une délégation yougoslave a ainsi assisté à la réunion de l'assemblée parlementaire de l'union Russie-Biélorussie en novembre 1998. Ce mouvement est dirigé par les radicaux serbes de V. Seselj. Dans un appel à l'union des Slaves orthodoxes aux allures antioccidentales, ce dernier a exprimé le « désir sincère de la Yougoslavie de se joindre à l'union Russie-Biélorussie »¹⁰⁷⁹. Dans les faits, il est fort peu probable que la Serbie se joigne à cette union mais, en laissant planer un doute sur ses réelles intentions, elle agite la menace de formation d'un bloc antioccidental ou, à défaut, se rapproche de ces deux pays prêts à soutenir haut et fort les droits des Serbes.

A la lisière des Balkans, une autre trilatérale a émergé entre l'Ukraine, la Moldavie et la Roumanie. Les Présidents de ces trois pays se sont mis d'accord en avril 1997 sur la création de deux euro-régions à leur frontière commune (à l'embouchure du Danube)¹⁰⁸⁰ et des négociations sur la création d'une zone de libre-échange sont en cours. Le Danube représente en fait une voie

et la création d'une zone de libre-échange entre les trois pays, voir *Bucarest Matin*, 11/3/99 ; 12-14/3/99, Anadolu Ajansi, 11/3/99 ; *Cumhuriyet*, 12/3/99 ; *Turkish Daily News*, 12/3/99.

¹⁰⁷⁸ La déclaration finale adoptée et la conférence de presse organisée à l'issue de cette rencontre portèrent uniquement sur des questions régionales (nécessité de trouver une solution négociée au conflit du Kosovo, condamnation de l'usage de la violence). Le Président bulgare a même suggéré d'organiser une rencontre quadripartite avec la Turquie (proposition non commentée par les dirigeants grecs). ANA, 5/10/98.

¹⁰⁷⁹ Tanjug, 4/11/98. Jan de Weydenthal, "Yugoslavia: Radical Serb Politician Calls for Union with Russia, Belarus", RFE/RL, Features, 3/11/98.

d'acheminement vers l'Europe potentiellement intéressante pour l'Ukraine et la Moldavie. Une rectification de frontière entre les deux pays a même été décidée afin de permettre à la Moldavie de construire un terminal pétrolier sur le Danube¹⁰⁸¹. La première réunion officielle de cette trilatérale a été organisée en juillet 1997 à Izmaïl (Ukraine). Les trois Présidents y ont signé un accord de coopération dans le domaine de la lutte contre le crime organisée. Les ministres de l'Intérieur se sont ensuite rencontrés à Chişinău en novembre 1997.

1.2.4. Les dilemmes de l'Arménie

L'Arménie est enclavée. Or, son désenclavement passe par la Turquie (Trabzon), ennemie historique et obsessionnelle des Arméniens. En 1992, le Président Ter Petrossian avait opté pour le rapprochement avec Ankara et, pour ce faire, avait renoncé à la reconnaissance préalable du génocide des Arméniens de 1915. Plusieurs accords sur l'établissement de liaisons routières et ferroviaires avec Trabzon étaient en négociation. Mais la grande offensive arménienne au Haut-Karabakh au printemps 1993 est venue remettre en cause cette coopération émergente. Le gouvernement turc, qui avait accepté sous pression des Occidentaux et malgré les véhémentes protestations du gouvernement azerbaïdjanais, de laisser transiter par son territoire l'aide humanitaire destinée aux Arméniens, s'est senti trahi par ces offensives militaires. Une partie de l'aide humanitaire aurait en effet été détournée pour l'effort de guerre. La presse turque ne s'est en tout état de cause pas privée d'accuser le gouvernement turc d'avoir contribué aux succès militaires arméniens. En février 1993, en signe de protestation contre « l'agression arménienne » au Haut-Karabakh, la Turquie a fermé sa frontière avec l'Arménie. Les dirigeants arméniens ont bien par la suite tenté de renouer le dialogue (envoi d'un émissaire en août 1996, désarmement d'un nombre important de Kurdes installés près de la frontière, etc.¹⁰⁸²) mais les dirigeants turcs subordonnent toujours la réouverture de la frontière entre les deux pays (et l'établissement de relations diplomatiques) à l'évacuation des territoires azerbaïdjanais occupés par les forces arméniennes. L'élection à la présidence de la république de Robert Kocharian en mars 1998 n'augure pas *a priori* d'un assouplissement des positions arméniennes sur le Haut-Karabakh et vis-à-vis de la Turquie (levée de l'interdiction du parti nationaliste Dashnak en mai 1998, opposition ouverte à la tenue du sommet de l'OSCE en Turquie, etc.).

¹⁰⁸⁰ RFE/RL Newline, 29/4/97. Les euro-régions ont vocation à promouvoir la coopération transfrontalière. L'Ukraine a également signé avec la Pologne et la Hongrie une déclaration d'intention sur la création d'une euro-région dans les Carpates (février 1993).

¹⁰⁸¹ Cf. *infra* chapitre sur les transports (3^{ème} partie, chapitre 2).

¹⁰⁸² *Cumhuriyet*, 5/8/96 ; *Hürriyet*, 12/6/96 ; OMRI Daily Digest, 12/8/96

Les intérêts turcs et arméniens convergent pourtant. Il est vital pour l'Arménie qu'elle ait un accès aux marchés occidentaux via Trabzon et l'ouverture du marché turc lui offrirait d'intéressantes opportunités. Cet intérêt est réciproque puisque les entrepreneurs turcs attendent, eux aussi, de substantiels gains de la reprise des échanges avec l'Arménie. Le commerce indirect (via la Géorgie) entre les deux pays est déjà estimé à 100 millions de dollars par an et les experts tablent sur un volume d'échanges annuels de 500 millions de dollars après la réouverture de la frontière¹⁰⁸³. Tout comme les relations turco-russes, les relations turco-arméniennes sont marquées par une flagrante opposition entre les intérêts économiques et politiques du pays. Mais, si dans le cas de la Russie les excellentes relations économiques coexistent plutôt bien avec de désastreuses relations politiques, cette coexistence s'avère plus difficile avec l'Arménie. Le gouvernement azerbaïdjanais semble en effet peu disposé à reconnaître le bien-fondé des motivations économiques de la Turquie. Les autorités azerbaïdjanaises critiquaient déjà la « passivité » de la Turquie vis-à-vis du conflit au Haut-Karabakh ; la réouverture de la frontière pourrait bien provoquer des tensions entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, fort mal venues au moment de la négociation sur le tracé du ou des pipelines acheminant vers l'Europe le pétrole caucasien.

L'antiturquisme des Arméniens, il est vrai justifié par les massacres ou génocide de 1915, les a souvent dans le passé poussé à se réfugier sous l'aile protectrice des Russes. Il en est aujourd'hui de même. Entourés de Turcs (Turquie et Azerbaïdjan), les Arméniens ne voient leur salut que dans une alliance avec la Russie. L'accord sur l'établissement de bases russes en Arménie signé en mars 1995, les importantes livraisons d'armements russes (très vraisemblablement en échange d'une étroite coopération avec Moscou) semblent bien montrer que l'Arménie s'est engagée dans cette voie¹⁰⁸⁴. Le rapprochement entre l'Ukraine, la Géorgie et l'Azerbaïdjan a ensuite accentué le sentiment d'isolement des Arméniens. Ce sentiment, couplé à partir de la mi-1997 avec la perception d'un changement radical – et de fait avéré – de la politique américaine dans la région, a conduit les dirigeants arméniens à renforcer leur partenariat stratégique avec Moscou¹⁰⁸⁵. Le traité d'amitié et de coopération signé en août 1997 lors de la visite en Russie du président Ter Petrossian comprend une clause d'assistance mutuelle. En clair, une attaque contre l'Arménie sera considérée comme une attaque contre la Russie (et inversement). Une étroite coopération dans le domaine de la défense est associée à ce pacte : coordination des programmes d'industrie de défense et des

¹⁰⁸³ RFE/RL/CET, 20/8/97

¹⁰⁸⁴ Les Arméniens de la diaspora et du Dashnak sont plutôt anticommunistes, mais cet anticommunisme ne prévaut aucunement sur leur antiturquisme. La lutte contre « l'agressivité des Turcs » (de Turquie ou d'Azerbaïdjan) est une priorité qui peut largement justifier quelques concessions.

¹⁰⁸⁵ Ce rapprochement ne fait pas l'unanimité dans la classe politique arménienne. Le ministre des Affaires Étrangères avait ainsi proposé de reporter la ratification de l'accord sur les bases russes en Arménie et avait intensifié ses contacts avec l'Ukraine. Le parlement a toutefois passé outre ses recommandations et ratifié l'accord. Elizabeth Fuller, "Armenia: One State, Two Foreign Policies?", RFE Features, 24/7/97.

technologies militaires, standardisation des équipements. Enfin, un réel débat s'est engagé dans le pays sur l'opportunité de se joindre à l'union Russie-Biélorussie¹⁰⁸⁶.

L'Arménie entretient parallèlement d'excellentes relations avec d'autres pays « en lutte contre l'agressivité de la Turquie » : la Grèce, la Syrie et l'Iran, et elle cherche à développer ses relations avec les voisins balkaniques de la Turquie. Enfin, la presse turque dénonce la présence de camps d'entraînement du PKK en Arménie et la fourniture d'armements au PKK¹⁰⁸⁷.

1.2.5. Les relations transversales Balkans-Caucase

Les relations entre la Roumanie, la Bulgarie et les pays du Caucase sont pour l'instant peu développées. Bucarest et Sofia aspirent de fait surtout à développer leur commerce avec l'Ouest et, dans la région pontique, avec les seules puissances économiquement potentiellement porteuses et géographiquement proches – ou avec lesquelles des réseaux d'échanges sont déjà établis : la Russie, la Turquie et, dans une moindre mesure, l'Ukraine. Géographiquement éloigné de leurs axes de commerce, le Caucase n'est pas, *a priori*, pour la Bulgarie et la Roumanie, un pôle naturel d'attraction. N'étant pas membre de la CEI, où la recherche d'alliés face ou aux côtés de la Russie peut conduire à l'émergence d'une coopération transrégionale, ces deux pays ont également peu d'intérêts politiques au Caucase. Néanmoins, ils aspirent, comme l'ensemble des pays de la région, à s'ériger en pont entre l'Europe et l'Asie et à devenir une étape essentielle dans le corridor Europe-Asie en gestation. Ils mettent chacun en avant les avantages de leurs ports (Constanța pour la Roumanie, Burgas et Varna pour la Bulgarie) dans les tracés de ces nouveaux corridors Europe-Caucase-Asie centrale. Ils ont, dans cette optique, multiplié les ouvertures vis-à-vis des pays du Caucase.

La tournée du ministre des Affaires Étrangères bulgare dans la région en septembre 1997 n'avait d'autre but que de commercialiser les ports du pays, de même que la tournée du Président roumain en juillet 1998. Lors de cette tournée, Emil Constantinescu a présenté les avantages du port de Constanța et s'est entendu avec le Président azerbaïdjanais sur la possibilité d'ouvrir une ligne Bakou-Soupsa-Constanța en alternative au transit par Novorossiysk. Des accords diplomatiques ont été signés (ouverture de missions diplomatiques, etc.) et l'ouverture d'une ligne

¹⁰⁸⁶ Elizabeth Fuller, Harry Tamrazian, "Belarus/Russia: Union Charter. Is Armenia next?", RFE/RL Features, 27/5/97. Les partisans de l'adhésion de l'Arménie à l'Union se sont regroupés dans l'Union pour l'initiative nationale (HZhN) et ont collecté, ainsi que le PC arménien, des signatures à cet effet. Harry Tamrazian, "Russia: Armenia Committed to Strong Military Ties", RFE/RL Newline, 3/9/97.

¹⁰⁸⁷ L'Arménie aurait ainsi fourni des missiles antiaériens au PKK (RFE/RL Newline, 11/7/97). Il est en revanche plus difficile de se prononcer sur la présence d'Arméniens dans les rangs du PKK dénoncée par la presse islamiste turque (*Zaman*, 31/3/95 qui reprenait une information diffusée par la télévision azerbaïdjanaise). Rappelons qu'une partie du territoire revendiqué comme « Arménie historique » par les ultranationalistes arméniens est peuplée de Kurdes.

ferry entre les deux pays a été activée. La visite du ministre des Affaires Étrangères bulgare un an plus tôt avait donné sensiblement les mêmes résultats : accord de principe sur la possibilité, et en alternative au transit par la Russie, d'un corridor pétrolier via la Bulgarie, et signature de divers accords de coopération économique et diplomatique. Des engagements de mêmes types ont été pris lors de la visite du Président géorgien en Bulgarie et en Roumanie en décembre 1997¹⁰⁸⁸.

L'Arménie mène depuis 1993/94 une active diplomatie dans les Balkans. Elle a signé un traité d'amitié avec la Roumanie et plusieurs accords de coopération lors de la visite du président Ter Petrossian à Bucarest en septembre 1994. Avec la Bulgarie, une coopération a été amorcée dès 1992-1993 mais c'est surtout après le retour des communistes au pouvoir à Sofia en décembre 1994 et la réorientation consécutive de la politique étrangère bulgare que les relations politiques entre les deux pays ont connu un net essor. Ce rapprochement s'est concrétisé par la signature d'un accord de coopération militaire en septembre 1996. L'Arménie invoque également la présence, dans les faits pas si importante, de minorités arméniennes pour justifier son intérêt dans la région¹⁰⁸⁹. Les relations entre l'Arménie et la Grèce sont traditionnellement bonnes mais elles ont pris depuis 1996/97 la forme d'une étroite collaboration. Les deux pays se retrouvent naturellement dans leur animosité commune envers la Turquie ou plutôt, selon les termes des dirigeants de ces pays, face à la « politique expansionniste et agressive de la Turquie »¹⁰⁹⁰. La visite du Président Ter Petrossian à Athènes en juin 1996 s'est conclue par la signature d'un traité d'amitié et de coopération et d'un accord de coopération militaire. De nouveaux accords de coopération militaire ont été signés en juin 1997 et en avril 1998 (échanges d'informations et exercices en commun, entraînement des officiers arméniens dans les académies militaires grecques, etc.). Enfin, l'Arménie a également signé des accords de coopération avec la République de Chypre¹⁰⁹¹.

L'offensive grecque au Caucase s'est accélérée en 1997 avec notamment les tournées en Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan du ministre des Affaires Étrangères grec, T. Pangalos, en avril

¹⁰⁸⁸ Rador, 11/12/97, 30/6/98, 1/7/98, 3/7/98 ; RFE/RL Newslines, 10/11/97, 11/11/97, 16/12/97, 1/7/98, 3/7/98, 7/7/98 ; *Bucarest Matin*, 6/7/98.

¹⁰⁸⁹ Les estimations d'Anahide Ter Minassian (communication au colloque de l'INALCO sur « Les oubliés des Balkans », 24-25 octobre 1996) sont les suivantes : Roumanie : 3 à 3500 (le recensement de 1992 décompte 2000 Arméniens) ; Bulgarie : 15 000 (le recensement de 1992 décompte 13 677 Arméniens) ; Grèce : 15 000 dont 5000 nouveaux venus d'Arménie. Une Union des Arméniens de Bulgarie et une Union des Arméniens de Roumanie ont récemment été créées. Une Union des Arméniens de Grèce existait déjà.

¹⁰⁹⁰ Déclaration du ministre de la Défense grec, Akis Tsohatzopoulos, lors de sa visite en Arménie en juillet 1997. Voir également les déclarations du président du parlement grec, Apostolos Kaklamanis (ANA, 24/3/97) : « Les nations grecque et arménienne sont unies par des liens fraternels séculaires basés sur une culture commune mais aussi sur le sang et les larmes (...). La nation arménienne toute entière sait que la Grèce (...) constitue un bastion de civilisation et de démocratie face à l'expansionnisme et l'agressivité de la Turquie ».

¹⁰⁹¹ Accords de coopération dans les domaines de l'économie, des transports, etc. Le Président Cassoulides a promis à l'Arménie de soutenir la résolution soumise à l'OSCE et à l'Assemblée générale des Nations unies sur la condamnation du génocide des Arméniens. RFE/RL Newslines, 14/9/98.

1997, et du ministre de la Défense grec, T. Tsohatzopoulos, en juillet 1997. Lors de cette tournée, T. Tsohatzopoulos, a proposé la création d'une organisation de sécurité régionale pour les Balkans et le Caucase. Les formes et les objectifs de cette organisation n'ont pas été clairement explicités. Le ministre de la Défense grec n'a notamment donné aucune précision sur les mécanismes et sur les pays invités à y participer mais ses déclarations sur la menace que représente la Turquie semblent indiquer que celle-ci pourrait être la principale visée par cette proposition. Il a évoqué à plusieurs reprises l'alliance gréco-arménienne « cimentée par la lutte contre l'ennemi turc » (déclaration du ministre de la Défense grec lors de sa visite à Erevan en juillet 1997)¹⁰⁹².

La politique de *containment* de la Turquie pratiquée par la Grèce depuis de nombreuses années (alimenter l'hostilité envers la Turquie, se ménager des appuis sur la question chypriote, etc.) notamment au Proche-Orient semble ainsi s'étendre aujourd'hui au Caucase. La Turquie a réagi avec véhémence à la signature des accords de coopération militaire entre l'Arménie et la Grèce dans lesquels elle voit l'ébauche d'un système politique antitürk l'encerclant. Les propos du ministre des Affaires Étrangères grec, T. Pangalos, en tournée dans le Caucase en avril 1997, évoquant la coopération tripartite entre la Grèce, l'Arménie et l'Iran¹⁰⁹³, n'a fait que renforcer, à Ankara, l'idée que la Grèce cherchait à créer un forum militaire antitürk avec l'Iran et l'Arménie.

1.2.6. L'alliance Turquie-Israël face au « front du mal »¹⁰⁹⁴ : Grèce-Iran-Arménie-(Russie)-(Syrie)

En mars 1996, la Turquie annonce qu'elle vient de conclure un accord de coopération militaire avec Israël. D'autres accords suivront et des manœuvres seront effectuées en commun. Pour la Turquie, l'alliance avec Israël à l'avantage de prendre à revers et de faire pression sur la Syrie avec laquelle elle est en très mauvais termes¹⁰⁹⁵. Le gouvernement turc, fort de cet appui israélien, a engagé avec succès un bras de fer avec la Syrie à l'automne 1998. Mais cette coopération est également une réponse au déploiement prévu de missiles russes S-300 à Chypre. Aucune assistance militaire entre la Turquie et Israël, et encore moins entre la République chypriote turque et Israël, n'est mentionnée dans ces accords, au moins dans les termes rendus publics, mais la seule existence de cette coopération militaire est perçue à Chypre comme une menace d'encercllement. De fait, avec les exercices militaires en commun, les bâtiments turcs croisent régulièrement à quelques kilomètres de la côte est de Chypre.

¹⁰⁹² ANA, 24/3/97.

¹⁰⁹³ ANA, 12/4/97.

¹⁰⁹⁴ Qualificatif donné par la presse turque à la coopération Grèce-Arménie-Iran. Voir par exemple, les réactions à la réunion tripartite de septembre 1998, *Türkiye*, 14/9/98 ; *Cumhuriyet*, 11/9/98 ; *Turkish Probe*, 20/9/98.

La Grèce a très vivement réagi à la mise en place de ce qu'elle appelle une alliance déstabilisante pour la région¹⁰⁹⁶. La coopération trilatérale entre la Grèce, l'Iran et l'Arménie, initiée en 1995, a alors été relancée. En avril 1996, quelques semaines après l'annonce de la conclusion d'un accord de coopération militaire entre la Turquie et Israël, l'ancien ministre de la Défense grec, G. Arsenis, a lancé un appel pour former une alliance antiturque avec l'Iran, la Syrie, l'Arménie et la Russie¹⁰⁹⁷. Une première réunion des ministres des Affaires Étrangères de la Grèce, de l'Iran et de l'Arménie est alors organisée à Téhéran et en juin, la Grèce et l'Arménie signent leur premier accord de coopération militaire. En décembre 1997, à la veille des manœuvres communes entre la Turquie, Israël et les États-Unis (qui seront reportées à janvier 1998), une nouvelle rencontre tripartite est organisée à Athènes et un mémorandum de coopération est signé¹⁰⁹⁸. Une nouvelle rencontre entre les trois ministres des Affaires Étrangères aura lieu en septembre 1998 à Téhéran, alors que le Premier ministre turc était en visite officielle en Israël. A chaque rencontre, les ministres des trois pays expriment leurs réserves et leurs critiques à propos de la coopération militaire entre la Turquie et Israël. Enfin, chaque année en avril, des manifestations commémorant le génocide arménien sont organisées à Athènes et Thessalonique (alors que la communauté arménienne de Grèce ne regroupe que 10 à 15 000 personnes), à Moscou et à Téhéran. Cette coopération trilatérale s'appuie sur d'excellentes relations bilatérales. Trois accords de coopération militaire ont été signés entre la Grèce et l'Arménie (juin 1996, juin 1997, avril 1998) et les cadets arméniens sont entraînés en Grèce. Les relations entre l'Arménie et l'Iran sont également bonnes, voire « excellentes, profondes, historiques et fortes » selon les propos du ministre des Affaires Étrangères arménien lors de sa visite à Téhéran en août 1998¹⁰⁹⁹. Malgré l'absence de réels réseaux de transport entre les deux pays, le commerce est important et surtout vital pour l'Arménie sous le coup du double blocus turco-azéri. La construction d'une autoroute entre les deux pays et d'un gazoduc (de Tabriz à Erevan) est en discussion.

Parallèlement, les relations entre ces trois pays et la Russie prennent les allures, pour l'une d'une alliance militaire (traité d'assistance mutuelle entre la Russie et l'Arménie en août 1997), pour les deux autres, d'une coopération militaire tactique (vente de missiles russes à Chypre et de matériel militaire et nucléaire à l'Iran). Enfin, ces trois pays entretiennent de bonnes relations avec la Syrie. L'Arménie a ainsi dénoncé la coopération militaire turco-israélienne supposée être dirigée contre la Syrie et donc inacceptable pour le gouvernement arménien qui entretient « d'étroites

¹⁰⁹⁵ Détails dans le chapitre « La politique extérieure de la Turquie » (1^{ère} partie, chapitre 1).

¹⁰⁹⁶ Voir les propos des ministres des Affaires Étrangères et de la Défense dans ANA, 28/8/97, 10/1/98, 24/2/98, 9/9/98.

¹⁰⁹⁷ *Turkish Daily News*, 3/4/96.

¹⁰⁹⁸ ANA, 23/12/97. Les trois pays ont également signé des accords de coopération dans le domaine des télécommunications ou encore des transports (ANA, 14/10/97, 25/5/98).

¹⁰⁹⁹ RFE/RL Newline, 27/8/98.

relations avec Damas »¹¹⁰⁰. De même, le gouvernement grec souligne l'excellence de ses relations avec la Syrie et – selon la presse turque (!) – la Grèce, la Syrie et Chypre se seraient entendues pour bloquer l'accès des marchés moyen-orientaux aux entrepreneurs turcs¹¹⁰¹. Le ministre des Affaires Étrangères grec s'est également rendu en Égypte en février 1998, quelques semaines après l'organisation des premières manœuvres turco-israélo-américaines en Méditerranée orientale¹¹⁰². Quelques mois après (en novembre), la Grèce et l'Égypte organisaient aux larges des côtes égyptiennes leurs premières manœuvres militaires bilatérales jamais organisées¹¹⁰³. Enfin, tous ces pays (à l'exception de l'Égypte) soutiendraient militairement le PKK. La presse turque dénonce continuellement la présence de camps d'entraînement du PKK en Syrie (où le chef du PKK résidait jusqu'en octobre 1998) et en Russie. L'Iran apporterait également une aide militaire au PKK et la Grèce enverrait ses instructeurs militaires former les combattants du PKK en Syrie, voire abriterait elle-même des camps du PKK. Enfin, des troupes du PKK seraient également entraînés dans une base russe en Arménie¹¹⁰⁴.

1.2.7. Le jeu de l'Iran

Isolée sur la scène internationale, l'Iran cherche à retrouver un rôle international d'envergure. Elle dispose pour cela de certains atouts. Son réseau ferroviaire est dorénavant relié à celui de l'Asie centrale et les transporteurs routiers turcs n'ont d'autre choix que de passer par l'Iran pour rejoindre les républiques turcophones. Mais son principal atout reste peut-être la redéfinition de la carte énergétique régionale. Elle représente une alternative pour les pays de la région importateurs d'énergies et souhaitant diversifier leurs sources d'approvisionnement... c'est-à-dire minimiser leur dépendance à l'égard de Moscou. C'est le cas de l'Ukraine qui a signé des accords avec Téhéran. Cette coopération tactique est flanquée d'une politique d'armement (livraisons de missiles de croisière ukrainiens en mai 1993, deux mois après la reconduction de l'accord sur la livraison de gaz, etc.)¹¹⁰⁵ et d'une coopération dans le domaine des transports (transit routier, utilisation des facilités portuaires, etc.). C'est également le cas de la Turquie qui a signé en août 1996 un important contrat portant sur la livraison de gaz naturel pour un montant total de 23 milliards de dollars (10 milliards de m³ par an) et le contrat gazier signé entre la Turquie et le Turkménistan pourrait également se traduire par la construction d'un oléoduc entre les deux pays via l'Iran. Les pays exportateurs de pétrole et de gaz naturel peuvent aussi voir dans l'Iran une

¹¹⁰⁰ Voir les déclarations de Vartan Oskarian reproduites dans RFE/RL Newline, 21/8/97.

¹¹⁰¹ Selon une information publiée par *Cumhuriyet*, 29/7/97.

¹¹⁰² ANA, 24/2/98.

¹¹⁰³ Exercices *Alexandria* 98, 27 novembre - 2 décembre 1998. Voir ANA, 24/11/98.

¹¹⁰⁴ *Cumhuriyet*, 11/9/98.

¹¹⁰⁵ L'Ukraine aurait livré à l'Iran, en mai 1993, huit missiles de croisière « Sunburst » dans le cadre d'un contrat d'armement portant sur la livraison d'avions de combat et de chars à la république islamique. AFP, 9/5/93.

alternative au transit par la Russie. Un gazoduc reliant le Turkménistan au golfe Persique via l'Iran a ainsi été inauguré en janvier 1998. Cette volonté de redevenir une puissance énergétique régionale se heurte cependant toujours à l'opposition de Washington.

L'Iran a par ailleurs amorcé une coopération multiforme avec la Russie. A long terme, les deux pays sont d'accord pour briser, avec l'aide de l'Arménie, l'indépendance de l'Azerbaïdjan¹¹⁰⁶. A court terme, Iraniens et Russes s'opposent au développement de l'influence turque au Caucase et en Asie centrale. Pour Téhéran, sa coopération avec la Russie est un moyen supplémentaire d'échapper à son isolement. Elle lui offre un partenaire dans sa dénonciation de la politique impérialiste des États-Unis. Pour Moscou, il s'agit non seulement de contrer l'influence de la Turquie mais également de montrer son indépendance à l'égard de Washington. Cette alliance de circonstance s'est plus particulièrement exprimée dans le domaine de la coopération militaire et nucléaire. En 1994, les exportations militaires de la Russie vers l'Iran se sont montées à 437 millions de dollars¹¹⁰⁷. Les Russes sont en train d'achever la construction du réacteur nucléaire de Bushehr. Quelques 750 spécialistes russes travailleraient à la mise en place de ce réacteur¹¹⁰⁸. Par l'intermédiaire de sa compagnie Gazprom, la Russie est également impliquée dans le contrat gazier signé entre l'Iran et un consortium international regroupant également Total (France) et Petronas (Malaisie). Avec ce contrat, la Russie lance ouvertement un nouveau défi aux États-Unis qui imposent normalement des sanctions aux sociétés étrangères investissant en Iran (loi d'Amato), mais cette fois-ci en bénéficiant de l'appui des Français. Enfin, selon la presse turque, la Russie aurait également livré des missiles à l'Iran¹¹⁰⁹.

Toutefois, si la Russie et l'Iran s'accordent aujourd'hui dans leur opposition aux ingérences de la Turquie et des États-Unis dans les régions Caucase-Asie centrale-Moyent-Orient ou encore dans leur volonté de limiter la puissance de l'Azerbaïdjan, à plus long terme, leurs intérêts divergent. Moscou n'a premièrement aucun intérêt à voir se développer un intégrisme islamique sur son flanc sud¹¹¹⁰. Enfin, l'Iran représente, nous l'avons vu, une alternative au transit par la Russie pour les pipelines (projet de construction de pipeline entre l'Iran et l'Ukraine, de gazoduc Turkménistan- Iran-Turquie, etc.). Ce jeu *a priori* double de Téhéran, vis-à-vis d'un côté de la Russie et de l'autre de l'Ukraine, du Turkménistan ou de l'Azerbaïdjan (dont le pétrole pourrait,

¹¹⁰⁶ Alexandre Adler (*Courrier International*, n°286, 1996) cité par Semih Vaner, "La Caspienne : enjeu pour l'Azerbaïdjan et Azerbaïdjan comme enjeu", *CEMOTI*, n°23, janvier-juin 1997, p. 163.

¹¹⁰⁷ Vicken Cheterian, "Sea or Lake, a Major Issue for Russia", *CEMOTI*, n°23, 1997, p. 115.

¹¹⁰⁸ RFE/RL Newline, 9/7/97 ; *Le Monde*, 1/10/97.

¹¹⁰⁹ *Cumhuriyet*, 29/8/97.

¹¹¹⁰ Encore que les néo-eurosasiens aient une position divergente sur ce sujet. Pour eux, seule l'alliance avec les fondamentalistes musulmans peut contrer les visées des « Atlantistes ». Voir Françoise Thom, "Eurasisme et néo- Eurasisme", *Commentaire*, n°66, été 1994, p. 305.

selon les vœux de Téhéran, transiter par l'Iran), témoigne en fait essentiellement d'un désir de renouer diplomatiquement avec ses voisins et de retrouver un rôle politique régional quitte à manœuvrer sur plusieurs plans contradictoires.

1.2.8. L'ambivalence des relations entre la Turquie et la Russie

Selon le profil de son interlocuteur, l'opinion du Turc sur les relations de son pays avec la Russie peut changer du tout au tout. Les hommes d'affaires les jugent excellentes mais les hommes politiques sont, eux, plus réservés. Quant aux militaires, il ne fait, pour eux, aucun doute que la Russie représente une menace pour le pays.

Les mois qui ont suivi l'effondrement de l'URSS et la mise en place d'un gouvernement Eltsine jouant ostensiblement la carte du rapprochement avec l'Occident avaient vu les relations russo-turques entrer dans une phase d'intense coopération politique et économique. La Russie avait reconnu la légitimité de l'intérêt porté par la Turquie à l'Asie centrale et au Caucase¹¹¹¹ et de nombreuses visites de haut niveau avaient jalonné l'année 1992 (visite du ministre des Affaires Étrangères turc, H. Çetin, en Russie en janvier 1992, du ministre des Affaires Étrangères russe, A. Kozyrev, en Turquie en février 1992, du Premier ministre turc, S. Demirel, en Russie en mai 1992, du Président Eltsine en Turquie en juin 1992, etc.). Toutefois, dès 1993, il est clairement apparu que les diplomaties des deux pays pouvaient difficilement coexister. La Russie cherchait à réimposer son influence dans l'étranger proche et la présence (politique ou économique) de la Turquie était dorénavant indésirable. Non seulement leurs intérêts s'opposaient mais, pour l'ensemble des conflits qui avaient éclaté dans ces régions (Bosnie-Herzégovine, Haut-Karabakh), les deux pays soutenaient des camps différents. D'autres contentieux ont émergé en marge de cet antagonisme de fond sur l'étranger proche : tracé du pipeline et nouvelle réglementation sur la passage des détroits, déploiement militaire russe au Caucase et demande russe de renégociation du document sur la « zone des flancs » du traité FCE, etc. La Russie s'est, en conséquence, rapprochée du « front du mal ». Ses relations, d'ailleurs quasi exclusivement militaires, avec l'Iran, la Syrie, l'Arménie et la Grèce sont excellentes. Elle a parallèlement usé de deux moyens de pressions sur la Turquie : la carte kurde et la carte gréco-chypriote.

La carte kurde

Depuis 1994, le soutien politique et militaire de la Russie aux Kurdes et au mouvement de guérilla kurde (PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan) s'est accru. La stratégie kurde de Moscou comporte plusieurs volets. Elle aide militairement le PKK notamment en mettant à sa disposition

¹¹¹¹ Elizabeth Fuller, "Turkish-Russian Relations, 1992-1994", *RFE/RL*, 6 mai 1994, p. 7.

des camps d'entraînement¹¹¹². Elle soutient les Kurdes politiquement – mais non officiellement. Les membres du parlement kurde en exil se sont ainsi rencontrés à plusieurs reprises à Moscou : le 24 avril 1995, ils sont reçus à la Douma ; le 30 octobre 1995, ils se réunissent dans les locaux du parlement russe ; en février 1997, ils organisent deux conférences à Moscou¹¹¹³; etc. Des conventions kurdes ou conférences sur les Kurdes sont d'ailleurs régulièrement organisées sous l'égide de la Russie. En février 1994, quelques semaines après l'annonce d'une nouvelle réglementation sur le passage des détroits, une conférence est ainsi organisée en grande pompe à Moscou sur le thème : « L'histoire du Kurdistan », conférence organisée par l'ERNK, la branche politique du PKK, et, selon la presse turque¹¹¹⁴, avec l'appui des autorités russes. La première convention kurde s'est déroulée à Moscou à la fin du mois d'octobre 1994, quelques semaines après le sommet des pays turcophones organisé à Istanbul et très clairement en représailles. Officiellement nommée « Convention des Kurdes de la CEI », cette réunion était organisée, selon la presse turque, par l'ERNK et visait à unir les Kurdes de l'Europe de l'est et de l'ex-URSS. Elle s'est conclue par la décision de créer une « Union kurde »¹¹¹⁵. Deux mois plus tard, un centre culturel kurde ouvrait ses portes à Moscou.

La manœuvre de la carte kurde trouve toutefois ses limites qui sont celles de la tolérance turque, de la faculté de la Turquie à, elle aussi, aider en sous main des révoltes sur le territoire russe (Tchéchènes) et de l'agressivité de sa riposte ou de sa menace. La Russie s'est ainsi vue contrainte en novembre 1998 d'expulser A. Öcalan, le leader du PKK, réfugié sur son territoire.

La carte gréco-chypriote

Depuis le milieu de l'année 1993, à l'époque où les relations turco-russes se détérioraient, la Grèce et la Russie se sont rapprochées et ont entamé une politique d'étroite coopération à nette coloration antiturque¹¹¹⁶. Pour Moscou, il s'agit non seulement de faire pression sur la Turquie et de renforcer son alliance avec la Grèce mais aussi d'affirmer l'indépendance de sa politique vis-à-vis de l'Occident voire de contrecarrer les projets d'élargissement de l'OTAN en renforçant les tensions gréco-turques¹¹¹⁷. Cette alliance antiturque s'est concrétisée dans trois directions :

¹¹¹² Un camp d'entraînement du PKK aurait été ouvert à 250 km au nord de Moscou (*Hürriyet*, 31/8/96) et un autre près de Yaroslav (OMRI Daily Digest, 30/8/96). Une contrebande d'armements en provenance de la Russie et destinée au PKK a également été révélée par la CIA en juin 1997 (*Washington Times*, 23/6/97 ; *Cumhuriyet*, 24/6/97). La mafia russe serait impliquée dans ce trafic mais, forcément, on ne peut préjuger du degré d'implication des autorités russes elles-mêmes dans cette affaire.

¹¹¹³ *Milliyet*, 24/4/95, 25/4/95 ; *Turkish Daily News*, 25/10/95 ; OMRI Daily Digest, 31/10/95, 21/2/97.

¹¹¹⁴ *Turkish Daily News*, 23/2/94.

¹¹¹⁵ *Zaman*, 1/11/94 ; *Sabah* 30/10/94 ; *Turkish Daily News*, 1/11/94, 2/11/94.

¹¹¹⁶ Pour plus de détails sur les relations gréco-russes, voir le chapitre sur « La Russie dans les Balkans ».

¹¹¹⁷ Interprétation avancée par Lowell Bezanis, *OMRI, Pursuing Balkan Peace*, 4 janvier 1997.

- En juillet 1994, alors que la nouvelle réglementation sur le passage des détroits venait d'entrer en vigueur, la Grèce, la Russie et la Bulgarie ont conclu un accord sur la construction d'un pipeline de Burgas à Alexandroupolis. Le projet de pipeline turc, auquel s'oppose la Russie, se s'est donc trouvé concurrencé par un autre projet contournant complètement le territoire turc.
- Un soutien diplomatique réciproque : ainsi, Athènes a émis des réserves sur la nouvelle réglementation concernant le passage du Bosphore et sur l'élargissement de l'OTAN ou encore s'est prononcée en faveur de la renégociation du traité FCE. Moscou, de son côté, se prononce pour l'application de la Convention internationale sur la mer qui donnerait à la Grèce, en cas d'application, le droit d'étendre à 12 miles ses eaux territoriales, emprisonnant ainsi les côtes turques.
- La vente d'armement à la république chypriote grecque : vente de missiles antiaériens S 300, de chars T-80, et de véhicules blindés BMP-3 à Nicosie.

L'ambivalence des relations turco-russes

Toutefois, alors que la Russie et la Turquie ont un lourd contentieux politique, alors que Moscou a mis au point une coopération stratégique avec la Grèce, l'Arménie, l'Iran et le PKK kurde, deux domaines transcendent complètement ces clivages : les relations économiques et l'achat de matériels militaires.

Dès 1993, le volume des échanges annuels entre les deux pays dépassaient deux milliards de dollars (plus de la moitié des échanges de la Turquie avec la CEI, 4,5% de ses échanges totaux en 1994)¹¹¹⁸. En 1996, ces échanges atteignaient 3,3 milliards de dollars. Les entrepreneurs turcs ont massivement investi en Russie et la Turquie a accordé presque 1,2 milliards de dollars de crédits à la Russie dont 350 millions de crédits à l'investissement¹¹¹⁹. De nombreuses entreprises turques de bâtiment et travaux publics (Enka, Entes, Tekser, Gama, Baytur, Alarko, etc.) sont présentes et actives dans le pays (construction de bâtiments, rénovation et aménagement des ports). Ces firmes auraient travaillé sur plus de 200 projets de construction pour une valeur totale de 5 milliards de dollars (1991-1996)¹¹²⁰. La crise financière risque cependant de durement toucher ces entrepreneurs qui auront du mal à voir leurs crédits remboursés¹¹²¹. Enfin, la Turquie achète, depuis de

¹¹¹⁸ Source : Devlet İstatistik Enstitüsü.

¹¹¹⁹ Source : Eximbank.

¹¹²⁰ Voir *Yeni Yüzyıl*, 25/6/95 ; *Newspot*, 7/6/93 et 24/6/94. Sur les accords signés et la présence d'entrepreneurs turcs en Russie, voir par exemple "Rusya ekonomisi ve Türkiye ile ilişkiler", *DEİK Bülten*, septembre 1997 ; A. Kupriyanov, E. Ushakova, "Russian-Turkish Economic Cooperation in the Context of the Black Sea Initiative", *Foreign Trade*, n°9, 1994, pp. 11-14.

¹¹²¹ Ceci vaut également, si ce n'est plus, pour le commerce de la valise. Les commerçants russes auraient contracté pour presque 5 milliards de dollars de dette auprès des vendeurs turcs à Istanbul. *Türkiye*, 24/8/98 ; *Hürriyet*, 2/9/98.

nombreuses années, la quasi totalité du gaz qu'elle consomme auprès de la Russie (5 milliards de m³ en 1993). L'accord signé en avril 1997 porte sur la livraison de gaz pendant 25 ans pour une valeur de 13,5 milliards de dollars.

Parallèlement, l'armée turque s'approvisionne en matériels militaires auprès de la Russie. Un accord portant sur l'achat de chars et véhicules blindés russes, pour un montant de 75 milliards de dollars, a été signé en 1992 ; et en avril 1994, un nouvel accord de coopération technologique et industrielle confirmait la décision annoncée par Ankara quelques mois plus tôt d'acheter du matériel militaire russe pour une valeur de 75 millions de dollars (systèmes antiaériens et véhicules blindés APCs)¹¹²². Cette politique d'achat auprès de la Russie (qui certes fournit du matériel à bon marché) est plutôt étonnante compte tenu de l'hostilité déclarée des généraux turcs envers la Russie. Enfin, l'armement acquis auprès de Moscou sert essentiellement à la répression de la guérilla kurde, soutenue par ailleurs par la Russie.

Quoi qu'il en soit, malgré cette coopération économique, et quelle que soit l'orientation de la politique russe dans le futur, la Russie a des intérêts incontournables au sud : il s'agit bien sûr de l'accès aux mers chaudes mais également de la présence de populations russes en Asie centrale et de la protection de ses frontières qui, sur son flanc sud, sont extrêmement longues et difficilement défendables¹¹²³. Sur tous ces fronts, la Russie fait face à la Turquie (directement ou par l'influence qu'elle peut ou pourrait avoir sur les turcophones et les musulmans d'Asie centrale et du Caucase). Les relations turco-russes restent donc entachées de suspensions. Ainsi, même lorsque la Turquie signe un important contrat gazier avec la Russie, elle va chercher à se ménager d'autres options (contrats avec l'Iran et le Turkménistan). Non seulement les intérêts des deux pays s'opposent (pipelines) mais la Russie accuse la Turquie de mener une politique hégémonique « sur ses terres ». La Turquie ressent, elle, la présence militaire russe à ses frontières comme une menace et estime avoir un droit naturel de coopération économique et culturelle avec les républiques turcophones de la CEI. Le sentiment de menace est réciproque : autant la Russie accuse la Turquie de tenter de créer un bloc antirusse avec l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, autant la Turquie accuse la Russie de diriger, avec la Grèce, un bloc antitürk regroupant la Russie, la Grèce, l'Arménie, la Syrie et l'Iran.

Dans ces rivalités turco-russes, les Balkans occupent, jusqu'à présent, une place secondaire, mais les litiges balkaniques (et notamment gréco-turques) offrent à la Russie, tout comme la

¹¹²² Elizabeth Fuller, "Turkish-Russian Relations ...", *op. cit.*, p. 10.

¹¹²³ Anne de Tinguy, "La Russie a-t-elle une politique à l'égard de son sud ?", *CEMOTI*, n°15, janvier-juin 1993, p. 88 et suivantes.

question kurde, d'intéressants leviers contre le jeu de la Turquie dans des régions qui, elles, ne sont pas balkaniques (Caucase, Asie centrale).

CONCLUSION : PERCEPTION DE LA MENACE ET PHOBIE DE L'ENCERCLEMENT

Les tensions gréco-turques, les controverses sur le tracé des pipelines, la lutte contre l'influence ou l'hégémonisme russe pour les pays de la CEI et, pour le Moyen-Orient, le conflit israélo-arabe et un antagonisme complexe entre la Turquie et les pays de la région, sont les éléments clefs des recompositions politiques et stratégiques dans ces espaces.

Il semble bien que l'on soit effectivement en présence non pas d'axes stratégiques mais de regroupements de pays liés par un ensemble d'intérêts communs et d'amitiés/inimitiés régionales. La Russie, l'Arménie, la Grèce et l'Iran se retrouvent dans leur opposition à la Turquie, ou dans leur opposition à l'extension de son influence en mer Noire, ou face à sa politique expansionniste, selon les intérêts et perceptions des uns et des autres : perception d'une menace militaire (Grèce), d'une menace politique et économique (Russie), d'une menace idéologique (Iran), antiturquisme diffus et obsessionnel (Grèce et Arménie). D'un autre côté, l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et la Turquie se retrouvent dans leur opposition à la politique hégémonique de Moscou dans l'étranger proche. Il ne s'agit pas à proprement parler « d'axes ». *Ces regroupements sont conjoncturels*, mêmes si certaines alliances reposent sur des caractéristiques géographiques inaliénables, et ils souffrent d'exceptions, de contradictions et de faiblesses : à terme, les intérêts de l'Iran et de la Russie divergent et la politique énergétique de Téhéran (vente de pétrole à l'Ukraine, soutien à l'acheminement du pétrole et gaz naturel azerbaïdjanais et turkmène via l'Iran) indispose Moscou ; la Russie reste le principal partenaire économique de l'Ukraine et le restera en raison de sa proximité et de son poids géographique ; la Russie reste également de loin le principal partenaire commercial de la Turquie dans la CEI¹¹²⁴ ; en Arménie, un courant diplomatique favorable à un rapprochement avec la Turquie et un alignement moins inconditionnel sur Moscou émerge ; etc. La Russie reste de toute façon un partenaire incontournable à court terme pour les pays de la CEI et, tout en diversifiant leurs relations politiques et économiques, les pays de la région ont cherché à normaliser leurs relations avec Moscou.

Aucun de ces regroupements ou alliances n'est à proprement parler hostile. L'alliance turco-israélienne a clairement pour objectif, bien que non publiquement déclaré, de faire pression sur la Syrie dont la politique est jugée menaçante par ces deux pays. La vente de missiles à la République chypriote modifie le rapport de force en Méditerranée orientale mais, dans l'esprit des Grecs, elle ne fait que répondre à la menace turque, etc. C'est la perception d'une menace qui prédispose à ces

¹¹²⁴ Ainsi, en 1998, sur un total de 424 contrats signés par des entreprises turques dans la CEI, 244 l'ont été en Russie (contre 123 en Asie centrale et seulement 13 en Ukraine). *Avrasya Dosyasi*, n°99, mai 1998, p. 7.

regroupements. Mais ceux-ci ont pour corollaire le renforcement du sentiment d'insécurité et d'isolement. En 1998, la perception d'une menace au Moyen-Orient a conduit les dirigeants turcs à demander aux États-Unis d'équiper la base d'Incirlik (d'où partent les bombardiers américains sur l'Irak) de missiles Patriot. L'Arménie, qui voit avec frayeurs ces nouveaux développements, demande à la Russie de déployer des missiles anti-aériens S-300 sur son sol. L'Azerbaïdjan rétorque en proposant à la Turquie de conclure un pacte de défense mutuel et à l'OTAN d'établir une base aérienne sur son territoire (offre qui n'a été, à ce jour, pas formellement été rejetée par les États-Unis). L'Iran crie à l'encerclement par les forces impérialistes et la Russie s'oppose catégoriquement à cette « nouvelle expansion de l'OTAN », cette fois-ci sur son flanc sud¹¹²⁵. L'Arménie s'estime, elle, encerclée par la Turquie et l'Azerbaïdjan dont la population est considérée comme turque. L'Azerbaïdjan, coincé entre l'Iran, l'Arménie et la Russie, toutes trois d'accord pour limiter son indépendance, se voit également encerclée. Et même en Russie des hommes politiques ont exprimé leur inquiétude face à l'isolement croissant du pays : alliance entre l'Ukraine, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et la Turquie au sud ; politique hégémonique de la Turquie à l'est en Asie centrale ; émergence d'une alliance entre les pays baltes, la Pologne et l'Ukraine à l'ouest¹¹²⁶ ; etc. En mars 1993, *Rossiiskaya Gazeta* annonçait, « de sources sûres », que des consultations secrètes avaient eu lieu entre l'Ukraine, la Turquie, la Moldavie et les États baltes afin de créer un bloc antirusse¹¹²⁷.

Cette phobie de l'encerclement est particulièrement répandue en Turquie. La presse turque (quotidien *Türkiye* en tête¹¹²⁸) se fait régulièrement l'écho des tentatives de la Grèce de former un bloc orthodoxe antitürk regroupant, à ses côtés, la Russie, l'Arménie et la Serbie, voire la Bulgarie, la Roumanie ou la Géorgie selon les cas, sans oublier le jeu trouble du Patriarcat œcuménique de Constantinople (la « 5^{ème} colonne »)¹¹²⁹. Les bonnes relations entre la Grèce, la Serbie et la Russie sont ainsi qualifiées d'axe orthodoxe¹¹³⁰. En avril 1994, alors que la Russie organisait un colloque sur le génocide des Kurdes, le quotidien *Milliyet* (édition du 22 avril 1994) dénonçait le « front diabolique » formé par la Russie, l'Arménie, la Serbie et les Kurdes. La Géorgie, qui ne dédaigne

¹¹²⁵ Anadolu Ajansi, 23/1/99 ; RFE/RL Newline, 6/1/99, 8/1/99, 13/1/99, 25/1/99, 27/1/99, 1/2/99, 4/2/99 ; *Cumhuriyet*, 27/1/99 ; *Türkiye*, 29/1/99 ; Michael Lelyveld, "Caucasus: US Military Presence in Caspian Appears Inevitable", RFE/RL Features, 4/2/99 ; Floriana Fossato, "Moscow Starts Delivery of S-300 Missiles to Armenia", RFE/RL Features, 18/2/99.

¹¹²⁶ *Argumenty i Fauty*, n°25, juin 1997 (édition internet).

¹¹²⁷ *Rossiiskaya Gazeta*, 24/3/93 cité par Oles Smolansky, "Ukrainian-Turkish relations", *Ukrainian Quarterly*, Vol. 4, n°1, printemps 1995, pp. 14-15.

¹¹²⁸ On retrouve cette phobie de l'axe orthodoxe notamment sous la plume de Necati Özfatūra, éditorialiste au journal *Türkiye*. Voir, par exemple, "L'impérialisme grec et la religion", *Türkiye*, 5/8/98.

¹¹²⁹ *Türkiye*, 21/11/94.

¹¹³⁰ Duygu Bazoğlu Sezer, "Turkey in the New Security Environment in the Balkans and Black Sea Region", in Vojtech Mastny, Craig Nation (ed.), *Turkey Between East and West. New Challenges for a Rising Regional Power*, Boulder, Westview Press, 1996, p. 91.

pas les attirantes propositions grecques de dons de bâtiments maritimes¹¹³¹, est parfois associée à ce « front antitürk ». Le ministre de la Défense turc l'avait ainsi expressément mentionnée dans un discours dénonçant la création d'un forum antitürk (juin 1996)¹¹³². La Turquie voit également dans les relations développées par la Grèce avec l'Arménie, l'Iran, la Russie et la Syrie, l'émergence d'un front antitürk l'encerclant. Les accusations de nouvelles croisades vont bon train et pas seulement dans les milieux islamistes. Le ministre des Affaires Étrangères, Ismail Cem, évoquant la coopération tripartite entre la Grèce, l'Iran et l'Arménie, a accusé la Grèce de lancer une nouvelle croisade contre la Turquie et de tenter de recruter des soldats musulmans (iraniens) dans cet objectif¹¹³³. L'accord de coopération militaire entre la Grèce et l'Arménie signé en juin 1996 a notamment suscité de vives réactions¹¹³⁴.

Cette phobie de l'encercllement se focalise aussi sur le déploiement de missiles aux frontières turques. A l'automne 1997, en pleine crise sur le déploiement des missiles russes à Chypre, la presse turque annonce coup sur coup que l'Arménie et l'Iran avaient également été équipées de missiles russes et que le gouvernement de Belgrade se prépare à en acquérir¹¹³⁵. La Russie aurait également livré des missiles à l'Iran et serait en négociation avec la Syrie¹¹³⁶. La Syrie, l'Iran et l'Irak détiennent par ailleurs des armes nucléaires, chimiques et biologiques. Les missiles iraniens (Sahab-3) pourraient atteindre Gaziantep, Samsun et Sivas ; les missiles syriens (Scud-C fabriqués en Corée du nord) l'ensemble de l'Anatolie orientale et centrale jusqu'à Ankara ; et les missiles chypriotes viendraient compléter ce dispositif¹¹³⁷. La Turquie serait donc encerclée par des missiles : « La Turquie entourée de fusées des quatre côtés », titrait *Radikal* le 10 septembre 1997, « L'encercllement par les missiles » reprenait *Cumhuriyet* le 30 septembre 1998 ; « La Turquie est encerclée par les missiles de la Russie, de l'Arménie, de l'Iran, de l'Irak, de la Syrie, de la République chypriote et de la Grèce » (*Türkiye*, 24/9/97), etc. Enfin, les multiples alliances antiturques au Moyen-Orient, notamment après la conclusion d'accords de coopération militaire entre la Turquie et Israël, font également l'objet de nombreuses dénonciations : alliance entre la Syrie, l'Iran et l'Irak, entre l'Égypte et l'Iran, entre la Syrie, la Grèce et Chypre¹¹³⁸, etc.

¹¹³¹ La Géorgie a signé des accords de coopération militaire avec la Grèce et s'est vue offrir, en février 1998, deux patrouilleurs grecs. ANA, 25/2/98.

¹¹³² *Turkish Daily News*, 19/6/96.

¹¹³³ *Türkiye*, 14/9/98 ; *Turkish Probe*, 20/9/98.

¹¹³⁴ Discours du ministre de la Défense, O. Sungurlu, sur les tentatives de la Grèce de créer un forum antitürk. *Turkish Daily News*, 19/6/96.

¹¹³⁵ *Milliyet*, 14/9/97 ; *Türkiye*, 19/9/97. Selon le quotidien islamiste *Türkiye* (1/7/98), ces missiles antiaériens achetés par Belgrade auraient ensuite été déployés au Kosovo.

¹¹³⁶ *Cumhuriyet*, 29/7/97.

¹¹³⁷ *Radikal*, 10/9/97 ; *Cumhuriyet*, 30/9/98.

¹¹³⁸ Voir par exemple, *Sabah*, 20/6/97 ; *Cumhuriyet*, 29/7/97 ; *Milliyet*, 11/5/98.

Si, en Turquie, ce sont la formation d'axes orthodoxes ou les politiques antiturques de la Grèce, de la Russie ou des pays arabes qui sont au centre des phobies d'encerclement, en Russie c'est la formation d'une « ceinture touranique » qui est dénoncée. Cette ceinture, s'étendant des Balkans à la Sibérie, permettrait à la Turquie, sous le prétexte de protéger les intérêts des populations turciques, d'acquérir une position dominante en mer Noire et en Eurasie et de marginaliser le rôle de la Russie. Par l'intermédiaire de l'islamisme ou du panturquisme, la Turquie pousserait les peuples turciques et musulmans de Russie à la sécession, elle s'opposerait directement à la Russie dans son périmètre de sécurité (i.e. l'étranger proche) et, de concert avec l'Occident, elle aurait formé une coalition militaire menaçante pour la Russie¹¹³⁹. Le retour des Tatars en Crimée ferait partie de ce plan, de même que les exercices militaires effectués en mer Noire ou dans les Balkans dans le cadre du Partenariat pour la Paix¹¹⁴⁰. Enfin, l'autre hantise des Russes est naturellement la formation d'un axe Turquie-Ukraine.

Pour l'armée turque, la Russie représente une menace de premier ordre pour le pays. Mais de leur côté, les Russes perçoivent aussi la Turquie comme une menace. Dans l'esprit des Russes, cette menace panturque justifie la renégociation du traité FCE ; dans l'esprit des Turcs, cette renégociation illustre les manœuvres hégémoniques de la Russie et contribue à renforcer la menace militaire à sa frontière orientale.

De façon générale, l'amalgame entre nation et religion et les discours nationalistes des uns poussant à la surenchère chez les autres, que ce soit en Grèce, en Turquie ou ailleurs, ne peuvent guère œuvrer à la stabilité de la région et au développement d'une coopération et d'un dialogue sur des bases saines. Les regroupements des uns, généralement dans un esprit défensif, poussent les autres, toujours dans un esprit défensif, à se regrouper face à ce qui est perçu comme une menace, générant par ricochet de nouvelles appréhensions chez les premiers. Les uns jouent de la carte kurde pour faire pression sur la Turquie, les autres font appel à la solidarité orthodoxe ou slave ou musulmane, et la solidarité ethnique est également au besoin invoquée. La Grèce peut soutenir les Grecs en Épire du nord ou les Sarakatsanes hellénophones de Bulgarie¹¹⁴¹, les dirigeants macédoniens peuvent agiter le menace d'un regroupement de tous les Macédoniens en assistant aux réunions de groupes nationalistes, les dirigeants turcs peuvent susciter un sentiment similaire en organisant des sommets turcophones ou en assistant aux réunions de la Fondation pour l'amitié, la

¹¹³⁹ Duygu Bazoğlu Sezer, "From Hegemony to Pluralism: The Changing Politics of the Black Sea", *SAIS Review*, Vol. XII, n°1, hiver-printemps 1997, p. 18.

¹¹⁴⁰ Nikolai Musiyenko, "Will Crimea be Turkish Again?", *Pravda*, traduit et diffusé par Russian Press Digest, 12/6/95 (édition internet).

¹¹⁴¹ Christophe Chiclet, "La Bulgarie en 1993. La lente recomposition du pays", in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale, édition 1994*, Paris, La Documentation Française, 1995, p. 89.

fraternité et la coopération avec les États et communautés turciques (TÜDEV) organisées par le parti ultranationaliste MHP, etc. *Aucun de ces pan-mouvements n'est réellement mobilisateur mais les évoquer permet de cautionner ou de justifier des objectifs politiques.*

Une coopération à géométrie variable :
Axes de communication, coopération économique,
et politiques multilatérales

L'ouverture politique et économique des pays anciennement communistes à relancer l'idée d'une coopération pontique. Les pays membres de la CEI tout comme la Bulgarie ou la Roumanie, cherchent à se dégager de l'influence économique et politique de la Russie ou tout du moins à faire contrepoids à cette influence. A cet égard, la *prolifération d'organisations subrégionales* (ZCEMN mais aussi Initiative centre-européenne, Conseil des États de la Baltique, Communauté des États centre-asiatiques, Conseil de coopération de la mer Caspienne), toutes créées après 1989, témoigne du besoin de former de nouveaux réseaux d'échanges après la dissolution du CAEM.

L'espace maritime qu'est la mer Noire reste une zone de communication relativement aisée et les échanges économiques n'ont en fait jamais complètement cessé, même durant les périodes de confrontations politiques. Au XIXe siècle, 40% du commerce de la Perse passait ainsi par Trébizonde (Trabzon)¹¹⁴² et, plus récemment, dans les années 70, les relations économiques entre la Turquie et l'URSS avaient atteint un volume assez considérable compte tenu de l'opposition idéologique et politique entre les deux pays. Pour les pays d'économie socialiste, la mer Noire représentait une ouverture sur le monde. Cette vocation fut un temps négligée mais dès le milieu des années 80, des projets accordaient aux constructions navales et à l'équipement des ports de la

¹¹⁴² Michel Bruneau, "Territoires de la diaspora grecque pontique", in Michel Bruneau (coord.), *Diasporas*, Montpellier, Reclus, Paris, La Documentation Française, 1995, p. 118.

mer Noire une grande importance. La Roumanie avait déjà, avec la construction du canal reliant la mer Noire au Danube (Cernavoda-Constanța) et l'équipement du port de Constanța, orienté son réseau d'échange vers la mer Noire et sa liaison avec le Danube.

Aujourd'hui la mer Noire représente toujours pour l'Ukraine, la Russie, la Moldavie, les pays du Caucase et, dans une moindre mesure, la Bulgarie et la Roumanie, une ouverture sur l'extérieur. Elle constitue aussi une voie d'échange avec l'Europe de l'Ouest pour les républiques d'Asie centrale. Le futur tracé (controversé) des pipelines acheminant le pétrole et le gaz naturel d'Asie centrale et d'Azerbaïdjan vers l'Europe de l'Ouest en est un exemple. Symbole du caractère naturel de cet espace de communication, la mer Noire est la plaque tournante de commerce et trafic en tout genre. Il s'agit tout d'abord du commerce à la valise qui amène sur les rives du Bosphore et à Trabzon de nombreux Bulgares, Roumains, Moldaves et surtout Russes. La région est également le théâtre d'un intense et lucratif trafic de drogue qui se nourrit des conflits ayant surgi dans la région (« le nerf de la guerre »). Sont impliqués dans ce trafic : la mafia albanaise et plus particulièrement sa variante kosovare, les militants du PKK, l'organisation d'extrême droite turque des Loups Gris et notamment sa filière azérie, le Dashnak arménien, le Cartel moscovite des Drogues, les Tchétchènes, etc.¹¹⁴³ De curieuses filières d'échanges pontiques ont ainsi vu le jour : les chars soviétiques T 34-85 qui étaient entreposés en Adjarie (Caucase) ont été retrouvés en Bosnie-Herzégovine. Ils auraient transité par le relais des « séparatistes » tchétchènes et la mafia russe ; une partie des armes saisies au Kosovo proviendrait du Liban ; elles auraient été échangées par le PKK via des groupuscules d'extrême-droite anatoliens¹¹⁴⁴, etc.

Toutefois, si la mer Noire constitue un espace d'échange potentiellement dynamique, elle n'a aucune unité politique, culturelle ou religieuse. Elle se présente plutôt comme un carrefour de civilisations et de cultures. Pourtant, de nombreux liens « affectifs » existent entre les peuples du pourtour de la mer Noire, résultats de migrations anciennes ou plus récentes (XIXe siècle). Il reste encore de nombreux Grecs (dits Pontiques) sur les rives de la mer Noire (officiellement 358 000 en URSS selon le recensement de 1989, le double selon la communauté pontique elle-même, sans doute beaucoup moins aujourd'hui suite aux migrations en Grèce après 1992). De nombreux Bulgares ont émigré au début du XIXe siècle dans le sud de la Bessarabie (aujourd'hui Moldavie ou Ukraine). Des Arméniens sont présents dans l'ensemble des pays riverains de la mer Noire, etc. Mais c'est la Turquie qui semble remporter la palme de ces affinités ethnico-religieuses. Un nombre considérable de Tatars a migré de la Russie tsariste vers l'Empire ottoman. Selon certaines estimations, jusqu'à 10% de la population turque serait d'origine tatare. De nombreux Caucasiens

¹¹⁴³ Alain Labrousse, Michel Koutouzis, *Géopolitique et géostratégie des drogues*, Paris, Economica, 1996, p. 30.

(Abkhazes, Tchétchènes, etc.) se sont également réfugiés dans l'Empire ottoman lors de l'avancée des troupes russes au Caucase au XIX^e siècle. Ils ont conservé des attaches avec leur pays d'origine et constituent aujourd'hui en Turquie des lobbies influents ; sans compter les Turcs présents en Roumanie, Bulgarie, Macédoine, etc.

L'aspect politique de la coopération multilatérale sur le pourtour de la mer Noire ou dans les Balkans ne peut cependant être que limité. Les conflits et litiges entre les pays riverains et tout simplement les divergences d'intérêts stratégiques nationaux (et à cet égard, le seul sentiment antirusse paraît être une base commune bien fragile) excluent, à moyen terme, toute initiative de ce type. En revanche, elles n'empêchent nullement les initiatives bilatérales ou la mise en place d'une coopération multilatérale douce, c'est-à-dire avant tout économique, qui pourrait à long terme déboucher sur un projet à tonalité plus politique et qui en tout état de cause favorise le dialogue. Tel est l'objectif de la ZCEMN. En facilitant les échanges humains et économiques de part et d'autres des frontières et en réunissant régulièrement les dirigeants de ces pays, la ZCEMN a vocation à favoriser le dialogue entre ces pays parfois en litige ou en conflit. L'article 8 de la déclaration d'Istanbul (juin 1992) instituant la ZCEMN stipule que « les pays, encourageant les relations d'amitié et de bon voisinage, ont pour but de garantir la paix, la stabilité et la prospérité en mer Noire ».

Des initiatives de coopération multilatérales ont également été lancées dans les Balkans. Ce processus, amorcé avant la dislocation du monde communiste (1988) a été interrompu par les guerres yougoslaves mais, depuis 1995, il a progressivement redémarré. Les ministres de la Défense et les ministres des Affaires Étrangères de la région se rencontrent dorénavant annuellement de même que les chefs d'États depuis l'automne 1997. Si ces forums ne permettent généralement pas de régler les litiges en suspens (quand ils ne se font pas les lieux d'expression de ces litiges !), ils expriment un besoin, celui de coopérer au niveau économique et de renforcer ou d'initier une stabilité régionale par un dialogue politique multilatéral. La création d'une force de maintien de la paix dans le sud-est européen en est un exemple. Elle a cristallisé les oppositions (exprimées sur l'opportunité de la création d'une telle force puis sur son lieu de déploiement) mais une fois créée, elle ne pourra qu'œuvrer à dissiper les suspicions et tensions régionales.

De façon générale, la coopération multilatérale dans le domaine militaire ne s'est amorcée que sous parapluie occidental et dans l'optique de se rapprocher de l'OTAN et de rendre sa

¹¹⁴⁴ *Ibid*, p. 31.

candidature plus acceptable, aussi bien en termes militaires (interopérabilité des armements) qu'en termes politiques (marquer sa volonté de régler ses contentieux régionaux et de coopérer avec l'OTAN). La participation aux exercices militaires en commun (tous organisés sous l'égide du Partenariat pour la Paix), les divers accords de création d'unités mixtes signés (mais pas toujours appliqués) et, bien sûr, la création de la force multilatérale de paix dans le sud-est européen, sont considérés comme des préliminaires indispensables à la candidature à l'OTAN. D'ailleurs seuls les pays candidats (officiellement ou non) à l'adhésion participent à cette force multilatérale. A cet égard, l'absence de la Bosnie-Herzégovine et de la RFY altèrent considérablement la pertinence de cette force multilatérale en termes de renforcement de la stabilité régionale. Enfin, du seul point de vue économique, mais à long terme, lorsque les nouveaux réseaux de transport seront opérationnels, les pays de l'ensemble de l'Eurasie et de l'Europe seront solidaires dans la gestion de ces réseaux. Ce qui n'empêchera nullement la concurrence, mais l'augmentation des échanges et, de façon générale, la circulation des hommes et des marchandises, ne peut qu'être un moteur au renforcement d'une coopération politique.

2.1. LA ZONE DE COOPERATION ÉCONOMIQUE DE LA MER NOIRE

Lancé en 1990 par la Turquie, le projet de création d'une Zone de Coopération Économique de la Mer Noire (ZCEMN) a été ouvert aux républiques de la région devenues indépendantes en 1991. L'Albanie et la Grèce ont par la suite demandé à participer en tant que membres fondateurs. Après avoir reçu l'accord de principe des différents pays concernés, les négociations ont assez rapidement abouti à la rédaction d'un document final (février 92) et ceci malgré les retards occasionnés par la dislocation de l'URSS et l'existence de divergences voire de conflits entre certains membres. Le 25 juin 1992, onze pays signaient la Déclaration d'Istanbul (ou Déclaration du Bosphore) instituant la ZCEMN : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie, Grèce, Moldavie, Roumanie, Russie, Turquie et Ukraine¹¹⁴⁵.

2.1.1. Intérêts nationaux et motivations des pays membres de la ZCEMN

Le projet de création d'une ZCEMN avait reçu en 1990 un accueil assez mitigé : intérêt marqué de l'Albanie et de la Roumanie, réaction positive mais prudente de l'URSS, peu d'enthousiasme chez les Bulgares, réaction négative de la Grèce. La dislocation de l'URSS et du glaci communiste en Europe de l'Est a naturellement modifié les objectifs et les intérêts des pays de la région, et par conséquent leurs positions vis-à-vis de ce projet. Du point de vue économique, la dislocation du CAEM a conduit l'ensemble des États anciennement liés à cet organisme à chercher un substitut à l'effondrement de leurs échanges¹¹⁴⁶. Du point de vue politique, plusieurs pays de la région ont cherché à se dégager de l'influence russe en réorientant leur réseau d'échanges et en développant un dialogue régional multilatéral.

- La Russie ne pouvait laisser à la Turquie le privilège de mener seule ce projet, ceci d'autant plus que la volonté de se dégager de l'influence de Moscou a en partie motivé les candidatures des autres pays. De plus, alors que les pays d'Europe centrale sont résolument tournés vers l'Europe de l'Ouest (perspectives d'adhésion à l'OTAN et à l'U.E.), la Russie a, elle, tout intérêt à développer ses échanges en mer Noire où elle conserve une influence, même contestée. Enfin, la mer Noire reste, pour elle comme pour l'Ukraine et les pays du Caucase, une porte vers le reste du monde. 25% de ses exportations transitent par les détroits. Toutefois, confrontés à de sérieux problèmes économiques et, entre autres, à la

¹¹⁴⁵ Sur la naissance et le développement de l'idée d'une ZCEMN, voir, Selim İlkin, "Les tentatives de coopération économiques de la Turquie et la zone de coopération économique en mer Noire", *CEMOTI*, n°15, janvier-juin 1993, pp. 61-63.

¹¹⁴⁶ Deniz Akagül, Semih Vaner, "Peut-il se constituer un sous-ensemble régional autour de la mer Noire ?", *CEMOTI*, n°15, janvier-juin 1993, pp. 22-24.

concurrence internationale, les autorités russes ont plutôt tendance à renforcer les mesures protectionnistes peu compatibles avec l'esprit de la ZCEMN. La Russie s'oppose également à toute dimension politique de la ZCEMN qui pourrait remettre en cause son rôle de leader dans l'étranger proche.

- L'Ukraine a très activement soutenu le projet de création d'une ZCEMN. Elle y voit un outil lui permettant de développer ses échanges et de réorienter son réseau. Plus de 30 millions de tonnes de marchandises transitent annuellement par le port d'Odessa. La vocation pontique de l'Ukraine est donc inscrite dans sa géographie. Elle a également activement soutenu l'institutionnalisation de la ZCEMN et est le plus fervent défenseur d'un système de sécurité collective en mer Noire. En attribuant à la ZCEMN des compétences dans le domaine de la sécurité, Kiev cherche à court-circuiter Moscou dans le litige sur la Crimée et sur le partage de la flotte de la mer Noire, et plus généralement à contrer l'influence (ou la menace) russe. Il va sans dire que ces propositions ont été rejetées par la Russie.

- La Roumanie soutient naturellement activement le développement des échanges dans cette zone et le renforcement de la coopération régionale dans le cadre de la ZCEMN. Elle y voit avant tout un moyen de mettre en valeur sa position de plaque tournante dans les échanges mer Noire-mer du Nord (par le Danube) et de façon plus générale mer Noire-Europe de l'Ouest. Elle a non seulement soutenu la création de la ZCEMN mais a aussi milité pour la création d'organes communs permanents et d'outils de coopération (banque de commerce et de développement par exemple)¹¹⁴⁷.

- La Grèce a dans un premier temps refusé de participer à une organisation subrégionale dans laquelle elle voyait un instrument de la politique expansionniste turque. Elle ne semble avoir finalement adhéré à la ZCEMN que de crainte d'être isolée, mais ses litiges avec la Turquie ne peuvent que perturber, ici comme ailleurs, une éventuelle dimension politique de la coopération pontique. Elle est plutôt réticente devant l'institutionnalisation de la ZCEMN et a boycotté pour cette raison la réunion de février 1993 qui avait mis sur pied une assemblée parlementaire de la ZCEMN. Ne souhaitant toutefois pas être exclue de cette assemblée (et des prises de décisions qui y sont prises), elle s'y est finalement ralliée (admise en juin 1995). Géographiquement en marge de la zone mer Noire, elle a a priori peu d'intérêts au développement du commerce dans la zone, d'autant plus que ses échanges

¹¹⁴⁷ Anne Planche, "La Roumanie et la coopération autour de la mer Noire, *CEMOTI*, n°15, janvier-juin 1993, pp. 121-147.

sont dirigés vers l'Europe de l'Ouest. Toutefois, ses sociétés y sont actives (et notamment ses compagnies de transport maritime ou encore ses banques et ses sociétés de télécommunication).

- La Bulgarie a un temps hésité à adhérer à ce projet. Elle s'opposait plus particulièrement à la proposition initiale du président Özal de créer une zone de libre-échange en mer Noire. Les autorités bulgares arguaient que le dynamisme de l'économie turque aurait permis à la Turquie, face aux économies en crise des pays riverains et d'acquérir par ce biais une position dominante dans l'économie régionale¹¹⁴⁸. L'amélioration de ses relations avec la Turquie à partir de 1991-92 et l'abandon du projet de création d'une zone de libre-échange ont finalement conduit le gouvernement bulgare à s'engager dans ce projet. La Bulgarie craignait également que la création de la ZCEMN ne remette en cause son processus d'intégration aux structures européennes. C'est la raison pour laquelle elle s'est opposée à l'institutionnalisation de la ZCEMN. Elle a répondu avec réticence aux projets de création d'une Banque de commerce et de développement et d'une assemblée parlementaire de la ZCEMN. Du point de vue politique, elle a milité pour l'adhésion de la Grèce afin d'équilibrer les partenariats politiques au sein de la zone.
- L'Albanie n'a a priori pas d'intérêt, du point de vue de ses lignes de communication comme de ses intérêts politiques, en mer Noire. Elle sera toutefois dans l'avenir reliée à la mer Noire par le corridor est-ouest (Durrës-Skopje-Sofia-Varna).
- Pour l'Arménie, la mer Noire est une clef de son désenclavement (notamment par le port de Trabzon) et elle s'est rapidement ralliée au projet de création d'une ZCEMN. L'opportunité d'une coopération économique avec la Turquie fait toutefois toujours l'objet d'une vive polémique dans le pays.
- Tout comme l'Ukraine, la Géorgie, hantée par la menace russe, aurait volontiers donné une dimension sécuritaire à la ZCEMN. Le Président E. Chevardnadze avait fait une proposition en ce sens, fermement rejetée par la Russie, lors de la signature du document d'Istanbul en juin 1992. Du point de vue des échanges, la Géorgie, seul État de Transcaucasie à disposer d'une façade maritime, a tout intérêt à multiplier ses lignes maritimes en mer Noire. Les dirigeants géorgiens se sont donc montrés très enthousiastes

¹¹⁴⁸ T. Valena, "Problems of Bulgaria's Participation in the BSEC", *Foreign Trade*, n°9, 1994, pp. 8-9.

vis-à-vis du projet de création d'une ZCEMN où ils espèrent concrétiser leur désir de devenir la « porte du Caucase » et développer ainsi leur coopération avec l'Europe de l'Est.

- La mer Noire est également une clef du désenclavement de l'Azerbaïdjan et celle-ci cherche, comme la plupart des pays de la CEI, à réorienter son réseau d'échanges. L'équipe au pouvoir de septembre 1991 à juin 1993 (Elçibey) était plutôt proturque et elle espérait voir la Turquie jouer un rôle médiateur dans la résolution du conflit au Haut-Karabakh éventuellement via la ZCEMN. La Turquie a d'ailleurs proposé à plusieurs reprises (tout comme la Géorgie) de créer un système de gestion des crises et des conflits dans le cadre de la ZCEMN.

Le rôle de la Turquie et ses objectifs

Le Président Özal fut l'instigateur de ce projet. Avec la création de ce forum, il espérait maximiser les avantages de la position géographique de la Turquie et le dynamisme de son économie. Il s'agit pour la Turquie de mettre en valeur sa position géographique, au cœur des nouveaux espaces économiques qui s'ouvrent au capitalisme occidental. La Turquie remplirait un rôle de passage obligé (ou tout du moins avantageux) dans les échanges commerciaux entre l'Orient et l'Occident. Déjà l'aide humanitaire pour le Caucase ou l'Asie centrale transite par la Turquie et de nombreuses entreprises occidentales s'y sont installées afin d'exporter vers les pays de l'Est. Le mouvement de libéralisation mené sous la houlette de l'ancien Président Özal (libéralisation des mouvements de capitaux, taux de change flottants...) permet de plus aujourd'hui aux entreprises occidentales de s'installer plus facilement en Turquie. Istanbul pourrait ainsi – espère-t-on ! – redevenir le grand centre commercial qu'elle était avant la première guerre mondiale. Les dirigeants turcs mettent également en avant la complémentarité de leur économie avec celles des pays anciennement communistes. La Turquie peut en effet fournir des produits de consommation et des services certes parfois de moindre qualité que les produits occidentaux mais à moindre coût.

Avec la dislocation de l'URSS, ces objectifs essentiellement économiques ont été couplés avec un objectif à tonalité beaucoup plus politique. La Turquie espérait bien profiter du retrait de la Russie de ces régions pour accroître son influence et devenir une puissance régionale au Caucase et en Asie centrale. Tansu Çiller, alors Premier ministre avait ainsi déclaré en marge du sommet de la ZCEMN de juin 1992 : « Le vide existant aujourd'hui dans cette région [Caucase] doit être rempli soit par la Turquie, soit par l'Iran, faute de quoi la Russie regagnera ses anciennes positions. Si la place est occupée par la Turquie, elle pourra jouer le rôle de passerelle entre la région et le monde

occidental et contribuer à l'instauration de conditions de vie dignes de pays avancés. Si la place est prise par l'Iran, les relations entre les chrétiens et les musulmans vont se détériorer »¹¹⁴⁹.

La Déclaration d'Istanbul n'exclut pas, par ailleurs, de nouvelles adhésions (article 11) et à cet égard, l'adhésion d'un pays comme la Macédoine, sur le parcours de la future liaison mer Noire-mer Adriatique, pourrait être judicieuse. La Turquie avait parrainé l'entrée de l'Albanie dans la ZCEMN, alors que cette dernière s'en trouve plutôt géographiquement éloignée. Mais si, comme la Turquie l'espère, la ZCEMN doit impulser une dynamique économique puis, dans un avenir incertain, une coopération politique, elle a tout intérêt à y placer ses alliés. Plusieurs pays ont déjà obtenu un statut d'observateur : la Pologne, la Tunisie, l'Égypte, Israël et la Slovaquie, l'Italie et l'Autriche¹¹⁵⁰.

2.1.2. La Déclaration d'Istanbul et les objectifs de la ZCEMN

La Déclaration d'Istanbul (ou Déclaration du Bosphore)¹¹⁵¹ définit des champs d'activités assez larges et prévoit de développer la coopération bilatérale et multilatérale dans les domaines économique, scientifique, technique et de l'environnement. Les domaines de coopération plus précisément visés sont les suivants (article 13, cités par ordre d'apparition) : communications et transports, informatique, échanges d'informations économiques et commerciales, standardisation des produits, énergie, exploitation et transformation des minerais, tourisme, agriculture et industries agro-alimentaires, médecine vétérinaire et surveillance sanitaire, santé et industries pharmaceutiques, sciences et techniques. Outre les références, aujourd'hui d'usage, aux droits de l'homme, aux libertés fondamentales, à la prospérité économique et à la justice sociale (art. 2)¹¹⁵², la Déclaration d'Istanbul multiplie les références (non moins d'usage) à la CSCE. La Déclaration insiste également sur les questions d'environnement (art. 4).

La ZCEMN est clairement *d'inspiration néo-libérale*. L'objectif visé est de créer un terrain favorable au *développement des échanges* et de la coopération bilatérale et multilatérale dans la zone. C'est la coopération entre hommes d'affaires et entreprises, plutôt qu'entre États, qui est soulignée. Les États sont toutefois sollicités pour créer des conditions favorables au développement du commerce dans la zone. Ils sont ainsi expressément appelés à faciliter la liberté de mouvement

¹¹⁴⁹ *Sakartvėlos Respublika* (Tbilissi) traduit par *Le Courrier International*, 2 juillet 1992. De fait, la création de la ZCEMN fut dans un premier temps interprétée en Occident comme une victoire de la diplomatie turque et une reconnaissance de sa nouvelle influence. « La Turquie étend sa zone d'influence » titrait *Le Figaro* au lendemain de la signature de la Déclaration d'Istanbul.

¹¹⁵⁰ La Turquie a rejeté la candidature de la République chypriote grecque pour un poste d'observateur.

¹¹⁵¹ Texte intégral en annexe.

des hommes d'affaires, à réduire les restrictions douanières, à créer des conditions favorables aux investissements et aux mouvements des capitaux (notamment par la signature d'accords bilatéraux sur la protection et l'encouragement des investissements), etc. L'accent est mis sur l'aide aux entrepreneurs privés et la consolidation de l'esprit d'entreprise qui, à court terme, fait défaut dans les pays économiquement en transition. Des objectifs généraux sont définis et quelques outils de coopération précisés mais aucun but précis n'est fixé. Il s'agit bien en quelque sorte d'un *processus* (à l'instar de la CSCE) et la Déclaration, prenant acte des divergences d'intérêts nationaux et des problèmes économiques rencontrés par certains pays, précise que la coopération doit se développer graduellement (art. 10).

2.1.3. Institutions et institutionnalisation de la ZCEMN

Les différents participants s'étaient attachés à éviter toute bureaucratisation lors de la Déclaration d'Istanbul qui ne prévoit qu'une réunion annuelle des ministres des Affaires Étrangères mais, depuis lors, d'autres structures (dont des structures permanentes) ont été créées.

- L'organe principal de la ZCEMN est le Conseil des ministres des Affaires Étrangères¹¹⁵³. C'est ce conseil qui définit les objectifs poursuivis par la ZCEMN, entérine les projets qui lui sont soumis par les groupes de travail, se prononce sur l'adhésion de nouveaux membres ou sur l'octroi du statut d'observateur et, en définitive, prend toutes les décisions politiques et économiques importantes. Il se réunit tous les six mois. La présidence du Conseil est assurée par rotation et les décisions sont prises à l'unanimité. Différents groupes de travail ont été créés au sein de ce conseil (banque et finance, commerce et développement économique, échanges de données statistiques, etc.). Leur tâche est d'élaborer des projets de coopération multilatérale (en fonction des propositions des différents gouvernements et des intérêts communs) et de préparer des rapports pour les réunions des ministres des Affaires Étrangères. Le secrétariat permanent, créé lors de la réunion du Conseil à Sofia en décembre 1993, coordonne donc les activités des groupes de travail et prépare les rapports soumis au Conseil.

- L'assemblée parlementaire de la ZCEMN. Créée en février 1993, elle regroupe des représentants des parlements des pays membres. Elle travaille à l'harmonisation des

¹¹⁵² Notons que ces références sont également un préliminaire indispensable à toute obtention d'une aide financière de l'U.E.

¹¹⁵³ Voir schéma de la structure du ZCEMN en annexe. Sur le fonctionnement des structures de la ZCEMN, voir *BSEC, From Common Interests to Joint Actions*, Istanbul, BSEC Permanent International Secretariat, 2^{ème} édition, 1997, pp. 28-36.

législations nationales et fournit une base légale à l'interaction multilatérale dans les différentes sphères de coopération. Elle se réunit deux fois par an.

- Le Conseil d'affaires de la ZCEMN. Il regroupe les présidents des Conseils d'affaires bilatéraux créés par la Turquie avec les autres États signataires et réunit des experts chargés de préparer et de superviser les projets communs et d'établir des contacts avec les institutions internationales. Il étudie, par exemple, les listes de priorités communiquées par les différents gouvernements de la ZCEMN, analyse les projets d'investissements, conduit des études de faisabilité ou encore dirige les négociations avec la BERD ou la Banque mondiale.
- La création d'une Banque de commerce et de développement était envisagée dans la Déclaration d'Istanbul. Après quelques hésitations (en octobre 1992, certains pays se sont rétractés et ont annoncé que leurs problèmes économiques ne leur permettaient pas de financièrement contribuer au capital initial), la création de cette banque a finalement été décidée lors de la réunion des ministres des Affaires Étrangères à Antalya en décembre 1992, et l'accord signé en décembre 1993 à la réunion des ministres des Affaires Étrangères à Sofia. Le montant du capital initial est fixé à 300 millions de dollars, le siège est à Thessalonique et le gouverneur est turc (Ersoy Volkan). La réunion des fonds et l'obtention des ratifications des parlements des pays membres, indispensables à l'ouverture de la banque, se sont cependant fait attendre. La banque a été inaugurée au 1^{er} juin 1999¹¹⁵⁴.

Il semble donc que l'on s'achemine vers la constitution d'un minimum de structures contrairement à ce que laissait entendre les participants au moment de la signature de la Déclaration. La Turquie, l'Ukraine et la Roumanie sont à la tête de ce processus. Elles tentent de formaliser une démarche à l'origine plutôt floue et de mettre en place des mécanismes de consultations entre experts. Ce sont d'anciens ambassadeurs ou diplomates qui sont nommés aux postes de la ZCEMN (comme le secrétariat permanent). Ces personnalités, qui disposent de bons carnets d'adresses, sont appelés à jouer un rôle de relais. Ils sont consultés par les hommes d'affaires qui souhaitent investir dans la zone et fournissent contacts et conseils¹¹⁵⁵. Trois sommets de chefs d'États ont parallèlement été organisés depuis juin 1992 : à Bucarest en juin 1995, à Moscou en octobre 1996 et à Yalta en juin 1998. La ZCEMN s'est érigée en organisation internationale lors de ce dernier sommet (signature de la charte de la ZCEMN).

¹¹⁵⁴ Sur les objectifs de cette banque, voir l'entretien accordé par son président, Ersoy Volkan à *Hürriyet*, 16/10/95.

¹¹⁵⁵ Entretien avec Nurver Nureş, premier vice-président du secrétariat permanent, 7 novembre 1997.

2.1.4. Initiatives concrètes, projets et réalisations

Trois domaines ont capté l'attention des participants :

- Le développement des infrastructures de transport et de communication, aujourd'hui complètement inadaptées au développement des échanges (réalisés ou espérés) en mer Noire et au-delà de cet espace (corridor Europe-Asie). Un centre de coordination des politiques des transports a été créé à Sofia, mais peu de mesures concrètes ont pour l'instant été prises. La construction d'une autoroute de 3 000 km autour de la mer Noire (Black Sea Ring corridor) est ainsi en discussion depuis 1992 mais ne semble pas devoir se réaliser à court terme. Les négociations dans le domaine des télécommunications ont en revanche abouti à plusieurs accords. Le projet DOKAP (Doğu Karadeniz Komunikasyon Projesi) prévoit de construire un réseau de fibre optique et de liaisons radio (micro-ondes digitales) entre la Géorgie, l'Azerbaïdjan et la Turquie. Ce réseau sera ensuite étendu à l'Asie centrale au travers de la Caspienne. Un système de fibre optique reliant l'Italie, la Turquie, l'Ukraine et la Russie (projet ITUR) est opérationnel depuis octobre 1996¹¹⁵⁶ et un autre, reliant par câble sous-marin la Turquie (Istanbul), la Bulgarie (Varna) et la Roumanie (Mangalia) puis ensuite par câble terrestre à la Moldavie, a été inauguré en octobre 1997 (projet KAFOS). Ce système doit être relié à l'Asie centrale, au Moyen-Orient, à la Méditerranée et à l'Europe centrale¹¹⁵⁷.
- Le domaine de l'énergie. La coopération porte plus particulièrement sur les approvisionnements en électricité (équilibre entre les pays en surplus de production et les pays en pénurie). Un centre, ayant pour objectif de coordonner les politiques énergétiques des pays membres, a été inauguré à Sofia en décembre 1995.
- Favoriser les investissements et de façon générale, les démarches des entrepreneurs privés. La création d'une banque de la mer Noire entre dans ce cadre. Des groupes de travail, réunissant des experts en économie et commerce international, ont également été créés et les chambres de commerce et d'industrie de la région ont amorcé une coopération (rencontres de Sinop en août 1995 et de Trabzon en octobre 1995)¹¹⁵⁸. Les activités du centre balkanique de coopération entre les PME, créé par la Roumanie, la Bulgarie, la Turquie et la Grèce en 1994, ont été étendues à l'ensemble de la ZCEMN en 1996. Enfin, des forums commerciaux sont également régulièrement organisés.

¹¹⁵⁶ Palerme-Istanbul-Odessa-Novorossiysk. *Cumhuriyet*, 25/11/95.

¹¹⁵⁷ *Cumhuriyet*, 25/11/95. La liaison entre l'Europe, l'Asie centrale et la Chine a été achevée en janvier 1998. Anadolu Ajansi, 7/1/98.

¹¹⁵⁸ *Cumhuriyet*, 19/8/95, 10/10/95.

Parmi les autres domaines couverts par la Déclaration d'Istanbul, des avancées significatives ont été faites dans les domaines de la coopération culturelle (accord signé en mars 1993 et création d'un centre de recherche annoncée) et des échanges de données économiques et statistiques (création d'un centre d'échange de données statistiques en octobre 1992). En revanche, la coopération dans le domaine écologique tarde à se mettre en place alors qu'il y a urgence. La fragilité naturelle du bassin écologique de la mer Noire a en effet été aggravée par les déchets rejetés directement dans la mer sans traitement préalable (notamment au niveau de l'Ukraine où de nombreuses industries se trouvent près des côtes) et par la pollution industrielle et agricole transportée par les grands fleuves se jetant dans la mer Noire. Le Danube à lui seul y verserait 60 000 tonnes de phosphate et 340 000 tonnes de nitrate et nitrite par an (deux fois l'apport du Rhin dans la mer du Nord)¹¹⁵⁹. Enfin, un phénomène plus naturel a transformé cette mer en un gigantesque réservoir d'hydrogène sulfuré, une des substances les plus mortelles de la nature. Ainsi, sur les soixante espèces de poissons dénombrés dans la mer Noire dans les années 60, il n'en reste plus aujourd'hui que six¹¹⁶⁰. Une Convention pour la protection de la mer Noire contre la pollution a été signée en 1992 et plusieurs rencontres (entre les ministres de l'Environnement des six pays riverains en octobre 1996, entre scientifiques en septembre 1997¹¹⁶¹, etc.) ont été organisées mais le manque de fonds est patent. Des milliards de dollars seront nécessaires pour assainir cette mer (et les fleuves qui s'y jettent). D'autres organismes sont donc appelés à prendre le relais. La Banque mondiale, les Nations unies et l'U.E. ont débloqué quelques fonds¹¹⁶². Le conseil scientifique de l'OTAN a également planché sur le sujet et mis au point des projets d'aide technique¹¹⁶³.

2.1.5. ZCEMN versus Union européenne

Le projet de création d'une ZCEMN fut lancé par le Président Turgut Özal en 1990 au lendemain de l'échec de la demande d'adhésion de la Turquie à la CEE (décembre 1989). On est alors logiquement amené à s'interroger sur les motivations réelles de la Turquie. En d'autres

¹¹⁵⁹ Ali Ottoman, "Le désenclavement de l'Asie centrale et du Caucase. Rôle inédit pour une ère nouvelle", *CEMOTI*, n°18, 1994, p. 218.

¹¹⁶⁰ Neal Ascherson, "Eutrophication, culbute et autre Mnemiopsis", *The Independent on Sunday*, traduit et reproduit par *Le Courrier International*, 20 juillet 1995. Sur la pollution de la mer Noire, voire également V. Fabry, K. Fröhlich, I. Osvath, "La pollution de l'environnement de la mer Noire : à la recherche de solutions", *AIEA Bulletin*, n°2, 1993, pp. 20-24.

¹¹⁶¹ Cette conférence « écologique et religieuse », d'une durée de huit jours, avait été organisée par le Patriarcat de Constantinople. ANA, 22/9/97.

¹¹⁶² Ainsi, le programme environnemental de la mer Noire lancé en 1994 sous l'égide de la Banque mondiale et du PDNU consacre 70 millions de dollars à l'assainissement de la mer Noire et du Danube.

¹¹⁶³ Il s'agit des programmes TU-BLACK SEA et TU-WAVES. Détails dans *NATO's Newsletter*, n°48, février 1997 (édition internet) et *Actualités du Comité Scientifique de l'OTAN et du Comité sur les Défis des Sociétés Modernes*, février 1997, pp. 14-16.

termes, en sponsorisant la création d'une ZCEMN, le Président Özal a-t-il envisagé une « solution de rechange » ?

Le souci des dirigeants turcs ne semble pas avoir été de substituer à l'U.E. une autre organisation régionale mais tout simplement de permettre à la Turquie de développer ses échanges dans la zone. Ils insistent sur la complémentarité entre les deux organisations. Cette complémentarité est en quelque sorte soulignée par la Déclaration d'Istanbul dont l'article 7 stipule que la coopération développée dans le cadre de la ZCEMN ne doit pas faire obstacle à la promotion des relations des États membres avec de tierces parties et notamment l'U.E. *Les pays membres de la ZCEMN n'aspirent en fait qu'à devenir membre de l'U.E.* Et si certains dirigeants, notamment turcs, poursuivent en adhérant à la ZCEMN un objectif précis vis-à-vis de l'U.E., il s'agit plutôt, en développant leurs échanges et donc leur puissance économique, de revaloriser leur candidature. Certains auteurs perçoivent néanmoins la ZCEMN comme une démarche défensive face aux tendances régionalistes actuelles qui contraignent les pays exclus à chercher des palliatifs afin d'amortir les chocs d'une éventuelle mise à l'écart¹¹⁶⁴.

Les pays membres cherchent par ailleurs à inciter l'U.E. à jouer un rôle actif dans le développement des échanges dans la zone en participant à des projets de coopération ou en incitant les investisseurs privés à y investir¹¹⁶⁵. Les Européens ont dans l'ensemble réagi positivement et participé à différentes réunions avec des représentants de la ZCEMN. Des conférences internationales sur la mer Noire sont organisées à leur initiative ou en coopération avec eux. Le « Cran-Montana Business Forum », organisé à Bucarest en avril 1996, a ainsi réuni plus de 2 000 participants ; une autre conférence a regroupé à Sofia plus de 400 hommes d'affaires en avril 1997, etc. Outre le commerce, deux domaines focalisent l'attention des Occidentaux : les immenses richesses énergétiques de la région et le réseau de transport, dont l'amélioration quantitative et qualitative est indispensable pour assurer l'acheminement des produits occidentaux dans la région et au-delà de cette région vers le Moyen-Orient et l'Asie. La encore des conférences et réunions conjointes sont organisées (conférence internationale sur les transports en mer Noire à Sofia en novembre 1996, réunions régulières des ministres des Transports, etc.).

La ZCEMN se veut donc être une organisation souple (il n'y a ainsi aucun mécanisme prévu pour faire appliquer les décisions). Les domaines de coopération sont nombreux et variés et la définition des objectifs est large (certains diraient floue et peut-être avec raison). Mais c'est

¹¹⁶⁴ C'est la conclusion à laquelle aboutissent Deniz Akagül et Semih Vaner au terme de leur étude sur la ZCEMN, *op. cit.*

¹¹⁶⁵ Deniz Akagül, Semih Vaner, *op. cit.*, p. 36.

précisément cette souplesse et ce flou qui ont permis aux États participants de se réunir dans cette zone de coopération malgré leurs divergences politiques et parfois leurs conflits et malgré la diversité des économies en présence. La perspective d'une intégration économique plus poussée (type union douanière) aurait certainement fait hésiter de nombreux pays riverains dont la situation économique ne permettait pas de faire face à l'offensive que n'auraient pas manqué de lancer les pays économiquement plus solides et notamment la Turquie.

La Déclaration d'Istanbul se présente donc plutôt comme une déclaration d'intentions (développer les échanges dans la zone) et aucun engagement précis n'a été formulé. Dans l'ensemble, il est vrai, peu de mesures concrètes ont été prises et beaucoup reste à faire. Il faudrait notamment coordonner les différents tarifs commerciaux et systèmes fiscaux et améliorer les réseaux de transport et de communication. Les difficultés économiques rencontrées par la majorité des pays membres freinent la réalisation de nombreux projets. Le manque de devise convertible reste à cet égard un problème crucial et le projet de création d'une union des paiements qui avait été envisagé pour remédier à ce problème, semble avoir été abandonné. La Turquie et la Grèce, qui disposent des économies les plus dynamiques et de devises convertibles, ne pouvaient prendre le risque de voir leurs devises s'échapper par ce biais¹¹⁶⁶. Elles sont de toute façon limitées dans leurs possibilités d'octroi de crédit à l'exportation. Mais une coopération multiforme, aussi bien dans le secteur privé que public, est amorcée : création de groupes de travail dans des domaines spécifiques, organisation de réunions entre hommes d'affaires, entre chambres de commerce, etc. L'ouverture de la banque de commerce et de développement devrait également offrir de nouvelles perspectives. D'autre part, après quatre années d'existence, les participants envisagent de créer une zone de libre-échange. Les ministres des Affaires Étrangères se sont rencontrés en février 1997 à Istanbul pour en discuter (réunion spéciale) et le comité économique de la ZCEMN a approuvé, en septembre 1997 à Athènes, une première version de ce projet. Enfin, la ZCEMN s'est institutionnalisée et est dorénavant (depuis juin 1998) une organisation internationale.

La ZCEMN couvre un vaste marché de 350 millions de consommateurs, au potentiel de développement économique intéressant à moyen terme et aux richesses énergétiques importantes. Elle cherche à dynamiser les échanges dans la région et à créer une identité. Sur le simple plan de l'image, comme sur le plan juridique, il existe dorénavant une entité mer Noire ; entité qui délègue des représentants négocier auprès d'autres organismes régionaux et qui, par sa création juridique, a fait savoir au reste du monde qu'il existait une région mer Noire.

¹¹⁶⁶ Ekavi Athanassopoulou, "Turkey and the Black Sea Initiative", *Mediterranean Politics*, Vol. 1, 1994, p. 133.

2.2. LA DIMENSION POLITIQUE DE LA COOPERATION MULTILATERALE

2.2.1. Initiatives multilatérales dans les Balkans

Dans la passé, seule la peur de la domination d'un tiers, le partage de problèmes ou de tensions avec un État tiers ou le désir de s'affranchir ou d'affaiblir ce tiers, ont motivé des rapprochements multilatéraux. Cette solidarité de circonstance face à un ennemi jugé menaçant a impulsé plusieurs pactes ou ententes qui, la menace étant affaiblie ou relativisée, se sont effondrés comme des châteaux de cartes. Ces initiatives de coopération régionale ont également bien souvent été impulsées, soutenues ou imposées par une grande puissance.

Ainsi la Petite-Entente entre la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie dans les années 30, réunissaient des pays qui partageaient les mêmes préoccupations face à la présence de fortes minorités hongroises sur leur territoire. Cette Petite-Entente était soutenue – et fut partiellement initiée – par la France qui souhaitait créer un bloc en Europe centrale face à l'Allemagne. L'accord entre la Grèce, la Bulgarie et la Serbie qui prélude à la Première Guerre balkanique était soutenu par la Russie et visait un ennemi commun, l'Empire ottoman. L'Entente balkanique (1934), qui regroupait la Grèce, la Turquie, la Yougoslavie et la Roumanie, fut motivée par la menace allemande et italienne et par un irrédentisme bulgare vivace depuis le traité de Neuilly (1919). Les États signataires se garantissaient mutuellement leurs frontières mais aucun engagement n'était pris si ce n'est celui de se consulter en cas de conflit. Ni la Grèce ni la Turquie ne souhaitait par exemple être impliquée dans un conflit entre l'Italie et la Yougoslavie ou encore entre la Roumanie et la Russie. Seule la menace bulgare (irrédentisme sur la Macédoine, la Thrace et le sud de la Dobroudja) justifiait, en fait, cette entente qui n'en était pas réellement une puisque la suspicion entre ses membres restait grande (la Grèce vis-à-vis de la Yougoslavie entre autres). Le Pacte balkanique de 1954 regroupait la Turquie, la Grèce et la Yougoslavie. Il reposait sur une solidarité face à la menace soviétique et avait été impulsé par Washington. Très similaire au traité de l'Atlantique nord¹¹⁶⁷, le traité de Bled ne résista pas à la réconciliation (temporaire) entre l'URSS et la Yougoslavie et à la première crise chypriote. Enfin, l'entente des pays communistes durant la guerre froide dans le cadre du pacte de Varsovie reposait sur une solidarité face à l'ennemi capitaliste et était soudée par la ferme autorité de Moscou

¹¹⁶⁷ L'accord de Bled (9 août 1954) stipulait qu'une agression armée contre l'une des parties serait considérée comme une agression contre l'ensemble des parties au traité qui pourront exercer un droit (individuel ou collectif) de légitime

Ces ententes, pactes et traités ne regroupaient qu'une partie des pays de la région et étaient parfois dirigés contre d'autres pays de la région. Il s'agissait clairement d'alliances militaires. L'entente de 1934 visait à se prémunir d'une menace extérieure et incidemment de la menace bulgare et le pacte de 1954 excluait l'ensemble des satellites soviétiques. Au lieu d'aboutir à un véritable « Pacte balkanique » (1934 ou 1954), c'est l'isolement de certains ou la scission qui étaient consacrés.

A partir de 1975, la rencontre d'Helsinki (processus CSCE) impulsa une ébauche de détente est-ouest dans les Balkans et des contacts multilatéraux (en parallèle avec un renforcement de la coopération bilatérale) furent engagés (premier meeting d'experts balkaniques sur les questions économiques en 1976). Mais il fallut attendre 1988 pour voir la première réunion des ministres des Affaires Étrangères de la région. Une seconde réunion fut organisée à Tirana en 1990¹¹⁶⁸. Lors de ces réunions, les ministres s'étaient surtout prononcés pour un renforcement de la coopération économique¹¹⁶⁹. Tous les pays de la région avaient participé, y inclus l'Albanie qui était ainsi en 1988 sorti de son isolement. Ces réunions, qui se voulaient régulières, furent interrompues dès le déclenchement du conflit yougoslave. La disparition des oppositions idéologiques – et non politiques – après 1991 avait pourtant en théorie créé un terrain favorable à l'émergence d'un processus de rapprochement et de coopération multilatérale. Quelques initiatives furent bien prises mais elles restèrent peu nombreuses. La coopération multilatérale, et notamment dans ses aspects économiques, est ainsi bien plus avancée en Europe centrale que dans les Balkans¹¹⁷⁰. Les raisons en sont multiples :

- Certains pays refusent toute initiative tendant à les rapprocher des Balkans sous motif qu'ils n'appartiennent pas à cette aire géographique et culturelle. C'est notamment le cas de la Croatie et de la Slovénie qui estiment être des États centre-européens et refusent catégoriquement l'appellation « balkanique » et toute participation à un processus de coopération multilatérale dans les Balkans.
- Ces États, ainsi que la Macédoine, sont extrêmement réticents à tous projets de coopération leur rappelant, de près ou de loin, la fédération yougoslave.

défense (article 2). Un conseil permanent avait été créé (article 4). Texte de l'accord dans *Documents on International Affairs*, Londres, Royal Institute of Foreign Affairs, 1954, pp. 197-200.

¹¹⁶⁸ Sur les prémisses d'une coopération multilatérale régionale, voir Radovan Vukadinovic, "Balkan Cooperation : Realities and Prospects", *The Southeast European Yearbook*, 1993, Athènes, ELIAMEP, 1994, pp. 65-80.

¹¹⁶⁹ Texte du communiqué commun de 1990 dans *Politique Internationale*, Belgrade, n°975, 20 novembre 1990, pp. 24-26.

¹¹⁷⁰ Il s'agit notamment de la Pentagone (devenue Initiative centre-européenne), de la création d'une zone de libre-échange en Europe centrale en 1993 ou encore de l'euro-région des Carpates. Sur cette coopération en Europe centrale, voir, par exemple, Janusz Bugajski, *Nations in Turmoil. Conflict and Cooperation in Eastern Europe*, Boulder, Westview Press, 1993, pp. 191-202 ; Jaroslav Blaha, Daniela Heimerl, "Les coopérations transfrontalières : nouvelles géographies économiques en Europe centrale", *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°413, octobre 1996, pp. 28-50.

- Tous les États de la région (à l'exception de la fédération yougoslave) donnent la priorité à leur intégration à l'U.E. et à l'OTAN et cette priorité, pour certains, ne peut se conjuguer avec la participation à une quelconque « association régionale ».
- Il n'y a pas de tradition de coopération économique ou politique. Les échanges entre les pays de la région ne représentaient, jusqu'à 1991, qu'une partie infime de la totalité de leurs échanges et aucun réseau ou tradition ne préexistait au développement d'une coopération économique régionale.
- Enfin, tous simplement, les controverses diverses entre les pays de la région restent une entrave à tout engagement multilatéral et les processus de réconciliation buttent sur la permanence des stéréotypes et de ressentiments face au voisin.

Dans le passé, seule la Grèce et la Yougoslavie ont bénéficié, en termes de gain de territoriaux, des divers conflits qui ont secoué la région. L'Albanie s'est vue contrainte d'accepter la création d'une « petite Albanie » (sans le Kosovo et l'ouest de la Macédoine peuplé d'Albanais), la Grande Roumanie de l'entre deux guerre a été « amputée » de la Bessarabie et de la Bukovine à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale et la Turquie a vu l'agonie d'un Empire ottoman empirer à chaque conflit jusqu'à son démantèlement au traité de Sèvres en 1920. Cet état de fait explique peut-être les politiques – disons moins prudentes – de la Grèce et de la Serbie depuis 1991. La Serbie a annulé l'autonomie du Kosovo, refusé de répondre à toute demande de rétablissement de cette autonomie et violemment réprimé les manifestations politiques des Kosovars. Parallèlement, elle s'est engagée dans un conflit sanglant en Bosnie-Herzégovine. Les réactions passionnées et ultranationalistes de ce peuple sont d'ailleurs à mettre en parallèle avec celles des musulmans de Bosnie-Herzégovine et des Croates, les Serbes de Bosnie-Herzégovine remportant indiscutablement la palme des horreurs générées par ce conflit. Athènes, de son côté, encouragé les manifestations massives sur la question macédonienne et imposé un embargo à ce pays en février 1994. Mais elle se menaçait elle-même car en cas d'implosion du pays, affaiblie par une non-reconnaissance internationale et par cet embargo, un conflit risquait éclater à ses portes. Dans ces deux pays (Grèce et Serbie/RFY), les questions nationalistes ont fait l'objet d'une surenchère entre les partis politiques.

A l'opposé, la Bulgarie a plutôt essayé de calmer le jeu et s'est prononcée en faveur d'un processus de coopération multilatérale. Dans le passé, ses choix d'alliances lui furent systématiquement funestes : en 1913 comme en 1918 ou 1945, elle a perdu des territoires. Elle souffre donc d'une sorte de « syndrome du perdant » et s'oppose fermement à tout ce qui peut ressembler de près ou de loin à une alliance militaire. Les Bulgares vivent de plus dans la hantise d'une extension du conflit yougoslave. Ce sentiment d'insécurité a dominé la politique du pays

depuis 1992. Sofia a donc tenté de garder un certain équilibre dans ses relations avec l'ensemble de ses voisins et a multiplié ses appels à la mise en place d'un processus multilatéral tendant à renforcer la stabilité dans la région (sur le modèle du processus d'Helsinki). De façon générale, les gouvernements de Bulgarie, Roumanie, Albanie, Macédoine et Turquie, n'ont pas trop joué de la surenchère nationaliste.

Le conflit yougoslave, et les risques d'extension de ce conflit, aurait pu inciter les pays de la région à prendre un certain nombre de mesures destinées à éviter ou atténuer les risques d'extension de ce conflit. C'est en fait l'inverse qui s'est produit. Le dialogue multilatéral dans la région fut en quelque sorte gelé durant le conflit. Les positions des différents acteurs régionaux divergeaient en fait fondamentalement sur les responsabilités dans le déclenchement du conflit comme sur les actions à entreprendre. La Turquie insistait sur la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie-Herzégovine, la Grèce demandait, elle, le levée du blocus international sur la RFY, la Bulgarie était fermement opposée à toute participation d'un pays balkanique à une force de maintien en Bosnie-Herzégovine (et plus particulièrement à la présence de troupes turques), la Roumanie s'est également longtemps opposée au déploiement de soldats turcs dans la région avant de changer d'avis tout en maintenant un profil bas sur ce conflit, etc. La seule prise de position « commune » fut le communiqué final adopté à l'issue de la conférence des ministres des Affaires Étrangères tenue à Istanbul en novembre 1992 où ni la Grèce ni la fédération yougoslave ne participait.

Parallèlement, plusieurs propositions de création de fédérations ont été avancées par les puissances occidentales ou par les pays balkaniques. Répercutée début décembre 1994 dans la presse serbe, la proposition du Président Milošević de former une fédération regroupant la Grèce, la Serbie/Monténégro et la Macédoine, n'a pas eu de suite¹¹⁷¹. La Grèce, membre de l'U.E., a naturellement refusé par la voie de K. Karamanlis¹¹⁷² et la Macédoine, opposée à toute idée de renaissance de la Yougoslavie, s'y est catégoriquement opposée. L'Allemagne et la Turquie ont, elles, vivement réagi à ces tentatives de formation d'une nouvelle alliance yougoslave où les Serbes et les Grecs auraient un rôle dominant. La presse allemande y a plus particulièrement vu la main de la France et de la Grande Bretagne qui chercheraient à ériger la Serbie en superpuissance régionale¹¹⁷³. L'initiative de l'U.E. proposant d'unifier les marchés de la Croatie, de la RFY, de la

¹¹⁷¹ Tanjug, 19/11/94. Selon Ducan Perry, S. Milošević avait, en 1992, proposé à la Grèce un partage de la République de Macédoine. Ducan Perry, "Macedonia: A Balkan Problem and a European Dilemma", *RFE/RL*, Vol. 1, n°25, 19 juin 1992, p. 44.

¹¹⁷² Certains dirigeants politiques grecs se seraient toutefois abstenus de commenter cette proposition et, selon MILS (21/12/94), le leader nationaliste A. Samaras l'aurait qualifiée « d'intéressante ».

¹¹⁷³ Voir *Frankfurter Allgemeine Zeitung* cité par MILS, 13/3/96. Voir également MILS, 21/12/94 et 23/12/94.

Macédoine et de l'Albanie, avait également provoqué de vives réactions dans les Balkans. Lancé en 1994/95, et officiellement discuté à la rencontre du Luxembourg le 28 septembre 1996, ce projet d'union visait à maintenir ou à renforcer la stabilité et la coopération régionale par l'établissement des liens économiques. La Bulgarie et la Roumanie étaient également invitées à se joindre, mais ultérieurement. Ce projet, exprimant une certaine Yougo-nostalgie, fut catégoriquement refusé par la Croatie et la Macédoine et suscita d'amers commentaires dans la presse de ces pays. Washington avait également promu l'idée d'une Union balkanique (proposition officiellement présentée à Genève en décembre 1996) mais regroupant cette fois-ci les cinq républiques ex-yougoslaves, l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Moldavie et la Turquie et la Grèce. Ces deux propositions n'eurent pas de suites¹¹⁷⁴.

Ce n'est en fait guère qu'après les accords de Dayton et la baisse relative de la tension dans la région que plusieurs réunions multilatérales vont se tenir :

- Conférence des ministres des Affaires Étrangères à Istanbul en novembre 1992. Étaient présents les ministres des Affaires Étrangères de l'Albanie, de l'Autriche, de la Croatie, de la Hongrie, de la République de Macédoine, de la Slovénie et de la Turquie, des délégations des ministères des Affaires Étrangères de la Bulgarie et de la Roumanie et un observateur de l'Italie. Le ministre des Affaires Étrangères bosniaque, invité, n'a pas pu se rendre à la réunion. La Grèce et la RFY n'étaient pas représentées. Une déclaration conjointe sur le conflit yougoslave a été adoptée.
- Rencontre des ministres de la Défense à Tirana en mars 1996 organisée sous l'égide du Partenariat pour la Paix de l'OTAN. Étaient présents les ministres de la Défense de l'Albanie, de la Turquie, de la République de Macédoine, de la Bulgarie, de l'Italie et États-Unis. La RFY et la Roumanie n'étaient pas invitées. La Grèce a refusé de participer.
- Rencontre des ministres des Affaires Étrangères à Sofia le 6-7 juillet 1996. Étaient présents les ministres des Affaires Étrangères de la Grèce, de la Bulgarie, de la Roumanie et de la RFY. La Bosnie-Herzégovine et l'Albanie ont envoyé leur secrétaire d'État aux Affaires Étrangères et la Turquie son sous-secrétaire. La Macédoine a refusé de participer. La Croatie, la Russie, les États-Unis et des pays de l'U.E. ont envoyé des observateurs. Une déclaration de bon voisinage, de coopération, de stabilité, sécurité et coopération a été adoptée (Déclaration de Sofia).
- Rencontre des ministres des Affaires Étrangères à Thessalonique en juin 1997. Étaient présents les ministres des Affaires Étrangères de la Grèce, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la République de Macédoine, de la Fédération yougoslave, le secrétaire d'État aux

¹¹⁷⁴ Voir OMRI Daily Digest, 8/11/96 ; MILS, 9/1/97 et "Are We Becoming the Ragged Joker of the American Advance Eastwards?", *Fokus*, 24/1/97, reproduit par MILS, 27/1/97.

Affaires Étrangères d'Albanie et le sous-secrétaire d'État de Turquie ainsi que des représentants des États-Unis et des pays de l'U.E. Une déclaration sur la sécurité, la stabilité, le bon voisinage et la coopération a réaffirmé les engagements pris lors de la Déclaration de Sofia.

- Réunion des ministres de la Défense à Sofia les 3-4 octobre 1997 sous l'égide du Partenariat pour la Paix. Étaient présents les ministres de la Défense de l'Albanie, de la Grèce, de la Turquie, de la Bulgarie, de la République de Macédoine, de la Slovénie, de l'Italie et des États-Unis. La Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la RFY n'ont pas été invitées. Les discussions ont porté sur l'élargissement de l'OTAN et l'adoption de mesures de confiance et de sécurité. Le communiqué final prévoit d'organiser des réunions annuelles.
- Sommet de Crète les 3-5 novembre 1997. Ont participé les Premiers ministres de Grèce, Turquie, Roumanie, Bulgarie et de Albanie, le Président de la République de Macédoine (K. Gligorov) et le Président de la RFY (S. Milošević).
- A partir de mars 1998, les réunions d'experts se succèdent pour discuter du projet de création d'une force multinationale de maintien de la paix dans les Balkans : réunions d'experts militaires à Ankara les 16-18 mars 1998, à Bucarest le 15 avril, à Sofia le 15 mai, à Athènes le 26 juin, etc.
- Réunion des secrétaires d'État à la Défense à Tirana les 21-22 mai 1998. Des représentants des pays membres de l'OTAN et du Partenariat pour la Paix étaient également présents. Les discussions ont essentiellement porté sur la situation au Kosovo et sur la création d'une force régionale de maintien de la paix. Une lettre d'intention sur la création d'une force multinationale de paix dans le sud-est européen a été signée.
- Réunion des ministres des Affaires Étrangères à Istanbul les 8-9 juin 1998. Les ministres des Affaires Étrangères de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Grèce, de la Macédoine, de la RFY, de la Roumanie et de la Turquie étaient présents. La Croatie et la Bosnie-Herzégovine avaient envoyé des observateurs. La déclaration finale ne fait pas, à la demande expresse du ministre serbe, de référence au Kosovo.
- Réunion des ministres de la Défense à Skopje le 25-26 septembre 1998. L'accord sur la création d'une force régionale de maintien de la paix y est signé par les ministres de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Grèce, de l'Italie, de la République de Macédoine, de la Roumanie et de la Turquie.
- Sommet d'Antalya les 12-13 octobre 1998. Ont participé le ministre des Affaires Étrangères albanais, les Premiers ministres de Grèce, RFY, Macédoine, Bulgarie, Roumanie, Turquie, tous accompagnés de leur ministre des Affaires Étrangères. La Croatie et la Bosnie-Herzégovine ont envoyé des observateurs. Le communiqué final exprime le

soutien des signataires aux décisions du conseil de sécurité de l'ONU sur le Kosovo et à l'intégrité territoriale de la RFY.

- Rencontre des ministres de la Défense à Athènes le 12 janvier 1999. L'accord final sur la Force multilatérale de paix dans le sud-est européen est signé (le protocole additionnel sur les structures de cette forces adopté lors de la réunion d'experts de novembre 1998 à Istanbul y fut entériné).
- Réunion des ministres des Affaires Étrangères à Bucarest le 19 mars 1999. Ont participé les ministres des Affaires Étrangères de la Bulgarie, de la Grèce, de la République de Macédoine, de la Roumanie et de la Turquie. Les ministres des Affaires Étrangères de l'Albanie et de la RFY ont décliné l'invitation. Adoption d'une déclaration finale appelant à la fin des hostilités au Kosovo et à la résolution pacifique du conflit.

Ce processus a premièrement été lent à se mettre en place et a reflété, dans un premier temps, les positions divergentes des uns et des autres : les représentants de certains pays n'étaient pas invités, d'autres refusaient de participer ou tentaient d'utiliser ces forums pour asseoir leur position régionale ou obtenir une déclaration conjointe corroborant leur propres demandes.

En mars 1996, la Grèce a refusé de participer à la réunion des ministres de la Défense à Tirana pour motif que la Roumanie et la RFY n'étaient pas invitées. A la suite de cette réunion, Athènes n'a pas ménagé ses acerbes commentaires sur la politique de Washington, accusée de tenter de créer un axe Albanie-Macédoine-Bulgarie aux frontières de la Grèce¹¹⁷⁵. Les déclarations multilatérales adoptées à l'issue de ces rencontres citent systématiquement les noms des ministres signataires et non des États suite à la controverse entre la Grèce et la République de Macédoine sur le nom de cette dernière (seuls les noms des pays observateurs sont mentionnés en toutes lettres). La Macédoine a décliné de participer à la réunion des ministres des Affaires Étrangères à Sofia en juillet 1996 suite au refus, sous pression de la Grèce, d'être représentée sous son nom de République de Macédoine. La Bulgarie était à l'époque dirigée par le PSB, plus proche de la Grèce que le gouvernement précédent. Sofia avait dans un premier temps prévu d'organiser cette conférence au début du mois de juin 1996. Les dirigeants bulgares savaient pourtant fort bien que la conférence « Habitat II » organisée à Istanbul au même moment retenait les dirigeants turcs dans leur pays. Cette décision acculait de plus les dirigeants balkaniques à un choix, se rendre en Turquie ou en Bulgarie. La conférence fut finalement reportée mais la Turquie et l'Albanie n'ont envoyé que leur sous-secrétaire d'État, bloquant ainsi toute prise de décisions d'importance que les sous-secrétaires ne sont pas habitués à prendre. De même à la réunion des ministres des Affaires

¹¹⁷⁵ MILS, 3/4/96.

Étrangères organisée à Thessalonique en juin 1997, la Turquie n'avait délégué que son sous-secrétaire d'État. Outre ces boycotts à divers niveaux, la RFY, la Bosnie-Herzégovine et la Croatie semblent avoir été écartées de nombreuses réunions, ce qui augure mal d'un règlement pacifique des conflits et d'une réelle coopération régionale. Ainsi, elles ne furent pas invitées aux deux réunions des ministres de la Défense (Tirana mars 1996 et Sofia octobre 1997). La RFY ne fut pas non plus invitée à la réunion des ministres des Affaires Étrangères à Istanbul en novembre 1992 et la Bosnie-Herzégovine ne fut pas invitée à la réunion des ministres des Affaires Étrangères à Thessalonique en juin 1997.

Enfin, sur le nouveau conflit qui a éclaté dans la région (Kosovo), le consensus est loin d'être acquis. A la réunion des ministres des Affaires Étrangères à Istanbul en juin 1998, la déclaration finale ne mentionne pas le Kosovo (suite à l'opposition du ministre de la RFY). Une déclaration séparée a donc été adoptée par les ministres d'Albanie, Bulgarie, Grèce, Macédoine, Roumanie et Turquie. Ils y expriment leurs « inquiétudes » et leurs « regrets », condamne l'escalade de la violence et appellent à un cessez-le-feu immédiat¹¹⁷⁶. Des divergences d'approche ont de nouveau surgi au sommet d'Antalya en octobre 1998. Alors que l'Albanie, la Bulgarie, la Macédoine, la Roumanie et la Turquie demandaient un arrêt immédiat de la répression, la Grèce insistait sur la nécessité de résoudre le conflit par la voie des négociations et la RFY exprimait son opposition ferme à toute ingérence extérieure¹¹⁷⁷. Les participants se sont mis d'accord sur un compromis pour le moins minimal pour la déclaration finale : soutien aux négociations et au respect de l'intégrité territoriale de la RFY.

Pour l'instant, les déclarations conjointes adoptées lors de rencontres multilatérales se sont bornées à rappeler les principes d'Helsinki (inviolabilité des frontières, non-ingérence dans les affaires intérieures des États, respect des droits de l'homme, etc.) et aucune position n'a été exprimée sur le conflit en Bosnie ou au Kosovo si ce n'est la nécessité de les régler pacifiquement. Mais un certain nombre de principes ont été affirmés (orientation européenne de leur politique, engagement à travailler de concert au développement économique de la région, etc.) et les objectifs communs ont été identifiés. La réunion des ministres de la Défense à Sofia en octobre 1997 a défini un cadre de négociations pour la mise au point de mesures de confiance et de sécurité, et la Déclaration de Sofia, adoptée à l'issue du premier meeting des ministres des Affaires Étrangères en juillet 1996, a précisé les domaines de coopération¹¹⁷⁸. En mars 1998, les affrontements au Kosovo

¹¹⁷⁶ Texte intégral de ces deux déclarations dans *Press Release*, Ministry of Foreign Affairs, Ankara (source internet).

¹¹⁷⁷ *Cumhuriyet*, 13/10/98.

¹¹⁷⁸ Les domaines mentionnées par la Déclaration de Sofia sont les mesures de confiance et de sécurité, l'implémentation des accords de Dayton, le développement de la coopération économique régionale (coopération transfrontalière, amélioration des réseaux de transports, promotion du commerce et des investissements, protection de l'environnement),

ont motivé une réunion *ad hoc* entre des représentants de la Grèce, de la Turquie, de la Macédoine, de la Roumanie et de la Bulgarie (deux rencontres ont en fait eu lieu en mars 1998, à Sofia le 10 mars et à Bonn le 25 mars). Le communiqué conjoint condamne les « attaques terroristes » (aucune partie n'est nommée), rejette toute modification des frontières et s'exprime en faveur d'une restauration de l'autonomie de la région.

La disparition du rideau de fer a certainement créé des conditions favorables pour le développement d'une coopération qui, à défaut de réunir l'ensemble des pays sur un consensus général en matière politique étant donné les oppositions et les suspicions réciproques entre les pays de la région, peut prendre la forme d'une coopération douce, c'est-à-dire essentiellement économique, culturelle ou « technique ». Des projets de coopération dans des domaines spécifiques peuvent être mis au point lors de réunions d'experts : domaines des transports, de la santé, de la production d'électricité, etc. Sur le terrain, ces rencontres de « techniciens » permettent parfois de surmonter les obstacles d'ordre politique et d'amorcer une coopération concrète.

Plusieurs domaines ont fait l'objet de rencontres multilatérales entre spécialistes et quelques associations ont été créées. Une agence de coordination des politiques agricoles a été formée en juin 1995. Un centre balkanique pour les PME est établi à Bucarest et les chambres de commerce de l'Albanie, de la Turquie, de la Grèce, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Macédoine, de la RFY et de Chypre se sont constituées en association en septembre 1994. La création d'un centre régional pour promouvoir le commerce (centralisation des informations économiques et statistiques) a été décidée lors de la réunion des ministres des Affaires Étrangères à Thessalonique en juin 1997 et la création d'un club des gouverneurs des banques centrales des Balkans, de l'Asie centrale et de la mer Noire est également en cours de négociation¹¹⁷⁹. Dans le domaine culturel, la formation d'un réseau de cités culturelles est en discussion. Un réseau d'universités a été formé en 1997 et des festivals folkloriques régionaux sont organisés tous les ans. Dans le domaine des médias, un Balkan Press Center a été créé en 1993, une association des agences de presse des Balkans (ABNA) en 1995¹¹⁸⁰, et une confédération des journalistes des Balkans en 1995. On peut regretter que les discussions entre ces journalistes reflètent parfois les perceptions nationalistes des uns et des autres vis-à-vis de leurs voisins mais précisément l'amélioration de l'image de l'autre

la promotion de la coopération culturelle, sociale et humanitaire, et la lutte contre le trafic de drogue, le crime organisé et le terrorisme. Texte intégral de cette Déclaration en annexe.

¹¹⁷⁹ Les pays représentés dans ce club sont l'Albanie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Moldavie, le Kirghistan, la Macédoine, la Roumanie, la RFY et la Turquie. Tanjug, 1/5/98 ; ATA, 5/5/98.

¹¹⁸⁰ L'ABNA regroupe les agences Anadolu Ajansi (Turquie), Bulgarian Telegraph Agency, Tanjug (Serbie), Rompres (Roumanie), Athens News Agency, Macedonian Press Agency (Thessalonique) et Macedonian MAK Press (République de Macédoine). L'ABNA a tenu sa septième assemblée générale en novembre 1998.

passé aussi par les images véhiculées par la presse et ces réunions pourraient à terme – espérons-le ! – permettre de lutter contre ces stéréotypes. Les premières réunions du Balkan Press Center (mai et juin 1993) avaient motivé de nombreuses critiques en Turquie (absence de représentants de Bosnie-Herzégovine et de la République chypriote turque, propos antiturcs prêtés au directeur du centre, etc.¹¹⁸¹). Dans le domaine des transports et télécommunications, les ministres des Transports des Balkans se sont à deux reprises réunis en congrès depuis 1991, et les ministres des Télécommunications à trois reprises. Un centre régional des transports a été fondé à Sofia. Enfin, des rencontres entre hommes politiques sont également organisées : conférences des jeunes parlementaires des pays du sud-est européen (à Rhodes en avril 1997 et Thessalonique en avril 1998¹¹⁸²), rencontre des secrétaires des parlements de l'Europe centrale et du sud-est à Bucarest en juin 1998¹¹⁸³, etc. Sans compter les associations balkaniques d'avocats ou de dentistes, etc.

D'autres réunions ou conférences sont organisées dans le cadre du processus Royaumont ou de l'initiative SECI. Le processus Royaumont a été initié en décembre 1995 lors d'une rencontre organisée à Royaumont (banlieue de Paris) en marge de la signature des accords de paix en Bosnie-Herzégovine¹¹⁸⁴. L'idée d'un pacte de stabilité en Europe du sud-est (sur le modèle alors en discussion au sein de l'U.E.) y a été discutée. Cette rencontre a ensuite engendré un « processus de stabilité et de bon voisinage dans le sud-est européen ». Ce processus a pour objectif de créer un environnement favorable au développement de bonnes relations dans la région (prévention des crises, promotion de la stabilité, du dialogue et de la confiance)¹¹⁸⁵. Des ONG participent aux réunions et les discussions portent sur les médias, la coopération douanière ou encore l'interaction entre les autorités locales¹¹⁸⁶. Deux ou trois rencontres sont organisées tous les ans. La Grèce est un des plus ardents promoteurs du processus Royaumont. Il lui permet de mettre en avant son rôle d'intermédiaire entre les Balkans et l'U.E. et de promouvoir une image – qui avait été sérieusement ébréchée – de « facteur de stabilité dans la région ».

Le processus Royaumont est une initiative purement politique. Les pays balkaniques y voient un moyen de renforcer leur coopération avec l'U.E. et, à terme, d'augmenter leurs chances

¹¹⁸¹ *Turkish Probe*, 29/6/93, pp. 14-15, 5/10/93, p. 15.

¹¹⁸² ANA, 14/5/98, 19/5/98.

¹¹⁸³ Rador, 5/6/98.

¹¹⁸⁴ Outre les représentants des 15 pays de l'U.E., étaient présents les représentants de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Croatie, de la FYROM, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Slovénie, de la Turquie et de la RFY. La Croatie et la Slovénie, qui estiment ne pas appartenir au monde balkanique (ou du « sud-est européen ») ne participeront ensuite au processus Royaumont qu'en tant qu'observateurs.

¹¹⁸⁵ *Bulletin de l'U.E.*, n°1/2, 1996, annexe III : «Processus de stabilité et de bon voisinage dans le sud-est de l'Europe : plate-forme pour le développement du processus qui pourra être présenté à l'ensemble des participants» (source internet).

¹¹⁸⁶ Levent Bilman, «The Regional Cooperation Initiatives in Southeast Europe and The Turkish Foreign Policy», *Perceptions*, septembre-novembre 1998, p. 16 du tiré à part.

d'adhésion. Les objectifs de l'U.E sont moins clairs : s'agit-il tout simplement de consolider la coopération régionale (objectif officiellement énoncé), de préparer l'adhésion de ces pays à l'U.E. ou de calmer leurs frustrations après leur exclusion en leur offrant une autre plate-forme de coopération ?

Quant aux États-Unis, fidèles à leur approche de la stabilité politique par le développement économique, ils ont lancé en 1996 (premier meeting le 6 décembre 1996 à Genève) le projet SECI (*Southeast European Cooperation Initiative*). Ce projet vise à contribuer à la coopération régionale et plus particulièrement au développement des échanges par un soutien financier et technique à divers projets. L'accent est mis sur l'amélioration des réseaux de transport et communication et notamment l'amélioration des transits aux frontières. Des crédits ont ainsi été alloués à la construction du corridor est-ouest et différentes commissions ont été mises sur pied (réseau de gaz naturel, lutte contre la corruption, protection de l'environnement, transit aux frontières, etc.¹¹⁸⁷). Le projet SEED (*Support for East European Democracy*) s'occupe, lui, plus particulièrement du renforcement de la démocratie (soutien aux ONG, à l'enseignement, etc.) et de la restructuration économique (mise en place d'un cadre financier et économique approprié). Les pays participants à l'initiative SECI sont l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la FYROM (Macédoine), la Grèce, la Hongrie, la Moldavie, la Roumanie, la Slovénie et la Turquie. C'est le TDA (*Trade Development Agency*) qui gère le suivi des projets financés par le SECI. Enfin, la fondation Soros, fondation privée mais soupçonnée être étroitement liée à la Maison Blanche, contribue également au renforcement de la démocratie dans la région par son soutien financier à diverses associations, fondations, agences de presse ou instituts de recherche.

L'objectif de l'ensemble des pays de la région est, à divers degrés, d'intégrer les structures occidentales (OTAN et U.E.). Les références au développement économique, à l'orientation européenne des politiques des pays de la région et au processus d'intégration à l'U.E. et à l'OTAN sont d'ailleurs constantes dans les déclarations adoptées à l'issue de ces rencontres multilatérales. Le partage de cet objectif crée certes des concurrences mais il renforce aussi la coopération régionale par l'alignement des économies, des politiques agricoles ou encore des législations sur les normes européennes. Si telle est d'autre part la réelle priorité des pays de la région, ils ont tout intérêt à tempérer leurs différents afin d'augmenter leur chances d'adhésion. Et dans le fond, il faut reconnaître que c'est bien la volonté de polir leur candidature à l'OTAN et à l'U.E. qui sous-tend

¹¹⁸⁷ Détails de ces commissions, des rencontres organisées et des travaux effectués (identifications des problèmes, suggestions et définition des actions à entreprendre, estimations des coûts, etc.) dans le site internet de SECI : <http://www.unece.org/seci/htm>

en partie les initiatives multilatérales dans la région ou la participation de certains pays aux initiatives impulsées par l'U.E. ou les États-Unis. Ainsi, alors que la Croatie et la Slovénie rechignent à participer aux réunions régionales sous motif qu'elles n'appartiennent pas au monde balkanique, elles participent toutes deux à l'initiative SECI. Quant à la coopération militaire, seul l'engagement des États-Unis, via le Partenariat pour la Paix, a jusqu'à présent impulsé une ébauche de coopération multilatérale.

Les exercices militaires multilatéraux organisés sous l'égide du Partenariat pour la Paix sont ainsi assez nombreux : les manœuvres « Peaceful Eagle » (en 1996 en Albanie, en 1997 en Bulgarie), « Savior » ou « Rescuer » (organisées tous les ans en Macédoine), « New Spirit » (en mai 1995 dans le Péloponnèse) « Joint Determination » (en Bulgarie en juillet 1996, en Roumanie en septembre 1997). Durant l'année 1998 par exemple, des manœuvres conjointes ont ainsi été organisées en Grèce (« Prometheus »), en Turquie (« Cooperative Key », « Peaceful Bridge »), en Macédoine (« Best Cooperative Effort », « Determined Falcon »), en Albanie (« Coordinated Assembly »), en Bulgarie (« Cooperative Determination »), etc., sans compter les manœuvres en mer Noire, en Europe, aux États-Unis, en Ukraine ou ailleurs et réunissant des troupes des pays balkaniques. Les manœuvres organisées en juin en Macédoine (« Determined Falcon ») et celles organisées en Albanie en août (« Coordinated Assembly ») visaient cependant plus particulièrement à effectuer une démonstration de force vis-à-vis de Belgrade alors que l'OTAN agitait une menace d'intervention dans le conflit du Kosovo (démonstration de la capacité de l'OTAN à rapidement déployer des forces).

C'est clairement la volonté de se rapprocher de l'OTAN (multiplication des contacts entre officiers et états-majors, amélioration de l'interopérabilité des armements, etc.) qui motive la participation des pays de la région à ces exercices. Aucune manœuvre multilatérale n'a été organisée dans la région hors cadre du Partenariat pour la Paix. C'est également dans cette optique qu'il faut appréhender l'adhésion des pays de la région au projet de création d'une force de maintien de la paix du sud-est européen.

Lancée au début de l'année 1998 par la Turquie, l'idée de création d'une force de paix multilatérale dans la région s'est rapidement concrétisée. Moins d'un an après la proposition initiale (mars 1998¹¹⁸⁸), un accord final a été signé (janvier 1999). Pourtant les réticences des pays

¹¹⁸⁸ La Turquie avait pour la première fois avancée cette idée lors de la réunion du Conseil du partenariat euro-atlantique au Portugal en mai 1997. Détails de la proposition initiale de la Turquie dans *Note To The Press Concerning Turkey's Proposal To Establish a Balkan Multinational Peace Force*, ministère des Affaires Étrangères, 19 mars 1998 (source internet) ; *Hürriyet*, 6/10/97, 16/12/97 ; *Cumhuriyet*, 19/3/98 ; *Anadolu Ajansı*, 17/3/98, MILS, 19/3/98, 20/3/98 ; ANA, 18/3/98.

de la région étaient a priori grandes, et les controverses sur les structures et les modes d'intervention de cette force le furent tout autant. Mais la volonté des pays de la région de préparer le terrain à leur future adhésion à l'OTAN l'a finalement emporté. Une première réunion d'experts militaires fut organisée à Ankara les 16-18 mars 1998¹¹⁸⁹ (représentants de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Macédoine, et de la Turquie ; la Slovénie et les États-Unis ont participé en tant qu'observateurs). Le principe de la création d'une force multilatérale y a été accepté. Ce consensus préliminaire étant acquis, des consultations se sont engagées entre ces États pour définir la forme et les modalités d'intervention de cette force multilatérale : réunion d'expert à Ankara les 16-18 mars 1998, à Bucarest les 16-17 avril, à Sofia le 15 mai, etc. L'ambition de la Turquie d'assumer un rôle de leadership dans ce processus de rapprochement entre l'OTAN et les Balkans et la volonté de la Grèce de contrecarrer cette perspective, avait conduit Athènes à s'opposer à ce projet¹¹⁹⁰. Elle s'y est finalement ralliée devant l'approbation unanime des autres pays et le risque de voir cette force se constituer sans elle. Elle a participé à la deuxième réunion d'experts en avril 1998. L'Italie est également partie prenante de ce projet. La Slovénie hésite. En revanche, la Croatie, la RFY et la Bosnie-Herzégovine ne participent pas. Cette force regroupe donc l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, l'Italie, la République de Macédoine, la Roumanie et la Turquie. Elle devrait comprendre 3 à 4 000 soldats divisés en 11 compagnies mécanisées et 3 compagnies d'infanterie¹¹⁹¹.

Le principe de la création d'une force étant acquis, les controverses se sont focalisées sur plusieurs points de contentieux : la localisation du quartier général de cette force, sa dénomination, ses structures et ses modalités d'intervention. La question du nom fut rapidement réglée : de force de réaction rapide ou force de déploiement rapide (proposition initiale), elle fut renommée force multilatérale de paix dans le sud-est européen (FMP). Quant à la localisation, elle a fait l'objet d'une âpre controverse. La Grèce proposait Thessalonique, la Turquie Edirne, la Bulgarie Plovdiv et la Roumanie Constanța ! C'est finalement le principe d'une rotation, aussi bien pour le QG de la force que pour les distributions de postes de commandement, qui a été retenu. La force sera pour les quatre premières années déployée à Plovdiv, puis à Constanța, puis à Edirne, puis à Kilkis (Grèce). Les postes de commandant en chef et président du comité politico-militaire (secrétariat) tourneront, eux, tous les deux ans. Enfin, la force multilatérale de paix dans le sud-est européen agira sous mandat des Nations unies. Son rapport avec l'OTAN n'a toutefois pas été clarifié.

¹¹⁸⁹ Les dirigeants turcs ont nié tout lien entre cette initiative et les événements du Kosovo.

¹¹⁹⁰ Le lendemain de la première réunion (le 19 mars), à laquelle la Grèce n'a donc pas participé, le ministre de la Défense grec se précipitait à Sofia pour obtenir un compte-rendu des discussions (BTA, 20/3/98). Selon l'agence de presse officielle turque, les autorités grecques auraient tenté de faire pression sur les pays de la région pour que cette force soit déployée en Grèce et que la Turquie en soit exclue. Anadolu Ajansi, 17/3/98.

¹¹⁹¹ Reuters, 26/7/98.

Cette force multinationale créée, son rôle d'intervention dans les conflits risque toutefois d'être réduit étant donné les divergences d'opinions entre les pays participants sur l'opportunité d'intervenir dans tel ou tel conflit, les uns ne voulant pas créer de précédent d'ingérence dans les affaires intérieures des États de la région, les autres craignant des réactions en chaîne ou refusant s'aliéner un pays voisins ou encore divergeant sur les responsabilités d'une partie dans un conflit. C'est le principe du consensus qui a finalement été retenu mais les contingents nationaux composant la force multilatérale de paix resteront indépendants. En d'autres termes, chaque pays participants se réserve la possibilité de ne pas participer à une « opération de paix ». L'accord du pays où la force interviendra sera d'autre part requis. Ces compromis amoindrissent clairement les cas de figure d'intervention (qui, le cas échéant, seront vraisemblablement dans le domaine de l'humanitaire) mais ils épousent la doctrine internationale – une doctrine certes en nette évolution – qui prône la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays (hésitations de l'OTAN à intervenir au Kosovo entre autres faute de demande du gouvernement légitime, c'est-à-dire de Belgrade).

Cette force multilatérale est par ailleurs perçue comme un outil de la politique otanienne dans la région. La Russie dénonce ainsi la formation de nouvelles lignes de divisions sur le continent et souligne que les pays qui n'ont pas de perspectives d'adhésion à l'OTAN en sont exclus¹¹⁹². Seule cette perspective motive d'ailleurs la participation de la Bulgarie, en théorie opposée à toute ingérence d'un pays balkanique dans la résolution d'un conflit balkanique et à la constitution de regroupements militaires sélectifs dans la région. Mais, expliquent les dirigeants bulgares, si la force est déployée à Plovdiv, cela augmentera les chances d'adhésion du pays à l'OTAN¹¹⁹³. La décision d'accepter le principe d'un transit de l'aviation de l'OTAN par son espace aérien lors des bombardements de la RFY au printemps 1999 procède de la même logique. Cette décision avait d'ailleurs suscité de vives controverses dans le pays et notamment au sein du PSB où la volonté d'adhérer à l'OTAN est plus douteuse¹¹⁹⁴. La Slovénie, tiraillée entre son désir d'adhérer à l'OTAN et son refus d'adhérer à des initiatives dites balkaniques, ne participe à cette force multilatérale qu'en tant qu'observateur, et après bien des hésitations. Déjà les accords de création d'unités conjointes signés dans la région se présentent surtout comme des sortes de rites de passage pour la candidature à l'OTAN. La plupart n'ont d'ailleurs jusqu'à présent pas été mis en œuvre

¹¹⁹² Tanjug, 30/9/98.

¹¹⁹³ 24 Chassa / BTA Press Review, 11/1/99. Ce qui n'annihile naturellement pas le scepticisme de certains Bulgares qui rappellent les « mauvaises expériences passées du pays ». *Kontinent* / BTA Press Review, 9/12/98.

¹¹⁹⁴ Sur cette controverse, voir BTA, 12/10/98, 16/10/98, 20/11/98 ; Georgi Filipov, « La Bulgarie préfère l'amitié de l'OTAN à celle de la Yougoslavie », *Alternativna Informativna Mreza* (AIM Sofia), 16 octobre 1998, traduit et reproduit par *Le Courrier des Balkans* (édition internet).

(accords sur la création d'unités conjointes à la frontière entre la Moldavie et Roumanie, la Hongrie et la Roumanie, négociations entre la Turquie et la Bulgarie, etc.). La seule exception est l'unité conjointe formée par la Pologne et l'Ukraine en octobre 1995.

2.2.2. La dimension politique et de sécurité de la ZCEMN

Trois pays (la Turquie, l'Ukraine et la Géorgie) militent pour la mise en place d'un dialogue et de mécanismes de règlement des conflits ou de mesures de confiance et de sécurité au sein de la ZCEMN. En attribuant à la ZCEMN des compétences en matière de sécurité, ces pays cherchent certes à lutter contre l'instabilité, parfois conflictuelle, dans laquelle se sont enlisées plusieurs pays du pourtour de la mer Noire depuis 1991, mais il s'agit aussi très clairement de tempérer l'influence de la Russie dans la région en court-circuitant ses initiatives de « maintien de la paix » au Caucase ou ailleurs, et en l'incorporant dans un processus de décision où elle n'aurait plus l'influence dominante que les relations bilatérales lui procurent.

C'est la proposition du Président Chevarnadze qui est l'objet des plus vifs débats. Dès juin 1992, il a proposé de créer un mécanisme de résolution des conflits. Ce projet avait alors été fermement rejeté par le Président Boris Eltsine mais le Président géorgien, qui avait trouvé appui en l'Ukraine et la Turquie, a ensuite réitéré sa proposition. Les décisions étant prises à l'unanimité, a priori ce mécanisme ne verra pas le jour puisque la Russie s'y oppose. Ces discussions constituent toutefois un danger pour Moscou. Elles permettent de renforcer la connivence entre les pays de la zone opposés à la présence militaire et politique russe dans l'étranger proche et, à terme, la Russie pourrait avoir du mal à justifier son refus et être contrainte à lâcher du lest. Le Président Kravtchouk a de son côté proposé toute une série de mesures destinées à renforcer la sécurité navale en mer Noire : réduction des activités navales en temps de paix, adoption d'une déclaration d'inviolabilité des frontières maritimes, d'une déclaration de non agression et d'une déclaration interdisant l'utilisation du territoire d'un État membre pour mener une action offensive contre un autre État membre¹¹⁹⁵. Officiellement énoncée lors de la séance de l'assemblée parlementaire de la ZCEMN à Kiev en novembre 1993, cette proposition a été activement soutenue par Turquie, par la voix du président du parlement turc, H. Cindoruk. C'est d'ailleurs à l'initiative de la Turquie que se sont réunis les dirigeants des forces navales des pays riverains (Bulgarie, Roumanie, Turquie, Géorgie, Russie, Ukraine) à Constanța en septembre 1996. Aucune décision importante n'a été prise durant cette rencontre mais un dialogue y a été amorcé et le principe d'une réunion annuelle

¹¹⁹⁵ RFE/RL Daily Report, 1/12/93; Oles Smolansky, "Ukrainian-Turkish Relations", *Ukrainian Quarterly*, Vol. LI, n°1, printemps 1995, p. 20.

décidé¹¹⁹⁶. La réunion suivante s'est déroulée à Varna en avril 1998. Elle a regroupé les commandants des forces navales Turquie, Bulgarie, Ukraine, Russie, Roumanie, Géorgie, Grèce et Italie, plus un représentant de l'OTAN. Une déclaration commune sur la coopération dans le domaine de la sécurité a été adoptée. Un document d'entente établissant un cadre de négociations dans le domaine de la sécurité avait par ailleurs été signé entre les six pays riverains en février 1998 et des consultations pour l'établissement de mesures de confiance et de sécurité (MCS) sont en cours à Vienne depuis janvier 1995. Enfin, les six pays riverains se sont entendus pour créer un « Black Sea Travel Security Working Group » chargé de gérer le trafic en mer Noire. Ce groupe s'est réuni pour la première fois en juillet 1998¹¹⁹⁷. En revanche, la proposition faite par la Turquie en avril 1998 de créer une armada commune de 12 navires (deux par pays riverains) n'a toujours pas eu de suite¹¹⁹⁸.

Quant aux tentatives de divers États (et pour des motifs divers) d'utiliser ce forum pour obtenir un appui politique régional d'envergure, elles ont généralement échoué compte tenu de la diversité des intérêts politiques nationaux et régionaux. Ainsi, les tentatives de la Russie d'obtenir une condamnation générale de la Turquie pour ses nouvelles règles concernant le passage des détroits, ont été fermement rejetées par la Turquie, bien sûr, mais aussi l'Azerbaïdjan et l'Ukraine (séance de l'assemblée parlementaire de la ZCEMN, Tbilissi, décembre 1996)¹¹⁹⁹. De même, aucune déclaration condamnant « l'agresseur serbe » n'a été adoptée (demande formulée par la Turquie à Tirana en décembre 1994). La proposition de la Grèce d'adopter une résolution demandant la levée des sanctions contre la Serbie (réunion des ministres des Affaires Étrangères, Athènes, avril 1995) n'a été approuvée que par les pays souffrant économiquement de cet embargo¹²⁰⁰, c'est-à-dire la Bulgarie, la Roumanie, l'Ukraine et la Moldavie, toutes en partie dépendantes du Danube ou de l'axe du Morava pour leurs échanges avec l'Europe occidentale.

La lutte contre le crime organisée (terrorisme, trafic de drogue ou blanchiment d'argent) est un autre domaine – sensible – où s'exprime une volonté de coopérer. Mais si les pays de la région déclarent tous leur volonté de coopérer dans ce domaine, dans les faits, aucune coopération n'a émergé de ces déclarations de bonnes intentions. Les ministres de l'Intérieur des pays membres de la ZCEMN se sont réunis à trois reprises (octobre 1996, octobre 1997, octobre 1998) et une déclaration commune sur la nécessité de coopérer dans le domaine de la lutte contre le crime

¹¹⁹⁶ Romania Info, n°38, 6/10/96.

¹¹⁹⁷ Anadolu Ajansi, 30/7/98.

¹¹⁹⁸ Anadolu Ajansi, 9/4/98 ; *Bulgarian Economic Review*, n°7, avril 1998.

¹¹⁹⁹ *Hürriyet*, 13/12/96.

¹²⁰⁰ Et non par les pays orthodoxes comme certains articles de presse le soutenaient. Ainsi, la Russie, précisant qu'elle ne souffrait pas économiquement de cet embargo, n'a pas signé cette résolution.

organisé a été adoptée lors de la première rencontre. En octobre 1997, la Turquie a proposé de créer une police de la mer Noire (Black Sea Pol) sur le modèle d'Interpol. Mais cette proposition est loin de faire l'unanimité ; et la propension des pays de la région à signer, au niveau bilatéral ou multilatéral, des accords de coopération dans le domaine de la lutte contre le crime organisé – accords signés mais jamais appliqués ! – est édifiante. C'est la Turquie qui cherche le plus activement à mettre sur pied une coopération dans ce domaine. Son objectif est clairement de couper toute possibilité de retraits sur une base arrière aux « terroristes » du PKK. Dès lors, il s'agit pour les pays souhaitant faire un geste envers de la Turquie, de faire une descente dans les milieux kurdes de leur pays ou de signer un accord de coopération dans ce domaine, accord dont l'application et les effets sur le terrain restent du domaine du théorique.

Le désarmement naval n'a jusqu'à présent pas fait l'objet de sérieuses négociations. Quelques propositions de désarmement ou de contrôle des armements maritimes en mer Noire ont été avancées par la Turquie et l'Ukraine. Les deux pays se prononcent notamment en faveur de la dénucléarisation de la mer Noire (bannissement des sous-marins équipés de missiles balistiques et des têtes nucléaires)¹²⁰¹. Mais ces propositions sont restées en l'état étant donné l'objection des États-Unis, opposés à toute idée (ou tout précédent !) de désarmement maritime, et de la Russie.

Les déclarations sur la paix et la stabilité sont nombreuses mais les initiatives plus rares. Les rencontres multilatérales et exercices militaires en commun effectués en mer Noire ont toutefois l'avantage de renforcer la confiance et le dialogue entre les différents états-majors. Mais ils reproduisent souvent les schémas politiques. Ainsi, la Russie refuse de participer à certains exercices (« Breeze » et « Cooperative Partner » organisés tous les ans en mer Noire occidentale) ou par exemple la Grèce rabaisse le niveau de ses représentations diplomatiques lorsque la réunion est organisée en Turquie ou à l'initiative de cette dernière. Elle n'a par exemple été représentée que le secrétaire général du ministère de l'Intérieur à la réunion des ministres de l'Intérieur organisée en Turquie en octobre 1997¹²⁰², ou n'a envoyé que son ministre de l'Économie à la réunion spéciale des ministres des Affaires Étrangères organisée en Turquie en février 1997.

¹²⁰¹ Déclaration commune des Présidents Özal et Kravtchouk en mai 1992, réitérée en mai 1994 par les Présidents Demirel et Koutchma.

¹²⁰² *Cumhuriyet*, 23/10/97.

CONCLUSION : LES FORMES DOUCES DE COOPERATION ET LE POIDS DECISIF DE L'OCCIDENT.

L'opposition d'intérêts, la persistance de tensions notamment entre la Grèce et la Turquie, ou encore les problèmes de minorités, annihilent toute tentative de coopération renforcée entre les pays de la région. Les rencontres multilatérales se font alors souvent l'écho de ces tensions et les lieux d'expressions des confrontations politiques. Ainsi, la délégation russe prend la délégation turque à partie sur la nouvelle réglementation concernant le passage des détroits ou la Turquie prend à partie la délégation russe sur la réunion à Moscou du parlement kurde en exil (séance de l'assemblée parlementaire de la ZCEMN à Ankara, novembre 1995)¹²⁰³. D'autres tentent également, en lançant une initiative multilatérale, d'en contrôler le développement et d'assumer une responsabilité dans ce processus (et d'en tirer des bénéfices politiques et en termes d'image). Tel était sans doute en partie l'objectif de la Turquie lorsqu'elle lança son projet de création d'une force de réaction rapide dans les Balkans¹²⁰⁴ ; et tel est clairement le motif des controverses sur le lieu de déploiement de cette force. La Grèce tente de son côté de mettre en avant son rôle d'interface entre les Balkans et l'U.E. Elle a ainsi très activement soutenu le processus Royaumont. Elle est également à l'origine de l'organisation des conférences des jeunes parlementaires du sud-est européen (sponsorisées par le parlement grec) ou des jeunes politiciens de la région. Ces rencontres sont systématiquement organisées en Grèce et sponsorisées par le parlement grec ou des partis politiques grecs. De jeunes politiciens de Turquie et Bosnie-Herzégovine ont, pour la première fois, participé à la réunion de janvier 1999 à Athènes¹²⁰⁵. La Grèce avait également proposé à l'automne 1995 de créer un conseil régional qui regrouperait tous les pays de la région – à l'exception de la Turquie¹²⁰⁶.

Les rencontres des ministres des Affaires Étrangères des Balkans et de la ZCEMN, les sommets de Crète en novembre 1997 et d'Antalya en octobre 1998, les sommets de la ZCEMN (Bucarest, juin 1995, Moscou, octobre 1996 et Yalta, juin 1998) n'ont pour l'instant apporté aucune avancée en matière de coopération régionale ou de règlement des litiges. Les multiples rencontres bilatérales organisées en marge de ces sommets n'ont pas non plus apporté de résultats tangibles. Aucun règlement des controverses entre la Macédoine et la Grèce ou la Macédoine et la

¹²⁰³ *Turkish Daily News*, 30/11/95.

¹²⁰⁴ Et d'ailleurs si l'initiative fut bien turque cela n'empêcha pas l'agence de presse nationale bulgare de parler « d'initiative bulgare » (BTA, 30/3/98).

¹²⁰⁵ ANA, 15/1/99.

¹²⁰⁶ Stephen Larrabee, "The Balkans", in Zalmay Khalilzad (ed.), *Strategic Appraisal, 1996*, Santa Monica (États-Unis), RAND, 1996, p. 109.

RFY ou encore la Grèce et la Turquie n'a émergé des discussions entre les dirigeants de ces États¹²⁰⁷.

Mais il importe d'amorcer un dialogue même si celui-ci ne donne pas, dans un premier temps, de résultats concrets ou de rapprochements de vues. Il permettra peut-être, à terme, de désamorcer les tensions. En tout état de cause, la régularité des rencontres des dirigeants des Balkans ou de la ZCEMN ne peut qu'être positive. Certes, les déclarations de politique générale et les engagements pris en ce genre d'occasions ne sont souvent que d'ordre de la rhétorique mais la mise en place (même timide et sous influence ou pressions) de « mesures de confiance et de sécurité » pourra permettre à terme de construire une réelle coopération multilatérale. En tout état de cause, un processus a été engagé, des domaines de coopération et des priorités définis et, contrairement à hier, cette coopération balkanique ne s'exprime pas par une alliance militaire régionale (Petite-Entente dans les années 30, Pactes balkaniques de 1934 et 1954).

Dans les domaines les plus sensibles, et notamment dans les aspects militaires, seul l'engagement des États-Unis ou de l'Europe et la volonté des pays de la région d'adhérer à ces organismes cimentent réellement la coopération régionale. Si l'implication des États-Unis ou de l'OTAN ou de l'U.E. n'est pas évidente dans le processus de coopération régionale dans les Balkans, elle sous-tend les initiatives régionales. Les seules réalisations concrètes sur le plan militaires (exercices militaires conjoints) ont été effectuées dans le cadre du Partenariat pour la Paix, c'est-à-dire avec le concours des États-Unis. Les motivations (augmenter ses chances d'adhésion à l'OTAN) sont donc biaisées au départ. Mais les avancées en matière de stabilité régionale n'en sont pas moins réelles. La volonté d'adhérer à l'OTAN (et les conditions expresses mises par Washington) ont déjà, par exemple, poussé la Roumanie à régler ses litiges avec la Hongrie et l'Ukraine. La formation d'une force multinationale dans les Balkans permettra de renforcer la coopération et la confiance entre les armées des pays participants. Cette forme perfectionnée des mesures de confiance et de sécurité ne pourra qu'œuvrer à une baisse de la tension régionale et de la suspicion entre les pays de la région (à l'exception, certes, de la RFY et de la Bosnie-Herzégovine qui n'en font pas partie !).

La coopération dans les domaines techniques et a-politiques est par ailleurs prometteuse. Que ce soit l'échange de données statistiques, la coordination des politiques économiques,

¹²⁰⁷ Seul l'engagement pris par le Premier ministre albanais Fatos Nano au sommet de Crète en novembre 1997 lors de sa conversation avec le Président Gligorov de ne pas interférer dans les affaires intérieures macédoniennes est un point

l'organisation de festivals folkloriques ou de rencontres entre journalistes, ce faisceau d'initiatives renforce les affinités, souligne les intérêts communs et permet d'approfondir la connaissance réciproque des uns et de autres sur laquelle repose les rapprochements. Enfin, cette coopération culturelle ou économique a l'avantage de ne pas exclure la RFY et la Bosnie-Herzégovine. Le développement des échanges est également un instrument pertinent dans le rapprochement des peuples. Il crée des liens certes pas incontournables mais influents sur la politique. Les ministres des Affaires Étrangères des Balkans avaient déjà souligné lors de leurs premières rencontres à Belgrade en 1988 et Tirana en 1990 le « point de vue selon lequel la stabilité politique se rattache étroitement à l'essor de la coopération économique »¹²⁰⁸. Les leçons de la construction européenne, qui avait échoué dans ses tentatives politiques et militaires avant de se focaliser sur l'aspect économique avec le traité de Rome, plaident pour la mise en place d'un système de coopération économique avant d'envisager toute coopération politique. Et des voix se font entendre en ce sens dans les Balkans. Cette approche butte cependant sur l'état des économies de nombreux pays de la région en transition et sur les décalages entre les économies nationales.

La coopération multilatérale crée aussi des conditions favorables au renforcement des relations bilatérales, et cet aspect avait été clairement exprimé dans le communiqué conjoint adopté à l'issue de la première rencontre des ministres de la région en 1988 à Belgrade. Mais ces rencontres bilatérales peuvent également s'effectuer dans d'autres enceintes (Nations unies, OSCE, etc.) et la condition *sine qua non* à la reprise du dialogue n'est pas tant la rencontre mais la volonté des deux pays d'aller en ce sens. A contrario, depuis 1991, la bilatéralité n'a pas renforcé la multilatéralité¹²⁰⁹. A priori, chaque normalisation des relations bilatérales est pourtant une pierre supplémentaire dans la construction d'une dynamique régionale. Ce fut sans doute le cas avec la normalisation des relations entre la Turquie et la Bulgarie. Mais, dans les faits, le plus souvent, les rapprochements bilatéraux provoquent plus la méfiance et l'hostilité chez les voisins qu'ils ne contribuent au renforcement de la coopération régionale. Aucune alliance bilatérale ne pourra être le moteur de la construction balkanique (à l'instar du couple franco-allemand en Europe). Seul un très hypothétique couple gréco-turc le pourrait !

positif mais pas spectaculaire. Quant à sa rencontre avec le Président Milošević – et les déclarations qui ont suivi – elles ont suscité plus de remous que de réels progrès vers la stabilité régionale.

¹²⁰⁸ Texte de la déclaration commune de 1990 dans *Politique Internationale*, Belgrade, 20 novembre 1990, p. 25.

¹²⁰⁹ Ce qui ne fut pas toujours le cas. Le Pacte balkanique de 1934 reposait sur la normalisation des relations bilatérales entre la Grèce et la Turquie et avait été précédé par la signature de plusieurs accords bilatéraux (pacte d'entente cordiale Turquie-Grèce en 1933, traité d'amitié et de non-agression Turquie-Roumanie en octobre 1933, traité d'amitié et de non-agression Turquie-Yougoslavie en novembre 1993).

2.3. POLITIQUE ET VOIES DE COMMUNICATION DANS L'ESPACE BALKANS-TURQUIE-MER NOIRE :

« C'est au fond la route qui crée l'État »

George Bratianu¹²¹⁰

L'ouverture des pays de l'Est à l'économie de marché laisse prévoir, à plus ou moins long terme, une forte croissance des échanges entre ces pays et l'Europe occidentale. On estime que le trafic entre les PECO et l'U.E. pourrait être multiplié par 7 ou 8 d'ici l'an 2000¹²¹¹, encore que dans un premier temps, ce seront avant tout les pays baltes, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, économiquement plus proches des normes occidentales et constituant une zone plus dynamique, qui devraient bénéficier de cette croissance des échanges transeuropéens. A terme cependant, les pays balkaniques devraient eux aussi réorienter leurs échanges vers l'Ouest.

Cette croissance des flux transeuropéens est-ouest étant prévue et déjà constatée, il convient donc de réorienter et de moderniser en conséquence le réseau de transport, aujourd'hui inadapté. Celui-ci est, en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, très peu dense ; les technologies utilisées sont anciennes (il y a ainsi très peu de liaisons rapides) ; et l'orientation géographique de ce réseau correspond une logique politique, celle du rideau de fer qui est en totale inadéquation avec les itinéraires traditionnels et les besoins actuels. L'Albanie et la Roumanie ont hérité des réseaux les plus médiocres. Il n'y a aucune autoroute en Albanie et seulement une centaine de km en Roumanie soit 0,5 km/1000 km². Ce rapport est de 2,5 pour la Bulgarie, 3,7 pour la nouvelle fédération yougoslave, 4 pour la Macédoine et de seulement 1,4 pour la Turquie et 1,7 pour la Grèce¹²¹². Enfin, la plupart des routes sont à deux voies et plus proches de nos routes départementales que de nos routes nationales. Le réseau ferroviaire, qui avait la priorité dans les pays de l'Est, est mieux aménagé mais là encore, la qualité des équipements fait défaut. Il est peu électrifié et, dans l'ensemble, à une seule voie ce qui ralentit considérablement le trafic¹²¹³.

¹²¹⁰ George Bratianu, *La mer Noire des origines à la conquête ottomane*, Bucarest, Societas Academica Dacoromana, Monachii, 1969.

¹²¹¹ *Tendance du transport européen et besoins en infrastructures*, CEMT (Conférence Européenne des ministères des Transports), 1995, p. 10.

¹²¹² Chiffre de 1993. En comparaison, le rapport km d'autoroutes/1000 km² est de 12,8 pour la France. Source : *Bulletin annuel des statistiques des transports pour l'Europe et l'Amérique du nord*, Nations unies, 1995.

¹²¹³ Voir Jean Jacques Bavoux, "Les bouleversements à l'Est et la mise en place d'une nouvelle Europe des transports", *L'Information Géographique*, 57(3), 1993, p. 85.

En conséquence, l'acheminement des marchandises entre l'est et l'ouest relève souvent pour les transporteurs du parcours du combattant. Pour ce qui est des Balkans, l'attention se porte en premier lieu sur le manque de fluidité au passage des frontières, peu nombreux en raison d'une hostilité politique pendant 50 ans, mal équipés et où les formalités sont encore lourdes : 15 heures d'attente à la frontière entre la Grèce et la Bulgarie pour un poids lourd en 1992, 15 heures à la frontière entre la Bulgarie et la Roumanie et 40 heures entre la Roumanie et la Hongrie¹²¹⁴.

A terme, l'insertion des Balkans et du pourtour de la mer Noire dans les échanges internationaux dépend étroitement du développement des infrastructures de transport et de communication. Les enjeux sont importants. Au-delà des simples mais néanmoins considérables enjeux économiques, c'est l'indépendance réelle de ces pays qui est en jeu. Le développement économique – et donc peut-on l'espérer – la prospérité de ces pays, leur stabilité sociale et politique, leurs futures relations avec l'U.E. ou encore le désengagement du contrôle monopolistique exercé par la Russie sur les axes d'échanges de certains pays, sont autant d'éléments qui pèsent dans les décisions politico-financières des gouvernements de la région.

2.3.1. Structure du nouvel espace transeuropéen de circulation : les liaisons entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe du sud-est.

La géographie accidentée des Balkans renforce considérablement l'importance stratégique et économique des quelques couloirs de circulation qui sillonnent la région. Les grands axes de la circulation balkanique suivent forcément ces corridors ouverts par la nature :

- Les vallées creusées par le Morava, le Vardar et la Maritsa qui forment une grande diagonale à deux branches reliant Belgrade, Niş puis Skopje et Salonique par le Vardar ou Sofia et Istanbul par la Maritsa (Marica)¹²¹⁵
- Le corridor est-ouest ou l'antique *Via Egnatia* qui reliait Durrës à Salonique et Istanbul par la Thrace
- La vallée du Danube au nord de la péninsule balkanique
- Les grandes liaisons maritimes par Thessalonique, Istanbul et Rijeka (Fiume), Trieste et dans une moindre mesure Durrës (Durazzo) et Dubrovnik (Raguse) ou encore Koper¹²¹⁶

¹²¹⁴ G. Chatelus, *Les transports en Europe centrale*, Paris, INRETS, 1993, cité dans *Infrastructures de transport dans les pays d'Europe centrale et orientale. Critères de choix et de financement*, CEMT, 1995.

¹²¹⁵ La Maritsa/Marica (Evros en grec, Meriç en turc) ouvre, à partir de Plovdiv, un couloir vers la Thrace mais ne va pas jusqu'à Istanbul. Elle constitue, à partir d'Edirne, la frontière entre la Grèce et la Turquie.

¹²¹⁶ Sur les grands couloirs de circulations balkaniques, voir Jacques Ancel, *Géographie des Balkans*, Paris, CTHS (réédition), 1992, pp. 52 à 66.

Les corridors prioritaires

Ces grands axes clairement tracés par la géographie sont amplement insuffisants pour faire face au développement des échanges (réalisé et prévu) dans la région. La percée de nouveaux axes de communication a été décidée lors de la deuxième conférence paneuropéenne des transports en Crète en mars 1994. Sur les neuf corridors prioritaires définis lors cette conférence¹²¹⁷, cinq traversent la péninsule balkanique (corridors n°4, 7, 8 et 9). La définition de ces priorités n'implique pas forcément le financement de leur réalisation – et pour certains la réunion des fonds nécessaires risque d'être longue – mais va nécessairement orienter les politiques de transport des pays de la région et les crédits accordés par les Occidentaux. Sur le long terme, il s'agit de mettre en place des axes de transport à grande vitesse (autoroute) mais, dans l'immédiat, il s'agit uniquement de rénover les réseaux routiers et ferroviaires et de réhabiliter ou de construire les liaisons transfrontalières lorsqu'elles sont inexistantes ou mal équipées.

- **Corridor n°4** : L'axe Berlin-Prague-Vienne-Budapest scindé ensuite en deux branches : (1) Budapest-Craiova-Sofia-Grèce/Turquie et (2) Budapest-Arad-Bucarest-Constanța. Il permettra à la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie de relier Vienne, Berlin et Munich via Budapest. Sur son tronçon balkanique, excepté l'autoroute Bucarest-Constanța en cours de construction, il s'agit uniquement de réhabiliter un réseau routier et ferroviaire passablement délabré.
- **Corridor n°9** : Le corridor nord-sud de la Baltique à la mer Noire et Méditerranée : Helsinki-Saint Petersburg-Kiev-Chișinău-Bucarest-Alexandroupolis. Ce corridor ouvrira une grande voie à l'est des artères de transport habituelles gravitant autour de l'Europe centrale. Ce corridor reste pour l'instant à l'état d'hypothèse. Les études techniques n'ont pas été effectuées et la liaison est particulièrement mauvaise au niveau de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Moldavie.
- **Corridor n°8** : Le corridor balkanique est-ouest : Albanie-Macédoine-Bulgarie-Turquie¹²¹⁸. C'est un corridor « à creuser ». Les seuls tronçons d'autoroutes déjà opérationnels sont entre Istanbul et Edirne, Plovdiv et Sofia, Plovdiv et Orizovo à une trentaine de kilomètres

¹²¹⁷ Ces « corridors prioritaires » sont inclus dans les réseaux TEM (*Trans European Motorways*) et TER (*Trans European Railways*), programmes lancés respectivement dans le milieu des années 70 et à la fin des années 80 par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement).

¹²¹⁸ Le tracé précis de ce corridor doit être le suivant : Durrës-Rrogzine-Elbasan-Qaf'e Tanës pour la partie albanaise, Ohrid-Bitola-Prilep-(Titov) Veles-Kumanovo-Kriva Palanka pour la partie macédonienne, Kiustendil-Sofia-Plovdiv-Dimitrograd-Edirne pour la partie bulgare et pour la deuxième branche vers Burgas puis Varna.

à l'est de Sofia¹²¹⁹, Kumanovo et (Titov) Veles. Le corridor doit être prolongé par des lignes maritimes sur l'Italie à l'ouest et sur la mer Noire à l'est. Cet axe reprend en partie une ancienne route de commerce, l'antique *Via Egnatia*, mais dans une histoire plus récente, les échanges de la région étaient concentrés sur l'axe Morava-Vardar (nord-sud) et sur les voies maritimes. La nécessaire revitalisation de la *Via Egnatia* s'est rapidement imposée aux acteurs économiques de la région après la dislocation du bloc communiste. L'embargo imposé à la RFY (et donc l'impossibilité d'utiliser l'axe Morava-Vardar) a précipité la conclusion d'un accord sur ce sujet entre l'Albanie, la Bulgarie, la Macédoine et la Turquie. Contrairement aux autres axes précédemment cités, celui-ci relève au départ d'une initiative uniquement balkanique. Le protocole de mai 1993 fut confirmé par une déclaration signée à New York en octobre 1995.

- **L'axe PATHE et la « véritable *via Egnatia* ».** Ces deux axes ne font pas parties des corridors transeuropéens définis en Crète en mars 1994 mais des projets internes à l'U.E.¹²²⁰. Le projet de corridor est-ouest (corridor n°8) a suscité les plus vives réactions du gouvernement grec qui craint de voir les échanges entre ces pays voisins lui échapper et les relations – déjà bonnes – entre ces mêmes voisins et la Turquie s'améliorer. Au risque de se voir isoler des axes de communications régionaux s'ajoute alors la peur d'assister à une offensive politique turque par le biais de ce corridor. Les Grecs ne ménagent donc pas leurs critiques à l'égard de ce corridor et l'ont surnommé la « pseudo *Via Egnatia* » en opposition à leur propre axe est-ouest, reliant Ighoumenitsa à Thessalonique, qui serait, toujours selon les autorités grecques, la « véritable *via Egnatia* ». Ce projet est assez ancien mais il a été réactivé après la signature d'un premier accord sur le corridor est-ouest en 1993. Cette « *via Egnatia* » grecque, ainsi que l'axe nord-sud PATHE qui reliera le Péloponèse aux frontières bulgare et turque, bénéficient d'importantes aides de l'U.E. et devraient être achevés en 2005.
- **Corridor n°10 :** Un dixième corridor fut approuvé en février 1997 lors de la rencontre des ministres des Transports du G 24 à Bruxelles. Il s'agit du grand corridor balkanique nord-sud : Salsbourg-Ljubjiana-Zagreb-Belgrade-Niš-Skopje-Thessalonique (Morava-Vardar). Cet axe était déjà avant 1990 le plus important axe d'échange dans la péninsule (route E 75). Une autoroute y est déjà partiellement opérationnelle, notamment en Grèce et en

¹²¹⁹ Ce tronçon a été officiellement inauguré en novembre 1995. Sa construction fut financée à hauteur de 60% par la BERD. BTA, 17/11/95.

¹²²⁰ Quatorze projets d'intérêts communs ont été définis par le Conseil européen à Essen en décembre 1994. Ils ne concernent que des liaisons rapides entre les pays membres de l'U.E.

Serbie. Les tronçons macédoniens sont en cours de construction¹²²¹. En Serbie et en Croatie, l'autoroute est construite depuis plusieurs années entre Zagreb, Belgrade et Niš (M1). Mais en Croatie, après Slovonski-Brod, l'autoroute n'est plus qu'une simple départementale. Cette portion inachevée était particulièrement redoutée avant la guerre¹²²². Les autoroutes reliant Zagreb et Belgrade à Budapest, véritable nœud de circulation en Europe centrale, ne sont également pas terminées. Même lorsque les nouveaux corridors (corridors n°4, 8, 9) seront achevés, cette grande transversale à deux branches (Ljubjiana-Zagreb-Belgrade-Niš-Skopje-Thessalonique et Niš-Sofia-Istanbul par Edirne) restera la grande voie d'échange entre l'Europe de l'ouest et l'Europe du sud-est. Elle a retrouvé cette vocation dès la levée de l'embargo sur la Serbie.

Le Danube (corridor n°7), une voie d'échange majeure ?

Couloir naturel, le Danube se fraie un passage au travers les montagnes du sud-est européen. Il relie la région à l'Europe centrale et, depuis l'ouverture du canal Rhin-Main-Danube en septembre 1992, à l'Europe du nord. De nombreuses transversales s'ouvrent d'autre part sur le bassin danubien : la vallée du Morava qui se poursuit ensuite vers la Maritsa ou le Vardar et débouche à Thessalonique¹²²³ ; la vallée de la Drave, aujourd'hui à la frontière entre la Hongrie et la Croatie ; la vallée de la Save (Serbie-Croatie-Slovénie) qui était à l'époque yougoslave un axe d'échange interne majeur. A l'ouest, le canal Main-Danube, inauguré en septembre 1992, permet de relier les réseaux fluviaux de l'Europe du nord avec le Danube. Long de 171 km (de Kelheim à Bamberg en Allemagne), ce canal peut accueillir des convois de 3 300 tonnes de marchandises. La percée de ce canal avait soulevé de nombreuses objections : écologiques (dommages causés à la vallée de l'Altmühl), opportunité en termes de rentabilité, et efficacité technique (tirant d'eau insuffisant en aval de Ratisbonne). Dans une perspective transeuropéenne, cette nouvelle liaison reste problématique. Il faut en effet trois semaines pour relier Constanța à Rotterdam et « à cette vitesse », la voie maritime est plus rapide à volume transporté supérieur, et donc plus économique¹²²⁴. L'ouverture du canal risque donc, au moins dans un premier temps, de surtout profiter aux nombreuses industries et grands centres urbains localisés sur le haut Danube et dans le

¹²²¹ 80 km de Kumanovo à Gradsko Macédoine sont construits. La partie grecque est opérationnelle de Thessalonique à la frontière avec la République de Macédoine. Les tronçons qui doivent être construits sont : en Macédoine de Gradsko à la frontière grecque, en Serbie de Niš à Kumanovo et en Bulgarie (deuxième branche de ce corridor suivant la vallée de la Maritsa) de Niš à Sofia et de Plovdiv à Edirne.

¹²²² Mathieu Braunstein, "Zagreb-Belgrade, l'espoir ferroviaire", *La Vie du Rail*, n°2552, 26 juin 1996, p. 22.

¹²²³ Sur la liaison Danube-Morava-Axios-Salonique (projets et indications techniques), voir Marian Milkowski, "Le Danube navigable et ses problèmes", *Transports*, n°297, octobre 1984, pp. 374-384.

¹²²⁴ Laurent Carroué, Dorothee Kholer, "L'Allemagne au cœur de la nouvelle Europe fluviale: la liaison Rhin-Main-Danube", *L'Information Géographique*, 57(1), 1993, p. 5.

bassin rhénan. Le trafic sur le Danube allemand a ainsi progressé de 35% de 1994 à 1995¹²²⁵. Quoiqu'il en soit, en irriguant huit pays de Rotterdam à Constanța, il n'en bouleverse pas moins, au moins potentiellement puisque l'embargo sur la Serbie n'a pas permis encore d'en voir les conséquences, la configuration des échanges entre l'Europe du sud-est et l'Europe de l'ouest.

- En Bulgarie, le trafic international sur le Danube concerne essentiellement l'importation de minerais de fer, de produits métallurgiques et de charbon en provenance de l'ex-URSS. Cette dépendance en matière d'approvisionnement en matière première vis-à-vis de son ancien allié n'est pas irréversible, mais dans la mesure où les industries sidérurgiques bulgares furent développées le long du Danube (Ruse, Vidin), ce trafic danubien devrait perdurer quelque soit l'origine des matières premières importées par cette voie¹²²⁶. Toutefois, dans l'ensemble, la Bulgarie n'a pas misé sur la voie danubienne. A l'exception de la sidérurgie, ses grands centres industriels et urbains en sont éloignés.
- Ce n'est pas le cas de la Roumanie où ce fleuve joue un rôle important dans l'économie du pays. Dix millions de tonnes de marchandises ont ainsi transité par les ports danubiens du pays en 1980 (contre 970 000 tonnes pour la Bulgarie)¹²²⁷. La puissante industrie sidérurgique roumaine est située le long du Danube (notamment à Galați et Călărași) et les importations de minerais de fer transitent par les ports du delta. Bucarest a lourdement investi dans l'aménagement de ce fleuve avec la construction, en coopération avec la Yougoslavie, du complexe des Portes de fer, l'aménagement du canal de Sulina sur le delta, et la construction du canal Cernavodă (Danube)-Constanța (mer Noire). Ce canal, réalisé à grands frais à l'époque communiste, érige le port de Constanța sur la mer Noire en pivot de la liaison Danube-mer Noire. C'est aujourd'hui l'Allemagne qui est le premier partenaire commercial de la Roumanie, ce qui plaide d'autant plus en faveur de l'utilisation de la voie fluviale. La zone du delta devrait également connaître un regain d'activités avec le commerce avec l'Ukraine et la Moldavie (création d'une zone de libre-échange en cours de négociation).
- Dans l'ex-Yougoslavie le transport fluvial occupait une place importante, notamment dans le transport interne de marchandises mais c'est la Save qui était la grande voie fluviale du pays, et la région de Belgrade n'est pas réellement intégrée dans une logique

¹²²⁵ Marie-Madeleine Damien, "Échanges et transports en Europe médiane", in Brigitte Dumortier (coord.), *L'Europe médiane en mutation. Question de géographie*, Paris, Édition du Temps, 1997, pp. 114.

¹²²⁶ Patrice Salini, "L'économie danubienne et le développement des transports de marchandises", in Christian Reynaud, Martine Poincelet (dir. et coord.), *Quelles perspectives de transport pour l'ouverture des pays d'Europe centrale et orientale?*, Caen, Paradigme, INRETS-DEST, 1993, p. 199-200.

¹²²⁷ Il ne s'agit ici que du transport international. Les activités de cabotages sont d'ailleurs assez développées en Bulgarie (8,4 millions de tonnes en 1980) et en Roumanie (15 millions de tonnes). *Bulletin annuel ...*, op. cit., p. 218-219.

danubienne¹²²⁸. Le Danube joue essentiellement un rôle de couloir agricole de la Voïvodine. Le trafic y est caractérisé par un important cabotage.

- C'est en fait l'Ukraine qui est la plus grande pourvoyeuse de fret international sur le Danube. En 1993 (après l'imposition de l'embargo sur la RFY), tout comme en 1980, un tiers du transport international de marchandises sur le fleuve provenait ou se dirigeait vers l'Ukraine¹²²⁹. Ce trafic est en grande partie constitué d'exportations de matériaux non ferreux et d'engrais par les ports de Reni et Izmail.

L'avenir du couloir danubien se joue en partie sur la mise en place de liaisons combinées entre l'Europe centrale et occidentale et la mer Noire et au-delà, le Caucase, l'Asie centrale ou le Moyen-Orient. Encore faudrait-il que les ports soient réaménagés et l'hinterland desservi par un minimum de voies routières et ferroviaires. Les potentiels industriels et agricoles de la Roumanie, de la Bulgarie et de l'Ukraine sont réels mais faute de compétitivité économique et de réseaux de transport appropriés, ces produits ont du mal à franchir les Portes de fer. En bref, si le potentiel du Danube existe, il n'est pas acquis¹²³⁰.

Des aberrations persistantes

Sur une longueur de quelque 700 km, le Danube constitue la frontière entre la Roumanie et la Bulgarie. Or, sur toute cette longueur, seul un pont enjambe le Danube, entre Giurgiu et Ruse, forcément véritable goulet d'étranglement. Des services de bac sont organisés entre Vidin et Calafat (ouest), Silistra et Calarasi (est) mais, forcément, ils sont peu adaptés à un important trafic¹²³¹. La construction d'un second pont est bien prévue mais le choix du site fait l'objet d'interminables disputes entre la Bulgarie, préférant un site à l'ouest (Vidin-Calafat ou Lom-Rostu), et la Roumanie favorable à un site plus à l'est (Silistra-Calarasi).

Alors que la Bulgarie est devenue le principal partenaire économique de la Macédoine, il manque toujours une cinquantaine de kilomètres pour relier les deux réseaux ferroviaires. Les deux pays ont signé dès mars 1993 un accord sur ce sujet mais, depuis lors, les travaux ont été interrompus à plusieurs reprises par manque de fonds mais aussi par manque d'empressement suite aux controverses politiques entre les deux pays.

¹²²⁸ Patrice Salini, *op. cit.*, pp. 198-199.

¹²²⁹ *Bulletin annuel ...*, *op. cit.*, p. 219. Le trafic a chuté de plus de moitié après l'imposition de l'embargo sur la RFY.

¹²³⁰ Patrice Salini, *op. cit.*, p. 205.

¹²³¹ Des milliers de véhicules attendent sur des kilomètres pour traverser le Danube entre Vidin et Calafat. Ce trafic s'est encore accru avec l'embargo sur la Serbie et donc la nécessité de contourner ce pays par la Roumanie et la Hongrie. Voir le reportage dans *Le Nouvel Economiste*, n°908, 20 août 1993, p. 59.

Alors que les échanges de la Grèce avec l'Albanie et la Bulgarie sont en constante augmentation, les liaisons entre ces pays sont toujours aussi mauvaises. Seuls deux postes frontières sont ouverts avec l'Albanie, en Épire à Kakavija, et plus au nord à Kapshtica et les routes qui y conduisent sont en mauvais état. Celle qui longe la côte albanaise a été construite durant l'entre-deux guerre et n'a pas été rénovée depuis lors, et celle qui traverse l'Épire par Gjirokastër est encore en plus mauvais état. Quant à la route menant à Kapshtica, elle prend plus l'allure d'un chemin de campagne¹²³². Entre la Grèce et la Bulgarie, seuls deux postes frontières sont opérationnels, l'un, très à l'est près de la frontière avec la Turquie (au niveau de Svilengrad), et l'autre très à l'ouest, près de la frontière avec la Macédoine (Kulata) et, forcément, ils sont très surchargés (15 heures d'attente pour un poids lourd à Kulata, pourtant le mieux aménagé). Aucun poste frontière n'existe au niveau des Rhodopes et la Grèce a beaucoup tardé à accéder aux demandes insistantes de la Bulgarie qui se voit, à quelques kilomètres près, coupée d'un accès à la mer Égée. L'accord de principe a finalement été signé en décembre 1995, alors que le PSB au pouvoir en Bulgarie, pourtant fidèle allié de la Grèce, commençait à sérieusement hausser le ton. L'engagement à construire trois nouveaux postes frontières (et les routes y conduisant) a ensuite été réitéré à plusieurs reprises mais les travaux préparatoires n'avancent guère. Les hésitations de la Grèce (entre autres dues à la crainte de voir les communautés pomaques et turques de chaque côté de la frontière se réunir dans un front menaçant) sont d'autant plus aberrantes qu'elle est en train de rénover son port de Kavala et a tout intérêt à inciter les entrepreneurs bulgares user de ce débouché.

La place des Balkans dans la réorientation générale du trafic européen

De façon générale, les pays de Visegrad, aux économies plus dynamiques et dont l'accession à l'U.E. est en cours de négociation, devraient recevoir une attention (et donc des aides financières) plus importantes¹²³³. Ainsi, l'axe Berlin-Varsovie-Moscou (corridor n°2) est un projet prioritaire parmi les 10 corridors définis. En Europe centrale, Budapest représente un véritable nœud de circulation puisqu'elle se trouve à la croisée des grands axes terrestres entre Berlin, Vienne, Varsovie, Zagreb et Belgrade et de plus sur le grand axe fluvial qu'est le Danube. Également sur le Danube, Vienne vient dans une certaine mesure épauler Budapest dans cette redistribution des couloirs de circulation. L'ensemble du réseau européen s'articule autour de deux pôles, d'un côté la Hongrie et l'ex-Tchécoslovaquie, espace économiquement dynamique et surtout géographiquement central, et de l'autre, l'Autriche et l'Allemagne. La modernisation du réseau

¹²³² La réhabilitation de ces routes est à l'étude ainsi que l'ouverture de deux nouveaux postes par Sarandë ou Përmet.

¹²³³ Pour les réseaux de transport en Europe centrale, voir par exemple Jan Jun, Karoly Okolicsanyi, "Highway Construction in the Visegrad Countries", *RFE/RL*, Vol. 3, n°2, 14 janvier 1994, pp. 39-46 ; Marie-Madeleine Damien, *op. cit.*, pp. 89-124.

entre Vienne, Budapest et Belgrade, ainsi que les liaisons avec les ports de Rijeka et Trieste, avaient déjà fait l'objet d'accords dans le cadre de l'Hexagonale.

Plus au sud, Belgrade et Zagreb semblent, elles aussi, être vouées à devenir des nœuds de circulation puisque elles sont toutes deux reliées et à l'Europe centrale (par Budapest ou Vienne) et à l'Europe balkanique par la grande diagonale balkanique (par les vallées du Morava-Vardar et Morava-Maritsa). Zagreb est également à deux pas de l'Autriche et de l'Allemagne, partenaires économiques et politiques traditionnels, et elle dispose d'un accès aisé aux ports adriatiques de Trieste et bien sûr de Rijeka. Quant à Belgrade, elle est au centre des deux grandes artères balkaniques, le Danube et la grande diagonale à deux branches (Morava/Vardar et Morava-Maritsa). Au nord de l'Adriatique, les ports de Rijeka (Croatie) et Trieste constituent le véritable débouché de la Mitteleuropa. Ils peuvent tout deux (ainsi que Venise/Mestre), faire transiter plus de 30 millions de tonnes annuellement. La Croatie doit cependant achever le plus rapidement possible l'autoroute Rijeka-Zagreb-frontière avec la Hongrie (cet axe est en concurrence, pour l'obtention de fonds européens, avec un axe nord-sud soutenu par l'Allemagne). Les autres ports sur l'Adriatique sont mal équipés et de faibles capacités (Durrës en Albanie, Bar au Monténégro). Les travaux d'agrandissement du port de Durrës, débouché du corridor balkanique n°8, n'ont commencé qu'en novembre 1998. Une grande partie du trafic balkanique continuera donc de se diriger vers le port de Thessalonique, débouché du grand axe Morava-Vardar¹²³⁴.

Le gros du trafic européens devrait, à court et moyen terme, graviter autour de l'Europe centrale. Déjà mieux équipés en termes de réseaux de transport, les pays d'Europe centrale recevront de plus les crédits concomitants au développement des relations économiques escompté dans le cadre de l'U.E. Pour le secteur aérien (également en cours de restructuration), c'est également l'Europe centrale, et notamment les aéroports de Vienne, Budapest et Bratislava, qui devraient devenir les véritables plaques tournantes du trafic transeuropéen.

2.3.2. Pôles de communication et d'échanges en Eurasie

Les liaisons Europe-Asie et la réorientation transeuropéenne du réseau de transport

Pratiquement tous les pays de la région mettent en avant *leur* vocation à devenir une plaque tournante des échanges. Dans les Balkans, la Roumanie et la Bulgarie espèrent s'ériger en plaque tournante des échanges Europe-mer Noire/Caucase/Asie. A priori, la Roumanie, qui contrôle l'embouchure du Danube maintenant reliée au Rhin et dispose d'un port d'assez grande capacité

¹²³⁴ Les Monténégrins et les Bulgares ont beau baisser les tarifs appliqués au transit par Bar ou Burgas, le port de Thessalonique reste bien mieux équipé et plus facilement accessible (250 km entre Skopje et Thessalonique en autoroute

(Constanța) est mieux placée. A l'est de la mer Noire, chacun des trois États de Transcaucasie insiste sur la situation de carrefour de la région et plus particulièrement de son territoire. La Géorgie met en avant son littoral, ses ports de Batoumi et de Poti et ses liaisons ferroviaires avec Bakou, la Russie et bientôt la Turquie. L'Azerbaïdjan se pose en intermédiaire entre la Turquie et l'Asie centrale, et l'Arménie escompte devenir un nouveau Liban¹²³⁵.

Avec la dislocation de l'URSS, la Russie a perdu les 2/3 de ses côtes sur la mer Noire et d'importants ports sont maintenant hors de son contrôle. Seuls Novorossiysk, Tuapse et Sochi (par ordre d'importance) restent sous sa souveraineté. La Russie devrait payer jusqu'à deux milliards de dollars par an pour utiliser les installations portuaires dorénavant hors de son territoire¹²³⁶. La priorité des autorités russes est donc la construction et la rénovation de ports sur ses côtes et des efforts financiers ont effectivement été faits en ce sens : construction d'un terminal de gaz liquéfié à Temryuk (mer d'Azov), programme de développement des infrastructures portuaires à Yeich (mer d'Azov), à Rostov (sur le Don) et à Sochi, près de la frontière géorgienne, etc. La Russie cherche en fait à développer ses activités économiques dans l'espace mer d'Azov-mer Noire (territoires de Krasnodar et de Stavropol, région de Rostov). Ériger la région de la mer Noire en zone d'exportation est une nécessité mais la réorientation du potentiel industriel russe s'impose également. Ses sites de production sont en effet très éloignés des côtes et des régions adjacentes à l'Europe. 60% des produits russes exportés sont ainsi produits en Sibérie¹²³⁷. En 1993, la région de Rostov ne représentait que 0,8% des exportations russes, le territoire de Krasnodar 0,3% et le territoire de Stavropol 0,2%¹²³⁸. Cette importante dissociation géographique entre les lieux de production et les lieux d'exportation en gestation est un sérieux handicap pour le développement de l'économie de la Russie et de ses échanges extérieurs. Enfin, au-delà de cet aspect commercial, la Russie doit également, pour des impératifs stratégiques évidents, disposer de ses propres bases navales. Le gouvernement russe a décidé en novembre 1991 d'ériger une nouvelle base navale sur le littoral de Krasnodar¹²³⁹.

La Roumanie accorde une grande attention au développement des réseaux de communication en mer Noire. De multiples manifestations témoignent de cet intérêt. Bucarest a activement soutenu

sur les 2/3 du trajet, contre 630 km entre Skopje et Burgas et 450 km de routes en mauvais état entre Skopje et bar). Les ports de Burgas et Varna débouchent de plus sur une mer à l'accès non aisé (détroits turcs).

¹²³⁵ Jean Radvanyi, "Les problèmes internes de la Géorgie à la lueur des mutations géopolitiques de la zone caucasienne", in Mohammad-Reza Djalili (dir.), *Le Caucase postsoviétique : la transition dans le conflit*, Bruxelles, Bruylant, Paris, L.G.D.J., 1995, pp. 50-51.

¹²³⁶ Minas Analytis, "Le projet d'oléoduc Burgas-Alexandroupolis : un enjeu stratégique", *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 411, août 1996, p. 54.

¹²³⁷ L. Vardomsky, "Russia's Economic Interests and Black Sea Economic Cooperation", *Foreign Trade*, n°9, 1994, p. 7.

¹²³⁸ *Ibid.*

la création d'une ZCEMN et le ministère des Affaires Étrangères a créé en 1992 un département Danube-mer Noire¹²⁴⁰. Une conférence très médiatisée a été organisée à Bucarest en septembre 1998 pour promouvoir cette image¹²⁴¹. Le gouvernement roumain compte surtout sur le port de Constanța pour s'ériger en plaque tournante du trafic entre l'Europe et l'Asie. Constanța constitue de fait un réel pôle autour duquel le trafic peut se structurer. Ses capacités¹²⁴² et ses infrastructures (terminaux spécialisés, installations ro-ro, etc.), ses liaisons avec le Danube d'un côté, la Turquie et le Caucase de l'autre, l'érige en véritable pont commercial entre l'Europe et le Moyen-Orient et le Caucase/Asie centrale. Le trafic à Constanța a déjà fortement augmenté (60 millions de tonnes de marchandises en 1998 contre 44 millions en 1996). A terme, lorsque les réseaux de communication avec la CEI (et notamment les infrastructures des ports géorgiens) seront modernisés, ces liaisons seront appelées à jouer un rôle essentiel. Encore faudrait-il que la Roumanie modernise son propre réseau de transport. La construction d'une autoroute Constanța-Bucarest-Budapest (corridor n°4) est à cet égard une priorité, de même que la construction d'un second pont sur le Danube.

La Bulgarie aspire également à devenir une étape importante sur les routes commerciales et cherche, par l'intermédiaire de ses deux ports, Burgas et Varna, à concurrencer Constanța. Le port de Burgas totalisait jusqu'au début des années 90, un trafic d'environ 10 millions de tonnes par an (contre 15 millions pour Constanța). Il est doté d'un terminal pétrolier et le pétrole russe y est raffiné (raffinerie Neftochim au sud de Burgas). La rénovation de ce port est en cours (programme lancé en 1995). Tout comme pour le port roumain de Constanța, l'accent est mis sur le développement des infrastructures multimodales. Les terminaux en construction permettront à des navires de 100 000 tonnes de mouiller dans le port. Plus au nord, le port de Varna n'a pas bénéficié des mêmes investissements et ses profits sont plutôt en baisse. Les possibilités d'agrandissement de ce port sont réduites et les Bulgares projettent de déplacer le port de Varna jusqu'au lac de Varna. Des liaisons maritimes ont été ouvertes avec les ports russes, ukrainiens et géorgiens. Les échanges avec le Caucase sont encore peu significatifs mais, en revanche les échanges avec la région de Krasnodar (Russie) sont en constante augmentation. Les liaisons avec la Géorgie devraient également servir à transporter des marchandises en provenance et à destination

¹²³⁹ Romain Yakemtchouk, *L'indépendance de l'Ukraine*, Londres, Royal Institute of International Relations, 1993, p. 222.

¹²⁴⁰ Pour plus de détails sur les divers symposiums ou démarches officielles relatifs à la coopération pontico-danubienne, voir Anne Planche, "La Roumanie et la coopération autour de la mer Noire", *CEMOTI*, n°15, 1993, pp. 121-147.

¹²⁴¹ Ron Synovitz, "Romania: Conference Pitches Bid for Caspian Oil Pipeline", *RFE/RL Features*, 28/9/98.

¹²⁴² Le port de Constanța peut recevoir des cargos et tankers de 150 000 dwt (dead-weight tonnage). Il est le seul de la mer Noire à pouvoir accueillir des navires d'une telle capacité. *Lloyd's. Ports of the World, 1997*, Colchester (G.B.), LLP Limited Legal and Business Publishing Division, 1997. La modernisation et l'agrandissement du port sont en cours.

de l'Iran. La Bulgarie a depuis de nombreuses années cherché à s'ériger en transit entre l'Europe et le Moyen-Orient. La firme nationale de transport routier Somat¹²⁴³ s'était consacrée à cette liaison.

Toutefois, cette vocation à s'ériger en plaque tournante du trafic vers le Moyen-Orient, le Caucase et l'Asie centrale ne pourra réellement s'affirmer que lorsque la Bulgarie aura achevé la construction de l'autoroute sur le grand axe Belgrade-Niš-Sofia-Plovdiv. Les autorités bulgares devraient également développer une politique danubienne et revoir leurs taxes routières imposées aux transporteurs turcs. Faute de quoi, lorsque le commerce avec l'Irak et l'Iran renaîtra, ce sont surtout les liaisons ro-ro entre la Turquie et Constanța qui en bénéficieront¹²⁴⁴. Enfin, si la concurrence entre les ports bulgares et roumains est effective, les ports de Burgas et Varna sont loin de disposer des infrastructures dont est doté Constanța¹²⁴⁵.

Pour son commerce international, l'Ukraine utilise ses ports sur la mer Noire et le Danube. L'embargo sur la Serbie levé, elle devrait pouvoir dynamiser son commerce danubien autour du delta avec la mise en place de transports combinés. Sur la mer Noire, c'est principalement le port d'Odessa qui assure le commerce maritime du pays. Plus de 30 millions de tonnes de marchandises y transitent annuellement (sur un total de 34 millions de tonnes de marchandises transitant par les ports ukrainiens)¹²⁴⁶. Au-delà de ses activités de transit, la région d'Odessa est un important centre industriel. De 1991 à 1993, le nombre d'entreprises créées à Odessa avec des investissements étrangers est passé de 62 à 794, ce qui représente 85% de la totalité des entreprises créées avec des investissements étrangers en Ukraine à cette époque¹²⁴⁷. Mis à part ce pôle et l'axe représenté par le Dniestr, le réseau de transport en Ukraine est vétuste et peu dense.

La Moldavie est, elle, enclavée et ses axes de communication sont, dans l'ensemble, dirigés vers la Russie. Son principal accès à la mer Noire – et au reste du monde – passe par le Dniestr (voie fluviale, routière et ferroviaire). C'est un axe qui, pour des raisons militaires (« l'accès aux mers chaudes »), avait été modernisé durant l'époque soviétique. La voie routière qui longe le Dniestr est une route à quatre voies bien entretenue. Mais la révolte des russophones de

¹²⁴³ En août 1994, la firme *Somat* a été privatisée et vendue à la compagnie allemande *Willi Betz*.

¹²⁴⁴ Rappelons que l'importante liaison ro-ro entre Istanbul et Constanța avait été mise en place en 1985 suite aux dissensions politiques entre la Turquie et la Bulgarie (campagne d'assimilation des Turcs de Bulgarie).

¹²⁴⁵ Varna peut recevoir des cargos de plus de 50 000 dwt (Varna est) et Burgas 60 000 dwt (100 000 tonnes pour les tankers). Alors que Varna accueillait 1300 navires en 1995 et Burgas 1800, Constanța en recevait 4260. Les chenaux d'accès sont également d'une profondeur inégale : 11 mètres pour Burgas, 11 mètres pour Varna contre 14 mètres pour Constanța. *Lloyd's. Ports of the World, 1997, op. cit.*, pp. 518-519, 572.

¹²⁴⁶ Il s'agit essentiellement d'un commerce d'exportation (de métaux ferreux et non ferreux) : sur un total de 34 millions de tonnes en 1993, 29 millions sont chargés dans les ports ukrainiens (exportations) et seulement 5 millions sont déchargés (importations). *Bulletin annuel ... , op. cit.*, p. 221.

¹²⁴⁷ V. Dergachev, E. Kukharskaya, "The Odessa Region: the Time for Open Economy", *Foreign Trade*, n°9, 1994, pp. 19-20.

Transnistrie (indépendance autoproclamée en 1991, affrontements en 1992, etc.) pose une hypothèque sur l'utilisation effective de cet axe par les Moldaves. Les autorités moldaves ont donc privilégié la voie danubienne. La construction d'un terminal pétrolier à Giurgiulești, seul accès de la Moldavie au Danube, a commencé en novembre 1998.

L'accès au Danube est cependant malaisé du fait de l'étroitesse de la frontière moldave sur le fleuve. Chișinău a donc négocié avec l'Ukraine une *rectification de frontière, phénomène sans précédent depuis 1991 dans la région* (à l'exception, bien sûr de l'éclatement des fédérations soviétique et yougoslave) et fort peu commenté en Occident. L'Ukraine offre quelques centaines de mètres de territoire au niveau de Giurgiulești à la Moldavie qui, en échange, lui offre quelques km² à l'est au niveau du Dniestr là où passe la route reliant Izmaïl à Odessa (route qui auparavant passait par la Moldavie)¹²⁴⁸. Pour Chișinău, l'enjeu est important puisque ce terminal transbordera le pétrole acheminé par tankers sur le Danube et lui permettra de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie en matière énergétique. La capacité de transfert du terminal sera de 2,1 millions de tonnes de pétrole annuellement et ne couvrira donc pas l'ensemble de la consommation moldave mais permettra de desserrer l'étau russe.

En Transcaucasie, la Géorgie possède un atout de taille pour se placer efficacement au cœur des nouvelles routes de commerce en voie de définition puisque elle est la seule des trois républiques de la région à avoir une façade sur la mer Noire. Batoumi représente (avec Trabzon) la meilleure voie d'accès au Caucase et le meilleur débouché maritime pour l'Arménie, l'Azerbaïdjan et l'Iran. Une partie des échanges de l'Iran transitent déjà par les ports géorgiens (puis se dirigent ensuite vers les ports des Balkans et les détroits). Plusieurs liaisons maritimes en mer Noire ont également été ouvertes à partir de Poti. Les ports géorgiens sont toutefois loin de disposer des infrastructures requises pour assurer le rôle que souhaiterait leur octroyer les dirigeants géorgiens¹²⁴⁹. Ils ont ainsi rapidement eu des difficultés à absorber l'aide humanitaire destinée à l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La Géorgie dispose, et met en avant, deux axes de communication majeurs sur son territoire : l'axe Batoumi-Bakou (voie de chemin de fer depuis le début du siècle) et la liaison ferroviaire nord-sud qui longe la mer Noire (Batoumi-Sochi-Tuapse-Krasnodar-Rostov). Mais cet axe nord-sud est totalement fermé au trafic depuis l'effondrement de l'URSS et sa réouverture est soumise à la normalisation des relations avec les Abkhazes. Quant à la voie de

¹²⁴⁸ L'Ukraine s'était dans un premier temps opposé à la construction d'un terminal pétrolier à Giurgiulești (qui concurrence ses propres ports sur le delta). En mars 1998, elle avait déplacé son poste frontière au niveau de Giurgiulești d'une centaine de mètres, bloquant l'accès de la Moldavie au Danube (RFE/RL Newslines, 11/3/98). Les deux pays se sont finalement mis d'accord sur la rectification des frontières en août 1998 (accord final prévu pour l'été 1999). RFE/RL Newslines, 5/8/98, BASA Press, 5/1/99.

¹²⁴⁹ Ainsi Poti, ancien port militaire, manque cruellement d'infrastructures. Jusqu'en 1990, seuls quatre tonnes de marchandises y transitaient annuellement.

chemin de fer jusqu'à Bakou, elle doit être modernisée (une seule voie, lente et coûteuse en énergie). L'axe Bakou-Tbilissi-Poti reste cependant l'axe principal de communication dans le Caucase¹²⁵⁰.

Enclavées, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, n'ont d'autres solutions que de faire transiter leurs marchandises par Trabzon ou Batoumi. Depuis 1993, la frontière turco-arménienne étant fermée, c'est le port de Batoumi qui remplit cet office. A l'est, les liaisons avec le Moyen-Orient et l'Asie centrale sont également problématiques. La réelle liaison opérationnelle est celle entre l'Arménie et le Haut-Karabakh. Une autoroute a même été construite sur le corridor de Latchine avec des fonds envoyés par la diaspora américaine¹²⁵¹. Quant à l'Azerbaïdjan, ces massives réserves de pétrole amène tout naturellement les réseaux de communication jusqu'à elle. Elle risque donc de devenir un pays exportateur plutôt qu'un pays de transit.

La rénovation des réseaux routier et ferroviaire et des ports au Caucase (réhabilitation du port de Bakou, construction d'un terminal céréalier à Poti, modernisation des ports géorgiens, etc.) fait l'objet d'aides financières européennes au titre du programme Traceca, lancé en 1993¹²⁵². La configuration territoriale précise de la nouvelle route de la soie n'a toutefois toujours pas été définie de même que les sources de financement. La concurrence entre les pays de la région et le manque de fonds ralentissent considérablement la réalisation de travaux déjà lourds. A court comme à moyen terme, la majorité des échanges continuera donc de transiter par la Russie. Le grand sommet de la route de la soie organisé à Bakou en septembre 1998, et qui a réuni plus de 30 chefs d'États, n'a pas permis de résoudre ces questions et s'est plutôt fait l'écho de multiples désaccords et d'une intense concurrence entre candidats au rôle de pont entre l'Europe et l'Asie. La Russie, forcément opposée au projet Traceca puisqu'il prévoit explicitement de tempérer son contrôle sur ses anciennes provinces, n'a pas signé la déclaration finale.

¹²⁵⁰ Jean Radvanyi, "Baku, Erevan, Tbilissi : alliées, concurrentes ou ennemies ?", *CEMOTI*, n°24, 1997, p. 216.

¹²⁵¹ Donation du milliardaire américain d'origine arménienne Kirk Kerkorian et téléthon organisé à Los Angeles en mai 1996. C'est en fait la seule autoroute dont la construction a été achevée depuis 1991 dans l'ensemble de la région Balkans-mer Noire. Emil Danielyan, "Armenia: Telethon Finances Nagorno-Karabakh Road", *RFE/RL Features*, 11/9/98.

¹²⁵² Lancé en 1993, le projet européen Traceca est destiné à apporter une aide technique et financière à la construction de réseaux de communications sur la liaison Europe-Asie. Il a pour objectif d'améliorer la capacité des pays membres (les trois républiques de Transcaucasie et les cinq républiques d'Asie centrale rejointes en 1996 par l'Ukraine et la Mongolie) d'accéder aux marchés européens et mondiaux. Détails de tous les projets réalisés, en cours de réalisation ou à l'étude, et carte du tracé de la « route de la soie », dans le site internet de Traceca : <http://www.traceca.org>

2.3.3. Les transports en Turquie et les liaisons Europe - Moyen-Orient et Europe - Asie centrale ou l'aptitude de la Turquie à s'ériger en pont

Avec l'ouverture à l'économie de marché des pays de l'Est et des Républiques de l'ex-URSS, la Turquie trouve un moyen de valoriser son traditionnel rôle de pont entre l'Orient et l'Occident, l'Europe et le Moyen-Orient, le monde chrétien et le monde musulman. A ces traditionnels avantages intrinsèques (puisqu'ils sont liés à la géographie), mais aussi ménagés (puisqu'ils résultent d'un choix, celui de l'occidentalisation et de la laïcité) et quelque peu glorifiés (image véhiculée par les autorités turques elles-mêmes), la Turquie ajoute aujourd'hui celui de « pont entre l'Europe et l'Asie » dont le chemin est dorénavant ouvert. Elle cherche donc à se placer au centre des nouvelles routes de commerce et elle revendique un rôle d'intermédiaire entre l'Occident, le Caucase et l'Asie centrale, rôle que sa proximité culturelle et linguistique avec ces peuples lui permettrait de jouer. Au dynamisme des petits entrepreneurs turcs qui ont prospecté très tôt et avec efficacité (en comparaison avec leurs moyens) les marchés russe, centre-asiatique et caucasien, s'ajoute une volonté des pouvoirs publics de favoriser le rayonnement économique et politique de la Turquie dans ces régions. Dans les faits, la Turquie joue-t-elle et peut-elle jouer, dans l'état actuel des son réseau de transport, ce rôle revendiqué de pont entre l'Europe et l'Asie ou l'Europe et le Moyen-Orient ?

La Turquie a très certainement économiquement bénéficié de la chute du rideau de fer et des ouvertures commerciales qui se présentaient. Ce sont sans doute Istanbul et Trabzon qui ont connu le plus grand boom économique depuis 1991. Grand centre industriel à la jonction des liaisons maritimes mer Égée-Mer Noire et de la liaison terrestre Europe-Moyen-Orient, Istanbul – contrairement à Trabzon ou Edirne – n'avait pas perdu sa vocation commerciale avec l'établissement des régimes communistes. Cette vocation avait toutefois été grandement tempérée. Aujourd'hui, plus de 20 bateaux par semaine relient Istanbul aux autres ports de la mer Noire (Odessa, Novorossiysk, Sebastopol, Constanța, etc.) et des liaisons aériennes directes et régulières ont été établies avec l'ensemble des pays riverains. Un nouvel aéroport est en construction sur la côte asiatique à Pendik-Kurtköy. L'afflux de petits commerçants (commerce à la valise) à Istanbul et à Trabzon confirment, si besoin était, le caractère naturel de ce débouché et la complémentarité des économies en présence¹²⁵³. Un million de « suitcase tourists » en provenance de la CEI se seraient rendus en Turquie en 1994. L'importance de ce flux de commerçants a même conduit les autorités turques à leur affecter un terminal spécial à l'aéroport d'Istanbul et des quartiers entiers

¹²⁵³ Cette complémentarité risque forcément de n'être que temporaire mais, en attendant, des réseaux de commerce s'établissent.

(le plus connu étant Laleli) se consacrent à ce commerce. Celui-ci représenterait une valeur annuelle de 10 à 15 millions de dollars selon diverses estimations¹²⁵⁴.

Istanbul reste cependant un véritable goulot d'étranglement. Deux ponts enjambent le Bosphore ; mais la densité du trafic demanderait la construction d'une troisième liaison fixe (pont ou tunnel)¹²⁵⁵. La construction de transports urbains (métro) est en cours et devrait décongestionner les embouteillages monstres générés par les déplacements quotidiens des 10 millions de Stambouliotes. Mais la traversée d'Istanbul n'en restera pas moins difficile car il s'agit là de la seule liaison terrestre entre l'Europe et le Moyen-Orient et la seule liaison terrestre jusqu'en Asie centrale permettant d'éviter le territoire russe surchargé. La seule alternative est en fait le développement du trafic ro-ro en mer Noire.

A la frontière entre la Bulgarie, la Grèce et la Turquie, Edirne (l'ancienne Andrinople) constitue aussi un nœud de communication. En toute logique, elle devrait retrouver le rôle de plaque tournante du commerce qu'elle a eu dans le passé. Le port de Trabzon, débouché naturel du Caucase et de l'Iran vers la mer Noire, a une grande tradition de centre de commerce. Depuis 1991, il attire de nombreux petits commerçants (et trafiquants en tous genres !) des régions voisines ex-soviétiques. L'intensification naturelle des activités du port de Trabzon est aujourd'hui entravée par des obstacles d'ordre politique (fermeture de la frontière avec l'Arménie et isolement diplomatique et économique de l'Iran qui limite ses échanges avec l'Europe). Mais à terme Trabzon reste une des clefs du désenclavement de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Ce port est également un rouage dans l'important commerce entre la Turquie et la Russie et il constitue une voie de pénétration dans la zone du Proche et Moyen-Orient pour Moscou. Trabzon avait déjà connu, au moment de la guerre Iran-Irak, un essor important du trafic à destination de ces pays. De nombreuses liaisons maritimes (sur Sochi, Batoumi, etc.) et aériennes (Sochi, Stavropol, Krasnodar, etc.) relient Trabzon aux autres grands centres de commerce de la mer Noire.

L'état du réseau de transport en Turquie reste cependant problématique. L'ensemble du transport de marchandises s'effectue par la route. La Turquie possède d'ailleurs le plus grand parc de poids lourds d'Europe – mais l'âge moyen de ces véhicules est de 9 ans contre 2/3 ans en Europe occidentale¹²⁵⁶ ! Le réseau routier turc est assez bien équipé mais il n'y a sur l'ensemble de

¹²⁵⁴ De 5 à 10 millions de dollars selon Gazi Ercel, gouverneur de la banque centrale turque (*E. I. U., Country Report, "Turkey", n°1, 1997, p. 9*), 11 millions de dollars selon *Hürriyet*, 9/4/97, au moins 15 millions de dollars selon l'Union des chambres de commerce (TOBB) cité par *Hürriyet*, 8/7/97. Les gouvernements turc et russe essaient de réglementer ce trafic (*Cumhuriyet*, 1/8/96 ; *Hürriyet*, 13/8/97).

¹²⁵⁵ Deux ponts sont actuellement en service sur le Bosphore.

¹²⁵⁶ *Le Monde*, 17/3/92.

son territoire que 1,4 km d'autoroutes/km² (ce rapport est de 13 pour la France). La géographie accidentée de la région – l'Anatolie est entourée de montagnes – augmentent de plus considérablement le coût des travaux à entreprendre, et les communications routières sont perturbées en hiver par les conditions climatiques. 3 320 km de routes nationales entre la Bulgarie et le Moyen-Orient sont en cours de rénovation (mise à 2×2 des voies, consolidations de chaussées, construction de déviations, etc.) dans le cadre du projet TETEK lancé en 1981 avec le soutien de la Banque mondiale¹²⁵⁷. Un autre programme de rénovation du réseau routier a été lancé en 1996¹²⁵⁸.

Sur les liaisons Europe-Asie et Europe-Moyen-Orient, les axes routiers sont les suivants¹²⁵⁹ :

- La route E 5 relie Edirne à Istanbul puis Ankara et Adana, et se dirige ensuite vers le Liban et la Syrie via la province d'Hatay (Iskenderun). Cette route est transformée en autoroute sur ses tronçons Edirne-Istanbul, Istanbul-Ankara et Adana-Ceyhan¹²⁶⁰. Ce sont les seules autoroutes opérationnelles en Turquie, à l'exception de l'autoroute Izmir-Aydın, sur la côte égéenne, qui est entrée en service en juillet 1998¹²⁶¹.
- La route E 24 relie Adana, Gaziantep et Mardin, longe la frontière syrienne puis se dirige vers l'Irak (poste frontière de Habur). Elle permet également de rejoindre le golfe Persique via Bagdad (la vallée du Tigre). Une partie de cette route doit être transformée en autoroute (« autoroute du GAP »).
- La route E 23 (axe Ankara-Sivas-Erzincan-Erzurum) se dirige vers l'Iran (poste frontière de Gürbulak) et ensuite vers Téhéran. Cette transversale Ankara-Téhéran via le lac de Van en ferry avait été construite dans le cadre du CENTO¹²⁶². Le projet TETEK prévoit de renforcer cette transversale en la doublant par autre axe, plus au nord, Gerede-Amasya-Erzican¹²⁶³.

Les liaisons entre la Turquie et l'Europe restent problématiques. L'autoroute est opérationnelle jusqu'à Edirne mais, passé la frontière, cet axe autoroutier n'est pas achevé (tronçons manquants en Bulgarie et en Croatie). Or, l'axe Vienne-Budapest-Istanbul via Belgrade

¹²⁵⁷ Stéphane de Tapia, "L'économie des transports turcs : au-delà des frontières et des enjeux économiques", in Jacques Thobie, Roland Perez, Salgur Kançal (coord.), *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 255.

¹²⁵⁸ Le coût de ce programme est estimé à 400 millions de dollars (cofinancement avec la Banque mondiale qui a accordé un prêt de 250 millions de dollars). *Turkish Daily News*, 15/5/96.

¹²⁵⁹ Voir carte en annexe.

¹²⁶⁰ Les travaux ne sont pas tout à fait terminés sur le tronçon Istanbul-Ankara (au niveau des monts de Bolu). L'autoroute a été prolongée, à partir d'Adana, jusqu'au port de Mersin.

¹²⁶¹ *Hürriyet*, 2/7/98.

¹²⁶² Stéphane de Tapia, "Routes et transports routiers en Turquie : tendances récentes dans le contexte international", in Jacques Thobie, Salgur Kançal (ed.), *Turquie, Moyen-Orient, Communauté européenne*, Paris, L'Harmattan, 1989, p.170.

¹²⁶³ Stéphane de Tapia (1996), *op. cit.*, p. 255.

et Sofia (Morava-Maritsa) est fondamental pour la Turquie puisqu'il s'agit de sa seule liaison terrestre avec l'Europe de l'ouest (et notamment avec l'Allemagne, principal partenaire commercial de la Turquie). Le seul poste frontière avec la Bulgarie ouvert au transit de poids lourds (Kapitan Andreevo-Kapiküle) est surchargé¹²⁶⁴. A la frontière grecque, du fait des relations tendues entre les deux pays, seuls deux postes sont ouverts et ils sont peu empruntés.

A la frontière avec le Moyen-Orient, les échanges transitent principalement par les postes frontières de Habur (Irak), Gürbulak (Iran) et Cilvegözü (province d'Hatay, frontière avec la Syrie). Ce commerce a pris une grande importance dans les années 80, au moment de la guerre Iran-Irak. Des ports comme Trabzon, Iskenderun (province d'Hatay) et Mersin (Méditerranée) furent le siège d'une intense activité¹²⁶⁵. L'itinéraire Trabzon-Erzurum-Téhéran était devenu vital pour l'économie de l'Iran.

A la frontière caucasienne, seuls cinq postes frontières peuvent en théorie être opérationnels (c'est-à-dire reliés à un réseau routier des deux côtés de la frontière). Deux sont à la frontière arménienne fermée par la Turquie depuis 1993, et un poste se trouve sur l'étroite frontière avec le Nakhitchévan (Dilucu) mais il est mal situé pour une liaison avec l'Asie centrale. Il n'en est pas moins symbolique de la seule frontière de la Turquie avec un pays turcophone ! Le pont sur l'Araks (Araxe/Aras) à la frontière avec le Nakhitchévan, a d'ailleurs été inauguré en grande pompe en 1992. Pour accéder à la « république sœur » d'Azerbaïdjan, les transporteurs turcs doivent donc contourner l'Arménie par la Géorgie. Deux postes frontières fonctionnent entre les deux pays : à Sarp, à quelques kilomètres de Batoumi, et depuis août 1995, à Eminbey (entre Posof et Türközü). L'ouverture d'un troisième poste frontière à Ataş (sur la route Kars-Akhalkalaki) est prévue. Cette ouverture commerciale ne date pas de l'effondrement de l'Union soviétique. Dès 1988, une liaison maritime régulière (deux fois par semaine) par ferry avait été créée entre Trabzon et le poste frontière de Sarp était ouvert. Quelques années plus tard, près de 5 000 personnes franchissaient quotidiennement ce poste¹²⁶⁶.

Quant au réseau ferroviaire, il est lent, coûteux en énergie, très peu dense et mal relié avec ceux des pays voisins notamment à l'est. Il ne joue pratiquement aucun rôle dans les échanges extérieurs. Il n'y a qu'un seul point de passage frontalier avec l'Iran (Kapıköy) et il ne fonctionne plus (une centaine de km de voies ferrées doivent être reconstruits autour du lac Van pour que cette

¹²⁶⁴ L'ouverture d'un nouveau poste à Lessovo-Hamsibey est prévue mais devrait encore prendre de nombreuses années. Quant au troisième poste (Malko Turnovo-Dereköy), situé sur une route secondaire, il ne gère pas un important trafic.

¹²⁶⁵ Stéphane de Tapia (1989), *op. cit.*, p. 170.

¹²⁶⁶ Faruk Bilici, "Une réalisation concrète avant la lettre : la coopération en mer Noire orientale", *CEMOTI*, n°15, 1993, pp. 170-173.

jonction soit opérationnelle) ; les liaisons avec la Syrie fonctionnent par intermittence étant donné les relations entre les deux pays ; et le réseau n'est pas relié avec l'Irak. Quant au seul passage avec le Caucase (Doğukapı à la frontière arménienne), il est fermé depuis le déclenchement du conflit au Haut-Karabakh¹²⁶⁷. La Turquie et la Géorgie ont signé en mars 1996 un accord sur la construction d'une liaison ferroviaire entre les deux pays (la liaison Kars-Tbilissi). 150 km entre Kars et Akhalkalaki doivent être construits (coût estimé à 500 millions de dollars). Les appels d'offres ont été conclus en juin 1998. A l'ouest, le trafic se concentre sur le seul passage frontière avec la Bulgarie (Kapıkule) sur la ligne Istanbul-Sofia-Belgrade permettant de rejoindre l'Europe de l'ouest. La construction d'une voie de chemin de fer rapide depuis la frontière bulgare-serbe jusqu'à la frontière turque est prévue mais devrait encore prendre de nombreuses années. La liaison ferroviaire avec la Grèce fonctionne au ralenti.

Quant au secteur maritime, la Turquie avait plutôt jusqu'à la fin des années 80 orienté ses activités portuaires vers la Méditerranée (ports d'Istanbul, Izmit, Iskenderun, Mersin et Izmir par ordre d'importance du trafic au milieu des années 80¹²⁶⁸). Elle doit aujourd'hui de réorienter ce trafic vers la mer Noire.

La vocation de la Turquie à s'ériger en pont avec l'Asie centrale semble plutôt compromise. Alors que liaison ferroviaire avec l'Iran (et donc de l'Asie centrale) est coupée, le réseau iranien est, lui, relié à l'Asie centrale depuis mai 1996 par la voie Mashhad-Seraks-Tedzhen. Le risque est grand de voir dorénavant les échanges des pays d'Asie centrale se diriger vers le golfe Persique (et l'Iran en tirer les bénéfices économiques et politiques)¹²⁶⁹. La grande voie ferrée « Transasya » (Turquie-Iran-Turkménistan-Ouzbékistan-Kazakhstan-Chine) semble ainsi se réaliser sans la Turquie. Les projets de rénovation de la ligne avec l'Iran butent sur des obstacles politiques et financiers, et la liaisons avec la Géorgie a beaucoup tardé avant d'entrer dans une phase de réalisation.

Les échanges entre la Turquie et l'Asie centrale ou le Caucase passent donc par la voie routière. Mais l'état du réseau routier en Anatolie orientale reste problématique. La rénovation de ces liaisons est en cours mais prendra encore de nombreuses années et il n'y a aucune autoroute dans cette direction. Enfin, le transit par l'Iran est inévitable pour atteindre l'Asie centrale. Or, les relations entre les deux pays se sont envenimées à un tel point que les postes frontières sont fermés

¹²⁶⁷ Stéphane de Tapia (1996), *op. cit.*, p. 253.

¹²⁶⁸ Voir *Türkiye İstatistik Yıllığı - Statistical Yearbook of Turkey*, Ankara, 1991, p. 447.

par intermittence. En 1993, l'Iran avait ainsi imposé aux chauffeurs routiers turcs un embargo¹²⁷⁰. Il semble bien que l'Iran cherche, de connivence avec la Russie, à entraver les relations entre la Turquie et les républiques turcophones d'Asie centrale¹²⁷¹. Le transit par le Caucase et le nord de la Caspienne reste possible mais les routes ne sont pas meilleures, elles sont surchargées et le trajet est plus long. Enfin, le problème politique reste le même (transit par la Russie qui accepte mal le resserrement des liens entre la Turquie et les républiques d'Asie centrale). La Turquie doit également construire l'autoroute de la mer Noire (« Karadeniz Sahil Yolu »), un projet lancé dans le cadre de la ZCEMN et qui prévoit de construire une autoroute de plus de 3000 km sur tout le pourtour de la mer Noire. Les concessions ont été accordées à l'automne 1997 pour tout l'est de cette côte (350 km de Samsun à Sarp à la frontière avec la Géorgie, coût : 850 millions de dollars)¹²⁷².

Le réseau routier et ferroviaire en direction du Moyen-Orient est meilleur mais ce sont ici surtout des obstacles d'ordres politiques qui entravent les échanges dans la région. Les embargos imposés à l'Irak et à l'Iran, et les mauvaises relations de la Turquie avec ses voisins moyen-orientaux ont sérieusement remis en cause les percées commerciales réalisées par les entrepreneurs turcs dans les années 70 et 80. Plusieurs douanes sont fermées avec la Syrie et depuis la guerre du Golfe le commerce bilatéral avec l'Irak est quasi inexistant (mais pas le trafic illégal par le poste d'Habur !).

La Turquie ne s'est pas vraiment donné les moyens de réaliser son ambition d'être un pont. L'absence de réseau ferroviaire digne de ce nom représente à cet égard un sérieux handicap. La solution réside, ici comme ailleurs, dans la mise en place de combinés transports terrestres et fluvio-maritimes. C'est tout le sens des liaisons maritimes ouvertes les ports du pourtour de la mer Noire. Mais si le gouvernement turc n'active pas ses projets de rénovation de son réseau routier et ferroviaire, le trafic pourrait se diriger de la Bulgarie et de la Roumanie (ports de Burgas, Varna et Constanța) directement par ro-ro jusqu'au Caucase (ports de Poti et Batoumi en cours de rénovation) et ensuite vers l'Asie centrale via l'Iran sans transiter par la Turquie. Une partie du trafic de l'Asie centrale va également déboucher sur le golfe Persique puisque l'Iran est dorénavant reliée par voie routière et ferroviaire à l'Asie centrale (même si cette liaison ne fonctionne pas toujours correctement, il est vrai) et a achevé sa liaison ferroviaire avec le golfe Persique. Il s'agit là certes d'un débouché naturel pour l'Asie centrale (d'autant plus que la voie traditionnelle vers

¹²⁶⁹ En théorie, le désenclavement de l'Asie centrale passe plutôt par le sud, par l'ancienne grande artère qui reliait Kabul à Delhi (*Grand truck road*) ou par la Pakistan. Ces routes sont aujourd'hui bloquées par la guerre en Afghanistan.

¹²⁷⁰ Stéphane de Tapia (1996), *op. cit.*, p. 277.

¹²⁷¹ Explication avancée par Stéphane de Tapia (1996), *op. cit.*, pp. 277-278, à laquelle nous souscrivons pleinement.

¹²⁷² *Milliyet*, 26/11/97.

l'océan Indien via le Pakistan est bloquée par les conflits en Afghanistan) mais la Turquie pourrait également remplir ce rôle si la jonction de son réseau ferroviaire avec l'Iran était effective. Le gouvernement turc devrait également envisager d'octroyer une aide financière importante pour la réalisation du corridor balkanique n°8 qui relierait la Turquie à ses alliés dans la région balkanique (Bulgarie et surtout Macédoine et Albanie).

La Turquie compromet non seulement ses liens économiques mais, en l'absence de réels axes de communication avec l'Asie centrale, et dans une moindre mesure Balkans, c'est aussi son influence politique qui risque d'en pâtir. Elle ne met pas à la disposition de sa diplomatie les moyens économiques adéquats et les dirigeants turcs semblent à cet égard faire preuve d'une absence de vision politique à long terme.

La Turquie a en revanche plutôt bien réussi à s'ériger en pont dans le domaine aérien. La compagnie nationale Turkish Airlines a ouvert des lignes régulières sur toutes les capitales d'Asie centrale et, à partir de l'Europe, le transit par Istanbul est quasi inévitable. Elle assure ainsi, à partir d'Istanbul, deux vols hebdomadaire sur Odessa, trois sur Tbilissi, quatre sur Bakou, trois sur Sofia et un vol quotidien sur Bucarest¹²⁷³. La Turquie reste par ailleurs géographiquement bien placée pour les liaisons terrestres Europe-Moyen-Orient et ceci malgré les problèmes de transit en Anatolie orientale. Encore, faudrait-il qu'il y ait des échanges entre l'Europe et le Moyen-Orient ! Seul un rapprochement entre l'Occident et l'Iran et la réhabilitation de l'Irak sur la scène internationale pourront booster ces échanges. De plus, les ports géorgiens, même lorsque leur rénovation sera achevée, ne pourront absorber l'ensemble du trafic à destination du Caucase, de l'Asie centrale et du Moyen-Orient.

2.3.4. Enjeux politiques et économiques : la puissance et l'indépendance des États en question

La réorientation de la géographie des échanges et son rôle politique

Au-delà des enjeux économiques *stricto sensu*, qui sont considérables, la configuration de ces nouveaux réseaux d'échanges et de communication revêt des intérêts politiques majeurs. Il s'agit tout d'abord pour un État de contrôler son espace national et d'assurer son unité. Et la multiplication des interactions commerciales, administratives ou simplement privées ne peut que renforcer la cohésion de pays dont, rappelons-le, l'identité nationale est parfois remise en cause par la présence de minorités géographiquement éloignées des centres et des pôles urbains et industriels.

¹²⁷³ Source : *Turkish Airlines* au 12 juin 1997.

Il s'agit également d'encourager la coopération régionale et, peut-on espérer, en favorisant les échanges et les contacts de part et d'autre des frontières, de tempérer les haines et ressentiments divers que peuvent éprouver ces peuples les uns vis-à-vis des autres. A terme, les flux économiques ou de réseaux de communication créent des liens et des intérêts politiques et économiques qui certes ne sont pas irréversibles mais qui pèsent dans les décisions de politique étrangère.

Enfin et surtout l'indépendance réelle de certains pays enclavés (Macédoine, Asie centrale) ou liés à leur voisin par un réseau de communication unique est également en jeu. A cet égard, le désengagement du contrôle monopolistique de la Russie sur les réseaux de transports dans la CEI est un élément essentiel des politiques des pays de la région. Le soutien enthousiaste et fervent de ces pays au projet Traceca (et l'opposition tout aussi fervente de la Russie à ce projet) en est l'illustration. Les pays de la CEI, ou la Macédoine dans les Balkans, ont appris à leurs dépens la nécessité de diversifier leur réseau (de transport de marchandises comme d'énergies).

Certaines permanences doivent cependant être soulignées. Ces permanences reposent non seulement sur les contraintes imposées par la configuration géographique ou par l'orientation des flux mais sont également le résultat d'un processus purement historique qui veut que l'on reprenne, par simple commodité et tradition, le tracé des grandes routes d'autrefois¹²⁷⁴. On ne peut cependant parler de déterminisme géographique absolu : des axes ou des carrefours de circulations traditionnels peuvent, pour des raisons politiques, perdre leur vocation (Edirne/Andrinople par exemple). La péninsule Balkanique, de configuration montagneuse, n'est traversée que par deux grands couloirs de circulation, un corridor fluvial est-nord/ouest, le Danube, et un grand corridor nord-sud tracé par les vallées du Morava et du Vardar. La percée de corridors est-ouest au sud de la péninsule est donc une nécessité mais ceux-ci (corridors n°4, 8, 9) ne seront jamais que des axes complémentaires. Cette complémentarité est cependant essentielle. Elle permet aux États de la région de partiellement se dégager de la dépendance à laquelle l'unicité des deux axes de communications balkaniques les soumet.

Le corridor balkanique est-ouest

Le corridor est-ouest reste *le* grand projet balkanique. Il devrait permettre d'atténuer la dépendance de la Macédoine à l'égard de ses voisins grec et serbe et de relier l'Albanie à son hinterland balkanique. Quant à la Bulgarie, elle cherche non seulement à améliorer ses communications terrestres avec la Macédoine, important partenaire économique, mais également à accroître les flux transitant par ses ports de Burgas et Varna, et donc à dynamiser son rôle de liaison avec la mer Noire concurrencé par Constanța. La Turquie se voit, elle, gratifier d'une voie

d'accès direct vers ses grands alliés politiques dans les Balkans. Il est bien sûr difficile d'estimer l'impact économique et politique de ce futur axe de communication, mais celui-ci, lorsqu'il sera réalisé, ne pourra que réorienter en partie les circuits des échanges dans la région.

Ce couloir relie par ailleurs incidemment de nombreuses populations musulmanes, et parfois turques : Albanais d'Albanie et de Macédoine, Turcs de Macédoine, de Bulgarie et de Turquie. Ces populations ont longtemps été isolées les unes des autres et ne partagent pas forcément ni la même langue, ni la même histoire et ni les mêmes aspirations. L'ouverture des frontières pourrait toutefois, selon certains, encourager certains regroupements ou tout du moins des échanges¹²⁷⁵. Tel est en tout état de cause la crainte d'Athènes qui voit dans ce couloir est-ouest un axe islamique offensif (surnommé « l'autoroute verte » en raison de la couleur de l'islam) dirigé par la Turquie contre la Grèce. La presse serbe dénonce également la percée de ce corridor sous prétexte que l'amélioration des liaisons en direction de la Turquie favorisera « l'arrivée de l'islam jusqu'au Kosovo »¹²⁷⁶. La *Via Egnatia* grecque sera cependant opérationnelle plus rapidement en raison de la massive aide financière apportée par l'U.E.

Toutefois, si la percée du corridor est-ouest revêt bien des enjeux économiques et politiques, notamment pour la Macédoine, cet axe ne recouvre que partiellement un intérêt politique commun. Il ne s'agit en effet aucunement de la mise en place physique d'une alliance politique mais bien la mise à l'écart (provisoire ?) des litiges existants ou potentiels entre les pays concernés pour parvenir à un accord sur une question vitale qui est avant tout économique. Il n'est bien sûr pas exclu que dans l'avenir cet axe économique naissant n'engendre un axe politique, et telle est la crainte d'Athènes qui, une fois de plus, appréhende de se retrouver isolée. Mais force est de constater qu'aujourd'hui cet axe potentiel et redouté repose sur une entente politique assez fragile. L'Albanie est toujours (potentiellement ou réellement) en désaccord avec la Macédoine au sujet de la minorité albanaise de ce pays et a priori, l'ouverture de postes frontières et la construction de liaisons routières ne peut que favoriser les contacts entre populations albanaises de chaque côté de la frontière, contacts qui jusqu'à récemment, étaient inexistant du fait de l'antagonisme entre l'Albanie et l'ex-Yougoslavie. Quant aux relations entre la Macédoine et la Bulgarie, elles n'ont été que récemment normalisées (février 1999), sept ans après la reconnaissance de l'État macédonien par Sofia.

¹²⁷⁴ Pierre Merlin, *Géographie des transports*, Paris, PUF, Q-S-J n°1427, 1992, pp. 13-16.

¹²⁷⁵ Sur cette question très controversée, cf. *supra* chapitre « L'islam et la turcité dans la politique balkanique de la Turquie » (2^{ème} partie, chapitre 3).

¹²⁷⁶ *Le Monde*, 22/4/94.

La prééminence de l'axe Morava-Vardar et le désenclavement de la Macédoine

Le port de Thessalonique est le débouché naturel de la Macédoine en termes géographiques (couloir tracé par le Vardar) mais les problèmes, d'ordres éminemment politiques, entre la Grèce et la Macédoine et surtout l'embargo imposé par Athènes en février 1994 ont permis à la Bulgarie de se positionner fort avantageusement pour réorienter les échanges macédoniens vers le ports de Burgas. Cette voie de communication demande toutefois à être rénovée alors que le couloir vers Thessalonique existe déjà et est plus rapide (250 km entre Skopje et Thessalonique en autoroute sur les 2/3 du trajet, contre 630 km entre Skopje et Burgas). Une tonne de pétrole importée via la Grèce coûte ainsi 19 dollars alors qu'elle coûte 57 dollars si elle est importée via la Bulgarie. Quant au port de Durrës, l'accès en sera facilité par la réhabilitation du réseau routier sur le corridor n°8 mais là encore ni les infrastructures portuaires à Durrës ni la qualité de ce réseau routier ni la distance (plus de 400 km entre Skopje et Durrës) ne permettent à Durrës de réellement rivaliser avec Thessalonique. Au nord, l'axe Morava-Vardar ne peut également que dominer la politique commerciale de Skopje. Après la reconnaissance diplomatique de la Macédoine par Belgrade en avril 1996, les échanges ont immédiatement repris et en quelques mois, la RFY était devenue le premier partenaire économique de la République de Macédoine.

Le verrou serbe

Même lorsque le corridor est-ouest sera achevé, l'Albanie et la Macédoine resteront dépendantes de la fédération yougoslave pour leurs liaisons terrestres avec l'Europe centrale et l'Europe de l'ouest et Belgrade est destinée à devenir une plaque tournante des échanges entre le sud-est européen et l'ouest européen. C'est le nœud par lequel transitent le Danube et le Morava-Vardar avant de rejoindre l'Europe centrale et occidentale par Budapest ou Zagreb. Or, cet axe nord-sud constitue le seul axe terrestre reliant le sud-ouest de la péninsule (Albanie, Macédoine, Grèce) au reste de l'Europe sauf à effectuer un vaste détour par la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie par un itinéraire long et lent. L'Albanie et la Macédoine ont surtout pour objectif, comme tous les pays de la région, de développer leurs échanges avec l'Europe de l'ouest. Cet objectif ne pourra être pleinement réalisé avec les seules liaisons maritimes et la destinée de ces pays est donc de se concilier les amitiés de la Serbie. Ainsi, la liaison ferroviaire entre l'Albanie et le Monténégro (Shkodër-Podgorica) revêt une importance bien plus grande pour l'Albanie que pour la RFY puisqu'il s'agit du seul accès de l'Albanie au réseau ferroviaire régional et international. La Yougoslavie avait beaucoup tardé, au début des années 80, à ouvrir cette liaison alors que des incidents avaient éclaté au Kosovo¹²⁷⁷. Cette relative dépendance géographique de l'Albanie se

¹²⁷⁷ Sur cette liaison ferroviaire, voir Derek Hall, "Problems and Possibilities of an Albanian-Yugoslav Rail Link", in J. Amber, D. Shaw, L. Symons (ed.), *Soviet and East European transport problems*, Londres, Croom Helm, 1985, pp. 206-

traduit non seulement par la menace de voir cette route coupée en cas de tensions entre les deux pays mais également par la mise à disposition des Serbes de divers instruments de pressions : montant des droits de transit et nombre de permis accordés, contrôle plus ou moins long à la frontière, etc. Ce verrou serbe s'applique également, quoique dans une moindre mesure, à la Bulgarie et à la Turquie qui font transiter la plupart de leurs échanges terrestres avec l'Europe occidentale par l'axe Morava-Maritsa. Les échanges turcs et bulgares peuvent certes transiter par la Roumanie et la Hongrie et divers itinéraires furent effectivement mis en place durant les guerres yougoslaves, mais ces itinéraires restent moins bien équipés et beaucoup plus lents. Quant à la Roumanie, elle a depuis longtemps privilégié la voie danubienne et se voit donc également tributaire d'un transit par la Serbie. C'est alors que les pays balkaniques souffraient de l'embargo imposé à la Serbie que la nécessité de percer de nouveaux corridors s'est imposée.

Enfin, l'éclatement de la Yougoslavie génère de nouveaux problèmes. La multiplication des frontières sur des axes dessinés à l'époque yougoslave est une première entrave au trafic. Elle entraîne forcément des délais mais aussi des coûts supplémentaires (visas, et divers droits d'entrée¹²⁷⁸). Ainsi la ligne de chemin de fer Zagreb-Split via Bihać (entièrement électrifiée avant le conflit, en cours de reconstruction depuis la fin des opérations militaires) passe la frontière à huit reprises¹²⁷⁹ ! D'autre part, les nouvelles configurations territoriales créent de nouveaux impératifs stratégiques. Il s'agit notamment de l'accès à la mer de la Bosnie-Herzégovine et de la Serbie. La Bosnie-Herzégovine se voit ainsi contrainte de négocier avec Zagreb un accès au port de Ploce, et le Monténégro acquiert une toute nouvelle importance pour Belgrade puisqu'il s'agit de son seul accès à la mer (ports de Bar et d'Ulcinj). La Save, principal affluent du Danube et grand axe de circulation à l'époque yougoslave entre la Serbie et la Croatie, est également au centre de controverses. Elle est aujourd'hui un fleuve frontière (frontière nord entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine) mais le découpage adopté à Dayton crée une République de Serbie (Republika Srpska) constitué de deux territoires reliés par un seul et étroit couloir au niveau de Brčko sur la Save. La rive nord du port de Brčko se trouve en Croatie et son autre rive en République de Serbie qui n'a, à cet endroit, que quatre kilomètres de profondeur. De surcroît, la fédération bosniaque revendique aussi un droit d'accès à la Save à Brčko qui représente son seul débouché fluvial sur le bassin du Danube.

220. La liaison a finalement été inaugurée en 1986. Elle fut fermée durant le conflit en Bosnie-Herzégovine, rouverte ensuite avant d'être de nouveau fermée au début de l'année 1997 avec les émeutes en Albanie. Les rails auraient été pillés durant ces émeutes.

¹²⁷⁸ Ainsi, le citoyen croate désirant se rendre en Serbie, doit non seulement payer les visas (50 marks par véhicule plus 50 marks par personne) mais doit également acquitter plusieurs taxes supplémentaires (40 marks pour l'assurance et 90 pour changer les plaques minéralogiques !). Mathieu Braunstein, *op. cit.*, p. 23.

¹²⁷⁹ Mathieu Braunstein, *op. cit.*, p. 23.

L'absence de politique concertée

Dans la mise en place des nouveaux réseaux de transports transeuropéens, la concurrence est nette entre la Bulgarie et la Roumanie : controverses sur l'emplacement du second pont sur le Danube (qui forcément modèlera l'orientation d'une partie du trafic), et compétition entre les ports bulgares et Constanța pour drainer le trafic entre l'Asie centrale, le Caucase et l'Europe. Le gouvernement roumain table sur la voie fluviale et sur le port de Constanța pour s'ériger en plaque tournante des échanges entre l'Europe et l'Asie mais elle a hérité d'un des plus mauvais réseaux de transport de toute l'Europe de l'Est. Il est notamment urgent d'achever l'autoroute Constanța-Bucarest-Europe centrale. Seule une centaine de kilomètres de Bucarest à Pitești ont été construits et encore cette autoroute construite dans les années 70 demande à être rénovée. La Bulgarie a le handicap de ne pas avoir réellement développé de politique danubienne et ses deux ports sont moins bien équipés que Constanța. Mais le couloir de la Maritsa lui offre une grande voie de pénétration jusqu'en Europe centrale et occidentale. Enfin, la question de l'accès de la Bulgarie à la mer Égée se pose de nouveau. Pour des raisons exclusivement politiques, la Grèce a longtemps rechigné à accéder aux demandes de la Bulgarie de construire des liaisons à ce niveau de la frontière.

Thessalonique est donc appelée à retrouver sa vocation de débouché des Balkans. Mais la mise en valeur de cet atout naturel butte sur un double et indissociable obstacle : la soumission à la capitale, conséquence de la centralisation excessive de l'État grec, et une suspicion profonde envers Salonique, capitale éventuelle d'un mouvement sécessionniste slave. La société salonicienne elle-même, composée d'émigrés venus d'Anatolie, ne cherche pas à s'affranchir de la tutelle athénienne¹²⁸⁰. Ces réflexes de conservatisme et de replis identitaires, à Thessalonique comme à Athènes, entravent le développement naturel des échanges et les contacts avec les voisins balkaniques et notamment avec la « République de Skopje » dont l'existence est jugée menaçante par et pour Salonique. Les travaux de rénovation ou d'agrandissement du port n'ont pas commencé alors que ni les infrastructures portuaires ni le réseau ferroviaire ne permettent aujourd'hui à Thessalonique d'absorber une croissance importante du trafic¹²⁸¹.

Enfin, deux axes est-ouest sont en construction simultanément dans les Balkans (le corridor balkanique est-ouest et le corridor grec ou les respectives « pseudo » et « véritable » *Via Egnatia*). Ces deux axes trouveront certes leur utilité mais alors que les fonds sont distribués avec parcimonie par les banques ou organismes internationaux et qu'il y a de nombreuses autres priorités, on peut

¹²⁸⁰ Georges Prevelakis, "Salonique. Entre provincialisme et comopolitisme", *CEMOTI*, n°24, juillet-décembre 1997, pp. 51-70.

¹²⁸¹ Ibid. p. 66.

s'interroger sur la pertinence, en termes économiques et financiers, de la construction de deux autoroutes qui font double emploi. Les motivations politiques sont, elles, claires : contrecarrer « l'autoroute verte » pour la Grèce, se dégager de dépendance vis-à-vis de la Grèce et de la Serbie, pour la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie. Enfin, le corridor grec doit être relié au réseau de ses voisins septentrionaux mais la Grèce a beaucoup tardé à engager les négociations sur ces liaisons. A défaut de liaisons efficaces avec l'Albanie, la Bulgarie et la Turquie, les axes PATHE et *via Egnatia* risquent de devenir des corridors sans profondeur géographique et économique et donc sans grande envergure régionale.

Si ces controverses illustrent bien les enjeux qui se profilent derrière le choix des itinéraires, elle n'en illustre pas moins les difficultés des pays de la région à mettre en place des politiques concertées. La réhabilitation des réseaux routier et ferroviaire et la mise en place d'un réseau d'autoroutes adapté à l'augmentation des échanges risquent de prendre de très nombreuses années. Le manque de fonds est patent et les travaux minimums à effectuer considérables. L'accent est mis sur l'aménagement des liaisons frontalières qui, pour des raisons politiques, étaient quasi inexistantes jusqu'à présent. Il faut supprimer ces goulots d'étranglements en rénovant les postes existants (construction de plusieurs voies, aménagements, etc.) et en ouvrant de nouveaux passages, ce qui implique parfois de construire des liaisons routières de chaque côté de la frontière. L'accent est également mis sur le développement des transports multimodaux en mer Noire qui permettent de relier les liaisons maritimes aux réseaux routier et ferroviaire. Le mauvais état du réseau routier en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS renforce d'autant plus l'intérêt de telles liaisons combinées. Ainsi, la création d'un combiné rail-ferry entre la Géorgie et l'Ukraine en 1996 a permis de multiplier par 9 les échanges entre les deux pays¹²⁸². L'ouverture de la route terrestre entre la Chine et l'Asie centrale en 1996 a également donné du poids à la liaison mer Noire, le trajet pouvant être parcouru en 22 jours au lieu de 40¹²⁸³. Seuls les services de transports combinés peuvent d'autre part efficacement lutter contre la pollution routière. Le respect d'un minimum de normes écologiques est une nécessité dont n'ont pas encore pris conscience de nombreux pays de la région. Il demande, d'autre part, des fonds dont ces pays ne disposent pas. L'utilisation de locomotives fonctionnant au diesel ou encore les déchets rejetés sans vergogne par les complexes industriels dans les bassins fluviaux et maritimes adjacents ont créé des situations critiques dans l'ensemble de la région. Les premiers touchés par cette pollution sont les fleuves (et notamment le Danube) et la mer Noire.

¹²⁸² Rolland Eggleston, *op. cit.*

A court terme, le Caucase et l'Asie centrale, empêtrés dans des conflits ethniques, handicapés par des manques de capitaux et d'infrastructures, et une bureaucratie tatillonne, risquent de rester aux marges des grands axes de commerce et objectifs des investisseurs occidentaux. Les aides financières apportées par l'U.E. ou les institutions internationales ne recouvrent que très partiellement les besoins et la priorité est donnée à l'Europe centrale, économiquement plus dynamique et plus attractive. La majorité des nouveaux flux est-ouest risque d'éviter dans un premier temps la zone Balkans-mer Noire. L'Allemagne semble à divers titre bien placée pour être au centre des réseaux de transports transeuropéens. L'éclatement des flux se fait à partir de l'Allemagne de l'ouest en suivant les artères de commerce extérieur de l'Allemagne de l'est. Mais à moyen terme, il s'agit là (avec la Chine qui s'est ouverte depuis de nombreuses années aux capitaux étrangers) de vastes espaces de prospection pour les investisseurs occidentaux. La présence d'importantes réserves énergétiques et autres matières premières, les besoins en produits de consommation et en technologies de ces pays, rendent ces marchés attractifs.

¹²⁸³ Dominic Petreanu, "Le transport combiné de conteneurs, une alternative pour le commerce international de la Roumanie", in Christian Reynaud, Martine Poincelet (dir. et coord.), *Transports : quelle Europe pour les pays d'Europe centrale et orientale*, Orléans, Paradigme, INRETS-DEST, 1997, p. 333.

CONCLUSION : LA TURQUIE AU CENTRE DE L'EURASIE ?

Les liaisons entre l'Europe et l'Asie au sens large (Caucase, Asie centrale, Afghanistan, Chine) revêtent des enjeux essentiels pour les pays de la région. L'acheminement du pétrole et du gaz naturel de l'Azerbaïdjan, du Turkménistan et du Kazakhstan vers l'Europe et l'ouverture d'un corridor eurasiatique (la nouvelle route de la soie) sont l'objet d'intérêts aussi bien économiques que politiques. Ces intérêts élargissent substantiellement la géographie de la grille d'analyse stratégique. C'est dans un espace géopolitique englobant la mer Noire, la mer Caspienne, l'Asie centrale, le Caucase, le Proche-Orient, la Russie et les Balkans qu'il faut appréhender ces questions. Les antagonismes et rivalités entre les intérêts économiques et politiques des États de la région, auxquels il faut ajouter les intérêts des puissances occidentales et notamment des États-Unis (et de leurs différents acteurs : lobby arménien, compagnies pétrolières, etc.) compliquent, de plus, singulièrement les données du problème.

L'Eurasie est un monde instable – ou en voie de recomposition – mais en tout état de cause en proie à des conflits : conflits au Haut-Karabakh, en Abkhazie, en Tchétchénie, guerres yougoslaves, guérilla menée par le PKK kurde en Turquie, conflit devenu litige en Transnistrie, etc. La stabilité régionale est particulièrement menacée par un nationalisme naissant ou renaissant (dans sa dimension antirusse au Caucase et en Ukraine, antiturque en Arménie, au Kurdistan et en Grèce, etc.) et par la volonté, légitime ou non, des puissances régionales de s'assurer le contrôle d'une zone de sécurité ou d'influence. D'où des mouvements d'alliances et de contre-alliances qui ne sont aucunement rigides mais qui témoignent de ce climat de méfiance dans un univers en recomposition géopolitique. Enfin, le processus de construction d'une société civile et d'une économie libérale, avec toutes les fractures sociales et les remous politiques que cela peut impliquer, fragilisent d'autant plus ces États.

Les obstacles d'ordre politique tombés (rideau de fer), des axes de commerce naturels reprennent le dessus. Ainsi en est-il de la présence massive de Russes, Ukrainiens, Bulgares ou Roumains à Istanbul depuis 1991. Ce commerce à la valise, résultant d'une multitude d'initiatives individuelles, a rapidement pris des proportions importantes et de nouvelles lignes de communication sur l'ensemble du continent ont naturellement émergé. Ces axes ont vocation à s'étendre jusqu'à l'Europe occidentale. Et c'est là motif à de nouveaux enjeux – et controverses. La définition de nouveaux réseaux de transport traversant leur territoire – et contournant celui de la

Russie – présidera au développement de leur économie et de leurs échanges avec l’Ouest aussi à la consolidation de leur indépendance.

Ces pays cherchent à se positionner en intermédiaire incontournable ou pour le moins essentiel entre l’Europe et d’autres vastes ensembles économiques ou politiques, la Chine, l’Asie ou l’Orient de façon générale. Tous les pays de l’Eurasie aspirent à s’ériger en « pont en l’Europe et l’Asie ». La Grèce serait un pont entre l’U.E. et les Balkans, la Roumanie un pont entre l’Occident et l’Orient, le Kazakhstan un pont entre la Russie et la Chine, l’Azerbaïdjan un pont entre la Turquie et le monde turcophone d’Asie centrale, l’Arménie un pont entre l’Orient et l’Occident chrétien et la Russie se veut être un pont entre l’Europe et l’Asie¹²⁸⁴ ! Et la lutte n’est pas mince entre ces candidats au rôle de plaque tournante des échanges : entre la Bulgarie et la Roumanie pour la liaison Europe-mer Noire, entre la Turquie, la Russie et les pays des Balkans pour l’acheminement des énergies de la Caspienne vers l’Europe, etc.

Dans ce nouvel espace d’interactions, la Turquie espère jouer un rôle central. Elle a, elle aussi, longtemps mis en avant sa vocation de pont entre l’Europe et l’Asie. C’est aujourd’hui non plus un rôle de pont qu’elle met en avant mais un rôle de centre, de pivot. Elle serait au centre des nouveaux réseaux de transport (existants et planifiés) entre l’Europe et l’Asie, et la diversification géographique de ses échanges (et non la substitution) la basculerait d’une position à la périphérie de l’Europe à une position au centre de l’Eurasie ! La force et le dynamisme de son économie, la qualité de ses élites et leur maîtrise des rouages de l’économie de marché et des nouvelles technologies l’érigerait également en pays en pivot économique de ce continent eurasiatique en transition¹²⁸⁵ !

L’émergence ou la résurgence de théories eurasiennes ou néo-eurasiennes en Turquie, mais aussi en Russie et au Kazakhstan, c’est-à-dire les trois grandes puissances de cet espace, témoignent non seulement d’une certaine effervescence et d’une recomposition générale des données géopolitiques dans cette partie du monde, mais aussi de l’affrontement indirect de ces puissances et de leur prétentions à jouer un rôle de leadership dans ce monde essentiellement slavo-turc.

L’ensemble de ces « doctrines » eurasiennes – pour certaines purement déclamatoires – différent cependant fondamentalement dans leur objectif, leur approche, leur impact ou encore leurs initiateurs. La « politique eurasienne » de la Turquie fut récemment impulsée par l’État, après

¹²⁸⁴ Sur la rhétorique du pont dans les Balkans, cf. *supra* chapitre 2, 1^{ère} partie.

¹²⁸⁵ Présentation de cette nouvelle doctrine dans le chapitre consacré à la politique extérieure de la Turquie (chapitre 1, 1^{ère} partie).

avoir été, sous d'autres formes, érigée en doctrine par les mouvements panturcs. Cette « doctrine » – ou plutôt ce discours – eurasiens aborde de façon globale les différentes zones – Balkans, Caucase, Asie centrale, Russie – qui s'ouvrent à l'influence politique et économique de la Turquie. Son économie et sa proximité culturelle avec certains peuples de la région lui permettraient de jouer un rôle essentiel – si ce n'est dominant d'après la teneur et la tonalité de cette « doctrine » – dans l'ensemble de ces zones. Son ancrage politique, économique et idéologique reste, lui, à l'Ouest qui lui procure un parapluie stratégique (OTAN) et où elle effectue plus de la moitié de son commerce (U.E.). Mais tout en restant ancrée à l'Ouest, la Turquie n'est plus (ou n'est plus seulement) l'extrémité orientale d'un bloc occidental. Cette nouvelle doctrine, formulée par le ministère des Affaires Étrangères en 1998, prend clairement des allures impériales (« la Turquie au centre du monde eurasiatique » !) mais elle n'est pas impérialiste et ne vise aucunement à dominer politiquement ces régions (ce qui ne serait pas réaliste) mais à y développer une influence prépondérante, avant tout économique et culturelle puis politique.

Le néo-urasisme russe recherche, lui, l'alliance stratégique et politique (et non culturelle et économique) avec les territoires périphériques. Le courant eurasiens est apparu au début de ce siècle. Il se basait sur une opposition irréductible entre les puissances terrestres et les puissances maritimes, entre l'Eurasie, dont le cœur serait la Russie, et les puissances thalassocratiques (les États-Unis et la Grande-Bretagne). Les ennemis des néo-urasiens sont aujourd'hui les « atlantistes ». Leur premier objectif est donc d'éliminer ce « pion malfaisant du monde anglo-saxon dans la région, à savoir la Turquie laïque »¹²⁸⁶, ce « cheval de Troie par lequel Washington espère détruire l'Europe »¹²⁸⁷. D'autre part, pour faire face aux Américains, les néo-urasiens prônent l'alliance avec l'adversaire juré des atlantistes, à savoir le fondamentalisme islamique. Le néo-urasisme russe n'est pas une doctrine d'État mais il n'est pas sans influence sur la politique étrangère de ce pays¹²⁸⁸.

Le seul point commun entre l'eurasisme turc et l'eurasisme russe est un sentiment de supériorité (confiance dans les capacités et la vocation du pays à jouer un rôle central pour le premier, dominant pour le second, en Eurasie). Ce sentiment de supériorité est lui-même en partie conséquence d'un complexe vis-à-vis de l'Occident où ces deux pays ne sont que partiellement acceptés.

¹²⁸⁶ *Elementy* (revue du mouvement néo-urasiens), n°1, 1992, cité par Françoise Thom, "Eurasisme et néo-urasisme", *Commentaire*, n°66, été 1994, p. 305.

¹²⁸⁷ *Elementy*, n°2, 1992, cité par Françoise Thom, *op. cit.*, p. 306.

¹²⁸⁸ Sur les théories néo-urasiennes en Russie, voir Françoise Thom, *op. cit.*, pp. 303-309 ; Patrick Karam, "La Russie et l'islam : entre alliance et rejet", *Les Cahiers de l'Orient*, n°41, 1^{er} trimestre 1996, pp. 29-46.

- Le résultat et la signification de ces redéfinitions politico-idéologiques et géopolitiques : la prépondérance de la lutte d'influence turco-russe dans cette Eurasie, mais cette prépondérance va en s'amenuisant lorsque l'on atteint les franges de ce monde (Balkans).

- Leur méprise : la prépondérance réelle pourrait bien être celle des Occidentaux, prépondérance qui, pour l'instant, résulte plus d'un choix des pays de la région que d'une réelle volonté des Occidentaux de s'implanter dans ces zones. Que ce soient par besoin de capitaux, recherche d'un système de sécurité effectif, ou, pour l'Europe de l'Est, par choix idéologique, c'est vers l'Europe occidentale et les États-Unis que les attentes de ces pays se tournent. De fait, si les facteurs turc et surtout russe sont effectivement essentiels, ils ne sont pas les seuls ; et, à terme, ils risquent de l'être de moins en moins. Au centre de la problématique pétrolière et encore vierges en termes d'investissements, ces zones attirent ou devraient attirer à court terme, l'intérêt des hommes politiques et des entrepreneurs occidentaux.



Conclusion

La recherche de la *Pax Balkanica*

La crainte d'une extension du conflit yougoslave a dominé l'ensemble de la diplomatie des pays balkaniques depuis 1991. Elle a conduit les États de la région à agir et réagir avec circonspection et à nouer des contacts amicaux aussi bien localement et que sur la scène internationale. Les pays des Balkans ont, d'autre part, tous connu, depuis un siècle, de multiples conflits dont les issues ne tournèrent pas toujours à leur avantage (cas de la Bulgarie et de l'Albanie et, pour le dernier conflit mondial, de la Roumanie). Il convenait donc de circonscrire les guerres yougoslaves aux espaces croate et bosniaque (puis au Kosovo) et de trouver un médian entre les intérêts et les aspirations de chacun et l'éclatement d'une autre guerre ouverte (par le Kosovo et/ou la Macédoine, selon les schémas les plus couramment envisagés).

Schématiquement, des litiges ont surgi sur la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, l'Épire et, dans une moindre mesure, plus au nord, sur la Transylvanie. La Thrace, la Dobroudja et la Voïvodine ne semblent pas faire, dans l'actualité immédiate, l'objet de contentieux majeurs (I, 3.)¹²⁸⁹.

La Bulgarie avait, dans le milieu des années 80, formé une alliance antiturque avec la Grèce. Cet axe gréco-bulgare, surprenant à plus d'un titre puisque ces deux pays appartenaient à des blocs antagonistes, s'est effrité à partir de 1992 avec la résurgence d'une « question macédonienne » (I, 3.2.). La Bulgarie a, la première, reconnu l'État macédonien. Cette reconnaissance, jugée prématurée, a suscité des craintes à Athènes où l'on a tendance à percevoir l'indépendance de la Macédoine, et sa reconnaissance par Sofia, comme un préalable à l'annexion de la Macédoine par la Bulgarie. La Grèce a vu ses relations avec tous ses voisins septentrionaux (Albanie, « République de Skopje » et Bulgarie) se détériorer dans l'immédiat après 1991. Elle s'est retrouvée coupée de son *hinterland* balkanique par ces tensions, qu'elle a d'ailleurs elle-même en partie suscitées notamment par son intransigeance sur la question du nom de la Macédoine. La Serbie s'oppose, elle, principalement aux Croates et aux musulmans sur la Bosnie-Herzégovine et aux Albanais sur le Kosovo. Cette situation a tout naturellement favorisé un rapprochement entre Athènes et Belgrade dont les inimitiés régionales (face à l'Albanie et la Macédoine principalement) convergent. Ce rapprochement a provoqué par ricochet un rapprochement albano-macédonien, même si les relations entre ces deux pays sont restées entachées de suspicions à cause de la minorité albanaise de Macédoine. A partir de 1993, la Russie, dont les relations avec la Turquie se détérioraient et dont l'allié traditionnel dans les Balkans, la Bulgarie, faisait défaut, a amorcé une

¹²⁸⁹ Cf. 1^{ère} partie, 3^{ème} chapitre.

coopération très étroite avec la Grèce et s'est rapprochée de cet axe gréco-serbe.

De son côté, la Bulgarie a donc plutôt dédaigné son ancien protecteur russe. En revanche, elle s'est attachée à développer de cordiales relations avec l'ensemble de ses voisins. Elle a normalisé ses relations avec la Turquie et a évité de raviver ses antagonismes avec la Roumanie (Dobroudja) et avec la Serbie (présence d'une minorité bulgare à l'est de la Serbie). Elle n'a pas non plus coupé les ponts avec la Grèce. Seules ses relations avec la République de Macédoine sont restées entachées de suspicions, d'ailleurs réciproques : alors que la non reconnaissance explicite de l'existence d'une nation macédonienne soulevait inquiétude à Skopje, l'éventuelle instrumentalisation de la minorité macédonienne de Bulgarie soulevait inquiétude à Sofia.

L'Albanie s'est retrouvée en 1992 dans une situation tendue avec tous ses voisins : avec la Macédoine et la nouvelle fédération yougoslave (présence d'une importante communauté albanaise dans ces deux pays) et avec la Grèce (présence d'une communauté grecque en Albanie). Son alliance avec la Turquie tendait à surmonter cet isolement régional. Elle s'est, par ailleurs, quelque peu rapprochée de la Macédoine en 1993 pour échapper à l'encerclement que l'intelligence gréco-serbe faisait craindre. L'Albanie occupe une position particulière dans la géographie balkanique. Accrochée au flanc occidental de la péninsule, ni ses voies de communications ni ses intérêts politiques ne la poussent réellement vers l'autre versant des Balkans. Elle n'a ainsi pas de relations suivies avec la Bulgarie et la Roumanie. Son histoire et sa position géographique régionale, contrairement aux autres pays balkaniques (hormis la Croatie), l'éloignent de la Russie. En revanche, elle a développé d'excellentes relations avec l'Italie, son vis-à-vis sur l'Adriatique, et a amorcé une coopération avec la Slovénie et la Croatie également riveraines de l'Adriatique. La « question albanaise », née de la création en 1912 d'une « Petite Albanie » où la moitié de la population albanaise était exclue, revient toutefois au premier plan de l'actualité. Les différents gouvernements albanais – avec il est vrai parfois quelques confusions dans les discours et évolutions des positions officielles au gré des changements de gouvernement, de la situation politique interne ou de l'influence des puissances occidentales – ont, dans l'ensemble, évité d'exacerber ces tensions ethniques.

Quant à la Roumanie, elle a traditionnellement de bonnes relations avec la Serbie avec laquelle elle ne s'est jamais battue. Dans le passé, ces deux pays, confrontés à un même problème – la présence d'une minorité hongroise sur leur sol – s'étaient alliés face à la Hongrie (la Petite-Entente qui associait également la Tchécoslovaquie). Aujourd'hui, c'est surtout avec ses voisins septentrionaux que la Roumanie a des relations tendues (litige avec la Hongrie sur la Transylvanie, avec la Russie, l'Ukraine et la Moldavie sur la Bessarabie). Elle a donc cherché à minimiser son

potentiel conflictuel au sud puisque ses préoccupations se situent plutôt ailleurs, et a tenté de maintenir un certain équilibre dans ses relations avec les différents acteurs balkaniques. Cet équilibre fut certes imparfait (par son simple soutien, contre vents et marées, à la Serbie à l'époque de Iliescu, elle a penché du côté gréco-serbe), mais il l'a maintenue relativement à l'écart des soubresauts politiques régionaux.

Enfin, isolée dans la région par ses relations ambiguës avec l'ensemble de ses voisins, fragilisée par la présence d'une forte minorité albanaise sur son territoire et devant batailler pour être reconnue internationalement, la République de Macédoine a cherché l'appui de l'OTAN (et de la Turquie). Elle a finalement obtenu le soutien des États-Unis qui perçoivent, et avec raison, le maintien de la stabilité et de l'intégrité de ce territoire comme le dernier verrou avant l'embrasement de la péninsule (où seraient impliqués deux de ses alliés !).

Des rapprochements conjoncturels et tactiques

Les relations diplomatiques dans les Balkans se définissent en fait *négativement*. *Face aux axes antagonistes ou de tensions* – Grèce/Turquie, Grèce/Macédoine, Grèce/Albanie, Serbie/Macédoine, Serbie/Albanie... – des rapprochements s'effectuent. Ces rapprochements n'en constituent pas moins parfois des relations litigieuses ou ambiguës : Bulgarie/Macédoine, Macédoine/Albanie, Turquie/Bulgarie, etc. Il ne s'agit aucunement d'alliances stratégiques mais bien de *rapprochements conjoncturels et tactiques*. La même grille d'analyse peut d'ailleurs être appliquée à l'espace mer Noire. La Russie, l'Arménie, la Grèce et l'Iran se retrouvent dans leur opposition à la politique turque. La Turquie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Géorgie se retrouvent dans leur opposition à la politique hégémonique de Moscou, etc. *C'est la perception d'un danger commun ou d'intérêts communs face à un pays tiers qui prédispose à ces regroupements*. Mais, là encore, ces regroupements ne sont que conjoncturels même si certains reposent sur des constantes géopolitiques. *Ils ne constituent pas des alliances et, d'ailleurs, ils souffrent d'exceptions et de faiblesses et n'empêchent nullement la recherche d'un compromis ou d'une coopération avec l'ensemble de ses voisins*. Ainsi, la Géorgie compose avec une présence politique et militaire russe ; c'est à la Russie (et non à l'Ukraine par exemple) que la Turquie s'adresse pour acquérir des armements et c'est à ce pays qu'elle a octroyé le plus de crédits ; la Bulgarie, tout en normalisant ses relations avec la Turquie, a pris garde de ne pas s'aliéner la Grèce, etc. De plus, tous ces rapprochements bilatéraux et multilatéraux ne procèdent pas d'une même préoccupation. Si la nouvelle entente entre la Grèce et la Russie en 1993 semble être destinée à affaiblir ou court-circuiter la Turquie, le timide et fragile rapprochement entre l'Albanie et la Macédoine en 1993 ne repose, lui, que sur la perception (susceptible de changer) d'une menace confuse que ferait planer l'intelligence gréco-serbe. Quant au rapprochement entre la Turquie et la Bulgarie en 1991-92, il ne

repose, lui, sur aucune menace et n'est dirigé contre aucun État tiers mais est l'unique conséquence d'un changement de conjoncture régionale.

On ne peut donc pas discerner dans les Balkans, et au-delà en mer Noire, deux ou trois axes ou deux ou trois blocs, mais des *relations privilégiées non exclusives* : les relations privilégiées entre la Turquie et la Bulgarie ou la Turquie et l'Albanie n'excluent pas, à Sofia et à Tirana, la recherche d'un statu quo avec Athènes ; les relations privilégiées entre la Roumanie et la Serbie n'excluent pas la signature par Bucarest d'accords avec la Turquie et la Bulgarie ; la priorité de la diplomatie ukrainienne reste ses relations avec la Russie ; etc. La prudence est de mise et on ne veut pas s'aliéner un voisin qui pourrait un jour s'avérer utile ou dangereux. A cet égard, la Grèce joue pleinement de son appartenance à l'U.E. pour négocier auprès de ses voisins balkaniques son appui dans cette organisation et plus généralement dans cette sphère politique.

Les États veulent *éviter de s'enfermer dans des blocs régionaux* où ils ne sont pas certains de maximiser leurs aspirations nationales, et ils restent méfiants envers leurs partenaires (les Bulgares envers les Turcs, les Macédoniens envers les Bulgares, les Albanais envers les Macédoniens, etc.). Ainsi, les accords militaires signés dans la région sont des accords de coopération dans le domaine de la production d'armement ou de l'entraînement, voire des accords sur le retrait mutuel des troupes à la frontière (cas de la Bulgarie et de la Turquie) et on évite soigneusement toute alliance militaire défensive qui pourrait revêtir un caractère contraignant. D'autre part, la priorité de l'ensemble des pays balkaniques semble bien être l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN et ces pays ne sauraient s'enfermer dans des engagements régionaux qui pourraient remettre en cause leur adhésion. Cette recherche d'un *statu quo* général se caractérise par la signature d'une multitude de traités et d'accords bilatéraux et par l'adoption de déclarations à l'occasion de sommets et de rencontres multilatérales (engagement à œuvrer pour la paix et la stabilité régionale, soutien au règlement pacifique des conflits, etc.). Ce foisonnement de traités bilatéraux signés depuis 1991 témoigne non seulement de la volonté de normaliser les relations entre voisins après l'effondrement du système communiste, mais aussi de la nécessité de le faire dans un environnement perçu comme menaçant, et alors que ni le défunt pacte de Varsovie ni l'Alliance atlantique n'offrent de garantie de sécurité.

Un climat d'insécurité

Toutefois, ces « relations privilégiées non exclusives », tout autant conjoncturelles, tactiques et non exclusives qu'elles soient, *n'empêchent nullement le renforcement de la suspicion et de la perception d'une menace* (III, 1. conclusion). La Grèce voit dans la coopération établie entre la Turquie, la Macédoine, l'Albanie et la Bulgarie, la mise en place d'un axe islamique l'encerclant.

La Turquie voit dans le rapprochement amorcé entre la Grèce et la Russie en 1993, la mise en place d'un front antiturc complété sur son flanc oriental par l'Arménie, la Syrie et l'Iran. Elle aussi serait ainsi encerclée ! La vente de missiles russes à la république chypriote grecque a bien sûr ravivé cette perception d'une alliance éminemment menaçante pour la Turquie. D'autres auteurs turcs soutiennent qu'une coalition anti-musulmane serait en formation dans les Balkans entre la Serbie, la Grèce et la Russie¹²⁹⁰.

Les décideurs politiques ont, en fait, tendance – au moins dans notre zone d'étude – à réagir aux schémas les plus pessimistes, engendrant par cette réaction un regain d'insécurité chez les autres acteurs. Ainsi, le déploiement de missiles russes à Chypre est présenté par les Grecs – et sans doute ainsi perçu – comme une mesure défensive, une précaution face à « l'agressivité » (et à la supériorité militaire) de la Turquie. Mais cette acquisition de missiles est vécue en Turquie comme un acte éminemment agressif (équilibre militaire rompu...). Elle agite en conséquence la menace d'une rétorsion militaire et se rapproche d'Israël. Ce rapprochement génère de nouvelles appréhensions chez les Grecs qui cherchent alors à resserrer leurs liens avec l'Arménie et l'Iran, provoquant ainsi de nouvelles peurs en Turquie¹²⁹¹. De fait, si la menace est réellement ressentie, elle peut aussi ne pas être dénuée de fondements dans la mesure où un acteur n'est pas forcément rationnel et dans la mesure précisément où il peut se méprendre sur les réelles intentions de l'autre. La Turquie aurait-elle mis en application sa menace de rétorsion militaire si la Grèce avait effectivement déployé les missiles russes à Chypre ? L'ambiguïté demeure. Enfin, si la menace perçue (et parfois expressément exprimée) n'est pas toujours infondée, elle est en revanche généralement surestimée ou dénaturée. Les dirigeants politiques peuvent d'ailleurs tout à fait consciemment surestimer le danger, et le discours sur la menace ne procède pas toujours d'une réelle perception d'une menace. Il peut être motivé par la faiblesse de l'État, l'assise contestée des instances gouvernementales ou la remise en cause de la puissance de la nation (rejet de la candidature à l'U.E. par exemple). Il s'agit dès lors de justifier cette faiblesse « apparente » par des contraintes extérieures qui, en monopolisant les forces de la nation, la prive des dites forces pour une politique économique et sociale efficace. Il s'agit non seulement de rehausser l'image des instances au pouvoir (d'où l'ardeur parfois mise à la dénonciation de cette menace et des complots en tout genre), mais aussi celle du pays puisque seul un pays de valeur est objet de convoitises et donc menacé. Cette émulation des dangers de toutes sortes auxquels le pays doit faire face est relayée par les médias qui y trouvent un thème porteur.

¹²⁹⁰ Duygu Bazoğlu Sezer, "Turkey in the New Security Environment in the Balkan and Black Sea Region", in Vojtech Mastny, Craig Nation (eds.), *Turkey between East and West. New Challenges for a Rising Regional Power*, Boulder, Westview Press, 1996, p. 91.

Les récents bombardements de la RFY par l'OTAN ont renforcé ce sentiment généralisé d'insécurité. Un climat de peur (somme toute assez justifié) s'est développé et les informations les plus alarmistes ont circulé : en Roumanie, « en cas de conflit, l'armée ne pourra être opérationnelle avant 180 jours et elle ne dispose que d'une quarantaine d'avions de combat »¹²⁹² ; en Bulgarie (après acceptation par le gouvernement bulgare du transit de son espace aérien par l'aviation de l'OTAN), « le pays s'expose à des représailles », « qui va nous protéger des Serbes ? » – la référence à la Seconde Guerre mondiale (où la Bulgarie avait, de nouveau, fait le mauvais choix) est constante¹²⁹³ ; la Grèce s'inquiète, elle, de l'accord de défense mutuelle signé par l'Albanie et la Turquie en 1992 (qui offrirait à la Turquie un justificatif pour intervenir dans la région), et la République de Macédoine des risques d'implosion du pays par déséquilibre ethnique, etc.

Les Balkans sont de fait instables et les dirigeants des pays de la région, conscients de cette fragilité, ont plutôt évité de jouer de la surenchère nationaliste dans leurs discours et campagnes électorales. Il y a bien eu instrumentalisation des querelles nationales ou nationalistes par certains leaders extrémistes ou en situation politique délicate (Sali Berisha en Albanie, alliance du parti d'Iliescu en Roumanie avec les nationalistes en 1994, sporadiques exaltations de la classe politique bulgare sur la question macédonienne, etc.) mais la rhétorique nationaliste n'a pas jusqu'à présent pas réellement dominé le discours politique. La Bulgarie a refusé de reconnaître l'existence d'une identité macédonienne mais n'a formulé aucune revendication officielle sur la Macédoine. La controverse a d'ailleurs finalement été réglée au début de l'année 1999, sans doute pas encore sur le fond (acceptation pleine et entière d'une identité macédonienne), mais les relations entre les deux pays sont en voie de normalisation. L'Albanie est restée plutôt prudente dans son approche des Albanais de l'extérieur et n'a formulé aucune revendication de réunification des « terres albanaises ». De même, la République de Macédoine a soigneusement évité toute référence à la réunion de tous les « Macédoniens » sur un seul territoire. Les seuls pays où une surenchère nationaliste fut flagrante furent la Grèce (sur la question macédonienne, mais également sur l'Épire) et la Serbie. Cette particularité repose certes sur un contexte politique spécifique mais, et ce n'est peut-être pas un hasard, il s'agit précisément des deux pays qui n'ont pas subi de pertes territoriales à l'issue des conflits balkaniques ou mondiaux de ce siècle (voire qui ont obtenu des gains territoriaux). Faute de leçons historiques, la prudence ne semble pas y être de mise. Le cas de la Roumanie est particulier. Grande gagnante (dans la région) du premier conflit mondial mais

¹²⁹¹ Sur ce modèle de la spirale, voir Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976, p. 63. Sur la perception de la menace, voir également Raymond Cohen, *Threat Perception in International Crisis*, Madison, WI, University of Madison Press, 1979.

¹²⁹² *Bucarest Matin*, 8/4/99.

¹²⁹³ BTA Press Review, 20/4/99.

aussi grande perdante du second conflit, elle a focalisé ses relents nationalistes sur ses voisins du nord (demandes de dénonciation du pacte Molotov-Ribbentrop).

En revanche, malgré les déclarations de bonnes intentions adoptées lors des réunions multilatérales ou bilatérales et une claire volonté de ne pas jeter de l'huile sur le feu, l'incapacité des pays de la région à s'entendre sur des questions pourtant essentielles est patente, et souvent précisément par méfiance vis-à-vis de son voisin. La Grèce a longtemps tardé à lancer les travaux sur l'ouverture de nouveaux postes frontières avec la Bulgarie (entre autres par crainte de voir les populations pomaques et turques des deux côtés de la frontière se réunir dans un front menaçant). En conséquence, la Bulgarie se trouve toujours, à quelques kilomètres près, privée de débouché sur la mer Égée. Il n'y a toujours qu'un seul pont sur le Danube entre la Bulgarie et la Roumanie (sur 700 km de frontière !), les deux pays ne pouvant s'entendre sur l'emplacement d'un second pont, l'une craignant de voir l'autre capter le trafic à son profit. Les controverses entre la Bulgarie et la République de Macédoine ont bloqué la signature des accords de coopération entre les deux pays pendant sept ans. L'embargo imposé par la Grèce à la Macédoine en 1994 lui était aussi dommageable puisqu'elle voyait alors ses liaisons terrestres avec l'Europe occidentale coupées, etc.

Enfin, il faut noter *l'influence considérable de la coloration politique du pays dans les choix d'orientations diplomatiques*. Ainsi, les relations gréco-bulgares se sont nettement améliorées après la formation d'un gouvernement socialiste à Sofia (janvier 1995-avril 1997), de même que les relations gréco-albanaises après le retour de Fatos Nano en juillet 1997. Le PASOK grec, de retour au pouvoir à Athènes (octobre 1993), s'est crispé sur les dossiers nationalistes (inclusion de Chypre dans le périmètre de défense grec en décembre 1993, embargo sur la Macédoine en février 1994, etc.). Les relations avec l'Albanie et la République de Macédoine ont été particulièrement tendues à cette époque. En Bulgarie, le rapport à l'OTAN ne semble pas être le même parmi les membres du PSB que parmi ceux de l'UDF. Le gouvernement libéral de Roumanie (coalition de « centre droit » au pouvoir depuis décembre 1996) a modifié son approche de la RFY et des conflits secouant l'ex-Yougoslavie, de même que le gouvernement UDF de Bulgarie. Ces deux pays se sont rapprochés de la Turquie sous la direction de leurs nouveaux leaders et polissent leur candidature à l'OTAN. De façon générale, les gouvernements socialistes (ex-partis communistes) ont été moins enclins à coopérer avec la Turquie que les gouvernements dits libéraux (l'Albanie après juillet 1997 et la Bulgarie en 1995-96 sont les exemples les plus éclairants). Ces divergences d'approches entre partis politiques d'un même pays s'expliquent, certes, par des choix idéologiques et/ou politiques mais aussi par la préexistence de réseaux relationnels (qu'ils soient privés, ou établis durant les campagnes électorales par financement du parti par une puissance étrangères ou autres)

ou par le « simple » jeu d'opposition entre partis politiques, l'un contestant forcément la politique de l'autre.

La coopération régionale et l'influence décisive de l'OTAN

A priori, la guerre en Bosnie-Herzégovine aurait dû inciter les dirigeants de la région à se rencontrer pour prendre des mesures destinées à éviter ou atténuer les risques d'extension du conflit. C'est en fait l'inverse qui s'est produit. Le dialogue multilatéral dans la région a, en quelque sorte, été gelé durant le conflit. Ce n'est guère qu'après les accords de Dayton et la baisse relative de la tension dans la région que plusieurs réunions multilatérales ont été organisées : rencontres régulières des ministres des Affaires Étrangères et de la Défense, et deux sommets de chefs d'État. Ce processus a été lent à se mettre en place et, dans un premier temps, a surtout reflété les positions divergentes des uns et des autres : les représentants de certains pays n'étaient pas invités, d'autres refusaient de participer ou tentaient d'utiliser ces forums pour asseoir leur position régionale ou obtenir une déclaration conjointe corroborant leur propres demandes. Un premier instrument a été forgé en 1999 pour concrétiser cet engagement général au règlement pacifique des conflits, une force multilatérale de paix dans le sud-est européen (III, 2.2).

Cette tendance à œuvrer à un renforcement de la coopération régionale s'explique par le fort sentiment d'insécurité que génère la proximité de foyers de conflits (Yougoslavie) ou de tensions (Kosovo, Macédoine), mais aussi par la volonté d'améliorer son image auprès des Occidentaux. Tous les pays de la région soulignent ainsi *leur* vocation à œuvrer à la stabilité régionale et donc leur image de pays avisé. Mais, dans les faits, seul le soutien formel ou informel des Occidentaux (et avant tout de l'OTAN) à ces initiatives multilatérales soude des participants dont les positions sur les problèmes régionaux divergent. Ce soutien répond également au besoin – réel ou ressenti – d'une puissance extérieure garante. Les seuls exercices multilatéraux organisés dans la région l'ont été sous le parapluie du Partenariat pour la Paix. C'est clairement la volonté de se rapprocher de l'OTAN (multiplication des contacts entre officiers et états-majors, interopérabilité des armements, etc.) qui motive la participation des pays de la région à ces exercices. C'est également dans cette optique qu'il faut appréhender leur adhésion au projet de création d'une force de maintien de la paix du sud-est européen (les États-Unis ont d'ailleurs contresigné l'accord en tant qu'observateur). La Russie dénonce, elle, la nouvelle ligne de fracture que cette force crée dans la région, celle-ci étant clairement perçue comme un outil de la politique otanienne.

Les États balkaniques ont sans doute besoin de garanties de sécurité mais alors que les historiographies nationales dénoncent assez vivement les ingérences pas toujours inspirées des

puissances étrangères dans la région dans le passé, il est plutôt surprenant qu'ils se tournent aujourd'hui vers ces puissances étrangères (ou la nouvelle grande puissance étrangère – les États-Unis) pour assurer leur sécurité. Les pays balkaniques (cas de la Serbie exclu) n'ont en fait pas confiance en leurs voisins et l'intervention extérieure est jugée plus neutre et donc appropriée. Ce qu'ils acceptent de la part des puissances mondiales (interventions militaires pour régler les conflits) n'est pas admis de la part d'un pays de la région. La Roumanie, la Bulgarie et la Grèce ont ainsi été très réticentes à avaliser la participation de pays de la région aux forces de maintien de la paix en Bosnie. Cette réticence visait particulièrement, mais non exclusivement, la Turquie.

Enfin, les déclarations de bonnes intentions adoptées à l'occasion des rencontres bilatérales ou multilatérales ne règlent pas les problèmes de fond (minorités, réseaux de transport, etc.). A défaut de résoudre par voie de négociation ces questions sensibles, la coopération économique ou, tout simplement, les rencontres entre responsables politiques de la région, restent des outils pertinents pour œuvrer à un rapprochement des peuples. Tel est l'objectif de la Zone de Coopération Économique de la Mer Noire qui n'a jusqu'à présent guère donné naissance à des réalisations concrètes mais qui, compte tenu des oppositions politiques dans la région, évite le rejet qu'un projet à tonalité plus politique aurait suscité, tout en amorçant un processus de coopération en douceur (III, 2.1).

L'interaction entre l'économie et le politique

De nombreux cas dans notre zone d'étude démontrent, si besoin était, que les intérêts du monde politique et du monde économique ne correspondent pas forcément et que cette divergence peut être source d'incohérence politique¹²⁹⁴. Ainsi, dans les Balkans, les marchés considérés comme les plus attractifs par les milieux d'affaires turcs, à savoir la Roumanie et la Serbie, ne sont pas l'objet d'une attention politique conforme à cet intérêt économique. Parallèlement, les meilleurs alliés de la Turquie dans la région, l'Albanie et la Macédoine, sont loin d'être des partenaires économiques d'envergure. Par corollaire, les discours des uns et des autres recourent cette divergence d'intérêts, d'approche et, *in fine*, de perception. Ainsi, pour les militaires turcs, la Russie représente aujourd'hui la plus grande menace à laquelle est confronté le pays alors que les hommes d'affaires soutiennent, eux, que les relations turco-russes sont excellentes, les dirigeants politiques demeurant plus mitigés.

¹²⁹⁴ De nombreux auteurs ont bien sûr déjà noté que les logiques et stratégies économiques et politiques ne se recourent pas forcément. L'instrumentalisation de l'un par l'autre est d'ailleurs instable (autonomisation de l'instrument qui devient objectif). Voir Jean Coussy, "Économie politique internationale", in Marie-Claude Smouts (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences po, 1998, pp. 262-264.

Les intérêts des uns et des autres peuvent même être en opposition directe et des pressions de tout genre s'exercent alors. Ce fut le cas durant la guerre du Golfe (Turgut Özal opposé aux milieux d'affaires qui avaient d'excellentes relations avec l'Irak). C'est le cas aujourd'hui, par exemple, à propos des relations turco-arméniennes. Les hommes d'affaires demandent instamment la réouverture de la frontière mais le gouvernement s'y oppose tant que les territoires azerbaïdjanais occupés par les Arméniens n'ont pas été libérés.

Au-delà des divergences d'intérêts entre différents acteurs, l'économie peut être un outil politique pertinent. L'accroissement des échanges n'entraîne certes pas nécessairement une amélioration des relations politiques (le cas des relations turco-russes en est un exemple éclairant), mais il joue plutôt en leur faveur et, a fortiori, il n'entraîne pas une détérioration des relations politiques (sauf dans le cas extrême où l'une des parties a imposé à l'autre l'achat de sa production). Les liens ainsi créés via l'économie sont solides et profonds. Ils ne sont cependant pas irréversibles car ils n'ont jamais la primauté sur le politique. De nombreux cas dans le passé (et dans la région) montrent que, lorsque se profile un intérêt politique supérieur, ces liens économiques peuvent être sacrifiés¹²⁹⁵. L'instrument économique peut aussi se heurter à des oppositions politiques ou de l'ordre de l'émotionnel (peur de la domination par le capital). Ainsi, en 1990/91, la Bulgarie s'était opposée à la création d'une zone de libre-échange en mer Noire par crainte de voir la Turquie, dont l'économie était relativement plus dynamique et prospère, dominer la région. Le quasi éternel antagonisme entre la Grèce et la Turquie revêt également un aspect économique. Les économies grecque et turque sont en effet, à de nombreux égards, similaires. Les produits exportés sont plus ou moins les mêmes et de la même qualité. Les deux pays sont donc en concurrence et les marchés des pays en voie de transition, attirés par des produits de qualité sans doute moins bonnes qu'en Occident mais à meilleur coût, génèrent le même intérêt. Non seulement l'outil économique ne peut ici être considéré comme pertinent dans l'émergence d'un rapprochement entre ces deux peuples, mais il s'ajoute aux dissensions politiques¹²⁹⁶.

L'économie est un outil politique à double face. Il permet d'étendre son influence, mais aussi d'œuvrer au rapprochement des peuples (et à la lutte contre les préjugés de toutes sortes pour ce qui est des Balkans). C'est ainsi via le commerce que les peuples balkaniques ont découvert la Turquie, et une Turquie avec un visage bien différent de ce que les ressentiments historiques et les

¹²⁹⁵ Et d'ailleurs, de bonnes relations politiques n'empêchent nullement l'émergence ou le développement de concurrences économiques. Ainsi, en est-il de la guerre économique entre les membres de l'Alliance atlantique.

¹²⁹⁶ Şule Kut, professeur à l'université de Marmara (Istanbul) et spécialiste des Balkans, soutient que cette similarité des économies turque et grecque est un obstacle fondamental à la normalisation des relations entre la Turquie et la Grèce (entretien du 25 novembre 1997). Il s'agit certes d'un facteur déterminant (incapacité à amorcer un processus de rapprochement en douceur et compétition économique), mais les fondements de cette incapacité à normaliser les relations

discours communistes leur avaient laissé entendre. De façon générale, le développement des échanges a plutôt tendance à renforcer le dialogue et les relations politiques. C'est l'objectif affiché sur le long terme par la Zone de Coopération Économique de la Mer Noire. En favorisant les échanges économiques et humains de part et d'autres des frontières, la ZCEMN a vocation à désamorcer les tensions régionales et amorcer (sur le long terme) un rapprochement politique. Il est à cet égard surprenant que le gouvernement turc n'ait pas cherché, malgré une rhétorique allant en ce sens, à inciter ses entrepreneurs à investir et à développer leurs échanges avec ses meilleurs alliés politiques dans les Balkans, l'Albanie et la Macédoine.

La Turquie a-t-elle une politique balkanique ?

Jamais dans le passé, une guerre balkanique n'a épargné la Turquie. La diplomatie turque dans la région depuis 1991 a donc été dominée par la nécessité de maintenir un minimum de stabilité régionale. Son approche du conflit bosniaque, tout comme son soutien à la Macédoine, étaient avant tout motivés par la volonté d'éviter le déclenchement d'un conflit général dans les Balkans. La Turquie a déployé une active diplomatie auprès d'organismes régionaux et internationaux incitant l'Occident à intervenir plus énergiquement (et militairement) dans le conflit en Bosnie-Herzégovine. Sa position a été claire et constante durant tout ce conflit. Il s'agissait d'arrêter les « agresseurs serbes » en levant l'embargo sur les armes qui, aux yeux des dirigeants turcs, favorisait la partie serbe déjà bien équipée, et de faire appliquer les décisions internationales, quitte à user de la force (frappes aériennes) (II, 3.1).

La Turquie a développé d'excellentes relations politiques avec l'Albanie et la Macédoine ; relations basées, pour la première, sur une étroite coopération militaire et, pour la deuxième, sur un soutien sans faille à la reconnaissance internationale de ce pays. La position stratégique des deux pays, pour l'un au cœur de la péninsule et de l'axe Morava-Vardar, pour l'autre, sur le flanc ouest de la péninsule balkanique et dominant le canal d'Otrante entre Brindisi et Vlorë, a peut-être joué un rôle dans le choix de ces alliés. Mais la Turquie a surtout développé d'étroites relations avec ces pays tout simplement parce qu'ils acceptaient son appui et ceci en partie parce qu'ils étaient isolés dans la région, voire menacés. Le retour des communistes au pouvoir en Albanie (été 1997) s'est dans un premier temps soldé par un relâchement de la coopération turco-albanaise. Cependant, les motifs qui avaient poussé le gouvernement Berisha à rechercher l'appui de la Turquie restent a priori valables (environnement toujours instable pour l'Albanie). La coopération militaire a d'ailleurs été relancée après le déclenchement de la répression au Kosovo (II, 2.1).

sont plutôt d'ordre stratégique pour la Turquie (Chypre) et émotionnel pour la Grèce (persistance et même constante régénération d'une animosité vis-à-vis de la Turquie).

Jusqu'en 1997, les relations de la Turquie avec la Bulgarie étaient nettement moins intenses qu'avec la République de Macédoine ou l'Albanie mais le rapprochement n'en a pas moins été spectaculaire puisque les deux pays avaient connu à la fin des années 80 d'importantes tensions consécutives à la campagne d'assimilation des Turcs de Bulgarie de l'hiver 1984/85. Le retrait des troupes de part et d'autre de la frontière en 1992 fut une étape décisive dans ce rapprochement. Toutefois, contrairement au cas albanais, on ne peut parler ici ni d'axe ni de relations privilégiées. Et si, dans les académies militaires turques, les officiers albanais étaient nombreux, les officiers bulgares étaient, eux, plus rares. Il s'agissait essentiellement d'une normalisation des relations tout autant liée à l'évolution du contexte régional qu'à la réorientation des priorités diplomatiques de la Bulgarie. La tension à une frontière hautement militarisée s'est relâché et un dialogue a été amorcé. Dans un premier temps, ce processus de normalisation en a épousé un autre, celui de la restauration des droits de la minorité turque du pays. Cette coopération bilatérale s'est ensuite distendue après le retour des communistes au pouvoir en décembre 1994. Ici, comme ailleurs dans la région, il semble que les dirigeants communistes sont peu enclins à un dialogue et une coopération politique intense avec la Turquie. Après la mise en place d'un nouveau gouvernement libéral au printemps 1997, les relations bilatérales ont entamé une phase de réelle coopération. L'accord de libre-échange signé en juillet 1998 est à cet égard une étape importante. Alors que quelques années auparavant les dirigeants bulgares refusaient fermement la signature d'un tel type d'accord au sein de la ZCEMN, et précisément par crainte d'une domination économique de la Turquie, ils n'hésitent pas aujourd'hui à s'engager dans cette voie (II, 2.4.).

Quant aux relations avec la Roumanie, elles ont été, jusqu'à présent, cordiales (système unique dans la région d'échange de visite présidentielle tous les ans) mais c'est surtout les relations économiques qui ont été privilégiées. La Roumanie a été le premier pays des Balkans où une banque turque s'est implantée et le premier avec lequel elle a signé un accord de libre-échange (avril 1997). L'époque Iliescu (jusqu'à l'automne 1996) fut marquée par une politique d'équilibre imparfait dans la diplomatie balkanique du pays (soutien officieux à la Serbie durant le conflit en Bosnie-Herzégovine). La nouvelle équipe au pouvoir depuis l'automne 1996 s'est résolument tournée vers l'Occident, quitte à sacrifier son amitié traditionnelle avec la Serbie. Les relations avec la Turquie (et notamment la Trilatérale aux côtés de la Bulgarie) se sont nettement approfondies (II, 2.3).

C'est en jouant sur les inimitiés locales que la Turquie est parvenue à étendre son influence dans la région. Ses meilleures alliées, l'Albanie et la Macédoine, se sont rapprochées d'elle ou ont accepté avec enthousiasme ses offres de coopération en partie parce qu'elles se trouvaient isolées

dans un environnement instable.

Quelles ont été les approches adoptées ?

La stratégie déployée par la Turquie dans les Balkans comporte plusieurs volets : volet diplomatique, volet militaire et volet culturel et économique. Mais ces approches ne se recoupent pas et la Turquie a, dans certains cas, privilégié l'approche militaire et, dans d'autres, l'approche économique. Ses partenaires politiques privilégiés (la Macédoine et l'Albanie) n'ont pas bénéficié d'une politique économique en adéquation avec cet intérêt politique. Ces deux pays ne sont certes pas des marchés attractifs (infrastructure économique désorganisée, faible population, axes de communication coupés pour la Macédoine) et surtout politiquement à risque, mais le gouvernement turc dispose précisément de moyens pour inciter ses entrepreneurs à investir dans ces pays : ouverture de lignes de crédits, accord sur la prévention de la double taxation, accord sur la promotion des investissements, création de lignes aériennes régulières, etc. D'autre part, le gouvernement peut, par l'intermédiaire de l'Eximbank, se porter garant des investissements dans la zone. Les quinze et vingt-cinq malheureux millions de dollars de crédits accordés à ces deux pays par l'Eximbank turque (en théorie pour le cas macédonien), font aussi bien triste mine en comparaison des 100 millions de dollars accordés à la Roumanie ou à la Croatie, ou des crédits récemment accordés par la Grèce à l'Albanie (70 millions). Le soutien diplomatique apporté à un pays instable et isolé (Macédoine) ou la mise en place d'une étroite coopération militaire (Albanie) sont sans doute des éléments tangibles d'une entente politique et ils créent sur le moyen terme une solidarité politique avec ces pays, mais, sur le long terme, les liens économiques sont plus solides.

Tant que ces rapprochements bilatéraux, en partie liés à l'isolement régional des partenaires de la Turquie (Albanie, Macédoine), ne seront pas couplés avec une étroite coopération politique et économique sur le long terme, ils resteront soumis aux variations du contexte régional. Ainsi, la normalisation des relations entre la Grèce et l'Albanie a dévalorisé l'intérêt que pouvait représenter, pour Tirana, un partenariat militaire avec la Turquie, et a provoqué une relâche dans la coopération bilatérale (l'opposition albanaise parle même d'un gel des relations¹²⁹⁷). De même, quelques mois plus tard, le gouvernement albanaise, confronté à un conflit au Kosovo face auquel il devait réagir, s'est à nouveau tourné vers la Turquie.

Le schéma de la diplomatie turque dans la région nous dévoile ainsi une approche incohérente. Les principaux partenaires politiques de la Turquie dans la zone Balkans-mer Noire sont l'Albanie, la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine et l'Ukraine alors que les partenaires économiques émergents sont la Russie, la Roumanie et la Bulgarie. Il y a donc une dichotomie

totale entre l'approche politique et l'approche économique. A plus long terme, le gouvernement turc devra bien gérer cette discordance¹²⁹⁸. En attendant, ce sont les Italiens et les Grecs qui prennent massivement pied chez les deux « alliés » balkaniques de la Turquie (Albanie et Macédoine).

La nomination de Süleyman Demirel à la présidence de la République en 1993 fut, de façon générale, saluée par les dirigeants balkaniques. Les envolées de son prédécesseur, Turgut Özal, sur « les Turcs des Balkans jusqu'à la muraille de Chine » ne facilitaient pas le dialogue avec des pays déjà méfiants quant aux intentions de la Turquie et, surtout, les liens bien connus entre Turgut Özal et certaines mouvances islamiques étaient plutôt mal perçus. La période du gouvernement Erbakan fut également une mauvaise période. Mme Tansu Çiller, qui était à la tête du ministère des Affaires Étrangères, concentra son attention sur l'Europe et les États-Unis, et les pays des Balkans étaient réticents à parlementer avec un « gouvernement islamique ». La suspicion généralisée à l'encontre des Turcs et de leurs réelles intentions s'en trouva renforcée.

Schématiquement, la diplomatie turque dans les Balkans a simultanément adopté trois dimensions :

- une dimension bilatérale : relations avec l'Albanie, la Macédoine, la Bulgarie et la Roumanie.
- une dimension médiation : médiation entre les Croates et les musulmans de Bosnie-Herzégovine, médiation entre l'Albanie et la Macédoine, l'objectif étant de court-circuiter les risques d'extension du conflit bosniaque.
- une dimension diplomatique internationale : utilisation des instruments internationaux pour résoudre le conflit bosniaque, création d'une Zone de Coopération Économique de la Mer Noire.

La politique albanaise et macédonienne de la Turquie, menée de concert avec les Américains, constitue une amorce de diplomatie préventive. Toutefois, dans l'ensemble, la Turquie n'a pas eu de politique extérieure construite dans les Balkans et dans sa dimension « médiation », elle a épousé la voie tracée par son partenaire américain. De fait, l'incohérence des dynamiques politique et économique (dans les Balkans mais aussi avec l'Ukraine et la Russie) n'augure pas d'une vision clairement établie et d'une politique volontariste dans la région. Mises à part les actions

¹²⁹⁷ *Gazeta Albania*, 16/7/98 (traduction en anglais : AlbaNews).

¹²⁹⁸ Sur la rationalité des décisions en politique extérieure, résumé des débats théoriques dans Yale Fergusson, Richard Mansback, *The Elusive Quest: Theory and International Politics*, Columbia, South Carolina, University of South Carolina, 1988, pp. 149-155 ; Samy Cohen, "Décision, pouvoir et rationalité dans l'analyse de la politique étrangère", in Marie-Claude Smouts (dir.), *op. cit.*, pp. 75-101.

diplomatiques en faveur des musulmans de Bosnie-Herzégovine, la Turquie a plutôt tenté de gérer une situation sur laquelle elle avait, somme toute, assez peu d'influence. Son approche a été celle d'une ouverture indifférenciée (hormis le cas de la Grèce). Elle s'est montrée disposée à coopérer politiquement avec l'ensemble des pays en exprimant le désir et à la condition que cette coopération ne remette pas en cause ses relations avec l'Occident.

L'alliance turco-américaine dans les Balkans et au-delà

L'ensemble de la diplomatie turque dans la région fut menée de concert avec les États-Unis. Les deux pays ont soutenu, politiquement et militairement, les mêmes pays : la fédération croato-bosniaque, l'Albanie et la République de Macédoine. La période 1993/94 marque le début de l'engagement des États-Unis dans la région (création d'une fédération croato-bosniaque sous leur égide, armement ou complaisance vis-à-vis de l'armement des Croates et Bosniaques et coopération militaire avec l'Albanie et la République de Macédoine). Dès lors, les positions des deux pays dans la région se recourent : permettre aux musulmans de Bosnie-Herzégovine de se défendre et renverser le rapport de force sur le terrain (et donc faciliter le réarmement des musulmans), œuvrer à un rapprochement entre les Croates et les musulmans pour faire face efficacement à la puissance militaire serbe, verrouiller le conflit au théâtre bosniaque et donc couvrir militairement son flanc sud (Albanie et Macédoine, points sensibles de ce *containment*). Après la création de la fédération croato-bosniaque, la Turquie a organisé plusieurs réunions tripartites, Turquie-Croatie-Bosnie-Herzégovine. Elle s'est ensuite placée dans le sillage de la diplomatie américaine : elle n'a engagé une coopération militaire avec la République de Macédoine qu'après que Washington eut créé un précédent puis elle a participé, aux côtés des États-Unis, au réarmement et à la formation de l'armée de la fédération croato-bosniaque. Elle avait peut-être déjà clandestinement armé la fédération auparavant, et ce probablement en accord avec les Américains, si ce n'est sur leur suggestion.

Pour les États-Unis, la mise en avant de la Turquie présente l'avantage de contrer l'influence de l'Iran en Bosnie-Herzégovine. Ce partenariat stratégique dans la région visait également à susciter la participation d'autres pays musulmans dans le réarmement de la fédération croato-bosniaque (II, 1.1.). La Turquie ne semble cependant aucunement tenir une place stratégique de longue durée et d'envergure dans « l'empire musulman américain », ici comme ailleurs, aujourd'hui comme hier. L'influence de la Turquie dans le monde musulman est limitée et contestée, et ce « monde » est divisé (I, 1.2.). La conférence organisée conjointement par la Turquie et les États-Unis en mars 1996 afin de réunir les contributions des pays musulmans pour le réarmement de la fédération croato-bosniaque a d'ailleurs donné des résultats plutôt mitigés.

L'utilisation de la Turquie comme fer de lance de la politique musulmane des États-Unis existe mais elle reste ponctuelle et limitée (partenariat pour le réarmement de la fédération croato-bosniaque, soutien à l'influence de la Turquie et de son modèle laïc en Asie centrale). Dans le monde arabe, cette influence est quasi nulle et la Turquie vient de durablement compromettre ses relations avec celui-ci au profit d'une alliance avec Israël, jugée plus prometteuse.

Toutefois, l'alliance turco-américaine repose sur une équation jusqu'à présent inchangée. Elle représente, pour la Turquie, la meilleure garantie face aux menaces que le pays doit affronter, notamment en provenance du Moyen-Orient (Syrie, Iran). Inversement, la Turquie reste pour les États-Unis un allié irremplaçable, qu'elle soit le pilier de l'OTAN sur les marches du Moyen-Orient, le verrou face à l'extension de la puissance russe (peut-être un jour de nouveau menaçante et en tout état de cause à surveiller), ou le vecteur de l'influence occidentale en Asie centrale (I, 1.2.). De plus, les États-Unis accordent aujourd'hui une grande importance aux menaces en tout genre en provenance de la Méditerranée et du Moyen-Orient (terrorisme, afflux de réfugiés, islamisme, etc.) et la Turquie joue un rôle de premier plan dans le redéploiement de l'OTAN à l'est. Le premier centre d'entraînement du Partenariat pour la Paix a d'ailleurs été créé en Turquie (juillet 1998).

Non seulement le partenariat turco-américain perdure mais il a trouvé de nouveaux cadres et zones d'expression. Ce partenariat s'exprime par une coopération militaire vis-à-vis du Moyen-Orient (missions de surveillance, opération « Provide Comfort », soutien à l'alliance Turquie-Israël) et une coopération politique dans l'ensemble des zones Balkans-mer Noire-Caucase-Asie centrale, voire une coopération militaire dans la zone balkanique et pontique (entraînement des forces bosniaques en commun, présence navale en mer Noire). Cependant, les termes de ce partenariat ont été grandement modifiés, car si la perception de la menace a fortement diminué côté américain, ce n'est pas le cas en Turquie. La menace russe reste prioritaire dans la définition de la politique de défense du pays, et la multiplication des conflits à l'ouest (Balkans), au sud (Moyen-Orient) et à l'est (Caucase), génère un regain d'insécurité. L'intérêt stratégique que représente la Turquie pour les États-Unis s'en trouve certes rehaussé (c'est la « nouvelle rente stratégique » selon certains auteurs), mais la menace n'est plus tout à fait commune (excepté pour le cas du Moyen-Orient).

Sur le retour de l'histoire

Les litiges et conflits régionaux secouant les Balkans depuis 1991 ne sont en fait que la résurgence de litiges plus anciens bien connus. Il est alors tentant d'analyser l'histoire et l'actualité balkaniques en termes de périodicité des événements et de crises dont le retour serait quasi

inévitable.

Cette idée, mainte fois reprise depuis 1991¹²⁹⁹ et illustrée par la réédition du rapport de Carnegie Endowment sur les guerres balkaniques de 1912/13¹³⁰⁰, soutient que la période communiste n'aurait finalement que gelé un nationalisme resté très vivace dans la population (et dans les milieux intellectuels) et que, l'effondrement du monde communiste avéré, on se serait retrouvé à la situation anté-communiste. Cette analyse s'est révélée infondée. Tout d'abord, on passe un peu vite sur ces cinquante ans de communisme qui, quoi qu'on en dise, ont laissé des traces énormes dans les esprits, l'organisation de l'espace, et dans les sociétés de façon générale. D'autre part, loin d'être figés, les nationalismes ont, durant la période communiste, au contraire, évolués. Le gouvernement roumain avait même élaboré, sans s'éloigner réellement de Moscou, une doctrine du communisme nationaliste qui n'est pas sans effet aujourd'hui encore, et la Yougoslavie de l'après-Tito a connu une effervescence nationaliste importante¹³⁰¹ (I, 2.1.).

Quant à la périodicité des crises balkaniques, force est de constater que si certains litiges ont effectivement resurgi, d'autres semblent au contraire ne plus poser problème. Des nationalismes ont émergé ou se sont renforcés, d'autres ont été tempérés. Ainsi, la Thrace et la Dobroudja ne semblent pas faire, dans l'actualité immédiate, l'objet de contentieux majeurs. Les Hongrois ne se sont pas mobilisés autour du thème de la défense des minorités magyares¹³⁰², et les Bulgares ne donneront plus leur sang pour la Macédoine, même si, indéniablement, ces dossiers restent sensibles dans les deux pays. Et une « réalité macédonienne », relativement récente, existe aujourd'hui.

Quant au retour annoncé d'une lutte d'influence entre l'Allemagne, la Russie et la Turquie dans les Balkans, il ne s'est pas réalisé. Ces trois pays y sont bien présents politiquement ou économiquement mais cette présence n'a pas donné lieu à une lutte d'influence et elle ne fut pas décisive dans la résolution du grand conflit de la région. Ce sont les États-Unis, acteur relativement nouveau dans les Balkans, qui ont été les grands instigateurs de la paix de Dayton. Les préoccupations de l'Allemagne et de la Turquie ne sont pas fondamentalement différentes et les

¹²⁹⁹ Ainsi, par exemple, le spécialiste des Balkans à la Rand Corporation, Stephen Larrabee : « What we are witnessing in the Balkans today is (...) the 'return of history'. The end of the cold war has unleashed long-submerged historical antagonisms », *Balkan Security After the Cold War, New Dimensions, New Challenges*, Rand Reprints, 1995, p. xiii.

¹³⁰⁰ *The Other Balkan Wars: a 1913 Carnegie Endowment inquiry in retrospect with a new introduction and reflections on the present conflict* by George F. Kennan, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 1993, 413 p.

¹³⁰¹ Le cas de l'URSS est encore plus frappant. En accordant à certains peuples une autonomie, les Soviétiques ont renforcé les nationalismes, voire ont créé des nationalismes notamment en Asie centrale où ils ont œuvré à la création d'identités culturelles calquées sur les identités territoriales qu'ils avaient mis en place.

zones de prospection de ces deux pays relativement complémentaires (espace ex-yougoslave pour l'Allemagne, sud et est de la péninsule pour la Turquie). Quant à la lutte d'influence entre la Turquie et la Russie, elle existe mais son théâtre d'expression principal n'est pas les Balkans (II, 1).

Enfin, lorsque cette périodicité est avérée, elle est premièrement difficile à interpréter¹³⁰³ et, deuxièmement, elle n'implique aucunement que ces oppositions et litiges d'hier aient resurgi avec la même intensité et sous les mêmes formes. Une « question macédonienne » est bien revenue sur le devant de la scène, mais aujourd'hui un État macédonien indépendant existe même si cette existence est contestée. Quant à l'identité macédonienne, elle semble s'être plutôt affirmée à l'époque communiste même si elle avait émergé dès la fin du XIXe siècle (I, 2.1.). Le cas de la Moldavie, érigée en État indépendant en 1991, est sensiblement similaire, puisqu'une identité moldave, même confuse et contestée comme pour l'identité macédonienne, s'est formée (ou est en voie de formation). Les contentieux sur la Bosnie-Herzégovine ou le Kosovo ne sont pas nouveaux mais le contexte politique, économique, humain et affectif n'est pas le même (nationalisme serbe renaissant depuis 1986 sur le Kosovo, modification des rapports démographiques dans la province, rapports entre Serbes et Croates radicalement modifiés par le Second conflit mondial, etc.).

L'histoire est certes fondamentale pour la compréhension des événements contemporains et de nombreuses constantes géographiques ou géopolitiques (présence d'une minorité, recherche d'un accès à la mer, etc.) ou encore la persistance de ressentiments, sont des éléments incontournables dans l'analyse des problèmes contemporains. Mais appliquer directement les schémas d'analyse d'hier aux problèmes d'aujourd'hui semble être un exercice quelque peu périlleux.

Les ponts et les carrefours : permanences géographiques et « rhétorique du pauvre »

Si les permanences historiques sont discutables, en revanche les permanences géographiques le sont moins. La péninsule Balkanique est montagneuse. Ces montagnes ne sont pas infranchissables mais elles créent *de facto* des axes de communication privilégiés. Il s'agit notamment de l'axe Morava-Vardar qui coupe la péninsule en deux du nord au sud et de l'axe danubien qui perce une diagonale est-ouest reliant la Bulgarie et la Roumanie au cœur de l'Europe. De nouveaux axes de communication sont en voie de construction (corridor est-ouest reliant la Bulgarie à l'Albanie via la Macédoine) mais leur réalisation risque d'être longue et coûteuse et, de

¹³⁰² Antonela Cappelle-Pogaceau, « Hongrie/Roumanie : rivalités et synergies dans la marche vers l'Europe », *Politique Étrangère*, n°4, 1996, p. 858.

toute façon, ils ne pourront se substituer aux deux grands axes de communication ouverts par la géographie (III, 2.3.). En revanche, ils offriront aux pays qui en dépendent une alternative fort appréciable en cas de tensions politiques dans la région.

Toutefois, si ces permanences géographiques créent des tendances en matière de politique extérieure (la Bulgarie et la Roumanie vont ainsi plutôt chercher à se concilier les amitiés de la Serbie qui verrouille leur accès à l'Europe occidentale), elles ne génèrent aucunement des impératifs politiques : la RFY reste contournable via la Hongrie ou la voie maritime. Seules les priorités comptent. Ainsi, la Bulgarie et la Roumanie (gouvernements et parlements) ont finalement accordé à l'OTAN le droit de transit aérien demandé par Washington lors des bombardements de la RFY au printemps 1999. La priorité clairement accordée aux relations avec les États-Unis (et l'OTAN) a primé sur la volonté de conserver de bonnes relations avec Belgrade (et sur les autres motivations)¹³⁰⁴.

Tous les pays de la région mettent en avant *leur* vocation à s'ériger en pont entre l'est et l'ouest. La Turquie a depuis longtemps usé de cette rhétorique : pont entre l'Europe et l'Asie, entre l'Europe et le Moyen-Orient, entre l'OTAN et l'Organisation de la Conférence Islamique, etc. Cette vocation de la Turquie s'expliquerait par une situation géographique exceptionnelle. L'Anatolie ne s'étire-t-elle pas entre les mondes slave, grec, arabe et persan, à la jonction de l'Europe et de l'Asie, de la Méditerranée et du Moyen-Orient ? La Turquie ne fait-elle pas partie de plusieurs sous-systèmes géopolitiques – Méditerranée orientale, Balkans, Moyen-Orient, Caucase et Russie ? Parallèlement, c'est aussi l'originalité de son identité culturelle qui est mise en avant : pays laïc et occidentalisé mais peuplé de musulmans, la Turquie aurait là une vocation toute naturelle de médiateur, d'interface, entre la civilisation occidentale et la civilisation orientale, entre le monde chrétien et le monde musulman. Elle a érigé ce rôle de pont en dogme de son profil et en composante centrale de sa stratégie d'approche des puissances occidentales. C'est en partie parce qu'elle est un pont entre différents sous-systèmes qu'elle revêt une importance stratégique aux yeux des Occidentaux, et c'est sur cette idée qu'elle a bâti son image de puissance régionale. Depuis 1991, cette rhétorique a été relancée avec la découverte d'une Asie centrale peuplée de turcophones. La Turquie a alors mis en parallèle sa connaissance de ce monde mais aussi du monde occidental (et de ses règles d'économie libérale) pour se positionner avantageusement en intermédiaire entre les pays d'Asie centrale et l'Occident.

¹³⁰³ Bernard Lory, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Paris, Ellipses, 1996, p. 11.

¹³⁰⁴ Ce débat sur les contraintes de politique extérieure en fonction d'un déterminisme géographique est loin d'être nouveau. Voir, en France, les analyses de Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle ou encore Raymond Aron.

Mais la Turquie n'est plus la seule à user et abuser de cette rhétorique du pont. La Grèce serait aussi un pont entre l'Union européenne et les Balkans ; la Roumanie se veut être à la « croisée de l'Orient et de l'Occident »¹³⁰⁵ ; la Bulgarie au « carrefour de trois continents »¹³⁰⁶ ; la Macédoine escompte devenir la plate-forme économique des Balkans¹³⁰⁷ ; et l'Albanie un « carrefour de l'islam et de l'Occident, de l'Europe occidentale et de l'Europe du sud-est »¹³⁰⁸ ! La Macédoine, le Kosovo, la Serbie et le Sandžak se présentent (et sont souvent présentés dans la presse en Occident) comme le « cœur de la péninsule ». Plus à l'est, le Kazakhstan serait un pont entre la Russie et la Chine, l'Azerbaïdjan un pont entre la Turquie et le monde turcophone d'Asie centrale et l'Arménie un pont entre l'Orient et l'Occident chrétien !

Cette vocation de pont s'illustrerait par le rôle – présenté par chaque pays comme incontournable – de plaque tournante dans les échanges Europe-Asie. Que ce soient les échanges de marchandises, ou plus encore le transport des matières énergétiques (pétrole et gaz naturel du Caucase et de l'Asie centrale vers l'Europe), la définition des axes de transit alimente une polémique sans fin entre les candidats au rôle de carrefour et de plaque tournante des échanges. De ces axes de communication et de transport, aujourd'hui en gestation, dépendra en effet l'orientation géographique des échanges de demain. Et les enjeux sont importants : perception de taxes de transit, installation d'entreprises forcément plus susceptibles de s'implanter le long de ces grands axes de transport, etc., et, peut-être, surtout la rente stratégique que ces pays espèrent tirer de cette position de transit ou de plaque tournante. C'est non seulement la croissance économique de ces pays qui est en jeu mais aussi l'intérêt qu'ils représenteront aux yeux des Occidentaux en tant que pays dorénavant à ménager puisque bénéficiant d'une dépendance de l'Occident à leur égard. Tous les pays de la région Balkans-mer Noire-Caucase soulignent donc les avantages de leur position géographique. La Géorgie met en avant son littoral et ses ports, la Roumanie son port de Constanța et le Danube, la Bulgarie, ses ports de Varna et Burgas, la Turquie sa position à la jonction de la mer Noire et de la Méditerranée, etc. (I, 2.3. et III, 2.2.)

Cette rhétorique du pont est en fait aussi la *rhétorique du pauvre*. C'est parce qu'ils sont dépourvus de ressources énergétiques substantielles ou d'une économie puissante que ces pays sont contraints de mettre en avant une position de pont entre les grands ensembles économiques ou politiques, position qui rehausserait donc leurs atouts aux yeux des Occidentaux. Une autre facette

¹³⁰⁵ Anne Planche, «La Roumanie et la coopération autour de la mer Noire», *CEMOTI*, n°15, 1993, p. 123.

¹³⁰⁶ Interview de Jean Videnov, ancien Premier ministre de Bulgarie (BTA, 26/6/95), ou, par exemple, article de Petko Bocharov sur les avantages de la position géographique de la Bulgarie entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie centrale : «Eurocorridors Depend on Regional Stability», RFE/RL Features, 26 mai 1998.

¹³⁰⁷ *Le Monde*, 4-5/2/96.

de ce discours de valorisation vis-à-vis de l'Occident est la thématique du rempart et de l'avant-poste. A priori contradictoire avec celle du pont, elle n'en remplit pas moins le même objectif : valoriser sa position aux yeux des Occidentaux. Nombreux sont donc les pays qui se présentent comme les avant-postes de la défense de l'Occident. La Grèce serait le dernier rempart du christianisme, la Roumanie un bastion de latinité et un avant-poste de l'Occident dans un monde slave forcément barbare, etc. Enfin, l'identification au pont permet aussi d'affirmer une identité européenne, et de tenter de la faire admettre par ses pairs européens. Mais, malheureusement, elle reconnaît également *ipso facto* le caractère géographique ou culturel ambivalent de cette identité puisqu'en insistant sur une position d'intermédiaire entre deux mondes, on souligne finalement son appartenance à ces deux mondes. Le débat sur la pertinence d'une notion de région intermédiaire entre l'est et l'ouest (Eurasie) a d'ailleurs resurgi sur les franges du monde est ou sud-est européen (I, 2.4.).

Dans les faits, seul un pont en est clairement un dans les Balkans, c'est-à-dire quasi incontournable. Il s'agit de la Serbie qui, par sa position à la jonction des deux grands axes de communication de la région (le Danube et l'axe Morava-Vardar), se trouve au centre des axes de communication dans la région (III, 2.3.). Malheureusement ce pont s'est souvent transformé en verrou depuis 1991, et les difficultés économiques rencontrées par les pays de la région pour assurer leurs échanges avec l'Europe de l'Ouest en témoignent. Le détour par la Roumanie et la Hongrie est long et coûteux et les échanges de la Macédoine, de la Roumanie et de la Bulgarie ont grandement pâti des embargos imposés à la RFY. Quant à l'Albanie, elle se voit, elle aussi, dépendante d'un transit par la Serbie pour ses échanges terrestres avec le reste de l'Europe. Cette position géographique avantageuse est un atout exceptionnel pour Belgrade et les dirigeants serbes en ont sans doute pleinement conscience. Ils ont pu compter sur cet avantage lors des crises régionales qui les ont affectés – ou qu'ils ont provoquées. Les pays de la région ont constamment demandé la levée de l'embargo ou des compensations financières qui ne peuvent qu'alourdir la facture pour les Occidentaux.

D'autres permanences doivent être notées. Il s'agit des freins d'ordre émotionnel (antiturquisme, méfiance vis-à-vis du voisin, etc.) qui, loin de s'estomper avec le temps, pèsent toujours lourdement dans les esprits mais aussi sur les politiques étrangères (I, 2.).

¹³⁰⁸ Marta Muço, "Les fondements économiques de la crise albanaise de 1997", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, 1997, p. 94.

L'ombre des tensions gréco-turques

A partir de 1995/96, la Grèce a cherché à normaliser ses relations avec ses voisins balkaniques. Cet assouplissement de la diplomatie grecque a abouti à la signature d'un accord intérimaire avec la République de Macédoine (septembre 1995). Parallèlement, une détente a été amorcée avec l'Albanie (notamment après la libération des membres du parti Omonia en février 1995) et les relations avec la Bulgarie se sont resserrées après la formation d'un gouvernement PSB en janvier 1995. A l'automne 1995, l'accord de Dayton changeait la donne régionale et le départ de Papandreou, très affaibli par la maladie, laissait la place à K. Simitis, plus modéré que son prédécesseur.

Les changements de gouvernements en Bulgarie (janvier 1995) et en Albanie (juillet 1997) ont grandement facilité le retour de la Grèce sur la scène balkanique. Mais celui-ci est aussi la conséquence d'une réorientation de la diplomatie grecque. Les dirigeants grecs ont pris conscience que leurs positions intransigeantes sur la « République de Skopje » et leurs relations tendues avec l'Albanie les isolaient dans la région et dans les enceintes internationales. Cet isolement fut jugé d'autant plus dommageable qu'il favorisait la pénétration de l'influence turque dans la région. On peut par ailleurs arguer que la Turquie a cherché, en développant de bonnes relations avec la République de Macédoine et l'Albanie (et dans une moindre mesure avec la Bulgarie) à couper la Grèce de son *hinterland* balkanique et européen. Toutefois, si cet objectif a pu peser sur les choix diplomatiques turcs, il semble plutôt que la Turquie se soit tout simplement liée avec les pays isolés dans la région (et en conséquence demandeurs d'une coopération). A cet égard, ce serait donc plutôt la Grèce qui se serait auto-isolée en menant une politique agressive vis-à-vis de la Macédoine et, dans une moindre mesure, vis-à-vis de l'Albanie.

La réorientation diplomatique grecque fut confirmée par le retour de T. Pangalos à la tête du ministère des Affaires Étrangères en janvier 1996. Pour M. Pangalos, la priorité des priorités est la lutte contre la menace, ou supposée menace, représentée par la Turquie. Pour faire efficacement face à cette menace, la Grèce ne devait pas voir son attention et ses forces monopolisées par d'autres contentieux régionaux. A la même époque (février-mars 1996), une nouvelle crise éclatait entre la Grèce et la Turquie à propos d'un îlot inhabité en mer Égée (Imia/Kardak) et la Serbie reconnaissait la Macédoine sous son nom (avril 1996). La menace turque semblait donc se préciser et l'appui du seul allié de la Grèce dans la région, la Serbie, lui faisait défaut, motifs supplémentaires à une normalisation des relations avec l'Albanie et la Macédoine. Cette réorientation diplomatique fut saluée par de nombreux intellectuels et politologues qui critiquaient cette dispersion de l'attention nationale et l'exploitation nationaliste de la question macédonienne

au détriment de l'objectif prioritaire du pays, la Turquie.

Les tensions entre la Grèce et la Turquie pèsent comme une ombre sur les relations bilatérales des deux pays dans la région – ainsi que sur celles des pays de la région avec ces deux acteurs. Quand la Bulgarie de l'UDF prend ses distances avec la Grèce, elle se rapproche de la Turquie (sans aucunement rompre ses relations avec la Grèce), quand la Bulgarie du PSB se rapproche de la Grèce, elle prend ses distances avec la Turquie (sans aucunement rompre ses relations avec cette dernière), quand l'Albanie du Parti socialiste se rapproche de la Grèce, elle prend ses distances avec la Turquie (toujours sans rompre avec cette dernière), etc. Ces délicats exercices d'équilibre sont autant de marges de manœuvres pour les pays de la région (qui peuvent jouer l'un face à l'autre), que de limites à leur politique régionale (peut-on simultanément et à un même degré développer des relations avec l'un et l'autre ?). Les États-Unis ont depuis longtemps bénéficié et souffert de cette inimitié dans le cadre de l'OTAN. L'impact de ces tensions gréco-turques s'étend d'ailleurs bien au-delà du théâtre balkanique puisqu'elles ont également des répercussions sur les relations de ces deux pays avec la Russie et l'U.E. et dans le Caucase et au Proche-Orient. Dans un jeu complexe où s'enchevêtrent de nombreuses controverses bilatérales, les premiers vont justifier leurs rapprochements avec d'autres pays par la menace que fait peser le second sur son avenir, et inversement : alliance de circonstance entre la Russie et la Grèce face à la « politique agressive de la Turquie », alliance entre la Turquie et Israël face au « front du mal » (ou inversement !), etc. (III, 1.2.).

Une lutte d'influence entre la Grèce et la Turquie dans les Balkans émerge par ailleurs peu à peu, chacun se forgeant des instruments d'intervention (formation de trilatérales par exemple). Depuis peu, Athènes, inquiète de la présence grandissante des firmes turques sur le marché bulgare et de « la mainmise de la Turquie sur ce pays par le capital », tente de s'opposer à ce mouvement. Jusqu'à l'année 1997, la Grèce avait réussi à maintenir une prééminence dans le domaine économique. Même à l'époque où la Turquie normalisait ses relations avec la Bulgarie (1991-1994) et ébauchait d'étroites relations avec l'Albanie et la Macédoine (1991-1995), elle conservait l'avantage en matière commerciale¹³⁰⁹. La seule exception était la Roumanie avec laquelle la Turquie avait rapidement développé ses échanges. Depuis un ou deux ans, les dirigeants turcs semblent avoir pris conscience de leur erreur – i.e. les incohérences des approches politique et économique – et ils cherchent à rééquilibrer ces approches et à encourager les échanges commerciaux. Outre l'accord de libre-échange avec la Roumanie signé en avril 1997, un accord de ce type a également été signé avec la Bulgarie (juillet 1998) et avec la République de Macédoine

¹³⁰⁹ Voir les statistiques comparées de Axel-Sotiris Walldén, « La Grèce dans les Balkans », in Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale*, 1996, Paris, la Documentation Française, 1996, p. 89.

(mars 1999).

Enfin, la récente affaire Öcalan (arrêté au Kenya en février 1999) a eu d'énormes répercussions en Grèce (démissions de trois ministres : Affaires Étrangères, Intérieur et Ordre Public). L'impact des tensions bilatérales entre les deux pays sur la scène politique interne et l'ampleur du ressentiment vis-à-vis de l'autre sont en fait très disproportionnés (I, 2.1.). Les Turcs accordent beaucoup moins d'importance (et surtout de sensibilité) à leurs relations avec les Grecs. En revanche, la peur d'un démembrement de la Turquie (syndrome de Sèvres) est, elle, viscérale et centrale dans la politique intérieure et extérieure du pays. D'où l'extrême sensibilité des dirigeants et de la population vis-à-vis du mouvement kurde (et la violence de la réponse à ces revendications¹³¹⁰). Dès lors, le soutien apporté par la Grèce au PKK, incontestable avec les péripéties de l'arrestation d'Öcalan, érige ce pays en ennemi public n°1. Depuis cette affaire, la presse turque et les dirigeants politiques se déchaînent contre ce pays « pervers » (soutien au terrorisme) et « agressif » (tentative de déstabilisation de la Turquie et soutien à son démembrement)¹³¹¹.

Le poids des Balkans dans la diplomatie turque

Les Balkans ne constituent apparemment pas la priorité de la politique extérieure de la Turquie. L'intégration à l'Europe, les relations avec les États-Unis et les pays européens et même l'Asie centrale, peuplée de turcophones, sont l'objet de bien plus grandes attentions. Hormis les relations turco-grecques – mais qui dépassent largement le cadre balkanique – et la guerre en Bosnie-Herzégovine, la place consacrée aux Balkans dans la presse turque est bien moindre que celle consacrée à l'Europe ou à la CEI (Russie, Asie centrale et Caucase).

Au niveau économique, les Balkans n'ont pas motivé l'attention prioritaire des hommes d'affaires et des pouvoirs publics. En 1994, le commerce avec les pays balkaniques (Grèce incluse) ne représentait pas 3% des échanges du pays et la Turquie avait ouvert deux fois plus de lignes de crédits aux pays d'Asie centrale qu'aux pays balkaniques (sans parler de la Russie qui totalise maintenant plus d'1,2 milliards de dollars de crédit). Ankara n'a également pas posé les jalons d'une coopération culturelle sur le long terme. TICA, l'agence de coopération internationale créée au sein du ministère des Affaires Étrangères en 1992, n'avait, dans un premier temps, pour théâtre d'opération que la CEI (Asie centrale et Caucase avant tout). Ce n'est qu'en novembre 1995 qu'elle a ouvert son premier bureau dans les Balkans (à Sarajevo). A cette époque, la quasi totalité des

¹³¹⁰ Il ne s'agit pas là, bien sûr, d'excuser ou de justifier cette violence. Les facteurs explicatifs sont d'ailleurs multiples.

capitales de la CEI était déjà dotée d'un bureau TICA.

Quant à l'aspect purement militaire, c'est du Moyen-Orient que la menace à la sécurité du pays est la plus vivement ressentie (Iran et Syrie notamment). La Russie fait, elle aussi, aux dires des militaires, peser une menace sur le pays mais, paradoxalement, elle est un partenaire économique de premier plan. La diplomatie de la Turquie vis-à-vis de son voisin septentrional est, en fait, dominée par les enjeux pétroliers.

En termes stratégiques et politiques, *ce sont les questions des pipelines, des relations avec la Russie, de la guérilla kurde, de Chypre (et de la vente des missiles russes à la république chypriote grecque) et l'alliance stratégique avec Israël qui ont dominé sa diplomatie*. Ces questions ont provoqué des bouleversements d'une ampleur mal perçue en Europe. Le litige entre la Turquie et la Russie sur le tracé du (ou des) pipeline(s), ainsi que la lutte d'influence entre les deux pays dans l'étranger proche, ont provoqué à l'été 1993 un rapprochement entre Moscou et Athènes. Au même moment, la Russie reprenait l'offensive au Caucase (coup d'État contre Elçibey, appui militaire à l'Arménie, etc.). Le rapprochement avec la Grèce se concrétisa sur le plan stratégique par la vente de missiles russes à Chypre (décembre 1996). Un an auparavant, la Grèce avait entamé la construction d'une base aérienne sur l'île. Menacée par cette nouvelle alliance et la modification de l'équilibre militaire dans la région, la Turquie chercha à resserrer ses liens avec les pays du Caucase ou l'Ukraine et, surtout, mit au point une alliance stratégique avec Israël (avril 1996). La principale visée par cette alliance n'était certes pas Chypre mais la Syrie (qui soutenait le PKK). Cependant, la Grèce, percevant cette alliance comme une nouvelle tentative d'encerclement de Chypre, se rapprocha de la Syrie, de l'Iran et de l'Arménie (accord de coopération militaire avec l'Arménie en juin 1996, mémorandums de coopération trilatérale) et fit des ouvertures aux pays du Caucase (tournées du ministre des affaires Étrangères en avril 1997 et du ministre de la Défense en juillet 1997). Enfin, les seules questions des pipelines et des réseaux de transport en projet motivent de nombreuses manœuvres sur le pourtour de la mer Noire et du bassin caspien ; manœuvres auxquelles participent les pays des Balkans (et notamment la Bulgarie et la Roumanie). La lutte contre l'influence de la Russie dans "l'étranger proche" en génère d'autres, de même que de nouveaux « rapprochements de circonstance » (GUAM par exemple).

Très clairement, après des années de tentatives de rapprochements avec le monde arabe, déçue des échecs de ses ouvertures, la Turquie a sacrifié ses relations avec ce monde arabe au profit d'une alliance avec Israël qui lui permet de combattre sur plusieurs fronts ses multiples

¹³¹¹ Tout comme ils s'étaient déchaînés contre la Syrie qui abritait, jusqu'à l'automne 1998, A. Öcalan, le leader du PKK.

détricateurs et avant tout la Syrie et la Grèce. Forte de cette alliance, elle a pu hausser le ton vis-à-vis de la Syrie à l'automne 1998 (et avec succès). La Turquie n'avait d'ailleurs réussi dans le monde arabe qu'une percée économique, et avant tout en Irak. Ses relations avec ce pays étant compromises depuis la guerre du Golfe, les marchés d'Asie centrale et du Caucase venant à propos offrir de nouvelles perspectives économiques (et une alternative en matière d'approvisionnement en énergies), plus rien ne reliait la Turquie à ce monde arabe qui la considérait toujours comme une intruse (I, 1.1.).

On est donc en présence d'un certain *rééquilibrage des intérêts et des préoccupations* des dirigeants turcs. Les Balkans furent le phare et, en quelque sorte, le tombeau de l'Empire ottoman. Depuis lors, l'intérêt pour cette région s'est maintenu, alimenté par une historiographie officielle mettant exergue la présence turque dans la région¹³¹², et par les flux de réfugiés en provenance des Balkans. L'Asie centrale, qui n'a jamais fait partie de l'Empire ottoman, et le Caucase n'ont généré, jusqu'en 1991, qu'un intérêt très relatif. La découverte dans l'allégresse et l'euphorie d'un monde turcophone après l'éclatement de l'URSS, et des impératifs de sécurité sur la frontière caucasienne (guerre au Haut-Karabakh et question des pipelines) ont mis ces deux régions au premier plan des préoccupations des dirigeants politiques et militaires et des attentions de la presse et du monde académique. Parallèlement, la guerre du Golfe, les tensions persistantes avec les voisins moyen-orientaux et l'interminable guerre contre le PKK kurde, non seulement mobilisent toujours les forces armées turques dans la région, mais font peser une menace sur la sécurité du pays. C'est l'alliance avec Israël, jugée essentielle pour contrebalancer cette menace, qu'ont choisie les militaires turcs.

Les enjeux économiques et politiques se profilant pour la Turquie dans l'espace balkanique ne sont donc pas prioritaires. Les Balkans constituent toutefois une des zones de prospection de la diplomatie turque. Ses ouvertures diplomatiques dans la région sont simplement à replacer dans un ensemble plus vaste où la Turquie a dû, en 1991/92, faire face à de nombreux défis, et ceci, dans l'ensemble de son environnement stratégique. Elle a, dans les années 1992/94, réagi de façon finalement assez dynamique à l'ensemble de ces défis, compte tenu de la modestie ses moyens d'assistance financière et technique et de la portée de son influence politique.

La Turquie entend pleinement profiter des opportunités politiques qui lui sont offertes dans

¹³¹² Phénomène souligné par Étienne Copeaux dans son analyse des manuels scolaires turcs : « Les mots 'Asie' et 'Proche-Orient' apparaissent peu dans les dénominations de territoires. Au contraire, les Balkans, doivent être

l'ensemble des régions Balkans, Asie centrale et Caucase. Il s'agit là d'une *occasion historique de devenir une grande puissance régionale*. La Turquie cherche à maximiser les avantages que lui confère sa situation géographique et socio-culturelle (musulmane mais laïque, et turcophone) et veut se poser en intermédiaire indispensable pour l'occident. Ce stéréotype n'est pas nouveau mais il prend aujourd'hui – tout du moins dans les discours des dirigeants turcs ! – une dimension toute nouvelle. La Turquie dispose de nombreux atouts pour mener à bien ses ambitions de puissance régionale : sa position géographique, le dynamisme – tout relatif – de son économie ou encore son poids démographique. L'ancien Président de la république, Turgut Özal, est considéré comme l'apôtre de cette nouvelle politique étrangère turque axée sur un redéploiement des énergies en Asie centrale, au Caucase et dans les Balkans. C'est sous sa direction que la Turquie a développé des liens avec les pays des Balkans et d'Asie Centrale (I, 1.3.).

Le poids de la Turquie dans les Balkans

La Turquie a donc noué des liens dans les Balkans, liens qui, certes, auraient pu être plus solides et étroits si elle avait donné la priorité à cette région, si elle avait combiné ses approches économique et politique et si des ressentiments d'ordre historique ne l'avaient pas limitée dans ses options, mais ces liens existent et sont importants. La Turquie est présente dans les Balkans et elle y est même un acteur incontournable. Et si ses premières ouvertures furent considérées avec méfiance par les pays balkaniques, cette méfiance tend à s'estomper. Elle a noué d'étroites relations politiques et militaires avec l'Albanie et la Macédoine et, dans une moindre mesure, avec la Bulgarie, et elle a déployé une active diplomatie internationale pour régler le conflit bosniaque.

Peut-on toutefois parler d'un retour de l'Ottoman dans les Balkans ? La Turquie a incontestablement l'ambition de s'ériger en puissance régionale mais elle n'a ni les moyens, ni l'ambition de recréer l'Empire ottoman. Le démantèlement de cet empire a laissé de nombreuses traces dans l'esprit des Turcs. La laïcité imposée par Mustafa Kemal partait du constat que l'Empire ottoman, empêtré dans l'islam et ses traditions orientales, n'avait pu se moderniser et avait finalement causé sa propre perte. Si de nombreux principes du kémalisme sont aujourd'hui matière à réformes ou à débats, les fondements ne sont, eux, pas remis en cause¹³¹³. De plus, aucun pays balkanique, même dans le cas des musulmans de Bosnie-Herzégovine et de l'Albanie qui n'ont pas trop mal vécu l'époque ottomane, n'est prêt à accepter une quelconque domination turque dans la région ni même une protection de la Turquie et la méfiance vis-à-vis des Turcs reste très vive. L'appui de la Turquie est parfois recherché mais il s'agit de palier à l'instabilité de la région,

considérés, pour des raisons historiques et affectives, comme une région fortement présente dans l'inconscient collectif turc ». Étienne Copeaux, «Manuels scolaires et géographie historique : le cas turc», *Hérodote*, n°74-75, 1994, p. 205.

de trouver de nouveaux partenaires économiques après la dissolution du CAEM, ou encore de faire contrepoids à l'influence russe. Les pays balkaniques recherchent avant tout l'appui du monde occidental. La Turquie est sans conteste un poids lourds dans la région et un partenaire important pour ces pays, mais un *partenaire parmi d'autres*. Elle n'a d'ailleurs joué qu'un rôle très marginal dans le règlement du conflit en Bosnie-Herzégovine.

Quels moyens aurait de plus la Turquie de dominer ou d'étendre son influence dans la région ? Économiquement, elle va sans doute connaître une croissance dans les années à venir mais son économie reste fragile et ses capacités d'investissements bien moindres que celles des Occidentaux. Ces capacités sont de plus éclatées entre divers marchés régionaux. Politiquement, voire militairement, la Turquie reste dépendante de l'appui ou de l'aide occidentale. Elle dispose, certes, de nombreux atouts mais elle a une position sur la scène internationale qu'elle ne peut se permettre de ruiner. Elle en est ainsi réduite à des pressions diplomatiques (assez peu suivies d'effets) vis-à-vis des conflits en Yougoslavie et au Caucase. Parallèlement, la marge de manœuvre de la Turquie est aussi fonction de l'intérêt qu'elle représente pour la communauté internationale et donc du contexte international et régional. L'ancrage politique au monde occidental est une constante depuis la Seconde Guerre mondiale même si la Turquie a souvent suivi une voie originale au sein de ce monde occidental (intervention militaire à Chypre, relations avec l'URSS, etc.). Cette originalité est tout autant due à ses propres objectifs (Chypre) qu'à la marginalité ou l'incompréhension dont elle a parfois été – ou s'est estimée – victime dans le monde occidental auquel elle désire pleinement appartenir (embargo des États-Unis dans les années 70, rejet de la CEE à sa demande d'adhésion, etc.) (I, 1.).

La Turquie face à son passé ottoman

Les politiques des États sont plus déterminées par la perception de leurs propres vulnérabilités et de la menace de l'autre que par leur réalité objective. Cet adage est d'autant plus vrai dans les Balkans que la composition ethnique de la région est complexe et que ces peuples se sont violemment opposés dans le passé. Les minorités, et plus particulièrement mais non exclusivement les minorités religieuses, sont perçues comme porteuses de projets irrédentistes, et le voisin pâti d'une image entachée de nombreux stéréotypes, quand il n'est pas soupçonné de nourrir quelques machiavéliques intentions de conquête. Peurs irrationnelles, sentiments de menace, complexe d'encerclement et besoin de définir les ennemis de la nation, sont – toujours – le lot quotidien des peuples balkaniques (I, 2.).

¹³¹³ A l'exception notable du principe de neutralité abandonné avec l'adhésion de la Turquie à l'OTAN en 1952.

La domination des Balkans par les Ottomans pendant cinq siècles a laissé de nombreuses traces dans les esprits. Tous les pays de la région, l'Albanie à un degré moindre, se sont constitués à un moment ou à un autre de leur histoire contre la domination ottomane. Cette lointaine « inimitié constitutive » a été quasi constamment entretenue ou ravivée par l'historiographie officielle et par les hommes politiques qui voyaient là un excellent moyen de justifier les problèmes économiques et sociaux auxquels était confronté leur pays. En d'autres termes, tous les maux de ces pays proviendraient d'une domination barbare qui les a longtemps tenus éloignés de l'Europe éclairée (I, 2.). Le Turc et la Turquie sont donc, à divers degrés et sous diverses formes, l'objet de ressentiments et de suspicions. Cette animosité touche l'ensemble de la classe politique et sociale (l'exemple le plus éclairant est ici celui de la Grèce).

La Turquie ne peut pas ne pas prendre en compte la force et la persistance de ces ressentiments. Elle se voit à tout instant accusée de renouer avec ses penchants guerriers d'autrefois. *Malgré la rupture affichée, et réelle, avec l'Empire ottoman depuis Atatürk, la Turquie doit gérer son héritage ottoman.* Cet état de fait a une double incidence sur la diplomatie turque dans les Balkans. D'une part, la Turquie ne peut entreprendre aucune action politique d'envergure (et encore moins militaire) sous peine de faire face à une levée de bouclier. D'autre part, *les autorités turques, conscientes de cette animosité, se sont volontairement autolimitées dans leurs actions politiques dans les Balkans*¹³¹⁴. Les accusations vite – et déjà – lancées de politique néo-ottomane (et notamment les allégations soutenant que la Turquie chercherait à créer une zone d'influence dans la région en s'appuyant sur un arc islamique) ont conduit les dirigeants turcs à tempérer leur diplomatie balkanique afin de ne pas donner prise à ces détracteurs. La Turquie est restée prudente dans son soutien public aux minorités turques et musulmanes des Balkans (II, 3.2.), de même que dans ses interventions militaires. Elle a ainsi participé aux missions de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine mais a refusé d'engager son aviation dans les bombardements (participation à des missions logistiques uniquement). Enfin, l'ensemble de la diplomatie de la Turquie dans la région a été cautionnée par Washington. C'est à partir de 1994/95, alors que les États-Unis s'impliquaient plus lourdement dans la gestion du conflit bosniaque et reconnaissaient l'État macédonien, que la Turquie a signé des accords de coopération militaire avec la Macédoine (avril 1995 et juillet 1995) et avec la Bosnie-Herzégovine (août 1995 et janvier 1996).

Cette prudence n'explique toutefois pas la modestie de l'effort économique de la Turquie dans la région. La Turquie aurait pu, à l'instar de l'Allemagne, elle-même objet de suspicions et de ressentiments et s'autolimitant elle aussi dans ses interventions politiques, utiliser – dans la limite

¹³¹⁴ Voir les quelques réflexions de Şule Kut à ce propos, "Turkey in the Post-Communist Balkans : Between Activism and Self Restraint", *Turkish Review of Balkan Studies*, n°3, 1996/97.

de ses possibilités financières – l'instrument économique, approche plus douce mais créant néanmoins des liens bilatéraux sur le long terme.

Enfin, ces sentiments, malgré leur virulence, ne sont pas irréversibles. D'autres peuples peuvent remporter la palme de l'ennemi de la nation et masquer (temporairement ?) cet antiturquisme. Ainsi en est-il de la Macédoine. L'appui sans faille accordé par la Turquie à ce petit pays isolé et menacé et la canalisation des ressentiments populaires sur (l'importante) minorité albanaise a engendré un revirement de perception du Turc assez spectaculaire. En Roumanie, les Turcs partagent le rôle des ennemis de la patrie avec d'autres peuples (Hongrois, Russes) et, forcément, l'antiturquisme s'en trouve altéré. Enfin, le cas des Albanais, les derniers à se soulever contre la domination des Ottomans, est particulier. Aucune turcophobie virulente ne caractérise le nationalisme albanais et, en tout état de cause, pas une peur du musulman.

Quelle fraternité ethnique ou religieuse ?

Les persécutions subies par les musulmans ou Turcs des Balkans mettent cependant la Turquie dans une situation délicate. Comment peut-elle réagir aux appels à l'aide lancés par ces peuples, massacrés précisément du fait de leur allégeance à l'islam (ou, en tout état, de cause telle est la perception communément admise dans le cas bosniaque), et ceci alors que sa laïcité et son occidentalisation l'éloignent de toute référence à la défense de l'islam ? Son ancrage à l'Ouest lui interdit d'agir seule, mais sa responsabilité particulière, en tant que pays géographiquement proche et responsable historique de la présence de communautés musulmanes dans la région, ne peuvent que l'inciter à se montrer pour le moins concernée.

Jusqu'à présent, la Turquie n'a pas fondé sa politique extérieure sur des considérations religieuses ou ethniques. Deux cas font cependant exception : la campagne d'assimilation des Turcs de Bulgarie et Chypre où la Turquie est intervenue militairement en 1974, officiellement pour protéger la population turque d'une domination grecque jugée dangereuse. Mais, dans ce dernier cas, plus que la défense d'une minorité turque opprimée (image et justification construites *a posteriori*), ce sont d'impératifs motifs stratégiques qui ont présidé à cette intervention. La proximité géographique de l'île interdit en effet sa domination par une puissance étrangère, et *a fortiori* une puissance étrangère hostile (la Grèce qui a tenté en 1974 d'annexer l'île). Quant à la campagne d'assimilation des Turcs de Bulgarie durant l'hiver 1984/85, c'est son ampleur et la proximité géographique de ce pays qui avaient motivé les vives réactions du gouvernement turc. Les relations entre la Turquie et la Bulgarie en avaient été très sérieusement affectées. C'était la première fois depuis la création de la Turquie républicaine que la défense d'une minorité turque

opprimée provoquait de telles implications sur la politique étrangère du pays.

La découverte d'un monde turcophone en Asie centrale, monde avec lequel rappelons-le, les Turcs d'Anatolie n'étaient plus en relation depuis des siècles¹³¹⁵, a été soudaine et intense. Le monde turc allait alors, selon les termes de l'ancien président Turgut Özal, « de l'Adriatique à la Chine ». Cette dimension ethnique de l'approche du monde extérieur s'est focalisée sur l'Asie centrale mais, de fait, après l'échec du premier sommet turcophone en 1992, l'ardeur fraternelle clamée par les hommes politiques turcs a fait place à un réalisme moins spectaculaire mais sans doute plus efficace.

Dans les Balkans, excepté le cas de la campagne d'assimilation des Turcs de Bulgarie en 1984/85, la Turquie ne s'est guère préoccupée du sort des Turcs et des musulmans de la région depuis l'effondrement de l'empire. Elle a surtout eu une politique d'accueil des réfugiés. Cette approche humanitaire et a-politique est une constante de la politique turque dans la région depuis les années 50 (réfugiés de Yougoslavie dans les années 50, de Bulgarie au début des années 50 et en 1989, de Bosnie-Herzégovine en 1992, du Kosovo en 1999)¹³¹⁶. Les persécutions des musulmans (Bosnie-Herzégovine) ont bien sûr provoqué des réactions scandalisées en Turquie. L'opinion publique et les dirigeants politiques s'en sont émus et la politique double standard des Occidentaux a été dénoncée. Mais ces massacres n'ont pas provoqué l'élan de solidarité populaire que l'on pouvait attendre. Les Turcs d'origine bosniaque ne se sont pas plus mobilisés, et les initiatives du gouvernement sont restées prudentes. Le conflit bosniaque a fait l'objet d'une intense activité diplomatique turque mais cet activisme est resté confiné à des interventions auprès des organismes internationaux et a soigneusement épousé le cadre des initiatives internationales. La rhétorique sur les massacres des musulmans a essentiellement été utilisée à des fins électorales et notamment par le *Refah Partisi* (parti islamique) (II, 3.1.). Enfin, les musulmans des Balkans ne se sont pas non plus précipités au secours de leurs « frères » bosniaques. La « communauté musulmane » des Balkans n'en est pas une ! Albanais, Turcs de Bulgarie, de Thrace grecque, musulmans de Bosnie-Herzégovine, etc. ont chacun conservé leurs particularismes ethniques et culturels. Ils sont peu en contact les uns avec les autres, certains sont citadins, d'autres ruraux, certains sont très attachés à leur religion, d'autres non, etc.

¹³¹⁵ Excepté l'aventure panturque de quelques Jeunes-Turcs au début du siècle. Sur le panturquisme, voir, Jacob M. Landau, *Pan-Turkism. From Irredentism to Cooperation*, Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press, 2^{ème} éd., 1995.

¹³¹⁶ Cette approche humanitaire s'accorde avec le profil bas adopté par la Turquie dans la région. L'Allemagne, également poursuivie par son passé et s'auto-limitant dans ses initiatives politiques (à l'exception notable de la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie), a, elle aussi, massivement accueilli des réfugiés depuis 1990.

Le primat du politique sur le religieux

La Turquie n'a, en fait, pas de réelle influence sur ces musulmans. Son appui est certes recherché, notamment lorsque ces communautés sont isolées dans un environnement menaçant (musulmans de Bosnie-Herzégovine), mais au même titre que celui d'autres puissances régionales ou internationales. De surcroît, la Turquie a évité d'intervenir au nom d'une solidarité musulmane qui l'éloignerait du monde occidental. Elle s'est par exemple opposée aux tentatives iraniennes de qualifier le conflit en Bosnie-Herzégovine de guerre de religion, ou encore, s'est gardée de massivement participer à la « force musulmane » mise à la disposition de l'ONU par l'OCI en juillet 1993 (II, 3.2.).

La mise en avant d'arguments ethniques ou religieux reste soumise aux impératifs politiques. Ainsi, si Ankara et Tirana soulignent effectivement, et encore avec une certaine modération, leur « fraternité de foi », celle-ci ne vient qu'appuyer une volonté de rapprochement éminemment politique. La Turquie a effectivement développé de bonnes relations avec l'Albanie, mais aussi avec la République de Macédoine et la Bulgarie, et c'est à la Roumanie et la Russie qu'elle a octroyé le plus de crédits. Quant aux dirigeants de la communauté musulmane de Bosnie-Herzégovine, c'est avec l'Iran qu'ils avaient les liens les plus étroits avant le déclenchement du conflit et les Turcs ne se sont guère précipités pour aider ce pays dans sa reconstruction après la guerre (II, 3.2.). L'appartenance à une culture commune est certes régulièrement mise en avant par Ankara dans ses tentatives de rapprochement avec les pays d'Asie centrale. Mais là encore, cet argument n'est invoqué que pour conforter une politique, à savoir développer son influence politique et économique.

La théorie de Samuel Huntington¹³¹⁷ reposant sur la cristallisation des choix politiques des pays autour des affinités culturelles et religieuses n'est pas fondée dans le cas des Balkans. Elle ne l'est pas non plus dans le cas de la Turquie vis-à-vis du reste du monde musulman. La Turquie est plutôt rejetée de ce monde musulman et elle a récemment mis au point une alliance avec Israël qui lui aliène sur le long terme le reste du monde arabo-musulman. *Cette théorie n'est pas non plus avérée dans le cas de la solidarité orthodoxe.* Celle-ci n'est également mise en avant que pour conforter une prise de position éminemment politique (rapprochement entre la Grèce et la Russie face à la Turquie, soutien de la Grèce à la Serbie, etc.) (I, 2.3.). La Macédoine, pourtant orthodoxe, est en mauvaises relations avec l'ensemble de ses voisins orthodoxes (Grèce, Serbie et Bulgarie) mais en bonnes relations avec la Turquie. Sur l'ensemble du pourtour de la mer Noire, la « fraternité de foi » n'est là aussi évoquée que dans des circonstances choisies et avant tout

politiques. Ainsi, la Grèce a esquissé un rapprochement avec la Russie ou l'Arménie face à la supposée menace turque, mais elle s'est aussi rapprochée de l'Iran et de la Syrie. Elle a depuis longtemps adopté une politique pro-arabe censée appuyer ses positions sur Chypre. La Turquie est effectivement proche de l'Azerbaïdjan, mais il n'a jamais été question de sacrifier les relations avec l'Occident au profit d'une défense de Turcs-azéris aux prises avec l'Arménie. Elle entretient d'ailleurs également de bonnes relations avec la Géorgie (chrétienne) et l'Ukraine (III, 1.2.).

En revanche, ces théories et ces rhétoriques sur la fraternité de foi et l'appartenance à une même culture engendrent des craintes de part et d'autre. Ainsi en est-il de la peur d'un arc islamiste (ou orthodoxe) dans les Balkans. Le succès des thèses de Samuel Huntington dans la région en est une preuve¹³¹⁸. Celui-ci fut d'ailleurs invité par la mairie islamiste d'Istanbul à venir présenter ses travaux¹³¹⁹. La rhétorique pan-orthodoxe de la Grèce, particulièrement aiguë dans ce pays où l'Église joue un rôle considérable et où le nationalisme est vif, provoque en retour une phobie de l'axe orthodoxe dans les milieux nationalistes et islamistes en Turquie.

Vers une réorientation des politiques étrangères de la Turquie et des pays des Balkans ?

Dans les Balkans comme en Asie centrale ou dans le Caucase, la Turquie n'a, jusqu'à présent, représenté qu'un allié politique ou un partenaire économique parmi d'autres, et les dirigeants des pays de ces régions veillent à ne pas retomber sous la coupe d'un puissant voisin. De plus, la politique turque butte sur des antagonismes historiques tenaces (dans les Balkans ou en Arménie), voire sur des inimitiés bien actuelles (Grèce). Sa politique ne fut pas toujours, par ailleurs, des plus cohérentes et son approche par un processus économique souffre de graves lacunes notamment dans les Balkans.

La découverte dans l'euphorie de l'Asie centrale au début des années 90 s'est révélée décevante. Les pays de la région n'aspirent sûrement pas à se placer sous la protection d'un nouveau grand frère et le facteur culturel semble bien mince au regard des demandes (essentiellement financières) de ces pays et de l'influence politique (recherchée ou présente *de facto*) de la Russie ou des États-Unis. La promotion d'une communauté de culture a certes donné quelques résultats, mais ils ont été parcellaires et liés à l'unique apport financier escompté. Le

¹³¹⁷ Samuel Huntington, "The Clash of Civilization", *Foreign Affairs*, Vol. 72, n°3, 1993, pp. 22-49.

¹³¹⁸ Ekaterina Nikova, "The Black Sea Region in the Post-Cold War Era: Bulgaria's Perspectives", *Études Balkaniques*, n°3-4, 1997, p. 10 ; Pavel Kandelj, "Huntington's Clash of Civilisation, Russia and the Balkans", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°1(14), mars 1996, pp. 25-41. Les thèses de Samuel Huntington ont, en revanche, fait l'objet de virulentes critiques en Grèce qui se voit reléguée dans un monde distinct de l'Occident.

lancement du satellite Türksat n'a par exemple pas rencontré une grande popularité. La Turquie a développé des relations étroites avec l'Azerbaïdjan, mais elle n'a joué qu'un rôle très marginal dans le conflit au Haut-Karabakh. A partir de 1993, la Russie a repris l'offensive dans l'étranger proche et la Turquie s'est retrouvée quelque peu marginalisée. La ZCEMN et les réunions des pays turcophones (premier sommet en 1992) n'ont pas donné les résultats escomptés et sa vocation (affichée) à se positionner au centre des réseaux d'acheminement des énergies de la mer Caspienne en Europe est contestée. Seule sa nouvelle rente stratégique au Moyen-Orient est bien réelle mais ombragée par le conflit au Kurdistan et un antagonisme persistant avec les pays arabes qui la relègue au rang « pion des États-Unis » dans la région.

A partir du printemps 1993, la Turquie est entrée dans une phase d'instabilité politique qui est allée en s'aggravant (I, 1.3.)¹³²⁰. L'attention des hommes politiques s'est alors focalisée sur ces problèmes internes, aggravés par le succès électoraux du Refah aux élections municipales de mars 1994 et aux législatives de décembre 1995. Au niveau extérieur, ce sont la vente de missiles russes à la République chypriote, le soutien apporté au PKK par des « pays hostiles » et la question du tracé des pipelines qui ont monopolisé l'attention de la presse et des hommes politiques. Ce phénomène de repli partiel aux aspects défensifs n'a pas duré. A partir de 1995/96, les États-Unis et la Turquie ont mené de concert leur politique balkanique, puis, à partir de l'été 1997 et la réorientation de la politique américaine au Caucase et en Asie centrale (fin de la politique de ménagement de la Russie), les positions des deux pays ont convergé dans ces deux zones. Dorénavant la Turquie agit toujours en fonction de ses propres intérêts nationaux mais en accord, voire parfois en coopération, avec les États-Unis, que ce soit dans les Balkans, au Caucase, en Asie centrale ou au Moyen-Orient. Ce partenariat reste tactique et localisé. Il souffre d'exceptions et demande un certain nombre de compromis (opération « Provide Hope » au nord de l'Irak par exemple qui, a priori, va plutôt à l'encontre des intérêts turcs). Mais il a été un atout supplémentaire pour la Turquie dans le déploiement de son influence dans ces zones. Elle dispose dorénavant de l'appui ouvert des États-Unis pour sa version du tracé du pipeline Bakou-Ceyhan (mais pas de l'apport financier des sociétés pétrolières réticentes à assumer le coût de ce projet). Enfin, la Turquie s'est retournée sur une alliance avec Israël qui lui a permis de combattre plus efficacement la Syrie (qui soutenait le PKK) et la politique gréco-chypriote (déploiement de missiles russes à Chypre). Sur ces deux dossiers, elle a finalement obtenu gain de cause à l'automne 1998.

¹³¹⁹ Alev İnan Çınar, "Refah Party and the City Administration of Istanbul: Liberal Islam, Localism and Hybridity", *New Perspectives on Turkey*, n°16, printemps 1997, p. 26.

¹³²⁰ Cette phase d'instabilité politique a commencé avec le décès de T. Özal au printemps 1993, mais c'est surtout après les divers désistements au sein de la coalition gouvernementale à l'automne 1995 qu'elle s'est précisée. Voir la chronologie des gouvernements turcs depuis 1990 en annexe.

L'environnement stratégique a également glissé d'un « vide stratégique » à une instabilité régionale puis à une zone de conflits et de tensions. Dans les trois zones limitrophes de la Turquie – les Balkans, le Caucase et le Moyen-Orient – l'instabilité est chronique ou ouverte. Ce triangle d'instabilité (que certains journalistes turcs ont surnommé le « triangle des Bermudes »¹³²¹) a, comme toute position stratégique délicate (c'était déjà le cas pour les détroits), une double incidence sur la Turquie : un renforcement de la menace, et une revalorisation de son intérêt stratégique aux yeux des grandes puissances.

La Turquie n'est ni « Le pays le plus puissant des Balkans » (titre d'un article dans *Le Monde*, 9 janvier 1993) ni le modèle incontournable pour les républiques turcophones d'Asie centrale. Mais le simple éclatement du bloc communiste auquel elle faisait face a renforcé son poids relatif dans la région. Elle dispose certainement de l'économie la plus dynamique dans les régions Balkans-Caucase-Asie centrale et d'une influence politique dans ces régions. C'est sur ces éléments qu'elle porte dorénavant son attention. Enfin, par son alliance avec les États-Unis et Israël, elle joue un rôle stratégique de premier plan au Moyen-Orient. C'est dans ce jeu d'alliances et d'influences croisées dans un vaste espace regroupant le Caucase, l'Asie centrale, le Moyen-Orient, la Russie et les Balkans, que se mesure aujourd'hui la puissance turque – ou la relativité de cette puissance.

La Turquie « au centre de l'Eurasie » : le nouveau discours officiel

En décembre 1997, les pays de l'U.E. ont arrêté au sommet du Luxembourg la liste des pays dont les candidatures seront examinées. La Turquie n'y figure pas. Ce rejet, alors qu'ont été retenues les candidatures de pays dont le développement économique ou le système démocratique n'apparaissaient pas plus recevables que ceux de la Turquie (Slovaquie), a généré une grande amertume dans les milieux politiques et économiques turcs. Cette amertume n'est pas nouvelle mais son ampleur est, elle, sans précédent. Dorénavant, puisque l'Europe se refuse à accepter la Turquie et qu'une adhésion à moyen terme n'est pas envisagée par les Européens, *c'est sans l'Europe que la Turquie prépare son avenir* – ou, en tout état de cause, telle est le discours et la politique officiels. Elle ne renie aucunement ses liens essentiels tant du point de vue économique que politique avec les Européens (ni même la priorité donnée à l'adhésion à l'U.E.), mais elle adapte sa politique économique et sa diplomatie à cette nouvelle situation. Le succès du DSP de Bülent Ecevit aux élections législatives du 18 avril 1999 risque de renforcer cette tendance à l'éloignement de l'Europe. Bülent Ecevit a toujours été assez critique vis-à-vis de l'U.E. Le parti nationaliste MHP, deuxième partenaire de la coalition gouvernementale, a modifié sa position sur

l'opportunité d'une adhésion à l'U.E. mais il a longtemps été un grand opposant à cette candidature (I, 1.2.).

La doctrine eurasiennne mise au point par le ministère des Affaires Étrangères en 1998 procède directement de cette réorientation. Elle repose également sur une prise de conscience de l'interdépendance des divers sous-systèmes qui composent ce vaste espace eurasienn : la Russie, les Balkans, et le Caucase, l'Asie centrale et la CEI de façon générale. Que ce soit du point de vue politique (III, 1.2.) ou économique (III, 2.3.), ces sous-systèmes sont liés par un réseau croisé d'influence (question des pipelines, réseaux de transports, pseudo-alliances et contre-alliances sur le pourtour de la mer Noire, etc.). Il s'agit donc aujourd'hui pour la Turquie d'appréhender de façon globale l'ensemble de cet espace : « *La Turquie s'est déplacée de la périphérie de l'Europe à l'épicentre d'une nouvelle réalité économique et politique [qu'elle appelle] l'Eurasie* »¹³²². Le rapport *Turkey and the World 2010-2020* préparé par le ministère des Affaires Étrangères illustre, justifie et explique cette nouvelle politique officielle¹³²³. La mission de la Turquie ne serait plus confinée aux limites de l'Europe. Elle aurait un important rôle à jouer au cœur de cette nouvelle réalité géopolitique. Les dirigeants turcs comme les hommes d'affaires estiment que la Turquie peut largement œuvrer seule (sans le concours financier et politique de l'Europe) dans cet espace. Elle disposerait d'une économie suffisamment développée, d'une élite bien formée et de structures (économiques, universitaires, etc.) lui permettant de préparer cet avenir. Le dynamisme de ses petits entrepreneurs ou encore sa connaissance des règles de l'économie de marché et des peuples vivant dans ces régions seraient des atouts supplémentaires¹³²⁴. Enfin, elle occuperait une position géographique – énoncée comme – centrale dans cet espace. Le rejet de l'U.E. a, en fait, étrangement généré un regain de confiance chez les élites turques dans les capacités du pays à s'ériger, seul, en grand pôle régional. Ses intérêts nationaux se jouent aussi dans cet « espace eurasienn ». La question des pipelines reste centrale dans sa politique de même que la gestation de nouveaux axes de communications et d'échanges où elle espère se positionner avantageusement. Enfin, les longues hésitations de l'Europe avaient déjà incité la Turquie à se rapprocher (politiquement et économiquement) de son autre grand partenaire occidental, les États-Unis. Cette politique de rapprochement pourrait également se préciser.

Le discours vis-à-vis de l'Occident a lui aussi été réorienté en conséquence. La Turquie

¹³²¹ Voir par exemple l'article de l'éditorialiste Erol Manisali, *Cumhuriyet*, 14/4/99.

¹³²² Yaman Başkut, "Turkey and the World 2010 and 2020", *Newspot*, n°10, 1998 (édition internet).

¹³²³ Voir la conférence de presse donnée par Ismail Cem à l'occasion de la publication de ce rapport, *Milliyet*, 23/7/98.

¹³²⁴ On retrouve là tous les critères de la puissance tels que définis par les théoriciens des relations internationales dans les années 50 (Hans Morgenthau, *Politics among Nations*, 1^{ère} édition : 1948, New York, McGraw Hill ; 5^{ème} édition, New York, A. Knopf, 1975).

mettait autrefois en avant son rôle stratégique, le seul peut-être qui intéressait les Européens (mais aussi leur faisait percevoir les dangers d'une intégration d'un pays si proche de région turbulentes). « Pont entre l'Europe et l'Orient », « barrière face à l'expansionnisme soviétique » il y a encore quelques années et plus récemment face aux menaces en tout genre en provenance du Moyen-Orient, agitation de la menace islamiste (« en cas de refus de l'U.E., la Turquie risque de basculer vers l'islamisme »)... tels étaient les thèmes récurrents de cette valorisation et de ce discours de valorisation vis-à-vis de l'Occident. Si ce discours s'est avéré rentable, il ne lui a en revanche pas permis d'intégrer les structures communautaires. Le rôle de défense de l'Occident et de verrou stratégique n'est aucunement remis en cause (ni dans les faits ni dans les discours) mais la rhétorique sur le pont entre l'Europe et l'Orient est, elle, aujourd'hui – et sans doute plus temporairement que durablement – surpassée par celle du *pivot de l'Eurasie*¹³²⁵. La seule constante de ces approches est celle d'un déterminisme géographique et politico-culturel, qui, sous sa nouvelle variante, placerait la Turquie au cœur de l'Eurasie.

Ce nouveau discours, qu'il émerge en réponse au rejet de l'U.E. ou en réaction à la nouvelle donne (économique et politique) régionale, ne prend cependant pas en compte la réalité d'une permanence des liens économiques et stratégiques avec l'U.E. et l'OTAN (les Etats-Unis). La Turquie est d'autre part freinée dans ses initiatives par ses propres problèmes internes et par un défaut de planification stratégique.

La Turquie escompte donc jouer un rôle central dans ce nouvel espace d'interactions qu'est l'Eurasie. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les doctrines eurasiennes ou néo-eurasiennes renaissent dans les franges de ce monde européen, en Turquie et en Russie principalement mais aussi au Kazakhstan, c'est-à-dire les poids lourds de la région. Contrairement à la Russie qui insiste plutôt sur son influence politique et militaire, la Turquie met en avant des facteurs économiques et culturels¹³²⁶ (III, 3.2.). Déjà, nombre d'approches culturelles et économiques se sont avérées payantes : la Turquie a notamment développé une politique de diffusion de la culture turque par satellite. La télévision turque peut être captée partout dans les Balkans avec n'importe quelle petite antenne satellite bon marché et Ankara peut ainsi diffuser à sa guise messages et propagande et soigner son image auprès des populations turques de la région. Le résultat est plus mitigé en Asie centrale où les turcophones ne comprennent pas le turc de Turquie mais cette entreprise de longue

¹³²⁵ Cette nouvelle rhétorique semble également avoir été adoptée par les milieux militaires. Ceux-ci insistent toujours sur les traditionnelles missions de l'État turc (rôle sur le flanc sud-est de l'OTAN, contrôle des détroits, barrière contre le fondamentalisme, pont – notamment énergétique – entre l'Est et l'Ouest, etc.) mais y ajoutent celui de « puissance économique et politique au centre d'un monde en développement ». Voir notamment l'article de Nezihi Çakar (général en retraite), "A Strategic Overview of Turkey", *Perception*, Vol. 3, n°2, juin-août 1998 (édition internet).

haleine pourrait un jour donner ses fruits. Autre domaine où la Turquie a plutôt réussi, celui des transports aériens. La compagnie aérienne nationale dessert aujourd'hui de façon régulière de nombreuses capitales des Balkans, de l'Asie centrale et du Caucase. En revanche, plusieurs erreurs de planification stratégique sont à noter : la Turquie ne s'est pas donné les moyens d'appliquer dans la réalité sa rhétorique de pont incontournable entre l'Europe et l'Asie ou l'Europe et le Moyen-Orient. En d'autres termes, il est urgent qu'elle octroie les financements requis pour la construction de voies de circulation rapide (routières et ferroviaires) en Anatolie orientale (III, 2.2.). D'autre part, au niveau culturel, elle a bien souvent laissé la place à divers organismes privés (notamment les Fethullahc1) qui la soulagent sans doute d'une partie du poids financier de cette politique mais qui, *in fine*, pourraient poursuivre des objectifs pas toujours compatibles avec ceux de l'État turc. Enfin, elle a reçu de nombreux étudiants d'Asie centrale mais ne leur a pas toujours donné les moyens de porter ensuite la bonne parole dans leur pays et région (bourses allouées d'un faible montant).

Dans les Balkans, certains dirigeants, notamment en Bulgarie et en Roumanie, s'interrogent aussi sur le bien-fondé d'une politique exclusivement dirigée vers l'Europe alors que leur adhésion ne sera, pour le mieux, réalisée qu'à moyen terme. Les dirigeants roumains envisagent ouvertement de recentrer leur politique sur l'Ukraine et/ou la Turquie et les virulentes critiques à l'encontre de l'U.E. lancées par le Premier ministre bulgare Ivan Kostov (interview accordée à l'agence Reuters le 1^{er} mars 1999) expriment, pour le moins, un malaise. La « politique eurasienne » de la Turquie a d'ailleurs été annoncée par Ismail Cem au retour d'un voyage en Bulgarie et en Roumanie (20 mai 1998)¹³²⁷, exprimant là une certaine convergence de vues – ou convergence de discours (pressions ?) vis-à-vis de l'UE. – avec les dirigeants de ces pays. Une nouvelle ligne de fracture dans le continent entre, d'une part, une Europe centrale et occidentale (membre ou bientôt membre de l'OTAN et de l'U.E.) et, d'autre part, sur les marges de cet espace, un vaste ensemble regroupant l'Europe du sud-est, la Turquie et la CEI, semble ainsi émerger¹³²⁸. Les Européens et l'OTAN sont bien sûr présents dans la « zone eurasienne » via le Partenariat pour la Paix ou des accords bilatéraux pour les États-Unis, via son aide financière et technique pour l'U.E., et la priorité de ces pays restera l'intégration à ces structures. Mais la fracture, réelle ou pas, temporaire ou durable, est bien ressentie.

Enfin, la Turquie ne pourrait réaliser ses aspirations à devenir un pivot régional qu'à la

¹³²⁶ Voir les déclarations d'Ismail Cem, Anadolu Ajansi, 13/4/99.

¹³²⁷ Voir la conférence de presse organisée au retour de ce voyage, Anadolu Ajansi, 27/5/98 ; *Cumhuriyet*, 26/5/98.

¹³²⁸ Les dirigeants roumains ne se d'ailleurs privent pas de dénoncer le « nouveau Yalta » (perception aiguë en Roumanie d'avoir été abandonnés par les Européens à l'issue de la Seconde Guerre mondiale) (I, 2.1.). *Curierul National*, traduit et publié par *Le Courrier International*, 11-17 mars 1999, p. 19.

condition, et cette condition est essentielle, qu'elle arrive à surmonter ses problèmes internes : poids de l'armée, montée en puissance de groupes extrémistes, dont les islamistes, problème kurde, fractures sociales... L'instabilité politique gangrène la politique extérieure de la Turquie depuis des années. La crise d'Imia/Kardak au début de l'année 1996 qui a amené la Grèce et la Turquie au bord de la guerre, n'aurait ainsi jamais pris de telles proportions si la scène politique n'avait été si fragile et confuse, incitant les dirigeants (turcs comme grecs d'ailleurs) à gérer la crise avec des objectifs politiques à court terme¹³²⁹. Elle doit également penser sa politique en termes globaux : convergence des approches économique, politique et culturelle et conception globale de la politique sur l'ensemble de ces sous-systèmes. Dans les Balkans, ses relations sont appelées à se développer avec la Bulgarie et la Roumanie, les deux pays au potentiel économique et à l'influence politique les plus importants. Ses relations avec la Serbie auraient dû se développer compte tenu du poids politique de la RFY et de sa position jusqu'à présent incontournable sur les axes d'échanges avec l'Europe de l'Ouest. Cette normalisation a été entravée par le conflit en Bosnie-Herzégovine, et, à court terme, elle sera forcément liée à l'évolution du conflit au Kosovo. Le partenariat stratégique avec l'Albanie et la Macédoine est bien établi, mais il doit encore être affermi par une étroite coopération économique et son avenir reste lui aussi soumis à l'évolution du conflit au Kosovo. Vis-à-vis de ces deux pays, tout comme pour le reste de sa politique dans les Balkans, en Asie centrale, au Caucase et au Moyen-Orient, la Turquie va continuer, sauf en cas de désaccord majeur, à œuvrer de concert avec les États-Unis. Enfin, un autre facteur influant sur la présence turque dans l'ensemble de ces zones (dite « Eurasie ») est ses relations avec la Russie.

¹³²⁹ A l'automne 1995, plusieurs désistements dans la coalition gouvernementale ont provoqué la tenue d'élections législatives anticipées (en décembre). Le discrédit flagrant des deux grands partis du pays (et le succès relatif du Refah) ont alors poussé les dirigeants de l'ANAP et du DYP à chercher de nouvelles sources (faciles) de popularité. Six mois de tractations politiques et de coalitions éphémères ont suivi ces élections. La situation était similaire en Grèce. La maladie de Papandreou (alitée depuis novembre) avait ouvert une lutte de succession au PASOK, incitant Simitis à la fermeté. Dans les deux pays, la presse a largement contribué à la surenchère nationaliste. Voir, par exemple, Michael Robert Hickok, "The Imia /Kardak Affair 1995-96: A Case of Inadvertent Conflict", *European Security*, Vol. 7, n°4, hiver 1998, pp. 118-136.



Bibliographie

Par rubrique, toutes langues confondues, articles, ouvrages, mémoires, essais et recueils divers confondus, par ordre alphabétique d'auteurs.

Présentation des revues les plus fréquemment citées

Albanian Times, mensuel, en anglais, de janvier 1995 à décembre 1996, AlbAmerica Trade and Consulting International, États-Unis (édition internet : <http://www.worldweb.net/~ww1054/times/time>).

Avrasya Dosyası - Uluslararası İlişkiler ve Stratejik Araştırma Dergisi [dossier Eurasienn - Revue de Relations Internationales et de Recherche Stratégique], trimestriel, né en 1994, en turc, Ankara.

L'Autre Europe, semestriel, en français, Paris.

Balkan. Minorités et diasporas, Revue trimestrielle d'information culturelle diplomatique et socio-économique de l'Europe du sud-est et des minorités ethniques, trimestriel, en français, né en 1989 et mort en 1991, Bordeaux.

Balkan Forum - An International Journal of Politics, Economics and Culture, trimestriel, en anglais, né en 1992, NIP Nova Makedonije, Skopje.

Balkan Neighbours, lettre d'information semestriel, en anglais, ACCESS Association, Sofia, soutenu par la fondation Soros (édition internet : <http://www.ihf-hr.org/grehc.htm>).

Balkan Review, trimestriel, en anglais, Balkan Press Center, Thessalonique.

Balkan Studies, semestriel, en anglais, Institute for Balkan Studies, Thessalonique.

Balkan Türklerinin Sesi [La voix des Turcs des Balkans], mensuel, en turc, Balkan Türkleri Dayanışma ve Kültür Derneği, Istanbul.

Balkanologie, semestriel, en français, né en 1997, Paris.

Batı Trakya'nın Sesi [La voix de la Thrace Occidentale], mensuel, en turc, Batı Trakya Türkleri Dayanışma Derneği, Istanbul.

Boğaziçi Journal, Review of Social, Economic and Administrative Studies, parution irrégulière, en anglais, né en 1993, Boğaziçi University Press, Istanbul.

Bucarest Matin, quotidien, en français, Bucarest (édition internet : <http://www.bucarest-matin.ro/ARHIVA/arch.html>).

Bulgarian Economic Review, bimensuel, en anglais, I.T.K Pari Publishing Co., Sofia (édition internet : <http://www.pari.bg/doc/BER/berindex.htm>).

Bulgarian Historical Review / Revue Bulgare d'Histoire, trimestriel, en langues diverses, Institute for History at the Bulgarian Academy of Science, Sofia.

Bulgarian Quarterly, trimestriel, édition française publié par la Fondation "Les Amis de la Bulgarie", Sofia.

Cahiers Balkaniques, semestriel, en français, Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO), Centre d'Études Balkaniques, Paris.

Capital, hebdomadaire, en anglais et bulgare, depuis janvier 1998, Sofia (édition internet : <http://www.capital.bg/weekly/index.html>).

CEMOTI, Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien, semestriel, en français, Association Française pour l'Étude de la Méditerranée Orientale et du Monde Turco-Iranien (AFEMOTI), Centre d'Études et de Recherches Internationales (CERI), Paris.

Central Europe Review, hebdomadaire, en anglais, né en 1999, Central and East European News Media Initiative (CEENMI) (édition internet : <http://www.ce-review.org>).

The Commonwealth of Independent States and the Middle East, mensuel, en anglais, The Marjorie Mayrock Centre for Russian, Eurasian, and East European Research, The Hebrew University, Mount Scopus, Jérusalem, Israël.

Communist and Postcommunist Studies (remplace *Studies in Comparative Communism*), trimestriel, en anglais, né en 1993, Oxford.

Confluences Méditerranée, trimestriel, en français, Paris.

Le Courrier des Pays de l'Est, mensuel, en français, La Documentation Française, Paris.

DEİK Bülten [Bulletin du Conseil des Relations Économiques Extérieures de Turquie], parution irrégulière, en turc, Dış Ekonomik İlişkiler Kurulu, Istanbul.

Dış Politika - Foreign Policy, The Quarterly Review of the Foreign Policy Institute, semestriel, en anglais, Foreign Policy Institute, Hacettepe Üniversitesi, Ankara.

Diagonale Est-Ouest, mensuel, en français, depuis 1992, Lyon.

Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States, annuel, en anglais, Europa Publications, Londres.

East European Politics and Societies, tri-annuel, en anglais, University of California, Berkeley.

East European Quarterly, trimestriel, en anglais, University of Colorado, Boulder, États-Unis.

E. I. U. Country Profile, annuel, en anglais, Economic Intelligence Unit (E. I. U.), Londres.

E. I. U. Country Report, trimestriel, en anglais, Economic Intelligence Unit (E. I. U.), Londres.

Est-Ovest, trimestriel, en italien, Istituto di Studi e Documentazione sull'Est Europeo, Trieste.

Études Balkaniques, trimestriel, en français et en anglais, Institut d'Études Balkaniques près de l'Académie Bulgare des Sciences, Sofia.

Études Danubiennes, semestriel, en français, Institut des Hautes Études Européennes de Strasbourg, Groupe d'étude de la monarchie des Habsbourg.

Études Helléniques, semestriel, en français, Centre de recherches helléniques, Montréal, Canada.

Eurasian File/Avrasya Dosyası, bimensuel, en anglais et en turc, né en 1993, Turkish International Cooperation Agency (TICA), ministère des Affaires Étrangères, Ankara.

Eurasian Studies/Avrasya Etüdleri, trimestriel, en anglais et en turc, né en 1993, Turkish International Cooperation Agency (TICA), ministère des Affaires Étrangères, Ankara.

Europe - Asia Studies (anciennement *Soviet Studies*), bimensuel, en anglais, University of Glasgow.

The Harriman Review, trimestriel, en anglais, The Harriman Institute, Columbia University, États-Unis.

Hellenic Review of International Relations, semestriel, en anglais, The Institute of Public International Law and International Relations and The Thessaloniki Bar Association, Thessalonique, Grèce.

The International Journal of Albanian Studies, semestriel, en anglais, né à l'automne 1997, Department of Political Science, University of Columbia, États-Unis (édition internet : <http://albanian.com/IJAS/>).

The International Journal on Turkish Studies, parution irrégulière, en anglais, University of Wisconsin, Madison, États-Unis.

The Journal of the Hellenic Diaspora, semestriel, en anglais, Hellenic American Society, New York.

Marchés Est-Européens, hebdomadaire puis, à partir de février 1996, bimensuel, en français, informations économiques, Paris.

Mediterranean Politics, annuel, en anglais, né en 1995, Londres.

Mediterranean Quarterly, A Journal of Global Issues, trimestriel, en anglais, né en 1990, Duke University, Durham, États-Unis.

Nations and Nationalism, tri-annuel, en anglais, né en 1995, Nations and Nationalism Association for the Study of Ethnicity and Nationalism, Londres.

New Europe, hebdomadaire, en anglais, né en 1992, Athènes.

New Perspectives on Turkey, semestriel, en anglais, Fondation d'Histoire Sociale et Économique de Turquie (Tarih Vakfı), Istanbul.

Newspot, hebdomadaire, en anglais, Directoire Général de la Presse et de l'Information, ministère des Affaires Étrangères, Ankara
(édition internet : <http://www.byegm.gov.tr/YAYINLARIMIZ/newspot/Newspot.htm>).

Nouveaux Mondes, trimestriel, en français, Centre de recherches "Entreprises et sociétés" (CRES), Genève.

La Nouvelle Alternative, Revue pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est, trimestriel, en français, Paris.

Peuples Méditerranéens, trimestriel, en français, Paris.

Perceptions, trimestriel, en anglais, né en 1996, Strategic Research Centre (SAM), ministère des Affaires Étrangères, Ankara (édition internet : <http://www.mfa.gov.tr/grupf/percept/>).

Pulse of Turkey, parution irrégulière, en anglais, depuis mai 1998, Ankara (édition internet : <http://www.turkpulse.com/icindekiler.htm>).

Radio Free Europe - Radio Liberty (RFE/RL), bimensuel, en anglais, né en janvier 1992 et mort en août 1994, Radio Free Europe, Munich, devenu *Transition*.

Religion, State and Society (anciennement *Religion in Communist Lands*), trimestriel, en anglais, né en 1992, Keston College, Abington, Carfax Publishing Co., États-Unis.

Report on Eastern Europe, hebdomadaire, en anglais, mort en décembre 1991 (fusionne avec *Report on USSR*), en anglais, Radio Free Europe, Munich, devenu *RFE/RL*.

Revue des Études Slaves, parution irrégulière, en langues diverses, Institut d'Études Slaves et Institut de Recherche et d'Études des Nouvelles Institutions et Sociétés à l'Est, Paris.

Revue des Études Sud-Est Européennes, civilisations - mentalités, trimestriel, en français, anglais et allemand, Institut d'Études Sud-Est Européennes, Bucarest.

Revue d'Études Comparatives Est-Ouest, trimestriel, en français, CNRS, Paris.

Revue d'Europe Centrale, semestriel, en français, né en 1993, Centre d'études germaniques, Strasbourg.

Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée (RMMM) (anciennement *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*), trimestriel, en français, Institut de Recherche et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM), Aix-en-Provence.

Revue Roumaine d'Études Internationales, semestriel, en français, ADIRI (Association de Droit International et de Relations Internationales), Bucarest.

SAIS Review, trimestriel, en anglais, Johns Hopkins University, Washington D.C.

Service Orthodoxe de Presse (S.O.P.), mensuel, en français, Fraternité orthodoxe en Europe Occidentale, Comité interépiscopal orthodoxe de France, Courbevoie, France.

Slavic and East European Journal, trimestriel, en anglais, American Association of Teachers of Slavic and East European Languages, Bloomington, États-Unis.

Slavic Review, American Quarterly of Russian, Eurasian and East European Studies (anciennement *The American Slavic and East European Review*), trimestriel, en anglais, The American Association for the Advancement of Slavic Studies, Stanford University, États-Unis.

The Slavonic and East European Review, trimestriel, en anglais, The Modern Humanities Research Association and The School of Slavonic and East European Studies, University of London, Londres.

The Southeast European Yearbook, annuel, en anglais, ELIAMEP (Fondation hellénique de politique extérieure européenne), Athènes.

Strateji [Stratégie], trimestriel, en turc, né en 1995, Ankara.

Südosteuropa, mensuel, en allemand, Oldenbourg, Munich.

Survival, bimestriel, en anglais, International Institute for Strategic Studies, Londres.

Thesis - A Journal of Foreign Policy Issues, trimestriel, en anglais, né en 1997, ministère des Affaires Étrangères, Athènes (édition internet : <http://www.mfa.gr/thesis/index.html>).

Transeuropéennes, trimestriel, en français, depuis 1993, Paris et Genève.

Turkish Probe, hebdomadaire, en anglais, né en 1992, publication de *Turkish Daily News*, Ankara (édition internet : <http://www.TurkishDailyNews.com/FrProbe/latest/prbheads.htm>).

Türk Dünyası Araştırmaları, bimensuel, en turc, Türk dünyası vakfı, Istanbul.

Transition (anciennement *RFE/RL*), bimensuel, en anglais, né en 1995, The Open Media Research Institute (successeur de Radio Free Europe), Prague. Devenu *Transitions* en juin 1997.

Transitions (anciennement *Transition*), mensuel, en anglais, né en juin 1997, Radio Free Europe / Radio Liberty, Prague.

Transitions (anciennement *Revue des Pays de l'Est*), semestriel, en français et en anglais, Centre de Recherche Interdisciplinaire sur la Transition vers l'Économie de Marché des Pays de l'Est (C.R.I.T.E.M.E.), Université libre de Bruxelles, Bruxelles.

Turkish Review - Quarterly Digest, trimestriel, en anglais, Directoire Général de la Presse et de l'Information, ministère des Affaires Étrangères, Ankara.

Turkish Review of Balkan Studies, annuel, en anglais, né en 1993, Foundation for the Middle East and Balkan Studies (Ortadoğu ve Balkan İncelemeleri Vakfı - OBIV), Istanbul.

The Turkish Studies Association Bulletin, semestriel, en anglais, Maryland, États-Unis.

WarReport, mensuel, en anglais, né en 1991, The Institute for War and Peace Research (IWPR), Londres (édition internet : www.iwpr.net).

Agences de presse et serveurs d'informations internet

Albanews (noté Albanews), serveur collectant et transmettant informations et rapports de diverses provenances et notamment de Kosovo Information Center (KIC), Frosina Foundation (association des Albanais de Boston), Kosovo Press Center, *Gazeta Albania*. Rapports quotidiens en anglais et en albanais.
Sur abonnement à listserv@listserv.acsu.buffalo.edu

Albanian Telegraph Agency (noté ATA), agence de presse officielle de l'Albanie, rapports quotidiens, en anglais. Sur abonnement à listserv@listserv.acsu.buffalo.edu

Ambassade de Turquie aux États-Unis : diffusion de *Press Release, Speeches and Transcripts* (irrégulier) ; *Turkey Today*, lettre bimensuelle publiée par l'Ambassade de Turquie aux États-Unis; *Today's News*, articles de la presse internationale sur la Turquie.
<http://www.turkey.org/turkey/>

Anadolu Ajansi (noté Anadolu Ajansi), agence de presse officielle de la Turquie, rapports quotidiens, en turc et en anglais.
<http://www.metu.edu.tr/AA/>

Athens News Agency (noté ANA), agence de presse officielle de la Grèce, rapports quotidiens, en anglais.
<http://www.hri.org/news/greek/ana/>

Balkan Monitor, diffusé par Balkan Institute (Washington), institut créé en mai 1995 et consacré à la Bosnie-Herzégovine. Rapports irréguliers, en anglais, de mai 1995 à février 1997, devenu *Strategy and Policy*.
<http://www.balkaninstitute.org/strategypolicy.html>

Balkan Watch, diffusé par Balkan Institute (Washington), institut créé en mai 1995 et consacré à la Bosnie-Herzégovine. Rapports hebdomadaires, en anglais.
<http://www.balkaninstitute.org/balkanwatch.html>

Bulgarian Telegraph Agency (noté BTA), agence de presse officielle de la Bulgarie, diffusée par l'ambassade de Bulgarie à Washington, rapports quotidiens en anglais.
<http://www.b-info.com/places/Bulgaria/news/>

Le Courrier des Balkans, banque de données sur la situation économique, politique et culturelle des Balkans, Paris. Traduction d'articles publiés dans des périodiques de la région (*Monitor*, Monténégro, *Makedonia Demes*, République de Macédoine, *Vreme*, République de Macédoine, etc.).
<http://bok.net/balkans/>

Enter (noté Enter), agence de presse non gouvernementale albanaise, fondée en avril 1997, rapports tous les 2/3 jours, en anglais. Diffusion en anglais interrompue en novembre 1998.
<http://www.albania.co.uk/enter/archive.html>

Eurasia Research Center, serveur d'information sur l'Eurasie (Balkans, Europe centrale, pays Baltes, CEI, Caucase, Turquie, Iran, Pakistan). Articles originaux et collecte d'informations de provenances diverses ; rapports spéciaux sur les régions en crises (Bosnie, Kurdistan, etc.).
<http://www.eurasianews.com/erc/homepage.htm>

Greek Helsinki Monitor & Minority Rights Group.
<http://www.greekhelsinki.gr>

Institute for War and Peace Research (noté IWPR), groupe de presse indépendant, fondé en 1991, consacré aux Balkans, à l'Europe de l'est et au Caucase. Divers rapports et analyses dont IWPR Reports, Balkan Crisis Monitoring, Warreport.
<http://www.iwpr.net/>

Macedonian Information Agency (noté MIA), agence de presse officielle de la République de Macédoine, rapports quotidiens en macédonien et en anglais.
<http://www.mia.com.mk/index.htm>

Macedonian Information Center (noté MIC), agence de presse non gouvernementale fondée par le congrès macédonien mondial (World Macedonian Congress) et soutenue par la fondation Soros. Rapports en anglais et en macédonien.
Sur abonnement à MAKNEWS : listserv@listserv.acsu.buffalo.edu

Macedonian Information and Liaison Service (noté MILS), agence de presse non gouvernementale soutenue par la Société macédonienne d'Australie, la fondation Illinden et la fondation Soros, rapports quotidiens, en anglais.
Sur abonnement à Maknews : listserv@listserv.acsu.buffalo.edu

Military Watch, diffusé par Balkan Institute (Washington), institut créé en mai 1995 et consacré à la Bosnie-Herzégovine. Rapports bimensuels, en anglais.
<http://www.balkaninstitute.org/militarywatch.html>

Ministère des Affaires Étrangères de Grèce, Athènes : discours et conférences de presse du ministre des Affaires Étrangères, notices sur la politique étrangère grecque, en anglais.
<http://www.mfa.gr/>

Ministère des Affaires Étrangères de Turquie, Ankara : discours et conférences de presse du ministre des Affaires Étrangères, du Premier ministre ou du Président de la république, extraits d'articles de la presse étrangère sur la Turquie et publications officielles du ministère des Affaires Étrangères, en anglais et en turc.
<http://www.mfa.gov.tr>

RADOR (noté Rador), agence de presse de Roumanie travaillant en coopération avec *Radio România Internațional* (Bucarest), rapports trois fois par semaine, en anglais.
<http://indis.ici.ro/romania/news/rador.html>

Radio Free Europe/Radio Liberty, Munich, rapports quotidiens, en anglais (noté RFE/RL Daily Report) ; Devenu Open Media Institute le 1^{er} janvier 1995, rapports quotidiens, en anglais (noté OMRI Daily Digest), soutenu par la fondation Soros, Prague. Suppléments hebdomadaires OMRI Pursuing Balkan Peace. Devenu Radio Free Europe/Radio Liberty, Prague le 1^{er} avril 1997, rapports quotidiens, en anglais (noté RFE/RL Newslines).
<http://www.rferl.org/newslines/index.html>
Analyses plus complètes dans RFE/RL Features : <http://www.rferl.org/nca/features/index.html>

Romania Info (noté Romania Info), agence de presse roumaine, rapports hebdomadaires en anglais, mort en novembre 1996. <http://www.gov.ro/roinfo.html>

Serbia-Info (noté Serbia-Info), serveur créé à l'automne 1998 par le gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie, rapports quotidiens en anglais.
<http://www.serbia-info.com/news/index.html>

Strategy and Policy, diffusé par Balkan Institute (Washington), institut créé en mai 1995 et consacré à la Bosnie-Herzégovine. Rapports bimensuels, en anglais, remplace *Balkan Monitor* depuis février 1997.
<http://www.balkaninstitute.org/strategypolicy.html>

Tanjug (noté Tanjug), agence de presse officielle de la République fédérale de Yougoslavie, rapports quotidiens en anglais. <http://www.tanjug.co.yu/>

Autres serveurs d'informations :

SECI (Southeast European Cooperation Initiative) : <http://www.unece.org/seci/borders/>
TDA (Trade and Development Agency, États-Unis) : <http://www.tda.gov/docs/press.html>
USIA (The US Information Agency) : <http://www.usia.gov/usis.html>
Fondation Soros : <http://www.soros.org/>
Programme Phare (Union européenne) : <http://europa.eu.int/comm/dg1a/phare/index.htm>
Programme Traceca (Union européenne) : <http://www.traceca.org/tracecafr.htm>
BERD (Banque européenne de reconstruction et de développement) : <http://www.ebrd.com/>
ZCEMN (Black Sea Economic Cooperation) : <http://www.die.gov.tr/BSEC/>
OTAN : <http://www.nato.int/>
CIA publications : <http://www.odci.gov/cia/publications/pubs.html>

Les principaux quotidiens turcs consultés

- *Milliyet*, populaire, centre (circulation quotidienne en 1996 : 630 000¹³³⁰). Adresse internet : <http://www.milliyet.com>
- *Sabah*, populaire, droite libérale (630 000). Adresse internet : <http://www.sabah.com.tr>
- *Hürriyet*, populaire, centre (600 000). Adresse internet : <http://www.hurriyet.com.tr>
- *Türkiye*, populaire, tendance nationaliste et islamiste (550 000). Adresse internet : <http://www.ihlas.net.tr>
- *Yeni Yüzyıl*, libéral (350 000). Adresse internet : <http://www.yeniyuzyil.com.tr/>
- *Zaman*, tendance islamiste (260 000). Adresse internet : <http://www.zaman.com/>
- *Cumhuriyet*, centre-gauche. Adresse internet : <http://www.cumhuriyet.com>
- *Radikal*, gauche modérée. Adresse internet : <http://www.radikal.com.tr>
- *Turkish Daily News* (quotidien publié en anglais). Adresse internet : <http://www.TurkishDailyNews.com>

Accès à l'ensemble de la presse quotidienne et hebdomadaire turque à l'adresse suivante :
<http://www4.ncsu.edu/~bkoc/news.html>

Autres sources d'informations

Resmi Gazete, journal officiel de la Turquie.

Türk Yılığ İstatistik / Statistical Yearbook of Turkey, en turc et en anglais, Devlet İstatistik Enstitüsü / State Institute of Statistics, Ankara, SIS Printing Office.

Turkologisler Anzeiger, annuel, Institut für Orientalistik, Vienne, catalogue annuel d'articles et d'ouvrages parus sur la Turquie.

The South European Yearbook, Athènes, Hellenic Foundation for European and Foreign Policy (ELIAMEP), annuel.

Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States, 1994, Londres, Europa Publication Limited, 2^{ème} édition, 1994, 783 p.

OCDE, *Annual Country Surveys*, Paris (annuel).

¹³³⁰ Chiffres officiels publiés dans le rapport annuel du DEİK ("Dış Ekonomik İlişkiler Kurusu", Conseil des Relations Économiques Extérieures), rapport de 1997, p. 15.

Economic Intelligence Unit, rapports annuels (*Country Profile*) et trimestriels (*Country Report*) de la situation économique et politique, par pays, Londres.

Image économique du monde, SEDES (annuel).

Annuaire statistique, Nations unies, New York (annuel).

The Europa World Yearbook, Europa Publication Limited, Londres (annuel).

Bulletin annuel de statistiques des transports pour l'Europe et l'Amérique du nord, Genève/New York, Nations unies, Commission économique pour l'Europe (annuel).

Lloyd's. Ports of the World, Colchester (G.B.), LLP Limited Legal and Business Publishing Division (annuel).

Human Rights Watch, Annual Report, par pays, Greek Helsinki Monitor, Minority Rights Group, International Helsinki Federation for Human Rights, Vienne
(édition internet : <http://www.hrw.org/hrw/worldreport99/europe/>)

Human Right Practice, U.S. Department of State, par pays (annuel).

CIA World Factbook, par pays, annuel (édition internet : <http://www.odci.gov/cia/publications/pubs.html>).

The Military Balance, The International Institute for Strategic Studies (IISS), Londres, Brassey's.

Les dossiers documentaires du CIDIC (Centre d'information et de documentation internationale contemporaine) et du CEDUCEE (centre d'études et de documentation sur l'ex-URSS, la Chine et l'Europe de l'Est), La Documentation française, Paris.

Entretiens.

La Turquie et les Turcs

Histoire, société et politique

- AHMAD Feroz, *The Turkish Experiment in Democracy, 1950-1975*, Londres, Hurst, for The Royal Institute of International Affairs, 1977, 474 p.
- AHMAD Feroz, *The Making of Modern Turkey*, Londres/New York, Routledge, 1993, 252 p.
- ANDREWS Peter Alford, *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden, Reichert, 1989, 659 p.
- BAZIN Marcel, KANÇAL Salgur, PEREZ Roland (coord.), *La Turquie entre trois mondes*, Paris, L'Harmattan, « Varia Turcica » (XXXII), 450 p.
- BIRAND Mehmet Ali, *Shirts of Steel : An Anatomy of the Turkish Armed Forces*, Londres/New York, I.B. Tauris, 1991, 211 p.
- BOZARSLAN Hamit, *La question kurde. États et minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de sciences politiques, 1997, 383 p.
- BROWN Carl (ed.), *Imperial Legacy: The Ottoman Imprint on the Balkans and in the Middle East*, New York, Columbia University Press, 1996, 337 p.
- CARPENTIER Pierre-André, "La Turquie, pays de tous les défis", *Futuribles*, novembre 1994, pp. 97-116.
- CLAYER Nathalie, POPOVIC Alexandre, ZARCONI Thierry (eds.), *Presse turque et presse de Turquie*, Istanbul, İSİS, « Varia Turcica » (XXIII), 1992, 366 p.
- De PANHOL Xavier, *Les nations du prophète. Manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard, 1993, 894 p.
- DODD Clement, *The Crisis of Turkish Democracy*, Beverly (Grande Bretagne), Eothen Press, 1983, 136 p.
- DOLAY Nur, "L'armée entre héritage kémaliste et alliance américaine", *Le Monde Diplomatique*, juin 1996, pp. 16-17.
- DUMONT Paul et GEORGEON François (dir.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1991, 279 p.
- DUMONT Paul, *Mustafa Kemal invente la Turquie moderne*, Bruxelles, Complexe, 1983, réédité en 1997, 222 p.
- GEORGEON François, *Des Ottomans aux Turcs. Naissance d'une nation*, Istanbul, İSİS, 1995, 488 p.
- GOKALP Altan (dir.), *La Turquie en Transition. Disparités. Identités. Pouvoirs*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986, 227 p.
- HALE William, *Turkish Politics and the Military*, Londres/New York, Routledge, 1994, 369 p.
- HALE William, "Turkey's Domestic Political Landscape: A Glance at the Past and the Future", *The International Spectator*, Vol. XXXIV, n°1, janvier-mars 1999, pp. 27-46.
- HARRIS George, *Turkey : Coping with Crisis*, Boulder (Colorado, États-Unis), Westview Press, 1985, 240 p.
- HEPER Metin, LANDAU Jacob (eds.), *Political Parties and Democracy in Turkey*, Londres/New York, I. B. Tauris, 1991, 225 p.

- HEPER Metin, ÖNCÜ Ayşe, KRAMER Heinz (eds.), *Turkey and the West. Changing Political and Cultural Identities*, Londres/New York, I. B. Tauris, 1993, 289 p.
- HEPER Metin, EVIN Ahmet (eds.), *State, Democracy and the Military in Turkey in the 1980's*, Berlin/New York, De Gruyter, 1988, 265 p.
- KARPAT Kemal (et al.), *Social Change and Politics in Turkey: A Structural Historical Analysis*, Leiden, E.J. Brill, 1973, 373 p.
- LEWIS Bernard, *Islam et laïcité. La naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988, 520 p.
- MANTRAN Robert (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, 810 p.
- MANGO Andrew, *Turkey. The Challenge of a New Role*, Londres, Praeger, Washington, The Center for Strategic and International Studies, 1994, 144 p.
- PICARD Elizabeth (dir.), *La question kurde*, Bruxelles, Complexe, 1991, 161 p.
- PLOQUIN Jean-Christophe, "Les généraux turcs, maîtres du contrôle à distance", *Confluences Méditerranée*, n°29, printemps 1999, pp. 73-80.
- SCHICK I., TONAK E. A., BENATAR R., MARGULIES R., *Turkey in Transition: New Perspectives*, Londres, Oxford University Press, 1987, 405 p.
- THOBIE Jacques, KANÇAL Salgur (eds.), *Turquie, Moyen-Orient, Communauté européenne*, Paris, L'Harmattan, « Varia Turcica » (XIV), 1989, 396 p.
- THOBIE Jacques, KANÇAL Salgur (eds.), *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale*, Acte du colloque Paris-Unesco (mai 1991), Paris, L'Harmattan, « Varia Turcica » (XX), 1994, 417 p.
- TUFAN Hülya, VANER Semih, "L'armée, la société et le nouvel ordre (a)politique (1980-1983)", *Les Temps Modernes*, 1984, pp. 175-194.
- TURAN İlter, "Leadership Change in Turkey", *Mediterranean Politics*, Vol. 1, 1994, pp. 232-245.
- TURHAN Mehmet, *Siyasal elitler* [Les élites politiques], Ankara, Gündoğan, 1991, 259 p.
- TÜRSAN Huri, "Ersatz Democracy: Turkey in the 1990's", *Mediterranean Politics*, Vol. 2, 1996, pp. 215-230.
- VANER Semih, "État, société et partis politiques en Turquie depuis 1902", *RMMM*, n°50 (4), 1988, pp. 87-107.
- VANER Semih (dir.), *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran*, Paris, L'Harmattan, 1991, 192 p.
- VANER Semih, "Turquie : La croisade de la modernité", *Politique Internationale*, n°62, hiver 1993/94, pp. 225-236.
- VANER Semih, AKAGÜL Deniz, KALEAGASI Bahadır, *La Turquie en mouvement*, Bruxelles, Complexe, 1995, 151 p.
- VANER Semih, "Turquie : la démocratie ou la mort", *Politique Étrangère*, n°4, 1998, pp. 263-778.
- YERASIMOS Stéphane, "Turquie: les choix difficiles", *Hérodote*, n°58-59, décembre 1990, pp. 111-131.
- YERASIMOS Stéphane (dir.) *Les Turcs. Orient et Occident, islam et laïcité*, Paris, Autrement, "série monde" (76), 1994, 213 p.

YILMAZ Mesut (entretien avec), "Turquie : la mal-aimée", *Politique Internationale*, n°80, été 1998, pp. 167-181.

"Turquie : la croisée des chemins", numéro spécial de la *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, sous la direction de Daniel Panzac, 1989, 197 p.

"Turquie : l'ère post-kémaliste", numéro spécial de la revue *Peuples Méditerranéens*, 1992, 197 p.

"Laïcité en France et en Turquie", numéro spécial de la revue *CEMOTI*, n°19, 1995, pp. 5-343.

"Turquie : la nouvelle donne", dossier constitué par Semih Vaner, *Problèmes Politiques et Sociaux*, n°757, 10 novembre 1995, 77 p.

Turquie : Quelle sécurité ?, Paris, Les éditions francophones d'Amnesty International, octobre 1996, 130 p.

Non Governmental Organizations Guide: Main establishments, Istanbul, Economic and Social Foundation of Turkey, NGO Data Center, 1996, 520 p.

Günümüz Türkiyesinde kim kimdir : Who's who in Turkey, 1997-1998, Istanbul, Profesyonel, 5^{ème} édition, 1997, 670 p.

"La Turquie interpelle l'Europe", numéro spécial de la revue *Confluences Méditerranée*, 23, automne 1997, pp. 7-69.

Tarih eğitimi ve tarihte "oteki" sorunu [La question de « l'autre » dans l'histoire et l'enseignement de l'histoire], Istanbul, Tarih Vakfı, 1998, 265 p.

Identité nationale, nationalisme et islam

ABEL Olivier, "La mémoire blessée", in Yerasimos Stéphane (dir.), *Les Turcs. Orient et Occident, Islam et laïcité*, Paris, Autrement, « Monde » (76), 1994, pp. 177-191.

ARTUNKAL Tuğrul, "La figure du Grec dans les manuels scolaires turcs", in Vaner Semih (dir.), *Le différent gréco-turc*, Paris, L'Harmattan, 1988, pp. 217-226.

BAYARD Jean-François, "Turquie : la mythologie de l'État national", *Peuples Méditerranéens*, n°3, avril-juin 1978, pp. 113-121.

BORA Tanıl, *Milliyetçiliğin kara baharı* [Le printemps noir du nationalisme], Istanbul, Birikim, 1995, 318 p.

BORA Tanıl, "Le lexique vaste et désordonné du discours nationaliste", *Confluences Méditerranée*, n°23, automne 1997, pp. 9-17.

BOZDOĞAN Sibel, KASABA Reşat (eds.), *Rethinking Modernity and National Identity in Turkey*, Washington D.C., University of Washington Press, 1997, 270 p.

ÇAKIR Ruşen, "Les mouvements islamistes turcs et l'Europe", *CEMOTI*, n°10, 1990, pp. 15-23.

ÇAKIR Ruşen, "La mobilisation islamique en Turquie", *Esprit*, août-septembre 1992, pp. 131-142.

ÇAKIR Ruşen, *Ne şariat, ne demokrasi : Refah Partisini anlamak* [Quelle Chariat, quelle démocratie : comprendre le Refah], Istanbul, Metis, 1994, 248 p.

ÇAKIR Ruşen, "La ville, piège ou tremplin pour les islamistes turcs?", *CEMOTI*, n°19, janvier-juin 1995, pp. 183-192.

- COPEAUX Étienne, *De l'Adriatique à la mer de Chine. Les représentations turques du monde turc à travers les manuels scolaires d'histoire 1931-1993*, Thèse de doctorat nouveau régime (sous la dir. de S. Yérasimos), Paris VIII, décembre 1994.
- COPEAUX Étienne, "L'invention de l'histoire", in Yerasimos Stéphane (dir.), *Les Turcs. Orient et Occident, Islam et laïcité*, Paris, Autrement, « Monde » (76), 1994, pp. 160-176.
- COPEAUX Étienne, "Manuels scolaires et géographie historique : le cas turc. Étude d'un corpus de cartes historiques", *Hérodote*, n°74-75, 1994, pp. 196-240.
- COPEAUX Étienne, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, Paris, CNRS, 1997, 369 p.
- DUMONT Paul, "Le poids de l'Islam en Turquie", in Carré Olivier (dir.), *L'Islam et l'État dans le monde aujourd'hui*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982, pp. 89-107.
- DUMONT Paul, "L'Islam en Turquie, facteur de renouveau ?", *Les Temps Modernes*, juillet-août 1984, pp. 342-376.
- ERALP Atila, "Turkey and the European Community: Forging New Identities along Old Lines", *New Perspectives on Turkey*, n°8, automne 1992, pp. 1-14.
- GEORGEON François, *Des Ottomans aux Turcs. Naissance d'une nation*, Istanbul, İSİS, 1995, 488 p.
- GOKALP Altan, "Le « turquisme » : l'émergence de la langue nationale turque et les problèmes de changement linguistique en Turquie", in *Paysans et nations d'Europe centrale et balkanique*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1985, pp. 101-114.
- GÜVENÇ Bozkurt, ŞAYLAN Gencay, TEKELİ İlhan, TURAN Şerafettin, *Türk-Islam Sentezi* [La synthèse turco-islamique], Istanbul, Sarmal, 1991, 334 p.
- GÜVENÇ Bozkurt, *Türk kimliği : kültür tarihinin kaynakları* [L'identité turque : les sources de l'histoire culturelle], Ankara, Kültür Bakanlığı, 1994, 438 p.
- GÜNGÖR Erol, *Dünden, Bugünden, Tarih-Kültür-Milliyetçilik* [L'histoire, la culture, le nationalisme, hier et aujourd'hui], Ankara, Mayas, 1982, 175 p.
- GROC Gérard, "Renaissance de l'Islam turc ?", *Afrique et Asie Moderne*, n°155, hiver 1987/88, pp. 7-22.
- HADDAD William, OCHSENWALD William (eds.), *Nationalism in a Non-national State: The Dissolution of the Ottoman Empire*, Columbus, Ohio State University Press, 1977, 297 p.
- KADIOĞLU Aysel, "The Paradox of the Turkish Nationalism and the Construction of Official Identity", in Kedourie Sylvia (ed.), *Turkey: Identity, Democracy and Politics*, Londres, Frank Cass, 1996, pp. 177-193.
- KAFESOĞLU İbrahim, *Türk-Islam Sentezi* [La synthèse turco-islamique], Istanbul, Ülkücü Ocakları, 1985, 142 p.
- KEDOURIE Sylvia (ed.), *Turkey, Identity, Democracy, Politics*, Londres, Frank Cass, 1996, 254 p.
- KUSHNER David, *The Rise of Turkish nationalism, 1876-1908*, Londres, Frank Cass, 1977, 126 p.
- LANDAU Jacob, *Pan-Turkism in Turkey. A Study of Irredentism*, Bloomington, Indiana University Press, 2^{ème} édition augmentée, 1995, 275 p.
- POULTON Hugh, *Top Hat, Grey Wolf and Crescent: Turkish Nationalism and the Turkish Republic*, New York, New York University Press, 1997, 350 p.
- ÖZAL Turgut, *La Turquie en Europe*, Paris, Plon, 1988, 270 p.

PAPADAKIS Yannis, "The National Struggle Museums of a Divided City", *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 17, n°3, juillet 1994, pp. 400-418.

SALT Srdjan, "Nationalism and the Rise of Muslim Sentiment in Turkey", *Middle Eastern Studies*, Vol. 31, n°1, janvier 1995, pp. 13-27.

SEUFERT Günter, "The Sacred Aura of the Turkish Flag", *New Perspectives on Turkey*, n°16, printemps 1997, pp. 53-61.

TAPPER Richard (ed.), *Islam in Modern Turkey: Religion, Politics and Literature in a Secular State*, Londres/New York, I. B. Tauris, 1991, 314 p.

TOPRAK Binmaz, *Islam and Political Development in Turkey*, Leiden, E. J. Brill, 1981, 164 p.

ÜSTEL Füsün, "La synthèse turco-islamique entre traditionnalisme et modernisme", in Thobie Jacques, Kançal Salgur (eds.), *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale*, Acte du colloque Paris-Unesco (mai 1991), Paris, L'Harmattan, « Varia Turcica » (XX), 1994, 417 p.

VRYONIS Speros, *The Turkish State and History. Clio Meets the Grey Wolf*, Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1991, 131 p.

Tarih eğitim ve tarihte "öteki" sorunu [L'enseignement de l'histoire et la question de l'Autre dans l'histoire], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt (62), 1998, 265 p.

"Laïcité(s) en France et en Turquie", numéro spécial de la revue *CEMOTI*, n°19, janvier-juin 1995, pp. 5-343.

La politique extérieure turque

ABRAMOWITZ Morton, "Dateline Ankara: Turkey after Özal", *Foreign Policy*, n°91, été 1993, pp. 164-167.

ACAR İrfan, *Dış politika* [Politique extérieure], Ankara, Sevinç, 1993, 130 p.

AHMAD Feroz, "La politique extérieure turque", *Les Temps Modernes*, juillet-août 1984, pp.156-174.

AYBET Gülnur, *Turkey's Foreign Policy and Its Implications for the West: A Turkish Perspective*, Londres, Royal United Services Institute for Defense Studies, « Whitehall paper series », 1994, 60 p.

BAHÇELI Tozun, *Greek-Turkish Relations since 1955*, Boulder (Colorado, États-Unis), Westview Press, 1990, 216 p.

BARCHARD David, *Turkey and the West*, Londres, Routledge, for The Royal Institute of International Affairs, 1985, 100 p.

BAYART Jean-François, "La politique extérieure de la Turquie : les espérances déçues", *Revue Française de Science Politique*, décembre 1981, pp. 866-889.

BEZANIS Lowell, "Rethinking Peace at Home, Peace Abroad", *Transition*, Vol. 2, n°12, 14 juin 1996, pp. 6-20.

BILLION Didier, *La politique extérieure turque*, Paris, L'Harmattan, 1997, 447 p.

BROWN James, *Delicately Poised Allies: Greece and Turkey. Problems, Policy Choices, and Mediterranean security*, Londres/Washington, Brassey's, 1991, 184 p.

CALIS Saban, "The Turkish State's Identity and Foreign Policy Decision-Making Process", *Mediterranean Quarterly*, Vol. 6, n°2, printemps 1995, pp. 135-155.

- CONSTAS Dimitri (dir.), *The Greek-Turkish Conflict in the 1990's: Domestic and External Influences*, New York, St Martin's Press, 1991, 279 p.
- DELUCA Anthony, *Great Powers Rivalry at the Turkish Straits: The Montreux Conference and Convention of 1936*, Boulder, East European Monograph, New York, Columbia University Press, 1981, 216 p.
- DERINGIL Selim, *Turkish Foreign Policy During Second World War: An 'Active' Neutrality*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1989, 238 p.
- DODD Clement (ed.), *Turkish Foreign Policy : New Prospects*, Huntington (Grande-Bretagne), The Eothen Press, 1992, 117 p.
- DOĞANAY Hayati, "Türkiye'nin coğrafi konumu ve milli sınırları ile bazı meseleler" [La position géographique de la Turquie, les frontières nationales et autres questions], *Türk Dünyası Araştırmaları*, n°44, octobre 1986, pp. 105-154.
- DOLAY Nur, "L'armée entre héritage kémaliste et alliance américaine", *Le Monde Diplomatique*, juin 1996, pp. 16-17.
- DUMONT Paul et GEORGEON François (dir.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1991, 279 p.
- ELMAS Hasan Basri, *Turquie-Europe : une relation ambiguë*, Paris, Syllepse, 1998, 282 p.
- ERALP Atila, "Turkey and the European Community: Forging a New Identity Along Old Lines", *New Perspectives on Turkey*, n°8, automne 1992, pp. 1-14.
- ERKIN Feridun Cemal, *Dışişlerinde 34 yıl, anılar-yorumlar, Vaşington Büyükelçi* [34 ans de politique extérieure, mémoires et commentaires, ambassadeur à Washington], Ankara, Türk Tarih Kurumu, 1987, 310 p.
- FULLER Graham, LESSER Ian avec HENZE Paul, BROWN James, *Turkey's New Geopolitics. From the Balkans to Western China*, Boulder (Colorado, États-Unis), Westview Press, 1993, 197 p.
- GANGLOFF Sylvie, "La Turquie vers de nouveaux horizons ?", *Défense Nationale*, novembre 1992, pp. 113-126.
- GIANARIS Nicholas V., *Greece and Turkey. Economics and Geopolitical Perspectives*, New York, Praeger, 1988, 204 p.
- GROC Gérard, "La Turquie et l'option atlantique", *RMMM*, n°50, 1988.
- GÜNLÜK-ŞENESEN Gülay, "Some Economic Aspects of Turkish Military Armements Spending", *New Perspectives on Turkey*, n°13, automne 1995, pp. 75-91.
- HALE William, "Turkish Foreign Policy After the Cold War", *Turkish Review of Balkan Studies*, n°1, 1993, Istanbul, pp. 231-248.
- HEPER Metin, ÖNCÜ Ayşe, KRAMER Heinz (eds.), *Turkey and the West : Changing Political and Cultural Identities*, Londres, I. B. Tauris, New York, St Martin's Press, 1993, 289 p.
- HUNTER Shireen, "Bridge or Frontier? Turkey's Post-Cold War Geopolitical Posture", *The International Spectator*, Vol. XXXIV, n°1, janvier-mars 1999, pp. 63-78.
- KARPAT Kemal (et al.), *Turkey's Foreign Policy in Transition, 1950-1974*, Leiden, E.J. Brill, 1975, 233 p.
- KARPAT Kemal (ed.), *Turkish Foreign Policy: Recent Developments*, Madison, University of Wisconsin Press, 1995, 213 p.

- KUMIHOLM R. Bruce, *The Origins of the Cold War in the Near East. Great Power Conflict and Diplomacy in Iran, Turkey and Greece*, Princeton, Princeton University Press, 1994, 509 p.
- KUMIHOLM R. Bruce, "Turkey and the West", *Foreign Affairs*, Vol. 70, n°2, printemps 1991, pp. 34-48.
- LESSER Ian, *Bridge or Barrier? Turkey and the West After the Cold War*, Santa Monica (États-Unis), RAND, 1992, 47 p.
- Mac KENZIE Kenneth, *Turkey in Transition: The West's Neglected Ally*, Londres, Institute for European Defense and Strategic Studies, « European Security Studies » (1), 1984, 35 p.
- MASTNY Vojtech, NATION Craig (eds.), *Turkey between East and West : New Challenges for a Rising Regional Power*, Boulder (Colorado, États-Unis), Westview Press, 1996, 279 p.
- MILLAS Herkül, *Türk-Yunan ilişkileri bir önsöz* [Introduction aux relations turco-grecques], Istanbul, Kavram, 1995, 184 p.
- MÜTERCİMLER Erol, *21. Yüzyıl ve Türkiye : Yüksek strateji* [La Turquie et le XIXe siècle : Stratégie avancée], Istanbul, Erciyas, 1997, 669 p.
- ORAN Baskın, *Türk-Yunan İlişkilerinde Batı Trakya Sorunu* [La question de la Thrace occidentale dans les relations gréco-turques], Ankara, Maya, 1986, 185 p.
- ÖZSOY Osman, *Türkiye'nin imaj sorunu* [La question de l'image de la Turquie], Istanbul, Afta, 1998, 415 p.
- POULTON Hugh, "Playing the Kinship Card in the Balkans", *Transition*, Vol. 2, n°12, 14 juin 1996, pp. 16-20.
- ROBINS Philip, *Turkey and the Middle East*, New York, Council on Foreign Relations Press, for The Royal Institute of International Affairs, 1991, 130 p.
- ROBINS Philip, "Turkish Foreign Policy under Erbakan", *Survival*, Vol. 39, n°2, été 1997, pp. 82-100.
- ROULEAU Eric, "Turkey: Beyond Atatürk", *Foreign Policy*, n°103, été 1996, pp. 70-87.
- SEZER Duygu Bazoğlu, *Turkey's Security Policies*, Londres, International Institute for Strategic Studies, « Adalphi papers » (164), 1981, 47 p.
- SOYSAL Ismail, *Türkiye'nin siyasal andlaşmaları* [Les traités politiques de la Turquie], Vol. 1, 1920-1945, Ankara, Türk Tarih Kurumu, 1983, 696 p.
- SOYSAL Ismail, *Türk dış politikası. İncelemeleri için kılavuz (1919-1993)* [La politique étrangère turque, guide pour une analyse, 1919-1993], Istanbul, Eren, for the Foundation for Middle East and Balkan Studies (OBİV), 1995, 198 p.
- SOYSAL Ismail, *Soğuk savaş dönemi ve Türkiye. Olaylar kronolojisi (1945-1975)* [La Turquie durant la guerre froide. Chronologie des événements, 1945-1975], Istanbul, İSİS, 1997, 416 p.
- SÖNMEZOĞLU Faruk (ed.), *Türk dış politikasının analizi* [Analyse de la politique extérieure turque], Istanbul, Der, 1994, 511 p. ; 2^{ème} édition, 1998, 739 p.
- STUART Douglas (ed.), *Politics and Security in the Southern Region of the Atlantic Alliance*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1988, 209 p.
- THOBIE Jacques, KANÇAL Salgur (eds.), *Turquie, Moyen-Orient, Communauté européenne*, Paris, L'Harmattan, « Varia Turcica » (XIV), 1989, 396 p.
- THOBIE Jacques, PEREZ Roland, KANÇAL Salgur (dir.), *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'Harmattan, 1996, 483 p.

- TORUMTAY Necip, *Değişen stratejilerin odağında Türkiye* [La Turquie au centre de stratégies fluctuantes], Istanbul, AD, 2^{ème} édition, 1997, 276 p.
- VARDAR Deniz, “Les enjeux européens et régionaux de la Turquie dans la construction des légitimités” in Thobie Jacques, Perez Roland, Kaçal Salgur (eds.), *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L’Harmattan, 1996, pp. 399-415.
- VÁLI Ferenc, *Bridge across the Bosphorus. The Foreign Policy of Turkey*, Londres, Johns Hopkins Press, 1971, 410 p.
- VANER Semih (dir.), *Le différent gréco-turc*, Paris, L’Harmattan, 1988, 285 p.
- VANER Semih, “Chypre et l’Union européenne”, *Politique Étrangère*, n°3, 1996, pp. 651-664.
- WITHERELL J. W., *The Republic of Turkey: An American Perspective, A Guide to US Official Documents and Government Sponsored Publications*, Washington, Library of Congress, 1988, 211 p.
- YERASIMOS Stéphane, ARTUNKAL Turgul, “La Turquie : permanences géopolitiques et stratégies nouvelles vers le Proche et le Moyen-Orient”, *Hérodote*, 2/3^{ème} trimestre 1983, pp. 253-281.
- YERASIMOS Stéphane, “Le conflit en mer Egée”, *Hérodote* n°32, janvier-mars 1984, pp. 123-143.
- YERASIMOS Stéphane, “Arabes et Turcs, un malentendu héréditaire”, *Historiens-Géographes*, n°336, mai-juin 1992, pp. 295-303.
- YERASIMOS Stéphane, *Questions d’orient. Frontières et minorités des Balkans et du Caucase*, Paris, La Découverte, « Livre d’Hérodote », 1993, 245 p.
- ZORGBIBE Charles, *La Méditerranée sans les Grands ?*, Paris, Presses Universitaires de France, “Perspectives internationales”, 1980, 169 p.
- Olaylarla türk dış politikası (1919-1965)*, [Les événements de la politique extérieure turque], Ankara, Sevinç, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi, 1969, 527 p.
- Turkish Straits. New Problems, New Solutions*, Istanbul, İSİS, for the Foundation for Middle East and Balkan Studies (OBİV), 1995, 225 p.
- “Defense and Economics in Turkey”, *NATO’s Sixteen Nations Special Issue*, Vol. 31, 1986, 208 p.
- “Turquie: la nouvelle donne”, dossier constitué par Semih Vaner, *Problèmes Politiques et Sociaux*, n°757, 10 novembre 1995, 77 p.
- “Turkey : Balancing Dreams and Limitations”, dossier spécial de la revue *Transition*, Vol. 2, n°12, 14 juin 1996, pp. 5-23.
- TICA Annual Report*, Ankara, Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Turkey, 1997, 22 p.
- “Turkey before and after Atatürk : Internal and External Affairs”, numéro spécial de la revue *Middle Eastern Studies*, Vol. 34, n°4, 1988, 277 p.
- “Turkey”, numéro spécial de la revue *The International Spectator*, Vol. XXXIV, n°1, janvier-mars 1999, 140 p.

Les Balkans

- ALIBONI Roberto (ed.), *Southern European Security in the 1990's*, Londres/New York, Pinter, 1992, 147 p.
- ANCEL Jacques, *Peuples et nations des Balkans*, Paris, A. Colin, 1930, réédité en 1992 chez CTHS, Paris, 220 p.
- ANCEL Jacques, *Manuel historique de la question d'Orient (1732-1930)*, Paris, Librairie Delagrave, 4^{ème} édition, 1930, 352 p.
- BLANC André, *Géographie des Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? » (1154), 1965, 124 p.
- BEHAR Pierre, *L'Autriche-Hongrie, idée d'avenir. Permanences géopolitiques de l'Europe centrale et balkanique*, Paris, Desjonquères, 1991, 187 p.
- BEHAR Pierre, *Une géopolitique pour l'Europe. Vers une nouvelle Eurasie?*, Paris, Desjonquères, 1992, 106 p.
- BERARD Victor, *La Turquie et l'hellénisme contemporain*, Paris, Alcan, 1911, 352 p.
- BERENGER Jean, *Histoire de l'Empire des Habsbourg, 1273-1918*, Paris, Fayard, 1990, 809 p.
- BRUS Włodzimierz, *Histoire économique de l'Europe de l'Est, 1945-1985*, Paris, La Découverte, 1986, 367 p.
- BUGAJSKI Janusz, *Nations in Turmoil, Conflict and Cooperation in Eastern Europe*, Boulder (Colorado, États-Unis), Westview Press, 2^{ème} édition, 1995, 265 p.
- CARTER Francis W. (ed.), *An Historical Geography of the Balkans*, Londres/New York, Academy Press, 1977, 599 p.
- CARTER Francis, NORRIS Harry Thirwall (eds.), *The Changing Shape of the Balkans*, Londres, UCL Press, SOAS, « Geopolitics series » (5), 180 p.
- CASTELLAN Georges, *Histoire des Balkans*, Paris, Fayard, 1991, 532 p.
- COUTAU-BEGARIE Hervé, «Mare nostrum : esquisse d'une géostratégie de la Méditerranée», *Hérodote*, avril-juin 1987, pp. 31-60.
- CVIJIC Jovan, *La péninsule balkanique : géographie humaine*, Paris, A. Colin, 1918, 530 p.
- CVIIC Christopher, *Remaking the Balkans*, New York, Pinter, Council of Foreign Relations Press, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 2^{ème} édition révisée, 1995, 128 p.
- ÇEVİKÖZ Ünal, «European Integration and Regional Co-operation in Southeastern Europe», *Perceptions*, Vol. 2, n°4, décembre 1997-janvier 1998 (édition internet).
- DECAUX Emmanuel, PELLET Alain (dir.), *Nationalités, minorités et succession d'États en Europe de l'est*, Paris, Montchrétien, « Cahiers du CEDIN » (10), 1996, 330 p.
- DUCELLIER Alain, *Les Byzantins - Histoire et culture*, Paris, Le Seuil, 1988, 275 p.
- DVORNIK Francis, *The Slavs in European History and Civilization*, New Brunswick/New York, Rutgers University Press, 1962, 688 p.
- FEJTŐ François, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Seuil, Tome 1: l'ère de Staline 1945-1953, 1984, 380 p. ; Tome 2 : après Staline 1953-1971, 1985, 378 p.

- FEUILLET Jack, "La linguistique balkanique", *Cahiers Balkaniques*, n°10, 1986, 121 p.
- FOUCHER Michel (ed.), *Fragments d'Europe : atlas de l'Europe médiane et orientale*, Paris, Fayard, 1993, 327 p.
- GIRAULT René, *Peuples et nations d'Europe au XIXe siècle*, Paris, Hachette, 1996, 272 p.
- GLENNY Misha, "Heading Off War in the Southern Balkans", *Foreign Affairs*, mai-juin 1995, pp. 98-108.
- HOFFMAN George, *The Balkans in Transition*, Princeton, Van Nostran, 1963.
- HUPCHICK Dennis, *Culture and History in Eastern Europe*, New York, St Martin's Press, 1994, 206 p.
- IORGA Nicholas, *Histoire des États balkaniques*, Paris, J. Gamber, 1925, 575 p.
- JUBERIAS Carlos Flores, "Electoral Systems in Eastern Europe : An Overview", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°4(17), décembre 1996, pp. 87-116.
- JELAVICH Barbara, *The Ottoman Empire, the Great Powers and the Strait Question, 1870-1887*, Bloomington, Indiana University Press, 1973, 209 p.
- JELAVICH Barbara, *History of the Balkans*, New York, Cambridge University Press, 1983, Vol. 1 : Eighteenth and Nineteenth Centuries, 407 p. ; Vol. 2 : Twentieth Century, 476 p.
- JELAVICH Charles et Barbara (dir.), *The Balkans in Transition*, Berkeley, University of California Press, 1963, 451 p.
- JELAVICH Charles et Barbara, *The Balkans*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1965, 148 p.
- JELAVICH Charles et Barbara, *The Establishment of the Balkan States, 1804-1920*, Seattle, University of Washington Press, 1977, 358 p.
- KITSIKIS Dimitri, *L'Empire ottoman*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? » (2222), 1994, 127 p.
- KOSTANICK , "The Geopolitics in the Balkans", in Jelavich Charles et Barbara (dir.), *The Balkans in Transition*, Berkeley, University of California Press, 1963, pp. 1-51.
- KOUTOUZIS Michel, "Drogues à l'Est : logique de guerres et de marché", *Politique Étrangère*, n°1, 1995, pp. 233-244.
- LARRABEE Stephen, "Instability and Change in the Balkans", *Survival*, Vol. 34, n°2, été 1992, pp. 31-49.
- LARRABEE Stephen, *East European Security after the Cold War*, Santa Monica (États-Unis), RAND, 1993, 195 p.
- LARRABEE Stephen, *The Volatile Powder Keg : Balkan Security after the Cold War*, Washington D.C., American University Press, 1994, 320 p.
- LARRABEE Stephen, "The Balkans", in Zalmay Khalilzad (ed.), *Strategic Appraisal, 1996*, Santa Monica (États-Unis), RAND, 1996, pp. 97-116.
- LENDVAI Paul, *L'Europe des Balkans après Staline, entre nationalisme et communisme*, Paris, Fayard, 1972, 462 p.
- LESAGE Michel (textes rassemblés et présentés par), *Constitutions d'Europe centrale, orientale et balte*, Paris, La Documentation française, « Retour aux textes », 1995, 450 p.

- LHOMEL Edith, SCHREIBER Thomas (coord.), *L'Europe centrale et orientale*, Paris, La Documentation Française, « Les études de la documentation Française »,
édition 1991, « De l'espoir aux réalités », 295 p.
édition 1992, « Conflits, incertitudes et restructurations », 258 p.
édition 1993, « Entre la stabilisation et l'implosion », 276 p.
édition 1994, « Stabilisation politique et reprise économique », 235 p.
édition 1996, 289 p.
édition 1997, 191 p.
édition 1998, 198 p.
édition 1999, 235 p.
- LORY Bernard, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Paris, Ellipses, 1996, 207 p.
- MAGOCSI Paul Robert, *Historical Atlas of East Central Europe*, Seattle, University of Washington Press, 1993, 218 p.
- MILETITCH Nicolas, *Trafics et crimes dans les Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, « Criminalité internationale », 1998, 209 p.
- NEWBIGIN Marion, *Geographical Aspects of Balkan Problems*, Londres, Constable & Co., 243 p.
- NOUZILLE Jean, *Histoire de frontières : l'Autriche et l'Empire ottoman*, Paris, Berg International, 1991, 263 p.
- OWEN David, *Balkan Odysee*, Londres, Indigo, 436 p.
- ÖZDOĞAN Günay Göksu, SAYBAŞILI Kemâli (eds.), *Balkans - A Mirror of the New International Order*, Istanbul, Eren, for Marmara University, 1995, 351 p.
- PECHOUX Pierre-Yves, SIVIGNON Michel, *Les Balkans*, Paris, Presses Universitaires de France, 1971, 284 p.
- PINON René, *L'Europe et la jeune Turquie. Les aspects nouveaux de la question d'Orient*, Paris, Librairie académique Perrin, 1911, 500 p.
- PINON René, « Une confédération balkanique est-elle possible ? », in Pinon René, *L'Europe et la Jeune Turquie. Les aspects nouveaux de la question d'Orient*, Paris, 1911, pp. 443-484.
- PITTARD Eugène, *Les peuples des Balkans, esquisses anthropologiques*, Paris/Neuchâtel, Attinger, 1916, 144 p.
- PREVELAKIS Georges, *Les Balkans. Cultures et géopolitique*, Paris, Nathan, « Géographie d'aujourd'hui », 1994, 192 p.
- ROUX Michel (coord.), *Nations, État et territoire en Europe de l'Est et en URSS*, Paris, L'Harmattan, 1992, 294 p.
- RUMIZ Paolo, « Armi, droga, mafia : la guerra come affare », *Limes*, n°1-2, 1993, pp. 117-123.
- RUPNIK Jacques (dir.), *Les Balkans. Paysage après la bataille*, Bruxelles, Complexe, 1996, 169 p.
- SAYBAŞILI Kemâli, ÖZCAN Gencer (eds.), *Yeni Balkanlar, eski sorular* [Nouveaux Balkans, anciennes questions], Istanbul, Bağlam, 1997, 311 p.
- SELLIER André, SELLIER Jean, LE FUR Anne, *Atlas des peuples d'Europe centrale*, Paris, La Découverte, 1991, 192 p.
- STAVRIANOS Leften, *The Balkans since 1453*, New York, Rinchart & Company, 2^{ème} édition, 1959, 970 p.
- STAVRIANOS Leften, *Balkan Federation. A History of the Movement Toward Balkan Unity in Modern Times*, Hamden (États-Unis), Archon Books, 1964, 338 p.

SUGAR Peter, *South Eastern Europe under the Ottoman Rule, 1354-1804*, Seattle, University of Washington Press, 1977, 365 p.

TEKIN Arslan, *Balkan Volkanı* [Le volcan balkanique], Istanbul, Ötürken, 1993, 351 p.

VUKANOVIC Radovan, "Balkan Cooperation: Realities and Prospects", *The Southeast European Yearbook*, 1993, Athènes, ELIAMEP, 1994, pp. 65-80.

VUKANOVIC Radovan, "La fin de la Yougoslavie et l'instabilité balkanique", *Les Cahiers du CERI*, n°4, 1992, 43 p.

WOODWARD Susan, *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution after the Cold War*, Washington D.C., Brookings, 1995, 536 p.

YERASIMOS Stéphane, *Questions d'orient. Frontières et minorités des Balkans et du Caucase*, Paris, La Découverte, « Livre d'Hérodote », 1993, 245 p.

The Other Balkan Wars, a 1913 Carnegie Endowment Inquiry in Retrospect, Introduction de George Kennan, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 1993, 413 p.

İki dünya savaşı arasında Avrupa ve Balkanlar. İdeolojiler ve uluslararası politika [L'Europe et les Balkans durant l'entre-deux guerre, idéologies et politique internationale], Istanbul, Aybay Yayınları, 10, Kültür Dizisi, 4, 1994, 229 p.

Géopolitique des drogues, 1995, Observatoire Géopolitique des Drogues, Paris, La Découverte, 1995, 271 p.

Unfinished Peace. Report on the International Commission on the Balkans, Carnegie Endowment, Aspen Institute, 1996 (reprint in *Balkan Forum*, Vol. 4, n°4 (17), décembre 1996, pp. 187-350).

"Balkans et balkanisation", numéro spécial de la revue *Hérodote*, n°63, 4^{ème} trimestre 1991, 191 p.

"Les Balkans à l'époque ottomane", numéro spécial de la *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n°66, 1992, 158 p.

"L'Europe balkanique", numéro spécial de la revue *Historiens et Géographes*, n°337, septembre 1992, pp. 53-212.

Balkanlar [Les Balkans], Istanbul, Eren, Ortadoğu ve Balkan İnceleme Vakfı (OBİV), 1993, 299 p.

"Balkans: l'implosion", numéro spécial de la revue *Confluences Méditerranée*, n°8, automne 1993, pp. 9-134.

"La guerra in Europa. Adriatico, Jugoslavia, Balcani", numéro spécial de la revue *Limes*, n°1-2, 1993, pp. 7-281.

"Est: le temps des nations", numéro spécial de la revue *Politique Étrangère*, n°1, 1994, pp. 23-245.

"Les Balkans. Deux ans après les accords de Dayton", numéro spécial de la revue *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, pp. 27-144.

Nationalisme, minorités, orthodoxie et islam

ALTUĞ Yılmaz, "Minorities and Ethnies in the Balkans", *Turkish Review of Balkan Studies*, n°1, 1993, pp. 175-191.

ARNAKIS Georges, "The Role of Religion in the Development of Balkan Nationalism", in Jelavich Barbara et Charles (dir.), *The Balkans in Transition*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 1963, pp. 115-144.

BALIVET Michel, "Aux origines de l'islamisation des Balkans ottomans", *RMMM*, n°66, 1992, pp. 11-20.

- BATOWSKI Henryk, "Le mouvement panbalkanique et les différents aspects des relations interbalkaniques dans le passé", *Revue Internationale des Études Balkaniques*, Belgrade, Tome 1-11 (5-6), 1937-38, pp. 320-343.
- BIBÓ István, *Misères des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1986, 459 p.
- BROWN James, *Nationalism, Democracy and Security in the Balkans*, Aldershot, Dartmouth, 1992, 205 p.
- BRUNEAU Michel, "Espaces et territoires de diasporas", in Bruneau Michel (coord.), *Diasporas*, Montpellier, Reclus, Paris, La Documentation Française, 1995, pp. 5-23.
- CASTELLAN Georges, "Facteurs religieux et identité nationale dans les Balkans aux XIXe et XXe siècles", *Cahier* (Paris, INALCO), n°2, 1984, pp. 9-29.
- CLEMENT Olivier, *L'Église orthodoxe*, Paris, PUF, « Que sais-je ? » (849), 4^{ème} édition, 1991, 128 p.
- CLEMENT Olivier, "Église orthodoxe et politique", *Géopolitique*, n°47, automne 1994, pp. 19-25.
- COURBAGE Youssef, "Les transitions démographiques des musulmans en Europe orientale", *Population*, n°3, 1991, pp. 651-678.
- De WITTE Bruno, "Minorités nationales : reconnaissance et protection", *Pouvoirs*, n°57, 1991, pp. 113-127.
- DIMITRAS Elias Panayote, "Abus de mémoire dans les Balkans", *Transeuropéennes*, n°5, hiver 1994/95, pp. 59-64.
- DIMOVA Veselina, "L'image du voisin balkanique et extrabalkanique dans la littérature des Slaves méridionaux du XIXe siècle", *Études Balkaniques*, n°1, 1994, pp. 3-13.
- DUCELLIER Alain, "Structures politiques et mentales de longue durée dans les Balkans", *Historiens et Géographes*, n°337, septembre 1992, pp. 89-106.
- EREN Halit, "Balkanlarda Türk ve diğer müsülman toplumlari ve göç olgusu" [Les communautés turques et musulmanes dans les Balkans et le phénomène migratoire], in *Balkanlar*, Istanbul, Eren, 1993, pp. 289-299.
- GEANOKOPLIS Deno, "Church and State in the Byzantine Empire: A Reconsideration of the Problem of Caesaropapism", *Church History*, Vol. 34, décembre 1965, pp. 381-403.
- GIRAULT René, "La fin des empires, des Ottomans aux Britanniques", *Pouvoirs*, n°57, 1991, pp. 5-17.
- GRABAR Michel, "Panslavisme et slavophilie", *Géopolitique*, n°47, automne 1994, pp. 53-57.
- İLÇEV Ivan, "My Country - Right or Wrong! The International Propaganda of the Balkan States in Europe and in the United States in 1821-1923", *Bulgarian Historical Review*, n°3, 1995, pp. 32-50.
- IORGA Nicholas, *Byzance après Byzance*, Paris, Balland, Paris, 1992, 312 p.
- KAPLAN Robert D., *Balkan Ghosts. A Journey Through History*, New York, Vintage Books, 1994, 307 p.
- KARPAT Kemal, "Millets and Nationality: The Roots of the Incongruity of Nation and State in the Post-Ottoman Era", in Braude Benjamin, Lewis Bernard (dir.), *Christians and Jews in the Ottoman Empire*, New York/Londres, Holmes and Meier, Vol. 1, 1982, pp. 141-169.
- KOHN Hans, *Panslavism. Its History and Ideology*, New York, Vintage Books, 2^{ème} édition, 1960, 488 p.
- LATAWSKI Paul (ed.), *Contemporary Nationalism in East Central Europe*, New York, St Martin's Press, 1995, 200 p.

- LENKOVA Mariana, "The Jungle and the Threatened Species", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°1(14), mars 1996, pp. 149-164.
- LEWIS Bernard, *History, Remembered, Recovered, Invented*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1976, 111 p.
- LOZANOVA Galina, "The Category of 'Alien-one's Own' in Folk Culture (Ethno-Religious Aspects)", *Études Balkaniques*, n°1, 1994, pp. 37-42.
- MEYENDORFF Jean, *L'Église orthodoxe. Hier et aujourd'hui*, Paris, Le Seuil, 1995, 217 p.
- MICHEL Bernard, *Nations et nationalismes en Europe centrale, XIXe-XXe siècles*, Paris, Aubier, 1995, 322 p.
- MICHEL B., PIETRI N., REY M-P., *L'Europe des nationalismes aux nations, Autriche-Hongrie, Russie, Allemagne*, Paris, SEDES, 1996, 320 p.
- MILO Paskal, "The Constitutional Rights and Minorities in the Balkans: A Comparative Analysis", *Perceptions*, Vol. 2, n°3, septembre-novembre 1997, pp. 13-31.
- MILOJKOVIC-DJURIC, *Panslavism and National Identity in Russia and in the Balkans 1830-1880: Image of the Self and the Other*, Boulder (Colorado, États-Unis), East European Monograph, 1994, 177 p.
- MOISUC Viorica, "Nationalité, ethnicité, États en Europe centrale et du sud-est au XXe siècle - Les traités de paix des années 1919-1929 et 1947 : le principe des nationalités", *Revue Roumaine d'Études Internationales*, Vol. XXVII, n°3-4 (125-126), 1993, pp. 237-145.
- ORAN Baskin, "Religious and National Identity among the Balkan Muslims: A Comparative Study on Greece, Bulgaria, Macedonia and Kosovo", *CEMOTI*, n°18, juillet-décembre 1994, pp. 307-323.
- ORTAYLI Ilber, "Formation of National Identity among Balkan Peoples", *Turkish Review of Balkan Studies*, n°1, 1993, pp. 43-50.
- POPOVIC Alexandre, *L'islam balkanique. Les musulmans du sud-est européen dans la période post-ottomane*, Wiesbaden, Otto Harrassowitz, 1986, 493 p.
- POPOVIC Alexandre, *Les dervishes balkaniques hier et aujourd'hui*, Istanbul, İSİS, 1994, 372 p.
- POPOVIC Alexandre, *Cultures musulmanes balkaniques*, Istanbul, İSİS, 1994, 283 p.
- POULTON Hugh, *The Balkans, Minorities and States in Conflict*, Londres, Minority Rights Publications, 2^{ème} édition, 1993, 262 p.
- POULTON Hugh, TAJI-FAROUKI Suha (eds.), *Muslim Identity and the Balkan States*, Londres, Hurst, 1997, 250 p.
- SLATER Wendy, ENGELBREKT Kjell, "Eastern Orthodoxy Defends its Positions", *RFE/RL*, Vol. 2, n°35, 3 septembre 1993, pp. 48-58.
- SUGAR Peter, LEDERER Ivo (ed), *Nationalism in Eastern Europe*, Seattle, University of Washington Press, 1969, 465 p.
- SUGAR Peter, "Continuity and Change of Nationalism in Eastern Europe", *Revue des Études Sud-Est Européennes*, XXXI, 3-4, pp. 305-317.
- THUAL François, *Géopolitique de l'orthodoxie*, Paris, Dunod, 1993, 122 p.
- TODOROV Varban, "State, Nation, Nationalism of the Balkans (Some Aspects of Theory and Practice)", *Études Balkaniques*, n°3, 1994, pp. 102-120.

TODOROVA Maria, "The Balkans : From Discovery to Invention", *Slavic Review*, Vol. 53, n°2, été 1994, pp. 453-482.

TODOROVA Maria, *Imagining the Balkans*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1997, 257 p.

YERASIMOS Stéphane, "L'Église orthodoxe, pépinière des États balkaniques", *RMMM*, n°66, 1992, pp. 145-158.

"Le monde orthodoxe, pouvoir et nation", numéro spécial de la revue *Géopolitique*, n°47, automne 1994, 96 p.

"Churches and States", numéro spécial de la revue *Transition*, 5 avril 1996, pp. 6-32.

Hate Speech in the Balkans, Vienne, International Helsinki Federation for Human Rights, 1998 (édition internet : <http://www.ihf-hr.org/grehc.htm>).

La Macédoine

- ANCEL Jacques, *La Macédoine et son évolution contemporaine*, Paris, Librairie Delagrave, 1930, 346 p.
- BOGOEV Knento, UUZUNOV Nikola, "Perspectives on the Republic of Macedonia. Actual Possibilities and Perspectives for the Economic Development of the Republic of Macedonia in the Period 1996-2000", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°1(14), mars 1996, pp. 63-112.
- CACA Gjorgji, "Status and Rights of Nationalities in the Republic of Macédonia", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°2(15), juin 1996, pp. 131-153.
- CHICLET Christophe, LORY Bernard (dir.), *La République de Macédoine*, Paris, L'Harmattan, 1998, 190 p.
- CHICLET Christophe, "La Macédoine en danger d'éclatement", *Le Monde Diplomatique*, janvier 1999, pp. 8-9.
- CLEMENT Sophia, "The Former Yugoslav Republic of Macedonia/FYROM: The Apparent Stability", *The South European Yearbook, 1994-95*, Athènes, ELIAMEP, 1995, pp. 345-371.
- DANFORTH Loning, *The Macedonian Conflict: Ethnic Nationalism in a Transnational World*, Princeton, Princeton University Press, 1995, 273 p.
- DEBATS Jean-Pierre, "Nationalités et groupes ethniques en République socialiste de Macédoine (Yougoslavie)", *Revue Géographique de l'Est*, n°1-2, 1979, pp. 67-85.
- GIANNACOS Symeon, "The Macedonian Question Re-examined: Implication for Balkan Security", *Mediterranean Quarterly*, Vol 3, n°3, été 1992, pp. 26-47.
- GREBENAROV Aleksadar, "Le mouvement macédonien de libération de l'entre-deux guerres mondiales (idées, contradictions et tendances)", *Bulgarian Historical Review*, n°2, 1995, pp. 83-93.
- JANKULOVSKI Zvonimir, "« Nationality » (Minority) Protection in Macedonia: A Question of Human Rights or Politics", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°2 (15), juin 1996, pp. 155-183.
- KALAFAT Yaşar, *Makedonya Türkleri. Arasında yaşayan halk inançları* [Les Tuks de Macédoine. Les croyances populaires qui vivent parmi eux], Istanbul, Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı, 1994, 64 p.
- KENTROTIS Kyriakos, "Echoes from the Past: Greece and the Macedonian Controversy", *Mediterranean Politics*, Vol. 1, 1994, pp. 85-103.
- KENTROTIS Kyriakos, "The Macedonian Question as Presented in the German Press (1990-1994)", *Balkan Studies*, Vol. 36, n°2, 1995, pp. 319-326.
- KRAUSE Stefan, MARKOTICH Stan, "Rump Yugoslavia and the Macedonian Deal the Cards of Mutual Recognition", *Transition*, 31 mai 1986, pp. 54-57.
- KUT Şule, "Macedonian Politics: First Multiparty Elections After the Independance", *Turkish Review of Balkan Studies*, n°2, 1994/95, pp. 33-42.
- KUT Şule, "Yeni Balkan savaşı ve Makedonya'nın sonu senaryoları" [La nouvelle guerre balkanique et les scénarios de conséquences sur la Macédoine], *Türkiye Günlüğü*, n°34, mai-juin 1995, pp. 5-10.
- LORY Bernard, "Approches de l'identité macédonienne", in Chiclet Christophe, Lory Bernard (dir.), *La République de Macédoine*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 13-32.
- MAHON Milena, "The Macedonian Question in Bulgaria", *Nations and Nationalism*, Vol. 4, n°3, 1998, pp. 389-407.

- PERRY Ducan, *The politic of Terrors: The Macedonian Revolutionary Movements 1893-1903*, Durham, Duke University Press, 1988, 257 p.
- PERRY Duncan: "A Balkan Problem and a European Dilemma", *RFE/RL*, Vol 1, n°25, 19 juin 1992, pp. 35-44.
- PERRY Ducan, "La Macédoine et ses voisins", *Politique Étrangère*, n°1, 1994, pp. 179-207.
- PERRY Ducan, "Macedonia: From Independance to Recognition", *RFE/RL*, Vol. 3, n°1, 7 janvier 1994, pp. 118-121.
- PERRY Ducan, "Macedonia", *RFE/RL*, Vol. 3, n°16, 22 avril 1994, pp. 83-86.
- POULTON Hugh, *Who are the Macedonians?*, Londres, Hurst, 1995, 218 p.
- POULTON Hugh, "The Republic of Macedonia after UN Recognition", *RFE/RL*, Vol 2, n°23, 4 juin 1993, pp. 22-30.
- ROUX Michel: "La décomposition de la Yougoslavie. La Serbie et le « front sud »", *Politique Étrangère*, n°2, 1992, pp. 281-291.
- RUZIN Naxo, "La Macédoine entre blocus et renaissance", *Confluences Méditerranée*, n°8, automne 1993, pp. 61-66.
- SIVIGNON Michel, "Lettre d'Athènes", *Hérodote*, n°63, 4^{ème} trimestre 1991, pp. 148-153.
- TANASKOVIC Darko, "La situation actuelle de l'ordre des Naqshbandis au Kosovo et en Macédoine", in Gaborieau Marc, Popovic Alexandre, Zarcone Thierry, (dir.) *Naqshbandis. Cheminement et situation actuelle d'un ordre mystique musulman*, Istanbul, İSİS, « Varia Turcica » (XVIII), 1990, pp. 681-689.
- TROEBST Stefan, "Macedonia : Powder Keg Defused?", *RFE/RL*, Vol. 3, n°4, 28 janvier 1994, pp. 33-41.
- TURNA Mehmet, "Makedonya-Türkiye ilişkileri ve Makedonya'nın geleğine bakış" [Aperçu des relations turco-macédoniennes et du futur de la Macédoine], *Avrasya Dosyası*, Vol. 3, n°3, printemps 1996, pp. 69-86.
- WALLDEN Axel-Sotiris, "Greece and the New Macedonian State", *Transitions*, Bruxelles, Vol. XXXVI, n°1-2, 1995, pp. 109-137.
- WILKINSON Henry Robert, *Maps and Politics: A Review of the Ethnographic Cartography of Macedonia*, Liverpool, University Press of Liverpool, 1951, 366 p.
- YERASIMOS Stéphane, "L'autre Alexandre", *Politique Étrangère*, n°2, 1992, pp. 293-307.
- ZAHARIADIS Nikolaos, "Nationalism and Small-State Foreign Policy: The Greek Response to the Macedonian Issue", *Political Science Quarterly*, Vol. 109, n°4, automne 1994, pp. 647-667.
- Some Facts about the Position and the Rights of the Nationalities. The National and Ethnic Groups and Minorities in the Republic of Macedonia*, Skopje, Statistical Office of Macedonia, décembre 1991, 5 p.
- Basic statistical data*, 2^{ème} édition révisée et complétée, Skopje, Statistical Office of Macedonia, décembre 1992, 50 p.
- Macedonia. Past and Present*, Reprint for *Balkan Studies*, Thessalonique, 1992, 205 p.
- Profile of the Major Political Parties in Macedonia*, Skopje, Macedonian Information Center, Skopje, juillet 1994, édition internet.

L'Albanie et la question albanaise

- ALMOND Mark, "La poudrière albanaise", *Politique Étrangère*, mai 1997, pp. 361-376.
- CASTELLAN Georges, *L'Albanie*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? » (n°1800), 2^{ème} édition, 1984, Paris, 126 p.
- CRITOFOLI Angelo Masotti, "Albania (situazione economica et prospettive)", *Est-Ovest*, n°2, 1992, pp. 79-88 ; n°2, 1993 ; pp. 53-62, n°2, 1994 ; pp. 67-78 ; n°3, 1995, pp. 141-155.
- ÇOPANI Adem, "Les nouvelles dimensions du dispositif de sécurité albanais", *Revue de l'OTAN*, n°2, mars 1996, pp. 24-28.
- DANIEL Odile, "Regards sur l'Albanie : reconstruction et réintégration spatiale", *Historiens et Géographes*, n°337, septembre 1992, pp. 125-141.
- DESLONDES Olivier, "Albanie : la transition manquée", *Politique Internationale*, n°68, été 1995, pp. 209-227.
- De WAELE Jean-Michel, GJELOSHAV Kole, "L'Albanie face aux minorités : facteurs internes et facteurs externes", *Transitions*, Vol. XXXVI, n°1-2, 1995, pp. 89-104.
- HALL Derek, *Albania and the Albanians*, Pinter, St Martin's Press, 1994, 304 p.
- HICKS Peggy, "Albanian Legal Reform Faces Continuing Challenges", *Mediterranean Quarterly*, Vol. 6, n°2, printemps 1995, pp. 75-91.
- IMAMI Arben, "Freedom of Thought and Expression in Albania. The Post-Communist Situation", *Südoesteuropa*, n°2, 1996, pp. 168-178.
- LANI Remzi, SCHMIDT Fabian, "Albanian Foreign Policy between Geography And History", *The International Spectator*, Vol. XXXIII, n°2, avril-juin 1998, pp. 79-103.
- LEFEBVRE Stéphane, "L'Albanie et la sécurité dans les Balkans", *Stratégique*, n°55(3), 1992, pp. 81-95.
- MILIVOJEVIC Marko, *Wounded Eagle. Albania's Fight for Survival*, Londres, Institut for European Defense and Strategic Studies, 1992, 48 p.
- MOROZZO della ROCCA Roberto, "Albania. Rapporti diversificati sulla scena internazionale", *Politico Internazionale*, n°3, juillet-septembre 1994, pp. 143-157.
- MUÇO Marta, "Economic Transformation in Albania", *The International Spectator*, Vol. 31, n°1, janvier-mars 1996, pp. 65-94.
- PIHET Christian, "Élections et partis en Albanie : une lecture géographique", *Hérodote*, n°90, 3^{ème} trimestre 1998, pp. 46-61.
- POLLO Stefano et PUTO Arben (dir.), *Histoire de l'Albanie des origines à nos jours*, Roanne, Horvath, 1974, 372 p.
- ROSSETTI DI VALDALBERO Domenico, THERASSE Martine, "Aspects géopolitiques de la « question albanaise »", *Il Politico*, n°4, 1995, pp. 699-716.
- SCHMIDT Fabian, "Winnig Wary Recognition for Democratic Reforms", *Transition*, 25 août 1995, pp. 3-7.
- SCHMIDT Fabian, "Albania's Tradition of Pragmatism", *Transition*, 5 avril 1996, pp. 33-35.
- SCHMIDT Fabian, "Bolstering an Image of Democracy", *Transition*, 29 novembre 1996, pp. 43-45.

STARK Hans: "La question albanaise", *Politique Étrangère*, n°1/94, pp. 209-222.

SULLIVAN Marianne, "Seeking the Security of Military Might", *Transition*, Vol. 1, 25 août 1995, pp. 8-10.

VICKERS Miranda, PETTIFER James, *Albania. From Anarchy to a Balkan Identity*, New York, New York University Press, 1997, 324 p.

ZANGA Louis, "Albania and Turkey Forge Closer Ties", *RFE/RL*, Vol 2, n°11, 12 mars 1993, pp. 30-33.

ZANGA Louis, "Albania Moves Closer to the Islamic World", *RFE/RL*, Vol. 2, n°7, 12 février 1993, pp. 28-31.

ZIOGAS Nikos, "Developments in Albania in 1994", *The South European Yearbook, 1994-95*, Athènes, ELIAMEP, 1995, pp. 205-219.

"Albania oggi: Passaggio in Europa", *Politica Internazionale*, n°3, juillet-septembre 1994, pp. 105-261.

Identité nationale et religion

CLAYER Nathalie, "Identité nationale et identité religieuse dans le discours des dirigeants des musulmans albanais (Albanie, Macédoine, Yougoslavie)", *Turkish Review of Balkan Studies*, n°2, 1994/95, pp. 1-9.

CLAYER Nathalie, "Bektachisme et nationalisme albanais", in Popovic Alexandre, Veintin Gilles (dir.), *Bektachiyye*, Istanbul, İSİS, 1995, pp. 277-307.

CLAYER Nathalie, "Identité nationale et identité religieuse chez les musulmans albanais", in Bozdemir Michel (dir.), *Islam et laïcité, approches globales et régionales*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 137-149.

CLAYER Nathalie, "Islam, State and Society in Post-Communist Albania", in Taji-Farouki Suha, Poulton Hugh (eds.), *Muslim identity and the Balkan States*, Londres, Hurst, 1997, pp. 115-138.

DANIEL Odile, "La situation de l'islam albanais", in Bozdemir Michel (dir.), *Islam et laïcité, approches globales et régionales*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 121-135.

LEDERER Gyorgy, "Islam in Albania", *Central Asian Survey*, 13(3), 1994, pp. 331-359.

SKENDI Stavro, *The Albanian National Awakening, 1878-1912*, Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1967, 498 p.

TRIX Frances, "The Resurfacing of Islam in Albania", *East European Quarterly*, Vol. 28, n°4, hiver 1994, pp. 533-549.

L'Épire et les relations gréco-albanaises

AUSTIN R., ENGELBREKT K., PERRY D., "Albania's Greek Minority", *RFE/RL*, Vol. 3, n°11, 18 mars 1994, pp. 19-24.

AUSTIN Robert, "Albanian-Greek Relations : The Confrontation Continues", *RFE/RL*, Vol. 2, n°33, 20 août 1993, pp. 30-35.

CHRISTAKOUDIS Apostolos, "La place de la question de l'Épire du Nord dans la politique extérieure de la Grèce", *Études Balkaniques*, n°3, 1993, pp. 65-77.

DEBIE Franck, "La Grèce, l'Italie et l'Europe face au problème albanais. Gestion de crise et représentations géopolitiques", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, pp. 96-108.

DEBORD Bernard, "Grèce-Albanie. Délires nationalistes", *La Lettre de Reporters sans frontières*, octobre 1995, pp. 14-17.

HALL Derek R., "Recent Developments in Greek-Albanian Relations", *Mediterranean Politics*, Vol. 2, 1996, pp. 82-104.

KONDIS Basil, MANDA Elefthenia (eds.), *The Greek Minority in Albania. A Documentary Record (1921-1993)*, Thessalonique, Institute for Balkan Studies, 1994, 130 p.

SULLIVAN Marianne, "Mending Relations with Greece", *Transition*, Vol. 1, 25 août 1995, pp. 11-16.

WALLDEN Axel-Sotiris, "Les relations gréco-albanaises : politique et économie", *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°382, septembre 1993, pp. 45-63.

XHUDO Gus, "Tensions Among Neighbours: Greek-Albanian Relations and their Impact on Regional Security and Stability", *Studies in Conflict and Terrorism*, Vol. 18, 1995, pp. 111-143.

Le Kosovo et les relations albano-serbes

BOGDANOVIC Dimitrije, "La question du Kosovo, hier et aujourd'hui", *Revue d'Études Slaves*, LVI/3, 1984, pp. 387-400.

BUGAJSKI Janusz, "The Kosovar Volcano", *Transitions*, Vol. 4, n°5, octobre 1997, pp. 66-71.

ČOLOVIČ Ivan, "Des tombeaux pour des frontières", *Transeuropéennes*, n°5, hiver 94/95, pp. 54-58.

De WAELE Jean-Michel, GJELOSHAJ Kolë (dir.), *De la question albanaise au Kosovo*, Bruxelles, Complexe, 1999, 152 p.

KARATAY Osman, *Kosova. Kanlı ova* [Kosovo. La plaine ensanglantée], Istanbul, İz yayıncılık, 1998, 173 p.

KRULIC Joseph, "La crise du Kosovo et l'identité serbe", *L'Autre Europe*, n°23, 1990, pp. 63-72.

MALCOM Noel, *Kosovo. A Short History*, Londres, MacMillan, 1998, 492 p.

QOSJA Rexhep, *La question albanaise*, Paris, Fayard, 1995, 326 p.

ROUX Michel, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1992, 546 p.

SCHMIDT Fabian, "Strategic Reconciliation in Kosovo", *Transition*, 25 août 1995, pp. 17-19, 72.

VEREMIS Thanos, "Kosovo: The Powder Keg on Hold", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°2(15), juin 1996, pp. 27-44.

VEREMIS Thanos, KOFOS Evangelos (eds.), *Kosovo. Avoiding Another Balkan War*, Athènes, ELIAMEP, 1998, 443 p.

ZANGA Louis, "Albania Afraid of War over Kosovo", *RFE/RL*, Vol. 1, n°46, 20 novembre 1992, pp. 20-23.

Échanges de vues entre Ismail KADARÉ, "Que cesse les vents chauvins", *Le Monde Diplomatique*, février 1989, et Vuk DRASKOVIC, "Confrontation avec la vérité", *Le Monde Diplomatique*, avril 1989.

"Kosovo", numéro spécial de la revue *Confluences Méditerranée*, n°30, été 1999, 203 p.

La Bulgarie

- ATILGAN Hüdayi, "Türk-Bulgar ilişkileri kronolojisi" [Chronologie des relations turco-bulgares], *Stateji*, n°2, 1996, pp. 173-190.
- CHERRAD Sadoune, "Les investissements étrangers directs en Bulgarie", *Le Courrier des Pays de l'Est*, n°402, septembre 1995, pp. 38-54.
- COENEN-HUTHER Jacques (ed.), *Bulgaria at the Crossroads*, New York, Nova Science Publishers, 1996, 237 p.
- CRAMPTON R. J., *A Concise History of Bulgaria*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 259 p.
- CRISTOFOLI Angelo Masotti, "Bulgaria (situazione economica et prospettive)", *Est-Ovest*, n°2, 1992, pp. 69-77 ; n°2, 1993, pp. 43-52 ; n°2, 1994, pp. 55-66 ; n°3, 1995, pp. 97-112.
- DEDE Abdurrahim, *Rumeli'de bırakılanlar* [Ceux qui sont restés en Roumelie], Istanbul, Otağ, 1975, 256 p.
- ENGELBREKT Kjell, "Relations with Turkey : A Review of Post-Zhivkov Developments", *Report on Eastern Europe*, 26 avril 1991, pp. 7-10.
- ENGELBREKT Kjell, "A Vulnerable Bulgaria Fears a Wider War", *RFE/RL*, Vol. 2, n°12, 19 mars 1993, pp.7-12.
- ENGELBREKT Kjell, "Greek-Bulgarian Relations: A Disharmonious Friendship", *RFE/RL*, Vol. 2, n°28, 9 juillet 1993, pp. 28-32.
- ENGELBREKT Kjell, "Bulgaria: 'Balkan Oasis of Stability' Facing Drought", *RFE/RL*, Vol. 3, n°1, 7 janvier 1994, pp. 106-110.
- ENGELBREKT Kjell, "Bulgaria's Political Stalemate", *RFE/RL*, Vol. 3, n°25, 24 juin 1994, pp. 20-25.
- ENGELBREKT Kjell, "Bulgaria's Evolving Defense Policy", *RFE/RL*, Vol. 3, n°32, 19 août 1994, pp. 45-51.
- GERN Jean-Pierre (ed), *La Bulgarie, une transition menacée*, Neuchâtel, EDES, 1996, 169 p.
- JELEV Jeliou (entretien avec), "Bulgarie : le passage du témoin", *Politique Internationale*, n°68, été 1995, pp. 181-192.
- JELEV Jeliou, *Bulgarie, terre d'Europe. La politique étrangère de la Bulgarie post-communiste*, Paris, Frison-Roche, 1998, 217 p.
- LEFEBVRE Stéphane, "Bulgaria's Foreign Relations in the Post-Communist Era : A General Overview and Assessment", *East European Quarterly*, Vol. XXVIII, n°4, janvier 1995, pp. 453-470.
- LORY Bernard, "Strates historiques des relations bulgare-turques", *CEMOTI*, n°15, 1993, pp. 149-167.
- NEDEV Danton, RADEVA Juliana, ENÇEV Dimităr, SLAVKOVA Emilia, ATANASOV Max, "Bulgaria and the New Realities in the Balkans", *Études Balkaniques*, n°2, 1992, pp. 3-9.
- NIKOVA Ekaterina, "The Black Sea Region in the Post-Cold war Era : Bulgaria's Perspective", *Études Balkaniques*, n°3-4, 1997, pp. 3-16.
- ÖZGÜR Nurcan, "1989 sonrası Türkiye - Bulgaristan ilişkileri" [Les relations turco-bulgares après 1989], in Sönmezoğlu Faruk (ed.), *Türk dış politikası analizi*, Istanbul, Der, 2^{ème} édition, 1998, pp. 345-388.
- ÖZGÖKÇELER Murat, "Bulgaristan silahlı kuvvetleri" [Les forces armées bulgares], *Strateji*, n°2, 1996, pp. 161-172.

PANTEV Plamen, "Bulgaria: Domestic and International Political Developments in 1994", *The South European Yearbook, 1994-95*, Athènes, ELIAMEP, 1995, pp. 259-269.

PERRY Ducan, "New Directions for Bulgarian-Turkish Relations", *RFE/RL*, Vol 1, n°41, 16 octobre 1992, pp. 33-39.

RAGARU Nadège, "Bulgarie : la nouvelle politique étrangère", *La Nouvelle Alternative*, n°30, juin 1993, pp. 35-39.

RAGARU Nadège, "La Bulgarie de la contestation : pour en finir avec le communisme ?", *La Nouvelle Alternative*, n°45, mars 1997, pp. 16-22.

TZENKOV Emile, "Les dilemmes géopolitiques d'un ex-satellite", *Bulgarian Quarterly*, Vol. 1, n°3; hiver 1991, pp. 57-68.

VALENA T., "Problems of Bulgaria's Participation in the BSEC", *Foreign Trade*, n°9, 1994, pp. 8-9.

"La Bulgarie depuis 1989", *Revue d'Europe Centrale*, Tome IV, n°1, 1996, pp. 1-106.

Bugaristan. Ülke profili, mevzuat ve türk girişimcileri [La Bulgarie. Profil national, législation et entrepreneurs turcs], Istanbul, Istanbul Ticaret Odası (n°1998-40), 1998, 165 p.

Identité nationale, minorité turque et nationalisme

ACAROĞLU Türker, *Bulgarlar ve Bulgaristan üzerine yüzyıllık kaynakça (1878-1978) - Bibliographie turque centennale sur les Bulgares et la Bulgarie*, Ankara, Türk Tarih Kurumu, 1997, 202 p.

BATES Daniel, "The Ethnic Turks and the Bulgarian Elections of October 1991: Observation from Şumen", *Turkish Review of Balkan Studies*, n°1, 1993, pp. 193-203.

BILLAUT Micheline, "Singularité des problèmes de minorités en Bulgarie", in Roux Michel (dir.), *Nations, États et territoires en Europe de l'Est et URSS*, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 93-103.

DANOVA Nadia, "L'image de l'« autre » dans les manuels bulgares du XIXe et le début du XXe siècle", *Revue des Études Sud-Est Européennes*, Vol. XXXIII, n°1-2, 1995, pp. 31-39.

DIMITROVA Blaga, "La Bulgarie au seuil de la maison européenne", *Lignes*, n°10, juin 1990.

DROSNEVA Elka, "The Bulgarians and the Others in Bulgarian Proverbs", *Études Balkaniques*, n°2, 1994, pp. 41-58.

EMINOV Ali, *Turkish and Other Muslim Minorities in Bulgaria*, Londres, Hurst, 1997, 218 p.

ENGELBREKT Kjell, "Bulgaria", *RFE/RL*, Vol. 3, n°16, 22 avril 1994, pp. 75-79.

GAILLE Marie, "Reshaping National Memory. The Policy of Bulgarian Government toward the Ethnic Turks in Bulgaria from 1984 to 1989", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°2(15), juin 1996, pp. 187-211.

JANIN R., "Bulgarie", *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie Ecclésiastique*, Vol. X, 1938, pp. 1120-1194.

KANEV Krasimir, "Dynamics of Inter-Ethnic Tensions in Bulgaria and in the Balkans", *Balkan Forum*, Vol. 4, n°2(15), juin 1996, pp. 213-252.

KARPAT Kemal (ed.), *The Turks of Bulgaria. The History, Culture and Political Fate of a Minority*, Istanbul, İSİS, 1990, 257 p.

- KERTIKOV Kiril, "Le problème ethnonational en Bulgarie (1944-1992)", *Bulgarian Quarterly*, Vol. I, n°3, 1991, pp. 81-88 ; Vol. II, n°1, 1992, pp. 74-87.
- KOFOS Evangelos, "Attempts at Mending the Greek-Bulgarian Ecclesiastical Schism", *Balkan Studies*, Vol. 25, n°2, 1984, pp. 347-367.
- KRASTEVA Anna, "Ethnocultural Panorama of Bulgaria", *Balkan Forum*, Vol. 3, n°3(12), septembre 1995, pp. 235-251.
- LORY Bernard, "La réconciliation, enjeu majeur", *Balkan* (Bordeaux), n°9, janvier-mars 1991, pp. 7-15.
- LORY Bernard, "Bulgarie : la permanence de la question nationale", *Historiens et Géographes*, n°329, octobre-novembre 1990, pp. 75-90.
- LORY Bernard, "L'histoire bulgare au fil de ses traumatismes : 1878, 1944, 1989", *La Revue d'Europe Centrale*, Tome IV, n°1, 1996, pp. 13-22.
- MENISOĞLU Hüseyin, *Bulgaristan'da Türk kültürü* [La culture turque en Bulgarie], Ankara, Türk Kültürü Araştırma Enstitüsü, 1995, 211 p.
- ÖZGÜR Nurcan, *Hak ve Özgürlükler Hareketi, 1989-1995* [Le Mouvement des Droits et Libertés, 1989-1995], Istanbul, Rumeli Vakfı, 1996, 472 p.
- PEEV Yordan, "L'appartenance religieuse et l'identité ethnique des musulmans de Bulgarie", in Bozdemir Michel, *Islam et laïcité. Approches globales et régionales*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 151-168.
- PERRY Ducan, "Bulgarian Nationalism : Permutations on the Past", in Larawski Paul (ed.), *Contemporary Nationalism in East Central Europe*, New York, Saint Martin's Press, 1995, pp. 41-65.
- POPOVIC Alexandre, "Les Turcs de Bulgarie, 1878-1985. Une expérience des nationalités dans le monde communiste", *Cahier du Monde Russe et Soviétique*, Vol. XXVII, n°3-4, juillet-décembre 1986, pp. 381-416.
- PUNDEFF V. Marin, "Bulgarian Nationalism", in Sugar Peter, Lederer Ivo (ed), *Nationalism in Eastern Europe*, Seattle, University of Washington Press, 1969, pp. 93-165.
- RAGARU Nadège, "Le retour de l'ORIM sur la scène politique bulgare", *La Nouvelle Alternative*, n°3, 1999, pp. 148-167.
- RAGARU Nadège, "Recompositions identitaires chez les musulmans de Bulgarie : entre marqueurs ethniques et religieux", *Balkanologie*, Vol. 3, n°1, septembre 1999, pp. 121-145.
- SCHECHTMAN J.-B., "Compulsory Transfer of Turkish Minority from Bulgaria", *Journal of Central European Affairs*, Vol. XII, 1952, pp. 154-169.
- ŞİMŞİR Bilâl, "The Latest Bulgarian Coup: (Forced) Changing of Turkish Names", *Dış Politika*, Vol. XII, n°3-4, 1986, pp. 145-161.
- ŞİMŞİR Bilâl, *The Turks of Bulgaria, 1878-1985*, Londres, Rustem&Brothers, 1988, 241 p.
- TODOROVA Maria, "Bulgarian Historical Writing on the Ottoman Empire", *New Perspectives on Turkey*, n°12, printemps 1995, pp. 97-118.
- VASILEVA Darina, "Bulgarian Turkish Emigration and Return", *International Migration review*, Vol. 26, n°2, été 1992, pp. 342-352.
- The Turkish Presence in Bulgaria* (Communications, 7 juin 1985), Ankara, Turkish Historical Society / Türk Tarih Kurumu, 1986, 90 p.
- Destroying Ethnic Identity: The Turks of Bulgaria*, New York, Helsinki Watch Report, juin 1986, 39 p.

The Expulsion of the Bulgarian Turks, New York, Helsinki Watch Report, octobre 1989.

Relations of Compatibility and Incompatibility between Christians and Muslims in Bulgaria, Draft Report of Research Team, septembre 1994, Sofia, International Center of Minority Studies and Intercultural Relations Foundation, (sans date sur page de garde), 395 p.

La Yougoslavie, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine

BANAC Ivo, *The National Question in Yugoslavia: Origins, History, Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1984, 452 p.

BARDOS Gordon, "The Serbian Church against Milosevic", *RFE/RL*, Vol. 1, n°31, 31 juillet 1992, pp. 63-69.

BARTLETT C. N. O., "The Turkish Minority in Yugoslavia", *Bradford Studies on Yugoslavia*, n°3, 1980, pp. 1-15.

BATAKOVIC T. Dusan, "La crise yougoslave: les aspects historiques", *Balkan Studies*, Vol. 33, n°2, 1992, pp. 275-292.

BERARD Victor, *La Serbie*, Paris, A. Colin, 1916, 46 p.

BOUGAREL Xavier, "Bosnie-Herzégovine : anatomie d'une poudrière", *Hérodote*, n°67, 4^{ème} trimestre 1992, pp. 84-147.

BOUGAREL Xavier, "Un courant panislamiste en Bosnie-Herzégovine", in Kepel Gilles (ed.), *Exils et royaumes : les appartenances au monde arabo-musulman aujourd'hui*, Paris, Presse de la FNSP, 1994, pp. 275-299.

BOUGAREL Xavier, *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, « Les Dossiers de l'État du Monde », 1996, 174 p.

BOUGAREL Xavier, "Quel bilan critique des accords de Dayton ?", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, pp. 29-35.

BUGAJSKI Janusz, "Stabilizing Partition with SFOR", *Transition*, 21 février 1997, pp. 40-43, 70.

CANAPA Marie-Paule, "L'islam et la question des nationalités en Yougoslavie", in Carré Olivier, Dumont Paul (dir.), *Radicalismes islamiques*, Paris, L'Harmattan, 1985, pp. 100-145.

CANAPA Marie-Paule, "Crise des nationalités et crise du système politique en Yougoslavie", *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, Vol. 22, n°3, septembre 1991, pp. 81-107.

DONIA Robert, *Islam under the Double Eagle: The Muslims of Bosnia-Herzegovina, 1878-1914*, New York, Columbia University Press, 1980, 237 p.

GARDE Paul, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 1992, nouvelle édition augmentée 1994, 464 p.

GRAVIER Gaston, *Les frontières historiques de la Serbie*, Paris, A. Colin, 1919, 164 p.

GRULICH Rudolf, "Die Türkische Volksgruppe in Jugoslawien", *Materiala Turcica*, 1975, pp. 22-34.

HADROVICS Ladislav, *Le peuple serbe et son Église sous la domination turque*, Paris, Presses Universitaires de France, 1947, 156 p.

- HAYDEN Robert, "The Partition of Bosnia and Herzegovina, 1990-1993", *RFE/RL*, Vol. 2, n°22, 28 mai 1993, pp. 1-14.
- HOFFMAN George, "The Evolution of the Ethnographic Map of Yugoslavia. A Historical Geographic Interpretation", in Carter Francis (dir.), *An Historical Geography of the Balkans*, Londres, Academic Press, 1977, pp. 437-499.
- KRULICH Joseph, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1993, 251 p.
- LARRABEE Stephen, "The Former Yugoslavia: Emerging Security Orientations", in Karp Regina Cowen (ed.), *Central and Eastern European Europe: The Challenge of Transition*, Oxford, Oxford University Press, 1993, pp. 177-195.
- LEDERER Ivo, "Nationalism and the Yugoslavs", in Sugar Peter, Lederer Ivo (ed), *Nationalism in Eastern Europe*, Seattle, University of Washington Press, 1969, pp. 396-438.
- LUTARD Catherine, "Structure nationale : complexité et danger. Genèse du citoyen yougoslave", *Transitions*, 35(1), 1994, pp. 5-54.
- LUTARD Catherine, *Géopolitique de la Serbie-Monténégro*, Bruxelles, Complexe, 1998, 144 p.
- MILETICH Nikola, "The Serbian Orthodox Church Today", *Balkan Forum*, Vol. 5, n°1(18), mars 1997, pp. 297-316.
- PAVKOVIĆ Aleksandar, "From Yugoslavism to Serbism: the Serb national idea, 1986-1996", *Nations and Nationalism*, Vol. 4, n°4, 1998, pp. 511-528.
- PINSON Mark (dir.), *The Muslims of Bosnia-Herzegovina. Their Historical Development from the Middle Ages to the Dissolution of Yugoslavia*, Cambridge (États-Unis), Harvard University Press, 1994, 187 p.
- POPOV Nebojsa (dir.), *Radiographie d'un nationalisme. Les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1998, 336 p.
- POPOVIC Alexandre, "Les rapports entre l'islam et l'orthodoxie en Yougoslavie", in *Aspects de l'orthodoxie, Structures et Spiritualité*, Actes du Colloque de Strasbourg (novembre 1978), Paris, Presses Universitaires de France, 1981, pp. 169-189.
- POPOVIC Alexandre, "Les musulmans de Bosnie-Herzégovine, mise en place d'une guerre civile", *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, mars 1997, pp. 91-104.
- RAMET Sabrina, *Nationalism and Federalism in Yugoslavia, 1963-1983*, Bloomington, Indiana University Press, 2^{ème} édition, 1992, 346 p.
- RAMET Sabrina P., *Balkan Babel. Politics, Culture and Religion in Yugoslavia*, Boulder, Westview Press, 1992, 230 p.
- RAMET Sabrina, ADAMOVIČ Ljubiša (dir.), *Beyond Yugoslavia. Politics, Economics, and Cultures in a Shattered Community*, Boulder (Colorado), Westview Press, 1995, 502 p.
- ROUX Michel, "État et territoire en Yougoslavie", in Théry Hervé (dir.), *L'État et la stratégie du territoire*, Paris, CNRS, « Mémoire et documents de géographie », 1991, pp. 63-77.
- ROUX Michel, "Guerre civile et enjeux territoriaux en Yougoslavie", *Hérodote*, n°63, 4^{ème} trimestre 1991, pp. 14-40.
- ROUX Michel, "La décomposition de la Yougoslavie. La Serbie et le « front sud »", *Politique Étrangère*, n°2, 1992, pp. 281-291.
- RUPNIK Jacques (ed.), *De Sarajevo à Sarajevo, l'échec yougoslave*, Bruxelles, Complexe, 1992, 150 p.

- RUPNIK Jacques (ed.), *Les Balkans. Paysage après la bataille*, Bruxelles, Complexe, 1996, 169 p.
- SOYSAL Ismail, KUT Şule, *Dağilan Yugoslavia ve Bosna-Herzek sorunu : olaylar-belgeler, 1990-1996* [L'éclatement de la Yougoslavie et la question bosniaque : événements et documents, 1990-1996], Istanbul, İSİS, Ortadoğu ve Balkan İncelemeleri Vakfı, 1997, 341 p.
- SAMARDZIC Radovan, "Les veilleuses inextinguibles", traduit du serbo-croate par Jean Descat, *Balkan*, n°5, janvier-mars 1990, pp. 75-89.
- STOJANOVIĆ Dubravna, "Réinterprétation de l'histoire, version serbe", *Transeuropéennes*, n°5, hiver 1994/95, pp. 65-66.
- STOJANOVIĆ Dubravka, "Stereotypes in New Serbian History Textbooks Between the Class and the National Determinism", *Revue des Études Sud-Est Européennes*, Vol. XXXIII, n°1-2, 1995, pp. 49-52.
- TANASKOVIC Darko, "La minorité turque de Yougoslavie à l'heure actuelle", *La transmission du savoir dans le monde musulman périphérique*, Lettre d'information CNRS/EHESS, n°2, novembre 1984, pp. 1-4.
- TARDY Thierry, "Les forces de l'Otan en Bosnie-Herzégovine : paix retrouvée et avenir incertain", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, pp. 125-138.
- THOMPSON Mark, *A Paper House. The Ending of Yugoslavia*, Londres, Vintage Books, 1992, 353 p.
- ULLMAN Richard (ed.), *The World and Yugoslavia's Wars*, New York, Council of Foreign Relations, 1996, 230 p.
- VRCAN Srdjan, "The War in ex-Yugoslavia and Religion", *Social Compass*, Vol. 41, n°3, 1994, pp. 413-422.
- VUKANOVIC Radovan, "La fin de la Yougoslavie et l'instabilité balkanique", *Les Cahiers du CERI*, n°4, 1992, 43 p.
- WOODWARD Susan, *Balkan Tragedy. Chaos and Dissolution after the Cold War*, Washington D.C., Brookings, 1995, 536 p.
- WOODWARD Colin, "Building Up Bosnia's Army", *Transition*, Vol. 2, n°22, 1^{er} novembre 1996, pp. 52-53.
- "The Demise of Yugoslavia", numéro spécial de la revue *East European Politics and Society*, Vol. 6, n°3, automne 1992, pp. 219-318.
- "La question serbe", numéro spécial de la revue *Hérodote*, n°67, 4^{ème} trimestre 1992, 178 p.
- "Bosnie", numéro spécial de la revue *Confluences Méditerranée*, n°13, hiver 1994-95, pp. 7-136.
- "Accords de Paix concernant l'ex-Yougoslavie", *Documents d'Actualité Internationale*, Paris, Ministère des Affaires Étrangères, hors série, février 1996, 71 p.
- "Srbistan-Bosna-Herzek" [Serbie-Bosnie-Herzégovine], numéro spécial de la revue *Avrasya Dosyasi*, Vol. 3, n°3, printemps 1996, pp. 7-154.
- "Où va la Serbie ?", Rencontre du CERI (FNSP), Paris, 28 janvier 1994.
- "Bosnie : implications régionales et internationales", Rencontre du CERI (FNSP), Paris, 27 novembre 1995.
- "Dayton : la paix inachevée", Rencontre du CERI (FNSP), Paris, 12 novembre 1996.
- Rapports hebdomadaires de *Balkan Watch* et bimensuels de *Military Watch* (Balkan Institute, Washington) ; rapports mensuels de *Warreport* (The Institute for War and Peace Reporting, Londres).

La Roumanie

- DESPRES François, "La politique étrangère de la Roumanie à l'épreuve de ses contradictions", in Pelissier Nicolas, Marrié Alice, Despres François (dir.), *La Roumanie contemporaine. Approches de la « transition »*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 125-134.
- DURANDIN Catherine, "La Russie, la Roumanie et les nouvelles frontières dans les Balkans. Le cas de la Dobroudja", *Cahier du Monde Russe et Soviétique*, Vol. XX, n°1, janvier-mars 1979, pp. 61-77.
- DURANDIN Catherine, *Histoire de la nation roumaine*, Bruxelles, Complexe, 1994, 167 p.
- DURANDIN Catherine, "Roumanie-Hongrie : peut-il y avoir une réconciliation ?", *Politique Étrangère*, n°2, été 1996, pp. 385-395.
- DURANDIN Catherine, "Roumanie : La fin de l'ère Iliescu", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°26, été 1997, pp. 109-114.
- IONESCU Dan, "Romania's Quandary", *RFE/RL*, Vol. 2, n°12, 19 mars 1993, pp. 13-17.
- GEORGIEV Georgi, "La politique de la Roumanie à l'égard du conflit yougoslave (jusqu'à la fin de 1995)", *Études Balkaniques*, n°2, 1996, pp. 3-13.
- GORUPPI Walter, "Romania (situazione economica et prospettive)", *Est-Ovest*, n°2, 1992, pp. 57-67 ; n°2, 1993, pp. 35-41 ; n°2, 1994, pp. 45-53 ; n°3, 1995, pp. 113-127.
- HARRINGTON F. J., KARNS S., KARNS E., "The Romanian Republic Foreign Policy during its First Thousand Days: An American Perspective", *Revue Roumaine d'Études Internationales*, Vol. XXVII, N°3-4 (125-126), 1993, pp. 211-216.
- HARRINGTON F.J., KARNS S., KARNS E., "American-Romanian Relations, 1989-1994", *East European Quarterly*, Vol. XXIX, n°2, 1995, pp. 207-235.
- MOGA Vlad-Andrei, "Romania Domestic and International Developments in 1994", *The South European Yearbook, 1994-95*, Athènes, ELIAMEP, 1995, pp. 431-442.
- MOSES Alfred, "Romania's NATO Bid", *SAIS Review*, Vol. XVIII, n°1, hiver-printemps 1998, pp. 137-152.
- NELSON Daniel, "Romanian Security", *Revue Roumaine d'Études Internationales*, Vol. XXVII, n°3-4 (125-126), 1993, pp. 185-209.
- PATTERSON Walt, *Rebuilding Romania. Energy, Efficiency and the Economic Transition*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1994, 208 p.
- PLANCHE Anne, "La Roumanie et la coopération autour de la mer Noire", *CEMOTI*, n°15, janvier-juin 1993, pp. 121-147.
- REY Violette, "La Roumanie : ouverture internationale et recompositions spatiales", in Wackermann Gabriel, Rey Violette, Aquatias Christine (dir.), *Mutations en Europe médiane*, Paris, CNED-SESDES, 1997, pp. 379-403.
- SOCOR Vladimir, "The Romanian-Soviet Friendship Treaty and its Regional Implications", *Report on Eastern Europe*, 3 mai 1991, pp. 25-33.
- TISMANEANU Vladimir, "Tenuous Pluralism in the Post-Ceausescu Era", *Transition*, 27 décembre 1996, pp. 6-11.

“Roumanie : Pour servir à l’histoire d’une libération”, numéro spécial de la revue *Les temps Modernes*, n°522, janvier 1990, 247 p.

Romanya. Ülke profili, mevzuat, girişimcileri ve Türkiye-Romanya serbest ticaret anlaşması [La Roumanie. Profil national, législation, entrepreneurs turcs et l’accord de libre échange turco-roumain], Istanbul, Istanbul Ticaret Odası (n°1997-46), 1997, 154 p.

Identité nationale et nationalisme

ANTOHI Sorin, “Les Roumains pendant les années 90. Géographie symbolique et identité sociale”, *Transitions*, Vol. XXXIX, n°1, 1998, pp. 113-134.

COSSUTO Guisepe, “I musulmani di Romania e il nuovo corso politico : note sull’attuale situazione sociale e culturale”, *Oriente Moderno*, juillet-décembre 1994, pp. 203-218.

De JONG Frederick, “The Turks and the Tatars in Romania”, *Turcica*, n°18, 1986, pp. 165-187.

ERMATINGER James, “Ceaușecu’s Nationalism: Ancient Dacian Translated into Modern Romanian”, in Frucht Richard (ed.), *Labyrinth of Nationalism, Complexity of Diplomacy. Essays in Honor of Charles and Barbara Jelavich*, Columbus (Ohio), Slavica, 1992, pp. 180-189.

KARNOUHU Claude, *L’invention du peuple. Chroniques de Roumanie*, Paris, Arcantère, 1990, 311 p.

LAIGNEL-LAVASTINE Alexandra, “Le poids du nationalisme dans la transition roumaine”, *L’Autre Europe*, n°24-25, 1992, pp. 110-132.

LAIGNEL-LAVASTINE Alexandra, “La Roumanie prise au piège de ses représentations historiques”, in Burghi Noëlle (dir.), *Fracture de l’Etat-Nation*, Paris, KIME, 1994, pp. 27-43.

LIVADĂ Ligia, “Le passé et l’étranger dans les livres scolaires d’histoire des Roumains (deuxième moitié du XIXe siècle)”, *Revue des Études Sud-Est Européennes*, Vol. XXXIII, n°1-2, 1995, pp. 23-30.

MIROIU Mihai, “Changing Attitude Towards the Ottomans in Romanian Historiography”, *New Perspectives on Turkey*, n°12, printemps 1995, pp. 119-128.

ÖNAL Mehmet Naci, “Romanya Türklerine bakış” [Regard sur les Turcs de Roumanie], *Türk Dünyası Araştırmaları*, n°93, décembre 1994, pp. 177-190.

PILON Juliana Geran, *The Bloody Flag. Post Communist Nationalism in Eastern Europe. Spotlight on Romania*, New Brunswick, Transaction, 1992, 126 p.

RADY Martyn, “Nationalism and Nationality in Romania”, in Latawski Paul (ed.), *Contemporary Nationalism in East Central Europe*, New York, Saint Martin’s Press, 1995, pp. 127-142.

SCHÖPFLIN Georges, “Rumanian Nationalism”, *Survey* (Londres), n°2-3 (91-92), printemps-été, 1974, pp. 77-104.

ÜLKÜSAL Müstecib, *Dobruca ve Türkler* [La Dobroudja et les Turcs], Ankara, Türk Kültürü Araştırma Enstitüsü, 1966, 256 p.

VLAD Laurențiu, “Idéologie et éducation. Quelques notes sur les livres scolaires d’histoire des Roumains, 1918-1989”, *Revue des Études Sud-Est Européennes*, Vol. XXXIII, n°1-2, 1995, pp. 5-14.

“La situation de la minorité hongroise : une question clé de l’existence roumaine” et “Le malheur de l’autre : la satisfaction de l’imbécile”, *L’Autre Europe*, n°20, 1989, pp. 59-79.

Romania: National, Ethnic, Linguistic and Religious Minorities, Bucarest, Romanian Institute of International Studies, février 1993, 39 p.

La Grèce

- ALLISON Graham, NICOLAÏDIS Kalipso (eds.), *The Greek Paradox*, Cambridge, The MIT Press, Center for Science and International Affairs, 1997, 182 p.
- CATSIAPIS Jean, “La Grèce en 1994. Les turbulences de la diplomatie grecque”, in Grosser Alfred (coord.), *Les pays d'Europe occidentale*, Paris, La Documentation Française, « Les études de la Documentation française », 1995, pp. 219-227.
- CHICLET Christophe, “Grèce : l'enfant terrible de l'Europe”, *Politique Internationale*, n°68, été 1995, pp. 231-240.
- CHRISTAKOUDIS Apostolos, “La politique de la Grèce pendant la première moitié des années 1990”, *Études Balkaniques*, n°3-4, 1996, pp. 3-18.
- CLOGG Richard, *A Short History of Modern Greece*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980, 242 p.
- CONSTAS Dimitri, STAVROU Theofanis (eds.), *Greece Prepares for the Twenty-First Century*, Baltimore/Londres, Johns Hopkins University Press, 1995, 319 p.
- COULOUBIS Theodore, “Greece, NATO and Eastern Europe”, *Revue Roumaine d'Études Internationales*, Vol. XXVI, n°1(117), 1992, pp. 21-27.
- DA COSTA Hélène, “La diplomatie grecque : endiguer la Turquie”, *Défense Nationale*, août-septembre 1986, pp. 103-118.
- DALÈGRE Joëlle, “La Thrace grecque, région frontière”, *CEMOTI*, n°17, janvier-juin 1994, pp. 133-152.
- DALÈGRE Joëlle, *La Thrace grecque. Populations et territoire*, Paris, L'Harmattan, 1997, 268 p.
- KRANITIOTIS Yannis, “Greece and Co-Operation among South-East European Countries”, *Thesis*, n°3, automne 1997 (édition internet).
- NIKOLAOU Yannis S., “Grèce : en quête d'une défense flexible”, in Buffotot Patrick (dir.), *La défense de l'Europe*, Paris, La Documentation Française, 1994.
- PREVELAKIS Georges, *Géopolitique de la Grèce*, Bruxelles, Complexe, 1997, 144 p.
- PSOMIADES Harry, THOMADAKIS Stavros (dir.), *Greece, the New Europe and the Changing International Order*, New York, Pella Publisher, 1993, 435 p.
- SIVIGNON Michel, “Lettre d'Athènes”, *Hérodote*, n°63, 4^{ème} Trimestre 1991, pp. 148-153.
- SIVIGNON Michel, “La Grèce en 1992”, *Historiens et Géographes*, n°337, septembre 1992, pp. 167-178.
- STAVROU Nikolaos, “The Dismantling of the Balkan Security System : Consequences for Greece, Europe and NATO”, *Mediterranean Quarterly*, Vol. 6, n°1, hiver 1995, pp. 27-49.
- VALINAKIS Yannis, “La Grèce dans la nouvelle Europe”, *Politique Étrangère*, n°1, 1994, pp. 223-232.
- VARFIS Constantin, “De la défense de l'État à la défense de la nation : les orientations fondamentales de la politique extérieure hellénique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale”, *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, n°172, octobre 1993, pp. 67-99.
- VEREMIS Thanos, *Greece's Balkan Entanglement*, Athènes, ELIAMEP-YALCO, 1995, 141 p.

WALLDÉN Axel-Sotiris, "La Grèce dans les Balkans", in Lhomel Edith, Schreiber Thomas (coord.), *L'Europe centrale et orientale, édition 1996*, Paris, La Documentation Française, 1996, pp. 69-94.

"Grèce. Identités, territoires, voisinages, modernisations", numéro spécial de la revue *CEMOTI*, n°17, 1994, pp. 5-285.

"International Security Questions and Greece", numéro spécial de la revue *Hellenic Review of International Relations*, Vol. 3-4, 1983-84, 929 p.

Identité nationale et nationalisme

ANASTASIOU I.E., "Grèce", *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie Ecclésiastique*, Vol. XXI, 1986, pp. 1350-1371.

BLINKHORN Martin, VEREMIS Thanos (eds.), *Modern Greece : Nationalism and Nationality*, Athènes, SAGE-ELIAMEP, 1990, 172 p. Réédition du numéro spécial de la revue *European History Quarterly*, Vol. 19, n°2, avril 1989, pp. 131-298.

BRUNEAU Michel, "L'hellenisme: un paradoxe ethnographique de la longue durée", *Géographie et Cultures*, n°2, 1992, pp. 45-74.

CATSIAPIS Jean, "Grèce: la fièvre de l'hellénisme", *Politique Internationale*, n°57, automne 1992, pp. 315-323.

DAMIANAKOS Stathis, "Représentations de la paysannerie dans l'ethnographie grecque (un cas exemplaire : la fiction clephtique)", in *Paysans et nations d'Europe centrale et balkanique*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1985, pp. 71-86.

DEBORD Bernard, "Grèce-Albanie. Délires nationalistes", *La Lettre de Reporters sans frontières*, octobre 1995, pp. 14-17.

DIMITRAS Elias Panayote, "Minorités : un plus ou un moins pour la Grèce?", *L'Évènement Européen*, n°16, octobre 1991, pp. 177-190.

FAURIEL Charles, *Chants populaires de la Grèce moderne*, Paris, Vol. 1, 1824, 306 p., Vol. 2, 1825, 491 p.

FRANGOPOULOS Yannis, "Les Grecs musulmans : à propos d'une minorité religieuse dans les Balkans", *Balkan Studies*, Vol. 34, n°1, pp. 105-118.

KITSIKIS Dimitri, "Les anciens calendaristes depuis 1923 et la montée de l'intégrisme en Grèce", *CEMOTI*, n°17, janvier-juin 1994, pp. 17-51.

KOTZAGEORGIS Phokion, "Armed Forces Intervention in Post-War Turkey: A Methodological Approach of Greek Newspapers through Political Analyses", *Balkan Studies*, Vol. 32, n°2, 1992, pp. 309-321.

KOULOURI Christina, "L'image de l'« autre » national dans les manuels scolaires grecs au tournant du XIXe siècle", *Revue des Études Sud-Est Européennes*, Vol. XXXIII, n°1-2, 1995, pp. 1-8.

KYRIAKIDOU-NESTEROS Alke, "L'idée du peuple dans les théories folkloriques de la Grèce moderne", in *Paysans et nations d'Europe centrale et balkanique*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1985, pp. 63-69.

MITROU Photini, *La Roumanie refleurira. Requiem pour un empire volé*, Paris, Photini Mitrou, 1995, 191 p.

NICOLOPOULOS John, "From Agathangelos to the Megale Idea: Russia and the Emergence of Modern Greek Nationalism", *Balkan Studies*, Vol. 26, n°1, 1985, pp. 40-56.

PREVELAKIS Georges, "La 'laographie' grecque: ethnographie ou idéologie", *Géographie et Cultures*, n°2, 1992, pp. 75-84.

PREVELAKIS Georges, "Les espaces de la diaspora hellénique et le territoire de l'État grec", Bruneau Michel (coord.), *Diasporas*, Montpellier, Reclus, Paris, La Documentation Française, 1995, pp. 99-112.

YERASIMOS Stéphane, "Les relations gréco-turques : mythes et réalités", *Peuples Méditerranéens*, n°15, avril-mai 1981, pp. 85-99.

La Turquie et les Balkans depuis 1991

AKAGÜL Deniz, VANER Semih, "La Turquie dans les Balkans", in Lhomel Edith, Schreiber Thomas (dir.), *L'Europe centrale et orientale*, Paris, la Documentation Française, « Les études de la Documentation française », 1993, pp. 53-64.

AKARSLAN Mediha, *Bosna-Herzek ve Türkiye* [La Bosnie-Herzégovine et la Turquie], Istanbul, Ağaç, 1993, 104 p.

ATILGAN Hüdayi, "Türk-Bulgar ilişkileri kronolojisi" [Chronologie des relations turco-bulgares], *Strateji*, n°2, 1996, pp. 173-190.

AYDIN Turan, "Bosna-Herzek'teki yeniden yapılanma çalışmaları ve Türkiye" [La Turquie et la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine], *Avrasya Etüdüleri*, Vol. 3, n°2, été 1996, pp. 57-69.

BAZOĞLU SEZER Duygu, "Impact sur les relations de la Turquie avec l'Europe Occidentale", *Cahiers de Chaillot*, n°17, octobre 1994, pp. 72-84.

BOROVALI Ali Fuat, "The Bosnian Crisis and the Turkish Foreign Policy", *Dış Politika-Foreign Policy*, Vol. XVIII, n°3-4, 1993, pp. 74-87.

BROWN James, "Türkiye : Balkanlar'a dönüş mü ?" [Turquie : Le retour dans les Balkans ?], *Türkiye Günlüğü*, n°36, juillet-octobre 1995, pp. 43-54.

COPEAUX Étienne, YERASIMOS Stéphane, "La Bosnie vue du Bosphore", *Hérodote*, n°67, 4^{ème} trimestre 1992, pp. 151-159.

DİNÇ Nihat, "Souvenir d'une mission diplomatique à Sofia (1970-1975)", *Turkish Review of Balkan Studies*, n°1, 1993, pp. 223-229.

EKİNCİ Berhan, "Yugoslavya'nın dağılması ve Türkiye" [La Turquie et l'éclatement de la Yougoslavie], in *Balkanlar*, Istanbul, Eren, 1993, pp. 251-257.

ENGELBREKT Kjell, "Relations with Turkey : A Review of Post-Zhivkov Developments", *Report on Eastern Europe*, 26 avril 1991, pp. 7-10.

GANGLOFF Sylvie, "La Turquie dans le réseau balkanique", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°15, automne 1994, pp. 63-76.

GANGLOFF Sylvie, "L'islam dans la politique extérieure de la Turquie. Le cas du conflit en Bosnie-Herzégovine et des Balkans", in Bozdemir Michel (dir.), *Islam et laïcité, approches globales et régionales*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 113-120.

GANGLOFF Sylvie, "La politique balkanique de la Turquie et le poids du passé ottoman", in Bougarel Xavier (dir.), *Dimensions islamiques de la crise dans les Balkans*, Paris, Ellipses, à paraître.

HICKOK Michael Robert, "The Imia/Kardak Affairs, 1995-96 : A Case of Inadvertent Conflict", *European Security*, Vol. 7, n°4, hiver 1998, pp. 118-136.

- JELIC M., STOJILJKOVIC J., BAJIC D., “Yugoslav-Turkish Relations: 1976-1988”, *Yugoslav Survey*, Vol XXX, n°4, 1989, pp. 133-152.
- KİRİŞÇİ Kemal, “Post Second World War Immigration from Balkan Countries to Turkey”, *New Perspectives on Turkey*, n°12, printemps 1995, pp. 61-77.
- KÜMBETOĞLU Belkis, “Göçmen ve sığınmacı gruplardan bir kesit : Bulgaristan göçmenleri ve Bosnalı sığınmacıları” [Les groupes réfugiés et immigrants. Le cas des immigrants de Bulgarie et des réfugiés de Bosnie], in Saybaşılı Kemâli, Özcan Gencer (eds.), *Yeni Balkanlar, eski sorumluları*, İstanbul, Bağlam, 1997, pp. 227-259.
- KUT Şule, “Turkey in the Post-Communist Balkans: Between Activism and Self Restraint”, *Turkish Review of Balkan Studies*, n°3, 1996/97, pp. 39-45.
- KUT Şule, “Yugoslavya bunalımı ve Türkiye’nin Bosna-Hersek ve Makedonya politikası : 1990-1993” [La crise yougoslave et la politique bosniaque et macédonienne de la Turquie : 1990-1993], in Sönmezoğlu Faruk (ed.), *Türk dış politikası analizi*, İstanbul, Der, 1994, pp. 154-179.
- KUT Şule, “Turkish Diplomatic Initiatives for Bosnia-Herzegovina”, in Özdoğan Günay Göksu, Saybaşılı Kemâli (eds.), *Balkans. A Mirror of the New International Order*, İstanbul, Eren, 1995, pp. 295-315.
- LORY Bernard, “Strates historiques des relations bulgare-turques”, *CEMOTI*, n°15, 1993, pp. 149-167.
- MANİSALI Erol (ed.), *Turkey and the Balkans. Economic and Political Dimensions* (Proceedings of the 6th International Girne Conference), İstanbul, The Middle East Business and Banking, 1990, 96 p.
- MITRI Tarek: “La Bosnie-Herzégovine et la solidarité du monde arabe et islamique”, *Maghreb-Machrek*, n°139, janvier-mars 1993, pp. 123-136.
- ÖZCAN Gencer, “Continuity and Changes in Turkish Foreign Policy in the Balkans”, in Özdoğan Günay Göksu, Saybaşılı Kemâli (eds.), *Balkans. A Mirror of the International Order*, İstanbul, Eren, 1995, pp. 281-293.
- ÖZGÜR Nurcan, “Globalleşme ve Türkiye’nin Balkan Ekonomisi Politikası (1989-1997)” [Globalisation et politique économique de la Turquie dans les Balkans (1989-1997)], *İktisat Dergisi*, janvier 1998, pp. 59-71.
- ÖZGÜR Nurcan, “1989 sonrası Türkiye - Bulgaristan ilişkileri” [Les relations turco-bulgares après 1989], in Sönmezoğlu Faruk (ed.), *Türk dış politikası analizi*, İstanbul, Der, 2^{ème} édition, 1998, pp. 345-388.
- PERRY Ducan, “New Directions for Bulgarian-Turkish Relations”, *RFE/RL*, Vol 1, n°41, 16 octobre 1992, pp. 33-39.
- POULTON Hugh, “Playing the Kindship Card in the Balkans”, *Transition*, Vol. 2, n°12, 14 juin 1996, pp. 16-20.
- ROBINS Philip, “Coping with Chaos: Turkey and the Bosnian Crisis”, *Mediterranean Politics*, Vol. 1, 1994, pp. 104-129.
- SÖYSAL İsmail, “Gümüzde Balkanlar ve Türkiye’nin tutumu, kronoloji ve genel bilgiler (1989-1992)” [Les Balkans de nos jours et la politique turque, chronologie et documents généraux, 1989-1992], in *Balkanlar*, İstanbul, Eren, 1993, pp. 179-240.
- SOYSAL İsmail, KUT Şule, *Dağılan Yugoslavia ve Bosna-Hersek sorunu : olaylar-belgeler, 1990-1996* [L’écèlement de la Yougoslavie et la question bosniaque : événements et documents, 1990-1996], İstanbul, İSİS, 1997, 341 p.
- SÖYLEMEZ Yüksel, “An Overview of Turkish-Croatian relations”, *Turkish Review of Balkan Studies*, n°3, 1996/97, pp. 99-113.

- TURNA Mehmet, “Makedonya-Türkiye ilişkileri ve Makedonya’nın geleğine bakış” [Les relations turco-macédoniennes et point de vue sur le futur de la Macédoine], *Avrasya Dosyası*, Vol. 3, n°3, printemps 1996, pp. 69-86.
- VANER Semih, “La Turquie vue par ses voisins : Chypre, Bulgarie, Albanie”, *Confluences Méditerranée*, n°26, été 1998, pp. 147-157.
- VAROL Sabetay, “Turquie : La tentation des Balkans”, *Confluences Méditerranée*, n°13, hiver 1994/95, pp. 115-118.
- WINROW Gareth, *Where East meets West. Turkey and the Balkans*, Londres, Institute for European Defense and Strategic Studies, « European Security Study » (18), 1993, 38 p.
- YERASIMOS Stéphane, “Ankara coltiva un sogno ottomano”, *Limes*, n°1-2, 1993, pp. 93-109.
- ZANGA Louis, “Albania and Turkey Forge Closer Ties”, *RFE/RL*, Vol 2, n°11, 12 mars 1993, pp. 30-33.
- Romanya. Ülke profili, mevzuat, girişimcileri ve Türkiye-Romanya serbest ticaret anlaşması* [La Roumanie. Profil national, législation, entrepreneurs turcs et l’accord de libre-échange turco-roumain], Istanbul, Istanbul Ticaret Odası (n°1997-46), 1997, 154 p.
- Bugaristan. Ülke profili, mevzuat ve türk girişimcileri* [La Bulgarie. Profil national, législation et entrepreneurs turcs], Istanbul, Istanbul Ticaret Odası (n°1998-40), 1998, 165 p.
- Slovakya. Ülke profili ve Türkiye-Slovakya serbest ticaret anlaşması* [La Roumanie. Profil national et accord de libre-échange turco-slovaque], Istanbul, Istanbul Ticaret Odası (n°1998-35), 1998, 176 p.

Les acteurs extérieurs : Russie, Allemagne, États-Unis, OTAN et Europe

- ANDERSON Stephanie, “NATO and CSCE Responses to the Yugoslav Crisis: Testing Europe’s New Security Architecture”, *European Security*, Vol. 4, n°2, été 1995, pp. 338-353.
- ASMUS Ronald, “Les États-Unis, l’Allemagne et l’Europe centrale”, *Revue d’Allemagne*, Tome 27, n°3, 1995, pp. 343-357.
- ASMUS Ronald, “Germany and America: Partners in Leadership?”, *Survival*, novembre-décembre 1991, pp. 546-566.
- ASMUS Ronald, LARRABEE Stephen, KUGLER Richard, “Building a New NATO”, *Foreign Affairs*, 72/4, septembre-octobre 1993, pp. 2-24.
- AXT Heinz-Jürgen, “Did Genscher Disunite Yugoslavia ? Myths and Facts about Foreign Policy of United Germany”, in Günay Göksu Özdoğan, Kemâli Saybaşılı (eds.), *Balkans. A Mirror of the New International Order*, Istanbul, Eren, 1995, pp. 221-244.
- BAĞCI Hüseyin, “Hırvatistan ve Slovenya’nın Yugoslavya’dan ayrılımlarında Almanya’nın rolü” [Le rôle de l’Allemagne dans la séparation de la Croatie et de la Slovénie de la Yougoslavie], *Avrasya Dosyası*, Vol. 1, n°1, automne 1994, pp. 90-95.
- BEHAR Pierre, *L’Autriche-Hongrie, idée d’avenir. Permanences géopolitiques de l’Europe centrale et balkanique*, Paris, Desjonquères, 1991, 187 p.
- BLACK E. Cyril, “Russia and the Modernization of the Balkans”, in Jelavich Charles et Barbara (eds.), *The Balkans in Transition*, Berkeley, University of California Press, 1963, pp 100-118.

- BOWKER Mike, "Russian Policy Toward Central and Eastern Europe", in Shearman Peter (ed.), *Russian Foreign Policy since 1990*, Boulder (Colorado, États-Unis), Westview Press, 1995, pp. 71-91.
- CACCAMO Domenico, "La politica balcanica degli USA", *Rivista di Studi politici internazionali*, n°61(2), avril-juin 1994, pp. 179-194.
- CARACCILO Lucio, "Les 'buts de guerre' allemands en Yougoslavie", in Korinman Michel, Caracciolo Lucio (dir.), *Les fractures de l'Occident. Éléments de géopolitique*, Paris, La Découverte, 1994, pp. 130-156.
- CARROUÉ Laurent, "L'Allemagne réunifiée dans l'économie de l'Europe centrale : une hégémonie renouvelée", *Hérodote*, n°68, 1^{er} trimestre 1993, pp. 83-111.
- CARROUÉ Laurent, KHOLER Dorothee, "L'Allemagne au cœur de la nouvelle Europe fluviale : la liaison Rhin-Main-Danube", *L'Information Géographique*, 57(1), 1993, pp. 1-8.
- CARROUÉ Laurent, "L'Allemagne : un territoire réunifié en quête de modèle et d'identité", in Giblin Béatrice, Lacoste Yves (dir.), *Géohistoire de l'Europe médiane*, Paris, La Découverte, « Livres Hérodote », 1998, pp. 180-207.
- CLARKE Jonathan, "Virage américain en Bosnie", *Le Monde Diplomatique*, octobre 1995, p. 12.
- COHEN Lenard, "Russia and the Balkans: Panlavism, Partnership and Power", *International Journal*, (Toronto), Vol. XLIX, n°4, automne 1994, pp. 814-845.
- CROW Suzanne, "Russia Adopts a More Active Policy", *RFE/RL*, Vol. 2, n°12, 19 mars 1993, pp. 1-6.
- CROW Suzanne, "Russia and the Macedonian Question", *RFE/RL*, Vol. 1, n°45, 13 novembre 1992, pp. 36-38.
- DEBIE Franck, "La Grèce, l'Italie et l'Europe face au problème albanais. Gestion de crise et représentations géopolitiques", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, pp. 96-108.
- De LA GORCE Paul-Marie, "La politique américaine et l'affaire yougoslave", *Confluences Méditerranée*, n°13, hiver 1994/95, pp. 99-106.
- FAVARETTO Tito, "Per una visione coerente degli interessi italiani nell'Europa dell'Est", *Limes*, n°1-2, 1993, pp. 197-211.
- FERRARIS Luigi Vittorio, "Dal Tevere al Danubio: L'Italia scopre la geopolitica del Tavolino", *Limes*, n°1-2, 1993, pp. 213-225.
- FRITSCH-BOURNAZEL Renata, "Moscou-Boon : l'heure des comptes", *Politique Internationale*, n°63, printemps 1994, pp. 153-166.
- FURLAN Sandro, NEGUSANTI, "L'Italie face à la crise yougoslave: entre indifférence et illusion", *Hérodote*, n°63, 4^{ème} trimestre 1991, pp. 107-114.
- HARAMIEV-DREZOV Kyril, "Bulgarian-Russian Relations on a New Footing", *RFE/RL*, Vol 2, n°15, 9 avril 1993, pp. 33-38.
- HASSNER Pierre, "Les États-Unis et les conflits yougoslaves : ambiguïté d'une politique", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, pp. 119-124.
- IONESCU Dan, KRAUSE Stefan, "Southeastern Europe Remains Wary", *Transition*, 15 novembre 1996, pp. 23-25.
- JACOBSEN Peter Viggo, "Myth-making and Germany's Unilateral Recognition of Croatia and Slovenia", *European Security*, Vol. 4, n°3, automne 1995, pp. 400-416.

- JELAVIC Barbara, *Russia's Balkans Entanglement, 1806-1914*, Cambridge (G.B.), Cambridge University Press, 1991, 275 p.
- KÖNİ Hasan, "Uluslararası ilişkilerde yeni düzensizlik ve Türk-Alman ilişkileri" [Le nouveau désordre dans les relations internationales et les relations turco-allemandes], *Avrasya Dosyası*, Vol. 1, n°2, été 1994, pp. 35-47.
- KORINMAN Michel, "L'Autriche, l'Allemagne et les Slaves du Sud", *Hérodote*, n°63, 4^{ème} trimestre 1991, pp. 52-65.
- KOVALSKI Nicolai, "Russia and the Balkans", *The Southeast European Yearbook*, Athènes, ELIAMEP, 1995, pp. 609-617.
- KULL Steven, ROSNER Jeremy D., "L'opinion publique américaine, le congrès et l'élargissement de l'OTAN", *Revue de l'OTAN*, janvier 1997, pp. 9-14.
- KYROU Alexandros K., "American Foreign Policy Ambitions in the Balkans", *Mediterranean Quarterly*, Vol. 6, n°3, été 1995, pp. 108-118.
- LACOSTE Yves, "La question serbe et la question allemande", *Hérodote*, n°67, 4^{ème} trimestre 1992, pp. 3-47.
- LARRABEE Stephen, "Washington, Moscou and the Balkans: Strategic Retreat or Re-engagement?", in Larrabee Stephen (ed.), *The Volatile Powder Keg: Balkan Security after the Cold War*, Washington D.C., American University Press, 1994, pp. 201-218.
- LARRABEE Stephen, "La politique américaine et la crise yougoslave", *Politique Étrangère*, n°4, 1994, pp. 1041-1055.
- LARRABEE Stephen, "Russia and the Balkans. Old Themes and New Challenges", in Baranovsky Vladimir (ed.), *Russia and Europe: The Emerging Security Agenda*, Oxford, Oxford University Press, 1997, pp. 389-402.
- LEFEBVRE Stephen, LOMBORDI Beni, "Germany and Peace Enforcement : participating in IFOR", *European Security*, Vol. 5, hiver 1996, pp. 564-587.
- LEMASSON Sylvie, "L'Allemagne, l'Europe et la question de la Mitteleuropa", in Bafail François (dir.), *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, Paris, l'Harmattan, 1997, pp. 79-91.
- Le RIDER Jacques, *La Mitteleuropa*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? » (n°2846), 1994, 128 p.
- LÉTOURNEAU Paul, "La politique extérieure allemande et le conflit de l'ex-Yougoslavie", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°19, automne 1995, pp. 81-89.
- LUCARELLI Sonia, "Germany's Recognition of Slovenia and Croatia: An Institutional Perspective", *The International Spectator*, Vol. XXXII, n°2, avril-juin 1997, pp. 65-91.
- LYNCH Allen et LUKIC Reneo, "Russian Foreign Policy and the Wars in the Former Yugoslavia", *RFE/RL*, Vol. 2, n°41, 15 octobre 1993, pp. 25-32.
- MARKOTICH Stan, "Evolving Serbian Attitude Toward 'Big Brother' Russia", *Transition*, 13 décembre 1996, pp. 54-56.
- NICOLOPOULOS John, "From Agathangelos to the Megale Idea: Russia and the Emergence of Modern Greek Nationalism", *Balkan Studies*, Vol. 26, n°1, 1985, pp. 41-56.
- OLCOTT Martha Brill, "Sovereignty on the Near Abroad", *ORBIS*, été 1995, pp. 353-367.

- OLDENBURG Fred, "Allemagne et Russie: une perspective allemande", *Nouveaux Mondes*, n°3, automne 1993, pp. 109-130.
- ÖZDAĞ Ümit, "Türk-Alman ilişkileri ve PKK faktörü" [Les relations turco-allemandes et le facteur PKK], *Avrasya Dosyası*, Vol. 1, n°2, été 1994, pp. 73-83.
- PARRISH Scott, "Twisting in the Wind: Russia and the Yugoslav Conflict", *Transition*, 3 novembre 1995, pp. 28-31, 70.
- PAVLOVIC Slobodan, "Russian Dual Track towards Bosnia", *The Monitor*, 27 juillet 1995 (édition internet).
- PETRAS James, VIEUX Steve, "Bosnia and the Revival of US Hegemony", *New Left Review*, n°318, juillet-août 1996, pp. 3-25.
- ROMANO Serge, "L'Italie et l'Europe du Danube et des Balkans", *Politique Étrangère*, n°2, 1992, pp. 349-358.
- ROTAR Igor, "Russia and the Balkan Crisis: An Irrational Love", *Prism*, Vol. 1, n°23, novembre 1996 (édition internet).
- RUPNIK Jacques, "Les enjeux internationaux", in Rupnik Jacques (dir.), *De Sarajevo à Sarajevo*, Bruxelles, Complexe, 1992, pp. 115-127.
- SCHULTE Gregory, "Pacifier la Bosnie et transformer l'Alliance", *Revue de l'OTAN*, mars 1997, pp. 22-25.
- SEMA Antonio, "Il triangolo strategico Trieste-Fiume-Capodistria", *Limes*, n°1-2, 1993, pp. 183-195.
- STARK Hans, "L'Allemagne et les conflits yougoslaves : la maturation de la politique étrangère allemande", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°28, hiver 1997, pp. 109-118.
- THIBAUT Jean-François, LÉVESQUE Jacques, "La politique étrangère russe en ex-Yougoslavie, 1991-1995", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°19, automne 1995, pp. 113-121.
- URJEWICZ Charles, "La Russia e la crisi balkanica : la tentazione del panslavismo", *Limes*, n°1/2, 1993, pp. 65-70.
- WOODWARD Colin, "Building Bosnia's Army", *Transition*, Vol. 2, n° 22, 1^{er} novembre 1996, pp. 52-53.
- ZANGA Louis, "Renewed Italian Interests in Albania", *RFE/RL*, Vol. 1, n°19, 8 mai 1992, pp. 22-25.
- ZUMPE Anita, "La minorité allemande en Roumanie. Historique et situation socio-économique", *Allemagne d'aujourd'hui*, n°129, juillet-septembre 1994, pp. 47-61.
- US Actions Regarding Iranian and Other Arms Transfers to the Bosnian Army, 1994-1995*, Report of the Select Committee on Intelligence - United States Senate together with additional views, Committee print, novembre 1996 (source internet).
- "Russie: retour d'empire", numéro spécial de la revue *Nouveaux Mondes* (Genève), n°3, automne 1993, 167 p.
- "L'Allemagne et l'Europe centrale : enjeux stratégiques et politiques", *Revue d'Allemagne*, Tome 27, n°3, 1995, pp. 311-441.
- "L'Allemagne, l'Europe centrale et l'Europe orientale", dossier spécial de la revue *L'Autre Europe*, n°35-35, 1997, pp. 51-156.

Mer Noire et Eurasie

- AKAGÜL Deniz et VANER Semih, "Peut-il se constituer un sous-ensemble régional autour de la mer Noire", *CEMOTI*, n°15, 1993, pp. 9-49.
- ALEXANDROVA Olga, "Le facteur russe dans la politique de sécurité ukrainienne", *Politique Étrangère*, printemps 1994, pp. 49-59.
- ALEXANDROVA Olga, "Ukraine and Russia in the European System: Perceptions and Reality", *The Harriman Review*, printemps 1996, pp. 124-128.
- ANALYTIS Minas, "Le projet d'oléoduc Bourgas-Alexandroupolis : un enjeu stratégique", *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 411, août 1996, pp. 45-54.
- ARAS Bülent, ÇOLAK İhsan, "Amerika-Orta Asya ilişkileri" [Les relations entre les États-Unis et l'Asie centrale], *Avrasya Etüdləri*, Vol. 3, n°3, automne 1996, pp. 57-72.
- ATHANASSOPOULOU Ekavi, "Turkey and the Black Sea Initiative", *Mediterranean Politics*, Vol. 1, 1994, pp. 130-137.
- AYBET Gülnür, "The CFE Treaty: The Way Forward for Conventional Arms Control in Europe", *Perceptions*, Vol. 1, n°1, mars-mai 1996 (édition internet).
- AYDIN Turan, "Russia's Petroleum and Natural Gas Policy", *Avrasya Etüdləri/Eurasian Studies*, Vol.1, n°4, hiver 1995, pp. 40-62.
- BAILES Alyson, "Les organisations subrégionales, cendrillon de la sécurité européenne", *Revue de l'OTAN*, mars 1997, pp. 27-31.
- BARYLSKI V. Robert, "Russia, the West, and the Caspian Energy Hub", *The Middle East Journal*, Vol. 49, n°2, printemps 1995, pp. 217-232.
- BAYAZIT Vural (Amiral), "Black Sea and Mediterranean Challenges for the Turkish Navy", *Nato's Sixteen Nations*, n°1, 1994, pp. 67-73.
- BEKAR Olgan, "Can Ukraine Remain Independent?", *Eurasian Studies*, Vol. 1, n°2, été 1994, pp. 71-93.
- BEZANIS Lowell, "An Enlarged Golden Crescent", *Transition*, Vol. 2, n°19, 20 septembre 1996, pp. 6-11.
- BILICI Faruk, "Une réalisation concrète avant la lettre : la coopération en mer Noire orientale", *CEMOTI*, n°15, 1993, pp. 169-183.
- BRUNEAU Michel, "Territoires de la diaspora grecque pontique", in Bruneau Michel (coord.), *Diasporas*, Montpellier, Reclus, Paris, La Documentation Française, 1995, pp. 113-131.
- CAZACU Matei, TRIFON Nicolas, *Moldavie ex-soviétique : histoire et enjeux actuels*, Paris, Acratie, « Cahiers d'Izток » (2-3), 1993, 271 p.
- CHIKVAIDZE Alexander, "Black Sea Economic Cooperation", *Eurasian Studies*, Vol. 1, n°3, automne 1994, pp. 109-116.
- CLARKE Douglas, "Russia's Military Presence in the Near Abroad", *Transition*, Vol. 1, n°19, 20 octobre 1995, pp. 8-9.
- COHEN Ariel, "Le nouveau grand jeu : politique des pipelines en Eurasie", *Eurasian Studies*, Vol. 3, n°1, printemps 1996, pp. 2-15.
- CONNELLY Daniel A., "Black Sea Economic Cooperation", *RFE/RL*, Vol. 3, n°26, 1^{er} juillet 1994, pp. 31-38.

- COTTEY Andrew (ed.), *Subregional Cooperation in the New Europe. Building Security, Prosperity and Solidarity from the Barents to the Black Sea*, New York, Saint Martin's Press, 1999, 280 p.
- COUTAU-BEGARIE Hervé, "Mare nostrum : esquisse d'une géostratégie de la Méditerranée", *Hérodote*, avril-juin 1987, pp. 31-60.
- CROISSANT Michael, "Transkafkasya'da petrol ve rus emperyalizmi" [Le pétrole en Transcaucasie et l'impérialisme russe], *Avrasya Etüdleri*, Vol. 3, n°1, printemps 1996, pp. 16-26.
- DAWISHA Adeed, DAWISHA Karen (eds.), *The Making of Foreign Policy in Russia and in the New States of Eurasia*, Armonk (NY, États-Unis), M. E. Sharpe, 1995, 360 p.
- D'ANIERI Paul, "Interdependance and Sovereignty in the Ukrainian-Russian Relationship", *European Security*, Londres, Vol. 4, n°4, hiver 1995, pp. 603-621.
- De TINGUY Anne, "La CEI, communauté ou empire ?", *Nouveaux Mondes*, n°4, printemps 1994, pp. 81-100.
- DIMA Nicholas, *Bessarabia and Bucovina: The Soviet-Romanian Territorial Dispute*, Boulder, East European Monograph, New York, Columbia University Press, 1982, 173 p.
- DJALILI Mohammad-Reza (dir.), *Le Caucase postsoviétique : la transition dans le conflit*, Bruxelles, Bruylant, Paris, L.G.D.J., 1995, 264 p.
- DOLAY Nur, FISH Radiy, "Pétrole et politique : l'imbroglie du Caucase", *Les Cahiers de l'Orient*, n°42, 2^{ème} trimestre 1996, pp. 71-84.
- DUMOULIN André, "Le contentieux russo-ukrainien de la flotte de la mer Noire", *Relations Internationales et Stratégiques*, n°16, hiver 1994, pp. 17-29.
- DRWESKI Bruno, "L'Ukraine: une nation en chantier", *La Nouvelle Alternative*, n°36, décembre 1994, pp. 3-8.
- FALKENRATH Richard, "The CFE Flank Dispute. Waiting in the Wings", *International Security*, Vol. 19, n°4, printemps 1995, pp. 118-144.
- FREEDMAN Robert, "Russia and Iran: A Tactical Alliance", *SAIS Review*, Vol. XVII, n°2, pp. 93-109.
- FULLER Elizabeth, "Turkish-Russian Relations, 1992-1994", *RFE/RL*, Vol. 3, n°18, 6 mai 1994, pp. 7-10.
- GANGLOFF Sylvie, "L'émancipation politique des Gagaouzes, turcophones chrétiens de Moldavie", *CEMOTI*, n°23, janvier-juin 1997, pp. 231-257.
- GENÇKAYA Ömer Faruk, "Karadeniz Ekonomik İşbirliği" [La ZCEMN], *Bilgi*, n°7, décembre 1993, pp. 1-28.
- GRIBINCEA Mihai, "Challenging Moscow's Doctrine on Military Bases", *Transition*, Vol. 1, n°19, pp. 4-8.
- İLKİN Selim, "Les tentatives de coopération économique de la Turquie et la ZCEMN", *CEMOTI*, n°15, 1993, pp. 51-75.
- İSKİT Temel, "Turkey: A New Actor in the Field of Energy Politics?", *Perceptions*, Vol. 1, n°1, mars-mai 1996 (édition internet).
- KACHIA Janri, "Caucase : le vrai-faux contrat du siècle", *Politique Internationale*, n°70, hiver 1995-96, pp. 39-51.
- KANÇAL Salgur, "Luttes-coopération autour du gaz naturel en Turquie et dans son environnement géostratégique", in Jacques Thobie, Roland Perez, Salgur Kançal (coord.), *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 61-71.

- KARAM Patrick, “La Russie et l’islam : entre alliance et rejet”, *Les cahiers de l’Orient*, n°41, 1^{er} trimestre 1996, pp. 29-46.
- KARAOSMANOĞLU Ali, “Naval Security in the Black Sea and the Mediterranean: A Turkish View”, *The International Spectator*, Vol. XXVIII, n°4, octobre-décembre 1993, pp. 139-144.
- KING Charles, *Post-Soviet Moldova. A Borderland in Transition*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, “PSBF Key Papers”, 1995, 37 p.
- KOLAT Ayşe Yener, “Karadeniz ekonomik işbirliği’nin olumlu ve olumsuz yönleri” [Aspects positifs et négatifs de la zone de coopération économique de la mer Noire], *Avrasya Etüdüleri*, Vol. 3, n°3, automne 1996, pp. 21-26.
- KUZIO Taras, *Ukrainian Security Policy*, Washington, The Center for Strategic and International Studies, « The Washington Papers » (67), New York, Praeger, 1995, 168 p.
- LARRABEE Stephen, “Ukraine’s Balancing Act”, *Survival*, Vol. 38, n°2, été 1996, pp. 143-165.
- MATVEEV Alexandre, “Le statut de la mer Caspienne : le point de vue russe”, *Le Courrier des Pays de l’Est*, n°411, août 1996, pp. 55-61.
- MHITARYAN Nataliya, “Ukrayna-Türkiye ilişkileri” [Les relations entre l’Ukraine et la Turquie], *Avrasya Etüdüleri*, Vol. 3, n°2, été 1996, pp. 2-13.
- NISSMAN David, “Kurds, Russians, and the Pipeline”, *Eurasian Studies*, Vol. 2, n°1, printemps 1995, pp. 30-35.
- NOSENKO Tatiana, “The Emerging Security Environment in the Black Sea region”, *Mediterranean Quarterly*, Vol. 4, n°4, automne 1993, pp. 48-59.
- OTTOMAN Ali, “Le désenclavement de l’Asie centrale et du Caucase. Rôle inédit pour une ère nouvelle”, *CEMOTI*, n°18, juillet-décembre 1994, pp. 201-231.
- ÖĞÜTÇÜ Mehmet, “Eurasian Energy Prospect: Need for a Long-Term Western Strategy”, *Eurasian Studies*, Vol. 1, n°3, automne 1994, pp.61-99.
- PAVLIUK Oleksandr, “Empire of Words. The Black Sea Economic Cooperation is a Political Success but Practical Results are Almost Nonexistent”, *Transitions* (Prague), septembre 1998 (édition internet).
- PHILLON Alexandros, “Greek Foreign Policy Perspectives in the Caucasus, Black Sea and Central Asia”, *Thesis*, n°1, printemps 1997 (édition internet).
- PLANCHE Anne, “La Roumanie et la coopération autour de la mer Noire”, *CEMOTI*, n°15, 1993, pp. 121-147.
- RAYNAUD Frederic, “Étude de la politique ukrainienne dans le différent qui l’oppose à la Russie : le cas de la Crimée (1990-1995)”, *Transitions* (Bruxelles), Vol. 37, n°1, 1996, pp. 67-100.
- ROULEAU François, “Demain une Russie slavophile ?”, *Géopolitique*, n°47, automne 1994, pp. 37-40.
- RUBINSTEIN Alvin, SMOLANSKY Oles (eds.), *Regional Power Rivalries in the New Eurasia Russia, Turkey, Iran*, Armonk (NY, États-Unis), M. E. Sharpe, 1995, 290 p.
- SASSE Gwendolyn, “The Crimean Issue”, *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, Vol. 12, n°1, mars 1996, pp. 83-100.
- SEZER Duygu Bazoğlu, “Turkey and the New Security Environment in the Balkan and the Black Sea Region”, in Mastny Vojtech, Nation Craig (eds.), *Turkey between East and West. New Challenges for a Rising Regional Power*, Boulder (Colorado, États-Unis), Westview Press, 1996, pp. 71-95.

- SEZER Duygu Bazoğlu, "From Hegemony to Pluralism: The Changing Politics of the Black Sea", *SAIS Review*, Vol. XVII, n°1, hiver-printemps 1997, pp. 1-30.
- SIMON Gerhard, "La Russie : une hégémonie eurasiennne ?", *Politique Étrangère*, n°1, 1994, pp. 29-48.
- SMOLENSKI Oles, "Ukrainian-Turkish Relations", *The Ukrainian Quarterly*, Vol. 51, n°1, printemps 1995, pp. 5-34.
- SOCOR Vladimir, "Demirel Asserts Turkish interests in Ukraine and Moldova", *RFE/RL*, Vol. 3, n°31, 12 août 1994, pp. 18-22.
- SOCOR Vladimir, "Five Countries Look at Ethnic Problems in the Southern Moldova", *RFE/RL*, Vol. 3, n°32, 19 août 1994, pp. 19-23.
- TER MINASSAN Anahide, "L'Arménie, la Turquie et le marché commun de la mer Noire", *CEMOTI* n°15, 1993, pp. 185-204.
- THOM Françoise, "Eurasisme et néo-urasisme", *Commentaire*, n°66, été 1994, pp. 303-309.
- WINROW Gareth, "Turkey's Relations with the Transcaucasus and the Central Asian Republics", *Perceptions*, Vol. 1, n°1, mars-mai 1996 (édition internet).
- WOODWARD Colin, "Reviving the Black Sea", *Transition*, 7 mars 1997, pp. 50-51, 56.
- YAKEMTCHOUK Romain, *L'indépendance de l'Ukraine*, Bruxelles, Institut Royal des Relations Internationales, 1993, 427 p.
- YERASIMOS Stéphane, "Caucase : le retour de la Russie", *Politique Étrangère*, printemps 1994, pp. 61-86.
- YERASIMOS Stéphane, "Des histoires de tuyaux et de pétrole", *Hérodote*, n°81, avril-juin 1996, pp. 106-125.
- YILMAZ Murat, YORULMAZ Ferhan, "Karadeniz ekonomik işbirliği projesi üzerine notlar", [Notes sur le projet de coopération économique de la mer Noire], *Türkiye Günlüğü*, n°24, automne 1993, pp. 49-56.
- "L'Église orthodoxe russe et la politique", dossier constitué par Kathy Rousselet, *Problème Politique et Sociaux*, n°687, Paris, La Documentation Française, 18 septembre 1992, 63 p.
- "La zone de coopération économique des pays riverains de la mer Noire", *CEMOTI*, n°15, 1993, pp. 5-223.
- "La CEI : un nouvel acteur sur la scène internationale", Dossier constitué par Claire Mouradian, *Problèmes Politiques et Sociaux*, n°760, Paris, La Documentation Française, 12 janvier 1996, 83 p.
- "Le Caucase des indépendances. La nouvelle donne", dossier constitué par Claire Mouradian, *Problèmes Politiques et Sociaux*, n°718, 31 décembre 1993, 66 p.
- "The Black Sea Area", dossier spécial de la revue *Foreign Trade*, n°9, 1994, pp. 2-23.
- L'Ukraine et la sécurité européenne*, Assemblée de l'UEO, Document 1464, Rapporteur : Russell Johnston, 24 mai 1995, 20 p.
- "Symposium on the Black Sea Region: Cooperation and Conflict", numéro spécial de la revue *Boğaziçi Journal*, Ankara, Vol. 9, n°1, 1995, pp. 1-76.
- Turkish Straits. New Problems, New Solutions*, Istanbul, İSİS for the Foundation for Middle East and Balkan Studies (OBİV), 1995, 225 p.
- "Rusya ekonomik ve Türkiye ile ilişkileri" [L'économie de la Russie et les relations avec la Turquie], *DEİK Bülten*, septembre 1997, 12 p.

BSEC from Common Interests to Joint Actions, Istanbul, BSEC Permanent International Secretariat, 2^{ème} édition, 1997, 43 p.

“La Caspienne. Une nouvelle frontière”, numéro spécial de la revue *CEMOTI*, n°23, juin-juillet 1997, pp. 7-228.

Transports et réseaux de communication

BAVOUX Jean-Jacques, “Les bouleversements à l’Est et la mise en place d’une nouvelle Europe des transports”, *L’Information Géographique*, 57(3), 1993, pp. 73-85.

BRAUNSTEIN Mathieu, “Zagreb-Belgrade, l’espoir ferroviaire”, *La Vie du Rail*, n°2552, 26 juin 1996, pp. 22-25.

CARROUÉ Laurent, KHOLER Dorothee, “L’Allemagne au cœur de la nouvelle Europe fluviale : la liaison Rhin-Main-Danube”, *L’Information Géographique*, 1993, 57(1), 1993, pp. 1-8.

De TAPIA Stéphane, “L’émigration turque : circulation migratoire et diasporas”, in Bruneau Michel (coord.), *Diasporas*, Montpellier, Reclus, Paris, La Documentation Française, 1995, pp. 174-188.

De TAPIA Stéphane, “Routes et transports routiers en Turquie : tendances récentes dans le contexte international”, in Thobie Jacques et Kaçal Salgur (eds.), *Turquie, Moyen-Orient, Communauté Européenne*, Paris, L’Harmattan, 1989, pp. 165-184.

De TAPIA Stéphane, “L’économie des transports turcs : au-delà des frontières et des enjeux économiques”, in Thobie Jacques, Perez Roland, Kaçal Salgur (coord.), *Enjeux et rapports de forces en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L’Harmattan, 1996, pp. 249-251.

De TAPIA Stéphane, “Réseaux de transports et de communication dans le champ migratoire turc”, *Anatolia Moderna*, Vol. 5, 1994, pp. 173-181.

GASPARD Michel, *Quels transports pour l’autre Europe ?*, Paris, La Documentation Française, « Rapports officiels », 1992, 130 p.

HALL Derek, “Problems and Possibilities of an Albanian-Yugoslav Rail Link”, in Ambler J., Shaw D., Symons L. (eds.), *Soviet and East European Transport Problems*, Londres, Croom Helm, 1985, pp. 206-220.

MILKOWSKI Marian, “Le Danube navigable et ses problèmes”, *Transports*, n°297, octobre 1994, pp. 374-384.

PAPARELA Ivo, “The Transport Sector in the Balkans”, *Évolution de la situation économique dans les pays partenaires de la coopération du point de vue sectoriel*, Actes du colloque du 30 juin-2 juillet 1993, Bruxelles, OTAN, pp. 205-213.

POPA Nicolae, “Les liaisons transcarpatiques et l’organisation de l’espace en Roumanie”, *Espace Géographique*, Vol. XXII, n°4, 1994, pp. 293-299.

PROFILLIDIS A., “Les transports ferroviaires en Grèce. Situation présente et perspectives”, *Transports*, n°352, mars-avril 1992, pp. 80-87.

REYNAUD Christian et POINCELET Martine (dir. et coord.), *Quelles politiques de transport pour accompagner la transition ?*, Caen, Paradigme, INRETS-DEST, 1992, 325 p.

REYNAUD Christian et POINCELET Martine (dir. et coord.), *Quelles perspectives de transport pour l’ouverture des pays d’Europe centrale et orientale ?*, Caen, Paradigme, INRETS-DEST, 1993, 532 p.

REYNAUD Christian et POINCELET Martine (dir. et coord.), *Comment définir les priorités en transport : Quels critères et quelles procédures ?*, Caen, Paradigme, INRETS-DEST, 1994, 459 p.

REYNAUD Christian et POINCELET Martine (dir. et coord.), *Quel rôle des institutions locales, nationales, internationales en Europe centrale et orientale*, Orléans, Paradigme, INRETS-DEST, 1996, 352 p.

REYNAUD Christian et POINCELET Martine (dir. et coord.), *Transports : quelle Europe pour les pays d'Europe centrale et orientale*, Orléans, Paradigme, INRETS-DEST, 1997 (1996 en page de couverture), 398 p.

SEMA Antonio, "Il triangolo strategico Trieste-Fiume-Capodistria", *Limes*, n°1-2, 1993, pp. 183-195.

Une nouvelle dynamique pour la navigation intérieure dans les pays de la CEMT à l'horizon 2000, Paris, CEMT, publication OCDE, 1990, 127 p.

Transporter par route en Europe de l'Est, Paris, Celse, 1991, 107 p.

Annales statistiques de Transport, 1965-1988, Paris, CEMT, publication OCDE, 1992, 151 p.

"L'équipe Cousteau s'interroge sur les aménagements du Danube", *Journal de la Marine Marchande*, 14 mai 1993, pp. 1158-1162.

Réseaux transeuropéens, Luxembourg, Rapport du groupe des représentants personnels des chefs d'État ou de gouvernement, novembre 1994, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1995, 257 p.

"Road Infrastructure Rehabilitation and Safety Strategy in Central and Eastern Europe", *OECD Documents*, Road Transport Research, OCDE Paris, 1995, 187 p.

Infrastructures de transport dans les pays d'Europe Centrale et Orientale. Critères de choix et de financement, Paris, CEMT, publication OCDE, 1995, 145 p.

Tendances du transport européen et besoins en infrastructures, Paris, CEMT, publication OCDE, 1995, 320 p.

Lloyd's. Ports of the World, 1997, Colchester (G.B.), LLP Limited Legal and Business Publishing Division, 1997, 896 p.

The Europa World Yearbook, 1997, 38^{ème} édition, Londres, Europa Publication Limited, 1997, 2 volumes, 3732 p.



Annexes

GOUVERNEMENTS TURCS DEPUIS 1990¹³³¹

Le 9 novembre 1989, Turgut Özal, ancien Premier ministre, est élu Président de la République. Un nouveau gouvernement ANAP est formé sous la direction du nouveau président de l'ANAP, Yıldırım Akbulut.

- **9 novembre 1989, nouveau gouvernement ANAP**

Premier ministre : Yıldırım Akbulut

Ministre des Affaires Étrangères : Ali Bozer puis Kurtçebe Alptemoçin

Ministre de la Défense : Hüsnü Doğan puis Safa Giray

- Au moment de la guerre du Golfe, démission du ministre de la Défense, Hüsnü Doğan, le 23 février 1991, qui est remplacé par Safa Giray et démission du ministre des Affaires Étrangères, Ali Bozer, le 12 octobre 1990, qui est remplacé par Kurtçebe Alptemoçin.

En juin 1991, Mesut Yılmaz prend la tête du parti au pouvoir, l'ANAP. Un nouveau gouvernement est alors formé sous sa direction.

- **23 juin 1991, nouveau gouvernement ANAP**

Premier ministre : Mesut Yılmaz

Vice Premier ministre : Ekrem Pakdemirli

Ministre des Affaires Étrangères : İsmail Safa Giray

Ministre de la Défense : Barlas Doğu

Résultats des élections législatives du 20 octobre 1991 (total : 450 sièges):

DYP (S. Demirel) : avec 27,3% des voix, obtient 178 sièges.

ANAP (T. Özal) : avec 23,9% des voix, obtient 115 sièges.

SHP (E. İnönü) : avec 20,3% des voix, obtient 88 sièges.

RP (N. Erbakan) : avec 17% des voix, obtient 62 sièges.

DSP (B. Ecevit) : avec 10% des voix, obtient 7 sièges.

- **20 novembre 1991, gouvernement de coalition DYP/SHP.**

Premier ministre : Süleyman Demirel (DYP)

Vice Premier ministre : Erdal İnönü (SHP)

Ministre des Affaires Étrangères : Hikmet Çetin (SHP)

Ministre de la Défense : Nevzat Ayaz (DYP)

¹³³¹ Sur les gouvernements de 1923 à 1990, voir İsmail Soysal, *Türk dış politikası incelemeleri için kılavuz (1919-1993)*, İstanbul, Eren, OBIV, 1993, pp. 144-147.

- 17 avril 1993 : décès du Président de la République, Turgut Özal. Le président de l'Assemblée nationale assure l'intérim.

Le 16 mai 1993 : Süleyman Demirel est élu Président de la République. Il doit alors transmettre les postes de Premier ministre et de président du DYP. C'est Tansu Çiller, ancien ministre de l'Économie, qui est portée à la direction du DYP.

- **25 juin 1993, nouveau gouvernement. de coalition DYP/SHP.**

Premier ministre : Tansu Çiller (DYP)
 Vice Premier ministre : Erdal İnönü (SHP)
 Ministre des Affaires Étrangères : Hikmet Çetin (SHP)
 Ministre de la Défense : Nevzat Ayaz (DYP)

Remaniements ministériels :

- En septembre 1993, Erdal İnönü annonce qu'il prend sa retraite et démissionne de son poste de Vice Premier ministre et de son poste de président du SHP. Il est remplacé à ces deux postes par Murat Karayalçın (13 octobre).
- Nevzat Ayaz est remplacé au poste de ministre de la Défense par Mehmet Golhan (DYP) le 23 octobre 1993.
- Le 27 juillet 1994, Hikmet Çetin est remplacé au poste de ministre des Affaires Étrangères par Mümtaz Soysal (SHP) qui démissionnera le 28 novembre 1994. Il est remplacé par Murat Karayalçın (SHP).
- En février 1995, le SHP et le CHP fusionnent. Hikmet Çetin prend la direction de ce parti qui reprend le nom « historique » de CHP. A la suite à ce changement, un remaniement ministériel intervient le 27 mars 1995. Hikmet Çetin remplace Murat Karayalçın au poste de Vice Premier ministre et Erdal İnönü au poste de ministre des Affaires Étrangères (le ministère de la Défense est toujours détenu par Mehmet Golhan).

Depuis des mois, les sociaux démocrates du SHP et les conservateurs du DYP s'opposaient sur les orientations politiques et économiques que devaient prendre le gouvernement (réformes démocratiques et privatisations). Les désistements s'accumulaient au sein du SHP et les crises étaient gérées au jour le jour. Le 20 septembre 1995, Deniz Baykal prend la tête du CHP. Il retire son soutien à la coalition gouvernementale forçant Tansu Çiller à présenter sa démission. Sur fond de crise politique, Tansu Çiller engage des négociations avec d'autres partis politiques. Une fragile coalition DYP/DSP/MHP est annoncée mais n'obtient pas l'appui du président de la République. Face à cette impasse politique, le 31 octobre, des élections législatives anticipées sont annoncées pour le 24 décembre et une coalition intérimaire DYP/CHP est mise en place.

- **1^{er} gouvernement intérimaire DYP/CHP : du 15 octobre au 5 novembre 1995.**

Premier ministre : Tansu Çiller
 Ministre des Affaires Étrangères : Coşkun Kırca
 Ministre de la Défense : Vefa Tanır

- **2^{ème} gouvernement intérimaire DYP/CHP : du 5 novembre 1995 au 12 mars 1996**

Premier ministre : Tansu Çiller
Vice Premier ministre et ministre des Affaires Étrangères : Deniz Baykal
Ministre de la Défense : Vefa Tanır

Résultats des élections législatives du 24 décembre 1995 (total : 550 sièges):

RP (N. Erbakan) : avec 21,32% des voix, obtient 158 sièges.

DYP (T. Çiller) : avec 19,20% des voix, obtient 135 sièges.

ANAP (M. Yılmaz) : avec 19,66% des voix, obtient 132 sièges.

DSP (B. Ecevit) : avec 14,65% des voix, obtient 75 sièges.

CHP (D. Baykal) : avec 10,71% des voix, obtient 50 sièges.

Aucun parti n'emporte la majorité des voix et des consultations pour former une coalition gouvernementale s'engagent. Les partis « laïques » annoncent leur opposition à toute alliance avec le Refah (RP). Mais la coopération a priori naturelle entre les deux partis conservateurs (ANAP et DYP) butte sur des conflits de personnes. Après 3 mois de négociations et tergiversations, une fragile coalition DYP/ANAP est finalement mise en place. Le poste de Premier ministre doit être assuré par rotation entre Tansu Çiller et Mesut Yılmaz.

• **12 mars 1996, gouvernement de coalition ANAP/DYP (Anayol) :**

Premier ministre : Mesut Yılmaz (ANAP)
Vice Premier ministre : Nahit Menteşe (DYP)
Ministre des Affaires Étrangères : Emre Gönensay (DYP)
Ministre de la Défense : Mahmut Oltan Sungurlu (ANAP)

Les oppositions de personnes vont finalement rapidement l'emporter et le 25 mai, Tansu Çiller annonce qu'elle retire son soutien à la coalition. Des négociations entre le DYP et les islamistes aboutissent à un compromis. Le principe d'une rotation pour le poste de Premier ministre est de nouveau adopté. N. Erbakan doit assurer cette fonction pendant les deux premières années.

• **8 juillet 1996, gouvernement de coalition RP/DYP (Refayol) :**

Premier ministre : Necmettin Erbakan (RP)
Vice Premier ministre : Tansu Çiller (DYP)
Ministre des Affaires Étrangères : Tansu Çiller (DYP)
Ministre de la Défense : Turhan Tayan (DYP)

L'opposition de l'armée à ce gouvernement islamiste va finalement avoir raison de ce dernier. En février 1997, le Conseil de Sécurité (MGK) impose au gouvernement Erbakan une série de mesures pour enrayer la montée de l'islamisme dans le pays. Face aux réticences du Premier ministre à appliquer ces mesures, qu'il avait dû signer sous la contrainte, l'armée accentue sa pression. Parallèlement, les défections au sein du DYP continuent et, fin mai 1997, le gouvernement RP/DYP n'est plus soutenu par la majorité absolue du parlement.

- **30 juin 1997, gouvernement de coalition ANAP/DSP/DTP :**

Premier ministre : Mesut Yılmaz (ANAP)
Vice Premier ministre : Bülent Ecevit (DSP)
Vice Premier ministre : İsmet Sezgin (DTP)
Ministre des Affaires Étrangères : İsmail Cem (DSP)
Ministre de la Défense : İsmet Sezgin (DTP)

- En janvier 1998, le Refah est dissous sur ordre de la cour constitutionnel. Il se reforme quelques mois plus tard sous le nom Fazilet partisi (FP)

Le 25 novembre 1998, le gouvernement Yılmaz est renversé par le parlement (314 voix contre 214). Après des mois de tractations, un gouvernement de coalition est formé sous la direction d'Ecevit. Des élections législatives anticipées sont prévues pour avril 1999.

- **11 janvier 1999 : gouvernement de coalition DSP/ANAP/DYP**

Premier ministre : Bülent Ecevit (DSP)
Ministre des Affaires Étrangères : İsmail Cem (DSP)
Ministre de la Défense : Hikmet Sami Türk (DSP)

Résultats des élections législatives du 18 avril 1999 (total : 550 sièges):

DSP (B. Ecevit) : avec 22,2% des voix, obtient 136 sièges.

MHP (D. Bahçeli) : avec 18% des voix, obtient 129 sièges

FP (R. Kutan) : avec 15,4% des voix, obtient 111 sièges.

ANAP (M. Yılmaz) : avec 13,2% des voix, obtient 86 sièges.

DYP (T. Çiller) : avec 12% des voix, obtient 85 sièges.

Indépendants : 3 sièges

- **28 mai 1999 : gouvernement de coalition DSP/MHP/ANAP**

Premier ministre : Bülent Ecevit (DSP)
Vice Premier ministre : Devlet Bahçeli (MHP)
Vice Premier ministre : Hüsamettin Özkan (DSP)
Ministre des Affaires Étrangères : İsmail Cem (DSP)
Ministre de la Défense : Sebahattin Çakmakoglu (MHP)

LES PARTIS POLITIQUES TURCS. PRESENTATION

ANAP : *Anavatan Partisi*. « Parti de la mère patrie » créé au début des années 80 par Turgut Özal. Parti de centre-droit prônant la libéralisation économique. Leaders : Turgut Özal puis, de novembre 1989 à juin 1991, Yıldırım Akbulut, puis Mesut Yılmaz.

D.Y.P. : *Doğru Yol Partisi*. « Parti de la juste voie ». Parti de la droite conservatrice créé en 1983 à la suite de la disparition du Parti de la justice de Süleyman Demirel. Leaders : Süleyman Demirel, puis à partir de mai 1993, Tansu Çiller.

D.T.P. : *Demokrat Türkiye Partisi*. « Parti démocratique de Turquie ». Parti de droite créé en janvier 1997 par un groupe de députés qui a fait scission du D.Y.P. Leader : Hüsamettin Çindoruk.

Y.D.H. : *Yeni Demokrat Hareket*. « Mouvement de la nouvelle démocratie ». Apparue en août 1994 et transformée en parti politique en décembre 1994. Ce parti fait campagne sur la mise en place d'une économie de marché, d'une réelle démocratie et le dialogue avec les Kurdes. Son fondateur et leader, Cem Boyer (industriel, ancien dirigeant du syndicat patronal, le TÜSIAD), s'est retiré de la politique après les élections de décembre 1995 où le Y.D.H. n'avait pas remporté les 5% requis pour entrer au parlement.

S.H.P. : *Sosyal Demokrat Halkçı Partisi*. « Parti social démocrate du peuple ». Principal parti de gauche. Leaders : Erdal İnönü remplacé en septembre 1993 par Murat Karayalçın

C.H.P. : *Cumhuriyet Halk Partisi*. « Parti républicain du peuple ». Créé en 1993, ce parti se pose en héritier du parti kémaliste qui portait le même nom avant 1980.

En février 1995, le S.H.P. et le C.H.P. fusionnent sous le nom de C.H.P. La direction de ce nouveau parti est assurée par Hikmet Çetin puis, à partir de septembre 1995, par Deniz Baykal. Il démissionne après les élections législatives du 18 avril 1999. Il est remplacé par Altan Öymen.

D.S.P. : *Demokratik Sol Partisi*. « Parti de la gauche démocratique ». Parti de gauche de tendance nationaliste créé en 1984. Leader : Bülent Ecevit.

HADEP : *Halkın Demokrasi Partisi*. « Parti démocratique du peuple ». Parti représentant la minorité kurde. Plusieurs de ses membres ont été arrêtés et condamnés à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison pour « propagande séparatiste ».

R.P. : *Refah Partisi*. « Parti de la prospérité ». Parti islamiste créé en 1983 sur les cendres du M.S.P. (« Parti du salut national »). Leader : Necmettin Erbakan. Le RP est dissous en janvier 1998 par décision de la cour constitutionnelle et quatre de ses dirigeants, dont Necmettin Erbakan, sont déchus de leur statut parlementaire et interdits de participation à la vie politique pendant cinq ans. Un nouveau parti islamiste se crée immédiatement, le *Fazilet Partisi* (FP), « Parti de la vertu ». Leader : Recai Kutan.

M.H.P. : *Milletiyetçi Hareket Partisi*. « Parti de l'action nationaliste ». Parti ultranationaliste créé en 1969 par Alparslan Türkeş (de 1985 à 1992 sous le nom de M.Ç.P. : *Milli Çalışma Partisi*. « Parti nationaliste du travail »). Depuis le décès d'A. Türkeş en avril 1997, la direction du parti est assurée par Devlet Bahçeli.

B.B.P. : *Büyük Birlik Partisi*. « Parti de la grande unité ». Créé par un groupe dissident du M.Ç.P. lorsque celui-ci s'est transformé en M.H..P. en 1992. Prône un nationalisme islamo-turc. Leader : Muhsin Yazıoğlu.

PORTRAIT DES PRINCIPAUX LEADERS POLITIQUES TURCS DEPUIS 1991

Süleyman Demirel : Né en 1924. Formation d'ingénieur, diplômé de l'institut technique d'Istanbul (1949). Spécialisation aux États-Unis puis carrière dans l'administration (administration d'études et de recherches électriques, département d'État des travaux hydrauliques, etc.). Élu président du Parti de la justice (ancêtre du Parti de la juste voie) en 1964. Sept fois Premier ministre depuis 1965. A deux reprises, il a été renversé par un coup d'État (1971 et 1980). Banni de la scène politique après le coup d'État de septembre 1980. Reprend ses activités politiques après le référendum de septembre 1987 (et la levée des interdictions politiques) et est élu président du DYP. Président de la République depuis mai 1993.

Bülent Ecevit : Né en 1925. Leader du parti DSP. Diplômé du Robert College d'Istanbul (1944), études de littérature et de langues à l'université d'Ankara et de Londres. Traducteur, journaliste et écrivain. Élu du Parti républicain du peuple (CHP) en 1959. Ministre du Travail de 1961 à 1965, secrétaire général du CHP en 1966, et leader de ce parti en 1972. Trois fois Premier ministre (janvier-septembre 1974, avril-juillet 1977, janvier 1978-octobre 1979). Banni de la vie politique après le coup d'État de 1980. Prend la tête du DSP en 1987 après la levée de cette interdiction. Vice-premier ministre de juillet 1997 (coalition ANAP-DSP-DTP) à partir de janvier 1998 puis Premier ministre.

Mesut Yılmaz : Né en 1947. Formation en économie, diplômé de l'université d'Ankara (1971), puis à l'université de Cologne en Allemagne. Travaille dans le secteur privée, puis entre en politique en 1983. Ministre d'État, porte-parole du gouvernement, puis ministre de la Culture dans le premier gouvernement Özal (1983-1987), ministre des Affaires Étrangères dans le deuxième gouvernement Özal. Élu à la tête de l'ANAP en juin 1991.

Tansu Çiller : Née en 1946. Formation en économie, diplômée du Robert College d'Istanbul et de l'université du Bosphore, doctorat à l'université du Connecticut, études postdoctorales à Yale (États-Unis). Carrière dans l'enseignement, principalement à l'université du Bosphore. Entre en politique en 1990. Ministre de l'Économie dans le gouvernement Demirel (novembre 1991-juin 1993). Élu à la tête du DYP en mai 1993. Premier ministre de juin 1993 à mars 1996, Vice-premier ministre et ministre des Affaires Étrangères dans le gouvernement d'Erbakan (juin 1996-juin 1997).

Turgut Özal : Né en 1927, décédé en avril 1993. Formation d'ingénieur, diplômé de l'institut technique d'Istanbul (1950). Spécialisation aux États-Unis, puis carrière dans l'administration (administration d'études et de recherches électriques, organisation du plan d'État, Banque mondiale, etc.) puis, à partir de 1973, dans le secteur privé. Tente, sans succès, en 1977 de se faire élire sous l'étiquette du Parti du salut national (ancêtre du Refah). Responsable du plan de redressement économique de janvier 1980, ensuite nommé ministre de l'Économie sous le gouvernement militaire. Fonde l'ANAP en 1983. Dirige le gouvernement durant la période de transition (1983-1987) qui a succédé au régime militaire. Premier ministre puis Président de la République en octobre 1989.

Erdal İnönü : Fils d'İsmet İnönü, ancien bras droit et successeur à la tête de l'État de Kemal Atatürk. Professeur de physique à l'université d'Ankara. Appelé en politique par les membres du CHP qui cherchaient à capitaliser la notoriété de son père.

Necmettin Erbakan : Ancien membre du Parti de la juste voie. Fondateur du parti islamiste en 1970 (Parti de l'ordre national), dissous en 1971, recréé sous le nom de Parti du salut national, de nouveau dissous après le coup d'État de 1980 et recréé en 1983 sous le nom de Parti de la prospérité (Refah). Exilé en Allemagne après le coup d'État de 1980. De nouveau aujourd'hui interdit de participation à la vie politique pendant cinq ans depuis la décision de la cour constitutionnelle de janvier 1998.

Alparslan Türkeş : Décédé en avril 1997. Leader charismatique du M.H.P. Ancien colonel de l'armée turque. Participe au coup d'État de 1960 mais est évincé peu après de la direction des affaires du pays. Récupère en 1969 un petit parti qu'il transforme en formation ultranationaliste.

İsmail Cem : Né en 1940. Études au Robert College d'Istanbul puis à la faculté de droit d'université de Lausanne (1963). Maîtrise de sociologie politique à l'Institut d'Études politiques de Paris (1981). Journaliste, ancien directeur général de la télévision publique (1974-1975). Membre du DSP. Ministre des Affaires Étrangères depuis juillet 1997.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES SUR LA TURQUIE

BASIC INDICATORS OF THE TURKISH REPUBLIC

Surface area: 780.580 sq.km (301.382 sq.m)

Population: 62.8 million (1997 statistics)

Number of Provinces: 80

Population Growth Rate: % 1.64

Gross National Product: (1997) 29.3 Quadrillion TL (192.4 Billion Dollars), According to 1996 OECD Purchasing Power Parity: 384.4 Billion Dollars)

Growth Rate: (1997) %8.3

General Foreign Trade Capacity: 74.7 Billion Dollars

Total Exports: (1997) 26.2. Billion Dollars

Total Imports: (1997) 48.5 Billion Dollars

Foreign Trade Deficit: (1997) 22.2 Billion Dollars

Total Foreign Capital in Turkey Realized amount: 11 Billion Dollars

Foreign Investment Permits Total: 23.5 Billion Dollars U.S.

Investments: 1.7 Billion Dollars (% 15.7)

Foreign Debts: (1998 First three months) 94.4 Billion Dollars

Rate of Inflation: (1997) %99.1 (1998 first ten months) %76.6

Foreign Currency Reserves: 20 Billion Dollars

Rate of unemployment: (April 1998) %64

Source: Undersecretary of Foreign Trade, Turkey.

BALANCE OF FOREIGN TRADE (\$ Thousand)

	1994	1995	Change (%)
Exports	18.105.175	21.636.474	19,5
Imports	23.270.018	35.707.516	53,5
Balance	-5.164.843	-14.071.042	172,4
Ex. / Im. (%)	77.8	60.6	

Source: Undersecretariat of Foreign Trade, Turkey

EXPORTS BY COUNTRY GROUPS (in millions of dollars)

Country Groups	1991		1994	
	Value	Distribution	Value	Distribution
OECD Countries	8.855,8	65,1	10.740,3	59,3
EU Countries	7.041,8	51,8	8.269,2	45,7
EFTA Countries	591,1	4,3	643,1	3,6
Other OECD Countries	1.222,9	9,0	1.828,1	10,1
Islamic Countries	2.729,5	20,1	3.051,6	16,9
Other European Countries	1.151,9	8,5	892,9	4,9
Comm. of Ind. States	---	---	1.412,2	7,8
Other Countries	856,4	6,3	2.009,7	11,1
Total	13.593,5	100	18.106,1	100

Source : Undersecretariat of Foreign Trade, Turkey.

IMPORTS BY COUNTRY GROUPS (In millions of dollars)

Country Groups	1991		1994	
	Value	Distribution	value	Distribution
OECD Countries	14.070,9	66,9	15.308,8	65,8
EU Countries	9.221,6	43,8	10.278,7	44,2
EFTA Countries	1.215,2	5,8	1.199,2	5,2
Other OECD Countries	3.634,2	17,3	3.830,9	16,5
Islamic Countries	3.188,3	15,1	3.372,3	14,5
Other European Countries	2.024,7	9,6	758,9	3,3
Comm. of Ind. States	---	---	1.821,5	7,8
Other Countries	1.763,0	8,4	2.006,4	8,6
Total	13.593,5	100	18.106,1	100

Source : Undersecretariat of Foreign Trade, Turkey.

COMMERCE ET ECONOMIE

Part de la Turquie dans les échanges des pays balkaniques et des pays balkaniques dans les échanges de la Turquie

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Roumanie / Turquie (1)						
Pourcentage des importations du pays	4	3	2,5	2,4	1,9	1,5 ^(a)
Pourcentage des exportations du pays	5	5,7	4,1	4,4	5	4 ^(a)
Bulgarie / Turquie (1)						
Pourcentage des importations du pays		1,6	2,1	1,8	1,9	2,1
Pourcentage des exportations du pays		7,6	4,6	7,2	7,9	9
Albanie / Turquie (1)						
Pourcentage des importations du pays	3,3	3	4,6	4,1		
Pourcentage des exportations du pays	0	1,4	8,7	6,2		
Turquie / Albanie-Bulgarie-Roumanie^(b) (2)						
Pourcentage des importations du pays	2,1	1,8	1,8			
Pourcentage des exportations du pays	1,8	1,8	1,8			

^(a) Seulement pour les neuf premiers mois de l'année.

^(b) La République de Macédoine n'apparaît pas dans les statistiques officielles de la Turquie.

Sources :

1. *E.I.U. Country Profile, 1998/99*, "Romania", p. 44, "Bulgaria", p. 50, "Albania", pp. 71-72
2. Devlet İstatistik Enstitüsü.

Crédits accordés par l'Eximbank turque (en millions de dollars)

	Beginning Date	Total Commitment	Disbursement
Bosnia-Herzegovina	1996	60 ^(a)	
Bulgaria	1990	50	20.91
Albania	1991	15	13.87
Croatia	1993	100	
Macedonia	1997	25	
Romania	1993	125	75
Russian Federation	1989	1150	599.4
Ukraine	1997	20	

^(a) 20 millions de dons ont été débloqués en 1998. Six millions de dollars avaient par ailleurs été accordés au début de l'année 1996 pour rembourser une partie de la dette de la Bosnie-Herzégovine à *Gazprom*.

Source : Eximbank au 21 novembre 1997

Les échanges entre la Turquie avec les pays balkaniques
Volume des échanges et balance commerciale

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Roumanie (1)						
Total des échanges (en millions de \$)	395	424	402	599	569	
Balance commerciale	- 43	- 130	- 100	- 97	- 199	
Bulgarie (1)						
Total des échanges (en millions de \$)		361	267	486	475	542
Balance commerciale		- 207	- 103	- 286	- 285	- 340
République de Macédoine (2)						
Total des échanges (en millions de \$)	5,2	78	73,8	94	107	
Balance commerciale	+ 1,2	- 9,4	+ 4,6	+ 16		
Albanie (3)						
Total des échanges (en millions de \$)	21,6	39,7	60,8	58,2		
Balance commerciale	+ 19	+ 37	+ 58	+ 56		

Sources :

- 1) *E.I.U., Country Profile, 1998/99*, "Bulgaria", p. 50, "Romania", p. 41.
- 2) Pour les années 1992-94, Devlet İstatistik Enstitüsü (Institut nationale de statistiques, Ankara), cité par Mehmet Turna, "Makedonya-Türkiye ilişkileri", *Avrasya dosyası*, Vol. 3, n°3, printemps 1996, p. 77 ; pour l'année 1995, "La situation économique en Macédoine", *Les Notes des Postes d'Expansion Économique*, Ministère de l'Économie et des Finances, Paris, 1995, p. 7, pour l'année 1997, Anadolu Ajansı, 21/4/98.
- 3) Devlet İstatistik Enstitüsü.

Importations et exportations de la Turquie en Eurasie

Country Groups	Exports 1995		Imports 1995	
	Value	Distribution	value	Distribution
Black Sea Economic Cooperation	2.425.439	11,2	3.998.113	11,2
Commonwealth of Independent States	2.065.924	9,5	3.314.727	9,3
Turkic Republics	545.106	2,5	287.276	0,8
Organization of the Islamic Conference	3.520.739	16,3	4.509.567	12,6
Economic Cooperation Organization	910.992	4,2	1.136.786	3,2

Source: Undersecretariat of Foreign Trade, Turkey

CHRONOLOGIE DES RELATIONS BILATERALES

DE LA TURQUIE

AVEC LES PAYS BALKANIQUES

1990-1997¹³³².

¹³³² Sources diverses : agences de presses (A.A., BTA, ANA, ATA, MILS, etc.), presse turque et articles dans diverses revues. Voir également, entre autres, Ismail Soysal, "Günümüzde Balkanlar ve Türkiye'nin tutumu (1989-1992)", in *Balkanlar*, Istanbul, Eren, 1993, pp. 201-233; Edith Lhomel, Thomas Schreiber (coord.), *L'Europe centrale et orientale*, Paris, La Documentation Française, éditions 1994, 1996, 1997 ; *Resmi Gazete* (Journal officiel de Turquie).

Chronologie des relations bilatérales entre la Turquie et la Bulgarie

1989

- juin-août 1989 : Émigration en Turquie de 300 à 350 000 Turcs de Bulgarie.
- 21 août 1989 : La Turquie ferme sa frontière avec la Bulgarie.
- 10 novembre 1989 : Destitution de Todor Živkov.
- 30 novembre 1989 : Rencontre des ministres des Affaires Étrangères turc et bulgare au Koweït.
- 7 décembre 1989 : Quelques intellectuels créent un comité indépendant de réconciliation nationale.
- 29 décembre 1989 : Le Comité central du Parti communiste décide que les Turcs peuvent reprendre leur ancien nom et pratiquer leur religion.

1990

- 31 décembre-1^{er} janvier 1990 : Des manifestations sont organisées contre la minorité turque à Kărdžali (Kırcaalı). Le 1^{er} janvier, elles réunissent 10 000 personnes puis s'étendent à d'autres villes dans les jours qui suivent. Un Comité de Défense des Intérêts nationaux (KZNI) est créé dans la foulée de ces manifestations.
- 4 janvier 1990 : Le Mouvement des droits et libertés (MDL), représentant la minorité turque, est officiellement enregistré comme mouvement.
- 8-9 janvier 1990 : Deuxième rencontre des ministres des Affaires Étrangères bulgare et turc au Koweït.
- 5 mars 1990 : Le parlement vote la loi sur le nom des citoyens bulgares qui permet aux Turcs de reprendre leur nom par procédure judiciaire. La loi sera amendée en novembre 1990 au profit d'une formalité administrative.
- 17 juin 1990 : Les élections législatives bulgares sont remportées par le Parti socialiste bulgare (ex-PCB). Le MDL obtient 23 députés (7,4% des voix).
- 19 juillet 1990 : La Bulgarie envoie une note de protestation au gouvernement turc dénonçant la violation des eaux territoriales bulgares par des bateaux de pêche turcs. Deux jours auparavant, un bateau de police turc avait pénétré dans les eaux territoriales bulgares.
- 1^{er} août 1990 : Želju Želev est élu Président de la république.
- 7 septembre 1990 : Visite du Premier ministre bulgare, Andrej Lukanov, en Turquie.
- 19 septembre 1990 : Le Président Özal rencontre le Président Želev à New York à l'occasion du sommet mondial de l'enfance. Les deux Présidents se rencontreront de nouveau en novembre.
- 1^{er} octobre 1990 : Ouverture d'un institut d'études islamiques à Sofia.
- 15-20 octobre 1990 : Visite d'une délégation parlementaire bulgare en Turquie.
- 24-25 octobre 1990 : Deuxième réunion des ministres des Affaires Étrangères des pays balkaniques à Tirana.
- 25 octobre 1990 : Visite du ministre de l'Économie turc en Bulgarie accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires. L'Eximbank ouvre une ligne de crédit de 50 millions de dollars à la Bulgarie.

- novembre 1990 : Manifestations antiturques dans le nord-est du pays et proclamation d'une « République de Razgrad ».
- novembre 1990 : Visite d'une délégation militaire bulgare en Turquie.
- décembre 1990 : Premier accord de principe sur l'établissement de mesures de confiance et de sécurité entre les deux armées.
- **20 décembre 1990 : Un gouvernement de coalition est formé sous la direction de Dimităr Popov.**

1991

- janvier/mars 1991 : Le nouveau gouvernement annonce son intention de restaurer tous les droits des Turcs et d'introduire des cours de turc dans les écoles. Face aux réactions suscitées par cette annonce, il recule ; générant alors un mouvement de protestation parmi les Turcs (février). En mars, le gouvernement annonce que des cours optionnels seront introduits dans les régions mixtes durant l'année.
- 27 février 1991 : Accord de coopération dans le domaine des transports (établissement de liaisons aériennes, routières et maritimes).
- 10 avril 1991 : Le Président Özal rencontre le Président Želev à Amsterdam.
- 27-28 mai 1991 : Visite du ministre des Affaires Étrangères bulgare, V. Valkov, en Turquie.
- 6 juin 1991 : Création du conseil d'affaires bilatéral lors de la visite d'une délégation d'hommes d'affaires turcs en Bulgarie.
- 12 juillet 1991 : La constitution est adoptée par le parlement. Les citoyens dont le bulgare n'est pas la langue maternelle se voient accorder le droit d'étudier et de parler leur langue (art. 36.2) et la liberté de conscience et de culte est garantie (art. 37). La création de partis sur des bases ethniques ou religieuses est expressément interdite (art. 11.4).
- août 1991 : La divulgation de la « lettre personnelle » du Premier ministre turc à son homologue bulgare et plaidant pour une reconnaissance du parti MDL, provoque de houleuses réactions dans la presse bulgare.
- septembre 1991 : Le Président Özal rencontre le Président Želev à New York.
- 7 octobre 1991 : Signature du traité d'amitié et de coopération avec la Grèce.
- 13 octobre 1991 : Élections législatives. Courte victoire de l'UDF qui s'allie avec le MDL pour obtenir la majorité. Le MDL obtient 24 sièges (7,5% des voix).
- 18 octobre 1991 : La loi sur l'éducation introduit la possibilité d'organiser des cours de turc optionnels dans les régions à population mixte.
- **8 novembre 1991 : Gouvernement UDF sous la direction de Filip Dimitrov.**
- 4-5 décembre 1991 : Visite du ministre des Affaires Étrangères bulgare, Stojan Ganev, en Turquie.
- 20 décembre 1991 : Les deux chefs d'état-major signent le Document de Sofia sur les relations militaires et la mise en place de mesures de confiance et de sécurité (échange d'informations, observations et inspections des installations militaires). Ce document prévoit également une coopération dans le domaine de la formation et de l'éducation, et un engagement à ne pas faire d'exercices militaires engageant plus de 10 000 hommes et 200 chars à moins de 15 km de la

frontière commune. L'engagement est pris d'informer l'autre partie à l'avance de tout exercice militaire important dans un rayon de 60 km autour de la frontière.

1992

- 15 janvier 1992 : La Bulgarie reconnaît la République de Macédoine.
- 30 janvier 1992 : La Bulgarie arrête une centaine de pêcheurs turcs (16 bateaux) et les retient au port de Varna pour motif qu'ils pêchaient dans les eaux territoriales bulgares.
- 12 mars 1992 : Un accord de coopération militaire portant sur la formation est signé lors de la visite du ministre de la Défense bulgare en Turquie. Cet accord ne sera ratifié par le parlement bulgare qu'en juillet 1997.
- 30-31 mars 1992 : Visite du ministre des Affaires Étrangères turc, Hikmet Çetin, en Bulgarie. Un protocole de coopération entre les ministères des Affaires Étrangères est signé.
- 4-6 mai 1992 : Visite du Premier ministre F. Dimitrov en Turquie.
- **6 mai 1992 : Signature du traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage à Ankara**
- 8 mai 1992 : Protocole de coopération dans le domaine du sport.
- 22 juin 1992 : Convention sur les transports.
- 2 juillet 1992 : Accord entre les deux chefs d'état-major sur le retrait des troupes à la frontière. Le 3 juillet, la Turquie retire deux divisions.
- 10 septembre 1992 : Après de nombreuses dissensions au sein de l'UDF et controverses entre le Premier ministre et le MDL, le MDL rompt son accord de soutien au gouvernement Dimitrov. Celui-ci tombe le 28 octobre.
- 2 octobre 1992 : Le gouvernement bulgare déclare que 140 000 Turcs de Bulgarie ont émigré en Turquie durant les 18 derniers mois.
- 12 décembre 1992 : Signature du Document d'Edirne sur l'approfondissement de la coopération militaire et l'organisation de discussions bilatérales régulières.
- **31 décembre 1992 : Formation d'un nouveau gouvernement sous la direction de Luben Berov.**

1993

- 3 février 1993 : Un accord de coopération dans la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue est signé lors de la visite du ministre de l'Intérieur bulgare en Turquie. Une commission bilatérale est créée.
- 12 février 1993 : Visite du ministre des Transports turc en Bulgarie.
- 15-17 février 1993 : Visite du Président Turgut Özal en Bulgarie lors de sa tournée balkanique.
- 4 mars 1993 : Un protocole sur le développement du commerce entre les deux pays est signé à Ankara.
- 11 mars 1993 : Un accord de coopération militaire dans le domaine scientifique et technique (production d'armement en commun) est signé à Sofia lors de la visite du ministre de la Défense turc (validité de cinq ans).
- 12 mars 1993 : Visite du Président K. Mitsotakis en Bulgarie.

- 7 mai 1993 : Un protocole de coopération dans le domaine des transports est signé à Ohrid (Macédoine) entre la Turquie, la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie. Cet accord porte sur la construction d'un axe est-ouest Durrës-Istanbul.
- 16 juin 1993 : Un protocole de coopération économique est signé à l'issue de la 12^{ème} réunion de la commission économique bilatérale.
- octobre 1993 : Le MDL se désolidarise du gouvernement Berov.
- 11-12 novembre 1993 : Visite du ministre des Affaires Étrangères grec en Bulgarie.
- 8 décembre 1993 : Visite du ministre des Affaires Étrangères turc, Hikmet Çetin, en Bulgarie.

1994

- janvier/février 1994 : Trois députés du MDL font scission.
- 9 février 1994 : Un accord de coopération tripartite dans le domaine des transports est signé par les ministres des Transports de la Turquie, Bulgarie et Roumanie.
- 14 février 1994 : La Bulgarie adhère au Partenariat pour la Paix.
- 7-11 mars 1994 : Réunion de la commission mixte pour la coopération économique et technique à Sofia.
- 4-6 avril 1994 : Visite d'une délégation parlementaire turque en Bulgarie.
- mai 1994 : Manœuvres militaires communes.
- 16 mai 1994 : Visite du ministre des Affaires Étrangères bulgare, Stanislov Daskalov, en Turquie. Un nouveau protocole de coopération entre les ministères des Affaires Étrangères est signé.
- 5 juin 1994 : Un protocole de coopération dans le domaine de la santé est signé à Sofia.
- 16 juin 1994 : Un nouvel accord de coopération dans la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue est signé à l'issue de la deuxième réunion de la commission conjointe entre les deux ministères de l'Intérieur.
- Début juillet 1994 : Manœuvres navales communes « Poyraz 1-94 ».
- 6-8 juillet 1994 : Visite en Turquie du Président bulgare, Željko Želez. Il est reçu docteur *honoris causa* à l'université d'Ankara.
- 7 juillet 1994 : Les accords réglant le commerce entre les deux pays sont signés durant la visite du Président Želez : accord sur la coopération économique et commerciale, industrielle et technique (entrera en vigueur en septembre 1994), accord sur la prévention de la double taxation (entrera en vigueur en septembre 1996), accord sur la protection et l'encouragement des investissements réciproques (entrera en vigueur en mai 1997).
- 6 septembre 1994 : Démission du gouvernement Berov. Le MDL s'était désolidarisé du gouvernement Berov depuis octobre 1993. Cinq députés MDL ayant fait scission depuis février 1994, le MDL ne dispose plus que de 19 sièges. Un gouvernement de transition est mis en place le 16 octobre.
- 1^{er} septembre 1994 : La commission bulgare en charge des télécommunications accuse la Turquie de diffuser illégalement des programmes radio et TV dans le sud de la Bulgarie.
- 6 décembre 1994 : Signature du programme de coopération militaire pour l'année 1995.
- 18 décembre 1994 : Les élections législatives sont remportées par le PSB (ancien Parti communiste). Le MDL remporte 15 sièges (5,44% des voix).

1995

- **25 janvier 1995 : Le gouvernement communiste de Žan Videnov est investi par le parlement.**
- février 1995 : Les dirigeants bulgares accusent les leaders du MDL à Burgas d'être des agents des services secrets turcs.
- 9 mars 1995 : Visite d'une délégation militaire turque en Bulgarie.
- 20-22 mai 1995 : Visite du ministre de l'Intérieur turc en Bulgarie.
- 28-29 juin 1995 : Visite du ministre des Affaires Étrangères turc, Erdal İnönü, en Bulgarie. Échange des instruments de ratification du traité bilatéral de mai 1992 et signature d'un nouveau protocole de coopération entre les ministères des Affaires Étrangères.
- 4-6 juillet 1995 : Visite officielle de trois jours du Président Demirel en Bulgarie.
- 11 juillet 1995 : Visite d'une délégation militaire bulgare en Turquie.
- 13-14 juillet 1995 : Visite du ministre des Transports turc en Bulgarie à l'occasion de la 13^{ème} session de la commission mixte sur les transports (créée en 1975). Un accord sur l'ouverture de deux nouveaux postes frontières est signé.
- 23-24 juillet 1995 : Arrestations de sympathisants kurdes en Bulgarie. Deux militants du PKK sont extradés vers la Turquie.
- 24 août 1995 : Première rencontre trilatérale entre les ministres des Affaires Étrangères de Grèce, Bulgarie et Roumanie à Ioannina.
- 19 septembre 1995 : Un protocole de coopération entre les deux banques nationales est signé.
- 23 octobre 1995 : Signature à New York de l'accord sur la construction du corridor balkanique est-ouest.
- 8 novembre 1995 : La Bulgarie envoie une note au gouvernement turc demandant des éclaircissements sur les activités des diplomates turcs en Bulgarie lors de la campagne pour les municipales.
- 22 novembre 1995 : Un centre culturel kurde ouvre ses portes à Sofia.
- 13 décembre 1995 : Visite du Commandant des forces terrestres bulgares en Turquie.

1996

- 23 janvier 1996 : Signature du programme de coopération militaire pour l'année 1996. Il prévoit, entre autres, l'échange de conseillers militaires et des exercices militaires en commun.
- 25-26 janvier 1996 : Rencontre à la frontière entre les comités techniques et les gouverneurs des régions frontalières pour discuter des modalités d'ouverture d'un nouveau poste frontière à Hamzabeyli.
- 5 février 1996 : Les résultats des élections municipales de Kărdžali (Kırcaali), remportées par le MDL, sont annulés par décision de la cour régionale.
- 16-17 mars 1996 : Deuxième rencontre trilatérale entre les ministres des Affaires Étrangères de Grèce, Bulgarie et Roumanie à Varna.
- 19-20 avril 1996 : Première visite officielle d'Ahmed Doğan en Turquie.
- juin 1996 : Le Président Željko Želez se rend en Turquie pour la conférence Habitat II.
- 18-21 juin 1996 : Visite d'une délégation parlementaire bulgare en Turquie.
- 30 juin - 3 juillet 1996 : Visite du chef d'état-major turc, İsmail Karadayı, en Bulgarie.

- 8 juillet 1996 : Le parti islamiste de Turquie, le Refah, forme un gouvernement avec le Parti de la juste voie (DYP).
- 18 septembre 1996 : Visite du ministre de l'Intérieur bulgare en Turquie.
- 3 novembre 1996 : Petăr Stojanov (droite modérée) est élu Président de la république. Il entrera en fonction le 22 janvier 1997.
- 17-20 novembre : Visite du ministre de l'Énergie bulgare en Turquie. Un protocole de coopération est signé.
- 18-20 novembre 1996 : Visite d'une délégation parlementaire turque en Bulgarie.
- 21-22 novembre 1996 : Exercices militaires bilatéraux « Cooperative Communication 96 » à la frontière.
- 4-6 décembre 1996 : Visite d'une délégation du ministère des Affaires Étrangères turc en Bulgarie.
- 16-19 décembre 1996 : Visite d'une délégation d'hommes d'affaires turcs en Bulgarie.
- 21 décembre 1996 : Démission du gouvernement Videnov.

1997

- janvier 1997 : Succession de meetings et manifestations puis grèves en Bulgarie.
- **12 février 1997 : Mise en place d'un nouveau gouvernement sous la direction de S. Sofianski.**
- 19 février 1997 : Le gouvernement turc (Refahyol) annonce que les Turcs de Bulgarie entrés en Turquie après le 1^{er} janvier 1993 et dont le visa est expiré seront expulsés. Face aux virulentes réactions de l'opposition (et notamment de l'ANAP), le 25, le Premier ministre Erbakan revient sur ses déclarations.
- 7 mars 1997 : Le câble optique reliant la Turquie à la Bulgarie est officiellement inauguré.
- 3-4 avril 1997 : Visite officielle en Turquie de trois jours du ministre des Affaires Étrangères bulgare, Stoyan Stalev.
- 19 avril 1997 : Les élections législatives anticipées sont remportées par l'UDF. La coalition Union pour le salut national, dont le plus large membre est le MDL, remporte 19 sièges (7,6% des voix).
- 24 avril 1997 : Visite du ministre de la Défense turc en Bulgarie.
- 10-12 mai 1997 : Visite du ministre de l'Intérieur bulgare en Turquie.
- **22 mai 1997 : Formation d'un nouveau gouvernement sous la direction d'Ivan Kostov.**
- 30 juin 1997 : Après la démission du Premier ministre turc, un nouveau gouvernement est formé sous la direction de Mesut Yılmaz.
- 28-30 juillet 1997 : Visite officielle du Président Stoyanov en Turquie. Plusieurs accords de coopération (environnement, tourisme, liaisons frontalières) sont signés. Le président Stoyanov est accompagné d'une large délégation d'hommes d'affaires. Durant cette visite, il s'excuse publiquement pour la campagne d'assimilation de 1984/85.
- 29 juillet 1997 : Un accord de coopération militaire est signé par les deux chefs d'état-major (politique de sécurité et de défense, sciences et techniques, formation et entraînement).
- 18 septembre 1997 : Visite d'une délégation parlementaire turque en Bulgarie.
- 3 octobre 1997 : Lancement de la Trilatérale Turquie-Bulgarie-Roumanie avec la rencontre entre les trois Présidents à Varna (ils s'étaient déjà rencontrés le mois précédent à Vilnius à l'occasion

du forum « Pour la sécurité et la stabilité en Europe »). Inauguration du réseau de fibre optique entre les trois pays. Déclaration commune sur la lutte contre le trafic de drogue et des armes.

- 23 octobre 1997 : Troisième rencontre entre les ministres des Affaires Étrangères de Grèce, Bulgarie et Roumanie à Sinaia (Roumanie).
- 27 octobre 1997 : Turkish Airlines inaugure une ligne régulière entre Istanbul et Sofia.
- 3-5 novembre 1997 : Le Premier ministre Ivan Kostov représente la Bulgarie au sommet de Crète.
- 20 novembre 1997 : Signature d'un protocole de coopération économique et commerciale.
- 24-27 novembre 1997 : Visite du ministre de la Défense bulgare en Turquie.
- 4-5 décembre 1997 : Visite officielle du Premier ministre turc, Mesut Yılmaz, en Bulgarie, la première d'un Premier ministre turc depuis 18 ans. L'accord sur la détermination de la frontière à l'embouchure de la rivière Mutludere/Rezovska et des zones maritimes entre les deux pays est signé.
- 4 décembre 1997 : Un accord de coopération est signé par les deux ministres de l'Intérieur.
- 4 décembre 1997 : Un accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation et des sciences est signé durant la visite de Mesut Yılmaz.

1998

- 12-13 février 1998 : Visite du sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères turc en Bulgarie dans le cadre du groupe de travail bilatéral mis sur pied lors de la visite du Premier ministre Mesut Yılmaz en décembre 1997 (deuxième rencontre en avril).
- 19-21 février 1998 : Visite d'une délégation d'hommes d'affaires turcs en Bulgarie.
- 23 février 1998 : Visite du Commandant des forces navales bulgares en Turquie.
- 23-24 février 1998 : Visite d'une délégation parlementaire turque en Bulgarie.
- 7 mars 1998 : Visite du Premier ministre Mesut Yılmaz à Burgas. Rencontre avec le Premier ministre Ivan Kostov.
- 20 mars 1998 : Signature d'un protocole de coopération dans le domaine des sports.
- 25 mars 1998 : Un protocole de coopération est signé entre l'Union des chambres agricoles turques et l'Union des chambres agricoles bulgares.
- 10-11 avril 1998 : Rencontre trilatérale entre les ministres des Affaires Étrangères de la Bulgarie, Grèce et Roumanie sur l'île grecque de Santorin.
- 15-16 avril 1998 : 13^{ème} terme du commission économique mixte (JEC) turco-bulgare à Sofia.
- 15 avril 1998 : La Grèce annonce qu'elle annule la rencontre tripartite entre les Présidents de Bulgarie, Grèce et Roumanie prévue pour les 20 et 21 avril.
- 16-17 avril 1998 : Rencontre tripartite entre les Présidents de Bulgarie, Roumanie et Turquie à Antalya. Un document sur la « consolidation de la paix et de la stabilité en Europe du sud-est » est signé de même qu'un accord de coopération contre le terrorisme, le crime organisé, le trafic de drogue, le trafic d'armes et le blanchiment d'argent. Déclaration sur l'établissement d'une zone de libre-échange entre les trois pays.
- 21-22 avril 1998 : Premier meeting du groupe de travail bilatéral sur la coopération dans les domaines culturel et social.
- 13-14 mai 1998 : Visite du ministre des Affaires Étrangères turc en Bulgarie. Signature d'un protocole de coopération entre les deux ministères.

- 4-5 juin 1998 : 5^{ème} réunion du Conseil d'affaires bilatéral à Istanbul.
- 23 juin 1998 : Visite du président du parlement turc, Hikmet Çetin, en Bulgarie.
- 25 juin 1998 : Visite du chef d'état-major bulgare en Turquie.
- 11 juillet 1998 : Rencontre tripartite entre les Premiers ministres de Bulgarie, Roumanie et Turquie à Sofia. Mesut Yılmaz est accompagné des ministres de la Défense, de l'Énergie et du Commerce et du secrétaire d'État aux Affaires Étrangères.
- 11 juillet 1998 : Inauguration d'une branche de la banque Ziraat à Sofia.
- 11 juillet 1998 : Signature de l'accord de libre-échange.
- automne 1998/printemps 1999 : Mouvement de privatisations en Bulgarie. Les entreprises turques s'engagent dans la course.
- 29 septembre 1998 : Visite du ministre de l'Économie turc en Bulgarie. Accord de principe sur l'augmentation des livraisons d'électricité à la Turquie et sur la construction par des firmes turques d'une portion d'autoroute et d'un complexe hydraulique en Bulgarie.
- 2-3 octobre 1998 : Première rencontre trilatérale entre les Présidents de Grèce, Bulgarie et Roumanie (Delphe).
- 12-13 octobre 1998 : Le Premier ministre Ivan Kostov représente la Bulgarie au sommet d'Antalya. Il est accompagné du ministre des Affaires Étrangères.
- 19-20 octobre 1998 : Conférence sur la coopération transfrontalière à Edirne et Svilengrad (réunion dorénavant semestrielle).
- 23 octobre 1998 : Visite du ministre des Transports bulgare en Turquie à l'occasion de la 16^{ème} réunion de la commission mixte sur les transports. La Turquie accorde 500 permis de transit annuels supplémentaires à la Bulgarie.
- 29-31 octobre 1998 : Visite du président du parlement bulgare en Turquie à l'occasion des cérémonies du 75^{ème} anniversaire de la fondation de la République turque.
- 30 octobre 1998 : Accord de jumelage entre les villes de Bursa et Plevén.
- 4-6 novembre 1998 : Visite du Premier ministre Ivan Kostov en Turquie. Il y rencontre des représentants de la communauté turco-bulgare à Istanbul et à Bursa et signe l'accord sur les droits sociaux de cette communauté (perception des pensions de retraite en Turquie). Sont échangés les instruments de ratification de l'accord sur la détermination de la frontière à l'embouchure de la rivière Mutludere/Rezovska et des zones maritimes.
- 5 novembre 1998 : Signature du protocole sur l'augmentation des exportations d'électricité bulgare en Turquie et sur la coopération entre les deux pays pour la construction du tronçon d'autoroute Orizovo-Kapitan Adreevo et l'aménagement des cascades du Haut Arda en Bulgarie.
- 6 novembre 1998 : Signature d'un protocole de coopération sur la préservation des héritages culturels.
- 5-9 novembre 1998 : Visite du ministre de la Défense turc en Bulgarie.
- 11-12 novembre 1998 : Visite du vice-premier ministre, Bülent Ecevit, en Bulgarie. Pour la première fois, un dirigeant turc se rend en visite officielle à Kărdžali (Kırcaali).
- mi-novembre 1998 : Controverses en Bulgarie sur les « avantages » concédés à la Turquie pour la vente d'électricité et les contrats « bradés » à des firmes turques pour la construction d'une portion d'autoroute et d'un complexe hydraulique en Bulgarie
- 25 novembre 1998 : Visite du ministre de l'Éducation turc en Bulgarie.
- 25 novembre 1998 : Le gouvernement Yılmaz est renversé par le parlement.

- 26-27 novembre 1998 : Premier forum économique turco-bulgare (Sofia).
- 9-11 décembre 1998 : Visite d'une délégation parlementaire bulgare en Turquie.
- 12 décembre 1998 : Création d'un nouveau parti turc en Bulgarie, le Mouvement national pour les droits et libertés (MNDL) sous la direction de Güner Tahir.

1999

- **1^{er} janvier 1999 : Entrée en vigueur de l'accord sur le libre-échange.**
- 12-14 janvier 1999 : Visite du chef d'état-major turc en Bulgarie. Signature du programme de coopération pour l'année 1999.
- 17 janvier 1999 : Un nouveau gouvernement turc est formé sous la direction de Bülent Ecevit.
- 19 février 1999 : Le parlement bulgare ratifie la Convention pour la protection des minorités nationales.
- 22 février 1999 : Signature à Sofia d'une déclaration conjointe entre les Premiers ministres de la République de Macédoine et de Bulgarie. Les accords en suspens entre les deux pays sont signés.
- Début mars 1999 : Visite du président du parlement bulgare en Turquie.
- 3 mars 1999 : Conférence sur la coopération transfrontalière.
- 11-12 mars : Quatrième sommet trilatéral entre les Présidents de Bulgarie, Roumanie et Turquie (Sinaia, Roumanie). Une déclaration commune sur la création d'une zone trilatérale de libre-échange est adoptée et un accord sur le tourisme est signé.
- 22-23 mars 1999 : Visite officielle du Président Demirel en Bulgarie accompagné du ministre des Affaires Étrangères et d'une délégation d'hommes d'affaires. Inauguration d'une branche de la banque Demirbank à Sofia. Un accord sur la prohibition des mines antipersonnels et le déminage de la frontière est signé par les deux ministres des Affaires Étrangères.
- 25 mars 1999 : Début des bombardements de l'OTAN sur la RFY.
- 29 mars 1999 : Visite du ministre de l'Énergie turc en Bulgarie et signature de l'accord de coopération dans les domaines de l'énergie et des infrastructures (augmentation des livraisons d'électricité bulgare en échange de la réalisation de travaux d'infrastructures en Bulgarie). L'accord est ratifié par le parlement bulgare deux jours après. Le contrat sur l'augmentation des livraisons d'électricité sera signé par les deux compagnies nationales le 15 avril et le contrat sur l'aménagement des cascades du Haut Arda et la construction de trois barrages le 28 juillet par la société turque Ceylan et la compagnie nationale d'électricité bulgare. Le contrat sur la construction de 130 km d'autoroute par la société Ceylan devrait être signé à l'automne 1999.
- 18 avril 1999 : Les élections législatives en Turquie consacrent la nouvelle popularité de Bülent Ecevit et celle, moins attendue, du parti nationaliste MHP.
- 23-26 avril 1999 : Cinq navires de guerre turcs et un sous-marin mouillent au large de Varna dans le cadre des exercices « Starfish 99 ». Manœuvres communes avec la marine bulgare.
- 28 mai 1999 : Formation d'un nouveau gouvernement en Turquie sous la direction de Bülent Ecevit (coalition DSP/MHP/ANAP).
- 9-12 juin 1999 : La sixième exposition annuelle des producteurs turcs est organisée à Sofia.
- 22 juin 1999 : Visite du porte-parole du parlement bulgare en Turquie.
- 3 juillet 1999 : Les troupes turques en route pour le Kosovo traversent le territoire bulgare sans incident.

- 6-9 août 1999 : Une frégate turque participe aux cérémonies du 120^{ème} anniversaire de la fondation de la marine bulgare, organisées à Varna.
- 18 août 1999 : Tremblement de terre en Turquie. La Bulgarie envoie une aide humanitaire et des équipes de secours.

Chronologie des relations bilatérales entre le Turquie et l'Albanie

- 24-25 octobre 1990 : Deuxième réunion des ministres des Affaires Étrangères des pays balkaniques à Tirana

1991

- fin 1991 : L'Eximbank ouvre une ligne de crédit de 15 millions de dollars à l'Albanie.
- 17-18 octobre 1991 : Visite du Président Ramiz Alia en Turquie.
- 20 novembre 1991 : Un accord de coopération militaire portant sur la formation de cadets albanais en Turquie est signé lors de la visite du chef d'état-major turc en Albanie.

1992

- 23 janvier 1992 : Visite du ministre des Affaires Étrangères albanais en Turquie.
- janvier 1992 : Visite d'une délégation militaire albanaise en Turquie.
- 22 mars 1992 : Le Parti démocratique de Sali Berisha remporte les élections législatives.
- 9 avril 1992 : Sali Berisha est élu Président de la République.
- **14 avril 1992 : Un nouveau gouvernement est formé sous la direction d'Aleksander Meksi.**
- **31 mai - 1^{er} juin 1992 : Visite du Premier ministre turc, Süleyman Demirel, en Albanie. Signature du traité d'amitié et de coopération.**
- juin 1992 : Un protocole de coopération est signé à l'issue de la réunion de la commission économique mixte (JEC).
- 29 juillet 1992 : Signature d'un accord d'assistance et de coopération militaire lors de la visite du ministre de la Défense albanais en Turquie.
- 28 août 1992 : Visite de courtoisie du contre-torpilleur turc « Fevzi Çalmak » au port albanais de Durrës.
- 6 août 1992 : Protocole de coopération dans le domaine de la sécurité et de l'ordre public.
- 18 novembre 1992 : Visite du ministre de la Défense turc en Albanie.
- 2 décembre 1992 : L'Albanie adhère à l'Organisation de la Conférence Islamique.

1993

- 18-23 janvier 1993 : Visite du ministre de la Défense albanais en Turquie.
- février 1993 : Visite d'une délégation militaire turque en Albanie.
- 18-20 février 1993 : Visite du Président Turgut Özal en Albanie lors de sa tournée balkanique.
- 7 mai 1993 : Un protocole de coopération dans le domaine des transports est signé à Ohrid (Macédoine) entre la Turquie, la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie. Cet accord porte sur la construction d'un axe est-ouest Durrës-Istanbul.
- 22 novembre 1993 : Visite d'une délégation d'hommes d'affaires turcs en Albanie.

- 6 décembre 1993 : Visite du ministre des Affaires Étrangères turc en Albanie. Signature d'un protocole de coopération entre les deux ministères des Affaires Étrangères.

1994

- 4-6 avril 1994 : Visite du Président Sali Berisha en Turquie. Un accord sur la suppression de la double taxation est signé.
- 11 juillet 1994 : Un protocole de coopération est signé dans le domaine des transports à l'issue de la réunion de la commission mixte sur les transports.
- 28 juillet 1994 : Un protocole de coopération dans le domaine de la santé est signé.
- 9 août 1994 : Visite du président du parlement turc, H. Cindoruk, en Albanie.
- 23-24 novembre 1994 : Un programme de coopération économique et commerciale est signé.
- 17 décembre 1994 : Visite du chef d'état-major turc en Albanie.

1995

- 6 février 1995 : Pacte de coopération dans le domaine de la sécurité (Déclaration de Tirana). Cet accord porte notamment sur l'échange d'unités militaires.
- 12 avril 1995 : Accord de coopération militaire dans les domaines scientifique et technique et sur la formation est signé lors de la visite du ministre de la Défense turc en Albanie.
- 3 août 1995 : Un protocole de coopération dans le domaine agricole est signé lors de la visite à Tirana du ministre de l'Agriculture turc.
- 12-14 juillet 1995 : Visite en Albanie du Président Demirel, accompagné du ministre des Affaires Étrangères et de quelques députés et hommes d'affaires.
- 23 octobre 1995 : Signature à New York de l'accord sur la construction du corridor balkanique est-ouest.
- 3 août 1995 : Un protocole de coopération dans le domaine agricole est signé.
- 17-18 octobre 1995 : Visite du Commandant des forces terrestres turc en Albanie.
- début novembre 1995 : Manœuvres turco-albanaises « Marex-95 » au large des côtes albanaises.

1996

- 30 janvier 1996 : Signature d'un protocole de coopération technique entre les deux gouvernements.
- mars 1996 : Visite d'une délégation du parlement albanais en Turquie.
- 21 mars 1996 : Signature du traité bilatéral entre la Grèce et l'Albanie.
- 11 juin 1996 : Visite de quatre jours d'une délégation militaire turque (corps médical) en Albanie.
- 12 juin 1996 : Le Président Berisha se rend en Turquie à l'occasion de la conférence habitat II.
- 8 juillet 1996 : Le parti islamiste de Turquie, le Refah, forme un gouvernement avec le Parti de la juste voie (DYP).
- 27 août 1996 : Les manœuvres « Marex-96 » se déroulent au large des côtes albanaises. Visite de courtoisie de la frégate « Turgut Reis » et don de matériels à la marine albanaise.
- 10 octobre 1996 : Un protocole de coopération dans le domaine des transports est signé.

- 15 novembre 1996 : Une délégation commerciale albanaise (domaine de la métallurgie) se rend en visite en Turquie.

1997

- Début 1997 : Soulèvements puis émeutes généralisées en Albanie après l'effondrement des sociétés pyramidales.
- 24-27 février 1997 : Visite d'une délégation militaire turque en Albanie.
- 9 mars 1997 : Accord entre le gouvernement Berisha et l'opposition. **Formation d'un gouvernement de réconciliation nationale** et annonce d'élections législatives anticipées.
- 24 mars 1997 : Visite en Albanie d'une délégation turque dirigée par Onür Oymen, secrétaire d'État aux Affaires Étrangères.
- 9-11 avril 1997 : Visite du ministre des Affaires Étrangères albanais en Turquie.
- 14-15 avril 1997 : Visite d'une délégation parlementaire albanaise en Turquie.
- 14-16 avril 1997 : Visite du ministre de la Défense albanais en Turquie.
- 15 avril 1997 : Lancement de la mission « Alba ».
- 9 mai 1997 : Visite du chef d'état-major turc en Albanie.
- 9-11 juin 1997 : Visite du ministre de l'Intérieur albanais en Turquie.
- 11-12 juin 1997 : Visite du Premier ministre albanais en Turquie.
- 27 juin 1997 : Un protocole d'assistance logistique à la réorganisation de l'armée et de la police est signé lors d'une visite à Tirana du chef d'état-major turc.
- 29 juin - 6 juillet 1997 : Les socialistes remportent les élections législatives anticipées en Albanie.
- 30 juin 1997 : Après la démission du Premier ministre turc, un nouveau gouvernement est formé sous la direction de Mesut Yılmaz
- 23 juillet 1997 : Démission du Président Berisha. Rexhep Meidani est élu Président de la République.
- **24 juillet 1997 : Un nouveau gouvernement est formé sous la direction de Fatos Nano.**
- fin juillet 1997 : Début du retrait de la mission « Alba ».
- 5 août 1997 : Visite du ministre des Affaires Étrangères grec en Albanie. Il est accompagné d'une importante délégation gouvernementale. Signature d'un protocole de coopération militaire portant sur la formation des officiers albanais. Une compagnie grecque restera sur le sol albanais.
- 12-15 septembre 1997 : Visite du ministre des Affaires Étrangères albanais en Grèce. La Grèce accorde un crédit de 80 millions de dollars à l'Albanie dont 7 millions livrés sur le champ.
- 12 septembre 1997 : Visite du ministre de la Défense turc en Albanie.
- 23-24 septembre 1997 : Visite du secrétaire d'État à la Défense en Turquie.
- 26 septembre 1997 : Visite du ministre de la Défense albanais en Grèce. Trois nouveaux protocoles de coopération sont signés.
- 15 octobre 1997 : Visite du Premier ministre grec en Albanie.
- 28 octobre 1997 : Visite d'une journée d'Ismail Cem en Albanie.
- 3-5 novembre 1997 : Sommet de Crète. Le Premier ministre Fatos Nano y conduit des entretiens bilatéraux avec le Premier ministre Mesut Yılmaz, le Premier ministre Simitis et le Président Milošević.

- 5 décembre 1997 : Ouverture d'un bureau de TICA à Tirana.
- 22-26 décembre 1997 : Visite du ministre de la Défense albanais en Turquie.
- 29-30 décembre 1997 : Visite du ministre de la Défense grec en Albanie.

1998

- 12-13 février 1998 : Visite du Président Rexhep Meidani en Turquie. Signature d'un accord sur la coopération et les consultations politiques et d'un accord d'assistance réciproque entre les administrations douanières.
- 28 février-1^{er} mars 1998 : Déclenchement des opérations militaires serbes au Kosovo.
- 9-11 mars 1998 : Visite en Grèce du Président Meidani.
- 13 mars 1998 : Signature d'un protocole de coopération dans le domaine social et de l'emploi.
- 17-19 mars 1998 : Visite d'une délégation parlementaire albanaise en Turquie.
- 25 mars 1998 : Accord sur la participation de l'armée turque à la reconstruction du port de Pashaliman à Vlorë et de l'académie navale de Vlorë.
- 29 mars 1998 : Visite du ministre de la Défense albanais en Grèce.
- 1^{er} mai 1998 : Visite d'une délégation militaire turque en Albanie. Inspections des installations ayant reçu une aide de l'armée turque.
- 8-9 mai 1998 : Visite du Premier ministre Fatos Nano en Grèce.
- 25-29 mai 1998 : Visite d'une délégation militaire turque, dirigée par le Commandant de la marine, en Albanie à l'occasion de la livraison d'équipements pour l'académie navale de Vlorë. La frégate turque « Kara Deniz » mouille sur les côtes albanaises.
- Fin mai 1998 : Signature d'un protocole de coopération pour la période 1998-2000 entre les directeurs des archives d'État.
- 16 juin 1998 : Signature d'un accord de coopération dans les domaines de la formation, de la culture et du sport.
- 30 juin - 2 juillet 1998 : Visite en Albanie du ministre de l'Éducation turc.
- 9-11 juillet 1998 : Visite du ministre de la Défense albanais en Turquie. Accord sur la donation d'une aide militaire turque d'un montant de 5 millions de dollars.
- 13-15 juillet 1998 : Visite du Président Demirel en Albanie accompagné du ministre des Affaires Étrangères, du ministre de l'Emploi et de l'Assistance Sociale et d'une délégation d'hommes d'affaires. L'accord sur la sécurité sociale (protocole du 13 mai) est signé.
- 14 juillet 1998 : Signature d'un accord de coopération entre les deux compagnies nationales de radio-télévision.
- 15 juillet 1998 : Signature d'un accord de coopération entre les deux agences de presses nationales (Albanian Telegraphic Agency et Anadolu Ajansi).
- 20 juillet 1998 : Visite du ministre des Affaires Étrangères grec en Albanie.
- 23 juillet 1998 : Le parlement turc ratifie l'accord sur l'envoi d'une unité turque en Albanie.
- 3 août 1998 : Signature d'un accord sur la production de munitions pour l'armée turque à l'usine de Poliçan.
- 11 août 1998 : Visite d'une délégation parlementaire albanaise en République chypriote turque.

- 1^{er} septembre 1998 : Visite d'une délégation turque en Albanie, dirigée par le ministre d'État Yücel Seçkiner, à l'occasion de la 5^{ème} session de la commission intergouvernementale sur la coopération économique, commerciale et industrielle prévue le 3 septembre.
- 10 septembre 1998 : Visite en Turquie du ministre du Travail et des Affaires Sociales albanais. Signature du document sur l'application de l'accord sur la sécurité sociale.
- 13-14 septembre 1998 : Révolte armée dans les rues de Tirana après l'assassinat d'un dirigeant du Parti démocratique.
- 28 septembre 1998 : Démission de Fatos Nano.
- **2 octobre 1998 : Un nouveau gouvernement est formé sous la direction de Pandeli Majko (PS).**
- 8 octobre 1998 : Le parlement turc ratifie la participation de l'armée turque à une possible mission de l'OTAN destinée à rétablir la paix au Kosovo.
- 12-13 octobre 1998 : Le ministre des Affaires Étrangères, Paskal Milo, représente l'Albanie au sommet d'Antalya.
- 28-31 octobre 1998 : Le Président Meidani se rend en Turquie à l'occasion des cérémonies du 75^{ème} anniversaire de la fondation de la République turque. Il est reçu Docteur Honoris causa à l'université technique d'Istanbul.
- 4 novembre 1998 : Début des travaux de reconstruction de la base de Pashaliman et déploiement d'un contingent turc en Albanie. Visite d'une délégation militaire turque à cette occasion. Deux navires de guerre turcs mouillent dans le port. Le Président R. Meidani, le Premier ministre P. Majko et le ministre de la Défense assistent aux cérémonies.
- 25 novembre 1998 : Le gouvernement Yılmaz est renversé par le parlement.
- 7 décembre 1998 : Visite du ministre de l'Économie albanais en Turquie à l'occasion de la conférence sur les questions énergétiques.

1999

- 17 janvier 1999 : Un nouveau gouvernement turc est formé sous la direction de Bülent Ecevit.
- 3-4 mars 1999 : Visite du Premier ministre albanais, Pandeli Majko, en Turquie. Il est accompagné du ministre des Affaires Étrangères, du ministre de la Défense, du ministre de l'Économie et du ministre des Finances.
- 25 mars 1999 : Début des bombardements de l'OTAN sur la RFY.
- 11 avril 1999 : Visite d'une journée du Président Demirel qui rencontre les dirigeants albanais et visite des camps de réfugiés.
- 18 avril 1999 : Les élections législatives en Turquie consacrent la nouvelle popularité de Bülent Ecevit et celle, moins attendue, du parti nationaliste MHP.
- 16 mai 1999 : Une unité militaire turque d'environ 150 personnes rejoint la force de l'OTAN déployée en Albanie (AFOR). Les troupes turques sont déployées près d'Elbasan où le Croissant Rouge turque a établi un camp de réfugiés.
- 28 mai 1999 : Formation d'un nouveau gouvernement en Turquie sous la direction de Bülent Ecevit (coalition DSP/MHP/ANAP).
- 31 mai 1999 : Une cérémonie au Conseil de coordination des forces armées turques de Tirana marque le début de l'entraînement des gardes républicains albanais par l'armée turque.

- 22 juin 1999 : Visite d'une délégation du parlement albanais en Turquie.
- 29 juillet 1999 : İsmail Cem, en route pour le sommet de Sarajevo sur la stabilité dans le sud-est européen, fait escale à Tirana. Il se rend en Bosnie-Herzégovine en compagnie du Président, du Premier ministre et du ministre des Affaires Étrangères albanais (et des dirigeants macédoniens).
- 3 août 1999 : La construction de l'autoroute Rrogozhinë-Elbasan par une firme turque débute officiellement.

Chronologie des relations bilatérales entre la Turquie et la Roumanie

- 20 mai 1990 : Ion Iliescu est élu Président de la République.
- 24-25 octobre 1990 : Deuxième réunion des ministres des Affaires Étrangères des pays balkaniques à Tirana.

1991

- 24-25 janvier 1991 : Visite du Premier ministre Petre Roman en Turquie. Un accord de coopération économique est signé.
- 18-21 **septembre 1991** : Visite officielle du Président Özal en Roumanie. **Le traité d'amitié et de coopération est signé** lors de cette visite. L'Eximbank turque ouvre une ligne de crédit de 50 millions de dollars à la Roumanie.

1992

- 13-16 janvier 1992 : Visite du ministre de la Défense roumain, Nicolae Spiroiu, en Turquie.
- février 1992 : Visite d'une délégation militaire turque en Roumanie.
- 26-27 février 1992 : Visite du ministre des Affaires Étrangères roumain, Adrian Nastase, en Turquie. Signature d'un accord sur les relations bilatérales et d'un accord de coopération contre le trafic de drogue.
- 28 avril 1992 : Signature d'un accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure (lutte contre le terrorisme).
- 26 juin 1992 : Réunion du Conseil d'affaires turco-roumain à Istanbul.
- juillet 1992 : Deux accords de coopération entre les deux armées sont signés lors de la visite du ministre de la Défense turc en Roumanie.
- 11 octobre 1992 : Ion Iliescu est réélu Président de la République.
- **13 novembre 1992 : Un nouveau gouvernement est formé sous la direction de Nicolae Vacaroiu.**

1993

- 11-13 février 1993 : Visite du ministre des Affaires Étrangères turc, Hikmet Çetin, en Roumanie. Un nouvel accord de coopération économique et politique est signé.
- 13-14 février 1993 : Visite du ministre des Affaires Étrangères grec en Roumanie.
- mars 1993 : Visite du Président turc, Turgut Özal, en Roumanie.
- septembre 1993 : Visite du Président roumain, Ion Iliescu, en Turquie.
- 4-7 octobre 1993 : Visite d'une délégation parlementaire turque en Roumanie.
- 14-20 novembre 1993 : Visite du ministre de l'Intérieur roumain en Turquie.

1994

- janvier 1994 : Accord de coopération dans le domaine de la santé.
- 26 janvier 1994 : La Roumanie adhère au Partenariat pour la Paix.
- 22 février 1994 : Visite à Istanbul d'une délégation de la chambre de commerce maritime de Constanța.
- 23-25 mars 1994 : Visite du Président turc, Süleyman Demirel, en Roumanie. Il rencontre, à Constanța, les représentants de la minorité turque. Inauguration de la Banca Turco-Romana.
- 30 mars 1994 : Le Président Iliescu se rend en Grèce.
- 17 avril 1994 : Un accord de coopération culturelle est signé lors de la visite en Roumanie du ministre de l'Éducation turc. Cet accord prévoit de créer des départements de langue et civilisation roumaines à l'université d'Ankara et d'Istanbul et un département de turcologie à l'université de Bucarest et de Constanța.
- août 1994 : Visite d'une délégation parlementaire roumaine en Turquie.
- 10-14 septembre 1994 : Visite du ministre de la Défense turc en Roumanie.
- 17 septembre 1994 : Visite du Président roumain en Turquie, accompagné du ministre des Affaires Étrangères, du ministre du Commerce et du ministre des Transports.

1995

- 1^{er} février 1995 : Entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'Union européenne.
- 7 février 1995 : Visite du ministre des Transports roumain en Turquie.
- 7 mars 1995 : Visite du Président turc en Roumanie. Il est accompagné des sous-secrétaires d'État aux transports et au commerce et du président de l'Eximbank.
- 27 avril - 7 mai 1995 : Visite d'une délégation d'hommes d'affaires turcs à Constanța.
- 10-12 juillet 1995 : Visite du ministre des transports turc en Roumanie à l'occasion de la réunion de la commission mixte sur les transports.
- 9 août 1995 : Inauguration d'une ligne ferry entre Samsun et Constanța.
- 24 août 1995 : Première rencontre entre les ministres des Affaires Étrangères de Grèce, Bulgarie et Roumanie à Ioannina.
- 30 juin 1995 : Sommet de la ZCEMN à Bucarest.
- 5-6 septembre 1995 : Visite du ministre des Affaires Étrangères roumain, Teodor Melescanu, en Turquie. Signature d'un protocole sur la protection des monuments historiques turcs en Roumanie et sur la reconstruction d'une mosquée dans la région de Babadag (Babadağ).
- 23 novembre 1995 : Visite du Président roumain en Turquie, accompagné du ministre des Affaires Étrangères, du ministre du Commerce et du ministre des Transports.
- 4-8 décembre 1995 : Visite du ministre de la Défense roumain en Turquie.

1996

- 29 janvier 1996 : Visite du chef d'état-major roumain en Turquie.
- 16-17 mars 1996 : Deuxième rencontre entre les ministres des Affaires Étrangères de Grèce, Bulgarie et Roumanie à Sofia.

- 25-28 mars 1996 : Visite d'une délégation d'une centaine d'hommes d'affaires turcs en Roumanie.
- avril 1996 : Visite à Istanbul d'une délégation des douanes de Constanța.
- 18 avril 1996 : Visite du Président de la République turque en Roumanie. Süleyman Demirel inaugure l'école Mecidiye Kemal Atatürk à Constanța.
- 8 juillet 1996 : Le parti islamiste de Turquie, le Refah, forme un gouvernement avec le Parti de la juste voie (DYP).
- octobre 1996 : Accord sur l'exploitation en commun de gisements marins en mer de Marmara.
- 4 novembre 1996 : Le Premier ministre N. Vacariou rencontre le Président Demirel à Moscou.
- novembre 1996 : Les élections législatives en Roumanie sont remportées par l'opposition (3 novembre) et les élections présidentielles par Emil Constantinescu (17 novembre).
- **11 décembre 1996 : Formation d'un gouvernement de coalition regroupant divers mouvements de sensibilité libérale, sous la direction de Victor Ciorbea.** Ce gouvernement sera remanié à six reprises en 1997 et 1998 (2 décembre et 29 décembre 1997, 6 février, 7 avril, 1^{er} octobre et 16 décembre 1998).

1997

- 7 mars 1997 : Visite du Commandant des forces navales roumaines en Turquie.
- 17-19 mars 1997 : Visite d'une délégation militaire turque en Roumanie.
- mi-mars : Visite d'une délégation d'hommes d'affaires turcs en Roumanie à l'occasion de la réunion du Conseil d'affaires bilatéral.
- 20-23 mars 1997 : Le Forum Cran Montana réunit à Bucarest plus de 2000 participants.
- fin mars 1997 : Visite du ministre de l'Intérieur turc en Roumanie.
- 28- 29 avril 1997 : Visite du Président roumain, Emil Constantinescu, en Turquie, accompagné du ministre des Affaires Étrangères.
- 28 avril 1997 : Réunion du Conseil économique mixte à Istanbul.
- 29 avril 1997 : Signature de l'accord de libre-échange entre les deux pays.
- 9 juin 1997 : Une délégation de la Cour constitutionnelle turque se rend en Roumanie.
- 30 juin 1997 : Après la démission du Premier ministre Erbakan, un nouveau gouvernement est formé sous la direction de Mesut Yılmaz.
- 8-12 septembre 1997 : Les exercices militaires turco-roumains « Hazerfar 97, » organisés dans le cadre du Partenariat pour la Paix, se déroulent à Kayseri.
- 9 septembre 1997 : Un accord de coopération dans le domaine du tourisme est signé à l'issue de la 13^{ème} réunion de la commission mixte sur le tourisme.
- 10 septembre 1997 : Visite d'une délégation parlementaire turque en Roumanie.
- 3 octobre 1997 : Lancement de la Trilatérale Turquie-Bulgarie-Roumanie. Rencontre entre les trois Présidents à Varna (ils s'étaient déjà rencontrés le mois précédent à Vilnius à l'occasion du forum « Pour la sécurité et la stabilité en Europe »). Inauguration du réseau de fibre optique entre les trois pays. Déclaration commune sur la lutte contre le trafic de drogue et des armes.
- 23 octobre 1997 : Troisième rencontre entre les ministres des Affaires Étrangères de Grèce, Bulgarie et Roumanie à Sinaia (Roumanie).
- 3-5 novembre 1997 : Le Premier ministre Victor Ciorbea représente la Roumanie au sommet de Crète.

- 24 novembre 1997 : Visite du Président Demirel en Roumanie, accompagné du Premier ministre, Mesut Yılmaz. Inauguration de la 3^{ème} banque turque en Roumanie (Demirbank).

1998

- **15 février 1998 : Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre les deux pays.**
- 19 mars 1998 : Réunion du Conseil d'affaires bilatéral à Samsun.
- 7 avril 1998 : Radu Vasile est désigné chef du gouvernement après la démission de Victor Ciorbea.
- 10-11 avril 1998 : Rencontre trilatérale entre les ministres des Affaires Étrangères de Bulgarie, Grèce et Roumanie sur l'île grecque de Santorin.
- 13-17 avril 1998 : Visite du Commandant des forces navales roumaines en Turquie.
- 15 avril 1998 : La Grèce annonce qu'elle annule la rencontre tripartite entre les Présidents de Bulgarie, Grèce et Roumanie prévue pour les 20 et 21 avril.
- 16-17 avril 1998 : Rencontre tripartite entre les Présidents de Bulgarie, Roumanie et Turquie à Antalya. Accord de principe sur l'établissement d'une zone de libre-échange entre les trois pays et signature d'un accord de coopération contre le terrorisme, le crime organisé, le trafic de drogue, le trafic d'armes et le blanchiment d'argent.
- 22-23 avril 1998 : Visite du ministre de la Défense turc, İzzet Sezgin, en Roumanie.
- 6-8 mai 1998 : Visite du ministre de l'Intérieur turc, Murat Besesoğlu, en Roumanie.
- 14-15 mai 1998 : Visite du ministre des Affaires Étrangères turc, İsmail Cem, en Roumanie.
- 25-27 mai 1998 : Le Premier ministre Radu Vasile se rend en Turquie pour assister à la conférence sur l'énergie en mer Noire et en mer Caspienne. Série de contacts avec les dirigeants turcs à cette occasion.
- 18-19 juin 1998 : Visite du Premier ministre, Mesut Yılmaz, en Roumanie. Inauguration d'une nouvelle banque turque à Bucarest (Garanti Bank).
- 20 juin 1998 : Un protocole de coopération est signé à l'issue de la 19^{ème} session de la Commission économique mixte.
- 24 juin 1998 : Hikmet Çetin se rend en Roumanie pour la réunion de l'assemblée parlementaire de la ZCEMN.
- 11 juillet 1998 : Rencontre tripartite entre les Premiers ministres de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Turquie à Sofia.
- 21 juillet 1998 : Signature d'un accord de coopération entre les villes de Bucarest et Ankara.
- 28 juillet 1998 : Visite du Président Constantinescu en Turquie, accompagné du ministre des Affaires Étrangères. Signature d'un programme de coopération entre les deux ministères.
- 27-29 septembre 1998 : Une conférence internationale sur le transport du pétrole du bassin caspien vers l'Europe est organisée à Bucarest.
- 2-3 octobre 1998 : Première rencontre trilatérale entre les Présidents de Grèce, Bulgarie et Roumanie (Delphes).
- 4-6 octobre 1998 : Visite du chef d'état-major turc en Roumanie.
- 12-13 octobre 1998 : Le Premier ministre Radu Vasile représente la Roumanie au sommet d'Antalya. Il est accompagné du ministre des Affaires Étrangères.
- -13-14 octobre 1998 : Visite d'une délégation d'hommes d'affaires roumains en Turquie.

- 25 novembre 1998 : Le gouvernement Yılmaz est renversé par le parlement.
- 3-4 décembre 1998 : Visite du Président Demirel en Roumanie. Inauguration d'un square Mustafa Kemal Atatürk à Bucarest et de la brasserie Efes Pilsen à Ploiești. Süleyman Demirel est reçu Docteur Honoris Causa à l'université de Bucarest.
- 16-17 décembre 1998 : Visite en Turquie du Commandant des forces terrestres de Roumanie.

1999

- 17 janvier 1999 : Un nouveau gouvernement turc est formé sous la direction de Bülent Ecevit.
- 22 février 1999 : Ouverture d'une branche de la chambre du commerce et d'industrie roumaine à Istanbul.
- 11-12 mars 1999 : Quatrième sommet trilatéral entre les Présidents de Bulgarie, Roumanie et Turquie à Sinaia. Une déclaration commune sur la création d'une zone trilatérale de libre-échange est adoptée et un accord sur le tourisme est signé.
- 19 mars 1999 : İsmail Cem se rend à Bucarest pour la réunion des ministres des Affaires Étrangères des Balkans.
- 24-25 mars 1999 : Organisation d'un forum sur l'amélioration des relations économiques entre les deux pays à Istanbul.
- 25 mars 1999 : Début des bombardements de l'OTAN sur la RFY.
- 18 avril 1999 : Les élections législatives en Turquie consacrent la nouvelle popularité de Bülent Ecevit et celle, moins attendue, du parti nationaliste MHP.
- 23-26 avril 1999 : Visite de courtoisie de six navires turcs dans le port de Constanța dans le cadre des manœuvres « Starfish 99 ».
- 27 avril 1999 : Opérations de police dans les milieux kurdes de Bucarest. Quatorze militants du PKK sont arrêtés. Durant les mois précédents, la Roumanie avait déjà extradé une trentaine de militants du PKK vers la Turquie.
- 28 mai 1999 : Formation d'un nouveau gouvernement en Turquie sous la direction de Bülent Ecevit (coalition DSP/MHP/ANAP).
- 5-6 juillet 1999 : 19^{ème} session de la commission économique mixte à Ankara.
- 6-8 juillet 1999 : Visite officielle de deux jours du Président Constantinescu en Turquie.
- 12-15 juillet 1999 : Visite du chef d'état major roumain en Turquie.
- 15-30 août 1999 : Visite d'une délégation militaire turque en Roumanie.
- 18 août 1999 : Tremblement de terre en Turquie. La Roumanie envoie une aide humanitaire et des équipes de secours.
- 9-10 septembre 1999 : Visite du ministre de l'Énergie turc en Roumanie.
- 17-20 septembre 1999 : Exercices militaires bilatéraux au large des côtes roumaines.

Chronologie des relations bilatérales entre la Turquie et la République de Macédoine

1990

- 11 novembre et 9 décembre 1990 : Premières élections libres en République Socialiste de Macédoine. Le VRMO-DPMNE remporte 38 sièges (sur 120) et l'Alliance sociale démocrate (ASDM) de Kiro Gligorov, 31 sièges.

1991

- 27 janvier 1991 : Élection du Président Gligorov par le parlement.
- 25 et 26 juin 1991 : Proclamation des indépendances de la Slovénie et de la Croatie. Début de la guerre en Slovénie.
- 9-11 juillet 1991 : Visite du Président Gligorov en Turquie dans le but d'obtenir un appui d'Ankara à la reconnaissance d'un État macédonien.
- 30 août 1991 : Visite du ministre des Affaires Étrangères turc, Safa Giray, à Skopje.
- 8 septembre 1991 : Référendum sur l'indépendance de la République de Macédoine. Celle-ci est proclamée le 17 septembre. La nouvelle constitution est adoptée le 17 novembre.
- 7 octobre 1991 : Visite du ministre des Affaires Étrangères macédonien en Turquie.

1992

- 12 janvier 1992 : La République turque du nord de Chypre reconnaît le nouvel État macédonien.
- 15 janvier 1992 : La Bulgarie reconnaît la République de Macédoine mais pas l'existence d'une nation macédonienne. Remise du rapport Badinter.
- 17 janvier 1992 : Le ministre des Affaires Étrangères turc annonce que la Turquie va reconnaître simultanément l'indépendance de la Slovénie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine.
- 22 janvier 1992 : Le Président serbe, S. Milošević, et le ministre des Affaires Étrangères V. Jovanović, se rendent à Ankara. Ils demandent aux dirigeants turcs de ne pas appuyer la partition de la Yougoslavie.
- 25 janvier 1992 : Visite d'une délégation parlementaire macédonienne en Turquie.
- 31 janvier 1992 : L'ambassadeur de Yougoslavie à Ankara, Trayan Petrovski, d'origine macédonienne, est rappelé à Belgrade. Il est accusé par les autorités serbes d'avoir œuvré à la reconnaissance de la République de Macédoine par la Turquie.
- 6 février 1992 : La Turquie reconnaît simultanément les quatre républiques ex-yougoslaves. La République de Macédoine est reconnue sous son nom.
- 18 mai 1992 : Signature d'un protocole de sécurité à Ankara.
- 28 août 1992 : Signature à Londres d'un protocole sur l'établissement des relations diplomatiques avec les quatre républiques ex-yougoslaves.

- **5 septembre 1992 : Un nouveau gouvernement macédonien est formé sous la direction de Branko Crvenkovski** (coalition Alliance sociale démocrate, Parti libéral et Parti pour la prospérité démocratique-PPD albanais).
- 14 octobre 1992 : Ankara annonce l'envoi d'ambassadeurs dans les quatre républiques ex-yougoslaves.

1993

- 18-19 février 1993 : Le Président Turgut Özal se rend en République de Macédoine lors de sa tournée balkanique.
- 7 mai 1993 : Un protocole de coopération dans le domaine des transports est signé à Ohrid (Macédoine) entre la Turquie, la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie. Cet accord porte sur la construction d'un axe est-ouest Durrës-Istanbul.
- 8 avril 1993 : L'ONU reconnaît la Macédoine sous le nom temporaire de FYROM (*Former Yugoslav Republic of Macedonia*).
- 22 juin 1993 : Visite d'une délégation militaire macédonienne en Turquie.
- 5 juillet 1993 : Déploiement de 250 casques bleus américains aux côtés des 700 casques bleus canadiens et scandinaves (UNPREDEP).
- juillet 1993 : La République de Macédoine nomme un ambassadeur en Turquie.
- 15 octobre 1993 : Accord de coopération culturelle (domaines du cinéma, du théâtre et des antiquités). Cet accord entrera en vigueur en juillet 1994.
- 27 octobre 1993 : Accord d'association dans le domaine du tourisme.
- 9-11 novembre 1993 : Visite du ministre de la Défense macédonien en Turquie.
- 7 décembre 1993 : Visite du ministre des Affaires Étrangères turc, Hikmet Çetin, en République de Macédoine. Signature d'un protocole de coopération entre les deux ministères.

1994

- janvier 1994 : Accord de coopération entre les universités d'Izmir et St Clément d'Ohrid.
- 8 février 1994 : Les États-Unis reconnaissent la République de Macédoine sous le nom de FYROM.
- 16 février 1994 : La Grèce impose un blocus à la République de Macédoine.
- 18 février 1994 : Signature du document d'entente sur la mise en place d'un couloir de transport entre l'Albanie, la Macédoine, la Bulgarie et la Turquie (axe est-ouest).
- 17 mars 1994 : Accord de coopération économique et commerciale (entré en vigueur en avril 1995). La Turquie ouvre une ligne de crédit Eximbank de 25 millions de dollars à la République de Macédoine.
- 17 mai 1994 : Le Vice-premier ministre turc, Murat Karayalçın, en visite à Skopje, annonce une donation de 10 000 tonnes de maïs.
- 15 juin 1994 : Protocole de coopération dans le domaine agricole.
- 14 juillet 1994 : L'ambassadeur Trayan Petrovski présente ses lettres de créance au Président Demirel.
- 4-7 août 1994 : Visite d'une délégation parlementaire turque en République de Macédoine.

- 16 octobre 1994 : Kiro Gligorov est réélu Président de la République.
- 30 octobre 1994 : Second tour des élections législatives. L'Alliance sociale démocrate du Président Gligorov (anciennement Ligue des communistes de Macédoine) remporte 58 sièges (sur 120), le Parti libéral, partenaire minoritaire de la coalition au pouvoir, 29 sièges.
- 20 décembre 1994 : Un nouveau gouvernement est formé sous la direction de Branko Crvenkovski (coalition Alliance sociale démocrate, Parti libéral et PPD albanais).

1995

- 3-4 février 1995 : Les « Journées de Goce » sont organisées à Istanbul.
- 17 février 1995 : L'université libre de Tetovo ouvre ses portes et est immédiatement fermée par les autorités.
- 13 mars 1995 : Visite d'un chef d'état-major macédonien en Turquie. Préparation du plan de coopération pour l'année 1996.
- 20-25 mars 1995 : Visite d'une délégation militaire turque à Skopje.
- 20 mars 1995 : Accord de coopération dans le domaine de la santé.
- 13 avril 1995 : Un accord de coopération militaire dans les domaines industriel et technique est signé lors de la visite du ministre de la Défense turc à Skopje. Cet accord prévoit la formation d'un comité d'expert commun et l'échange d'informations technologiques et militaires. L'accord ne prendra effet qu'après la levée de l'embargo sur les armes à destination de l'ex-Yougoslavie.
- 24-27 avril 1995 : Visite d'une délégation parlementaire macédonienne en Turquie.
- 28 avril 1995 : Accord sur la régulation des transports entre les deux pays et via les deux pays pour des pays tiers. Cet accord sera modifié en juillet 1995 puis en juin 1997 (augmentation du nombre de permis de transit).
- 16-18 juin 1995 : Visite en Turquie du Premier ministre macédonien, B. Crvenkovski. Signature de l'accord sur la prévention de la double taxation.
- juillet 1995 : Le croissant rouge turc envoie 35 tonnes de nourriture et de médicaments à la République de Macédoine.
- 14 juillet 1995 : Visite du Président Demirel en République de Macédoine.
- **14 juillet 1995 : Le traité bilatéral d'amitié et de coopération est signé.**
- 14 juillet 1995 : Signature de l'accord sur la promotion et la protection des investissements réciproques par les deux ministres des Affaires Étrangères.
- 20 juillet 1995 : Le Document de confiance mutuelle et de mise en place de mesures de sécurité, également appelé le Document de Skopje, est signé lors de la visite du chef d'état-major turc à Skopje. Il prévoit l'échange d'experts militaires, l'observation des activités militaires respectives et l'organisation d'exercices militaires en commun. L'accord prend effet le 1^{er} août 1995.
- 13 septembre 1995 : Accord intérimaire entre la République de Macédoine et la Grèce (levée du blocus un mois plus tard).
- 3 octobre 1995 : Attentat contre le Président Gligorov. Le président du parlement, Stojan Andov, assure l'intérim jusqu'en février 1996.
- 23 octobre 1995 : Signature à New York de l'accord sur la construction du corridor balkanique est-ouest.
- 7 novembre 1995 : Création de la commission économique mixte (JEC).

- décembre 1995 : Visite d'une délégation militaire turque en République de Macédoine. Signature du document de coopération pour l'année 1996.

1996

- 30 janvier 1996 : Visite d'une délégation de l'académie militaire turque en République de Macédoine.
- 23 février 1996 : Après le retour de Gligorov aux affaires, un nouveau gouvernement ne comprenant aucun membre du Parti libéral est formé sous la direction de B. Crvenkovski (coalition Alliance sociale démocrate et PPD albanais).
- 20 mars 1996 : Visite du Commandant des forces aériennes turques en République de Macédoine.
- 8 avril 1996 : L'accord de reconnaissance mutuelle entre la République de Macédoine et la RFY est signé.
- 7-8 mai 1996 : Visite du Commandant des forces terrestres turques en République de Macédoine.
- 27-29 juin 1996 : Visite du Président Gligorov en Turquie. Signature d'un protocole envisageant l'ouverture d'une banque turco-macédonienne en Macédoine (partenariat Ziraat Bank et Komercijalna Bank).
- 8 juillet 1996 : Le parti islamiste de Turquie, le Refah, forme un gouvernement avec le Parti de la juste voie (DYP).
- 28 août 1996 : Premier meeting de la commission économique mixte à Izmir.
- 13-16 octobre 1996 : Visite du ministre de la Défense macédonien en Turquie.
- 14 octobre 1996 : Visite d'une délégation parlementaire macédonienne en Turquie.

1997

- mars 1997 : Plusieurs officiels turcs se rendent à Skopje pour marquer le soutien de la Turquie à la République de Macédoine alors que l'Albanie est en proie au chaos. Le 15 mars, une délégation militaire turque se rend à Skopje, suivie 10 jours plus tard par la visite du sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères accompagné d'une nouvelle délégation militaire. La Turquie fait don à la République de Macédoine de matériels militaires.
- 23 mars 1997 : Signature d'un accord de coopération dans des domaines variés entre les deux gouvernements. Cet accord ouvre la voie à l'inauguration d'un bureau de TICA (Turkish International Cooperation Agency) à Skopje.
- 21 avril 1997 : Le gouvernement turc annonce que les officiers de l'armée macédonienne seront entraînés en Turquie.
- 9 mai 1997 : Accord de coopération sur le fonctionnement des douanes.
- mai 1997 : Les premiers exercices militaires bilatéraux se déroulent en Macédoine.
- 22-25 mai 1997 : Visite du Président de TICA en République de Macédoine.
- 30 juin 1997 : Après la démission du Premier ministre turc, N. Erbakan, un nouveau gouvernement est formé sous la direction de Mesut Yılmaz (ANAP).
- juillet 1997 : Protocole de coopération académique entre les universités de Gazi à Ankara et St Clément d'Ohrid.
- 10-12 septembre 1997 : Visite du ministre de la Défense turc en République de Macédoine.

- 30 octobre 1997 : Visite à Skopje du ministre des Affaires Étrangères turc, İsmail Cem.
- 3-5 novembre 1997 : Le Président Gligorov représente la République de Macédoine au sommet de Crète. Rencontres bilatérales avec Slobodan Milošević, Fatos Nano et Costas Simitis.

1998

- 16-18 février 1998 : Visite d'une délégation d'hommes d'affaires turcs en Macédoine.
- mars 1998 : Deuxième meeting de la commission économique mixte à Skopje.
- 19-20 avril 1998 : Visite du ministre des Affaires Étrangères macédonien en Turquie.
- 21 avril 1998 : Troisième meeting du conseil d'affaires bilatéral à Bursa.
- 22 avril 1998 : Signature d'un protocole de bonnes intentions entre les présidents des chambres d'industrie et de commerce de la République de Macédoine et de la République turque du nord de Chypre.
- 4-8 juin 1998 : Visite en République de Macédoine du ministre de la Culture turc. Un programme de coopération culturelle pour la période 1997-1999 est signé.
- 29-30 juin 1998 : Visite du ministre de la Défense macédonien en Turquie. Négociations sur la livraison à l'armée macédonienne de 20 avions F-5 et sur l'entraînement des pilotes macédoniens en Turquie.
- 6-7 juillet 1998 : Visite du Premier ministre turc, Mesut Yılmaz, en République de Macédoine. C'est la première visite d'un Premier ministre turc dans ce pays. Déclaration commune sur la libéralisation du commerce entre les deux pays. Inauguration d'un consulat turc à Bitola (Manastir).
- 7 juillet 1998 : Un accord de coopération dans le domaine social (validité réciproque des droits sociaux) est signé lors de la visite de Mesut Yılmaz.
- 15-17 septembre 1998 : Visite en Macédoine du Commandant de l'armée de l'air turque à l'occasion des manœuvres « Cooperative Best Effort-98 ».
- 2-3 octobre 1998 : Visite officielle en Macédoine du Président Demirel.
- 12-13 octobre 1998 : Le Premier ministre et le ministre des Affaires Étrangères macédoniens se rendent en Turquie à l'occasion du sommet d'Antalya.
- 1^{er} novembre 1998 : La coalition VRMO(DPMNE)-Alliance démocratique remporte les élections législatives.
- 25 novembre 1998 : Le gouvernement Yılmaz est renversé par le parlement.
- **30 novembre 1998 : Un nouveau gouvernement est formé sous la direction de Ljubcho Georgievski** (coalition VRMO - Alliance démocratique - Parti démocratique des Albanais-PDA).
- 22 décembre 1998 : Visite en Macédoine du ministre des Affaires Étrangères grec, T. Pangalos.

1999

- 17 janvier 1999 : Un nouveau gouvernement turc est formé sous la direction de Bülent Ecevit.
- 22 janvier 1999 : Visite du nouveau Premier ministre macédonien en Albanie.
- 22 février 1999 : Signature à Sofia d'une déclaration conjointe entre les Premiers ministres de la République de Macédoine et de Bulgarie. Les accords en suspens entre les deux pays sont signés.

Un accord de coopération militaire est également signé aux termes duquel la Bulgarie offre du matériel militaire à Skopje.

- 15 mars 1999 : Visite du ministre de l'Économie macédonien en Turquie. Signature du protocole de libre-échange entre les deux pays.
- 25 mars 1999 : Début des bombardements de l'OTAN sur la RFY.
- 11 avril 1999 : Visite d'une journée du Président Demirel qui rencontre les dirigeants macédoniens et visite des camps de réfugiés albanais.
- 18 avril 1999 : Les élections législatives en Turquie consacrent la nouvelle popularité de Bülent Ecevit et celle, moins attendue, du parti nationaliste MHP.
- 28 mai 1999 : Formation d'un nouveau gouvernement en Turquie sous la direction de Bülent Ecevit (coalition DSP/MHP/ANAP).
- 12 juin 1999 : La Turquie livre une aide militaire d'environ deux millions de dollars à la Macédoine (équipements et munitions principalement).
- 29 juillet 1999 : İsmail Cem, en route pour le sommet de Sarajevo sur la stabilité dans le sud-est européen, fait escale à Skopje. Il se rend en Bosnie-Herzégovine en compagnie du Président, du Premier ministre et du ministre des Affaires Étrangères macédoniens (et des dirigeants albanais).
- **7 septembre 1999 : Signature de l'accord de libre-échange.**

Chronologie des relations entre la Turquie et la Bosnie-Herzégovine et la RFY¹³³³

1991

- 10-12 avril 1991 : Visite à Ankara du ministre d'État yougoslave Borislav Jović.
- 25 et 26 juin 1991 : Proclamation des indépendances de la Slovénie et de la Croatie. Guerre de sécession en Slovénie.
- 15-16 juillet 1991 : Visite d'Izetbegović en Turquie. Il demande l'appui de la Turquie pour l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine.
- 28-30 août 1991 : Visite du ministre des Affaires Étrangères, Safa Giray, à Belgrade, Sarajevo et Skopje.
- 23 octobre 1991 : Une délégation diplomatique turque se rend en visite en Yougoslavie (y inclus en Bosnie-Herzégovine).
- 14 novembre 1991 : Le Vice-président de la Bosnie-Herzégovine, Muhammed Cengiz, se rend en Turquie. Il demande un appui de la Turquie pour la protection des frontières intérieures de la Yougoslavie.
- 23 décembre 1991 : L'Allemagne reconnaît la Croatie et la Slovénie.

1992

- 12 janvier 1992 : Visite du ministre des Affaires Étrangères croate à Ankara.
- 15 janvier 1992 : L'Union européenne reconnaît les États croate et slovène. La Bulgarie reconnaît les quatre républiques issues de l'éclatement de la Yougoslavie.
- 17 janvier 1992 : Le ministre des Affaires Étrangères turc annonce que la Turquie va reconnaître simultanément l'indépendance de la Slovénie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine.
- 23 janvier 1992 : Le Président serbe S. Milošević et le ministre des Affaires Étrangères V. Jovanović se rendent à Ankara. Ils demandent aux dirigeants turcs de ne pas appuyer la partition de la Yougoslavie et plus particulièrement, de ne pas reconnaître la Bosnie-Herzégovine.
- 31 janvier 1992 : L'ambassadeur de Yougoslavie à Ankara est rappelé à Belgrade.
- 6 février 1992 : La Turquie reconnaît simultanément les quatre républiques ex-yougoslaves.
- mars 1992 : Début des hostilités en Bosnie-Herzégovine.
- 15 mars 1992 : Accord sur l'ouverture d'un consulat turc à Sarajevo.
- 17 mars 1992 : Le Vice-président de la Bosnie-Herzégovine, Muhammed Cengiz, se rend en Turquie. Un accord de coopération économique est signé.
- 15 avril 1992 : Intervention de la Turquie auprès de l'OCI et de la CSCE pour que soit reconnu l'État bosniaque. Le ministère des Affaires Étrangères décide de l'envoi d'une mission, présidée par l'ambassadeur Ömer Ersun, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie (16-22 avril).
- 18 avril 1992 : Dans un message adressé à plusieurs leaders mondiaux (États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Égypte, Arabie saoudite et Iran), le Président Özal demande une

¹³³³ Pour une présentation des événements et des interventions de la communauté internationale et de la Turquie dans le conflit en Bosnie-Herzégovine, voir Ismail Soysal, Şule Kut, *Dağılan Yugoslavya ve Bosna-Herzek sorunu : olaylar-belgeler, 1990-1996*, Istanbul, ISIS, 1997 pp. 3-144.

intervention plus énergique de la communauté internationale pour la résolution du conflit bosniaque.

- 26 mai 1992 : L'ambassadeur de Turquie à Belgrade est rappelé.
- 29 mai 1992 : Le Président Özal réitère ses appels auprès de l'ONU et de l'OTAN pour une intervention dans le conflit bosniaque.
- 17 juin 1992 : Le ministre des Affaires Étrangères turc déclare que la Turquie est prête à intervenir militairement si l'ONU lui en fait la demande. Cette proposition sera ensuite régulièrement réitérée.
- 17-18 juin 1992 : Réunion extraordinaire des ministres des Affaires Étrangères de l'OCI à Istanbul. Les agressions des Serbes sont condamnées et un appel à l'aide pour les musulmans de Bosnie-Herzégovine est lancé.
- 8 juillet 1992 : Sur le chemin d'Helsinki (conférence de la CSCE), le ministre des Affaires Étrangères, Hikmet Çetin, s'arrête à Zagreb. Il rencontre Alija Izetbegović.
- 9 juillet 1992 : A la conférence de la CSCE à Helsinki, le Premier ministre Demirel insiste sur la nécessité d'une intervention militaire internationale en Bosnie-Herzégovine et rappelle que la Turquie est prête à participer.
- 11 juillet 1992 : La Turquie envoie un bâtiment participer à la force navale chargée de contrôler l'application de l'embargo contre la RFY.
- 12 juillet 1992 : Sur le chemin du retour d'Helsinki, Hikmet Çetin s'arrête de nouveau à Sarajevo.
- 7 août 1992 : La Turquie soumet au Conseil de sécurité des Nations unies un plan d'action pour la Bosnie-Herzégovine.
- 12 août 1992 : Le nouveau Premier ministre de la RFY, Milan Panić, se rend à Ankara. Il demande à la Turquie de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures bosniaques.
- 16-22 août 1992 : Visite d'une délégation diplomatique turque à Belgrade et Sarajevo.
- 26 août 1992 : Lors de la conférence de Londres, la Turquie signe avec les quatre républiques ex-yougoslaves un protocole sur l'établissement des relations diplomatiques.
- 14 octobre 1992 : Ankara annonce l'envoi d'ambassadeurs dans les quatre républiques ex-yougoslaves.
- 30 octobre 1992 : Visite d'Izetbegović en Turquie.
- 4 novembre 1992 : Visite des médiateurs Lord Owen et Cyrus Vance en Turquie.
- 20 novembre 1992 : La Turquie saisit la commission des droits de l'homme de l'ONU sur les massacres commis contre les Bosniaques.
- 25 novembre 1992 : Réunion à Istanbul des ministres des Affaires Étrangères des pays balkaniques consacrée à la situation en Bosnie-Herzégovine. La RFY n'est pas invitée et la Grèce décline l'invitation.
- 1-2 décembre 1992 : A l'initiative de la Turquie, une nouvelle réunion extraordinaire des ministres des Affaires Étrangères des pays de l'OCI est organisée à La Mecque. Les ministres réunis donne jusqu'au 15 janvier au Conseil de Sécurité de l'ONU pour prendre des mesures concrètes sur le dossier bosniaque. Cet ultimatum n'est accompagné d'aucune pression.
- 9 décembre 1992 : La Serbie déclare la Turquie responsable des décisions de l'ONU.

1993

- 8 janvier 1993 : Visite en Turquie du ministre des Affaires Étrangères bosniaque, Haris Silajdžić.
- 2 février 1993 : Dans une circulaire envoyée aux ambassadeurs en poste en Turquie, le ministère des Affaires Étrangères exprime son opposition au plan de paix.
- 15 février 1993 : Le Président Turgut Özal se rend en Croatie lors de sa tournée balkanique.
- 2 mars 1993 : La Turquie envoie 30 tonnes de nourriture et de médicaments à la Bosnie-Herzégovine.
- 19 avril 1993 : Les premiers F-16 turcs participant à la force internationale de contrôle de l'application de l'embargo arrivent en Italie à la base de Ghedi.
- 30 avril - 2 mai 1993 : Visite du Président Tudjman en Turquie. Signature du protocole sur l'ouverture d'une ligne de crédit de 100 millions de dollars à la Croatie.
- 18-21 juin 1993 : Visite d'A. Izetbegović en Turquie.
- 24-26 septembre 1993 : Le ministre des Affaires Étrangères, H. Çetin, se rend à Zagreb dans le but d'œuvrer à un rapprochement entre les Croates et les musulmans de Bosnie.
- 21 décembre 1993 : Visite du ministre de l'Intérieur bosniaque et du chef du département des affaires religieuses de Bosnie-Herzégovine, Mustafa Cerić, en Turquie.
- 27-28 décembre 1993 : Visite du Premier ministre bosniaque, Haris Silajdžić, en Turquie.
- 29 décembre 1993 : Le Président Demirel envoie un message à divers chefs d'État leurs demandant d'adopter une attitude déterminée lors des négociations de Genève.

1994

- 2 février 1994 : Visite du Premier ministre turc Tansu Çiller et de Benazir Butto à Sarajevo et à Zagreb. Tansu Çiller signe un accord de coopération avec le Premier ministre bosniaque.
- 7 février 1994 : Signature d'un protocole sur la restauration du pont de Mostar.
- 24 mars 1994 : Le Conseil de sécurité accepte la participation de 2 700 soldats turcs à la FORPRONU.
- 25 mars 1994 : Les Serbes déclarent que de graves incidents éclateront si des soldats turcs sont déployés en Bosnie-Herzégovine.
- 8 avril 1994 : Visite du ministre des Affaires Étrangères bosniaque, I. Ljubijankić, en Turquie.
- juin 1994 : Début du déploiement de 1 458 soldats turcs près de Zenica en Bosnie centrale (déploiement effectif le 7 juillet).
- 1^{er} juillet 1994 : Visite à Ankara des ministres des Affaires Étrangères bosniaque et croate.
- 15-16 juillet 1994 : Visite du Président Süleyman Demirel en Croatie et en Bosnie-Herzégovine.
- 17 juillet 1994 : Süleyman Demirel s'entretient avec A. Izetbegović et F. Tudjman sur l'île de Brioni.
- 29 octobre 1994 : Visite du ministre de la Santé bosniaque, B. Ljubić, en Turquie.
- 5-6 décembre 1994 : Le Premier ministre Tansu Çiller critique l'inaction de l'Occident lors du sommet de l'OSCE à Budapest.
- 23 décembre 1994 : Visite du Premier ministre bosniaque, Haris Silajdžić, en Turquie.

1995

- 9 février 1995 : Visite du ministre des Affaires Étrangères bosniaque à Ankara.
- 9-14 février 1995 : Visite d'une délégation parlementaire turque en Bosnie-Herzégovine et en Croatie
- 27-28 février 1995 : Visite du Président Demirel à Zenica et à Zagreb. La sécurité de son passage ne pouvant être assurée, sa visite à Sarajevo est annulée.
- juin 1995 : Renouvellement des troupes turques déployées à Zenica. Le 25 juin, le colonel Mehmet Ali Erdoğan transmet la direction du contingent turc au colonel Ahmet Berberoğlu.
- 13 juillet 1995 : Le porte-parole du ministère des Affaires Étrangères condamne l'inaction de l'ONU et de la communauté internationale après la chute de Srebrenica.
- 21 juillet 1995 : Tournée du Président Demirel dans les Balkans. Il se rend à Zenica où il rencontre Alija Izetbegović et à Zagreb où il rencontre Franjo Tudjman.
- 29 juillet 1995 : Le ministre d'État en charge des droits de l'homme, Algan Hacaloğlu, se rend en Bosnie-Herzégovine.
- 29 juillet 1995 : 5 000 Turcs manifestent à Konya contre l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie-Herzégovine.
- 2-3 août 1995 : Une conférence sur la violation des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine est organisée à Istanbul.
- 9 août 1995 : Un accord de coopération militaire dans le domaine scientifique et technique est signé avec la Bosnie-Herzégovine.
- 3-5 septembre 1995 : Visite en Turquie du Président Izetbegović.
- 5 septembre 1995 : Rencontre tripartite entre le Premier ministre Tansu Çiller, le Président Izetbegović et Richard Holbrooke lors de la visite en Turquie d'Alija Izetbegović.
- 28 septembre 1995 : Rencontre à New York entre les ministres des Affaires Étrangères turc, bosniaque et croate.
- 6-7 octobre 1995 : L'OCI décide de fonder un groupe de coordination de l'assistance à la Bosnie-Herzégovine (Groupe de Mobilisation de l'Assistance, GMA). La Turquie en assure la présidence.
- 23 octobre 1995 : Signature d'un accord tripartite sur les forces de police lors de la rencontre des Présidents Demirel, Tudjman et Izetbegović à New York.
- 4 novembre 1995 : Une mission diplomatique turque est envoyée à Belgrade. Premiers contacts pour la normalisation des relations entre les deux pays.
- 21 novembre 1995 : Accords de Dayton. Les accords seront officiellement signés à Paris le 14 décembre.
- 28 novembre 1995 : Visite du Premier ministre Tansu Çiller en Bosnie-Herzégovine. Inauguration d'un bureau de TICA à Sarajevo.
- 3 décembre 1995 : 50 policiers turcs sont envoyés en Bosnie-Herzégovine encadrer le retour des partisans du rebelle Fikret Abdić à Bihać.
- 20-21 décembre 1995 : Conférence de Bruxelles sur la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine. La Turquie annonce qu'elle débloque 6 millions de dollars pour rembourser la dette contractée par les Bosniaques auprès de la Russie pour les livraisons de gaz naturel. Moscou menaçait de couper l'approvisionnement en gaz de la Bosnie-Herzégovine si cette dette n'était pas remboursée.

- décembre 1995 : Rencontre entre les dirigeants militaires des deux pays pour mettre au point les modalités de la coopération bilatérale dans le domaine de la formation.

1996

- 22 janvier 1996 : Protocole de coopération militaire portant sur l'entraînement des forces bosniaques.
- 7 mars 1996 : La Turquie envoie 27 policiers participer à l'International Police Task Force.
- 15 mars 1996 : Organisation à Istanbul, sous les auspices de la Turquie et des États-Unis, d'une conférence destinée à réunir des contributions internationales pour la formation de l'armée de la fédération croato-bosniaque.
- 12-13 avril 1996 : A la deuxième conférence internationale sur les contributions à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine, tenue à Bruxelles, la Turquie s'engage à ouvrir une ligne de crédit de 80 millions de dollars.
- avril 1996 : Durant une visite d'une délégation du comité de travail sur la Bosnie-Herzégovine du DEİK en Bosnie-Herzégovine, deux entreprises turques créent avec la banque centrale bosniaque, une banque turco-bosniaque.
- 13-17 mai 1996 : Visite du ministre de la Défense bosniaque, Hasan Cengić, en Turquie.
- 20 mai 1996 : Les 200 premiers soldats et officiers de la fédération croato-bosniaque arrivent en Turquie.
- 24 mai 1996 : Visite du Premier ministre Mesut Yılmaz en Bosnie-Herzégovine. Il signe un accord sur le déblocage de 20 millions de dollars de crédits (sur les 80 promis en avril).
- 27 mai 1996 : Rencontre tripartite à Ankara entre les ministres des Affaires Étrangères de la Turquie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine. Les trois ministres se mettent d'accord sur la mise en place d'une ligne ferry de Mersin à la Bosnie-Herzégovine et d'une ligne aérienne Istanbul-Sarajevo-Zagreb, sur l'ouverture d'un bureau de TICA à Zagreb et sur l'observation des élections à Mostar par un comité tripartite.
- 17-19 juin 1996 : Visite du Président Demirel en Bosnie-Herzégovine. Il est accompagné du chef d'état-major turc et du ministre des Affaires Étrangères. Le Président Demirel annonce qu'un quart des 80 millions de crédits promis par la Turquie à la Bosnie-Herzégovine, soit 20 millions, sont transformés en dons. Il rend visite au contingent turc déployé à Zenica et inaugure un consulat turc à Mostar.
- 19-21 juin 1996 : Visite du Président Tudjman en Turquie. Signature d'un accord de coopération militaire.
- 8 juillet 1996 : Le parti islamiste de Turquie, le Refah, forme un gouvernement avec le Parti de la juste voie (DYP).
- 5-7 août 1996 : Visite d'Alija Izetbegović à Ankara.
- 20-26 août 1996 : Le premier groupe de soldats entraînés en Turquie est remplacé par un nouveau contingent.
- 14 septembre 1996 : La Turquie envoie 25 observateurs aux élections en Bosnie-Herzégovine.
- 30 septembre 1996 : Inauguration d'un vol régulier de Turkish Airlines sur Sarajevo.

1997

- mars 1997 : Inauguration d'une branche de Ziraat Bank à Sarajevo.
- 2 avril 1997 : Rencontre à Istanbul du comité de suivi de la paix en Bosnie-Herzégovine.
- 19 mai 1997 : Visite du ministre de la Défense bosniaque en Turquie.
- 8-9 juin 1997 : Visite d'Alija Izetbegović à Ankara.
- 30 juin 1997 : Après la démission du Premier ministre turc, un nouveau gouvernement est formé sous la direction de Mesut Yılmaz.
- 1^{er} octobre 1997 : Signature d'un protocole de coopération dans des domaines variés entre les gouvernements turc et bosniaque.
- 3-5 novembre 1997 : Sommet de Crète. Le Président Milošević y conduit des entretiens bilatéraux avec le Premier ministre turc Mesut Yılmaz, le Premier ministre albanais Fatos Nano et le Président Gligorov.
- novembre 1997 : Signature d'un accord sur la donation d'un million de dollars pour la reconstruction du pont de Mostar.

1998

- 20 janvier 1998 : Visite officielle en Turquie des trois co-présidents du Conseil des ministres bosniaque.
- 21 janvier 1998 : Signature d'un accord sur la protection et l'encouragement des investissements réciproques et d'un accord sur les transports autoroutiers.
- 20-25 janvier 1998 : Visite du président du parlement turc, H. Çetin, en Croatie (20-22 janvier) et en Bosnie-Herzégovine (22-25 janvier).
- 28-31 janvier 1998 : Visite du ministre de la Défense turc, İzzet Sezgin, en Bosnie-Herzégovine.
- 28 février 1998 : Inauguration du programme culturel mis au point par les deux ministères de la Défense (expositions sur la guerre en Bosnie-Herzégovine, etc.).
- 2-6 mars 1998 : Première réunion de la commission économique mixte (JEC) turco-bosniaque. Un protocole de coopération sur les relations économiques et commerciales, les transports et télécommunications et l'agriculture est signé à l'issue de cette rencontre.
- 12-13 mars 1998 : Visite du ministre de la Culture turc, İ. Talay, en Bosnie-Herzégovine.
- 14 avril 1998 : Visite du ministre des Affaires Étrangères, İsmail Cem, en Bosnie-Herzégovine.
- 9-11 mai 1998 : Quatrième conférence internationale sur les contributions à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine. La Turquie promet de débloqué les 20 millions de dollars avant la fin de l'année.
- 19 juin 1998 : Visite d'une délégation parlementaire bosniaque en Turquie.
- 8-9 juin 1998 : Le ministre des Affaires Étrangères de la RFY se rend à Istanbul pour la réunion des ministres des Affaires Étrangères des Balkans. La Croatie et la Bosnie-Herzégovine n'envoient que des observateurs. A la demande du ministre serbe, la déclaration finale ne fait pas mention du Kosovo. Une déclaration séparée sur le Kosovo est adoptée par les autres ministres. Z. Jovanović accorde de nombreux entretiens à la presse turque durant ce séjour.
- 21-23 juin 1998 : Visite en Turquie du Président de la fédération bosniaque, Ejup Ganić.
- 30 juin 1998 : Visite d'Alija Izetbegović en Turquie.

- 5 août 1998 : Visite d'une délégation gouvernementale turque en Bosnie-Herzégovine.
- 29 août 1998 : Voyage en Bosnie-Herzégovine du Vice-premier ministre Bülent Ecevit. L'accord sur le déblocage de 20 millions de dollars de dons est signé.
- 8 octobre 1998 : Le parlement turc ratifie la participation de l'armée turque à une possible mission de l'OTAN destinée à rétablir la paix au Kosovo.
- 12-13 octobre 1998 : Le Premier ministre Momir Bulatović représente la RFY au sommet d'Antalya. Il est accompagné du ministre des Affaires Étrangères, Z. Jovanović. Entretiens bilatéraux Bulatović-Yılmaz et Jovanović-Cem à cette occasion. La Croatie et la Bosnie-Herzégovine n'envoient des représentants qu'à titre d'observateurs.
- 25 novembre 1998 : Le gouvernement Yılmaz est renversé par le parlement.

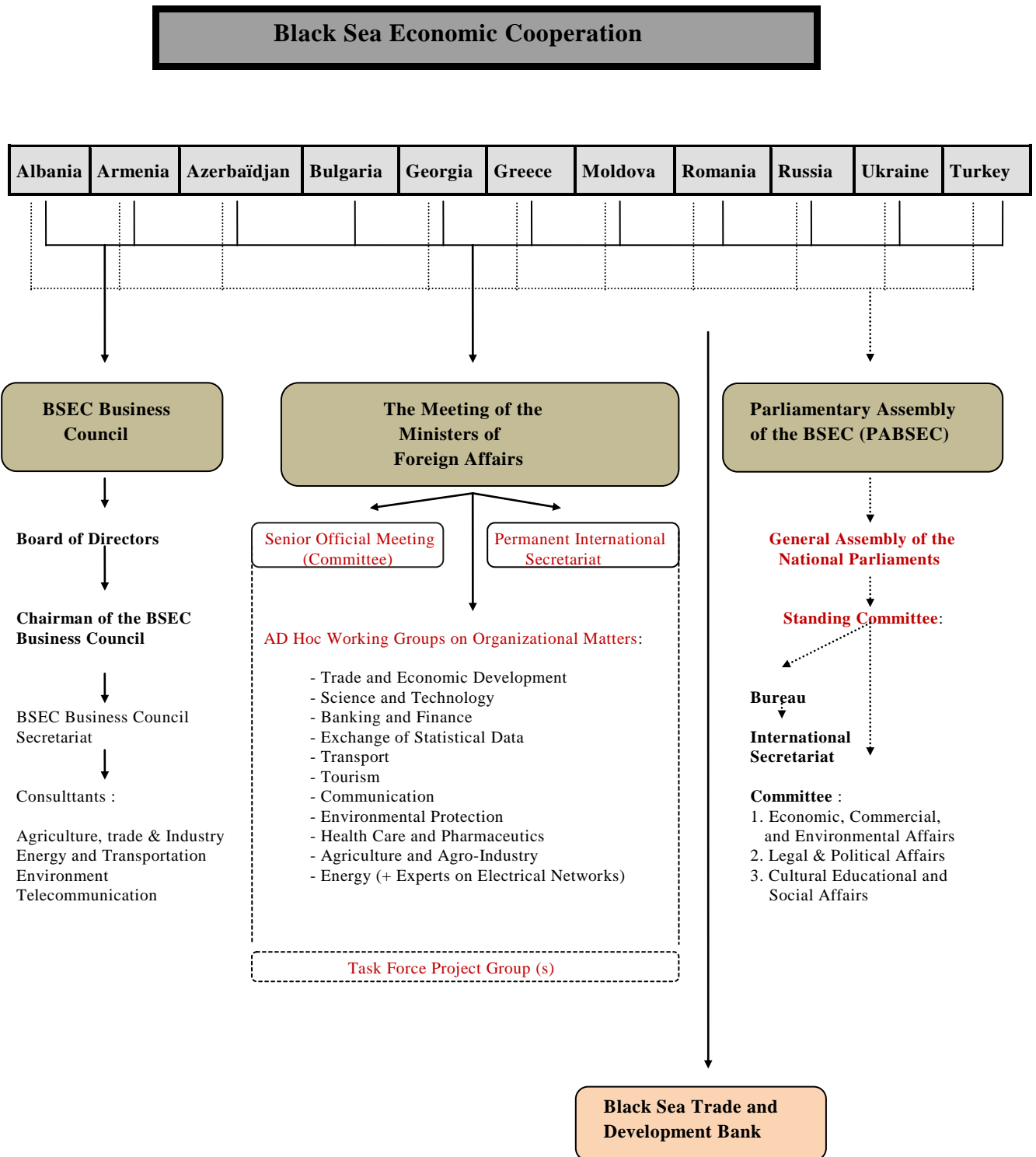
1999

- 25 mars 1999 : Début des bombardements de l'OTAN sur la RFY. La Turquie rapatrie son personnel diplomatique. L'ambassadeur de la RFY à Ankara n'est pas rappelé.
- 18 avril 1999 : Les élections législatives en Turquie consacrent la nouvelle popularité de Bülent Ecevit et celle, moins attendue, du parti nationaliste MHP.
- Avril 1999 : Le Croissant Rouge turc construit deux camps de réfugiés pour les Kosovars en Albanie et en Macédoine d'une capacité d'accueil de 5 000 places chacun.
- 28 mai 1999 : Formation d'un nouveau gouvernement en Turquie sous la direction de Bülent Ecevit (coalition DSP/MHP/ANAP).
- 10 juin 1999 : Fin des bombardements de la RFY. L'aviation turque, basée à Ghedi (Italie), totalise 2 115 heures de vols. La Turquie a accueilli un total de 18 000 réfugiés sur son territoire (dont 7 600 placés dans le camp de Kırklareli en Thrace) et a dépensé un total de 40 millions de dollars (sur son budget 1999) pour le Kosovo, 35 millions pour les réfugiés et 5 millions pour des projets de reconstruction au Kosovo.
- 21-23 juin 1999 : Visite d'une délégation gouvernementale turque en Bosnie-Herzégovine.
- 24 juin - 1^{er} juillet 1999 : Une délégation gouvernementale turque (représentants du Croissant Rouge, du ministère de la Santé, de l'Union des constructeurs, etc.) se rend au Kosovo pour évaluer les dégâts afin de mettre au point un plan d'action pour le Kosovo.
- 4 juillet 1999 : Arrivée du contingent turc de la KFOR (un millier d'hommes déployé dans la région de Dragaš et Prizren, à la frontière albano-macédonienne, où se trouvent de nombreux Turcs)
- 19 juillet 1999 : İsmail Cem rend visite au contingent turc déployé au Kosovo.
- juin / juillet 1999 : Les Albanais du Kosovo réfugiés en Turquie retournent au Kosovo (plus de 15 000 départs enregistrés au 20 juillet).
- 29 juillet 1999 : İsmail Cem se rend au sommet de Sarajevo sur la stabilité dans le sud-est européen
- 3 août 1999 : Visite en République turque du nord de Chypre du ministre de l'Éducation et de la Culture de Bosnie-Herzégovine. Vives réactions de la partie grecque contre cette reconnaissance indirecte de la république chypriote turque.
- 10 août 1999 : Visite d'une journée du Président Demirel au Kosovo. Il rencontre les représentants de la minorité turque et rend visite à l'unité turque déployée dans le cadre de la KFOR.
- 30 août 1999 : L'ambassade de Turquie à Belgrade reprend ses activités.

LA ZONE DE COOPERATION ÉCONOMIQUE DE LA MER NOIRE

- Étapes préliminaires : (1) 19-20 décembre 1990 à Ankara ; (2) 12-13 mars 1991 à Bucarest ; (3) 21-23 avril 1991 à Sofia ; (4) 12-13 juillet 1991 à Mahabind (banlieue de Moscou) ; (5) 3 février 1992 à Istanbul, signature d'un document final entre neuf pays (la Grèce et l'Albanie rejoindront le groupe par la suite) ; (6) le 25 juin à Istanbul, la Déclaration de coopération économique de la mer Noire (Déclaration d'Istanbul ou Déclaration du "Bosphore") est signée par 11 pays.
- Réunions du Conseil des ministres des Affaires Étrangères : (1) décembre 1992 : Antalya; (2) juillet 1993 : Istanbul; (3) décembre 1993 : Sofia; (4) juin 1994 : Tbilissi; (5) avril 1995 : Athènes ; (6) novembre 1995 : Chişinău; (7) avril 1996 : Bucarest ; (8) octobre 1996 : Moscou; (9) avril 1997 : Istanbul ; réunion spéciale organisée en février 1998 à Istanbul ; (10) octobre 1997 : Kiev ; (11) mai 1998 : Erevan ; (12) octobre 1998 : Sofia ; (13) avril 1999 : Tbilissi.
- Sommets des chefs d'États : (1) sommet inaugural à Istanbul en juin 1992 ; (2) Bucarest, juin 1995 ; (3) Moscou, octobre 1996, (4) Yalta, juin 1998.
- Au sommet des chefs État organisé à Yalta en juin 1998, la charte de la ZCEMN fut signée. La ZCEMN devint alors une organisation internationale.

Les structures de la ZCEMN



Source: BSEC. *From Common Interests to Joint Actions*, Istanbul, BSCE Permanent International Secretariat, Second Edition, 1997, p. 31.

BLACK SEA ECONOMIC COOPERATION SUMMIT DECLARATION ON BLACK SEA ECONOMIC COOPERATION, ISTANBUL, 25 JUNE 1992

SUMMIT DECLARATION ON BLACK SEA ECONOMIC COOPERATION

The Heads of State or Government of Albania, Armenia, Azerbaijan, Bulgaria, Georgia, Greece, Moldova, Romania, Russia, Turkey and Ukraine;

1. Taking into account the profound and rapid changes in Europe and the determination of the peoples of the continent to shape a new era of peace and security on the basis of the principles laid down in the Helsinki Final Act and follow-up CSCE documents and particularly in the Charter of Paris for a new Europe,

2. Recognizing that a prosperous and united Europe will evolve on shared values such as democracy based on human rights and fundamental freedoms, prosperity through economic liberty and social justice, and equal security for all our countries,

3. Taking into consideration the potential of the Participating States and the opportunities for enhancing for enhancing the mutually advantageous economic cooperation arising from their geographic proximity and from the reform process and structural adjustments,

4. Conscious of the importance of the environmental problems of the Black Sea for the well-being of their peoples and recognizing that it is vital to ensure the environmental sustainability of their economic development,

5. Confirm the intention to develop economic cooperation as a contribution to the CSCE process, to the establishment of a Europe-wide economic area, as well as to the achievement of a higher degree of integration of the Participating States into the world economy,

6. Share the common objectives to achieve the further development and diversification of both bilateral and multilateral cooperation among them as well as with other interested countries, to foster their economic, technological and social progress, and to encourage free enterprise,

7. Agree that their economic cooperation will be developed in a manner not contravening their obligations and not preventing the promotion of the relations of the Participating States with third parties, including international organizations as well as the EC and the cooperation within the regional initiatives,

8. Aim to ensure that the Black Sea becomes a sea of peace, stability and prosperity, striving to promote friendly and good-neighborly relations,

9. Declare that the economic cooperation among the Participating States will be developed on the basis of the principles of the Helsinki Final Act and the decisions in the subsequent CSCE documents, as well as of the other universally recognized principles of international law,

10. Agree that the economic cooperation will be promoted gradually and, while determining the priorities in this process, they will take into account the specific economic conditions, interests and concerns of the countries involved, and particularly the problems of the countries in transition to market economy,

11. Affirm that the whole economic cooperation among their countries is open for the participation of other interested States recognizing the provisions of this Document. As regards projects of common interests, individual countries, their economic and financial institutions, enterprises and firms as well as regional and international economic and financial institutions could be involved in their realization.

12. Decide to develop comprehensive multilateral and bilateral Black Sea economic cooperation, covering the various fields of activity as specified below,

13. Affirming their determination to make best use of all possibilities and opportunities for expanding and multiplying their cooperation in the fields of economics, including trade and industrial cooperation, of science and technology and of the environment, the Participating States declare that they will take from now on concrete steps in this process by identifying, developing and carrying out, with the participation of their competent organizations, enterprises and firms, projects of common interest, inter alia, in the following areas:

transport and communications, including their infrastructure;
informatics;
exchange of economic and commercial information, including statistics;

standardization and certification of products;
energy;
mining and processing of mineral raw materials;
tourism;
agriculture and agro-industries;
veterinary and sanitary protection;
health care and pharmaceuticals;
science and technology,

1. In order to promote their cooperation, the Participating States will act to improve the business environment and to stimulate individual and collective initiative of the enterprises and firms directly involved, mainly by:

- facilitating via bilateral negotiations, the prompt entry, stay and free movement of businessmen in their respective territories and encouraging direct contacts among enterprises and firms;
- providing support for small and medium-sized enterprises;
- contributing to the expansion of their mutual trade in goods and services and ensuring conditions favorable to such development by
- continuing their efforts to further reduce or progressively eliminate obstacles of all kinds, in a manner not contravening their obligations towards third parties;
- ensuring appropriate conditions for investment, capital flows and different forms of industrial cooperation, notably by concluding and putting into effect, in the near future, agreements on the avoidance of double taxation and on the promotion and protection of investments;
- encouraging the exchange of information on international tenders organized in the Participating States so as to give the opportunity to their enterprises and firms to participate therein, in accordance with the national rules and practices;
- encouraging cooperation in free economic zones.

1. The Participating States will take appropriate steps, including by promoting joint projects for the protection of the environment, particularly the preservation and the improvement of environment of the Black Sea, and the conservation, exploitation and development of its bio-productive potential,

2. The Participating States will consider or encourage the conclusion of appropriate credit and financial arrangements at governmental and non-governmental level and will seek to mobilize funds, including through international institutions and third parties, for the purpose of expanding their mutual economic and commercial cooperation and implementing specific projects of common interest in the Black Sea area. In this context, they will consider the possibilities and the ways of establishing a "Black Sea Foreign Trade and Investment Bank."

3. Meetings of the Foreign Ministers of the Participating States will be convened regularly on rotation basis, at least once a year, to review progress and to define new targets. By common understanding, ad hoc and permanent working groups of experts are to be set up to propose the necessary arrangements concerning the cooperation in different fields. The Participating States consider that at this stage of their cooperation it is necessary to ensure institutional flexibility. Representatives of the business community should be invited to this process so as to benefit from their practical experience.

4. Those States which commit themselves to the observance of the provisions of the present document can join, with the approval of the Participating States, the whole process of cooperation. Organizations, enterprises and firms of third parties will also be given the possibility of indicating their interest in projects of common interest and, in case of agreement, of taking part in their implementation. Regional and international economic and financial institutions may also contribute in the carrying out of these projects.

***SOFIA DECLARATION ON GOOD-NEIGHBOURLY RELATIONS, STABILITY,
SECURITY AND CO-OPERATION IN THE BALKANS
SOFIA, 7 JULY 1996***

The Ministers of Foreign Affairs and Heads of delegations of countries of South Eastern Europe met in Sofia on 6-7 July 1996. Ministers Theodor Melescanu, Milan Milutinovic, Theodoros Pangalos, Gueorgui Pirinski, Under-Secretary Onur Oymen, Deputy-Ministers Dr. Hasan Dervishbegovic and Arian Starova attended¹³³⁴.

Representatives of Austria, as Chairman-in-Office of the CEI; Croatia; France; Germany; Hungary; Ireland, as Presidency of the EU; Italy; Russian Federation, also in its capacity of Chairman of the BSEC; Slovenia; Switzerland, as Chairman-in-Office of the OSCE; United Kingdom; United States of America; the High Representative Carl Bildt, the Secretary-General of the Council of Europe Daniel Tarschys, representatives of the UN, UNECE, European Commission, EBRD and the World Bank also attended. The Prime Minister of the Republic of Bulgaria, Mr. Jean Videnov, addressed the meeting.

Messages to the Meeting were received from Russian President Boris Yeltsin, US President William Clinton, UN Secretary-General Boutros Boutros-Ghali, French Prime Minister Alain Juppe, President of the EC Jacques Santer, Russian Minister of Foreign Affairs and Chairman of BSEC Evgueni Primakov, Austrian Minister of Foreign Affairs and Chairman-in-Office of the CEI Wolfgang Schussel.

The Ministers of Foreign Affairs convened their meeting at a time of crucial importance for the future of the region. Time has come for a new beginning of inter-State relations between the countries of the region and for developing a comprehensive multilateral co-operation. They pointed out that as a result of the profound changes in Europe which started in 1989 the principles of democracy and market economy, respect for fundamental human rights and freedoms and the rule of law have become common values. With peace in Bosnia and Herzegovina a window of historic opportunity opens to fulfill the hopes and expectations of their peoples to live in lasting peace and prosperity.

The Ministers pointed out that multilateral co-operation in the Balkans has its pre-history and traditions. The meetings of the Foreign Ministers of the Balkan countries in Belgrade 1988 and in Tirana 1990, indicated substantial interest and introduced prospects to engage in a broad range of activities in the political, economic and humanitarian fields.

Taking into consideration positive past experience and new developments, the Ministers committed themselves that every effort shall be made to transform the region into an area of stability, security and co-operation in line with the general developments throughout Europe. These endeavours are aimed at contributing to the construction of a new Europe - a Europe of democracy, peace, unity and stability, thus enabling all nations in the region to live together in peace with each other as good neighbours.

The Ministers agreed to launch a comprehensive process of multilateral co-operation in the following areas: enhancing good-neighbourly relations including confidence and security-building measures; development of economic co-operation through cross-border co-operation, upgrading transport, telecommunications and energy infrastructures, trade and investment promotion; development of humanitarian, social and cultural contacts; co-operation in the field of justice, combat of organised crime, illicit drug and arms trafficking and elimination of terrorism.

The Ministers stressed the importance of the improvement of multilateral political dialogue and co-operation at all levels and on all issues of common interest. They took note of the idea to establish a Consultative assembly of the Parliaments of the participating states.

The Ministers considered the prospects for multilateral co-operation in European perspective and as deriving from the common aspirations of each country of the region to integrate into Europe. In this connection they expressed their readiness to interact with other initiatives for regional co-operation in South-Eastern Europe with mutually reinforcing effect, stressing particularly the significance of the initiative of the European Union as well as the South-East European Co-operative Initiative. They also stated their willingness to develop co-operation on matters of common interest with the countries of the Black Sea Economic Co-operation and the Central European Initiative.

ENHANCING STABILITY, SECURITY AND GOOD-NEIGHBOURLINESS GOOD-NEIGHBOURLY RELATIONS

¹³³⁴ Dans la mesure où la République de Macédoine n'est pas reconnue sous son nom par certains pays de la région, mais l'est par d'autres, et afin de contourner cette controverse, seuls les noms des ministres sont mentionnés. En revanche, les pays présents en tant qu'observateurs sont mentionnés en toutes lettres.

The Ministers pointed out that lasting good-neighbourly relations between the countries of the region based on universally recognised principles of inter-state relations set forth in the United Nations Charter, the Helsinki Final Act and the Paris Charter for a New Europe, are indispensable prerequisites for promoting the comprehensive process of multilateral co-operation. In this respect they expressed their determination to respect and put into practice all ten principles - sovereign equality, respect for rights inherent in sovereignty, refraining from the threat of use of force, inviolability of frontiers, territorial integrity of States, peaceful settlement of disputes, non-interference in internal affairs, respect for human rights and fundamental freedoms, including the freedom of thought, conscience, religion or belief, equal rights and self-determination of peoples, co-operation among States, fulfillment in good faith of obligations under international law. They stressed that all principles apply equally and unreservedly, each of them being interpreted taking into account the others. They focused on the importance of implementing UN Resolutions 48/80-B and 50/80-B on developing of good-neighbourly relations among Balkan States. They also expressed support to the ongoing process of full normalisation of the relations between the countries of the former Yugoslavia and the favourable conditions it creates for promoting good-neighbourly relations.

CONFIDENCE- AND SECURITY-BUILDING MEASURES

The Ministers shared the view that confidence- and security-building measures (CSBMs) are of particular importance for enhancing peace and stability in the Balkans. They stressed the significance of bilateral CSBM agreements signed so far, complementary to the Vienna Document 1994. They agreed on the need for exploring the potential for developing CSBMs with a regional scope of application. They expressed support for a meeting of the Ministers of Defence of the Balkan States to be held in Sofia.

OVERALL IMPLEMENTATION OF THE PEACE AGREEMENT

The Ministers stressed the importance of the General Framework Agreement for peace in Bosnia and Herzegovina for enhancing stability and security in the region and the need for its full and strict implementation by the signatory parties. They confirmed the willingness of their respective countries to contribute to the consolidation of the peace process in all its aspects. They shared the view that multilateral co-operation in the Balkans will effectively contribute to the success of the Peace implementation process. They expressed their understanding that constructive joint efforts by both the international community and the countries of the region, give new prospects for solving unsettled issues and differences and for transforming this part of Europe into a region of lasting peace and co-operation. The Ministers emphasized that rapid reconstruction and economic recovery, with equal respect for interests and needs of all parties, is of prime importance for the lasting peace and stability in Bosnia and Herzegovina.

The Ministers stressed the importance of holding the elections in Bosnia and Herzegovina within the deadline set in the Peace Agreement. Free and democratic elections represent a foundation of bodies and institutions, rebuilding confidence and common life in Bosnia and Herzegovina.

The Ministers commended the signing of the Agreement on the Sub-regional Arms Control in Florence on 14 June 1996 which they assessed as a major contribution to the implementation of the Dayton Agreement and the strengthening of the peace process.

They stressed that the countries of the region have the potential to contribute to the success of the economic reconstruction through appropriate arrangements.

DEVELOPING MULTILATERAL REGIONAL ECONOMIC CO-OPERATION

The Ministers noted the existing potential for developing multilateral economic co-operation, despite the difficulties of economic transition or post - conflict reconstruction that various countries of the region are facing today. They emphasized the importance of accelerated development of regional economic co-operation for achieving lasting stability in the whole region. Efforts should be made for introducing European norms and standards in the field of production, investment, transfer of technologies, financing and trade with the objective of integrating most of the economies of their countries into the European economy.

Cross-border co-operation

The Ministers agreed to promote the development of cross-border co-operation on a bilateral and multilateral basis in the framework of the relevant EU programmes, including the elaboration of a regional programme for its development with the assistance of the EU and other international organisations and institutions. Such a programme will be directed towards the implementation of projects for improving border infrastructure, including road and railway communications with the border-crossing points, opening new border-check points, promotion of cross-border trade and tourism, protection of the environment. This co-operation will be developed on three different levels: State to State; region to region; people to people. The Ministers recommended to hold a meeting of the aid co-ordinators from their countries to analyse the state of implementation of existing programmes, identify priority projects of trans-regional dimension, identify the national

contributions of the different countries and elaborate new joint projects to be submitted for possible financing to the European Commission.

Transport, telecommunications and energy infrastructure

The Ministers stressed the necessity of accelerated infrastructure development in the region as an important factor for trade expansion, economic growth, as well as for overall regional stability. They reaffirmed the readiness of their countries to upgrade and modernise the transport, telecommunications and energy infrastructure in the region in interaction with the countries of the Black Sea Economic Co-operation and the Central European Initiative .

To this end they expressed their support for setting up a Trans-regional Centre for Transport Infrastructure in Sofia.

They also stressed the importance of the meeting of the Ministers of Transport of the BSEC participating States and the countries of the CEI, which will be held in November 1996, according to the decisions of the BSEC Ministerial in Bucharest. They focused on the importance of the European Crete corridors passing through the region. They agreed to work jointly with the EU, G-24 and ECE on the issues of infrastructure development, attracting investments and integrating the region in the Trans-European Networks.

The Ministers also noted the importance of developing the transport infrastructure of the region and expressed their appreciation to the relevant UNECE agreements; harmonising the transport legislation of the countries of the region with the EU legislation in that field, facilitating transport operations on bilateral basis , etc.

The Ministers took note of the idea for the establishment of a Balkan Agency for Transport Safety, which would be based on the European policy of integration and harmonisation of the system of flight control. The development of co-operation in the field of telecommunications and postal services, was defined as encouraging, as well as the steps to set up a Telecommunications co-ordination committee, a Balkan Postal pool and other initiatives, undertaken at the April 1996 Meeting of the Ministers of the Balkan countries responsible for posts and telecommunications.

Promotion of trade and investment

The Ministers discussed questions related to the promotion of trade and investment. They recommended the elaboration of measures for further trade facilitation, harmonising of trade practices and in general encouraging regional trade.

The Ministers agreed to improve Customs Authorities co-operation through the conclusion of relevant agreements in order to establish more efficient customs clearance procedures. They also noted that a positive contribution to further promotion of regional co-operation could be the conclusion of bilateral agreements on free trade areas in conformity with EU regulations as applicable, and in line with the provisions of the World Trade Organisation's agreements.

The Ministers agreed to support the activities of the Association of the Balkan Chambers of Commerce as an important venue for promoting the common interests of the business community in the region to expand and liberalise trade and for economic co-operation. The idea of creating a Regional Centre for trade promotion in one of the participating countries, to analyse trade policies in view of their harmonisation and further liberalisation was supported.

The Ministers confirmed the necessity for joint efforts aimed at creating a climate more conducive to attracting investments to the region encouraging and promoting economic growth throughout the region. They underlined the importance of concluding agreements in the fields of protection and encouragement of investments and prevention of double taxation among the countries of the region.

The Ministers called for the international financial institutions, the EU and individual countries with a considerable investment potential to take part in this process through joint initiatives including economic conferences, business fora, etc.

Protection of the environment

The Ministers confirmed the necessity of promoting regional co-operation in the environmental protection on the basis of bilateral and multilateral instruments as well as the Declaration of the Ministers of environment from the region of the ECE, adopted by the Third Ministerial conference "Environment for Europe" of October 1995. The need for common endeavours was noted with regard to the trans-boundary impact of air pollution and the effects of industrial and nuclear accidents as well as transshipment of hazardous wastes. In this respect the importance of assessing the trans-boundary environmental impact was emphasized.

In this context the Ministers called on the IFIs, G-24 and other relevant international organisations to support initiatives and projects of the countries in the area.

PROMOTION OF HUMANITARIAN, SOCIAL AND CULTURAL CO-OPERATION

The Ministers expressed their conviction that the protection of human rights and the promotion of free personal and professional contacts, represent an essential element for lasting stability and a climate of confidence in the region.

The Ministers stated their readiness for the promotion of social and cultural co-operation, for widening the scope for humanitarian co-operation and personal human contacts on the basis of their international obligations and universally recognised human rights and principles such as: freedom of travel for personal or professional reasons, free access to and dissemination of information, freedom of contacts on the basis of family ties, facilitating the reunification of divided families and promotion of free individual contacts in the field of science, culture, sports and tourism. Examining ways towards the elimination of visas in all South-Eastern European countries would be a positive step in this direction, taking into account their international obligations.

The Ministers recalled their statement in the Tirana Joint Communiqué that persons belonging to national minorities, have the right, within the existing constitutional order of their country, which guarantees equal rights and status for all, to freely express, preserve and develop their ethnic, cultural, linguistic and religious identity, and to enjoy all human rights and fundamental freedoms in full equality with other citizens.

Desire was expressed for promoting and expanding the cultural, scientific and educational co-operation between the countries in South-Eastern Europe and their institutions, competent in those spheres, not only in multilateral projects and initiatives within the region but also under the aegis of inter-governmental organisations in the spheres of culture, science and education.

Particular interest was expressed in the various forms of exchange in the areas of the arts and education. The Ministers underlined the importance of youth exchange as well as the development of direct contacts between cultural, scientific and educational institutions and the setting up of networks for co-operation in specific fields.

The respect for the cultural heritage and the exchange of information on the illicit traffic of objects of cultural value were also taken into consideration.

The important role of the mass media for overcoming the negative stereotypes of the past, for free flow of information and for better mutual acquaintance with the cultural diversity of the region was underlined. The Ministers agreed to encourage the involvement of non-governmental organisations and unions on the basis of professional, cultural and scientific interest into this process with the participation of representatives of all countries of the region.

ILLCIT DRUG AND ARMS TRAFFICKING AND CO-OPERATION IN THE FIELD OF JUSTICE, COMBAT OF ORGANISED CRIME, ELIMINATION OF TERRORISM

The Ministers stressed the need for closer co-operation in the field of justice, combat of organised crime, illicit drug and arms trafficking and elimination of terrorism. They agreed to elaborate a regional programme which will complement national efforts in this respect.

This programme should envisage inter alia the accession of all countries of the region to the relevant international conventions and their effective implementation; exchange of information on the legislation of the countries and the changes taking place in them; creation of modalities between the competent institutions for a quick response to requests for legal assistance.

The Ministers expressed their condemnation of all acts, methods and practices of terrorism, regardless of their motivation, in all its forms and manifestations and pointed out the need to take all necessary and effective measures, in accordance with relevant provisions of international law and international standards of human rights.

The Ministers underlined the importance of strengthening border controls and called for joint action against illegal and irregular migration. They proposed a semestrial review of the co-operation in this field. They encouraged the conclusion between States of the region of agreements concerning the re-admission of persons, illegally residing in each State's territory.

A common concern was expressed with regard to the proliferation of drug related criminal activities adversely affecting the countries of the Balkan region. A regional conference on combating the illicit cultivation, production, processing, trafficking, trade and use of narcotic drugs and psycho-tropic substances was proposed as a starting point for a more comprehensive co-operation among the participating countries and with the involvement of the relevant international bodies and programmes such as the UN International Drug Control, the relevant PHARE programmes and the Council of Europe Pompidou Group.

* * *

The Ministers expressed their belief that the above agreements shall contribute to the overall objective of stability, security and co-operation in Europe. They are convinced that they are in consonance with the EU Platform for action and the Royaumont process and accordingly expect that they will be fully supported by the European Union.

The Ministers expressed satisfaction with the results achieved and constructive spirit of their meeting. They shared the view that this represents a new beginning of multilateral regional co-operation. With that in view the Ministers decided to hold a meeting of their representatives in Sofia to examine the proposals presented during their meeting as well as to co-ordinate future action. It was agreed to hold the next meeting of the Ministers of Foreign Affairs of the countries of South-Eastern Europe in 1997 in Greece.

**CONVENTION CONCERNANT LE REGIME DES DETROITS SIGNEE A MONTREUX LE
20 JUILLET 1936**

**CONVENTION CONCERNANT LE REGIME DES DETROITS
SIGNEE A MONTREUX LE 20 JUILLET 1936**

Date de la mise en application provisoire: le 15 août 1936

Date de l'entrée en vigueur définitive : le 9 novembre 1936

SA MAJESTE LE ROI DES BULGARES, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTE LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SA MAJESTE LE ROI DES HELLENES, SA MAJESTE L'EMPEREUR DU JAPON, SA MAJESTE LE ROI DE ROUMANIE, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TURQUE, LE COMITE CENTRAL EXECUTIF DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES, ET SA MAJESTE LE ROI DE YOUGOSLAVIE;

Animés du désir de régler le passage et la navigation dans le détroit des Dardanelles, la mer de Marmara et le Bosphore, compris sous la dénomination générale de «Détroits», de manière à sauvegarder, dans le cadre de la sécurité de la Turquie et de la sécurité, dans la mer Noire, des Etats riverains, le principe consacré par l'article 23 du Traité de paix signé à Lausanne le 24 juillet 1923;

Ont résolu de substituer la présente convention à la Convention signée à Lausanne le 24 juillet 1923 et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

* * *

Article 1

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent et affirment le principe de la liberté de passage et de navigation par mer dans les Détroits.

L'usage de ladite liberté est dorénavant réglé par les dispositions de la présente convention.

SECTION I NAVIRES DE COMMERCE

Article 2

En temps de paix, les navires de commerce jouiront de la complète liberté de passage et de navigation dans les Détroits, de jour et de nuit, quels que soient le pavillon et le chargement, sans aucune formalité, sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-après. Aucune taxe ou charge autre que celles dont la perception est prévue par l'annexe I à la présente convention ne sera prélevée par les autorités turques sur ces navires lorsqu'ils passeront en transit sans faire escale dans un port des Détroits.

Afin de faciliter la perception de ces taxes ou charges, les navires de commerce qui franchiront les Détroits feront connaître aux agents du poste visé à l'article 3 leurs nom, nationalité, tonnage, destination et provenance.

Le pilotage et le remorquage restent facultatifs.

Article 3

Tout navire qui pénètre dans les Détroits par la mer Egée ou par la mer Noire s'arrêtera à un poste sanitaire près de l'entrée des Détroits aux fins du contrôle sanitaire établi par les règlements turcs dans le cadre des prescriptions sanitaires internationales. Ce contrôle, dans le cas de navires possédant une patente nette de santé ou présentant une déclaration de santé attestant qu'ils ne tombent pas sous le coup des dispositions de l'alinéa 2 du présent article, s'effectuera de jour et de nuit, avec le plus de rapidité possible, et ces navires ne devront être astreints à aucun autre arrêt au cours de leur passage dans les Détroits.

Les navires qui ont à bord des cas de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole, ou qui en ont eu moins de sept jours auparavant, ainsi que les navires qui ont quitté un port contaminé depuis moins de cinq fois vingt quatre heures, s'arrêteront au poste sanitaire indiqué à l'alinéa précédent pour y embarquer les gardes sanitaires que les autorités turques pourraient

2

désigner. Il ne sera, à ce titre, prélevé aucune taxe ou charge et les gardes devront être débarqués à un poste sanitaire à la sortie des Détroits.

Article 4

En temps de guerre, la Turquie n'étant pas belligérante, les navires de commerce, quels que soient le pavillon et le chargement, jouiront de la liberté de passage et de navigation dans les Détroits dans les conditions prévues aux articles 2 et 3.

Le pilotage et le remorquage restent facultatifs.

Article 5

En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, les navires de commerce n'appartenant pas à un pays en guerre avec la Turquie jouiront de la liberté de passage et de navigation dans les Détroits à condition de n'assister en aucune façon l'ennemi.

Ces navires entreront de jour dans les Détroits et le passage devra s'effectuer par la route qui sera, dans chaque cas, indiquée par les autorités turques.

Article 6

Au cas où la Turquie s'estimerait menacée d'un danger de guerre imminent, il continuerait néanmoins à être fait approbation des dispositions de l'article 2, sauf que les navires devraient entrer de jour dans les Détroits et que le passage devrait s'effectuer par la route indiquée, dans chaque cas, par les autorités turques.

Le pilotage pourrait, dans ce cas, être rendu obligatoire, mais sans rétribution.

3

Article 7

Le terme "navires de commerce" s'applique à tous les navires qui ne sont pas visés par la section II de la présente Convention.

SECTION II BATIMENTS DE GUERRE

Article 8

Aux fins de la présente Convention, la définition applicable aux bâtiments de guerre et à leurs spécifications, ainsi qu'au calcul des tonnages est celle qui figure dans l'annexe II à la présente Convention.

Article 9

Les bâtiments auxiliaires de la marine militaire spécifiquement conçus pour le transport des combustibles, liquides ou non, ne seront pas astreints au préavis visé à l'article 13 et n'entreront pas dans le calcul des tonnages soumis à limitation en vertu des articles 14 et 16, à condition de traverser les Détroits isolément. Toutefois ils demeureront assimilés aux bâtiments de guerre en ce qui concerne les autres conditions de passage.

Les bâtiments auxiliaires visés au précédent alinéa ne pourront bénéficier de la dérogation envisagée que si leur armement ne comporte pas : comme artillerie contre objectifs flottants, plus de deux pièces d'un calibre de 105 mm. au maximum; comme artillerie contre objectifs aériens, plus de deux matériels d'un calibre de 75 mm. au maximum.

Article 10

En temps de paix, les bâtiments légers de surface, les petits navires de combat et les navires auxiliaires, qu'ils appartiennent à des Puissances riveraines ou non de la mer Noire, quel que soit leur pavillon, jouiront de la liberté de passage dans

4

les Détroits sans aucune taxe ou charge quelconque, pourvu qu'ils y pénètrent de jour et dans les conditions prévues aux articles 13 et suivants ci-après.

Les bâtiments de guerre autres que ceux qui entrent dans les classes visées à l'alinéa précédent n'auront le droit de passage que dans les conditions spéciales prévues aux articles 11 et 12.

Article 11

Les Puissances riveraines de la mer Noire sont autorisées à faire passer par les Détroits leurs bâtiments de ligne d'un tonnage supérieur au tonnage prévu à l'alinéa premier de l'article 14, à la condition que ces bâtiments ne franchissent les Détroits qu'un à un, escortés au plus de deux torpilleurs.

Article 12

Les Puissances riveraines de la Mer Noire auront le droit de faire passer par les Détroits en vue de rallier leur base, leurs sous-marins construits ou achetés en dehors de cette mer, si un avis de mise en chantier ou d'achat a été donné en temps utile à la Turquie.

Les sous - marins appartenant auxdites Puissances pourront également traverser les Détroits pour être réparés dans des chantiers situés hors de cette mer à la condition que des précisions à ce sujet soient données à la Turquie.

Dans l'un et l'autre cas, les sous-marins devront naviguer de jour et en surface et traverser les Détroits isolément.

Article 13

Pour le passage dans les Détroits des bâtiments de guerre, un préavis devra être donné au Gouvernement turc par la voie diplomatique. La durée normale du préavis sera de huit jours; mais il est désirable que, pour les Puissances non riveraines de la mer Noire, elle soit portée à quinze jours. Il sera indiqué dans le préavis la destination, le nom, le type et le nombre des bâtiments ainsi que la date de

5

passage pour l'aller et, s'il y a lieu, pour le retour. Tout changement de date devra faire l'objet d'un préavis de trois jours.

L'entrée dans les Détroits pour le passage d'aller devra avoir lieu dans un délai de cinq jours à partir de la date indiquée dans le préavis initial. Après l'expiration de ce délai, il devra être donné un nouveau préavis, dans les mêmes conditions que pour le préavis initial.

Lors du passage, le commandant de la force navale communiquera, sans avoir à s'arrêter, à une station de signaux à l'entrée des Dardanelles ou du Bosphore, la composition exacte de la force se trouvant sous ses ordres.

Article 14

Le tonnage global maximum de toutes les forces navales étrangères pouvant se trouver en cours de transit dans les Détroits ne devra pas dépasser 15.000 tonnes, sauf dans les cas prévus à l'article II et à l'annexe III à la présente convention.

Toutefois les forces visées à l'alinéa précédent ne devront pas comprendre plus de neuf bâtiments.

Ne seront pas compris dans ce tonnage les bâtiments appartenant à des Puissances riveraines ou non riveraines de la mer Noire qui, conformément aux dispositions de l'article 17, rendent visite à un port des Détroits.

Ne seront pas davantage compris dans ce tonnage les bâtiments de guerre qui auraient subi une avarie lors de la traversée; ces bâtiments se soumettront, pendant les réparations, aux dispositions spéciales de sécurité édictées par la Turquie.

Article 15

Les bâtiments de guerre en transit dans les Détroits ne pourront, en aucun cas, utiliser les aéronefs dont ils seraient porteurs.

Article 16

Les bâtiments de guerre en transit dans les Détroits ne pourront, sauf en cas d'avarie ou de fortune de mer, y séjourner au delà du temps nécessaire pour effectuer leur passage.

Article 17

Les dispositions des articles précédents ne sauraient en aucune manière empêcher une force navale d'un tonnage et d'une composition quelconques de rendre, dans un port des Détroits, sur l'invitation du Gouvernement turc, une visite de courtoisie d'une durée limitée. Cette force devra quitter des Détroits par la même route que pour l'entrée, à moins qu'elle ne soit dans les conditions voulues pour passer en transit dans les Détroits, conformément aux dispositions des articles 10, 14 et 18.

Article 18

1. Le tonnage global que les Puissances non riveraines de la mer Noire peuvent avoir dans cette mer en temps de paix est limité de la façon suivante:

a) sauf dans le cas prévu au paragraphe (b) ci-après, le tonnage global desdites Puissances n'excédera pas 30.000 tonnes;

b) au cas où, à un moment quelconque, le tonnage de la flotte la plus forte de la mer Noire viendrait à dépasser d'au moins 10.000 tonnes celui de la flotte la plus forte en cette mer à la date de la signature de la présente Convention, le tonnage global de 30.000 tonnes mentionné au paragraphe (a) sera majoré d'autant, jusqu'à concurrence d'un maximum de 45.000 tonnes. A cette fin, chaque Bosphore riverain fera connaître, conformément à l'annexe IV à la présente Convention, au Gouvernement turc, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année, le tonnage total de sa flotte en mer Noire, et le Gouvernement turc transmettra cette information aux autres Hautes Parties contractantes ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations;

c) le tonnage que l'une quelconque des Puissances non riveraines aura la liberté d'avoir en mer Noire sera limité aux tiers du tonnage global visé aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus;

d) toutefois au cas où une ou plusieurs Puissances non riveraines de la mer désireraient y envoyer, dans un but humanitaire des forces navales, ces forces, l'ensemble ne devra, en aucune hypothèse, excéder 8.000 tonnes, seront libres à pénétrer dans la mer Noire, sans le préavis prévu à l'article 13 de la présente convention, moyennant une autorisation obtenue du Gouvernement turc dans les conditions suivantes: si le tonnage global visé aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus n'est pas atteint et ne doit pas être dépassé par les forces dont l'envoi est autorisé, le Gouvernement turc accordera ladite autorisation dans le plus bref délai possible; si la réception de la demande dont il aura été saisi; si ledit tonnage global se trouve être déjà utilisé ou s'il devait être dépassé par les forces dont l'envoi est autorisé, le Gouvernement turc donnera immédiatement connaissance de la demande d'autorisation aux autres Puissances riveraines de la mer Noire et si ces autres Puissances, vingt-quatre heures après en avoir été informées, n'y font pas objection, il fera savoir aux Puissances intéressées, au plus tard dans un délai utile de quarante-huit heures, la suite qu'il aura décidé de donner à leur demande.

Toute entrée ultérieure en mer Noire de forces navales des Puissances non riveraines ne s'effectuera que dans les limites disponibles du tonnage global visé aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus.

2. Quel que soit l'objet de leur présence en mer Noire, les bâtiments de guerre des Puissances non riveraines ne pourront pas y rester plus de vingt et un jour.

Article 19

En temps de guerre, la Turquie n'étant pas belligérante, les bâtiments de guerre jouiront d'une complète liberté de passage et de navigation dans les Détroits dans les conditions identiques à celles qui sont stipulées aux articles 10 à 18.

Toutefois il sera interdit aux bâtiments de guerre de toute Puissance étrangère de passer à travers les Détroits, sauf dans les cas rentrant dans

8

l'application de l'article 25 de la présente Convention, ainsi que dans le cas d'assistance prêtée à un Etat victime d'une agression en vertu d'un traité d'assistance mutuelle engageant la Turquie, conclu dans le cadre du Pacte de la Société des Nations, enregistré et publié conformément aux dispositions de l'article 18 dudit Pacte.

Dans les cas exceptionnels visés à l'alinéa précédent, ne seront pas applicables les limitations indiquées dans les articles 10 à 18.

Malgré l'interdiction de passage édictée dans l'alinéa 2 ci-dessus, les bâtiments de guerre des Puissances belligérantes riveraines ou non de la mer Noire, séparés de leurs ports d'attache, sont autorisés à rallier ces ports.

Il est interdit aux bâtiments de guerre belligérants de procéder à toute capture d'exercer le droit de visite et de se livrer à un acte hostile quelconque dans les Détroits.

Article 20

En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, les dispositions des articles 10 à 18 ne seront pas applicables; le passage des bâtiments de guerre sera entièrement laissé à la discrétion du Gouvernement turc.

Article 21

Au cas où la Turquie s'estimerait menacée d'un danger de guerre imminent, elle aurait le droit d'appliquer les dispositions de l'article 20 de la présente convention.

Les bâtiments de guerre qui, après avoir passé par les Détroits antérieurement à l'usage par la Turquie de la faculté que lui confère l'alinéa précédent, se trouveraient ainsi séparés de leurs ports d'attache, pourront rallier ces ports. Il est cependant entendu que la Turquie pourra ne pas faire bénéficier de ce droit les bâtiments de l'Etat dont l'attitude aurait motivé l'application du présent article.

9

Si le Gouvernement turc fait usage de la faculté que lui confère l'alinéa premier ci-dessus, il adressera une notification à cet effet aux Hautes Parties contractantes ainsi qu'au Secrétaire général de la Société des Nations.

Si le Conseil de la Société des Nations, par une majorité des deux tiers, décide que les mesures ainsi prises par la Turquie ne sont pas justifiées et si tel est lement l'avis de la majorité des Hautes Parties contractantes signataires de la présente Convention, le Gouvernement turc s'engage à rapporter les mesures en question ainsi que celles qui auraient été prises en vertu de l'article 6 de la présente Convention.

Article 22

Les bâtiments de guerre qui ont à bord des cas de peste, de choléra, de fièvre typhoïde, de typhus exanthématique ou de variole, ou qui en ont eu moins de sept jours auparavant, ainsi que les bâtiments qui ont quitté un port contaminé depuis moins de vingt-quatre heures devront passer les Détroits en quarantaine et appliquer les moyens du bord les mesures prophylactiques nécessaires pour éviter toute possibilité de contamination des Détroits.

SECTION III AERONEFS

Article 23

En vue d'assurer le passage des aéronefs civils entre la Méditerranée et la Mer Noire, le Gouvernement turc indiquera, en dehors des zones interdites des Détroits, les routes aériennes destinées à ce passage; les aéronefs civils pourront utiliser ces routes en donnant au Gouvernement turc, pour les survols occasionnels, un préavis de trois jours et, pour les survols de services réguliers, un préavis général des dates de passage.

10

D'autre part, nonobstant la remilitarisation des Détroits, le Gouvernement turc fournira les facilités nécessaires, pour le passage en toute sécurité des aéronefs civils autorisés d'après la réglementation aérienne en vigueur en Turquie à survoler le territoire turc entre l'Europe et l'Asie. Pour les cas où une autorisation de survol aurait été accordée, la route à suivre dans la zone des Détroits sera périodiquement indiquée.

SECTION IV DISPOSITIONS GENERALES

Article 24

Les attributions de la Commission internationale constituée en vertu de la Convention concernant le régime des Détroits en date du 24 juillet 1923 sont transférées au Gouvernement turc.

Le Gouvernement turc s'engage à réunir les statistiques et à fournir les renseignements relatifs à l'application des articles 11, 12, 14 et 18.

Il doit veiller à l'exécution de toute disposition de la présente convention ayant trait au passage des bâtiments de guerre dans les Détroits.

Dès qu'il aura été avisé du prochain passage dans les Détroits d'une force navale étrangère, le Gouvernement turc fera connaître aux représentants à Ankara des Hautes Parties contractantes la composition de cette force, son tonnage, la date prévue pour son entrée dans les Détroits et, s'il y a lieu, la date probable de son retour.

Le Gouvernement turc adressera au Secrétaire général de la Société des Nations ainsi qu'aux Hautes Parties contractantes un rapport annuel indiquant les mouvements des bâtiments de guerre étrangers dans les Détroits et fournissant tous renseignements utiles pour le commerce et la navigation maritime et aérienne envisagée dans la présente Convention.

11

Article 25

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte aux droits et obligations découlant du Pacte de la Société des Nations pour la Turquie ou pour toute Haute Partie contractante, Membre de la Société des Nations.

SECTION V DISPOSITIONS FINALES

Article 26

La présente Convention sera ratifiée dans le plus court délai possible.

Les ratifications seront déposées aux archives du Gouvernement de la République française à Paris.

Le Gouvernement japonais aura la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement de la République française, par son représentant diplomatique à Paris, et la ratification a été donnée et, dans ce cas, il devra transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Un procès-verbal de dépôt sera dressé dès que six instruments de ratification, compris celui de la Turquie, auront été déposés. A cette fin, la notification prévue à l'alinéa précédent équivaldra au dépôt de l'instrument de ratification.

La présente Convention entrera en vigueur à la date de ce procès-verbal.

Le Gouvernement français remettra à toutes les Hautes Parties contractantes une copie authentique du procès-verbal visé à l'alinéa précédent et de procès-verbaux de dépôt des ratifications ultérieures.

12

Article 27

A partir de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance signataire du Traité de Paix de Lausanne du 24 juillet 1923.

Toute adhésion sera signifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française et, par celui-ci à toutes les Hautes Parties contractantes.

Elle portera effet à dater du jour de la signification au Gouvernement français.

Article 28

La présente Convention aura une durée de vingt ans à dater de son entrée en vigueur.

Toutefois le principe de la liberté de passage et de navigation affirmé à l'article premier de la présente Convention aura une durée illimitée.

Si, deux ans avant l'expiration de ladite période de vingt ans, aucune Haute Partie contractante n'a donné un préavis de dénonciation au Gouvernement français, la présente Convention demeurera en vigueur jusqu'à ce que deux années se soient écoulées après l'envoi d'un préavis de dénonciation. Ce préavis sera notifié par le Gouvernement français aux Hautes Parties contractantes.

Si la présente convention venait à être dénoncée conformément aux dispositions du présent article, les Hautes Parties contractantes conviendront de se faire représenter à une conférence en vue d'arrêter les termes d'une nouvelle convention.

13

Article 29

A l'expiration de chaque période quinquennale à compter de la mise en vigueur de la présente convention, chacune des Hautes Parties contractantes pourra prendre l'initiative de proposer des amendements à une ou plusieurs dispositions de la présente Convention.

Pour être recevable, la demande de révision formulée par une des Hautes Parties contractantes doit être appuyée, s'il s'agit de modifications à l'article 14 ou à l'article 18, par une autre Haute Partie contractante et, s'il s'agit de modifications à tout autre article, par deux autres Hautes Parties contractantes.

La demande de révision ainsi appuyée devra être notifiée à toutes les Hautes Parties contractantes trois mois avant l'expiration de la période quinquennale en cours. Ce préavis contiendra l'indication et les motifs des amendements proposés.

S'il est impossible d'aboutir sur ces propositions par la voie diplomatique, les Hautes Parties contractantes se feront représenter à une conférence convoquée à cet effet.

Cette conférence ne pourra statuer qu'à l'unanimité, à l'exception des cas de modification relatifs à l'article 14 et à l'article 18, pour lesquels il suffira d'une majorité des deux tiers des Hautes Parties contractantes.

Cette majorité sera calculée en y comprenant les trois quarts des Hautes Parties contractantes riveraines de la mer Noire, y compris la Turquie.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

14

Fait à Montreux, le vingt juillet mil neuf cent trente-six, en onze exemplaires, dont le premier, revêtu des sceaux des plénipotentiaires, sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les autres ont été remis aux Puissances signataires.

(L.S.) N.P. NICOLAEV.

(L.S.) Pierre NEICOV.

(L.S.) J. PAUL-BONCOUR.

(L.S.) H.PONSOT.

(L.S.) STANLEY.

(L.S.) S.M. BRUCE.

(L.S.) N.POLITIS.

(L.S.) Raoul BIBICA ROSETTI.

Les soussignés, plénipotentiaires du Japon, déclarent, au nom de leur Gouvernement, que les dispositions de la présente Convention ne modifient en rien la position du Japon comme Etat non membre de la Société des Nations, tant à l'égard du Pacte de la Société des Nations qu'à l'égard des traités d'assistance mutuelle conclus dans le cadre dudit Pacte, et que le Japon conserve notamment, pour ce qui concerne ce Pacte et ces traités dans les dispositions des articles 19 et 25, une pleine liberté d'appréciation.

(L.S.) N.SATO.

(L.S.) Massa-aki HOTTA.

(L.S.) N.TITULESCO.

(L.S.) Cons. CONTZESCO.

(L.S.) V.V. PELLA.

(L.S.) Dr.R.ARAS.

(L.S.) Suad DAVAZ.

(L.S.) N.MENEMENCIOĞLU.

(L.S.) Asim GÜNDÜZ.

(L.S.) N.SADAK.

(L.S.) Maxime LITVINOFF.

(L.S.) Dr. I.V. SOUBBOTITCH.

15

MOUVEMENT DES NAVIRES A TRAVERS LES DETROITS TURCS

Pavillon	Nombre de passage		Tonnage (en milliers de tonnes)	
	1993	1995	1993	1995
Fédération de Russie	6322	4731	23 251	10 973
Ukraine	2151	2176	6 692	4 311
Malte	2116	1919	18 536	16 847
Grèce	1255	720	12 790	8 274
Bulgarie	1109	757	4 900	3 259
Roumanie	861	699	3 748	3 260
Chypre	750	758	7 643	6 812

* La Syrie et le Liban comptent également un nombre de passage important (1495 pour la Syrie en 1995, 705 pour le Liban) mais un tonnage limité (1 487 000 pour la Syrie en 1995, 1 192 722 pour le Liban). Les pavillons de complaisance (Honduras, Panama, saint Vincent, Bahamas) sont nombreux.

Source : Rapport annuel sur le mouvement des navires à travers les détroits, Ministère des Affaires Étrangères, Ankara (détails des pavillons, classes de bâtiments et tonnages, pp. 46-52).

Total Year	Number of Foreign Vessels Through the Straits (*)	Total Tonnage Per Year	Accidents (major and minor)
1995	19 529	86 935 943	
1994	19.734	91.575.535	
----- entrée en vigueur de la nouvelle réglementation : juillet 1994			
1993	23.414	117.626.723	16
1992	22.530	114.294.604	17
1991	19.703	109.928.619	23
1990	20.515	139.856.087	30
1989	21.235	160.522.887	14
1988	22.332	167.634.501	16
1987	20.670	149.744.757	17
1986	19.906	143.407.903	16
1985	19.758	140.244.416	19
1984	21.191	146.323.977	9

* Taking into consideration Turkish flagged vessels, these figures need to be approximately doubled to arrive at the total volume of maritime vessel traffic.

Source : site internet du ministère des Affaires Étrangères (www.mfa.gov.tr).

A SUMMARY OF TURKISH REGULATIONS REGARDING MARITIME TRAFFIC IN THE TURKISH STRAITS AND SEA OF MARMARA

On July 1, 1994, a new set of regulations regarding maritime traffic through the Turkish Straits and Sea of Marmara issued by Turkey went into effect. The overriding aim of these regulations, which were officially promulgated on January 11, 1994, are quite simply to enhance the navigational and environmental safety and security in the Straits at the already dense level of traffic. (Information on traffic congestion and the number and tonnage of vessels passing through the Straits is presented in the annex.)

The volume of maritime traffic through the Straits has already reached dangerous and critical levels. The extent of the congestion is expected to increase even more in the near future due to the following factors:

The opening of the Main-Danube canal in September 1992 has linked the Rhine and Danube rivers, thereby creating a direct route between Rotterdam and Constanza. An increase has recently been observed in the traffic originating from the Volga-Baltic and Volga-Don canals and bound for the Mediterranean Sea and to Turkish ports. With the loss of its other harbors after the dissolution of the USSR, the foreign maritime trade of the Russian Federation is naturally shifting to its Black Sea ports. Coupled with this, economic recovery and foreign investment in the Russian Federation and the other successor states of the USSR, which rely on the Straits and Black Sea for their maritime trade, are expanding the volume of traffic through the Straits.

Currently, navigational and environmental safety is the most pressing concern. What is at stake is the physical and environmental security of Istanbul with its 10 million inhabitants, as well as the safety of transit and navigation in the Straits.

The risks and threats associated with maritime traffic has prompted the new regulations. The maritime accident that occurred on March 13, 1994 in the Bosphorus, involving a large oil tanker has tragically highlighted the mortal dangers in this regard.

Some of the key points of the new Regulations, which have been applied since July 1, 1994 are the following:

A traffic separation scheme (TSS) has been established in the Turkish Straits and Sea of Marmara to regulate vessel traffic. Turkish vessels greater than 150 metres in length are required to take pilots during the transit. Given that failure to make use of pilotage services has been identified as a main cause of accidents, taking pilots is highly recommended also for foreign vessels.

The following regulations apply to vessels greater than 150 metres in length:

Advance notification on such vessels and their cargo is required before the vessels enter through the Straits. This information will be reviewed to determine the most suitable timing and conditions for the transit of the vessel. During the transit of large vessels carrying dangerous cargo including oil and its derivatives the Straits will be closed to all other maritime traffic. A similar vessel can not enter the Straits until the previous one has cleared it. Vessel traffic through the Straits of Istanbul (Bosphorus) and Çanakkale (Dardanelles) will be conducted subject to conditions such as good visibility and calm currents.

The Traffic Separation Schemes, which form an important part of the Regulations, following international practice, have been brought to the International Maritime Organization (IMO) by Turkey. At the Maritime Safety Committee meeting of

the IMO on 16-25 May 1994, the Schemes and certain relevant rules and recommendations were adopted by the Organization. These rules and recommendations are in harmony with the Regulations.

These measures have been designed to contribute to the safety of navigation and improved efficiency of traffic flow at the current level of maritime traffic. While they may help to alleviate to a certain extent the existing problems, they can not provide complete safety in the Straits. In particular they cannot remove the additional risk that would be created by the proposals to transport Azeri, Kazakh and Russian oil through the Turkish Straits to Western markets.

Apparently, under these plans, oil and natural gas originating in these countries will be transported by pipelines to the Russian Black Sea port of Novorossisk and from this port to international markets through the Straits. While no firm figures are available on the tonnage of oil currently passing through the Straits, an estimated 80-100 million tons of oil to be produced in these countries are supposedly earmarked for transportation through the Straits.

However, it is all too obvious that due to the nature of the Straits and the existing grave situation created by dense traffic congestion, the Turkish Straits cannot be considered as an oil transportation route. The Straits cannot carry the additional burden which will be brought by large amounts of oil shipments. This unbearable burden cannot be tolerated without endangering the city of Istanbul itself, its population of 10 million, its unique historical heritage and the precarious environment.

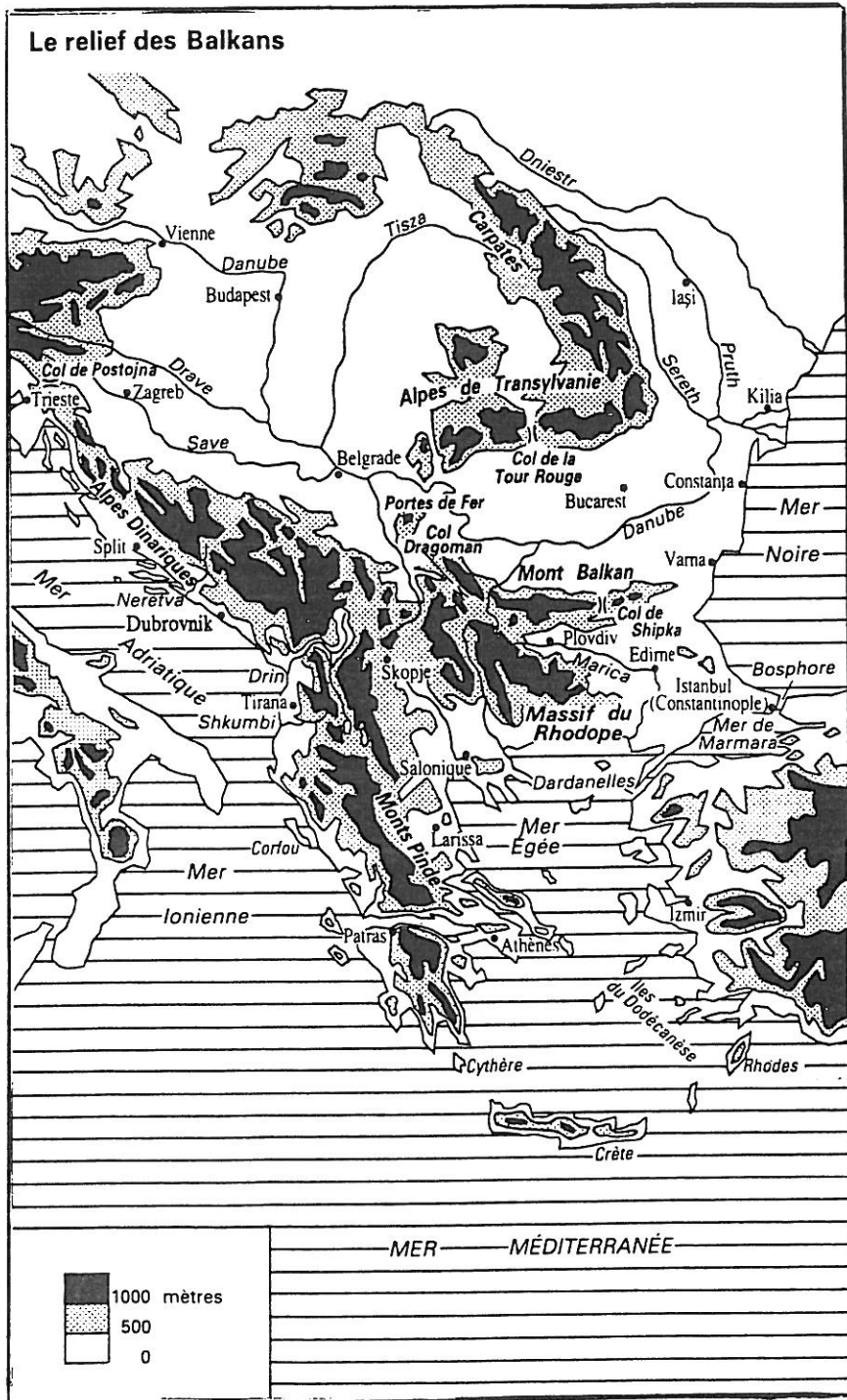
Given that alternative projects such as the building of oil pipelines over Turkish territory to the Mediterranean Sea are economically and technically feasible, environmentally much safer, and more secure and logical in every sense, then, relying on the Straits to be a mock "oil pipeline" for the large-scale transportation of crude oil and other dangerous cargo appears ill-advised, and a self-defeating notion in the long run. It is not a viable and practical option for crude exports.

Source : Ministère des Affaires Étrangères de Turquie (site internet : <http://www.mfa.gov.tr>).

Le texte intégral de la nouvelle réglementation peut être trouvé dans *Turkish Straits. New Problems, New Solutions*, Turkish Voluntary Watch Group, Foundation for Middle East and Balkan Studies (OBİV), Istanbul, İSİS, 1995, pp. 61-81 ; De même que le texte de l'avis de l'organisation Maritime Internationale (IMO), 24 mai 1994, et de la déclaration adoptée le 1^{er} juin 1994, pp. 89-96.

CARTES

Le relief des Balkans



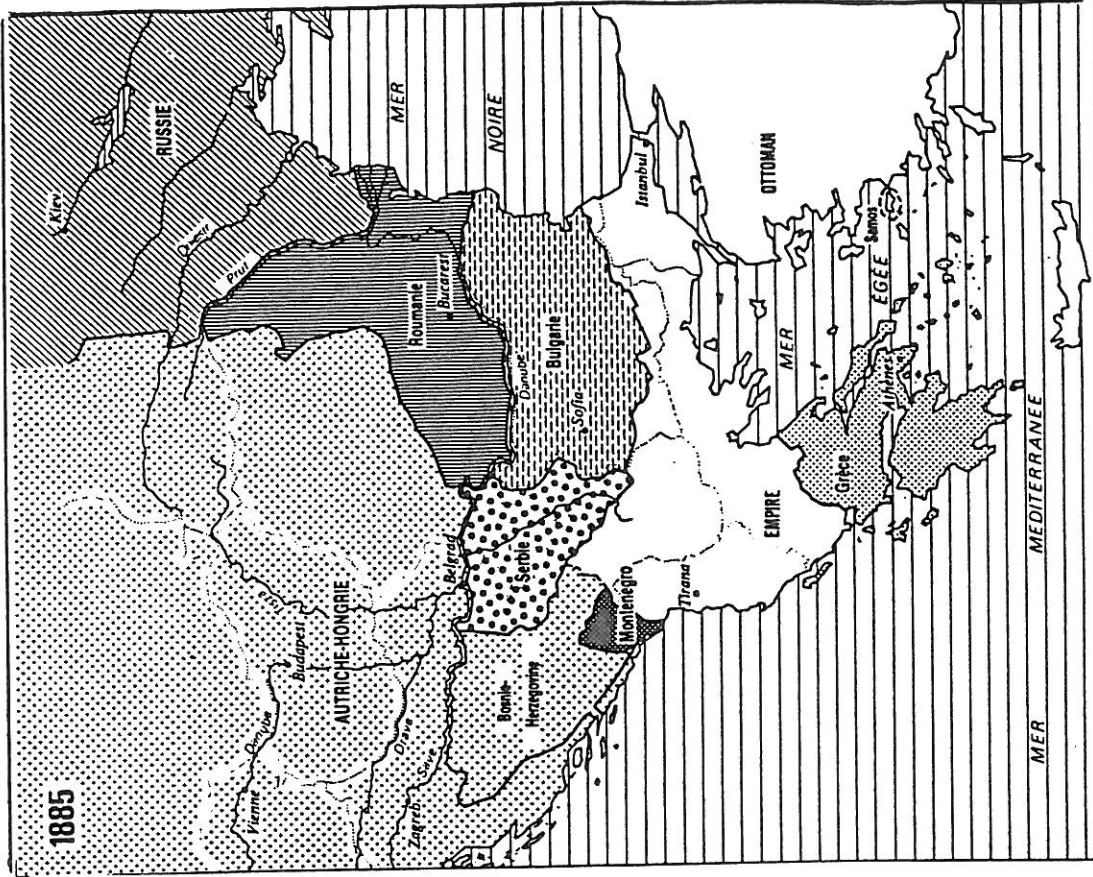
Source : Georges Castellan, *Histoire des Balkans, XIVème-XXème siècle*, Paris, Fayard, 1991, p. 18.

Les Balkans aujourd'hui

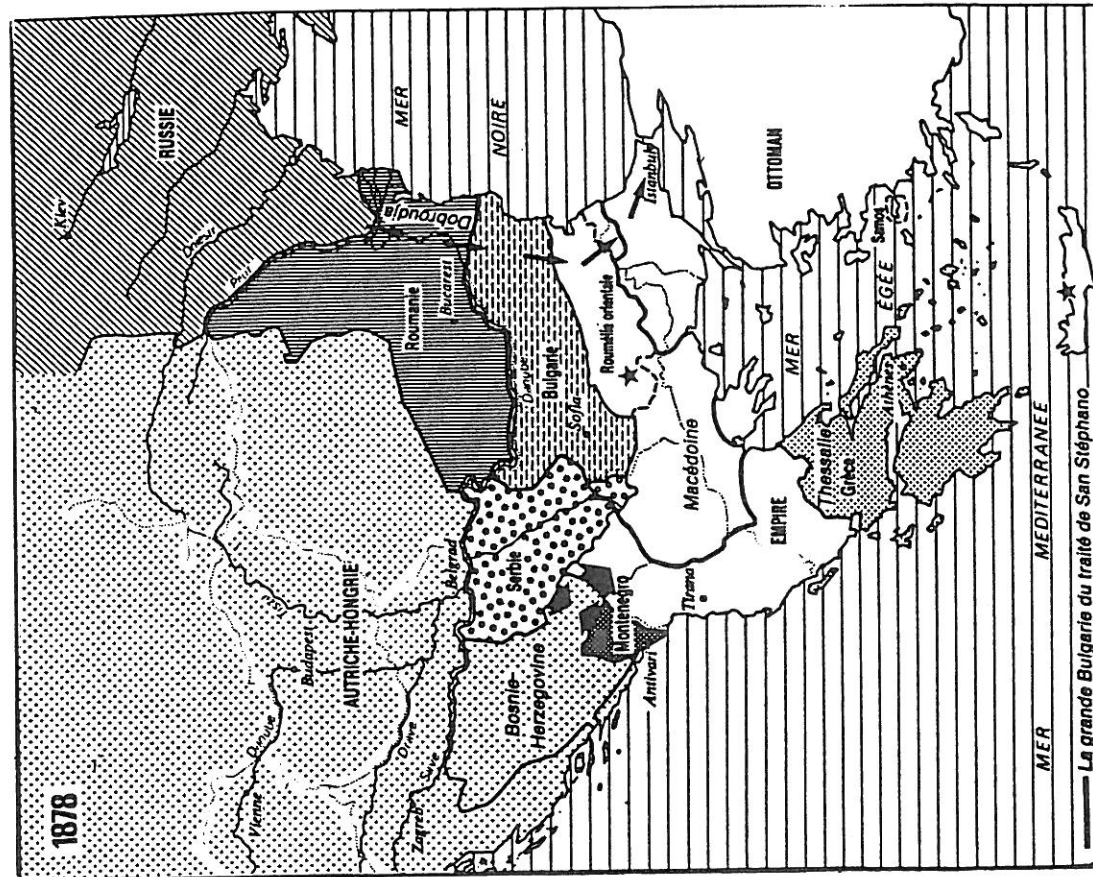


Source : *Confluences Méditerranée*, n°30, été 1999, p. 6.

Le recul ottoman dans les Balkans

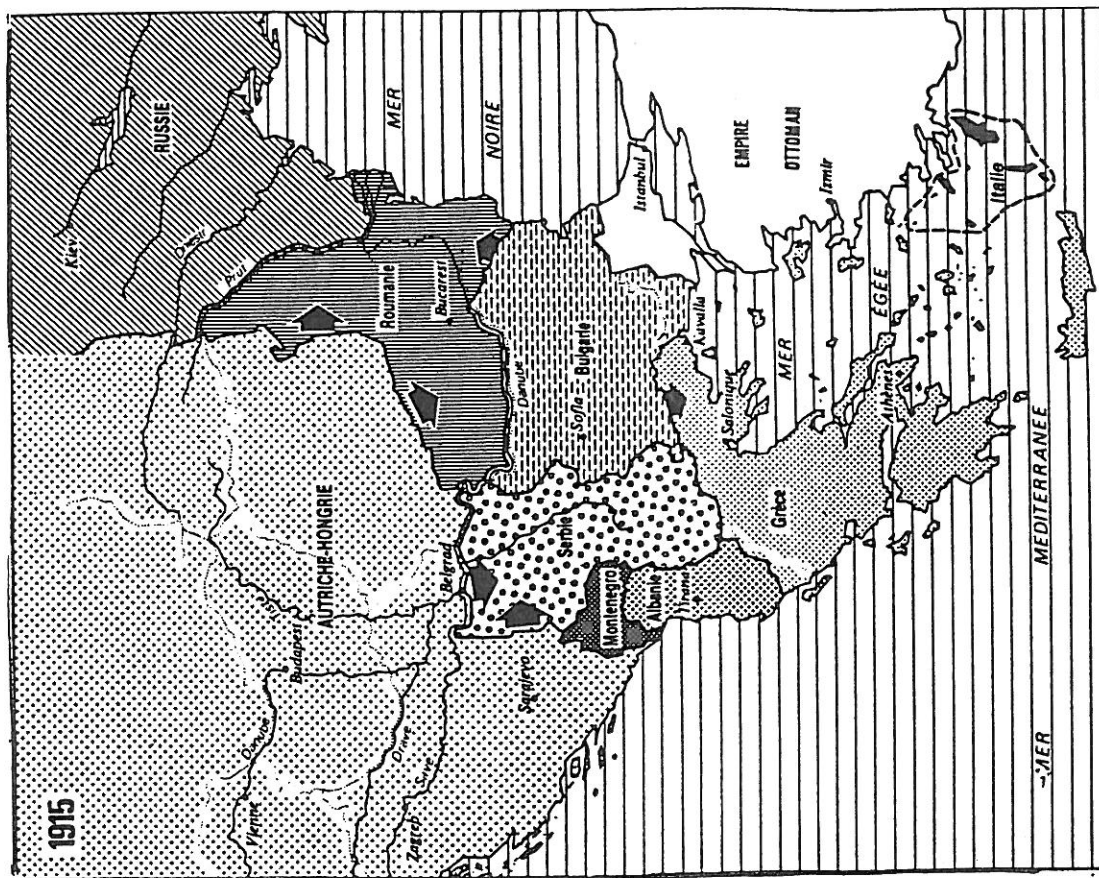
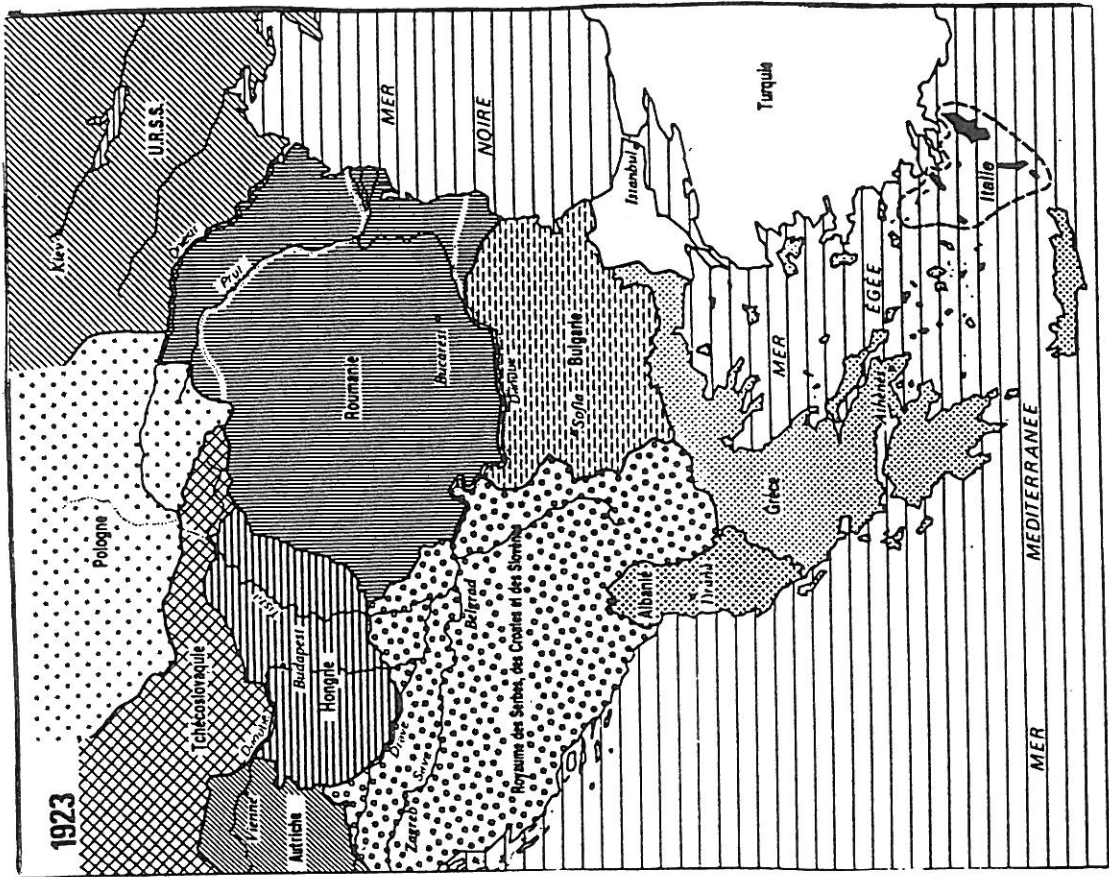


© Éditions La Découverte



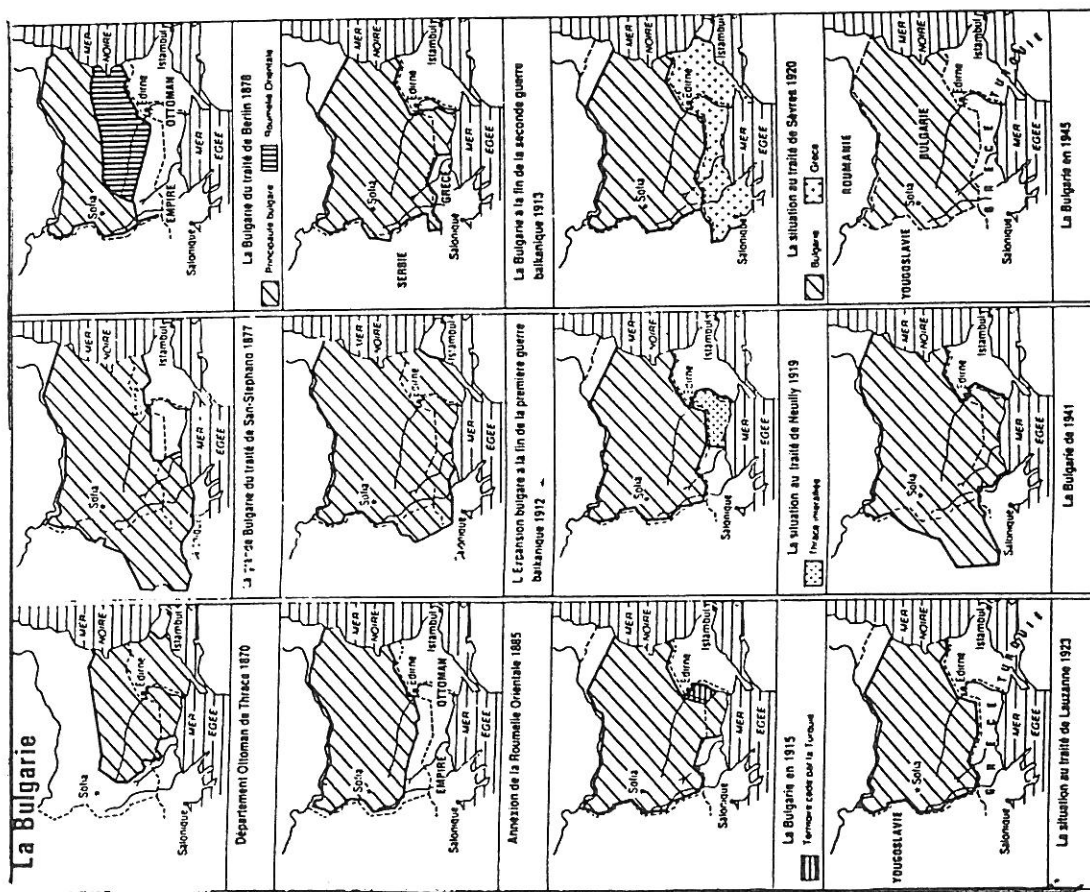
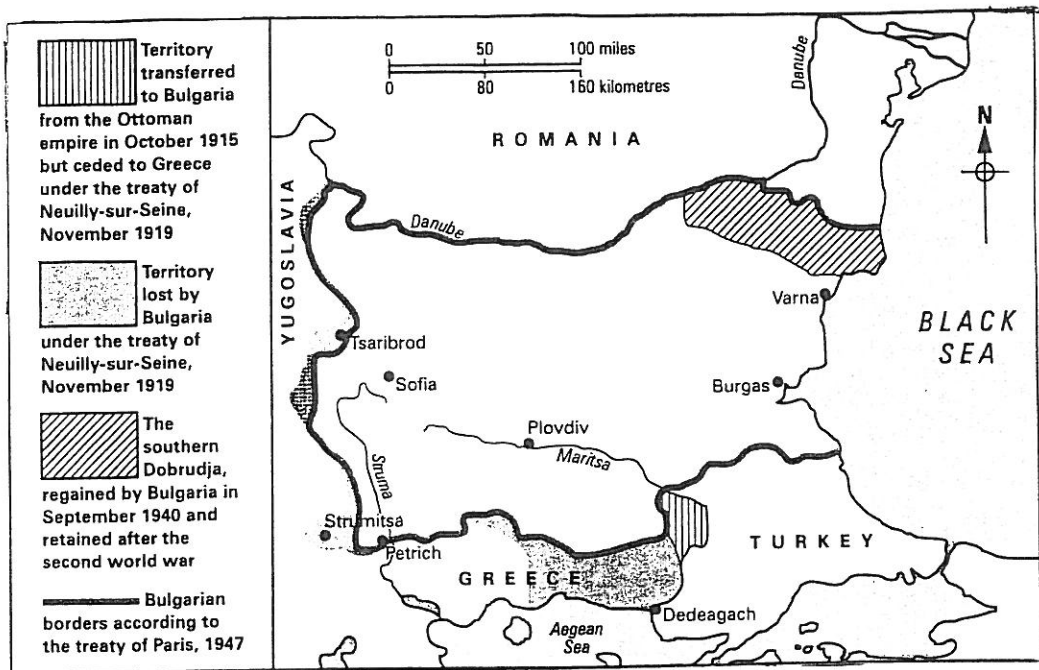
— La grande Bulgarie du traité de San Stéphanos

© Éditions La Découverte



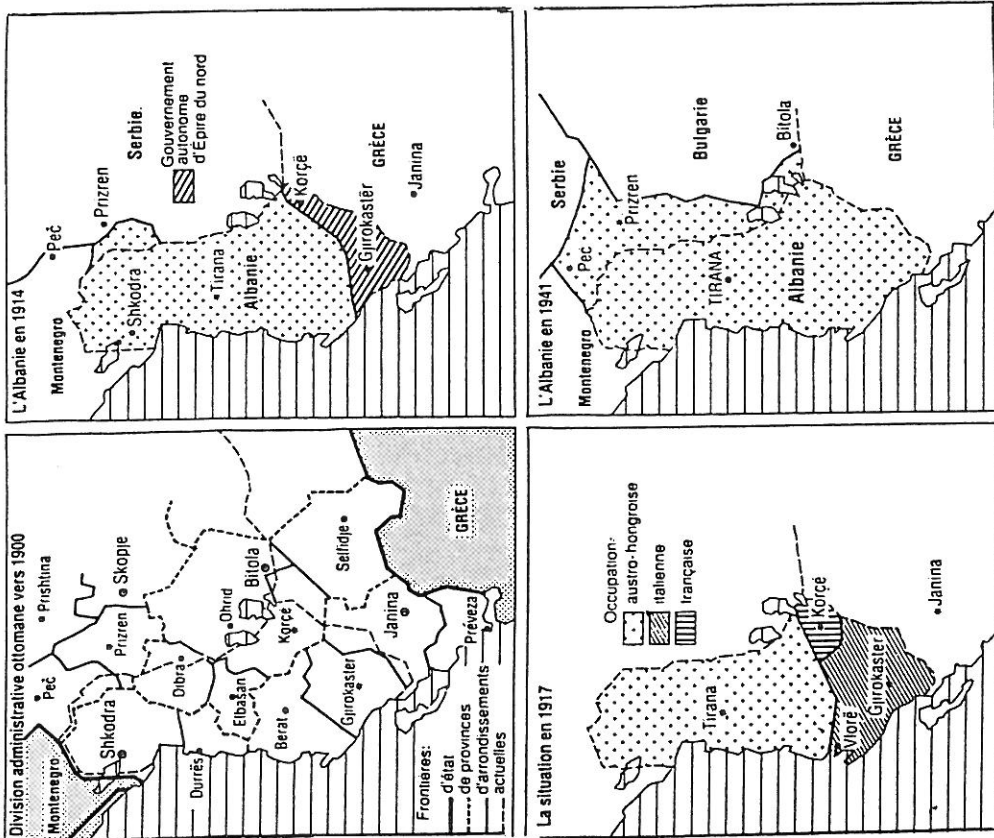
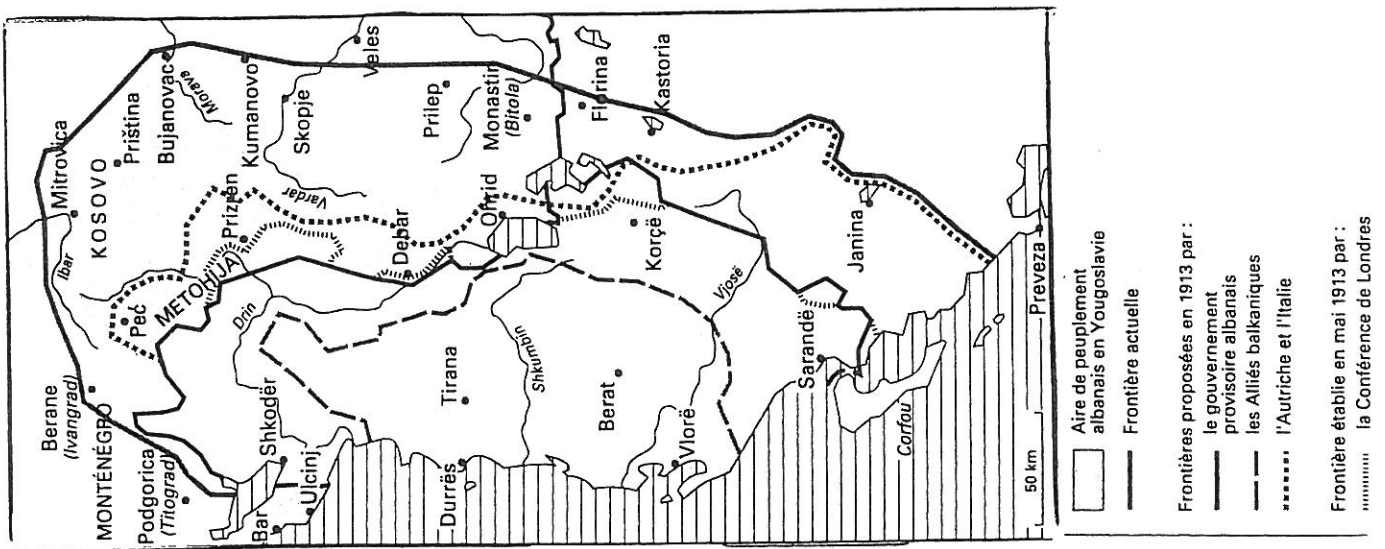
Source : Stéphane Yerasimos, *Questions d'Orient. Frontières et minorités des Balkans au Caucase*, Paris, La Découverte, 1993, pp. 51 et 55.

Les transformations du territoire de la Bulgarie



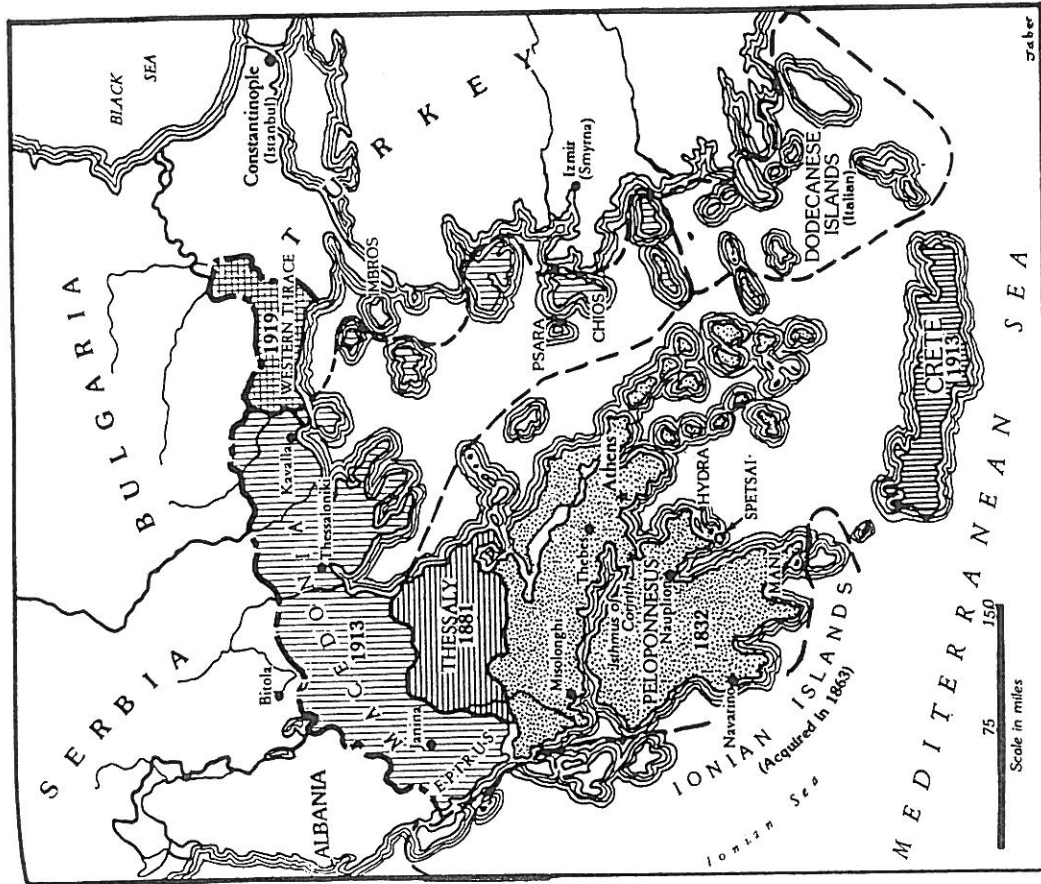
Sources : R.J. Crampton, *A Concise History of Bulgaria*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 150 ; Stéphane Yerasimos, *Questions d'Orient. Frontières et minorités des Balkans au Caucase*, Paris, La Découverte, 1993, p. 63.

L'Albanie et les Albanais : frontières et aire de peuplement



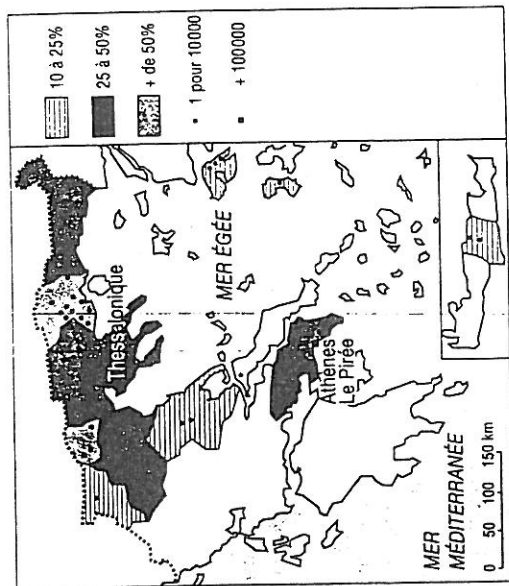
Sources : Stéphane Yerasimos, *Questions d'Orient. Frontières et minorités des Balkans au Caucase*, Paris, La Découverte, 1993, p. 73 ; Michel Roux, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1992, p. 179.

Les transformations du territoire grec



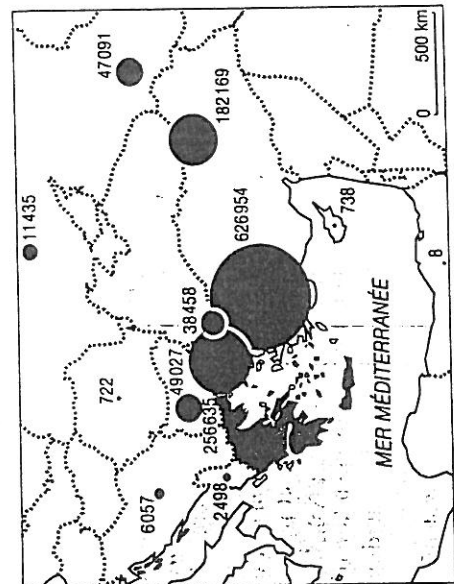
The expansion of Greece, 1821-1919

Les réfugiés en Grèce (1928)



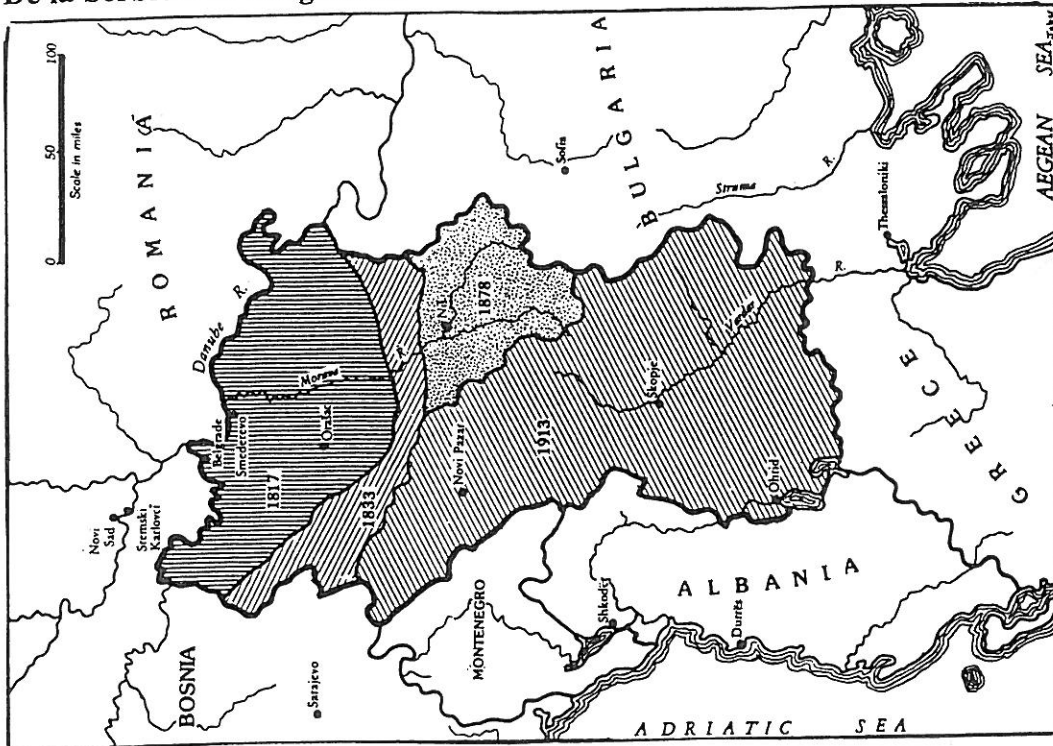
Source : P. Vidal de la Blache, *Géographie universelle*, Paris, Colin, t. III.

L'origine des réfugiés grecs dans les années 20

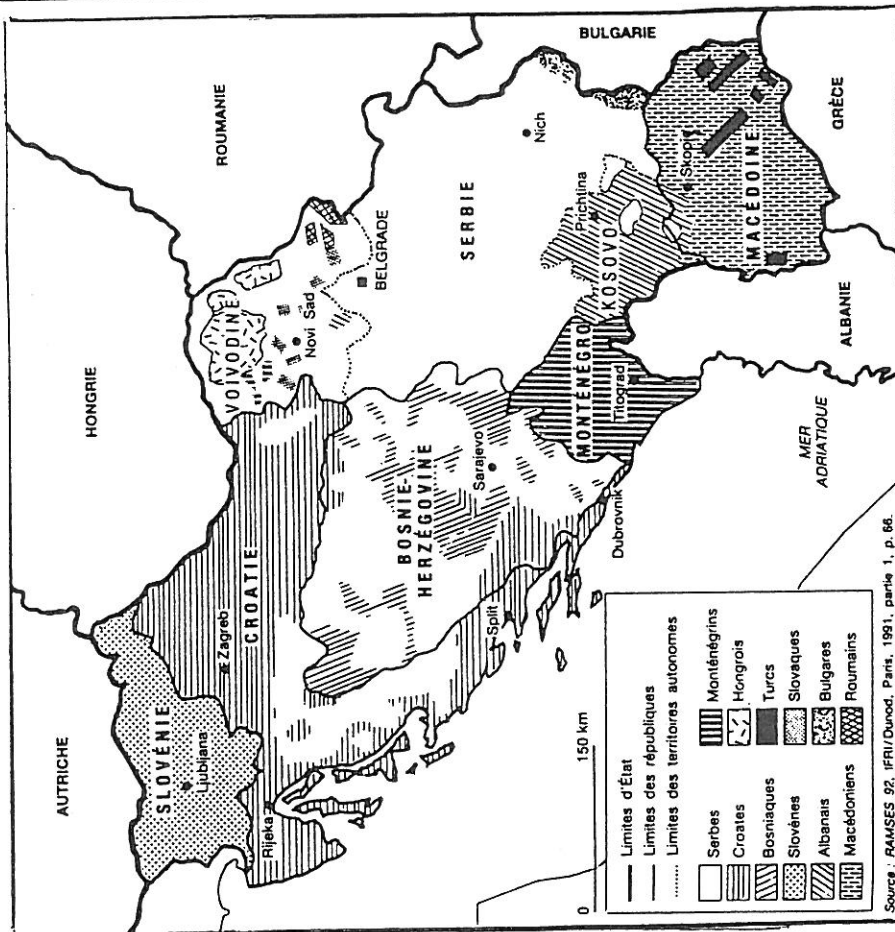


Sources : Barbara Jelavich, *History of the Balkans. Eighteenth and Nineteenth Centuries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 215 ; Georges Prévelakis, *Les Balkans. Cultures et géopolitique*, Paris, Nathan, 1994, p. 114.

De la Serbie à la Yougoslavie



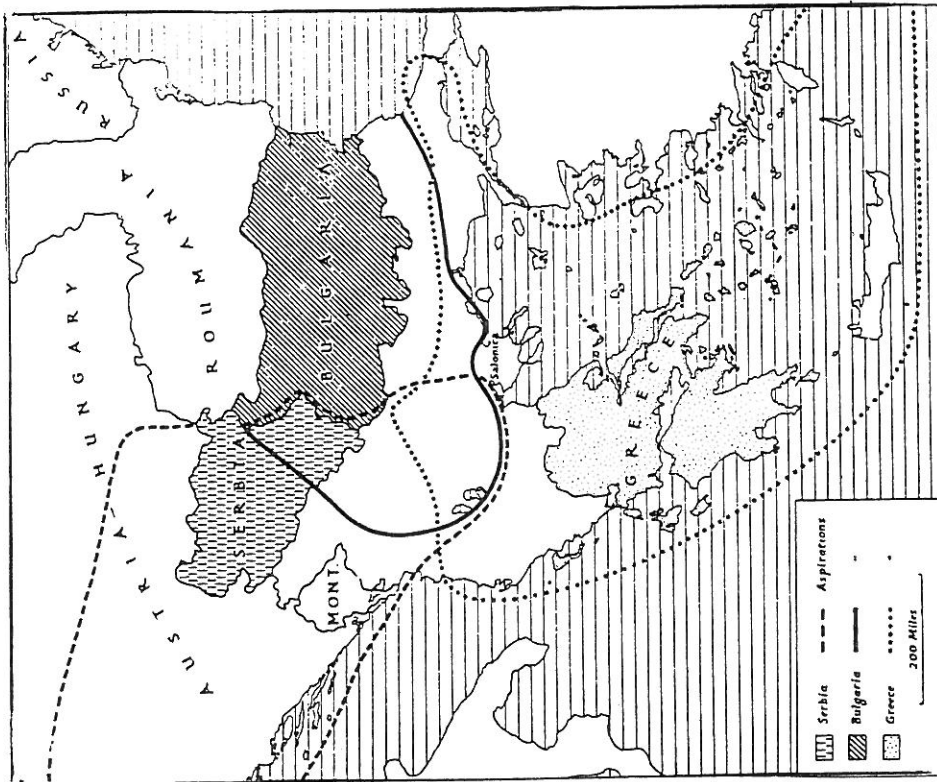
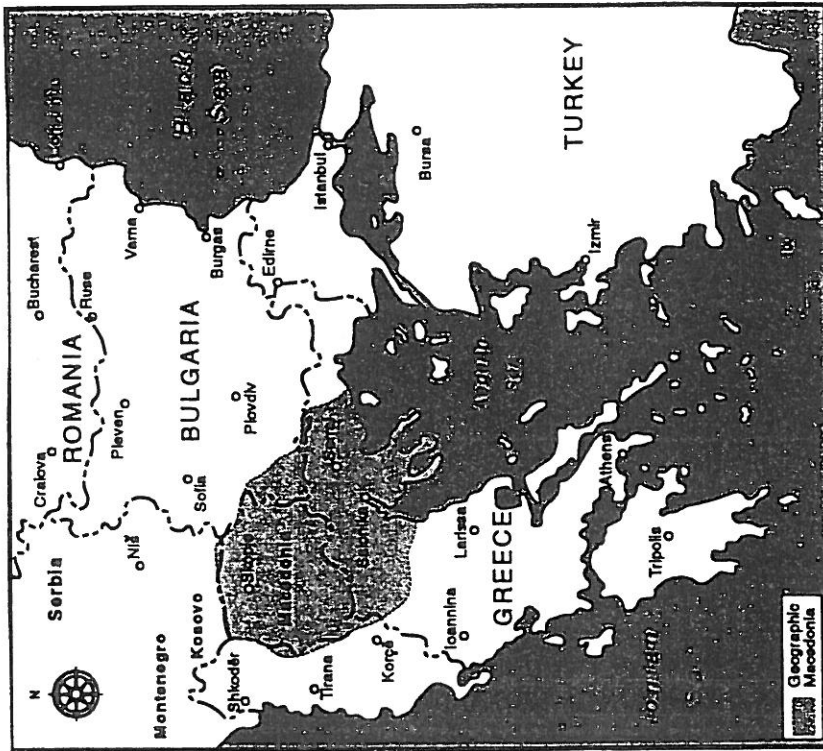
The expansion of Serbia, 1804-1913



L'ex-Yougoslavie : répartition des communautés nationales

Source : Barbara Jelavich, *History of the Balkans. Eighteenth and Nineteenth Centuries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 194 ; *Politique Étrangère*, n°2, 1992.

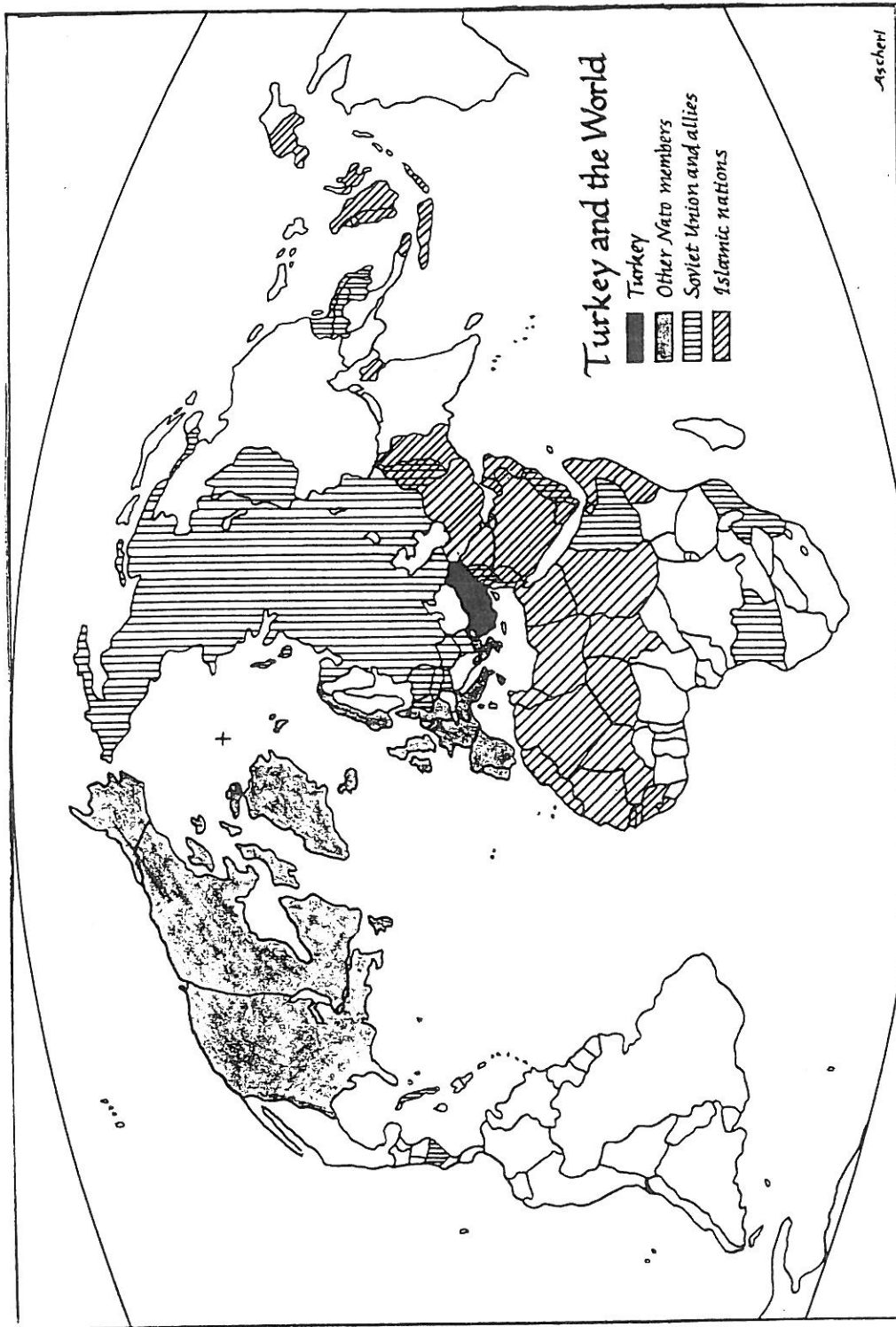
La Macédoine géographique : revendications conflictuelles et division



Conflicting claims in Macedonia, 1912.

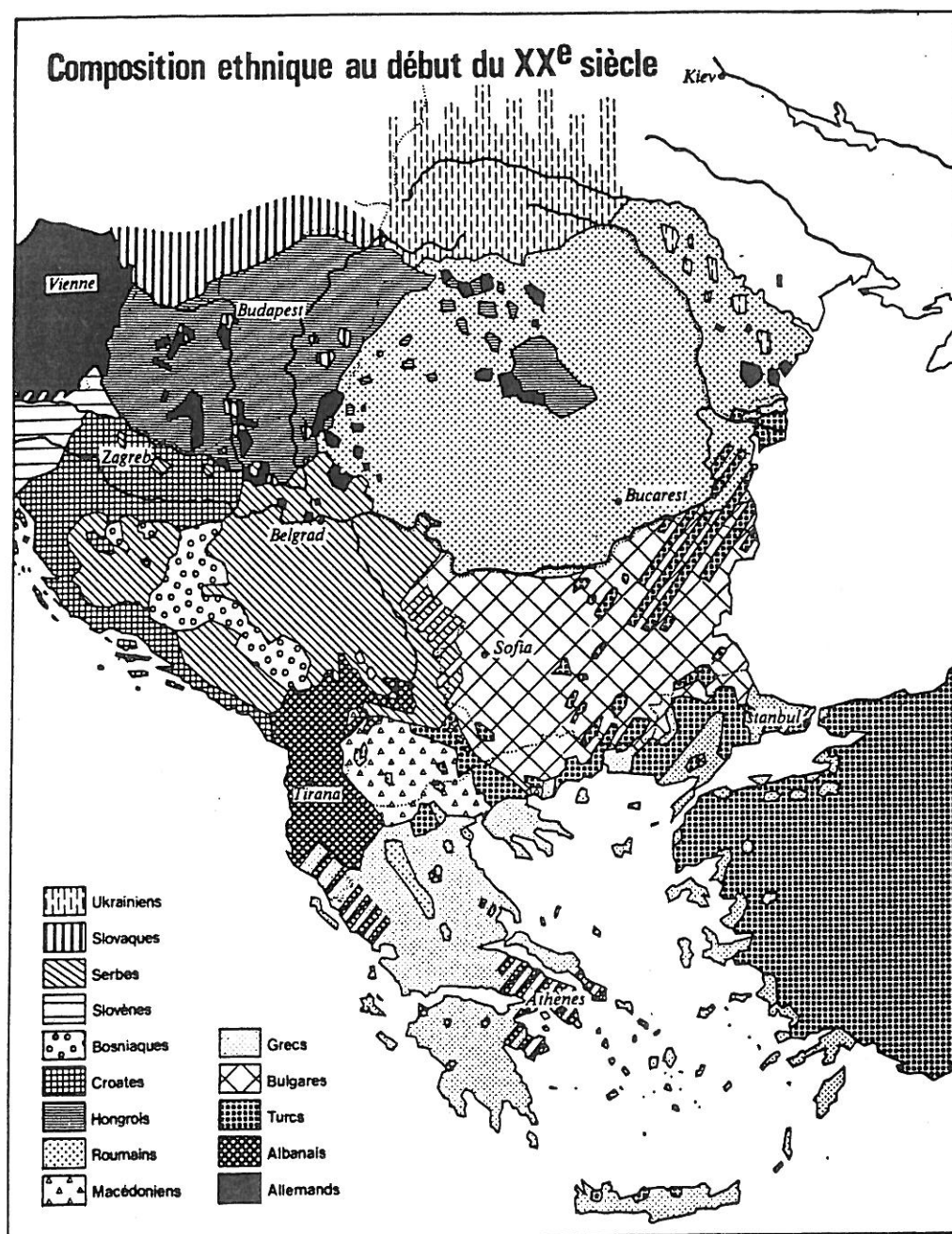
Source : Georges Hoffman, "The Evolution of the Ethnographic Map of Yugoslavia", in Francis Carter (dir.), *An Historical Geography of the Balkans*, Londres, Academic Press, 1977, p. 483 ; Hugh Poulton, *Who are the Macedonians ?*, Londres, Hurst, 1995, p. xvi.

La Turquie : au centre du monde ?



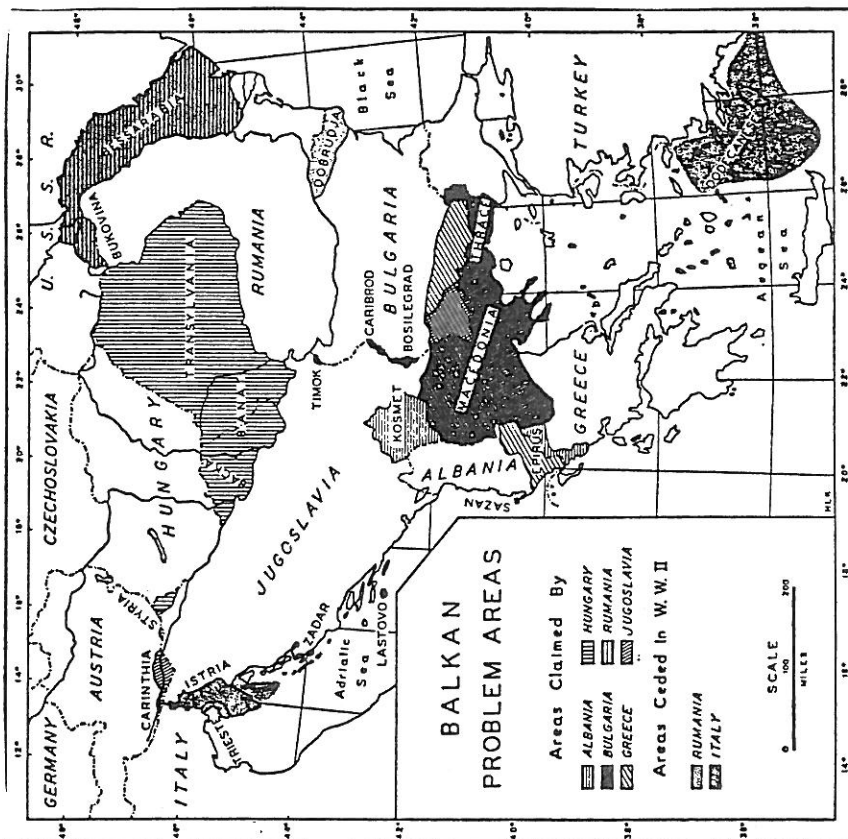
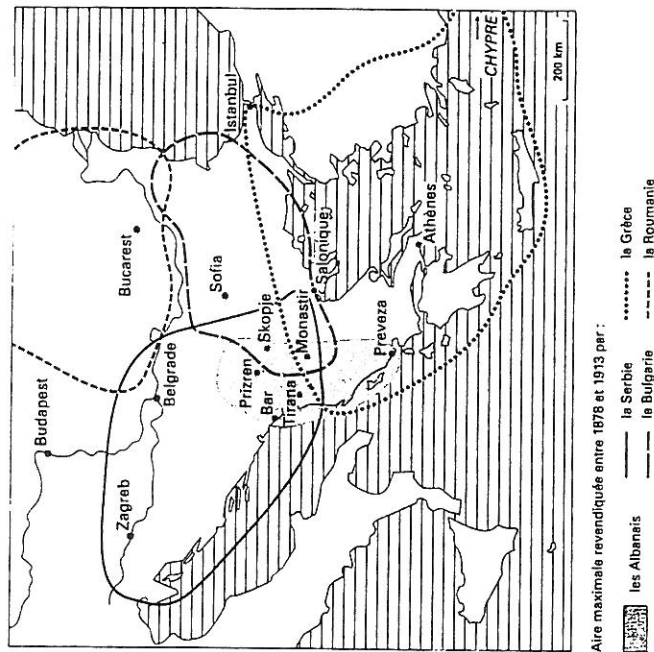
Source : Dankwart Rustow, *Turkey, America's Forgotten Ally ?*, New York, 1987, sans numéro de page).

Les Balkans : composition ethnique au début du XX^e siècle



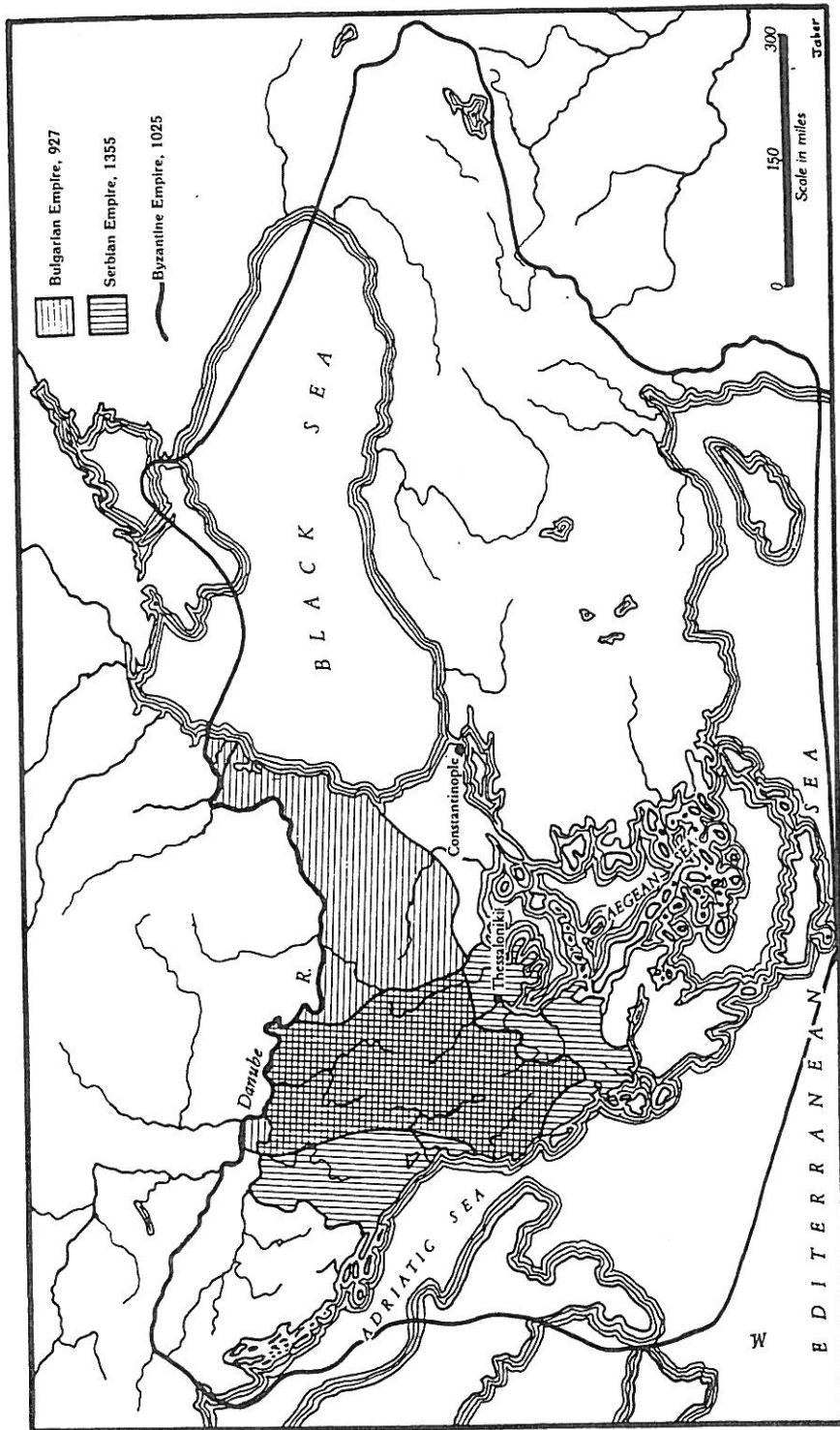
Source : Stéphane Yerasimos, *Questions d'Orient. Frontières et minorités des Balkans au Caucase*, Paris, La Découverte, 1993, p. 45.

Des revendications territoriales contradictoires



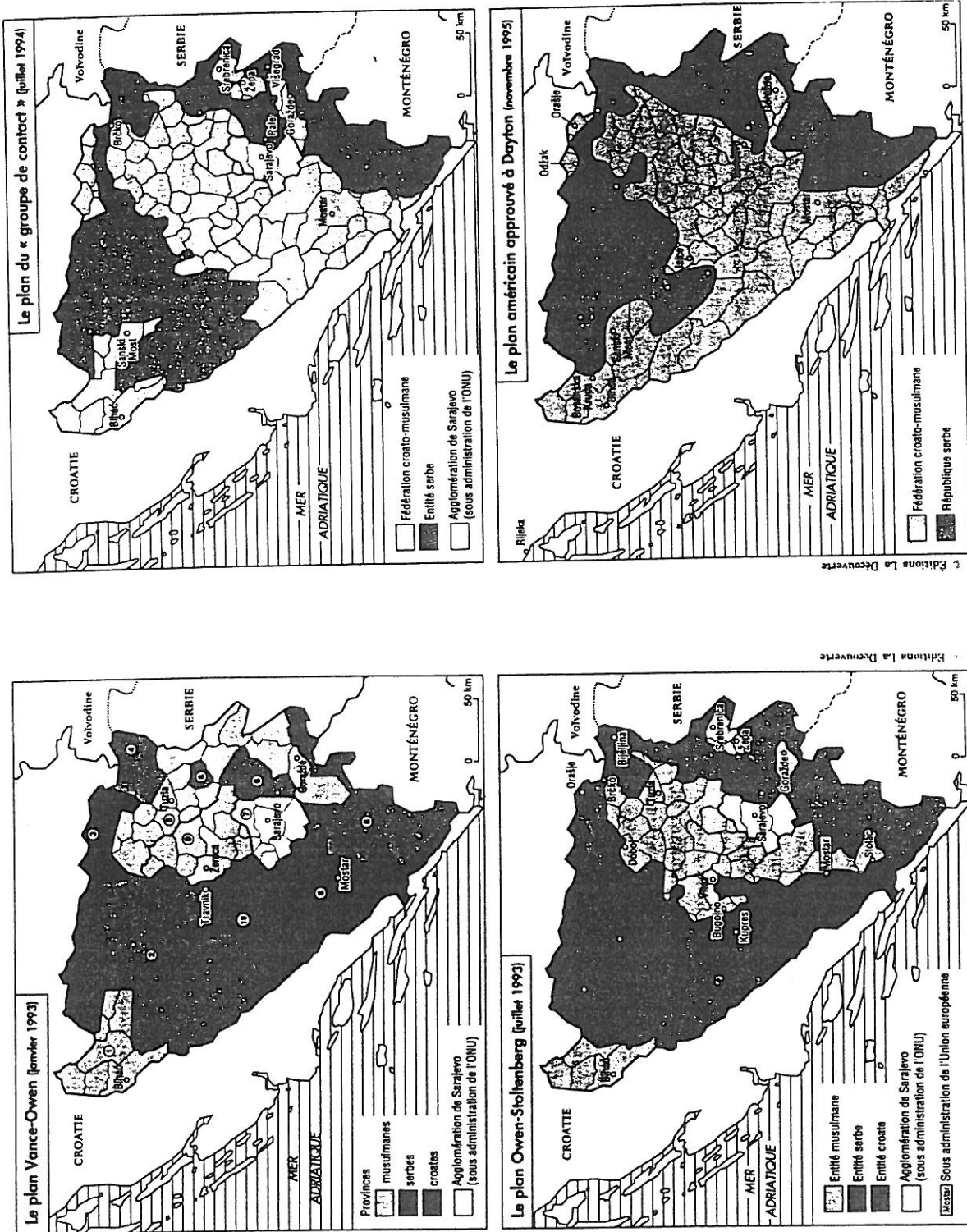
Sources : Michel Roux, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1992, p. 164 ; Charles et Barbara Jelavich, *The Balkans in Transition*, Berkeley, University of California Press, 1963,

Les empires médévaux : bases de revendications territoriales



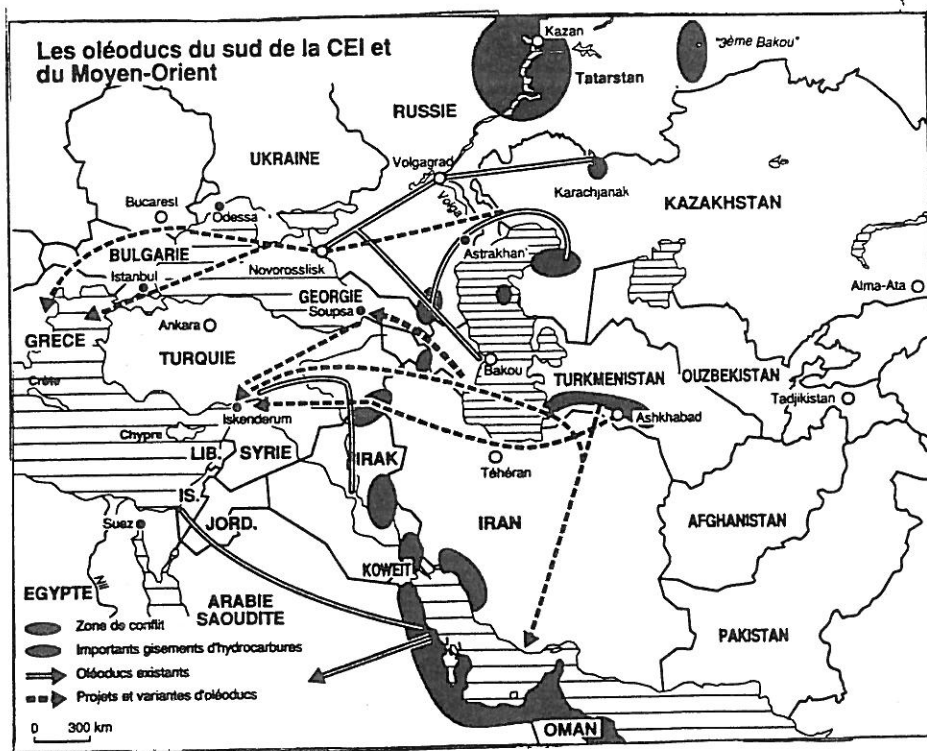
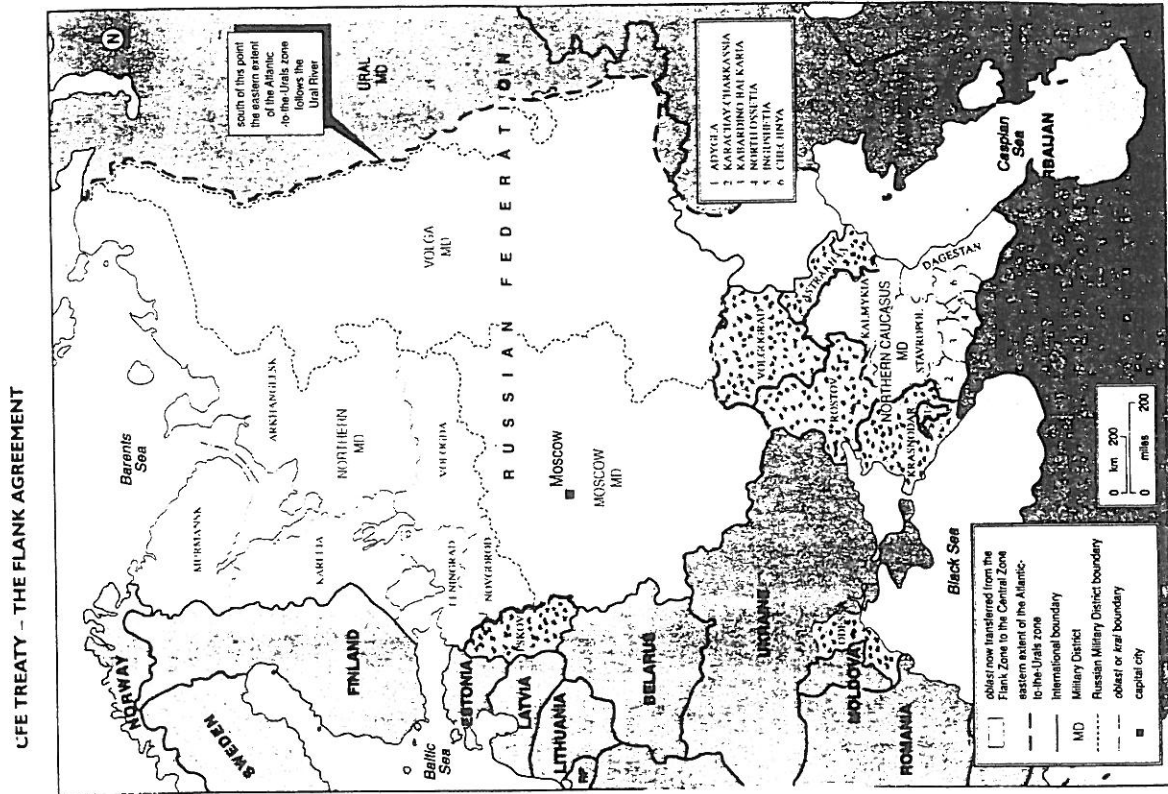
Source : Barbara Jelavich, *History of the Balkans. Eighteenth and Nineteenth Centuries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 28.

Le conflit en Bosnie-Herzégovine : plans de paix



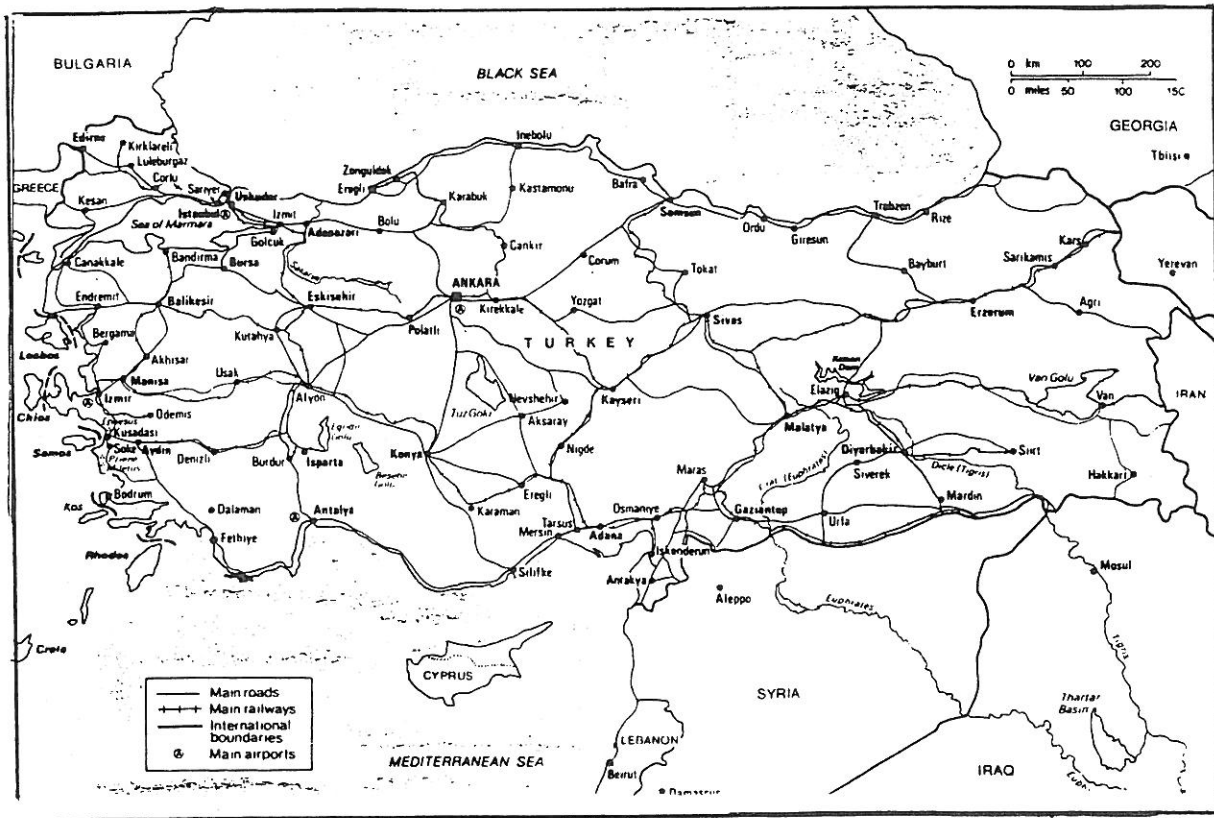
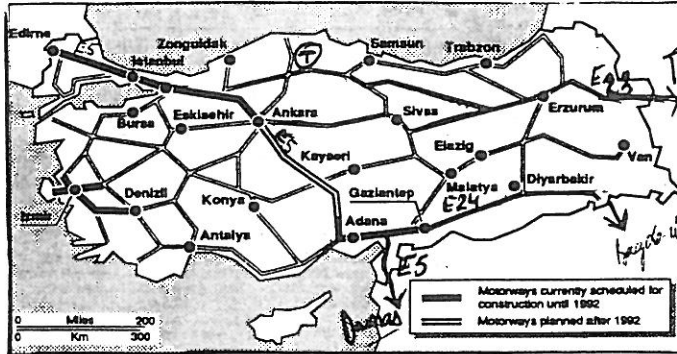
Source : Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996, pp. 148-149.

Traité FCE : zone des flancs - Pipelines : projets en concurrence



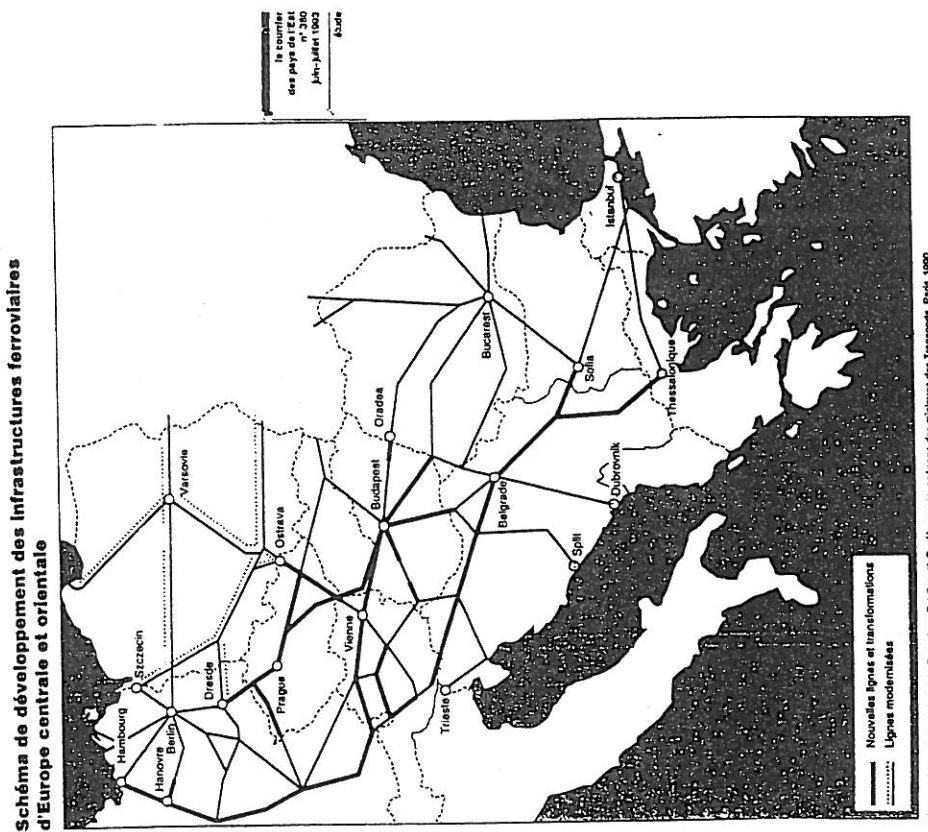
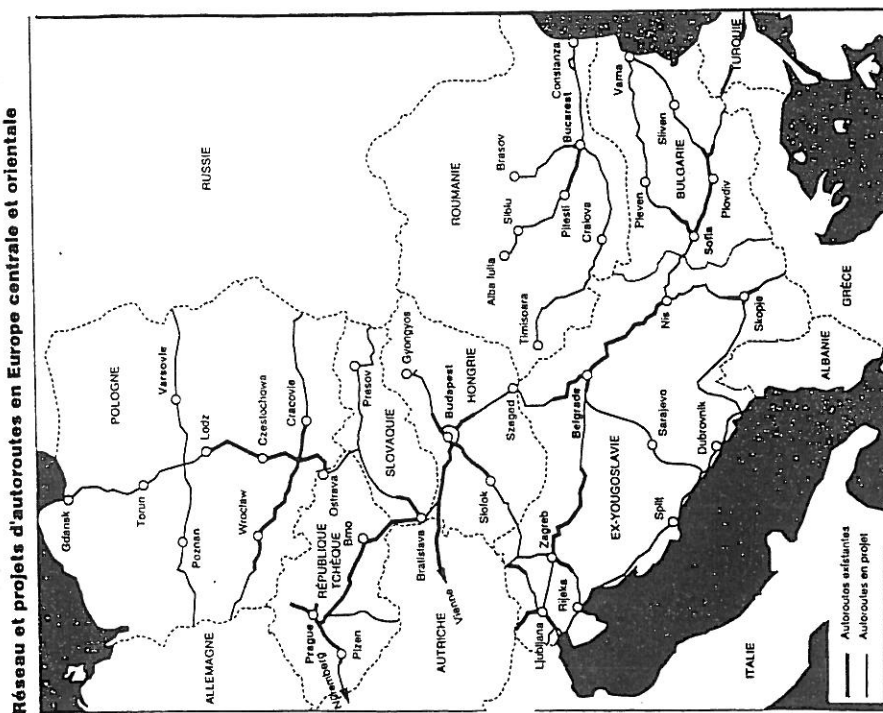
Sources : *The Military Balance*, 1996/97 ; Stéphane Yerasimos, "Des histoires de tuyaux et de pétrole", *Hérodote*, n°81, avril-juin 1996, pp. 106-125.

La Turquie : réseau de transport



Source : E.I.U. Country Profile, "Turkey".

Réseaux de transport en Europe centrale et orientale



Source : "L'avenir des transports est-ouest européens", Conférence européenne des ministres des transports, 1990.